Séance ordinaire du comité exécutif
du mercredi 3 juin 2020

ORDRE DU JOUR PUBLIC

10 – Sujets d'ouverture

10.001 Ordre du jour

CE *Direction générale , Cabinet du directeur général*

Adoption de l'ordre du jour de la séance du comité exécutif

10.002 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'adoption de l'ordre du jour de l'assemblée du prochain conseil municipal. Il sera traité à huis clos

10.003 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'adoption de l'ordre du jour de l'assemblée du prochain conseil d'agglomération. Il sera traité à huis clos

12 – Orientation

12.001 (AJOUT) L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'octroi d'un contrat dont l'objet est visé par l'un des critères prévus à la résolution CG11 0082. Il sera soumis à la Commission sur l'examen des contrats. En vertu du paragraphe 7.1 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

20 – Affaires contractuelles

20.001 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Optimisation_sécurité et propreté* - 1207157001

Accorder un contrat à Service d'entretien Alphanet inc. pour l'entretien sanitaire et le grand ménage de divers bâtiments du Service de sécurité incendie de Montréal, pour une période de 36 mois avec deux années d'option - Dépense totale de 591 788,65 $, taxes incluses (contrat : 493 157,21 $ + contingences : 98 631,44 $) - Appel d'offres 20-17878 (1 soumissionnaire)

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

20.002 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG *Service de l'approvisionnement , Direction acquisition* - 1204132002

Exercer l'option de la deuxième prolongation pour la fourniture et la livraison, sur demande, de pièces pour aqueduc et égout dans le cadre des contrats accordés aux firmes Albert Viau division Emco Corporation (433 007,92 $), St-Germain Égouts et Aqueducs inc. (661 806,13 $), et Wolseley Canada inc. (115 065,59 $) (CG16 0392), majorant ainsi le montant total estimé des ententes-cadres de 5 518 992,14 $ à 6 728 871,78 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.003 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG *Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires -Institutionnelles* - 1197684008

Autoriser l'option de 12 mois de prolongation pour des services de numérisation de factures avec reconnaissance de caractères (OCR), dans le cadre du contrat à XEROX Canada ltée, (CG18 0125), pour la période du 22 février 2021 au 21 février 2022 - Approuver un projet de contrat de prolongation à cette fin

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.004 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Gestion immobilière et exploitation* - 1190336002

Conclure une entente-cadre avec Nederman Canada Limited, fournisseur unique, pour les services d'entretien préventif, de réparations et d'acquisition de pièces pour les systèmes de captation des gaz à la source dans les casernes de pompiers, pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 577 724,71 $, taxes incluses (contrat : 203 846,07 $ + services additionnels et contingences : 373 878,64 $) - Approuver un projet de convention à cette fin

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

20.005 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG *Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles* - 1198555001

Accorder le contrat de services Dr à l'entreprise Énergir, S.E.C. pour l'injection dans son réseau gazier du gaz naturel renouvelable produit par le centre de traitement de matières organiques (CTMO) par biométhanisation à Ville de Montréal-Est - Dépense totale de 3 965 686,73 $, taxes incluses (contrat : 2 643 791,15 $ + provisions et contingences 1 321 895,58 $)

Compétence d'agglomération : Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi que tout autre élément de leur gestion si elles sont dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du plan de gestion de ces matières

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

20.006 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées* - 1203438020

Accorder un contrat de gré à gré à ABB inc., fournisseur unique, pour l'évolution et le support du système MOD300 avec 800xA (SICOS) de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte pour la période du 1er juin 2020 au 31 mai 2023 - Somme maximale de 1 922 760,65 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

20.007 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées* - 1203438019

Accorder un contrat de trois ans à EBI Envirotech inc. pour la location sur demande d'équipements avec opérateurs pour divers travaux de pompage et de nettoyage à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte et sur le réseau des intercepteurs, incluant deux options de renouvellement d'une année chacune - Dépense totale de 2 235 521,46 $ (contrat: 2 032 292,24 $, contingences: 203 229,22 $) - Appel d'offres public 20-18069 (5 soumissionnaires)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

20.008 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CM *Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA* - 1204922004

Accorder trois contrats à Déneigement Fontaine Gadbois inc. pour des services de transport de neige pour une période de 2 ans, avec une option de renouvellement d'une saison hivernale - Dépense totale de 3 004 866,57 $, taxes incluses (contrats : 2 504 055,47 $, variations des quantités 375 608,32 $, contingences : 125 202,78 $) - Appel d'offres public 20-18055 (7 soumissionnaires)

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

20.009 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CE *Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion des parcs et biodiversité* - 1206628001

Accorder des contrats à Entrepreneurs paysagistes Strathmore et Bio-Contrôle arboricole, pour les services d'injection de frênes sur les domaines public et privé dans le cadre de la stratégie de lutte contre l'agrile du frêne - Dépense totale de 641 994, 84 $, taxes incluses (Contrats : 534 995, 70 $, Contingences : 53 499, 57 $, incidences : 53 499, 57 $) - Appel d'offres public 20-18074 (3 à 4 soumissionnaires par contrat)

20.010 Contrat de construction

CE *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1208668001

Accorder un contrat à Les constructions Serbec inc, pour des travaux de rénovation au Complexe sportif Claude-Robillard, situé au 1000, avenue Émile-Journault, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville - Dépense totale de 162 103,15 $, taxes incluses (contrat : 140 959,26 $ + contingences: 21 143,89 $) - Appel d'offres public IMM-15568 (4 soumissionnaires)

20.011 Contrat de construction

CM *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1208091001

Autoriser une dépense additionnelle de 480 000 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences et autoriser la réduction du montant des incidences de 615 827,97 $ à 365 827,97 $, soit une diminution de 250 000,00 $, taxes incluses, et transférer ce montant au budget de contingences, dans le cadre du contrat accordé à Construction Gamarco inc. (CM18 1143) pour la réalisation des travaux supplémentaires à l'aréna Saint-Michel , majorant ainsi le montant total du contrat de 20 527 598,96 $ à 21 257 598,96 $, taxes et contingences incluses

20.012 Contrat de construction

CG *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1208009001

Autoriser une dépense additionnelle de 357 893,63 $, taxes incluses, pour la mise en oeuvre du projet de restauration de la maçonnerie et divers travaux connexes au Château Dufresne, 2929 avenue Jeanne-d'Arc, Montréal, dans le cadre du contrat à St-Denis Thompson Inc. (CG19 0242), majorant ainsi le montant du contrat de 4 856 308,96 $ à 5 214 202,60 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Contributions municipales et gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux pour la mise en valeur des biens, sites et arrondissements reconnus par la Loi sur le patrimoine culturel

20.013 Contrat de construction

CE *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité* - 1202968007

Accorder un contrat à Construction NRC Inc., pour la réalisation de travaux électriques de signalisation lumineuse à 25 intersections de la Ville de Montréal, pour une période de 14 semaines - Dépense totale de 329 663,45 $, taxes incluses (contrat : 274 719,54 $ + contingences : 54 943,91 $) - Appel d'offres public 447934 (5 soumissionnaires)

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

20.014 Contrat de construction

CM *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité* - 1202968009

Accorder un contrat à Pierre Brossard (1981) Ltée, pour la réalisation de travaux civils et électriques de signalisation lumineuse à 10 intersections de la Ville de Montréal, pour une période de 21 semaines - Dépense totale de 3 859 983,38 $, taxes incluses (contrat : 3 216 652,82 $ + contingences : 643 330,56 $) - Appel d'offres public 447937 (4 soumissionnaires)

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

20.015 Contrat de construction

CM *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité* - 1202968011

Accorder un contrat à Bruneau Electrique Inc., pour la réalisation de travaux électriques de signalisation lumineuse à 25 intersections de la Ville de Montréal, pour une période de 12 semaines - Dépense totale de 599 621,71 $, taxes incluses (contrat : 499 684,76 $ + contingences : 99 936,95 $) - Appel d'offres public 461711 (5 soumissionnaires)

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

20.016 Contrat de construction

CM *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures* - 1207231034

Accorder un contrat à Les entreprises Claude Chagnon inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie et d'éclairage dans l'avenue Gascon, entre la rue Sherbrooke et la rue Angus - Dépense totale de 5 904 410,89 $ (contrat: 4 669 999,99 $, contingences: 604 280,76 $, incidences: 630 130,14 $), taxes incluses - Appel d'offres public 336402 (8 soumissionnaires) - Autoriser un budget de revenus de 18 945,05 $, taxes incluses (contrat entente : 17 222,77 $ + contingences : 1 722,28 $), pour les travaux de Bell intégrés au contrat pour une dépense équivalente et qui sont remboursables par Bell en vertu de l'entente

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

20.017 Contrat de construction

CE *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité* - 1202968014

Accorder un contrat à Laurin, Laurin (1991) Inc. pour la réalisation de travaux électriques de signalisation lumineuse à 25 intersections de la Ville de Montréal, pour une période de 12 semaines - Dépense totale de 346 806,56 $, taxes incluses (contrat : 289 005,47 $ + contingences : 57 801,09 $) - Appel d'offres public 461714 (5 soumissionnaires)

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

20.018 Contrat de construction

CM *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité* - 1202968015

Accorder un contrat à Laurin, Laurin (1991) Inc., pour la réalisation de travaux civils et électriques de signalisation lumineuse à 4 intersections de la Ville de Montréal, pour une période de 12 semaines - Dépense totale de 1 806 655,07 $, taxes incluses (contrat : 1 505 545,89 $ + contingences : 301 109,18 $) - Appel d'offres public 461715 (4 soumissionnaires)

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

20.019 Contrat de services professionnels

CE *Outremont , Direction des travaux publics* - 1186965002

Autoriser une dépense additionnelle de 49 807,17 $, taxes incluses, pour la gestion de la surveillance due à l'octroi de deux contrats et à une durée prolongée des travaux réalisés à l'été 2019, dans le cadre du contrat accordé à GHD consultants Ltée (CE18 0296), majorant ainsi le montant total du contrat de 213 769,28 $ à 275 102,69 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.020 Contrat de services professionnels

CM *Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission* - 1200649002

Conclure une entente-cadre de services professionnels avec Le Groupe Civitas inc., pour des services de surveillance de travaux pour la somme maximale de 762 284,25 $, taxes incluses - Appel d'offres public 1709 (2 soumissionnaires) - Approuver un projet de convention à cette fin

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

20.021 Contrat de services professionnels

CM *Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission* - 1200649004

Conclure une entente-cadre de services professionnels avec le Groupe Geninov inc, pour des services de surveillance de travaux pour la somme maximale de 774 686,37 $, taxes incluses - Appel d'offres public 1707 (3 soumissionnaires) - Approuver un projet de convention à cette fin

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

20.022 Entente

CM *Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles* - 1205886002

Entériner l'avenant au protocole d'entente et l'avenant au contrat avec le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques du Québec dans le cadre du projet de réhabilitation du Parc d'entreprises de la Pointe-Saint-Charles du Programme Revi-Sols

20.023 Entente

CE *Service de l'habitation* - 1200498004

Approuver une modification à l'entente avec la Fédération des caisses Desjardins du Québec pour augmenter l'enveloppe totale de financement disponible afin de permettre aux organismes requérants d'obtenir le prêt à terme nécessaire à la réalisation de leur projet financé dans le cadre du programme d'aide à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (AccèsLogis Montréal)

Compétence d'agglomération : Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri

20.024 Entente

CG *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Gestion immobilière et exploitation* - 1190257001

Approuver l'entente entre la Ville de Montréal et la Ville de Pointe-Claire portant sur la délégation de la construction du nouveau poste de quartier numéro 5

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

20.025 Entente

CE *Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports* - 1208169001

Approuver les conventions de financement à intervenir avec la Communauté métropolitaine de Montréal pour l'acquisition de milieux naturels (Programme d'acquisition et de conservation d'espaces boisés et Programme d'aide financière pour les projets contribuant à la mise en place de la trame verte et bleue)

Compétence d'agglomération : Cas où la municipalité centrale a succédé à une municipalité régionale de comté ou à une communauté urbaine, toute autre matière sur laquelle la compétence appartient à la municipalité centrale et appartenait, en vertu d'une disposition législative, à l'organisme auquel la municipalité a succédé

20.026 Immeuble - Acquisition

CG *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières* - 1198190013

Approuver un projet d'acte par lequel la Ville acquiert de Société en commandite Gilford, aux fins d'un projet de logements sociaux et communautaires, un terrain vacant, connu et désigné comme étant le lot 6 222 957 du cadastre du Québec, situé au quadrant nord-ouest de l'intersection du prolongement projeté de la 2e Avenue et du parc linéaire projeté dans l'axe de prolongement de la rue Gilford, dans l'arrondissement de Rosemont - La Petite-Patrie, d'une superficie de 1639,5 m², pour la somme de 564 000 $, plus les taxes applicables et par lequel la Ville accorde mainlevée pure et simple de l'hypothèque créée en sa faveur et publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le 28 août 2017, sous le numéro 23 332 132, afin de garantir l'accomplissement des engagements relatifs à la réalisation de logements sociaux et communautaires

Compétence d'agglomération : Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri

20.027 Immeuble - Location

CM *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières* - 1208682002

Approuver la prolongation du bail par lequel la Ville loue à Projet Sol, pour une période additionnelle de 5 ans, à compter du 1er juin 2019, un espace dans le Stade de soccer de Montréal, situé au 9235, avenue Papineau, Montréal, d'une superficie approximative de 546 pi², à des fins de services alimentaires pour un revenu total de 23 424,66 $

20.028 Immeuble - Location

CM *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières* - 1195323001

Approuver le projet de contrat de prêt de locaux par lequel la Ville prête au Conseil des arts de Montréal, à titre gratuit, pour une période de 10 ans, à compter du 1er janvier 2019, des espaces à bureaux situés dans l'édifice Gaston-Miron, au 1210, rue Sherbrooke Est, à Montréal, d'une superficie totale de 2 822,41 m². - Subvention immobilière estimée à 8 050 642,20 $ pour la durée totale du terme du bail

20.029 Immeuble - Location

CM *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières* - 1204069001

Approuver la prolongation du bail par lequel la Ville loue à Ex aequo pour une période de 3 ans, à compter du 1er juillet 2020, un local situé au 3e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie de 2 009 pieds carrés, à des fins administratives pour un loyer total 83 171,28 $, excluant les taxes - Montant total de subvention pour cette occupation d'environ 67 500 $

20.030 Immeuble - Location

CM *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières* - 1204069006

Approuver la prolongation du bail par lequel la Ville de Montréal loue à Collectif d'animation urbaine L'Autre Montréal pour une période de 3 ans, à compter du 1er juillet 2020, un local situé au 3e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie de 1 318,36 pi², à des fins administratives, moyennant un loyer total de 26 175,48 $

20.031 Immeuble - Location

CM *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières* - 1204069007

Approuver la prolongation de bail par laquelle la Ville loue au Centre des organismes communautaires, pour une période de 3 ans, à compter du 1er août 2020, un local, situé au 4e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie de 1 194,8 pi², à des fins socioculturelles, pour un loyer total de 50 845,92 $, excluant les taxes - Montant total de subvention pour cette occupation est d'environ 38 700 $

20.032 Immeuble - Location

CM *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières* - 1200515003

Approuver un bail par lequel la Ville de Montréal loue à Location Bench & Table inc. et monsieur Allan Vosko, du 1er juillet 2020 au 30 juin 2023, à des fins de stationnement non tarifé, réservé pour sa clientèle, une partie de terrain située dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce, au nord-est des avenues de Courtrai et Victoria, constitué du lot 2 651 605 du cadastre du Québec, ayant une superficie de 4 942 pi², et ce, au montant de 24 374,52 $ pour le terme, plus les taxes applicables

20.033 Subvention - Contribution financière

CE *Le Sud-Ouest , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1208237002

Accorder une aide financière aux artistes et travailleurs culturels mentionnés au dossier décisionnel, pour la différence entre les dépenses ayant été engagées et payées pour l'exécution des contrats et conventions avant leurs résiliations et le montant total prévu aux contrats, pour les spectacles et activités culturelles prévus dans l'arrondissement du Sud-Ouest- Montant total de l'aide financière accordée s'élève à 2 830 $

20.034 Subvention - Contribution financière

CE *Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1207838013

Accorder une aide financière aux artistes et travailleurs culturels mentionnés au dossier décisionnel, pour la différence entre les dépenses ayant été engagées et payée pour l'exécution des contrats et conventions avant leurs résiliations et le montant total prévu au contrat, pour les spectacles, expositions et activités culturelles prévus dans l'arrondissement - Montant total de l'aide financière accordée s'élève à 12 700 $

20.035 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

20.036 Subvention - Soutien financier avec convention

CE *Service du développement économique* - 1200191003

Approuver l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme Conseil québécois de la coopération et de la mutualité (CE19 0536), l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme Montréal InVivo (CE19 1311) et l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme Femmes du cinéma, de la télévision et des médias numériques (CE19 1477) afin d'ajuster les modalités des projets au contexte engendré par la pandémie

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

20.037 Subvention - Soutien financier avec convention

CE *Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale* - 1208377001

Accorder un soutien financier de 67 659 $ à Société Ressources-loisirs Pointe-aux-Trembles afin de réaliser le projet Mon milieu, ma communauté pour la période du 1er avril 2020 au 31 mars 2023 dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) - Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Contributions municipales et gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux de lutte à la pauvreté

20.038 Subvention - Soutien financier avec convention

CE *Service du développement économique , Direction Partenariats stratégiques et affaires internationales* - 1208468010

Accorder un soutien financier non récurrent d'un maximum de 197 866 $ à 6 organismes dans le cadre de l'appel de propositions aux OBNL pour le soutien technique aux entreprises - Approuver les projets de convention à cet effet

20.039 Subvention - Soutien financier avec convention

CG *Service du développement économique* - 1200191004

Approuver l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme École des entrepreneurs du Québec (CG20 0025), l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme École des entrepreneurs du Québec (CG19 0133), l'addenda 2 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme Pôle innovation MTL (CG18 0547 et CG20 0068) et l'addenda 1 au contrat de services professionnels entre la Ville et l'organisme École de créativité la Factry (CG19 0058) afin d'ajuster les modalités des projets et des services au contexte engendré par la pandémie

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

20.040 Subvention - Soutien financier avec convention

CG *Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports* - 1207898001

Accorder un soutien financier total et maximal de 975 000 $ à l'organisme Conseil du sport de l'île de Montréal afin de contribuer au développement du sport régional et du sport de haut niveau à Montréal pour la période du 1e janvier 2021 au 31 décembre 2023 - Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure métropolitaine, nationale et internationale

30 – Administration et finances

30.001 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CM *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité* - 1201097003

Accepter, en partie, l'offre de services du conseil d'arrondissement de Ville-Marie en vertu du 2e alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge le financement, la conception, la coordination et la réalisation des travaux dans diverses rues artérielles de l'arrondissement de Ville-Marie (rue Parthenais entre les rues Logan et Ontario et rue Plessis entre la rue Sherbrooke et le boulevard René-Lévesque)

30.002 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CM *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1208516002

Approuver le dépôt d'une demande d'aide financière dans le cadre du Programme Climat municipalités - Phase 2 dans le cadre du programme d'aide financière pour le "volet 2 - réalisation de projets pilotes" donnant droit à une subvention évaluée à 215 000,00 $ pour réaliser un projet pilote de géothermie non conventionnelle avec puits à colonne permanente (PCP) au Centre Père-Marquette (0110), situé au 1600 rue de Drucourt dans l'arrondissement Rosemont-La Petite-Patrie

30.003 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CE *Service de la culture , Direction du développement culturel* - 1208840001

Accepter le don d'une maquette du pavillon du Québec de l'Expo 67 de la succession de Luc Durand pour le Centre d'histoire de Montréal et autoriser l'émission d'un reçu officiel pour fins de l'impôt sur le revenu à la succession de Luc Durand d'une valeur totale de 14 000 $

30.004 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

30.005 Budget - Budget de fonctionnement / PTI

CE *Service de la culture , Direction du développement culturel* - 1206369001

Accepter une subvention de 115 000 $ du Trust Royal afin de permettre la programmation des Concerts de la Succession Campbell qui seront présentés exceptionnellement cette année en version numérique dans le cadre de la programmation 2020 des activités culturelles municipales - Approuver un projet de convention entre la Ville et Compagnie Trust Royal concernant la programmation des Concerts de la Succession Campbell - Autoriser à cette fin un budget additionnel de dépenses équivalent au revenu additionnel

30.006 Budget - Virement / Annulation de crédits

CM *Service de l'expérience citoyenne et des communications* - 1203012002

Autoriser le virement budgétaire totalisant 41 000 $ pour l'année 2020 en provenance de l'arrondissement de Lachine vers la Division 311 et interventions rapides et prioritaires de la Direction de l'expérience citoyenne et du 311 au sein du Service de l'expérience citoyenne et des communications et ce, à compter du 11 juillet 2020 - Ajuster la base budgétaire pour l'année 2021 et les années subséquentes de l'ordre de 86 300 $

30.007 Budget - Virement / Annulation de crédits

CE *Rosemont - La Petite-Patrie , Direction du développement du territoire et des études techniques* - 1206417002

Autoriser un virement budgétaire de 788 494,97 $, taxes incluses, du Service de la gestion et de la planification immobilière à l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie, dans le cadre du contrat accordé à Les entreprises Constructo, pour le réaménagement des bureaux de la Division de l'entretien de l'éclairage, de la signalisation et du marquage sur la chaussée (CA20 260100)

30.008 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne le règlement d'un litige. En vertu du paragraphe 5 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

30.009 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne un recours judiciaire. En vertu du paragraphe 5 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

30.010 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne un recours judiciaire. En vertu du paragraphe 5 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

40 – Réglementation

40.001 Ordonnance - Autre sujet

CE *Service de l'habitation* - 1208370004

Édicter une ordonnance en vertu du Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et sans but lucratif (AccèsLogis Montréal) (02-102) pour la majoration des loyers de référence des projets de logement social et communautaire en volet 3

Compétence d'agglomération : Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri

40.002 Règlement - Adoption

CM *Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1200603001

Adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la démolition partielle et l'occupation d'une résidence pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 3 362 559, localisée entre les rues Chambly et Joliette

40.003 Règlement - Adoption

CG *Rosemont - La Petite-Patrie , Direction du développement du territoire et des études techniques* - 1202614003

Adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 6 357 698 du Cadastre du Québec

Compétence d'agglomération : Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri

40.004 Règlement - Emprunt

CG *Service de la culture* - 1208021005

Adopter un règlement autorisant un emprunt de 6 918 000 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation des projets de compétence d'agglomération d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021

40.005 Règlement - Emprunt

CM *Service de la culture* - 1208021004

Adopter un règlement autorisant un emprunt de 5 379 000 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation des projets de compétence corporative d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021

40.006 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

40.007 Urbanisme - Certificat de conformité

CE *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme* - 1203422002

Approuver la conformité au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal de la résolution PP-014 en vertu des dispositions du règlement R-2013-085 sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble pour l'immeuble situé au 1055, rue Tecumseh dans la ville de Dollard-Des Ormeaux

40.008 Urbanisme - Certificat de conformité

CE *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme* - 1208155001

Approuver la conformité au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal du règlement PC-2880-1 modifiant les dispositions de zonage du Règlement PC-2880 (Code villageois) de la Ville de Pointe-Claire.

50 – Ressources humaines

50.001 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne une question relative aux ressources humaines. En vertu du paragraphe 4 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

50.002 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne une question relative aux ressources humaines. En vertu du paragraphe 4 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

50.003 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne une question relative aux ressources humaines. En vertu du paragraphe 4 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

50.004 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne une question relative aux ressources humaines. En vertu du paragraphe 4 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

60 – Information

60.001 Dépôt

CE *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières* - 1208078007

Prendre acte du rapport sur les décisions déléguées concernant la conclusion de contrats relatifs à la location et aux aliénations d'immeubles, couvrant la période du 1er avril 2020 au 30 avril 2020, conformément au Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004)

70 – Autres sujets

70.001 Levée de la séance

CE *Direction générale , Cabinet du directeur général*

Levée de la séance

Nombre d'articles de niveau décisionnel CE : 27
Nombre d'articles de niveau décisionnel CM : 20
Nombre d'articles de niveau décisionnel CG : 21

CE : 10.002

2020/06/03 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 10.003

2020/06/03 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 12.001

2020/06/03 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.001

2020/06/03
08:30

Dossier # : 1207157001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Optimisation_sécurité et propreté , Division propreté
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la firme Service d'entretien Alphanet inc. pour l'entretien sanitaire et le grand ménage de divers bâtiments du Service de sécurité incendie de Montréal, pour une période de 36 mois avec deux années d'option. Dépense totale de 591 788,65 $ taxes incluses (soumission : 493 157,21 $ + contingences : 98 631,44 $ taxes incluses) Appel d'offres n° 20-17878 (1 soumissionnaire).

Il est recommandé :
1. d'accorder à Service d'entretien Alphanet inc., seul soumissionnaire conforme, pour une période de 36 mois, le contrat pour l'entretien sanitaire et le grand ménage de divers bâtiments du Service de sécurité incendie de Montréal au prix de leur soumission, pour la somme de 493 157,21 $, taxes incluses, suite à l'appel d'offres public n° 20-17878;

2. d'autoriser une dépense de 98 631,44 $, taxes incluses, à titre de budget des contingences;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-05-12 10:52

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207157001**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Optimisation_sécurité et propreté , Division propreté
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la firme Service d'entretien Alphanet inc. pour l'entretien sanitaire et le grand ménage de divers bâtiments du Service de sécurité incendie de Montréal, pour une période de 36 mois avec deux années d'option. Dépense totale de 591 788,65 $ taxes incluses (soumission : 493 157,21 $ + contingences : 98 631,44 $ taxes incluses) Appel d'offres n° 20-17878 (1 soumissionnaire).

CONTENU

CONTEXTE

Le parc immobilier du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) compte plus de 18 sites administratifs situés en majeure partie dans des casernes et répartis géographiquement dans plusieurs arrondissements de la Ville de Montréal ainsi que dans certaines villes liées.
Le présent contrat vise l'entretien ménager régulier de ces espaces administratifs qui est normalement effectué par l'entreprise privée. Prenez note que le grand ménage annuel et le lavage des vitres des 18 sites administratifs sont également couverts par ce contrat. Par contre, l'entretien ménager régulier des locaux occupés par les pompiers n'en fait pas partie, ceux-ci étant responsables d'en faire l'entretien.

Le contrat précédent, d'une durée de 36 mois, s'est terminé le 31 mars 2020; le fournisseur ayant refusé la prolongation d'une année prévue dans le contrat.

L'appel d'offres public n° 20-17878 a été publié par le Service de l'approvisionnement sur le site SEAO le 15 janvier 2020. Un délai de 33 jours francs, jusqu'au 18 février 2020, a été laissé aux soumissionnaires pour préparer et déposer leurs soumissions.

La durée de validité des soumissions est de 180 jours.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE20 0128- 5 février 2019- Exercer la première option de prolongation prévue dans le cadre du contrat accordé à Entretien Avangardiste (9119-5867 Québec inc.)(CE17 0499), pour une période de 12 mois, et autoriser une dépense additionnelle de 145 372,13 $, taxes incluses, pour le grand ménage annuel et le lavage des garages de divers bâtiments du Service de sécurité incendie de Montréal, majorant ainsi le montant total du contrat de 403

440,15 $ à 548 812,28 $, taxes incluses

CE17 0499 -12 avril 2017- Accorder deux contrats à Services d'entretien Alphanet inc. et 9119-5867 Québec inc.(Avangardiste) pour l'entretien sanitaire de divers bâtiments du Service de sécurité incendie de Montréal et le grand ménage des casernes, pour une période de 36 mois avec deux années d'option de renouvellement - Dépense totale de 843 247,57 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-15625 - (5 soumissionnaires)

CE14 0020 - 15 janvier 2014 -Accorder deux contrats à Services d'entretien Alphanet inc. et au Centre de transition le Sextant inc. pour l'entretien sanitaire de divers bâtiments du Service de sécurité incendie de Montréal et le grand ménage des casernes, pour une période de 36 mois - Dépense totale de 669 401,86 $, taxes incluses - Appel d'offres public 13-12944 - (4 soumissionnaires)

DESCRIPTION

Le contrat, prévu pour une période de 36 mois, comprend l'entretien régulier, le grand ménage printanier et le lavage des vitres des 18 sites administratifs.
L'entretien régulier de ces 18 sites administratifs consiste principalement à ramasser les rebuts et à nettoyer le mobilier, les murs, les planchers ainsi que les appareils sanitaires. Ceci inclut également un grand ménage printanier pour les revêtements de sol, les murs, les diffuseurs, etc. À cela s'ajoute le lavage des vitres une fois l'an.

L'ancien contrat de trois ans (CE17 0499) était divisé entre deux fournisseurs dont l'un, Service d'entretien Alphanet inc., effectuait les tâches décrites dans le présent sommaire décisionnel tandis que l'autre fournisseur (9119-5867 Québec inc. - Avangardiste) s'occupait du grand ménage et du lavage annuel des garages de toutes les casernes de pompiers : ce dernier ayant accepté la prolongation de contrat d'une année (voir CE20 0128).

JUSTIFICATION

L'octroi du présent contrat pour le service d'entretien ménager et le grand ménage printanier des 18 sites administratifs du SIM est nécessaire au bon déroulement des opérations quotidiennes de ces institutions.
À la suite de l'appel d'offres public tenu par le Service de l'approvisionnement, sept (7) entreprises se sont procuré les documents d'appel d'offres et une (1) firme a présenté une soumission conforme, soit 14,2 % du total :

- Les services d'entretien Alphanet inc.

Soumissions conformes	**Coût de base**	**Taxes**	**Total**
• Les services d'entretien Alphanet inc.	428 925,60 $	64 231,61 $	493 157,21 $
Dernière estimation réalisée ($)	352 369,83 $	52 771,43 $	405 168,26 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation)			87 988,95 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			21,72 %

Parmi les entreprises qui se sont désistées : une (1) manquait de temps, deux (2) n'avaient pas de ressources disponibles, une (1) utilisait le cahier de charge à titre informatif et les deux (2) autres n'ont pas fourni de raison.

La différence de 21,72 % entre la plus basse soumission conforme et l'estimation s'expliquerait par certaines particularités du contrat dont l'estimé n'aurait pas tenu compte. En moyenne, chacun des 18 espaces administratifs nécessite environ 1,8 heure par jour d'entretien, selon une fréquence de 2,4 jours par semaine : la taille de ces lieux n'exige pas un temps de travail supérieur.

La répartition géographique des bâtiments est assez étendue puisqu'elle couvre, à la fois, les arrondissements de la Ville de Montréal et les villes liées. Pour les équipes d'entretien, cette situation nécessite un temps de transport élevé entre les différents lieux de travail. Comme ce contrat ne rémunère que les heures de travail et non les heures de transport, l'entrepreneur aurait tenu compte de cet élément lorsqu'il a soumis un prix.

Le fait qu'il n'y ait eu qu'un seul soumissionnaire parmi les sept preneurs de cahier de charge de cet appel d'offres laisse croire que ces facteurs ont pu influencer la décision de certains entrepreneurs de ne pas soumissionner.

Lorsqu'une municipalité ne reçoit qu'une seule soumission conforme pour un appel d'offres public, l'*article 573.3.3* de la *L oi sur les cités et villes* stipule qu'une municipalité peut négocier avec le soumissionnaire pour conclure le contrat à un prix moindre que celui proposé dans la soumission, sans toutefois changer les autres obligations. Le SGPI a décidé de se prévaloir de ce pouvoir de négociation en proposant une offre au fournisseur, Les services d'entretien Alphanet inc., lors d'une rencontre tenue le 18 mars dernier. Ce dernier a soumis une contre-offre réduisant sensiblement les coûts au niveau des grands ménages et du lavage des vitres. Celle-ci a été acceptée par le SGPI.

Ce contrat inclut une option de renouvellement, soit deux périodes additionnelles de douze mois chacune, aux mêmes termes et conditions que ceux prévus au contrat. En tenant compte des augmentations de coûts, liées au taux du Comité paritaire pour les employés assujettis au Décret sur le personnel d'entretien d'édifices publics, nous estimons à environ :

- Pour la première prolongation (2023) : 146 692,56 $ taxes incluses
- Pour la deuxième prolongation (2024) : 150 506,56 $ taxes incluses

Afin d'assurer le service d'entretien ménager, pour la période du 1er avril au 30 juin 2020 inclusivement, un contrat de gré à gré a été conclu avec les Service d'entretien Alphanet inc. dans des conditions financières similaires à l'ancien contrat, et ce, au niveau de l'entretien ménager régulier. Dans le cadre de la pandémie de la COVID-19, ce contrat de trois mois permet également la désinfection de ces lieux essentiels au bon fonctionnement de la Ville de Montréal, et ce, à un meilleur prix qu'à la pièce. Ce contrat de gré à gré totalise la somme de 90 927,53$ taxes incluses.

La firme Les services d'entretien Alphanet inc. ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) ni de celle du Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics du Secrétariat du Conseil du trésor. Par ailleurs, le Registre des entreprises ne fait état d'aucune irrégularité et le contractant n'est pas visé par la liste des personnes déclarées non conformes en application du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville ni par la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

La firme Les services d'entretien Alphanet inc. détient une attestation valide de l'Autorité des marchés publics.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale de ce contrat totalise la somme de 493 157,21 $ répartie ainsi :

Fournisseur	2020	2021	2022	2023	Total
Les services d'entretien Alphanet inc.	75 757,03 $	164 385,74 $	164 385,74 $	88 628,71 $	**493 157,21 $**

Le montant des contingences est de 98 631,44 $, ce qui représente 20 % du contrat.

Le coût total de ce contrat est entièrement financé par le budget de fonctionnement de la Direction de l'optimisation, de la sécurité et de la propreté du SGPI. Cette dépense est assumée à 100 % par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Conformément aux clauses du devis technique, l'adjudicataire a mis en place et maintiendra des méthodes d'entretien à faible impact environnemental se traduisant par l'utilisation de produits respectueux de l'environnement.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce contrat est requis pour assurer la salubrité des édifices et le support aux opérations. L'entretien sanitaire et le grand ménage de divers bâtiments du Service de sécurité incendie de Montréal ont toujours été confiés à l'entreprise privée. Un report d'octroi, une interruption de service ou un refus d'octroyer la prolongation du contrat compromettrait la salubrité des lieux.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Comme l'appel d'offres a eu lieu avant l'arrivée au pays du COVID-19, il est possible que le montant de ce contrat ne soit pas suffisant pour couvrir l'ajout des tâches de désinfection pour ces bâtiments stratégiques, et ce, même avec des contingences de 20 %.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début du contrat : 3 juillet 2020
Fin du contrat : 30 juin 2023

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Badre Eddine SAKHI)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre LACOSTE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Bruno SIMARD
Conseiller analyse - contrôle de gestion

Tél : 514 872-5084
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-04

Carole GUÉRIN
Chef de division propreté

Tél : 514 872-8196
Télécop. : 514 868-1082

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Louise BRADETTE
Directrice
Tél : 514-872-8484
Approuvé le : 2020-05-07

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2020-05-12

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1207157001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Optimisation_sécurité et propreté , Division propreté
Objet :	Accorder un contrat à la firme Service d'entretien Alphanet inc. pour l'entretien sanitaire et le grand ménage de divers bâtiments du Service de sécurité incendie de Montréal, pour une période de 36 mois avec deux années d'option. Dépense totale de 591 788,65 $ taxes incluses (soumission : 493 157,21 $ + contingences : 98 631,44 $ taxes incluses) Appel d'offres n° 20-17878 (1 soumissionnaire).

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

17878 Intervention.pdf 17878 TCP.pdf 20-17878 pv.pdf 20-17878 DetCah.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Badre Eddine SAKHI
Agent d'approvisionnement niv. 2
Tél : 514-872-4542

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-05

Denis LECLERC
C/S app.strat.en biens
Tél : 514-872-5241
Division : Direction -Acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-17878 — No du GDD : 1207157001

Titre de l'appel d'offres : Entretien sanitaire pour divers bâtiments et grand ménage des casernes du Service de sécurité incendie de Montréal

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 15 - 1 - 2020

Ouverture originalement prévue le : 18 - 2 - 2020

Ouverture faite le : 18 - 2 - 2020

Nombre d'addenda émis durant la période : 0

Date du dernier addenda émis : - -

Délai total accordé aux soumissionnaires : 33 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 7

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 14,29

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 16 - 8 - 2020

Date d'échéance révisée : 16 - 8 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Services d'entretien Alphanet inc.	493 157,21 $	√	

Information additionnelle

En accord avec l'article 573.3.3 de la loi sur les cités et villes « Dans le cas où une municipalité a, à la suite d'une demande de soumissions, reçu une seule soumission conforme, elle peut s'entendre avec le soumissionnaire pour conclure le contrat à un prix moindre que celui proposé dans la soumission, sans toutefois changer les autres obligations, lorsque le prix proposé accuse un écart important avec celui prévu dans l'estimation établie par la municipalité ».

À la suite de la rencontre de négociation organisée par le Service de l'approvisionnement, la firme **Services d'entretien Alphanet inc**. a accepté de réduire le prix de son offre de l'ordre de 1,84%, ce qui représente une économie de **9 268,31 $** taxes incluses pour le SGPI.

À noter que les termes et conditions du contrat demeurent les mêmes.

Six (6) désistements : (1) manque de temps, (2) ressources non disponible, (1) à titre informatif, (2) pas de réponse.

Préparé par : Badre Eddine Sakhi — Le 4 - 5 - 2020

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Numéro d'appel d'offres	20-17878
Titre de l'appel d'offres	Entretien sanitaire pour divers bâtiments et grand ménage des casernes du
Mode d'adjudication	Plus bas soumissionnaire conforme
Règle d'adjudication	Contrat attribué globalement à un seul soumissionnaire

Description	Numéro d'item	Description d'item	Quantité prévisionnelle	Unité de mesure	Service d'entretien Alphanet inc.	Service d'entretien Alphanet inc.
Entretien ménager régulier des espaces administratifs					Prix offre initiale	**Prix négocié**
Entretien ménager régulier des espaces administratifs	1	Entretien ménager de 18 sites conformément au devis technique pour une période de 36 mois	11 178	Taux horaire	30,00 $	30,00 $
Grand ménage des espaces administratifs						
Grand ménage des espaces administratifs	2	Grand ménage de 18 sites pour l'année 2020, le tout conformément au devis technique	66 235	Pied carré (Pi²)	0,35 $	0,32 $
	3	Grand ménage de 18 sites pour l'année 2021, le tout conformément au devis technique	66 235	Pied carré (Pi²)	0,35 $	0,32 $
	4	Grand ménage de 18 sites pour l'année 2022, le tout conformément au devis technique	66 235	Pied carré (Pi²)	0,35 $	0,32 $
Lavage des vitres extérieures des espaces administratifs						
Lavage des vitres extérieures des espaces administratifs	5	Lavage des vitres extérieures pour les 21 sites, le tout conformément au devis technique	3	Tarif forfaitaire	10 700,00 $	10 000,00 $
				Sous total	436 986,75 $	428 925,60 $
				tps	21 849,34 $	21 446,28 $
				tvq	43 589,43 $	42 785,33 $
				Montant total ttc	**502 425,52 $**	**493 157,21 $**
				Économie		**(9 268,31) $** **-1,84%**

Analyse administrative des soumissionnaires			Service d'entretien Alphanet inc.
	NEQ	**Requis**	1143257690
	Date d'immatriculation		1995-03-06
	Signature	Oui	Conforme
	Vérification au Registre des entreprises du Québec (REQ)	Oui	Conforme
	Vérification au Registre des entreprises non admissibles (RENA)	Oui	Conforme
	Vérification Liste des Personnes ayant contrevenu «PGC»	Oui	Conforme
	Vérification au Registre des Personnes inadmissibles RGC»	Oui	Conforme
	Vérification dans la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI)	Oui	Conforme
	Caution soumission	Oui	MCS1399005-20-01
	Validation de conformité - CNESST	Oui	Conforme

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Numéro d'appel d'offres	20-17878
Titre de l'appel d'offres	Entretien sanitaire pour divers bâtiments et grand ménage des casernes du
Mode d'adjudication	Plus bas soumissionnaire conforme
Règle d'adjudication	Contrat attribué globalement à un seul soumissionnaire

Non-conforme
Correction - Erreur de calcul
Plus bas soumissionnaire conforme

Vérifié par : Badre Sakhi **Date :** 26 mars 2020

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 20-17878
Numéro de référence : 1335450
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Entretien sanitaire pour divers bâtiments et grand ménage des casernes du Service de sécurité incendie de Montréal

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
2439-5584 Québec Inc. (Les Entreprises Martin et Leblanc) 40, Rue Paul-Gauguin Candiac, QC, J5R 6X2 NEQ : 1144260602	Monsieur Jean Maxime Leblanc Téléphone : 450 635-4898 Télécopieur : 450 635-7463	**Commande : (1685053)** 2020-01-20 10 h 40 **Transmission :** 2020-01-20 10 h 40	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Entreprises Fervel Inc. 401, avenue Ste-Croix Montréal, QC, H4N 2L3 http://www.fervel.ca NEQ : 1142288647	Monsieur Lino Lopes Téléphone : 514 744-4627 Télécopieur : 514 744-6223	**Commande : (1683762)** 2020-01-16 11 h 54 **Transmission :** 2020-01-16 11 h 54	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Placement potentiel inc 111 Av Donegani Montréal, QC, H9R2W3 http://www.placementpotentiel.com NEQ : 1142397240	Monsieur John Dirlik Téléphone : 514 694-0315 Télécopieur :	**Commande : (1683698)** 2020-01-16 11 h 05 **Transmission :** 2020-01-16 11 h 16	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
SaaV group Inc. 273 rue Foisy Saint-Eustache, QC, J7P 4A2 http://www.saavgroup.com NEQ : 1165752578	Monsieur Stoyan Yordanov Téléphone : 514 664-3334 Télécopieur :	**Commande : (1690935)** 2020-01-30 12 h 23 **Transmission :** 2020-01-30 12 h 23	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Service d'entretien Alphanet 640, boul. Guilmond Longueuil, QC, J4G1P8 NEQ : 1143257690	Monsieur Alejandro Figueroa Téléphone : 450 651-1490 Télécopieur : 450 651-2614	**Commande : (1683333)** 2020-01-15 16 h 27 **Transmission :** 2020-01-15 16 h 27	Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Service D'entretien Carlos Inc. 8610, du Creusot Montréal, QC, H1P 2A7 NEQ : 1145025863	Monsieur Walther Carlos Téléphone : 514 727-3415 Télécopieur : 514 722-3038	**Commande : (1683948)** 2020-01-16 15 h **Transmission :** 2020-01-16 15 h	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Université de Montréal. 7077, avenue du Parc 2041 Montréal, QC, H3N 1X7 NEQ :	Monsieur Hubert Lachance Téléphone : 514 343-5682 Télécopieur :	**Commande : (1691808)** 2020-01-31 15 h 34 **Transmission :** 2020-01-31 15 h 34	Mode privilégié : Ne pas recevoir

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207157001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Optimisation_sécurité et propreté , Division propreté
Objet :	Accorder un contrat à la firme Service d'entretien Alphanet inc. pour l'entretien sanitaire et le grand ménage de divers bâtiments du Service de sécurité incendie de Montréal, pour une période de 36 mois avec deux années d'option. Dépense totale de 591 788,65 $ taxes incluses (soumission : 493 157,21 $ + contingences : 98 631,44 $ taxes incluses) Appel d'offres n° 20-17878 (1 soumissionnaire).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1207157001 - Service entretien Alphanet.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre LACOSTE
Préposé au budget
Tél : 514 872-4065

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-06

Diane NGUYEN
Conseillère budgétaire
Tél : 514.872.0549
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.002

2020/06/03
08:30

Dossier # : 1204132002

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de la deuxième prolongation pour la fourniture et la livraison, sur demande, de pièces pour aqueduc et égout dans le cadre des contrats accordés aux firmes Albert Viau division Emco Corporation (433 007,92 $), St-Germain Égouts et Aqueducs inc. (661 806,13 $), et Wolseley Canada inc. (115 065,59 $) (CG16 0392) majorant ainsi le montant total estimé des ententes-cadres de 5 518 992,14 $ à 6 728 871,78 $, taxes incluses

Il est recommandé :
1. d'exercer l'option de la deuxième prolongation pour la fourniture et la livraison, sur demande, de pièces pour aqueduc et égout dans le cadre des contrats accordés aux firmes Albert Viau division Emco Corporation (433 007,92 $), St-Germain Égouts et Aqueducs inc. (661 806,13 $), et Wolseley Canada inc. (115 065,59 $) (CG16 0392) majorant ainsi le montant total estimé des ententes-cadres de 5 518 992,14 $ à 6 728 871,78 $, taxes incluses.;

2.. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services, et ce, au rythme des besoins à combler.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-05-07 14:37

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1204132002**

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de la deuxième prolongation pour la fourniture et la livraison, sur demande, de pièces pour aqueduc et égout dans le cadre des contrats accordés aux firmes Albert Viau division Emco Corporation (433 007,92 $), St-Germain Égouts et Aqueducs inc. (661 806,13 $), et Wolseley Canada inc. (115 065,59 $) (CG16 0392) majorant ainsi le montant total estimé des ententes-cadres de 5 518 992,14 $ à 6 728 871,78 $, taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

En 2016, le Service de l'approvisionnement a procédé au lancement d'un appel d'offres public ayant pour objet la fourniture et la livraison sur demande de pièces pour aqueduc et égout, prévoyant deux (2) options de prolongation de douze (12) mois. Les contrats, au montant global de 4 380 531,74 $, taxes incluses, octroyés aux firmes Albert Viau division Emco Corporation, St-Germain Égouts et Aqueducs inc. et Wolseley Canada inc.En mai 2019, l'exercice de l'option de la première option de prolongation a été autorisée pour un montant global de 1 138 460,40 $, taxes incluses.Ces contrats sont en vigueur depuis le 23 juin 2016, et ce, pour une période de quarante-huit (48) mois.
En date du 20 mars 2020, la consommation totale s'élevait à 4 082 120,92 $, taxes incluses, soit 74 % de la valeur totale des contrats octroyés, principalement en raison de l'imprévisibilité de la réalisation des travaux. Pour l'entente-cadre avec la firme Albert Viau division Emco Corporation, la consommation était de 79,8 % sur un montant total de 1 453 924,48 $, taxes incluses. Pour l'entente-cadre avec la firme St-Germain Égouts et Aqueducs inc., la consommation était de 70,3 %, sur un montant total de 2 280 236,81 $, taxes incluses. Pour l'entente-cadre avec la firme Wolseley Canada inc., la consommation était de 76,9 %, sur un montant total de 347 959,63 $, taxes incluses.

Le montant global estimé pour la période de prolongation est de 1 209 879,64 $, taxes incluses, majorant ainsi le montant total des trois (3) ententes-cadres de 5 518 992,14 $ à 6 728 871,78 $, taxes incluses. Il s'agit de montants d'achats prévisionnels puisque la Ville n'est pas tenue d'acquérir de quantité spécifique.

L'entente-cadre accordée à la firme Albert Viau division Emco Corporation est majorée de 433 007,92 $, taxes incluses, passant de 1 821 959,16 $, taxes incluses, à 2 254 967,08 $, taxes incluses. L'entente-cadre accordée à la firme St-Germain Égouts et Aqueducs inc. est majorée de 661 806,13 $, taxes incluses, passant de 3 244 388,34 $, taxes incluses, à 3

906 194,47 $, taxes incluses. L'entente-cadre accordée à la firme Wolseley Canada inc. est majorée de 115 065,59 $, taxes incluses, passant de 452 644,64 $, taxes incluses, à 567 710,23 $, taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0226 - 16 mai 2019 - Autoriser la première prolongation, pour une période de douze mois, des ententes-cadres conclues avec les firmes Albert Viau division Emco Corporation (375 836,04 $, taxes incluses), St-Germain Égouts & Aqueducs inc. (669 257,84 $, taxes incluses) et Wolseley Canada inc. (93 372,07 $, taxes incluses) pour la fourniture et la livraison, sur demande, de pièces pour aqueduc et égout (CG16 0392)
CG16 0392 - 22 juin 2016 - Conclure avec les firmes Albert Viau division Emco Corporation, St-Germain Égouts & Aqueducs inc. et Wolseley Canada inc. des ententes-cadres pour une période de trente-six (36) mois avec une option de prolongation jusqu'à vingt-quatre (24) mois supplémentaires, pour la fourniture sur demande de pièces pour aqueduc et égout - Appel d'offres public 16-14938. Montant estimé des ententes-cadres : 4 380 531,74 $ incluant les taxes (4 soumissionnaires).

CG12 0392 - 25 octobre 2012 - Conclure avec Albert Viau division Emco Corporation et St-Germain Égouts & Aqueducs inc., des ententes-cadres pour une période de vingt-quatre (24) mois pour la fourniture, sur demande, de robinets vannes et tuyaux en fonte ductile - Appel d'offres public 12-12318. Montant estimé des ententes-cadres: 1 935 671,96 $, incluant les taxes (6 soumissionnaires).

DESCRIPTION

Le présent dossier décisionnel vise à exercer la deuxième option de prolongation de douze (12) mois prévue aux contrats visant la fourniture, sur demande, de pièces pour aqueduc et égout pour permettre l'entretien et la gestion du réseau d'aqueduc et d'égout de la Ville de Montréal. Celle-ci inclut des pièces de rechange pour aqueduc et égout, des robinets vannes, des tuyaux en fonte ductile, des accessoires en cuivre et en laiton pour la distribution d'eau potable. Ces ententes-cadres seront mises à la disposition de toutes les unités d'affaires de la Ville de Montréal.
Le Service de l'approvisionnement souhaite prolonger les présentes ententes-cadres afin de bénéficier des termes et conditions obtenus lors de l'appel d'offres public 16-14938, ce qui réduira les délais ainsi que les coûts rattachés aux appels d'offres répétitifs.

Le Service de l'approvisionnement bénéficie présentement des termes et conditions obtenus lors de l'appel d'offres 16-14938, dont le maintien des prix soumis en 2016. L'indexation des prix de 1,02 % de l'entente-cadre accordée à la firme St-Germain Égouts et Aqueducs inc. survenue en février 2018, est la seule indexation des prix durant la période du 22 juin 2016 au 21 juin 2020. Cette indexation a conduit à une majoration du montant total de cette entente-cadre de 6 536,08 $, taxes incluses, pour l'année 2018, ce qui représente 0,6 %, du montant global des trois ententes-cadres de 1 091 803,21 $, taxes incluses, pour l'année 2018.

Les prix des articles de chacune des ententes-cadres accordés aux firmes St-Germain Égouts et Aqueducs inc. et Wolseley Canada inc. seront indexés pour toute la durée de la prolongation. Globalement, les indexations de ces deux (2) ententes-cadres conduisent à une augmentation moyenne de 3 % du montant total des ententes-cadres pour la période de prolongation de douze (12) mois du 22 juin 2020 au 21 juin 2021.

Selon les données de Statistique Canada, l'indice des prix des produits industriels (IPPI) a augmenté de 6,5 % de juillet 2016 à janvier 2020. Ainsi, le montant total de ces trois (3) ententes-cadres aurait augmenté de 84 024,37 $, taxes incluses, durant la période du 22 juin 2016 au 31 décembre 2019.

Les prévisions ont été établies au moyen de l'historique de consommation, l'estimation des futurs besoins et l'indexation réclamée par les trois (3) firmes.

JUSTIFICATION

Conformément à la troisième clause des clauses administratives particulières "prolongation du contrat" des documents de l'appel d'offres 16-14938, les contrats offrent deux (2) prolongations de douze (12) mois. Le présent sommaire décisionnel vise à exercer cette deuxième année de prolongation selon les mêmes termes et conditions des contrats. Les raisons nous incitant à recommander la prolongation de ces ententes-cadres sont principalement la satisfaction du service rendu par ces fournisseurs, de même que les prix compétitifs obtenus.
Nous avons constaté que les prix des firmes demeurent compétitifs, à la suite de la validation de prix auprès des principaux concurrents sur le marché. De plus, l'analyse de la situation actuelle du marché nous incite à recommander la prolongation des ententes-cadres actuelles.

Les adjudicataires des contrats, les firmes Albert Viau division Emco Corporation, St-Germain Égouts et Aqueducs inc. et Wolseley Canada inc., ont confirmé leur consentement à prolonger les contrats actuellement en vigueur, soit du 22 juin 2020 au 21 juin 2021 (copies des lettres en pièces jointes du présent sommaire décisionnel).

En date du 28 avril 2020, les firmes Albert Viau division Emco Corporation, St-Germain Égouts et Aqueducs inc. et Wolseley Canada inc. sont conformes au Règlement sur la gestion contractuelle et ne sont pas inscrites au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA).

Nous n'avons pas à obtenir l'autorisation de l'Autorité des marchés publics (AMP) pour prolonger ces contrats.

Conséquemment, il est recommandé de prolonger ces trois (3) ententes-cadres existantes qui nous garantissent les mêmes conditions pour douze (12) mois supplémentaires, et ce, à compter du 22 juin 2020.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le Service de l'approvisionnement a réalisé une estimation de la dépense, pour la deuxième période de prolongation de douze (12) mois, basée sur la consommation annuelle moyenne de chacun des articles des trois (3) ententes-cadres et des indexations des prix soumises par les firmes St-Germain Égouts et Aqueducs inc. et Wolseley Canada inc. Le montant global estimé de la deuxième période de prolongation de douze (12) mois s'élève à 1 209 879,64 $, taxes incluses.
Montant estimé de la prolongation

1 052 298,01 $ + 52 614,90 $ (TPS) + 104 966,73 $ (TVQ) = 1 209 879,64 $

L'entente-cadre accordée à la firme Albert Viau division Emco Corporation est majorée de 433 007,92 $, taxes incluses, passant de 1 821 959,16 $, taxes incluses, à 2 254 967,08 $, taxes incluses. L'entente-cadre accordée à la firme St-Germain Égouts et Aqueducs inc. est majorée de 661 806,13 $, taxes incluses, passant de 3 244 388,34 $, taxes incluses, à 3 906 194,47 $, taxes incluses. L'entente-cadre accordée à la firme Wolseley Canada inc. est majorée de 115 065,59 $, taxes incluses, passant de 452 644,64 $, taxes incluses, à 567 710,23 $, taxes incluses.

Il s’agit de trois (3) ententes-cadres sans imputation budgétaire. Chaque bon de commande devra faire l'objet d'une approbation de crédit. Les quantités prévisionnelles exprimées n'engagent aucunement la Ville à acheter le minimum ou encore la totalité de ces quantités. Les dépenses pourraient être des dépenses d'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L’absence des trois (3) 'ententes-cadres alourdirait le processus d’approvisionnement en obligeant la négociation à la pièce, en plus de faire perdre à la Ville la possibilité d'économie de volume.
La prolongation des ententes-cadres permettra, outre la constitution de volumes économiques profitables, d'assurer la constance, la facilité d'approvisionnement et le niveau de qualité des produits obtenus.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La situation du COVID-19 n'a aucun impact sur le projet.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une communication sera transmise aux utilisateurs internes par le biais d'un bulletin Info-achats afin de les informer de la prolongation des ententes-cadres et des modalités d'achat convenues.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CE : 3 juin 2020
CM : 15 juin 2020
CG : 18 juin 2020
Fin de la première prolongation : 21 juin 2020
Fin de la deuxième prolongation : 21 juin 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Pierre MANDEVILLE
Conseiller en approvisionnement

Tél : 514 872-5392
Télécop. : 514 868-5984

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-05

Marie-Claude GUENETTE
c/d acquisition

Tél : 514-872-5396
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Isabelle LAZURE
directeur acquisitions
Tél : 514-872-1027
Approuvé le : 2020-05-05

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dean GAUTHIER
directeur de service - approvisionnement
Tél : 514 868-4433
Approuvé le : 2020-05-07

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 20 mars 2020

Monsieur Michel Plouffe
Directeur des ventes
Wolseley Canada inc.
600, rue Bériault
Longueuil (Québec) J4G 1S8

Courriel : michel.plouffe@wolseleyinc.ca

Objet : Renouvellement de contrat
Appel d'offres n° 16-14938
PIÈCES POUR AQUEDUC ET ÉGOUT

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 23 juin 2020 au 22 juin 2021 et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

En acceptant la prolongation de ce contrat, je m'engage à fournir, dans les trente (30) jours qui précèdent la fin du contrat, un cautionnement d'exécution au pourcentage de 10 %, selon les exigences prévues au Contrat, poste 4.00.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à zoulikha.seghir@montreal.ca **au plus tard le 15 avril 2020** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec la soussignée.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement : Michel Plouffe _____ 1 MAI 2020
Nom en majuscules et signature — Date

Je refuse le renouvellement : _____ _____
Nom en majuscules et signature — Date

Zoulikha Seghir
Agente d'approvisionnement II
Courriel : zoulikha.seghir@montreal.ca

LN91Fbssp

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 20 mars 2020

Monsieur Joëlle Bourdage
Représentante des ventes internes
St-Germaine égouts et aqueducs inc.
3800, boul. Sir Wilfrid-Laurier
St-Hubert (Québec) J3Y 6T1

Courriel : jbourdages@st-germain.ca

Objet : Renouvellement de contrat
Appel d'offres n° 16-14938
PIÈCES POUR AQUEDUC ET ÉGOUT

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 23 juin 2020 au 22 juin 2021 et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

En acceptant la prolongation de ce contrat, j'autorise la Ville de Montréal à conserver la garantie d'exécution fournie pour la durée initiale du contrat sous forme de chèque certifié au montant de 85 838 $.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à zoulikha.seghir@montreal.ca **au plus tard le 15 avril 2020** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec la soussignée.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement : JOËLLE BOURDAGES Joëlle Bourdage 9/4/2020
Nom en majuscules et signature — Date

Je refuse le renouvellement : _____ _____
Nom en majuscules et signature — Date

Zoulikha Seghir
Agente d'approvisionnement II
Courriel : zoulikha.seghir@montreal.ca

LN91Fbssp

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 20 mars 2020

Monsieur Charles-André Thibeault
Directeur
Albert Viau EMCO Corporation
2140, Le Chatelier
Laval (Quebec) H7L 5B4

Courriel : cthibeault@emcoltd.com

Objet : Renouvellement de contrat
Appel d'offres n° 16-14938
PIÈCES POUR AQUEDUC ET ÉGOUT

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 23 juin 2020 au 22 juin 2021 et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

En acceptant la prolongation de ce contrat, je m'engage à fournir, dans les trente (30) jours qui précèdent la fin du contrat, un cautionnement d'exécution au pourcentage de 10 %, selon les exigences prévues au Contrat, poste 4.00.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à zoulikha.seghir@montreal.ca **au plus tard le 15 avril 2020** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec la soussignée.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement : Charles-André Thibeault — 26-03-20
Nom en majuscules et signature — Date

Je refuse le renouvellement : _____ _____
Nom en majuscules et signature — Date

Zoulikha Seghir
Agente d'approvisionnement II
Courriel : zoulikha.seghir@montreal.ca

LN91Fbssp

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.003

2020/06/03
08:30

Dossier # : 1197684008

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires -Institutionnelles , Division Solutions finances et approvisionnement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser l'option de 12 mois de prolongation pour des services de numérisation de factures avec reconnaissance de caractères (OCR), dans le cadre du contrat octroyé à la firme XEROX Canada ltée, appel d'offres public 17-16462, pour la période du 22 février 2021 au 21 février 2022 / Approuver un projet de contrat de prolongation à cette fin.

Il est recommandé :

1. D'autoriser l'option de 12 mois de prolongation pour des services de numérisation de factures avec reconnaissance de caractères (OCR), dans le cadre du contrat octroyé à la firme XEROX Canada ltée, appel d'offres public 17-16462, pour la période du 22 février 2021 au 21 février 2022 / Approuver un projet de contrat de prolongation à cette fin.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2020-05-05 10:13

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1197684008**

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires -Institutionnelles , Division Solutions finances et approvisionnement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser l'option de 12 mois de prolongation pour des services de numérisation de factures avec reconnaissance de caractères (OCR), dans le cadre du contrat octroyé à la firme XEROX Canada ltée, appel d'offres public 17-16462, pour la période du 22 février 2021 au 21 février 2022 / Approuver un projet de contrat de prolongation à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

La vision du Service des TI consiste à utiliser la technologie comme levier de la performance de la Ville. Son rôle est d'assurer le maintien et le soutien de la modernisation des services technologiques clés de la Ville. Pour ce faire, le Service des TI offre un appui aux unités de la Ville au niveau des initiatives citoyennes ainsi qu'aux projets de transformation organisationnelle.
En février 2018, la Ville a accordé à la firme XEROX Canada ltée, suite à l'appel d'offres public nº 17-16462 portant sur un service de numérisation de factures avec reconnaissance de caractères (OCR), seul soumissionnaire conforme, le contrat pour une période de 3 ans, pour une somme de 1 551 068,44 $ taxes incluses (plus indexation selon l'IPC pour les années 2 et 3). Le contrat de service était prévu pour une durée initiale de trois (3) ans avec la possibilité d'exercer un maximum de deux (2) prolongations, d'une durée de douze (12) mois chacune.

Le présent dossier vise à autoriser l'option de 12 mois de prolongation pour des services de numérisation de factures avec reconnaissance de caractères (OCR), dans le cadre du contrat octroyé à la firme XEROX Canada ltée, appel d'offres public 17-16462, pour la période du 22 février 2021 au 21 février 2022 / Approuver un projet de contrat de prolongation à cette fin.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0125 - 22 février 2018 - Accorder à la firme XEROX Canada ltée, seul soumissionnaire conforme, un contrat de services professionnels pour la numérisation de factures avec reconnaissance de caractères (OCR), pour une période de 3 ans, pour une somme de 1 551 068,44 $, taxes incluses (plus indexation selon l'IPC pour les années 2 et 3) – Appel d'offres public 17-16462 - trois (3) soumissionnaires.

DESCRIPTION

Lors du lancement de l'appel d'offres 17-16462 en 2017, et dans le cadre de la démarche d'optimisation de la gestion du paiement aux fournisseurs, la Ville a demandé d'obtenir un service de numérisation et de reconnaissance de caractères (OCR) incluant :

- la cueillette, le transport et le traitement des documents de la Ville;
- le transfert quotidien des données et des images des factures, des demandes de paiement et des documents joints vers la solution de gestion des factures (GDF) de la Ville;
- les adaptations requises à la solution technologique du fournisseur afin de répondre aux exigences de la Ville, notamment en ce qui a trait à la sécurité et à l'intégrité des documents;
- le personnel, les équipements, les fournitures et les locaux nécessaires à la mise en œuvre des services demandés.

La Ville souhaite retirer le service de la cueillette, le transport et le traitement des documents papier du mandat de l'adjudicataire soit les articles 2.1, 3.1 et 3.2 du bordereau de soumission et prolonger les autres services d'une période de douze (12) mois.

JUSTIFICATION

La Ville désire prolonger le contrat de numérisation avec la firme Xerox Canada ltée pour une période de douze (12) mois, puisque le contrat permet jusqu'à deux prolongations de douze (12) mois.
Le contrat de prolongation prévoit que les articles suivants seront retirés du bordereau de soumission pour la période de la prolongation :

2.1 Service de cueillette et de transport quotidien des factures;
3.1 Réception et ouverture des enveloppes papier;
3.2 Numérisation sur les documents papier.

La raison de ce retrait est que la Ville a favorisé le transfert électronique des factures et éliminer les factures papier. Le fournisseur était en accord avec cette option. Tous les autres termes et conditions du contrat initial demeurent inchangés.

Durant le contrat initial, octroyé en 2018 (CG18 0125), la firme Xerox Canada ltée a traité une quantité inférieure pour les articles 3.3 et 3.4 de ce qui était prévu au bordereau de soumission, soit la reconnaissance de caractères (OCR) et la capture et extraction sur les factures et les formulaires, dû au report de la date d'implantation de l'application gestion des factures (GDF) prévue initialement à l'automne 2018 qui a été reportée à juin 2020. La firme Xerox Canada ltée reconnaît cette diminution, car il s'agit des quantités prévisionnelles.

En vertu du décret 435-2015 du Gouvernement du Québec, entré en vigueur le 2 novembre 2015, l'adjudicataire de tout contrat de service de plus de 1 M$ doit avoir une accréditation de l'Autorité des marchés publics (AMP). La firme Xerox Canada ltée a renouvelé son accréditation le 2 mars 2020, et cette dernière demeure valide.

Après vérification, Xerox Canada ltée n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), le Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement de gestion contractuelle (RGC) et la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Aucun impact financier supplémentaire par rapport au contrat initial, au contraire il y a aura une diminution de valeur du contrat, qui passe de 1 551 068,44 $ taxes incluses à 1 345 102,44 $ taxes incluses, suite aux retraits des montants alloués aux articles 2.1, 3.1 et 3.2 du bordereau de prix.
Le coût net avec indexation de la prolongation de ce contrat est évalué à 300 992,76 $.
Aucun ajustement aux bases budgétaires de 2021 et 2022 n'est requis pour la prolongation de ce contrat puisque le Service des finances avait prévu de manière récurrente les crédits pour ce contrat dans le cadre de la confection du budget 2018.

Les crédits budgétaires pour cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générale.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La numérisation des documents (factures de fournisseurs et preuves de paiement) permettra d'éliminer les factures papier graduellement dans les unités de Ville. Le Service des finances, appuyé par la Direction générale, travaille sur la mise en place d'un processus de centralisation des réceptions des factures des fournisseurs et favorisera la réception électrique avant le déploiement de la solution GDF en juin 2020.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les principaux impacts anticipés par la prolongation du service de numérisation des factures et de la reconnaissance de caractères sont les suivants :

- la réduction des délais de paiement aux fournisseurs;
- l’accès, pour les intervenants, à des outils favorisant l’implantation des meilleures pratiques de gestion;
- une exécution facilitée des activités nécessaires au paiement des factures pour les intervenants (ex. : déblocage, approbation, réception et autorisation);
- une standardisation du processus de gestion des factures entre les unités d’affaires;
- la réduction des délais de traitement des factures et l’élimination de la saisie manuelle des factures;
- la réduction des coûts et du temps reliés à la recherche et à la manipulation des factures;
- un accès aux images des factures dans un délai maximum de 48 heures;
- la réduction de l’espace occupé par les factures papier (archivage);
- le développement de nouveaux indicateurs adaptés aux besoins des opérations et des suivis requis par le Service des finances et l'ensemble des unités d'affaires;
- la possibilité de connaître le statut de toutes les factures, en tout temps.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier des étapes subséquentes se résume comme suit :

- Approbation du dossier par le CE : le 3 juin 2020;
- Approbation du dossier par le CM : le 15 juin 2020;
- Approbation du dossier par le CG : le 18 juin 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre BLANCHARD)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Sandra PALAVICINI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Raoul CYR, Service des finances
Johanne BELLEMARE, Service des finances

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Naim MANOUCHI
Conseiller en analyse et contrôle de gestion

Tél : 514 872-7301
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-19

Abdelmalek BOUKHEZAR
Chef de division - solutions finances et approvisionnement

Tél : 514 872-7307
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

André TRUDEAU
directeur(trice) solutions d'affaires

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard GRENIER
Directeur du service des technologies de l'information

Tél : 514-448-6733
Approuvé le : 2020-04-27

Tél : 438-998-2829
Approuvé le : 2020-04-30

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 14 janvier 2020

Monsieur Yvon Bachant
Directeur principal Exécutif, Développement des affaires,
Services Xerox
Xerox Canada ltée
3400, boul. de Maisonneuve ouest
Montréal (Québec) H3Z 3G1

Courriel : yvon.bachant@xerox.com

Objet : Renouvellement du contrat
Appel d'offres no 17-16462
Service de numérisation de factures avec reconnaissance de caractères (OCR)

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné. (Référence : CG18 0125 du 22 février 2018)

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 22 février 2021 au 21 février 2022 et ce, selon les termes et conditions du contrat.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à bernard.boucher@montreal.ca **au plus tard le 24 janvier 2020** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement : YVON BACHANT _____ 14/01/2020

Nom en majuscules et signature — Date

En acceptant la prolongation de ce contrat, je m'engage à fournir, dans les trente (30) jours qui précèdent la fin du contrat régulier, si initialement exigé dans l'appel d'offres, une garantie d'exécution sous forme de mandat-poste, chèque certifié, traite bancaire ou de cautionnement au montant de 10 % de la valeur annuelle de la portion du contrat correspondant à la section 2 « Cueillette et transport quotidien » et à la section 3 « Traitement des documents» du bordereau, conformément aux modalités de l'article 13 de la section « Instructions au soumissionnaire ».

Je refuse le renouvellement : _____ _____

Nom en majuscules et signature — Date

Bernard Boucher
Agent d'approvisionnement II
Courriel : bernard.boucher@montreal.ca

LN91Fbssp

Le 2 mars 2020

XEROX CANADA LTÉE
A/S MONSIEUR KEN VAN AELST
500-20, YORK MILLS RD
NORTH YORK (ON) M2P 2C2

Nº de décision : 2020-DAMP-1236
Nº de client : 3000267951

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous XEROX CANADA LTD., XEROX TECHNOLOGY SERVICES, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. XEROX CANADA LTÉE demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **1 mars 2023**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics



Chantal Hamel

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1197684008

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires -Institutionnelles , Division Solutions finances et approvisionnement
Objet :	Autoriser l'option de 12 mois de prolongation pour des services de numérisation de factures avec reconnaissance de caractères (OCR), dans le cadre du contrat octroyé à la firme XEROX Canada ltée, appel d'offres public 17-16462, pour la période du 22 février 2021 au 21 février 2022 / Approuver un projet de contrat de prolongation à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

2020-04-27 contrat de prolongation version visée.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sandra PALAVICINI
Avocate, droit contractuel
Tél : 514 872-1200

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-28

Marie-Andrée SIMARD
Notaire, chef de division
Tél : (514) 872-8323
Division : Droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
27 AVR. 2020
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

CONTRAT DE PROLONGATION
(Contrat initial approuvé par la Résolution CG18 0125)

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL** personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, greffier dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06-0006;

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **XÉROX CANADA LTÉE**, personne morale constituée en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions agissant et représentée par Yvon Bachant dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée le « **Contractant** »

Tous les signataires ci-après collectivement appelés les « **Parties** »

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE la Ville a octroyé au Contractant un contrat pour des services de numérisation de factures avec reconnaissance de caractères (OCR) pour une période de trois ans (ci-après le « **Contrat initial** ») par sa résolution CG18 0125;

ATTENDU QUE le Contrat initial peut être prolongé d'une année, pour un maximum de deux (2) prolongations;

ATTENDU QUE la Ville souhaite exercer sa première option de prolongation du Contrat initial.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

ARTICLE 1
Préambule

1.1 Le préambule fait partie intégrante des présentes.

ARTICLE 2
Prolongation

2.1 Conformément à l'article 4 du Contrat initial, la Ville prolonge la durée du Contrat initial pour une période d'une (1) année, soit pour la période du 22 février 2021 au 22 février 2022 (ci-après « la Période de Prolongation »).

2.2. Les services relatifs aux items 2.1 (services de cueillette et de transport), 3.1 (services de réception et ouverture des enveloppes papier) et 3.2 (services de numérisation) (ci-après les « Items ») du bordereau de soumission sont retirés du mandat du Contractant pour la Période de prolongation,

ARTICLE 3
Quantités prévisionnelles

3.1 Les Parties reconnaissent que durant le Contrat initial le Contractant a traité une quantité nettement inférieure aux quantités prévues aux items 3.3 et 3.4 du bordereau de soumission pour la période de février 2018 à octobre 2018 et une autre période d'avril 2019 à octobre 2019 (ci-après les « Périodes »);

3.2 Le Contractant reconnaît qu'il s'agit de quantités prévisionnelles et renonce pour les Périodes à l'exercice contre la Ville de tout recours pour les dommages occasionnés.

ARTICLE 4
Autres dispositions

4.1 Toutes les autres conditions du Contrat initial demeurent inchangées.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DES SIGNATURES CI-APRÈS :

Le e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le e jour de 2020

XÉROX CANADA LIMITÉE.

Par : _____
Yvon Bachant

Cet Avenant 1 a été approuvé par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de 2020 (résolution CG).

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1197684008

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires -Institutionnelles , Division Solutions finances et approvisionnement
Objet :	Autoriser l'option de 12 mois de prolongation pour des services de numérisation de factures avec reconnaissance de caractères (OCR), dans le cadre du contrat octroyé à la firme XEROX Canada ltée, appel d'offres public 17-16462, pour la période du 22 février 2021 au 21 février 2022 / Approuver un projet de contrat de prolongation à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1197684008 - Contrat XEROX.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre BLANCHARD
Conseiller budgétaire

Tél : 514-872-6714

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-23

Michelle DE GRAND-MAISON
Professionnelle (domaine d'expertise) - chef d'équipe
Tél : 514 872-0985
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.004

2020/06/03
08:30

Dossier # : 1190336002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Gestion immobilière et exploitation , Division - gestion immobilière et exploitation à contrat et énergie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec la firme Nederman Canada Limited, fournisseur unique, pour les services d'entretien préventif, de réparations et d'acquisition de pièces pour les systèmes de captation des gaz à la source dans les casernes de pompiers, pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 577 724,71 $, taxes incluses (contrat de 203 846,07 $ + services additionnels et contingences de 373 878,64 $) / Approuver un projet de convention à cette fin.

de conclure une entente-cadre, d'une durée de 36 mois, par laquelle la firme Nederman Canada Limited, fournisseur unique, s'engage à fournir à la Ville les services requis pour l'entretien et la réparation des systèmes de captation des gaz à la source dans les casernes de pompiers, pour une somme maximale de 577 724,71 $, taxes incluses, conformément aux documents du projet de convention de cette firme;

1. d'autoriser une dépense de 373 878,64 $, taxes incluses, à titre de budget de services additionnels et de contingences;
2. d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget de fonctionnement du Service de la gestion et de la planification immobilière et ce au rythme des besoins à combler. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-05-22 15:59

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1190336002**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Gestion immobilière et exploitation , Division - gestion immobilière et exploitation à contrat et énergie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec la firme Nederman Canada Limited, fournisseur unique, pour les services d'entretien préventif, de réparations et d'acquisition de pièces pour les systèmes de captation des gaz à la source dans les casernes de pompiers, pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 577 724,71 $, taxes incluses (contrat de 203 846,07 $ + services additionnels et contingences de 373 878,64 $) / Approuver un projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

Le parc immobilier du Service de Sécurité Incendie de Montréal (SIM) compte 67 casernes. Afin de se conformer aux exigences du règlement sur la santé et la sécurité du travail relativement aux normes d'exposition aux fumées de diesel dans les casernes de pompiers de Montréal et à la demande de la CNESST, le Service de la Gestion et de la Planification Immobilière (SGPI) s'est engagé à mettre en place un programme afin de doter l'ensemble des casernes d'un système de captation des gaz à la source d'ici la fin 2020.
En 2019, 62 casernes sont munies d'un système de captation des gaz à la source, soit l'équivalent de 179 baies de garage. À terme, 65 casernes seront munies d'un système de captation des gaz à la source, ce qui représente 186 baies de garage. Le système de captation ne peut pas être installé dans deux casernes, la caserne no.02 étant une caserne estivale sans garage donc non requis et la caserne no.30 n'a pas l'espace nécessaire. La caserne no.30 est toutefois doté d'un système de ventilation conforme aux normes de la CNESST.

Le programme d'entretien préventif, prévu dans la présente entente pour une durée de 36 mois, est complémentaire et indissociable du programme d'acquisition des systèmes de captation des gaz à la source. Le SGPI doit s'assurer que l'ensemble des systèmes est en bon état et que les réparations sont effectuées dans des délais prescrits. Les systèmes de captation "Nederman" ont une durée de vie d'environ 25 ans. Les premiers systèmes ont été acquis dans les années 2000.

La firme "Nederman Canada Limited", à titre de fabricant du système de captation des gaz "Magna", est le seul entrepreneur autorisé à effectuer le service et les réparations de son système et est donc considéré comme fournisseur unique pour la présente entente. De plus,

la garantie du système "Magna" n'est valable que si les réparations ou modifications sont effectuées par un représentant autorisé.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16-0525 - 29 septembre 2016 - Conclure une entente-cadre de gré à gré de services d'entretien préventif et de réparations avec "Nederman Canada Limited", pour une durée de 36 mois pour l'entretien, la réparation et l'acquisition de pièces pour les systèmes de captation des gaz à la source dans les casernes de pompiers, pour une somme maximale de 721 856,13 $, taxes incluses, (fournisseur unique) / Approuver un projet de convention à cet effet.
CM16-1025 - 26 septembre 2016 - Conclure une entente-cadre de gré à gré de services d'entretien préventif et de réparations avec "Nederman Canada Limited", pour une durée de 36 mois pour l'entretien, la réparation et l'acquisition de pièces pour les systèmes de captation des gaz à la source dans les casernes de pompiers, pour une somme maximale de 721 856,13 $, taxes incluses, (fournisseur unique) / Approuver un projet de convention à cet effet.

CE16 1450 - 14 septembre 2016 - Conclure une entente-cadre de gré à gré de services d'entretien préventif et de réparations avec "Nederman Canada Limited", pour une durée de 36 mois pour l'entretien, la réparation et l'acquisition de pièces pour les systèmes de captation des gaz à la source dans les casernes de pompiers, pour une somme maximale de 721 856,13 $, taxes incluses, (fournisseur unique) / Approuver un projet de convention à cette fin.

CG12 0463 - 20 décembre 2012 - Conclure une entente-cadre de services d'entretien préventif et de réparations avec la firme "Nederman Canada", fournisseur unique, d'une durée de 36 mois, pour l'entretien et la réparation des systèmes de captation des gaz à la source dans les casernes de pompiers, pour une somme maximale de 406 0879,83 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cette fin.

CE11 1025 - 6 juillet 2011- Accorder un contrat à la firme "Nederman Canada", pour l'entretien et la réparation des système de captation des gaz à la source dans les casernes de pompiers, pour une durée d'un an, au prix total approximatif de 74 791,19 $ taxes incluses - (fournisseur unique).

DESCRIPTION

Cette entente d'une durée de 36 mois comprend deux (2) volets, à savoir;

- Les services de base - inspection d'entretien préventif à tous les 270 jours;
- Les services additionnels - main-d’œuvre pour réparations diverses à la suite des inspections ou des bris occasionnels; - acquisition de pièces de remplacement.

Les services de base et les services additionnels sont définis dans la convention de services d'entretien préventif et de réparations. Les taux horaires pour les réparations et le coût des pièces sont définis dans les annexes de la convention.

JUSTIFICATION

L'entretien préventif assure le maintien de l'actif en bon état, prolonge la durée de vie et réduit les bris occasionnels tout en générant des économies. De plus, en concluant une entente d'entretien, le SGPI bénéficie d'un rabais de l'ordre de 25 % sur les pièces de remplacement.
L'offre de la firme "Nederman Canada Limited" porte sur les services de base, ce qui

comprend les quatre entretiens préventifs. Les services additionnels, dont la main-d'œuvre, les pièces et les matériaux, seront facturés aux coûts indiqués dans la convention.

Soumissionnaire	**Prix de base** (avec taxes)	**Total**
Nederman Canada Limited	203 846,07 $	203 846,07 $
Dernière estimation réalisée (interne)	**201 755,37 $**	**201 755,37 $**
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) (L'adjudicataire – l'estimation) Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) (l'adjudicataire – estimation / estimation) X 100		2090,70 $ 1,03 %

L'écart entre l'offre de la firme "Nederman Canada Limited" pour les services de base et l'estimé du SGPI est de 1,03 %, ce qui est raisonnable. Les taux horaires pour les services ont quant à eux subi des hausses de 3 % annuellement par rapport à 2019, passant de 118 $ à 128,5 $.

Notre estimé interne a été élaboré en supposant un taux d'indexation de l'ordre de 2 % pour les trois (3) prochaines années, d'où cette légère différence avec l'adjudicataire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'estimation globale de l'entente tient compte de l'ajout progressif de nouveaux systèmes de captation d'ici 2020. Conséquemment, l'estimation des coûts des entretiens préventifs, des réparations diverses et de l'acquisition de pièces augmentera proportionnellement en fonction des ajouts de nouveaux systèmes de captation.
Le montant total s'élève à 577 724,71 $ taxes incluses, selon la répartition suivante :

Prix (sans les taxes)	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**	**Total**
Services de base	43 005,00$	88 669,00$	45 622,00 $		177 296,00 $
Services additionnels					
Réparations diverses	67 308,00 $	56 802,50 $	81 515,25 $	23 353,25 $	228 979,00 $
Pièces de remplacement	17 362,50 $	23 844,50 $	24 806,50 $	6 262,50 $	72 276,00 $
Contingences 5 %	6 383,78 $	8 465,80 $	7 597,19 $	1 480,79 $	23 927,55 $
Total (sans les taxes)	**134 059,28 $**	**177 871,80 $**	**159 540,94 $**	**31 096,54 $**	**502 478,55 $**

Les crédits sont prévus au budget de fonctionnement du SGPI, à même un budget prévu pour l'entretien préventif, les réparations et l'acquisition de pièces. Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les systèmes de captation des gaz à la source améliorent la qualité de vie, la santé et la sécurité des pompiers dans les casernes. Le programme d'entretien préventif permet de maintenir la durée de vie des systèmes.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les systèmes de captation des gaz doivent être fonctionnels afin d'assurer la santé et la sécurité au travail des pompiers et de rencontrer les exigences du chapitre S-2.1, r.13 du règlement sur la santé et la sécurité du travail du Gouvernement du Québec.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le report de l'octroi de l'entente-cadre aurait un impact sur le respect des délais prescrits d'inspection et de réparation pour le maintien de la garantie ainsi que sur la santé et la sécurité au travail des pompiers.
Une fois approuvé, le dossier pourra cheminer et se réaliser normalement, car étant un service essentiel, les casernes de pompiers sont accessibles durant la Covid-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Sans objet

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi de l'entente-cadre 18 juin 2020
Entrée en vigueur de l'entente-cadre 1er juillet 2020

Échéancier initial de réalisation du projet

Début: 2020-07-01 Fin: 2023-06-30

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Olivier TACHÉ)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre LACOSTE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mai Lan NGUYEN
Architecte

Tél : 514-872-3754
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-21

Anis GASMI
Chef de section

Tél : 514-872-5589
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Pierre LÉVESQUE
Chef de division
Tél : 514 872-4087
Approuvé le : 2020-05-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2020-05-21

Ville de Montreal

Annexe 6 Total des cout 2020 - 2022

Caserne #	Adresse	Equipment	2020 (1 Visit)	2021 (1st Visit)	2021 (2nd Visit)	2022 (1 Visit)
3	256, rue Young, Montréal	2 Magna Tracks & 1 Magna Rail	750.00	772.50	772.50	795.00
4	5260, rue Van Horne, Montréal	2 Magna Tracks	570.00	588.00	588.00	605.00
5	75, rue Ontario, Montreal	3 Magna Rails w/ 5 trolleys	902.50	930.00	930.00	957.50
8	11371, rue Notre-Dame Est, Montréal	1 Magna Tracks & 2 Magna Rail w/ 3 trolleys	750.00	772.50	772.50	795.00
9	8100, boul. Saint-Michel, Montréal	4 Magna Tracks	902.50	930.00	930.00	957.50
10	1445 rue St-Mathieu, Montréal	2 Magna Tracks	570.00	588.00	588.00	605.00
13	3250, rue Ste-Catherine Est, Montréal	2 Magna Rails w/ 3 trolleys	750.00	772.50	772.50	795.00
14	8216, boul. Maurice-Duplessis, RDP, Montréal	2 Magna Tracks	570.00	588.00	588.00	605.00
15	1255, rue Richmond, Montréal	3 Magna Tracks	750.00	772.50	772.50	795.00
16	1041, rue Rachel Est, Montréal	2 Magna Tracks	570.00	588.00	588.00	605.00
17	4240 Charleroi, Montreal	4 Magna Tracks	902.50	930.00	930.00	957.50
18	12012 Boulevard Rolland, Montreal					
19	2000, rue de Lorimier, Montréal	6 Magna Tracks	1,225.00	1,260.00	1,260.00	1,300.00
20	920, rue St-Urbain, Montréal	1 Magna Tracks & 1 Magna Rail	570.00	588.00	588.00	605.00
21	6025 Lavoisier, St Leonard	4 Magna Tracks	902.50	930.00	930.00	957.50
22	5455 Antoine-Dagenais, St Leonard	4 Magna Tracks	902.50	930.00	930.00	957.50
23	523 Place St-Henri, Montreal	3 Magna Tracks	750.00	772.50	772.50	795.00
25	1212, rue Drummond, Montréal	2 Magna Tracks	570.00	588.00	588.00	605.00
26	2151, av. Mont-royal Est, Montréal	2 Magna Rails				
27	5353, rue Gatineau, Montréal	2 Magna Rail w/ 3 trolleys	750.00	772.50	772.50	795.00
28	7650 boul. Chateauneuf, Anjou	3 Magna Tracks	750.00	772.50	772.50	795.00
29	5375, 1 ere Avenue, Montréal	2 Magna Rail w/ 4 trolleys	750.00	772.50	772.50	795.00
31	7041 Rue Saint Dominique, Montreal					
32	16101, rue Sherbrooke Est, RDP/PAT, Montreal	2 Magna Tracks	570.00	588.00	588.00	605.00
33	6040, boul. Monk, Montréal	2 Magna Tracks	570.00	588.00	588.00	605.00
34	5369, ch. De la Cote-St-Antoine, Montréal	1 Magna Rail w/ 2 trolleys + 1 Magna Rail not in use	515.00	530.00	530.00	545.00
35	10827, rue Lajeunesse, Montréal	1 Magna Tracks & 1 Magna Rail	570.00	588.00	588.00	605.00
37	795, rue Jarry, Montréal	1 Magna Rail	430.00	445.00	445.00	457.00
38	14201, rue Sherbrooke Est, Montreal	2 Magna Tracks & 2 Magna Rails w/ 4 trolleys	902.50	930.00	930.00	957.50
39	2915, rue Monsabre, Montréal	2 Magna Tracks & 1 Magna Rail	750.00	772.50	772.50	795.00
40	8639, av. Pierre-de-Coubertin, Montréal	2 Magna Rail w/ 2 trolleys	570.00	588.00	588.00	605.00
41	7505, av. Champagneur, Montréal	2 Magna Rail w/ 3 trolleys	750.00	772.50	772.50	795.00
42	4180, rue deSalaberry, Montréal	1 Magna Track & 1 Magna Rail w/ 2 trolleys	570.00	588.00	588.00	605.00
43	1945 Rue Fleury Est, Montreal	2 Magna Tracks				
44	12145, boul. Rivière-des-Prairies, Montréal	3 Magna Tracks	750.00	772.50	772.50	795.00
45	5100 Hochelaga, Montreal	3 Magna Tracks	750.00	772.50	772.50	795.00
46	4760, av. Cumberland, Montréal	2 Magna Tracks	570.00	588.00	588.00	605.00

47	2111, rue St-Zotique, Montréal	2 Magna Rails w/ 2 trolleys each	750.00	772.50	772.50	795.00
48	3616, rue Hochelaga, Montréal	2 Magna Tracks	570.00	588.00	588.00	605.00
49	10, rue Chabanel, Montréal	2 Magna Rail w/ 2 Trolleys	750.00	772.50	772.50	795.00
50	6490, 30 eme Avenue, Montréal	1 Magna Tracks & 1 Magna Rail	570.00	588.00	588.00	605.00
51	550 boul. Des Anciens Combattants, Montreal	3 Magna Tracks	750.00	772.50	772.50	795.00
52	300, Surrey Drive, Baie d'Urfé	2 Magna Tracks	570.00	588.00	588.00	605.00
53	310, Beaurepaire drive, Beaconsfield	1 Magna Track	430.00	445.00	445.00	457.00
54	3048, boul. St-Charles, Kirkland	1 Magna Track	430.00	445.00	445.00	457.00
55	401 Boul St Jean, Pointe Claire	5 Magna Tracks	1,065.00	1,100.00	1,100.00	1,130.00
56	230, boul. Chèvremont, Ile-Bizard	3 Magna Tracks	750.00	772.50	772.50	795.00
57	12795 boul. Pierrefonds, Pierrefonds	3 Magna Tracks	750.00	772.50	772.50	795.00
58	13, rue Centre Commercial, Roxboro	1 Magna Track	430.00	445.00	445.00	457.00
59	18661, boul de Pierrefonds, Montreal	4 Magna Tracks	902.50	930.00	930.00	957.50
61	10 Rue Sunnydale, Dollard des Ormeaux					
62	150, rue Avro, Dorval	1 Magna Track	430.00	445.00	445.00	457.00
63	530 boul. Bouchard, Dorval	5 Magna Tracks	1,065.00	1,100.00	1,100.00	1,130.00
64	3175 Rue Remembrance	$ Magna Tracks	902.50	930.00	930.00	957.50
65	1300, av. Dollard, LaSalle	7 Magna Tracks	1,385.00	1,425.00	1,425.00	1,470.00
66	4398, boul. LaSalle, Verdun	2 Magna Tracks & 1 Magna Rail	750.00	772.50	772.50	795.00
67	911, boul. René-Lévesque, Ile-des-Soeurs	2 Magna Rails	570.00	588.00	588.00	605.00
71	5500 Chemin du Bois-Franc, Saint Laurent	4 Magna Tracks	902.50	930.00	930.00	957.50
72	2727, boul. Poirier, St-Laurent	3 Magna Rails	750.00	772.50	772.50	795.00
73	820, rue St-Germain, St-Laurent	5 Magna Tracks	1,065.00	1,100.00	1,100.00	1,130.00
74	10, av. Roosevelt, Mont-Royal	4 Magna Tracks	902.50	930.00	930.00	957.50
75	40, av. St-Just, Outremont	2 Magna Tracks	570.00	588.00	588.00	605.00
76	19 Rue Stanton, Westmount	2 Magna Tracks	570.00	588.00	588.00	605.00
77	114, av. Westminister Nord, Montréal- Ouest	1 Magna Track	430.00	445.00	445.00	457.00
78	6815 chemin Cote St-Luc, Cote St-Luc	2 Magna Tracks	570.00	588.00	588.00	605.00
			43,005.00	44,334.50	44,334.50	45,622.00

	$177,296.00
	X .14975
	$26,550
Total	$203,846.07

ANNEXE 8

Tableau comparatif de l'offre de Nederman et de l'estimé interne de la Ville de Montréal pour les services de base

	2020	2021	2021	2022	**Total (sans taxes)**	**Total (avec taxes)**
Nederman	43 005,00 $	44 334,50 $	44 334,50 $	45 622,00 $	177 296,00 $	203 846,07 $
Ville de Montréal	43 005,00 $	43 865,10 $	43 865,10 $	44 742,40 $	175 477,60 $	201 755,37 $

Différence en $	1 818,40 $	2 090,70 $
Différence en %	1,03%	1,03%

Justification de la différence de prix

Nederman : Hausse des taux horaires de 3%/année par rapport à 2019, passant de 118$ à 128,50$

Ville de Montréal : Hausse estimée des taux horaires de 2%/année par rapport à 2019, passant de 118$ à 125,25$

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1190336002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Gestion immobilière et exploitation , Division - gestion immobilière et exploitation à contrat et énergie
Objet :	Conclure une entente-cadre avec la firme Nederman Canada Limited, fournisseur unique, pour les services d'entretien préventif, de réparations et d'acquisition de pièces pour les systèmes de captation des gaz à la source dans les casernes de pompiers, pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 577 724,71 $, taxes incluses (contrat de 203 846,07 $ + services additionnels et contingences de 373 878,64 $) / Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Convention Nederman 2019 a 2022.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Olivier TACHÉ
Avocat
Tél : 514-872-6886

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-21

Olivier TACHÉ
Avocat
Tél : 514-872-6886
Division : Contrats

CONVENTION DE SERVICES D'ENTRETIEN PRÉVENTIF ET DE RÉPARATIONS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissante et représentée par le chef de division, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6;

No d'inscription T.P.S. : 121364749
No d'inscription T.V.Q. : 1006001374

Ci-après désignée la « **Ville** »

ET : **NEDERMAN CANADA LIMITED**, personne morale légalement constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* dont l'adresse est le 5865, McLaughlin Road, Unit 1, Mississauga, Ontario, L5R 3P7, agissante et représentée par Gerry Tracey dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution tel qu'il le déclare;

No d'inscription T.P.S. : 105836613
No d'inscription T.V.Q. : 1003859720

Ci-après désignée « **Nederman** » ou « **Firme** »

Le Contractant et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « Partie » ou les « Parties »

ATTENDU QUE la Ville désire conclure un contrat d'entretien préventif et de réparations avec Nederman;

ATTENDU QUE le système d'extraction de fumée Magna est conçu et fabriqué par Nederman pour capter et évacuer les gaz directement à la sortie des gaz d'échappement des véhicules d'urgence, lequel système est installé dans plusieurs casernes de pompiers de la Ville (ci-après le « **Système** »);

ATTENDU QUE les composantes principales du Système sont, sans limitation, le ventilateur d'évacuation ainsi que les conduits, les contrôles, le chariot (équipé d'un équilibreur en forme de cône), un boyau flexible vertical et/ou horizontal avec un embout HB Nederman ainsi qu'un électro-aimant;

ATTENDU QUE Nederman est la seule entreprise autorisée et reconnue par le manufacturier pour effectuer l'entretien et les réparations sur le Système;

ATTENDU QUE Nederman à traves de Carmichael Ltée, notre seul représentant autorisé, effectuera toutes les inspections et ajustements nécessaires au bon fonctionnement du Système de chaque caserne pour s'assurer que celui-ci respecte les normes du manufacturier;

ATTENDU QUE toute réparation ou tout appel de service fait par Carmichael Ltée, notre seul représentant autorisé, soit non inclus dans le prix indiqué à l'article 4.1 des présentes et dont le coût total, excluant les taxes, dépasse mille dollars (1 000 $) doit être autorisé au préalable par le Directeur;

ATTENDU QUE les travaux doivent toujours être effectués par la Firme au meilleur coût possible (réparation ou remplacement) pour la Ville;

ATTENDU QUE la Ville maintiendra un inventaire de pièces de rechange dont la composition sera basée sur l'historique des besoins.

ATTENDU QUE Nederman déclare avoir pris connaissance du Règlement sur la gestion contractuelle de Montréal et s'engage à s'y conformer;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
OBJET

La Ville retient les services de la Firme qui accepte d'exécuter les travaux visés à l'article 3 (Obligations de la Firme), conformément à la présente convention et à ses Annexes.

ARTICLE 2
DEFINITIONS ET INTERPRÉTATION

2.1 Dans la présente convention, (en plus d'autres termes définis aux présentes) à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1.1	« **Annexe 1** »:	Liste des casernes de pompiers possédant un Système;
2.1.2	« **Annexe 2** » :	Liste des tâches d'entretien préventif;
2.1.3	« **Annexe 3** » :	Coordonnées du contact de Ingénierie Carmichael Ltee, le seul représentant Nederman autorisé;
2.1.4	« **Annexe 4** » :	Frais pour réparations et service de base en dehors du cadre d'entretien préventif;
2.1.5	« **Annexe 5** » :	Liste des pièces de remplacement pour le Système – prix 2020;

2.1.6 « **Annexe 6** » : Coût des services de base annuels pour 2020, 2021, 2022;

2.1.7 « **Annexe 7** » Modalités et conditions de vente de produits et services sur les lieux;

2.1.8 « **Directeur** » : Le directeur du Service de sécurité incendie de Montréal.

2.2 Les annexes et le préambule font partie intégrante de la présente convention, sans qu'il soit nécessaire de les répéter tout au long;

2.3 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition inconciliable des annexes.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE LA FIRME

En contrepartie du paiement par la Ville de la somme prévue à l'article 4 (Prix), la Firme doit fournir a la Ville l'ensemble des services suivants :

Les Services de base :

3.1 Une (1) fois tous les deux cent soixante-dix (270) jours de calendrier (« Période d'inspection »), effectuer une inspection d'entretien préventif dans chaque caserne de pompiers listée a l'Annexe 1 pour un total de quatre (4) inspections dans chacune des dites casernes, durant toute la durée de la présente convention, afin d'y effectuer les tâches listées à l'Annexe 2 (« Service de base »);

3.2 fournir au Directeur pour approbation, dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, un calendrier écrit des services de base (Entretien Préventif) pour la première Période d'inspection. Par la suite, au plus tard trente (30) jours avant la fin de chaque Période d'inspection subséquente, fournir au Directeur, pour approbation, un calendrier des Services de base(Entretien Préventif) pour la Période d'inspection suivante;

3.3 pour la première période d'inspection, le calendrier d'inspection d'entretien préventif sera flexible afin de permettre de devancer une inspection d'entretien préventif si un appel de service est logé pour une caserne dont l'inspection était prévue ultérieurement à l'horaire préalablement approuvé;

3.4 pour chacune des périodes d'inspections subséquentes prévues à la convention, le calendrier d'inspection sera flexible afin de permettre de devancer une inspection si un appel de service est logé pour une caserne de pompiers dont l'inspection était due dans les soixante (60) jours suivant la date de l'appel de service;

3.5 advenant que de nouveaux Systèmes soient installés dans des casernes existantes ou dans de nouvelles casernes durant la période de la convention, la Firme s'engage à fournir les mêmes services que ceux prévus à la présente convention, et ce, à des tarifs identiques selon le type de caserne (Annexe 6).

Les Services additionnels :

3.6 répondre à tout appel de service autre que des Services de base (« Services additionnels ») fait par le Directeur ou son représentant dans un délai de vingt-quatre (24) heures maximum et effectuer les réparations appropriées dans un délai convenu avec le Directeur ou son représentant autorisé aux tarifs des Annexes 4 et 5;

3.7 lors d'une inspection de l'entretien préventif, advenant un bris non inclus dans les Services de base ou si, en cours d'exécution de l'entretien préventif, la Firme se rend compte que des pièces endommagées ou brisées doivent être remplacées, elle doit effectuer la réparation. La Ville accepte d'assumer tous les coûts relatifs à l'appel de service ou le travail supplémentaire, pour les Services additionnels au coût de main-d'œuvre et matériaux indiqués aux Annexes 4 et 5. À cet égard, si le coût total pour les Services additionnels avant taxes est de plus de mille dollars (1000 $) il doit au préalable être autorisé par le Directeur par écrit (incluant, sans y être limité, par courrier électronique);

Général :

3.8 lors d'un appel pour des Services de base ou des Services additionnels, si une réparation doit être effectuée, offrir la première heure de main d'œuvre afférente à ce travail sans frais pour la Ville;

3.9 lorsqu'un Service de base ou un Service additionnel nécessite plus d'une (1) visite en caserne, facturer un (1) seul frais de camion à la Ville;

3.10 élaborer un inventaire de pièces de recharge pour le Système basé sur l'historique des besoins, conjointement avec la Ville;

3.11 récupérer et réutiliser les pièces des systèmes existants appartenant à la Ville si la qualité des pièces usagées fournies par la Ville permet de les remettre en fonction sans que le bon fonctionnement des Systèmes ne soit compromis. À cet égard, ces pièces usagées de même que des pièces neuves seront disponibles au dépôt situé au 6650, rue Notre-Dame Est; Montréal, Québec; s'il est impossible de réutiliser une pièce usagée, la Firme doit utiliser une pièce neuve déjà en possession de la Ville si cette dernière est disponible;

3.12 sur demande du Directeur, fournir à la Ville toute information, tout rapport ou document se rapportant exclusivement à l'exécution de tous les services;

3.13 toujours accorder à la Ville un rabais de vingt-cinq pour-cent (25 %) sur le prix des pièces de remplacement des Systèmes. La firme devra fournir une nouvelle liste de prix (Annexe 5 uniquement) à chaque année pour la durée de la convention. Cette liste reflétera la variation de coût d'acquisition encouru et sera soumise au Directeur pour approbation préalable;

3.14 Les inspections, ajustements et essais des Systèmes seront réalisés conformément aux normes du manufacturier;

3.15 la firme ne pourra en aucun temps facturer à la Ville le tarif horaire en surtemps indiqués à l'Annexe 4, sans avoir préalablement obtenu une autorisation écrite du Directeur.

ARTICLE 4
PRIX

4.1 En contrepartie de l'exécution par la Firme des Services de base et des obligations qui lui incombent en vertu de cette convention autre que les Services additionnels, la Ville s'engage à lui verser, pour toute la durée de la présente convention, une somme maximale de deux cent trois mille huit cent quarante-six dollars et sept cents (203 846,07 $ pour 2020, 2021, 2022 – référer à l'annexe 6) incluant la taxe applicable sur les produits et services (T.P.S.) et la taxe de vente du Québec (T.V.Q.) étant entendu que les Services additionnels incluant, sans s'y limiter, la main-d'œuvre, les pièces et les matériaux, seront sujets à des frais supplémentaires indiqués à la présente convention;

4.2 La Firme doit présenter à la Ville une facture mensuelle pour les Services de base rendus dans le cadre de la présente convention;

4.3 La Firme doit présenter à la Ville une facture mensuelle distincte de celle prévue à l'article 4.2 pour les Services additionnels et pour tout bien fourni dans le cadre de la présente convention;

4.4 La Ville ne paie une facture que si elle respecte toutes les modalités prévues à la présente convention et qu'elle correspond aux services effectivement rendus par la Firme;

4.5 Aucun paiement effectué par la Ville ne doit être considéré comme une indication que les travaux ont été réalisés à la satisfaction de cette dernière.

ARTICLE 5
REPRÉSENTANTS DES PARTIES

Aux fins de l'exécution de la présente convention, les représentants des Parties sont :

POUR LA VILLE :

Yves Saindon
Greffier de la Ville de Montreal

POUR LA FIRME :

Gerry Tracey
Director of Aftermarket Sales and Service
Nederman Canada Ltd

289-497-9744 (téléphone)
905-366-2206 (télécopieur)
Gerry.tracey@nederman.com

Une partie à la présente convention peut changer de représentant. Dans ce cas, elle doit aviser l'autre Partie du nom du remplaçant de celui-ci, de son adresse et de toute autre information s'y rapportant.

ARTICLE 6
EXCLUSIVITÉ

6.1 La Firme et ses filiales représentent et garantissent à la Ville que la Firme est la seule entreprise autorisée par le manufacturier du Système à effectuer l'entretien préventif et toutes les réparations nécessaires au fonctionnement de celui-ci. En cours d'exécution de la présente convention, advenant qu'une autre entreprise que la Firme soit autorisée par le manufacturier du Système à effectuer cet entretien ou toute réparation, elle devra en aviser la Ville sans délai.

ARTICLE 7
DURÉE, RENOUVELLEMENT ET RÉSILIATION

7.1 La présente convention prend effet à la date de signature la plus tardive par toutes les parties pour une durée de trente-six (36) mois;

7.2 Chaque Partie peut résilier cette convention sans aucune responsabilité si l'autre Partie est en défaut de respecter toute obligation importante de cette convention. La résiliation sera effective trente (30) jours suivant l'avis de défaut à moins qu'il n'ait été remédie au défaut à l'intérieur de ce délai.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 La Firme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000,00 $) pour les blessures corporelles et pour les dommages matériels et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

8.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

8.3 Copie de la police ou du certificat de la police doit être remise au Directeur dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention. La Firme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9
INDEMNISATION

9.1 Nonobstant l'article 14 de l'Annexe 7 des présentes, la Firme garantit et tient Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit résultant directement ou indirectement de ce qui fait l'objet de cette convention, elle prend fait et cause pour la Ville dans toutes réclamations ou poursuites contre elle et l'indemnise de tous jugements et de toutes condamnations qui pourraient être prononcées contre elle et de toutes sommes qu'elle aura déboursées avant ou après jugement en raison de ce qui précède.

ARTICLE 10
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

10.1 La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 4 (Prix).

ARTICLE 11
CONDITIONS GÉNÉRALES

11.1 **Entente complète**

La convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente entre les Parties;

11.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

11.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

11.4 **Représentations de la Firme**

La Firme n'est pas la mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

11.5 **Modification à la Convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable de chacune des Parties.

11.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

11.7 **Ayants droit**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

11.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être transférés ni cédés sans l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

11.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de la Firme

La Firme fait élection de domicile au 5865 McLaughlin Road, Unit 1, Mississauga, Ontario, L5R 3P7, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur national de projets. Pour le cas où elle changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, la Firme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 4040, avenue Du Parc, Montréal, Québec, H2W 1S8 et tout avis doit être adressé à l'attention du Directeur.

11.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

Cette convention peut être signée séparément en plusieurs exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon
Greffier de la Ville

Le 20 e jour de May, 2020

NEDERMAN CANADA

Par : _____
Gerry Tracey
Director of Aftermarket Sales and Service
Nederman Canada Ltd

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'agglomération du ____ jour de _____, 2020 (Résolution _CG20_____)

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1190336002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Gestion immobilière et exploitation , Division - gestion immobilière et exploitation à contrat et énergie
Objet :	Conclure une entente-cadre avec la firme Nederman Canada Limited, fournisseur unique, pour les services d'entretien préventif, de réparations et d'acquisition de pièces pour les systèmes de captation des gaz à la source dans les casernes de pompiers, pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 577 724,71 $, taxes incluses (contrat de 203 846,07 $ + services additionnels et contingences de 373 878,64 $) / Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1190336002 Nederman Canada.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre LACOSTE
Préposé au budget
Tél : 514 872-4065

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-21

Diane NGUYEN
Conseillère budgétaire
Tél : 514.872.0549
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.005

2020/06/03
08:30

Dossier # : 1198555001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division soutien technique infrastructures CESM
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Accorder le contrat de services Dr de gré à gré à l'entreprise Énergir, S.E.C. pour l'injection dans son réseau gazier du gaz naturel renouvelable produit par le centre de traitement de matières organiques (CTMO) par biométhanisation à Ville de Montréal-Est, pour une durée minimale de 20 ans. - Dépense totale de 3 965 686,73 $, taxes incluses (contrat : 2 643 791,15 $ + provisions et contingences 1 321 895,58 $)

Il est recommandé :
1. D'approuver, conformément aux dispositions de la loi, un projet de contrat de gré à gré entre la Ville et Énergir S.E.C. pour une durée minimale de 20 ans, pour la fourniture du service Dr pour l'injection du gaz naturel renouvelable dans son réseau gazier au Tarif fixé au contrat, soit pour une somme maximale de 2 643 791,15 $, taxes incluses;

2. D'autoriser une dépense de 1 321 895,58 $, taxes incluses, à titre de budget de provisions et de contingences;

3. D'imputer cette dépense au plan triennal d'immobilisation (PTI) du Service de l'environnement. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-05-20 14:40

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1198555001**
Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division soutien technique infrastructures CESM
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Accorder le contrat de services Dr de gré à gré à l'entreprise Énergir, S.E.C. pour l'injection dans son réseau gazier du gaz naturel renouvelable produit par le centre de traitement de matières organiques (CTMO) par biométhanisation à Ville de Montréal-Est, pour une durée minimale de 20 ans. - Dépense totale de 3 965 686,73 $, taxes incluses (contrat : 2 643 791,15 $ + provisions et contingences 1 321 895,58 $)

CONTENU

CONTEXTE

Afin d'atteindre les objectifs du Plan directeur de gestion de matières résiduelles de l'agglomération (PDGMR) de Montréal 2010-2014, il a été établi d'instaurer et d'exploiter cinq centres de traitement des matières organiques (CTMO) visant à recycler les matières organiques (résidus verts et alimentaires) et à réduire l'enfouissement des déchets. Les contrats pour la construction de deux de ces centres (le centre de compostage localisé dans l'arrondissement Saint-Laurent et le centre de biométhanisation localisé à Montréal Est) ont été octroyés. Il s'agit de contrats de conception, de construction, d'exploitation et d'entretien de ces deux infrastructures. La planification des trois autres CTMO prévus est en cours de révision.

Ainsi, le 22 août 2019, le Conseil d'Agglomération de la Ville de Montréal a octroyé à SUEZ Canada Waste Services inc. le contrat pour les services de conception, construction, exploitation et entretien d'un centre de traitement des matières organiques par biométhanisation, situé au coin de l'avenue Broadway Nord et du boulevard Métropolitain Est. Le procédé de biométhanisation produira du biogaz qui sera épuré afin d'obtenir du biométhane, un gaz naturel renouvelable (GNR), qui respecte la norme BNQ 3672-100 et les spécifications d'injection dans le réseau gazier d'Énergir. Jusqu'à 4 millions de mètres cubes de gaz naturel renouvelable pourront être générés annuellement.

De plus, le gaz naturel renouvelable produit par le CTMO de Montréal Est sera utilisé en remplacement d'une partie du gaz naturel d'origine fossile utilisé pour l'incinération des boues de la station d'épuration des eaux usées Jean-R. Marcotte. De cette façon, l'agglomération de Montréal demeurera propriétaire du gaz naturel renouvelable et conservera les réductions de gaz à effet de serre qui sont générées. Cela permettra aussi de se conformer à l'une des conditions du Programme de traitement des matières organiques par biométhanisation et compostage du Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre

les changements climatiques, qui exige que le biogaz produit substitue du carburant ou du combustible fossile utilisé au Québec.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0388 - 22 août 2019 : Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats. Accorder un contrat à SUEZ Canada Waste Services inc. pour les services de conception, construction, exploitation et entretien d'un centre de traitement des matières organiques (CTMO), situé au coin de l'avenue Broadway Nord et du boulevard Métropolitain Est, Ville de Montréal-Est - Dépense totale de 167 037 504,39 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres 5914 (1 soum.)/Autoriser un ajustement à la base budgétaire du budget de fonctionnement du Service de l'environnement de 16 310 843,03 $, taxes au net, pour couvrir les années 2022 à 2027.

DESCRIPTION

Le contrat de services Dr concerne l'installation, l'opération et la maintenance des équipements servant à l'analyse de la composition du gaz naturel renouvelable, à son injection au réseau gazier lorsqu'il respecte les normes qualité et au raccordement entre le poste d'injection et le réseau existant. Le prix du service de réception couvre :
- les coûts fixes pour implanter le poste d'injection et la conduite de raccordement;
- les coûts fixes de distribution non liés au réseau gazier (dépenses d'exploitation, facturation, etc.);
- une portion variable en fonction du volume de biométhane injecté qui constitue des redevances à la Régie de l'énergie et à la Régie du bâtiment.

Le contrat pour le service Dr d'une durée de 20 ans minimum commence à la date du début de livraisons de gaz naturel renouvelable. Il est à noter que le poste d'injection et la conduite de raccordement resteront la propriété d'Énergir. La Ville consent une permission d'occupation pour ceux-ci et un droit d'accès sur le site du CTMO, sans compromettre les opérations ayant lieu.

JUSTIFICATION

Pour acheminer le gaz naturel renouvelable de son lieu de production jusqu'à la station d'épuration, il est nécessaire de conclure une entente de service avec le distributeur exclusif de gaz naturel sur le territoire de l'agglomération de Montréal (Énergir). Cette entente de service établit les modalités de construction d'une station d'injection sur le site du CTMO. Énergir dispose en effet d'un droit exclusif de distribution de gaz naturel dans la région de Montréal en vertu du décret 773-2010 délivré par le Gouvernement du Québec pour 30 ans à compter du 11 mars 2011. Ses activités sont réglementées par la Régie de l'énergie. Étant donné son statut de monopole, un contrat de gré à gré pour le service de réception peut-être conclu avec Énergir en vertu de l'article 573.3 8° de la *Loi sur les cités et ville* et comprend l'implantation d'un poste d'injection et le raccordement de celui-ci à la conduite existante d'alimentation en gaz naturel d'Énergir. Ces activités de distribution gazière sont assujetties aux Conditions et Tarifs approuvés par la Régie de l'énergie. Cette dernière a fixé la méthodologie d'établissement du tarif de réception (D-2011-108) pour les coûts reliés à l'implantation du poste d'injection et du raccordement de la conduite, les coûts de distribution non liés au réseau gazier et les redevances.
Le coût pour l'implantation du poste d'injection et de la conduite de raccordement est estimé actuellement par Énergir à 2 643 791,15 $, taxes incluses (estimation de classe 5 avec marge d'erreur comprise entre -30 % et +50 %). Ce coût inclus les services professionnels, les travaux de construction et les charges administratives internes. En vertu du contrat, la Ville de Montréal ne paiera que le coût réellement encouru par Énergir. Il est possible d'effectuer le paiement total du poste d'injection et de sa conduite au terme de sa construction (option A) ou sur une base mensuelle pendant la durée minimale du service qui

est de 20 ans (option B). Par contre, cette dernière est moins attrayante puisque d'autres frais, tels les coûts de la dette et de l'équité, s'ajoutent au montant à rembourser. Le coût total sur les 20 ans de l'entente (option B) est deux fois plus élevé que celui au terme de la construction (option A) sur les 20 ans, ce qui représente un écart de 2 724 287,28$. Pour cette raison, l'option A a été retenue et le paiement total du poste d'injection et de la conduite de raccordement sera effectué à la fin de la construction, en vertu du contrat.

Les coûts pour le volet de distribution et redevances seront ensuite facturés mensuellement par Énergir. Le coût pour les redevances variera en fonction des quantités réelles de gaz naturel renouvelable injectées dans son réseau gazier.

Comme le contrat est un contrat de service de plus de 1 000 000$, l'autorisation de l'Autorité des Marchés Publics (AMP) est requise. Énergir détient une telle autorisation en date du 8 mai 2018, portant le numéro 2018-CSPM-1030417 valide jusqu'au 7 mai 2021. Une copie est jointe au présent dossier.

Énergir n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles (RENA) et ne figure pas sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville de Montréal en date du 28 avril 2020.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La tarification pour le service de réception comprend :

- les coûts reliés à l'implantation du poste d'injection et de la conduite de raccordement;
- les coûts de distribution non liés au réseau gazier;
- les redevances (charges variables).

Les détails de l'aspect financier se trouvent à la pièce jointe nº2 de ce dossier.

Coûts reliés à l'implantation du poste d'injection et de la conduite de raccordement

Le montant à accorder pour les travaux est de 2 643 791,15 $, taxes comprises selon une estimation de classe 5 d'Énergir (marge d'erreur de -30 % à +50 %). Énergir évalue une incertitude pouvant atteindre 50 %. Ainsi, le Service de l'environnement recommande de maintenir une provision de 50 % à cette somme, soit de 1 321 895,58 $ incluant les taxes, pour pallier les incertitudes et risques du projet.

Le montant total à autoriser est de 3 965 686,73 $ incluant les taxes et provisions. Le déboursement est prévu en 2022, à la date du début des livraisons de gaz naturel renouvelable.

La dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération et le coût sera entièrement financé par emprunt (RCG 13 - 006 - 2).

Coûts de distribution non liés au réseau gazier et redevances (charges variables)

Les montants estimés pour le volet de distribution et pour les redevances sur la durée minimale de l'entente de 20 ans sont respectivement de 1 700 526,24 $ et de 95 659,20 $, en incluant les taxes.

L'impact des coûts de distribution et des redevances au budget de fonctionnement du Service de l'environnement et au budget de la Ville de Montréal a été pris en compte dans le

dossier décisionnel d'octroi du contrat à Suez Canada Waste Services inc. (CG19 0388) pour la période entre 2022 et 2027.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La substitution des sources d'énergie fossiles par du gaz naturel renouvelable pour combler les besoins de la Ville de Montréal s'inscrit dans les priorités du Plan Montréal durable 2016-2020 qui vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre et la dépendance aux énergies fossiles.
La mise en service du CTMO de Montréal Est ainsi que la valorisation de l'énergie générée par ce centre contribue à l'atteinte des objectifs du projet de Plan directeur de gestion des matières résiduelles 2020-2025.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Tout report de ce dossier aura des répercussions sur l'échéancier de la mise en service du centre de traitement de matières organiques par biométhanisation. En effet, les éléments de conception du poste d'injection de gaz naturel renouvelable dans le réseau de distribution de gaz naturel sont requis pour que la conception globale du CTMO de Montréal Est puisse être finalisée.

De plus, cela pourrait compromettre l'atteinte d'un des objectifs du projet, celui d'utiliser le principal extrant, le biométhane, pour remplacer du combustible fossile. Cette substitution de sources d'énergie au Québec fait partie des critères d'admissibilité pour l'obtention de la subvention du Programme de traitement des matières organiques par biométhanisation et compostage (PTMOBC) du Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La collecte des déchets et la gestion des matières résiduelles font partie de la liste des services gouvernementaux et autres activités prioritaires dans le cadre de la pandémie.
Pour la gestion des matières résiduelles, une liste de services jugés essentiels a été établie. Cette liste inclut les services de collecte et de traitement de matières organiques, incluant le vidage de fosses septiques.

La pandémie, l'arrêt de plusieurs activités ainsi que la reprise progressive de ces dernières pourrait engendrer des retard dans l'exécution des travaux dont ceux en lien avec le raccordement de l'usine de biométhanisation au réseau gazier d'Énergir.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est élaborée en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 3 juin 2020

Conseil municipal : 15 juin 2020

Conseil d'agglomération : 18 juin 2020

1	Octroi du contrat	Été 2020

2	Signature de l'entente par les deux Parties	Été 2020
3	Date de début de début de livraison de gaz naturel renouvelable	Hiver 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François BALLARD)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Guylaine VAILLANCOURT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Caroline BOIVIN, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Sylvie ASSELIN, Service de l'eau

Lecture :

Sylvie ASSELIN, 6 mai 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sophie CHAN-LU
Ingénieure

Tél : 514-872-2092
Télécop. : 514 872-8146

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-04

Éric BLAIN
C/d sout technique infrastructures CESM

Tél : 514 872-3935
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Arnaud BUDKA
Directeur de la gestion des matières résiduelles
Tél : 514 868-8765
Approuvé le : 2020-05-15

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Roger LACHANCE
Directeur
Tél : 514 872-7540
Approuvé le : 2020-05-20

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le 8 mai 2018

ÉNERGIR, S.E.C.
A/S MONSIEUR MARTIN IMBLEAU
1717, RUE DU HAVRE
MONTRÉAL (QC) H2K 2X3

Nº de décision : 2018-CPSM-1030417
N° de client : 3001257194

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- ÉCOLE DE TECHNOLOGIE GAZIÈRE
- ÉNERGIR
- ENERGIR, L.P.
- GAZ MÉTRO
- GAZ MÉTRO LIMITED PARTNERSHIP
- SOCIÉTÉ EN COMMANDITE GAZ MÉTRO

une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). ÉNERGIR, S.E.C. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **7 mai 2021** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Aspect financier - Coûts reliés au poste d'injection et au raccordement

GDD: 1198555001

Rév. 0

Contrat de service Dr - Énergir	2022
Poste d'injection et raccordement	
Coûts reliés au poste d'injection et au raccordement	1 848 805,00 $
Taxe sur les services publics (TSP) (taux de 1,50%)	27 732,08 $
Taux d'imposition (taux de 26,525%)	490 395,53 $
Coûts reliés au poste d'injection et au raccordement avant TPS et TVQ	2 366 932,60 $
Taxes TPS et TVQ	276 858,55 $
Coûts reliés au poste d'injection et au raccordement toutes taxes incluses	2 643 791,15 $
Provisions et contingences pour le poste d'injection et le raccordement	
Provisions et contingences	924 402,50 $
Taxe sur les services publics (TSP) (taux de 1,50%)	13 866,04 $
Taux d'imposition (taux de 26,525%)	245 197,76 $
Provisions et contingences avant TPS et TVQ	1 183 466,30 $
Taxes TPS et TVQ	138 429,27 $
Provisions et contingences toutes taxes incluses	1 321 895,58 $
Coûts totaux pour le poste d'injection et le raccordement - avant TPS et TVQ	**3 550 398,90 $**
Coûts totaux pour le poste d'injection et le raccordement - TPS et TVQ incluses	**3 965 686,73 $**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1198555001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division soutien technique infrastructures CESM
Objet :	Accorder le contrat de services Dr de gré à gré à l'entreprise Énergir, S.E.C. pour l'injection dans son réseau gazier du gaz naturel renouvelable produit par le centre de traitement de matières organiques (CTMO) par biométhanisation à Ville de Montréal-Est, pour une durée minimale de 20 ans. - Dépense totale de 3 965 686,73 $, taxes incluses (contrat : 2 643 791,15 $ + provisions et contingences 1 321 895,58 $)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

La Ville peut conclure de gré à gré le contrat de services avec Énergir S.E.C. en vertu de l'article 573.3 (8) de la Loi sur les cités et villes (LCV). Par ailleurs, le Service porteur du dossier confirme que les actifs construits par Énergir pour permettre l'injection et la distribution du gaz naturel renouvelable dans son réseau sont des équipements. Conséquemment, l'article 29.3 de la LCV ne s'applique pas au présent contrat.

FICHIERS JOINTS

Contrat de services Dr Final GV 8 mai VISÉ.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Guylaine VAILLANCOURT
avocate
Tél : 514-872-6875

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-11

Marie-Andrée SIMARD
chef de division et notaire
Tél : 514-872-8323
Division : Droit contractuel

énergir le nouveau Gaz Métro



CONTRAT DE SERVICES – D_R

(le « Contrat Dr »)

ENTRE **ÉNERGIR, S.E.C.,** agissant par son associée commanditée Énergir, inc. ayant sa principale place d'affaires au 1717, rue du Havre, Montréal, Québec, H2K 2X3, elle-même représentée par ses représentants dûment autorisés tels qu'ils le déclarent.

(« **Énergir** »)

ET **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006.

(« **Ville** »)

Énergir et la Ville sont individuellement nommées « **Partie** » et conjointement « **Parties** ».

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE la Ville a adopté un règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes et qu'elle a remis une copie de ce règlement à Énergir.

Attendu que la Ville requiert d'Énergir le service décrit au présent Contrat Dr pour injecter du Gaz naturel renouvelable (« **GNR** ») dans le réseau d'Énergir au **Point de réception**, tel que mentionné au tableau compris à l'article 1.3 du Contrat Dr.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. SERVICE DE RÉCEPTION DU GNR

1.1. La Ville convient de livrer à Énergir au Point de réception le GNR qu'elle produit et ce, conformément au présent Contrat Dr et aux Conditions de service et Tarif approuvés par la Régie de l'énergie (« **Conditions et Tarif** »).

1.2. Le Tarif de réception (le « **Tarif** ») est fixé par Énergir en appliquant la méthodologie approuvée par la Régie de l'énergie et correspond à la somme de la tarification au Point de réception et de la tarification aux **Points de livraison convenus** (Annexe H). Le Tarif sera fixé lorsqu'Énergir pourra identifier les coûts finaux des Actifs (tels que définis à l'Annexe A du présent Contrat Dr). À titre indicatif, l'Annexe H fournit une simulation du Tarif basé sur les hypothèses qui y sont énoncées. Énergir s'engage à fournir à la Ville une mise à jour de la simulation du Tarif (Annexe H) lorsque, agissant raisonnablement, la Ville en fait la demande.

Pour plus de clarté, le Tarif comprend une portion fixe et une portion variable. La portion fixe est invariable et ne dépend pas du volume de GNR produit et comprend le remboursement de l'investissement requis pour la construction des Actifs (volet « investissement ») d'Énergir et les coûts de distribution non liés au réseau (volet « distribution »). La portion variable dépend du volume de GNR produit et injecté au Point de réception et comprend les redevances à la Régie de l'énergie et à la Régie du bâtiment. La Ville pourra payer le volet investissement de la portion fixe du Tarif sur une période de 20 ans ou plus rapidement, sous réserve d'une approbation préalable par la Régie de l'énergie d'un tel ajustement tarifaire. La portion fixe du Tarif pour le volet investissement sera fixée en fonction de la somme des dépenses réellement encourues par Énergir pour la construction des Actifs. Un détail du volet investissement sera présenté à la Ville à la fin des travaux. La portion variable du Tarif ainsi que le volet distribution s'appliqueront tant que le présent Contrat Dr sera en vigueur.

1.3. La Ville convient de souscrire au service de réception d'Énergir et au Tarif selon les paramètres suivants :

Point de réception	Capacité maximale contractuelle (CMC) (m^3/jour)	Date projetée de début du service (AAAA/MM/JJ)	Durée minimale du service
Ville de Montréal-Est	18 000	1er janvier 2022	20 ans à compter de la Date de début du service

1.4. Nonobstant la « Date projetée de début du service » indiquée ci-haut, la « Date de début du service » aux fins d'application du Tarif correspond à la date du début des livraisons de GNR par la Ville, laquelle date pourra être reportée ou devancée par les Parties d'un commun accord en raison de contraintes liées à la construction des Installations de la Ville (telles que définies à l'Annexe A du présent Contrat Dr) ou des Actifs d'Énergir et à l'obtention des conditions énoncées à l'article 3 ci-après.

Malgré ce qui précède, la date du début des livraisons de GNR par la Ville ne pourra dépasser le 31 décembre 2023 auquel cas Énergir pourra mettre fin au présent Contrat Dr et facturer l'Indemnité à la Ville conformément à la section 4 du présent Contrat Dr.

2. ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DU CONTRAT

2.1. Le présent Contrat Dr entre en vigueur dès la date de sa signature par les Parties et restera en vigueur pour une durée minimale de 20 ans à compter de la Date de début du service ou jusqu'à ce qu'une des Parties demande la résiliation du Contrat en vertu de la section 4.

2.2. La Ville s'engage à payer à Énergir le Tarif à compter de la Date de début du service.

3. CONDITIONS RELATIVES À L'ÉCHÉANCIER DU PROJET

3.1. Le respect de l'Échéancier (Annexe E) et des dates de mises en service est conditionnel aux modalités suivantes :

3.1.1. Conditions applicables à Énergir :

L'obtention par Énergir de toutes les autorisations requises pour la construction des Actifs (ex. : permis de construction, autorisations environnementales ou autres autorisations gouvernementales requises, le cas échéant).

3.1.2. Conditions applicables à la Ville :

L'obtention de toutes les autorisations requises pour la construction et l'opération des Installations (ex. : permis de construction, autorisations environnementales ou autres autorisations gouvernementales requises, le cas échéant).

4. DÉFAUTS ET MODALITÉS DE RÉSILIATION

4.1. La Ville peut mettre fin au Contrat Dr en transmettant à Énergir un avis écrit préalable d'un minimum de cent vingt (120) jours.

4.2. Dans les cas suivants de résiliation du Contrat Dr: i) la résiliation par la Ville conformément à l'article 4.1, ou ii) la résiliation par Énergir conformément au deuxième paragraphe de l'article 1.4, la Ville devra payer à Énergir une indemnité établie en fonction du moment où la résiliation survient, tel que prévu ci-dessous (ces indemnités sont ci-après collectivement désignées comme l' « **Indemnité** »):

4.2.1. Si la résiliation survient avant la Date de début du service, l'Indemnité due sera équivalente à la somme des coûts engagés par Énergir pour les travaux relatifs aux Actifs (tels que définis à l'article 4.1 des Conditions générales à l'Annexe A), que ceux-ci soient entrepris ou complétés;

4.2.2. Si la résiliation survient après la Date de début du service et avant l'expiration de la Durée minimale du service, l'Indemnité due sera équivalente à la valeur comptable des Actifs d'Énergir au moment de la résiliation.

Il sera déduit de toute Indemnité due par la Ville à Énergir aux termes des sous-paragraphes 4.2.1 et 4.2.2 le montant de toutes sommes déjà payées par la Ville pour les Actifs, le cas échéant.

4.3. Après la Durée minimale du service, la Ville pourra mettre fin au Contrat Dr conformément à l'article 4.1, et ce, sans avoir à payer quelque Indemnité que ce soit à Énergir dans la mesure où la valeur comptable des Actifs d'Énergir au moment de la résiliation est nulle.

4.4. Si Énergir ne remplit pas ses obligations d'offrir le service de réception du GNR, la Ville peut :

4.4.1. Suspendre l'exécution de ses obligations, incluant ses obligations de paiement en vertu du Contrat.

4.4.2. Résilier le Contrat si le défaut persiste pendant dix (10) jours consécutifs suite à la réception d'un avis écrit de la Ville. Le cas échéant, si la Ville a déjà payé l'entièreté du montant pour le Volet investissement, elle se réserve le droit d'obtenir un dédommagement financier proportionnel à la valeur résiduelle des Actifs.

5. DIVERS

Les Annexes suivantes et jointes au présent Contrat Dr en font partie intégrante:

Annexe A – Conditions générales
Annexe B – Critères de pression, composition et teneur calorifique
Annexe C – Schéma des Actifs d'Énergir et des Installations de la Ville
Annexe D – Responsabilités matricielles
Annexe E – Échéancier
Annexe F – Formulaire de nomination
Annexe G – Plan du poste d'injection
Annexe H – Simulation du tarif de réception

EN FOI DE QUOI, les Parties ont conclu ce Contrat Dr, ce dont fait preuve la signature de leurs représentants dûment autorisés à cette fin.

ÉNERGIR, S.E.C.
par son associée commanditée Énergir inc.

Signature : _____
Nom :
Titre :
Date :

Signature : _____
Nom :
Titre :
Date :

VILLE DE MONTRÉAL

Signature : _____

Yves Saindon
Greffier :
Date :

ANNEXE A – CONDITIONS GÉNÉRALES

1. DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

Les termes en lettres majuscules utilisés, mais non définis aux présentes, ont le sens qui leur est attribué dans les Conditions et Tarif. En cas de contradiction entre le présent Contrat Dr et les Conditions et Tarif, ces dernières auront préséance.

2. QUALITÉ, PRESSION, COMPOSITION DU GNR

La Ville s'engage à ce que tout le GNR remis à Énergir au Point de réception respecte les critères de pression, composition et teneur calorifique prévus à l'Annexe B. Dans le cas où le GNR injecté n'est pas conforme aux critères de pression, composition et teneur calorifique, Énergir pourra suspendre sans préavis la réception du GNR non conforme.

3. LIVRAISON

La livraison du GNR à Énergir a lieu au Point de réception, tel qu'identifié au Schéma des installations d'Énergir figurant à l'Annexe C.

4. INSTALLATIONS DE LA VILLE ET ACTIFS D'ÉNERGIR

4.1. **Construction et entretien par Énergir** – Énergir s'engage à construire, entretenir et opérer les conduites, infrastructures, bâtiments et équipements, tel qu'applicable, pour recevoir le GNR de la Ville (les « **Actifs** »), le tout conformément à l'Annexe D – Responsabilités matricielles.

4.2. **Construction et entretien par la Ville** – La Ville s'engage à construire, entretenir et opérer les installations nécessaires à la production de GNR et à sa livraison à Énergir (les « **Installations** »), le tout conformément à l'Annexe D – Responsabilités matricielles.

4.3. **Conformité aux lois et normes** - Les Installations et les Actifs, doivent être construits conformément à toutes les lois, codes et normes en vigueur applicables**.** Chaque partie est responsable d'obtenir tous les permis et autorisations requis pour la construction de ses propres ouvrages.

4.4. **Échéancier** – Les Parties reconnaissent que le respect de l'Échéancier est un élément fondamental du présent Contrat Dr et elles s'engagent à déployer les efforts et agir de manière diligente afin de permettre la construction de leurs Installations et Actifs respectifs conformément à l'Échéancier figurant à l'Annexe E.

4.5. **Collaboration et accès –** La Ville et Énergir s'engagent à collaborer et à déployer les efforts raisonnables pendant la construction, l'opération et l'entretien de leurs Installations et Actifs. Énergir peut, sans indemnité ou compensation pour la Ville, construire, entretenir et opérer sur la propriété de la Ville ou les lieux occupés ou utilisés par ce dernier, les Actifs d'Énergir, dont notamment le Point de réception, tel qu'identifié au Schéma des Actifs d'Énergir de l'Annexe C. La Ville consent à Énergir une permission d'occupation pour ses Actifs et un droit d'accès à ceux-ci, sans compromettre les opérations du site, et cela pour la Durée du Contrat Dr. La Ville renonce expressément au bénéfice de l'accession eu égard aux Actifs et convient qu'Énergir demeure propriétaire des Actifs. À la fin du Contrat Dr, et ce, pour quelque motif que ce soit, Énergir devra retirer les Actifs hors sol et niveler le terrain de la Ville dans un délai raisonnable dans les circonstances et à être convenu entre les Parties.

4.6. **Responsabilité –** La Ville et ses ayants droit doivent tenir à couvert et indemniser Énergir, ses administrateurs, dirigeants, employés de même que leurs successeurs et ayants droit à l'égard de tous les dommages causés à Énergir lorsque ces dommages sont causés soit par la faute ou par la négligence de la Ville, de ses ayants droit ou des personnes ou des biens dont la Ville ou ses ayants droit ont la garde ou le contrôle. Énergir et ses ayants droit doivent tenir à couvert et indemniser la Ville, ses administrateurs, dirigeants, employés de même que leurs successeurs et ayants droit à l'égard de tous les dommages causés à la Ville lorsque ces dommages sont causés soit par la faute ou par la négligence d'Énergir, de ses ayants droit ou des personnes ou des biens dont Énergir ou ses ayants droit ont la garde ou le contrôle.

5. FORCE MAJEURE

Ni l'une ni l'autre des Parties ne sera responsable vis-à-vis de l'autre des dommages ou des pertes découlant du fait qu'Énergir ne puisse recevoir le GNR en tout ou en partie ou du fait que la Ville ne puisse livrer du GNR en tout ou en partie, en raison de toute cause imprévisible, irrésistible et indépendante de la volonté de la Partie touchée et qui n'est pas causée par la faute ou la négligence de la Partie touchée, conformément à la définition de force majeure prévue au *Code civil du Québec*.

Dans tous les cas où l'une ou l'autre des Parties invoque la force majeure, elle devra faire parvenir sans délai un avis écrit à l'autre Partie expliquant la nature de la force majeure. Si la Ville invoque la force majeure, elle pourra choisir de suspendre le paiement du Tarif pendant la durée de la force majeure, étant toutefois entendu qu'une telle suspension aura pour effet de prolonger d'une période équivalente à la durée de la force majeure la Durée minimale de vingt (20) ans pendant laquelle elle sera tenue de payer le Tarif prévu aux Conditions et Tarif. Si Énergir invoque la force majeure, la portion fixe du Tarif sera, aux fins de facturation, réduite durant l'existence de ladite force majeure proportionnellement au volume qu'Énergir ne peut recevoir de la Ville en raison de la force majeure.

6. SERVICE DE RÉCEPTION

6.1. À compter de la Date de début du service et pour toute la durée du Contrat Dr par la suite, la Ville s'engage à payer à Énergir le Tarif, tel que fixé et modifié de temps à autre par la Régie de l'énergie. Si le service ne débute pas ou que la Ville met fin au Contrat Dr avant la Durée minimale de vingt (20) ans, Énergir facturera à la Ville l'Indemnité, telle que définie au paragraphe 4.2. du Contrat Dr.

6.2. La Ville s'engage à nominer les volumes injectés sur une base quotidienne en utilisant le formulaire de nomination de l'Annexe F, à défaut de quoi, la dernière nomination de volumes injectés sera considérée. La Ville ne sera pas considérée en défaut si elle livre une quantité inférieure à ce qu'elle s'est engagée à livrer en vertu du Contrat à cause d'une baisse de sa production de GNR.

6.3. La quantité de GNR reçue par Énergir sera calculée au moyen d'un Appareil de mesurage appartenant à Énergir et installé au Point de réception, tel qu'indiqué au Schéma des actifs d'Énergir figurant à l'Annexe C. L'Appareil de mesurage est défini aux Conditions de service et Tarif comme suit : «Tout appareil ou ensemble d'appareils servant à mesurer le gaz naturel retiré ou injecté par le client, ce qui inclut notamment le compteur, muni ou non d'un dispositif de lecture à distance, ou un chromatographe.»

6.4. S'il y a écart entre la lecture du compteur de la Ville et celle de l'Appareil de mesurage d'Énergir, la lecture donnée par l'Appareil de mesurage d'Énergir doit prévaloir, sous réserve de la *Loi sur l'inspection de l'électricité et du gaz*, L.R.C. 1985, c. E-4.

6.5. Mensuellement, Énergir remet à la Ville un bilan des quantités de GNR reçues basées sur les mesures prises à l'Appareil de mesurage.

7. ASSUJETTISSEMENT AUX LOIS, RÈGLEMENTS ET AUTRES DÉCISIONS

Le présent Contrat Dr est assujetti aux Conditions et Tarif tel que fixés et modifiés de temps à autre par la Régie de l'énergie. Le Contrat Dr est automatiquement modifié par toute loi, ordonnance, jugement, décision de tout organisme législatif, réglementaire ou de toute autorité compétente ayant effet sur les dispositions du Contrat Dr, y compris, sans limiter le caractère général de ce qui précède, toute loi, ordonnance, jugement, décision ou décret relatif aux Conditions et Tarif, aux impôts ou aux étalons de mesure.

8. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

8.1. Sauf dispositions spécifiques à l'effet contraire, le présent Contrat Dr remplace et révoque tous les écrits antérieurs et toutes les offres, propositions, négociations, représentations et communications entre les Parties orales ou écrites et constitue l'entière convention entre les Parties quant à son objet. Il ne peut être modifié que par un écrit signé par chacune des Parties.

8.2. Les droits et recours dont chaque Partie dispose aux termes du présent Contrat Dr ou de toute autre convention intervenue ou devant intervenir entre elles ou que la loi lui reconnaît peuvent être cumulés, sauf dispositions expresses à l'effet contraire.

8.3. L'omission d'une Partie d'exiger que l'autre Partie exécute l'une de ses obligations aux termes du présent Contrat Dr, de résilier le présent Contrat Dr ou d'exercer quelques droits ou recours dont elle dispose, ne porte pas préjudice à son droit de le faire par la suite, à moins qu'elle n'y ait renoncé par écrit. Une telle renonciation ne vaut que pour le cas qui y est spécifiquement décrit.

8.4. Le présent Contrat Dr ne lie les Parties que lorsqu'il aura été accepté par écrit par la signature des représentants autorisés de chacune des Parties.

8.5. Le Contrat Dr lie et avantage les successeurs et ayants droit des Parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des Parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'autorisation de l'autre Partie. Cependant, aucune cession ne relève le cédant des obligations que lui impose le Contrat Dr. Plus particulièrement, tout successeur ou ayant droit de la Ville sera tenu de payer le prix du service de réception applicable.

8.6. Sauf si autrement prévu, tout avis, demande, autorisation ou renonciation (ci-après désigné « **l'Avis** ») requis ou permis aux termes du présent Contrat Dr doit être donné par écrit et doit être envoyé par un moyen qui permet d'en prouver la réception aux adresses suivantes :

Dans le cas du Client	**Dans le cas d'Énergir**
À l'attention de : Ville de Montréal Service du greffe a/s du greffier Adresse 275 rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1C6 Copie conforme par courriel au directeur de la gestion des matières résiduelles arnaud.budka@montreal.ca	À l'attention de : Catherine Sauriol Courriel : Catherine.sauriol@energir.com Adresse : 1717 rue du Havre Montréal (Québec) H2K 2X3 Téléphone : 514-598-3359 Copie conforme par courriel au service des Affaires juridiques à l'adresse suivante : legal@energir.com

Les Parties peuvent changer leur adresse pour fins de réception des Avis conformément à la procédure du présent article.

8.7. Sur demande, les Parties conviennent de signer et de veiller à ce que soit signé tout document, et de déposer et de veiller à ce que soit déposé tout acte nécessaire ou utile afin de donner pleinement effet à la lettre et à l'esprit du présent Contrat Dr.

8.8. Lorsque le contexte l'exige, l'emploi du singulier comprend le pluriel et vice versa.

8.9. Le présent Contrat Dr est régi par les lois applicables au Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.



ANNEXE B – CRITÈRES DE PRESSION, COMPOSITION ET TENEUR CALORIFIQUE

Paramètres contrôlés en continu

Paramètre	Unité	Exigences
Température	°C	≤40
Pression	kPa	2750
Pouvoir calorifique supérieur	MJ/m^3	≥ 36
Densité relative		≤ 0,583
Indice Wobbe	MJ/m^3	≥ 47,23
Indice point de jaunissement		≥ 0,86
Indice Weaver		≤ 0,05
Point de rosée en hydrocarbures	°C	≤ -10
Dioxyde de carbone (CO_2)	% vol	≤ 2
Oxygène (O_2)	% vol	≤ 0,4
Sulfure d'hydrogène (H_2S)	mg/m^3	≤ 7
Soufre total (S)	mg/m^3	≤ 115
Eau (H_2O)	mg/m^3	≤ 35
Gaz diluants ($CO_2 + N_2 + O_2$)	% vol	≤ 4
Hydrogène (H_2)	% vol	≤ 0,1

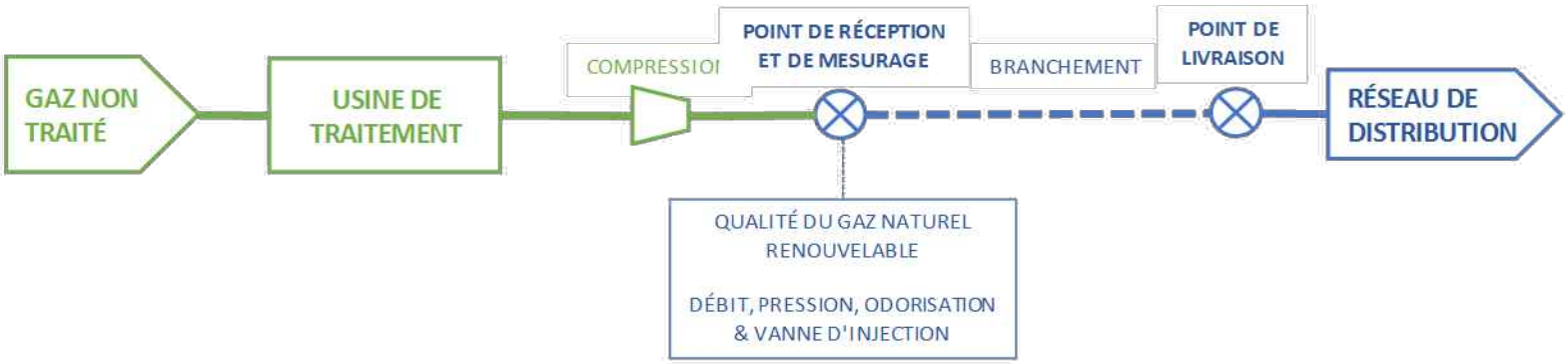
Référence : 15°C et 101,325 kPa

Paramètres contrôlés par échantillonnage périodique

Paramètre	Unité	
Composés organiques volatils (COV)	ppm vol	≤ 3,7
Siloxanes (L2, D3, D4, D5, D6)	ppm vol	≤ 1
Mercure, Hg	µg/m³	≤ 0,05
Cuivre, Cu	µg/m³	≤ 30
Arsenic, As	µg/m³	≤ 30
Chlore, Cl (TO-15)	mg/m³	≤ 10
Fluor, F (TO-15)	mg/m³	≤ 1
Ammoniac, NH_3	mg/m³	≤ 3
Bactérie (libre de…)	#/m³	≤ 200 000

Référence : 15°C et 101,325 kPa

ANNEXE C – SCHÉMA DES ACTIFS D'ÉNERGIR ET DES INSTALLATIONS DE LA VILLE



Légende
Bleu – Actifs d'ÉNERGIR
Vert – Installations de la Ville

ANNEXE D - RESPONSABILITÉS MATRICIELLES

Étendue de travaux		Description	Responsabilité
Mobilisation et maîtrise d'œuvre		• Accommodation pour personnel d'Énergir au chantier (roulotte, salles de bain, etc.) • Maitrise d'œuvre pour la durée des travaux au chantier • Mobiliser au chantier (installation signalisation, roulotte, cabinet) – *accommodation par la Ville du déchargement de matériel d'Énergir au chantier* • Décharger matériel au chantier - *accommodation par la Ville du déchargement de matériel d'Énergir au chantier*	Ville
Civil 1	**Nivellement du terrain et excavation de tranchées pour tuyauterie**	• Excaver et retirer terre végétale section poste d'injection • Excaver tranchées pour tuyauterie enfouie section poste • Préparer surface sous la base de béton • Coffrage et armature dalle de béton • Couler dalle de béton • Couler sonotube poteau électrique • Déboisement (si applicable) • Excaver la tranchée entre le poste et la limite de propriété	Ville
Civil 2	**Excavation de tranchées pour tuyauterie et dégagement tuyauterie gaz**	• Excaver la tranchée entre la limite de propriété jusqu'au point de raccordement (raccord sphérique en té) • Dégager la conduite de gaz au point de raccordement	Ville
Mécanique	**Installation de la conduite, de la tuyauterie, du poste d'injection, les raccordements et mise en gaz**	• Qualification du ou des soudeurs • Installer le poste d'injection sur la dalle - *accommodation par la Ville du déchargement de matériel d'Énergir au chantier* • Mettre en tranchée la tuyauterie enfouie section poste • Mettre en tranchée la tuyauterie enfouie CP • Souder le té 3 voies 8x4x4 et le mamelon de piquage (avec suivi de soudage) • PM 48h puis essai de pression du té 3 voies et du mamelon de piquage • Faire les radiographies sur les joints de raccordement chantier • Raccorder tuyauterie enfouie au poste d'injection • Mettre en place le POSV et raccorder la tuyauterie enfouie au POSV • Raccorder la tuyauterie de sortie au té 3 voies (avec suivi de soudage) • Perçage du té 3 voies et du mamelon de piquage • Faire la mise en gaz du poste d'injection • Ajuster les régulateurs • Faire le denso des joints de raccordement sur la tuyauterie enfouie	Énergir
Électrique	**Mise à la terre, protection cathodique, alimentation électrique et compteur**	• Excaver pour fil contour MALT et tranchées câble	Ville
		• Installer entrée électrique et compteur • Passer le câble entre l'alimentation électrique et le poste d'injection • Installer la cellule de polarisation PCR et les tiges de MALT	Énergir

		• Mettre en place les anodes • Installer les bornes et y raccorder les fils • Passer et raccorder le fil contour de MALT	
Civil 3	**Remblayage et clôtures**	• Remblayer tranchée tuyauterie enfouie poste d'injection • Remblayer fil contour MALT et câble électrique • Finaliser remblai section poste d'injection et faire l'enrochement • Installer clôture	Ville
		• Installer cloches de protection • Démobiliser et charger matériaux pour retour	Ville
Instrumentation	**Instrumentation et odorant**	• Remplissage réservoir d'odorant • Tester les analyseurs et le chromatographe • Tester la vanne de contrôle et les vannes avec actuateurs • Tester le système d'odorant • Vérifier signaux et programmation	Énergir
Notes générales : ***Un représentant d'Énergir doit être présent au chantier et encadrer toutes les étapes mentionnées dans ce tableau***			

ANNEXE E – ÉCHÉANCIER

À FOURNIR PAR LA VILLE DANS LES MEILLEURS DÉLAIS

1	Signature de l'entente par les deux Parties	Juin 2020
2	Début de la construction des Installations de la Ville	Début juin 2020
3	Date prévue pour le début de la mise en service	Septembre 2021
4	Date prévue pour le début des livraisons du GNR	Janvier 2022

À noter que cet échéancier pourrait varier sous réserve de respecter l'article 1.4 du Contrat Dr.

ANNEXE F – FORMULAIRE DE NOMINATION

Date effective de l'injection de gaz (AAAA_MM_JJ) : _____

Fenêtre de nomination[1,2] (AAAA_MM_JJ 00h00) : _____

PRODUCTEUR

Nom du producteur	**Téléphone**
Contact	**Courriel**

1. Volume total injecté prévu pour la journée (en GJ) : _____

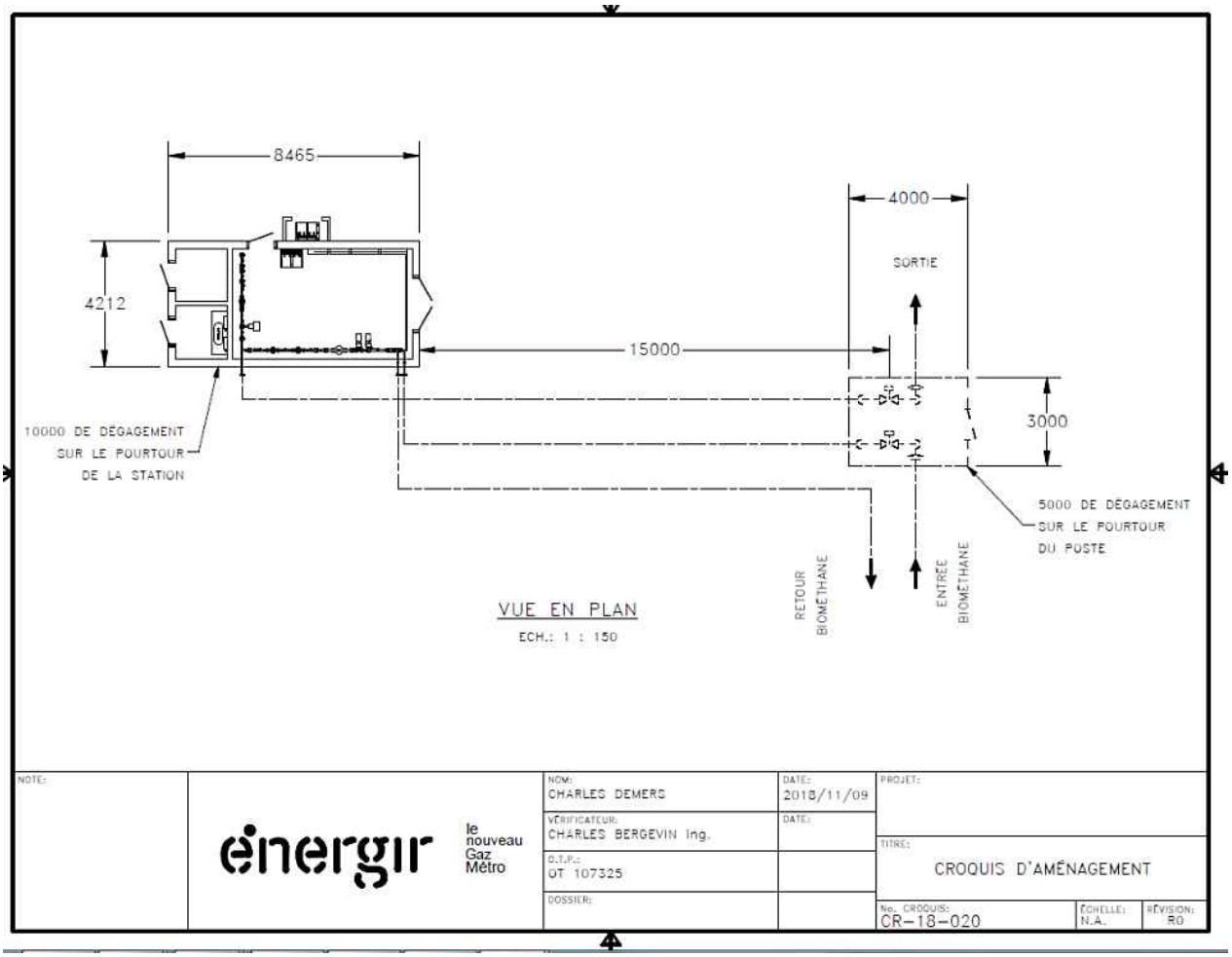
2. Livraisons à un tiers prévues pour la journée :

Transmettre au courriel :	ccr@énergir.com				
Nom du client consommateur	Quantité/jr GJ	Date de début de livraison (AAAA-MM-JJ)	Date de fin de la livraison incluse (AAAA-MM-JJ)	Total # de jours	Numéro de client

[1] *Voir la section 15.5.8 « DEMANDE DE NOMINATION » des Conditions de service et Tarif*

[2] *La nomination effectuée dans le cadre de la fenêtre de nomination - Début de journée est valide chaque jour, jusqu'à ce qu'une nouvelle nomination Début de journée soit effectuée. Toute révision nécessite une nouvelle demande de nomination, celle-ci n'est valide que pour la journée en cours.*

ANNEXE G
PLAN DU POSTE D'INJECTION



Annexe H
Simulation du tarif Dr

À titre indicatif, compte tenu des informations fournies par la Ville et des taux applicables à la date où ce Contrat est rédigé, le tarif de réception applicable au point de réception du Client peut être calculé de manière préliminaire selon la méthodologie décrite dans la présente Annexe.

Toutefois, le Tarif réel payable par la Ville sera fixé lorsqu'Énergir pourra identifier les coûts finaux des Actifs de réception et les paramètres utilisés seront ceux alors en vigueur et approuvés par la Régie de l'Énergie.

1. HYPOTHÈSES ET PARAMÈTRES UTILISÉS POUR LE CALCUL DES TAUX PRÉLIMINAIRES

Capacité maximale contractuelle (CMC) : cette valeur est fournie par la Ville.

Investissement total en capital : cette valeur est déterminée par Énergir et représente l'estimation du coût total des Actifs de réception (tels que définis au Contrat Dr) basée sur la méthodologie d'établissement du tarif de réception (D-2011-108) fixée par la Régie de l'Énergie.

Coûts de distribution non liés au réseau gazier *:* Les coûts de distribution non liés au réseau sont les coûts communs aux clients producteurs (service des approvisionnements gaziers, facturation, bâtiments administratifs, etc.). Ce montant représente 4% de l'investissement total en capital, tel qu'approuvé par la Régie de l'Énergie.

Paramètres réglementés : Les paramètres utilisés sont ceux autorisés par la Régie de l'Énergie dans la cause tarifaire et en vigueur au moment d'établir le Tarif. Aux fins de la présente simulation, les taux de 2019 sont utilisés. Ces paramètres se retrouvent dans la pièce Énergir Q, document 01 du dossier R-4076-2018.

Hypothèses du projet *	**Valeurs1**
Capacité maximale contractuelle (CMC) (m^3/jour)	18 000
Investissement total en capital ($) – classe 5 (marge d'erreur de -30% à +50%)[1]	1 848 805
Coûts de distribution non liés au réseau gazier ($)[1]	73 952
Paramètres réglementés *	**Valeurs**
Durée de l'amortissement des actifs (années)	20
Taux de redevance à la Régie de l'énergie ($/10^{3}m^3) [1]	0,651
Taux de redevance à la Régie du bâtiment ($/10^{3}m^3) [1]	0,476
Taux de la taxe sur les services publics	1,50 %
Taux d'imposition	26,525 %
Taux de la dette[2]	4,949 %
Taux de l'équité (coût pondéré de l'avoir des actionnaires ordinaires et privilégiés) [2]	8,295 %
Taux moyen pondéré du capital[2]	6,49 %

2. SUR LA BASE DE CES HYPOTHÈSES, ÉNERGIR APPLIQUERAIT LES TAUX SUIVANTS À LA VILLE[3] :

1 Ces valeurs n'incluent pas les taxes applicables et les montants indiqués sont en dollars canadiens.
2 Ces taux ne s'appliquent qu'au volet investissement.
3 Ces valeurs n'incluent pas les taxes applicables et les montants indiqués sont en dollars canadiens.

Taux préliminaires au point de réception *	Valeurs
Obligation minimale quotidienne – Volet investissement (¢/m³/jour)**	2,787
Obligation minimale quotidienne – Volet distribution (¢/m³/jour)**	1,126
Taux unitaire au volume injecté (¢/m³)**	0,104
Taux unitaire pour les volumes livrés en territoire (¢/m³)	0,00 ¢/m³
Taux unitaire pour les volumes livrés hors territoire (¢/m³)	0,00 ¢/m³

*Sujet à changement

** Taux reflète les frais de la première année de service

3. DÉFINITIONS ET MODALITÉS PRÉVUES AUX CONDITIONS DE SERVICE ET TARIF D'ÉNERGIR (EXTRAITS)

« TARIF»

L'ensemble des taux et des conditions tarifaires applicables au client et au distributeur, tels que fixés aux sections III et IV des Conditions de services et Tarif.

« TARIF DE DISTRIBUTION PAR DÉFAUT »

Dans le cas des clients qui injectent du gaz naturel dans le réseau de distribution, le tarif DR s'applique par défaut.

« POINT DE LIVRAISON CONVENU »

Lieu physique ou géographique où le gaz naturel est livré :

- au distributeur, à un point spécifié à l'entente contractuelle du service de fourniture de gaz naturel fourni par le client ; ou
- en territoire sur le réseau gazier d'Énergir ou à l'extérieur de celui-ci (hors territoire) à un point spécifié lors de l'engagement du volume nominé par un client assujetti au tarif DR.

« POINT DE RÉCEPTION »

Lieu physique où les installations des producteurs rejoignent les conduites de raccordement d'Énergir en vue de l'acheminement du gaz naturel au réseau gazier.

« TAUX UNITAIRES POUR LES VOLUMES LIVRÉS EN TERRITOIRE »

Pour chaque m³ de volume livré en territoire, les taux unitaires applicables sont les suivants, selon la zone de consommation :

Zone de consommation	Taux (¢/m³)
Nom du projet	0,000

NOTE : Les données incluses dans la présente Annexe sont sujettes à changement, étant basées sur des décisions rendues par la Régie de l'Énergie et sur les Conditions de services et Tarif d'Énergir.

Les Conditions de services et Tarif sont fixées par la Régie de l'énergie en vertu de la *Loi sur la Régie de l'énergie* (L.R.Q., c. R-6.01), elles sont disponibles à l'adresse Internet suivante : Energir.com/conditions-tarif-fr.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1198555001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division soutien technique infrastructures CESM
Objet :	Accorder le contrat de services Dr de gré à gré à l'entreprise Énergir, S.E.C. pour l'injection dans son réseau gazier du gaz naturel renouvelable produit par le centre de traitement de matières organiques (CTMO) par biométhanisation à Ville de Montréal-Est, pour une durée minimale de 20 ans. - Dépense totale de 3 965 686,73 $, taxes incluses (contrat : 2 643 791,15 $ + provisions et contingences 1 321 895,58 $)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1198555001 -Intervention financière.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François BALLARD
Préposé au budget
Tél : (514) 872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-08

Marie-Claude JOLY
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-6052
Division : Service des finances

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.006

2020/06/03
08:30

Dossier # : 1203438020

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à la firme ABB inc., fournisseur unique, pour l'évolution et le support du système MOD300 avec 800xA (SICOS) de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte pour la période du 1er juin 2020 au 31 mai 2023 pour la somme maximale de 1 922 760,65 $ taxes incluses.

Il est recommandé :

1. d'accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à la firme ABB inc., fournisseur unique, pour le contrat de service d'entretien du système MOD300 avec 800xA (SICOS) de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour la période du 1er juin 2020 au 31 mai 2023, pour la somme maximale de 1 922 760.55 $, taxes incluses, conformément à l'offre de service de cette firme en date du 18 mars 2020;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-05-24 11:54

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1203438020**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à la firme ABB inc., fournisseur unique, pour l'évolution et le support du système MOD300 avec 800xA (SICOS) de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte pour la période du 1er juin 2020 au 31 mai 2023 pour la somme maximale de 1 922 760,65 $ taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

Le SICOS (système intégré de commande et de surveillance du procédé) est en opération à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (Station) depuis mai 1995. Il constitue l'infrastructure principale d'automatisation et de contrôle des procédés d'interception et de traitement des eaux usées. En permettant d'opérer à partir des diverses salles de commandes tous les équipements automatisés de la Station, SICOS constitue l'unique interface opérateur pour la majorité des procédés de la Station. Il est aussi la source des données historiques essentielles pour le suivi et l'amélioration des procédés. Depuis la mise en opération du SICOS en 1995, des ententes de service avec ABB inc, fournisseur exclusif, ont été négociées successivement. Le contrat actuel se termine le 31 mai 2020. Il doit être renouvelé, afin de garantir la qualité et la fiabilité du contrôle des procédés de la Station.

Cette firme est la seule habilitée à fournir les composantes pour ce système et rendre les services inclus dans l'entente, puisqu'elle est détentrice des droits du système SICOS. Une lettre signée par ABB attestant cette exclusivité est jointe au présent sommaire.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0193 - 18 mai 2017 - Accorder un contrat de gré à gré à ABB inc. pour le service d'entretien du système MOD300 avec 800xA (SICOS) de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour la période du 1er juin 2017 au 31 mai 2020, pour une somme

maximale de 1 597 823,56 $, taxes incluses (fournisseur unique) **-** 1177526005

CG16 0299 - 20 main 2016 - Accorder un contrat de gré à gré à la firme ABB inc. pour le service d'entretien du système MOD300 avec ADVANT (SICOS) de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour la période du 1er juin 2016 au 31 mai 2017, pour une somme maximale de 185 620,24 $, taxes incluses (fournisseur unique)

CG13 0107 - 30 avril 2013 - Accorder un contrat de gré à gré à ABB inc. pour le contrat de service d'entretien du système MOD300 avec ADVANT (SICOS) de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour la période du 1er juin 2013 au 31 mai 2016, pour la somme maximale de 591 249,74 $, taxes incluses (fournisseur unique)

CG10 0183 - 20 mai 2010 - Octroyer à ABB inc. un contrat de service d'entretien du système MOD300 avec ADVANT (SICOS) de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte pour la période du 1er juin 2010 au 31 mai 2013 - Dépense totale de 570 461,22 $, taxes incluses (fournisseur exclusif)

DESCRIPTION

Le SICOS est un système de contrôle des procédés essentiel pour l'opération de la Station. Il est donc primordial de renouveler ce contrat avec la firme ABB inc. (Asea Brown Boveri Inc.), fournisseur exclusif du SICOS.
Ce nouveau contrat débute le 1er juin 2020 et se termine le 31 mai 2023. Il comprend deux sections soient le contrat de service et le plan d'évolution du logiciel et du matériel.

Le contrat de service (ServiceGrid) inclut, entre autres:

- soutien technique 24 heures sur 24, sept jours sur sept;
- mobilisation sur place lorsque requis;
- services de support à distance (dépannage);
- entretien correctif;
- formation standard annuelle;
- mises à niveau des logiciels;
- rapport annuel sur le cycle de vie du système installé;
- rapport annuel d'utilisation;
- services de gestion des correctifs de cybersécurité;
- services de renforcement du système;
- services après sinistre;
- escomptes sur la formation, les pièces de rechange et les services additionnels.

Cette section du contrat prévoit également les services à taux horaires de spécialistes de la firme ABB pour des demandes spécifiques de programmation et d'amélioration, l'installation d'équipements et leur mise en service ainsi que l'achat de pièces ABB telles que, cartes de communication, blocs d'alimentation, contrôleurs, interfaces et autres pièces d'équipement.

Le plan d’évolution du logiciel et du matériel inclut des acquisitions se faisant sur la base d’une politique de cycle de vie du système de commande d’ABB. Ce cycle de vie comprend quatre (4) phases :
- active: phase initiale entamée lorsque le produit est mise en vente;

- classique: phase à laquelle le soutien caractéristique relatif au produit est limité au remplacement du produit en raison d'une obsolescence des composantes par le fournisseur;

- limitée: le soutien lors de cette phase est limité au service sur place, à la réparation en atelier et à la remise à neuf des pièces de rechange;

- désuète: phase dans laquelle il n'est plus possible d'effectuer un entretien sur le produit en question.

Toutes les composantes du système utilisé à la Station ont été classées selon les différentes phases du cycle de vie et sont présentées dans le tableau à la section 4.2 du contrat ci-joint. Celles qui devaient être remplacées ont été identifiées, en fonction de leur classification. À titre d'exemple, la composante AdvaCommand est définie comme étant désuète depuis 2014, d'où le besoin de la remplacer.

Seul ABB est en mesure de fournir les pièces de rechange et de remplacement aux fins de compatibilité avec le système en place.

JUSTIFICATION

Il est impératif d'assurer une opération et une disponibilité ininterrompues du SICOS pour l'opération de la Station. Les dispositions qui ont été prises à cette fin sont les suivantes :
§ les versions des divers logiciels du SICOS sont continuellement maintenues à jour. Cela permet de bénéficier d'un support de meilleure qualité de la part du fournisseur ABB inc., en plus de rectifier les défauts des versions antérieures et de profiter des fonctionnalités ajoutées ou améliorées;
§ un stock de pièces de rechange est maintenu en inventaire à la Station, selon les recommandations du fabricant ABB inc.;
§ des procédures de support, de développement, de documentation et d'entretien ont été développées et mises en application;
§ les ingénieurs en automatisation assurent un service de dépannage à l'opération 24 heures / 7 jours pour les défaillances normales. Les problèmes plus pointus relatifs à du matériel ou à des logiciels sont soumis aux experts d'ABB inc.

Avant le renouvellement de ce contrat, la Direction de l'épuration des eaux usées (DEEU) a entrepris une étude du cycle de vie sur 10 ans, afin d'évaluer les alternatives quant au choix du logiciel et du coût associé. Trois (3) options ont été envisagées :

Option 1: mise à niveau du système de contrôle existant;
Option 2: remplacement du système par un système de télégestion à grande échelle (PLC/SCADA);
Option 3: remplacement du système par un système numérique de contrôle-commande (DCS).

À la suite de l'analyse technique et financière, l'option 1 s'avère être la plus économique, et ceci de plus de 8.4 millions de dollars sur 10 ans par rapport à l'option 2 et de plus de 9.3 millions par rapport à l'option 3.

La proposition de la firme ABB inc., fournisseur exclusif, est conforme aux exigences de l'article 573.3 par. 9 de la loi des Cités et Villes. La firme ABB inc. a pris connaissance de la politique contractuelle de la Ville et a déclaré s'y conformer.

Les validations requises indiquant que l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises de la RENA ont été faites. L'adjudicataire recommandé ABB inc. (N.E.Q.1171317614) n'est pas inscrit au registre des personnes inadmissibles en vertu du règlement de gestion contractuelle, ni dans la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la ville de Montréal. De plus, il a fourni une attestation de Revenu Québec valide jusqu'au 31 août 2020.

Conformément au décret 435-2015 du 27 mai 2015, la compagnie ABB inc. détient une attestation valide de l'Autorité des Marchés Financiers. Ce document a été reproduit en pièce jointe.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût maximal de ce contrat est de 1 922 760,65 $ taxes incluses.
La répartition des coûts est la suivante:

Répartition des coûts (3 ans)	Montant (taxes incluses)
1 - Contrat de service	$521 300,01
Cybersécurité / recouvrement en cas de désastre	$34 400,52
2 - Evolution du système SICOS*	$1 174 785,12
Services professionnels d'appoint requis pour l'évolution	$192 275,00
Total taxes incluses	$1 922 760,65
* Montant converti de USD à CAD au taux de 1,42 avec une réserve de 10% pour les variations du taux de change.	

Le montant total représente une dépense nette pour l'agglomération de 1 755 736,76 $ lorsque diminuée des ristournes fédérales et provinciales.

Cette dépense inclut un montant de 507 428,65 $, net de ristournes, pour le contrat de service du système SICOS. Cette dépense est prévue au budget de fonctionnement 2020 de la Direction de l'épuration des eaux usées du Service de l'eau et sera priorisée lors de la confection des budgets 2021-2022 et 2023.

Un montant de 1 248 308,11 $, net de ristournes, est également inclus pour l'évolution du système SICOS. Ce montant est prévu au PTI 2020-2023. Cette dépense sera financée par emprunt à la charge de l'agglomération à moins de disponibilité de la réserve.

Le détail des informations comptables se retrouve dans l'intervention financière du Service des finances.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.*

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Pratiquer une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le renouvellement du contrat de service et d'évolution du système SICOS est essentiel au maintien des opérations automatisées de la Station. Le non renouvellement de ce contrat occasionnerait des pannes majeures du système et des déversements d'eaux usées importants au fleuve.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : Juin 2020
Conseil d'agglomération : Juin 2020

Début du contrat: Juin 2020

Fin du contrat: 31 mai 2023

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Wail DIDI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Michel SHOONER
Conseiller analyse et contrôle de gestion

Tél : 514 280-4418
Télécop. : 514 280-6779

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-29

Michel VERREAULT
Surintendant administration et soutien à l'exploitation

Tél : 514-280-4364
Télécop. : 514-280-4387

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Bruno HALLÉ
Directeur
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2020-04-30

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2020-05-20

Autorité des marchés publics
Québec

Le 15 février 2019

ABB INC.
A/S MONSIEUR GUY DIONNE
800, BOUL HYMUS
SAINT-LAURENT (QC) H4S 0B5

N° de client : 2700019146
N° de référence : 1630972626

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Vous trouverez ci-jointe la décision confirmant le renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public d'ABB inc.

Nous vous confirmons également par la présente que vous n'avez pas à donner suite aux communications que vous avez reçues concernant le renouvellement de 2019 d'ABB inc. puisque l'autorisation renouvelée est valide jusqu'au **13 février 2022** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la Loi sur les contrats des organismes publics RLRQ, c. C-65.1.

Pour toute question concernant votre dossier, veuillez communiquer avec un agent du Centre d'information au 1 888 335-5550.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La Direction de l'admissibilité aux marchés publics

525 René-Lévesque Est,
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone sans frais : 1 888 335-5550
Télécopieur sans frais : 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca

Montréal, le 19 avril 2017

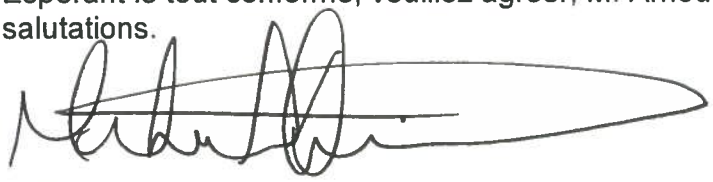
M. Guy Arnould
Responsable, Applications et automatisation
Ville de Montréal, Station d'épuration des eaux usées
12001 boul. Maurice Duplessis,
Montréal, QC H1C 1V3

Objet : ABB – Fournisseur unique au Canada

M. Arnould,

J'aimerais par la présente confirmer qu'ABB, étant fournisseur unique du système MOD 300 et 800xA que vous possédez, est la seule firme à fournir les composants pour ce système ainsi que les services tel qu'indiqué dans notre soumission LBC-161212-R0 relatif à ce système pour la station d'épuration des eaux usées de la ville de Montréal.

Espérant le tout conforme, veuillez agréer, M. Arnould, l'expression de nos sincères salutations.



M. Michael Desiderato
Directeur des ventes Canada, Service
Division Technologies de l'automation, Canada

ABB Inc.

800, boul. Hymus
St-Laurent, Québec CANADA H4S 2G1

Tél.: (514) 856-6266
Téléc.: (438) 843-6592

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1203438020

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à la firme ABB inc., fournisseur unique, pour l'évolution et le support du système MOD300 avec 800xA (SICOS) de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte pour la période du 1er juin 2020 au 31 mai 2023 pour la somme maximale de 1 922 760,65 $ taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1203438020 InfoCompt_DEEU_PTI_BF.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Wail DIDI
Préposé au budget
Tél : (514) 280-0066

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-04

Iva STOILOVA-DINEVA
Conseillère budgétaire
Tél : 514-280-4195
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.007

2020/06/03
08:30

Dossier # : 1203438019

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Entretien
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de trois ans à EBI Envirotech inc. pour la location sur demande d'équipements avec opérateurs pour divers travaux de pompage et de nettoyage à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte et sur le réseau des intercepteurs, incluant deux options de renouvellement d'une année chacune - Dépense totale: 2 235 521,46 $ (contrat: 2 032 292,24 $, contingences: 203 229,22 $) - Appel d'offres public 20-18069 - 5 soumissionnaires.

Il est recommandé :

1. d'accorder à EBI Envirotech inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de pompage et nettoyage à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte et sur le réseau des intercepteurs, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 2 032 292,24 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-18069;

2. d'autoriser une dépense de 203 229,22 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-05-24 10:47

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1203438019**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Entretien
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de trois ans à EBI Envirotech inc. pour la location sur demande d'équipements avec opérateurs pour divers travaux de pompage et de nettoyage à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte et sur le réseau des intercepteurs, incluant deux options de renouvellement d'une année chacune - Dépense totale: 2 235 521,46 $ (contrat: 2 032 292,24 $, contingences: 203 229,22 $) - Appel d'offres public 20-18069 - 5 soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de ses opérations régulières et lors de l'entretien annuel de ses équipements, la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (Station) requiert les services d'une entreprise spécialisée dans le pompage et le nettoyage basse et haute pression de résidus. Les principaux travaux à exécuter sont:

- nettoyage des cendres aux incinérateurs;
- nettoyage des bassins d'homogénéisation des boues;
- nettoyage des stations de pompage sur le réseau des intercepteurs;
- déblocage de conduites au besoin;
- pompage et disposition d'écumes;
- vidange des décanteurs et dessableurs,

Selon le type de travaux, la Station loue différents équipements mobiles spécialisés avec opérateurs et aides opérateurs. Comme les besoins sont variés, il ne serait pas économiquement rentable d'acquérir et d'opérer ces équipements.

Des travaux de nettoyage et de pompage plus importants que prévus, de même que l'ajout d'un aide opérateur supplémentaire lors de travaux en espace clos pour répondre aux exigences de la CNESST ont fait que les fonds prévus pour le contrat en cours seront

épuisés vers la fin août 2020. Il faut donc procéder au renouvellement de ce contrat, pour répondre aux besoins opérationnels de la Station.

Un appel d'offres public a été publié par le Service des approvisionnements le 2 mars 2020 sur le site SEAO et dans le Journal de Montréal. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 23 avril 2020. La période de validité des soumissions est de 180 jours. Cinq addenda ont été émis:

1. addenda 1 en date du 13 mars - report de la date d'ouverture, modifications au bordereau de soumission, questions/réponses;
2. addenda 2 en date du 20 mars - Informations sur les mesures prises en raison de la COVID-19;
3. addenda 3 en date du 24 mars - questions et réponses/report de la date d'ouverture;
4. addenda 4 en date du 27 mars - report de la date d'ouverture;
5. addenda 5 en date du 9 avril - questions/réponses

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG 18 0422 - 23 août 2018 - Accorder un contrat de trois ans à Veolia ES Canada Services industriels inc. pour la location sur demande d'équipements avec opérateur pour divers travaux de pompage et de nettoyage à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte et sur le réseau des intercepteurs, pour une somme maximale de 1 645 364,86 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-16831 (1 soum.)

CE 16 1503 - 29 septembre 2016 - Accorder un contrat d'une durée de vingt-quatre mois à la compagnie Beauregard Environnement Ltée pour la location sur demande d'équipements avec opérateurs pour divers travaux de pompage et de nettoyage à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 993 897,48 $ toutes taxes incluses - Appel d'offres public 16-15321 - 2 soumissionnaires.

CE15 1365 - 13 août 2015 - Accorder un contrat d'une durée de douze mois à la compagnie Qualivac inc. pour la location sur demande d'équipements avec opérateurs pour divers travaux de pompage et de nettoyage à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 439 491,94 $ toutes taxes incluses - Appel d'offres public 040-033-AE15 - 4 soumissionnaires.

DESCRIPTION

Cet appel d'offres couvre la location sur demande d'équipements mobiles spécialisés avec opérateurs et aides opérateurs pour des périodes de douze (option 1), vingt-quatre (option 2) ou trente-six mois (option 3), selon l'option choisie par la Ville. Il inclut également le pompage et la disposition de 600 T.M. d'écumes par année dans un lieu d'enfouissement technique approuvé par le MDDELCC.
Les équipements requis sont:

- unité de haute pression 5000 psi;
- unité vacuum conventionnelle 3000 gallons ou plus;
- unité de camion aspirateur/dépoussiéreur 5000 gallons;
- unité de vacuum de type Supervac 6000 gallons.

Tous doivent être munis d'un GPS, afin de s'assurer que la disposition des résidus se fait en conformité avec les règles environnementales en vigueur.

Dans tous les cas, l'adjudicataire doit fournir à la demande du Directeur la preuve écrite

(certificat de réception des boues, copie des coupons de pesées des boues, incluant la copie du bordereau ou tout autre document approuvé par la Ville) que les matériaux provenant des chantiers ont été transportés et disposés dans un site autorisé.

Le transport et l'élimination des boues ou autres déchets résultant des opérations de pompage des résidus devront être conformes en tout temps à la Loi sur la qualité de l'environnement (LQE).''

Le Directeur exigera que chaque facture pour la disposition des écumes soit accompagnée du certificat de réception (quantité reçue) du site autorisé par le MELCC et des coupons de pesée du camion émis à l'entrée et à la sortie du site de la Station. La quantité d'écumes facturée devra correspondre à la différence entre les coupons de pesée du camion (poids à la sortie - poids à l'entrée = poids net) et le poids apparaissant sur le certificat de réception du site autorisé par le MELCC.

Un montant correspondant à 10% de la valeur du contrat est requis pour pallier aux imprévus (frais contingents).

JUSTIFICATION

Après étude de chacune des options, l'option 3 d'une durée de trente-six mois (36) s'avère la plus avantageuse, pour les raisons suivantes:

- les taux horaires demeurent inchangés pour trois ans;
- l'adjudicataire aura suffisamment de temps pour se familiariser avec les règles de santé sécurité et les besoins opérationnels de la Station;
- une efficience accrue basée sur l'expérience acquise.

Sept entreprises se sont procuré les documents d'appel d'offres et cinq d'entre elles ont déposé une soumission pour l'option 3. Un soumissionnaire s'est avéré non conforme.

Veuillez vous référer à l'intervention du Service de l'approvisionnement pour toutes les informations relatives à l'analyse administrative des soumissions.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	Contingences (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
EBI Envirotech inc.	2 032 292,24 $	203 229,22 $	2 235 521,46 $
Techvac environnement inc.	2 081 477,85 $	208 147,79 $	2 289 625,64 $
9254-2893 Québec inc. (FASRS Services environnementaux JBM)	2 106 274.22 $	210 627,42 $	2 316 901,64 $
Veolia ES Canada	2 346 558.75 $	234 655,88 $	2 581 214,63 $
Dernière estimation réalisée ($)	2 512 663,82 $	251 266,38 $	2 763 930,20 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			(528 408,74 $)
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			(19,12 %)
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			54 104,18 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			2,42 %

L'écart entre la plus basse soumission conforme et l'estimation interne est favorable de 19,12 %. Cet écart s'explique principalement par des taux horaires moins élevés que l'estimation pour les aides opérateurs (-324 764 $ ou 61% de l'écart).

Il est recommandé d'octroyer à EBI Envirotech inc. un contrat pour la location sur demande d'équipements avec opérateurs pour divers travaux de pompage et de nettoyage à la Station et sur le réseau des intercepteurs, incluant deux options de renouvellement d'une année chacune au montant de sa soumission, soit 2 032 292,24 $, taxes incluses.

Les validations requises indiquant que l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises de la RENA ont été faites. L'adjudicataire recommandé EBI Envirotech inc. 143 21 ième rue, Crabtree (Québec) J0K 1B0 (NEQ: 1141969957) n’est pas inscrit au registre des personnes inadmissibles en vertu du règlement de gestion contractuelle, ni dans la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la ville de Montréal. De plus, il a fourni une attestation de Revenu Québec valide jusqu'au 31 juillet 2020.

La firme EBI Envirotech inc. détient une autorisation valide de contracter avec un organisme public émis par l'Autorité des Marchés Publics (AMP). Bien que cette autorisation soit expirée depuis le 22 octobre 2019, son processus de renouvellement est actuellement en cours et son autorisation de contracter est toujours valide sur le site de l'AMP. Ces informations ont été reproduites en pièce jointe au dossier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût pour la location sur demande d'équipements avec opérateurs pour les travaux de pompage et de nettoyage à la Station et sur le réseau des intercepteurs est de 2 235 521,46 $, taxes et contingences incluses.
Ceci représente un montant de 2 041 329,07 $ net de ristournes de taxes.

Cette dépense sera comptabilisée au budget de fonctionnement de la Direction de l'épuration des eaux usées.

Le détail des informations comptables se retrouve dans l’intervention financière du Service des finances.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Pratiquer une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans ce contrat, il ne serait pas possible d'effectuer tous les travaux d'entretien annuels requis pour maintenir la capacité de traitement d'eaux usées de la Station, ce qui aurait comme conséquence le déversement régulier d'eaux usées non traitées au fleuve. De plus, le déblocage de conduites et autres travaux réguliers ne pourraient être assurés contractuellement.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Comme il s'agit de travaux essentiels aux opérations de la Station, la COVID-19 n'a pas d'impact sur ce contrat.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : Juin 2020
Conseil d'agglomération : Juin 2020
Approbation du contrat: 18 juin 2020
Début des travaux: août 2020
Fin des travaux: août 2023

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Wail DIDI)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Cherifa HELLAL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Michel SHOONER
Conseiller analyse et contrôle de gestion

Tél : 514 280-4418
Télécop. : 514 280-6779

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-06

Michel VERREAULT
Surintendant administration et soutien à l'exploitation

Tél : 514-280-4364
Télécop. : 514-280-4387

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Bruno HALLÉ
Directeur
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2020-05-11

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2020-05-20

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 9 février 2017

ABC ENVIRONNEMENT INC.
A/S MONSIEUR EUGÈNE DAVID
143, 21E RUE
CRABTREE (QC) J0K 1B0

N° de décision : 2017-CPSM-1009048
N° de client : 2700033503

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- ABC ENVIRONNEMENT
- ABC FOSSES SEPTIQUES
- ABC SERVICES ENVIRONNEMENTAUX
- ENVIRO-SEPTIQUE
- FOSSES SEPTIQUES BÉRARD
- FOSSES SEPTIQUES LORTIE
- FOSSES SEPTIQUES SAINTE-JULIENNE
- NETTOYEUR D'ÉGOUTS J.M. BOUCHER
- NETTOYEUR D'ÉGOUTS J.M. BOUCHER INC.
- POMPAGE MAURICIE
- SAVIGNAC FOSSES SEPTIQUES
- SEPTO-BEC

le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). ABC ENVIRONNEMENT INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **22 octobre 2019** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Notez que cette attestation est toujours valide tant et aussi longtemps que l'Autorité des marchés financiers n'aura pas terminé l'analyse de notre dossier de renouvellement. Vous pouvez vérifier en tout temps la validité de la présente sur leur site web.

REZ-128 (2017-08)

Certificat de modification

Loi sur les sociétés par actions (RLRQ, chapitre S-31.1)

J'atteste que la société par actions

ABC ENVIRONNEMENT INC.

a modifié ses statuts en vertu de la Loi sur les sociétés par actions afin de changer son nom pour

EBI ENVIROTECH INC.

Le 14 mars 2019

Déposé au registre le 15 mars 2019 sous le numéro d'entreprise du Québec 1141969957.

Yves Lepine

Registraire des entreprises

Registraire des entreprises Québec

Services Québec

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **dimanche, 03 mai 2020 à 19:30**

Résultat de recherche par nom ou numéro pour : 1141969957

Nombre de résultats trouvés : 1

Nom	Autres noms d'affaires	Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)	Numéro de client à l'AMP	Adresse du siège social	Ville	Province/ État	Code postal	Pays
EBI ENVIROTECH INC.	ABC ENVIRONNEMENT ABC FOSSES SEPTIQUES ABC SERVICES ENVIRONNEMENTAUX BERNARD SERVICE SEPTIQUE ENVIRO-SEPTIQUE FOSSES SEPTIQUES BÉRARD FOSSES SEPTIQUES LORTIE FOSSES SEPTIQUES SAINTE-JULIENNE G.S.M.B. HAUTE PRESSION NETTOYEUR D'ÉGOUTS J.M. BOUCHER NETTOYEUR D'ÉGOUTS J.M. BOUCHER INC. POMPAGE MAURICIE SAVIGNAC FOSSES SEPTIQUES SEPTO-BEC	1141969957	2700033503	143, 21E RUE	CRABTREE	QC	J0K 1B0	CANADA

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1203438019

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Entretien
Objet :	Accorder un contrat de trois ans à EBI Envirotech inc. pour la location sur demande d'équipements avec opérateurs pour divers travaux de pompage et de nettoyage à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte et sur le réseau des intercepteurs, incluant deux options de renouvellement d'une année chacune - Dépense totale: 2 235 521,46 $ (contrat: 2 032 292,24 $, contingences: 203 229,22 $) - Appel d'offres public 20-18069 - 5 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

20-18069_Intervention.pdf 20-18069_TCP.pdf 20-18069 pv.pdf 20-18069_DetCah.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Cherifa HELLAL
Agente d'approvisionnement
Tél : 514-872-0486

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-08

Martha Paola MURCIA VELASQUEZ
C/S app.strat.en biens
Tél : 514-872-5249
Division : Division Acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-18069 — No du GDD : 1203438019

Titre de l'appel d'offres : Pompage des résidus à la station d'épuration des eaux usées

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 2 - 3 - 2020

Ouverture originalement prévue le : 19 - 3 - 2020

Ouverture faite le : 23 - 4 - 2020

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 5

Date du dernier addenda émis : 9 - 4 - 2020

Délai total accordé aux soumissionnaires : 51 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 7

Nbre de soumissions reçues : 5

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de réponses : 71,42857

% de rejets : 20

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
GFL Environmental Inc 2019	Administratifs

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 20 - 10 - 2020

Date d'échéance révisée : 20 - 10 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
EBI Envirotech Inc.	2 032 292,24	√	option 3
TECHVAC ENVIRONNEMENT INC	2 081 477,85		option 3
SE JBM INC	2 106 274,22		option 3
VEOLIA ES CANADA Services Industriels Inc.	2 346 558,75		option 3

Information additionnelle

Trois options de prix selon la durée de contrat de 1 an, 2 ans et 3 ans, ont été demandées au bordereaux. Il a été décidé que l'option la plus avantageuse pour la Ville est l'option trois. L'octroi est fait au plus bas soumissionnaire conforme pour cette option.
La firme GFL Environmental Inc 2019 est déclarée non conforme pour le non respect de la clause 1.03.01 de la Régie, le NEQ indiqué au Registre des entreprises du Québec (REQ) et inscrit au Formulaire de Soumission ne correspond à celui utilisé pour se procurer les Documents d'Appel d'Offres sur le SEAO
- Les detenteurs du cahier des charges n'ayant pas soumissioné ont évoqué les motifs suivants :
Une firme affirme qu'elle a soumissioné via un soumissionnaire qui est aussi leur division,
Une autre firme n'a pas completé le formulaire de désistement

Préparé par : Cherifa Hellal Le 30 - 4 - 2020

Service de l’approvisionnement Direction générale adjointe – Services institutionnels 255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400 Montréal (Québec) H2M 1L5

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
20-18069

Agent d'approvisionnement
Cherifa Hellal

Conformité Oui

Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Description d'item	Données Montant sans taxes	Montant taxes incluses
Lot 3	Option 3: 36 mois	**Total (EBI Envirotech Inc.)**		**1 767 594,90 $**	**2 032 292,24 $**
		Total (TECHVAC ENVIRONNEMENT INC)		**1 810 374,30 $**	**2 081 477,85 $**
		Total (SE JBM INC)		**1 832 115,00 $**	**2 106 474,22 $**
		Total (VEOLIA ES CANADA Services Industriels Inc.)		**2 040 929,55 $**	**2 346 558,75 $**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 20-18069
Numéro de référence : 1350499
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Pompage des résidus à la station d'épuration des eaux usées

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
EBI Envirotech Inc. 143, 21e Rue Crabtree, QC, J0K 1B0 http://www.ebienvirotech.com	Monsieur Joel Gariépy Téléphone : 450 754-4033 Télécopieur : 450 389-0983	**Commande : (1711772)** 2020-03-05 14 h 59 **Transmission :** 2020-03-05 14 h 59	3275947 - 20-18069_ADDENDA 1- Report de date (devis) 2020-03-13 14 h - Courriel 3275948 - 20-18069_ADDENDA 1- Report de date (bordereau) 2020-03-13 14 h - Téléchargement 3281808 - 20-18069_Addenda 2 2020-03-20 16 h 42 - Courriel 3283714 - 20-18069_Addenda 3- Report de date 2020-03-24 15 h 19 - Courriel 3286064 - 20-18069_Addenda 4- Report de date 2020-03-27 14 h 47 - Courriel 3292324 - 20-18069_Addenda 5 2020-04-09 16 h 20 - Courriel 3300325 - 20-18069_Enregistrement ouverture publique 2020-04-27 9 h 34 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
EBI Montréal inc. 8155, rue Larrey Montréal, QC, H1J 2L5	Madame Roxanne Bélanger Téléphone : 514 645-5200 Télécopieur : 514 645-4422	**Commande : (1712160)** 2020-03-06 9 h 38 **Transmission :** 2020-03-06 9 h 38	3275947 - 20-18069_ADDENDA 1- Report de date (devis) 2020-03-13 14 h - Courriel 3275948 - 20-18069_ADDENDA 1- Report de date (bordereau) 2020-03-13 14 h - Téléchargement 3281808 - 20-18069_Addenda 2 2020-03-20 16 h 42 - Courriel 3283714 - 20-18069_Addenda 3- Report de date 2020-03-24 15 h 19 - Courriel 3286064 - 20-18069_Addenda 4- Report de date 2020-03-27 14 h 47 - Courriel 3292324 - 20-18069_Addenda 5 2020-04-09 16 h 20 - Courriel 3300325 - 20-18069_Enregistrement ouverture publique 2020-04-27 9 h 34 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Gabvac 211 brien 148 Repentigny, QC, j6a0a4	Monsieur Mickael Boyer Téléphone : 514 218-1464 Télécopieur :	**Commande : (1729410)** 2020-04-15 23 h 09 **Transmission :** 2020-04-15 23 h 09	3275947 - 20-18069_ADDENDA 1- Report de date (devis) 2020-04-15 23 h 09 - Téléchargement 3275948 - 20-18069_ADDENDA 1- Report de date (bordereau) 2020-04-15 23 h 09 - Téléchargement 3281808 - 20-18069_Addenda 2 2020-04-15 23 h 09 - Téléchargement 3283714 - 20-18069_Addenda 3- Report de date 2020-04-15 23 h 09 - Téléchargement 3286064 - 20-18069_Addenda 4- Report de date 2020-04-15 23 h 09 - Téléchargement 3292324 - 20-18069_Addenda 5 2020-04-15 23 h 09 - Téléchargement 3300325 - 20-18069_Enregistrement ouverture publique 2020-04-27 9 h 34 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
GFL Environmental Inc 2019 8925, boul. Industriel Chambly, QC, J3L 5G8 http://gflenv.com	Monsieur Francisco Gomez Téléphone : 613 360-0791 Télécopieur : 514 355-4148	**Commande : (1723331)** 2020-03-29 11 h 11 **Transmission :** 2020-03-30	3275947 - 20-18069_ADDENDA 1- Report de date (devis) 2020-03-29 11 h 11 - Téléchargement 3275948 - 20-18069_ADDENDA 1- Report de date (bordereau) 2020-03-29 11 h 11 - Téléchargement 3281808 - 20-18069_Addenda 2 2020-03-29 11 h 11 - Téléchargement 3283714 - 20-18069_Addenda 3- Report de date 2020-03-29 11 h 11 - Téléchargement 3286064 - 20-18069_Addenda 4- Report de date 2020-03-29 11 h 11 - Téléchargement 3292324 - 20-18069_Addenda 5 2020-04-09 16 h 20 - Courriel 3300325 - 20-18069_Enregistrement ouverture publique 2020-04-27 9 h 34 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
SE JBM INC 1601 rue coulombe 101 Sainte-Julie, QC, j3e0c2 http://www.sejbm.com	Monsieur Mathieu Paquette-Morales Téléphone : 450 338-4370 Télécopieur : 450 338-4371	**Commande : (1728204)** 2020-04-10 15 h 40 **Transmission :** 2020-04-10 15 h 40	3275947 - 20-18069_ADDENDA 1- Report de date (devis) 2020-04-10 15 h 40 - Téléchargement 3275948 - 20-18069_ADDENDA 1- Report de date (bordereau) 2020-04-10 15 h 40 - Téléchargement 3281808 - 20-18069_Addenda 2 2020-04-10 15 h 40 - Téléchargement 3283714 - 20-18069_Addenda 3- Report de date 2020-04-10 15 h 40 - Téléchargement 3286064 - 20-18069_Addenda 4- Report de date 2020-04-10 15 h 40 - Téléchargement

			3292324 - 20-18069_Addenda 5 2020-04-10 15 h 40 - Téléchargement 3300325 - 20-18069_Enregistrement ouverture publique 2020-04-27 9 h 34 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
TECHVAC ENVIRONNEMENT INC 100 rue de la Couronne Repentigny, QC, J0K 5E9	Monsieur Département Soumission Téléphone : 514 521-5060 Télécopieur :	**Commande : (1732305)** 2020-04-22 13 h 59 **Transmission :** 2020-04-22 13 h 59	3275947 - 20-18069_ADDENDA 1- Report de date (devis) 2020-04-22 13 h 59 - Téléchargement 3275948 - 20-18069_ADDENDA 1- Report de date (bordereau) 2020-04-22 13 h 59 - Téléchargement 3281808 - 20-18069_Addenda 2 2020-04-22 13 h 59 - Téléchargement 3283714 - 20-18069_Addenda 3- Report de date 2020-04-22 13 h 59 - Téléchargement 3286064 - 20-18069_Addenda 4- Report de date 2020-04-22 13 h 59 - Téléchargement 3292324 - 20-18069_Addenda 5 2020-04-22 13 h 59 - Téléchargement 3300325 - 20-18069_Enregistrement ouverture publique 2020-04-27 9 h 34 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
VEOLIA ES CANADA Services Industriels Inc. 1705 - 3ième Avenue Montréal, QC, H1B 5M9 http://www.veolianorthamerica.com	Monsieur Vincent Trotier Téléphone : 514 229-7303 Télécopieur : 514 229-7303	**Commande : (1716043)** 2020-03-12 15 h 47 **Transmission :** 2020-03-12 15 h 47	3275947 - 20-18069_ADDENDA 1- Report de date (devis) 2020-03-13 14 h - Courriel 3275948 - 20-18069_ADDENDA 1- Report de date (bordereau) 2020-03-13 14 h - Téléchargement 3281808 - 20-18069_Addenda 2 2020-03-20 16 h 42 - Courriel 3283714 - 20-18069_Addenda 3- Report de date 2020-03-24 15 h 19 - Courriel 3286064 - 20-18069_Addenda 4- Report de date 2020-03-27 14 h 47 - Courriel 3292324 - 20-18069_Addenda 5 2020-04-09 16 h 20 - Courriel 3300325 - 20-18069_Enregistrement ouverture publique 2020-04-27 9 h 35 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1203438019

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Entretien
Objet :	Accorder un contrat de trois ans à EBI Envirotech inc. pour la location sur demande d'équipements avec opérateurs pour divers travaux de pompage et de nettoyage à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte et sur le réseau des intercepteurs, incluant deux options de renouvellement d'une année chacune - Dépense totale: 2 235 521,46 $ (contrat: 2 032 292,24 $, contingences: 203 229,22 $) - Appel d'offres public 20-18069 - 5 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD1203438019_InterventionFinancière_BF.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Wail DIDI
Préposé au budget
Tél : (514) 280-0066

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-20

Iva STOILOVA-DINEVA
Conseillère budgétaire
Tél : 514-280-4195
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.008

2020/06/03
08:30

Dossier # : 1204922004

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder trois contrats à la firme « Déneigement Fontaine Gadbois inc. » pour des services de transport de neige pour une période de 2 ans, avec une option de renouvellement d'une saison hivernale – Dépense totale de 3 004 866,57 $, taxes incluses (contrats : 2 504 055,47 $, variations des quantités 375 608,32 $, contingences : 125 202,78 $) – Appel d'offres public 20-18055 (7 soumissionnaires)

Il est recommandé :
1. d'accorder à la firme « Déneigement Fontaine Gadbois inc. » plus bas soumissionnaire conforme pour chacun des lots, pour une période de 2 ans, les contrats pour des services de transport de neige, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-18055 et au tableau de prix reçus;

Lot	Montant, taxes incluses
Lot 1 : RDP-201-2022	940 977,69 $
Lot 2 : RDP-202-2022	940 977,69 $
Lot 3 : RDP-203-2022	1 122 871,19 $

2. d'autoriser une dépense de 125 202,78 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 375 608,32 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2020-05-25 12:05

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1204922004**
Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder trois contrats à la firme « Déneigement Fontaine Gadbois inc. » pour des services de transport de neige pour une période de 2 ans, avec une option de renouvellement d'une saison hivernale – Dépense totale de 3 004 866,57 $, taxes incluses (contrats : 2 504 055,47 $, variations des quantités 375 608,32 $, contingences : 125 202,78 $) – Appel d'offres public 20-18055 (7 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de la concertation des arrondissements (SCA) est responsable de la planification intégrée des opérations de déneigement, du lancement des appels d'offres et de l'octroi des contrats s'y rattachant.
Le 8 avril dernier, le SCA a lancé un appel d'offres no 20-18055 de trois (3) lots pour des services de transport de neige pour l'arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles.

Un avis a été publié dans SEAO ainsi que dans le quotidien Le Journal de Montréal. L'ouverture des soumissions était initialement prévue le 30 avril 2020. Le délai de réception des soumissions était de 21 jours.

Le 21 avril 2020, un addenda a été publié pour apporter une modification à la méthode d'ajustement des prix prévue au contrat.

Le délai de validité des soumissions était de 210 jours à partir de la date d'ouverture des soumissions.

La conformité administrative des soumissions reçues est confirmée par le Service de l'approvisionnement.

Les contrats sont octroyés selon le meilleur scénario économique qui est déterminé en tenant compte de l'ensemble des offres reçues et du nombre de garantie de soumissions déposée par chacun des soumissionnaires.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 0393 – 26 mars 2018 - Autoriser une dépense additionnelle de 22 413 775,40$, majorant ainsi le montant total des contrats reliés au déneigement (déneigement clé en main, transport de la neige, location de machinerie, exploitation de lieux d'élimination de la neige) de 153 638 501,68 $ à 176 052 277,09, taxes incluses.

CA15 30 10 0275 – 6 octobre 2015 - Autoriser une dépense de 1,77 $, taxes incluses le mètre cube de neige par année représentant un montant approximatif de 4 208 734,15 $, taxes incluses, pour les contrats RDP15-93, RDP15-95 et RDP15-99 pour les saisons 2015-2020 et octroyer un contrat à Montréal Bulk Logistique inc. pour les contrats RDP15-93, RDP15-95 et RDP15-99 pour le transport de la neige, pour les saisons 2015-2020, aux mêmes montants - Appel d'offres public numéro 15-14748 - 4 soumissionnaires - RP-ING15 -10.

DESCRIPTION

Ce dossier vise l'octroi de 3 contrats, d'une durée de 2 ans, à la firme « Déneigement Fontaine Gadbois inc. », pour des services de transport de neige dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies – Pointe -aux-Trembles.
Les contrats débutent le 15 novembre 2020 et se terminent le 31 mars 2022. Chacun des contrats comprend une option facultative de renouvellement d'une saison pour un lien contractuel maximal de trois ans.

Les contrats de transport de la neige se déroulent dans les secteurs où les opérations de déneigement sont réalisées en régie.

JUSTIFICATION

Au total, le cahier des charges a été acheté 15 fois sur le site de SÉAO.
Pour l'ensemble de l'appel d'offres, le taux global des soumissions reçues est de 47% (7 soumissionnaires sur 15 preneurs du cahier des charges). Par contrat, le taux moyen de soumission reçue est de 5,3.

Comme les contrats ont une valeur supérieure à un million de dollars en incluant l'option de prolongation, l'adjudicataire doit détenir une autorisation de contracter émise par l'Autorité des marchés financiers (AMF) pour soumissionner. Cette autorisation figure en pièce jointe dans l'intervention du Service de l'approvisionnement.

Précisons que l'adjudicataire n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles (RÉNA) aux contrats publics et qu'il est conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle.

La conformité administrative des soumissions est confirmée par le Service de l'approvisionnement.

Une des soumissions reçues a été rejetée car elle présentait une non-conformité administrative : l'entreprise a omis de fournir une attestation de conformité délivrée par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST).

Le résultat de l'analyse des soumissions se retrouve ci-dessous. Précisons que dans le cadre de l'appel d'offres, les soumissionnaires pouvaient soumettre des prix pour tous les contrats ou seulement pour certains d'entre eux, mais il ne pouvait leur être octroyé plus de contrats qu'ils ne présentaient de garanties de soumission.

Dans l'ensemble, les prix reçus sont de 19,36 % à 22 % inférieurs à l'estimation de la Ville. Plusieurs facteurs sont susceptibles d'expliquer cet écart négatif :

· une sollicitation du marché devancée par rapport aux années antérieures;
· l'intérêt nouveau des entrepreneurs de contrat de déneigement clé en main pour les contrats de services de transport de neige; et
· l'arrivée de nouvelles entreprises de camionnage possiblement libérées des activités de transport en vrac de certains grands chantiers de la région métropolitaine.

Lot 1

SOUMISSIONS CONFORMES	PRIX SOUMIS (taxes incluses)	TOTAL (taxes incluses)
Déneigement Fontaine Gadbois inc.	779 875,43 $	779 875,43 $
Urbex Construction inc.	916 695,68 $	916 695,68 $
Les entreprises K.L. Mainville inc.	1 075 407,17 $	1 075 407,17 $
Groupe TMD	1 223 173,04 $	1 223 173,04 $
Transport H. Cordeau inc.	1 650 052,22 $	1 650 052,22 $
Dernière estimation réalisée ($)	978 017,10 $	978 017,10 $
Écart entre la plus base conforme et la dernière estimation	($)	(198 141,67) $
	(%)	-20,26%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse	($)	136 820,25 $
	(%)	17,54%

Lot 2

SOUMISSIONS CONFORMES	PRIX SOUMIS (taxes incluses)	TOTAL (taxes incluses)
Déneigement Fontaine Gadbois inc.	779 875,43 $	779 875,43 $
Urbex Construction inc.	911 222,87 $	911 222,87 $
Les entreprises K.L. Mainville inc.	1 349 047,67 $	1 349 047,67 $
Groupe TMD	1 359 993,29 $	1 359 993,29 $
Transport H. Cordeau inc.	1 622 688,17 $	1 622 688,17 $
Gestion Gérard Boutin inc.	1 751 299,20 $	1 751 299,20 $
Dernière estimation réalisée ($)	967 098,84 $	967 098,84 $
Écart entre la plus base conforme et la dernière estimation	($)	(187 223,41) $
	(%)	-19,36%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse	($)	131 347,44 $
	(%)	16,84%

Lot 3

SOUMISSIONS CONFORMES	PRIX SOUMIS (taxes incluses)		TOTAL (taxes incluses)
Déneigement Fontaine Gadbois inc.	930 607,65 $		930 607,65 $
Urbex Construction inc.	1 195 096,14 $		1 195 096,14 $
Groupe TMD	1 786 113,63 $		1 786 113,63 $
Les entreprises K.L. Mainville inc.	1 936 316,97 $		1 936 316,97 $
Transport H. Cordeau inc.	1 959 174,00 $		1 959 174,00 $
Dernière estimation réalisée ($)	1 193 102,63 $		1 193 102,63 $
Écart entre la plus base conforme et la dernière estimation		($)	(262 494,98) $
		(%)	-22,00%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse		($)	264 488,49 $
		(%)	28,42%

Valeur de la prolongation

Chacun des contrats prévoit une option de renouvellement pour une saison hivernale, soit de novembre 2022 à mars 2023. La décision relative à ces renouvellements se prend dans les mois précédent la fin de la deuxième année des contrats. La valeur de ces renouvellements, excluant les ajustements de prix, les variations de quantités et les contingences, est présentée dans le tableau ci-dessous.

Adjudicataires	Contrats	Valeur de la prolongation (TTC)
Déneigement Fontaine Gadbois inc.	RDP-201-2022	389 937,71 $
	RDP-202-2022	389 937,71 $
	RDP-203-2022	465 303,83 $

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût ce chacun des contrats a été majoré pour couvrir, en termes de précipitations, 75 % des hivers (15 % de variation de quantités et 5 % de contingences). Le montant total demandé pour chacun des contrats est présenté dans le tableau suivant. Le détail des calculs peut être consulté en pièce jointe.

Contrats	Montant avec IPC, avant variations quantités et contingences (TTC)	Variations quantités (15 %)	Contingences (5%)	Montant après variations quantités et contingences (TTC)
RDP-201-2022	784 164,74 $	117 624,71 $	39 208,24 $	940 997,69 $
RDP-202-2022	784 164,74 $	117 624,71 $	39 208,24 $	940 997,69 $
RDP-203-2022	935 725,99 $	140 358,90 $	46 786,30 $	1 122 871,19 $
	2 504 055,47 $	**375 608,32 $**	**125 202,78 $**	**3 004 866,57 $**

Les crédits prévus pour ces contrats sont disponibles au budget du Service de la

concertation des arrondissements.

Avant l’ouverture des soumissions, la valeur estimative de la prolongation de ces trois contrats était de 1 494 389,80 $, taxes incluses.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas octroyer ces contrats de transport de la neige risquerait d’affecter l’offre de service aux citoyens en matière de déneigement et de sécurité des voies publiques dans l’arrondissement Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : Juin 2020
Conseil municipal : Juin 2020
Début des contrats : 15 novembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (André POULIOT)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Michael SAOUMAA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Louis LAPOINTE, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles
Robert MARTIN, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles

Lecture :

Louis LAPOINTE, 14 mai 2020
Robert MARTIN, 11 mai 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Lucie MC CUTCHEON
Conseillère en planification

Tél : 514-872-0582
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-11

Valérie MATTEAU
Chef de section

Tél : 514 872-7222
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

André HAMEL
Directeur travaux publics
Tél : 514 872-8900
Approuvé le : 2020-05-13

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Guylaine BRISSON
Directrice
Tél : 514 872-4757
Approuvé le : 2020-05-13

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 20-18055
Numéro de référence : 1361202
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Service de transport de neige par lot - Arrondissement Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
4505024534 3550 BOUL LAFRAMBOISE Saint-Hyacinthe, QC, J2R 1J9	Monsieur Jordan Boulay Téléphone : 450 502-4534 Télécopieur :	**Commande : (1728410)** 2020-04-13 19 h 24 **Transmission :** 2020-04-13 19 h 24	3297438 - 20-18055_Addenda no 1 2020-04-21 10 h 24 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Déneigement Fontaine et Gadbois inc. 13170 rue Cherrier Montréal, QC, H1A 3T9	Monsieur Mario Gadbois Téléphone : 514 645-1435 Télécopieur : 514 645-5322	**Commande : (1730406)** 2020-04-17 14 h 33 **Transmission :** 2020-04-17 14 h 33	3297438 - 20-18055_Addenda no 1 2020-04-21 10 h 24 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
EXCAVATIONS BISAILLON INC. 1065 Des Carrières Saint-Jean-sur-Richelieu, QC, J3B6Y8	Monsieur MICHEL BISAILLON Téléphone : 514 984-9662 Télécopieur : 450 346-6457	**Commande : (1729101)** 2020-04-15 11 h 15 **Transmission :** 2020-04-15 11 h 15	3297438 - 20-18055_Addenda no 1 2020-04-21 10 h 24 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Gestion Gérard Boutin Inc. 2644 rg st-jacques Saint-Jacques, QC, J0K 2R0	Monsieur Bruno Boutin Téléphone : 450 839-6885 Télécopieur : 450 839-6889	**Commande : (1728750)** 2020-04-14 14 h 19 **Transmission :** 2020-04-14 14 h 19	3297438 - 20-18055_Addenda no 1 2020-04-21 10 h 25 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Groupe IMOG inc. 7400 Chemin St Francois Montréal, QC, h4s1b8	Monsieur Jean Etienne Limoges Téléphone : 514 715-2627 Télécopieur : 514 745-8900	**Commande : (1728432)** 2020-04-14 7 h 22 **Transmission :** 2020-04-14 7 h 22	3297438 - 20-18055_Addenda no 1 2020-04-21 10 h 24 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
GUERTIN MULTI-SERVICES 7800, RUE DUPLESSIS Saint-Hyacinthe, QC, J2R 1S6	Madame ÉDITH GUERTIN Téléphone : 450 774-4884 Télécopieur :	**Commande : (1728240)** 2020-04-11 17 h 27 **Transmission :** 2020-04-11 17 h 27	3297438 - 20-18055_Addenda no 1 2020-04-21 10 h 24 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
JMV Environnement 3550 boul. Laframboise Saint-Hyacinthe, QC, J2R 1J9	Monsieur VÉRONIQUE BOULAY Téléphone : 450 253-5994 Télécopieur :	**Commande : (1728255)** 2020-04-12 19 h 29 **Transmission :** 2020-04-12 19 h 29	3297438 - 20-18055_Addenda no 1 2020-04-21 10 h 24 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

			Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
JMV Environnement 3550 boul. Laframboise Saint-Hyacinthe, QC, J2R 1J9	Monsieur VÉRONIQUE BOULAY Téléphone : 450 253-5994 Télécopieur :	**Commande : (1728902)** 2020-04-14 19 h 52 **Transmission :** 2020-04-14 19 h 52	3297438 - 20-18055_Addenda no 1 2020-04-21 10 h 24 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Entreprises Hans Gruenwald Inc. 3756 Chemin-des-Sables Vaudreuil-Dorion, QC, J7V 0K1	Monsieur Jean St-Pierre Téléphone : 450 458-7014 Télécopieur : 450 458-3235	**Commande : (1732495)** 2020-04-22 17 h 15 **Transmission :** 2020-04-22 17 h 15	3297438 - 20-18055_Addenda no 1 2020-04-22 17 h 15 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Les Entreprises K.L. Mainville 12350 Service A2 Mirabel, QC, J7N1G5	Monsieur Serge Mainville Téléphone : 450 476-0945 Télécopieur : 450 476-0946	**Commande : (1731005)** 2020-04-20 13 h 22 **Transmission :** 2020-04-20 13 h 22	3297438 - 20-18055_Addenda no 1 2020-04-21 10 h 24 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Montréal Bulk Logistique Inc. 991 rang du Boulevard Saint-Barthélemy, QC, J0K 1X0	Monsieur Donald Fontaine Téléphone : 450 885-3911 Télécopieur : 450 885-3040	**Commande : (1728535)** 2020-04-14 9 h 47 **Transmission :** 2020-04-14 9 h 47	3297438 - 20-18055_Addenda no 1 2020-04-21 10 h 24 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Ramcor Construction Inc. 8085 rue Champ D'Eau Arrondissement Saint-Léonard Montréal, QC, H1P 1Y1	Monsieur Guy Cormier Téléphone : 514 329-4545 Télécopieur : 514 329-4818	**Commande : (1729267)** 2020-04-15 14 h 46 **Transmission :** 2020-04-15 16 h	3297438 - 20-18055_Addenda no 1 2020-04-21 10 h 25 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Transport H. Cordeau Inc.. 2325 rue Desautels Montréal, QC, H1N 3B5	Monsieur Stéphane Cordeau Téléphone : 514 259-1308 Télécopieur : 514 252-0131	**Commande : (1728687)** 2020-04-14 12 h 54 **Transmission :** 2020-04-14 12 h 54	3297438 - 20-18055_Addenda no 1 2020-04-21 10 h 24 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Transports Marco D' Intino 11440 Philippe-Panneton Montréal, QC, H1E 4G4	Monsieur Marco D' Intino Téléphone : 514 952-9665 Télécopieur :	**Commande : (1727573)** 2020-04-09 8 h 44 **Transmission :** 2020-04-09 8 h 44	3297438 - 20-18055_Addenda no 1 2020-04-21 10 h 24 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Urbex Construction Inc 3410 Hormidas-Deslauriers, Lachine, Montréal, QC, H8T 3P2 http://www.urbexconstruction.com	Monsieur Marc-André Bastien Téléphone : 514 556-3075 Télécopieur : 514 556-3077	**Commande : (1734800)** 2020-04-29 9 h 29 **Transmission :** 2020-04-29 9 h 29	3297438 - 20-18055_Addenda no 1 2020-04-29 9 h 29 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 15 avril 2020

DÉNEIGEMENT FONTAINE GADBOIS INC.
A/S MONSIEUR DONALD FONTAINE
13170, RUE CHERRIER
POINTE-AUX-TREMBLES (QC) H1A 3T9

N° de décision : 2020-DAMP-1365
N° de client : 3000343076

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. DÉNEIGEMENT FONTAINE GADBOIS INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **14 avril 2023**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics



Chantal Hamel

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1204922004

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , -
Objet :	Accorder trois contrats à la firme « Déneigement Fontaine Gadbois inc. » pour des services de transport de neige pour une période de 2 ans, avec une option de renouvellement d'une saison hivernale – Dépense totale de 3 004 866,57 $, taxes incluses (contrats : 2 504 055,47 $, variations des quantités 375 608,32 $, contingences : 125 202,78 $) – Appel d'offres public 20-18055 (7 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

20-18055_Intervention.pdf 20-18055_DET CAH.pdf 20-18055_AMP.pdf 20-18055_TCP.pdf

20-18055 pv.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Michael SAOUMAA
Agent d'approvisionnement niveau 2
Tél : 514-280-1994

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-12

Lina PICHÉ
Chef de section
Tél : 514-868-5740
Division :

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-18055 — No du GDD : 1204922004

Titre de l'appel d'offres : Service de transport de neige par lot - Arrondissement Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles

Type d'adjudication : Autre (voir les précisions dans la section "Information additionnelle")

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 8 - 4 - 2020

Ouverture originalement prévue le : 30 - 4 - 2020

Ouverture faite le : 30 - 4 - 2020

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 21 - 4 - 2020

Délai total accordé aux soumissionnaires : 21 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 15

Nbre de soumissions reçues : 7

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de réponses : 46,6

% de rejets : 14,29

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
9345-6887 Québec Inc.	Administratif

Durée de la validité initiale de la soumission : 210 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 26 - 11 - 2020

Date d'échéance révisée : 26 - 11 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
RDP-201-2022			
Transport H. Cordeau Inc.	1650052,22		
Déneigement Fontaine et Gadbois Inc.	779875,43	√	
Urbex Construction Inc.	916695,68		
Les Entreprises K.L. Mainville	1075407,17		
Groupe TMD	1223173,04		

Information additionnelle

Tel que mentionné aux documents d'appel d'offres, l'octroi s'effectue par lot au plus bas soumissionnaire conforme ayant la capacité à rendre les services, afin de rendre le scénario global le plus économique pour la Ville. Quinze (15) firmes se sont procurées le cahier des charges sur le site SEAO. Sept (7) soumissions ont été reçues. Les raisons invoquées pour le non dépôt de soumissions sont: 1- Ne possède pas l'autorisation de contracter de l'AMP. 2- Notre carnet de commande est complet. 3- Pas eu le temps d'étudier votre appel d'offres. 4- Le projet se situe à l'extérieur de notre zone géogaphique d'opérations. Un seul addenda a été émis afin de modifier la clause d'ajustement des prix en fonction de l'IPC.

Préparé par : Michael Saoumaa — Le 12 - 5 - 2020

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-18055

No du GDD : 1204922004

Titre de l'appel d'offres : Service de transport de neige par lot - Arrondissement Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles

Type d'adjudication : Autre (voir les précisions dans la section "Information additionnelle")

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 8 - 4 - 2020

Ouverture originalement prévue le : 30 - 4 - 2020

Ouverture faite le : 30 - 4 - 2020

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 21 - 4 - 2020

Délai total accordé aux soumissionnaires : 21 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 15

Nbre de soumissions reçues : 7

% de réponses : 46,6

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de rejets : 14,29

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
9345-6887 Québec Inc.	Administratif

Durée de la validité initiale de la soumission : 210 jrs

Date d'échéance initiale : 26 - 11 - 2020

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 26 - 11 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
RDP-202-2022			
Transport H. Cordeau Inc.	1622688,17		
Déneigement Fontaine et Gadbois Inc.	779875,43	√	
Urbex Construction Inc.	911222,87		
Les Entreprises K.L. Mainville	933114,11		
Groupe TMD	1359993,29		
Gestion Gérard Boutin inc.	1751299,2		

Information additionnelle

Tel que mentionné aux documents d'appel d'offres, l'octroi s'effectue par lot au plus bas soumissionnaire conforme ayant la capacité à rendre les services, afin de rendre le scénario global le plus économique pour la Ville. Quinze (15) firmes se sont procurées le cahier des charges sur le site SEAO. Sept (7) soumissions ont été reçues. Les raisons invoquées pour le non dépôt de soumissions sont: 1- Ne possède pas l'autorisation de contracter de l'AMP. 2- Notre carnet de commande est complet. 3- Pas eu le temps d'étudier votre appel d'offres. 4- Le projet se situe à l'extérieur de notre zone géogaphique d'opérations. Un seul addenda a été émis afin de modifier la clause d'ajustement des prix en fonction de l'IPC.

Préparé par : Michael Saoumaa

Le 12 - 5 - 2020

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-18055 — No du GDD : 1204922004

Titre de l'appel d'offres : Service de transport de neige par lot - Arrondissement Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles

Type d'adjudication : Autre (voir les précisions dans la section "Information additionnelle")

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 8 - 4 - 2020

Ouverture originalement prévue le : 30 - 4 - 2020

Ouverture faite le : 30 - 4 - 2020

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 21 - 4 - 2020

Délai total accordé aux soumissionnaires : 21 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 15

Nbre de soumissions reçues : 7

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de réponses : 46,6

% de rejets : 14,29

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
9345-6887 Québec Inc.	Administratif

Durée de la validité initiale de la soumission : 210 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 26 - 11 - 2020

Date d'échéance révisée : 26 - 11 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
RDP-203-2022			
Transport H. Cordeau Inc.	1959174		
Déneigement Fontaine et Gadbois Inc.	930607,65	√	
Urbex Construction Inc.	1195096,14		
Les Entreprises K.L. Mainville	1936316,97		
Groupe TMD	1786113,63		

Information additionnelle

Tel que mentionné aux documents d'appel d'offres, l'octroi s'effectue par lot au plus bas soumissionnaire conforme ayant la capacité à rendre les services, afin de rendre le scénario global le plus économique pour la Ville. Quinze (15) firmes se sont procurées le cahier des charges sur le site SEAO. Sept (7) soumissions ont été reçues. Les raisons invoquées pour le non dépôt de soumissions sont: 1- Ne possède pas l'autorisation de contracter de l'AMP. 2- Notre carnet de commande est complet. 3- Pas eu le temps d'étudier votre appel d'offres. 4- Le projet se situe à l'extérieur de notre zone géogaphique d'opérations. Un seul addenda a été émis afin de modifier la clause d'ajustement des prix en fonction de l'IPC.

Préparé par : Michael Saoumaa — Le 12 - 5 - 2020

Montréal
Service de l'approvisionnement

Modèle d'optimisation - Adjudication des contrats par lots en fonction de la capacité des fournisseurs

Consulter les instructions

A/O No. 20-18055 **Titre de l'AO** Service de transport de neige par lot - Arrondissement Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles

			RDP-201-2022		RDP-202-2022		RDP-203-2022		
	Lots inclus dans l'AO >>>>			1		1		1	
Soumissionnaires	**Capacité max.**	Contrôle capacité adj.	**Montant Soum.**	**Adj. (Oui=1)**	**Montant Soum.**	**Adj. (Oui=1)**	**Montant Soum.**	**Adj. (Oui=1)**	**Montal Total Adj./Soum.**
Transport H. Cordeau Inc.	**2**	2	$1 650 052,22	**0**	$1 622 688,17	**0**	$1 959 174,00	**0**	**$0,00**
Déneigement Fontaine et Gadbois inc.	**3**	3	$779 875,43	**1**	$779 875,43	**1**	$930 607,65	**1**	**$2 490 358,51**
Urbex Construction Inc	**1**	1	$916 695,68	**0**	$911 222,87	**0**	$1 195 096,14	**0**	**$0,00**
9345-6887 Qc Inc	**1**	1	$1 020 679,07	**0**	$933 114,11	**0**	$1 364 891,22	**0**	**$0,00**
Les Entreprises K.L. Mainville	**3**	3	$1 075 407,17	**0**	$1 349 047,67	**0**	$1 936 316,97	**0**	**$0,00**
Transports Marco D' Intino	**2**	2	$1 223 173,04	**0**	$1 359 993,29	**0**	$1 786 113,63	**0**	**$0,00**
Gestion Gérard Boutin Inc.	**1**	1		**0**	$1 751 299,20	**0**		**0**	**$0,00**
Contrôle de l'adj. du lot				1		1		1	

$2 490 358,51

Tableau comparatif des prix reçus

1	No de l'appel d'offres	20-18055
2	Agent d'approvisionnement	Michael Saoumaa
3	Nombre de soumissionnaires	7
4	Nombre d'items	3

(un maximum de 20 soumissionnaires)

(un maximum de 1000 items)

Informations sur les soumissionnaires

#	Soumissionnaires	Commentaires
1	**Transport H. Cordeau Inc.**	
2	**Déneigement Fontaine et Gadbois inc.**	
3	**Urbex Construction Inc**	
4	**9345-6887 Qc Inc**	
5	**Les Entreprises K.L. Mainville**	
6	**Transports Marco D' Intino**	
7	**Gestion Gérard Boutin Inc.**	

Informtions sur les items

#	Num. du lot	Description du lot	Num. d'Item	Description d'item	Unités de mesure	Quantité par période	Nombre de périodes
1	LOT1	RDP-201-2022	1	Transport de la Neige	m3	119000	2
2	LOT2	RDP-202-2022	1	Transport de la Neige	m3	119000	2
3	LOT3	RDP-203-2022	1	Transport de la Neige	m3	142000	2

Numéro de l'appel d'offres 20-18055

Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'Item	Description d'item	Unité de mesure	Qté par période	Nombre de périodes	Prix unitaire	Total sans taxes	Total taxes incluses	Soumissionnaires	Conformité
LOT1	RDP-201-2022	1	Transport de la Neige	m3	119000	2	6,03 $	1 435 140,00 $	1 650 052,22 $	Transport H. Cordeau Inc.	Oui
LOT2	RDP-202-2022	1	Transport de la Neige	m3	119000	2	5,93 $	1 411 340,00 $	1 622 688,17 $	Transport H. Cordeau Inc.	Oui
LOT3	RDP-203-2022	1	Transport de la Neige	m3	142000	2	6,00 $	1 704 000,00 $	1 959 174,00 $	Transport H. Cordeau Inc.	Oui
LOT1	RDP-201-2022	1	Transport de la Neige	m3	119000	2	2,85 $	678 300,00 $	779 875,43 $	Déneigement Fontaine et Gadbois inc.	Oui
LOT2	RDP-202-2022	1	Transport de la Neige	m3	119000	2	2,85 $	678 300,00 $	779 875,43 $	Déneigement Fontaine et Gadbois inc.	Oui
LOT3	RDP-203-2022	1	Transport de la Neige	m3	142000	2	2,85 $	809 400,00 $	930 607,65 $	Déneigement Fontaine et Gadbois inc.	Oui
LOT1	RDP-201-2022	1	Transport de la Neige	m3	119000	2	3,35 $	797 300,00 $	916 695,68 $	Urbex Construction Inc	Oui
LOT2	RDP-202-2022	1	Transport de la Neige	m3	119000	2	3,33 $	792 540,00 $	911 222,87 $	Urbex Construction Inc	Oui
LOT3	RDP-203-2022	1	Transport de la Neige	m3	142000	2	3,66 $	1 039 440,00 $	1 195 096,14 $	Urbex Construction Inc	Oui
LOT1	RDP-201-2022	1	Transport de la Neige	m3	119000	2	3,73 $	887 740,00 $	1 020 679,07 $	9345-6887 Qc Inc	Non
LOT2	RDP-202-2022	1	Transport de la Neige	m3	119000	2	3,41 $	811 580,00 $	933 114,11 $	9345-6887 Qc Inc	Non
LOT3	RDP-203-2022	1	Transport de la Neige	m3	142000	2	4,18 $	1 187 120,00 $	1 364 891,22 $	9345-6887 Qc Inc	Non
LOT1	RDP-201-2022	1	Transport de la Neige	m3	119000	2	3,93 $	935 340,00 $	1 075 407,17 $	Les Entreprises K.L. Mainville	Oui
LOT2	RDP-202-2022	1	Transport de la Neige	m3	119000	2	4,93 $	1 173 340,00 $	1 349 047,67 $	Les Entreprises K.L. Mainville	Oui
LOT3	RDP-203-2022	1	Transport de la Neige	m3	142000	2	5,93 $	1 684 120,00 $	1 936 316,97 $	Les Entreprises K.L. Mainville	Oui
LOT1	RDP-201-2022	1	Transport de la Neige	m3	119000	2	4,47 $	1 063 860,00 $	1 223 173,04 $	Transports Marco D' Intino	Oui
LOT2	RDP-202-2022	1	Transport de la Neige	m3	119000	2	4,97 $	1 182 860,00 $	1 359 993,29 $	Transports Marco D' Intino	Oui
LOT3	RDP-203-2022	1	Transport de la Neige	m3	142000	2	5,47 $	1 553 480,00 $	1 786 113,63 $	Transports Marco D' Intino	Oui
LOT1	RDP-201-2022	1	Transport de la Neige	m3	119000	2				Gestion Gérard Boutin Inc.	Oui
LOT2	RDP-202-2022	1	Transport de la Neige	m3	119000	2	6,40 $	1 523 200,00 $	1 751 299,20 $	Gestion Gérard Boutin Inc.	Oui
LOT3	RDP-203-2022	1	Transport de la Neige	m3	142000	2				Gestion Gérard Boutin Inc.	Oui

LOT RDP-201-2022

Firmes soumissionnaires	Prix soumis (Sans taxes)	Autres (à préciser)	Total (tx incl.)
Transport H. Cordeau Inc.	1 435 140 $		1 650 052,22 $
Déneigement Fontaine et Gadbois inc.	678 300 $		779 875,43 $
Urbex Construction Inc	797 300 $		916 695,68 $
Les Entreprises K.L. Mainville	935 340 $		1 075 407,17 $
Transports Marco D' Intino	1 063 860 $		1 223 173,04 $
Gestion Gérard Boutin Inc.			
Dernière estimation réalisée	850 635 $		978 017,10 $
Coût moyen des soumissions conformes (total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)			1 129 040,70 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100			44,8%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute conforme – la plus basse conforme)			870 176,79 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100			111,6%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation)			-198 141,67 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			-20,3%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse – la plus basse)			136 820,25 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100			17,5%

RDP-202-2022

Firmes soumissionnaires	Prix soumis (Sans taxes)	Autres (à préciser)	Total (tx incl.)
Transport H. Cordeau Inc.	1 411 340 $		1 622 688,17 $
Déneigement Fontaine et Gadbois inc.	678 300 $		779 875,43 $
Urbex Construction Inc	792 540 $		911 222,87 $
Les Entreprises K.L. Mainville	1 173 340 $		1 349 047,67 $
Transports Marco D' Intino	1 182 860 $		1 359 993,29 $
Gestion Gérard Boutin Inc.	1 523 200 $		1 751 299,20 $
Dernière estimation réalisée	841 138 $		967 098,84 $
Coût moyen des soumissions conformes (total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)			1 295 687,77 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100			66,1%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute conforme – la plus basse conforme)			971 423,78 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100			124,6%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation)			-187 223,42 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			-19,4%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse – la plus basse)			131 347,44 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100			16,8%

RDP-202-2022

Firmes soumissionnaires	Prix soumis (Sans taxes)	Autres (à préciser)	Total (tx incl.)
Transport H. Cordeau Inc.	1 704 000 $		1 959 174,00 $
Déneigement Fontaine et Gadbois inc.	809 400 $		930 607,65 $
Urbex Construction Inc	1 039 440 $		1 195 096,14 $
Les Entreprises K.L. Mainville	1 684 120 $		1 936 316,97 $
Transports Marco D' Intino	1 553 480 $		1 786 113,63 $
Gestion Gérard Boutin Inc.			
Dernière estimation réalisée	1 037 706 $		1 193 102,62 $
Coût moyen des soumissions conformes (total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)			1 561 461,68 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100			67,8%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute conforme – la plus basse conforme)			1 028 566,35 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100			110,5%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation)			-262 494,97 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			-22,0%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse – la plus basse)			264 488,49 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100			28,4%

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1204922004

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , -
Objet :	Accorder trois contrats à la firme « Déneigement Fontaine Gadbois inc. » pour des services de transport de neige pour une période de 2 ans, avec une option de renouvellement d'une saison hivernale – Dépense totale de 3 004 866,57 $, taxes incluses (contrats : 2 504 055,47 $, variations des quantités 375 608,32 $, contingences : 125 202,78 $) – Appel d'offres public 20-18055 (7 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1204922004 Contrats T Accorder 3 contrats Fontaine.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

André POULIOT
Conseiller budgétaire
Tél : 514-872-5551

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-12

Cathy GADBOIS
Chef de division
Tél : 514 872-1443
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.009

2020/06/03
08:30

Dossier # : 1206628001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion des parcs et biodiversité , Forêt urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine
Projet :	-
Objet :	Accorder 4 contrats aux firmes Entrepreneurs paysagistes Strathmore et Bio-Contrôle arboricole, pour les services d'injection de frênes sur les domaines public et privé dans le cadre de la stratégie de lutte contre l'agrile du frêne - Dépense totale de 641 994, 84 $, taxes incluses (Contrats : 534 995, 70 $, Contingences : 53 499, 57 $, incidences : 53 499, 57 $, taxes incluses) - Appel d'offres public 20-18074 - (3 à 4 soumissionnaires par contrat)

Il est recommandé :
1. d'accorder aux firmes ci-dessous désignées, plus bas soumissionnaires conformes pour chacun des secteurs, pour les services d'injection de frênes sur les domaines public et privé dans le cadre de la stratégie de lutte contre l'agrile du frêne, aux prix de leur soumission, soit pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-18074 ;

Firmes	Secteurs	Montant (taxes incluses)
Entrepreneurs paysagistes Strathmore	pour le secteur 1, domaine public	232 617, 42 $
Bio-Contrôle arboricole	pour le secteur 2, domaine public	146 268, 67 $
Bio-Contrôle arboricole	pour le secteur 1, domaine privé	102 970, 46 $
Entrepreneurs paysagistes Strathmore	pour le secteur 2, domaine privé	53 139, 15 $

2. d'autoriser une dépense de 53 499, 57 $ taxes incluses à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 53 499, 57 $ taxes incluses à titre de variation de quantité ou incidences;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-05-24 10:58

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1206628001**
Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion des parcs et biodiversité , Forêt urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine
Projet :	-
Objet :	Accorder 4 contrats aux firmes Entrepreneurs paysagistes Strathmore et Bio-Contrôle arboricole, pour les services d'injection de frênes sur les domaines public et privé dans le cadre de la stratégie de lutte contre l'agrile du frêne - Dépense totale de 641 994, 84 $, taxes incluses (Contrats : 534 995, 70 $, Contingences : 53 499, 57 $, incidences : 53 499, 57 $, taxes incluses) - Appel d'offres public 20-18074 - (3 à 4 soumissionnaires par contrat)

CONTENU

CONTEXTE

Afin de permettre à la population de la région montréalaise de continuer à profiter des bienfaits des frênes publics protégés contre l'agrile du frêne, le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) souhaite faire injecter en 2020 plus de 24 000 frênes publics à l'aide de l'insecticide TreeAzin^{MD}. De plus, le SGPMRS recommande la réalisation des injections d'environ 4 000 frênes sur le domaine privé à titre de subvention aux propriétaires dans la foulée de l'application du Règlement sur la subvention relative au traitement des frênes situés sur propriétés privées (15-063).
En protégeant ses frênes publics et en aidant financièrement les propriétaires de frênes privés, la Ville de Montréal (VDM) a réussi à se prémunir en bonne partie contre de néfastes impacts économiques, sociaux et environnementaux qui auraient pu frapper les milieux de vie directs de ses citoyens à mesure que l'infestation a pris de l'ampleur sur le territoire. Grâce à la mise en oeuvre d'un plan d'action afin de ralentir la dispersion et réduire les impacts de l'agrile du frêne sur la forêt urbaine montréalaise (CE12 0555), la stratégie du SGPMRS a évolué jusqu'à l'atteinte d'une protection de plus de 50 000 frênes publics et de plus de 10 000 frênes privés à l'aide d'un insecticide injecté tous les deux ans. Ainsi, sur le domaine public seulement, ce sont tous les frênes viables en rues ou en parcs aménagés qui sont protégés contre l'agrile du frêne.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE19 0879 - 5 juin 2019 - Accorder 5 contrats aux firmes Entrepreneurs paysagistes Strathmore et Bio-Contrôle arboricole, pour les services d'injection de frênes sur les domaines public et privé dans le cadre de la stratégie de lutte contre l'agrile du frêne -

Dépense totale de 767 226, 89 $, taxes incluses (Contrats : 639 355,74 $, Contingences : 63 935, 57 $, incidences : 63 935, 57 $, taxes incluses) - Appel d'offres public 19-17610 - (2 à 3 soumissionnaires par contrat)
CM19 0196 - 25 février 2019 - Conclure une entente de gré à gré, d'une durée de 32 mois, avec Lallemand inc. \ BIOFOREST, fournisseur unique, pour la fourniture de l'insecticide TreeAzin. Montant de l'entente 9 656 175 $, taxes incluses.

CE18 0641 - 18 avril 2018 - Accorder un contrat à l'entreprise Entrepreneur Paysagiste Strathmore (1997) Ltée pour le secteur EST-OUEST, pour la somme de 331 929,94 $, taxes incluses, et un contrat à l'entreprise Bio-Contrôle Arboricole Inc. pour le secteur CENTRE-SUD, pour la somme de 139 395,69 $, taxes incluses, pour les services d'injection de frênes sur le domaine public dans le cadre de la stratégie de lutte contre l'agrile du frêne - Appel d'offres public 18-16701 - respectivement trois et quatre soumissionnaires.

CG17 0396 - 24 août 2017 - Adoption du Règlement autorisant un emprunt de 4 500 000 $ pour le financement de la mise en oeuvre du plan d'action contre l'agrile du frêne dans les bois et les grands parcs relevant de la compétence du conseil d'agglomération.

CM17 1046 - 22 août 2017 - Adoption du Règlement autorisant un emprunt de 42 000 000 $ afin de financer la réalisation du Plan de gestion de la forêt urbaine.

DESCRIPTION

Le présent dossier consiste principalement, de façon non limitative, à faire exécuter des travaux ayant pour but de protéger des frênes montréalais et diminuer les populations d'agrile du frêne, tels que :
- la réception, l'entreposage et la manutention de l'insecticide;
- les services d'injection de frênes sur les domaines public et privé;
- la surveillance des sites d'injection durant la période d'absorption du produit;
- le marquage des arbres une fois les travaux d'injection complétés;
- les travaux correctifs liés aux blessures et/ou dommages causés aux arbres;
- le transport des résidus indésirables hors des sites d'injection.

Un appel d'offres public, ouvert à tous les entrepreneurs rencontrant les termes des clauses administratives incluses au cahier des charges, a été lancé. Dans le but d'assurer la réalisation de ce projet, l'appel d'offres a été publié sur le site électronique d'appel d'offres de la SÉAO en plus de celui de la Ville de Montréal le 4 mars 2020. La durée de la publication a été de 36 jours, soit du 4 mars au 9 avril 2020. L'ouverture des soumissions a été faite le 9 avril à 13 h 30. Quatre addenda ont été émis. La liste du SÉAO indique cinq preneurs de cahier de charges.

En vue de permettre aux entreprises spécialisées de toutes les tailles de postuler et d'augmenter la concurrence, l'appel d'offres public 20-18074 prévoit l'octroi de quatre contrats de service d'injection de frênes sur l'ensemble du territoire montréalais : deux secteurs pour les frênes publics sur rues, en parcs locaux et grands parcs urbains (1 et 2), en plus de deux autres secteurs pour les frênes prenant pied sur propriétés privées (1 et 2). De manière à bénéficier d'un meilleur prix, le SGPMRS est chargé de l'achat de l'insecticide TreeAzin^{MD}, qu'il fournira aux adjudicataires au rythme des besoins à combler.

JUSTIFICATION

Même si la nature du travail demeure la même, cet appel d'offres a été découpé en quatre contrats en raison des différences liées aux conditions de travail sur les différents milieux et domaines d'intervention. Lorsque les quatre plus basses soumissions conformes pour chacun des contrats sont combinées et comparées aux quatre estimations réalisées, un écart de seulement 6,4 %, ou 32 177, 84 $, taxes incluses, est observable (534 995, 70 $, taxes

incluses, pour les quatre soumissions et 502 817, 86 $, taxes incluses, pour les quatre estimés). Ce léger écart pourrait être attribuable à l'éclosion de COVID-19 survenue entre le lancement de l'appel d'offres et l'ouverture des soumissions, éclosion qui aura des répercussions sur les pratiques habituelles par les entrepreneurs pour de tels travaux. Toutefois, des écarts entre les plus basses soumissions conformes et les estimations réalisées sont observables, et ce, pour chacun des contrats. En effet, trois des quatre soumissions se tiennent dans une fourchette comprise entre - 22 % et + 15 % d'écart vis-à-vis de l'estimation alors que la 4e soumission est 74 % au-dessus de l'estimation. Pour ce secteur en particulier, le secteur 1 du domaine privé, le territoire d'intervention a été passablement agrandi en 2020 par rapport à l'année précédente. En 2019, cet item ne comprenait que quatre arrondissements localisés dans la partie nord-ouest de la ville alors qu'en 2020, des arrondissements de l'est de la ville y ont été ajoutés compte tenu des conditions physiques semblables sur le terrain. Par contre, la plus vaste étendue du territoire à couvrir, les déplacements plus importants qui en découlent ainsi qu'une densité relative d'interventions moins élevée qu'en 2019 ont probablement incité les firmes à présenter des soumissions plus élevées que prévu. Il est toutefois à noter que, malgré l'écart important entre l'estimé et la plus basse soumission conforme, les interventions sur le domaine privé pourront être exécutées à un coût unitaire somme toute assez semblable (0,79 $ par centimètre de diamètre de tronc pour le secteur 1, 0,82 $ par centimètre de diamètre de tronc pour le secteur 2), ce qui semble refléter une tendance du marché des traitements sur ce domaine.

Comme un délai de quelques mois s'écoule entre l'examen hivernal des frênes et l'exécution des travaux, il arrive régulièrement que l'état de quelques arbres évolue et que les quantités prévisionnelles aussi. De plus, une incertitude est présente quant aux quantités éventuelles d'inscriptions des propriétaires de frênes au programme de traitement gratuit sur propriétés privées. Pour ces raisons, des crédits alloués à la variation des quantités, représentant 10 % des valeurs totales des plus basses soumissions conformes, doivent être prévus aux contrats: le montant total de ceux-ci s'élève à 53 499, 57 $.

Par ailleurs, il est prudent de croire que certains imprévus devront être gérés dans le cadre du présent contrat. À la suite de l'expérience acquise lors des contrats précédents, une contingence représentant 10 % de la valeur totale des plus basses soumissions conformes devrait être prévue au contrat et le montant de celle-ci s'élève également à 53 499, 57 $.

Des cinq preneurs de cahiers de charges, trois firmes ont déposé des soumissions pour les deux secteurs du domaine public, tandis que quatre firmes ont déposé des soumissions pour les deux secteurs du domaine privé.

Voici le détail de chacune des adjudications :

À la suite de l'analyse des soumissions déposées pour le contrat concernant le secteur 1 (domaine public), la soumission la plus basse a été jugée conforme.

Soumissions conformes - Secteur 1 (domaine public)	Prix de base (taxes incluses)	Contingences (taxes incluses)	Total (taxes incluses)
Entrepreneurs paysagiste Strathmore (1997) ltée	232 617,42 $	0 $	232 617,42 $
Bio-Contrôle arboricole inc.	263 633,08 $	0 $	263 633,08 $
Services des espaces verts	290 771,78 $	0 $	290 771,78 $
Estimation réalisée par le SGPVMR	201 601,76 $	0 $	201 601,76 $
Écart entre l'estimation et l'adjudicataire ($)			31 015,66 $
Écart entre l'estimation et l'adjudicataire (%)			15%
Écart entre le plus bas et le second plus bas soumissionnaire ($)			31 015,66 $
Écart entre le plus bas et le second plus bas soumissionnaire (%)			13%

À la suite de l'analyse des soumissions déposées pour le contrat concernant le secteur 2 (domaine public), la soumission la plus basse a été jugée conforme.

Soumissions conformes - Secteur 2 (domaine public)	Prix de base (taxes incluses)	Contingences (taxes incluses)	Total (taxes incluses)
Bio-Contrôle arboricole inc.	146 268,67 $	0 $	146 268,67 $
Entrepreneurs paysagiste Strathmore (1997) ltée	263 182,37 $	0 $	263 182,37 $
Services des espaces verts	323 916,77 $	0 $	323 916,77 $
Estimation réalisée par le SGPVMR	187 264,38 $	0 $	187 264,38 $
Écart entre l'estimation et l'adjudicataire ($)			-40 995,71 $
Écart entre l'estimation et l'adjudicataire (%)			-22%
Écart entre le plus bas et le second plus bas soumissionnaire ($)			116 913,70 $
Écart entre le plus bas et le second plus bas soumissionnaire (%)			80%

À la suite de l'analyse des soumissions déposées pour le contrat concernant le secteur 1 (domaine privé), la soumission la plus basse a été jugée conforme.

Soumissions conformes - Secteur 1 (domaine privé)	Prix de base (taxes incluses)	Contingences (taxes incluses)	Total (taxes incluses)
Bio-Contrôle arboricole inc.	102 970,46 $	0 $	102 970,46 $
Entrepreneurs paysagiste Strathmore (1997) ltée	107 067,02 $	0 $	107 067,02 $
Services des espaces verts	109 553,93 $	0 $	109 553,93 $
Service d'entretien d'arbres Viau	111 393,53 $	0 $	111 393,53 $
Estimation réalisée par le SGPVMR	59 148,89 $	0 $	59 148,89 $
Écart entre l'estimation et l'adjudicataire ($)			43 821,57 $
Écart entre l'estimation et l'adjudicataire (%)			74%
Écart entre le plus bas et le second plus bas soumissionnaire ($)			4 096,56 $
Écart entre le plus bas et le second plus bas soumissionnaire (%)			4%

À la suite de l'analyse des soumissions déposées pour le contrat concernant le secteur 2 (domaine privé), la soumission la plus basse a été jugée conforme.

Soumissions conformes - Secteur 2 (domaine privé)	Prix de base (taxes incluses)	Contingences (taxes incluses)	Total (taxes incluses)
Entrepreneurs paysagiste Strathmore (1997) ltée	53 139,15 $	0 $	53 139,15 $
Services des espaces verts	53 653,08 $	0 $	53 653,08 $
Service d'entretien d'arbres Viau	55 492,68 $	0 $	55 492,68 $
Bio-Contrôle arboricole inc.	80 051,34 $	0 $	80 051,34 $
Estimation réalisée par le SGPVMR	54 802,83 $	0 $	54 802,83 $
Écart entre l'estimation et l'adjudicataire ($)			-1 663,68 $
Écart entre l'estimation et l'adjudicataire (%)			-3%
Écart entre le plus bas et le second plus bas soumissionnaire ($)			513,93 $
Écart entre le plus bas et le second plus bas soumissionnaire (%)			1%

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal de ces contrats, incluant contingences et incidences, est de 641 994, 84 $, taxes incluses, et sera assumé comme suit:
- Un montant maximal de 586 226, 86 $ (net de ristournes) sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale 17-072 - Plan Gestion Forêt Urbaine (CM17 1046). Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre.

Le budget net requis pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible pour le PTI 2020-2022 au projet suivant pour l'octroi de ce contrat et est réparti :

Programme	2020	2021	2022	Ultérieur	Total
34700 - Plan de la forêt urbaine	586	-	-	-	586
	586	-	-	-	**586**

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le traitement des arbres sur les sites d'infestation vise la protection de la biodiversité, des milieux naturels, des espaces verts et du patrimoine arboricole et contribuera à limiter les pertes de la canopée sur le territoire: ces interventions contribuent donc à l'atteinte d'un indice de canopée de 25 % pour 2025. Ainsi, les frênes publics qui se qualifient en rue ou en parc aménagé seront traités, au minimum, tous les deux ans. En plus, tous les frênes prenant pied sur une propriété privée et admissibles à un traitement, seront injectés sur demande de leur propriétaire.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'absence de procédure pour traiter les frênes pourrait créer une brèche dans la stratégie de lutte contre l'agrile du frêne et faire augmenter le nombre d'abattages et de remplacements de frênes matures sur une plus courte période. L'octroi de ces quatre contrats doit être discuté à la séance du comité exécutif du 20 mai 2020. La fenêtre d'intervention pour les injections est de juin à août, inclusivement. L'adjudicataire doit recevoir une quantité très importante de TreeAzin^{TM} de notre fournisseur à la suite de la résolution pour la réalisation des premiers traitements prévus la semaine suivante. L'ensemble des quelque 28 000 interventions requiert leur part de planification entre le SGPMRS et les adjudicataires.
Le report d'une décision pourrait entraîner une diminution importante des injections de frênes pour l'année 2020, ce qui causerait d'importantes pertes financières et

l'augmentation de la vitesse de propagation de l'insecte sur le territoire montréalais. En plus, en ce qui concerne le contrat du secteur 1 du domaine privé, malgré l'écart important entre l'évaluation et la plus basse soumission conforme reçue, l'impact de ne pas accorder ce contrat serait la création d'une situation inéquitable entre les citoyens pour l'accès au programme de subvention offert par la Ville.

Dans le contexte où les interventions auront lieu en période de pandémie de COVID-19, les entrepreneurs devront en tout temps assurer le respect des règles émises par la Direction de la santé publique pour leurs employés, en plus de la population en général.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans le contexte où les services ne seraient pas rendus à cause de la COVID-19 ou autres motifs, la Ville n'aura pas à défrayer de coûts pour des services qui n'auront pas été rendus.

Voici les clauses contractuelles prévues à cet effet et détaillées dans la rubrique "Clauses administratives générales" à l'article 7 intitulée "Paiement" du devis technique :

7.1 Le paiement sera effectué proportionnellement à la quantité de biens livrés ou services fournis et acceptés par la Ville. En tout temps, l'adjudicataire doit fournir la preuve de la livraison des biens ou de la fourniture des services pour justifier sa demande de paiement.

7.2 La Ville se réserve le droit de déduire de la facturation courante de l'adjudicataire les montants qu'elle juge équitables et raisonnables, afin de compenser pour les travaux non exécutés ou non conformes aux exigences du contrat.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Pour les interventions sur le domaine public, aucune opération de communication n'est prévue. Pour les interventions sur le domaine privé, une campagne de communication sera déployée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : Juin 2020
Rencontres de démarrage : dans la semaine du 14 juin 2020

Début des travaux : le 25 juin 2020

Fin des travaux : le 31 août 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Zamir Jose HENAO PANESSO)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Ghislaine LACHAPELLE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Pierre DUVAL
Ingénieur forestier

Tél : 514 872-1640
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-13

Daniel BÉDARD
Chef de division

Tél : 514 872-1642
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)
Tél : 514.872.1456
Approuvé le : 2020-05-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)
Tél : 514.872.1456
Approuvé le : 2020-05-21

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1206628001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion des parcs et biodiversité , Forêt urbaine
Objet :	Accorder 4 contrats aux firmes Entrepreneurs paysagistes Strathmore et Bio-Contrôle arboricole, pour les services d'injection de frênes sur les domaines public et privé dans le cadre de la stratégie de lutte contre l'agrile du frêne - Dépense totale de 641 994, 84 $, taxes incluses (Contrats : 534 995, 70 $, Contingences : 53 499, 57 $, incidences : 53 499, 57 $, taxes incluses) - Appel d'offres public 20-18074 - (3 à 4 soumissionnaires par contrat)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

20-18074 pv.pdf 20-18074_Tableau de prix.pdf 20-18074_Intervention.pdf

20-18074_SEAO__Liste des commandes.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ghislaine LACHAPELLE
Agente d'approvisionnement II
Tél : 514 872-7269

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-21

Lina PICHÉ
Chef de section
Tél : 514 868-5740
Division : Acquistion de biens

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-18074 — No du GDD : 1206628001

Titre de l'appel d'offres : Services d'injection de frênes sur le territoire de la ville de Montréal - 2020

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité par le SAppro

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 4 - 3 - 2020

Ouverture originalement prévue le : 31 - 4 - 2020

Ouverture faite le : 9 - 4 - 2020

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 4

Date du dernier addenda émis : 2 - 4 - 2020

Délai total accordé aux soumissionnaires : 35 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 5

Nbre de soumissions reçues : 4

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 80

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 6 - 10 - 2020

Date d'échéance révisée : 6 - 10 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Bio Contrôle Arboricole inc.	263 633,08 $		1
9187-8447QC inc. Service d'entretien d'arbres Viau	N/A		1
Entrepreneure Paysagiste Strathmore (1987) Ltée	232 617,42 $	√	1
Greenlawn Ltd Espaces Verts	290 771,78 $		1
Bio Contrôle Arboricole inc.	146 268,67 $	√	2
9187-8447QC inc. Service d'entretien d'arbres Viau	N/A		2
Entrepreneure Paysagiste Strathmore (1987) Ltée	263 182,37 $		2
Greenlawn Ltd Espaces Verts	323 916,77 $		2
Bio Contrôle Arboricole inc.	102 970,46 $	√	3
9187-8447QC inc. Service d'entretien d'arbres Viau	111 393,53 $		3
Entrepreneure Paysagiste Strathmore (1987) Ltée	107 067,02 $		3
Greenlawn Ltd Espaces Verts	109 553,93 $		3
Bio Contrôle Arboricole inc.	80 051,34 $		4
9187-8447QC inc. Service d'entretien d'arbres Viau	55 492,68 $		4
Entrepreneure Paysagiste Strathmore (1987) Ltée	53 139,15 $	√	4
Greenlawn Ltd Espaces Verts	53 653,08 $		4

Information additionnelle

Cinq (5) firmes ont pris possession des documents sur SEAO, quatre (4) ont déposé une offre. Une communication a été faite auprès de l'autre firme, elle a répondu qu'elle n'avait pas le personnel et la machinerie suffisante pour l'ampleur du contrat. Quatre (4) addendas ont été émis dans le cadre de ce dossier soit pour répondre à des questions, des amendements au devis et pour un report de date.

Préparé par : Ghislaine Lachapelle Le 20 - 5 - 2020

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
20-18074

Agent d'approvisionnement
Ghislaine Lachapelle

Conformité	oui

Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Données Montant sans taxes	Montant taxes incluses
LOT1	Public - Secteur 1	9187-8447 Qc Inc. Service d'entretien d'arbres Viau	1	Public - Secteur 1	337200	cm	1	0,00 $	- $	- $
		Total (9187-8447 Qc Inc. Service d'entretien d'arbres Viau)							**- $**	**- $**
		Entrepreneure Paysagiste Strathmore (1987) Ltée	1	Public - Secteur 1	337200	cm	1	0,60 $	202 320,00 $	232 617,42 $
		Total (Entrepreneure Paysagiste Strathmore (1987) Ltée)							**202 320,00 $**	**232 617,42 $**
		Bio-Contrôle Arboricole Inc.	1	Public - Secteur 1	337200	cm	1	0,68 $	229 296,00 $	263 633,08 $
		Total (Bio-Contrôle Arboricole Inc.)							**229 296,00 $**	**263 633,08 $**
		Greenlawn Ltd Espaces Verts	1	Public - Secteur 1	337200	cm	1	0,75 $	252 900,00 $	290 771,78 $
		Total (Greenlawn Ltd Espaces Verts)							**252 900,00 $**	**290 771,78 $**
LOT2	Public - Secteur 2	9187-8447 Qc Inc. Service d'entretien d'arbres Viau	2	Public - Secteur 2	440200	cm	1	0,00 $	- $	- $
		Total (9187-8447 Qc Inc. Service d'entretien d'arbres Viau)							**- $**	**- $**
		Bio-Contrôle Arboricole Inc.	2	Public - Secteur 2	440200	cm	1	0,29 $	127 217,80 $	146 268,67 $
		Total (Bio-Contrôle Arboricole Inc.)							**127 217,80 $**	**146 268,67 $**
		Entrepreneure Paysagiste Strathmore (1987) Ltée	2	Public - Secteur 2	440200	cm	1	0,52 $	228 904,00 $	263 182,37 $
		Total (Entrepreneure Paysagiste Strathmore (1987) Ltée)							**228 904,00 $**	**263 182,37 $**
		Greenlawn Ltd Espaces Verts	2	Public - Secteur 2	440200	cm	1	0,64 $	281 728,00 $	323 916,77 $
		Total (Greenlawn Ltd Espaces Verts)							**281 728,00 $**	**323 916,77 $**
LOT3	0	Bio-Contrôle Arboricole Inc.	3	Public - Secteur 1	112100	cm	1	0,79 $	88 559,00 $	101 820,71 $
			3,1	+ 2ieme Visite	40	Ch	1	25,00 $	1 000,00 $	1 149,75 $
		Total (Bio-Contrôle Arboricole Inc.)							**89 559,00 $**	**102 970,46 $**
		Entrepreneure Paysagiste Strathmore (1987) Ltée	3	Public - Secteur 1	112100	cm	1	0,82 $	91 922,00 $	105 687,32 $
			3,1	+ 2ieme Visite	40	Ch	1	30,00 $	1 200,00 $	1 379,70 $
		Total (Entrepreneure Paysagiste Strathmore (1987) Ltée)							**93 122,00 $**	**107 067,02 $**
		Greenlawn Ltd Espaces Verts	3	Public - Secteur 1	112100	cm	1	0,85 $	95 285,00 $	109 553,93 $
			3,1	+ 2ieme Visite	40	Ch	1	0,00 $	- $	- $
		Total (Greenlawn Ltd Espaces Verts)							**95 285,00 $**	**109 553,93 $**
		9187-8447 Qc Inc. Service d'entretien d'arbres Viau	3	Public - Secteur 1	112100	cm	1	0,85 $	95 285,00 $	109 553,93 $
			3,1	+ 2ieme Visite	40	Ch	1	40,00 $	1 600,00 $	1 839,60 $
		Total (9187-8447 Qc Inc. Service d'entretien d'arbres Viau)							**96 885,00 $**	**111 393,53 $**
LOT4	Public - Secteur 2	Entrepreneure Paysagiste Strathmore (1987) Ltée	4	Public - Secteur 2	54900	cm	1	0,82 $	45 018,00 $	51 759,45 $
			4,1	+ 2ieme Visite	40	Ch	1	30,00 $	1 200,00 $	1 379,70 $
		Total (Entrepreneure Paysagiste Strathmore (1987) Ltée)							**46 218,00 $**	**53 139,15 $**
		Greenlawn Ltd Espaces Verts	4	Public - Secteur 2	54900	cm	1	0,85 $	46 665,00 $	53 653,08 $
			4,1	+ 2ieme Visite	40	Ch	1	0,00 $	- $	- $
		Total (Greenlawn Ltd Espaces Verts)							**46 665,00 $**	**53 653,08 $**
		9187-8447 Qc Inc. Service d'entretien d'arbres Viau	4	Public - Secteur 2	54900	cm	1	0,85 $	46 665,00 $	53 653,08 $
			4,1	+ 2ieme Visite	40	Ch	1	40,00 $	1 600,00 $	1 839,60 $

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

LOT4	**Public - Secteur 2**	**Total (9187-8447 Qc Inc. Service d'entretien d'arbres Viau)**							**48 265,00 $**	**55 492,68 $**
		Bio-Contrôle Arboricole Inc.	4	Public - Secteur 2	54900	cm	1	1,25 $	68 625,00 $	78 901,59 $
			4,1	+ 2ieme Visite	40	Ch	1	25,00 $	1 000,00 $	1 149,75 $
		Total (Bio-Contrôle Arboricole Inc.)							**69 625,00 $**	**80 051,34 $**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 20-18074
Numéro de référence : 1352029
Statut : En attente de conclusion du contrat
Titre : Services d'injection de frênes sur le territoire de la Ville de Montréal - 2020

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Bio-Contrôle Arboricole 35 Desjardins Gatineau, QC, J8Y 6B1	Monsieur Guillaume Tessier Téléphone : 819 968-2447 Télécopieur :	**Commande : (1711081)** 2020-03-05 6 h 23 **Transmission :** 2020-03-05 6 h 23	3274778 - 20-18074 ADDENDA 1 2020-03-12 12 h 04 - Courriel 3284334 - 20-18074 ADDENDA 2 - REPORT 2020-03-25 11 h 03 - Courriel 3288611 - 20-18074_Addenda 4 Report de date 2020-04-02 14 h 20 - Courriel 3288614 - 20-18074_Addenda no 3 – ERRATUM REPORT 2020-04-02 14 h 21 - Courriel 3298451 - 20-18074 Enregistrement ouverture publique 2020-04-22 13 h 58 - Courriel 3298474 - 20-18074 Enregistrement ouverture publique 2-2 2020-04-22 13 h 58 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Service d'entretien d'arbres Viau 269 Cantin terrebonne Terrebonne, QC, J6W 5R9 http://www.arbresviau.com	Monsieur Sylvain Trépanier Téléphone : 514 242-0747 Télécopieur : 450 964-5131	**Commande : (1719620)** 2020-03-19 12 h 19 **Transmission :** 2020-03-19 12 h 19	3274778 - 20-18074 ADDENDA 1 2020-03-19 12 h 19 - Téléchargement 3284334 - 20-18074 ADDENDA 2 - REPORT 2020-03-25 11 h 03 - Courriel 3288611 - 20-18074_Addenda 4 Report de date 2020-04-02 14 h 20 - Courriel 3288614 - 20-18074_Addenda no 3 – ERRATUM REPORT 2020-04-02 14 h 21 - Courriel 3298451 - 20-18074 Enregistrement ouverture publique 2020-04-22 13 h 58 - Courriel 3298474 - 20-18074 Enregistrement ouverture publique 2-2 2020-04-22 13 h 58 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Services d'Arbres Primeau inc 566 chemin de la haute-riviere Châteauguay, QC, j6j5w6	Monsieur Guy Primeau Téléphone : 450 692-3683 Télécopieur :	**Commande : (1721030)** 2020-03-23 11 h 05 **Transmission :** 2020-03-23 11 h 05	3274778 - 20-18074 ADDENDA 1 2020-03-23 11 h 05 - Téléchargement 3284334 - 20-18074 ADDENDA 2 - REPORT 2020-03-25 11 h 03 - Courriel 3288611 - 20-18074_Addenda 4 Report de date 2020-04-02 14 h 20 - Courriel 3288614 - 20-18074_Addenda no 3 – ERRATUM REPORT 2020-04-02 14 h 21 - Courriel

			3298451 - 20-18074 Enregistrement ouverture publique 2020-04-22 13 h 58 - Courriel 3298474 - 20-18074 Enregistrement ouverture publique 2-2 2020-04-22 13 h 58 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Services Espaces Verts 4355 Boul. Poirier Montréal, QC, H4R 2A4 http://www.espacesverts.qc.ca	Monsieur Frédéric Mailly Téléphone : 514 938-5052 Télécopieur : 514 337-8287	**Commande : (1713270)** 2020-03-09 13 h 28 **Transmission :** 2020-03-09 13 h 28	3274778 - 20-18074 ADDENDA 1 2020-03-12 12 h 04 - Courriel 3284334 - 20-18074 ADDENDA 2 - REPORT 2020-03-25 11 h 03 - Courriel 3288611 - 20-18074_Addenda 4 Report de date 2020-04-02 14 h 20 - Courriel 3288614 - 20-18074_Addenda no 3 – ERRATUM REPORT 2020-04-02 14 h 21 - Courriel 3298451 - 20-18074 Enregistrement ouverture publique 2020-04-22 13 h 58 - Courriel 3298474 - 20-18074 Enregistrement ouverture publique 2-2 2020-04-22 13 h 58 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Strathmore Landscape 2288 Canne Brûlée (Lasalle) Montréal, QC, H8N 2Z2 http://www.strathmore.pro	Monsieur Gordon MIlligan Téléphone : 514 992-8010 Télécopieur : 866 844-4365	**Commande : (1711604)** 2020-03-05 13 h 09 **Transmission :** 2020-03-05 13 h 09	3274778 - 20-18074 ADDENDA 1 2020-03-12 13 h 07 - Messagerie 3284334 - 20-18074 ADDENDA 2 - REPORT 2020-03-25 11 h 34 - Télécopie 3288611 - 20-18074_Addenda 4 Report de date 2020-04-02 14 h 21 - Télécopie 3288614 - 20-18074_Addenda no 3 – ERRATUM REPORT 2020-04-02 14 h 21 - Télécopie 3298451 - 20-18074 Enregistrement ouverture publique 2020-04-22 13 h 58 - Courriel 3298474 - 20-18074 Enregistrement ouverture publique 2-2 2020-04-22 13 h 58 - Courriel Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1206628001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion des parcs et biodiversité , Forêt urbaine
Objet :	Accorder 4 contrats aux firmes Entrepreneurs paysagistes Strathmore et Bio-Contrôle arboricole, pour les services d'injection de frênes sur les domaines public et privé dans le cadre de la stratégie de lutte contre l'agrile du frêne - Dépense totale de 641 994, 84 $, taxes incluses (Contrats : 534 995, 70 $, Contingences : 53 499, 57 $, incidences : 53 499, 57 $, taxes incluses) - Appel d'offres public 20-18074 - (3 à 4 soumissionnaires par contrat)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD1206628001 - Certification de fonds.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Zamir Jose HENAO PANESSO
Préposé au budget
Tél : 514-872-7091

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-20

Alpha OKAKESEMA
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-5872
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.010

2020/06/03
08:30

Dossier # : 1208668001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division de protection d'actifs et d'aménagement
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Les constructions Serbec inc, pour des travaux de rénovation au Complexe sportif Claude-Robillard (0095), situé au 1000, avenue Émile-Journault, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville au montant de 140 959,26 $, taxes incluses - Dépense totale de 162 103,15 $, taxes incluses (contrat : 140 959,26 $ + contingences: 21 143,89 $ taxes incluses) - Appel d'offres public no.IMM-15568 (4 soumissionnaires).

Il est recommandé :

1. d'accorder à Les constructions Serbec inc, le plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour les travaux de remplacement des grilles gratte-pieds à l'entrée principale du Complexe sportif Claude-Robillard, situé au 1000 avenue Émile-Journault, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 140 959,26 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public no. IMM-15568;

2. d'autoriser une dépense de 21 143,89 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-05-12 14:58

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208668001**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division de protection d'actifs et d'aménagement
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Les constructions Serbec inc, pour des travaux de rénovation au Complexe sportif Claude-Robillard (0095), situé au 1000, avenue Émile-Journault, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville au montant de 140 959,26 $, taxes incluses - Dépense totale de 162 103,15 $, taxes incluses (contrat : 140 959,26 $ + contingences: 21 143,89 $ taxes incluses) - Appel d'offres public no.IMM-15568 (4 soumissionnaires).

CONTENU

CONTEXTE

Le complexe sportif Claude-Robillard (0095) situé au 1000, avenue Émile-Journault dans l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville (pièce jointe 01) est un bâtiment à vocation sportive, conçu et construit initialement comme centre d'entraînement et de compétitions diverses pour les Jeux olympiques d'été de Montréal en 1976.

Actuellement, par sa nature et sa vocation, le complexe sportif Claude-Robillard est un bâtiment assez sollicité avec un rayonnement métropolitain et un achalandage dépassant le million d'entrées enregistrées annuellement. Le présent projet permettra de remplacer les grilles gratte-pieds à l'entrée principale du bâtiment. Cette composante architecturale et fonctionnelle montre une usure importante et évidente due à des années de service et aux sels déglaçants utilisés en période hivernale.
En avril 2019, la Ville a mandaté les firmes Parizeau Pawulski architectes s.e.n.c. et MLC associés inc. afin d'établir la portée des interventions requises au bâtiment, d'élaborer les plans et devis et d'assurer la surveillance des travaux.

L'appel d'offres public no.15568 a été publié le lundi 10 février 2020 dans le système électronique d'appel d'offres (SEAO) ainsi que dans le Journal de Montréal.
Les soumissions ont été reçues et ouvertes le jeudi 12 mars 2020.
La période d'appel d'offres a duré trente-deux (32) jours calendrier.

Un (1) addenda a été émis durant la période de soumission :

Addenda no 1 - publié le 25 février 2020 : précisions sur les plans et devis.

Des visites des lieux ont été organisées en respectant le Règlement du conseil de la Ville sur la gestion contractuelle.
Celles-ci se sont déroulées du 17 au 28 février 2020 inclusivement.

La durée de validité des soumissions est de cent vingt (120) jours calendrier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0615 - 22 novembre 2018 **-** Conclure une entente cadre de services professionnels avec les firmes Parizeau Pawulski architectes s.e.n.c. et MLC associés inc. pour la mise en œuvre de divers projets relatifs au maintien de l'actif immobilier / Dépense totale de 2 714 520,52 $, taxes incluses / Appel d'offres public 18-17094 (7 soumissionnaires).

DESCRIPTION

Le présent dossier recommande d'accorder à l'entreprise Les constructions Serbec inc, le plus bas soumissionnaire conforme, un contrat pour l'exécution des travaux de rénovations à l'entrée principale du complexe sportif Claude-Robillard.
Ces travaux se détaillent comme suit :

· Disposition des grilles gratte-pieds et seuils de portes;
· Démolition de la céramique et la dalle de béton;
· Réfection d'une dalle de béton avec une membrane et un bassin d'acier inoxydable;
· Installation de nouveaux seuils de portes;
· Installation d'un cadrage et des grilles gratte-pieds;
· Installation de la céramique;
· Modification des passerelles, ajout de main courante et quincailleries de portes;
· Ragréage architectural et divers travaux complémentaires.

Il est recommandé de prévoir une enveloppe budgétaire de contingences de 15 % au contrat de travaux pour répondre aux imprévus de chantier.

JUSTIFICATION

Au cours de l'appel d'offres public, il y a eu neuf (9) preneurs du cahier des charges sur le site du SÉAO (voir pièce jointe 02), dont quatre (4) soit 44 %, ont déposé une soumission.

Au nombre des preneurs du cahier des charges, on retrouve l'Association de la Construction du Québec (ACQ) qui a acheté les documents à titre informatif. Parmi les raisons de désistement, un preneur a mentionné qu'il n'avait pas pu faire la visite obligatoire pour compléter sa soumission et les autres ont indiqué qu'ils avaient un carnet de commandes déjà rempli.

En vertu des exigences formulées dans les documents d'appel offres, la soumission du plus bas soumissionnaire reçue est conforme.

Veuillez-vous référer au tableau des coûts du projet et au tableau d'analyse de conformité des soumissions (voir pièces jointes 03 et 04).

Voici le sommaire des soumissions reçues :

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de	**TOTAL** (taxes incluses)

		quantités) (taxes incluses)	
Les constructions Serbec inc.	140 959,26 $	21 143,89 $	162 103,15 $
Groupe Unigesco inc.	206 250,53 $	30 937,58 $	237 188,11 $
2633-2312 Québec inc. (Arthier)	228 570,30 $	34 285,55 $	262 855,85 $
Deroc construction inc.	261 913.05 $	39 286,96 $	301 200,01 $
Dernière estimation réalisée ($)	162 964,42 $	24 444,66 $	187 409,08 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			- 25 305,93 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			- 13,5 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			75 084,96 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			46 %

Le prix soumis par Les constructions Serbec inc. est inférieur à l'évaluation du coût probable effectué avant l'appel d'offres par les firmes Parizeau Pawulski architectes s.e.n.c. et MLC associés inc.
Cet écart de 13,5 % est acceptable vu la nature du projet et les conditions existantes.

L'écart entre la plus basse et la deuxième plus basse soumission est de 46 %, soit 122 599.92 $ (incluant les taxes et excluant les contingences) pour la plus basse soumission conforme et de 179 387.29 $ (incluant les taxes et excluant les contingences) pour la deuxième plus basse soumission conforme.

À l'analyse des soumissions, on constate que de ces montants, proviennent d'écart significatifs aux deux items principaux suivants, soit les conditions générales, (écart de +/- 88%) et les ouvertures et fermetures (démolition et réfection, écart de +/- 40%) et l'autre item qui pourrait expliquer l'écart significatif serait les conditions existantes (écart de +/- 38 %).
Les conditions générales reste un item variable qui selon ma compréhension serait relié aux coûts d'opérations des entreprises ayant déposés les soumissions, pour les autres items qui ont des écarts de +/- 40%, tel que les conditions existantes, les ouvertures fermetures, ces items semblent plus êtres reliés à l'interprétation de la situation sur site lors de la visite par les entrepreneurs déposants lors du processus d'appel d'offres

L'autorisation de l'Autorité des marchés publics (AMP) n'est pas requise dans le cadre de cet appel d'offres.
De plus Les constructions Serbec inc, adjudicataire du présent contrat, ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) ni de celle du Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics du Secrétariat du Conseil du trésor (RENA) au moment de la rédaction du présent dossier.

Par ailleurs, le Registre des entreprises ne fait état d'aucune irrégularité de la part des contractants et ceux-ci ne sont pas visés par la liste des personnes déclarées non conformes en application du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville ni par la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant total du contrat à accorder est de 140 959,26 $, incluant les taxes.

Un budget de contingences de 21 143,89 $ (15 %) taxes incluses, a été prévu.

Le montant à autoriser totalise 162 103,15 $, incluant les contingences et taxes.

Le coût des travaux est prévu au programme triennal d'immobilisations (PTI) du Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) dans le Programme de protection du Complexe sportif Claude-Robillard (42290).

Le décaissement sera réalisé à 100 % en 2020.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'entrepreneur aura la responsabilité de réaliser le présent contrat en respectant les exigences concernant la gestion des déchets de construction, notamment par la mise en place de mesures de contrôle indiquées au devis.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant un refus d'aller de l'avant avec ces travaux, des impacts négatifs se refléteront sur la sécurité publique et sur l'accessibilité universelle du public et des occupants.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Outre les mesures de protection exigées par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST), la situation de la Covid-19 n'a aucun impact sur le projet.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation par le comité exécutif : 3 juin 2020
Réalisation des travaux : juin à juillet 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs applicables.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean-François DULIÈPRE, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports

Lecture :

Jean-François DULIÈPRE, 6 mai 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Claude B BROUILLARD
Concepteur des aménagements

Tél : 514-872-1257
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-01

Erlend LAMBERT
Chef de division
Projets de maintien d'actifs mineurs et d'aménagements

Tél : 514 872-8634
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SOULIÈRES
Directeur - gestion de projets immobiliers
Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2020-05-08

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2020-05-12

Tableau des coûts du projet

Projet:	Démolition et remplacement des grilles gratte-pieds du complexe sportif Claude-Robillard					Mandat:	19378-2-001
	1000, avenue Émile-Journeault, Montréal (QC), H2M 2E7					Contrat:	15568
Date:	2020-03-24						
Étape:	Octroi de contrat						
			Budget	**TPS 5,0%**	**TVQ 9,975%**		**Total**
Contrat	Travaux forfaitaires*	%					
	Travaux de rénovation		122 599,92 $				
	Sous-Total			6 130,00 $	12 229,34 $		**140 959,26 $**
	Contingences de construction	15%	18 389,99 $	919,50 $	1 834,40 $		**21 143,89 $**
	Total - Contrat		**140 989,91 $**	**7 049,50 $**	**14 063,74 $**		**162 103,15 $**
Incidences							
	Incidences		- $	- $	- $		**- $**
	Total		**140 989,91 $**	**- $**	**- $**		**- $**
Ristournes	**Coût des travaux (montant à autoriser)**		**140 989,91 $**	**7 049,50 $**	**14 063,74 $**		**162 103,15 $**
	TPS	100%		7 049,50 $			
	TVQ	50%			7 031,87 $		
	Coût après ristourne (Montant à emprunter)		**140 989,91 $**		**7 031,87 $**		**148 021,78 $**

* prix déposé par le plus bas soumissionnaire

Méthode d'estimation des contingences: elles ont été évaluées en se basant sur des projets similaires et en considérant des travaux effectués dans un bâtiment existant

Rythme prévu des déboursés : 100% des travaux seront réalisés en 2020.

ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSION

Montréal

TITRE DE L'APPEL D'OFFRES : Démolition et remplacement des grilles gratte-pieds du complexe sportif Claude-Robillard

No D'APPEL D'OFFRES : IMM-15568

PRIX TOTAL SOUMIS (incluant les taxes et contingences): 140 959,26 $

NOM DU SOUMISSIONNAIRE : Les constructions Serbec inc.

No SEAO : 15568

RANG SOUMISSION À L'OUVERTURE : 1 er rang d'ouverture

(Nom et titre du responsable de la conformité)

(Date signature)

No GDD D'OCTROI :

(Signature du responsable de la conformité)

RÉSULTAT FINAL : CONFORME

(Conforme ou non conforme)

	RÉF.		ÉLÉMENTS À VÉRIFIER	CONSTAT			STATUT INTÉRIMAIRE					REMARQUE	DÉCISION FINALE	
#	GUIDE	IAS	QUESTIONS	OUI	NON	SANS OBJET	Défaut mineur	Demande de remédier au défaut	Réponse avant : (date et heure)	Réponse satisfaisante reçue	Avis juridique (date de la demande)	PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité)	Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme
CONFORMITÉ DES PRIX														
1	2.2.2.1	2.5.3, 3.8 et 3.9	**Prix**											
			▪ Est-ce un contrat à prix unitaires ?	☐	☑									
			○ Si oui, est-ce qu'il y a une/des erreur(s) de calcul ou d'écriture qu'il est possible de corriger ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			○ Si oui, est-ce qu'il y a une/des omission(s) qu'il est possible de reconstituer ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Est-ce un contrat à prix forfaitaire?	☑	☐									
			○ Si oui, est-ce que le prix total du forfait est indiqué à la section A- Sommaire ?	☑	☐	☐							☐	☑
			○ Si oui, est-ce qu'il y a erreur de calcul ou omission de prix à la section B - Résumé du bordereau de soumission et/ou à la section C- Bordereau de soumission ?	☐	☑	☐	☐						☐	☑
ADMISSIBILITÉ DU SOUMISSIONNAIRE														
2	2.2.3.1	2.5.6	**Registraire des entreprises du Québec (REQ)**											
			▪ Si l'entreprise a un établissement au Québec, est-ce qu'elle détient une immatriculation (NEQ) valide au Québec à la date de d'ouverture des soumissions? (voir la procédure de vérification de l'immatriculation au REQ)	☑	☐	☐							☐	☑
3	2.2.3.2	2.10.1	**Autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers (AMF)**											
			▪ Est-ce qu'une autorisation délivrée par l'AMF est requise dans le cadre de l'appel d'offres ?	☐	☑									
			▪ Si oui,											
			○ le soumissionnaire a-t-il joint une copie de son autorisation à contracter délivrée par l'AMF ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			○ Le soumissionnaire détient-il une autorisation délivrée par l'AMF valide à la date d'ouverture des soumissions ou a-t-il fait sa demande de renouvellement 90 jours avant la date d'échéance ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'un soumissionnaire)	☐	☐	☑							☐	☑
			○ Cochez admissible au point 4 et passez au point 5.											
			▪ Si non, passez au point 4 suivant.											
4	2.2.3.3	2.10.2	**Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)** ***seulement si l'autorisation de l'AMF est non requise.***											
			▪ Le soumissionnaire est-il inscrit au RENA? (voir la procédure de vérification du RENA)	☐	☑	☐							☐	☑
5	2.2.3.4	2.10.4	**Attestation de Revenu Québec (RQ)**											
			▪ Le soumissionnaire a-t-il un établissement au Québec (tel que définit dans les IAS)?	☑	☐									
			▪ Si oui,											
			○ a-t-il joint une copie de son attestation RQ ?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			○ le soumissionnaire détient-il une attestation RQ ? valide à la date d'ouverture des soumissions ? (voir la procédure de vérification de l'attestation RQ ?)	☑	☐	☐							☐	☑
			▪ Si non,											
			○ a-t-il joint l'annexe D « Absence d'établissement au Québec » dûment signée ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑

ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSION

Montréal

#	GUIDE	IAS	QUESTIONS	OUI	NON	SANS OBJET	Défaut mineur	Demande de remédier au défaut	Réponse avant : (date et heure)	Réponse satisfaisante reçue	Avis juridique (date de la demande)	PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité)	Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme
6	2.2.3.5	2.10.3	**Licence de la Régie du Bâtiment du Québec (RBQ)**											
			▪ Le soumissionnaire a-t-il joint une copie de sa licence ?	☑	☐		☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Est-ce que le soumissionnaire détient une licence valide de la RBQ à la date d'ouverture des soumissions? (voir la procédure de vérification de la RBQ)	☑	☐								☐	☑
			▪ La licence est-elle appropriée selon les exigences de l'appel d'offres ? (voir la procédure de vérification de la RBQ)	☑	☐								☐	☑
			▪ La licence est-elle restreinte ? (voir la procédure de vérification de la RBQ)	☐	☑								☐	☑
7	2.2.3.6	2.11	**Règlement sur la gestion contractuelle (RGC)**											
			▪ Est-ce que le soumissionnaire ou une personne liée ayant elle-même contrevenu au RGC fait partie du Registre RGC et la date de sa sanction est en vigueur à la date d'ouverture des soumissions ?	☐	☑								☐	☑
			▪ Si oui,											
			o Est-ce que le soumissionnaire détient son autorisation de contracter de l'AMF?	☐	☑	☑							☐	☑
			▪ Si non,											
			o Est-ce que le soumissionnaire ou personne liée ayant elle-même contrevenu au RGC se trouve sur la ListeRGC et la date de sa sanction est en vigueur à la date d'ouverture des soumissions?	☐	☑	☐							☐	☑
			CONFORMITÉ DE LA SOUMISSION											
8	2.2.4.1	2.9.1	**Garantie de soumission**											
			▪ La garantie de soumission est-elle jointe ?	☑	☐								☐	☑
			▪ Si oui, s'élève-t-elle à au moins 10% du montant total de la soumission (incluant les taxes et les contingences)?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Si le total de la soumission est ***inférieur à 500 000 $*** (incluant les taxes et les contingences), la garantie de soumission est-elle sous l'une des formes suivantes ? :											
			Chèque visé :	☐	☑	☑								
			o Est-il signé ?	☐	☐	☑							☐	☑
			o L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ)	☐	☐	☑							☐	☑
			o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur le chèque ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			Cautionnement de soumission :	☑	☐	☐								
			o Le cautionnement est-il complété en utilisant l'annexe B du CCAG « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement », disponible au cahier des charges ?	☑	☐	☐							☐	☑
			o Le cautionnement de soumission est-il signé ?	☑	☐	☐							☐	☑
			o La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance)	☑	☐	☐							☐	☑
			o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur le cautionnement ?	☐	☑	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			Lettre de garantie bancaire irrévocable :	☐	☑	☐								
			o La lettre est-elle complété en utilisant l'annexe C du CCAG « Lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle », disponible au cahier des charges ?	☐	☐	☑							☐	☑
			o La lettre est-elle signée ?	☐	☐	☑							☐	☑
			o L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ)	☐	☐	☑							☐	☑
			o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur la lettre ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Si le total de la soumission est ***supérieur ou égal à 500 000 $*** (incluant les taxes et contingences), la garantie de soumission est-elle jointe sous forme de											
			Cautionnement de soumission :	☐	☑	☑								
			o Le cautionnement est-il complété en utilisant l'annexe B du CCAG « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement », disponible au cahier des charges ?	☐	☐	☑							☐	☑
			o Le cautionnement de soumission est-il signé ?	☐	☐	☑							☐	☑
			o La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance)	☐	☐	☑							☐	☑
			o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur le cautionnement ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑

ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSION

Montréal

#	GUIDE	IAS	QUESTIONS	OUI	NON	SANS OBJET	Défaut mineur	Demande de remédier au défaut	Réponse avant : (date et heure)	Réponse satisfaisante reçue	Avis juridique (date de la demande)	PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité)	Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme
9	2.2.4.2	2.9.2	**Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire**											
			▪ Est-ce que l'annexe H du CCAG : « Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire », disponible au cahier des charges, est jointe?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Est-ce que la lettre est complétée et dûment signée ?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Est-ce que les montants de garanties inscrits sur la lettre correspondent aux exigences d'assurances du CCAS du cahier des charges?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en responsabilité civile délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance)	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
10	2.2.4.3	2.1	**Obtention du cahier des charges sur SEAO**											
			▪ Est-ce que le soumissionnaire s'est procuré lui-même le cahier des charges sur le SEAO ?	☑	☐								☐	☑
11	2.2.4.4	2.3.1 / 2.3.5	**Visite supervisée des lieux**											
			▪ Est-ce que le soumissionnaire était présent à la visite obligatoire et dirigée des lieux (si requis) ?	☑	☐	☐							☐	☑
12	2.2.4.5	2.5.1	**Formulaire**											
			▪ La soumission est-elle complétée sur le formulaire de soumission fourni au cahier des charge de la Ville ?	☑	☐								☐	☑
			▪ Y a-t-il des omissions ou erreurs dans les informations demandées autres que les prix (des sections A-B-C)?	☐	☑	☐	☐	☐		☐			☐	☑
13	2.2.4.5	2.6	**Signature**											
			▪ La soumission est-elle dûment signée ?	☑	☐								☐	☑
14	2.2.4.6	3.2	**Consortium**											
			▪ Y a-t-il formation d'un consortium ?	☐	☑								☐	☑
15	2.2.4.7	2.5.4 / 2.5.5	**Format**											
			▪ Est-ce que la soumission est présentée selon le nombre et le format d'exemplaires requis ?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Si des ratures sont présentes sur le formulaire de soumission, sont-elles paraphées (cochez sans objet si aucune rature observée) ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
AUTRE CONFORMITÉ (Complétez avec les exigences supplémentaires requises. Laissez les cases admissible / conforme cochées si cette section est inutilisée)														
16				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
17				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
18				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
19				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
20				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑

Signature de l'analyste de dossier	2020-03-19 Date	Claude Brouillard, chargé de projet Nom de l'analyste de dossier

REMARQUE :

constructo.ca

Des services à valeur ajoutée au SEAO

Liste des commandes

Numéro : IMM-15568
Numéro de référence : 1342735
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Démolition et remplacement de la dalle d'entrée, des seuils de portes, de la céramique et installation de grilles gratte-pieds à l'entrée sud au Complexe sportif Claude-Robillard

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
2633-2312 Québec Inc. Aménagement Pavatech Arthier Construction 77 Omer DeSerres suite 7A Blainville, QC, J7C5N3 NEQ : 1142636142	Madame Brigitte Clermont Téléphone : 450 434-0038 Télécopieur :	**Commande : (1702896)** 2020-02-20 10 h 14 **Transmission :** 2020-02-20 10 h 14	3262784 - Addenda 1 (devis) 2020-02-26 7 h 35 - Courriel 3262785 - Addenda 1 (bordereau) 2020-02-26 7 h 35 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
ACQ - Provinciale 9200 boul Metropolitain est Montréal, QC, H1K4L2 http://modulec.ca NEQ :	Monsieur Luc Claveau Téléphone : 514 354-0609 Télécopieur :	**Commande : (1696904)** 2020-02-11 7 h 51 **Transmission :** 2020-02-11 7 h 51	3262784 - Addenda 1 (devis) 2020-02-26 7 h 35 - Courriel 3262785 - Addenda 1 (bordereau) 2020-02-26 7 h 35 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Construction J.G. Lessard & Fils Inc 11570 ave Philippe-Panneton Montréal-Est, QC, H1E 4G4 http://www.jglessard.com NEQ : 1143014646	Monsieur Philippe Vaudreuil Téléphone : 514 561-4492 Télécopieur :	**Commande : (1704505)** 2020-02-24 9 h 24 **Transmission :** 2020-02-24 10 h 05	3262784 - Addenda 1 (devis) 2020-02-26 7 h 35 - Courriel 3262785 - Addenda 1 (bordereau) 2020-02-26 7 h 35 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Construction Maju ltée 3850, rue Jean-Talon Ouest Montréal, QC, H3R 2G8 NEQ : 1142943647	Monsieur Serge Wolfe Téléphone : 514 274-6258 Télécopieur : 514 274-5947	**Commande : (1696515)** 2020-02-10 13 h 19 **Transmission :** 2020-02-10 17 h 18	3262784 - Addenda 1 (devis) 2020-02-26 7 h 35 - Courriel 3262785 - Addenda 1 (bordereau) 2020-02-26 7 h 35 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Deroc Construction Inc.. 1083 du Valais Terrebonne, QC, J6Y 1X9 NEQ : 1144620094	Monsieur Robyn Olivier Téléphone : 450 951-7099 Télécopieur : 450 951-7096	**Commande : (1698246)** 2020-02-12 14 h 46 **Transmission :** 2020-02-12 14 h 46	3262784 - Addenda 1 (devis) 2020-02-26 7 h 35 - Courriel 3262785 - Addenda 1 (bordereau) 2020-02-26 7 h 35 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Gestion Pachar Inc 2940 rue des Fabricants Terrebonne, QC, J6Y2A6 NEQ : 1144049898	Monsieur Paul Chartre Téléphone : 450 477-5700 Télécopieur : 450 477-5744	**Commande : (1707090)** 2020-02-27 9 h 24 **Transmission :** 2020-02-27 11 h 58	3262784 - Addenda 1 (devis) 2020-02-27 9 h 24 - Téléchargement 3262785 - Addenda 1 (bordereau) 2020-02-27 9 h 24 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Groupe Unigesco 3900, rue Cool Montréal, QC, H4G1B4 http://unigesco.ca NEQ : 1167816405	Monsieur Guillaume Lavoie Téléphone : 514 360-1509 Télécopieur :	**Commande : (1696134)** 2020-02-10 8 h 54 **Transmission :** 2020-02-10 8 h 54	3262784 - Addenda 1 (devis) 2020-02-26 7 h 35 - Courriel 3262785 - Addenda 1 (bordereau) 2020-02-26 7 h 35 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Constructions Serbec Inc 7979, 14e avenue Montréal, QC, H1Z 3M1 http://www.serbec.com NEQ : 1167832824	Monsieur Pierre Bourdon Téléphone : 514 381-6055 Télécopieur : 514 729-2574	**Commande : (1701265)** 2020-02-18 10 h 51 **Transmission :** 2020-02-18 10 h 51	3262784 - Addenda 1 (devis) 2020-02-26 7 h 35 - Courriel 3262785 - Addenda 1 (bordereau) 2020-02-26 7 h 35 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Naxo 1062 Rue Levis Terrebonne, QC, J6W 4L1 NEQ : 1166494014	Monsieur Patrice Lacelle Téléphone : 450 818-9714 Télécopieur : 450 818-9715	**Commande : (1697238)** 2020-02-11 11 h 43 **Transmission :** 2020-02-11 14 h 21	3262784 - Addenda 1 (devis) 2020-02-26 7 h 35 - Courriel 3262785 - Addenda 1 (bordereau) 2020-02-26 7 h 35 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés



Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1208668001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division de protection d'actifs et d'aménagement
Objet :	Accorder un contrat à Les constructions Serbec inc, pour des travaux de rénovation au Complexe sportif Claude-Robillard (0095), situé au 1000, avenue Émile-Journault, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville au montant de 140 959,26 $, taxes incluses - Dépense totale de 162 103,15 $, taxes incluses (contrat : 140 959,26 $ + contingences: 21 143,89 $ taxes incluses) - Appel d'offres public no.IMM-15568 (4 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1208668001 - Travaux entrée CS Claude-Robillard.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Agent comptable analyste - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514 872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-05

Françoise TURGEON
Conseillère budgétaire

Tél : 514 872-0946
Division : Service des finances - Point de service HDV

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.011

2020/06/03
08:30

Dossier # : 1208091001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division de protection d'actifs et d'aménagement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 480 000 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences et autoriser la réduction du montant des incidences de 615 827,97 $ à 365 827,97 $, soit une diminution de 250 000,00 $, taxes incluses, et transférer ce montant au budget de contingences, dans le cadre du contrat accordé à Construction Gamarco inc. (CM18 1143) pour la réalisation des travaux supplémentaires à l'aréna Saint-Michel , majorant ainsi le montant total du contrat de 20 527 598,96 $ à 21 257 598,96 $, taxes et contingences incluses

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense additionnelle de 480 000,00 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences et autoriser la réduction du montant des incidences de 615 827,97 $ à 365 827,97 $,soit une diminution de 250 000,00 $, taxes incluses, et transférer ce montant au budget de contingences, dans le cadre du contrat accordé à Construction Gamarco inc. (CM18 1143) pour la réalisation des travaux supplémentaires à l'aréna Saint-Michel, majorant ainsi le montant total du contrat de 20 527 598,96 $ à 21 257 598,96 $, taxes incluses;

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-05-14 13:15

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208091001**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division de protection d'actifs et d'aménagement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 480 000 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences et autoriser la réduction du montant des incidences de 615 827,97 $ à 365 827,97 $, soit une diminution de 250 000,00 $, taxes incluses, et transférer ce montant au budget de contingences, dans le cadre du contrat accordé à Construction Gamarco inc. (CM18 1143) pour la réalisation des travaux supplémentaires à l'aréna Saint-Michel , majorant ainsi le montant total du contrat de 20 527 598,96 $ à 21 257 598,96 $, taxes et contingences incluses

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier s'inscrit dans le cadre du programme de la mise aux normes des arénas municipaux et vise plus précisément l'augmentation des contingences du contrat pour la réalisation des travaux de transformation majeure à l'aréna Saint-Michel (0196) dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension.
Le contrat a été accordé à l'entrepreneur Construction Gamarco inc. le 18 septembre 2018 par le conseil municipal (CM18 1143) au montant de 20 527 598,96 $, taxes et contingences incluses.

Le chantier a débuté le 24 septembre 2018 et devait être complété en 516 jours calendrier.

Lors des travaux, et à la demande de l'arrondissement, des contraintes ont été imposées à l'entrepreneur, notamment :

- conserver une des deux patinoires en fonction durant la durée du chantier;
- coordonner les activités pour d'éventuel événements publics à réaliser à l'Aréna Saint-Michel;
- permettre l'occupation de certaines parties du bâtiment, selon les phases du projet;
- maintenir le stationnement accessible au public en tout temps par l'une des deux voies d'accès;
- prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des occupants du site durant toute la période des travaux.

La patinoire 1, qui constitue la phase # 2 du projet, a été livrée au client le 31 janvier 2020. Les phases # 1 (agrandissement) et # 3 (patinoire 2) sont en retard et devront être livrées avant l'automne.

Selon le décompte du mois de février 2020, l'avancement de la dépense, taxes et contingences incluses, est de 83,92 %.

Les travaux de gros œuvres sont terminés pour l'ensemble des deux patinoires. Des travaux en électromécanique, en structure, en civil et de finitions sont en cours dans la patinoire 2.

Les contingences au contrat de travaux sont de 15 % à 19,1%. Toutefois, au 22 avril 2020, les ordres de changements émis ou à venir représentent 2 115 737,38 $, taxes incluses, soit 79,02 % du montant des contingences autorisé de 2 677 512,91 $, taxes incluses, auquel s'ajoutent plusieurs directives de changement déjà émises et à venir estimées à 1 147 043,60 $, taxes incluses. Conséquemment, à ce jour, le solde des contingences est jugé insuffisant pour compléter les travaux et permettre la livraison du projet. La livraison de l'aréna Saint-Michel devait se faire en mars 2020, mais les retards de chantier repoussent la fin des travaux en septembre 2020.

Par ailleurs, le budget d'incidences prévu pour des travaux incidents, incluant notamment, le contrôle de qualité par le laboratoire de la Ville, la gestion environnementale des sols, les travaux associés à Hydro-Québec et Bell Canada, a été dépensé à hauteur du 45 %.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 1143 – 18 septembre 2018
Accorder un contrat à Construction Gamarco inc. pour des travaux de mise aux normes de l'aréna Saint-Michel, dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension - Dépense totale de 21 143 426,93 $, taxes incluses - Appel d'offres public 5960 (6 soum.).

CE18 1528 – 14 septembre 2018
Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats / Autoriser une dépense totale de 21 143 426,93 $, taxes incluses, pour les travaux de mise aux normes de l'aréna Saint-Michel, dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant / Accorder à Construction Gamarco inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 20 527 598,96 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 5960 / Imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

CM18 0643 - 28 mai 2018
Autoriser une dépense additionnelle de 397 953,62 $, taxes incluses, pour des travaux de mise aux normes de l'aréna Saint-Michel, dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, dans le cadre du contrat accordé aux firmes St-Gelais Montminy et associés architectes S.E.N.C.R.L., Tetra Tech QB inc., et Petropoulos, Bomis et associés inc. (CM16 1159), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 989 768,13 $ à 2 387 721,75 $, taxes incluses / Approuver un projet d'addenda no 1 à cet effet.

CA16 14 0014 – 2 février 2016
Adhérer au programme de soutien à la mise aux normes des arénas municipaux pour la réalisation du projet de l'aréna Saint-Michel et accepter l'offre de service de la Direction des stratégies et des transactions immobilières de la Ville centre pour la gestion du projet, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal.

CM16 1159 - 24 octobre 2016
Accorder un contrat de services professionnels aux firmes St-Gelais Montminy et associés architectes S.E.N.C.R.L., Tetra Tech QB inc., et Petropoulos, Bomis et associés inc. pour les

travaux de mise aux normes de l'aréna Saint-Michel, dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension - Dépense totale de 2 075 999,38 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15167 (6 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin.

CE12 0095 - 25 janvier 2012
Approuver les modifications au Programme de soutien à la mise aux normes des arénas municipaux.

CE10 1137 - 7 juillet 2010
Adopter le Programme de soutien à la mise aux normes des arénas municipaux avec une aide financière de la Ville centre aux arrondissements.

DESCRIPTION

Le présent sommaire recommande l'augmentation de la valeur maximale du contrat de construction de Construction Gamarco inc. pour terminer les travaux de mise aux normes de l'aréna Saint-Michel dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension. Toutes les autres clauses du contrat demeurent les mêmes.

JUSTIFICATION

Au cours de l'avancement des travaux, plusieurs éléments non prévus et ne pouvant être identifiés d'avance sont apparus, occasionnant des travaux imprévus nécessaires à l'accomplissement du contrat octroyé, dont des dépenses supplémentaires au poste des contingences tel qu'énuméré sommairement ci-dessous :

· Présence de sols contaminés en plus grande quantité que prévu;
· Travaux de réfection et de renforcement d'un secteur de la dalle structurale réfrigérée de la patinoire 1;
· Modification de la portée des travaux en condition d'amiante suite à la caractérisation de nouveaux matériaux qui se sont révélés contenir de l'amiante dans la patinoire 1;
· Présence de contamination fongique dans les vestiaires et casiers de la patinoire 2 non prévue au début du chantier;
· Modifications en structure, architecture et en électromécanique dans l'appentis au toit;
· Modifications en structure au toit bas de l'agrandissement, aux plateformes pour refroidisseurs et à la plateforme d'acier sur le toit bas de la patinoire 1;
· Démolition de plusieurs massifs électriques et de télécommunications dont la localisation n'était pas connue avant les travaux;
· Travaux d'électricité non prévus dans la zone de la cuisine suite au démantèlement du plafond et au constat de la détérioration des installations existantes;
· Travaux de réfection de toiture non prévus dans les bassins 7 et 8 (réfection de toute la superficie des bassins, ajout de drains de toit avec isolant de pente, nivellement des dalles de béton, etc.).

De plus, la contrainte imposée au début du projet, celle de devoir conserver une des deux patinoires en fonction durant la durée du chantier, a occasionné des difficultés pour les opérations de l'entrepreneur et a fait surgir différentes problématiques qui ont dû être traitées en demandes de changement. Ces problématiques sont notamment le passage de quelques installations en plomberie et en électromécanique sous la patinoire 2 (initialement prévu à faire dans les locaux de la patinoire 2) et l'ajout de lignes d'alimentation temporaires en électricité.

Le budget des contingences accordé au contrat initial de 2 677 512,91 $ (taxes incluses) doit être majoré de 730 000,00 $ (taxes incluses) pour assurer la prise en charge de la totalité des avis de changement en cours, ceux qui sont en attente d'approbation ainsi que ceux dont l'estimation de prix est à venir.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La répartition de l'augmentation au budget de contingences pour un montant de 730 000,00 $ (taxes incluses) est ventilée de la façon suivante :

· un transfert des incidences au poste des contingences doit être fait pour un montant total de 250 000,00 $, taxes incluses;
· un nouveau montant de 480 000,00 $, taxes incluses, doit être ajouté au poste des contingences, tel que décrit au tableau ci-dessous.

Ce tableau indique les modifications des postes budgétaires avant et après l'augmentation du contrat de l'entrepreneur.

	Description	Montant du contrat initial de l'entrepreneur (taxes incluses) GDD 1181029004	Variation par rapport au montant du contrat initial (taxes incluses)	Montant du contrat suite à l'augmentation du contrat initial (taxes incluses)
1. Montant du contrat des travaux de construction				
1.1	**Contrat initial**	**17 850 086,05 $**	**- $**	**17 850 086,05 $**
2. Budget de Contingences				
2.1	Contrat initial	2 677 512,91 $	- $	2 677 512,91 $
2.2	Augmentation par rapport au contrat initial	- $	480 000,00 $	480 000,00 $
2.3	Transfert du budget d'incidences au budget des contingences	- $	250 000,00 $	250 000,00 $
2.4	**Nouveau montant (2.1 + 2.2 + 2.3)**	**2 677 512,91 $**	**730 000,00 $**	**3 407 512,91 $**
3.	**Nouveau montant du contrat de l'entrepreneur avant incidences (1.1 + 2.4)**	**20 527 598,96 $**	**730 000,00 $**	**21 257 598,96 $**
4. Budget des Incidences (Modifié pour transférer un montant vers le budget de contingences)				
4.1	Contrat initial	615 827,97 $	- $	615 827,97 $
4.2	Réduction par rapport au contrat initial	- $	(250 000,00) $	(250 000,00) $
4.3	**Nouveau montant (4.1 + 4.2)**	**615 827,97 $**	**(250 000,00) $**	**365 827,97 $**
5.	**Total du contrat de l'entrepreneur incluant les contingences et les incidences (3 + 4.3)**	**21 143 426,93 $**	**480 000,00 $**	**21 623 426,93 $**
6.	**Total du contrat de l'entrepreneur incluant les contingences et les incidences net après ristourne de la TPS et TVQ**	**19 306 766,99 $**	**438 303,98 $**	**19 745 070,97 $**

Or, pour tenir compte de la répartition de la dépense établie au contrat initial et de celle de l'augmentation (taxes incluses et nette des ristournes) au budget de contingences, les contributions financières de la Ville centre et de l'arrondissement se résument comme suit :

· Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) pour un montant de 150 000,00 $, taxes incluses (136 969,99 $, net de ristourne), soit 31,25 %; financé via le règlement d'emprunt 19-011;
· Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension pour un montant de 330 000,00 $, taxes incluses (301 333,99 $, net de ristourne), soit 68,75 %.

Des virements de crédits doivent être effectués par le SGPMRS (service requérant) au SGPI (service exécutant) pour couvrir la dépense de la Ville centre.

Le montant de la majoration sera dépensé en 2020.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet vise le remplacement des systèmes de réfrigération utilisant le fréon, substance appauvrissant la couche d'ozone par l'émission de gaz à effet de serre (GES), par un système fonctionnant à l'ammoniac n'émettant aucun GES. De plus, le projet vise la certification LEED-Argent, conformément à la Politique de développement durable pour les édifices municipaux.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans l'augmentation du montant total du contrat de l'entrepreneur, la somme restante du montant de contingences ne suffira pas à couvrir l'ensemble des directives de chantier pour compléter les travaux requis à l'aréna Saint-Michel dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension. En outre, le secteur de la patinoire 2 devra être fermé si les travaux ne sont pas complétés.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

D'autres impacts liés à la propagation de la COVID-19 pourraient s'ajouter durant l'étape finale du chantier et une fois la reprise des travaux autorisée par les autorités, conséquemment, cela pourraient avoir un impact sur le budget des contingences.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Augmentation du contrat de l'entrepreneur par le conseil municipal : juin 2020.
Fin des travaux : septembre 2020.
Réouverture au public : automne 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs applicables.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe (Marcelle DION)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Zamir Jose HENAO PANESSO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Luc DENIS, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Roberto RODRIGUEZ GONZALEZ, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Michel LAROCHE, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Brigitte BEAUDREAULT, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension
Hakima GHEMMOUR, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports

Lecture :

Brigitte BEAUDREAULT, 14 mai 2020
Roberto RODRIGUEZ GONZALEZ, 13 mai 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julien ESCOLA
Gestionnaire de projets

Tél : 514-872-8706
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-12

Erlend LAMBERT
Chef de division

Tél : 514 872-8634
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers
Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2020-05-13

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2020-05-14

Aréna St-Michel

OCTROI GDD 1181029004					
Description	**Avant taxes**	**TPS (5%)**	**TVQ (9,975%)**	**Total (taxes incluses)**	**Total (net des ristournes)**
TRAVAUX					
SGPMRS	11 831 177,97 $	591 558,90 $	1 180 160,00 $	13 602 896,87 $	12 421 257,97 $
Arrondissement	3 360 835,73 $	168 041,79 $	335 243,36 $	3 864 120,88 $	3 528 457,41 $
SGPI	333 175,31 $	16 658,77 $	33 234,24 $	383 068,31 $	349 792,43 $
Sous-total	**15 525 189,00 $**	**776 259,45 $**	**1 548 637,60 $**	**17 850 086,05 $**	**16 299 507,80 $**
CONTINGENCES					
SGPMRS	1 774 676,69 $	88 733,83 $	177 024,00 $	2 040 434,53 $	1 863 188,70 $
Arrondissement	504 125,36 $	25 206,27 $	50 286,50 $	579 618,13 $	529 268,61 $
SGPI	49 976,30 $	2 498,81 $	4 985,14 $	57 460,25 $	52 468,86 $
Sous-total	**2 328 778,35 $**	**116 438,92 $**	**232 295,64 $**	**2 677 512,91 $**	**2 444 926,17 $**
INCIDENCES					
SGPMRS	408 175,64 $	20 408,78 $	40 715,52 $	469 299,94 $	428 533,40 $
Arrondissement	127 443,38 $	6 372,17 $	12 712,48 $	146 528,03 $	133 799,62 $
SGPI	- $	- $	- $	- $	- $
Sous-total	**535 619,02 $**	**26 780,95 $**	**53 428,00 $**	**615 827,97 $**	**562 333,02 $**
DÉPENSE TOTALE					
SGPMRS	14 014 030,30 $	700 701,52 $	1 397 899,52 $	16 112 631,34 $	14 712 980,06 $
Arrondissement	3 992 404,47 $	199 620,22 $	398 242,35 $	4 590 267,04 $	4 191 525,64 $
SGPI	383 151,60 $	19 157,58 $	38 219,37 $	440 528,56 $	402 261,29 $
Grand total	**18 389 586,37 $**	**919 479,32 $**	**1 834 361,24 $**	**21 143 426,93 $**	**19 306 766,99 $**

MAJORATION GDD 1208091001					
Description	**Avant taxes**	**TPS (5%)**	**TVQ (9,975%)**	**Total (taxes incluses)**	**Total (net des ristournes)**
TRAVAUX					
SGPMRS	- $	- $	- $	- $	- $
Arrondissement	- $	- $	- $	- $	- $
SGPI	- $	- $	- $	- $	- $
Sous-total	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**
CONTINGENCES					
SGPMRS	296 165,12 $	14 808,26 $	29 542,47 $	340 515,84 $	310 936,35 $
Arrondissement	338 755,52 $	16 937,78 $	33 790,86 $	389 484,16 $	355 650,95 $
SGPI	- $	- $	- $	- $	- $
Sous-total	**634 920,64 $**	**31 746,03 $**	**63 333,33 $**	**730 000,00 $**	**666 587,30 $**
INCIDENCES					
SGPMRS	(165 701,97) $	(8 285,10) $	(16 528,77) $	(190 515,84) $	(173 966,36) $
Arrondissement	(51 736,60) $	(2 586,83) $	(5 160,73) $	(59 484,15) $	(54 316,96) $
SGPI	- $	- $	- $	- $	- $
Sous-total	**(217 438,57) $**	**(10 871,93) $**	**(21 689,50) $**	**(250 000,00) $**	**(228 283,32) $**
DÉPENSE TOTALE					
SGPMRS	130 463,15 $	6 523,16 $	13 013,70 $	150 000,00 $	136 969,99 $
Arrondissement	287 018,92 $	14 350,95 $	28 630,14 $	330 000,00 $	301 333,99 $
SGPI	- $	- $	- $	- $	- $
Grand total	**417 482,07 $**	**20 874,10 $**	**41 643,84 $**	**480 000,00 $**	**438 303,98 $**

APRÈS MAJORATION GDD 1208091001					
Description	**Avant taxes**	**TPS (5%)**	**TVQ (9,975%)**	**Total (taxes incluses)**	**Total (net des ristournes)**
TRAVAUX					
SGPMRS	11 831 177,97 $	591 558,90 $	1 180 160,00 $	13 602 896,87 $	12 421 257,97 $
Arrondissement	3 360 835,73 $	168 041,79 $	335 243,36 $	3 864 120,88 $	3 528 457,41 $
SGPI	333 175,31 $	16 658,77 $	33 234,24 $	383 068,31 $	349 792,43 $
Sous-total	**15 525 189,00 $**	**776 259,45 $**	**1 548 637,60 $**	**17 850 086,05 $**	**16 299 507,80 $**
CONTINGENCES					
SGPMRS	2 070 841,81 $	103 542,09 $	206 566,47 $	2 380 950,37 $	2 174 125,05 $
Arrondissement	842 880,88 $	42 144,04 $	84 077,37 $	969 102,29 $	884 919,56 $
SGPI	49 976,30 $	2 498,81 $	4 985,14 $	57 460,25 $	52 468,86 $
Sous-total	**2 963 698,99 $**	**148 184,95 $**	**295 628,97 $**	**3 407 512,91 $**	**3 111 513,47 $**
INCIDENCES					
SGPMRS	242 473,67 $	12 123,68 $	24 186,75 $	278 784,10 $	254 567,04 $
Arrondissement	75 706,78 $	3 785,34 $	7 551,75 $	87 043,87 $	79 482,66 $
SGPI	- $	- $	- $	- $	- $
Sous-total	**318 180,45 $**	**15 909,02 $**	**31 738,50 $**	**365 827,97 $**	**334 049,70 $**
DÉPENSE TOTALE					
SGPMRS	14 144 493,45 $	707 224,67 $	1 410 913,22 $	16 262 631,34 $	14 849 950,06 $
Arrondissement	4 279 423,39 $	213 971,17 $	426 872,48 $	4 920 267,04 $	4 492 859,63 $
SGPI	383 151,60 $	19 157,58 $	38 219,37 $	440 528,56 $	402 261,29 $
Grand total	**18 807 068,44 $**	**940 353,42 $**	**1 876 005,08 $**	**21 623 426,93 $**	**19 745 070,97 $**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1208091001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division de protection d'actifs et d'aménagement
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 480 000 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences et autoriser la réduction du montant des incidences de 615 827,97 $ à 365 827,97 $, soit une diminution de 250 000,00 $, taxes incluses, et transférer ce montant au budget de contingences, dans le cadre du contrat accordé à Construction Gamarco inc. (CM18 1143) pour la réalisation des travaux supplémentaires à l'aréna Saint-Michel , majorant ainsi le montant total du contrat de 20 527 598,96 $ à 21 257 598,96 $, taxes et contingences incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Dossier 1208091001_Aréna St-Michel.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marcelle DION
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : (514)872-6504

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-12

Brigitte BEAUDREAULT
Directrice des services adminisratifs

Tél : 514 872-9173
Division : Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1208091001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division de protection d'actifs et d'aménagement
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 480 000 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences et autoriser la réduction du montant des incidences de 615 827,97 $ à 365 827,97 $, soit une diminution de 250 000,00 $, taxes incluses, et transférer ce montant au budget de contingences, dans le cadre du contrat accordé à Construction Gamarco inc. (CM18 1143) pour la réalisation des travaux supplémentaires à l'aréna Saint-Michel , majorant ainsi le montant total du contrat de 20 527 598,96 $ à 21 257 598,96 $, taxes et contingences incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1208091001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Zamir Jose HENAO PANESSO
Préposé au budget
Tél : 514 872-7091

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-13

François FABIEN
Conseiller budgetaire
Tél : 514 872-0709
Division : Service des finances ,Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.012

2020/06/03
08:30

Dossier # : 1208009001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Mise en valeur des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 357 893,63 $, taxes incluses, afin d'augmenter l'enveloppe des contingences et des incidences, pour la mise en oeuvre du projet de restauration de la maçonnerie et divers travaux connexes au Château Dufresne (0407), 2929 avenue Jeanne-d'Arc, Montréal, dans le cadre du contrat no 14293 accordé à St-Denis Thompson Inc. (CG19 0242), majorant ainsi le montant de la dépense totale du contrat de 4 856 308,96 $ à 5 214 202,60 $, taxes incluses.

Il est recommandé :

1. d'autoriser une augmentation des contingences de 293 632,62 $, taxes incluses, pour la mise en oeuvre du projet de restauration de la maçonnerie et divers travaux connexes au Château Dufresne (0407), 2929 avenue Jeanne-d'Arc, Montréal, dans le cadre du contrat accordé à St-Denis Thompson Inc. (CG19 0242), majorant ainsi le montant total de l'enveloppe des contingences de 760 671,73 $ à 1 054 304,35 $, taxes incluses ;

2. d'autoriser une augmentation des incidences de 64 261,01 $, taxes incluses, majorant ainsi le montant total de l'enveloppe des incidences de 292 278,61 $ à 356 539,62 $, taxes incluses;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-05-19 15:52

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208009001**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Mise en valeur des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 357 893,63 $, taxes incluses, afin d'augmenter l'enveloppe des contingences et des incidences, pour la mise en oeuvre du projet de restauration de la maçonnerie et divers travaux connexes au Château Dufresne (0407), 2929 avenue Jeanne-d'Arc, Montréal, dans le cadre du contrat no 14293 accordé à St-Denis Thompson Inc. (CG19 0242), majorant ainsi le montant de la dépense totale du contrat de 4 856 308,96 $ à 5 214 202,60 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

Le contrat de construction du musée Château Dufresne a été octroyé le 22 mai 2019 pour un montant maximum de 4 856 308,96 $.
Les travaux relatifs au présent contrat consistent en diverses interventions afin d'effectuer une réfection de la maçonnerie et des travaux connexes. Ces travaux consistent notamment, mais sans s'y limiter, à :

- la réfection de la maçonnerie sur toutes les façades et reconstruction d'éléments d'origine;
- la réfection des toitures;
- le ragréage du béton et l'imperméabilisation des fondations;
- la fourniture et l'installation d'une nouvelle fenestration à l'intérieur des arches;
- la réalisation de travaux d'étaiement;
- le rehaussement du niveau du sol au périmètre du bâtiment;
- l'engazonnement et la protection des arbres existants;
- le démontage et la réinstallation de la terrasse existante en pavé uni;
- la démolition et la reconstruction des sauts-de-loup de part et d'autre du bâtiment;
- la décontamination à l'intérieur du bâtiment (1er et 2e sous-sol);
- l'aménagement d'une conciergerie et d'une salle d'entreposage;
- l'ajout de mobiliers d'ébénisterie pour un comptoir cuisine et rangements;
- toutes les interventions connexes requises en structure, civil, mécanique et électricité.

La gestion des travaux est complexe, car le bâtiment muséal demeure occupé et ouvert au public tout au long des travaux.

Le Service de la culture agit à titre de service partenaire-client. Dans le présent dossier, le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) agit à la fois à titre de service requérant et exécutant. Le SGPI a supervisé la réalisation de la conception détaillée, de l'élaboration des documents d'exécution (plans et cahier des charges), et effectue le suivi de la surveillance des travaux de construction du projet.

L'échéancier initial du projet prévoyait une fin des travaux au 22 novembre 2019.

Au 2 mars 2020, le chantier était avancé à 63 %.

Les contingences initiales autorisées de 760 671,73 $, taxes incluses, ont été utilisées à 44 % (332 386,44 $, taxes incluses). Solde : 428 285,29 $.

Les incidences initiales autorisées de 292 278,61 $, taxes incluses, ont été utilisées à 60 % (177 386,92$, taxes incluses). Solde : 114 891,69 $.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

GDD 1198009003 - CM19 1018
Autoriser une dépense additionnelle de 101 620,01 $, taxes incluses (contrat de base: 9 661,67 $ + contingences: 91 958,34 $), pour l'ajustement des honoraires professionnels en fonction du coût réel des travaux de construction pour la mise en œuvre du projet de restauration de la maçonnerie et divers travaux connexes au Château Dufresne, 2929 avenue Jeanne-d'Arc, dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve / Approuver un projet d'addenda no 1 modifiant la convention de services professionnels intervenue entre la Ville de Montréal, Réal Paul architecte et Groupe WSP Canada Inc. (CM15 0310), majorant ainsi le montant total du contrat de 298 965,47 $ à 400 585,48 $, taxes et contingences incluses.

GDD 1198009002 - CG19 0242
Accorder un contrat de construction à St-Denis Thompson Inc., pour la mise en œuvre du projet de restauration de la maçonnerie et divers travaux connexes au Château Dufresne, 2929 avenue Jeanne-D'Arc, Montréal - Dépense totale de 4 856 308,96$, taxes incluses - Appel d'offres public (#IMM-14293) - Trois (3) soumissionnaires.

GDD 1151029001 - CM15 0310
Accorder un contrat de services professionnels à Réal Paul Architecte et au Groupe WSP Canada Inc. pour la fourniture de services professionnels en architecture et en ingénierie pour la mise en œuvre du projet de restauration de la maçonnerie et travaux connexes du Château Dufresne (0407), pour une somme maximale de 298 965,47 $, taxes incluses - Appel d'offres public no. 14-13858 - Un seul soumissionnaire / Approuver un projet de convention à cette fin.

DESCRIPTION

En raison du niveau de vétusté du bâtiment, des exigences particulières relatives à la conservation du patrimoine et de l'occupation du musée durant la totalité des travaux, ceux -ci ont été ralentis. Certains travaux ont été retardés et/ou déplacés, notamment l'installation du mur rideau et des portes vitrées extérieures ainsi que les travaux d'aménagement extérieur.
À la suite de la négociation avec l'entrepreneur, l'échéancier maître révisé a été accepté sans frais de prolongation de la part de l'entrepreneur et sans frais de pénalité de la part de la Ville.

La fin des travaux prévue le 22 novembre 2019 est reportée au 30 juillet 2020.

Plusieurs éléments hors du contrôle de l'entrepreneur et de la Ville ont eu des incidences sur les coûts du projet.
Directives approuvées à ce jour, 332 386,44 $ incluant entre autres :

- Les déficiences importantes (fissures, pieux d'acier, etc.) découvertes en lien avec l'état des murs de fondation existants ne pouvaient être anticipées;
- La découverte archéologique d'une fondation d'origine;
- Travaux reliés à l'excavation et à l'imperméabilisation des fondations;
- Composition différente des dalles de béton au 2e sous-sol;
- Ajout de tranchées mécaniques pour le raccordement;
- Modification du nouveau mobilier intégré de la salle à manger au niveau du 1er sous-sol.

JUSTIFICATION

Contingences :

- Un montant total autorisé de 760 671,73 $.
- À ce jour, les directives de changement approuvées totalisent un montant de 332 386,44 $.

- Selon les estimations des professionnels et les prix soumis (réels et budgétaires) par l'entrepreneur, toutes les directives en négociation et/ou à émettre totalisent un montant de 440 469,36 $. Les coûts approuvés et estimés des directives totalisent 772 855,80 $ pour un écart négatif de 12 184,08 $.

- À ce montant, il est demandé des contingences additionnelles de 20 % sur les travaux restants (37 %) soit un montant de 281 448,54 $.

Par conséquent, il est demandé d'augmenter le budget de contingences du contrat pour un montant total de **293 632,62 $**, taxes incluses. Ce qui représente une augmentation de 8 %, faisant passer les contingences de base autorisées de 20 % à 28 %.

	Montants (tx incl.)
Contingences de base autorisées	760 671,73 $
Directives de changement approuvées à ce jour	332 386,44 $
Directives en négociation et/ou à émettre	440 469,36 $
Total montant des directives	772 855,80 $
Écart	(12 184,08 $)
Ajout de contingences additionnelles (20 % sur les travaux restants)	281 448,54 $
Total des contingences additionnelles demandées	**293 632,62 $**

La nécessité d'augmentation du budget de contingences est occasionnée par :

- L'épuisement plus rapide des contingences du contrat par rapport aux anticipations lors de l'octroi.
- Directives à venir : 440 469,36 $
- Il y a 40 avis de changement soumis par l'entrepreneur en négociation, dont entre autres :
  - Décontaminer une pièce d'entreposage et réfection complète comprenant des travaux de réparations du plancher d'origine, finition des murs et plafond et ajout de prises électriques;
  - Ajout de conduits vides et prises extérieures niveau terrasse arrière pour un

futur branchement à la suite de travaux en phase 2 sur l'augmentation de la capacité du panneau électrique;
- Réparation pleine épaisseur de la dalle de béton 1er sous-sol dans le coin de la salle à manger;
- Réaménagement de la rampe d'accès entre la salle de chaufferie et la conciergerie au 2e sous-sol;
- Réaménagement du plafond suspendu existant conservé et l'ajout d'une nouvelle retombée de gypse au 1er sous-sol;
- Travaux de réaménagement dans les locaux de la conciergerie et salle électrique;
- Modification de deux (2) cols de cygne sur la terrasse avant;
- Injections supplémentaires des fissures intérieures et extérieures, ce qui représente une augmentation de la quantité déjà prévue;
- Exécution de tranchée mécanique nécessaire pour le raccordement au drain français au 2e sous-sol;
- Ancienne ouverture de porte à remplir de béton au niveau des fondations;
- Mise en conformité des cinq (5) évents au toit.

Les alternatives évaluées en regard de cette situation :

- L'analyse technique des avis de changement par les professionnels (architecte et ingénieurs) a permis de réduire au maximum les coûts.

Incidences :

- Un montant total autorisé de 292 278,62 $.
- À ce jour, les incidences engagées totalisent un montant de 274 999,36 $.

- Une prévision d'incidences d'ici la fin du mandat pour un montant budgétaire de 64 294,02 $ pour :

GARDA - Patrouilles de sécurité supplémentaires
GARDA - Gardiennage supplémentaire
CIMA+ - Contrôleur de chantier
Art Solution - Entreposage supplémentaire
ADT - Installation de contacts pour nouvelles portes
ADT - Mise à jour des composantes (musée)
Nettoyage après les travaux
Aménagement paysager - Nouveaux arbustes

- Le budget d'incidences total estimé totalise 339 293,38 $ pour un écart négatif de 47 014,76 $.

- À ce montant, il est ajouté des incidences additionnelles demandées soit un montant de 17 246,25 $.

Par conséquent, il est demandé une augmentation totale de **64 261,01 $**, taxes incluses, des incidences.

	Montants (tx incl.)
Incidences de base autorisées	292 278,62 $
Incidences engagées à ce jour	274 999,36 $
Incidences en prévision d'ici la fin du mandat	64 294,02 $
Total montant des incidences	339 293,38 $

Écart	**(47 014,76 $)**
Ajout d'incidences générales additionnelles demandées	17 246,25 $
Total des incidences additionnelles demandées	**64 261,01 $**

La nécessité d'augmentation du budget d'incidences est occasionnée par :

- L'épuisement plus rapide des incidences du contrat par rapport aux anticipations lors de l'octroi.
- La durée estimée des travaux par les professionnels qui passe de 6 mois à un an.
- Les travaux reliés à l'alarme-intrusion ADT non inclus en phase conception. Changement au bail depuis la conception.
- La mise à jour des composantes du système alarme-intrusion ADT. Changement au bail depuis la conception.
- Impact dû à la situation du COVID-19 : Ajout de patrouilles de sécurité durant le chantier fermé alors que le système ADT n'est pas fonctionnel.
- Prolongation de la location d'espace d'entreposage temporaire chez Art Solution pour les œuvres du musée.
- Prolongation du soutien du contrôleur en chantier Cima+.

Les alternatives évaluées en regard de cette situation :

- L'analyse du bail en vigueur 2018-2028 en ce qui concerne la responsabilité de la prise en charge du système alarme-intrusion.
- Relevé et analyse technique par ADT du système alarme-intrusion existant.

Tableau récapitulatif du contrat de construction

	Montants autorisés (tx incl.)	**Montants additionnels demandés (tx incl.)**	Montants totaux (tx incl.)
Contrat de construction de base	3 803 358,63 $	**0,00 $**	3 803 358,63 $
Contingences	(20%) 760 671,73 $	**293 632,62 $**	(±28%) 1 054 304,35 $
Incidences générales	(5%) 190 167,93 $	**17 246,25 $**	207 414,18 $
Incidences spécifiques	102 110,68 $	**47 014,76 $**	149 125,44 $
Total	4 856 308,96 $	**357 893,63 $**	5 214 202,60 $

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le fait d'accorder cette augmentation de contingences et d'incidences nous permettra de livrer un projet qui répond aux besoins de maintien d'actif et permettra de protéger l'immeuble de détériorations plus graves.
En ce qui concerne les contingences, la portée des travaux incluse au projet est la même que celle définie dans le mandat original.

Le coût total maximal de cette dépense additionnelle de 357 893,63 $, taxes incluses, sera assumé comme suit :

- Un montant maximal de 326 804,59 $, net de ristourne, sera financé par le PTI 2019-2021 du SGPI sur le règlement d'emprunt du programme 38009-Programme de protection des bâtiments culturels.

Cette augmentation sera assumée à 100 % par la ville centre.

La dépense totale sera répartie comme suit :

357 893,63 $ en 2020

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les principes de la Politique de développement durable pour les édifices de la Ville de Montréal, adoptée en 2009 par le SGPI ainsi que les directives écologiques associées seront respectés.
Le projet s'inscrit dans une démarche globale liée au développement durable par la protection et la mise en valeur du patrimoine.

Ne peut être certifié LEED car les travaux ne permettent pas au projet de se conformer aux préalables de la certification ni au crédit d'économie d'énergie.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Tout retard dans l'approbation de l'augmentation de ce contrat aura un impact sur les opérations 2020 du musée Château Dufresne et les travaux en cours pourraient être arrêtés, faute de fonds.
Le refus de l'augmentation du présent contrat impliquera de devoir couper dans le programme des travaux afin de se conformer aux sommes disponibles, laissant fort probablement l'état des lieux partiellement en travaux inachevés.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Impact dû à la situation du COVID-19 :

- Arrêt du chantier depuis le 24 mars 2020;
- Ajout de patrouilles de sécurité durant le chantier fermé alors que le système ADT n’est pas fonctionnel;
- Prolongation de la location d’espace d’entreposage temporaire chez Art Solution pour les œuvres du musée.

L'entrepreneur est en mesure de reprendre l'exécution du chantier à la date autorisée par le gouvernement du Québec, soit à partir du 11 mai 2020.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n’est prévue.
Un protocole de visibilité est en vigueur et doit être appliqué par l’organisme partenaire.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début des travaux : 22 mai 2019
Autorisation de la dépense additionnelle : 18 juin 2020
Arrêt du chantier à la suite de la COVID-19 : 24 mars au 11 mai 2020
Fin reportée des travaux : 30 juillet 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Validation juridique avec commentaire :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Sandra PALAVICINI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Éric ST-HILAIRE
Concepteur des aménagements - immeubles

Tél : 514 872-9054
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-27

Jean CAPPELLI
Chef de division - Projets Corporatifs

Tél : 514-868-7854
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SOULIÈRES
Directeur - gestion de projets immobiliers
Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2020-04-30

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2020-05-19

SGPI

Division de la gestion immobilière
Section Corporatif

Projet : **Château Dufresne - réfection de la maçonnerie et travaux connexes**
2929 rue Jeanne-D'Arc, Montréal

Description : Contrat de construction 14293
contrat modifié majoré

				Tps 5,0%		Tvq 9,975%		Total
Contrat:	**Travaux forfaitaires**	**%**	**$**					
	Contrat de base autorisé		3 307 987,50					
	Sous-total - contrat de base :	100,0%	**3 307 987,50**	**165 399,38**		**329 971,75**		**3 803 358,63**
	Contingences de base	20,0%	661 597,50	33 079,88		65 994,35		760 671,73
Additionnels	Contingences additionnelles	8%	255 388,23	12 769,41		25 474,98		293 632,62
	Total - Contrat majoré :		**4 224 973,23**	**211 248,66**		**421 441,08**		**4 857 662,97**
	Incidences dépenses générales	5,0%	165 399,38	8 269,97		16 498,59		190 167,93
	Incidences dépenses spécifiques		88 811,20	4 440,56		8 858,92		102 110,68
Additionnels	Incidences générales additionnelles		15 000,00	750,00		1 496,25		17 246,25
Additionnels	Incidences spécifiques additionnelles		40 891,29	2 044,56		4 078,91		47 014,76
	Total - Incidences :		**310 101,87**	**15 505,09**		**30 932,66**		**356 539,62**
	Coût des travaux (Montant à autoriser)		**4 535 075,10**	**226 753,75**		**452 373,74**		**5 214 202,59**
Ristournes:	Tps	100,00%		226 753,75				226 753,75
	Tvq	50,0%				226 186,87		226 186,87
	Coût après rist. (Montant à emprunter)							**4 761 261,97**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1208009001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 357 893,63 $, taxes incluses, afin d'augmenter l'enveloppe des contingences et des incidences, pour la mise en oeuvre du projet de restauration de la maçonnerie et divers travaux connexes au Château Dufresne (0407), 2929 avenue Jeanne-d'Arc, Montréal, dans le cadre du contrat no 14293 accordé à St-Denis Thompson Inc. (CG19 0242), majorant ainsi le montant de la dépense totale du contrat de 4 856 308,96 $ à 5 214 202,60 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation juridique avec commentaire

COMMENTAIRES

Le montant de l'augmentation représente 28% de la valeur initiale du contrat.

Le service représente que les contingences initiales autorisées de 760 671,73$, taxes incluses, ont été utilisées à 44% (332 386.44$) taxes incluses, pour approuver des directives de changement et qu'elles ont été utilisées conformément au Règlement sur la gestion contractuelle.

Le service représente que les travaux additionnels de 440 469,36$ n'étaient pas inclus au mandat initial (sous réserve de ceux à prix unitaires), étaient imprévisibles, et sont nécessaires pour terminer la réalisation du projet.

À la lumière de ces informations et des faits propres à ce dossier, nous sommes d'avis que ces modifications peuvent être considérés comme étant accessoires au contrat principal au sens de l'article 573.3.0.4 de la LCV.

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sandra PALAVICINI
Avocate, droit contractuel
Tél : 514 872-1200

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-29

Marie-Andrée SIMARD
Notaire, chef de division
Tél : (514) 872-8323
Division : Droit contractuel

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1208009001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 357 893,63 $, taxes incluses, afin d'augmenter l'enveloppe des contingences et des incidences, pour la mise en oeuvre du projet de restauration de la maçonnerie et divers travaux connexes au Château Dufresne (0407), 2929 avenue Jeanne-d'Arc, Montréal, dans le cadre du contrat no 14293 accordé à St-Denis Thompson Inc. (CG19 0242), majorant ainsi le montant de la dépense totale du contrat de 4 856 308,96 $ à 5 214 202,60 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1198009002 - Dépense additionnelle Château Dufresne.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Agent comptable analyste - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514 872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-28

Diane NGUYEN
Conseillère budgétaire

Tél : 514 872-0549
Division : Service des finances - Point de service HDV

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.013

2020/06/03
08:30

Dossier # : 1202968007

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division de l'exploitation_innovation et gestion des déplacements
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Construction NRC Inc., pour la réalisation de travaux électriques de signalisation lumineuse à 25 intersections de la Ville de Montréal, pour une période de 14 semaines - Dépense totale de 329 663,45 $, taxes incluses (contrat : 274 719,54 $ + contingences : 54 943,91 $) - Appel d'offres public 447934 - 5 soumissionnaires

Il est recommandé :

1. d'accorder à Construction NRC Inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux électriques de signalisation lumineuse, à 25 intersections de la Ville de Montréal, pour une période de 14 semaines, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 274 719,54 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 447934;

2. d'autoriser une dépense de 54 943,91 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-05-20 17:27

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1202968007**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division de l'exploitation_innovation et gestion des déplacements
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Construction NRC Inc., pour la réalisation de travaux électriques de signalisation lumineuse à 25 intersections de la Ville de Montréal, pour une période de 14 semaines - Dépense totale de 329 663,45 $, taxes incluses (contrat : 274 719,54 $ + contingences : 54 943,91 $) - Appel d'offres public 447934 - 5 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Les besoins en lien avec les feux de circulation sont en perpétuel changement. La Ville de Montréal doit constamment mettre à jour ses infrastructures de feux de circulation afin de maintenir la pérennité des équipements installés et d'assurer un niveau optimal dans la gestion des déplacements, tant au niveau de la sécurité, de la mobilité que du développement durable.

Les interventions aux feux de circulation ont pour objectifs de :

- Favoriser un transfert modal des usagers de la route vers le transport collectif par l'implantation de mesures préférentielles aux feux de circulation pour les bus;
- Encourager le transport actif par l'implantation de feux pour les piétons, pour les personnes ayant une déficience visuelle et les cyclistes;
- Modifier les feux de circulation dans le cadre de réaménagements de rues effectués par la Ville;
- Soutenir les efforts mis en place dans le cadre de l'approche «Vision Zéro» par la modification de la signalisation lumineuse;
- Prévenir la désuétude des équipements de feux de circulation;
- Diminuer les impacts négatifs de la congestion routière dans une perspective de développement durable.

Il est important de souligner que les interventions prévues au présent contrat, impliquent l'ajout systématique des têtes de feux pour piétons afin d'assurer des déplacements actifs sécuritaires, tel que prévu au Guide de conception des feux pour piétons de la Ville de Montréal. Ce contrat répond aussi à l'engagement de réviser le mode de protection des piétons, dès cette année, pour l'ensemble des feux de circulation du territoire de la Ville et ce, à raison d'un minimum de 250 interventions par année, sur une période maximale de 8 ans.

Dans le but d'effectuer la mise à niveau des feux de circulation, la Division gestion de

projets et économie de la construction (DGPEC) du Service des infrastructures du réseau routier (SIRR) a procédé à l'appel d'offres 447934. Lancé le 12 février 2020 pour une période de 21 jours de calendrier, il a été publié dans SEAO et dans le Journal de Montréal. Les soumissions sont valides pour une durée de 120 jours de calendrier, soit jusqu'au 3 juillet 2020.

Un seul addenda en lien avec cet appel d'offres a été publié le 24 février 2020 :

- Amendement au devis et au bordereau de soumission;
- Réponses aux questions des preneurs du cahier de charges.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 1251 - 11 décembre 2019 - Adoption du Programme triennal d'immobilisations (PTI) 2020-2022 de la Ville de Montréal.

CM19 0043 - 28 janvier 2019 - Accorder un contrat à Néolect Inc. pour la réalisation de travaux électriques de signalisation lumineuse à divers endroits du réseau routier de la Ville de Montréal, pour une période de 18 mois. Dépense totale : 1 681 858,37 $, taxes incluses (montant du contrat : 764 481,08 $; contingences : 152 896,22 $; incidences : 764 481,08 $) - Appel d'offres public 447910 - (7 soumissionnaires).

CM19 0042 - 28 janvier 2019 - Accorder un contrat à Néolect inc. pour la réalisation de travaux électriques de signalisation lumineuse à divers endroits du réseau routier de la Ville de Montréal, pour une période de 18 mois - Dépense totale de 2 360 743,53 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 447920 (6 soum.).

DESCRIPTION

En vue d'améliorer la sécurité des usagers, le présent contrat de travaux électriques de signalisation lumineuse comprend les modifications suivantes :

- L'ajout de feux à décompte numérique pour les piétons;
- Une modification au cycle de fonctionnement des feux en fonction du nouveau guide de conception des feux pour piétons.

Ces interventions permettront à la Ville d'atteindre l'objectif de reviser le mode de protection des piétons à un minimum de 250 intersections cette année.

À noter que le choix de recourir à une série de contrats de petite taille plutôt qu'à un seul contrat de grande envergure repose sur deux éléments principaux. D'une part, ceci permet de respecter la capacité de réalisation des plans et devis à l'interne et de procéder à la réalisation des travaux au fur et à mesure. D'autre part, compte tenu de la taille modeste de plusieurs entrepreneurs aptes à soumissionner pour ces travaux, la division en plusieurs contrats permet une réalisation simultanée des différents contrats par différents entrepreneurs. Ceci a également pour effet de favoriser une saine compétition entre les entrepreneurs.

Des contingences représentant 20 % de la valeur du contrat doivent être ajoutées, entre autres, pour couvrir les imprévus pouvant survenir lors de l'installation des différents équipements (par exemple, le déplacement de coffrets de télécommunication si certains

conduits souterrains s'avéraient bloqués, le besoin de tests additionnels pour calibrer les détecteurs véhiculaires, etc.).

JUSTIFICATION

Sur un total de 6 preneurs du cahier de charges, 5 firmes ont déposé une soumission conforme, soit 83 %. Un preneur du cahier de charges s'est désisté parce qu'il a agit à titre de sous-traitant.

Résultats de l'appel d'offres :

Soumissions conformes	Prix soumis (taxes incluses)	Contingences de 20 % (taxes incluses)	Total (taxes incluses)
Construction NRC Inc.	274 719,54 $	54 943,91 $	329 663,45 $
Laurin Laurin (1991) Inc.	329 474,66 $	65 894,93 $	395 369,59 $
Bruneau Électrique Inc.	349 623,74 $	69 924,75 $	419 548,49 $
Néolect Inc.	399 076,50 $	79 815,30 $	478 891,80 $
Pierre Brossard (1981) Ltée	574 664,71 $	114 932,94 $	689 597,65 $
Dernière estimation réalisée ($)	336 371,72 $	67 274,34 $	403 646,06 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)			- 73 982,62 $ - 18,3 %
Écart entre la deuxième plus basse conforme et la plus basse ($) Écart entre la deuxième plus basse conforme et la plus basse (%)			65 706,14 $ 19,9 %

La dernière estimation a été réalisée à l'interne par la Division exploitation, innovation et gestion des déplacements (DEIGD).

L'écart entre la plus basse soumission conforme et la dernière estimation est favorable à la Ville et s'explique par la stratégie d'affaires agressive de l'adjudicataire, démontrée par une offre de prix très bas lors du dépôt de sa soumission.

L'écart entre la 2e plus basse soumission conforme et la plus basse est aussi attribuable à cette même stratégie d'affaires.

Lors de l'analyse des soumissions par la DGPEC, les prix de soumission et l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public de l'Autorité des marchés publics (AMP) ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions. Une autorisation de l'AMP valide, obtenue le 16 août 2019, venant à échéance le 15 août 2022, a été déposée avec la soumission de l'adjudicataire (voir pièce jointe).

Cependant, seuls les autres documents fournis avec les 2 plus basses soumissions ont été vérifiés. Les validations suivantes ont été effectuées :

- Les soumissionnaires ne font pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ);
- Une attestation valide de Revenu Québec (RQ) a été déposée avec la soumission;
- Les soumissionnaires respectent le Règlement du conseil de la ville sur la gestion contractuelle (18-038);

- Les soumissionnaires ne font pas partie de la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal de ce contrat de 329 663,45 $ (taxes incluses), incluant des contingences de 54 943,91 $ sera assumé comme suit :

Un montant maximal de 301 026,67 $ net de ristourne sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale 16-019 – Achat et l'installation d'équipements pour la mise aux normes des feux de circulation et la gestion de la circulation.

Le budget net requis pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible pour le PTI 2020 -2022 et est réparti comme suit pour chacune des années (en milliers de $) :

Programme	2020	2021	2022	TOTAL
59002 – Programme de mise aux normes des feux de circulation	302	0	0	302

Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre.

Le détail des informations comptables se trouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'amélioration continue et le maintien des actifs de feux de circulation s'inscrivent dans une perspective de développement durable de différentes façons. En effet, les modifications apportées aux feux permettent d'améliorer les conditions de circulation et la mobilité des personnes en optimisant l'utilisation des infrastructures existantes. Ces modifications visent à augmenter la part modale des déplacements à pied, à vélo ou en transport en commun, en intégrant de nouveaux paramètres favorables, aux piétons et aux personnes à mobilité réduite, pour des déplacements plus sécuritaires.
En favorisant une mobilité plus efficace sur le réseau routier, notamment pour les transports actifs et collectifs, l'amélioration continue des feux favorise le développement économique de Montréal tout en minimisant les émissions de gaz à effet de serre liées au domaine du transport. Cette amélioration est en lien avec l'action 1 du Plan d'action de l'administration municipale du Plan Montréal durable 2016-2020.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans la possibilité d'accorder ce contrat pour améliorer les feux de circulation, il serait difficile d'atteindre les objectifs poursuivis dans le cadre de la révision du mode de protection des piétons à 250 intersections, de l'approche «Vision Zéro» et du Plan Montréal durable 2016-2020. En effet, l'installation des feux à décompte numérique pour les piétons, des signaux sonores pour les personnes ayant une déficience visuelle, ou des feux pour les cyclistes pourrait être retardée. Les impacts sur la sécurité et la mobilité seraient importants pour les usagers, notamment les plus vulnérables. De plus, des projets tels que les mesures préférentielles (feux chandelles) pour la Société de transport de Montréal (STM) ainsi que les mesures prioritaires pour les véhicules d'urgence du Service sécurité incendie de Montréal (SSIM) seraient compromis.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans le contexte de la pandémie attribuable à la Covid-19, l'échéancier du mandat de l'adjudicataire pourrait subir des changements en raison d'un manque de personnel ou des restrictions imposées par la Direction de la santé publique.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 3 juin 2020

- Octroi du contrat : juin 2020
- Réalisation des travaux : juin à septembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Véronique PARENTEAU, Service des infrastructures du réseau routier

Lecture :

Véronique PARENTEAU, 14 avril 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvain PROVOST
Agent technique principal - Systèmes de transport intelligent

Tél : 514 872-9019
Télécop. : 514 872-9458

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-30

Hugues BESSETTE
Chef de Division ing.

Tél : 514 872-5798
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Valérie G GAGNON
Directrice
Tél : 514 868-3871
Approuvé le : 2020-05-14

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2020-05-14

RÉSUMÉ DES INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT PRELIMINAIRE

Réalisé par la Direction des infrastructures (SIRR)

Identification

No de l'appel d'offres : 447934 — No du GDD : 1202968007

Titre de l'appel d'offres : SP-2020-08 Travaux électriques de signalisation lumineuse (25 projets)

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 12 - 2 - 2020 — Ouverture originalement prévue le : 5 - 3 - 2020

Ouverture faite le : 5 - 3 - 2020 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 21 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 1

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 6 — Nbre de soumissions reçues : 5 — % de réponses : 83

Nbre de soumissions rejetées : 0 — % de rejets : 0,0

Soumission(s) rejetée(s) (nom) | Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs — Date d'échéance initiale : 3 - 7 - 2020

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée : JJ - MM - AAAA

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes *Les prix de soumission et l'AMP ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions. Cependant, seuls les autres documents fournis avec les 2 plus basses soumissions ont été vérifiés*	Prix soumis incluant les taxes (et corrections le cas échéant) **Total $**
CONSTRUCTION N.R.C. INC.	274 719,54
LAURIN, LAURIN (1991) INC.	329 474,66
BRUNEAU ELECTRIQUE INC.	349 623,74
NEOLECT INC.	399 076,50
PIERRE BROSSARD (1981) LTEE	574 664,71

Estimation **interne** 336 371,72

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation **-18,3%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse **19,9%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** ☐ **NON** X

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ		x	AMP		x	***Joindre l'attestation de l'AMP, le cas échéant***
RENA		x	Revenu Qc		x	

Préparé par l'équipe Sollicitation des marchés et conformité de la Division de la gestion de projets et économie de la construction

Autorité
des marchés publics
Québec

7-1

Le 16 août 2019

CONSTRUCTION N.R.C. INC.
A/S MONSIEUR YVES COHONNER
160, RUE DESLAURIERS
SAINT-LAURENT (QC) H4N 1V8

No de décision : 2019-DAMP-0710
N° de client : 2700018673

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous N.R.C. CONSTRUCTION INC., le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). CONSTRUCTION N.R.C. INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **15 août 2022** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer au site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics

Chantal Hamel

525 René-Lévesque Est,
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone sans frais : 1 888 335-5550
Télécopieur sans frais 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 447934
Numéro de référence : 1344661
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : SP-2020-08 Travaux électriques de signalisation lumineuse (25 projets)

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Bruneau Électrique Inc. 527 boul Dollard Joliette, QC, J6E 4M5	Monsieur Eric Bruneau Téléphone : 450 759-6606 Télécopieur : 450 759-2653	**Commande : (1698494)** 2020-02-13 8 h 08 **Transmission :** 2020-02-13 8 h 08	3261556 - AO447934 Addenda 01 2020-02-24 13 h 12 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Construction NRC Inc. 160 rue Deslauriers Arr. St-Laurent Montréal, QC, H4N 1V8	Madame Iulia Savescu Téléphone : 514 331-7944 Télécopieur : 514 331-2295	**Commande : (1701387)** 2020-02-18 12 h 20 **Transmission :** 2020-02-18 12 h 28	3261556 - AO447934 Addenda 01 2020-02-24 13 h 12 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Laurin et Laurin (1991) Inc.. 12000 Arthur Sicard Mirabel, QC, J7J 0E9 http://www.laurinlaurin.ca	Madame Martine Chouinard Téléphone : 450 435-9551 Télécopieur : 450 435-2662	**Commande : (1698695)** 2020-02-13 9 h 53 **Transmission :** 2020-02-13 9 h 53	3261556 - AO447934 Addenda 01 2020-02-24 13 h 12 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Neolect Inc. 104 boul Montcalm Nord Candiac, QC, J5R 3L8	Madame Marjolaine Émond Téléphone : 450 659-5457 Télécopieur : 450 659-9265	**Commande : (1697745)** 2020-02-12 8 h 15 **Transmission :** 2020-02-12 8 h 39	3261556 - AO447934 Addenda 01 2020-02-24 13 h 12 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Pierre Brossard 1981 Ltée 9595 Rue Ignace Brossard, QC, J4Y 2P3	Monsieur Marc Desautels Téléphone : 450 659-9641 Télécopieur : 450 659-4068	**Commande : (1699416)** 2020-02-14 9 h 03 **Transmission :** 2020-02-14 9 h 03	3261556 - AO447934 Addenda 01 2020-02-24 13 h 12 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Systèmes Urbains Inc. 23, avenue Milton Montréal, QC, H8R 1K6 http://www.systemesurbains.com	Monsieur Francis Duchesne Téléphone : 514 321-5205 Télécopieur : 514 321-5835	**Commande : (1698606)** 2020-02-13 9 h 13 **Transmission :** 2020-02-13 9 h 13	3261556 - AO447934 Addenda 01 2020-02-24 13 h 12 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1202968007

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division de l'exploitation_innovation et gestion des déplacements
Objet :	Accorder un contrat à Construction NRC Inc., pour la réalisation de travaux électriques de signalisation lumineuse à 25 intersections de la Ville de Montréal, pour une période de 14 semaines - Dépense totale de 329 663,45 $, taxes incluses (contrat : 274 719,54 $ + contingences : 54 943,91 $) - Appel d'offres public 447934 - 5 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1202968007.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hui LI
Préposée au budget
Tél : 514 872-3580

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-06

Fidel COTÉ-FILIATRAULT
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-7652
Division : Service des finances , Direction des revenus

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.014

2020/06/03
08:30

Dossier # : 1202968009

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division de l'exploitation_innovation et gestion des déplacements
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Pierre Brossard (1981) Ltée, pour la réalisation de travaux civils et électriques de signalisation lumineuse à 10 intersections de la Ville de Montréal, pour une période de 21 semaines - Dépense totale de 3 859 983,38 $, taxes incluses (contrat : 3 216 652,82 $ + contingences : 643 330,56 $) - Appel d'offres public 447937 - 4 soumissionnaires

Il est recommandé :

1. d'accorder à Pierre Brossard (1981) Ltée, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux civils et électriques de signalisation lumineuse, à 10 intersections de la Ville de Montréal, pour une période de 21 semaines, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 3 216 652,82 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 447937;

2. d'autoriser une dépense de 643 330,56 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-05-20 17:29

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1202968009**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division de l'exploitation_innovation et gestion des déplacements
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Pierre Brossard (1981) Ltée, pour la réalisation de travaux civils et électriques de signalisation lumineuse à 10 intersections de la Ville de Montréal, pour une période de 21 semaines - Dépense totale de 3 859 983,38 $, taxes incluses (contrat : 3 216 652,82 $ + contingences : 643 330,56 $) - Appel d'offres public 447937 - 4 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Les besoins en lien avec les feux de circulation sont en perpétuel changement. La Ville de Montréal doit constamment mettre à jour ses infrastructures de feux de circulation afin de maintenir la pérennité des équipements installés et d'assurer un niveau optimal dans la gestion des déplacements, tant au niveau de la sécurité, de la mobilité que du développement durable.

Les interventions aux feux de circulation ont pour objectifs de :

- Favoriser un transfert modal des usagers de la route vers le transport collectif par l'implantation de mesures préférentielles aux feux de circulation pour les bus;
- Encourager le transport actif par l'implantation de feux pour les piétons, pour les personnes ayant une déficience visuelle et les cyclistes;
- Modifier les feux de circulation dans le cadre de réaménagements de rues effectués par la Ville;
- Soutenir les efforts mis en place dans le cadre de l'approche «Vision Zéro» par la modification de la signalisation lumineuse;
- Prévenir la désuétude des équipements de feux de circulation;
- Diminuer les impacts négatifs de la congestion routière dans une perspective de développement durable.

Il est important de souligner que les interventions prévues au présent contrat, impliquent l'ajout systématique des têtes de feux pour piétons afin d'assurer des déplacements actifs sécuritaires, tel que prévu au Guide de conception des feux pour piétons de la Ville de Montréal. Ce contrat répond aussi à l'engagement de réviser le mode de protection des piétons, dès cette année, pour l'ensemble des feux de circulation du territoire de la Ville et ce, à raison d'un minimum de 250 interventions par année, sur une période maximale de 8 ans.

Dans le but d'effectuer la mise à niveau des feux de circulation, la Division gestion de

projets et économie de la construction (DGPEC) du Service des infrastructures du réseau routier (SIRR) a procédé à l'appel d'offres 447937. Lancé le 12 février 2020 pour une période de 21 jours de calendrier, il a été publié dans SEAO et dans le Journal de Montréal. Les soumissions sont valides pour une durée de 120 jours de calendrier, soit jusqu'au 3 juillet 2020.

Un seul addenda en lien avec cet appel d'offres a été publié le 2 mars 2020 :

- Amendement au devis et au bordereau de soumission;
- Réponses aux questions des preneurs du cahier de charges.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 1251 - 11 décembre 2019 - Adoption du Programme triennal d'immobilisations (PTI) 2020-2022 de la Ville de Montréal.

CM19 0043 - 28 janvier 2019 - Accorder un contrat à Néolect Inc. pour la réalisation de travaux électriques de signalisation lumineuse à divers endroits du réseau routier de la Ville de Montréal, pour une période de 18 mois. Dépense totale : 1 681 858,37 $, taxes incluses (montant du contrat : 764 481,08 $; contingences : 152 896,22 $; incidences : 764 481,08 $) - Appel d'offres public 447910 - (7 soumissionnaires).

CM19 0042 - 28 janvier 2019 - Accorder un contrat à Néolect inc. pour la réalisation de travaux électriques de signalisation lumineuse à divers endroits du réseau routier de la Ville de Montréal, pour une période de 18 mois - Dépense totale de 2 360 743,53 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 447920 (6 soum.).

DESCRIPTION

En vue d'améliorer la sécurité des usagers, le présent contrat de travaux civils et électriques de signalisation lumineuse comprend les modifications suivantes :

- Des feux à décompte numérique pour les piétons (8);
- Des signaux sonores pour les personnes ayant une déficience visuelle (1);
- Des feux prioritaires dans le cadre des mesures préférentielles pour autobus (3);
- Des détecteurs véhiculaires pour optimiser et sécuriser les mouvements véhiculaires (3).

De plus, 5 intersections comprennent aussi une mise à niveau complète des équipements :

- Remplacer les éléments de la signalisation lumineuse non conformes par rapport aux normes édictées par le Ministère des transports du Québec (Tome V);
- Changer les lentilles fonctionnant avec des ampoules incandescentes par des lentilles à diode électroluminescente (DEL) pour des économies d'énergie;
- Repositionner ou ajouter des têtes de feux, lorsque requis, pour respecter les nouvelles normes de visibilité;
- Ajouter des moniteurs de conflits et remplacer des contrôleurs de feux de circulation électromécaniques par des contrôleurs électroniques;
- Remplacer des bases de fûts et construire / reconstruire des conduits souterrains.

Des contingences représentant 20 % de la valeur du contrat doivent être ajoutées, entre

autres, pour couvrir les imprévus pouvant survenir lors de l'installation des différents équipements (par exemple, le déplacement de coffrets de télécommunication si certains conduits souterrains s'avéraient bloqués, le besoin de tests additionnels pour calibrer les détecteurs véhiculaires, etc.).

JUSTIFICATION

Sur un total de 4 preneurs du cahier de charges, 3 firmes ont déposé une soumission conforme, soit une proportion de 75%. Un preneur du cahier de charges s'est désisté parce qu'il a agit à titre de sous-traitant.

Résultats de l'appel d'offres :

Soumissions conformes	Prix soumis (taxes incluses)	Contingences de 20 % (taxes incluses)	Total (taxes incluses)
Pierre Brossard (1981) Ltée	3 216 652,82 $	643 330,56 $	3 859 983,38 $
Bruneau Électrique Inc.	3 439 459,88 $	687 891,98 $	4 127 351,86 $
Néolect Inc.	4 253 180,26 $	850 636,05 $	5 103 816,31 $
Dernière estimation réalisée ($)	2 874 369,86 $	574 873,97 $	3 449 243,83 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)			410 739,55 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)			11,9 %
Écart entre la deuxième plus basse conforme et la plus basse ($)			267 368,48 $
Écart entre la deuxième plus basse conforme et la plus basse (%)			6,9 %

La dernière estimation a été réalisée à l'interne par la Division exploitation, innovation et gestion des déplacements (DEIGD).

L'écart entre la plus basse soumission conforme et la dernière estimation s'explique par un calendrier de travail très serré, soit la réalisation de travaux, incluant une partie civile, à 10 intersections et ce, en l'espace de 21 semaines. Les soumissionnaires ont dans l'ensemble tenu compte d'un facteur de risques lors du dépôt de leur offre.

L'écart entre la 2e plus basse et la plus basse soumission conforme est acceptable.

Lors de l'analyse des soumissions par la DGPEC, les prix de soumission et l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public de l'Autorité des marchés publics (AMP) ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions. Une autorisation de l'Autorité des marchés financiers (AMF) obtenue, avant la création de l'AMP, le 5 juillet 2017 qui venait à échéance le 30 avril 2020, a été déposée avec la soumission de l'adjudicataire (voir pièce jointe). En date du 5 mai 2020, le nom de l'entreprise Pierre Brossard (1981) Ltée figure sur la liste du Registre des entreprises admissibles (REA) de l'AMP (voir pièce jointe). Cependant, seuls les autres documents fournis avec les 2 plus basses soumissions ont été vérifiés. Les vérifications suivantes ont été effectuées :

- Les soumissionnaires ne font pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ);

- Les soumissionnaires ont déposé une attestation valide de Revenu Québec (RQ) avec la soumission;
- Les soumissionnaires respectent le Règlement du conseil de la ville sur la gestion contractuelle (18-038);
- Les soumissionnaires ne font pas partie de la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal de ce contrat de 3 859 983,38 $ (taxes incluses), incluant des contingences de 643 330,56 $ sera assumé comme suit :
Un montant maximal de 3 524 679,32 $ net de ristourne sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale 19-001 – Achat et installation de feux de circulation.

Le budget net requis pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible pour le PTI 2020 -2022 et est réparti comme suit pour chacune des années (en milliers de $) :

Programme	2020	2021	2022	TOTAL
59000 – Programme maintien et amélioration de l'actif des feux de circulation	3 524	0	0	3 524

Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre.

Le détail des informations comptables se trouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'amélioration continue et le maintien des actifs de feux de circulation s'inscrivent dans une perspective de développement durable de différentes façons. En effet, les modifications apportées aux feux permettent d'améliorer les conditions de circulation et la mobilité des personnes en optimisant l'utilisation des infrastructures existantes. Ces modifications visent à augmenter la part modale des déplacements à pied, à vélo ou en transport en commun, en intégrant de nouveaux paramètres favorables, aux piétons et aux personnes à mobilité réduite, pour des déplacements plus sécuritaires.
En favorisant une mobilité plus efficace sur le réseau routier, notamment pour les transports actifs et collectifs, l'amélioration continue des feux favorise le développement économique de Montréal tout en minimisant les émissions de gaz à effet de serre liées au domaine du transport. Cette amélioration est en lien avec l'action 1 du Plan d'action de l'administration municipale du Plan Montréal durable 2016-2020.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans la possibilité d'accorder ce contrat pour améliorer les feux de circulation, il serait difficile d'atteindre les objectifs poursuivis dans le cadre de la révision du mode de protection des piétons à 250 intersections par année, de l'approche «Vision Zéro» et du Plan Montréal durable 2016-2020. En effet, l'installation des feux à décompte numérique pour les piétons, des signaux sonores pour les personnes ayant une déficience visuelle, ou des feux pour les cyclistes pourrait être retardée. Les impacts sur la sécurité et la mobilité seraient importants pour les usagers, notamment les plus vulnérables. De plus, des projets tels que les mesures préférentielles (feux chandelles) pour la Société de transport de Montréal (STM) ainsi que les mesures prioritaires pour les véhicules d'urgence du Service sécurité incendie de Montréal (SSIM) seraient compromis.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans le contexte de la pandémie attribuable à la Covid-19, l'échéancier du mandat de l'adjudicataire pourrait subir des changements en raison d'un manque de personnel ou des restrictions imposées par la Direction de la santé publique.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil municipal : 15 juin 2020

- Octroi de contrat : juin 2020
- Réalisation des travaux : juillet à novembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Annie LANEUVILLE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Véronique PARENTEAU, Service des infrastructures du réseau routier

Lecture :

Véronique PARENTEAU, 4 mai 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2020-03-30
Sylvain PROVOST Agent technique principal - Systèmes de transport intelligent	Hugues BESSETTE Chef de Division ing.
Tél : 514 872-9019	**Tél :** 514 872-5798

Télécop. : 514 872-9458 **Télécop. :**

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Valérie G GAGNON
Directrice
Tél : 514 868-3871
Approuvé le : 2020-05-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2020-05-20

RÉSUMÉ DES INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Réalisé par la Direction des infrastructures (SIRR)

Identification

No de l'appel d'offres : 447937 — No du GDD : 1202968009

Titre de l'appel d'offres : SP-2020-05 Travaux civils et électriques de signalisation lumineuse (10 projets)

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 12 - 2 - 2020 — Ouverture originalement prévue le : 5 - 3 - 2020

Ouverture faite le : 5 - 3 - 2020 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 21 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 1

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 4 — Nbre de soumissions reçues : 3 — % de réponses : 75

Nbre de soumissions rejetées : 0 — % de rejets : 0,0

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs — Date d'échéance initiale : 3 - 7 - 2020

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée : JJ - MM - AAAA

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes *Les prix de soumission et l'AMP ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions. Cependant, seuls les autres documents fournis avec les 2 plus basses soumissions ont été vérifiés*	Prix soumis incluant les taxes (et corrections le cas échéant) **Total $**
PIERRE BROSSARD (1981) LTEE	3 216 652,82
BRUNEAU ELECTRIQUE INC.	3 439 459,88
NEOLECT INC.	4 253 180,26

Estimation	**interne**	2 874 369,86

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation : **11,9%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse : **6,9%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** ☐ **NON** X

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ	☐	x	AMP	☐	x	***Joindre l'attestation de l'AMP, le cas échéant***
RENA	☐	x	Revenu Qc	☐	x	

Préparé par l'équipe Sollicitation des marchés et conformité de la Division de la gestion de projets et économie de la construction

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 5 juillet 2017

PIERRE BROSSARD (1981) LTÉE
A/S MONSIEUR BERNARD BROSSARD
9595, IGNACE
BROSSARD (QC) J4Y 2P3

N° de décision : 2017-CPSM-1037935
N° de client : 3000235692

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). PIERRE BROSSARD (1981) LTÉE demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **30 avril 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 447937
Numéro de référence : 1344688
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : SP-2020-05 Travaux civils et électriques de signalisation lumineuse (10 projets)

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Bruneau Électrique Inc. 527 boul Dollard Joliette, QC, J6E 4M5	Monsieur Eric Bruneau Téléphone : 450 759-6606 Télécopieur : 450 759-2653	**Commande : (1698505)** 2020-02-13 8 h 15 **Transmission :** 2020-02-13 8 h 15	3266627 - 447937 Addenda n°1 2020-03-02 11 h 35 - Courriel 3266629 - DNI 400_402_601 2020-03-02 11 h 37 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Neolect Inc. 104 boul Montcalm Nord Candiac, QC, J5R 3L8	Madame Marjolaine Émond Téléphone : 450 659-5457 Télécopieur : 450 659-9265	**Commande : (1698034)** 2020-02-12 11 h 28 **Transmission :** 2020-02-12 15 h 54	3266627 - 447937 Addenda n°1 2020-03-02 11 h 35 - Courriel 3266629 - DNI 400_402_601 2020-03-02 11 h 37 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Pierre Brossard 1981 Ltée 9595 Rue Ignace Brossard, QC, J4Y 2P3	Monsieur Marc Desautels Téléphone : 450 659-9641 Télécopieur : 450 659-4068	**Commande : (1699476)** 2020-02-14 9 h 33 **Transmission :** 2020-02-14 9 h 33	3266627 - 447937 Addenda n°1 2020-03-02 11 h 35 - Courriel 3266629 - DNI 400_402_601 2020-03-02 11 h 37 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Systèmes Urbains Inc. 23, avenue Milton Montréal, QC, H8R 1K6 http://www.systemesurbains.com	Monsieur Francis Duchesne Téléphone : 514 321-5205 Télécopieur : 514 321-5835	**Commande : (1698806)** 2020-02-13 10 h 42 **Transmission :** 2020-02-13 10 h 42	3266627 - 447937 Addenda n°1 2020-03-02 11 h 35 - Courriel 3266629 - DNI 400_402_601 2020-03-02 11 h 37 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1202968009

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division de l'exploitation_innovation et gestion des déplacements
Objet :	Accorder un contrat à Pierre Brossard (1981) Ltée, pour la réalisation de travaux civils et électriques de signalisation lumineuse à 10 intersections de la Ville de Montréal, pour une période de 21 semaines - Dépense totale de 3 859 983,38 $, taxes incluses (contrat : 3 216 652,82 $ + contingences : 643 330,56 $) - Appel d'offres public 447937 - 4 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1202968009-Certification de fonds.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Annie LANEUVILLE
Préposée au budget
Tél : 514 872-9964

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-13

Fidel COTÉ-FILIATRAULT
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-7652
Division : Service des finances ,Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.015

2020/06/03
08:30

Dossier # : 1202968011

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division de l'exploitation_innovation et gestion des déplacements
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Bruneau Electrique Inc., pour la réalisation de travaux électriques de signalisation lumineuse à 25 intersections de la Ville de Montréal, pour une période de 12 semaines - Dépense totale de 599 621,71 $, taxes incluses (contrat : 499 684,76 $ + contingences : 99 936,95 $) - Appel d'offres public 461711 - 5 soumissionnaires

Il est recommandé :

1. d'accorder à Bruneau Électrique Inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux électriques de signalisation lumineuse, à 25 intersections de la Ville de Montréal, pour une période de 12 semaines, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 499 684,76 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 461711;

2. d'autoriser une dépense de 99 936,95 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-05-20 17:52

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1202968011**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division de l'exploitation_innovation et gestion des déplacements
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Bruneau Electrique Inc., pour la réalisation de travaux électriques de signalisation lumineuse à 25 intersections de la Ville de Montréal, pour une période de 12 semaines - Dépense totale de 599 621,71 $, taxes incluses (contrat : 499 684,76 $ + contingences : 99 936,95 $) - Appel d'offres public 461711 - 5 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Les besoins en lien avec les feux de circulation sont en perpétuel changement. La Ville de Montréal doit constamment mettre à jour ses infrastructures de feux de circulation afin de maintenir la pérennité des équipements installés et d'assurer un niveau optimal dans la gestion des déplacements, tant au niveau de la sécurité, de la mobilité que du développement durable.

Les interventions aux feux de circulation ont pour objectifs de :

- Favoriser un transfert modal des usagers de la route vers le transport collectif par l'implantation de mesures préférentielles aux feux de circulation pour les bus;
- Encourager le transport actif par l'implantation de feux pour les piétons, les personnes ayant une déficience visuelle et les cyclistes;
- Modifier des feux de circulation dans le cadre de réaménagements de rues effectués par la Ville;
- Soutenir les efforts mis en place dans le cadre de l'approche «Vision Zéro» par la modification de la signalisation lumineuse;
- Prévenir la désuétude des équipements de feux de circulation;
- Diminuer les impacts négatifs de la congestion routière dans une perspective de développement durable.

Il est important de souligner que les interventions prévues au présent contrat, impliquent l'ajout systématique des têtes de feux pour piétons afin d'assurer des déplacements actifs sécuritaires, tel que prévu au Guide de conception des feux pour piétons de la Ville de Montréal. Ce contrat répond aussi à l'engagement de réviser le mode de protection des piétons, dès cette année, pour l'ensemble des feux de circulation du territoire de la Ville et ce, à raison d'un minimum de 250 interventions par année, sur une période maximale de 8 ans.

Dans le but d'effectuer la mise à niveau des feux de circulation, la Division gestion de projets et économie de la construction (DGPEC) au Service des infrastructures du réseau routier (SIRR) a procédé à l'appel d'offres 461711. Lancé le 24 février 2020 pour une période de 21 jours de calendrier, il a été publié dans SEAO et dans le Journal de Montréal. Les soumissions sont valides pour une durée de 120 jours de calendrier, soit jusqu'au 15 juillet 2020.

Aucun addenda n'a été publié pour cet appel d'offres.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 1251 - 11 décembre 2019 - Adoption du Programme triennal d'immobilisations (PTI) 2020-2022 de la Ville de Montréal.

CM19 0043 - 28 janvier 2019 - Accorder un contrat à Néolect Inc. pour la réalisation de travaux électriques de signalisation lumineuse à divers endroits du réseau routier de la Ville de Montréal, pour une période de 18 mois. Dépense totale : 1 681 858,37 $, taxes incluses (montant du contrat : 764 481,08 $; contingences : 152 896,22 $; incidences : 764 481,08 $) - Appel d'offres public 447910 - (7 soumissionnaires).

CM19 0042 - 28 janvier 2019 - Accorder un contrat à Néolect inc. pour la réalisation de travaux électriques de signalisation lumineuse à divers endroits du réseau routier de la Ville de Montréal, pour une période de 18 mois - Dépense totale de 2 360 743,53 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 447920 (6 soum.).

DESCRIPTION

En vue d'améliorer la sécurité des usagers, le présent contrat de travaux électriques de signalisation lumineuse comprend les modifications suivantes :

- Des feux à décompte numérique pour les piétons (23);
- Des signaux sonores pour les personnes ayant une déficience visuelle (1);
- Des feux prioritaires dans le cadre des mesures préférentielles pour autobus (3).

À noter que le choix de recourir à une série de contrats de petite taille plutôt qu'à un seul contrat de grande envergure repose sur deux éléments principaux. D'une part, ceci permet de respecter la capacité de réalisation des plans et devis à l'interne et de procéder à la réalisation des travaux au fur et à mesure. D'autre part, compte tenu de la taille modeste de plusieurs entrepreneurs aptes à soumissionner pour ces travaux, la division en plusieurs contrats permet une réalisation simultanée des différents contrats par différents entrepreneurs. Ceci a également pour effet de favoriser une saine compétition entre les entrepreneurs.

Des contingences représentant 20 % de la valeur du contrat doivent être ajoutées, entre autres, pour couvrir les imprévus pouvant survenir lors de l'installation des différents équipements (par exemple, le déplacement de coffrets de télécommunication si certains conduits souterrains s'avéraient bloqués, le besoin de tests additionnels pour calibrer les détecteurs véhiculaires, etc.).

JUSTIFICATION

Sur un total de 6 preneurs du cahier de charges, 5 firmes ont déposé une soumission, soit dans une proportion de 83 %. Un preneur du cahier de charges s'est désisté parce qu'il a agit à titre de sous-traitant.

La soumission de la firme Néolect Inc. a été jugée non conforme en raison de l'absence de prix pour un item du bordereau de soumission.

Résultats de l'appel d'offres:

Soumissions conformes	**Prix soumis (taxes incluses)**	**Contingences de 20 % (taxes incluses)**	**Total (taxes incluses)**
Bruneau Électrique Inc.	499 684,76 $	99 936,95 $	599 621,71 $
Construction NRC Inc.	549 378,43 $	109 875,69 $	659 254,12 $
Laurin et Laurin (1991) Inc.	566 218,02 $	113 243,60 $	679 461,62 $
Pierre Brossard (1981) Ltée	762 222,87 $	152 444,57 $	914 667,44 $
Dernière estimation réalisée ($)	488 815,68 $	97 763,14 $	586 578,82 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)			13 042,90 $ 2,2 %
Écart entre la deuxième plus basse conforme et la plus basse ($) Écart entre la deuxième plus basse conforme et la plus basse (%)			59 632,40 $ 9,9 %

La dernière estimation a été réalisée à l'interne par la Division exploitation, innovation et gestion des déplacements (DEIGD).

L'écart entre la plus basse soumission conforme et la dernière estimation est jugé acceptable.

L'écart entre la 2e plus basse soumission conforme et la plus basse est jugé acceptable.

Lors de l'analyse des soumissions par la DGPEC, les prix de soumission et l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public de l'Autorité des marchés publics (AMP) ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions. Une autorisation de l'Autorité des marchés financiers (AMF) avait été obtenue, avant la création de l'AMP, le 11 juin 2018 qui venait à échéance le 30 avril 2020, a été déposée avec la soumission de l'adjudicataire (voir pièce jointe). En date du 5 mai 2020, le nom de l'adjudicataire figure sur la liste du Registre des entreprises admissibles (REA) de l'AMP (voir pièce jointe). Cependant, seuls les autres documents fournis avec les 2 plus basses soumissions ont été vérifiés. Les vérifications suivantes ont été effectuées :

- Les soumissionnaires ne font pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ);
- Les soumissionnaires ont déposé une attestation valide de Revenu Québec (RQ) avec la soumission;
- Les soumissionnaires respectent le Règlement du conseil de la ville sur la gestion contractuelle (18-038);
- Les soumissionnaires ne font pas partie de la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal de ce contrat de 599 621,71 $ (taxes incluses), incluant des contingences de 99 936,95 $ sera assumé comme suit :

Un montant maximal de 547 534,54 $ net de ristourne sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale 19-001 – Achat et installation de feux de circulation.

Le budget net requis pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible pour le PTI 2020 -2022 et est réparti comme suit pour chacune des années (en milliers de $) :

Programme	2020	2021	2022	TOTAL
59000 – Programme maintien et amélioration de l'actif des feux de circulation	548	0	0	548

Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre.

Le détail des informations comptables se trouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'amélioration continue et le maintien des actifs de feux de circulation s'inscrivent dans une perspective de développement durable de différentes façons. En effet, les modifications apportées aux feux permettent d'améliorer les conditions de circulation et la mobilité des personnes en optimisant l'utilisation des infrastructures existantes. Ces modifications visent à augmenter la part modale des déplacements à pied, à vélo ou en transport en commun, en intégrant de nouveaux paramètres favorables, aux piétons et aux personnes à mobilité réduite, pour des déplacements plus sécuritaires.

En favorisant une mobilité plus efficace sur le réseau routier, notamment pour les transports actifs et collectifs, l'amélioration continue des feux favorise le développement économique de Montréal tout en minimisant les émissions de gaz à effet de serre liées au domaine du transport. Cette amélioration est en lien avec l'action 1 du Plan d'action de l'administration municipale du Plan Montréal durable 2016-2020.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans la possibilité d'accorder ce contrat pour améliorer les feux de circulation, il serait difficile d'atteindre les objectifs poursuivis dans le cadre de la révision du mode de protection des piétons à 250 intersections par année, de l'approche «Vision Zéro» et du Plan Montréal durable 2016-2020. En effet, l'installation des feux à décompte numérique pour les piétons, des signaux sonores pour les personnes ayant une déficience visuelle, ou des feux pour les cyclistes pourrait être retardée. Les impacts sur la sécurité et la mobilité seraient importants pour les usagers, notamment les plus vulnérables. De plus, des projets tels que les mesures préférentielles (feux chandelles) pour la Société de transport de Montréal (STM) ainsi que les mesures prioritaires pour les véhicules d'urgence du Service sécurité incendie de Montréal (SSIM) seraient compromis.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans le contexte de la pandémie attribuable à la Covid-19, l'échéancier du mandat de l'adjudicataire pourrait subir des changements en raison d'un manque de personnel ou des restrictions imposées par la Direction de la santé publique.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil municipal : 15 juin 2020

- Octroi de contrat : juin 2020
- Réalisation des travaux : août à octobre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jorge PALMA-GONZALES)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Véronique PARENTEAU, Service des infrastructures du réseau routier

Lecture :

Véronique PARENTEAU, 4 mai 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvain PROVOST
Agent technique principal - Systèmes de transport intelligent

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-13

Hugues BESSETTE
Chef de Division ing.

Tél : 514 872-9019
Télécop. : 514 872-9458

Tél : 514 872-5798
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Valérie G GAGNON
Directrice
Tél : 514 868-3871
Approuvé le : 2020-05-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2020-05-20

RÉSUMÉ DES INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Réalisé par la Direction des infrastructures (SIRR)

Identification

No de l'appel d'offres : 461711 — No du GDD : 1202968011

Titre de l'appel d'offres : SP-2020-12 Travaux électriques de signalisation lumineuse (25 projets)

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 24 - 2 - 2020 — Ouverture originalement prévue le : 17 - 3 - 2020

Ouverture faite le : 17 - 3 - 2020 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 21 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 0

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 6 — Nbre de soumissions reçues : 5 — % de réponses : 83

Nbre de soumissions rejetées : 1 — % de rejets : 20,0

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique
NEOLECT INC.	Omission du prix de l''article 229 B_Câble G - Trois (3) câbles monoconducteurs

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs — Date d'échéance initiale : 15 - 7 - 2020

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée : JJ - MM - AAAA

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes *Les prix de soumission et l'AMP ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions. Cependant, seuls les autres documents fournis avec les 2 plus basses soumissions ont été vérifiés*	Prix soumis incluant les taxes (et corrections le cas échéant) **Total $**
BRUNEAU ELECTRIQUE INC.	499 684,76
CONSTRUCTION N.R.C. INC.	549 378,43
LAURIN, LAURIN (1991) INC.	566 218,02
PIERRE BROSSARD (1981) LTEE	762 222,87
Estimation interne	488 815,68

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation : **2,2%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse : **9,9%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** ☐ **NON** X

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ	☐	X	AMP	☐	X	***Joindre l'attestation de l'AMP, le cas échéant***
RENA	☐	X	Revenu Qc	☐	X	

Préparé par l'équipe Sollicitation des marchés et conformité de la Division de la gestion de projets et économie de la construction

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

7.1

Le 11 juin 2018

BRUNEAU ELECTRIQUE INC.
A/S MONSIEUR PATRICE BRUNEAU
527, DOLLARD
JOLIETTE (QC) J6E 4M5

N° de décision : 2018-CPSM-1035845
N° de client : 3000214820

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous GÉNÉRATRICE LANAUDIÈRE, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). BRUNEAU ELECTRIQUE INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **30 avril 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, rue du Square-Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **lundi, 04 mai 2020 à 19:30**

Fiche de l'entreprise

Nom : BRUNEAU ELECTRIQUE INC.
Adresse du siège social : 527, BOUL DOLLARD, , JOLIETTE, QC, J6E 4M5, CANADA

Numéro de client à l'AMP : 3000214820
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1142851337

Autres noms d'affaires

- GÉNÉRATRICE LANAUDIÈRE

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information.

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 461711
Numéro de référence : 1348535
Statut : En attente de conclusion du contrat
Titre : SP-2020-12 Travaux électriques de signalisation lumineuse (25 projets)

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Bruneau Électrique Inc. 527 boul Dollard Joliette, QC, J6E 4M5	Monsieur Eric Bruneau Téléphone : 450 759-6606 Télécopieur : 450 759-2653	**Commande : (1704960)** 2020-02-24 13 h 48 **Transmission :** 2020-02-24 13 h 48	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Construction NRC Inc. 160 rue Deslauriers Arr. St-Laurent Montréal, QC, H4N 1V8	Madame Iulia Savescu Téléphone : 514 331-7944 Télécopieur : 514 331-2295	**Commande : (1705508)** 2020-02-25 10 h 03 **Transmission :** 2020-02-25 10 h 04	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Laurin et Laurin (1991) Inc.. 12000 Arthur Sicard Mirabel, QC, J7J 0E9 http://www.laurinlaurin.ca	Monsieur Mario Vaudry Téléphone : 450 435-9551 Télécopieur :	**Commande : (1715322)** 2020-03-12 7 h 11 **Transmission :** 2020-03-12 7 h 11	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Neolect Inc. 104 boul Montcalm Nord Candiac, QC, J5R 3L8	Madame Marjolaine Émond Téléphone : 450 659-5457 Télécopieur : 450 659-9265	**Commande : (1704377)** 2020-02-24 8 h 13 **Transmission :** 2020-02-24 8 h 48	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Pierre Brossard 1981 Ltée 9595 Rue Ignace Brossard, QC, J4Y 2P3	Monsieur Marc Desautels Téléphone : 450 659-9641 Télécopieur : 450 659-4068	**Commande : (1704569)** 2020-02-24 9 h 57 **Transmission :** 2020-02-24 9 h 57	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Systèmes Urbains Inc. 23, avenue Milton Montréal, QC, H8R 1K6 http://www.systemesurbains.com	Monsieur Francis Duchesne Téléphone : 514 321-5205 Télécopieur : 514 321-5835	**Commande : (1704549)** 2020-02-24 9 h 45 **Transmission :** 2020-02-24 9 h 45	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1202968011

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division de l'exploitation_innovation et gestion des déplacements
Objet :	Accorder un contrat à Bruneau Electrique Inc., pour la réalisation de travaux électriques de signalisation lumineuse à 25 intersections de la Ville de Montréal, pour une période de 12 semaines - Dépense totale de 599 621,71 $, taxes incluses (contrat : 499 684,76 $ + contingences : 99 936,95 $) - Appel d'offres public 461711 - 5 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1202968011 travaux signalisation pour FC 25 intersections - Bruneau É.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jorge PALMA-GONZALES
Préposé au budget
Tél : (514) 872-4014

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-13

Fidel COTÉ-FILIATRAULT
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-6748
Division : Service des finances - Dir. conseil et soutien financiers

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.016

2020/06/03
08:30

Dossier # : 1207231034

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Les entreprises Claude Chagnon inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie et d'éclairage dans l'avenue Gascon, entre la rue Sherbrooke et la rue Angus. Dépense totale de 5 904 410,89 $ (contrat: 4 669 999,99 $, contingences: 604 280,76 $, incidences: 630 130,14 $), taxes incluses. Appel d'offres public 336402 - 8 soumissionnaires. Autoriser un budget de revenus de 18 945,05 $, taxes incluses (contrat entente : 17 222,77 $ + contingences : 1 722,28 $), pour les travaux de Bell intégrés au contrat pour une dépense équivalente et qui sont remboursables par Bell en vertu de l'entente.

Il est recommandé :
1. d'accorder à Les entreprises Claude Chagnon inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie et d'éclairage dans l'avenue Gascon, entre la rue Sherbrooke et la rue Angus, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 4 669 999,99 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 336402;

2. d'autoriser une dépense de 604 280,76 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 630 130,14 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. d'autoriser un budget de revenus de 18 945,05 $, taxes incluses (contrat entente : 17 222,77 $ + contingences : 1 722,28 $), pour les travaux de Bell intégrés au contrat de l'entrepreneur pour une dépense équivalente et qui sont remboursables par Bell en vertu de l'entente;

5. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-05-18 21:05

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1207231034**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Les entreprises Claude Chagnon inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie et d'éclairage dans l'avenue Gascon, entre la rue Sherbrooke et la rue Angus. Dépense totale de 5 904 410,89 $ (contrat: 4 669 999,99 $, contingences: 604 280,76 $, incidences: 630 130,14 $), taxes incluses. Appel d'offres public 336402 - 8 soumissionnaires. Autoriser un budget de revenus de 18 945,05 $, taxes incluses (contrat entente : 17 222,77 $ + contingences : 1 722,28 $), pour les travaux de Bell intégrés au contrat pour une dépense équivalente et qui sont remboursables par Bell en vertu de l'entente.

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de l'eau a pour mandat, entre autres, d'identifier et de prioriser les travaux de renouvellement d'infrastructures d'aqueduc et d'égouts secondaires sur le territoire de la ville de Montréal.
Ces travaux s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau pour des infrastructures performantes. Ils font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.

À la suite de différentes analyses et inspections télévisées et considérant leurs âges avancés et leurs états de dégradation structurale, les conduites d'égout unitaire (installées entre 1909 et 1926) ainsi que les conduites d'eau secondaire (installées entre 1908 et 1909) de l'avenue Gascon, entre la rue Sherbrooke et un point à 30 m au nord de la rue Angus, ont été identifiées par la Direction des réseaux d'eau (DRE) du Service de l'eau comme prioritaires pour ce qui est de leur remplacement. Ces tronçons n'ont pas été retenus dans le programme d'intervention avec la technique de réhabilitation.

À la demande de l'arrondissement et dû à la présence de travaux majeurs de reconstruction d'infrastructures souterraines, la Direction de la mobilité (DM) profite de l'occasion pour procéder à l'élargissement et la reconstruction complète des trottoirs.

De plus, la Direction de la mobilité (DM) a le mandat de réaliser le Programme de réfection

de l'éclairage de rue du réseau artériel.

Les principaux objectifs de ce programme sont :

· d'assurer la sécurité des automobilistes et des piétons;
· de maintenir le réseau d'éclairage à son niveau actuel, voire de l'améliorer si possible;
· de consolider et conserver les équipements municipaux;
· de remplacer les actifs qui ont atteint la fin de leur vie utile.

Le présent dossier a été initié par la DRE pour des travaux de reconstruction d'égout et de conduite d'eau auxquels sont intégrés des travaux de reconstruction de chaussée, de trottoirs, d'éclairage, de Bell Canada et actifs de la Commission des services électriques de Montréal (CSEM).

La DRE ainsi que la Direction de la mobilité du Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) ont mandaté la Direction des infrastructures du Service des infrastructures du réseau routier (SIRR) afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres et de réaliser les travaux mentionnés à l'objet du présent dossier.

Le lancement du présent appel d'offres #336402 fait suite à la publication d'un appel d'offres annulé. En effet, l'appel d'offres #336401 initialement publié le 1er avril 2019, pour des travaux à être réalisés dans l'avenue Gascon, a été annulé par la Direction des infrastructures, suite à une recommandation de la Division de la gestion de projets et de l'économie de la construction (DGPÉC). Trois (3) soumissions conformes avaient alors été déposées. Les résultats d'ouverture du premier appel d'offres sont joints au dossier. Après analyse des soumissions reçues, un écart défavorable de + 26 % avait été constaté entre la plus basse soumission conforme et l'estimation de soumission.

L'appel d'offres précédent a donc été remplacé par le présent appel d'offres, soit le 336402, en modifiant notre stratégie de sollicitation de marché. En effet, les travaux de réhabilitation de conduites d'égout inclus initialement dans les documents d'appel d'offres ont été retirés et programmés dans les contrats futurs en réhabilitation de conduites.

En retirant les prix soumis pour les travaux de réhabilitation du plus bas soumissionnaire de l'appel d'offres initial, il s'avère que la nouvelle stratégie a été favorable à la Ville. En effet, le prix actuel du plus bas soumissionnaire est inférieur d'environ 706 500 $ pour la réalisation des travaux similaires.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas.

DESCRIPTION

Les travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie et d'éclairage dans l'avenue Gascon, entre la rue Sherbrooke et un point à 30 m au nord de la rue Angus, auront lieu sur une distance d'environ 280 mètres. Ces travaux consistent en :
Avenue Gascon, entre la rue Sherbrooke et un point à 30 m au nord de la rue Angus:

- la reconstruction de 275 mètres d'égout unitaire de diamètre variant entre 450 mm et 750 mm;
- la reconstruction de 75 mètres d'égout pluvial de 300 mm de diamètre;
- la reconstruction de 273 mètres de conduite d'eau secondaire de diamètre variant entre 200 mm et 300 mm;
- la reconstruction complète de la chaussée (± 2 040 mètres carrés);
- la reconstruction complète des trottoirs (± 1 110 mètres carrés);

- la reconstruction et mise aux normes des lampadaires et des fûts (12 unités);
- la reconstruction de massifs et de puits d'accès de la CSEM;
- la reconstruction de massifs de Bell Canada.

Intersection des rues Rachel et d'Iberville

- travaux de raccordement d'une chambre de vanne installée en 2017.

En effet, des travaux d'amélioration sont requis pour la reconstruction de certaines infrastructures de Bell Canada. Les deux (2) parties se sont mises d'accord pour intégrer ces travaux dans les documents d'appels d'offres, chacune visant un objectif d'économie sur les frais et le temps relié à la gestion du chantier. La totalité des coûts de construction pour répondre à la demande de Bell Canada est prévue au bordereau de soumission dans le sous-projet intitulé «Travaux de Bell Canada dans l'avenue Gascon, entre la rue Sherbrooke et la rue Angus». Le montant total de ce sous-projet est de 72 733,19 $ taxes incluses et représente 1,56 % du prix du contrat. Ces travaux seront exécutés par le sous-traitant de l'entrepreneur adjudicataire recommandé qui est accrédité par Bell Canada. Selon la lettre d'entente jointe au présent dossier, Bell Canada assume 23,68 % du coût de ces travaux, plus 10 % en dépenses contingentes.

Le plan de localisation et le plan des travaux de surface se trouvent en pièces jointes.

Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises à l'arrondissement et aux requérants lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 604 280,76 $, taxes incluses, soit 12,94 % du coût des travaux du contrat assumé par la Ville.

Les dépenses incidentes au présent dossier comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de gestion des impacts, de plantation de végétaux, de marquage et signalisation, de chloration des conduites d'eau, de surveillance externe et autres dépenses CSEM, de conception et/ou frais généraux CSEM, ainsi que des dépenses de services professionnels pour le contrôle qualitatif des matériaux et la surveillance environnementale. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document «Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences» en pièce jointe.

Les dispositions contractuelles liées aux échéanciers concernent principalement les pénalités pour retard et sont décrites à l'article 5.1.14.3 du cahier des clauses administratives générales (CCAG) du présent appel d'offres. Pour chaque jour de retard à terminer les travaux, l'entrepreneur doit payer à la Ville une pénalité de 0,1 % du prix du contrat accordé, excluant les taxes et le montant des contingences. Cette pénalité n'est jamais inférieure à 1000 $ par jour de retard. Aucun boni n'est prévu dans les documents de l'appel d'offres.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats d'ouverture de soumission présenté dans le formulaire Annexe résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels et l'écart de prix entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse.
La liste des preneurs du cahier des charges (SEAO) est en pièce jointe.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale maximale relative à ce contrat est de 5 904 410,89 $, taxes incluses et comprend :
- un contrat à Les entreprises Claude Chagnon inc. pour un montant de 4 669 999,99 $, taxes incluses;
- plus des contingences 604 280,76 $ taxes incluses;
- plus des incidences de 630 130,14 $ taxes incluses.

Cette dépense de 5 362 356,37 $ net de ristourne, est entièrement assumée par la ville centrale et sera assumée comme suit :

Portion DRE

Un montant de 2 654 094,91 $ net de ristournes sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale 20-002.

La portion assumée par le règlement d'emprunt #20-002 est prévue au budget comme étant entièrement admissible à une subvention au programme de la TECQ (taxe sur l'essence et de la contribution du Québec), ne laissant aucune charge aux contribuables. Cependant, même si nous sommes raisonnablement certains d'obtenir ce financement, la Direction des réseaux d'eau n'a toujours pas reçu le protocole d'entente signé pour cette dernière.

Portion Service urbanisme et mobilité

Un montant maximal de 1 053 287,35 $ net de ristourne sera financé par le règlement d'emprunt de compétence local #19-023 « Programme aménagement des rues du réseau artériel ».

Le budget net requis (en milliers $) pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible pour le PTI 2020-2022 et est réparti comme suit pour chacune des années :

Projet	2020	2021	2022	Ultérieur	Total
59070 - Programme d'aménagement des rues - Artériel	1 053 K$				1 053 K$
	1 053 K$				1 053 K$

Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre.

Portion CSEM

Un montant de 1 637 674,76 $ net de ristournes sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale 19-033 conduits souterrains/enfouissement fils aériens.

Portion Bell Canada

La Ville de Montréal financera une partie des travaux de reconstruction d'infrastructures de Bell Canada pour ensuite facturer, en fin de projet, les coûts réels des travaux effectués. Le montant maximum prévu à cet effet est estimé à 18 945,05 $ taxes incluses (contrat entente : 17 222,77 $ + contingences : 1 722,28 $), ce qui représente un montant de 17 299,35 $ net de ristournes.

Sur le plan budgétaire, cette dépense n'a aucune incidence sur le cadre financier de la ville compte tenu des budgets additionnels équivalents en revenus et dépenses.

Cette dépense sera entièrement utilisée en 2020.

La répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences est présentée en pièce jointe.

Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

- Action 7 du plan d'action *Montréal durable 2016-2020* : "Optimiser la gestion de l'eau".
- Action 6 - Réduire et valoriser les matières résiduelles : le projet comporte l'utilisation de poudre de verre dans la construction des trottoirs.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est refusé, le fait de ne pas procéder aux travaux dans un délai relativement rapproché pourrait avoir pour conséquence de devoir reconstruire certaines conduites au lieu de les réhabiliter, ce qui entraînerait des coûts beaucoup plus importants. De plus, si les travaux sont réalisés dans un délai ultérieur, ceci risque de provoquer une augmentation des coûts de la main-d'oeuvre et des matériaux. Également, advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 14 août 2020 soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les coûts afférents.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document « Principes de gestion de la mobilité ».

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans le contexte actuel relatif au COVID-19, aucun impact spécifique ou additionnel n'est produit par une décision des instances conforme à la recommandation soumise dans ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES :
Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Début des travaux : juillet 2020
Fin des travaux : novembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François BALLARD)

Certification de fonds :
Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission (Serge A BOILEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Karine CÔTÉ, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Kathy DAVID, Service de l'eau
Benoît MALETTE, Le Plateau-Mont-Royal
Candy Yu WU, Commission des services électriques
Pierre SAINTE-MARIE, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Benoît MALETTE, 11 mai 2020
René MOLINIE, 11 mai 2020
Kathy DAVID, 8 mai 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Amar OUCHENANE
ingenieur(e)

Tél : 514-872-2278
Télécop. : 514-872-6123

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-07

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin BOULIANNE
Directeur des infrastructures
Tél : 514-872-4101
Approuvé le : 2020-05-15

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2020-05-18

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 336402 — No du GDD : 1207231034

Titre de l'appel d'offres : Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie et d'éclairage dans l'avenue Gascon, entre la rue Sherbrooke et la rue Angus.

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 16 / 3 / 2020 — Ouverture originalement prévue le : 9 / 4 / 2020

Ouverture faite le : 16 / 4 / 2020 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 30 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 2 — ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)
31 / 3 / 2020	Report de la date d'ouverture et retrait d'un item au bordereau des prix.	0.00
8 / 4 / 2020	Des modifications ont été apportées aux instructions aux soumissionnaires, au CCAS (précision de la saison pour le début des travaux), au formulaire de soumission (modification d'une référence au bordereau) ainsi qu'au devis technique spécial infrastructures (DTSI-V).	0.00

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 17 — Nbre de soumissions reçues : 8 — % de réponses : 47

Nbre de soumissions rejetées : 0 — % de rejets : 0.0

Soumissions rejetées (nom) — Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs — Date d'échéance initiale : 14 / 8 / 2020

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée : JJ - MM - AAAA

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes (Les prix de soumission et l'AMP ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions. Cependant, seuls les autres documents fournis avec les 2 plus basses soumissions ont été vérifiés)	Prix soumis incluant les taxes (et corrections le cas échéant) Total
LES ENTREPRISES CLAUDE CHAGNON INC.	4 669 999.99
CHAREX	4 797 216.90
DUROKING CONSTRUCTION / 9200 2088 QUEBEC INC.	5 343 023.50
EUROVIA QUEBEC GRANDS PROJETS	5 608 552.00
ROXBORO EXCAVATION INC.	5 785 000.00
DEMIX CONSTRUCTION, UNE DIVISION E CRH CANADA INC.	5 812 600.00
TRAVAUX ROUTIERS METROPOLE INC.	5 902 329.01
KF CONSTRUCTION INC.	5 947 777.77
Estimation — **externe**	4 905 243.82

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation : **-4.8%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse : **2.7%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** ☐ **NON** **X**

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ		x	AMP		x	***Joindre l'attestation de l'AMP, le cas échéant***
RENA		x	Revenu Qc		x	

Recommandation

Nom du soumissionnaire : LES ENTREPRISES CLAUDE CHAGNON INC.

Montant du contrat (incluant les taxes) ($) : 4 669 999.99

Montant des contingences ($) : 604 280.76

Montant des incidences ($) : 630 130.14

Date prévue de début des travaux : 15 / 7 / 2020 — Date prévue de fin des travaux : 12 / 11 / 2020

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Résultats d'ouverture

Numéro : 336401
Numéro de référence : 1253347
Statut : Annulé
Titre : Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie et d'éclairage dans l'avenue Gascon, entre la rue Hochelaga et la rue Angus

Raison de l'annulation

Aucune soumission retenue

Informations sur l'avis

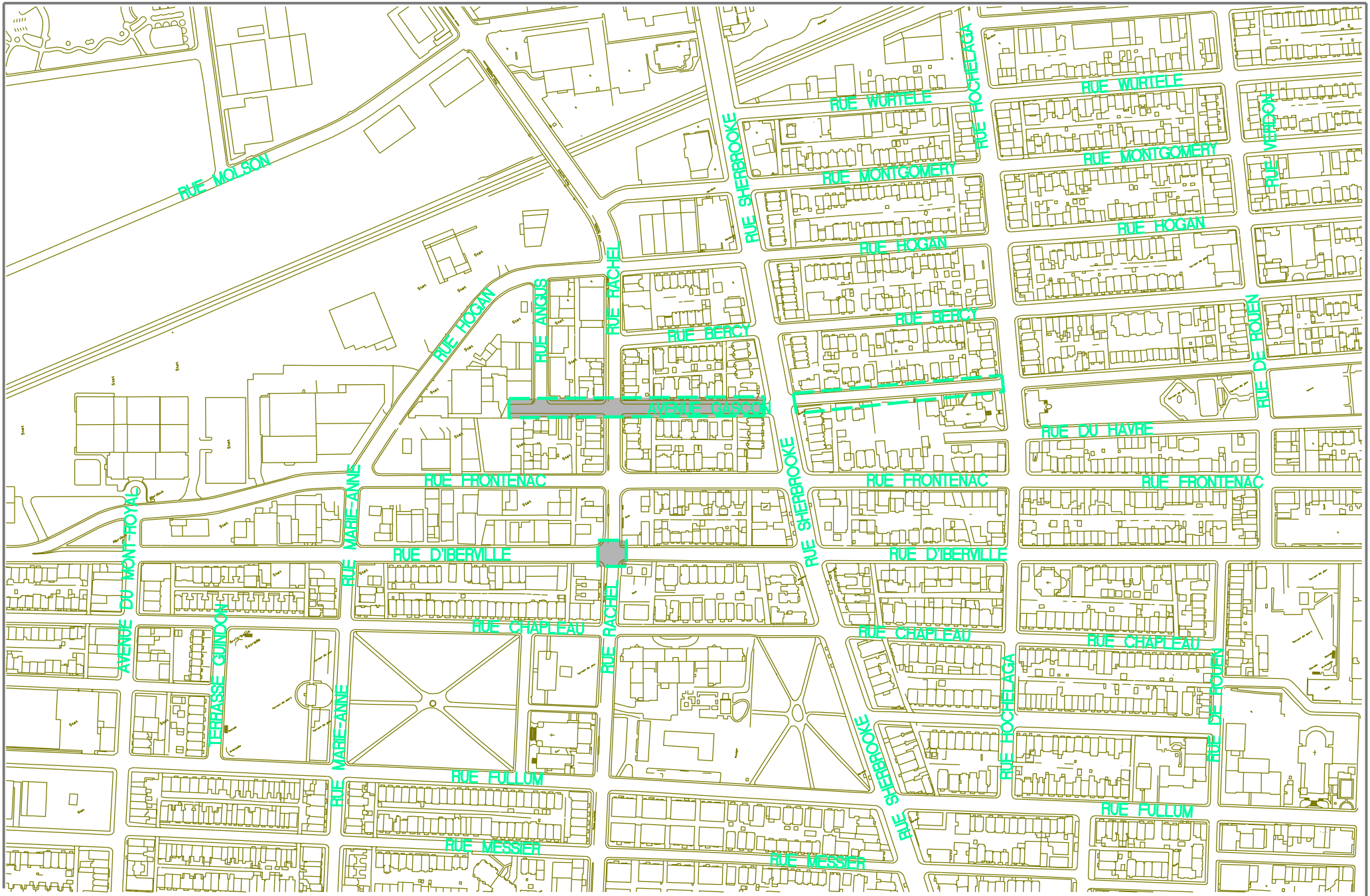
Titre de l'avis :	Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie et d'éclairage dans l'avenue Gascon, entre la rue Hochelaga et la rue Angus
Date de fermeture de l'avis :	2019-04-25 Avant 13h30, Heure légale du Québec
Date de publication des résultats d'ouverture :	2019-05-07 14 h 56
Organisme :	**Ville de Montréal** **Ville de Montréal / SIRR - Service des infrastructures du réseau routier**

Soumissionnaires

Prendre note que tous les montants saisis incluent les taxes.

Soumissionnaire	NEQ	Contact	Prix soumis
Les Entreprises Michaudville Inc. 270 rue Brunet Mont-Saint-Hilaire, (QC) CAN J3G 4S6 http://www.michaudville.com	1142707943	Monsieur Sylvain Phaneuf Téléphone : 450 446-9933 Télécopieur : 450 446-1933	5 665 500,00 $
Construction Bau-Val Inc. 87 Emilien Marcoux, Suite#202 Blainville, (QC) CAN J7C 0B4 http://www.bauval.com	1143718063	Madame Johanne Vallée Téléphone : 514 788-4660	5 887 000,00 $
Roxboro Excavation INC.. 1620 Croissant Newman Dorval, (QC) CAN H9P 2R8	1142760280	Monsieur Yvon Théoret Téléphone : 514 631-1888 Télécopieur : 514 631-1055	5 991 394,71 $

© 2003-2020 Tous droits réservés



Montréal

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux

AVENUE GASCON
DE LA RUE SHERROOKE À LA RUE ANGUS

PLAN DE LOCALISATION
TRAVAUX D'ÉGOUT, DE CONDUITE D,EAU, DE VOIRIE ET D'ÉCLAIRAGE

SOUMISSION :	DRM :	ARRONDISSEMENT :
336402	3364	LE PLATEAU-MONT-ROYAL

PRÉPARÉ PAR : ALEJANRO MEJIA, dess.	DATE : AVRILL 2020
APPROUVÉ PAR : AMAR OUCHENANE, Ing.	ÉCHELLE : AUCUNE
	No PLAN: 336402-Gascon.dgn

Légende Éléments existants

Eau :
- Conduite d'eau
- Boucle à clé
- Boîte de vanne
- Vanne de poteau d'incendie
- Vanne de glaceur
- Regard d'eau
- Vanne entrée d'eau
- Poteau d'incendie

Égout :
- Conduite d'égout unitaire ou sanitaire
- Conduite d'égout pluvial
- Regard d'égout
- Puisard de trottoir
- Puisard circulaire
- Puisard rectangulaire

Utilites publiques :
- UP Bell
- UP Gaz
- UP Hydro-Québec
- UP CSEM
- Regard Bell
- Cabine téléphonique
- Regard de la STM
- Grille voute triple
- Regard électrique
- Voute transformateur
- Regard Hydro-Québec
- Regard électrique
- Vanne Énergir (Gaz Métro)
- Regard gazoduc
- Entrée de gaz
- Lampadaire simple
- Feux de circulation simple
- Feux de circulation double
- Hauban

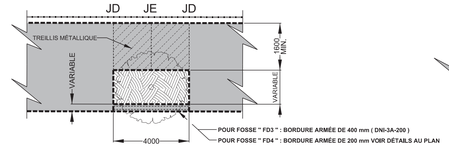
Aménagement :
- Arbre
- Entrée de porte
- Entrée de garage
- Marche
- Escalier
- Bollard
- Poteau
- Fossé
- Voie ferrée
- Haut et bas de talus
- Muret
- Boisé
- Haie
- Clôture
- Sondage/Forage

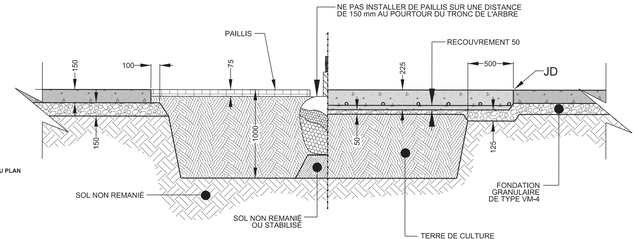
Légende Éléments ajoutés
- Nouveau puisard de rue
- Puisard de rue
- Puisard dalot
- Grille carrée
- Puisard de trottoir
- Repère géodésique
- Structure à enlever
- Regard chambre H.Q.
- Regard chambre d'égout
- Regard chambre de Bell
- Borne-fontaine
- Boîte de vanne
- Vanne de gaz
- Regard chambre de la CSEM
- Chambre d'aqueduc
- Regard chambre d'aqueduc
- Manchon de parcomètre
- Manchon
- Ancienne chambre de transformateur (vieux modèle)
- Chambre de transformateur
- Chambre de transformateur (Hydro-Québec)
- Sondage / forage
- F.C. Fin de courbe
- Symboles grossis pour plus de clarté.

Légende Échelle
- Base à briser et à reconstruire au même emplacement
- Base à construire
- Base existante
- Base à briser ou à enlever

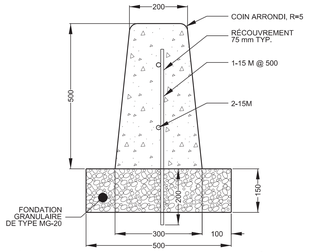
RUE RACHEL
AVENUE GASCON
RUE SHERBROOKE
RUE ANGUS
PC–22128
PC–18774
TRONÇON-024
TRONÇON-003
TRONÇON-002
SPA
NOTE 2 *
NOTE 1 *
POT EN BÉTON À DEPLACER ET À REMETTRE EN PLACE À LA FIN DES TRAVAUX
BANDE DE GAZON À CHANGER POUR BANDE DE REVÊTEMENT BITUMINEUX
BOSSES DE RALENTISSEMENT À RECONSTRUIRE
BUTÉE EN BÉTON À ENLEVER ET À REMETTRE EN PLACE APRÈS LES TRAVAUX
BOLLARD À RÉCUPERER PAR L'ARRONDISSEMENT AVANT LES TRAVAUX
DNI-3A-700 RAU À CONSTRUIRE
TREILLIS
CTR
CGR
F.C.
BOLLARD À RÉCUPERER PAR L'ARRONDISSEMENT AVANT LES TRAVAUX

F_D DIMENSION DES FOSSES D'ARBRES DE TYPE " F_D " AVEC ARBRE EXISTANT



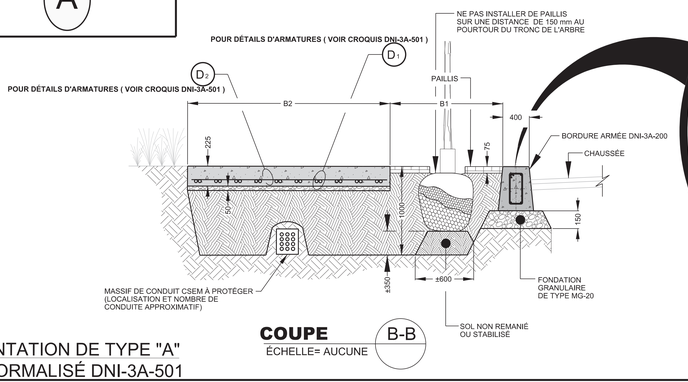


COUPE A-A
ÉCHELLE= AUCUNE

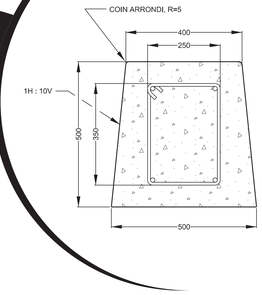


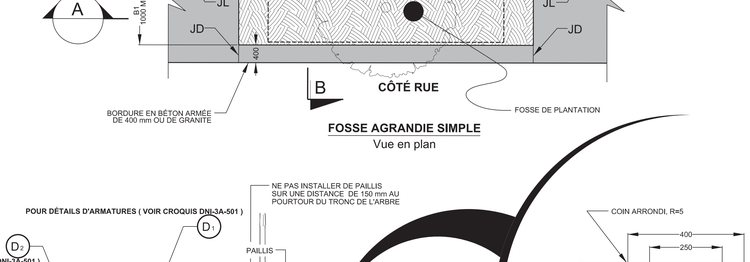
DÉTAIL DE LA BORDURE ARMÉE 200 mm POUR FOSSE DE TYPE " F_{D4} "

F_{A1} FOSSE DE PLANTATION DE TYPE "A" VOIR DESSIN NORMALISÉ DNI-3A-501



COUPE B-B
ÉCHELLE= AUCUNE





FOSSE AGRANDIE SIMPLE
Vue en plan

LÉGENDE:
- TROTTOIR STRUCTURAL
- TROTTOIR MONOLITHIQUE ET/OU BOULEVARD EN BÉTON À RECONSTRUIRE
- RÉFECTION DE COUPE - CHAUSSÉE SOUPLE (AUTRE QUE LOCAL)
- PAVAGE DE RUELLE
- ENTRÉE CHARRETIÈRE

NOTES:

* NOTE 1 : ARRIÈRE TROTTOIR EN BÉTON AVEC BANDE DE 150 mm D'ENROBE LE LONG DU MUR DE FONDATION

* NOTE 2 : PROTECTEUR D'ARBRE DNI-3A-500

LÉGENDE DES FOSSES DE PLANTATIONS :
- F_A - FOSSE D'ARBRE AVEC " TROTTOIRS STRUCTURAL "
- F_{A1} - FOSSE D'ARBRE EN TROTTOIR AVEC BORDURE DE BÉTON ARMÉE DE 400 mm
- F_D - FOSSE D'ARBRE AVEC " ARBRE EXISTANT " (UNITÉ)
  - F_{D3} - AVEC BORDURE DE BÉTON ARMÉE DE 400 mm
  - F_{D4} - AVEC BORDURE DE BÉTON ARMÉE DE 200 mm

TECHNIQUE

RECONSTRUCTION PLEINE LARGEUR DE L'AVENUE GASCON :

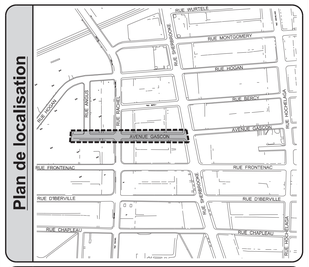
- PRÉPARATION DES SOLS D'INFRASTRUCTURE;
- GÉOTEXTILE DE RENFORCEMENT;
- FONDATION INFÉRIEURE MR-1 OU MR-2 DE 500 mm D'ÉPAISSEUR*;
- FONDATION SUPÉRIEURE MG 20 DE 200 mm D'ÉPAISSEUR;
- ENROBÉ BITUMINEUX ESG-14, 2B, 2, PG 64E -28 DE 70 mm D'ÉPAISSEUR;
- LIANT D'ACCROCHAGE AU TAUX RÉSIDUEL DE 0,2 L/m2;
- ENROBÉ BITUMINEUX ESG-10, 1A, 1, PG 64E -28T ($JNR_{1,2} \leq 0,15$ KPA^{-1} ,156°C ≤ T° malaxage ≤ 170°C) DE 60 mm D'ÉPAISSEUR.

* LES MATÉRIAUX RECYCLÉS DEVRONT ÊTRE MIS EN PLACE EN DEUX COUCHES DE 250 mm.

Orientation

REPÈRE GÉODÉSIQUE: 68KM172
Rue Rachel / Rue Iberville
ALTITUDE: 44,962 m
LES COORDONNÉES SONT POSITIONNÉES SELON LE SYSTÈME NAD83.

Plan de localisation



Références

Plan d'arpentage:	160121a-SCR.Dgn
Plan EGA:	3364-EGA-02
Plan BC:	336402-PL-BC 336402-PL-ER
Plan géométrie:	-

Légende

- NS — Nouvelle structure
- Conduite ou structure à enlever
- Conduite ou structure à abandonner
- AJ — Ajustement de cadre ajustable
- CTR — Cadre et tampon à remplacer
- CGR — Cadre et grille à remplacer
- BCR — Extension de bouche à clé de vanne à remplacer
- SCR — Section de cheminée à remplacer
- SPR — Section de puisard à remplacer
- SPA — Section de cheminée de puits d'accès à remplacer
- CRG — Couvercle de repère géodésique à niveler
- AR — Anneau de rehaussement en fonte
- RAU — Rampe d'accès universel
- BCG — Bouche à clé de borne d'essai de gaz à niveler
- CONT. — À contourner

Émission

No.	Date	Description	Préparé par:
000	2020 / 02 / 06	Émis pour appel d'offre	Mourad Achab

Intervenants

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux
801, rue Brennan, 7e étage, Montréal (Québec) H3C-0G4

Élaboré par:		
A. Perron, C. Drouin, R. Côté, ag. tech.	2018 / 08	
Patrick Collas, dess.	2019 / 02 / 25	Vérifié
Caroline Quenneville, ag. tech.	2019 / 02 / 20	

Préparé par:
Mourad Achab, ing.

Sceau de l'ingénieur(e):
ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Mourad Achab
09 mars 2020

Original signé le:

Projet:
Avenue Gascon
De la rue Sherbrooke à la rue Angus

Arrondissement(s): **Plateau-Mont-Royal (22)**

Nature des travaux:
Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie et d'éclairage

Titre du plan:
Reconstruction de trottoirs, de chaussée et construction de fosses de plantation, là où requis

Ch. 08+92 @ 11+38

(SI) DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

Échelle: 1 : 200

AO:	No. de plan:	Feuillet:	Émission:	Page:
336402	PL-VO-01	-	000	03

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

SOMMAIRE PAR SOUS-PROJETS (PROJETS SIMON)		SOUMISSION:	336402	DATE:
#GDD:	1207231034	DRM:		2020/05/04
RESPONSABLE:	Amar Ouchenane			
INTITULÉ DU PROJET:	Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie et d'éclairage dans l'avenue Gascon, entre la rue Sherbrooke et la rue Angus.			

PROJET INVESTI: 18100 Desc et client-payeur: **Pr. renouvellement des réseaux d'aqueduc et d'égout - DRE Unité Sud**

			Taxes incluses			
Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
1456122020	176037	661 386.92 $	658 459.01 $	65 845.90 $	0.00 $	C
1456122022	176039	1 823 778.34 $	1 810 811.50 $	186 463.56 $	0.00 $	C
1456122021	176038	75 790.06 $	0.00 $	0.00 $	83 000.00 $	C
1456122023	176040	93 139.59 $	0.00 $	0.00 $	102 000.00 $	C
SOUS-TOTAL		**2 654 094.91 $**	**2 469 270.51 $**	**252 309.46 $**	**185 000.00 $**	

PROJET INVESTI: 59070 Desc et client-payeur: **Pr. d'aménagement des rues - Artériel**

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
2059070026	182988	555 318.77 $	551 637.14 $	56 509.32 $	0.00 $	C
2059070027	182989	365 150.51 $	342 582.96 $	57 304.46 $	0.00 $	C
2059070028	182990	121 280.60 $	0.00 $	0.00 $	132 818.07 $	C
SOUS-TOTAL		**1 041 749.88 $**	**894 220.10 $**	**113 813.78 $**	**132 818.07 $**	

PROJET INVESTI: 69097 Desc et client-payeur: **Pr. construction et modification de conduits souterrains - CSEM**

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
2069155900	183153	1 430 283.64 $	1 289 286.62 $	236 435.24 $	104 920.94 $	C
2069155901	183154	207 391.13 $	0.00 $	0.00 $	207 391.13 $	C
SOUS-TOTAL		**1 637 674.76 $**	**1 289 286.62 $**	**236 435.24 $**	**312 312.07 $**	

PROJET INVESTI: 18100 Desc et client-payeur: **Pr. Renouvellement des réseaux d'aqueduc et d'égout - Potion tiers - Bell**

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
2018100900	183231	17 299.35 $	17 222.77 $	1 722.28 $	0.00 $	C
SOUS-TOTAL		**17 299.35 $**	**17 222.77 $**	**1 722.28 $**	**0.00 $**	

TOTAL	**5 350 818.90 $**	**4 669 999.99 $**	**604 280.76 $**	**630 130.14 $**
TOTAL (Contrat + Contingences + Incidences)			**5 904 410.89 $**	

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**GRAND TOTAL**	**SOUMISSION:** 336402	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:			**04/05/2020**
INTITULÉ DU PROJET:	**Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie et d'éclairage dans l'avenue Gascon, entre la rue Sherbrooke et la rue Angus.**		

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			4 670 000.00 $
TRAVAUX CONTINGENTS			604 280.76 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		66 000.00 $	
Surveillance externe et autres dépenses CSEM		89 208.94 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		66 185.54 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		1 500.00 $	
Gestion des impacts		15 000.00 $	
Chloration des conduites d'eau existantes; prévision pour branchement HQ et concessions CSEM; plantation de		29 500.00 $	
Surveillance environnementale		90 000.00 $	
Conception et/ou frais généraux CSEM		272 735.66 $	
	TOTAL À REPORTER	630 130.14	630 130.14 $
Dépenses à autoriser - GRAND TOTAL			5 904 410.90 $
Imputation (crédits)			5 350 818.91 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		256 769.34	512 254.83
Ristournes TPS et TVQ à 50%		512 896.76	

PLAN NUMÉRO:	336402-PL-EA-01 (Feuillets 00 à 02) 336402-PL-VO-01 (Feuillet 1/1) 336402-PL-BC-01-000 et PL-ER-01-000	CALCULÉ PAR ›	Amar Ouchenane

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1456122020**	**SOUMISSION:**	**336402**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**176037**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**04/05/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Reconstruction de conduite d'eau secondaire dans l'avenue Gascon, entre la rue Sherbrooke et la rue Angus**			
ENTREPRENEUR ▸	**Les Entreprises Claude Chagnon Inc.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			658 459.01 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		65 845.90 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Surveillance externe et autres dépenses CSEM			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
Surveillance environnementale			
Conception et/ou frais généraux CSEM			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			724 304.91 $
Imputation (crédits)			661 386.92 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	31 498.37	62 839.24
Ristournes TPS et TVQ à 50%	62 917.99	

PLAN NUMÉRO:	336402-PL-EA-01 (Feuillets 00 à 02) 336402-PL-VO-01 (Feuillet 1/1)	CALCULÉ PAR ▸	Amar Ouchenane

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1456122022**	**SOUMISSION:**	**336402**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**176039**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**04/05/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Reconstruction d'un égout unitaire dans l'avenue Gascon, entre la rue Sherbrooke et la rue Angus**			
ENTREPRENEUR ›	**Les Entreprises Claude Chagnon Inc.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			1 810 811.50 $
Ce montant sert à payer le coût de 853 206.48 $ du sp 1456122022 (voir soumission)			
+ un montant de 390 846,02 $ pour la reconstruction de la chaussée du sp 1955845009 (voir soumission)			
+ un montant de 60 074,44 $ pour la portion de la reconstruction des trottoirs du sp 2059070026			
- un montant de 53 463,38 $ pour la réfection (enrobé bitumineux) du sp 1955845009 (voir soumission) payé par la CSEM au sp 2069155900			
+ 80% de 67 280,14 $ l'excédent CSEM du sp 2069155900			
+ 80% de 56 788,50 $ l'excédent Bell du sp 1940002002			
+ 80% de 576 116,29 $ pour les items communs non payés par Bell et CSEM (voir soumission sp 1918100045).			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.30%		186 463.56 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Surveillance externe et autres dépenses CSEM			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
Surveillance environnementale			
Conception et/ou frais généraux CSEM			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			1 997 275.06 $
Imputation (crédits)			1 823 778.34 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	86 856.93	173 279.57
Ristournes TPS et TVQ à 50%	173 496.72	

PLAN NUMÉRO:	336402-PL-EA-01 (Feuillets 00 à 02) 336402-PL-VO-01 (Feuillet 1/1)	CALCULÉ PAR ›	Amar Ouchenane

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1456122021**	**SOUMISSION:**	**336402**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**176038**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**04/05/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Reconstruction de conduite d'eau secondaire dans l'avenue Gascon, entre la rue Sherbrooke et la rue Angus**			
ENTREPRENEUR ▸	**Services techniques et professionnels - Conduite d'eau secondaire**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		0.00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		19 000.00 $	
Surveillance externe et autres dépenses CSEM			
Laboratoire, contrôle qualitatif		16 000.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts		6 000.00 $	
Chloration des conduites d'eau existantes		10 000.00 $	
Surveillance environnementale		32 000.00 $	
Conception et/ou frais généraux CSEM			
	TOTAL À REPORTER	83 000.00	83 000.00 $
Dépenses totales à autoriser			83 000.00 $
Imputation (crédits)			75 790.06 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	3 609.48	7 200.91
Ristournes TPS et TVQ à 50%	7 209.94	

PLAN NUMÉRO:	336402-PL-EA-01 (Feuillets 00 à 02) 336402-PL-VO-01 (Feuillet 1/1)	CALCULÉ PAR ▸	Amar Ouchenane

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1456122023**	**SOUMISSION:**	**336402**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**176040**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**04/05/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Reconstruction d'un égout unitaire dans l'avenue Gascon, entre la rue Sherbrooke et la rue Angus**			
ENTREPRENEUR ▸	**Services techniques et professionnels - Conduite d'égout**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET				
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%			0.00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:				
Utilités publiques			35 000.00 $	
Surveillance externe et autres dépenses CSEM				
Laboratoire, contrôle qualitatif			21 000.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation				
Gestion des impacts			6 000.00 $	
Surveillance environnementale			40 000.00 $	
Conception et/ou frais généraux CSEM				
		TOTAL À REPORTER	102 000.00	102 000.00 $
Dépenses totales à autoriser				102 000.00 $
Imputation (crédits)				93 139.59 $
Montant de dépôt				

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		4 435.75	8 849.32
Ristournes TPS et TVQ à 50%		8 860.41	

PLAN NUMÉRO:	336402-PL-EA-01 (Feuillets 00 à 02) 336402-PL-VO-01 (Feuillet 1/1)	CALCULÉ PAR ▸	Amar Ouchenane

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**2059070026**	**SOUMISSION:**	**336402**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**182988**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**04/05/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Reconstruction de trottoirs dans l'avenue Gascon, entre la rue Sherbrooke et la rue Angus**			
ENTREPRENEUR ›	**Les Entreprises Claude Chagnon Inc.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET ---------- 551 637.14 $

Ce montant sert à payer le coût de 471 674,59 $ du sp 2059070026 (dans la soumission sp 1955845010)
- un montant de 60 074,44 $ pour la portion de reconstruction des trottoirs payé par la DRE au sp 2059070026
+ 20% de 67 280,14 $ l'excédent CSEM du sp 2069155900
+ 20% de 56 788,50 $ l'excédent Bell du sp 1940002002
+ 20% de 576 116,29 $ pour les items communs non payés par Bell et CSEM (voir soumission sp 1918100045).

TRAVAUX CONTINGENTS DE 10.24% ---------- 56 509.32 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Surveillance externe et autres dépenses CSEM		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
Surveillance environnementale		
Conception et/ou frais généraux CSEM		
TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $

Dépenses totales à autoriser ---------- 608 146.46 $

Imputation (crédits) ---------- 555 318.77 $

Montant de dépôt ----------

TAXES:

	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	26 446.90	52 761.57
Ristournes TPS et TVQ à 50%	52 827.69	

PLAN NUMÉRO:	336402-PL-VO-01 (Feuillet 1/1)	CALCULÉ PAR ›	Amar Ouchenane

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**2059070027**	**SOUMISSION:**	**336402**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**182989**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**04/05/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Remplacement de l'éclairage dans l'avenue Gascon, entre la rue Sherbrooke et la rue Angus**			
ENTREPRENEUR ▸	**Les Entreprises Claude Chagnon Inc.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET ---------- 342 582.96 $

Ce montant sert à payer le coût de 112 121,32 $ du sous-projet 2059070027 (dans la soumission sp 1958002001)
+ un montant de 230 461,64 $ pour la portion de travaux CSEM pour éclairage au sp 2069155900

TRAVAUX CONTINGENTS DE 16.73% ---------- 57 304.46 $

Les contingences sont de 10% pour le 112 121,32 $ du sous-projet 2059070027 (dans la soumission sp 1958002001)
+ de 20% pour le 230 461,64 $ pour la portion de travaux CSEM pour éclairage au sp 2069155900

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Surveillance externe et autres dépenses CSEM		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
Surveillance environnementale		
Conception et/ou frais généraux CSEM		
TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $

Dépenses totales à autoriser ---------- 399 887.42 $

Imputation (crédits) ---------- 365 150.51 $

Montant de dépôt ----------

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	17 390.19	34 693.43
Ristournes TPS et TVQ à 50%	34 736.91	

PLAN NUMÉRO:	336402-PL-BC-01-000 336402-PL-ER-01-000	CALCULÉ PAR ▸	Amar Ouchenane

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**2059070028**	**SOUMISSION:**	**336402**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**182990**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**04/05/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Reconstruction de trottoirs et remplacement d'éclairage dans l'avenue Gascon, entre la rue Sherbrooke et la rue Angus**			
ENTREPRENEUR ▸	**Incidences techniques et professionnelles**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		0.00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		12 000.00 $	
Surveillance externe et autres dépenses CSEM		3 473.54 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		10 000.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		1 500.00 $	
Gestion des impacts		3 000.00 $	
Prévision pour branchement HQ et concessions CSEM; plantat		19 500.00 $	
Surveillance environnementale		18 000.00 $	
Conception et/ou frais généraux CSEM		65 344.53 $	
	TOTAL À REPORTER	132 818.07	132 818.07 $
Dépenses totales à autoriser			132 818.07 $
Imputation (crédits)			121 280.60 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		5 775.95	11 523.03
Ristournes TPS et TVQ à 50%		11 537.47	

PLAN NUMÉRO:	336402-PL-VO-01 (Feuillet 1/1) 336402-PL-BC-01-000 336402-PL-ER-01-000	CALCULÉ PAR ▸	Amar Ouchenane

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**2069155900**	**SOUMISSION:**	**336402**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**183153**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**04/05/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de la CSEM dans l'avenue Gascon, entre la rue Sherbrooke et la rue Angus**			
ENTREPRENEUR ▸	**Les Entreprises Claude Chagnon Inc.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET ---------- 1 289 286.62 $

Ce montant sert à payer le coût de 1 453 186,27 $ du sp 1969148600 (voir soumission)
- un montant de 230 461,64 $ pour la portion reliée à l'éclairage au sp 2059070027
+ 53 463,38 $ pour la portion d'enrobé du sp 1456122022
+ 80 378,75 $ pour la portion de maintien attribuable à la CSEM du sp 1918199945 (voir soumissions)
- 80% de 67 280,14 $ (excédent CSEM à répartir) au sp 1456122022
- 20% de 67 280,14 $ (excédent CSEM à répartir) au sp 2059070026

TRAVAUX CONTINGENTS DE 18.34% ---------- 236 435.24 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Surveillance externe et autres dépenses CSEM	85 735.40 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif	19 185.54 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
Surveillance environnementale		
Conception et/ou frais généraux CSEM		
TOTAL À REPORTER	104 920.94	104 920.94 $

Dépenses totales à autoriser ---------- 1 630 642.80 $

Imputation (crédits) ---------- 1 430 283.64 $

Montant de dépôt ----------

TAXES:

	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	70 912.93	141 471.29
Ristournes TPS et TVQ à 91,5%	200 359.16	

PLAN NUMÉRO:	C1486 E20172102 – F01 C1486 E20172102 – F02	CALCULÉ PAR ▸	Amar Ouchenane

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**2069155901**	**SOUMISSION:**	**336402**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**183154**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**04/05/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de la CSEM dans l'avenue Gascon, entre la rue Sherbrooke et la rue Angus**			
ENTREPRENEUR ▸	**Dépenses incidentes et frais généraux CSEM**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		0.00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Surveillance externe et autres dépenses CSEM			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
Surveillance environnementale			
Conception et/ou frais généraux CSEM		207 391.13 $	Non taxable
	TOTAL À REPORTER	207 391.13	207 391.13 $
Dépenses totales à autoriser			207 391.13 $
Imputation (crédits)			207 391.13 $
Montant de dépôt			

	TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES: À payer avant ristournes (100%)		
Ristournes TPS et TVQ à 91,5%	0.00	

PLAN NUMÉRO:	C1486 E20172102 – F01 C1486 E20172102 – F02	CALCULÉ PAR ▸	Amar Ouchenane

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**2018100900**	**SOUMISSION:**	**336402**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**183231**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**04/05/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de Bell Canada dans l'avenue Gascon, entre la rue Sherbrooke et la rue Angus**			
ENTREPRENEUR ›	**Les Entreprises Claude Chagnon Inc.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET ..... 17 222.77 $

Ce montant sert à payer le coût de 72 733,19 $ du sp 1940002002
+ un montant de 168,88 $ pour la quote-part des item de vibration et de gestion des sols du sp 1918100045
+ un montant de 1 109,20 $ (8% de l'estimation de Bell) pour le maintien de la mobilité du sp 1918100045
- 80% de 56 788,50 $ (excédent Bell à répartir) au sp 1456122022
- 20% de 56 788,50 $ (excédent Bell à répartir) au sp 2059070026

TRAVAUX CONTINGENTS DE 10.00% ..... 1 722.28 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Surveillance externe et autres dépenses CSEM		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
Surveillance environnementale		
Conception et/ou frais généraux CSEM		
TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $

Dépenses totales à autoriser ..... 18 945.05 $

Imputation (crédits) ..... 17 299.35 $

Montant de dépôt .....

TAXES:

	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	823.88	1 643.63
Ristournes TPS et TVQ à 50%	1 645.70	

PLAN NUMÉRO:	H59320 – Feuillet 401 H59320 – Feuillet 402	CALCULÉ PAR ›	Amar Ouchenane

Montréal

SOUMISSION 336402 - PRINCIPES DE GESTION DE LA MOBILITÉ

Secteur	Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie et d'éclairage dans l'avenue Gascon, entre la rue Sherbrooke et la rue Angus
Avenue Gascon, de la rue Sherbrooke Est à la rue Angus, et intersection de la rue Rachel Est et rue d'Iberville	Les travaux sont répartis en 3 phases et une phase préparatoire. **Délai** : 120 jours – juillet 2020 **PHASE 0 (préparatoire) :** Installation d'un réseau d'eau temporaire sur l'avenue Gascon de la rue Sherbrooke Est à la rue Angus **Horaire de travail** : Lundi au samedi 7h à 19h. **Rue Sherbrooke Est** : Lundi au vendredi 9h30 à 15h30 Samedi 7h à 19h **Maintien de la mobilité** : L'Entrepreneur est autorisé à - Maintenir une voie de circulation sur l'avenue Gascon entre les rues Sherbrooke Est et Rachel Est; - Maintenir une voie de circulation en alternance sur l'avenue Gascon entre la rue Rachel Est et l'extrémité nord, ainsi que sur la rue Angus entre l'avenue Gascon et la rue Hogan; - Entraver la voie de droite sur la rue Sherbrooke Est direction ouest à la hauteur des travaux. **PHASE 1A** : Travaux de conduite d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage, de BELL et de la CSEM sur l'avenue Gascon entre la rue Sherbrooke Est et la rue Rachel Est **Horaire de travail** : Lundi au vendredi 7h à 19h Samedi 8h à 19h **Rue Sherbrooke Est** : Lundi au vendredi 9h30 à 19h Samedi 8h à 19h Dimanche 9h à 19h **Maintien de la mobilité :** L'Entrepreneur est autorisé à - Fermer complètement l'avenue Gascon entre les rues Sherbrooke Est et Rachel Est avec maintien de la circulation locale. Prévoir aménager une circulation à double sens entre la rue Sherbrooke Est et la rue Rachel Est; - Entraver la voie de droite sur la rue Sherbrooke Est direction ouest et maintenir un corridor piéton balisé à la hauteur des travaux; - Entraver partiellement la rue Rachel Est direction est à la hauteur des travaux. **PHASE 1B** : Travaux de conduites d'égout, de conduite d'eau et de pavage de la couche de surface dans l'intersection de l'avenue Gascon et de la rue Rachel Est **Horaire de travail** : Lundi au vendredi 7h à 19h Samedi 8h à 19h **Maintien de la mobilité :** L'Entrepreneur est autorisé à - Entraver complètement l'intersection de l'avenue Gascon et de la rue Rachel Est; - Fermer complètement l'avenue Gascon entre la rue Sherbrooke Est et la rue Rachel Est avec maintien de la circulation locale. Prévoir aménager une circulation à double sens; - Fermer complètement la direction est de la rue Rachel Est entre la rue Frontenac et la rue Bercy; - Fermer complètement la direction ouest de la rue Rachel Est entre la rue Frontenac et la rue Hogan. Maintenir une sortie entre le Lave-Auto Mirabel et la rue Frontenac; - Fermer la rue Angus entre l'avenue Gascon et la rue Hogan avec maintien de la circulation locale; - Maintenir en tout temps un corridor cyclable pavé et balisé d'une largeur minimale de 3 mètres sur la rue Rachel Est au niveau de la zone des travaux; - Aménager une circulation à double sens sur la rue Hogan entre la rue Sherbrooke Est et la rue Rachel Est.

	PHASE 1C : Travaux de conduite d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage, de BELL et de la CSEM sur l'avenue Gascon entre la rue Rachel Est et la rue Angus **Horaire de travail** : Lundi au vendredi 7h à 19h Samedi 8h à 19h Dimanche 9h à 19h **Maintien de la mobilité** : L'Entrepreneur est autorisé à - Fermer complètement l'avenue Gascon entre la rue Rachel Est et la rue Angus; - Fermer la rue Angus entre l'avenue Gascon et la rue Hogan avec maintien de la circulation locale; - Aucune entrave permise de la piste cyclable sur la rue Rachel Est durant cette phase. **PHASE 1D** : Travaux de conduite d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage, de BELL et de la CSEM sur l'avenue Gascon au nord de la rue Angus **Horaire de travail** : Lundi au vendredi 7h à 19h Samedi 8h à 19h **Travaux de conduite d'égout** : Vendredi 17h à 22h Samedi 8h à 22h et Dimanche 9h à 22h **Maintien de la mobilité :** L'Entrepreneur est autorisé à - Fermer complètement l'avenue Gascon entre la rue Angus et l'extrémité nord avec maintien de la circulation locale lorsque la nature des travaux le permet; - Maintenir une voie d'accès sur l'avenue Gascon, d'une largeur minimale de 4 m, entre la rue Angus et l'extrémité nord, durant les travaux, sauf durant les travaux de conduite d'égout; - Fermer la rue Angus entre l'avenue Gascon et la rue Hogan avec maintien de la circulation locale. **PHASE 2** : Travaux de pavage de la couche de surface sur l'avenue Gascon de la rue Sherbrooke Est à l'extrémité nord de l'avenue Gascon **Horaire de travail** : Samedi 8h à 19h et Dimanche 9h à 19h **Maintien de la mobilité : L'Entrepreneur est autorisé à** - Fermer complètement l'avenue Gascon entre la rue Sherbrooke Est et l'extrémité nord; - Entraver la voie de droite en direction ouest sur la rue Sherbrooke Est au niveau de l'avenue Gascon, si requis; - Aucune entrave autorisée sur la rue Rachel Est durant cette phase. **PHASE 3** : Travaux de conduite d'eau dans l'intersection de la rue Rachel Est et de la rue d'Iberville **Horaire de travail** : Samedi 8h à 22h et Dimanche 9h à 22h **Maintien de la mobilité**: L'Entrepreneur est autorisé à - Fermer complètement la direction est de la rue Rachel Est entre la rue Fullum et la rue d'Iberville, avec maintien de la circulation locale entre les rues Fullum et Chapleau; - Fermer complètement la direction ouest de la rue Rachel Est entre la rue d'Iberville et la rue Chapleau; - Aucune entrave de la piste cyclable n'est permise sur la rue Rachel Est; - Entrave du côté ouest de la chaussée de la rue d'Iberville avec maintien d'une (1) voie de circulation d'une largeur minimale de 4,5 mètres à la hauteur de la zone de travaux.
Mesures de gestion des impacts applicables	- Installation, à l'approche du chantier de construction, de panneaux d'information générale pour informer les usagers, à l'avance, que des travaux auront lieu; - Présence de signaleurs pour assurer la sécurité des usagers de la route (incluant les piétons et cyclistes) aux abords du chantier lors des accès chantier (entrée ou sortie), lors des manœuvres des véhicules de l'Entrepreneur dans les voies de circulation, ou à la demande du Directeur; - Lors des travaux d'excavation, l'Entrepreneur est autorisé à travailler sur des tronçons de 30 mètres maximum;

	- Utiliser des repères visuels de type T-RV-10 pour séparer les voies de circulation à contresens, si requis; - Installer des repères visuels de type T-RV-7 pour séparer les voies de circulation de la zone des travaux; - Présence des plaques en acier pour redonner accès aux riverains ou à la circulation en dehors des heures de travail, si requis; - Maintenir la mobilité, l'accessibilité universelle et la protection des travailleurs et des usagers de la route; - Maintenir/aménager et sécuriser les passages piétonniers, cyclistes et les accès aux propriétés, le cas échéant aux abords de l'aire des travaux; - Maintien de l'accès aux bâtiments commerciaux et résidentiels en tout temps lors des travaux; - L'Entrepreneur doit avertir le Directeur avant de réaliser des travaux pouvant affecter les opérations de la STM ainsi que les entreprises du secteur; - Protection des aires de travail et des excavations dans la zone de travaux à l'aide de clôtures autoportantes pour éviter l'accès au chantier par des piétons; - L'Entrepreneur doit installer des chemins de détour lors des travaux pour chaque fermeture de rue ou direction. Ces chemins de détours sont illustrés au devis technique spécial infrastructures « Maintien et gestion de la mobilité » (DTSI-M).

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier

Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux

801, rue Brennan 7" étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

Le 27 avril 2020

Monsieur Fréderic Boucher, ing.
Gestionnaire Principal - Approvisionnement du réseau
Ingénierie et travaux civil – Région du Québec
600 rue Jean-Talon E, 8ème étage
Montréal (Québec) H2R 3A9
Courriel : Frederic.boucher@bell.ca

Objet : Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie et d'éclairage dans l'avenue Gascon, entre la rue Sherbrooke et la rue Angus.

Soumission : 336402

Monsieur,

Suite aux travaux de construction d'égout, de conduites d'eau et de voirie, Bell Canada a décidé de faire des interventions de reconstruction des massifs de leurs actifs.

Tel que convenu, ces travaux seront exécutés par un entrepreneur mandaté par la Ville et par un sous-traitant accrédité par Bell Canada. La Ville a procédé à un appel d'offres et l'adjudicataire recommandé pour l'octroi est :

- Entrepreneur général : Les Entreprises Claude Chagnon Inc.
- Sous-traitant accrédité par Bell Canada : Environnement routier NRJ Inc.

Le montant des travaux payé par Bell est évalué à **18 945,05 $ (contingences et taxes incluses)**. Ce montant correspond à 17 539,16 $ (contingences et taxes incluses), soit l'estimation de Bell plus une majoration de 15 %, auquel s'ajoute une quote-part pour les coûts associés aux items communs et aux coûts associés au maintien de la mobilité. À cet effet vous trouverez, annexé à la présente, un tableau de calcul de la répartition des coûts, le bordereau du sous-projet associé aux travaux de Bell soumis par l'adjudicataire recommandé, de même que le bordereau des items communs et des travaux de reconstruction d'un égout unitaire.

Lors de l'exécution des travaux, si l'entrepreneur devait rencontrer certains imprévus (sols contaminés, élévation de roc, etc.) et liés à sa portion des travaux, les coûts réels engendrés par ces contraintes seraient l'objet d'un avis de changement préparé et signé par le surveillant de Bell Canada et pourraient être facturés en sus de l'estimation initiale si le montant prévu en contingence était insuffisant.

…2

Par la signature de la présente, Bell Canada s'engage à assurer la surveillance des travaux de sa portion du projet et à assumer le coût réel des travaux, sur présentation des factures et pièces justificatives de l'entrepreneur général ci-haut mentionné. L'Entrepreneur sera payé entièrement par la Ville et Bell Canada sera facturé par la Ville selon la portion à sa charge.

Pour de plus amples informations, n'hésitez pas à communiquer avec Amar Ouchenane ing., chargé de projets, au 514-872-2278.

S.V.P., veuillez nous retourner cette lettre dûment signée par une personne autorisée par Bell Canada avant le 30 avril 2020 afin que notre Direction puisse transmettre le dossier aux instances décisionnelles de la Ville pour octroi du contrat.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Yvan Péloquin

Signature numérique de Yvan Péloquin
Date : 2020.04.27 11:18:06 -04'00'

Yvan Péloquin, ing.
Chef de division conception des travaux

J'ai lu, je comprends et j'accepte les modalités qui précèdent et souhaite que la Ville de Montréal procède à l'octroi du contrat et à la réalisation des travaux du sous-projet 19940002002.

J'ai signé le _____ 2020, à _____ .

Signature électronique de:
Frédéric Boucher
Date: 2020.04.29 8h52AM

_____

Nom du signataire (*en lettres moulées*)

p.j. Tableau de calcul de la répartition des coûts de Bell
Bordereaux de la portion du projet de Bell Canada, des items communs et des travaux de reconstruction d'un égout unitaire de la soumission 336402

c.c. Amar Ouchenane ing., chargé de projets – Division de la conception des travaux
Annie Desparois, ing. chef d'équipe – Division de la conception des travaux

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 23 janvier 2014

LES ENTREPRISES CLAUDE CHAGNON INC.
ATT. MONSIEUR JEAN CHAGNON
3450, BOUL CHOQUETTE
SAINT-HYACINTHE (QC) J2S 8V9

N° de décision : 2014-CPSM-1003714
N° de client : 2700022962

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP). LES ENTREPRISES CLAUDE CHAGNON INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **22 janvier 2017** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
www.lautorite.qc.ca

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

Le 11 octobre 2016

LES ENTREPRISES CLAUDE CHAGNON INC.
3500, BOUL SIR-WILFRID-LAURIER
SAINT-HUBERT QC J3Y 6T1

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client : 2700022962

N° de demande : 1631168702

N° de confirmation de paiement : 000204630232

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 877 525-0337.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés financiers

Autorité
des marchés publics
Québec

525, boul. René-Lévesque Est
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone (sans frais) : 1 888 335-5550
Télécopieur (sans frais) : 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca

Le 30 septembre 2019

LES ENTREPRISES CLAUDE CHAGNON INC.
3500, BOUL SIR-WILFRID-LAURIER
SAINT-HUBERT QC J3Y 6T1

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client :	2700022962
N° de demande :	1900012020
N° de confirmation de paiement :	000268050968

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité des marchés publics et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 888 335-5550.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés publics

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 336402
Numéro de référence : 1355459
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie et d'éclairage dans l'avenue Gascon, entre la rue Sherbrooke et la rue Angus.

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Charex 17755 RUE LAPOINTE Mirabel, QC, J7J 0W7	Monsieur Stéphan Charette Téléphone : 450 475-1135 Télécopieur : 450 475-1137	**Commande : (1721018)** 2020-03-23 11 h 01 **Transmission :** 2020-03-23 11 h 01	3287279 - 336402_AD_01_2020-03-31 avec report de date 2020-03-31 14 h 38 - Courriel 3287425 - 336402_FR_soumission_R01_2020-03-31 (devis) 2020-03-31 14 h 47 - Courriel 3287426 - 336402_FR_soumission_R01_2020-03-31 (bordereau) 2020-03-31 14 h 47 - Téléchargement 3290956 - 336402_AD_02_2020-04-08 2020-04-08 10 h 50 - Courriel 3290962 - 336402_FR_soumission_R00_2020-04-08_AO (devis) 2020-04-08 10 h 54 - Courriel 3290963 - 336402_FR_soumission_R00_2020-04-08_AO (bordereau) 2020-04-08 10 h 54 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Cojalac inc. 174 boul. Lacombe Repentigny, QC, J5Z 1S1	Monsieur Jacques Lachapelle Téléphone : 514 548-2772 Télécopieur :	**Commande : (1717298)** 2020-03-16 11 h 33 **Transmission :** 2020-03-17 4 h 17	3287279 - 336402_AD_01_2020-03-31 avec report de date 2020-03-31 14 h 38 - Courriel 3287425 - 336402_FR_soumission_R01_2020-03-31 (devis) 2020-03-31 14 h 47 - Courriel 3287426 - 336402_FR_soumission_R01_2020-03-31 (bordereau) 2020-03-31 14 h 47 - Téléchargement 3290956 - 336402_AD_02_2020-04-08 2020-04-08 10 h 50 - Courriel 3290962 - 336402_FR_soumission_R00_2020-04-08_AO (devis) 2020-04-08 10 h 54 - Courriel

			3290963 - 336402_FR_soumission_R00_2020-04-08_AO (bordereau) 2020-04-08 10 h 54 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction NRC Inc. 160 rue Deslauriers Arr. St-Laurent Montréal, QC, H4N 1V8	Madame Iulia Savescu Téléphone : 514 331-7944 Télécopieur : 514 331-2295	**Commande : (1720295)** 2020-03-20 11 h 35 **Transmission :** 2020-03-20 11 h 35	3287279 - 336402_AD_01_2020-03-31 avec report de date 2020-03-31 14 h 38 - Courriel 3287425 - 336402_FR_soumission_R01_2020-03-31 (devis) 2020-03-31 14 h 47 - Courriel 3287426 - 336402_FR_soumission_R01_2020-03-31 (bordereau) 2020-03-31 14 h 47 - Téléchargement 3290956 - 336402_AD_02_2020-04-08 2020-04-08 10 h 50 - Courriel 3290962 - 336402_FR_soumission_R00_2020-04-08_AO (devis) 2020-04-08 10 h 54 - Courriel 3290963 - 336402_FR_soumission_R00_2020-04-08_AO (bordereau) 2020-04-08 10 h 54 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Demix Construction, une division de CRH Canada inc. 26 rue Saulnier Laval, QC, H7M 1S8 http://www.crhcanada.com	Monsieur Jonathan Groulx Téléphone : 450 629-3533 Télécopieur : 450 629-3549	**Commande : (1721986)** 2020-03-25 9 h 37 **Transmission :** 2020-03-25 11 h 02	3287279 - 336402_AD_01_2020-03-31 avec report de date 2020-03-31 14 h 38 - Courriel 3287425 - 336402_FR_soumission_R01_2020-03-31 (devis) 2020-03-31 14 h 47 - Courriel 3287426 - 336402_FR_soumission_R01_2020-03-31 (bordereau) 2020-03-31 14 h 47 - Téléchargement 3290956 - 336402_AD_02_2020-04-08 2020-04-08 10 h 50 - Courriel 3290962 - 336402_FR_soumission_R00_2020-04-08_AO (devis) 2020-04-08 10 h 54 - Courriel 3290963 - 336402_FR_soumission_R00_2020-04-08_AO (bordereau) 2020-04-08 10 h 54 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
DUROKING Construction / 9200 2088 Québec Inc. 12075, rue Arthur-Sicard, suite 100	Monsieur Mathieu Kingsbury	**Commande : (1717742)** 2020-03-17 8 h 16	3287279 - 336402_AD_01_2020-03-31 avec report de date 2020-03-31 14 h 38 - Courriel

Mirabel, QC, J7J 0E9 http://www.duroking.com	Téléphone : 450 430-3878 Télécopieur : 450 430-6359	**Transmission :** 2020-03-17 8 h 55	3287425 - 336402_FR_soumission_R01_2020-03-31 (devis) 2020-03-31 14 h 47 - Courriel 3287426 - 336402_FR_soumission_R01_2020-03-31 (bordereau) 2020-03-31 14 h 47 - Téléchargement 3290956 - 336402_AD_02_2020-04-08 2020-04-08 10 h 50 - Courriel 3290962 - 336402_FR_soumission_R00_2020-04-08_AO (devis) 2020-04-08 10 h 54 - Courriel 3290963 - 336402_FR_soumission_R00_2020-04-08_AO (bordereau) 2020-04-08 10 h 54 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Environnement Routier NRJ Inc . 23 av Milton Lachine Montréal, QC, H8R 1K6 http://www.nrj.ca	Madame Anick Pelletier Téléphone : 514 481-0451 Télécopieur : 514 481-2899	**Commande : (1718531)** 2020-03-18 8 h 55 **Transmission :** 2020-03-18 8 h 55	3287279 - 336402_AD_01_2020-03-31 avec report de date 2020-03-31 14 h 38 - Courriel 3287425 - 336402_FR_soumission_R01_2020-03-31 (devis) 2020-03-31 14 h 47 - Courriel 3287426 - 336402_FR_soumission_R01_2020-03-31 (bordereau) 2020-03-31 14 h 47 - Téléchargement 3290956 - 336402_AD_02_2020-04-08 2020-04-08 10 h 50 - Courriel 3290962 - 336402_FR_soumission_R00_2020-04-08_AO (devis) 2020-04-08 10 h 54 - Courriel 3290963 - 336402_FR_soumission_R00_2020-04-08_AO (bordereau) 2020-04-08 10 h 54 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Eurovia Québec Grands Projets (Laval) 4085 St-Elzéar Est Laval, QC, H7E 4P2	Madame Line Proulx Téléphone : 450 431-7887 Télécopieur :	**Commande : (1718030)** 2020-03-17 11 h 28 **Transmission :** 2020-03-17 21 h 43	3287279 - 336402_AD_01_2020-03-31 avec report de date 2020-03-31 14 h 38 - Courriel 3287425 - 336402_FR_soumission_R01_2020-03-31 (devis) 2020-03-31 14 h 47 - Courriel 3287426 - 336402_FR_soumission_R01_2020-03-31 (bordereau) 2020-03-31 14 h 47 - Téléchargement 3290956 - 336402_AD_02_2020-04-08 2020-04-08 10 h 50 - Courriel

			3290962 - 336402_FR_soumission_R00_2020-04-08_AO (devis) 2020-04-08 10 h 54 - Courriel 3290963 - 336402_FR_soumission_R00_2020-04-08_AO (bordereau) 2020-04-08 10 h 54 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
GLT+ inc. 100-550, Chemin Chambly Longueuil, QC, J4H 3L8 http://www.glt.ca	Monsieur Simon Vallée Téléphone : 450 679-7500 Télécopieur :	**Commande : (1720014)** 2020-03-20 7 h 55 **Transmission :** 2020-03-20 7 h 55	3287279 - 336402_AD_01_2020-03-31 avec report de date 2020-03-31 14 h 38 - Courriel 3287425 - 336402_FR_soumission_R01_2020-03-31 (devis) 2020-03-31 14 h 47 - Courriel 3287426 - 336402_FR_soumission_R01_2020-03-31 (bordereau) 2020-03-31 14 h 47 - Téléchargement 3290956 - 336402_AD_02_2020-04-08 2020-04-08 10 h 50 - Courriel 3290962 - 336402_FR_soumission_R00_2020-04-08_AO (devis) 2020-04-08 10 h 54 - Courriel 3290963 - 336402_FR_soumission_R00_2020-04-08_AO (bordereau) 2020-04-08 10 h 54 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
KF Construction inc. 1410, rue de Jaffa, bureau 201 Laval, QC, H7P4K9	Monsieur Yves Lefebvre Téléphone : 450 681-8338 Télécopieur : 450 681-7612	**Commande : (1717797)** 2020-03-17 8 h 52 **Transmission :** 2020-03-17 9 h 04	3287279 - 336402_AD_01_2020-03-31 avec report de date 2020-03-31 14 h 38 - Courriel 3287425 - 336402_FR_soumission_R01_2020-03-31 (devis) 2020-03-31 14 h 47 - Courriel 3287426 - 336402_FR_soumission_R01_2020-03-31 (bordereau) 2020-03-31 14 h 47 - Téléchargement 3290956 - 336402_AD_02_2020-04-08 2020-04-08 10 h 50 - Courriel 3290962 - 336402_FR_soumission_R00_2020-04-08_AO (devis) 2020-04-08 10 h 54 - Courriel 3290963 - 336402_FR_soumission_R00_2020-04-08_AO (bordereau) 2020-04-08 10 h 54 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

LE GROUPE LÉCUYER LTÉE. 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0 http://www.lecuyerbeton.com	Monsieur David Guay Téléphone : 450 454-3928 Télécopieur : 450 454-7254	**Commande : (1718533)** 2020-03-18 8 h 57 **Transmission :** 2020-03-18 8 h 57	3287279 - 336402_AD_01_2020-03-31 avec report de date 2020-03-31 14 h 38 - Courriel 3287425 - 336402_FR_soumission_R01_2020-03-31 (devis) 2020-03-31 14 h 47 - Courriel 3287426 - 336402_FR_soumission_R01_2020-03-31 (bordereau) 2020-03-31 14 h 47 - Téléchargement 3290956 - 336402_AD_02_2020-04-08 2020-04-08 10 h 50 - Courriel 3290962 - 336402_FR_soumission_R00_2020-04-08_AO (devis) 2020-04-08 10 h 54 - Courriel 3290963 - 336402_FR_soumission_R00_2020-04-08_AO (bordereau) 2020-04-08 10 h 54 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les entreprises Claude Chagnon Inc. 3500, boul. Sir-Wilfrid-Laurier Saint-Hubert, QC, J3Y 6T1	Madame Josée Guindon Téléphone : 450 321-2446 Télécopieur : 888 802-9689	**Commande : (1718879)** 2020-03-18 13 h 55 **Transmission :** 2020-03-18 13 h 55	3287279 - 336402_AD_01_2020-03-31 avec report de date 2020-03-31 14 h 38 - Courriel 3287425 - 336402_FR_soumission_R01_2020-03-31 (devis) 2020-03-31 14 h 47 - Courriel 3287426 - 336402_FR_soumission_R01_2020-03-31 (bordereau) 2020-03-31 14 h 47 - Téléchargement 3290956 - 336402_AD_02_2020-04-08 2020-04-08 10 h 50 - Courriel 3290962 - 336402_FR_soumission_R00_2020-04-08_AO (devis) 2020-04-08 10 h 54 - Courriel 3290963 - 336402_FR_soumission_R00_2020-04-08_AO (bordereau) 2020-04-08 10 h 54 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Entreprises Cogenex Inc. 3805, boul. Lite, bureau 300 Laval, QC, H7E1A3	Monsieur Carlo Rivera Téléphone : 514 327-7208 Télécopieur : 514 327-7238	**Commande : (1723409)** 2020-03-30 8 h 39 **Transmission :** 2020-03-30 8 h 43	3287279 - 336402_AD_01_2020-03-31 avec report de date 2020-03-31 14 h 38 - Courriel 3287425 - 336402_FR_soumission_R01_2020-03-31 (devis) 2020-03-31 14 h 47 - Courriel 3287426 - 336402_FR_soumission_R01_2020-03-31 (bordereau) 2020-03-31 14 h 47 - Téléchargement

			3290956 - 336402_AD_02_2020-04-08 2020-04-08 10 h 50 - Courriel 3290962 - 336402_FR_soumission_R00_2020-04-08_AO (devis) 2020-04-08 10 h 54 - Courriel 3290963 - 336402_FR_soumission_R00_2020-04-08_AO (bordereau) 2020-04-08 10 h 54 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Neolect Inc. 104 boul Montcalm Nord Candiac, QC, J5R 3L8	Madame Marjolaine Émond Téléphone : 450 659-5457 Télécopieur : 450 659-9265	**Commande : (1717194)** 2020-03-16 10 h 34 **Transmission :** 2020-03-16 16 h 06	3287279 - 336402_AD_01_2020-03-31 avec report de date 2020-03-31 14 h 38 - Courriel 3287425 - 336402_FR_soumission_R01_2020-03-31 (devis) 2020-03-31 14 h 47 - Courriel 3287426 - 336402_FR_soumission_R01_2020-03-31 (bordereau) 2020-03-31 14 h 47 - Téléchargement 3290956 - 336402_AD_02_2020-04-08 2020-04-08 10 h 50 - Courriel 3290962 - 336402_FR_soumission_R00_2020-04-08_AO (devis) 2020-04-08 10 h 54 - Courriel 3290963 - 336402_FR_soumission_R00_2020-04-08_AO (bordereau) 2020-04-08 10 h 54 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Roxboro Excavation INC.. 1620 Croissant Newman Dorval, QC, H9P 2R8	Madame Johanne Vallée Téléphone : 514 788-4660 Télécopieur : 514 788-4606	**Commande : (1719835)** 2020-03-19 15 h 36 **Transmission :** 2020-03-19 16 h 13	3287279 - 336402_AD_01_2020-03-31 avec report de date 2020-03-31 14 h 38 - Courriel 3287425 - 336402_FR_soumission_R01_2020-03-31 (devis) 2020-03-31 14 h 47 - Courriel 3287426 - 336402_FR_soumission_R01_2020-03-31 (bordereau) 2020-03-31 14 h 47 - Téléchargement 3290956 - 336402_AD_02_2020-04-08 2020-04-08 10 h 50 - Courriel 3290962 - 336402_FR_soumission_R00_2020-04-08_AO (devis) 2020-04-08 10 h 54 - Courriel 3290963 - 336402_FR_soumission_R00_2020-04-08_AO (bordereau) 2020-04-08 10 h 54 - Téléchargement

			Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Super Excavation Inc. 5900 Saint-Jacques Ouest Montréal, QC, H4A 2E9	Monsieur Natalino Cappello Téléphone : 514 488-6883 Télécopieur : 514 488-1791	**Commande : (1717209)** 2020-03-16 10 h 42 **Transmission :** 2020-03-16 16 h 25	3287279 - 336402_AD_01_2020-03-31 avec report de date 2020-03-31 14 h 39 - Télécopie 3287425 - 336402_FR_soumission_R01_2020-03-31 (devis) 2020-03-31 14 h 48 - Télécopie 3287426 - 336402_FR_soumission_R01_2020-03-31 (bordereau) 2020-03-31 14 h 47 - Téléchargement 3290956 - 336402_AD_02_2020-04-08 2020-04-08 10 h 51 - Télécopie 3290962 - 336402_FR_soumission_R00_2020-04-08_AO (devis) 2020-04-08 10 h 54 - Télécopie 3290963 - 336402_FR_soumission_R00_2020-04-08_AO (bordereau) 2020-04-08 10 h 54 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Systèmes Urbains Inc. 23, avenue Milton Montréal, QC, H8R 1K6 http://www.systemesurbains.com	Monsieur Francis Duchesne Téléphone : 514 321-5205 Télécopieur : 514 321-5835	**Commande : (1718168)** 2020-03-17 13 h 42 **Transmission :** 2020-03-17 13 h 42	3287279 - 336402_AD_01_2020-03-31 avec report de date 2020-03-31 14 h 38 - Courriel 3287425 - 336402_FR_soumission_R01_2020-03-31 (devis) 2020-03-31 14 h 47 - Courriel 3287426 - 336402_FR_soumission_R01_2020-03-31 (bordereau) 2020-03-31 14 h 47 - Téléchargement 3290956 - 336402_AD_02_2020-04-08 2020-04-08 10 h 50 - Courriel 3290962 - 336402_FR_soumission_R00_2020-04-08_AO (devis) 2020-04-08 10 h 54 - Courriel 3290963 - 336402_FR_soumission_R00_2020-04-08_AO (bordereau) 2020-04-08 10 h 54 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Travaux Routiers Métropole Inc / 9129-2201 Québec Inc 25 rue des Iris Blainville, QC, j7c6b1	Monsieur Anthony Bentivegna Téléphone : 450 430-2002 Télécopieur : 450 430-2010	**Commande : (1717357)** 2020-03-16 12 h 14 **Transmission :** 2020-03-16 17 h 18	3287279 - 336402_AD_01_2020-03-31 avec report de date 2020-03-31 14 h 38 - Courriel 3287425 - 336402_FR_soumission_R01_2020-03-31 (devis) 2020-03-31 14 h 47 - Courriel

3287426 - 336402_FR_soumission_R01_2020-03-31 (bordereau)
2020-03-31 14 h 47 - Téléchargement

3290956 - 336402_AD_02_2020-04-08
2020-04-08 10 h 50 - Courriel

3290962 - 336402_FR_soumission_R00_2020-04-08_AO (devis)
2020-04-08 10 h 54 - Courriel

3290963 - 336402_FR_soumission_R00_2020-04-08_AO (bordereau)
2020-04-08 10 h 54 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission

Dossier # : 1207231034

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Les entreprises Claude Chagnon inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie et d'éclairage dans l'avenue Gascon, entre la rue Sherbrooke et la rue Angus. Dépense totale de 5 904 410,89 $ (contrat: 4 669 999,99 $, contingences: 604 280,76 $, incidences: 630 130,14 $), taxes incluses. Appel d'offres public 336402 - 8 soumissionnaires. Autoriser un budget de revenus de 18 945,05 $, taxes incluses (contrat entente : 17 222,77 $ + contingences : 1 722,28 $), pour les travaux de Bell intégrés au contrat pour une dépense équivalente et qui sont remboursables par Bell en vertu de l'entente.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1559 Intervention et répartition des coûts GDD1207231034.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Serge A BOILEAU
Président
Tél : 514-384-6840 poste 242

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-11

Serge A BOILEAU
Président
Tél : 514-384-6840 poste 242
Division :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207231034

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Les entreprises Claude Chagnon inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie et d'éclairage dans l'avenue Gascon, entre la rue Sherbrooke et la rue Angus. Dépense totale de 5 904 410,89 $ (contrat: 4 669 999,99 $, contingences: 604 280,76 $, incidences: 630 130,14 $), taxes incluses. Appel d'offres public 336402 - 8 soumissionnaires. Autoriser un budget de revenus de 18 945,05 $, taxes incluses (contrat entente : 17 222,77 $ + contingences : 1 722,28 $), pour les travaux de Bell intégrés au contrat pour une dépense équivalente et qui sont remboursables par Bell en vertu de l'entente.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Info_comptable_DRE GDD 1207231034.xlsx 1207231034 cert fds SUM .xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François BALLARD
Préposé au budget
Tél : 514 872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-19

Julie LAPOINTE
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-1025
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.017

2020/06/03
08:30

Dossier # : 1202968014

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division de l'exploitation_innovation et gestion des déplacements
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Laurin, Laurin (1991) Inc. pour la réalisation de travaux électriques de signalisation lumineuse à 25 intersections de la Ville de Montréal, pour une période de 12 semaines - Dépense totale de 346 806,56 $, taxes incluses (contrat : 289 005,47 $ + contingences : 57 801,09 $) - Appel d'offres public 461714 - 5 soumissionnaires.

Il est recommandé :

1. d'accorder à Laurin, Laurin (1991) Inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution de travaux électriques de signalisation lumineuse à 25 intersections de la Ville de Montréal, pour une période de 12 semaines, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 289 005,47 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 461714;

2. d'autoriser une dépense de 57 801,09 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-05-22 16:56

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1202968014**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division de l'exploitation_innovation et gestion des déplacements
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Laurin, Laurin (1991) Inc. pour la réalisation de travaux électriques de signalisation lumineuse à 25 intersections de la Ville de Montréal, pour une période de 12 semaines - Dépense totale de 346 806,56 $, taxes incluses (contrat : 289 005,47 $ + contingences : 57 801,09 $) - Appel d'offres public 461714 - 5 soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

Les besoins en lien avec les feux de circulation sont en perpétuel changement. La Ville de Montréal doit constamment mettre à jour ses infrastructures de feux de circulation afin de maintenir la pérennité des équipements installés et d'assurer un niveau optimal dans la gestion des déplacements, tant au niveau de la sécurité, de la mobilité que du développement durable.

Les interventions aux feux de circulation ont pour objectifs de :

- Favoriser un transfert modal des usagers de la route vers le transport collectif par l'implantation de mesures préférentielles aux feux de circulation pour les bus;
- Encourager le transport actif par l'implantation de feux pour les piétons, pour personnes ayant une déficience visuelle et pour les cyclistes;
- Modifier des feux de circulation dans le cadre de réaménagements de rues effectués par la Ville;
- Soutenir les efforts mis en place dans le cadre de l'approche «Vision Zéro» par la modification de la signalisation lumineuse;
- Prévenir la désuétude des équipements de feux de circulation;
- Diminuer les impacts négatifs de la congestion routière dans une perspective de développement durable.

Il est important de souligner que les interventions prévues au présent contrat, impliquent l'ajout systématique des têtes de feux pour piétons afin d'assurer des déplacements actifs sécuritaires, tel que prévu au Guide de conception des feux pour piétons de la Ville de Montréal. Ce contrat répond aussi à l'engagement de réviser le mode de protection des piétons, dès cette année, pour l'ensemble des feux de circulation du territoire de la Ville et ce, à raison d'un minimum de 250 interventions par année, sur une période maximale de 8 ans.

Dans le but d'effectuer la mise à niveau des feux de circulation, la Division gestion de projets et économie de la construction (DGPEC) au Service des infrastructures du réseau routier (SIRR) a procédé à l'appel d'offres 461714. Lancé le 28 février 2020 pour une période de 24 jours de calendrier, il a été publié dans SEAO et dans le Journal de Montréal. Les soumissions sont valides pour une durée de 120 jours de calendrier, soit jusqu'au 22 juillet 2020.

Aucun addenda n'a été publié pour cet appel d'offres.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 1251 - 11 décembre 2019 - Adoption du Programme triennal d'immobilisations (PTI) 2020-2022 de la Ville de Montréal (volet ville centrale)

CM19 0043 - 28 janvier 2019 - Accorder un contrat à Néolect Inc. pour la réalisation de travaux électriques de signalisation lumineuse à divers endroits du réseau routier de la Ville de Montréal, pour une période de 18 mois. Dépense totale : 1 681 858,37 $, taxes incluses (montant du contrat : 764 481,08 $; contingences : 152 896,22 $; incidences : 764 481,08 $) - Appel d'offres public 447910 - (7 soumissionnaires).

CM19 0042 - 28 janvier 2019 - Accorder un contrat à Néolect inc. pour la réalisation de travaux électriques de signalisation lumineuse à divers endroits du réseau routier de la Ville de Montréal, pour une période de 18 mois - Dépense totale de 2 360 743,53 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 447920 (6 soum.).

DESCRIPTION

En vue d'améliorer la sécurité des usagers, le présent contrat de travaux électriques de signalisation lumineuse comprend les modifications suivantes :

- L'ajout de feux à décompte numérique pour les piétons;
- Une modification au cycle de fonctionnement afin de revoir le mode de protection des piétons.

Ces interventions aux feux de circulation s'appliqueront à 25 intersections, en fonction du nouveau guide de conception des feux pour piétons.

À noter que le choix de recourir à une série de contrats de petite taille plutôt qu'à un seul contrat de grande envergure repose sur deux éléments principaux. D'une part, ceci permet de respecter la capacité de réalisation des plans et devis à l'interne et de procéder à la réalisation des travaux au fur et à mesure. D'autre part, compte tenu de la taille modeste de plusieurs entrepreneurs aptes à soumissionner pour ces travaux, la division en plusieurs contrats permet une réalisation simultanée des différents contrats par différents entrepreneurs. Ceci a également pour effet de favoriser une saine compétition entre les entrepreneurs.

Des contingences représentant 20 % de la valeur du contrat, doivent être ajoutées à ce montant, entre autres, pour couvrir les imprévus pouvant survenir lors de l'installation des différents équipements (par exemple, le déplacement de coffrets de télécommunication si certains conduits souterrains s'avéraient bloqués, le besoin de tests additionnels pour calibrer les détecteurs véhiculaires, etc.).

JUSTIFICATION

Les 5 preneurs de cahier de charge ont tous déposé une soumission conforme (100 %).

Résultats de l'appel d'offres :

Soumissions conformes	**Prix soumis (taxes incluses)**	**Contingences de 20 % (taxes incluses)**	**Total (taxes incluses)**
Laurin, Laurin (1991) Inc.	289 005,47 $	57 801,09 $	346 806,56 $
Bruneau Électrique Inc.	309 174,67 $	61 829,53 $	370 977,20 $
Construction NRC Inc.	343 707,99 $	68 741,60 $	412 449,59 $
Néolect Inc.	489 024,89 $	97 804,98 $	586 829,87 $
Pierre Brossard (1981) Ltée	594 966,08 $	118 993,22 $	713 959,30 $
Estimation interne	347 334,54 $	69 466,91 $	416 801,45 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)			- 69 994,88 $ - 16,8 %
Écart entre la 2e plus basse conforme et la plus basse ($) Écart entre la 2e plus basse conforme et la plus basse (%)			24 170,64 $ 7,0 %

La dernière estimation a été réalisée à l'interne par la Division exploitation, innovation et gestion des déplacements (DEIGD).

L'écart entre la plus basse soumission conforme et la dernière estimation est favorable à la Ville et s'explique par une stratégie d'affaires agressive et du peu de complexité que présente ce contrat.

Lors de l'analyse des soumissions par la DGPEC, les prix de soumission et l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public de l'Autorité des marchés publics (AMP) ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions. Une autorisation de l'AMF valide, obtenue le 19 juin 2017, venant à échéance le 2 juillet 2020, a été déposée avec la soumission de l'adjudicataire (voir pièce jointe). En date du 4 mai 2020, le nom de l'adjudicataire figurait au Registre des entreprises autorisées à contracter/sous-contracter (REA) de l'Autorité des marchés publics (voir pièce jointe). Cependant, seuls les autres documents fournis avec les 2 plus basses soumissions ont été vérifiés. Les validations suivantes ont été effectuées :

- Les soumissionnaires ne font pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ);
- Les soumissionnaires ont déposé une attestation valide de Revenu Québec (RQ) avec la soumission;
- Les soumissionnaires respectent le Règlement du conseil de la ville sur la gestion contractuelle (18-038);
- Les soumissionnaires ne font pas partie de la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal de ce contrat de 346 806,56 $ (taxes incluses), incluant des contingences de 57 801,09 $ sera assumé comme suit :

Un montant maximal de 316 680,62 $ net de ristourne sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale 18-058 – «Achat et installation d'équipements pour la mise aux normes des feux de circulation et la gestion de la circulation».

Le budget net requis pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible pour le PTI 2020 -2022 et est réparti comme suit pour chacune des années (en milliers de $) :

Programme	2020	2021	2022	TOTAL
59002 – Programme de mise aux normes des feux de circulation	317	0	0	317

Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre.

Le détail des informations comptables se trouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'amélioration continue et le maintien des actifs de feux de circulation s'inscrivent dans une perspective de développement durable de différentes façons. En effet, les modifications apportées aux feux permettent d'améliorer les conditions de circulation et la mobilité des personnes en optimisant l'utilisation des infrastructures existantes. Ces modifications visent à augmenter la part modale des déplacements à pied, à vélo ou en transport en commun, en intégrant de nouveaux paramètres favorables, aux piétons et aux personnes à mobilité réduite, pour des déplacements plus sécuritaires.

En favorisant une mobilité plus efficace sur le réseau routier, notamment pour les transports actifs et collectifs, l'amélioration continue des feux favorise le développement économique de Montréal tout en minimisant les émissions de gaz à effet de serre liées au domaine du transport. Cette amélioration est en lien avec l'action 1 du Plan d'action de l'administration municipale du Plan Montréal durable 2016-2020.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans la possibilité d'accorder ce contrat pour améliorer les feux de circulation, il serait difficile d'atteindre les objectifs poursuivis dans le cadre de la révision du mode de protection des piétons à 250 intersections par année, de l'approche «Vision Zéro» et du Plan Montréal durable 2016-2020. En effet, l'installation des feux à décompte numérique pour les piétons, des signaux sonores pour les personnes ayant une déficience visuelle, ou des feux pour les cyclistes, pourrait être retardée. Les impacts sur la sécurité et la mobilité seraient importants pour les usagers, notamment les plus vulnérables. De plus, des projets tels que les mesures préférentielles (feux chandelles) pour la Société de transport de Montréal (STM) ainsi que les mesures prioritaires pour les véhicules d'urgence du Service sécurité incendie de Montréal (SSIM) seraient compromis.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans le contexte de la pandémie attribuable à la Covid-19, les échéanciers du projets pourraient subir des changements pour des raisons telles qu'un manque de personnel de l'adjudicataire ou de restrictions imposées par la Direction de la santé publique.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Comité exécutif : 3 juin 2020
- Octroi de contrat : juin 2020
- Réalisation des travaux : juin à septembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jorge PALMA-GONZALES)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Véronique PARENTEAU, Service des infrastructures du réseau routier

Lecture :

Véronique PARENTEAU, 20 mai 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvain PROVOST
Agent technique principal - Systèmes de transport intelligent

Tél : 514 872-9019
Télécop. : 514 872-9458

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-23

Hugues BESSETTE
Chef de Division ing.

Tél : 514 872-5798
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Valérie G GAGNON
Directrice
Tél : 514 868-3871
Approuvé le : 2020-05-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2020-05-21

RÉSUMÉ DES INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Réalisé par la Direction des infrastructures (SIRR)

Identification

No de l'appel d'offres : 461714 — No du GDD : 1202968014

Titre de l'appel d'offres : SP-2020-14 Travaux électriques de signalisation lumineuse (25 projets)

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 28 - 2 - 2020 — Ouverture originalement prévue le : 24 - 3 - 2020

Ouverture faite le : 24 - 3 - 2020 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 24 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 0

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 5 — Nbre de soumissions reçues : 5 — % de réponses : 100

Nbre de soumissions rejetées : 0 — % de rejets : 0,0

Soumission(s) rejetée(s) (nom) — Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs — Date d'échéance initiale : 22 - 7 - 2020

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée : JJ - MM - AAAA

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes *Les prix de soumission et l'AMP ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions. Cependant, seuls les autres documents fournis avec les 2 plus basses soumissions ont été vérifiés*	Prix soumis incluant les taxes (et corrections le cas échéant) **Total $**
LAURIN, LAURIN (1991) INC.	289 005,47
BRUNEAU ELECTRIQUE INC.	309 174,67
CONSTRUCTION N.R.C. INC.	343 707,99
NEOLECT INC.	489 024,89
PIERRE BROSSARD (1981) LTEE	594 966,08

Estimation	**interne**	347 334,54

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation : **-16,8%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse : **7,0%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** ☐ **NON** X

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ		x	AMP		x	***Joindre l'attestation de l'AMP, le cas échéant***
RENA		x	Revenu Qc		x	

Préparé par l'équipe Sollicitation des marchés et conformité de la Division de la gestion de projets et économie de la construction

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 19 juin 2017

7-1

LAURIN, LAURIN (1991) INC.
A/S MONSIEUR GUY LAURIN
12000, RUE ARTHUR-SICARD
MIRABEL (QC) J7J 0E9

N° de décision : 2017-CPSM-1036110
N° de client : 3000316694

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous SIGNALEURS DES LAURENTIDES, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). LAURIN, LAURIN (1991) INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **2 juillet 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **lundi, 04 mai 2020 à 19:30**

Extrait du Registre des entreprises autorisées à contracter de l'Autorité des marchés financiers

Fiche de l'entreprise

Nom : LAURIN, LAURIN (1991) INC.
Adresse du siège social : 12000, RUE ARTHUR-SICARD, , MIRABEL, QC, J7J 0E9, CANADA

Numéro de client à l'AMP : 3000316694
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1142298448

Autres noms d'affaires

- SIGNALEURS DES LAURENTIDES

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information.

Liste des commandes

Numéro : 461714
Numéro de référence : 1350461
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : SP-2020-14 Travaux électriques de signalisation lumineuse (25 projets)

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Bruneau Électrique Inc. 527 boul Dollard Joliette, QC, J6E 4M5	Monsieur Eric Bruneau Téléphone : 450 759-6606 Télécopieur : 450 759-2653	**Commande : (1708679)** 2020-03-02 9 h 01 **Transmission :** 2020-03-02 9 h 01	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Construction NRC Inc. 160 rue Deslauriers Arr. St-Laurent Montréal, QC, H4N 1V8	Madame Iulia Savescu Téléphone : 514 331-7944 Télécopieur : 514 331-2295	**Commande : (1710211)** 2020-03-03 16 h 21 **Transmission :** 2020-03-03 19 h 56	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Laurin et Laurin (1991) Inc.. 12000 Arthur Sicard Mirabel, QC, J7J 0E9 http://www.laurinlaurin.ca	Monsieur Charles Mclaughlin Téléphone : 450 435-9551 Télécopieur :	**Commande : (1714288)** 2020-03-10 14 h 55 **Transmission :** 2020-03-10 14 h 55	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Neolect Inc. 104 boul Montcalm Nord Candiac, QC, J5R 3L8	Madame Marjolaine Émond Téléphone : 450 659-5457 Télécopieur : 450 659-9265	**Commande : (1708624)** 2020-03-02 8 h 35 **Transmission :** 2020-03-02 8 h 47	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Pierre Brossard 1981 Ltée 9595 Rue Ignace Brossard, QC, J4Y 2P3	Monsieur Marc Desautels Téléphone : 450 659-9641 Télécopieur : 450 659-4068	**Commande : (1709727)** 2020-03-03 10 h 20 **Transmission :** 2020-03-03 10 h 20	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1202968014

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division de l'exploitation_innovation et gestion des déplacements
Objet :	Accorder un contrat à Laurin, Laurin (1991) Inc. pour la réalisation de travaux électriques de signalisation lumineuse à 25 intersections de la Ville de Montréal, pour une période de 12 semaines - Dépense totale de 346 806,56 $, taxes incluses (contrat : 289 005,47 $ + contingences : 57 801,09 $) - Appel d'offres public 461714 - 5 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1202968014 travaux signalisation pour FC 25 intersections - Laurin Laurin.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jorge PALMA-GONZALES
Préposé au budget
Tél : (514) 872-4014

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-19

Fidel COTÉ-FILIATRAULT
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-6748
Division : Service des finances - Dir. conseil et soutien financiers

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.018

2020/06/03
08:30

Dossier # : 1202968015

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division de l'exploitation_innovation et gestion des déplacements
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Laurin, Laurin (1991) Inc., pour la réalisation de travaux civils et électriques de signalisation lumineuse à 4 intersections de la Ville de Montréal, pour une période de 12 semaines - Dépense totale de 1 806 655,07 $, taxes incluses (contrat : 1 505 545,89 $ + contingences : 301 109,18 $) - Appel d'offres public 461715 - 4 soumissionnaires

Il est recommandé :

1. d'accorder à Laurin, Laurin (1991) Inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution de travaux civils et électriques de signalisation lumineuse, à 4 intersections de la Ville de Montréal, pour une période de 12 semaines, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 505 545,89 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 461715;

2. d'autoriser une dépense de 301 109,18 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-05-24 11:56

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1202968015**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division de l'exploitation_innovation et gestion des déplacements
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Laurin, Laurin (1991) Inc., pour la réalisation de travaux civils et électriques de signalisation lumineuse à 4 intersections de la Ville de Montréal, pour une période de 12 semaines - Dépense totale de 1 806 655,07 $, taxes incluses (contrat : 1 505 545,89 $ + contingences : 301 109,18 $) - Appel d'offres public 461715 - 4 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Les besoins en lien avec les feux de circulation sont en perpétuel changement. La Ville de Montréal doit constamment mettre à jour ses infrastructures de feux de circulation afin de maintenir la pérennité des équipements installés et d'assurer un niveau optimal dans la gestion des déplacements, tant au niveau de la sécurité, de la mobilité que du développement durable.
Les interventions aux feux de circulation ont pour objectifs de :

- Favoriser un transfert modal des usagers de la route vers le transport collectif par l'implantation de mesures préférentielles aux feux de circulation pour les bus;
- Encourager le transport actif par l'implantation de feux pour les piétons, pour les personnes ayant une déficience visuelle et pour les cyclistes;
- Modifier les feux de circulation dans le cadre de réaménagements de rues effectués par la Ville;
- Soutenir les efforts mis en place dans le cadre de l'approche «Vision Zéro» par la modification de la signalisation lumineuse;
- Prévenir la désuétude des équipements de feux de circulation;
- Diminuer les impacts négatifs de la congestion routière dans une perspective de développement durable.

Il est important de souligner que les interventions prévues au présent contrat, impliquent l'ajout systématique des têtes de feux pour piétons afin d'assurer des déplacements actifs sécuritaires, tel que prévu au Guide de conception des feux pour piétons de la Ville de Montréal. Ce contrat répond aussi à l'engagement de réviser le mode de protection des piétons, dès cette année, pour l'ensemble des feux de circulation du territoire de la Ville et ce, à raison d'un minimum de 250 interventions par année, sur une période maximale de 8 ans.

Dans le but d'effectuer la mise à niveau des feux de circulation, la Division gestion de projets et économie de la construction (DGPEC) au Service des infrastructures du réseau

routier (SIRR) a procédé à l'appel d'offres 461715. Lancé le 2 mars 2020 pour une période de 21 jours de calendrier, il a été publié dans SEAO et dans le Journal de Montréal. Les soumissions sont valides pour une durée de 120 jours de calendrier, soit jusqu'au 22 juillet 2020.

Aucun addenda n'a été publié pour cet appel d'offres.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 1251 - 11 décembre 2019 - Adoption du Programme triennal d'immobilisations (PTI) 2020-2022 de la Ville de Montréal.
CM19 0043 - 28 janvier 2019 - Accorder un contrat à Néolect Inc. pour la réalisation de travaux électriques de signalisation lumineuse à divers endroits du réseau routier de la Ville de Montréal, pour une période de 18 mois. Dépense totale : 1 681 858,37 $, taxes incluses (montant du contrat : 764 481,08 $; contingences : 152 896,22 $; incidences : 764 481,08 $) - Appel d'offres public 447910 - (7 soumissionnaires).

CM19 0042 - 28 janvier 2019 - Accorder un contrat à Néolect inc. pour la réalisation de travaux électriques de signalisation lumineuse à divers endroits du réseau routier de la Ville de Montréal, pour une période de 18 mois - Dépense totale de 2 360 743,53 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 447920 (6 soum.).

DESCRIPTION

En vue d'améliorer la sécurité des usagers, le présent contrat de travaux civils et électriques de signalisation lumineuse comprend les modifications suivantes :

- Des feux à décompte numérique pour les piétons (4);
- Des feux prioritaires dans le cadre des mesures préférentielles pour bus (2).

De plus, une intersection comprend aussi une mise à niveau complète des équipements :

- Remplacer les éléments de la signalisation lumineuse non conformes par rapport aux normes édictées par le Ministère des transports du Québec (Tome V);
- Changer les lentilles fonctionnant avec des ampoules incandescentes par des lentilles à diode électroluminescente (DEL) pour des économies d'énergie;
- Repositionner ou ajouter des têtes de feux, lorsque requis, pour respecter les nouvelles normes de visibilité;
- Ajouter des moniteurs de conflits et remplacer des contrôleurs de feux de circulation électromécaniques par des contrôleurs électroniques;
- Remplacer des bases de fûts et construire / reconstruire des conduits souterrains.

À noter que le choix de recourir à une série de contrats de petite taille plutôt qu'à un seul contrat de grande envergure repose sur deux éléments principaux. D'une part, ceci permet de respecter la capacité de réalisation des plans et devis à l'interne et de procéder à la réalisation des travaux au fur et à mesure. D'autre part, compte tenu de la taille modeste de plusieurs entrepreneurs aptes à soumissionner pour ces travaux, la division en plusieurs contrats permet une réalisation simultanée des différents contrats par différents entrepreneurs. Ceci a également pour effet de favoriser une saine compétition entre les entrepreneurs.

Des contingences représentant 20 % de la valeur du contrat doivent être ajoutées à ce

montant, entre autres, pour couvrir les imprévus pouvant survenir lors de l'installation des différents équipements (par exemple, le déplacement de coffrets de télécommunication si certains conduits souterrains s'avéraient bloqués, le besoin de tests additionnels pour calibrer les détecteurs véhiculaires, etc.).

JUSTIFICATION

Sur un total de 6 preneurs du cahier de charges, 4 firmes ont déposé une soumission conforme, soit 67 %. Deux preneurs du cahier de charges se sont désistés sans donner de raison.
Résultats de l'appel d'offres :

Soumissions conformes	Prix soumis (taxes incluses)	Contingences de 20 % (taxes incluses)	Total (taxes incluses)
Laurin, Laurin (1991) Inc.	1 505 545,89 $	301 109,18 $	1 806 655,07 $
Pierre Brossard (1981) Ltée	1 704 306,62 $	340 861,32 $	2 045 167,94 $
Bruneau Électrique Inc.	1 712 157,30 $	342 431,46 $	2 054 588,76 $
Néolect Inc.	2 251 633,03 $	450 326,61 $	2 701 959,64 $
Dernière estimation réalisée ($)	1 422 888,63 $	284 577,73 $	1 707 466,36 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)			99 188,71 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)			5,8 %
Écart entre la deuxième plus basse conforme et la plus basse ($)			238 512,88 $
Écart entre la deuxième plus basse conforme et la plus basse (%)			13,2 %

La dernière estimation a été réalisée à l'interne par la Division exploitation, innovation et gestion des déplacements (DEIGD).

L'écart entre la plus basse soumission conforme et la dernière estimation est jugé acceptable.

L'écart entre la 2e plus basse soumission conforme et la plus basse est attribuable à des prix plus élevés pour des items touchant à la partie civile des travaux.

Lors de l'analyse des soumissions par la DGPEC, les prix de soumission et l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public de l'Autorité des marchés publics (AMP) ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions. Une autorisation de l'Autorité des marchés financiers obtenue, avant la création de l'AMP, le 19 juin 2017, venant à échéance le 2 juillet 2020, a été déposée avec la soumission de l'adjudicataire (voir pièce jointe). En date du 4 mai 2020, le nom de l'adjudicataire figurait sur la liste du Registre des entreprises admissibles (REA) de l'AMP (voir pièce jointe). Cependant, seuls les autres documents fournis avec les 2 plus basses soumissions ont été vérifiés. Les validations suivantes ont été effectuées :

- Les soumissionnaires ne font pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ);
- Les soumissionnaires ont déposé une attestation valide de Revenu Québec (RQ) avec la soumission;
- Les soumissionnaires respectent le Règlement du conseil de la ville sur la gestion contractuelle (18-038);

- Les soumissionnaires ne font pas partie de la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal de ce contrat de 1 806 655,07 $ (taxes incluses), incluant des contingences de 301 109,18 $ sera assumé comme suit :

Un montant maximal de 1 649 716,89 $ net de ristourne sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale 18-058 – Achat et installation d'équipements pour la mise aux normes des feux de circulation et la gestion de la circulation.

Le budget net requis pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible pour le PTI 2020 -2022 et est réparti comme suit pour chacune des années (en milliers de $) :

Programme	2020	2021	2022	TOTAL
59002 – Programme de mise aux normes des feux de circulation	1 650	0	0	1 650

Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre.

Le détail des informations comptables se trouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'amélioration continue et le maintien des actifs de feux de circulation s'inscrivent dans une perspective de développement durable de différentes façons. En effet, les modifications apportées aux feux permettent d'améliorer les conditions de circulation et la mobilité des personnes en optimisant l'utilisation des infrastructures existantes. Ce projet vise à augmenter la part modale des déplacements à pied, à vélo ou en transport en commun, en intégrant de nouveaux paramètres favorables, aux piétons et aux personnes à mobilité réduite, pour des déplacements plus sécuritaires.
En favorisant une mobilité plus efficace sur le réseau routier, notamment pour les transports actifs et collectifs, l'amélioration continue des feux favorise le développement économique de Montréal tout en minimisant les émissions de gaz à effet de serre liées au domaine du transport. Ce projet est en lien avec l'action 1 du Plan d'action de l'administration municipale du Plan Montréal durable 2016-2020.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans la possibilité d'accorder ce contrat pour améliorer les feux de circulation, il serait difficile d'atteindre les objectifs poursuivis dans le cadre de la révision du mode de protection des piétons à 250 intersections par année, de l'approche «Vision Zéro» et du Plan Montréal durable 2016-2020. En effet, l'installation des feux à décompte numérique pour les piétons, des signaux sonores pour les personnes ayant une déficience visuelle, ou des feux pour les cyclistes, pourrait être retardée. Les impacts sur la sécurité et la mobilité seraient importants pour les usagers, notamment les plus vulnérables. De plus, des projets tels que les mesures préférentielles (feux chandelles) pour la Société de transport de Montréal (STM) ainsi que les mesures prioritaires pour les véhicules d'urgence du Service sécurité incendie de Montréal (SSIM) seraient compromis.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans le contexte de la pandémie attribuable à la Covid-19, l'échéancier du mandat de l'adjudicataire pourrait subir des changements pour des raisons telles qu'un manque de personnel ou de restrictions imposées par la Direction de la santé publique.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil municipal : 15 juin 2020

- Octroi de contrat : juin 2020
- Réalisation des travaux : août à octobre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Tene-Sa TOURE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Véronique PARENTEAU, Service des infrastructures du réseau routier

Lecture :

Véronique PARENTEAU, 13 mai 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvain PROVOST
Agent technique principal - Systèmes de transport intelligent

Tél : 514 872-9019
Télécop. : 514 872-9458

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-23

Hugues BESSETTE
Chef de Division ing.

Tél : 514 872-5798
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Valérie G GAGNON
Directrice
Tél : 514 868-3871
Approuvé le : 2020-05-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2020-05-22

RÉSUMÉ DES INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Réalisé par la Direction des infrastructures (SIRR)

Identification

No de l'appel d'offres : 461715 — No du GDD : 1202968015

Titre de l'appel d'offres : SP-2020-15 Travaux civils et électriques de signalisation lumineuse (4 projets)

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 2 - 3 - 2020 — Ouverture originalement prévue le : 24 - 3 - 2020

Ouverture faite le : 24 - 3 - 2020 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 21 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 0

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 6 — Nbre de soumissions reçues : 4 — % de réponses : 67

Nbre de soumissions rejetées : 0 — % de rejets : 0,0

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs — Date d'échéance initiale : 22 - 7 - 2020

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée : JJ - MM - AAAA

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes *Les prix de soumission et l'AMP ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions. Cependant, seuls les autres documents fournis avec les 2 plus basses soumissions ont été vérifiés*	Prix soumis incluant les taxes (et corrections le cas échéant) **Total $**
LAURIN, LAURIN (1991) INC.	1 505 545,89
PIERRE BROSSARD (1981) LTEE	1 704 306,62
BRUNEAU ELECTRIQUE INC.	1 712 157,30
NEOLECT INC.	2 251 633,03

Estimation	**interne**	1 422 888,63

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation : **5,8%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse : **13,2%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** ☐ **NON** X

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ	☐	X	AMP	☐	X	***Joindre l'attestation de l'AMP, le cas échéant***
RENA	☐	X	Revenu Qc	☐	X	

Préparé par l'équipe Sollicitation des marchés et conformité de la Division de la gestion de projets et économie de la construction

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 19 juin 2017

7-1

LAURIN, LAURIN (1991) INC.
A/S MONSIEUR GUY LAURIN
12000, RUE ARTHUR-SICARD
MIRABEL (QC) J7J 0E9

N° de décision : 2017-CPSM-1036110
N° de client : 3000316694

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous SIGNALEURS DES LAURENTIDES, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). LAURIN, LAURIN (1991) INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **2 juillet 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **lundi, 04 mai 2020 à 19:30**

Fiche de l'entreprise

Nom : LAURIN, LAURIN (1991) INC.
Adresse du siège social : 12000, RUE ARTHUR-SICARD, , MIRABEL, QC, J7J 0E9, CANADA

Numéro de client à l'AMP : 3000316694
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1142298448

Autres noms d'affaires
• SIGNALEURS DES LAURENTIDES

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information.

Liste des commandes

Numéro : 461715
Numéro de référence : 1350551
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : SP-2020-15 Travaux civils et électriques de signalisation lumineuse (4 projets)

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Bruneau Électrique Inc. 527 boul Dollard Joliette, QC, J6E 4M5	Monsieur Eric Bruneau Téléphone : 450 759-6606 Télécopieur : 450 759-2653	**Commande : (1709685)** 2020-03-03 9 h 56 **Transmission :** 2020-03-03 9 h 56	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Laurin et Laurin (1991) Inc.. 12000 Arthur Sicard Mirabel, QC, J7J 0E9 http://www.laurinlaurin.ca	Monsieur François Tobin Téléphone : 450 435-9551 Télécopieur : 450 435-2662	**Commande : (1718406)** 2020-03-17 18 h 26 **Transmission :** 2020-03-17 18 h 26	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Entrepreneurs Bucaro Inc. 10,441 rue Balzac Montréal-Nord Montréal, QC, H1H 3L6	Monsieur Andrea Bucaro Téléphone : 514 325-7729 Télécopieur : 514 325-7183	**Commande : (1714450)** 2020-03-10 16 h 49 **Transmission :** 2020-03-10 16 h 49	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Neolect Inc. 104 boul Montcalm Nord Candiac, QC, J5R 3L8	Madame Marjolaine Émond Téléphone : 450 659-5457 Télécopieur : 450 659-9265	**Commande : (1709071)** 2020-03-02 13 h 13 **Transmission :** 2020-03-02 16 h 47	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Pavage Des Moulins Inc. 1036 rue Nationale Terrebonne, QC, J6W 6B4 http://www.pavagedesmoulins.com	Monsieur André Marchand Téléphone : 450 961-3636 Télécopieur : 450 961-3737	**Commande : (1711322)** 2020-03-05 9 h 35 **Transmission :** 2020-03-05 9 h 48	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Pierre Brossard 1981 Ltée 9595 Rue Ignace Brossard, QC, J4Y 2P3	Monsieur Marc Desautels Téléphone : 450 659-9641 Télécopieur : 450 659-4068	**Commande : (1709754)** 2020-03-03 10 h 38 **Transmission :** 2020-03-03 10 h 38	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1202968015

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division de l'exploitation_innovation et gestion des déplacements
Objet :	Accorder un contrat à Laurin, Laurin (1991) Inc., pour la réalisation de travaux civils et électriques de signalisation lumineuse à 4 intersections de la Ville de Montréal, pour une période de 12 semaines - Dépense totale de 1 806 655,07 $, taxes incluses (contrat : 1 505 545,89 $ + contingences : 301 109,18 $) - Appel d'offres public 461715 - 4 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1202968015 SUM.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Tene-Sa TOURE
Préposée au budget
Tél : 514 868-8754

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-19

Fidel COTÉ-FILIATRAULT
Conseillère Budgétaire
Tél : 514-872-6748
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CE : 20.019

2020/06/03
08:30

Dossier # : 1186965002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Outremont , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 49 807,17 $, taxes incluses, pour la gestion de la surveillance due à l'octroi de deux contrats et à une durée prolongée des travaux réalisés à l'été 2019, dans le cadre du contrat accordé à GHD consultants Ltée (CE18 0296), majorant ainsi le montant total du contrat de 213 769,28 $ à 275 102,69 $, taxes incluses

IL EST RECOMMANDÉ AU COMITÉ EXÉCUTIF :

1- d'autoriser une dépense additionnelle de 49 807,17 $, taxes incluses, pour la gestion de la surveillance due à l'octroi de deux contrats et à une durée prolongée des travaux réalisés à l'été 2019, dans le cadre du contrat accordé à GHD consultants Ltée (CE18 0296), majorant ainsi le montant total du contrat de 213 769,28 $ à 275 102,69 $, taxes incluses;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-04-15 15:39

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Outremont
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 6 avril 2020	Résolution: CA20 16 0096

ADDENDA - AUTORISER UNE DÉPENSE SUPPLÉMENTAIRE DE 49 807,17$ (TAXES INCLUSES) À LA FIRME GHD CONSULTANTS LTÉE. DANS LE CADRE DU CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS DU PRR 2018 POUR LA GESTION DE LA SURVEILLANCE DUE À L'OCTROI DE DEUX CONTRATS DE TRAVAUX RÉALISÉ À L'ÉTÉ 2019 – DÉPENSE PROVENANT DU PTI

Il est proposé par Philipe Tomlinson

appuyé par Mindy Pollak

D'AUTORISER une dépense supplémentaire de 49 807,17$ (taxes incluses), à la firme GHD Consultants Ltée suite à l'appel d'offres public SP07/11-17 pour la gestion de la surveillance due à l'octroi de deux contrats et à une durée prolongée des travaux réalisés à l'été 2019, majorant ainsi le contrat de base à 275 102,69 $ (taxes incluses);

D'IMPUTER ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

VOTE

VOTENT EN FAVEUR: Philipe Tomlinson, Jean-Marc Corbeil, Valérie Patreau, Fanny Magini, Mindy Pollak

VOTE CONTRE:

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ.

20.02 1186965002

Philipe TOMLINSON
_____
Maire de l'arrondissement

Julie DESJARDINS
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 9 avril 2020

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION	**Dossier # :1186965002**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Outremont , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 49 807,17 $, taxes incluses, pour la gestion de la surveillance due à l'octroi de deux contrats et à une durée prolongée des travaux réalisés à l'été 2019, dans le cadre du contrat accordé à GHD consultants Ltée (CE18 0296), majorant ainsi le montant total du contrat de 213 769,28 $ à 275 102,69 $, taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

Ce dossier addenda doit être transmis pour signature à M. Alain Dufort afin qu'il soit présenté au CE pour l'autoriser d'une dépense supplémentaire de 49 807.17$, taxes incluses, conformément au sommaire addenda du présent GDD.
Décisions antérieures:

CE19 0016 - 9 janvier 2019 - Autoriser une dépense supplémentaire de 11 526,24 $ (taxes incluses) à la firme GHD Consultants Ltée suite à l'appel d'offres public SP07/11-17 pour la gestion et la reprise du PRR 2018, majorant ainsi le contrat de base à 225 295,52 $ (taxes incluses).

CA18 16 0381 - 3 décembre 2018 - Autoriser une dépense supplémentaire de 11 526,24 $ (taxes incluses) à la firme GHD Consultants Ltée suite à l'appel d'offres public SP07/11 -17 pour la gestion et la reprise du PRR 2018, majorant ainsi le contrat de base à 225 295,52 $ (taxes incluses)– Dépense provenant du PTI de l'arrondissement.

CE18 0296 - 18 février 2018 - Accorder à GHD Consultants ltée, firme ayant obtenu le plus haut pointage en fonction des critères préétablis, un contrat de services professionnels pour la réalisation des plans et devis, caractérisations environnementales, études géotechniques, contrôles qualitatifs des matériaux et surveillance environnementale, gestion et surveillance des travaux, réfection d'une conduite d'aqueduc dans le cadre du programme de réfection routière 2018 de l'arrondissement d'Outremont, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 213 769,28 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public SP07/11-17

CA18 16 0029 - 5 février 2018 – Octroyer un contrat de services professionnels au

montant de 213 769,28$ (incluant les taxes) à la firme GHD consultants Ltée pour la réalisation des plans et devis, caractérisations environnementales, études géotechniques, contrôles qualitatifs des matériaux et surveillance environnementale, gestion et surveillance des travaux, réfection d'une conduite d'aqueduc dans le cadre du programme de réfection routière 2018 de l'arrondissement Outremont, suite à l'appel d'offres public SP07/11-17 (six soumissionnaires conformes) – Dépense provenant du budget du PTI de l'arrondissement et de la ville centre

Concernant la première majoration, l'ensemble des informations se trouve dans les décisions antérieures ci-haut. L'explication détaillée de la 2e majoration se trouve dans le sommaire addenda de la résolution CA20 16 0096 - 6 avril 2020.

- 1e majoration : 5.39% d'augmentation;
- 2e majoration : 23.30% d'augmentation.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Antoine MARCEAU-POIRIER
Ingénieur, Chargé de projet

514-495-6277
Tél :
Télécop. :

Montréal, le 23 septembre 2019

N/Réf. : 11129824-B1
V/Réf. : TP07 11-18 et TP08 11-18

Monsieur Antoine Marceau-Poirier, ing.
Chargé de projet
3700 Rue Rachel-Est
Bureau de projets et de développement durable
Arrondissement d'Outremont
Outremont (Québec) H2V 0A8

Par courriel :
antoine.marceau-poirier@ville.montreal.qc.ca

Objet : Demande d'avenants pour services professionnels – Mise à jour étape construction Volets 3 et 4; Gestion et surveillance des travaux – Contrôle qualitatif et surveillance environnementale
PRR 2018 – TP07 11-18 Multiples rues et TP08 11-18 rue Champagneur
Outremont, Québec

Monsieur Marceau-Poirier,

Comme ces deux projets tirent à leur fin, nous en sommes à faire le bilan des efforts et des heures exécutées par nos équipes jusqu'à maintenant pour les volets 3 et 4 concernant la gestion et la surveillance des travaux. Notre but ici est de vous faire l'état de nos travaux en cours et de les comparer avec notre proposition pour l'appel d'offres public SP07/11-17 qui a été déposée en janvier 2018.

Comme vous le savez déjà, l'appel d'offres SP07/11-17 a été fermée à l'été 2018 sans soumissionnaires et l'appel d'offres a été reprise à l'automne 2018 en scindant le projet en deux pour sortir la rue Champagneur dans un lot distinct et en faire deux projets de moindre envergure avec de meilleures chances d'obtenir des propositions. Un avenant de 10 025 $ nous a été accordé en décembre 2018 pour la préparation des documents et la gestion du deuxième appel d'offres.

Notre proposition initiale pour un projet unique était basée sur un chantier d'environ 4 mois avec un support bureau du chargé de projet ou d'un ingénieur pour environ 16 heures par semaine (2 jours) pour cette durée de 4 mois. Le fait d'avoir scindé le projet initial a eu deux conséquences directes sur l'effort requis soit l'ajout d'un deuxième surveillant à temps plein et en gestion de projet, la gestion de deux entrepreneurs ce qui augmente aussi beaucoup les tâches (deux fois plus de décomptes et de réunions, plus de coordination, plus de correspondances etc.). Nous n'avons pas fait de demandes lors de la préparation du premier avenant car il était probable que la durée des travaux allait être réduite et une partie de ces coûts additionnels absorbés par un délai total plus court. Malheureusement, nous dépassons déjà le quatrième mois et les travaux ne sont pas encore complétés.

Dans un but de transparence, nous vous soumettons le bilan des travaux en cours pour les volets 3 et 4 puisque nous sommes une firme intégrée pour les trois services (surveillance civil, contrôle des matériaux et surveillance environnementale) et que les taux sont les mêmes pour les professionnels et les techniciens dans ces projets. Nous avons donc regroupé notre banque totale d'heures à l'avantage du projet puisque c'est la surveillance civile qui a dû être doublée. Notre bilan des heures est décrit au tableau suivant :

Le tableau 1 présente les détails des honoraires proposés pour les volets 3 et 4 :

Tableau 1

Description	heures	taux	total
Volets 3 et 4			
Chargé de projet	**43**	**95 $ / heure**	**4 085.00 $**
Ingénieurs	**138**	**75 $ / heure**	**10 350,00 $**
Techniciens surveillance	**454**	**60 $ / heure**	**27 240,00 $**
Techniciens contrôle-env.	**495**	**60 $ / heure**	**29 700,00 $**
Total			~~**71 375,00 $**~~

Soumission GHD (volet 3 & 4) : 94 978.00$

Le tableau 2 présente les travaux en cours en date du 20 septembre 2019 pour les volets 3 et 4 :

Tableau 2

Description	heures	taux	total
Volets 3 et 4			
Chargé de projet	**39**	**95 $ / heure**	**3 705.00 $**
Ingénieur	**188.75**	**75 $ / heure**	**14 156,25 $**
Techniciens surveillance	**1169.5**	**60 $ / heure**	**70 170,00$ $**
Techniciens contrôle-env.	**501.5**	**60 $ / heure**	**30 090.00 $**
Total			**118 121.25 $**

Si on compare les tableaux 1 et 2, deux postes sont plus affectés par la scission du projet original en deux lots, les poste d'ingénieur et celui de surveillance. Le dépassement pour le poste d'ingénieur peut s'expliquer par l'augmentation des tâches de gestion pour deux entrepreneurs ainsi que pour la gestion des changements. Il y a eu beaucoup de changements reliés aux sols contaminés, à d'autres services souterrains rencontrés qui ont dû être déplacés (Bell, Gaz), à des demandes particulières de riverains et de l'arrondissement etc.

Pour le poste de surveillance, nous voyons directement l'effet qu'a eu la nécessité de passer d'un à deux surveillants sans que la durée des projets ne soit réduite par rapport à la planification initiale. Au moment d'écrire cette demande, il reste toujours des travaux à compléter pour au moins deux à trois semaines.

Notre demande pour cet avenant représente la différence entre les heures prévues et exécutées ainsi qu'une petite provision pour terminer les chantiers des projets soit 52 500$:

1. 60 heures d'ingénieur au taux de 75$ pour 4 500$
2. 800 heures de technicien de surveillance au taux de 60$ pour 48 000$

Provision demandé: 5 753.75$

Différence des heures prévues vs exécutées + provision demandé : 23 143.25$ + 5 753.75$ = **28 897.00$** (avant taxes)

Nous espérons que les représentants de l'Arrondissement d'Outremont recevront cette demande en comprenant que GHD a mis les heures et les efforts pour compléter les projets malgré les changements de conditions au contrat. Nous vous remercions de prendre connaissance de la présente et de nous informer dès que vous aurez des confirmations pour ces demandes.

D'ici là, nous vous assurons de notre entière coopération en tout temps. N'hésitez pas à communiquer avec nous pour toute information complémentaire.

Veuillez agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

GHD



Marc-André Cloutier,ing.
Associé – Infrastructures et Eau

MAC/

p. j.

c. c. Mokhtar Fritih, ing. GHD (Mokhtar.Fritih@ghd.com)

DEMANDE DE CHANGEMENT
Avenant à l'ingénierie

Client : Arrondissement Outremont – Ville de Montréal	DDC N° : DDC-C02	Date : 2019-09-23
Titre du projet : PRR ET PCPR 2018		Rév. N° : 01
Projet N° : 11129824		
Nom du Demandeur : Marc-André Cloutier		
Nom de l'installation visée par les changements : Coûts reliés à la gestion et lasurveillance de deux chantiers		

Impacts de ce changement au projet (annexer les détails, s'il y a lieu) :

☒ Impacts sur l'échéancier du projet	☐ Impacts sur le concept
☐ Impacts sur le coût des travaux	☒ Impacts sur le coût des honoraires

Description du changement au projet :

Notre demande pour cet avenant représente la différence entre les heures prévues et exécutées ainsi qu'une petite provision pour terminer les chantiers des projets soit 52 500$:

1. 60 heures d'ingénieur au taux de 75$ pour 4 500$
2. 800 heures de technicien de surveillance au taux de 60$ pour 48 000$

Ajustement des coûts des honoraires professionnelles

	Heures	Coûts
Montant des honoraires prévus dans l'offre de service	--	**185 926,75$**
Changement proposé et autorisé à ce jour	--	**10 025,00$**
Changement proposé via cette DDC :	--	**52 500,00$**
Montant total (taxe en sus):		**248 451,75$**

Spécialité : Civil		
Chargé de projet (GHD) : Marc-André Cloutier, ing.	2019-09-23 Date	MA Cloutier, ing Signature

À COMPLÉTER PAR LE CLIENT

☐ Demande refusée ☐ Demande autorisée	Justificatif en cas de refus :

Signature du client

Nom : Représentant autorisé	Date	Signature

Montréal

Antoine MARCEAU-POIRIER <antoine.marceau-poirier@montreal.ca>

Re: TP08/11-17 et TP08/11-17 - Demande de changement en ingénierie (Volet 3 et 4)

Antoine MARCEAU-POIRIER <antoine.marceau-poirier@montreal.ca> 17 mars 2020 à 13 h 59
À : "MarcAndre.Cloutier@ghd.com" <MarcAndre.Cloutier@ghd.com>
Cc : "Antoine MARCEAU-POIRIER/MONTREAL (antoine.marceau-poirier@ville.montreal.qc.ca)" <antoine.marceau-poirier@ville.montreal.qc.ca>, Marie-Claude LEBLANC <marie-claude.leblanc@montreal.ca>

Bonjour Marc-André,

L'arrondissement acceptera votre proposition ci-dessous au terme de 43 320$ avant taxes pour les heures du technicien terrain.

Nous pourrons en discuter ce jeudi PM en réunion.

Cordialement,

Antoine Marceau-Poirier, ing.
Chargé de projet
Bureau de projets et de développement durable
Arrondissement d'Outremont
Outremont Montréal
600, av. de la Gare-de-Triage
Outremont (Québec) H2V 0A8
Bureau: 514-495-6277
Cellullaire : 438-275-8034
Courriel : antoine.marceau-poirier@montreal.ca Nouvelle adresse!

AVERTISSEMENT : Ce courriel et les pièces jointes qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessous et peuvent contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s'il ne vous st pas destiné, veuillez le mentionner immédiatement à l'expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel peut être illégale. Les opinions véhiculées par ce message sont celles de l'expéditeur et ne reflètent pas nécessairement celles de la Ville de Montréal qui se dégage de toutes responsabilités ou obligations pouvant en résulter.

Le mer. 4 mars 2020, à 17 h 24, MarcAndre.Cloutier@ghd.com <MarcAndre.Cloutier@ghd.com> a écrit :

> Bonjour Antoine,
>
> Je veux simplement mentionner que si notre tableau 1 donne 71 375$ au lieu de 94 978$, c'est parce que nous avons retiré des Volets 3 et 4 le personnel pour les rapports, les essais de laboratoire ainsi que du temps de personnel qui n'était pas impliqué dans l'extension (secrétaire, technicien en arpentage) ainsi que d'autres éléments inclus dans le forfait que vous ne voyez pas (dépenses , km etc.). Le but n'était que de comparer les heures prévues aux heures réalisées du fait que les projets scindés on quand même durés plus longtemps que les 4 mois que nous avions prévu pour un seul grand projet.
>
> Si on oublie le temps accru pour les ingénieurs, peut-on au moins considérer le temps de chantier des techniciens (454 + 495 heures prévues) vs (1169.5+501.5 heures réalisées) soit un différentiel de 949 moins 1671 donc 722 heures de technicien @ 60$/heure ou 43 320 $?
>
> Merci de reconsidérer notre demande si c'est possible de votre côté,
>
> Cordialement,
>
> **Marc-André Cloutier, ing. PA LEED**
> **GHD**
> D : +1 514 339 0397
>
> **From:** Antoine MARCEAU-POIRIER <antoine.marceau-poirier@montreal.ca>
> **Sent:** Monday, 2 March 2020 12:57 PM
> **To:** Marc Andre Cloutier <MarcAndre.Cloutier@ghd.com>
> **Cc:** Antoine MARCEAU-POIRIER/MONTREAL (antoine.marceau-poirier@ville.montreal.qc.ca) <antoine.marceau-poirier@ville.montreal.qc.ca>; Marie-Claude LEBLANC <marie-claude.leblanc@montreal.ca>
> **Subject:** Re: TP08/11-17 et TP08/11-17 - Demande de changement en ingénierie (Volet 3 et 4)
>
> Bonjour Marc-André,
>
> Après analyse de votre demande, vous trouverez ci-joint la contre-proposition de l'arrondissement en lien avec les honoraires supplémentaires demandés.
>
> L'arrondissement reconnaît les éléments défendus dans votre demande, par contre le tableau 1 ne reflète pas votre soumission. L'ensemble des volets 3&4 du mandat comptabilise 94 978.00$

Ainsi, afin de permettre le paiement des services rendus, l'arrondissement accepte un dépense supplémentaire maximale de 28 897.00$, tel que démontré dans la pièce jointe.

Pour toute question, n'hésite pas,

Cordialement,

Antoine Marceau-Poirier, ing.

Chargé de projet

Bureau de projets et de développement durable

Arrondissement d'Outremont

Outremont Montréal

600, av. de la Gare-de-Triage

Outremont (Québec) H2V 0A8

Bureau: 514-495-6277

Cellullaire : 438-275-8034

Courriel : antoine.marceau-poirier@montreal.ca Nouvelle adresse!

AVERTISSEMENT : Ce courriel et les pièces jointes qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessous et peuvent contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s'il ne vous st pas destiné, veuillez le mentionner immédiatement à l'expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel peut être illégale. Les opinions véhiculées par ce message sont celles de l'expéditeur et ne reflètent pas nécessairement celles de la Ville de Montréal qui se dégage de toutes responsabilités ou obligations pouvant en résulter.

Le lun. 23 sept. 2019, à 18 h 10, MarcAndre.Cloutier@ghd.com <MarcAndre.Cloutier@ghd.com> a écrit :

> Bonjour Antoine,
>
> Voici notre demande de changement qui démontre les effets du changement au contrat (deux contrats au lieu d'un) et des incidences sur la surveillance. Basé sur nos travaux en cours réels.
>
> Nous pourrons en discuter à ta convenance,
>
> Merci,
>
> **Marc-André Cloutier, ing. PA LEED | Associé de GHD**
> **Responsable - Infrastructures et Eau**
>
> **GHD**
> ***Fièrement détenue par ses employés***
> T : +1 514 333-5151 | D : +1 514 339-0397 | M : +1 514 973-8714 | C : MarcAndre.Cloutier@ghd.com
> 4600, Boulevard de la Côte-Vertu, Montréal, Québec, H4S 1C7, Canada | www.ghd.com
>
> **Restez en contact avec nous**
>
> EAU | ÉNERGIE ET RESSOURCES | ENVIRONNEMENT | BÂTIMENTS ET PROPRIÉTÉS | TRANSPORT
>
> Pensez à l'environnement avant d'imprimer ce courriel
>
> _____
> CONFIDENTIALITY NOTICE: This email, including any attachments, is confidential and may be privileged. If you are not the intended recipient please notify the sender immediately, and please delete it; you should not copy it or use it for any purpose or disclose its contents to any other person. GHD and its affiliates reserve the right to monitor and modify all email communications through their networks.
> _____

AVERTISSEMENT : Ce courriel et les pièces qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peuvent contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez le mentionner immédiatement à l'expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel peut être illégale. Le contenu de ce courriel ne peut être interprété qu'en conformité avec les lois et règlements qui régissent les pouvoirs des diverses instances décisionnelles compétentes de la Ville de Montréal.

_____
This e-mail has been scanned for viruses

_____
CONFIDENTIALITY NOTICE: This email, including any attachments, is confidential and may be privileged. If you are not the intended recipient please notify the sender

immediately, and please delete it; you should not copy it or use it for any purpose or disclose its contents to any other person. GHD and its affiliates reserve the right to monitor and modify all email communications through their networks.

DEMANDE DE CHANGEMENT
Avenant à l'ingénierie

Client : Arrondissement Outremont – Ville de Montréal	DDC N° : DDC-C02	Date : 2020-03-19
Titre du projet : PRR ET PCPR 2018		Rév. N° : 02
Projet N° : N/D : 11129824 – V/D TP07 11-17 et TP08 11-17		
Nom du Demandeur : Marc-André Cloutier		
Nom de l'installation visée par les changements : Coûts reliés à la gestion et la surveillance de deux chantiers		

Impacts de ce changement au projet (annexer les détails, s'il y a lieu) :

☒ Impacts sur l'échéancier du projet	☐ Impacts sur le concept
☐ Impacts sur le coût des travaux	☒ Impacts sur le coût des honoraires

Description du changement au projet :

Notre demande pour cet avenant représente la différence entre les heures prévues et exécutées ainsi qu'une petite provision pour terminer les chantiers des projets soit 52 500$:

1. ~~60 heures d'ingénieur au taux de 75$ pour 4 500$~~
2. ~~800 heures de technicien de surveillance au taux de 60$ pour 48 000$~~

Révision selon courriel du 17 mars 2020 : L'arrondissement autorise 722 heures de technicien @ 60$/heure soit un montant de 43 320 $

Ajustement des coûts des honoraires professionnelles

	Heures	Coûts
Montant des honoraires prévus dans l'offre de service	--	**185 926,75$**
Changement proposé et autorisé à ce jour	--	**10 025,00$**
Changement proposé via cette DDC :	--	**43 320,00$**
Montant total (taxe en sus):		**239 271,75$**

Spécialité : Civil		
Chargé de projet (GHD) : Marc-André Cloutier, ing.	2020-03-19 Date	MA Cloutier, ing Signature

À COMPLÉTER PAR LE CLIENT

☐ Demande refusée ☐ Demande autorisée	Justificatif en cas de refus :

Signature du client

Nom : Représentant autorisé	Date	Signature

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Outremont , Direction des services administratifs_du greffe et relations avec les citoyens

Dossier # : 1186965002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Outremont , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Objet :	Octroyer un contrat de services professionnels au montant de 213 769,28$ (incluant les taxes) à la firme GHD consultants Ltée pour la réalisation des plans et devis, caractérisations environnementales, études géotechniques, contrôles qualitatifs des matériaux et surveillance environnementale, gestion et surveillance des travaux, réfection d'une conduite d'aqueduc dans le cadre du programme de réfection routière 2018 de l'arrondissement Outremont, suite à l'appel d'offres public SP07/11-17 (six soumissionnaires conformes) – Dépense provenant du budget du PTI de l'arrondissement et de la ville centre

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1186965002-Aspects financiers -Addenda.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Kalina RYKOWSKA
Conseillère en gestion de ressources financières

Tél : 514-495-6247

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-02

Julie DESJARDINS
C/d ress.hum.<<arr.<60000>>

Tél : 514 495-6202
Division : Outremont , Direction des services administratifs_du greffe et relations avec les citoyens

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1186965002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Outremont , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Objet :	Octroyer un contrat de services professionnels au montant de 213 769,28$ (incluant les taxes) à la firme GHD consultants Ltée pour la réalisation des plans et devis, caractérisations environnementales, études géotechniques, contrôles qualitatifs des matériaux et surveillance environnementale, gestion et surveillance des travaux, réfection d'une conduite d'aqueduc dans le cadre du programme de réfection routière 2018 de l'arrondissement Outremont, suite à l'appel d'offres public SP07/11-17 (six soumissionnaires conformes) – Dépense provenant du budget du PTI de l'arrondissement et de la ville centre

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1186965002 SP PRR2018 outremont - GHD - addenda2019.xls

Info_Comptable_DRE 1186965002 - Addenda.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jorge PALMA-GONZALES
Préposé au budget

Tél : (514) 872-4014

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-31

Cédric AGO
Conseiller budgétaire

Tél : 514 872-1444
Division : Service des finances - Dir. conseil et soutien financiers

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.020

2020/06/03
08:30

Dossier # : 1200649002

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre de services professionnels avec la firme Le Groupe Civitas inc., pour des services de surveillance de travaux pour la somme maximale de 762 284,25 $ (taxes incluses. Appel d'offres public # 1709 (2 soumissionnaires). Approuver un projet de convention à cette fin.

Il est recommandé :
1. de conclure une entente-cadre, d'une durée de 3 ans par laquelle Le Groupe Civitas inc, firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, des services de surveillance de travaux, pour une somme maximale de 762 284,25 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 1709;

2. d'approuver un projet de convention de services professionnels entre la Ville de Montréal et la firme Le Groupe Civitas inc. à cet effet;

3. d'autoriser le président de la CSEM à signer le projet de convention pour et au nom de la Ville;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Serge A BOILEAU **Le** 2020-05-22 09:18

Signataire : Serge A BOILEAU

Président
Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1200649002**

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre de services professionnels avec la firme Le Groupe Civitas inc., pour des services de surveillance de travaux pour la somme maximale de 762 284,25 $ (taxes incluses. Appel d'offres public # 1709 (2 soumissionnaires). Approuver un projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

Afin de procéder à la construction de nouveaux réseaux et à l'enfouissement des fils aériens dans différents arrondissements, la Commission des services électriques de Montréal réalise différents travaux d'immobilisation. Ces travaux visent le maintien et le prolongement du réseau. La surveillance des travaux est faite par l'équipe interne de 19 agents techniques, majorés de personnel externe selon le volume des travaux. Il n'y a pas assez de membres réguliers pour répondre au volume de travaux de surveillance.

Tableau pour GDD					
Principaux éléments					
Date de parution (SEAO + Constructo)					2020-02-05
Disponibilité des documents					2020-02-05
Date de fin de la période d'appel d'offres					2020-04-14
Durée de l'appel d'offres					47 jours
Preneur d'un cahier de charges :					6 entreprises
Preneur d'un cahier de charges et addenda :					6 entreprises
N'ayant pas soumissionné					4 entreprises
Ayant soumissionné	Géninov, Civitas				2 entreprises

La validité des soumissions est de 90 jours. L'appel d'offres est ouvert aux fournisseurs et entrepreneurs canadiens et européens.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 1193- 18 novembre 2019 conclure une entente-cadre de services professionnels avec la firme Infrastructel inc. pour des services de surveillance de travaux, pour une durée de 3 ans, pour une somme maximale de 1 550 782,80 $ (taxes incluses) conformément aux documents de l'appel d'offres public 1697 - CE19 1645, 30 octobre 2019)
CM19 1130- 22 octobre 2019 conclure une entente-cadre de services professionnels avec la firme Groupe Geninov inc pour des services de surveillance de travaux, pour une durée de 3

ans, pour une somme maximale de 1 586 042,38 $ (taxes incluses) conformément aux documents de l'appel d'offres public 1689 - CE 1613, 16 octobre 2019)

CM19 1011 - 16 septembre 2019 conclure une entente-cadre de services professionnels avec la firme Groupe Geninov inc pour des services de surveillance de travaux, pour une durée de 3 ans, pour une somme maximale de 1 586 473,56 $ (taxes incluses) conformément aux documents de l'appel d'offres public 1688 - CE19 1335, 22 octobre 2019)

Le conseil d'administration de la CSEM a entériné la recommandation du comité de sélection le 12 mai 2020 (séance 15.T.1)

DESCRIPTION

Le présent rapport vise à conclure une entente pour la fourniture de deux surveillants sur une banque de 4 800 heures / année, avec la firme Groupe Civitas inc au montant de 762 284,25 $ (taxes incluses)
Ces 4 800 heures nous permet de continuer avec les mêmes techniciens formés et expérimentés.

Cette approche vise à favoriser l'ouverture des marchés et la concurrence entre les fournisseurs. Un plus large éventail de firmes qualifiées permet aussi de renforcer l'obligation de performance. Le nombre de contrats de ce type est en hausse dû à l'augmentation substantielle du carnet de commandes de travaux de la Ville auxquels la CSEM se joint.

Le taux horaire des surveillants a été soumis à 45,25 $ / heure et celui du chargé de projet à 95,00 $ / heure en moyenne.

JUSTIFICATION

Compte tenu du nombre de chantiers sous la responsabilité de la CSEM, soit environ 90 par année, les 19 agents techniques à l'emploi de la CSEM ne peuvent réaliser l'ensemble des activités de surveillance de chantiers, notamment en période estivale. Ainsi, le recours à une entente-cadre de services professionnels pour la surveillance de chantier, en appui à l'équipe en place, contribuera à réaliser l'ensemble des projets.
À la suite de l'appel d'offres public, 2 firmes ont soumis des offres. Les 2 propositions reçues ont été jugées recevables et analysées par le comité de sélection.

Soumissions conformes	Note interm.	Note finale	Total (sans taxes)		Total (avec taxes)
Civitas	73,67	1,62	663 000,00 $		762 284,25 $
Le Groupe Geninov	80,5	1,56	719 136,00 $		838 286,40 $
Coût moyen des soumissions reçues					800 285,33 $
Dernière estimation réalisée					943 714,80 $
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire ($)					(181 430,55) $
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire (%)					-19%
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme ($)					(38 001,07) $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)					-5%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($)					76 002,15 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%)					10%
Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire ($)					(76 002,15) $

Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire (%)	-10%
L'estimation est basée sur les prix de l'appel d'offres précédentes (c 1697,1695)	

Les soumissionnaires offrent des prix beaucoup plus bas, afin de permettre à leurs employés de poursuivre le travail, pendant la situation actuelle.

Les validations requises à l'effet que le soumissionnaire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) et de celle du Registre des entreprises non admissibles (RENA) ont été faites.

L'adjudicataire recommandé, Le Groupe Civitas inc.,. détient une attestation de l'autorité des marchés financiers, laquelle est en vigueur depuis le 17 février 2005.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La CSEM répartit les honoraires des surveillants de travaux à chacun des chantiers demandés par ses usagers durant toute la période du contrat.

La présente dépense est remboursée à l'aide de redevances payées par les usagers et utilisateurs du réseau CSEM.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'octroi du contrat de services professionnels permettra d'offrir une surveillance continue de tous nos travaux et d'éviter des délais de grands projets de modernisation et d'addition au réseau souterrain.
Plusieurs grands chantiers, comme le REM, Griffintown, rue Ste-Catherine, Plaza St-Hubert, ont des calendriers très serrés et entrelacés entre les intervenants.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans le contexte actuel relatif au COVID-19, aucun impact spécifique ou additionnel n'est produit par une décision des instances conforme à la recommandation soumise dans ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat au CM: Juin 2020
Période du contrat Juillet 2020 à juin 2023

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le processus d'appel d'offres et d'analyse des soumissions ont été réalisés en conformité avec les politiques, règlements et encadrements administratifs concernés. Le dossier respecte le règlement sur la gestion contractuelle de la Ville de Montréal.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Commission des services électriques , Division de l'administration des ressources humaines et financières (Aminata - Ext OUATTARA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvie - Ext DAGENAIS
Adjointe administrative au président

Tél : 514 384-6840
Télécop. : 514 384-7298

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-22

Serge A BOILEAU
Président

Tél : 514-384-6840
Télécop. : 514 384-7298

CONVENTION DE SERVICES

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec), H2Y 1C6, agissant et représentée par Monsieur Serge Boileau, ing., président de la Commission des services électriques de Montréal, dûment autorisé au fin des présentes en vertu du règlement intérieur du comité exécutif RCE002-005;

No d'inscription TPS : 121364749 RT0001
No d'inscription TVQ : 1006001374 TQ0002

(la **"Ville")**

ET : **LE** GROUPE CIVITAS INC., personne morale ayant une place d'affaires au 1001, rue Lenoir bureau B-116, Montréal (Québec) H4C 2Z6, Monsieur Edo Rosseti , dûment autorisé aux fins des présentes;

(le **"Contractant")**
N^{o} d'inscription T.P.S. R102212289
N^{o} d'inscription T.V.Q. 1001012050

Relative à L'OBJET suivant :

Services professionnels de la firme **LE GROUPE CIVITAS INC**. jusqu'à concurrence d'une dépense de **762 284,25 $** incluant les taxes, les frais de déplacement, frais administratifs et les profits, pour **la surveillance de chantier dans le cadre de projets de construction de réseaux de conduits souterrains.**

L'appel d'offres # 1709 est partie intégrante de la présente convention.

Les parties, ayant élu domicile aux adresses indiquées à la présente convention, conviennent de ce qui suit:

1. LE CONTRACTANT:

1.1 rend avec diligence les services professionnels ci-haut décrits et plus amplement détaillés, s'il y a lieu, à l'annexe ci-jointe ;

1.2 réalise les objectifs de la convention en respectant l'échéancier prévu à cette fin ;

1.3 n'entreprend aucuns travaux susceptibles d'entraîner un dépassement de la somme maximale ci-dessous mentionnée sans avoir obtenu, au préalable, l'autorisation écrite de la Ville;

1.4 assume tous les frais relatifs à l'exécution de la présente convention ;

1.5 cède à la Ville tous ses droits d'auteur sur les documents réalisés dans le cadre de la présente convention, renonce à ses droits moraux à l'égard de ceux-ci et garantit être le titulaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention ;

1.6 soumet à la Ville, selon la fréquence déterminée par celle-ci, une ou des factures détaillées décrivant les services rendus et précisant le taux et le montant des taxes applicables à ceux-ci, de même que son numéro d'inscription auprès de Revenu Canada aux fins de la TPS et auprès de Revenu Québec aux fins de la TVQ. ;

1.7 le contractant déclare qu'il a pris connaissance du Règlement de gestion contractuelle, tel que décrit à l'appel d'offres, qu'il en comprend les termes et la portée et fait toutes les affirmations solennelles requises en application du Règlement comme si elles étaient reproduites au long à la présente convention et prend l'engagement de respecter intégralement le Règlement sur la gestion contractuelle (18-038).

1.8 le contractant peut mettre fin à cette convention, suite à un avis écrit, en cas de défaut de la Ville.

2. LA VILLE :

2.1 verse une somme maximale de sept cent soixante-deux mille deux cent quatre-vingt-quatre DOLLARS et vingt-cinq SOUS (762 284,25 $), en paiement de tous les services rendus et incluant toutes les taxes applicables à ceux-ci, selon les modalités prévues à l'article 2.2; la responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention étant strictement limitée à cette somme maximale

2.2 acquitte la ou les facture(s) visée(s) à l'article 1.6 dans les trente (30) jours de leur réception pourvu qu'elles comportent toutes les informations requises par l'article 1.6; aucun paiement ne constituant cependant une reconnaissance que les services rendus sont satisfaisants ou conformes ;

2.3 **peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sans indemnité ou dommages pour le Contractant.**

3. LOIS APPLICABLES :

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

POUR LA VILLE DE MONTRÉAL	**POUR LE CONTRACTANT**
_____	_____
Serge A. Boileau, ing.	Edo Rosseti, ing.
Président, CSEM	Groupe Civitas inc.
Date : _____	Date _____

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Commission des services électriques , Division de l'administration des ressources humaines et financières

Dossier # : 1200649002

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Objet :	Conclure une entente-cadre de services professionnels avec la firme Le Groupe Civitas inc., pour des services de surveillance de travaux pour la somme maximale de 762 284,25 $ (taxes incluses. Appel d'offres public # 1709 (2 soumissionnaires). Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certificat de fonds CR1709 GDD1200649002-serv prof (surveillance de chantier) 2020.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Aminata - Ext OUATTARA
Chef comptable
Tél : 514 384 6840 poste 237

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-25

Serge A BOILEAU
Président
Tél : 514 384 6840 poste 242
Division :

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.021

2020/06/03
08:30

Dossier # : 1200649004

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre de services professionnels avec la firme Groupe Geninov inc, pour des services de surveillance de travaux pour la somme maximale de 774 686,37 $ (taxes incluses) Appel d'offres public # 1707 (3 soumissionnaires). Approuver un projet de convention à cette fin.

Il est recommandé :
1. de conclure une entente-cadre, de services professionnels avec la firme Groupe Geninov inc. pour des services de surveillance de travaux pour la somme maximale de 774 686,37 $ (taxes incluses) Appel d'offres public # 1707 (3 soumissionnaires).

2. d'approuver un projet de convention de services professionnels entre la Ville de Montréal et la firme Groupe.Geninov inc à cet effet;

3. d'autoriser le président de la CSEM à signer le projet de convention pour et au nom de la Ville;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Serge A BOILEAU **Le** 2020-05-22 09:21

Signataire : Serge A BOILEAU

Président
Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1200649004**

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre de services professionnels avec la firme Groupe Geninov inc, pour des services de surveillance de travaux pour la somme maximale de 774 686,37 $ (taxes incluses) Appel d'offres public # 1707 (3 soumissionnaires). Approuver un projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

Afin de procéder à la construction de nouveaux réseaux et à l'enfouissement des fils aériens dans différents arrondissements, la Commission des services électriques de Montréal réalise différents travaux d'immobilisation. Ces travaux visent le maintien et le prolongement du réseau. La surveillance des travaux est faite par l'équipe interne de 19 agents techniques, majorés de personnel externe selon le volume des travaux. Il n'y a pas assez de membres réguliers pour répondre au volume de travaux de surveillance.

Tableau pour GDD					
Principaux éléments					
Date de parution (SEAO + Constructo)					2020-02-05
Disponibilité des documents					2020-02-05
Date de fin de la période d'appel d'offres					2020-03-10
Durée de l'appel d'offres					34 jours
Preneur d'un cahier de charges :					7 entreprises
Preneur d'un cahier de charges et addenda :					7 entreprises
N'ayant pas soumissionné					4 entreprises
Ayant soumissionné	Infrastructel, Géninov, Civitas				3 entreprises

La validité des soumissions est de 90 jours. L'appel d'offres est ouvert aux fournisseurs et entrepreneurs canadiens et européens. Étant donné le délai initial de validité des soumissions insuffisant, une demande de prolongation a été faite jusqu'au 1er septembre 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 1193- 18 novembre 2019 conclure une entente-cadre de services professionnels avec la firme Infrastructel inc. pour des services de surveillance de travaux, pour une durée de 3 ans, pour une somme maximale de 1 550 782,80 $ (taxes incluses) conformément aux documents de l'appel d'offres public 1697 - CE19 1645, 30 octobre 2019)

CM19 1130- 22 octobre 2019 conclure une entente-cadre de services professionnels avec la firme Groupe Geninov inc pour des services de surveillance de travaux, pour une durée de 3 ans, pour une somme maximale de 1 586 042,38 $ (taxes incluses) conformément aux documents de l'appel d'offres public 1689 - CE 1613, 16 octobre 2019)

CM19 1011 - 16 septembre 2019 conclure une entente-cadre de services professionnels avec la firme Groupe Geninov inc pour des services de surveillance de travaux, pour une durée de 3 ans, pour une somme maximale de 1 586 473,56 $ (taxes incluses) conformément aux documents de l'appel d'offres public 1688 - CE19 1335, 22 octobre 2019)

DESCRIPTION

Le présent rapport vise à conclure une entente pour la fourniture de deux surveillants sur une banque de 4 800 heures / année, avec la firme Groupe Geninov inc au montant de 774 686,37 $ (taxes incluses)
Ces 4 800 heures nous permet de continuer avec les mêmes techniciens formés et expérimentés.

Cette approche vise à favoriser l'ouverture des marchés et la concurrence entre les fournisseurs. Un plus large éventail de firmes qualifiées permet aussi de renforcer l'obligation de performance. Le nombre de contrats de ce type est en hausse dû à l'augmentation substantielle du carnet de commandes de travaux de la Ville auxquels la CSEM se joint.

Le taux horaire des surveillants a été soumis à 46,10 $ / heure et celui du chargé de projet à 82,89 $ / heure en moyenne.

JUSTIFICATION

Compte tenu du nombre de chantiers sous la responsabilité de la CSEM, soit environ 90 par année, les 19 agents techniques à l'emploi de la CSEM ne peuvent réaliser l'ensemble des activités de surveillance de chantiers, notamment en période estivale. Ainsi, le recours à une entente-cadre de services professionnels pour la surveillance de chantier, en appui à l'équipe en place, contribuera à réaliser l'ensemble des projets.
À la suite de l'appel d'offres public, 3 firmes ont soumis des offres. Les 3 propositions reçues ont été jugées recevables et analysées par le comité de sélection.

Les validations requises à l'effet que le soumissionnaire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) et de celle du Registre des entreprises non admissibles (RENA) ont été faites.

Soumissions conformes	Note interm.	Note finale	Total (sans taxes)	Total (avec taxes)
Le Groupe Geninov	80	1,68	673 796,80 $	774 686,37 $
Civitas	72,2	1,57	677 400,00 $	778 840,65 $
Infrastructel	74,7	1,23	874 800,00 $	1 005 801,30 $
Coût moyen des soumissions reçues				853 109,44 $
Dernière estimation réalisée				943 714,80 $
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire ($)				(169 028,43) $
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire (%)				-18 %
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme ($)				(78 423,07) $

Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)	-10 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($)	4 154,28 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%)	1 %
Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire ($)	(4 154,28) $
Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire (%)	-1 %
L'estimation est basée sur les prix des appels d'offres précédents (1675, 1681, 1687, 1688, 1689, 1695 et 1697)	

Pour ce qui est de l'écart de – 18 % : Les soumissionnaires offrent des prix beaucoup plus bas, afin de permettre à leurs employés de poursuivre le travail, pendant la situation actuelle.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La CSEM répartit les honoraires des surveillants de travaux à chacun des chantiers demandés par ses usagers durant toute la période du contrat.

La présente dépense est remboursée à l'aide de redevances payées par les usagers et utilisateurs du réseau CSEM.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'octroi du contrat de services professionnels permettra d'offrir une surveillance continue de tous nos travaux et d'éviter des délais de grands projets de modernisation et d'addition au réseau souterrain.
Plusieurs grands chantiers, comme le REM, Griffintown, rue Ste-Catherine, Plaza St-Hubert, ont des calendriers très serrés et entrelacés entre les intervenants.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans le contexte actuel relatif au COVID-19, aucun impact spécifique ou additionnel n'est produit par une décision des instances conforme à la recommandation soumise dans ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat au CM: Juin 2020
Période du contrat Juillet 2020 à juin 2023

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le processus d'appel d'offres et d'analyse des soumissions ont été réalisés en conformité avec les politiques, règlements et encadrements administratifs concernés. Le dossier respecte le règlement sur la gestion contractuelle de la Ville de Montréal.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Commission des services électriques , Division de l'administration des ressources humaines et financières (Aminata - Ext OUATTARA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvie - Ext DAGENAIS
Adjointe administrative au président

Tél : 514 384-6840
Télécop. : 514 384-7298

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-22

Serge A BOILEAU
Président

Tél : 514-384-6840
Télécop. : 514 384-7298

Le 27 mai 2020

Monsieur Pierre-Klébert Charles
Groupe Geninov inc.
10 000, rue Lajeunesse, bureau 150
Montréal (Québec) H3L 2E1

Courriel : pierre-klebert.charles@geninov.com

Objet : Prolongation de la durée de validité de soumission
Appel d'offres 1707

Monsieur,

Le délai initial de validité des soumissions reçues dans le cadre de l'appel d'offres ci-haut mentionné, est insuffisant.

À cet effet, la Commission des services électriques de Montréal vous invite à prolonger la durée de validité de votre soumission pour un délai supplémentaire, soit jusqu'au 1er septembre 2020.

Les étapes nécessaires à l'obtention de la résolution d'octroi de contrat seront poursuivies avec les soumissionnaires conformes, identifiées lors de l'analyse des offres reçues, ayant répondu de façon affirmative à la demande de prolongation de la durée de validité de leur soumission.

Merci de nous retourner votre réponse par courriel le plus rapidement possible.

Nous vous remercions de votre collaboration, et veuillez recevoir, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le délai de prolongation : _____ 28 mai 2020
Signature Date

Je refuse le délai de prolongation : _____
Signature Date

Robert Gauthier
Directeur Réalisation des travaux
CSEM

CONVENTION DE SERVICES

ENTRE : VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec), H2Y 1C6, agissant et représentée par Monsieur Serge Boileau, ing., président de la Commission des services électriques de Montréal, autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution _____adoptée par le Conseil municipal à sa séance du _____2020.

No d'inscription TPS : 121364749 RT0001
No d'inscription TVQ : 1006001374 TQ0002

(la **"Ville")**

ET : GROUPE GENINOV INC.., personne morale ayant une place d'affaires au **10 000, rue Lajeunesse, bureau 150, Montréal (Québec) H3L 2E1** agissant et représentée par **Monsieur Pierre-Klébert Charles, autorisé aux fins des présentes;**

(le **"Contractant")**

No d'inscription T.P.S. 841719750
No d'inscription T.V.Q. 1213745502

Relative à L'OBJET suivant :

Services professionnels de la firme **Groupe Geninov inc.** jusqu'à concurrence d'une dépense de **774 686,37 $** incluant les taxes, les frais de déplacement, frais administratifs et les profits, pour la surveillance de chantier dans le cadre de projets de construction de réseaux de conduits souterrains.

L'appel d'offres # 1707 est partie intégrante de la présente convention.

Les parties, ayant élu domicile aux adresses indiquées à la présente convention, conviennent de ce qui suit:

1. LE CONTRACTANT:

1.1 rend avec diligence les services professionnels ci-haut décrits et plus amplement détaillés, s'il y a lieu, à l'annexe ci-jointe ;

1.2 réalise les objectifs de la convention en respectant l'échéancier prévu à cette fin ;

1.3 n'entreprend aucuns travaux susceptibles d'entraîner un dépassement de la somme maximale ci-dessous mentionnée sans avoir obtenu, au préalable, l'autorisation écrite de la Ville;

1.4 assume tous les frais relatifs à l'exécution de la présente convention ;

1.5 cède à la Ville tous ses droits d'auteur sur les documents réalisés dans le cadre de la présente convention, renonce à ses droits moraux à l'égard de ceux-ci et garantit être le titulaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention ;

1.6 soumet à la Ville, selon la fréquence déterminée par celle-ci, une ou des factures détaillées décrivant les services rendus et précisant le taux et le montant des taxes applicables à ceux-ci, de même que son numéro d'inscription auprès de Revenu Canada aux fins de la TPS et auprès de Revenu Québec aux fins de la TVQ. ;

1.7 le contractant déclare qu'il a pris connaissance du Règlement de gestion contractuelle, tel que décrit à l'appel d'offres, qu'il en comprend les termes et la portée et fait toutes les affirmations solennelles requises en application du Règlement comme si elles étaient reproduites au long à la présente convention et prend l'engagement de respecter intégralement le Règlement sur la gestion contractuelle (18-038).

1.8 le contractant peut mettre fin à cette convention, suite à un avis écrit, en cas de défaut de la Ville.

2. LA VILLE :

2.1 verse une somme maximale de sept cent soixante-quatorze mille six cent quatre-vingt-huit DOLLARS et trente-sept sous (774 686,37 $), en paiement de tous les services rendus et incluant toutes les taxes applicables à ceux-ci, selon les modalités prévues à l'article 2.2; la responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention étant strictement limitée à cette somme maximale

2.2 acquitte la ou les facture(s) visée(s) à l'article 1.6 dans les trente (30) jours de leur réception pourvu qu'elles comportent toutes les informations requises par l'article 1.6; aucun paiement ne constituant cependant une reconnaissance que les services rendus sont satisfaisants ou conformes ;

2.3 **peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sans indemnité ou dommages pour le Contractant.**

3. LOIS APPLICABLES :

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

POUR LA VILLE DE MONTRÉAL	**POUR LE CONTRACTANT**
_____	_____
Serge A. Boileau, ing. Président, CSEM	Pierre-Klébert Charles, ing. Directeur des opérations Groupe Geninov inc.
Date : _____	Date _____

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Commission des services électriques , Division de l'administration des ressources humaines et financières

Dossier # : 1200649004

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Objet :	Conclure une entente-cadre de services professionnels avec la firme Groupe Geninov inc, pour des services de surveillance de travaux pour la somme maximale de 774 686,37 $ (taxes incluses) Appel d'offres public # 1707 (3 soumissionnaires). Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certificat de fonds CR1707 GDD1200649004-serv prof (surveillance de chantier) 2020.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Aminata - Ext OUATTARA
Chef comptable
Tél : 514 384 6840 poste 237

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-25

Serge A BOILEAU
Président
Tél : 514 384 6840 poste 242
Division :

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.022

2020/06/03
08:30

Dossier # : 1205886002

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division soutien technique infrastructures CESM
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Programme Revi-Sols
Objet :	Approuver le deuxième projet d'avenant au protocole d'entente et le deuxième projet d'avenant au contrat avec le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques du Québec dans le cadre du projet de réhabilitation du Parc d'entreprises de la Pointe-Saint-Charles du Programme Revi-Sols.

Il est recommandé :

1. d'approuver le deuxième projet d'avenant au protocole d'entente intervenu entre le ministère de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques et la Ville de Montréal établissant le report de la fin du programme Revi-Sols au 30 septembre 2021;
2. d'approuver le deuxième projet d'avenant au contrat de réhabilitation du Parc d'entreprises de la Pointe-Saint-Charles, intervenu entre le ministère de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques et la Ville de Montréal afin d'établir la date limite d'admissibilité des travaux relatifs au programme Revi-Sols au 31 décembre 2020;
3. mandater le Service de l'environnement pour la gestion et la mise en oeuvre de ce programme.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-05-05 12:27

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1205886002**
Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division soutien technique infrastructures CESM
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Programme Revi-Sols
Objet :	Approuver le deuxième projet d'avenant au protocole d'entente et le deuxième projet d'avenant au contrat avec le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques du Québec dans le cadre du projet de réhabilitation du Parc d'entreprises de la Pointe-Saint-Charles du Programme Revi-Sols.

CONTENU

CONTEXTE

La Ville a consenti, à ce jour, de nombreux efforts pour identifier une solution pour la réhabilitation du Parc d'entreprises de la Pointe-Saint-Charles (PEPSC).
Le programme *de réhabilitation des terrains contaminés en milieu urbain* Revi-Sols a été lancé par le gouvernement du Québec en collaboration avec la Ville de Montréal le 2 juillet 1998. Ayant pour but de favoriser la revitalisation du tissu urbain de la métropole par des interventions sur des terrains contaminés présentant un fort potentiel de développement économique, ce programme a servi de catalyseur pour le développement des terrains contaminés.

Trois enveloppes budgétaires totalisant 75 M $ ont été allouées pour le territoire de l'Île de Montréal. Une première enveloppe de 30 M $ a été injectée pour le lancement du programme, suivie d'une seconde de 30 M $ pour sa relance suite aux fusions municipales, et finalement d'une troisième enveloppe budgétaire de 15 M $ pour en permettre la mise en oeuvre jusqu'à son échéance. La date d'échéance pour la fin du programme a fait l'objet de plusieurs reports depuis l'entrée en vigueur du programme pour le projet du PEPSC.

L'octroi des crédits gouvernementaux a nécessité la ratification de 2 protocoles d'entente et un avenant au protocole, entre le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) et la Ville de Montréal. Ces protocoles confirment l'adoption des différentes enveloppes budgétaires gouvernementales allouées et prévoient les modalités d'application du programme relativement à un cadre normatif entériné par le Conseil du trésor. L'aide financière s'applique aux travaux de réhabilitation requis en vertu de la *Politique de protection des sols et de réhabilitation des terrains contaminés,* remplacé depuis par le *Guide d'intervention - Protection des sols et réhabilitation des terrains contaminés* du MELCC, ainsi que du cadre législatif et réglementaire en environnement. Le soutien financier couvre généralement 50 % des coûts de réhabilitation admissibles associés aux différentes filières de gestion des sols et des eaux souterraines. Les services professionnels associés aux études de caractérisation environnementale et à la surveillance des travaux de réhabilitation sont également admissibles à l'aide financière.

Depuis l'entrée en vigueur du programme, 198 projets ont été subventionnés. Le PEPSC est le seul projet inscrit non complété, qui a fait l'objet d'une acceptation au programme en

1998. Un contrat entre la Ville et le MELCC a été signé en 2005, en prévision des travaux pour le mur de captage des phases flottantes. Depuis, le projet a évolué, il inclut notamment l'enjeu de la contamination des eaux souterraines et la construction d'une usine de traitement des eaux.

Dans le cadre du programme Revi-Sols, plusieurs études de caractérisation, ainsi que des travaux ont été réalisés au PEPSC. En 2005, la Ville a procédé à la construction d'un mur de captage à l'ouest du pont Victoria. Des estacades ont été opérées en rive entre 1995 et 2016 pour capter les résurgences d'hydrocarbures. Dans ce contexte, un report de la date d'échéance a déjà été consenti par le Conseil du trésor jusqu'au 31 décembre 2013 et ces travaux ont déjà fait l'objet de la subvention, en tout ou en partie.

Par la suite, une étude de faisabilité a été réalisée en 2013, conjointement avec la Société des Ponts-Jacques-Cartier-et-Champlain et le MELCC, afin d'identifier les technologies de traitement et de captage des phases flottantes et des eaux souterraines les plus adaptées. Lorsque le choix de la technologie a été arrêté, la Ville a retenu un firme d'ingénieurs afin de réaliser les études complémentaires, la conception et la rédaction des plans et devis. Cette firme a également le mandat d'assurer une partie de la surveillance des travaux et un suivi après la construction. Toutes ces étapes ont contribué à l'octroi de deux contrats de construction : le premier pour la construction de l'écran d'étanchéité et du système de captage et le second pour la construction de l'usine de traitement. Les travaux ont débuté en 2019 et seront complétés dans le courant de l'année 2020.

Pour refléter ce nouvel échéancier, dans une lettre datée 9 mai 2017, le MELCC consent à la Ville un report supplémentaire de la date d'échéance au programme, soit le 30 septembre 2021 et les travaux de réhabilitation devront être terminés au plus tard le 31 décembre 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM09 0641 - 24 août 2009	Projet d'avenant modifiant le protocole d'entente intervenu le 26 septembre 2005 (CM05 0631) entre le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP) et la Ville dans le cadre du projet du Parc d'entreprises de la Pointe-Saint-Charles du Programme Revi-Sols - Coût net pour la Ville : 0 $. (GDD 1092591001)
CE08 1334 - 30 juillet 2008	Demande au MDDEP de reporter des sommes résiduelles et de l'échéance du programme Revi-Sols pour le projet du PEPSC jusqu'en 2013. (GDD 1082591001)
CM05 0334 - 28 novembre 2005	Projet d'avenant aux protocoles d'entente intervenus les 5 décembre 2002 et 23 septembre 2004 entre le ministre de l'Environnement (maintenant le ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs) et la Ville relativement aux règles et modalités complémentaires de la mise en oeuvre du Programme de réhabilitation des terrains contaminés en milieu urbain (Revi-Sols). (GDD 1052466012)
CM05 0631 - 26 septembre 2005	Approbation de 54 projets de contrat entre la Ville, des Promoteurs et le Ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs relatifs au versement d'une aide financière dans le cadre du programme Revi-Sols - Voter des crédits de 23 075 439,03 $ et verser une aide financière totalisant 22 853 998,49 $ aux Promoteurs. Coût net pour la Ville : 0 $. (GDD 1052466015)
CM02 0718 - 23 septembre 2002	Approbation d'un nouveau protocole d'entente avec le ministère de l'Environnement du Québec relatif à la mise en oeuvre du Programme dans le contexte de la nouvelle réalité territoriale de

	Montréal; permettre le transfert des projets Revi-Sols Phase II à la Phase I et prolonger la durée du programme. (GDD 1021343004)
CM04 0458 - 21 juin 2004	Approbation d'un nouveau protocole d'entente avec le ministère de l'Environnement du Québec permettant l'administration d'une nouvelle enveloppe budgétaire de 15 M$ pour le Programme de réhabilitation des terrains contaminés (Revi-Sols). (GDD 1031343006)

DESCRIPTION

Le protocole d'entente ainsi que le contrat existant pour le projet du PEPSC doit être modifié pour y inclure l'acceptation du report de l'échéance au 31 décembre 2020 pour la réalisation du projet de réhabilitation. Ce report de l'échéance a été approuvé par la Directrice régionale du MELCC, madame Hélène Proteau le 9 mai 2017 (voir lettre en pièce jointe). L'enveloppe globale attribuée à ce projet totalise 13 792 245,39 $. Sur ce montant 3 817 565,77 $ ont déjà été consacrés au projet. Le solde disponible étant de 9 974 679,62 $ au 9 mai 2017.
Pour ce qui est de l'avenant au protocole d'entente, c'est le ministre de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques, M. Benoît Charette, qui peut signer au nom du MELCC.

Pour ce qui est de l'avenant au contrat du PEPSC, c'est Mme Hélène Proteau, directrice de la Direction régionale de l'analyse et de l'expertise de Montréal, de Laval, de Lanaudière et des Laurentides qui est déléguée pour signer au nom du MELCC.

JUSTIFICATION

Ces modifications au protocole d'entente et au contrat sont requises pour permettre à la Ville d'être admissible à la subvention Revi-Sols pour son projet de réhabilitation du PEPSC. Le programme sous sa forme actuelle se termine le 30 juin 2005, selon le premier avenant au protocole d'entente, et le contrat, sous sa forme actuelle, se termine le 31 décembre 2013.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'enveloppe résiduelle pour le projet est de 9 974 679,62 $, soit 9 523 318,83 $ pour des travaux de chantier et de 451 360,79 $ en services professionnels. Les deux lots de travaux de construction représentent 37 M$, avant taxes et contingences.
Les travaux en cours feront l'objet d'une demande de remboursement au plus tard en septembre 2021.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Par sa vocation, le projet de réhabilitation du Parc d’entreprises de la Pointe-Saint-Charles (PEPSC) endosse et applique les principes de développement durable en contribuant d’une part à la protection de l’environnement et en participant à réaliser le potentiel de développement et d’appropriation de ce territoire.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les avenants au protocole d'entente et au contrat doivent être entérinés, sans quoi les travaux en cours ne seront pas admissibles à la subvention Revi-Sols, représentant 9,74 M$ pour la Ville.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Les travaux en cours reliés à cette subvention accuseront un retard en lien avec la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les communiqués traitant du programme Revi-Sols doivent être conjoints avec le MELCC en vertu du protocole..

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Signature du protocole d'entente avec le MELCC

- Signature du contrat avec le MELCC

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Michel S SIMARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jeanne PARISEAU, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Claire MERCKAERT
Ingenieur(e)

Tél : 514 280-0932
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-22

Éric BLAIN
C/d sout technique infrastructures CESM

Tél : 514 872-3935
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Arnaud BUDKA	Roger LACHANCE
Directeur de la gestion des matières résiduelles	Directeur
Tél : 514 868-8765	**Tél :** 514 872-7540
Approuvé le : 2020-05-04	**Approuvé le :** 2020-05-04

Ministère
du Développement durable,
de l'Environnement
et de la Lutte contre les
changements climatiques
Québec

Direction régionale de l'analyse et de l'expertise
de Montréal, de Laval, de Lanaudière et des Laurentides

Montréal, le 9 mai 2017

Roger Lachance
Directeur
Service de l'environnement
1 555 Carrie-Derick, 2e étage
Montréal (Québec) H3C 6W2

Monsieur,

La présente est pour faire suite à la demande que vous nous aviez communiquée au sujet du programme d'aide financière Revi-Sol – Parc d'entreprise de la Pointe-Saint-Charles (PEPSC), à savoir :

- Quelles sont les nouvelles dates limites pour faire une demande de remboursement,
- Quels sont les montants de l'aide financière qui ont été accordés et ceux qui restent au programme Revi-Sol pour le PEPSC.

Dates Limites

La date limite pour l'admissibilité au programme Revi-sol pour le PEPSC a été reportée au 31 décembre 2020, et la date limite pour la présentation d'une demande de paiement a été reportée au 30 septembre 2021.

Aide financière

L'aide financière maximale par le programme Revi-Sol pour le PEPSC est de 13 792 245,39 $, dont 80 % de cette aide est accordée pour les travaux de chantier (11 033 796, 31 $) et 20 % en service professionnel (2 758 449,08 $).

...2

Bureau de Montréal
5199, rue Sherbrooke Est, bureau 3860
Montréal (Québec) H1T 3X9
Téléphone : 514 873-3636
Télécopieur : 514 873-5662
Courriel : helene.proteau@mddelcc.gouv.qc.ca
Internet : www.mddelcc.gouv.qc.ca

Bureau de Laval
850, boulevard Vanier
Laval (Québec) H7C 2M7
Téléphone : 450 661-2008
Télécopieur : 450 661-2217

Bureau de Lanaudière
100, boulevard Industriel
Repentigny (Québec) J6A 4X6
Téléphone : 450 654-4355
Télécopieur : 450 654-6131

Bureau des Laurentides
300, rue Sicard, bureau 80
Sainte-Thérèse (Québec) J7E 3X5
Téléphone : 450 433-2220
Télécopieur : 450 433-1315

Ce papier contient 100 % de fibres recyclées après consommation.

Sommaire de l'aide accordée

- **Accordée** avant le 31 décembre 2005 : 2 484 606,88$ (Chantier : 1 211 455,84 $ / Professionnel : 1 273 151,04 $)
- **Accordée** de 2006 à 2010 : 876 036,23 $ (Chantier : 150 110,71 $ / Professionnel : 725 925,52 $)
- **Accordée** de 2010 à 2014 : 456 922,66 $ (Chantier : 148 910,93 $ / Professionnel : 308 011,73 $)

- **Total de l'aide accordée à ce jour** : 3 817 565,77 / **Chantier** : 1 510 477,48 $ / **Professionnel** : 2 307 088,29 $

L'aide financière toujours disponible à partir du programme Revi-Sol et dédiée au PEPSC est donc de **9 974 679,62 $**, soit de **9 523 318,83** $ pour des travaux de chantier et de **451 360,79** $ en service professionnel.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

La directrice régionale,



Hélène Proteau

SB/sb

c. c. Josée Samson, ingénieure de section, service de l'environnement, ville de Montréal

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1205886002

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division soutien technique infrastructures CESM
Objet :	Approuver le deuxième projet d'avenant au protocole d'entente et le deuxième projet d'avenant au contrat avec le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques du Québec dans le cadre du projet de réhabilitation du Parc d'entreprises de la Pointe-Saint-Charles du Programme Revi-Sols.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

L'avenant no 2 lié au contrat et l'avenant no 2 lié au protocole sont approuvés respectivement quant à leur validité et à leur forme.

FICHIERS JOINTS

2020-05-04 - Avenant 2 au contrat.pdf2020-05-04 - Avenant 2 au Protocole.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Michel S SIMARD
Avocat
Tél : 872-4582

ENDOSSÉ PAR

Le : 2020-05-04

Marie-Andrée SIMARD
Notaire, Chef de division
Tél : 514 872-8323
Division : Droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
04 MAI 2020
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

AVENANT NO. 2 AU CONTRAT INTERVENU ENTRE LE MINISTRE DU MELCC ET LA VILLE DE MONTRÉAL LE 26 SEPTEMBRE 2005

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836;

(Ci-après désignée la « **Ville** »)

ET : **LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES**, agissant et représenté aux présentes par madame Hélène Proteau, directrice régionale de l'analyse et de l'expertise de Montréal, Laval, Lanaudière, Laurentides et Outaouais, dûment autorisée aux termes des Modalités de signature de certains documents du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (R.R.Q. chapitre M-30.001, r.1);

(Ci-après désigné le « **Ministre** »)

LES PARTIES DÉCLARENT CE QUI SUIT :

ATTENDU QUE le Ministre et la Ville ont conclu un protocole d'entente le 23 septembre 2004, approuvé par le Conseil municipal dans sa résolution CM04 0458 du 21 juin 2004;

ATTENDU QUE le Ministre et la Ville ont conclu en date du 25 juillet 2005 un avenant à ce protocole d'entente afin d'y intégrer de nouvelles dispositions (CM05 0334);

ATTENDU QUE le Ministre et la Ville ont conclu un contrat le 14 octobre 2005 (CM05 0631) (Ci-après : le « **Contrat** »);

ATTENDU QUE le Ministre et la Ville ont conclu en date du 17 septembre 2009 un avenant au contrat afin d'y intégrer de nouvelles dispositions (CM09 0641) (Ci-après : « **l'Avenant 1 au Contrat** »);

Paraphes : _____

_____

ATTENDU QUE le Ministre a confirmé le report de la date limite d'admissibilité et la date limite pour la présentation d'une demande de paiement dans une lettre datée du 9 mai 2017, signée par Hélène Proteau, directrice régionale de Montréal, Laval, Lanaudière, Laurentides et Outaouais;

ATTENDU QUE la Ville poursuit ses efforts pour promouvoir le développement du site décrit ci-après contribuant à son développement et à la revitalisation du milieu urbain;

ATTENDU QUE le terrain visé est contaminé à des niveaux qui dépassent les critères prévus au *Guide d'intervention - Protection des sols et réhabilitation des terrains contaminés* (ci-après le « Guide ») du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (ci-après le « Ministère »);

ATTENDU QUE des travaux de réhabilitation sont requis afin de respecter les engagements pris par la Ville au moment de l'acquisition du terrain en 1989 et de se conformer à la *Loi sur les pêches*;

ATTENDU QUE les travaux de réhabilitation requis sont admissibles à l'aide financière du Ministre dans le cadre du *Programme de réhabilitation des terrains contaminés en milieu urbain* (ci-après le « Programme »);

ATTENDU QUE le Ministre accepte de verser à la Ville une aide financière à l'égard des travaux de réhabilitation admissibles selon les modalités prévues aux présentes;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Préambule

Le préambule fait partie intégrante des présentes.

2. Objet

Le présent avenant (Ci-après : « **l'Avenant 2 au Contrat** ») a pour objet de modifier le contrat signé entre le Ministre et la Ville le 14 octobre 2005, lequel a été modifié par l'Avenant 1 au Contrat.

3. Modifications au contrat

3.1 L'article 2.3 du Contrat est remplacé par le suivant :

Paraphes : _____

_____

2.3 DURÉE DES TRAVAUX
Les travaux admissibles sont réalisés entre avril 1997 et le 31 décembre 2020.

3.2 L'article 6.3 du Contrat est modifié comme suit : la première phrase est remplacée par : « La Ville doit déposer sa demande de paiement final auprès du Ministre, au plus tard le 30 septembre 2021 »;

Toutes les autres dispositions du Contrat tel que modifié par l'Avenant 1 du Contrat demeurent inchangées.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté tous et chacun des articles de cet avenant et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature à la date apparaissant en regard de leur signature respective en double exemplaire aux dates et aux endroits indiqués ci-dessous.

Signé à Montréal, ce _____ e jour de _____

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Signé à Montréal, ce_____ e jour de _____

MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Par : _____
Hélène Proteau
Directrice régionale de l'analyse et de l'expertise
de Montréal, Laval, Lanaudière, Laurentides et Outaouais

Ce contrat a été approuvé par le Conseil municipal de la Ville de Montréal le _____ (résolution CM_____).

APPROUVE
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
04 MAI 2020
DIRECTEUR
ET AVOCAT CHEF
Service des affaires juridiques

AVENANT NO. 2 AU PROTOCOLE D'ENTENTE INTERVENU ENTRE LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT ET LA VILLE DE MONTRÉAL LE 23 SEPTEMBRE 2004 RELATIF AUX RÈGLES ET MODALITÉS COMPLÉMENTAIRES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME DE RÉHABILITATION DES TERRAINS CONTAMINÉS EN MILIEU URBAIN

ENTRE : **LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES**, agissant et ici représenté par monsieur Benoît Charette, pour et au nom du gouvernement du Québec dûment autorisé en vertu de l'article 12 de la Loi sur le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (RLRQ c M-30.001),

(ci-après désigné le « Ministre »)

ET : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec), H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution du conseil municipal CM03 0836,

(ci-après désignée la « Ville »)

ATTENDU QUE le Ministre et la Ville ont convenu en date du 23 septembre 2004 d'un protocole d'entente relatif aux règles et modalités complémentaires de mise en œuvre du Programme de réhabilitation des terrains contaminés en milieu urbain (Revi-sols) (ci-après le « **Protocole** »);

ATTENDU QUE le Ministre et la Ville ont conclu en date du 25 juillet 2005 un avenant au Protocole afin d'y intégrer de nouvelles dispositions (ci-après « l'**Avenant 1 au Protocole** »);

ATTENDU QUE le Ministre accorde un report de la date limite d'admissibilité au projet de réhabilitation du Parc d'entreprises de la Pointe-Saint-Charles (anciennement Adacport) en vertu de la décision du Conseil du trésor CT 216658 du 5 juillet 2016 (Ci-après : la « **Décision** »);

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier le protocole d'entente du 23 septembre 2004 pour tenir compte des modifications apportées à la date d'admissibilité du programme pour le projet de réhabilitation du Parc d'entreprises de la Pointe-Saint-Charles.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. OBJET

Le présent avenant a pour objet de modifier le Protocole afin d'y intégrer de nouvelles dispositions adoptées en vertu de la Décision (ci-après « l'**Avenant 2 au Protocole** »).

2. MODIFICATIONS AUX PROTOCOLES D'ENTENTE

2.1 L'article 15 du Protocole est remplacé par le suivant :

> « Le Programme se termine le 30 septembre 2021 et les travaux de réhabilitation devront être terminés au plus tard le 31 décembre 2020 étant entendu que les projets de réhabilitation visés doivent avoir été approuvés au plus tard le 30 juin 2005. Les versements de l'aide financière ou les remboursements d'avance du Ministre à la Ville se prolongeront au-delà du 30 septembre 2021, conformément aux conditions déterminées dans chacun des contrats particuliers.».

Paraphes : _____

_____

2.2 Le deuxième alinéa de l'article 9.1 du Protocole est remplacé par le suivant :

> « Toute demande de paiement relative à des travaux admissibles doit être présentée au ministre au plus tard le 30 septembre 2021, accompagnée des documents signés par un professionnel compétent attestant que les travaux de réhabilitation ont été réalisés conformément aux plans et devis et qu'ils satisfont aux exigences environnementales. »

3. DISPOSITIONS FINALES

3.1 Le préambule fait partie intégrante du présent avenant.

3.2 Toutes les autres clauses et conditions du Protocole, tel que modifié par l'Avenant 1 au Protocole demeurent inchangées.

3.3 Malgré la date de sa signature, le présent avenant a effet à compter du premier juillet 2005.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté tous et chacun des articles du présent avenant et y ont apposé leur signature, en double exemplaire, aux dates et aux endroits indiqués ci-dessous.

Signé à _____, le _____ jour de _____ 2020

LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Par : _____
Benoît Charette

Signé à Montréal, le ____ jour de _____ 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Ce contrat a été approuvé par le Conseil municipal de la Ville de Montréal le _____ (résolution CM_____).

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.023

2020/06/03
08:30

Dossier # : 1200498004

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , Division stratégies et produits résidentiels
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Stratégie 12 000 logements
Objet :	D'approuver une modification à l'entente avec la Fédération des caisses Desjardins du Québec pour augmenter l'enveloppe totale de financement disponible afin de permettre aux organismes requérants d'obtenir le prêt à terme nécessaire à la réalisation de leur projet financé dans le cadre du programme d'aide à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (AccèsLogis Montréal).

de recommander au comité exécutif:
1- d'approuver un projet de modification à l'entente avec la Fédération des caisses Desjardins du Québec pour consentir aux organismes requérant le prêt à terme nécessaire à la réalisation de leur projet financé dans le cadre du programme d'aide à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (AccèsLogis Montréal);
2- d'autoriser la directrice du Service de l'habitation à signer ladite modification à la convention pour et au nom de la Ville.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-05-12 13:02

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1200498004**
Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , Division stratégies et produits résidentiels
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Stratégie 12 000 logements
Objet :	D'approuver une modification à l'entente avec la Fédération des caisses Desjardins du Québec pour augmenter l'enveloppe totale de financement disponible afin de permettre aux organismes requérants d'obtenir le prêt à terme nécessaire à la réalisation de leur projet financé dans le cadre du programme d'aide à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (AccèsLogis Montréal).

CONTENU

CONTEXTE

Le 8 décembre 2016, le gouvernement du Québec et de la Ville de Montréal signaient l'entente cadre « Réflexe Montréal » sur la reconnaissance du statut particulier de la métropole. Ceci annonçait des ententes sectorielles afin, notamment, d'accorder une plus grande autonomie à la Ville en matière d'habitation. C'est dans ce contexte que la Société d'habitation du Québec (SHQ) a notamment transféré à la Ville les budgets et les responsabilités relatifs notamment au développement de l'habitation sociale de l'agglomération de Montréal.
La Ville a procédé à l'adoption, en décembre 2017, d'un premier programme, AccèsLogis Montréal, destiné à la réalisation de logements coopératifs et sans but lucratif. Ce programme prévoit que la Ville cautionne, en vertu des nouveaux pouvoirs introduits dans la Loi sur la Société d'habitation du Québec par la *Loi augmentant l'autonomie et les pouvoirs de la Ville de Montréal, métropole du Québec* , les prêts en capital, intérêts et autres frais raisonnables jusqu'à concurrence des sommes alors dues au prêteur hypothécaire par les organismes responsables des projets. Afin de mettre le programme en oeuvre, la Ville devait choisir un prêteur hypothécaire afin de permettre aux organismes retenus dans le cadre de ce programme d'accéder aux prêts nécessaires pour réaliser leurs projets d'habitation.

Un appel d'intérêt a été envoyé le 30 juin 2017 à huit institutions financières. Un comité de cinq membres a été formé pour évaluer les deux réponses reçues des institutions financières en fonction des critères suivants: compréhension du mandat et des enjeux, expérience et expertise de l'institution financière dans des projets semblables, expérience et expertise du personnel affecté au mandat, tous éléments additionnels qui pourraient bonifier la structure de financement en fonction des besoins spécifiques du programme d'aide.

Le 13 juin 2018, le Comité exécutif (CE18 1062) a approuvé une entente avec la Fédération

des caisses Desjardins du Québec (FCDQ). Toujours en vigueur , cette entente doit cependant être maintenant modifiée pour continuer à assurer le niveau adéquat de financement des projets en cours du programme AccèsLogis Montréal engagés dans le cadre de la stratégie de développement de 12 000 logements sociaux et abordables (2018-2021). Le présent sommaire a pour but de faire augmenter les montants maximaux de prêts déjà accordés par Desjardins étant donné l'augmentation des coûts totaux de réalisation des projets .

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0182 - 29 mars 2018 - Approbation de l'entente entre la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal relativement au transfert des responsabilités en habitation et des budgets afférents, en vue de la mise en oeuvre de l'entente cadre Réflexe Montréal reconnaissant le statut particulier de la métropole.
CE18 1062 - 13 juin 2018 - Approbation de l'entente avec un prêteur agréé soit la Fédération des caisses Desjardins du Québec pour consentir aux organismes requérant le prêt à terme nécessaire à la réalisation de leur projet financé dans le cadre du programme d'aide à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (AccèsLogis Montréal).
CE19 1583 - 9 octobre 2019 - Approbation des conventions d'exploitation types entre la Ville de Montréal et les coopératives et OBNL d'habitation dans le cadre du programme AccèsLogis Montréal

DESCRIPTION

L' entente avec le prêteur agréé prévoit les principales modalités (par exemple, mode de fixation du taux d'intérêt) auxquelles sont assujettis les prêts qui sont consentis dans le cadre du programme AccèsLogis Montréal. Elle établit les droits et obligations de la Ville et du prêteur agréé relativement aux prêts et aux cautionnements. Pour chaque projet, le prêteur agréé met à la disposition de l'organisme un financement intérimaire sous forme d'un prêt à taux variable avec décaissements progressifs qui, à la date d'ajustement des intérêts, est converti en prêt à terme à taux fixe amorti sur une période de 35 ans avec révisions quinquennales. La Ville garantit, pour la durée du terme, le remboursement de tous les financements consentis par le prêteur agréé à tout organisme dans le cadre du programme AccèsLogis Montréal.
La totalité du prêt à terme est garantie par une hypothèque de 1^{e} rang en faveur de l'institution financière et par le cautionnement de la Ville, celui-ci étant une condition préalable au financement requis pour la réalisation des projets.

Le financement à court terme porte intérêt au taux variable correspondant au taux préférentiel de la FCDQ majoré de 50 points de base, tandis que le financement à long terme correspond au taux de rendement « mid » de fermeture de l'indice BVCSCB05 majoré de 100 points de base. Il s'agit du même type de financement que celui offert à la SHQ dans le cadre du programme AccèsLogis Québec.

La Ville est liée à l'organisme par une convention d'exploitation pour toute la durée du prêt à terme. Cette convention dont le modèle a été approuvé par le Comité exécutif (CE19 1583), fixe les rôles et responsabilités des parties prenantes et prévoit une reddition de comptes ainsi que des mécanismes de contrôle en cas de défaut de l'organisme.

Par ailleurs, afin de réduire les risques associés à d'éventuels projets en difficulté, la Ville a créé une réserve de prévoyance pour les projets en difficulté alimentée par un prélèvement de 2,7 % dans le budget de chaque projet réalisé dans le cadre du programme d'aide à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif, qui alimentera le fonds de prévoyance montréalais. Ce taux est basé sur le taux historique de la réserve pour les projets en difficulté de la SHQ pour la région de Montréal.

JUSTIFICATION

L'entente avec la FCDQ entrée en vigueur le 20 juillet 2018 portait sur le financement d'environ 950 unités résidentielles de type coopératif et à but non lucratif. L'octroi en 2018-2019 d'une nouvelle enveloppe budgétaire accordée dans le cadre de l'entente Métropole fait en sorte que le financement doit porter maintenant sur 1400 unités de logements. De plus, les coûts de réalisation des projets se sont considérablement accrus au cours des deux dernières années.
Par conséquent, il est proposé de modifier l'article 2.2 de l'entente pour augmenter de la façon suivante les montants maximums de prêts:

- de 150 M $ à 250 M $ pour le financement intérimaire;
- de 52, 5 M $ à 87,5 M $ pour le financement permanent.

Toutes les autres conditions de l'entente demeurent les mêmes.

Ces augmentations sont suffisantes pour garantir le financement des projets commencés jusqu'au moins la fin de l'année en cours. Pendant l'intervalle , la Ville pourra comme le prévoit l'entente procéder à un nouvel appel d'intérêts pour de nouveaux projets ou proposer un nouvelle approche de financement pour le programme.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La modification de cette entente permettra de continuer le financement des unités de logement dans le cadre du programme AccèsLogis Montréal relativement aux projets ayant fait l'objet d'un Accord du prêteur pour un montant maximal de 250 M$. L'institution financière s'engage à fournir du financement à court terme (financement intérimaire) dont une partie sera convertie à long terme pour un montant approximatif de 87,5 M$. Bien que plusieurs projets aient été retardés par l'arrêt de la construction au Québec (en contexte de pandémie), les déboursés vont s'accroître rapidement avec la reprise des chantiers. Les nouveaux montants maximaux seront toutefois suffisants pour terminer les dossiers prévus cette année.
Les cautionnements aux organismes sont divulgués aux états financiers de la Ville de Montréal.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le développement de logements sociaux participe de façon significative à l’amélioration de l’offre résidentielle à Montréal, soit par l’ajout de nouvelles unités pour répondre aux besoins non comblés, soit par des projets de rénovation d’immeubles existants qui consolident le cadre bâti, notamment dans les secteurs à revitaliser.Le maintien d'une offre résidentielle abordable est un élément clé d'un climat social inclusif et d'un développement urbain viable.
Les projets de logements sociaux et communautaires canalisent des investissements importants sur le territoire montréalais, ajoutant ainsi au dynamisme économique de la métropole. Enfin, la réalisation de projets de logements sociaux et communautaires se fait largement dans les secteurs desservis par le transport collectif, dans le respect des objectifs de consolidation du territoire montréalais et de réduction des gaz à effet de serre.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le présent sommaire concerne un élément (le cautionnement des prêts) intrinsèque au programme d'aide à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif. AccèsLogis Montréal est un volet important de la stratégie de développement de 12 000 logements sociaux et abordables (2018-2021).

Il faut rappeler, par ailleurs, que le programme a été adopté par les instances dans un contexte où les besoins en matière de logements sociaux et abordables sont importants (plus de 20 000 ménages en attente d'un HLM à l'Office municipal d'habitation de Montréal, besoins persistants de grands logements familiaux abordables, etc.).

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

L'impact de la COVID-19 a fait en sorte que plusieurs chantiers de construction de projets AccèsLogis Montréal ont été retardés mais une reprise rapide est prévue.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Signature de la modification à l'entente.

- poursuite de la recherche des meilleures solutions de financement pour le programme.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

A la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Nicolas DUFRESNE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-Claude GIRARD
Conseiller en analyse et contrôle de gestion

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-05

Isabelle LUSSIER
Chef de division

Tél :	2-3323	**Tél :**	514-872-7909
Télécop. :	2.3883	**Télécop. :**	

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marianne CLOUTIER
Directrice - Habitation
Tél : 514 872-3882
Approuvé le : 2020-05-12

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1200498004

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , Division stratégies et produits résidentiels
Objet :	D'approuver une modification à l'entente avec la Fédération des caisses Desjardins du Québec pour augmenter l'enveloppe totale de financement disponible afin de permettre aux organismes requérants d'obtenir le prêt à terme nécessaire à la réalisation de leur projet financé dans le cadre du programme d'aide à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (AccèsLogis Montréal).

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

2020-05-06 - DESJ-MTL-Conv.modif.2020 (004).docx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-11

Annie GERBEAU
Avocate-Chef de division
Tél : 514-872-3093
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

MODIFICATION À ENTENTE RELATIVE AU PROGRAMME ACCÈSLOGIS POUR LA RÉALISATION DE LOGEMENTS COOPÉRATIFS ET SANS BUT LUCRATIF

ENTRE **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Marianne Cloutier, directrice du Service de l'habitation, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du de la résolution _____ du comité exécutif.

ci-après appelée « Ville »

ET **FÉDÉRATION DES CAISSES DESJARDINS DU QUÉBEC**, coopérative de services financiers régie par la Loi sur les coopératives de services financiers (RLRQ, c. C-67.3), dont le siège est au 100, rue des Commandeurs, Lévis, province de Québec, G6V 7N5, dûment représentée par Marie-Claude Boisvert, Première vice-présidente Services aux entreprises, Mouvement Desjardins, se déclarant autorisé à agir aux fins des présentes en vertu de la résolution du 6 juin 2019 de son conseil d'administration.

ci-après appelée « Institution financière ».

ATTENDU QUE les parties ont signées l'Entente relative au programme Accèslogis pour la réalisation de logements coopératifs et sans but lucratif (ci-après appelée « l'Entente ») entrée en vigueur le 20 juillet 2018.

ATTENDU QUE les parties désirent modifier l'Entente ;

ATTENDU QUE l'Entente ne peut être modifiée que par un écrit portant la signature des parties et stipulant expressément leur intention à cet effet ;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. L'Entente est modifiée par le remplacement de l'article 2.2 par le suivant :

> **2.2** L'application de cette entente vise le financement pour la réalisation d'environ 1 400 unités de logement dans le cadre du Programme relativement aux projets ayant fait l'objet d'un Accord du prêteur à partir du 20 juillet 2018 et pour un montant total maximal de 250 M$. L'Institution financière s'engage à fournir du financement à court terme (Financement intérimaire) dont une partie sera convertie à long terme pour un montant approximatif de 87,5 M$.

2. Toutes les autres clauses et conditions de l'Entente demeurent inchangées.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé la présente entente à Montréal

LA VILLE

Par :_____ en date du_____2020
Marianne Cloutier, Directrice du Service de l'habitation

L'INSTITUTION FINANCIÈRE

par :_____ en date du_____2020
Marie-Claude Boisvert
Première vice-présidente Services aux entreprises

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.024

2020/06/03
08:30

Dossier # : 1190257001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Gestion immobilière et exploitation , Division - gestion immobilière et exploitation à contrat et énergie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver l'entente entre la Ville de Montréal et la Ville de Pointe-Claire portant sur la délégation de la construction du nouveau poste de quartier numéro 5.

Nous recommandons d'approuver l'entente entre la Ville de Montréal et la Ville de Pointe-Claire portant sur la délégation de la construction du nouveau poste de quartier numéro 5.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-02-28 15:53

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1190257001**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Gestion immobilière et exploitation , Division - gestion immobilière et exploitation à contrat et énergie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver l'entente entre la Ville de Montréal et la Ville de Pointe-Claire portant sur la délégation de la construction du nouveau poste de quartier numéro 5.

CONTENU

CONTEXTE

Le bâtiment actuel occupé par le poste de quartier numéro 5 (PDQ5) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) appartient à la Ville de Pointe-Claire. Cet immeuble héberge également la caserne numéro 55 du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) et le service de Sécurité publique de Pointe-Claire.
En 2015, le SPVM a informé la Ville de Pointe-Claire que les locaux actuels du PDQ 5 ne répondaient plus à leurs besoins opérationnels. En effet, les nouveaux standards de sécurité du SPVM requièrent des locaux plus spacieux. De plus, la Ville de Pointe-Claire a également signifié vouloir récupérer le bâtiment pour ses besoins.

Une autre solution a été envisagée puisqu'en avril 2018, la Ville de Pointe-Claire a confirmé au SPVM sa volonté de construire un nouveau PDQ. Elle est disposée à assumer tout le processus et toutes les étapes relatives à la construction d'un nouveau bâtiment, sur un terrain qui lui appartient. Ce terrain est à moins de 60 mètres au sud-ouest du PDQ 5 actuel.

Suite à l'entente entre les directeurs généraux, Messieurs Serge Lamontagne et Robert-F Weemaes, parvenue le 27 mars 2019, la Ville de Montréal et le SPVM étaient favorables à la proposition de Pointe-Claire pour construire un nouveau PDQ sur le terrain proposé. Le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) a été mandaté afin d'initier les discussions et les négociations requises dans le but de mettre en œuvre ce projet.

Le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) et les représentants de la Ville de Pointe-Claire ont défini les paramètres encadrant ce projet.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Non applicable

DESCRIPTION

Afin de pouvoir procéder à la construction du nouveau bâtiment, une entente doit être signée entre la Ville de Montréal et la Ville de Pointe-Claire.
Le 21 novembre dernier, une entente portant sur la délégation de la construction du nouveau poste de quartier 5 a été rédigée. À cette fin, la Ville de Montréal délègue à la Ville de Pointe-Claire la gestion du projet au complet, notamment, l'embauche des professionnels, le suivi des plans, des devis, des appels d'offres et des travaux.

La Ville de Pointe-Claire s'engage à céder, au prix d'un dollar (1$), avec la garantie légale, le terrain requis pour l'implantation de l'immeuble .

Un cadre de gouvernance a été établi sur la façon de procéder durant la construction de l'immeuble. Des représentants de la Ville de Montréal seront impliqués dans toutes les étapes menant à la fin du chantier. Le délai des travaux est évalué entre 18 et 24 mois après la signature de l'entente.

Une fois l'immeuble construit, la Ville de Montréal s'engage à procéder à son acquisition auprès de la Ville de Pointe-Claire.

Le nouveaux poste de quartier sera à l'usage exclusif des policiers du SPVM, ce sera la même équipe qui est présentement dans le poste de quartier actuel.

Les parties s'entendent que, si dans l'avenir l'immeuble n'est plus utilisé par le SPVM, la ville de Pointe-Claire pourra reprendre possession de l'immeuble et à cette fin, paiera à la ville de Montréal la juste valeur marchande de l'immeuble.

JUSTIFICATION

La ville de Pointe-Claire possède déjà le terrain envisagé pour la construction et détient des contrats de services avec des professionnels qui peuvent être rapidement mandatés. Ceci permettra de réaliser le projet dans un délai plus court. Cette option est la plus avantageuse pour le calendrier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le projet d'entente ne comporte aucune dépense immédiate, mais prévoit à l'article 7 que la Ville de Pointe-Claire assumera tous les paiements à l'entrepreneur et transmettra à la fin des travaux une facture finale accompagnée de tous les décomptes à la Ville de Montréal, pour remboursement.
La Ville de Montréal s'engage à rembourser l'ensemble des décomptes et factures, et ce dans un délai de 90 jours après vérification et validation des différents montants.

Ce projet sera inscrit au PTI du SGPI en 2022 ou 2023.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet sera conçu en respectant les principes du développement durable, avec les matériaux les moins dommageables et les équipements les plus écoénergétiques. La gestion des déchets de construction sur le chantier devra être exigée pendant la surveillance.
Le système de chauffage sera électrique.

Le stationnement sur rue sera analysé pour optimiser la réduction de coupe d'arbres.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le nouveau bâtiment répondra aux différents besoins opérationnels du SPVM ainsi qu'aux normes en vigueur pour un poste de police.
Le bâtiment sera 100% électrique et respectera les nouvelles exigences de la Ville de Montréal en énergies et émissions de gaz à effet de serre.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'agglomération : Juin 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Sandra PALAVICINI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sophie CÔTÉ, Service de police de Montréal
Melanie DI PALMA, Service de la gestion et de la planification immobilière
Françoise TURGEON, Service des finances

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Simon L LALIBERTÉ
Gestionnaire immobilier

Tél : 514-872-7118
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-12-11

Pierre LÉVESQUE
Chef de division

Tél : 514 872-4087
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Johanne ROUILLARD
Directrice- Gestion immobilière et exploitation
Tél : 514 872-9097
Approuvé le : 2019-12-13

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2019-12-13

Pointe-Claire, le 05 mars 2019

Monsieur Serge Lamontagne
Directeur général
Ville de Montréal
275 Notre Dame est
Montreal (Québec) H2Y 1C6

Objet : Nouvel immeuble pour le poste de quartier numéro 5 du SPVM

Monsieur le Directeur général,

Un immeuble appartenant à la Ville de Pointe-Claire et localisé en bordure du Boulevard Saint-Jean, héberge actuellement les locaux du SPVM / PDQ-5 au numéro civique 395 et ceux de notre propre service d'Inspection-Sécurité publique au numéro civique 399. On y retrouve également au numéro civique 401, les garages et locaux de la principale caserne régionale du SIM et ceux de la Cour municipale de Montréal.

Nous avons été informés en 2015 que les locaux actuels du PDQ-5 ne répondent plus aux besoins du SPVM et en fonction de l'implantation de notre immeuble et des besoins de ces occupants, les locaux existants ne peuvent être facilement agrandis ou transformés.

Le Conseil municipal de la Ville de Pointe-Claire considère la présence du PDQ-5 comme un atout social et communautaire de première importance pour notre population, sans oublier qu'historiquement et malgré une courte période transitoire d'absence à l'époque de la CUM, le poste de police du secteur et de l'arrondissement a toujours été localisé à Pointe-Claire. Cette cohabitation durable avec nos concitoyennes et nos concitoyens a fait en sorte que les policiers et policières et le personnel civil du PDQ-5, sont depuis longtemps des membres à part entière de notre communauté locale.

Conscients des besoins urgents et précis pour le PDQ-5, en avril 2018 nous avons confirmé au SPVM que nous étions disposée à prendre directement en charge tous les processus et toutes les étapes relatives à la construction, sur un terrain appartenant déjà à la Ville de Pointe-Claire et localisé à moins de 60 mètres au sud-ouest du PDQ-5 actuel, d'un nouvel immeuble pour occupation et usage exclusif comme poste de police, ce, en conformité avec les normes applicables et répondant adéquatement aux attentes du SPVM.

De plus, la Ville de Pointe-Claire est prête à céder la propriété de ce nouvel immeuble à l'Agglomération/Ville de Montréal, ce, immédiatement après sa construction, ou à tout autre moment choisi par Montréal, les modalités administratives et financières afférentes devant être établies entre les administrations municipales de Pointe-Claire et Montréal, avant la mise-en-œuvre effective de ce projet de construction.

Depuis le début de l'année 2018, suite à notre offre de procéder à la construction « clés en mains » de ce nouvel immeuble et face au constat de l'enthousiasme alors manifesté par le SPVM et par la Ville de Montréal, la Ville de Pointe-Claire a provisionné les réserves budgétaires nécessaires pour réaliser ce projet et mis ses professionnels à l'œuvre pour identifier les besoins du SPVM et pour préparer les estimations et les devis techniques préliminaires requis.

Toutefois et depuis un certain temps, nous ressentons clairement une croissante et inquiétante absence d'intérêt du côté de Montréal. Suite à nos relances, on nous demandé récemment si la Ville de Pointe-Claire était disposée à vendre à la Ville de Montréal, l'emplacement prévu pour la construction du nouvel immeuble requis pour le PDQ-5. Nous avons déjà mentionné aux intervenants concernés que notre réponse officielle serait fort probablement favorable, mais ce, uniquement avec l'ajout d'une contrainte contractuelle à l'effet que si le projet de construction du nouveau PDQ-5 n'est pas entrepris et concrétisé dans les 3 années qui suivent la conclusion éventuelle d'un tel acte de vente, ladite transaction serait alors nulle et non avenue.

Soyez assuré que la Ville de Pointe-Claire est toujours déterminée et volontaire pour concrétiser avec enthousiasme la réalisation du projet de construction d'un nouvel immeuble pour le PDQ-5. Par contre, soyez également conscients que nous sommes également confrontés à des besoins grandissants pour des locaux supplémentaires pour nos propres services municipaux et une décision d'investissements à cet égard devra forcément être prise très prochainement.

Conséquemment, la question primordiale est de savoir s'il est toujours dans les intentions sérieuses de la Ville de Montréal de procéder « à court terme », à la mise œuvre et à la réalisation effective du projet de construction d'un nouvel immeuble pour le SPVM / PDQ-5 et dans l'affirmative, quels en sont la planification et le calendrier probable de réalisation?

En attente de vous lire, nous demeurons à votre entière disposition pour toute précision ou information supplémentaire que vous jugeriez utile aux fins de la présente.

Recevez, Monsieur le Directeur général, l'expression de nos salutations distinguées,

Le directeur général de la Ville de Pointe-Claire,

Robert-F Weemaes

Montréal

Direction générale
Bureau du directeur général
275, rue Notre-Dame Est, bureau 4.105
Montréal (Québec) H2Y 1C6
Téléphone : 514 872-5753
Télécopieur : 514 872-2896

PAR COURRIEL

Le 27 mars 2019

Monsieur Robert-F. Weemaes
Directeur général
Ville de Pointe-Claire
451, boulevard Saint-Jean
Pointe-Claire (Québec) H9R 3J3
robert-f.weemaes@pointe-claire.ca

N/Réf. : Mandat du DG 2019-057

Objet : Nouvel immeuble | Poste de quartier n° 5

Monsieur,

J'ai pris connaissance de votre lettre datée du 5 mars dernier dans laquelle vous manifestez votre intérêt pour le maintien du poste de quartier n° 5 (PDQ n° 5) sur le territoire de la municipalité de Pointe-Claire et je vous en remercie.

Après consultation auprès du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), nous sommes favorables à la construction du nouveau PDQ n° 5 sur le terrain proposé dans votre lettre.

Nous sommes, par ailleurs, conscients des besoins grandissants en termes d'espaces pour vos propres services administratifs et nous sommes également d'avis que le PDQ n° 5 devra être relocalisé, ce qui permettra de combler les nouveaux besoins opérationnels du SPVM.

Ainsi, afin que le nouveau PDQ n° 5 voie le jour à moyen terme, nous croyons que la prise en charge de ce projet par la Ville de Pointe-Claire est souhaitable.

Les efforts déployés par la Ville de Pointe-Claire en termes de planification donnent assurément une avance au projet, ce qui permettrait que la livraison et l'occupation du nouveau bâtiment aient lieu dans un horizon rapproché.

...2

Nous vous confirmons ainsi que le Service de la gestion et de la planification immobilière de la Ville de Montréal (SGPI) a été mandaté à cet effet et qu'un représentant du SGPI prendra contact avec vous prochainement afin d'initier les discussions et les négociations requises dans le but de mettre en œuvre rapidement ce projet mobilisateur pour nos deux organisations.

Dans le cadre de cet exercice, nous serons ensemble en mesure de définir tous les paramètres encadrant ce projet. Notre équipe pourra rapidement fournir la dernière version du programme fonctionnel et technique de notre client, soit le SPVM.

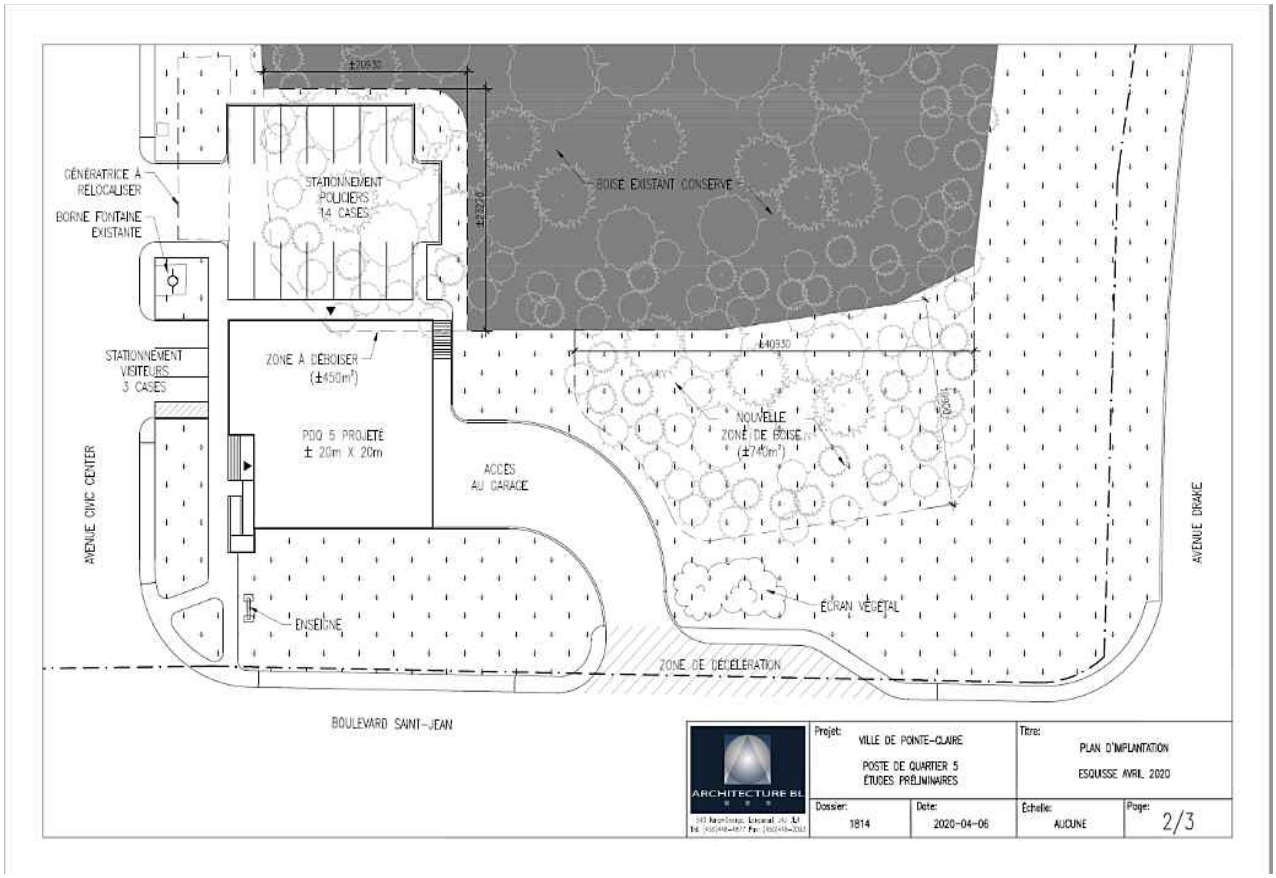
Entre-temps, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le directeur général,

Serge Lamontagne, MBA, ASC

c. c. M. Sylvain Caron, directeur – Service de police de la Ville de Montréal
M. Benoit Dagenais, directeur général adjoint – Services institutionnels
Mme Sophie Lalonde, directrice – Service de la gestion et de la planification immobilière


AVENUE CIVIC CENTER
AVENUE DRAKE
BOUL. SAINT-JEAN


±20930
±40930
GÉNÉRATRICE À RELOCALISER
BORNE FONTAINE EXISTANTE
STATIONNEMENT POLICIERS 14 CASES
BOISE EXISTANT CONSERVÉ
STATIONNEMENT VISITEURS 3 CASES
ZONE À DÉBOISER (±450m²)
POQ 5 PROJETÉ ± 20m X 20m
ACCÈS AU GARAGE
NOUVELLE ZONE DE BOISE (±740m²)
AVENUE CIVIC CENTER
AVENUE DRAKE
ENSEIGNE
ÉCRAN VÉGÉTAL
ZONE DE DÉCÉLÉRATION
BOULEVARD SAINT-JEAN
ARCHITECTURE BL
Projet: VILLE DE POINTE-CLAIRE
POSTE DE QUARTIER 5
ÉTUDES PRÉLIMINAIRES
Titre: PLAN D'IMPLANTATION
ESQUISSE AVRIL 2020
Dossier: 1814
Date: 2020-04-06
Échelle: AUCUNE
Page: 2/3

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1190257001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Gestion immobilière et exploitation , Division - gestion immobilière et exploitation à contrat et énergie
Objet :	Approuver l'entente entre la Ville de Montréal et la Ville de Pointe -Claire portant sur la délégation de la construction du nouveau poste de quartier numéro 5.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

2020-02-27 entente de délégation.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sandra PALAVICINI
Avocate, droit contractuel
Tél : 514 872-1200

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-27

Marie-Andrée SIMARD
Chef de Division, droit contractuel
Tél : 514 872-8323
Division : Droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
27 FÉV. 2020
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

ENTENTE PORTANT SUR LA DÉLÉGATION DE LA CONSTRUCTION DU NOUVEAU POSTE DE QUARTIER 5.

ENTRE **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

(ci-après nommée « **Ville de Montréal** »)

ET **VILLE DE POINTE CLAIRE**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 451, boulevard Saint-Jean, Pointe-Claire, Québec, H9R 3J3, agissant et représentée par Monsieur John Belvedere, maire de la Ville de Pointe-Claire, et Maître Caroline Thibault, greffière de la Ville de Pointe-Claire, dûment autorisés aux fins des présentes tels qu'ils le déclarent ;

(ci-après nommée « **Ville de Pointe-Claire**»)

CONSIDÉRANT que le territoire des municipalités parties à l'entente constitue en partie l'agglomération de Montréal en vertu de l'article 4 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, c. E-20.001) (ci-après la « Loi 75 »);

CONSIDÉRANT que le service de police est une compétence d'agglomération en vertu du paragraphe 8b) de l'article 19 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* et que seule la Ville de Montréal en sa qualité de Ville centrale peut agir à l'égard de cette matière en vertu de l'article 17 de cette loi.

CONSIDÉRANT que la Ville de Montréal désire construire un nouveau bâtiment qui deviendra le poste de Quartier numéro 5 (ci-après « l'Immeuble ») dans la Ville de Pointe- Claire;

CONSIDÉRANT que la Ville de Montréal souhaite déléguer sa compétence à la Ville de Pointe-Claire pour la construction de l'Immeuble;

CONSIDÉRANT que la Ville de Montréal a fourni à la Ville de Pointe-Claire le programme fonctionnel et technique (PFT) pour la construction de l'Immeuble;

CONSIDÉRANT l'article 468 et suivants de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19), et l'article 46 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*;

CONSIDÉRANT que les Parties ont adopté chacune un Règlement de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elles en ont mutuellement pris connaissance;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante de la présente entente.

2. OBJET

2.1 La présente entente a comme objet la délégation par la Ville de Montréal à la Ville de Pointe-Claire pour la construction de l'Immeuble. À cette fin, la Ville de Montréal délègue à la Ville de Pointe-Claire le pouvoir de demander des soumissions, de gérer les contrats octroyés à la suite de ces demandes de soumissions, le cas échéant, et d'effectuer les paiements en vertu des contrats, sous réserve toutefois des autres dispositions de la présente entente.

2.2 La Ville de Montréal délègue également à la Ville de Pointe-Claire son pouvoir d'octroyer les contrats relativement aux travaux de construction de l'Immeuble. Cette délégation est toutefois conditionnelle à l'obtention d'une résolution des instances de la Ville de Montréal indiquant que la soumission retenue aux fins de l'octroi des contrats respecte le cadre financier établi par cette dernière eu égard à ces travaux.

3. PRÉPARATION DES DOCUMENTS D'APPEL D'OFFRES

3.1 La Ville de Pointe-Claire fera préparer les documents d'appel d'offres relatifs à l'ensemble des travaux notamment les plans et les clauses techniques générales et spéciales, dont le PFT fourni par la Ville de Montréal fera partie intégrante.

3.2 Le bordereau de soumission distinguera les travaux de construction selon la structure uniformat II.

3.3 Toutes les garanties et assurances demandées en vertu des documents d'appel d'offres seront délivrées au nom de la Ville de Montréal et de la Ville de Pointe-Claire.

3.4 Des réunions de revue de conception auront lieu entre les représentants désignés de la Ville de Montréal et de la Ville de Pointe-Claire, à 30%, 60% et 90% du jalon d'avancement de la préparation des documents d'appel d'offres. La Ville de Pointe-Claire s'engage à transmettre une version finale au représentant de la Ville de Montréal pour approbation finale. La Ville de Montréal disposera d'un délai de dix (10) jours ouvrables suivant la réception des documents d'appel d'offres pour donner son approbation finale.

3.5 La Ville de Pointe-Claire prévoit le lancement de l'appel d'offres au courant de l'année 2020.

4. OCTROI DU CONTRAT

4.1 L'analyse de la conformité technique sera faite par les professionnels retenus par la Ville de Pointe-Claire. Ils formuleront ensuite une recommandation à la Ville de Pointe-Claire pour l'octroi du contrat pour l'exécution des travaux. La conformité administrative sera faite par les représentants de la Ville de Pointe-Claire.

4.2 L'octroi du contrat pour l'exécution de l'ensemble des travaux, le cas échéant, se fera selon le principe du plus bas soumissionnaire conforme.

4.3 L'analyse des plaintes potentielles et des questions reçues des soumissionnaires dans le cadre de l'appel d'offres seront traitées conformément à la procédure de réception et de traitement des plaintes en vigueur dans la Ville de Pointe-Claire. Le représentant de la Ville de Montréal devra collaborer avec la Ville de Pointe-Claire le cas échéant.

5. GESTION DU CONTRAT

5.1 Le contrat sera géré en accord avec le règlement de la gestion contractuelle de la Ville de Pointe-Claire qui effectuera notamment tous les paiements à l'entrepreneur. La surveillance de l'ensemble des travaux sera réalisée par la Ville de Pointe-Claire ou par les professionnels désignés par cette dernière à cet effet.

5.2 La Ville de Pointe-Claire sera le répondant auprès de l'entrepreneur pour les décisions à prendre en cours d'exécution des travaux. Toute demande de changement concernant ou affectant directement le PFT de la Ville de Montréal, entraînant ou non une augmentation des coûts de tels travaux, devra faire l'objet d'une approbation préalable écrite du représentant de la Ville de Montréal dans les cinq (5) jours ouvrables suivant la réception de la demande de changement. Toute autre demande de changement n'affectant pas le PFT de la Ville de Montréal sera traitée par la Ville de Pointe-Claire sans approbation de la Ville de Montréal pourvu que la dépense associée à telle demande de changement représente 10% ou moins du coût total prévu pour le contrat de base.

5.3 Sous réserve de l'article 5.4, toute demande d'honoraires supplémentaires découlant de situations au chantier devra être analysée par les représentants désignés de la Ville de Montréal et de la Ville de Pointe-Claire et une décision commune devra être prise à ce sujet dans les dix (10) jours ouvrables suivant la réception de la demande d'honoraires supplémentaires. Tout honoraire supplémentaire ainsi décidé sera aux frais de la Ville de Montréal.

5.4 Toute demande d'honoraires supplémentaires qui dépasse le montant maximal autorisé par les instances décisionnelles devra faire l'objet d'une autorisation des instances de la Ville de Montréal selon le calendrier des séances du conseil d'agglomération.

5.5 Des visites de chantier pourront être effectuées conjointement entre les représentants désignés de la Ville de Montréal, de la Ville de Pointe-Claire et des professionnels désignés par la Ville de Pointe-Claire.

5..6 La Ville de Pointe-Claire et la Ville de Montréal doivent donner conjointement leur accord avant de procéder à l'acceptation provisoire et définitive des travaux.

6. GESTIONNAIRE DU CONTRAT

Dans le but de faciliter la gestion de la présente entente, la Ville de Pointe-Claire désigne le directeur de la gestion du territoire ou son représentant dûment autorisé. La Ville de Montréal désigne quant à elle son directeur du service de la gestion et de la planification immobilière ou son représentant dûment autorisé. Toute demande ou correspondance par voie électronique ou

autrement doit être adressée au gestionnaire de l'entente.

7. OBLIGATIONS DE LA VILLE DE POINTE-CLAIRE

La Ville de Pointe-Claire s'engage à :

7.1 obtenir tous les permis et autorisations requis en vertu des lois et règlements en vigueur pour la réalisation de l'ensemble des travaux;

7.2 gérer le contrat et assurer la surveillance et la qualité de l'ensemble des travaux du projet sous la responsabilité des professionnels ayant les connaissances et l'expertise requises aux fins des travaux;

7.3 inviter le représentant désigné de la Ville de Montréal aux réunions de chantier avec l'entrepreneur, à titre d'observateur seulement;

7.4 transmettre l'échéancier de l'entrepreneur à la Ville de Montréal et prendre toutes les mesures raisonnables pour réaliser le projet suivant cet échéancier. Informer la Ville de Montréal de toute modification à l'échéancier initial;

7.5 mensuellement tenir informée la Ville de Montréal de l'exécution des travaux avec un rapport d'avancement;

7.6 aviser la Ville de Montréal aussitôt que possible de tout élément susceptible d'affecter le coût, le contenu ou l'échéancier du projet et le soumettre à la Ville de Montréal pour analyse des mesures de mitigation envisagées;

7.7 permettre au représentant de la Ville de Montréal l'accès au chantier durant les heures de travail au chantier (de 7h à 17h, du lundi au vendredi), sous réserve d'être accompagné par un représentant de la Ville de Pointe-Claire, lequel accompagnement ne devra pas être refusé, à moins d'un motif sérieux;

7.8 transmettre au représentant de la Ville de Montréal toute l'information liée aux travaux afin qu'il formule, s'il y a lieu, des recommandations (non obligatoires) à la Ville de Pointe-Claire;

7.9 transmettre le bordereau et les décomptes progressifs mensuels à la Ville de Montréal pour information;

7.10 effectuer tous les paiements à l'entrepreneur;

7.11 transmettre à la Ville de Montréal une copie de tous les documents relatifs aux travaux tels que rapports, plans, devis, décomptes progressifs, pièces justificatives, factures, certificat de l'ingénieur attestant de l'exécution des travaux;

7.12 céder et transférer à la Ville de Montréal au moment de la réception provisoire des travaux toutes les garanties qu'elle détiendra en regard des travaux d'infrastructures;

7.13 à la fin des travaux de l'entrepreneur, acheminer à la Ville de Montréal une facture finale, accompagnée des copies de tous les décomptes dûment approuvés;

7.14 produire et remettre à la Ville de Montréal les plans finaux du projet (tel que construit), les manuels d'entretien et tout autre document concernant la construction de l'Immeuble au plus tard quatre (4) mois après l'acceptation définitive des travaux. Les plans doivent être fournis en format électronique, en AutoCAD (sans x-refs) et en PDF et doivent être signés par les professionnels respectifs;

7.15 sous réserve de l'exonération de responsabilité prévue à l'article 604.3 de la Loi sur les cités et villes en ce qui a trait aux préjudices causés dans le cadre des travaux confiés à un entrepreneur, prendre fait et cause pour la Ville de Montréal dans toute action, réclamation ou poursuite découlant directement ou indirectement de l'exécution des travaux et la tenir indemne de tout jugement prononcé à son encontre en capital, intérêts et frais, sauf si l'action, la réclamation ou la poursuite découle de l'omission de la Ville de Montréal.

8. CONDITIONS RELATIVES À LA CESSION DE L'IMMEUBLE

8.1 La Ville de Pointe-Claire s'engage à céder, au prix d'un dollar (1$), avec la garantie légale, le terrain requis pour l'implantation de l'Immeuble, conformément aux dispositions de la présente entente. L'acquisition de l'Immeuble débutera à l'acceptation provisoire des travaux, telle que définie au PFT. Le plan de l'esquisse est joint en annexe 1.

8.2 Les parties conviennent que dans l'éventualité où l'Immeuble ne serait plus utilisé par le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) aux fins des services policiers locaux et régionaux, la Ville de Pointe-Claire pourra reprendre possession de l'Immeuble et à cette fin, paiera à la Ville de Montréal la juste valeur marchande de l'Immeuble, laquelle sera établie en considération de l'état général de l'Immeuble au moment du transfert de propriété et en fonction des dispositions règlementaires de zonage et d'usage public applicables. À cette fin, l'acte de cession devra prévoir une clause de rétrocession à la Ville de Pointe-Claire. Toutefois, dans la mesure où les parties ne s'entendent pas sur la valeur marchande de l'Immeuble, les parties devront s'entendre sur le choix d'un évaluateur agréé qui sera responsable de déterminer la valeur marchande de l'Immeuble. Sans limiter la portée de ce qui précède, si la Ville de Pointe-Claire ne rachète pas l'Immeuble pour quelque raison que ce soit, la Ville pourra le vendre à un tiers.

8.3 La Ville de Pointe-Claire s'engage à ce que le zonage soit conforme à l'usage prévu de l'Immeuble.

8.4 La Ville de Pointe-Claire continuera à assumer les risques et responsabilités liés à l'immeuble, et ce, jusqu'à la signature de l'acte de cession.

8.5 La Ville de Montréal pourra occuper, sans frais, l'Immeuble avant la cession. Toutefois, la Ville de Montréal sera responsable des frais d'exploitation (entretien et énergie) dès qu'il y aura occupation de l'Immeuble. Dans l'éventualité où la Ville de Montréal occupe l'Immeuble avant la cession et que la Ville de Pointe-Claire doit intervenir pour des travaux dans l'Immeuble, ces travaux et toutes les vérifications nécessaires à leur exécution seront réalisés dans des conditions raisonnables, et ce, conformément aux directives émises par la Ville de Montréal et le Service de police de Montréal (SPVM).

8.6 Lors de la cession de l'Immeuble à la Ville de Montréal, la qualité des sols de l'Immeuble devra être conforme à la politique du ministère de l'Environnement et de la lutte contre

les changements climatiques (MELCC) pour une utilisation à des fins institutionnelles. Dans l'éventualité où la qualité des sols de l'Immeuble ne serait pas conforme à la politique du MELCC la Ville de Pointe-Claire devra assumer les frais relativement à la correction des sols.

8.7 La Ville de Pointe-Claire s'engage à ce qu'au moment de la cession qu'il n'existera aucun bail, offre de location, droit d'occupation, contrat de service, contrat d'emploi, contrat d'administration, contrat de gestion ou autre contrat ou entente, de quelque nature que ce soit, pouvant lier la Ville de Montréal lors de l'acquisition de l'Immeuble, lequel devra être totalement vacant et exempt de toutes activités commerciales ou industrielles, et ce, au moment de la signature de l'acte de cession.

8.8 La Ville de Montréal devra assumer les frais de sa vérification diligente et de la préparation de l'acte de cession, des copies des documents accessoires à l'acte de cession et à la publication au registre foncier.

8.9 La Ville de Pointe-Claire sera responsable de procéder à l'opération cadastrale requise pour permettre la cession de l'Immeuble. Les frais encourus pour compléter cette opération cadastrale seront assumés par la Ville de Montréal, et payables concurremment aux paiements des travaux de construction de l'Immeuble.

8.10 La Ville de Pointe-Claire s'engage à procéder, préalablement à la cession, à ses frais, à la création d'un lot pour la rue Civic Center.

8.11 La Ville de Pointe-Claire devra fournir à la Ville de Montréal un bon et valable titre de propriété, libre de tout droit réel, privilège et hypothèque. Dans l'éventualité où il serait publié une hypothèque légale de construction contre l'Immeuble, la Ville de Pointe-Claire devra en obtenir la radiation, soit en contestant diligemment et avec succès la publication soit en payant au créancier la somme garantie par toute telle hypothèque légale.

9. OBLIGATIONS DE LA VILLE DE MONTRÉAL

9.1 Collaborer avec la Ville de Pointe-Claire pour lui communiquer l'information requise à la préparation des plans et devis techniques, lui indiquer toute contrainte des opérations dont il faut tenir compte et, sans s'y limiter, participer à la revue de conception, réunions de chantier et toute autre activité reliée au projet.

9.2 Après vérification de la facturation reçue de la Ville de Pointe-Claire, rembourser à cette dernière le coût des honoraires professionnels et travaux de construction de l'Immeuble, et ce, dans un délai de 90 jours.

10 ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE L'ENTENTE

10.1 Cette entente entre en vigueur à la date de sa signature par les parties.

10.2 Elle prend fin un an à la suite de la dernière date d'acceptation provisoire des travaux, soit lors de l'acceptation définitive des travaux.

11. CONDITIONS GÉNÉRALES

11.1 La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre

les parties.

11.2 Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

11.3 Le silence de l'une ou l'autre des parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tels droit et recours.

11.4 Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable de chacune des deux parties.

11.5 La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

11.6 La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment, qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par: _____
Yves Saindon, greffier

Le e jour de 2020

VILLE DE POINTE-CLAIRE

Par: _____
John Belvedere
Maire de la Ville de Pointe-Claire

Par: _____
Caroline Thibault
Greffière de la Ville de Pointe-Claire

ANNEXE 1
PLAN D'ESQUISSE



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION DES TRANSACTIONS

Plan P: plan de cadastre & orthophoto
Dossier: 31h05-005-6430-01
Mandat: 18-0452-T
Dessinateur: JR
Échelle: 1:1000
Date: 07-10-2019

Pointe-Claire
Montréal

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.025

2020/06/03
08:30

Dossier # : 1208169001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction , Division stratégie et développement du Réseau
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Approuver les conventions de financement à intervenir avec la Communauté métropolitaine de Montréal pour l'acquisition de milieux naturels (Programme d'acquisition et de conservation d'espaces boisés et Programme d'aide financière pour les projets contribuant à la mise en place de la trame verte et bleue)

Il est recommandé:
D'approuver les conventions de financement à intervenir avec la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) pour trois projets d'acquisition de milieux naturels :

Programme d'acquisition et de conservation des espaces boisés d'intérêt métropolitain

- *Résolution CMM - CE20-055 :* Acquisition d'un terrain boisé correspondant aux lots 4 589 401 et 4 590 761 du cadastre du Québec
  - o *Contribution financière maximale accordée : 411 535,00$*

- *Résolution CMM - CE20-056 :* Acquisition d'un terrain boisé correspondant au lot 1 977 252 du cadastre du Québec
  - o *Contribution financière maximale accordée : 4 297,19$*

Programme d'aide financière pour les projets contribuant à la mise en place de la Trame verte et bleue sur le territoire métropolitain

- *Résolution CMM - CE20-052 :* Projet d'acquisition de milieux naturels à Sainte-Anne-de-Bellevue dans le cadre de la création du Grand parc de l'Ouest, au sein de l'agglomération de Montréal
  - o *Contribution financière maximale accordée : 3 400 000,00$*

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-05-24 11:50

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208169001**
Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction , Division stratégie et développement du Réseau
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Approuver les conventions de financement à intervenir avec la Communauté métropolitaine de Montréal pour l'acquisition de milieux naturels (Programme d'acquisition et de conservation d'espaces boisés et Programme d'aide financière pour les projets contribuant à la mise en place de la trame verte et bleue)

CONTENU

CONTEXTE

Confrontée aux conséquences des bouleversements climatiques, la Ville de Montréal multiplie ses efforts pour offrir à la population des milieux de vie résilients et durables. Parmi les outils mis en place pour protéger les milieux naturels, la Ville de Montréal procède notamment à des acquisitions de terrains d'intérêt écologique. Ces transactions permettent de pérenniser les écosystèmes et d'offrir à la population de nouveaux lieux de contact avec la nature. La Ville de Montréal vise la cible de 10 % de territoire terrestre protégé.

Depuis l'adoption de la *Politique de protection et de mise en valeur des milieux naturels* en 2004, des sommes importantes sont consacrées à l'acquisition de milieux naturels. Afin de soutenir ces efforts de protection et de mise en valeur, la Ville de Montréal a déposé des demandes d'aide financière auprès de la Communauté métropolitaine de Montréal via deux programmes :

- Programme d'acquisition et de conservation d'espaces boisés (Fonds vert) ;
- Programme d'aide financière pour les projets contribuant à la mise en place de la Trame verte et bleue sur le territoire métropolitain.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG20 0038 - 30 janvier 2020 - Autoriser le dépôt de demandes de financement auprès de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), dans le cadre du Programme d'aide financière pour les projets contribuant à la mise en place de la Trame verte et bleue sur le territoire métropolitain et du Programme d'acquisition et de conservation d'espaces boisés
CG19 0608 - 19 décembre 2019 - Approuver un projet d'acte par lequel Jean-Louis Julien inc. fait don à la Ville d'un terrain vacant connu et désigné comme étant le lot 1 977 252 du cadastre du Québec, d'une superficie de 2 567,4 m², afin de consolider le territoire du Grand parc de l'Ouest./ Verser au domaine public le lot 1 977 252 du cadastre du Québec. N/Réf.: 31H05-005-6314-01.

CG19 0591 - 19 décembre 2019 - Approuver le projet d'acte par lequel la Ville acquiert de Alain Moro, liquidateur de la succession de Jocelyne Patry, pour fins de parc, un terrain vacant, connu et désigné comme étant les lots 4 589 401 et 4 590 761 du cadastre du Québec, longeant la rue Cherrier et la montée Wilson, dans l'arrondissement de L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève, au prix de 750 000 $, plus les taxes applicables, soit 862 312,50 $, incluant les taxes, dans le cadre de la création du Grand parc de l'Ouest. N/Réf. : 31H05-005-7314-01.

CG19 0478 - 24 octobre 2019 - Approuver le projet d'acte par lequel la Ville acquiert de Développement immobilier Grilli inc., pour fins de parc, un terrain vacant, constitué des lots indiqués au dossier décisionnel, tous du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, à proximité du chemin de l'Anse-à-l'Orme, dans la Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue, pour la somme de 5 863 725 $, taxes incluses, dans le cadre de la création du Grand parc de l'Ouest.

DESCRIPTION

À la suite de l'analyse des demandes de financement déposées par la Ville de Montréal, le comité exécutif de la Communauté métropolitaine de Montréal a approuvé, le 26 mars 2020, les trois projets suivants :

Programme d'acquisition et de conservation des espaces boisés d'intérêt métropolitain

- *Résolution CMM - CE20-055 :* Acquisition d'un terrain boisé correspondant aux lots 4 589 401 et 4 590 761 du cadastre du Québec
    - o *Contribution financière maximale accordée : 411 535,00$*

- *Résolution CMM - CE20-056 :* Acquisition d'un terrain boisé correspondant au lot 1 977 252 du cadastre du Québec
    - o *Contribution financière maximale accordée : 4 297,19$*

Programme d'aide financière pour les projets contribuant à la mise en place de la Trame verte et bleue sur le territoire métropolitain

- *Résolution CMM - CE20-052 :* Projet d'acquisition de milieux naturels à Sainte-Anne-de-Bellevue dans le cadre de la création du Grand parc de l'Ouest, au sein de l'agglomération de Montréal
    - o *Contribution financière maximale accordée : 3 400 000,00$*

Les conventions d'aide financière doivent maintenant être approuvées par la Ville de Montréal afin de procéder à la réclamation des montants accordés.

Les trois acquisitions visées par ces conventions ont été complétées en 2019.

JUSTIFICATION

La signature des conventions permettra à la Ville de Montréal d'obtenir les contributions financières de la Communauté métropolitaine de Montréal pour des acquisitions de milieux naturels.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant global de l’aide financière versé à la Ville de Montréal représente un maximum de 3 815 832,19$.
La CMM versera les contributions d'aide financière selon les modalités prévues aux programmes.

Les acquisitions de milieux naturels ont été réalisées en 2019 par le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les acquisitions réalisées contribuent à accroître la protection de l'environnement en assurant la conservation des milieux naturels et la résilience de la Ville face aux effets des changements climatiques.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La présente résolution est requise pour approuver les conventions financières et procéder aux réclamations financières.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Les contributions financières de la Communauté métropolitaine de Montréal permettront à la Ville de Montréal de soutenir ses efforts de protection de milieux naturels.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas de stratégie de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Signature des conventions par le greffier
Réclamation des contributions financières à la Communauté métropolitaine de Montréal

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Marie-Andrée SIMARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Amélie BILODEAU
conseillère en planification

Tél : 514 872-2531
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-12

Véronique ANGERS
c/d Stratégies et développement du réseau

Tél : 514 872-6746
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directrice
Tél : 514 872-1456
Approuvé le : 2020-05-22

GDD: 1208169001

Objet : Approuver les conventions de financement à intervenir avec la Communauté métropolitaine de Montréal pour l'acquisition de milieux naturels (Programme d'acquisition et de conservation d'espaces boisés et Programme d'aide financière pour les projets contribuant à la mise en place de la trame verte et bleue)

Requérant:31 - Grands Parcs, Mont Royal Et Sports

Projet INVESTI: 32300-Programme d'acquisition des milieux naturels

1. PTI

Sous- projet INVESTI	Sous-projet description	Projet SIMON /imputation	Compé-tence	Montant av.taxes	Contribution financière CMM	Décision antérieure
1932300005	Acquis. lots 4589401 et 4590761 du cadastre du Qc. - arr.Île Bizard	180589	AGGLO	750 000 av.taxes	411 535	Dossier # : 1186037018 CG19 0591 - 19 décembre 2019
1932300006	Acq propriété pour Agrandissement parc nature Anse à l'Orme	181332	AGGLO	5 100 000 av.taxes	3 400 000	Dossier # : 1196037004 CG19 0478 - 24 octobre 2019

2.BF

Bon de commande	Description du BC	Projet SIMON /imputation	Compé-tence	Réel net 2019	Contribution financière CMM pour les 3 Bcs	Décision antérieure
BC/1350136	CAPREA EXPERTS IMMOBILIERS INC., CAPREA- blvd Gouin. O - mandat d'évaluation donné à l'externe	1001.0010000.101382.07161.54301.000000.0000.000000.000000.00000.00000	agglo	- 1 800 $ av.taxes	4 297,19 $	CG19 0608 - 19 décembre 2019 -
BC/1350236	PRUD'HOMME, MERCIER & ASSOCIES PMEA - blvd Gouin O - Mandat d'évaluation donné à l'externe	1001.0010000.101382.07161.54301.000000.0000.000000.000000.00000.00000	agglo	-3 000 $ av taxes		
BC/1350251	VALIQUETTE, MARTIN, MONTMARQUET, POISSANT ET ASSOCIES INC. VMMP - blvd Gouin O - mandat d'évaluation donné à l'externe	1001.0010000.101382.07161.54301.000000.0000.000000.000000.00000.00000	agglo	-2 675 $ av taxes		

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1208169001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction , Division stratégie et développement du Réseau
Objet :	Approuver les conventions de financement à intervenir avec la Communauté métropolitaine de Montréal pour l'acquisition de milieux naturels (Programme d'acquisition et de conservation d'espaces boisés et Programme d'aide financière pour les projets contribuant à la mise en place de la trame verte et bleue)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

2020-05-19 - Contrib Fin CMM Trame V et B_convention finale (sceau).pdf

2020-05-15- CON_FV_Montreal_Don_Pierrefonds convention finale (sceau).pdf

2020-05-19- Cont financière CMM à_IleBizard_RÉV MAS -convention finale (sceau).pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Andrée SIMARD
Notaire, Chef de division du droit contractuel
Tél : 514-872-8323

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-21

Marie-Andrée SIMARD
Notaire, Chef de division, Droit contractuel
Tél : 514-872-8323
Division :



CONVENTION DE FINANCEMENT
DANS LE CADRE DU PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE POUR LES PROJETS CONTRIBUANT À LA MISE EN PLACE DE LA TRAME VERTE ET BLEUE SUR LE TERRITOIRE MÉTROPOLITAIN

Projet d'acquisition de milieux naturels à Sainte-Anne-de-Bellevue dans le cadre de la création du Grand parc de l'Ouest, au sein de l'agglomération de Montréal

ENTRE

La Communauté métropolitaine de Montréal, personne morale de droit public, ayant son siège au 1002, rue Sherbrooke Ouest, bureau 2400, Montréal (Québec) H3A 3L6, agissant et représentée par M. Massimo Iezzoni, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes aux termes d'une résolution de son comité exécutif en date du 26 mars 2020 et portant le numéro CE20-052, (ci-après appelée « la COMMUNAUTÉ *») ;*

ET

La Ville de Montréal, personne morale de droit public ayant son siège en son hôtel de Ville, au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec), H2Y 1C6, agissant et représentée par M. Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes aux termes d'une résolution du conseil d'agglomération en date du 30 janvier 2020 et portant le numéro CG20 0038 (ci-après appelée «LA VILLE ») ;

ci-après collectivement appelées « LES PARTIES »

ATTENDU QUE le Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD) de la COMMUNAUTÉ fixe comme objectif de mettre en valeur le milieu naturel, le milieu bâti et les paysages à des fins récréotouristiques et, à cet égard, propose la création d'une Trame verte et bleue sur le territoire métropolitain ;

ATTENDU QUE le Plan métropolitain d'aménagement et de développement vise également à protéger 17 % du Grand Montréal par la protection des bois, des corridors forestiers et des milieux humides ;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec, ci-après appelé « le GOUVERNEMENT », a convenu d'apporter son soutien financier pour la mise en place de la trame verte et bleue et sa mise en valeur et a conclu avec la COMMUNAUTÉ, une entente intitulée *Entente pour le financement des projets contribuant à la mise en place de la Trame verte et bleue sur le territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal* ci-après appelée *«* l' ENTENTE» ;

ATTENDU QUE l'aide financière gouvernementale doit être complétée de montants provenant de la COMMUNAUTÉ et des municipalités du territoire de la COMMUNAUTÉ ou d'autres partenaires de la COMMUNAUTÉ ;

ATTENDU QUE conformément à la *Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal*, la COMMUNAUTÉ est dotée, en faveur des municipalités sises sur son territoire, d'un Fonds de développement métropolitain constitué par le Règlement numéro 2002-13 ;

ATTENDU QUE ce Fonds vise à susciter l'essor économique et social du territoire et, à cette fin, il supporte financièrement les interventions de développement de nature métropolitaine qui s'inscrivent dans la poursuite des compétences de la COMMUNAUTÉ en privilégiant les interventions ayant un impact sur plus d'une municipalité de son territoire ;

ATTENDU QUE la mise en place d'une Trame verte et bleue sur le territoire de la COMMUNAUTÉ s'inscrit dans les projets de développement favorisés par le Fonds de développement métropolitain et que le conseil de la COMMUNAUTÉ a établi, dans le cadre de ce Fonds, un programme d'aide financière pour les projets municipaux contribuant à la mise en place de la trame verte et bleue sur le territoire métropolitain lequel a été modifié à quelques reprises, la dernière fois, le 22 février 2018, suivant la résolution numéro CC18-005, ci-après appelé « PROGRAMME»;

ATTENDU QUE le projet d'acquisition de milieux naturels à Sainte-Anne-de-Bellevue dans le cadre de la création du Grand parc de l'Ouest au sein de l'agglomération de Montréal a été approuvé par le comité exécutif de la COMMUNAUTÉ dans le cadre du PROGRAMME et qu'il y a ainsi lieu de pourvoir aux modalités de son financement ;

ATTENDU QUE l'acceptation de la présente contribution financière peut être faite par l'intermédiaire du comité exécutif de LA VILLE, lequel agit aux présentes pour le conseil d'agglomération conformément à l'article 18 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, c. E-20.001);

ATTENDU QUE LA VILLE a adopté un Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle en a remis une copie à la COMMUNAUTÉ.

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Objet de la convention

La présente convention établit les obligations respectives de LA VILLE et de la COMMUNAUTÉ en ce qui a trait aux modalités d'octroi de l'aide financière consentie par le GOUVERNEMENT et la COMMUNAUTÉ pour la réalisation du projet décrit à l'article 2.1. en fonction des prescriptions du PROGRAMME. En font partie, tous les engagements et obligations découlant de l'ENTENTE, du PROGRAMME, et le cas échéant, des CONDITIONS SPÉCIFIQUES au projet approuvées par le comité exécutif de la COMMUNAUTÉ. En cas de conflit, les uns prévalent par rapport aux autres dans l'ordre qui suit : l'ENTENTE, le PROGRAMME, les CONDITIONS SPÉCIFIQUES approuvées par le comité exécutif de la COMMUNAUTÉ et la présente convention.



2. Obligations de LA VILLE

LA VILLE est responsable de la réalisation du projet et de veiller au respect des délais et du cadre budgétaire généralement prévu. Elle doit supporter la totalité des engagements financiers jusqu'à ce que le projet soit entièrement achevé.

Plus particulièrement, LA VILLE s'engage à :

2.1. Réaliser le projet décrit plus bas, selon les modalités de réalisation qui y sont prévues et conformément aux spécifications du PROGRAMME et n'y apporter aucun changement significatif sans l'accord de la COMMUNAUTÉ.

DESCRIPTION DU PROJET

Devenir propriétaire du terrain naturel situé à Sainte-Anne-de-Bellevue correspondant aux lots 4 310 107, 1 559 483, 1 558 501, 1 558 502, 1 558 503, 1 558 434, 1 558 483, 1 558 484, 1 558 485, 1 558 486, 1 558 487, 1 558 488, 1 558 490, 1 558 491, 1 558 492, 1 558 493, 1 558 494, 1 558 495, 1 558 496, 1 558 497, 1 558 498, 1 558 499, 1 558 573, 1 558 574, 1 558 575, 1 558 576, 1 558 577, 1 558 579, 1 558 530, 1 558 531, 1 558 532, 1 558 534, 1 558 535, 1 558 536, 1 558 529, 1 558 585, 1 558 555, 1 558 557, 1 558 558,1 558 559, 1 558 560, 1 558 561, 6 308 214, 6 308 215, 6 308 216, 6 308 217, 6 308 218, 6 308 219, 6 308 220, 6 308 221, 6 308 222, 6 308 223, 6 308 224, 6 308 225. 6 308 226, 6 308 227, 6 308 228, tous du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 9,8 ha tel que montré au plan dressé par le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports daté du 8 avril 2020 et joint à l'annexe A comme faisant partie intégrante de la présente convention.

2.2. Respecter les lois, les règlements et les normes en vigueur qui lui sont applicables et, sans limiter la généralité de ce qui précède, particulièrement en matière d'adjudication des contrats, de travail et d'environnement. LA VILLE doit s'assurer, lorsque la loi le prévoit, qu'il en soit de même pour tout contrat octroyé dans le cadre de la réalisation du projet. Lorsque requis, LA VILLE s'engage également à obtenir les autorisations environnementales nécessaires. LA VILLE devra alors fournir à la COMMUNAUTÉ avant le début des travaux, le certificat d'autorisation émis par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

2.3. Respecter les règles d'éthique et de gestion usuelles et éviter toute situation mettant en conflit son intérêt, l'intérêt personnel de ses élus et employés ou créant l'apparence d'un tel conflit.

2.4. Tenir des comptes et des registres appropriés, précis et exacts à l'égard des coûts relatifs au projet. Faire la preuve, à la satisfaction de la COMMUNAUTÉ, des dépenses admissibles et de leur paiement. Rendre accessible à ses représentants et à ceux du GOUVERNEMENT pour fins de suivi ou de vérification, tous ses livres comptables, comptes et registres se rapportant à ce projet. Fournir sur demande tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature relatifs au projet à toute personne autorisée par le GOUVERNEMENT ou par la COMMUNAUTÉ afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre des copies. Les pièces justificatives originales si elles n'ont pas été fournies à la COMMUNAUTÉ et les registres afférents à tous les coûts ayant fait l'objet d'une aide financière doivent être conservés par LA VILLE pour une période d'au moins sept (7) ans après la date de la fin de l'ENTENTE sous réserve de l'application d'autres dispositions légales pertinentes.

2.5. S'assurer que les entreprises et leurs sous-traitants faisant affaires avec LA VILLE soient soumis, dans leurs contrats respectifs, aux obligations visant à permettre d'effectuer toute activité de vérification par les représentants de la COMMUNAUTÉ ou du GOUVERNEMENT.

2.6 Assurer la conservation des milieux naturels du terrain acquis par des mesures juridiques appropriées et voir à leur administration et à leur utilisation conformément aux objectifs de conservation du Plan métropolitain d'aménagement et de développement.

2.7 D'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de l'objet de la présente convention et d'autre part à tenir le GOUVERNEMENT, la COMMUNAUTÉ et leurs représentants indemnes de toute action, réclamation ou demande pouvant résulter de l'acquisition des milieux naturels visés par le projet décrit à l'article 2.1 et prendre fait et cause pour eux advenant toute réclamation ou poursuite judiciaire pouvant en découler et s'assurer qu'il en soit de même pour tout contrat octroyé aux mêmes fins.

2.8 Compléter le projet au plus tard le 15 juin 2020 et déposer à la COMMUNAUTÉ un rapport final sur sa réalisation ainsi que les pièces justificatives afférentes au plus tard le 1er septembre 2020.

2.9. S'assurer que l'aide financière est exclusivement utilisée aux fins pour lesquelles elle est versée.

2.10. Affecter le montant de l'aide financière versée par la COMMUNAUTÉ au remboursement des paiements comptants effectués lors de la réalisation du projet.

2.11. Rembourser à la COMMUNAUTÉ, toute somme utilisée à des fins autres que celles prévues à la présente convention.

3. Obligations de la COMMUNAUTÉ

La COMMUNAUTÉ assure le suivi des engagements financiers contenus dans la présente convention.

Plus particulièrement, la COMMUNAUTÉ s'engage à :

3.1. Verser à LA VILLE, en considération des obligations contractées par celle- ci, une aide financière pour la réalisation du projet décrit à l'article 2.1., aux conditions et selon les modalités énoncées au PROGRAMME et à la présente convention dont la LA VILLE reconnaît avoir pris connaissance.

4. Établissement des dépenses admissibles et du montant d'aide financière

4.1. La COMMUNAUTÉ verse à LA VILLE une contribution financière équivalente aux deux tiers (2/3) des dépenses admissibles réellement déboursées pour la réalisation du projet, cette contribution étant assumée à parts égales par le GOUVERNEMENT (1/3) et par la COMMUNAUTÉ (1/3), jusqu'à concurrence de la contribution maximale totale fixée à la présente convention. Les dépenses admissibles sont celles établies au PROGRAMME.

4.2. Le projet ne peut faire l'objet d'une source de financement supplémentaire ou alternatif d'un autre organisme sauf celle indiquée plus bas. Toute autre source de financement supplémentaire ou alternatif devra être déclarée à la COMMUNAUTÉ et sera pris en considération dans l'établissement des contributions municipale et métropolitaine.

Aide financière supplémentaire	s/o
Source de financement	s/o
Montant	s/o

4.3. Malgré toute autre disposition, la contribution maximale totale, constituée de la part du GOUVERNEMENT et de la part métropolitaine pouvant être versée à LA VILLE par la COMMUNAUTÉ ne peut excéder le montant de trois millions quatre cent mille dollars (3 400 000 $), incluant les taxes nettes.

Tous les coûts de réalisation du projet au-delà de cette contribution maximale totale assumée par le GOUVERNEMENT et par la COMMUNAUTÉ sont uniquement à la charge de LA VILLE.

Malgré ce qui précède, la contribution versée en vertu de la présente convention sera ajustée, advenant un financement supplémentaire ou alternatif, afin que la part métropolitaine de cette contribution n'excède pas la contribution municipale réelle aux dépenses admissibles en en excluant toute autre source de financement du projet.

4.4. La COMMUNAUTÉ n'accorde une aide financière à LA VILLE pour les taxes applicables que pour les taxes dites nettes, c'est-à-dire en déduisant toute forme de remboursement, d'aide, d'exemption ou d'exonération dont bénéficie LA VILLE selon les règles en vigueur.

Ainsi, les taxes nettes constituant une dépense admissible sont celles réellement versées déduction faite de la totalité de la taxe sur les produits et services de même que de la partie de la taxe de vente du Québec qui sont remboursées aux municipalités selon les normes en vigueur.

4.5. Une fois le projet réalisé, celui-ci pourra faire l'objet d'une vérification de la part de la COMMUNAUTÉ avant le paiement final.

4.6. L'aide financière sera versée à LA VILLE, sur présentation écrite d'une demande de réclamation des dépenses réelles, engagées et payées, à la suite de la réalisation du projet admissible.

La réclamation devra être accompagnée des factures originales ou de copies certifiées conformes aux originales par le greffier (ou le secrétaire d'arrondissement) ou le trésorier, ainsi que des photocopies de chèques recto-verso ou un relevé bancaire montrant les détails des chèques (nom du fournisseur, montant, date, numéro de facture etc.) et la preuve d'encaissement émise par l'institution bancaire démontrant que les dépenses ont été effectivement engagées et payées pour la réalisation des travaux admissibles du projet décrit à l'article 2.1. La réclamation doit également inclure le décompte progressif final ou le décompte progressif par paiement.

4.7. Le versement de l'aide financière est payable au comptant par la COMMUNAUTÉ, en un seul versement à la fin du projet.

La COMMUNAUTÉ se réserve le droit de verser l'aide financière après vérification par celle-ci des actes notariés, des pièce justificatives, des registres, des dossiers et des comptes et du paiement des frais accessoires liés au projet de même qu'après avoir vérifié que toutes les conditions et modalités liées au PROGRAMME et à la présente convention soient respectées.

La COMMUNAUTÉ se réserve aussi le droit de verser l'aide financière que si la part représentant la contribution du GOUVERNEMENT devant être versée au préalable à la COMMUNAUTÉ l'a été.

5. Activités de communication et éléments de visibilité

LA VILLE s'engage :

a) à faire en sorte que la présence du GOUVERNEMENT et de la COMMUNAUTÉ, notamment leur nom et leur image institutionnelle, soit reconnue, affichée et associée à leur statut de partenaire financier dans l'ensemble des outils de communication produits dans le cadre du projet ;

b) à réaliser les activités de communication et à assurer les éléments de visibilité respectivement énoncés aux annexes B et C jointes à la présente convention pour en faire partie intégrante ;

c) à déposer à la COMMUNAUTÉ un rapport démontrant que les engagements pris en vertu des paragraphes a) et b) ont été respectés.

6. Recours

En cas de défaut de LA VILLE ou si, de l'avis de la COMMUNAUTÉ, il y aura vraisemblablement un de ces cas de défaut, la COMMUNAUTÉ peut se prévaloir, séparément ou cumulativement, des recours suivants :

a) Réviser le niveau de l'aide financière et en aviser LA VILLE ;

b) Suspendre le versement du soutien financier ;

c) Exiger le remboursement partiel ou total de l'aide financière ayant fait l'objet de versement ;

d) Résilier la présente convention pour tout versement non effectué, conformément à l'article 7 de la présente convention ;

e) Annuler la présente convention, tout versement ayant été effectué devenant alors exigible et remboursable immédiatement en entier ;

f) Exiger de LA VILLE aux frais de cette dernière, toutes les garanties et sûretés nécessaires pour garantir le remboursement des montants prévus à la présente convention ;

g) Exiger que LA VILLE remédie au défaut dans le délai que la COMMUNAUTÉ fixe, conformément à l'article 7 de la présente convention.

Lorsque la COMMUNAUTÉ se prévaut du présent article, elle avise LA VILLE par écrit du ou des moyens qu'elle entend utiliser. L'avis de la COMMUNAUTÉ prend effet à la date de sa réception par LA VILLE.

7. Résiliation

La COMMUNAUTÉ se réserve le droit de résilier, en tout temps, la présente convention si :

1° LA VILLE lui a présenté des renseignements faux ou trompeurs ou lui a fait de fausses représentations ;

2° elle est d'avis qu'il se produit une situation qui, pour un motif d'intérêt public, remet en cause les fins pour lesquelles l'aide financière a été octroyée ;

3° LA VILLE fait défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions et obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention.

Dans les cas prévus aux paragraphes 1° et 2°, la convention sera résiliée à compter de la date de réception par LA VILLE d'un avis de la COMMUNAUTÉ à cet effet. La constatation du défaut par cet avis équivaut à une mise en demeure. La COMMUNAUTÉ cessera à cette date tout versement de l'aide financière.



Dans les cas prévus au paragraphe 3°, la COMMUNAUTÉ peut transmettre un avis de résiliation à LA VILLE et celle-ci aura trente (30) jours ouvrables pour remédier aux défauts énoncés dans l'avis et en aviser la COMMUNAUTÉ, à défaut de quoi, l'entente sera automatiquement résiliée à compter de la date de la réception de cet avis, sans compensation ni indemnité pour quelque cause ou raison que ce soit.

Dans les cas prévus aux paragraphes 1° et 3°, la COMMUNAUTÉ se réserve le droit d'exiger le remboursement total ou partiel du montant de l'aide financière qui aura été versé à la date de la résiliation. LA VILLE s'engage à lui rembourser ces sommes sur demande.

Le fait que la COMMUNAUTÉ n'exerce pas son droit à la résiliation ne doit pas être interprété comme une renonciation à son exercice.

8. Durée de l'entente

À moins de dispositions à l'effet contraire, la présente entente prend fin à la date où les obligations de chacune d'elles seront accomplies et n'est pas sujette au renouvellement par reconduction tacite.

9. Clauses générales

9.1. LES PARTIES s'engagent à ce que la présente entente soit considérée comme ayant été exécutée dans le district judiciaire de Montréal et la reconnaissent comme telle. Tout litige survenant en rapport avec la présente entente sera de la compétence du tribunal du district judiciaire de Montréal.

9.2. Toute modification à la convention doit être faite par écrit et signée par LES PARTIES.

10. Interprétation

La présente convention et l'aide financière à laquelle elle donne droit ne sont pas et ne peuvent pas être interprétés comme constituant une association en vue de former une société ou une entreprise, ni comme constituant un contrat de mandat entre la COMMUNAUTÉ et LA VILLE.

11. Signature

Les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de la présente convention.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ont dûment signé en double exemplaire, comme suit :

POUR LA **COMMUNAUTÉ**

_____ _____

Massimo Iezzoni — Date
Directeur général

POUR **LA VILLE DE MONTRÉAL**

_____ _____

Yves Saindon — Date
Greffier de la Ville



Annexe A

Terrain visé par le projet



ACQUISITION DE LOTS
SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE

CONFIDENTIEL

Lot à acquér ir

Ac
Lot 4 310 107

Superficie approximative de 3,5 ha

Be
56 Lots:
1 558 434 1 558 483 1 558 484 1 558 559 1 558 560 1 558 561
1558485 1 558486 1 558 487 1 558 573 1 558 574 1 558 575
1558488 1558 490 1558 491 1558 576 1558 577 1558 579
1 558 492 1 558 493 1 558 494 1 558 585 1 559 483 1 558 495
1 558 496 1 558 497 6 308 214 6 308 215 6 308 216 1 558 498
1558499 1 558 501 6 308 217 6 308 218 6 308 219 1558 502
1 558 503 1 558 529 6 308 220 6 308 221 6 308 222 1 558 530
1 558 531 1 558 532 6 308 223 6 308 224 6 308 225 1 558 534
1 558 535 1 558 536 6 308 226 6 308 227 6 308 228 1 558 555
1558557 1 558 558

Superficie approximative de 6,3 ha

Délimitation du Grand parc de l'Ouest
(limite adoptée le 7 août 2019)

Écoterritoire Le corridor écoforestier de la rivière à l'Orme

li mite admini strat ive

Parc -nature de l'Anse-à-l'Orme

Emplacement approximatif de gare du REM projetée

Grand parc de l'Ouest



Montréal@

Service des grands parcs,
du Mont-Royal et des sports

2020-04-08



Annexe B

Activités de communication

LA VILLE s'engage à réaliser les activités de communication suivantes :

- Émettre un communiqué conjoint annonçant le parachèvement du projet ;
- Installer une plaque signature, aux fins de signaler en permanence, sur le ou les lieux de réalisation du projet, la participation de la COMMUNAUTÉ et du GOUVERNEMENT à son financement ;
- Faire une annonce officielle.

Annexe C ÉLÉMENTS DE

VISIBILITÉ

LA VILLE s'engage à assurer les éléments de visibilité suivants :

1) Faire approuver par la COMMUNAUTÉ, avant leur diffusion auprès du public, les outils de communication sur lesquels apparaît la signature ou la dénomination de la COMMUNAUTÉ et du GOUVERNEMENT.

2) Positionner la signature ou la dénomination de la COMMUNAUTÉ et du GOUVERNEMENT sur les documents imprimés produits, notamment : la convocation de presse, l'invitation, le communiqué de presse, le tout conformément au programme d'identification des partenaires.

3) Remettre à la COMMUNAUTÉ la version numérique des outils de communication produits sur lesquels apparaît la signature ou la dénomination de la COMMUNAUTÉ et du GOUVERNEMENT, lorsqu'elle est disponible, ou sinon transmettre au moins deux exemplaires de ces outils.

4) Offrir la possibilité à la COMMUNAUTÉ et au GOUVERNEMENT de référer au projet et à ses résultats à des fins de promotion de leurs activités.

5) Transmettre à la COMMUNAUTÉ cinq photos en format numérique illustrant le projet réalisé accompagnées de l'autorisation requise afin que la COMMUNAUTÉ dispose du droit de les utiliser et les diffuser sans limitation.

6) L'identification de la Trame verte et bleue devra être assurée par LA VILLE conformément au protocole de visibilité adopté par le comité exécutif de la COMMUNAUTÉ.



AIDE FINANCIÈRE DANS LE CADRE DU PROGRAMME D'ACQUISITION ET DE CONSERVATION D'ESPACES BOISÉS

CONVENTION

Projet d'acquisition du lot 1 977 252 à Montréal, arrondissement Pierrefonds-Roxboro

ENTRE

COMMUNAUTÉ MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public, ayant son siège au 1002, rue Sherbrooke Ouest, bureau 2400, Montréal (Québec) H3A 3L6, agissant et représentée par M. Massimo Iezzoni, directeur général, dûment autorisé à agir aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son comité exécutif en date du 26 mars 2020 et portant le numéro CE20-056, (ci-après appelée « la COMMUNAUTÉ »);

ET

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public, ayant son siège en son hôtel de Ville, au 275, rue Notre- Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1C6 agissant et représentée par M. Yves Saindon, greffier, dûment autorisé à agir aux fins des présentes aux termes d'une résolution du conseil d'agglomération en date du 30 janvier 2020 et portant le numéro CG20 0038, (ci- après appelée « la MUNICIPALITÉ ») ;

ci-après collectivement appelées « les PARTIES ».

ATTENDU QUE la COMMUNAUTÉ a adopté, le 16 juin 2005 par la résolution numéro CC05-014, un *Programme d'acquisition et de conservation des espaces boisés d'intérêt métropolitain* (ci-après appelé le « Programme ») qui vise à supporter l'acquisition de terrains pour favoriser la conservation des espaces boisés de valeur écologique d'intérêt métropolitain et que les règles du Programme ont été modifiées le 1er octobre 2009 (résolution numéro CC09-014) et le 16 juin 2011 (résolution numéro CC11-019) ;

ATTENDU QUE la COMMUNAUTÉ a affecté au Programme, le 16 juin 2005 (résolution numéro CC05-014), une somme de 3 000 000 $ répartie par secteur géographique, dont 1 000 000 $ sont attribués à Montréal ;

ATTENDU QUE la COMMUNAUTÉ a réaffecté au Programme, le 24 avril 2014 (résolution numéro CC14-024), une somme de 1 200 000 $ répartie par secteur géographique, dont 400 000 $ sont attribués au secteur de l'agglomération de Montréal ;

ATTENDU QUE la MUNICIPALITÉ a présenté à la COMMUNAUTÉ, le 29 janvier 2020, une demande d'aide financière dans le cadre du Programme afin d'acquérir, à des fins de conservation, le lot 1 977 252 du cadastre du Québec, d'une superficie de 2 567,4 m2, et pour lequel un don est intervenu le 20 décembre 2019 entre la MUNICIPALITÉ et le propriétaire dudit lot ;

ATTENDU QUE le projet d'acquisition de la MUNICIPALITÉ répond aux critères d'admissibilité du Programme, notamment en ce que le terrain boisé fait partie du corridor forestier métropolitain BM Mo-02, tel qu'identifié au plan nº 705-120-01, que le projet a été approuvé par le comité exécutif de la COMMUNAUTÉ et qu'il y a ainsi lieu de pourvoir aux modalités de son financement ;

ATTENDU QUE l'acceptation de la présente contribution financière peut être faite par l'intermédiaire du comité exécutif de la MUNICIPALITÉ, lequel agit aux présentes pour le conseil d'agglomération conformément à l'article 18 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, c. E-20.001);

ATTENDU QUE la MUNICIPALITÉ a adopté un Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle en a remis une copie à la COMMUNAUTÉ.

1. Objet de la convention

La COMMUNAUTÉ accorde à la MUNICIPALITÉ une aide financière dans le cadre de l'acquisition d'un terrain boisé (ci-après appelé le « terrain visé par le projet ») correspondant au lot 1 977 252 du cadastre du Québec, tel que montré au plan de localisation joint à l'annexe A comme faisant partie intégrante de la présente convention.

2. Obligations de la MUNICIPALITÉ

La MUNICIPALITÉ s'engage à :

2.1. Transmettre à la COMMUNAUTÉ une copie de l'acte de donation notarié, au plus tard six (6) mois après la date de signature de la présente convention ;

2.2. Transmettre à la COMMUNAUTÉ les factures originales ou des copies certifiées conformes aux originales par le greffier (ou le secrétaire d'arrondissement) ou le trésorier, ainsi que des photocopies de chèques recto-verso ou un relevé bancaire montrant les détails des chèques (nom du fournisseur, montant, date, numéro de facture etc.) et la preuve d'encaissement émise par l'institution bancaire démontrant que les dépenses ont été effectivement engagées et payées pour la réalisation des travaux admissibles ;

2.3. Respecter les lois, règlements et normes en vigueur qui sont applicables ;

2.4. Tenir des comptes et des registres appropriés, précis et exacts à l'égard de l'acquisition du terrain visé par le projet et des frais accessoires liés à cette transaction. Faire la preuve, à la satisfaction de la COMMUNAUTÉ, du coût admissible et du paiement pour l'acquisition du terrain et des frais accessoires assujettis à l'aide financière et rendre accessible à ses représentants pour fins de suivi ou de vérification, tous ses livres comptables et ses registres se rapportant à ces activités. Les pièces justificatives originales et les registres afférents à toutes les activités ayant fait l'objet d'une aide financière doivent être conservés pour une période d'au moins sept (7) ans après la date de l'acquisition du terrain visé par le projet, sous réserve de l'application d'autres dispositions légales ;

2.5. S'assurer que les sous-traitants soient assujettis dans leurs contrats respectifs avec la MUNICIPALITÉ à l'obligation de se soumettre à toute activité de vérification entreprise par les représentants de la COMMUNAUTÉ ;

2.6 Affecter le montant de l'aide financière versée par la COMMUNAUTÉ exclusivement aux fins pour lesquelles il est versé, c'est-à-dire l'acquisition du terrain visé par le projet et les frais accessoires directement liés à la transaction ;

2.7. Tenir la COMMUNAUTÉ et ses représentants indemnes de toute action, réclamation ou demande pouvant résulter de l'acquisition du terrain visé par le projet et prendre fait et cause pour eux advenant toute réclamation ou poursuite judiciaire pouvant découler de l'acquisition du terrain visé par le projet ou de la présente convention et s'assurer qu'il en soit de même pour tout contrat octroyé aux fins de l'acquisition du terrain visé par le projet ;

2.8. Rembourser à la COMMUNAUTÉ, à la suite d'une demande à cet effet, tout montant reçu à titre d'aide financière en contravention avec les conditions de la présente convention ;

2.9. Assurer la conservation des espaces boisés de valeur écologique du terrain visé par le projet par des mesures juridiques appropriées et assumer un suivi de conservation.

3. Obligations de la COMMUNAUTÉ

La COMMUNAUTÉ s'engage à :

3.1. Verser à la MUNICIPALITÉ une aide financière pour l'acquisition du terrain visé par le projet selon les modalités et les conditions énoncées à la présente convention.

4. Aide financière

4.1. Le montant de l'aide financière versée à la MUNICIPALITÉ est égal à un montant équivalent à 50 % du coût d'acquisition de la propriété et des frais accessoires liés à la transaction plus les taxes nettes applicables et ce, jusqu'à concurrence d'une somme maximale de quatre mille deux cent quatre- vingt-dix-sept dollars et dix-neuf cents (4 297,19 $). Les frais accessoires admissibles à l'aide financière sont identifiés au Programme.

La COMMUNAUTÉ n'accorde une aide financière à la MUNICIPALITÉ pour les taxes applicables que pour les taxes dites nettes, c'est-à-dire en en déduisant toute forme de remboursement, d'aide, d'exemption ou d'exonération dont bénéficie la MUNICIPALITÉ selon les règles en vigueur.

4.2. Le versement de l'aide financière est effectué par la COMMUNAUTÉ, en un seul versement à la condition que l'acquisition du terrain visé par le projet soit réalisée, que la MUNICIPALITÉ en soit propriétaire ou co-propriétaire, que les frais accessoires liés directement à la transaction soient déboursés et que toutes les conditions et modalités liées à la présente convention soient respectées.

Ainsi, la COMMUNAUTÉ se réserve le droit de verser l'aide financière après vérification par celle-ci des actes notariés, des pièces justificatives, des registres, des dossiers et des comptes.

4.3. La COMMUNAUTÉ se réserve le droit de réduire le montant de l'aide financière lorsqu'une obligation de la présente convention n'est pas respectée.

5. Clauses générales

5.1. Toute modification à la convention doit être faite par écrit et signée par les PARTIES.

6. Activités de communication et éléments de visibilité

La MUNICIPALITÉ s'engage à :

6.1. Faire en sorte que la présence de la COMMUNAUTÉ, notamment leur nom et leur image institutionnelle, soit reconnue, affichée et associée à son statut de partenaire financier dans l'ensemble des outils de communication produits dans le cadre du projet ;

6.2. Réaliser les activités de communication et à assurer les éléments de visibilité respectivement énoncés aux annexes B et C jointes à la présente convention pour en faire partie intégrante ;

6.3. Déposer à la COMMUNAUTÉ un rapport démontrant que ces engagements ont été respectés.

7. Défaut

Si la MUNICIPALITÉ est en défaut de respecter ses obligations aux termes de la présente convention, la COMMUNAUTÉ peut lui transmettre un avis écrit lui enjoignant de remédier au défaut dans le délai prescrit. Ce délai ne peut être inférieur à trente (30) jours. S'il n'est pas remédié au défaut dans le délai, la COMMUNAUTÉ peut résilier la présente convention par un avis écrit et elle est alors dégagée de ses obligations envers la MUNICIPALITÉ.

En cas de résiliation, la COMMUNAUTÉ peut exiger le remboursement de toutes les sommes déjà versées à la date de la résiliation et la MUNICIPALITÉ s'engage à lui rembourser ces sommes sur demande.

8. Prise d'effet

La présente convention prend effet à la date de sa signature par les PARTIES.

9. Résiliation

À défaut pour la MUNICIPALITÉ de s'être acquittée, au plus tard six (6) mois après la date de signature de la présente convention, de ses obligations découlant de la présente convention, cette dernière peut être résiliée de plein droit et la COMMUNAUTÉ est alors dégagée de toute obligation découlant de celle-ci.

10. Interprétation

La présente convention et l'aide financière à laquelle elle donne droit ne sont pas et ne peuvent pas être interprétés comme constituant une association en vue de former une société ou une entreprise, ni comme constituant un contrat de mandat entre la COMMUNAUTÉ et la MUNICIPALITÉ.

11. Signature

Les PARTIES reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de la convention.

En foi de quoi, elles ont signé, en double original,

Pour la Communauté métropolitaine de Montréal

_____ _____

Massimo Iezzoni — Date
Directeur général

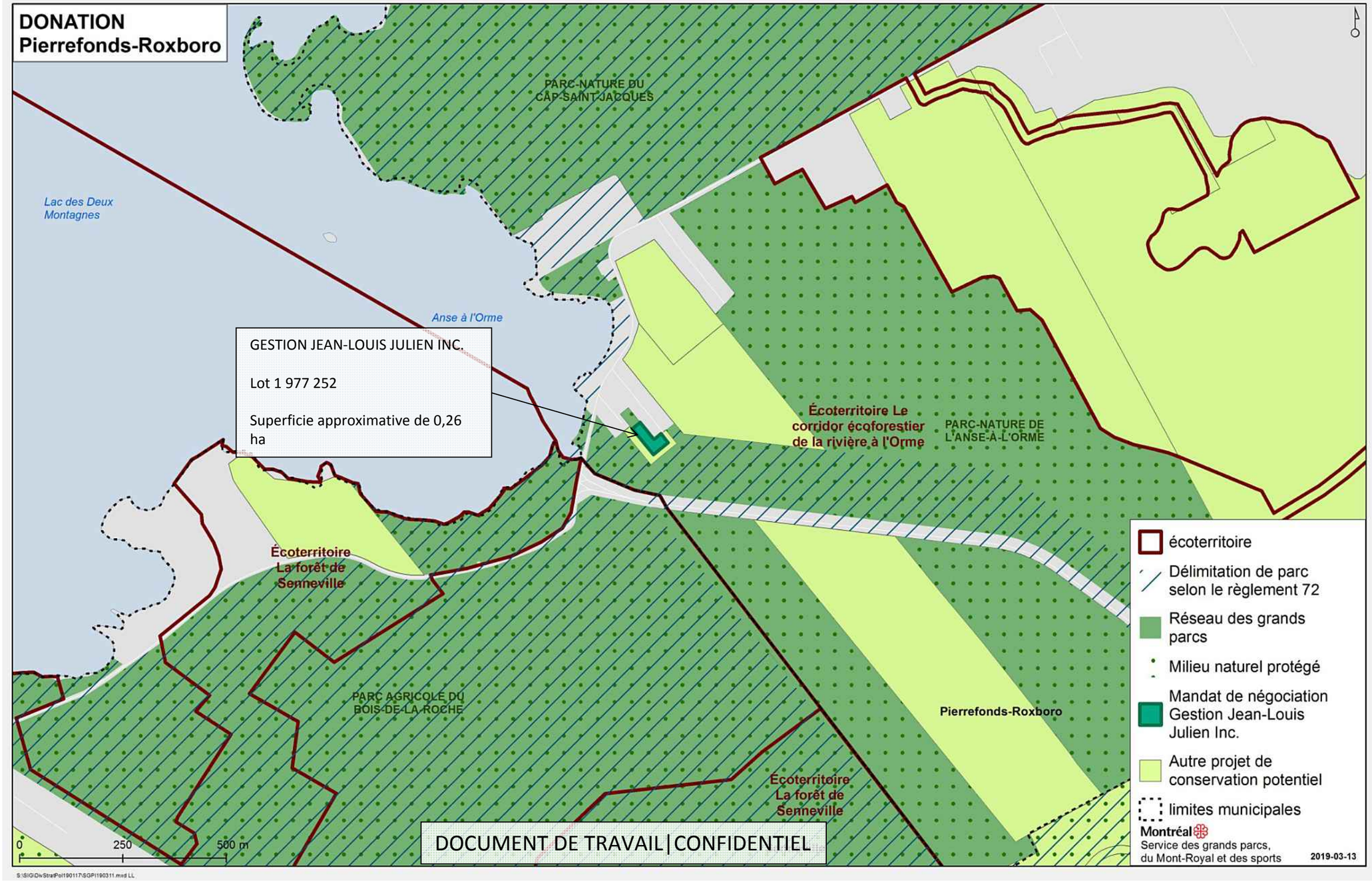
Pour la Ville de Montréal

_____ _____

Yves Saindon — Date
Greffier

ANNEXE A

PLAN DE LOCALISATION DU TERRAIN VISÉ PAR LA CONVENTION


DONATION
Pierrefonds-Roxboro
PARC-NATURE DU CAP-SAINT-JACQUES
Lac des Deux Montagnes
Anse à l'Orme
GESTION JEAN-LOUIS JULIEN INC.
Lot 1 977 252
Superficie approximative de 0,26 ha
Écoterritoire Le corridor écoforestier de la rivière à l'Orme
PARC-NATURE DE L'ANSE-À-L'ORME
Écoterritoire La forêt de Senneville
PARC AGRICOLE DU BOIS-DE-LA-ROCHE
Pierrefonds-Roxboro
Écoterritoire La forêt de Senneville
0
250
500 m
écoterritoire
Délimitation de parc selon le règlement 72
Réseau des grands parcs
Milieu naturel protégé
Mandat de négociation Gestion Jean-Louis Julien Inc.
Autre projet de conservation potentiel
limites municipales
Montréal
Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
2019-03-13
DOCUMENT DE TRAVAIL|CONFIDENTIEL

ANNEXE B

ACTIVITÉS DE COMMUNICATION

La MUNICIPALITÉ s'engage à réaliser les activités de communication suivantes :

- Émettre un communiqué conjoint annonçant le parachèvement du projet ;



ANNEXE C ÉLÉMENTS DE

VISIBILITÉ

La MUNICIPALITÉ s'engage à assurer les éléments de visibilités suivants :

1) Faire approuver par la COMMUNAUTÉ, avant leur diffusion auprès du public, les outils de communication sur lesquels apparaît la signature ou la dénomination de la COMMUNAUTÉ.

2) Positionner la signature ou la dénomination de la COMMUNAUTÉ sur les documents imprimés produits, notamment : la convocation de presse, l'invitation, le communiqué de presse, le tout conformément au programme d'identification des partenaires.

3) Remettre à la COMMUNAUTÉ la version numérique des outils de communication produits sur lesquels apparaît la signature ou la dénomination de la Communauté, lorsqu'elle est disponible, ou sinon transmettre au moins deux exemplaires de ces outils.

4) Offrir la possibilité à la COMMUNAUTÉ de référer au projet et à ses résultats à des fins de promotion de leurs activités.

5) Transmettre à la COMMUNAUTÉ cinq photos en format numérique illustrant le projet réalisé accompagnées de l'autorisation requise afin que la COMMUNAUTÉ dispose du droit de les utiliser et les diffuser sans limitation.





AIDE FINANCIÈRE DANS LE CADRE DU PROGRAMME D'ACQUISITION ET DE CONSERVATION D'ESPACES BOISÉS

CONVENTION

Projet d'acquisition des lots 4 589 401 et 4 590 761 à Montréal, arrondissement l'Île-Bizard-Sainte-Geneviève

ENTRE

COMMUNAUTÉ MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public, ayant son siège au 1002, rue Sherbrooke Ouest, bureau 2400, Montréal (Québec) H3A 3L6, agissant et représentée par M. Massimo Iezzoni, directeur général, dûment autorisé à agir aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son comité exécutif en date du 26 mars 2020 et portant le numéro CE20-055, (ci-après appelée « la COMMUNAUTÉ »);

ET

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public, ayant son siège en son hôtel de Ville, au 275, rue Notre- Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1C6 agissant et représentée par M. Yves Saindon, greffier, dûment autorisé à agir aux fins des présentes aux termes d'une résolution du conseil d'agglomération en date du 30 janvier 2020 et portant le numéro CG20 0038, (ci- après appelée « la MUNICIPALITÉ ») ;

ci-après collectivement appelées « les PARTIES ».

ATTENDU QUE la COMMUNAUTÉ a adopté, le 16 juin 2005 par la résolution numéro CC05 - 014, un *Programme d'acquisition et de conservation des espaces boisés d'intérêt métropolitain* (ci-après appelé le « Programme ») qui vise à supporter l'acquisition de terrains pour favoriser la conservation des espaces boisés de valeur écologique d'intérêt métropolitain et que les règles du Programme ont été modifiées le 1er octobre 2009 (résolution numéro CC09-014) et le 16 juin 2011 (résolution numéro CC11-019) ;

ATTENDU QUE la COMMUNAUTÉ a affecté au Programme, le 16 juin 2005 (résolution numéro CC05-014), une somme de 3 000 000 $ répartie par secteur géographique, dont 1 000 000 $ sont attribués à Montréal ;

ATTENDU QUE la COMMUNAUTÉ a réaffecté au Programme, le 24 avril 2014 (résolution numéro CC14-024), une somme de 1 200 000 $ répartie par secteur géographique, dont 400 000 $ sont attribués au secteur de l'agglomération de Montréal ;

ATTENDU QUE la MUNICIPALITÉ a présenté à la COMMUNAUTÉ, le 15 mai 2019, une demande d'aide financière dans le cadre du Programme afin d'acquérir, à des fins de conservation, les lots 4 589 401 et 4 590 761 du cadastre du Québec, d'une superficie de 21,8 ha, et pour lequel une vente est intervenue le 20 décembre 2019 entre la MUNICIPALITÉ et le propriétaire dudit lot ;

ATTENDU QUE le projet d'acquisition de la MUNICIPALITÉ répond aux critères d'admissibilité du Programme, notamment en ce que le terrain boisé fait partie du corridor forestier métropolitain BM Mo-03, tel qu'identifié au plan n° 705-120-01, que le projet a été approuvé par le comité exécutif de la COMMUNAUTÉ et qu'il y a ainsi lieu de pourvoir aux modalités de son financement ;

ATTENDU QUE l'acceptation de la présente contribution financière peut être faite par l'intermédiaire du comité exécutif de la MUNICIPALITÉ, lequel agit aux présentes pour le conseil d'agglomération conformément à l'article 18 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, c. E-20.001);

ATTENDU QUE la MUNICIPALITÉ a adopté un Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle en a remis une copie à la COMMUNAUTÉ.

1. Objet de la convention

La COMMUNAUTÉ accorde à la MUNICIPALITÉ une aide financière dans le cadre de l'acquisition d'un terrain boisé (ci-après appelé le « terrain visé par le projet ») correspondant aux lots 4 589 401 et 4 590 761 du cadastre du Québec, tel que montré au plan de localisation joint à l'annexe A comme faisant partie intégrante de la présente convention.

2. Obligations de la MUNICIPALITÉ

La MUNICIPALITÉ s'engage à :

2.1. Transmettre à la COMMUNAUTÉ une copie de l'acte de vente notarié, au plus tard six (6) mois après la date de signature de la présente convention ;

2.2. Transmettre à la COMMUNAUTÉ les factures originales ou des copies certifiées conformes aux originales par le greffier (ou le secrétaire d'arrondissement) ou le trésorier, ainsi que des photocopies de chèques recto verso ou un relevé bancaire montrant les détails des chèques (nom du fournisseur, montant, date, numéro de facture etc.) et la preuve d'encaissement émise par l'institution bancaire démontrant que les dépenses ont été effectivement engagées et payées pour la réalisation des travaux admissibles ;

2.3. Respecter les lois, règlements et normes en vigueur qui sont applicables ;

2.4. Tenir des comptes et des registres appropriés, précis et exacts à l'égard de l'acquisition du terrain visé par le projet et des frais accessoires liés à cette transaction. Faire la preuve, à la satisfaction de la COMMUNAUTÉ, du coût admissible et du paiement pour l'acquisition du terrain et des frais accessoires assujettis à l'aide financière et rendre accessible à ses représentants pour fins de suivi ou de vérification, tous ses livres comptables et ses registres se rapportant à ces activités. Les pièces justificatives originales et les registres afférents à toutes les activités ayant fait l'objet d'une aide financière doivent être conservés pour une période d'au moins sept (7) ans après la date de l'acquisition du terrain visé par le projet, sous réserve de l'application d'autres dispositions légales ;

2.5. S'assurer que les sous-traitants soient assujettis dans leurs contrats respectifs avec la MUNICIPALITÉ à l'obligation de se soumettre à toute activité de vérification entreprise par les représentants de la COMMUNAUTÉ ;

2.6 Affecter le montant de l'aide financière versée par la COMMUNAUTÉ exclusivement aux fins pour lesquelles il est versé, c'est-à-dire l'acquisition du terrain visé par le projet et les frais accessoires directement liés à la transaction ;

2.7. Tenir la COMMUNAUTÉ et ses représentants indemnes de toute action, réclamation ou demande pouvant résulter de l'acquisition du terrain visé par le projet et prendre fait et cause pour eux advenant toute réclamation ou poursuite judiciaire pouvant découler de l'acquisition du terrain visé par le projet ou de la présente convention et s'assurer qu'il en soit de même pour tout contrat octroyé aux fins de l'acquisition du terrain visé par le projet ;

2.8. Rembourser à la COMMUNAUTÉ, à la suite d'une demande à cet effet, tout montant reçu à titre d'aide financière en contravention avec les conditions de la présente convention ;

2.9. Assurer la conservation des espaces boisés de valeur écologique du terrain visé par le projet par des mesures juridiques appropriées et assumer un suivi de conservation.

3. <u>Obligations de la COMMUNAUTÉ</u>

La COMMUNAUTÉ s'engage à :

3.1. Verser à la MUNICIPALITÉ une aide financière pour l'acquisition des terrains visés par le projet selon les modalités et les conditions énoncées à la présente convention.

4. Aide financière

4.1. Le montant de l'aide financière versée à la MUNICIPALITÉ est égal à un montant équivalent à 50 % du coût d'acquisition de la propriété et des frais accessoires liés à la transaction plus les taxes nettes applicables et ce, jusqu'à concurrence d'une somme maximale de quatre cent onze mille cinq cent trente-cinq dollars (411 535 $). Les frais accessoires admissibles à l'aide financière sont identifiés au Programme.

La COMMUNAUTÉ n'accorde une aide financière à la MUNICIPALITÉ pour les taxes applicables que pour les taxes dites nettes, c'est-à-dire en en déduisant toute forme de remboursement, d'aide, d'exemption ou d'exonération dont bénéficie la MUNICIPALITÉ selon les règles en vigueur.

4.2. Le versement de l'aide financière est effectué par la COMMUNAUTÉ, en un seul versement à la condition que l'acquisition du terrain visé par le projet soit réalisée, que la MUNICIPALITÉ en soit propriétaire ou co-propriétaire, que les frais accessoires liés directement à la transaction soient déboursés et que toutes les conditions et modalités liées à la présente convention soient respectées.

Aussi, la COMMUNAUTÉ se réserve le droit de verser l'aide financière après vérification par celle-ci des actes notariés, des pièces justificatives, des registres, des dossiers et des comptes.

4.3. La COMMUNAUTÉ se réserve le droit de réduire le montant de l'aide financière lorsqu'une obligation de la présente convention n'est pas respectée.

5. Clauses générales

5.1. Toute modification à la convention doit être faite par écrit et signée par les PARTIES.

6. Activités de communication et éléments de visibilité

La MUNICIPALITÉ s'engage à :

6.1. Faire en sorte que la présence de la COMMUNAUTÉ, notamment leur nom et leur image institutionnelle, soit reconnue, affichée et associée à son statut de partenaire financier dans l'ensemble des outils de communication produits dans le cadre du projet ;

6.2. Réaliser les activités de communication et à assurer les éléments de visibilité respectivement énoncés aux annexes B et C jointes à la présente convention pour en faire partie intégrante ;

6.3. Déposer à la COMMUNAUTÉ un rapport démontrant que ces engagements ont été respectés.

7. Défaut

Si la MUNICIPALITÉ est en défaut de respecter ses obligations aux termes de la présente convention, la COMMUNAUTÉ peut lui transmettre un avis écrit lui enjoignant de remédier au défaut dans le délai prescrit. Ce délai ne peut être inférieur à trente (30) jours. S'il n'est pas remédié au défaut dans le délai, la COMMUNAUTÉ peut résilier la présente convention par un avis écrit et elle est alors dégagée de ses obligations envers la MUNICIPALITÉ.

En cas de résiliation, la COMMUNAUTÉ peut exiger le remboursement de toutes les sommes déjà versées à la date de la résiliation et la MUNICIPALITÉ s'engage à lui rembourser ces sommes sur demande.

8. Prise d'effet

La présente convention prend effet à la date de sa signature par les PARTIES.

9. Résiliation

À défaut pour la MUNICIPALITÉ de s'être acquittée, au plus tard six (6) mois après la date de signature de la présente convention, de ses obligations découlant de la présente convention, cette dernière peut être résiliée de plein droit et la COMMUNAUTÉ est alors dégagée de toute obligation découlant de celle-ci.

10. Interprétation

La présente convention et l'aide financière à laquelle elle donne droit ne sont pas et ne peuvent pas être interprétés comme constituant une association en vue de former une société ou une entreprise, ni comme constituant un contrat de mandat entre la COMMUNAUTÉ et la MUNICIPALITÉ.

11. Signature

Les PARTIES reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de la convention.

En foi de quoi, elles ont signé, en double original,

Pour la Communauté métropolitaine de Montréal

_____ _____

Massimo Iezzoni — Date
Directeur général

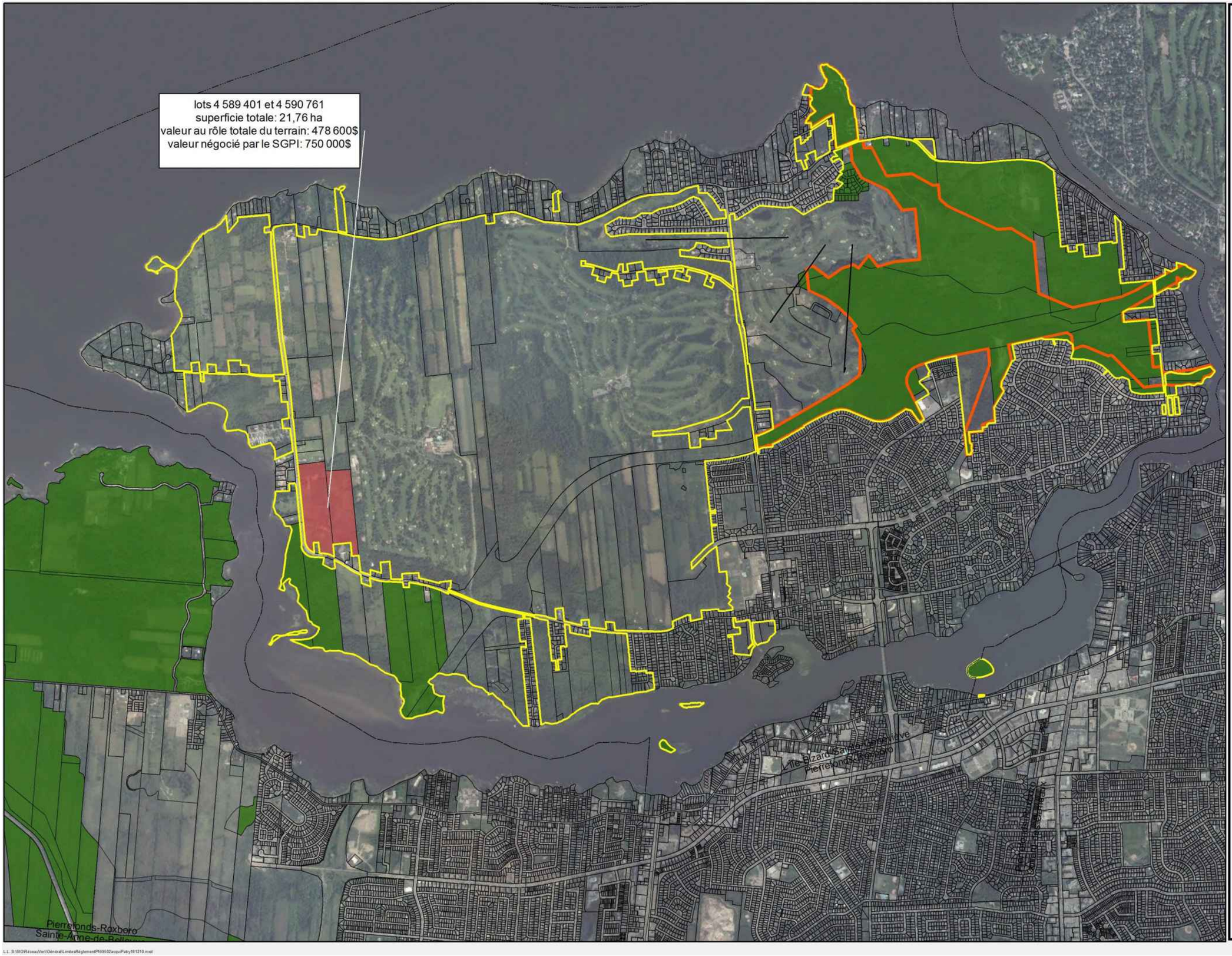
Pour la Ville de Montréal

_____ _____

Yves Saindon — Date
Greffier

ANNEXE A

PLAN DE LOCALISATION DU TERRAIN VISÉ PAR LA CONVENTION



Renseignement sur les terrains Patry
Entente de vente gré à gré
Parc-nature du Bois-de-l'île-Bizard

L'Île-Bizard-Sainte-Geneviève

i limite administrative

nouvelle limite du règlement de délimitation de parc

limite actuelle du règlement de délimitation de parc

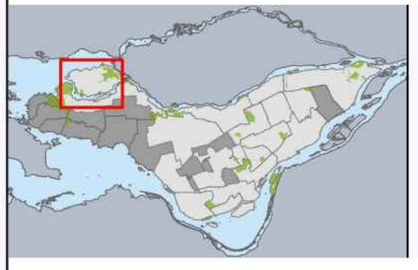
cadastre

terrain Patry

limite actuelle de parc-nature

0 125 250

Orthophotos: © Communauté métropolitaine de Montréal 2005 -2015



Montréal @

Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal

2018-12-17

L:\L. S:\SIG\Réseau Vert\Général\Limites\Règlement\PN\3502acquPatry1812110.mxd

99

ANNEXE B

ACTIVITÉS DE COMMUNICATION

La MUNICIPALITÉ s'engage à réaliser les activités de communication suivantes :

- Émettre un communiqué conjoint annonçant le parachèvement du projet ;
- Installer une plaque signature, aux fins de signaler en permanence, sur le ou les lieux de réalisation du projet, la participation de la COMMUNAUTÉ à son financement.



99

ANNEXE C ÉLÉMENTS DE

VISIBILITÉ

La MUNICIPALITÉ s'engage à assurer les éléments de visibilités suivants :

1) Faire approuver par la COMMUNAUTÉ, avant leur diffusion auprès du public, les outils de communication sur lesquels apparaît la signature ou la dénomination de la COMMUNAUTÉ.

2) Positionner la signature ou la dénomination de la COMMUNAUTÉ sur les documents imprimés produits, notamment : la convocation de presse, l'invitation, le communiqué de presse, le tout conformément au programme d'identification des partenaires.

3) Remettre à la COMMUNAUTÉ la version numérique des outils de communication produits sur lesquels apparaît la signature ou la dénomination de la Communauté, lorsqu'elle est disponible, ou sinon transmettre au moins deux exemplaires de ces outils.

4) Offrir la possibilité à la COMMUNAUTÉ de référer au projet et à ses résultats à des fins de promotion de leurs activités.

5) Transmettre à la COMMUNAUTÉ cinq photos en format numérique illustrant le projet réalisé accompagnées de l'autorisation requise afin que la COMMUNAUTÉ dispose du droit de les utiliser et les diffuser sans limitation.



Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.026

2020/06/03
08:30

Dossier # : 1198190013

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Stratégie 12 000 logements
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville acquiert de Société en commandite Gilford, aux fins d'un projet de logements sociaux et communautaires, un terrain vacant, connu et désigné comme étant le lot 6 222 957 du cadastre du Québec, situé au quadrant nord-ouest de l'intersection du prolongement projeté de la 2e Avenue et du parc linéaire projeté dans l'axe de prolongement de la rue Gilford, dans l'arrondissement de Rosemont - La Petite-Patrie, d'une superficie de 1639,5 m², pour la somme de 564 000 $, plus les taxes applicables et par lequel la Ville accorde mainlevée pure et simple de l'hypothèque créée en sa faveur et publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le 28 août 2017, sous le numéro 23 332 132, afin de garantir l'accomplissement des engagements relatifs à la réalisation de logements sociaux et communautaires. N/Réf. : 31H12-005-1569-06 /Mandat : 19-0107-T

Il est recommandé :

1. d'approuver un projet d'acte par lequel la Ville acquiert de Société en commandite Gilford, aux fins de construction de logements sociaux et communautaires, un terrain vacant connu et désigné comme étant le lot 6 222 957 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, situé au quadrant nord-ouest de l'intersection du prolongement projeté de la 2e Avenue et du parc linéaire projeté dans l'axe de prolongement de la rue Gilford, dans l'arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie, d'une superficie de 1 639,5 m², pour un montant de 564 000 $ plus les taxes applicables et par lequel la Ville accorde mainlevée pure et simple de l'hypothèque publiée le 28 août 2017, au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 23 332 132, le tout selon les termes et conditions stipulés au projet d'acte;

2. d'approuver un projet de convention de services professionnels entre M^{e} Caroline Djenandji, notaire, et Société en commandite Gilford, établissant certaines obligations constituant une stipulation en faveur de la Ville;

4. d'autoriser la Ville à signer l'acte conditionnellement à la réception d'une confirmation écrite à l'effet que les matériaux accumulés ont été retirés et que le terrain est nivelé à la satisfaction du Service de l'habitation;

5. d'autoriser la Ville à signer l'acte conditionnellement à la réception d'une confirmation écrite à l'effet que les travaux de décontamination et de remblaiement des sols ont été complétés conformément aux exigences de la Ville;

6. d'imputer les dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par	Diane DRH BOUCHARD	**Le**	2020-05-22 12:52

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1198190013**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Stratégie 12 000 logements
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville acquiert de Société en commandite Gilford, aux fins d'un projet de logements sociaux et communautaires, un terrain vacant, connu et désigné comme étant le lot 6 222 957 du cadastre du Québec, situé au quadrant nord-ouest de l'intersection du prolongement projeté de la 2e Avenue et du parc linéaire projeté dans l'axe de prolongement de la rue Gilford, dans l'arrondissement de Rosemont - La Petite-Patrie, d'une superficie de 1639,5 m², pour la somme de 564 000 $, plus les taxes applicables et par lequel la Ville accorde mainlevée pure et simple de l'hypothèque créée en sa faveur et publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le 28 août 2017, sous le numéro 23 332 132, afin de garantir l'accomplissement des engagements relatifs à la réalisation de logements sociaux et communautaires. N/Réf. : 31H12-005-1569-06 /Mandat : 19-0107-T

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de l'habitation (le « SH ») a mandaté le Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI ») afin d'acquérir de la Société en commandite Gilford (le « Vendeur »), pour fins de logements sociaux et communautaires, un terrain vacant, d'une superficie de 1639,5 m², situé au quadrant nord-ouest de l'intersection du prolongement projeté de la 2e Avenue et du parc linéaire projeté dans l'axe de prolongement de la rue Gilford, connu comme étant le lot 6 222 957 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal (l'« Immeuble »), dans l'arrondissement de Rosemont - La Petite-Patrie (l' « Arrondissement »). La localisation de l'Immeuble est illustrée, à titre indicatif, aux plans A et P, joints en annexe.
En vertu de la lettre d'engagement relative à la stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels de la Ville de Montréal (la « Stratégie d'inclusion »), et plus spécifiquement, concernant le projet immobilier planifié sur le site de l'ancienne usine Solotech, situé au 4820 4e Avenue (le « Site »), laquelle lettre a été signée par le Vendeur le 28 août 2017 et modifiée le 2 juillet 2019 (« l'Engagement »), le Vendeur s'est engagé de façon irrévocable, à vendre à la Ville un terrain situé à l'intérieur du projet immobilier Tak Village, qui sera dédié à la construction de logements sociaux et communautaires.

Le Site avait fait l'objet, le 25 janvier 2012, d'une entente de développement (l'« Entente 2012 ») conclue entre Consortium Angus inc. et la Ville. Les droits et obligations de l'Entente 2012 ont été cédés à Consortium Angus S.E.C. le 9 mars 2012 puis au Vendeur le 16 décembre 2016.

En vertu de l'Engagement, la Ville et le Vendeur ont consenti à l'annulation de l'Entente 2012. L'Engagement stipule cependant que le prix de vente de l'Immeuble sera calculé sur la base de 8 000 $ pour les 45 premiers logements sociaux, de manière à tenir compte du prix prévu à l'Entente 2012.

La superficie brute de plancher résidentiel constructible sur l'Immeuble est de 5 611 m^2, ce qui est inférieur à la superficie requise pour le projet de logements sociaux fixée à 6 161 m^2 selon l'Engagement. En compensation, le Vendeur a déjà versé à la Ville une contribution financière de 119 000 $. Cette somme a été versée au Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables pour la réalisation future de logements sociaux sur le territoire de l'Arrondissement. L'Immeuble et la contribution financière ont été acceptés par le SH et par l'Arrondissement.

Conformément à l'Engagement, le Vendeur a garanti l'accomplissement des engagements relatifs à la réalisation de logements sociaux et communautaires au moyen d'une hypothèque de premier rang constituée sur l'Immeuble, au montant de 1 241 000 $. Ladite hypothèque a été créée, aux termes de l'acte reçu devant M^{e} Jean-Sébastien Élie, notaire, le 28 août 2017, et publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, sous le numéro 23 332 132. Compte tenu qu'en vendant l'Immeuble à la Ville, le Vendeur aura rempli ses engagements relatifs à la réalisation de logements sociaux et communautaires sur le Site, l'acte de vente prévoit également que la Ville accorde mainlevée de cette hypothèque.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA19 26 0298 - 19 septembre 2019 - Approuver le projet de protocole d'entente pour la réalisation des travaux d'infrastructures du développement résidentiel projeté sur l'ancien site de l'entreprise Solotech.
DA 198446002 - 11 juillet 2019 - Accepter les engagements pris par Société en commandite Gilford, dans le cadre de la *Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels* , en vertu d'une lettre d'engagement modificatrice signée le 2 juillet 2019 ayant pour effet de modifier la lettre d'engagement initiale, signée le 28 août 2017 pour la réalisation d'un projet immobilier sur le site situé au 4820, 4e avenue.

CG17 0452 - 28 septembre 2017 - Accepter le bénéfice des engagements pris en application de la *Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels,* dans le cadre du projet de développement résidentiel sur les lots 3 361 976, 3 361 992, 3 362 017 et 3 362 018 du cadastre du Québec / Abroger la résolution CG11 0448.

CG18 0468 - 23 août 2018 - Adoption du Règlement autorisant un emprunt de 50 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux et communautaires.

CA17 26 0360 - 4 décembre 2017 - Résolution autorisant la construction de bâtiments résidentiels, en plusieurs phases, comportant environ 320 logements, sur les lots 3 361 976, 3 361 992, 3 362 017 et 3 362 018 du cadastre du Québec.

CE15 2254 - 9 décembre 2015 - Adoption des modifications à la *Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels.*

CG15 0081 - 26 février 2015 - Accepter et ratifier l'hypothèque accordée par Consortium Angus S.E.C. en faveur de la Ville / Accepter et ratifier tous les termes de l'acte d'hypothèque, notamment le report de l'échéance pour la vente à la Ville du terrain destiné à la construction de logements sociaux et communautaires.

CE12 0338 - 14 mars 2012 - Approuver la création d'un Fonds de contribution à la *Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels.*

CG11 0448 - 22 décembre 2011 - Approuver le projet d'entente de développement entre Consortium Angus inc. et la Ville de Montréal, pour la réalisation du projet immobilier à vocation résidentielle sur le site anciennement occupé par l'entreprise Solotech.

CE05 1708 - 24 août 2005 - Adopter la *Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels.*

DESCRIPTION

Le présent sommaire décisionnel vise l'approbation d'un projet d'acte par lequel la Ville acquiert l'Immeuble du Vendeur, pour la somme de 564 000 $, plus les taxes applicables, en vue d'une revente à un organisme communautaire, au même prix, pour la construction de logements sociaux et communautaires. Le projet d'acte prévoit également que la Ville accorde mainlevée pure et simple de l'hypothèque créée en faveur de la Ville de Montréal afin de garantir l'accomplissement des engagements relatifs à la réalisation de logements sociaux et communautaires.
Le présent sommaire vise aussi l'approbation d'un contrat de services professionnels conclu entre le Vendeur et le notaire fiduciaire, mandaté par celui-ci et établissant certaines obligations. La Ville signe le contrat de services professionnels aux seules fins d'accepter les stipulations qui y sont faites par le Vendeur et son notaire fiduciaire concernant la distribution du prix de vente.

Conformément à l'Engagement, l'Immeuble devra être contigu à une rue publique aménagée et desservie par les infrastructures municipales. Ces travaux seront à la charge du Vendeur, sous réserve du règlement 08-013 - Règlement sur les ententes relatives à des travaux municipaux, et devront être réalisés au plus tard 5 ans après la date de conclusion d'une entente en vertu dudit règlement. Le protocole d'entente a été approuvé par le conseil d'arrondissement à sa séance du 19 septembre 2019 et signé par les parties le 3 octobre 2019.

Selon l'Engagement, l'Immeuble doit être décontaminé, remblayé, nivelé et prêt à construire. Or, des avis de contamination ont été publiés au bureau de la publicité des droits le 3 mai 2010 et le 21 décembre 2017, sous les numéros 17 131 334 et 23 579 208. Les travaux de décontamination sont complétés et un avis de décontamination a été publié au registre foncier le 14 mai 2020 sous le numéro 25 376 839. Étant donné la publication récente de l'avis de décontamination, le SH termine présentement l'analyse de la documentation remise par le Vendeur faisant état de la qualité des sols de l'Immeuble. La signature de l'acte de vente par la Ville est conditionnelle à ce que le SH se déclare satisfait de ladite documentation.

Nous retrouvons actuellement sur l'Immeuble un monticule de terre et de résidus de matériaux appartenant au Vendeur. Le SH exige un retrait complet des matériaux et un nivellement des sols de l'Immeuble, tel que convenu à l'Engagement et ce, avant la signature de l'acte de vente prévue en août 2020. La signature de l'acte de vente par la Ville est conditionnelle à l'accomplissement des travaux précités et ce, à l'entière satisfaction du SH.

Les plan et description technique d'une servitude d'utilité publique sont en cours de

préparation par la Division de la géomatique du Service des infrastructures du réseau routier, afin de permettre l'accès et l'entretien à une conduite d'eau sur le lot 6 222 959. Cette servitude affectera la portion sud de l'Immeuble, et sa localisation est illustrée, à titre indicatif, au plan joint en annexe. Il a été tenue en compte de sa présence dans l'établissement du potentiel constructible de l'Immeuble et dans la contribution financière versée à la Ville par le Vendeur. Cette servitude devra être publiée avant ou au moment de la revente de l'Immeuble à un organisme communautaire désigné par le SH, afin de protéger la conduite d'eau de la Ville.

JUSTIFICATION

Il n'est pas possible de faire acheter l'Immeuble directement par un organisme communautaire avant l'expiration du délai prévu dans l'Engagement, soit le 12 août 2020, d'où la nécessité pour la Ville de procéder à cette acquisition. Il est dès lors prévu que la Ville revendra l'Immeuble à un organisme au même prix, soit 564 000 $, dès que le montage financier du projet de logements sociaux et communautaires sera confirmé dans le cadre du programme AccèsLogis.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût d'acquisition de 564 000 $ est entièrement assumé par l'agglomération et sera financé par le Règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 18-029 « Règlement autorisant un emprunt de 50 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux et communautaires ». Cette dépense est prévue en 2020 pour l'acquisition des terrains à des fins de revente. Le prix d'acquisition de 564 000 $ est déterminé en fonction de la superficie brute de plancher résidentiel constructible du Projet, soit 5 611 m^2, selon le calcul stipulé à l'Engagement de manière à tenir compte du prix prévu à l'Entente 2012 :

45 logement sociaux x 8 000 $ = 360 000$

*((Superficie constructible, 5 611 m^2 ÷ Étalon logement social de 90 m^2) - 45) * x 12 000 $ = 204 000 $*
** Résultat arrondi à l'unité la plus près*

Égal : 360 000$ + 204 000$ = ***prix de vente de 564 000 $***

La valeur marchande de l'Immeuble a été estimée par la Division des analyses immobilières du SGPI, en date du 14 avril 2020, à 2 700 000 $, ce qui représente un coût unitaire de 1646,84 $/ m² (153 $/pi²). La revente de l'Immeuble à l'organisme communautaire désigné se fera au même prix d'acquisition, soit 564 000 $, donc à coût nul pour la Ville.

Selon la Direction de l'optimisation, de la sécurité et de la propreté du SGPI, un budget de fonctionnement assumé par le SGPI est requis pour sécuriser et maintenir l'Immeuble avant sa revente à un organisme communautaire. Pour l'année 2020, le budget de fonctionnement est estimé à environ 24 962 $ avant taxes (26 207 $ net des ristournes de taxes) et pour les années 2021 et suivantes, un budget récurrent estimé à 17 395 $ avant taxes est requis (18 263 $ net des ristournes de taxes).

Le détail sur la provenance des fonds et les imputations budgétaires se retrouvent dans l'intervention du Service des finances.

Budget de fonctionnement SGPI	2020	2021 et suivantes
DOSP		
Blocs de béton et chaînes	5827 $	
Enlèvement de dépôts sauvages	13 046 $	13 046 $
Désherbage et débroussaillage	2609 $	2609 $
Enlèvement de graffitis	1740 $	1740 $
Affichage	1740 $	
Total	**24 962 $**	**17 395 $**

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La revente de l'Immeuble à un organisme communautaire permettra de répondre à la demande pour la construction de logements sociaux et communautaires dans l'Arrondissement, ce qui permettra de maintenir une offre de logements abordables qui favorisera une mixité sociale, ce qui est un élément d'un développement urbain durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'approbation de cette acquisition à la séance du conseil d'agglomération du 18 juin 2020 permettra de respecter la date limite prévue contractuellement pour cette acquisition. Ultimement, la revente de l'Immeuble permettra la construction d'un bâtiment résidentiel à vocation sociale et répondra aux objectifs de la Stratégie de développement de 12 000 logements sociaux et abordables 2018-2021 du SH tout en générant des retombées fiscales récurrentes annuelles pour la Ville.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Un retard dans l'approbation de ce dossier par les instances pourrait fera perdre à la Ville son droit d'acheter l'Immeuble, la date d'échéance d'acquisition étant le 12 août 2020 en vertu de l'Engagement.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

La Ville revendra l'Immeuble à un organisme communautaire désigné par le SH.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Zamir Jose HENAO PANESSO)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Caroline BOILEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Guylaine DÉZIEL, Rosemont - La Petite-Patrie
Louise BRADETTE, Service de la gestion et de la planification immobilière
Jacques GOUDREAULT, Service des infrastructures du réseau routier
Marianne CLOUTIER, Service de l'habitation
Olivier CARIGNAN DE CARUFEL, Rosemont - La Petite-Patrie

Lecture :

Olivier CARIGNAN DE CARUFEL, 11 mai 2020
Marianne CLOUTIER, 10 mai 2020
Jacques GOUDREAULT, 8 mai 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nathalie HUDON
Conseillère immobilier.

Tél : 514-872-3657
Télécop. : 514-872-8350

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-20

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières

Tél : 514-868-3844
Télécop. : 514-872-8350

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2020-05-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2020-05-21

3 361 996

3 362 014

2e AVENUE
1 591 308

1 591 305

3e AVENUE
1 591 315

BOULEVARD SAINT-JOSEPH EST
1 591 307

1 591 379

1 588 390

1 588 391

1 591 399

1 588 392

1 588 393

PC-34099

1 588 395

1 588 396

1 591 398

1 588 410

1 588 411

1 588 412

1 588 414

4e AVENUE
1 591 316

1 588 413

1 588 415

1 588 417

1 588 419

1 588 416

1 588 418

1 588 420

1 588 449

1 588 450

1 591 693

1 588 451

S: 2 325,6 m²

3 361 898

6 222 960
(en voie de dépôt)

6 222 961
(en voie de dépôt)

1 591 781

Fils électriques aériens

Emprise projetée

6 222 956

RUE GILFORD

Hauban

Hauban

Emprise actuelle

46,44

32,10

21,37

37,60

4,25

1,31

Poteau

Stationnement

6 222 961

6 222 958
(en voie de dépôt)

79,37

6 274 862
(en voie de dépôt)
Sup.:3 401,3

Allée pour pompier

Mur mitoyen

Saut-de-loup

Terrasse au Niveau 1

Terrasse au Niveau 3

Bâtiment
(Phase 5)
projeté
3 étages
13 logements
Élév.RDC: 49,14

6 274 861
S: 2 183,9m²
(en voie de dépôt)

Salle électrique (Phase 5)

62,23

6 274 860
Sup.:1 282,9
(en voie de dépôt)

Bâtiment
(Phase 3)
projeté

Limite du stationnement souterrain

59,13

6 274 859
S: 2 222,2m²
(en voie de dépôt)

Bâtiment
(Phase 2)
projeté
3 étages
24 logements
Élév.RDC: 48,57

Saut-de-loup

Saut-de-loup

Saut-de-loup

Emprise actuelle

2 494 012

PC-23853

6 222 955

1 588 454

1 588 456

PC-16491

Fils électriques aériens

4e AVENUE
1 591 782

Lampadaire
1 591 692

Clôture à mailles serrées

3 362 016

2e AVENUE
6 222 958

Servitude de passage pour piéton projetée

Voir agrandissement

Emprise projetée

6 222 962
S: 3 462,5 m²
(en voie de dépôt)

6 222 951
(De l'alt. 47,39 à l'alt. 47,93)
S: 1 321,5 m²
(partie commune de l'initiale)
(en voie de dépôt)

18,51 Limite du stationnement souterrain

Issue

Accès au garage souterrain

Bâtiment
projeté
(Phase 4)
6 étages + Mezzanine
61 logements
Élév.(RDC): 48,05

Bâtiment
projeté
(Phase 1)
6 étages + Mezzanine
53 logements
Élév.(RDC): 48,05

Appenti de l'ascenseur

Mécanique

Chemin d'issue

Terrasses

Terrasse commune

6 222 952
(De l'alt. 47,39 à l'alt. 47,93)
S: 469,0 m²
(partie privative de l'initiale)
(en voie de dépôt)

Asphalte

Haie

Emplacement temporaire pour bacs à déchet

Emprise projetée

RUE GILFORD
1 591 425

1 588 462

6 222 957
(en voie de dépôt)

3 362 004

6 222 959
(en voie de dépôt)

Limite du stationnement souterrain

6 222 954
(en voie de dépôt)
PARC LINÉAIRE

Clôture à mailles serrées

Fils électriques aériens

Poteau

Réverbère

PC-13832

PC-34822

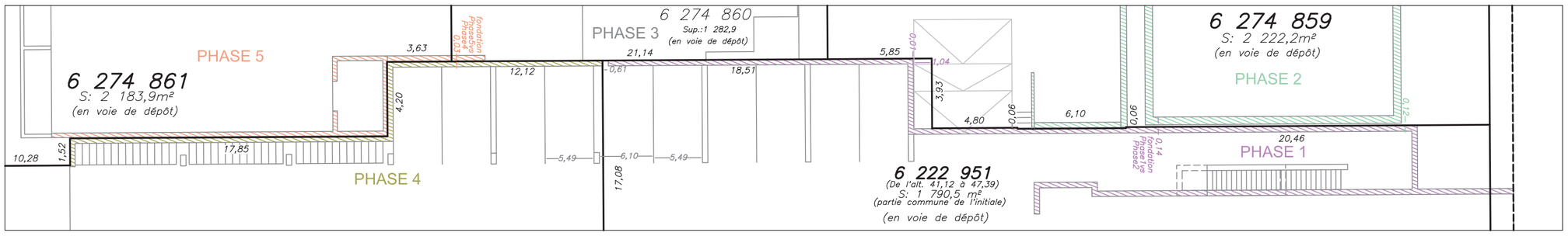
5 457 553

5 457 554

5 517 216

3 978 633

Agrandissement (niveau des fondations)



Note : Ce plan est sujet à l'approbation municipale.

Les plans des phases 1 et 4 proviennent de Forme Studio, architectes. reçus le 1er février 2019.

Les plans des phases 2 et 5 proviennent de Provencher-Roy, architectes. reçus le 1er février 2019.

: Profil du Sous-sol (fondation)
: Profil du Niveau 1
: Profil du Niveau 2
: Profil du Niveau 3 à 5
: Profil du Niveau 6
: Profil de la Mezzanine

Les mesures indiquées sur ce document sont en mètres (S.I.)
1 mètre x 3.28 = mesure en pieds
1 mètre ² x 10.764 = superficie en pieds carrés

PLAN PROJET D'IMPLANTATION

La responsabilité de procéder à l'excavation avant d'avoir reçu le CERTIFICAT D'IMPLANTATION incombe au client.
Ce plan ne doit pas être utilisé pour une autre fin sans mon autorisation écrite.

Révisions			
No	Date	Détail	Ini.
1	2019-05-01	Lotissement (alt. 47,39 à 47,93)	JT
2	2019-05-09	ajout mesure en front du lot 6 222 954 (parc linéaire) ajout mesure en front du lot 6 222 956 (rue Gilford) correction mesure lot 6 222 952 (28,93 au lieu 28,92)	VR
3			
4			
5			
6			
7			
8			

Échelle : 1 : 400

Dessiné par : JT/MB

V I T A L R O Y
Arpenteur-géomètre inc.
TÉL. : [illegible]

VITAL ROY 1889 ARPENTEUR-GÉOMÈTRE

2019-05-10

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE: MONTRÉAL
CADASTRE DU QUÉBEC
MUNICIPALITÉ: VILLE DE MONTRÉAL (Arr. Rosemont/Petite-Patrie)
LOT(S): VOIR PLAN (en voie de dépôt)

Beloeil, le 21 février 2019

Par _____
VITAL ROY
Arpenteur-Géomètre

Dossier: 28653-00
Mandat: 49412
Minute: 51825

AVIS DE DÉCONTAMINATION

(Article 31.59 de la *Loi sur la qualité de l'environnement*, L.R.Q. c. Q-2)

La qualité des sols du terrain permet un usage résidentiel ou sensible (art. 1 a. du RPRT) (respecte les valeurs limites de l'Annexe I du RPRT

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE DE MONTRÉAL

À Montréal, le 14e jour de mai deux mille vingt (2020).

COMPARAÎT :

SOCIETE EN COMMANDITE GILFORD, une société en commandite constituée en vertu du Code Civil du Québec, agissant par son seul commandité, 9351-2648 Québec Inc. (« 2648 »), une société constituée en vertu de la Loi sur les sociétés par actions, ayant son siège social au 407 rue McGill, Bureau 810, Montréal, province de Québec, H2Y 2G3 agissant et représentée par Stéphane Côté, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare.

(ci-après le « **Comparant** »)

LEQUEL DONNE LE PRÉSENT AVIS et demande à l'officier du bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal d'inscrire sur le registre le présent avis de décontamination concernant le terrain désigné ci-après, faisant état de l'absence ou de la présence des contaminants dans le terrain en deçà des valeurs limites réglementaires, tel qu'il apparaît dans le résumé des études de caractérisation présenté ci-dessous et attesté par un expert visé par l'article 31.65 de la *Loi sur la qualité de l'environnement*, L.R.Q. c. Q-2, et, le cas échéant, d'une mention des restrictions à l'utilisation du terrain inscrites sur le registre foncier devenues caduques du fait de la décontamination.

1. DÉSIGNATION DU TERRAIN

Un terrain vacant connu et désigné comme étant composé le lot numéro 6 222 957 du Cadastre du Québec, au registre foncier du bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal (ci-après « **l'Immeuble** »).

2. IDENTIFICATION DU PROPRIÉTAIRE ET PERSONNE VISÉE PAR L'AVIS

Le Comparant est devenu propriétaire de l'Immeuble aux termes de l'acte de vente publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 22 809 987 et son adresse est au 407 rue McGill, Bureau 810, Montréal, province de Québec, H2Y 2G3.

3. DÉSIGNATION DE LA MUNICIPALITÉ ET DE L'UTILISATION AUTORISÉE

Le terrain est situé dans la municipalité de Montréal (Arrondissement de Rosemont- La Petite-Patrie) et l'Immeuble sera destiné à être résidentiel.

4. DÉCLARATIONS PRÉALABLES

Le Comparant a déposé auprès du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques le plan de réhabilitation, la déclaration de conformité et les documents suivants qui s'y rapportent:

- Document intitulé « Évaluation environnementale de site phase I - Solotech Immeubles inc. - Propriété sise aux 2800-2824, rue Giffard et 4800-4900, 4e avenue, Montréal, Québec - N/Réf : 129-P024925-0140- SG-0100-00», daté de mars 2009 et signé par Geneviève Ouellet et Daniel Tousignant , Dessau inc.;

- Document intitulé « Caractérisation environnementale de site phase II - Solotech Immeubles inc. - Propriété située aux 2800-2824, rue Giffard et 4800-4900, 4e Avenue, à Montréal (Québec) - N/Réf : 129-P024925- 0150-HG-0100-00», daté du 16 octobre 2009 et signé par Sophie Brochu et Louis Cyr, Dessau inc.;

- Document intitulé « Mise à jour de l'évaluation environnementale de site phase I- Propriété commerciale sise aux 2800-2824, rue Giffard et 4800- 4900. 4e avenue, arrondissement Rosemont- La Petite Patrie à Montréal (Québec) - N/Réf: 045-P-0009515-0-01-200-02-SG--R0100-00 », daté du 12 janvier 2016 et signé par Geneviève O'Reilly et Frédéric Girard, Englobe Corp.;

- Document intitulé « Caractérisation environnementale complémentaire des sols - Propriété commerciale, 2800-2840, rue Giffard et 4800-4900, 4e Avenue, Montréal-Lots 3 361 976, 3 361 992, 3 362 017 et 3 362 018 du cadastre du Québec - N/Réf. : 045-P-0009515-0-01-230-HG-R-0100- 00 », daté du 12 janvier 2016 et signé par Frédéric Girard et Patrick Turcotte, Englobe Corp. ;

- Document intitulé « Addenda au rapport de mise à jour de l'ÉES phase I
- Aménagement de puits d'observation pour la vérification de la présence de biogaz - Caractérisation environnementale des sols en empilements - Propriété commerciale - 2800-2840, rue Giffard et 4800-4900, 4e avenue, Montréal - Lots 3 361 976, 3 361 992, 3 362 017 et 3 362 018 du cadastre du Québec - N/Réf. : 045-P-0009515-0-01-230-HG-R-0100-00», daté du 25 novembre 2016 et signé par Frédéric Girard et Claude Marcotte, Englobe Corp. ;

- Document intitulé « Caractérisation environnementale complémentaire - Projet de développement résidentiel «TAK Village» 2800 à 2824, rue Giffard et 4800 à 4900, 4e Avenue - Arrondissement Rosemont - La- Petite-Patrie - Montréal - DevMcGill et Société en Commandite Giffard - N/Dossier: 655619 - Rapport 01», daté de juillet 2018 et signé par Ali Bernarhouache et Éric Hardy, SNC-Lavalin GEM Québec inc.

- Document intitulé « Plan de réhabilitation - Développement résidentiel TAK Village - 2800 à 2824, rue Giffard et 4800 à 4900, 4e Avenue - Arrondissement Rosemont - La-Petite-Patrie - Montréal », daté du 19 juillet 2018 et signé par Ali Bernarhouache et Éric Hardy, SNC-Lavalin GEM Québec inc.;

- Document intitulé « Suivi des émissions de biogaz - Automne 2018 - Projet de développement résidentiel «TAK Village» 2800 à 2824, rue Giffard et 4800 à 4900, 4e Avenue - Arrondissement Rosemont - La- Petite-Patrie - N/Dossier: 655619 -Rapport 03-F00», daté du 21 décembre 2018 et signé par Ali Bernarhouache et Éric Hardy, SNC-Lavalin GEM Québec inc.

- Document intitulé « Modification du plan de réhabilitation datant du 19 juillet 2018 - Développement résidentiel TAK Village - 2800 à 2824, rue Giffard et 4800 à 4900, 4e avenue - Arrondissement Rosemont - La- Petite-Patrie - Montréal», daté du 21 décembre 2018 et signé par Ali Bernarhouache et Éric Hardy, SNC-Lavalin GEM Québec inc.;

- Document intitulé « Lettre d'engagement - Plan de réhabilitation - Développement résidentiel TAK Vil/age- 2800 à 2824, rue Giffard et 4800 à 4900, 4e Avenue - Arrondissement Rosemont - La-Petite-Patrie - Montréal», daté du 18 janvier 2019 et signé Maxence Baratier, S.E.C Gilford.

5. RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE DE CARACTÉRISATION

Le résumé ci-joint des études de caractérisation : « Surveillance environnementale de travaux de réhabilitation réalisés sur – Lot rénové 6 222 957 du Cadastre du Québec. Arrondissement de Rosemont-La-Petite-Patrie, Montréal, Québec », Groupe ABS Code client : GILFOR100/ Réf. : ED-19-0508-00; fait partie intégrante du présent avis et contresigné par le Comparant, fait partie intégrante du présent avis et contient :

5.1 un énoncé de la nature des contaminants enlevés, éliminés ou présents dans le terrain et dont la concentration n'excède pas les valeurs limites réglementaires applicables;

5.2 un énoncé des catégories d'usages permis sur le terrain en fonction des valeurs limites réglementaires applicables ;

5.3 un résumé des travaux de décontamination qui ont eu lieu sur l'immeuble;

5.4 la superficie du terrain occupée par les sols qui contiennent des contaminants dont la concentration a été ramenée en deçà des valeurs limites réglementaires ainsi que la localisation et les volumes de ces sols en surface et en profondeur;

5.5 un énoncé de la nature et de l'importance des contaminants présents dans l'eau souterraine, s'il en est;

5.6 une indication de la présence d'une installation de captage d'eau destinée à la consommation humaine à moins d'un kilomètre ainsi que la proximité d'un cours ou un plan d'eau de surface, le cas échéant.

5.7 un énoncé de la présence de matières résiduelles (nature, localisation, volumes) dans le terrain, s'il en est;

Ce résumé est attesté par Robert Marier (Expert 189) et daté du 23 avril deux mille vingt (2020), dont copie conforme des formulaires d'attestation est annexée.

6. MODALITÉ PARTICULIÈRE À L'AVIS DE DÉCONTAMINATION

Mention est faite que toutes restrictions à l'utilisation du terrain inscrites sur le registre foncier contre l'Immeuble sont devenues caduques du fait de la décontamination, sans limiter la généralité de ce qui précède sont devenues caduques les avis de contamination publiés contre l'Immeuble sous les numéros 17 131 334 et 23 579 208.

Le présent avis demeure en vigueur tant et aussi longtemps qu'un nouvel avis de contamination n'a pas été inscrit sur le registre contre l'Immeuble, ou partie de celui-ci.

EN FOI DE QUOI, LE COMPARANT A SIGNÉ à Montréal, ce 14 mai deux mille vingt (2020)

SOCIETE EN COMMANDITE GILFORD.
Par : 9351-2648 Québec Inc.
Par :

Stéphane Côté

ATTESTATION

Je, soussignée, Josée Bergeron, notaire, atteste que :

1. J'ai vérifié l'identité, la qualité et la capacité du Comparant ;
2. Le document traduit la volonté exprimée par le Comparant ;
3. Le document est valide quant à sa forme ;

Attesté à Montréal, province de Québec, ce 14 mai deux mille vingt (2020)

Nom : Josée Bergeron
Qualité : notaire
Adresse : 3433, rue Stanley
Montréal, Québec
H3A 1S2

Josée Bergeron, notaire

et Lutte contre les changements climatiques
Québec

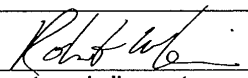
Formulaire d'attestation 2

RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE DE CARACTÉRISATION

1. LOCALISATION DU TERRAIN	
Adresse : 2800 à 2824, rue Gilford et 4800 à 4900, 4e Avenue, Montréal, Québec	
Numéro de lots : Lot 6 222 957	**Coordonnées : DEG. DEC. NAD83** **Latitude :** 45,543856° **Longitude :** - 73,569788°
Nom du cadastre : cadastre du Québec	
2. IDENTIFICATION DU PROPRIÉTAIRE ☒ OU DU LOCATAIRE ☐	
Nom : Jean-Philippe Hébert	
Nom de l'entreprise, le cas échéant : SEC Gilford	
Adresse : 407, rue McGill, bureau 810, Montréal	**Code postal :** H2Y 2G3
N° de téléphone : 514-942-4285	**Adresse courriel :** JPHEBERT@COGIR.NET
3. IDENTIFICATION DU DOCUMENT ATTESTÉ	
Titre : Surveillance environnementale de travaux de réhabilitation des sols - lot 6 222 957 du cadastre du Québec, Arrondissement de Rosemont-La-Petite-Patrie, Montréal, Québec	
Firme : Groupe ABS inc.	
Auteur de l'étude : Olivier Guilbault, M. Env., EESA, Frédéric Bélanger, M. Ing., D.E.I.A., géographe.	**Date :** 2020-03-18
Auteur du résumé : Olivier Guilbault, M. Env., EESA	**Date : 2020-04-22**

☐ **Étude avant réhabilitation** ☒ **Étude postréhabilitation**[1]

Après vérification, j'atteste que le résumé représente bien le contenu de l'étude de caractérisation et qu'il est conforme aux exigences de l'annexe VII du *Guide de caractérisation des terrains* du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

Robert Marier	189
Nom de l'expert (en lettres moulées)	**Numéro d'identification de l'expert**
	2020-04-23
Signature de l'expert	**Date**

[1] L'attestation du résumé d'une étude postréhabilitation accompagnant un avis de décontamination porte sur les éléments de l'annexe VII du *Guide de caractérisation des terrains*, en y apportant les adaptations nécessaires.

ABS

Montréal, le 22 avril 2020 Code client : GILFOR100

Monsieur Jean-Philippe Hébert
SEC Gilford
407, rue McGill, bureau 810
Montréal (Québec) H2Y 2G3

Objet : **Résumé d'étude – Surveillance environnementale de travaux de réhabilitation des sols**
Site : **Lot 6 222 957 du cadastre du Québec, arrondissement de Rosemont-La-Petite-Patrie à Montréal, Québec**
N/Réf. : **ED-19-0508-00**

Monsieur,

Vous avez retenu les services techniques et professionnels de **Groupe ABS inc. (ABS)** afin d'effectuer une surveillance environnementale de travaux de réhabilitation des sols de la propriété située sur le lot 6 222 957 du cadastre du Québec. Cette propriété fait partie d'un vaste projet résidentiel (projet « Tak Village ») dans ce secteur, lequel comportera la construction de logements, de maisons de ville, de maisons jumelées et de triplex. Le site à l'étude correspond à la portion logement social du projet résidentiel « Tak Village » et à une partie des adresses 2800 à 2824, rue Gilford et 4800 à 4900, 4e Avenue à Montréal, Québec.

Localisation et description du terrain

Le site se trouve au sud du boulevard Saint-Joseph Est et à l'ouest de la 4e Avenue, et est constitué du lot 6 222 957 du cadastre du Québec. Actuellement, cette propriété appartient à SEC Gilford. Le site couvre une superficie de 1 639,50 m^2. Au début des travaux de réhabilitation et du mandat d'ABS en mars 2019, le site était entièrement vacant.

7950, rue Vauban | Montréal | Québec | H1J 2X5
Téléphone : 514-493-9344 | Télécopieur : 514-493-6228 | Courriel : montreal@groupeabs.com
Blainville | Gatineau | Lévis | Montréal | Québec | Repentigny | St-Rémi | Sherbrooke | St-Jean-sur-Richelieu | Trois-Rivières | Vaudreuil-Dorion | Longueuil

Bref historique des activités

La propriété a été développée à partir des années 1930. Plusieurs entreprises et bâtiments se sont succédé sur la propriété au fil des années, dont des ateliers d'usinage et des garages de mécanique. Les bâtiments utilisés à des fins commerciales depuis le début des années 1990 par la compagnie Solotech inc. ont été démolis en 2015.

Cette surveillance environnementale a été réalisée dans un contexte de changement d'usage de la propriété, sur laquelle des activités antérieures d'atelier d'usinage et de distribution de carburant se sont déroulées, lesquelles sont visées à l'annexe III du *Règlement sur la protection et la réhabilitation des terrains* (RPRT). Un important projet résidentiel est prévu sur le site (projet « Tak Village »). Ainsi, l'étude a été réalisée selon les dispositions de l'article 31.53 de la section IV de la *Loi sur la qualité de l'environnement* (LQE).

Cette étude fait suite aux conclusions et recommandations d'une évaluation environnementale de site (EES) – Phase I réalisée par la firme Dessau en 2009, d'une mise à jour de l'EES – Phase I effectuée par la firme Englobe en 2016 ainsi que d'une caractérisation environnementale complémentaire – Phase II et d'un plan de réhabilitation réalisés par la firme SNC-Lavalin (SNC) en juillet 2018. Ces études ont été attestées par un expert habilité en juillet 2018. Au cours des travaux de caractérisation, des sols présentant des concentrations supérieures aux valeurs limites de l'annexe I du RPRT ont été identifiés sur le site.

La réhabilitation des sols a été réalisée à l'endroit des sondages antérieurs qui ont présenté des sols avec des concentrations supérieures aux valeurs limites de l'annexe I du RPRT. À ce titre, une (1) excavation, identifiée EX2, a été réalisée dans le secteur logement social à l'endroit des sondages antérieurs F-16 et PE-27-18.

Les quantités de sols contaminés excédant le critère applicable pour le site, soit des sols dans la plage « annexe I-II » du RPRT ont été estimées à 4 000 tonnes métriques (t.m.). Aucune eau contaminée n'a été identifiée lors de cette étude de caractérisation environnementale.

Numéro inscription : 25 376 839 DHM de présentation : 2020-05-14 11:50

Résultats de la surveillance environnementale

Les informations recueillies et les résultats obtenus lors de la surveillance environnementale de travaux de réhabilitation sur le site se résument comme suit :

- Les travaux de réhabilitation environnementale des sols se sont déroulés du 27 mars 2019 au 7 juin 2019, de façon non continue, sous la supervision du personnel technique d'ABS;
- Les sols contaminés (concentrations supérieures aux valeurs limites de l'annexe I du RPRT) au droit des sondages antérieurs F-16 et PE-27-18 ont été excavés et chargés dans des camions 12 roues et semi-remorques, et éliminés hors site en fonction des résultats d'analyses des études antérieures;
- Au total, vingt-six (26) échantillons de sols, incluant trois (3) duplicata, ont été prélevés puis soumis à des analyses chimiques en laboratoire afin de déterminer leurs concentrations en hydrocarbures pétroliers C_{10} à C_{50} (HP C_{10}-C_{50}), en hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) et en métaux;
- Les échantillons EX2-PA3-1, EX2-PA9-1, EX2-PA10-1, EX2-PA12-1, EX2-PA26-1 et EX2-PA27-1 ont présenté des concentrations dans la plage « annexes I-II » du RPRT, soit non conformes pour l'usage résidentiel projeté. Ces échantillons ont été prélevés sur la limite apparente[1] de propriété. Tous les autres échantillons de sols analysés provenant des surfaces finales de l'excavation EX2 ont présenté des concentrations inférieures aux valeurs limites de l'annexe I du RPRT et sont donc conformes à l'usage résidentiel projeté du site;
- Au total, 4 180,26 t.m. de sols contaminés dans la plage « annexes I-II » du RPRT ont été éliminés au lieu d'élimination technique (LET) de Waste Management à Sainte-Sophie et au Complexe Environnemental Montréal-Est (CEME) de Groupe C. Laganière situé à Montréal-Est.

Selon les observations recueillies et les résultats obtenus lors de la présente surveillance environnementale de travaux de réhabilitation des sols, les sols contaminés (« annexes I-II ») qui ont été identifiés au droit des sondages antérieurs F-16 et PE-27-18 ont été excavés et éliminés hors site.

Ainsi, en date des interventions d'ABS et sur la base des informations mentionnées ci-dessus, les zones contaminées relevées lors des travaux de caractérisation antérieurs ont été réhabilitées. En fonction des travaux antérieurs, les sols de la propriété respectent les valeurs limites de l'annexe I du RPRT, valeurs limites applicables à un futur usage résidentiel.

Enfin, il est recommandé de mettre en place les mesures de contrôle des biogaz et de réaliser les suivis de biogaz, comme indiqué dans le plan de réhabilitation de SNC.

[1] Il est à noter que seul un arpenteur-géomètre peut définir l'emplacement exact de la limite de propriété

16/34

Étant donné que des sols présentant des concentrations supérieures aux valeurs limites de l'annexe I du RPRT, mais inférieures aux valeurs limites de l'annexe II du RPRT ont été identifiés en limite de propriété, il est recommandé d'envoyé un avis au voisin, avec copie au ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC), comme mentionné à l'article 31.52 de la LQE.

En espérant le tout à votre entière satisfaction, nous vous prions d'agréer, Monsieur, nos sentiments les meilleurs.

Groupe ABS inc.

Olivier Guilbault, M. Env., EESA®
Chargé de projets | Environnement

Comparant

Monsieur Stéphane Côté
SEC Gilford

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1198190013

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville acquiert de Société en commandite Gilford, aux fins d'un projet de logements sociaux et communautaires, un terrain vacant, connu et désigné comme étant le lot 6 222 957 du cadastre du Québec, situé au quadrant nord-ouest de l'intersection du prolongement projeté de la 2e Avenue et du parc linéaire projeté dans l'axe de prolongement de la rue Gilford, dans l'arrondissement de Rosemont - La Petite-Patrie, d'une superficie de 1639,5 m², pour la somme de 564 000 $, plus les taxes applicables et par lequel la Ville accorde mainlevée pure et simple de l'hypothèque créée en sa faveur et publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le 28 août 2017, sous le numéro 23 332 132, afin de garantir l'accomplissement des engagements relatifs à la réalisation de logements sociaux et communautaires. N/Réf. : 31H12-005-1569-06 /Mandat : 19-0107-T

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous joignons le projet d'acte de vente ainsi que le contrat de services professionnels donnant suite à la recommandation du service. Nous avons reçu une confirmation du conseiller juridique du Vendeur à l'effet que le Vendeur est d'accord avec ce projet d'acte de vente et ce contrat de services professionnels et qu'il s'engage à les signer sans modification.

La Ville signe le contrat de services professionnels qu'aux seules fins d'accepter les stipulations qui sont faites en sa faveur par le Vendeur et son Fiduciaire afin de s'assurer que le prix de vente payé au Vendeur serve d'abord à acquitter et radier les charges qui affectent l'Immeuble et ainsi garantir à la Ville un bon et valable titre de propriété. À ces fins, le chèque payable au Vendeur doit être libellé à l'ordre de Me Caroline Djenandji, notaire en fidéicommis.

N/D 20-000976

FICHIERS JOINTS

2020-05-15 Acquisition-Version finale.doc2020-05-08 K services professionnels.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION **ENDOSSÉ PAR** Le : 2020-05-19

Caroline BOILEAU
notaire
Tél : 514-872-6423

Caroline BOILEAU
notaire
Tél : 514-872-6423
Division : Droit notarial

1198190013
20-000976

L'AN DEUX MILLE VINGT

Le

Devant **M^e^ Caroline BOILEAU**, notaire à Montréal, province de Québec, Canada.

COMPARAISSENT :

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE GILFORD, société en commandite constituée conformément aux lois de la province du Québec et dûment immatriculée au registraire des entreprises du Québec sous le numéro 3372346968, ayant son siège au 407, rue McGill, bureau 810, à Montréal, province de Québec, H2Y 2G3, agissant et représentée par **9351-2648 QUÉBEC INC.**, son seul commandité, société constituée le trente (30) novembre deux mille seize (2016) en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions* (RLRQ, c. S-31.1), immatriculée sous le numéro 1172340557, ayant son siège au 407, rue McGill, bureau 810, à Montréal, province de Québec, H2Y 2G3, elle-même représentée par _____, _____ dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée le _____, laquelle est toujours en vigueur et n'a pas été modifiée ni révoquée et dont copie conforme demeure annexée à l'original des présentes, après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence de la notaire soussignée.

Ci-après nommée le « **Vendeur** »

ET :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier (1^er^) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal*, *métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4) (la « **Charte** »), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par

dûment autorisé(e) en vertu de la Charte et :

a) de la résolution numéro CG06 0006, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du vingt-trois (23) janvier deux mille six (2006), copie certifiée de cette résolution demeure annexée à la minute 3 602 de la notaire soussignée, conformément à la *Loi sur le notariat* (RLRQ, chapitre N-3); et

b) de la résolution numéro CG● ●, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du ●, copie certifiée de cette résolution demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence de la notaire soussignée.

Ci-après nommée la « **Ville** »

Le Vendeur et la Ville sont également désignés collectivement comme les « **Parties** ».

Lesquelles, préalablement à la convention faisant l'objet des présentes, déclarent d'abord ce qui suit :

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE le Vendeur est propriétaire d'un terrain vacant connu et désigné comme étant le lot SIX MILLIONS DEUX CENT VINGT-DEUX MILLE NEUF CENT CINQUANTE-SEPT (6 222 957) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

ATTENDU QUE le Vendeur s'est engagé aux termes d'une lettre d'engagement signée le vingt-huit (28) août deux mille dix-sept (2017) et modifiée le deux (2) juillet deux mille dix-neuf (2019), à vendre à la Ville l'immeuble ci-dessous désigné;

ATTENDU QUE la Ville désire acquérir ce terrain afin d'y développer un nouveau projet de logements sociaux et communautaires;

ATTENDU QUE le Vendeur s'est engagé à vendre à la Ville ledit terrain prêt pour la construction, libre, remblayé et décontaminé.

Ces faits étant déclarés, **LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

OBJET DU CONTRAT

Le Vendeur vend, à la Ville qui accepte, à des fins de logements sociaux et communautaires, un terrain situé au quadrant nord-ouest du prolongement projeté de la 2e Avenue et du parc linéaire projeté dans l'axe de prolongement de la rue Gilford, dans l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie, à Montréal, province de Québec, connu et désigné comme étant :

DÉSIGNATION

Le lot numéro **SIX MILLIONS DEUX CENT VINGT-DEUX MILLE NEUF CENT CINQUANTE-SEPT (6 222 957)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Ci-après nommé l'« **Immeuble** »

ORIGINE DU DROIT DE PROPRIÉTÉ

Le Vendeur est propriétaire de l'Immeuble pour l'avoir acquis aux termes des actes suivants :

- Vente par Consortium Angus S.E.C. reçu devant Me Nicolas Lanthier, notaire, le seize (16) décembre deux mille seize (2016), dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 22 809 987;

- Jugement sur titre rendu par la Cour supérieure du district de Montréal, par Alexandra Dinu, greffière spéciale, le dix (10) septembre deux mille dix-huit (2018) et publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 24 238 442.

GARANTIE

Cette vente est faite avec la garantie légale.

POSSESSION

La Ville devient propriétaire de l'Immeuble à compter de ce jour, avec possession et occupation immédiates.

TRANSFERT DE RISQUES

La Ville assume les risques afférents à l'Immeuble à compter de la signature des présentes conformément à l'article 950 du *Code civil du Québec*.

DOSSIER DE TITRES

Le Vendeur ne fournira pas de dossier de titres, ni certificat de recherche, ni état certifié des droits réels, ni certificat de localisation, ni plan à la Ville relativement à l'Immeuble.

ATTESTATIONS

i) ATTESTATIONS DU VENDEUR

Le Vendeur atteste que :

a) l'Immeuble est libre de toute hypothèque, redevance, priorité ou charge quelconque, à l'exception de :

- Hypothèque et droit de résolution en faveur de Consortium Angus S.E.C. créés aux termes de l'acte de vente reçu devant M^{e} Nicolas Lanthier, notaire, le seize (16) décembre deux mille seize (2016), dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 22 809 987; et

- Hypothèque en faveur de Banque Laurentienne du Canada créée aux termes d'un acte reçu devant M^{e} Vincent Coté, notaire, le vingt et un (21) février deux mille dix-neuf (2019), dont copie a été publiée audit bureau sous le numéro 24 432 635;

- Hypothèque en faveur de Banque Laurentienne du Canada créée aux termes d'un acte reçu devant M^{e} Vincent Coté, notaire, le vingt et un (21) février deux mille dix-neuf (2019), dont copie a été publiée audit bureau sous le numéro 24 432 636;

- Cession de rang hypothécaire par Consortium Angus S.E.C. en faveur de la Banque Laurentienne du Canada aux termes d'un acte sous seing privé signé le vingt-six (26) février deux mille dix-neuf (2019) et publiée audit bureau sous le numéro 24 439 391;

(Ci-après collectivement les « **Charges** »)

Lesquelles Charges seront remboursées à même le produit de

vente et radiées incessamment par M^e^ Caroline DJENANDJI, notaire que le Vendeur a constitué comme son fiduciaire (ci-après le « **Fiduciaire** »), conformément au contrat de services professionnels intervenu entre le Vendeur et le Fiduciaire en date du _____ deux mille vingt (2020) (ci-après le « **Contrat de services professionnels** »).

et

- Hypothèque consentie en faveur de Ville de Montréal reçue devant M^e^ Jean-Sébastien Élie, notaire, le dix-sept (17) août deux mille dix-huit (2018), dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 23 332 132, la Ville accordant mainlevée de ladite hypothèque aux termes des présentes;

b) les impôts fonciers échus relatifs à l'Immeuble ont été acquittés sans subrogation jusqu'à ce jour;

c) l'Immeuble n'est l'objet d'aucune servitude;

d) il est une personne morale résidente canadienne au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985) c. 1 (5^e^ suppl.)) et de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, chapitre I-3);

e) il (i) est dûment constitué, existe valablement et est en règle aux termes des lois de son territoire de constitution et (ii) possède les pouvoirs et l'autorité nécessaires pour détenir en propriété ses biens et pour exercer son activité dans les lieux où elle est actuellement exercée et de la façon dont elle l'est;

f) il possède les pouvoirs et l'autorité nécessaires pour signer le présent acte et pour exécuter les obligations qui en découlent. Sa signature du présent acte et l'exécution des obligations qui en découlent ont fait l'objet de toutes les autorisations nécessaires et n'exigent aucune autre mesure ni consentement de quiconque, ni aucun enregistrement ou envoi d'avis auprès de quiconque, ni aucune autre mesure ni consentement aux termes d'une loi lui étant applicable;

g) le présent acte constitue une obligation valable et exécutoire du

Vendeur;

h) la signature du présent acte, la réalisation des opérations qui y sont prévues, l'exécution par le Vendeur des obligations qui en découlent et le respect par celui-ci des dispositions des présentes n'entraînent pas : (i) une violation des dispositions des documents constitutifs ou des règlements du Vendeur, ou un défaut sur un point important aux termes de ces documents ou règlements; (ii) une violation sur un point important des engagements ou une inexécution des obligations découlant d'un contrat, d'une entente, d'un acte ou d'un engagement auquel est partie ou assujetti le Vendeur, ou un défaut sur un point important aux termes de ce contrat, entente, acte ou engagement; ni (iii) une violation de toute loi;

i) à sa connaissance, il n'existe aucune requête ou action ni aucun recours, poursuite, enquête ou procédure en cours ou imminent devant quelque tribunal, ni devant quelque commission, conseil, bureau ou agence gouvernementale pouvant affecter négativement la valeur, l'usage ou la viabilité de l'Immeuble ou de quelque partie de celui-ci ou l'aptitude du Vendeur à se conformer à ses obligations en vertu des présentes;

j) il n'est pas en défaut en vertu de quelque jugement, ordre, injonction, décret d'un quelconque tribunal, bureau, agence, arbitre ou commission pouvant affecter l'Immeuble ou la capacité du Vendeur à se conformer à ses obligations en vertu des présentes;

k) il n'existe aucun bail, offre de location, droit d'occupation, contrat de service, contrat d'emploi, contrat d'administration, contrat de gestion ou autre contrat ou entente, de quelque nature que ce soit pouvant lier la Ville;

l) l'Immeuble est totalement vacant et exempt de toutes activités commerciales ou industrielles.

ii) <u>ATTESTATIONS DE LA VILLE</u>

La Ville atteste :

a) qu'elle est une personne morale de droit public résidente

canadienne au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985) c. 1 (5^{e} suppl.)) et de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, chapitre I-3);

b) qu'elle a le pouvoir et la capacité d'acquérir l'Immeuble sans autres formalités que celles qui ont déjà été accomplies.

OBLIGATIONS DE LA VILLE

Cette vente est consentie aux conditions suivantes que la Ville s'engage à remplir, savoir :

a) Prendre l'Immeuble dans l'état où il se trouve actuellement, sujet à toute servitude, le cas échéant, déclarant l'avoir vu et examiné à sa satisfaction;

b) Assumer le coût des frais administratifs reliés aux présentes, le coût de la publication au registre foncier et des copies requises, dont une pour le Vendeur. Tous autres honoraires professionnels de quelque nature que ce soit seront à la charge de la partie les ayant initiés.

RÉPARTITIONS

La Ville déclare que les immeubles lui appartenant sont exempts de taxes foncières, municipales et scolaires, en vertu des dispositions de l'article 204 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ, chapitre F-2.1).

En conséquence, la Ville remboursera au Vendeur, le cas échéant, à compter de la date des présentes, toute portion de taxes municipales payée en trop.

Par ailleurs, le Comité de gestion de la taxe scolaire de l'Île de Montréal remboursera au Vendeur, le cas échéant, à compter de la date des présentes, toute portion de taxes scolaires payée en trop sous réserve des dispositions de l'article 245 de la loi précitée.

De plus, le Vendeur reconnaît que tout remboursement de taxes municipales ou scolaires, le cas échéant, se fera uniquement après la modification du rôle d'évaluation foncière résultant des présentes.

RÈGLEMENT DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION SUR LA GESTION CONTRACTUELLE DE LA VILLE

La Ville a adopté le *Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et elle a remis une copie de ce règlement au Vendeur.

CONSIDÉRATION

Cette vente est ainsi consentie pour le prix de **CINQ CENT SOIXANTE-QUATRE MILLE DOLLARS (564 000,00 $).** Le Vendeur charge le notaire instrumentant de remettre le prix de vente à la signature des présentes, à son acquit, à son Fiduciaire, M^e^ Caroline DJENANDJI, notaire en fidéicommis. Les Parties consentent à ce que le prix de vente soit remis au Fiduciaire afin qu'il en soit disposé conformément aux termes du Contrat de services professionnels, DONT QUITTANCE TOTALE ET FINALE.

MAINLEVÉE

La Ville, en sa qualité de créancière détenant une hypothèque consentie par SOCIÉTÉ EN COMMANDITE GILFORD , aux termes d'un acte reçu devant M^e^ Jean-Sébastien Élie, notaire, le dix-sept (17) août deux mille dix-huit (2018), dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro **23 332 132**, accorde mainlevée pure et simple et consent à la radiation de l'inscription de tous les droits hypothécaires et autres droits réels résultant dudit acte.

EN CONSÉQUENCE, la Ville requiert l'officier de la publicité des droits de faire toutes les mentions qui s'imposent afin de donner effet aux présentes.

DÉCLARATIONS RELATIVES À LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (T.P.S.) ET À LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC (T.V.Q.)

La considération exclut la T.P.S. et la T.V.Q.

En conséquence, si la présente vente est taxable selon les dispositions de la *Loi concernant la taxe d'accise* (L.R.C. 1985, ch. E-15) et celles de la *Loi sur la taxe de vente du Québec* (RLRQ, chapitre T-0.1), la Ville effectuera elle-même le paiement de ces taxes auprès des

autorités fiscales concernées, à l'entière exonération du Vendeur.

La Ville déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

T.P.S. : 121364749RT 0001;
T.V.Q. : 1006001374TQ 0002;

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être.

Le Vendeur déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

T.P.S. : 739606895RT0001;
T.V.Q. : 1224349331TQ0001;

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être.

ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement aux présentes est suffisant, s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire à l'adresse indiquée ci-dessous :

a) La Ville : à l'attention du Chef de division, Transactions, Direction des transactions immobilières, Service de la gestion et de la planification immobilière, au 303, rue Notre-Dame Est, 2^{e} étage, Montréal, province de Québec, H2Y 3Y8;

avec une copie conforme à l'attention du greffier de la Ville, au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6.

b) Le Vendeur : à l'attention de _____ au numéro 407, rue McGill, bureau 810, à Montréal, province de Québec, H2Y 2G3.

CLAUSES INTERPRÉTATIVES

Les déclarations préliminaires comprises dans le Préambule font partie intégrante du présent acte.

Lorsque le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel et vice versa, tout mot écrit au masculin comprend aussi le féminin et vice versa, et tout mot désignant des personnes désigne les sociétés et personnes morales.

L'insertion de titres aux présentes est aux fins de référence seulement et n'affecte aucunement leur interprétation.

Chaque disposition des présentes est indépendante et distincte de sorte que, si l'une quelconque de ces dispositions est déclarée nulle ou non exécutoire, ceci n'affectera aucunement la validité des autres dispositions des présentes qui conserveront tout leur effet.

MENTIONS EXIGÉES EN VERTU DE L'ARTICLE 9 DE LA LOI CONCERNANT LES DROITS SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES

Le Vendeur et la Ville déclarent ce qui suit :

a) le nom du cédant au sens de ladite loi est : SOCIÉTÉ EN COMMANDITE GILFORD;

b) le nom du cessionnaire au sens de ladite loi est : VILLE DE MONTRÉAL;

c) le siège du cédant est au : 407, rue McGill, bureau 810, à Montréal, province de Québec, H2Y 2G3;

d) le siège du cessionnaire est au : 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6;

e) l'Immeuble est entièrement situé sur le territoire de la Ville de Montréal;

f) le montant de la contrepartie pour le transfert de l'Immeuble, selon le cédant et le cessionnaire, est de : CINQ CENT SOIXANTE-QUATRE MILLE DOLLARS (564 000,00 $);

g) le montant constituant la base d'imposition du droit de mutation, selon le cédant et le cessionnaire, est de : CINQ CENT SOIXANTE-QUATRE MILLE DOLLARS (564 000,00 $);

h) le montant du droit de mutation est de : SEPT MILLE CENT QUARANTE-TROIS DOLLARS (7 143,00 $);

i) le cessionnaire est un organisme public défini à l'article 1 de la loi précitée et bénéficie, en conséquence, de l'exonération du droit de mutation conformément à l'article 17a) de ladite loi;

j) il n'y a pas de transfert à la fois d'un immeuble corporel et de meubles visés à l'article 1.0.1 de la loi.

DONT ACTE à Montréal, sous le numéro

des minutes de la notaire soussignée.

LES PARTIES déclarent à la notaire avoir pris connaissance de ce présent acte et avoir exempté la notaire d'en donner lecture, puis les Parties signent en présence de la notaire comme suit :

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE GILFORD
représentée par son commandité
9351-2648 QUÉBEC INC.

_____
Par :

VILLE DE MONTRÉAL

_____
Par :

_____
M^{e} Caroline BOILEAU, notaire

CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS

Intervenu à Montréal, le ____ jour de _____20__

ENTRE

Maître Caroline DJENANDJI, notaire, ayant son domicile professionnel au ___, rue _____, Montréal, province de Québec, _____;

ci-après nommé le « **Fiduciaire** »

ET

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE GILFORD, société en commandite constituée conformément aux lois de la province du Québec et dûment immatriculée au registraire des entreprises du Québec sous le numéro 3372346968, ayant son siège au 407, rue McGill, bureau 810, à Montréal, province de Québec, H2Y 2G3, agissant et représentée par **9351-2648 QUÉBEC INC.**, son seul commandité, société constituée le trente (30) novembre deux mille dix-sept (2016) en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions* (RLRQ, c. S-31.1), immatriculée sous le numéro 1172340557, ayant son siège au 407, rue McGill, bureau 810, à Montréal, province de Québec, H2Y 2G3, elle-même représentée par _____, _____ dûment autorisé(e) aux fins des présente, tel qu'elle le déclare.

ci-après nommé le « **Client** »

1. PRÉAMBULE :

1.1 **ATTENDU** que le Client s'est engagé à vendre à la Ville de Montréal (la « **Ville** ») à certaines conditions, un immeuble connu et désigné sous le numéro 6 222 957 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal (l'« **Immeuble** ») pour la somme de cinq cent soixante-quatre mille dollars (564 000,00 $), (le « **Prix de vente** »);

1.2 **ATTENDU** que l'Immeuble est affecté des charges suivantes :

1.2.1 Hypothèque en faveur de Banque Laurentienne du Canada créée aux termes d'un acte reçu devant M^{e} Vincent Coté, notaire, le vingt et un (21) février deux mille dix-neuf (2019), dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 24 432 636;

1.2.2 Hypothèque en faveur de Banque Laurentienne du Canada créée aux termes d'un acte reçu devant M^{e} Vincent Coté, notaire, le vingt et un (21) février deux mille dix-neuf (2019), dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 24 432 635;

1.2.3 Hypothèque et droit de résolution en faveur de Consortium Angus S.E.C. créés aux termes d'un acte de vente reçu devant M^{e} Nicolas Lanthier, notaire, le seize (16) décembre deux mille seize (2016), dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 22 809 987 ; et

1.2.4 Cession de rang hypothécaire par Consortium Angus S.E.C. en faveur de la Banque Laurentienne du

Canada aux termes d'un acte sous seing privé signé le vingt-six (26) février deux mille dix-neuf (2019) et publiée audit bureau sous le numéro 24 439 391.

Ci-après collectivement appelées les « **Charges** ».

1.3 **ATTENDU** que le Client s'est engagé à rembourser les Charges et les taxes municipales et scolaires, à même le Prix de vente, avant de recevoir toute somme résiduelle à titre de Prix de vente.

Ces faits étant établis, le Client et le Fiduciaire conviennent de ce qui suit :

2. OBJET DU CONTRAT

Le Client retient les services professionnels du Fiduciaire et lui confie le mandat de préparer toute la documentation et de faire toutes les démarches requises pour :

2.1 Déposer dans son compte en fidéicommis, le Prix de vente payé par la Ville pour le compte du Client en paiement du montant qui lui est dû;

2.2 Suivant la réception par le Fiduciaire d'une confirmation écrite de la part du notaire de la Ville à l'effet que la vente par le Client, du lot mentionné au paragraphe 1.1 ci-dessus a été dûment publiée sans inscription adverse aux droits de la Ville, disposer du Prix de vente de la façon suivante :

2.2.1 Payer à la Banque Laurentienne du Canada et à Consortium Angus S.E.C., à même le Prix de vente, toute somme requise pour rembourser les Charges en capital, intérêt et frais;

2.2.2 Payer, à même le Prix de vente, à la Ville de Montréal et au comité de gestion de la taxe scolaire de l'Ile de Montréal, tout solde dû en capital, intérêts et frais des taxes municipales et scolaires impayées pour l'exercice financier 2020 jusqu'à la date de signature de l'acte de vente;

2.3 De plus, le Client donne mandat au Fiduciaire, qui accepte, de faire les démarches requises et, sans restreindre la généralité de ce qui précède, de préparer les documents suivants :

2.3.1 Faire une demande d'état de compte à la Banque Laurentienne du Canada et à Consortium Angus S.E.C., faisant état du total requis pour rembourser les Charges en capital, intérêts et frais, incluant le montant quotidien des intérêts;

2.3.2 Préparer et recevoir des actes de quittance et/ou mainlevée pour radier les Charges;

2.3.3 Émettre les chèques et autres effets requis conformément aux instructions contenues aux présentes;

2.3.4 Publier les actes de quittance et/ou mainlevée radiant les Charges au registre des radiations du bureau de la publicité des droits pour la circonscription foncière de Montréal **et émettre les copies, dont une pour la Ville**;

2.3.5 Remettre tout résidu du Prix de vente au Client.

3. HONORAIRES

Pour la réalisation du mandat, le Client s'engage à rémunérer le Fiduciaire selon entente entre eux quant aux frais et honoraires. Pour plus de clarté, il est entendu que le paiement des sommes requises à titre d'honoraires par le Fiduciaire ainsi que les frais et déboursés relatifs au présent contrat ne seront pas exigibles de la Ville et que le défaut du Client de payer au Fiduciaire les sommes requises à ce titre ne sera pas opposable à la Ville.

Le Fiduciaire et le Client ont signé comme suit en triple exemplaires, à _____, ce _____e jour de 20__.

_____ _____
Me Caroline DJENANDJI, notaire **Témoin :**

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE GILFORD
représentée par son commandité
9351-2648 QUÉBEC INC.

_____

Par les présentes, la Ville accepte toutes les clauses des présentes qui constituent une stipulation en sa faveur.

À Montréal, le _____ 20__.

_____ _____
Ville de Montréal **Témoin :**
Par :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1198190013

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville acquiert de Société en commandite Gilford, aux fins d'un projet de logements sociaux et communautaires, un terrain vacant, connu et désigné comme étant le lot 6 222 957 du cadastre du Québec, situé au quadrant nord-ouest de l'intersection du prolongement projeté de la 2e Avenue et du parc linéaire projeté dans l'axe de prolongement de la rue Gilford, dans l'arrondissement de Rosemont - La Petite-Patrie, d'une superficie de 1639,5 m², pour la somme de 564 000 $, plus les taxes applicables et par lequel la Ville accorde mainlevée pure et simple de l'hypothèque créée en sa faveur et publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le 28 août 2017, sous le numéro 23 332 132, afin de garantir l'accomplissement des engagements relatifs à la réalisation de logements sociaux et communautaires. N/Réf. : 31H12-005-1569-06 /Mandat : 19-0107-T

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD1198190013 - Certification de fonds.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Zamir Jose HENAO PANESSO
Préposé au budget
Tél : 514 872-7091

Co-auteur
Pierre Lacoste
Préposé au budget
514-872-4065

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-20

Christian BORYS
Conseiller budgetaire
Tél : 514 872-5676

Division : Service des finances ,Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.027

2020/06/03
08:30

Dossier # : 1208682002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver la prolongation du bail par lequel la Ville loue à Projet Sol, pour une période additionnelle de 5 ans, à compter du 1er juin 2019, un espace dans le Stade de soccer de Montréal, situé au 9235, avenue Papineau, Montréal, d'une superficie approximative de 546 pi², à des fins de services alimentaires pour un revenu total de 23 424,66 $, auquel montant s'ajoutent la TPS et TVQ. Bâtiment 0631-101

Il est recommandé de :
1. d'approuver la prolongation du bail par lequel la Ville loue à Projet Sol, pour une période additionnelle de 5 ans, à compter du 1er juin 2019, un espace dans le Stade de soccer de Montréal, situé au 9235, avenue Papineau, Montréal, d'une superficie approximative de 546 pi², à des fins de services alimentaires pour un revenu total de 23 424,66 $, auquel montant s'ajoutent la TPS et TVQ, le tout selon les termes et conditions prévus au bail.

2. d'imputer ce revenu conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-05-07 14:35

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208682002**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver la prolongation du bail par lequel la Ville loue à Projet Sol, pour une période additionnelle de 5 ans, à compter du 1er juin 2019, un espace dans le Stade de soccer de Montréal, situé au 9235, avenue Papineau, Montréal, d'une superficie approximative de 546 pi², à des fins de services alimentaires pour un revenu total de 23 424,66 $, auquel montant s'ajoutent la TPS et TVQ. Bâtiment 0631-101

CONTENU

CONTEXTE

Situé au 9235, avenue Papineau, le Stade de soccer de Montréal (le «Stade») est ouvert au public depuis 2015. Outre les terrains de soccer, le Stade abrite un comptoir restaurant et des machines distributrices fournissant aux usagers et visiteurs une offre alimentaire saine et diversifiée.

Depuis le 1er avril 2017, la Ville loue à l'organisme Projet Sol un espace d'approximativement 546 pi² à des fins de services alimentaires. Cet espace comprend une aire de préparation des aliments, des comptoirs de service et des emplacements pour 4 machines distributrices. Le bail inclut de l'équipement de restauration.

Projet Sol a été créé par plusieurs entreprises d'économie sociale membres du Collectif des entreprises d'insertion du Québec, employant des salariés locaux et faisant la promotion de l'insertion sociale dans l'exploitation des services de restauration. La mission de l'organisme est de regrouper les ressources des entreprises d'insertion membres de Projet Sol, dans le but de développer et gérer des activités commerciales afin de créer des emplois pour offrir une expérience de travail complémentaire aux finissants de ces entreprises. Les organismes Groupe PART, Buffet Insère Jeunes, Chic Resto POP et Petites-Mains sont les quatre entreprises fondatrices et membres de Projet Sol. Le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (le «SGPMRS») s'est montré satisfait des services offerts par Projet Sol.

Le bail est échu depuis le 31 mai 2019. Le Service de la gestion et de la planification immobilière (le «SGPI») a reçu le mandat du SGPMRS de prolonger le bail avec l'organisme pour une durée additionnelle de cinq (5) ans. Des pourparlers concernant la durée du bail ont retardé l'entente de prolongation du bail avant la date d'échéance.

Par conséquent, le présent sommaire vise à faire approuver auprès des autorités compétentes cette prolongation du bail.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM16 1440 - 20 décembre 2016 - Approbation du projet de bail pour deux (2) ans et deux (2) mois, du 1er avril 2017 au 31 mai 2019.

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à approuver la prolongation du bail par lequel la Ville loue à Projet Sol, un espace dans le Stade de soccer de Montréal situé au 9235, avenue Papineau, Montréal, d'une superficie approximative de 546 pi², à des fins de services alimentaires pour une période additionnelle de cinq (5) ans à partir du 1er juin 2019 pour un revenu total de 23 424,66 $, auquel montant s'ajoutent la TPS et TVQ, à l'exception de la clause de résiliation qui permet une résiliation bilatérale du bail, les autres termes et conditions demeurent inchangés.

JUSTIFICATION

Le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports désire prolonger le bail avec Projet Sol car il permet d'offrir, aux usagers et visiteurs, des menus santé par un organisme d'économie sociale qui privilégie les aliments biologiques, équitables et locaux.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le loyer payé par le locataire est établi en fonction d'un pourcentage des ventes nettes annuelles cumulatives effectuées par le locataire. Le tableau ci-dessous détaille le pourcentage applicable aux ventes nettes annuelles cumulatives:

Ventes nettes de	0 à 300 000 $	6.5 %
Ventes nettes de	300 000 $ à 500 000 $	8.5%
Ventes nettes de	500 001 $ et plus	9.5%

Les revenus générés par les ventes sont influencés par l'achalandage des lieux et par le fait que les usagers et visiteurs ont la possibilité d'apporter leurs repas ou collations au Stade. Le revenu total du bail initial s'élève à 12 412,31 $ incluant la TPS et la TVQ. On observe que les revenus mensuels ont fluctué en fonction des événements en cours dans le Stade. Aucune constance n'a été observée. Le SGPMRS est conscient des limites des ventes, mais il mise davantage sur le service offert aux usagers et visiteurs que sur les recettes.

Le tableau suivant représente le revenu total estimé en loyer pour la durée du bail en fonction des revenus générés lors du bail précédent. Les revenus de 2019 sont ceux réellement perçus par le SGPMRS et projetés pour les autres années. Toutefois, les revenus de l'année 2020, ils ont été diminués de moitié compte tenu de la COVID-19.

	2019 (7 mois, réel)	2020	2021	2022	2023	2024 (5 mois)	TOTAL
Loyer annuel avant taxes	2 274,66 $	2 700 $	5 400,00 $	5 400,00 $	5 400,00 $	2 250,00 $	23 424,66 $
TPS	113,76 $	135,00 $	270,00 $	270,00 $	270,00 $	112,50 $	1 171,23 $
TVQ	226,90 $	269,33 $	538,65 $	538,65 $	538,65 $	224,44 $	2 336,61 $
Total incluant taxes	2 615,29 $	3 104,33 $	6 208,65 $	6 208,65 $	6 208,65 $	2 586,94 $	26 932,50 $

Le locateur fournit, à ses frais, les services d'électricité, d'eau, de chauffage, de climatisation et de sécurité. Il réalise l'entretien ménager de l'aire alimentaire à l'exception du nettoyage des tables et des chaises durant les heures d'ouverture du comptoir restaurant.

Le SGPMRS est responsable de la gestion du bail, incluant la perception du loyer.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Faire appel à une entreprise d'économie sociale pour l'offre alimentaire du Stade, qui comporte un volet insertion socio-professionnelle, témoigne de l'engagement social de la Ville de Montréal (volet social du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise, "être solidaire" et "assurer la relève").
Aussi, ce projet contribue à plusieurs autres orientations du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise, notamment :

- Améliorer la qualité de l'air et réduire les émissions de gaz à effet de serre ;
- Pratiquer une gestion responsable des ressources ;
- Adopter de bonnes pratiques de développement durable dans les industries, commerces et institutions.

Le locataire favorise l'utilisation d'aliments du terroir, locaux et biologiques et fait affaire avec des fournisseurs locaux, ce qui réduit les distances de transport de la marchandise. Le site est pourvu d'infrastructures de recyclage et de compostage. Des choix écologiques sont également faits quant au type de vaisselle utilisée (vaisselle réutilisable pour les repas consommés sur place, recyclable ou compostable pour les repas à emporter).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas donner suite au présent dossier a un impact direct sur le service aux citoyens, puisqu'il permet à ceux-ci de bénéficier d'un service alimentaire dans le Stade. De plus, le refus d'approuver ce dossier obligerait le SGPMRS à réaliser des appels d'offres pour un nouveau locataire ce qui engendrerait une absence de service alimentaire pendant cette période.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le Stade est présentement fermé jusqu'à nouvel ordre. Projet Sol ne paiera aucun loyer durant cette période compte tenu de l'absence de ventes. Étant donné cette situation, il est difficile de quantifier les revenus qui seront générés. Pour cette raison, les revenus annuels pour l'année 2020 sont réduits de moitié.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation du renouvellement : Conseil municipal du mois de juin 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre LACOSTE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Dino DAFNIOTIS, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports

Lecture :

Dino DAFNIOTIS, 28 avril 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Christyne PLANTE
conseillère en immobilier

Tél : 514-872-0394
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-09

Nicole RODIER
Chef de division - Division des locations

Tél : 514 872-8726
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2020-05-01

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2020-05-07

CONVENTION DE PROLONGATION DU BAIL

0631-101

USAGE : Service de restauration : 9235 avenue Papineau, arrondissement Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension, Montréal

ENTRE : Ville de Montréal

le «Locateur»

ET : Projet Sol

le «Locataire»

Paraphes	
Locateur	Locataire

CONVENTION DE PROLONGATION DU BAIL

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public constituée en vertu de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^e^ Yves Saindon, greffier(e), dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836.

TPS : 121364749
TVQ : 1006001374

Ci-après nommée le « **Locateur** »

ET : **PROJET SOL**, personne morale sans but lucratif, constituée sous l'autorité de la partie 3 de *la Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), ayant sa place d'affaires au 4545, avenue Pierre-De Coubertin, Montréal, province de Québec, H1V 0B2, agissant et représentée par **Louis-Simon Larrivée**, directeur exécutif, dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu d'une résolution du conseil d'administration en date du 11/06/2019.

NEQ : 1169449775

Ci-après nommée le « **Locataire** »

LESQUELLES PARTIES DÉCLARENT PRÉALABLEMENT CE QUI SUIT :

ATTENDU QUE le Locateur et le Locataire ont conclu un Bail en 2017 (le « Bail Initial »), concernant une aire de restauration dans l'édifice situé au 9235, avenue Papineau, à Montréal – Stade de soccer de Montréal, ayant une superficie de cinq cent quarante-six pieds carrés (546 p²) (les « Lieux loués »), pour un terme de deux (2) ans et deux (2) mois, débutant le 1^er^ avril 2017 et se terminant le 31 mai 2019;

ATTENDU QUE le Locataire désire prolonger la durée du Bail, selon les mêmes termes et conditions stipulés ci-après et que le Locateur y consent ;

ATTENDU QUE le Locateur a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19);

ATTENDU QUE le Locataire déclare ne pas être une entreprise inscrite au *Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)* et s'engage à maintenir ce statut pendant toute la durée du Bail; et

ATTENDU QUE le Locataire déclare ne pas être inscrit sur le *Registre des personnes écartées* en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle adopté conformément à la Loi sur les cité et villes et s'engage à maintenir ce statut pendant toute la durée du Bail.

EN CONSÉQUENCE, IL EST CONVENU ENTRE LES PARTIES DE CE QUI SUIT:

ARTICLE 1
PRÉAMBULE

1. Le préambule fait partie intégrante de la présente.

Paraphes	
Locateur	Locataire

ARTICLE 2
DURÉE

2. **Durée** : Le Bail est prolongé pour une période additionnelle, commençant le 1er juin 2019 et se terminant le 31 mai 2024.

ARTICLE 3
LIEUX LOUÉS

3. **Lieux Loués** : Les Lieux Loués sont décrits à l'article 2.2 du Bail, tel que montré sur les plans joints au Bail comme étant l'Annexe A.

ARTICLE 4
LOYER

4. **Loyer** : Pendant toute la Durée, le Bail est consenti en fonction d'un loyer au pourcentage eu égard aux ventes nettes annuelles cumulatives telles que décrites à l'article 8.2.1 du Bail.

ARTICLE 5
RÉSILIATION

5. **Résiliation** : Nonobstant la durée de la présente, chacune des parties pourra y mettre fin en tout temps avant l'échéance en signifiant à l'autre partie suivant un préavis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours à cet effet. Toute telle résiliation sera faite sans compensation ni indemnité de quelque nature que ce soit de part et d'autre.

Par ailleurs, les parties conviennent d'annuler, à toutes fins que de droit, l'article 13 du Bail.

ARTICLE 6
ÉLECTION DE DOMICILE

6. **Adresses** : Chacune des parties élit domicile à son adresse ci-après mentionnée et convient que tout avis à être donné en vertu du Bail devra être posté par courrier recommandé, soit remis de la main à main ou soit encore signifié par huissier aux adresses suivantes :

► Pour le **Locateur** :

VILLE DE MONTRÉAL
Monsieur Luc Denis
Directeur des sports et de l'activité physique
Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
801, rue Brennan, 4e étage
Montréal, Québec, H3C 0G4

► Pour le **Locataire** :

Projet Sol
Monsieur Louis-Simon Larrivée
Directeur exécutif
4545, avenue Pierre-De Coubertin
Montréal, Québec, H1V 0B2

Par ailleurs, les parties conviennent d'annuler, à toutes fins que de droit, l'article 15.14 du Bail.

Paraphes	
Locateur	Locataire

ARTICLE 7
AUTRES CONDITIONS

7. À l'exception de ce qui précède, tous les termes et conditions du Bail demeurent inchangés et en vigueurs et, sauf stipulations contraires, les mots et expressions utilisés aux présentes auront la même signification et la même portée que ceux utilisés dans le Bail.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, en double exemplaire, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

Le _____ 2020

VILLE DE MONTRÉAL

_____
Par : Yves Saindon, greffier

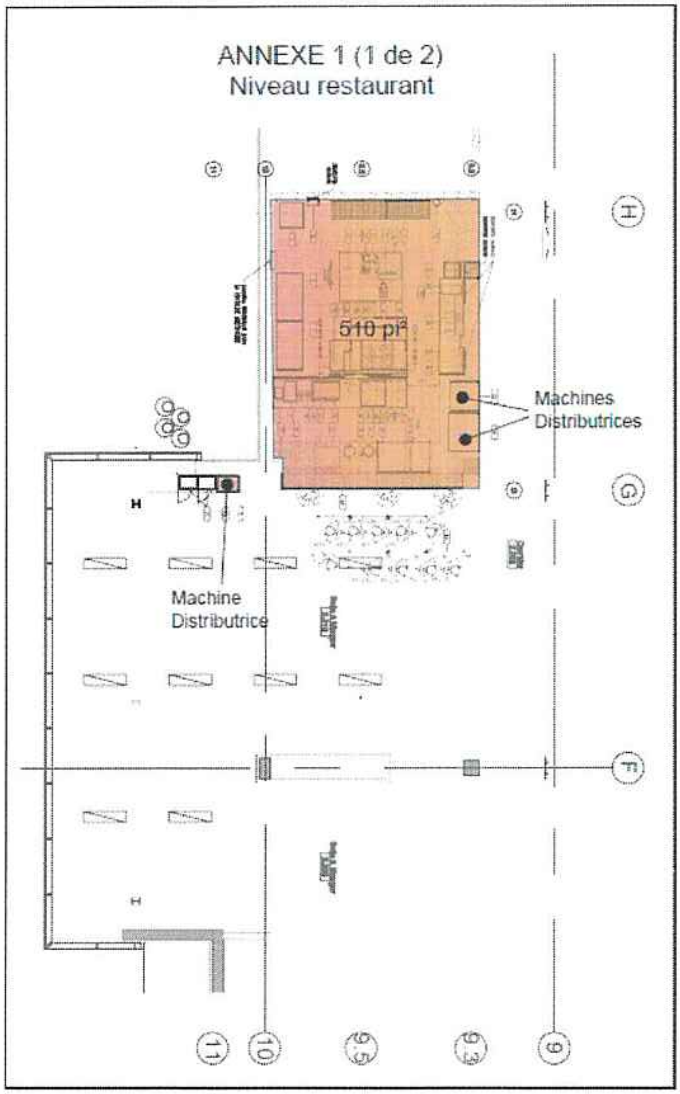
Le 4 Mars 2020

PROJET SOL

_____
Par : Louis-Simon Larrivée, directeur exécutif

Paraphes	
Locateur	Locataire

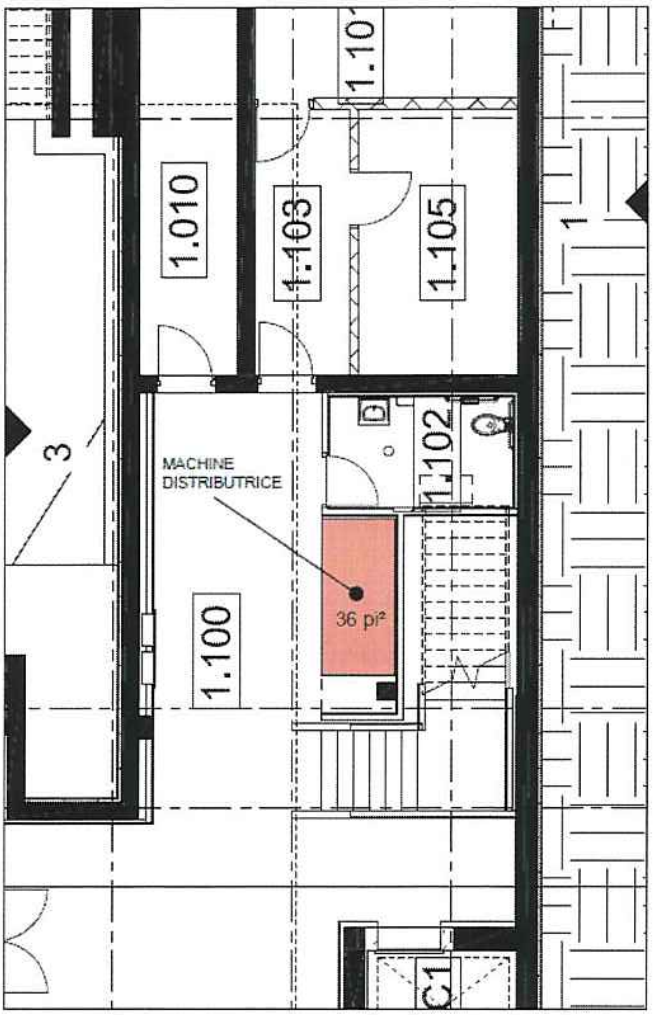
ANNEXE A



Paraphes	
Locateur	Locataire

ANNEXE A

ANNEXE 1 (2 de 2)
Niveau vestiaire



Paraphes	
Locateur	Locataire

Bâtiment - 0631-101 - 9235, avenue Papineau.

Aspects financiers

	Loyer 2019 7 mois	Loyer annuel 2020	Loyer annuel 2021	Loyer annuel 2022	Loyer annuel 2023	Loyer 2024 5 mois	Total
Revenu total avant taxes	2 274.66 $	2 700.00 $	5 400.00 $	5 400.00 $	5 400.00 $	2 250.00 $	23 424.66 $
TPS	113.73 $	135.00 $	270.00 $	270.00 $	270.00 $	112.50 $	1 171.23 $
TVQ	226.90 $	269.33 $	538.65 $	538.65 $	538.65 $	224.44 $	2 336.61 $
Total	**2 615.29 $**	**3 104.33 $**	**6 208.65 $**	**6 208.65 $**	**6 208.65 $**	**2 586.94 $**	**26 932.50 $**

Le revenu annuel est basé sur les revenus générés par les ventes nettes du bail précédent soit 12 412,31 $ incluant TPS et TVQ.

Coût des travaux d'aménagement			
Travaux clé en main		522 346.43	$
Allocation		(96 226.00)	$
Montant des travaux - allocation =		426 120.43	$
TPS		21 306.02	$
TVQ		42 505.51	$
Total avec taxes		489 931.96	$
		-	$
Contingences	0.10	52 234.64	$
Incidences générales	0.05	26 117.32	$
Incidences cablâge TI		20 000.00	$
Incidences déménagement		15 000.00	$
Contingences et incidences totales tx excl		113 351.96	$
TPS		5 667.60	$
TVQ		11 306.86	$
Contingences et incidences totales tx incl		130 326.42	$
Total des travaux		620 258.39	$
Ristourne de TPS		26 973.62	$
Ristourne de TVQ		26 906.19	$
Coût total		566 378.58	$

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1208682002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Objet :	Approuver la prolongation du bail par lequel la Ville loue à Projet Sol, pour une période additionnelle de 5 ans, à compter du 1er juin 2019, un espace dans le Stade de soccer de Montréal, situé au 9235, avenue Papineau, Montréal, d'une superficie approximative de 546 pi², à des fins de services alimentaires pour un revenu total de 23 424,66 $, auquel montant s'ajoutent la TPS et TVQ. Bâtiment 0631-101

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1208682002 - Projet Sol 9235 Papineau.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre LACOSTE
Préposé au budget
Tél : 514 872-4065

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-16

Mustapha CHBEL
Agent de gestion des ressources financieres
Tél : 514-872-0470
Division : Div. Du Conseil Et Du Soutien Financier-Point De Service Hdv

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.028

2020/06/03
08:30

Dossier # : 1195323001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	1- Approuver le projet de contrat de prêt de locaux par lequel la Ville prête au Conseil des arts de Montréal, à titre gratuit, pour une période de 10 ans, à compter du 1er janvier 2019, des espaces à bureaux situés dans l'édifice Gaston-Miron, au 1210, rue Sherbrooke Est, à Montréal, d'une superficie totale de 2 822,41 m². 2- La subvention immobilière est estimée à 8 050 642,20 $ pour la durée totale du terme du bail. Bâtiment 0285.

Il est recommandé :

1. d'approuver un projet de contrat de prêt de locaux par lequel la Ville de Montréal prête au Conseil des arts de Montréal, à titre gratuit, pour une période de 10 ans, à compter du 1er janvier 2019, des locaux situés dans l'édifice Gaston-Miron, au 1210, rue Sherbrooke Est, d'une superficie de 2 822,41 m², à des fins culturelles, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de contrat de prêt de locaux;
2. La subvention immobilière est estimée à 8 050 642,20 $ pour la durée totale du terme du bail.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-05-12 11:55

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1195323001**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	1- Approuver le projet de contrat de prêt de locaux par lequel la Ville prête au Conseil des arts de Montréal, à titre gratuit, pour une période de 10 ans, à compter du 1er janvier 2019, des espaces à bureaux situés dans l'édifice Gaston-Miron, au 1210, rue Sherbrooke Est, à Montréal, d'une superficie totale de 2 822,41 m². 2- La subvention immobilière est estimée à 8 050 642,20 $ pour la durée totale du terme du bail. Bâtiment 0285.

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal prête au Conseil des arts de Montréal (CAM), à titre gratuit, depuis le 1er janvier 2009, des locaux d'une superficie locative de 2822,41 m², situés dans l'édifice Gaston-Miron au 1210, rue Sherbrooke Est (Locaux), à des fins de bureaux, de studio de danse et musique, d'événements des arts de la scène et de salle de rencontre. Le bail est échu depuis le 31 décembre 2018. Le retard dans ce dossier s'explique par de longues négociations qui ont eu lieu entre les deux parties concernant les modifications aux clauses du bail au sujet de l'imposition des taxes foncières et autres clauses du bail.
Le CAM a été fondé en 1956 et a été institué personne morale de droit public le 25 octobre 2007 en vertu de l'article 231.2 de l'annexe C de la Charte de la Ville (RLRQ, chapitre C-11.4).

Le CAM est considéré comme un organisme de bienfaisance dont la mission est de "soutenir l'excellence dans la création, la production et la diffusion des arts sur le territoire de la Ville".

Le Service de la culture a demandé au Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) de négocier un nouveau projet de contrat de prêt de locaux pour une période de 10 ans.

Le CAM est inéluctablement un partenaire clé de la Ville quant au développement artistique et culturel dans la région métropolitaine de Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0025- le 25 janvier 2018 - Contributions financières 2018 - Organismes et agences gouvernementales et quote-part à la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM).
CA17 240086- le 14 mars 2017- Approuver la convention de bail avec Sentier Urbain pour la location de 5 terrains, dans le cadre de sa mission de "verdissement à vocation sociale" et de "réimplantation de la nature en milieu urbain", pour une durée d'un an, renouvelable

automatiquement pour un ou plusieurs terme(s) additionnel(s) et consécutif(s) d'un (1) an, aux mêmes conditions.

CG13 0410- le 26 septembre 2013 - Approuver un projet de convention de modification du bail par lequel la Ville loue au CAM, à titre gratuit pour une période de 5 ans et 4 mois, à compter du 1er septembre 2013, des espaces additionnels situés à l'édifice Gaston-Miron au 1210, rue Sherbrooke Est, d'une superficie d'environ 766,21 mètres carrés, à des fins de bureaux, de studio de danse, de musique et d'événements des arts de la scène, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de convention de modification du bail.

CG09 0042- le 26 février 2009 - Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue au CAM, pour une période de 10 ans, à compter du 1er janvier 2009, une partie du bloc "A" de l'ex-bibliothèque centrale située au 1210, rue Sherbrooke Est, d'une superficie locative de 2098,95 m², pour un montant total de 1$, le tout aux termes et conditions stipulés audit projet de bail.

DESCRIPTION

Il est recommandé d'approuver le projet de prêt de locaux par lequel la Ville prête au CAM, à titre gratuit, pour une période de 10 ans, à compter du 1er janvier 2019, des locaux, à l'édifice Gaston-Miron, à des fins culturelles et artistiques, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail. Le bail prévoit une option de renouvellement pour un terme additionnel de 10 ans.
En vertu du bail, les obligations contractuelles du CAM se limitent à l'entretien mineur des locaux prêtés. La Ville est responsable d'entretenir les composantes mécaniques, électriques et tout entretien des lieux et des biens qui sont situés en hauteur. Le Service de la culture assumera tous les frais relatifs aux divers travaux d'aménagement additionnels requis pour les besoins du CAM afin de permettre à l'organisme de poursuivre ses activités culturelles.

La cour extérieure est reconnue comme étant un parc municipal d'arrondissement (PARC), lequel fait l'objet d'une convention de bail entre la Ville et l'organisme Sentier Urbain (OSU), dont les activités sont pour les fins de verdissement à vocation sociale et de réimplantation de la nature en milieu urbain pour l'espace public. En vertu du bail, le CAM s'engage à collaborer avec l'organisme pour une occupation conjointe du PARC qui est situé à l'arrière de la propriété.

Le bail permet au CAM de sous-louer les locaux en tout ou en partie. Actuellement, le CAM n'est toutefois pas tenu de l'obligation de payer les taxes foncières tant et aussi longtemps qu'il ne remplit pas les conditions d'application de l'article 208 de la *Loi sur la fiscalité municipale* . Mais il est possible que les sous-locataires du CAM soient assujettis aux conditions d'application de l'article 208 de la *Loi sur la fiscalité municipale* .

JUSTIFICATION

Le projet de bail d'une durée de dix (10) ans permettra au CAM de poursuivre sa mission.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le loyer est à titre gratuit.
Le taux de location pour des espaces à bureaux, incluant les frais d'exploitation, oscille entre 269,10 $/m² et 301,39 $/m².

Le montant total de la subvention pour cette occupation est calculé comme suit :

Le taux moyen de location est de 269,10 $/m² + 301,39 $/m²/2 =**285,24 $/m²**
Le coût annuel du loyer est calculé comme suit : 285,24 $/m² x 2 822,41 m²= 805 064,22

$/an/12 mois = 67 088,69 $/mois
Le montant total de la subvention est de 67 088,69 $/mois x 120 mois= 8 050 642,20 $ pour la durée de l'occupation.
Ce montant exclut le coût des taxes foncières qui sera facturé directement au CAM, s'il y a lieu.

Le tableau suivant représente les dépenses prévues par la Ville en frais d'exploitation pour ces locaux (électricité, entretien de l'édifice incluant les frais de lavage des vitres et d'extermination).

	2019 (Budget)
Frais d'exploitation déboursés par la Ville (énergie, entretien, sécurité et entretien sécurité)	103 705,73 $

Le coût des frais d'exploitation est assumé par le SGPI à même sa base budgétaire. Des dépenses additionnelles seront à prévoir, notamment les frais annuels de lavage des vitres extérieures, enlèvement de graffiti et d'extermination, estimés à +/- 17 250 $, taxes incluses.
Par conséquent, ce dossier ne comporte aucune incidence financière pour la Ville de Montréal.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce dossier n'est pas en lien avec la politique de développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le refus d'entériner ce projet de bail obligerait le CAM à se relocaliser afin de poursuivre sa mission.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CM : juin 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre LACOSTE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Michèle PICARD, Service de la culture
Costas LABOS, Service de la gestion et de la planification immobilière
Stéphanie ROSE, Service de la culture
Sylvain LEBLANC, -

Lecture :

Costas LABOS, 1er mai 2019
Stéphanie ROSE, 1er mai 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martine D'ASTOUS
Conseillère en immobilier

Tél : 514-872-2493
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-01

Nicole RODIER
Chef de division - Division des locations

Tél : 514 872-8726
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

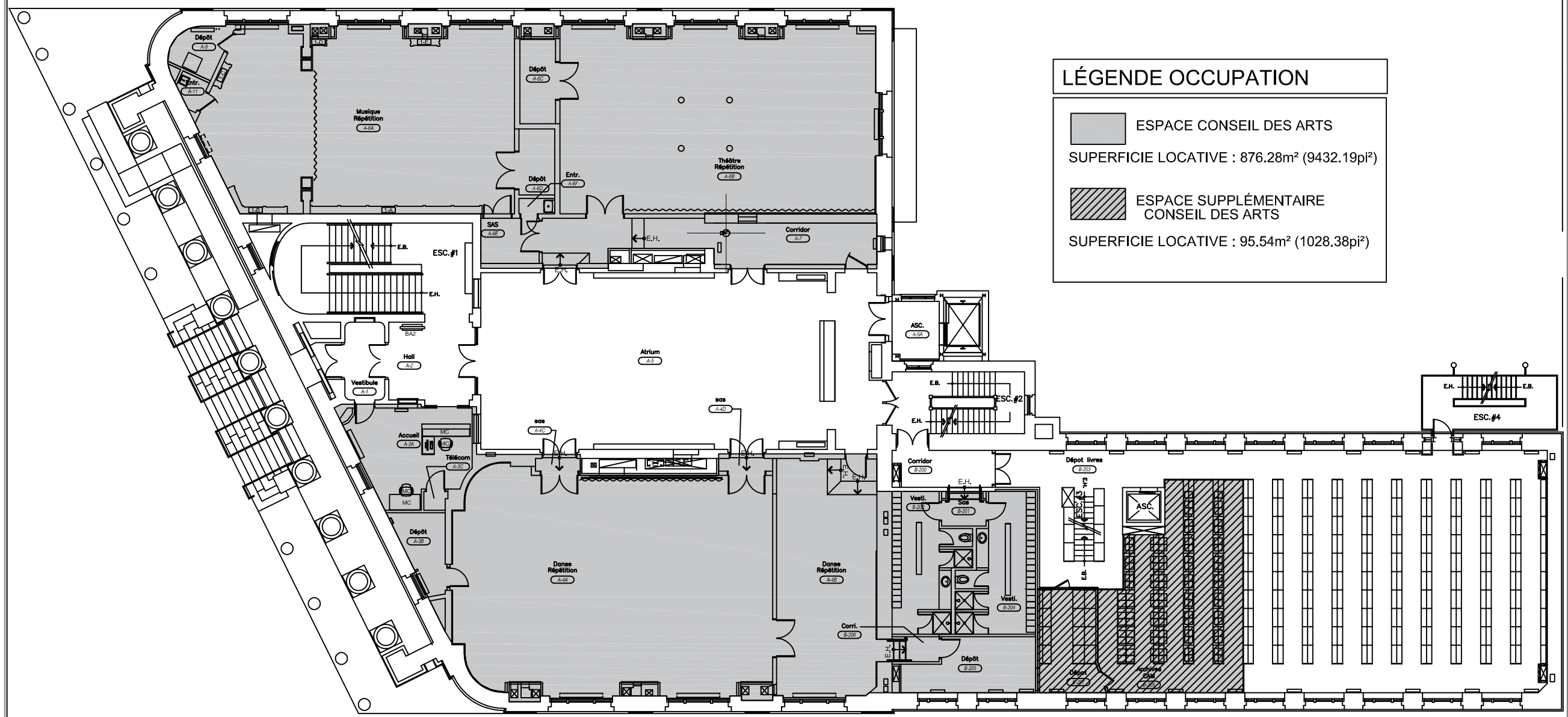
Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2020-05-07

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice du SGPI
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2020-05-12

(PLAN DU REZ-DE-CHAUSSEE BLOC "A")

(PLAN DU 2ieme ÉTAGE BLOC "B")



LÉGENDE OCCUPATION

ESPACE CONSEIL DES ARTS

SUPERFICIE LOCATIVE : 876.28m² (9432.19pi²)

ESPACE SUPPLÉMENTAIRE CONSEIL DES ARTS

SUPERFICIE LOCATIVE : 95.54m² (1028.38pi²)

ÉDIFICE GASTON-MIRON

1210 Rue Sherbrooke E

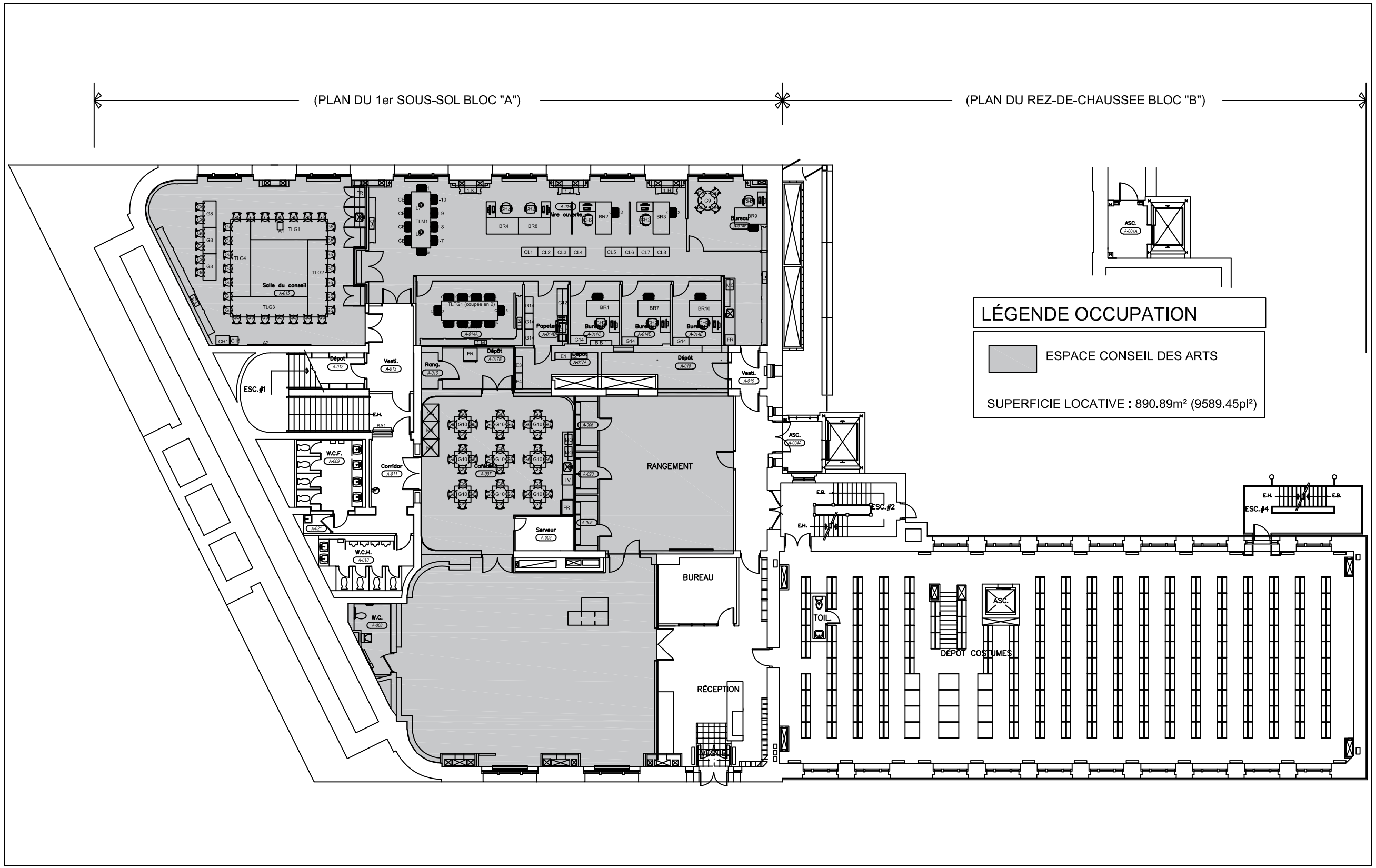
ANNEXE "A"

REZ-DE-CHAUSSÉE

11-12-2018

(PLAN DU 1er SOUS-SOL BLOC "A")

(PLAN DU REZ-DE-CHAUSSEE BLOC "B")



ÉDIFICE GASTON-MIRON

1210 Rue Sherbrooke E

ANNEXE "A"

1er SOUS-SOL (00)

15-10-2018

Annexe B, tel que prévu à l’article 4.10 du Contrat

Devis d’entretien ménager pour l’édifice Gaston-Miron sous la responsabilité du Bénéficiaire

Paraphes	
Ville	Bénéficiaire

GÉNÉRALITÉS

6.1.1 PORTÉE

Le Bénéficiaire doit fournir toute la main-d'œuvre, les matériaux, les échafaudages, les outils et autres accessoires nécessaires pour exécuter tous les travaux décrits au présent chapitre au même niveau de qualité, quelles que soient les fluctuations d'occupation et d'achalandage et la période de l'année. Les matériaux utilisés ne doivent pas détériorer les biens de la Ville, ni être nocifs pour la santé.

Le Bénéficiaire reconnaît que les Lieux loués sont situés dans un édifice qui comprend des composantes qui contribuent à rehausser la valeur patrimoniale des Lieux loués, et constituent ses éléments caractéristiques tels que:

- le hall d'honneur incluant ses aménagements, les fresques, vitraux, marbre etc.;
- présence du marbre dans les corridors, escaliers, les salles de toilettes etc.;
- moulures, luminaires en laiton dans tous les espaces publics;
- l'ensemble du mobilier en chêne et ses accessoires.

6.1.2 HORAIRES DES TRAVAUX

Les travaux d'entretien ménager doivent être effectués après les heures de fermeture, à tous les jours. Le Bénéficiaire doit voir lui-même, à ses frais, à faire l'entretien ménager des Lieux loués, le tout à l'entière satisfaction de la Ville. À son départ, le responsable de garde en soirée doit vérifier les portes et les fenêtres afin qu'elles soient fermées, verrouillées et sécurisées.

6.1.3 PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ

Il est strictement interdit de déposer les chaises, paniers à papier, etc., sur le mobilier, à moins d'avoir, au préalable, recouvert les meubles d'une toile protectrice appropriée. En aucun cas, le personnel ne doit se servir du mobilier, comme échafaudage pour exécuter des travaux.

6.2 EXIGENCES FONCTIONNELLES

6.2 .1 DISPOSITION DES ORDURES/GESTION DES DECHETS

Les ordures doivent être transportées quotidiennement à l'extérieur des espaces loués aux endroits désignés à cet effet. Le Bénéficiaire doit disposer des ordures en se conformant au service de collecte des ordures et à son calendrier et défrayer le coût de tout service additionnel. De plus, le Bénéficiaire devra s'assurer que la collecte des ordures à l'intérieur des lieux loués inclut un processus de recyclage de papier et une collecte de compost à l'intérieur de l'immeuble, s'il y a lieu.

Paraphes	
Ville	Bénéficiaire

6.2.2 APPAREILS D'ÉCLAIRAGE

Le Bénéficiaire doit remplacer, à ses frais, les ampoules, et les tubes fluorescents dès qu'ils sont défectueux ou brûlés et nettoyer en même temps les luminaires qui sont situés à une hauteur maximale de dix pieds du sol.

Lors du remplacement d'un ballast de fluorescent, le nouveau ne contiendra aucun BPC. Les travaux devront être exécutés par un électricien.

6.2.3 LOCAL POUR ENTRETIEN MÉNAGER

Les locaux mis à la disposition des préposés à l'entretien ménager du Bénéficiaire doivent être propres en tout temps. Ils ne doivent pas dégager de mauvaises odeurs et doivent être désinfectés au besoin.

6.2.4 ENTRÉES

Du 15 mai au 1er novembre, les entrées extérieures doivent être balayées et lavées aussi souvent que nécessaire.

De plus, du 1er novembre au 15 mai, les entrées extérieures doivent être déneigées et maintenues libres de toute glace, boue et sable. Le Bénéficiaire doit fournir, installer et entretenir des tapis absorbants, avec bordure de caoutchouc, dans les vestibules, les halls d'entrée, etc. Dans des conditions particulières, la Ville pourra exiger des tapis supplémentaires.

Tous les produits de nettoyage qui seront utilisés ne devront en aucun temps endommagés les surfaces de plancher, mur etc.

En tout temps, les entrées principales et de service seront maintenues libres de débris tels que papiers, cartons, boites vides, etc.

Toutes les entrées où il y a une forte circulation seront munies de système d'entrée permanent (paillassons, grilles gratte-pieds, etc.) pour capter la saleté, les particules, etc.

6.3 TRAVAUX

6.3.1 DÉTACHAGE QUOTIDIEN

En plus des activités journalières indiquées dans ce chapitre, le Bénéficiaire doit effectuer le détachage quotidien de toute surface qui le nécessite, le tout en respects des biens d'intérêts patrimonial qui s'y trouvent. Tout élément chromé ou en acier inoxydable doit être tenu exempt de taches et d'empreintes digitales.

Paraphes	
Ville	Bénéficiaire

6.3.2 LUMINAIRES

Au besoin, le Bénéficiaire doit nettoyer les diffuseurs intérieurs et extérieurs de toute accumulation d'insectes.

6.3.3 FOURNITURES / ÉQUIPEMENTS

Les poubelles et récipients doivent être munis de sacs de plastique avec un contenu recyclé post-consommation d'au moins 50%.

Ces derniers devront être remplacés une fois par semaine ou plus fréquemment, si tel est requis, lorsqu'il y a des risques de contamination et de dégagement de mauvaises odeurs.

Le Bénéficiaire doit installer et pourvoir en matériel tous les accessoires requis dans les salles de toilette: essuie-mains ou séchoirs, savon liquide ou autres, papier hygiénique, désinfectant, miroir, poubelle sanitaire, gobelets de papier, réceptacle et distributeur de serviettes sanitaires. De plus, le Bénéficiaire doit également installer et pourvoir en matériel tous les accessoires requis dans les salles de repos spécifiquement les essuie-mains et le savon liquide ou autre.

6.3.4 PLANCHERS

Pour le nettoyage et polissage des planchers recouverts de linoléum, de carreaux de linoléum ou de vinyle etc., de même que pour le lavage des tapis à la machine, tout le mobilier y compris les écrans acoustiques, les plantes, etc. à l'exception des classeurs et des armoires, doivent être déplacés et replacés au même endroit par le Bénéficiaire sauf si autrement spécifié par la Ville.

Toutefois, étant donné leur fragilité, les appareils informatiques et les meubles avec annexe ne seront pas déplacés.

Le Bénéficiaire doit prendre toutes les précautions nécessaires pour prévenir les tâches de rouille ou autres sur le plancher. Il sera de plus tenu responsable de tout bris et de toute détérioration causés au mobilier et au revêtement au cours de ces travaux.

6.3.5 VITRES INTÉRIEURES ET EXTÉRIEURES DES FENÊTRES

Annuellement, Le lavage des vitres extérieures comprend le lavage des vitres proprement dites, des meneaux, des cadres et des châssis, qui sera la responsabilité de la Ville.

Annuellement, le lavage des vitres intérieures comprend le lavage des vitres proprement dites, des meneaux, des cadres et des châssis, qui sera la responsabilité du Bénéficiaire.

6.3.6 VITRES INTÉRIEURES ET EXTÉRIEURES DES FENÊTRES (suite)

Lorsque les fenêtres sont ouvrantes et non scellées, toutes les surfaces de verre et de cadre doivent être lavées. Le démontage et la remise en place des contre-fenêtres, moustiquaires ou autres, requis pour le lavage doivent se faire en assurant une coordination du lavage des deux côtés de la surface vitrée (intérieure ou extérieure).

Paraphes	
Ville	Bénéficiaire

6.3.7 GARNITURES DE FENÊTRES

Le Bénéficiaire reconnaît que l'édifice est pourvu de rideau, vitraux ou autres garnitures de fenêtres patrimoniales qui contribuent à la valeur patrimoniale de l'immeuble. Le Bénéficiaire, s'engage à aviser par écrit, la Ville de toute défectuosité qui nécessite une réparation. Si les défectuosités ne sont pas rapportées avant d'enlever le store ou les tentures, la Ville considérera qu'ils ont été endommagés durant le nettoyage et le Bénéficiaire devra les remettre en bonne condition, à ses propres frais.

Le nettoyage doit être fait afin de maintenir la pérennité des composantes de l'édifice et selon les recommandations du fabricant. De plus, le Bénéficiaire doit faire des essais de nettoyage sur les draperies afin de prévenir toute détérioration, en particulier le rétrécissement, la décoloration et la dégradation du traitement ignifuge des draperies.

Les garnitures doivent être réinstallées à leur place respective. Au besoin, les ajuster afin d'en assurer le bon fonctionnement.

6.3.8 CONTROLE DES ORGANISMES NUISIBLES

La Ville mettra en place et gérer une politique de lutte intégrée contre les organismes nuisibles à l'intérieur des Lieux loués de manière à minimiser le recours à des produits à haute toxicité.

Paraphes	
Ville	Bénéficiaire

CONTRAT DE PRÊT DE LOCAUX

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier de la Ville, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution _____;

Ci-après nommée la « **Ville** »

ET : **CONSEIL DES ARTS DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant son adresse principale au 1210, rue Sherbrooke Est, à Montréal, province de Québec, H2L 1L9, agissant et représentée par Jan-Fryderyk Pleszczynski, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution du conseil d'administration en date du _____.

Ci-après nommée le « **Bénéficiaire** »

ATTENDU QUE le Bénéficiaire a été fondé en 1956 et il a été institué personne morale de droit public le 25 octobre 2007 en vertu de l'article 231.2 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

ATTENDU QUE les Lieux prêtés ci-après décrits, sont situés dans l'Édifice Gaston-Miron (l' « Édifice»), conçu par l'architecte montréalais Eugène Payette et dont plusieurs composantes contribuent à la valeur patrimoniale de l'Édifice constituant ses éléments caractéristiques (hall d'honneur, marbre, moulures, fresques, luminaires en laiton, mobilier en chêne, etc.);

ATTENDU QUE le Bénéficiaire reconnait et s'engage à protéger différentes composantes à valeur patrimoniale des Lieux prêtés;

ATTENDU QUE le Bénéficiaire après discussions avec la Ville sur les termes et conditions des présentes, y compris ses stipulations essentielles, désire emprunter de la Ville, qui accepte de prêter au Bénéficiaire, les Lieux prêtés ci-après décrits, le tout, selon les termes, conditions, stipulations et modalités prévus au présent contrat de prêt de locaux (le « Contrat»).

ATTENDU QUE la Ville a adopté un règlement sur la gestion contractuelle conformément à l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et qu'elle en a remis une copie au Bénéficiaire.

EN CONSÉQUENCE, les parties conviennent de ce qui suit :

ARTICLE 1 - LIEUX PRÊTÉS

1.1 Préambule : Le préambule fait partie intégrante des présentes.

1.2 Désignation : Des locaux situés au rez-de-chaussée, au 1er étage, aux 1er et 2ème sous-sol dont la superficie est ci-dessous décrite (les « Lieux prêtés ») dans l'Édifice portant l'adresses 1210 rue Sherbrooke Est, à Montréal, province de Québec, H2L 1L9.

1.3 Superficie locative des Lieux prêtés : La Superficie locative des Lieux prêtés est de deux mille huit cent vingt-deux mètres carrés et quarante et un centièmes (2 822,41 m^2 ou 30 380,13 pi^2), tel que décrit à l'Annexe « A». La Superficie locative des Lieux prêtés ci-dessous

Paraphes	
Ville	Bénéficiaire

mentionnée est répartie comme suit, à savoir :

- 971,82 m^2 au rez-de-chaussée
- 751,84 m^2 au 1er étage
- 890,89 m^2 au 1er sous-sol (00)
- 207,86 m^2 au 2ème sous-sol

Pour fins de précision, la cour extérieure est exclue des Lieux prêtés laquelle fait partie d'un parc municipal d'arrondissement distinct de l'Édifice.

ARTICLE 2 – DURÉE

2.1 **Durée** : le Contrat est consenti pour un terme de dix (10) ans, commençant le 1er janvier 2019 et se terminant le 31 décembre 2029.

2.2 **Renouvellement** : La Ville accorde au Bénéficiaire la possibilité de renouveler le Contrat à son échéance pour un terme additionnel de dix (10) ans, aux mêmes termes et conditions, pourvu que le Bénéficiaire ne soit pas en défaut de l'une ou l'autre de ses obligations en vertu du présent Contrat.

Pour exercer cette option, le Bénéficiaire devra en aviser la Ville, par écrit, au moins six (6) mois avant l'échéance du présent Contrat.

2.3 **Occupation après l'expiration** Ce Contrat ne pourra être reconduit tacitement. Ainsi, si le Bénéficiaire ne donne pas avis de son intention de se prévaloir de l'option de renouvellement dans le délai prescrit, il sera réputé ne pas vouloir exercer cette option de renouvellement et, dans ce cas, le Contrat se terminera de plein droit à son échéance. Si le Bénéficiaire continue néanmoins à occuper les Lieux prêtés après l'échéance du Contrat ou de l'option de renouvellement le cas échéant, cette occupation n'aura pas pour effet de prolonger la durée du présent Contrat ni de le reconduire. Le Bénéficiaire sera alors présumé occuper les Lieux prêtés contre la volonté de la Ville.

2.4 **Résiliation :** Chacune des parties pourra mettre fin en tout temps au présent Contrat en signifiant à l'autre partie un préavis écrit de douze (12) mois à cet effet.

En cas de défaut par le Bénéficiaire des obligations consenties aux termes des présentes, la Ville pourra résilier le présent Contrat par l'envoi d'un avis écrit au Bénéficiaire conformément à l'article 7 du présent Contrat.

ARTICLE 3 - LOYER

3.1 **Loyer** : Le présent Contrat est consenti sans considération monétaire.

ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

Outre les obligations auxquelles, le Bénéficiaire est tenu en vertu du Code Civil du Québec, dans la mesure où celles-ci ne sont pas modifiées par les présentes, le Bénéficiaire s'engage à :

4.1 **Usage** : n'utiliser les Lieux prêtés qu'aux seules fins de bureaux, de studios de danse, de tournage, d'évènements privés, de musique, d'évènements des arts de la scène, de salle de rencontre et pour aucune autre fin, le tout en conformité avec toute loi ou règlement municipal applicable.

4.2 **État** : prendre les Lieux prêtés dans l'état où ils se trouvent présentement. Le Bénéficiaire occupe les Lieux prêtés depuis le 1er janvier 2009, s'en déclare satisfait et les accepte dans

Paraphes	
Ville	Bénéficiaire

un état « tels quels ».

4.3 **Obligation d'exploiter** : exploiter continuellement, activement et diligemment la totalité des Lieux prêtés d'une façon moderne, et efficace.

4.4 **Responsabilité** : tenir la Ville indemne de tous dommages, de quelque nature que ce soit, de toutes réclamations, de tous jugements y compris les frais, et prendre le fait et cause de la Ville et intervenir dans toutes actions intentées contre cette dernière résultant directement ou indirectement de ce Contrat, sauf en cas de faute ou de négligence de la Ville, de ses employés, préposés, mandataires ou représentants. De plus, le Bénéficiaire se tiendra responsable de tous dommages qu'il pourra causer aux Lieux prêtés résultant de ses activités ou de l'entreposage de ses produits ou matériaux et également par bris ou vandalisme survenus dans les Lieux prêtés pendant ses périodes d'occupation.

Renoncer à tout recours contre la Ville en cas de pertes matérielles, soit par incendie ou soit autrement, à tous les meubles et les objets décoratifs dans les Lieux prêtés.

4.5 **Assurance** : souscrire et maintenir en vigueur, pendant toute la durée du Contrat, une police d'assurance-responsabilité civile accordant une protection pour dommages corporels et dommages matériels d'au moins CINQ MILLIONS DE DOLLARS (5 000 000,00 $) par sinistre pour les dommages pouvant survenir pendant la durée du Contrat, et libérant la Ville, ses employés et ses élus de tous dommages, réclamations, blessures, pertes, dépenses et responsabilité de toute nature découlant ou attribuable directement ou indirectement de l'usage des Lieux prêtés. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville. Le Bénéficiaire doit fournir la preuve d'une telle assurance. De plus, pour toute réduction, modification ou résiliation de la police, l'assureur devra donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, au 303, rue Notre-Dame Est, 2e étage, à Montréal, province de Québec, H2Y 3Y8, un préavis de trente (30) jours; telle police devra contenir un avenant à cet effet et copie devra être fournie également à la Ville.

4.6 **Affichage** : voir à ce que tout affichage placé à l'intérieur des Lieux prêtés soit conforme à la *Charte de la langue française* et ses règlements. Le Bénéficiaire pourra s'il le désire s'identifier à l'extérieur de l'Édifice, mais devra obtenir préalablement l'approbation écrite de la Ville.

4.7 **Avis** : aviser immédiatement la Ville, par écrit, de toute défectuosité, fuite, de tout incendie ou dommage causé de quelque façon que ce soit aux Lieux prêtés ou à ses accessoires.

4.8 **Réparations** : permettre à la Ville de faire toutes réparations urgentes et nécessaires, d'exécuter tout acte d'entretien dans l'Édifice ou dans les Lieux prêtés, d'examiner ces derniers et d'y entrer à ces fins ou pour toute autre fin qu'il pourrait juger nécessaire à l'exploitation ou à l'entretien de l'Édifice ou ses équipements, sans aucune réduction de loyer ni indemnité, pourvu que les travaux soient complétés avec une diligence raisonnable.

4.9 **Visites** : permettre, pendant la dernière année du Contrat à toute personne intéressée à louer les Lieux prêtés de les visiter, les jours ouvrables entre neuf heures (9h00) et seize heures (16h00).

4.10 **Entretien**: voir lui-même, et à ses frais, à l'entretien ménager et au nettoyage des Lieux prêtés, le tout conformément à l'Annexe « B » des présentes.

Le Bénéficiaire effectuera à ses frais, l'entretien mineur des Lieux prêtés et il fera toute réparation due à son usage normal, à l'exception des travaux inhérents à la structure de l'Édifice et aux composantes des systèmes mécaniques, électriques et de plomberie.

4.11 **Taxes foncières** : assumer le paiement de toutes Taxes foncières afférentes aux Lieux prêtés ainsi que, s'il y a lieu, le paiement de toutes autres taxes ou permis afférents à ces lieux, pouvant être imposés au Bénéficiaire ou à la Ville en rapport avec l'utilisation des Lieux prêtés par le Bénéficiaire, applicables en vertu de toutes lois, ordonnances, règlements et arrêtés en conseil des gouvernements et agences des gouvernements fédéral, provincial ou municipal ; le Conseil des arts de Montréal n'est toutefois pas tenu à cette obligation quant aux Taxes foncières seulement, tant et aussi longtemps qu'il ne remplit pas les conditions

Paraphes	
Ville	Bénéficiaire

d'application de l'article 208 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ, c. F-2.1) de l'avis d'un évaluateur de la Ville de Montréal et que les Lieux prêtés demeurent la propriété de la Ville.

4.12 **Travaux d'aménagement additionnels**: n'effectuer aucune modification, addition ou amélioration aux Lieux prêtés sans avoir préalablement obtenu l'approbation de la Ville.

Ainsi, si le Bénéficiaire souhaite effectuer des travaux d'aménagement additionnels (excluant le mobilier requis dans les espaces aménagés) pour des fonctions culturelles, le Bénéficiaire devra soumettre dans chaque cas, à la Ville, une demande d'approbation écrite précisant les besoins du Bénéficiaire. La Ville exécutera lesdits travaux, à ses frais, ladite demande devra être soumise aux instances décisionnelles de la Ville pour approbation.

4.13 **Remise** : à l'échéance du Contrat, remettre à ses frais, les Lieux prêtés selon l'usure normale à moins qu'il en soit décidé autrement par les parties. Tout bien appartenant au Bénéficiaire ou à toute autre personne laissé dans ou sur les Lieux prêtés après la résiliation ou à l'échéance du Contrat est réputé avoir été abandonné au profit de la Ville et cette dernière pourra en disposer à sa guide, sans qu'elle ne doive quelque compensation ni indemnité que ce soit au Bénéficiaire ou à des tiers.

4.14 **Tabac et autres** : pendant toute la durée du présent Contrat ne pas permettre l'usage du tabac, cannabis, de vapotage, ou de tous produits dérivés dans les Lieux prêtés. Le Bénéficiaire s'engage à faire respecter la réglementation en vigueur à cet effet et à ce que cette interdiction soit respectée par toute personne se trouvant dans les Lieux prêtés.

4.15 **Sécurité** : assurer la sécurité et le gardiennage de l'Édifice et de son contenu en fournissant le personnel nécessaire.

4.16 **Sécurité incendie** : se conformer au plan de sécurité incendie de la Ville.

4.17 **Accès à la Ville** : permettre à la Ville d'occuper le Hall Central, dans le cadre d'événement ponctuel et conditionnel à l'approbation du Bénéficiaire, selon la durée demandée, et ce moyennant un préavis écrit de trente (30) jours de la Ville au Bénéficiaire, le tout à titre gratuit et sous réserve de tout engagement préalable du Bénéficiaire envers des tiers, pouvant compromettre la disponibilité des lieux. La Ville reconnaît que le Bénéficiaire est responsable des réservations du Hall Central.

4.18 **Cour extérieure** : respecter et reconnaitre que la Ville a signé une convention d'occupation avec l'organisme le Sentier Urbain (l' «Organisme») pour les fins de verdissement à vocation sociale et réimplantation de la nature en milieu urbain pour l'espace public connu comme étant une partie du lot 1 565 303 du Cadastre du Québec et portant l'adresse civique 2220 rue Beaudry à Montréal, reconnu comme étant un parc municipal d'arrondissement. (ci-après « Parc »).

Une entente sera signée ultérieurement impliquant le Bénéficiaire quant à un projet d'occupation conjoint à l'intérieur du Parc.

4.19 **Biens patrimoniaux** : reconnaitre que l'Édifice est pourvu d'éléments caractéristiques patrimoniaux et s'engage à les préserver selon les règles de l'art.

4.20 **Hall d'honneur** : reconnaître que le Hall d'honneur de l'Édifice est un lieu dont la Ville lui permet de tenir des évènements ponctuels. Le hall d'honneur fait partie intégrante des espaces communs de l'Édifice. Le Bénéficiaire s'engage à se conformer en tout temps aux normes de sécurité incendie et s'engage à ne jamais obstruer ou encombrer les issues de l'Édifice.

4.21 **Restrictions** : ne pas entreposer de bien dans les installations communes de l'Édifice et à garder libre et ne pas obstruer les accès communs de l'Édifice ainsi que les salles mécaniques de l'Édifice.

Paraphes	
Ville	Bénéficiaire

ARTICLE 5 - OBLIGATIONS DE LA VILLE

Outre les obligations auxquelles, la Ville est tenue en vertu du Code Civil du Québec, dans la mesure où celles-ci ne sont pas modifiées par les présentes, la Ville s'engage à :

5.1 Accès : donner libre accès aux Lieux prêtés aux employés du Bénéficiaire ainsi qu'au public (durant les heures normales d'affaires), en tout temps pendant la durée du présent Contrat;

5.2 Température : chauffer et maintenir en tout temps dans les Lieux prêtés une température convenable aux besoins du Bénéficiaire;

5.3 Entretien : assurer l'entretien et les réparations structurales de l'Édifice et de tous les locaux techniques de l'Édifice, incluant tous les travaux inhérents à la structure de l'Édifice et aux composantes des systèmes mécaniques, électriques et de plomberie.

5.4 Électricité : fournir l'électricité nécessaire à l'utilisation des Lieux prêtés selon les besoins du Bénéficiaire;

5.5 Sécurité incendie : respecter le plan de sécurité incendie de l'Édifice selon la règlementation en vigueur.

5.6 Sous-Location et cession : permettre, et par les présentes, permet au Bénéficiaire de sous-louer les Lieux prêtés, en tout ou en partie, le tout étant sujet aux conditions suivantes :

a) le sous-locataire devra s'engager à respecter toutes les obligations du Bénéficiaire prévues en vertu du présent Contrat ;

b) le Bénéficiaire et le sous-locataire demeureront solidairement responsables de l'accomplissement de toutes les obligations du Bénéficiaire prévues au présent Contrat ; et

c) le sous-locataire devra souscrire et maintenir en vigueur, pendant la durée de la sous-location, à ses frais, une assurance de responsabilité civile formule générale contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, que le sous-locataire peut encourir pour quelque raison que ce soit du fait de la sous-location, de l'occupation ou de l'usage des Lieux prêtés, accordant une protection pour une somme minimum de cinq millions de dollars (5 000 000$), limite globale, par personne et par événement, pour blessures corporelles ou dommages matériels subis par qui que ce soit, y compris la Ville. Cette police d'assurance doit contenir un avenant à l'effet qu'elle n'est ni annulable ni modifiable sans un avis préalable de trente (30) jours adressé à la Ville et une copie de cette police et de cet avenant devra être fournie à la Ville.

Par ailleurs, le Bénéficiaire ne pourra céder ses droits dans le présent Contrat à moins d'avoir obtenu au préalable le consentement écrit de la Ville.

ARTICLE 6- DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX PRÊTÉS

6.1 Si, pendant la durée du présent Contrat ou pendant toute période de renouvellement, l'édifice ou les Lieux prêtés sont, en tout ou en partie, endommagés ou détruits par incendie ou par toute autre cause et que de l'avis de la Ville les Lieux prêtés sont devenus, en tout ou en partie, impropres à l'occupation, la Ville pourra, à son choix, décider de réparer ou non les Lieux prêtés.

6.2 Advenant la situation que les dommages soient causés aux Lieux prêtés par suite d'incendie ou autre cause est dû à la faute du Bénéficiaire, ses officiers, agents, employés, visiteurs, titulaire ou sous-locataires, le Bénéficiaire sera responsable pour toutes les dépenses directes et indirectes, y compris les coûts des réparations et dommages encourus, sans préjudice aux droits de subrogation de l'assureur de la Ville. Dans une telle éventualité, tout dommage ainsi causé pourra être réparé par la Ville aux frais du Bénéficiaire et en aucun cas il n'y aura de réduction, compensation ou répartition de loyer ou de tout autre montant payable par le Bénéficiaire en vertu

Paraphes	
Ville	Bénéficiaire

des présentes.

6.3 La Ville déclare qu'elle s'auto-assure, conséquemment elle ne sera pas tenue de fournir aucune preuve d'assurance au Bénéficiaire pour l'Édifice.

6.4 Si elle décide de ne pas procéder aux réparations, elle en avisera le Bénéficiaire le plus tôt possible et, sans encourir aucune responsabilité envers le Bénéficiaire pour les dommages subis dans le contexte d'un événement décrit au paragraphe 6.1, le présent Contrat prendra alors fin et le Bénéficiaire devra évacuer les Lieux prêtés et ne sera tenu de payer son loyer que jusqu'à la date de tels dommages ou destruction, le tout sans préjudice aux droits de la Ville de réclamer du Bénéficiaire tous dommages lui résultant de tel événement.

6.5 Si elle décide de procéder aux réparations, le présent Contrat demeurera en vigueur et la Ville s'engage à effectuer ces réparations avec toute la diligence nécessaire. En aucun cas la Ville ne pourra être tenue responsable des dommages et inconvénients subis par le Bénéficiaire à moins d'une faute ou négligence de la part du la Ville, ses employés ou agents.

ARTICLE 7 - MANQUEMENT ET RECOURS

Le Bénéficiaire est en défaut :

(a) si dans les quarante-cinq (45) jours à compter de la réception d'un avis écrit de la Ville faisant état de l'inexécution de l'une des obligations qui doit être assumée par le Bénéficiaire en vertu du présent Contrat, ce dernier n'a pas remédié au défaut, ou;

(b) dans un délai moindre indiqué par la Ville dans cet avis, si, en raison de la nature de cette inexécution, la sécurité du public utilisant le les Lieux prêtés peut être mise en péril;

En cas d'inexécution du Bénéficiaire de remédier au défaut dans les délais impartis, la Ville pourra prendre les mesures nécessaires pour remédier à ce défaut. Le Bénéficiaire devra alors assumer tous les frais engagés par la Ville pour remédier à ce défaut. La Ville, ses employés, agents, préposés ou sous-traitants seront, en pareilles circonstances, autorisés à exécuter sur les Lieux prêtés les travaux ou activités nécessaires pour remédier au défaut.

Les droits et recours précités ne seront pas considérés ou interprétés de manière à avoir une incidence sur tout droit ou recours dont la Ville pourrait bénéficier aux termes des présentes.

ARTICLE 8 - DIVERS

8.1 Rubriques : Les rubriques précédant les clauses du présent Contrat n'y figurent que pour la commodité de sa consultation à titre de référence seulement et ne peuvent servir à l'interpréter.

8.2 Renonciation : Le fait que le Bénéficiaire ou le la Ville n'ait pas exigé de l'autre l'exécution d'une quelconque obligation contenue au Contrat ou qu'il n'ait pas exercé un droit prévu au Contrat, ne peut en aucun cas être considéré comme une renonciation à l'exécution d'une obligation du Bénéficiaire ou de la Ville ou à l'exercice d'un droit d'une partie, qui garde son plein effet.

8.3 Force majeure : Aucune des parties ne peut être considérée en défaut dans l'exécution de ses obligations en vertu du Contrat si telle exécution est retardée, retenue ou empêchée par suite de force majeure. La force majeure est toute cause ne dépendant pas de la volonté des parties, qu'elles n'ont pu raisonnablement avoir prévue et contre laquelle elles n'ont pu se protéger. La force majeure comprend, mais sans limitation, toute grève, tout arrêt partiel ou complet de travail, tout lock-out, tout incendie, toute émeute, toute intervention par les autorités civiles ou militaires, tout acquiescement aux règlements ou aux ordonnances de toutes autorités gouvernementales et tout fait de guerre, qu'elle soit déclarée ou non.

8.4 Lois applicables : Le Contrat est régi par les lois du Québec.

Paraphes	
Ville	Bénéficiaire

8.5 Modification : À moins que les présentes n'en prévoient autrement, aucune modification ou addition au Contrat ne liera les parties à moins qu'elle ne soit faite par écrit et signée par chacune d'elles.

8.6 Expropriation : Advenant que la totalité de l'Édifice soit expropriée, condamnée ou prise par une autorité compétente pour quelque cause que ce soit, le présent Contrat sera alors résilié de plein droit, sans recours quelconque à l'encontre de la Ville.

ARTICLE 9 - ANNEXES

9.1 Énumération : Les documents suivants sont annexés au Contrat et en font partie intégrante :

► Annexe A : Plans.

► Annexe B : Devis d'entretien ménager pour l'Édifice Gaston-Miron.

ARTICLE 10 - ÉLECTION DE DOMICILE

10.1 Adresses : Chacune des parties élit domicile à son adresse ci-après mentionnée et convient que tout avis à être donné en vertu du Contrat devra être soit posté par courrier recommandé, soit remis de la main à la main ou soit encore signifié par huissier aux adresses suivantes ou encore transmis par télécopieur ou courrier électronique :

► Pour la Ville :

Ville de Montréal
Service de la gestion et de la planification immobilière
Division des locations
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal, Québec H2Y 3Y8

► Pour le Bénéficiaire :

Conseil des arts de Montréal
1210, rue Sherbrooke Est
Montréal, Québec H2L 1L9
À l'attention de la direction des finances et administration.

10.2 Modification : Les adresses ci-dessus peuvent être modifiées sur avis écrit, mais ce, uniquement à l'intérieur du district judiciaire de Montréal. Si l'une des parties négligeait d'aviser l'autre d'un changement d'adresse, cette partie sera réputée avoir élue domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure du district judiciaire de Montréal.

10.3 Avis : Tout avis transmis par courrier recommandé sera réputé avoir été reçu dans les cinq (5) jours suivant sa mise à la poste, si le service postal fonctionne normalement. Dans le cas contraire, l'avis devra être soit remis de la main à la main ou soit signifié par huissier. Dans le cas de remise de la main à la main de cet avis ou de sa signification par huissier, l'avis sera réputé avoir été reçu le jour même de sa remise ou de sa signification.

ARTICLE 11 – CONDITION SPÉCIALE

11.1 Le présent Contrat ne lie la Ville que lorsqu'il aura été signé par son signataire dûment autorisé.

Paraphes	
Ville	Bénéficiaire

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, en double exemplaire, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

Le _____ 2020

VILLE DE MONTRÉAL

_____
par : Me Yves Saindon

Le 28 avril 2020

CONSEIL DES ARTS DE MONTRÉAL

_____
par : Jan-Fryderyk Pleszczynski, Président

Paraphes	
Ville	Bénéficiaire

ANNEXE A
PLANS

Paraphes	
Ville	Bénéficiaire

ANNEXE B
DEVIS D'ENTRETIEN MÉNAGER POUR L'ÉDIFICE GASTON-MIRON

Paraphes	
Ville	Bénéficiaire

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1195323001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Objet :	1- Approuver le projet de contrat de prêt de locaux par lequel la Ville prête au Conseil des arts de Montréal, à titre gratuit, pour une période de 10 ans, à compter du 1er janvier 2019, des espaces à bureaux situés dans l'édifice Gaston-Miron, au 1210, rue Sherbrooke Est, à Montréal, d'une superficie totale de 2 822,41 m². 2- La subvention immobilière est estimée à 8 050 642,20 $ pour la durée totale du terme du bail. Bâtiment 0285.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1195323001 - 1210 Sherbrooke Conseil des Arts.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre LACOSTE
Préposé au budget
Tél : 514 872-4065

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-05

Diane NGUYEN
Conseillere budgetaire
Tél : 514.872.0549
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.029

2020/06/03
08:30

Dossier # : 1204069001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver la prolongation du bail par lequel la Ville loue à Ex aequo pour une période de 3 ans, à compter du 1er juillet 2020, un local situé au 3e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne -Mance, d'une superficie de 2 009 pieds carrés, à des fins administratives pour un loyer total 83 171,28 $, excluant les taxes. Le montant total de subvention pour cette occupation est d'environ 67 500 $ (Bâtiment 2453-102)

Il est recommandé :

1- d'approuver la prolongation du bail par lequel la Ville de Montréal loue à Ex aequo pour une période de 3 ans, à compter du 1er juillet 2020, un local situé au 3e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie de 2 009 pieds carrés, à des fins administratives, moyennant un loyer total de 83 171,28 $, excluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de prolongation du bail;
2- d'imputer cette recette conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-05-13 09:58

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1204069001**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver la prolongation du bail par lequel la Ville loue à Ex aequo pour une période de 3 ans, à compter du 1er juillet 2020, un local situé au 3e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie de 2 009 pieds carrés, à des fins administratives pour un loyer total 83 171,28 $, excluant les taxes. Le montant total de subvention pour cette occupation est d'environ 67 500 $ (Bâtiment 2453-102)

CONTENU

CONTEXTE

En juin 2001, le conseil municipal approuvait le transfert du Centre Strathearn sis au 3680, rue Jeanne-Mance, de la Société de développement de Montréal (SDM) à la Ville de Montréal. À la suite de ce transfert, le Service de la gestion et de la planification immobilière (le «SGPI») a eu le mandat de gérer cet édifice. Le Centre Strathearn est un immeuble à vocation socioculturelle. Il abrite plusieurs organismes tels que, Montréal arts interculturels, Regroupement Québécois de la danse, Les Productions M.E. de l'art, Diversité artistique Montréal et bien d'autres.
Depuis le 1er juillet 1997, l'organisme Ex aequo, dont la mission est la promotion et la défense des droits pour les personnes ayant une déficience motrice, occupe un local situé au 3e étage du Centre Strathearn. Depuis l'échéance de cette première convention de bail, plusieurs conventions de prolongation de bail ont été approuvées auprès des instances décisionnelles de la Ville afin que l'organisme puisse poursuivre sa mission.

Compte tenu que la dernière convention de bail viendra à échéance le 30 juin prochain, le Service de la diversité et de l'inclusion sociale (le «SDIS ») a mandaté le SGPI afin de prolonger pour une période additionnelle de 3 ans l'occupation de l'organisme dans ces espaces.

Par conséquent, le présent sommaire vise à faire approuver auprès des autorités compétentes un nouveau projet de prolongation de bail.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM17 0303 - le 28 mars 2017 - Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue à Ex aequo, à des fins administratives, pour une période de 3 ans, à compter du 1er juillet 2017, un local d'une superficie de 2 009 pieds carrés, au 3e étage de l'immeuble situé au 3680, rue Jeanne-Mance, pour un loyer total de 76 201,08 $, plus les taxes applicables.

CM14 0807 - le 18 août 2014 - Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue à Ex

aequo, à des fins administratives, pour une période de 3 ans, à compter du 1er juillet 2014, un local d'une superficie de 2 009 pieds carrés, au 3e étage de l'immeuble situé au 3680, rue Jeanne-Mance, pour un loyer total de 71 826,76 $, plus les taxes applicables.

CM09 0636 - le 24 août 2009 - d'approuver la prolongation du bail, pour une durée de 5 ans, moyennant un loyer total de 111 745,05 $, excluant les taxes.

CM07 0179 - le 23 avril 2007- approuver le renouvellement du bail, pour la période de 3 ans, moyennant un loyer total de 56 972.27 $, excluant les taxes.

CM03 0611 – le 25 août 2003 - approuver le renouvellement du bail, pour une durée de 3 ans, moyennant un loyer total de 48 110,09 $, excluant les taxes.

CO01 01576 – le 19 juin 2001 - approbation de l'acquisition par la Ville du Centre Strathearn.

DESCRIPTION

Le présent sommaire recommande d'approuver la prolongation du bail par lequel la Ville de Montréal loue à Ex aequo, pour une période de 3 ans, à compter du 1er juillet 2020, un local situé au 3e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie de 2 009 pi², à des fins administratives, moyennant un loyer total de 83 171,28 $, excluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus à la prolongation de bail.
Le locataire a la responsabilité de voir lui-même à l'entretien ménager du local. De plus, il fera toutes réparations locatives dues à son usage normal, à l'exception des travaux inhérents à la structure du bâtiment et aux composantes des systèmes mécaniques, électriques et de plomberie.

JUSTIFICATION

Le SGPI est en accord avec l'occupation de l'organisme au Centre Strathearn puisque ses activités ne causent aucun préjudice aux activités de l'ensemble des occupants. La superficie de l'ensemble des locaux au Centre Strathearn étant petite et par sa vocation socioculturelle, l'immeuble n'est pas requis pour des fins municipales.
Selon le SDIS, cet organisme montréalais se consacre à la promotion et à la défense des droits des personnes ayant une déficience motrice. Depuis plusieurs années, il est un partenaire privilégié de la Ville en accessibilité universelle (« AU »). Dans le cadre du Fonds dédié en accessibilité universelle, l'organisme a mis en œuvre différentes initiatives visant à développer l'expertise de la Ville dans ce domaine. Par exemple, il a offert des formations sur la sécurisation des chantiers dans une perspective AU, à plusieurs arrondissements. Le bail du 1er juillet 2017 au 30 juin 2020 arrive à échéance. Compte tenu de son expertise et de la qualité de ses interventions auprès des personnes ayant une limitation fonctionnelle, le SDIS demeure favorable au renouvellement du bail, aux mêmes conditions et pour 3 ans.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La recette est présentée dans le tableau suivant :

	Loyer antérieur	**2020 (6 mois)**	**2021**	**2022**	**2023 (6 mois)**	**Total**
Superficie (pi²)	2 009	2 009	2 009	2 009	2 009	2 009
Recette avant taxes	26 124,72 $	13 454,22 $	27 312,06 $	28 131,42 $	14 273,58 $	**83 171,28 $**
TPS (5 %)	1 306,24 $	672,71 $	1 365,60 $	1 406,57 $	713,68 $	4 158,56 $

TVQ (9,975 %)	2 605,94 $	1 342,06 $	2 724,38 $	2 806,11 $	1 423,79 $	8 296,34 $
Recette totale incluant les taxes	30 036,90 $	15 468,99 $	31 402,04 $	32 344,10 $	16 411,05 $	95 626,18 $
Taux unitaire annuel ($ / pi²)	13,00 $	13,39 $	13,59 $	14,00 $	14,21 $	13,80 $

Le taux de location annuel moyen pour la durée du terme est de 13,80 $/pi².

Le taux de location annuel marchand pour ce type de local dans le secteur est de 25 $/pi².

Le montant total de subvention pour cette occupation est d'environ 67 500 $. La subvention est établie de la façon suivante : (25 $/pi² - 13,80 $/pi²) x 2 009 pi² x 3 ans = 67 502,40 $.

Pour les années 2019 et 2020 l'organisme n'a reçu aucune subvention de la Ville.

Pour l'année 2020, la dépense prévue par la Ville en frais d'exploitation pour ces locaux (électricité, entretien courant et sécurité) est d'environ 14 900 $.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce dossier n'est pas en lien avec la politique de développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas donner suite à ce dossier obligerait l'organisme à se trouver d'autres locaux afin de poursuivre sa mission et priverait la Ville d'encaisser la recette.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Il serait difficile pour l'organisme en temps de COVID-19 de se magasiner un autre loyer.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation du bail : CM juin 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre LACOSTE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Marianne CARLE-MARSAN, Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Joel GAUDET
Conseiller en immobilier

Tél : 514-872-0324
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-17

Nicole RODIER
Chef de division

Tél : 514 872-8726
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2020-03-16

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2020-05-12

CONVENTION DE PROLONGATION DU BAIL

ENTRE :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée en vertu de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la Charte de la Ville de Montréal et des résolutions suivantes :

a) la résolution numéro CM03 0836, adoptée par le conseil municipal à sa séance du vingt-deux (22) octobre deux mille trois (2003); et

b) la résolution numéro CM20_____, adoptée par le conseil municipal à sa séance du_____ 2020;

Ci-après nommée le « **Locateur** »

ET :

EX AEQUO, personne morale légalement constituée en vertu de la Partie 3 de la Loi sur les compagnies, ayant son siège social au 3680, rue Jeanne-Mance, Montréal, Québec, H2X 2K5, agissant et représentée par madame Marie Turcotte, Directrice générale, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'elle le déclare.

Ci-après nommée le « **Locataire** »

OBJET : **3680, rue Jeanne-Mance – Ex Aequo**

LESQUELLES PARTIES DÉCLARENT PRÉALABLEMENT CE QUI SUIT :

ATTENDU QUE le Locateur et le Locataire ont conclu un Bail le 28 mars 2017 (le « Bail Initial »), concernant des locaux dans l'édifice situé au **3e**, étage de l'immeuble sis au 3680 rue Jeanne-Mance à Montréal (les « Lieux loués »), pour un terme de trois (3) ans, débutant le 1er juillet 2017 et se terminant le 30 juin 2020;

ATTENDU QUE le Bail Initial et la présente Convention sont collectivement nommés le « Bail » ;

ATTENDU QUE le Locataire désire prolonger la durée du Bail, aux termes et conditions stipulés ci-après et que le Locateur y consent ;

ATTENDU QUE le Locataire a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19);

ATTENDU QUE le Locateur déclare ne pas être une entreprise inscrite au *Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)* et s'engage à maintenir ce statut pendant toute la durée du Bail; et

ATTENDU QUE le Locateur déclare ne pas être inscrit sur le *Registre des personnes écartées* en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle adopté conformément à la Loi sur les cité et villes et s'engage à maintenir ce statut pendant toute la durée du Bail.

Paraphes	
Locateur	Locataire MT

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, en double exemplaire, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

Le _____ 2020

LOCATEUR

_____

par : Yves Saindon, Greffier

Le 23 MARS 2020

VILLE DE MONTRÉAL

_____

par : Marie Turcotte, Directrice générale

Paraphes	
Locateur	Locataire MT

BURROWES
COURTIERS D'ASSURANCES
INSURANCE BROKERS

Attestation d'assurance

Date: 04-Mar-19 **Page**

Nom & adresse de l'assuré

Ex Aequo

3680 Jeanne Mance, Bureau: 328

Montreal, Qc H2X 2K5

Porteur du certificat

Ville de Montréal: 275 Rue notre dame E, Montreal QC

ATTESTATION D'ASSURANCE

Assureur

Royal Sunalliance

Numéro de police

COM800434877

Date d'échéance

14-Nov-20

CE CERTIFICAT ET ÉMIS À TITRE D'INFORMATION ET NE CONFÈRE AUCUN DROIT À SON DÉTENTEUR. IL NE MODIFIE EN AUCUNE FAÇON LES COUVERTURES DÉCRITES.

Nous confirmons que les polices d'assurances décrites ci-dessous ont été émises en faveur de l'assuré nommé ci-haut et sont en vigueur à ce jour.

Couverture	Franchise	Limite
Responsabilité civile générale des entreprises	1 000 $	2 000 000
Résponsabilité par periode d'assurance		5 000 000
Responsabilité locative		300 000 $

Soufiane Gouyfelyane
Courtier en assurance de dommage des entreprises
gouyfelyane.soufiane@burrowes.ca
514.522.8919 poste 313 ou 1.800.939.7757



Détail annuel du loyer

	Loyer antérieur	2020 (6 mois)	2021	2022	2023 (6 mois)	Total
Superficie (pi²)	2 009	2 009	2 009	2 009	2 009	2 009
Recette avant taxes	**26 124,72 $**	**13 454,22 $**	**27 312,06 $**	**28 131,42 $**	**14 273,58 $**	**83 171,28 $**
TPS (5%)	1 306,24 $	672,71 $	1 365,60 $	1 406,57 $	713,68 $	4 158,56 $
TVQ (9,975%)	2 605,94 $	1 342,06 $	2 724,38 $	2 806,11 $	1 423,79 $	8 296,34 $
Recette totale incluant les taxes	30 036,90 $	15 468,99 $	31 402,04 $	32 344,10 $	16 411,05 $	95 626,18 $
Taux unitaire annuel ($ / pi²)	13,00 $	13,39 $	13,59 $	14,00 $	14,21 $	13,80 $

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1204069001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Objet :	Approuver la prolongation du bail par lequel la Ville loue à Ex aequo pour une période de 3 ans, à compter du 1er juillet 2020, un local situé au 3e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne -Mance, d'une superficie de 2 009 pieds carrés, à des fins administratives pour un loyer total 83 171,28 $, excluant les taxes. Le montant total de subvention pour cette occupation est d'environ 67 500 $ (Bâtiment 2453-102)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1204069001 - Ex Aequo.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre LACOSTE
Préposé au budget
Tél : 514 872-4065

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-19

Mustapha CHBEL
Agent de gestion des ressources financières
Tél : 514 872-0470
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.030

2020/06/03
08:30

Dossier # : 1204069006

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver la prolongation du bail par lequel la Ville de Montréal loue à Collectif d'animation urbaine L'Autre Montréal pour une période de 3 ans, à compter du 1er juillet 2020, un local situé au 3e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie de 1 318,36 pi², à des fins administratives, moyennant un loyer total de 26 175,48 $, excluant les taxes (Bâtiment 2453 -120).

Il est recommandé :

1- d'approuver la prolongation du bail par lequel la Ville de Montréal loue à Collectif d'animation urbaine L'Autre Montréal pour une période de 3 ans, à compter du 1er juillet 2020, un local situé au 3e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie de 1 318,36 pieds carrés, à des fins administratives, moyennant un loyer total de 26 175,48 $, excluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de prolongation du bail;
2- d'imputer cette recette conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-05-13 10:01

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1204069006**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver la prolongation du bail par lequel la Ville de Montréal loue à Collectif d'animation urbaine L'Autre Montréal pour une période de 3 ans, à compter du 1er juillet 2020, un local situé au 3e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie de 1 318,36 pi², à des fins administratives, moyennant un loyer total de 26 175,48 $, excluant les taxes (Bâtiment 2453-120).

CONTENU

CONTEXTE

Situé au 3680, rue Jeanne-Mance, le Centre Strathearn est un immeuble à vocation socioculturelle. Il abrite plusieurs organismes tels que, Diversité Artistique Montréal, Montréal arts interculturels, Regroupement Québécois de la danse, Les Productions M.E. de l'art, l'Atelier d'Artisanat du Centre-Ville inc. et bien d'autres.
Du 1er novembre 2006 au 30 juin 2017, la Ville louait à l'organisme Collectif d'animation urbaine L'Autre Montréal (L'Autre Montréal) le local 331, d'une superficie de 1 506,95 pi², situé au 3e étage du Centre Strathearn, pour des fins administratives.

Le 1er juillet 2017, devant la possibilité de réduire ses espaces, l'organisme a accepté d'interchanger son local avec l'organisme Diversité Artistique Montréal (local 331 vers le local 310). À la suite de cette cascade, L'Autre Montréal occupe au Centre Strathearn un local d'une superficie de 1 318,36 pi². De cette façon, L'Autre Montréal à réduit ses espaces locatifs d'une superficie de 188,59 pi².

En janvier 2020, le Service de la culture (le « SDC ») a mandaté le Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI ») afin de négocier une entente de location permettant de prolonger le bail de l'Autre Montréal pour un terme additionnel de 3 ans à compter du 1er juillet 2020.

Le présent sommaire décisionnel vise à faire approuver par les autorités compétentes cette convention de prolongation de bail.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM17 0744 - le 12 juin 2017 - Résilier, à compter du 30 juin 2017, le bail intervenu entre la Ville de Montréal et Collectif d'animation urbaine L'Autre Montréal (CM16 0927) pour le local 331 d'une superficie de 1 506,95 pieds carrés situé au 3e étage du 3680, rue Jeanne-Mance, utilisé à des fins de bureaux / Approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue à Collectif d'animation urbaine L'Autre Montréal, à des fins de bureaux, pour une

période de 3 ans, à compter du 1er juillet 2017, le local 310, d'une superficie de 1 318,36 pieds carrés situés au 3e étage du 3680, rue Jeanne-Mance, moyennant une recette totale de 23 954,28 $, excluant les taxes.
CM16 0927 - le 22 août 2016 - Approuver le bail par lequel la Ville loue à Collectif d'animation urbaine L'autre Montréal un local situé au 3680, rue Jeanne-Mance, à compter du 1er novembre 2016, pour une durée de 3 ans, moyennant un loyer annuel de 51 447 $, avant taxes.

CM11 0892 - le 21 novembre 2011 - Approuver le projet de convention de modification de bail par lequel la Ville loue au Collectif d'animation urbaine L'Autre Montréal, pour une période additionnelle de 5 ans à compter du 1er novembre 2011, un local situé au 3680, rue Jeanne-Mance, moyennant un loyer total de 60 633,72 $, taxes incluses.

CM06 0768 - le 27 novembre 2006 - Approuver le bail par lequel la Ville loue au Collectif d'animation urbaine L'Autre Montréal un local situé au 3680, rue Jeanne-Mance, à compter du 1er novembre 2006, pour une durée de 5 ans, moyennant un loyer annuel de 10 560 $ avant taxes.

DESCRIPTION

Le sommaire décisionnel vise à approuver la prolongation du bail par lequel la Ville de Montréal loue à Collectif d'animation urbaine L'Autre Montréal pour une période de 3 ans, à compter du 1er juillet 2020, un local situé au 3e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie de 1 318,36 pi², à des fins administratives, moyennant un loyer total de 26 175,48 $, excluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de prolongation du bail.
Le Locataire a la responsabilité d'effectuer l'entretien ménager du local. De plus, il fera toutes réparations locatives dues à son usage normal, à l'exception des travaux inhérents à la structure du bâtiment et aux composantes des systèmes mécaniques, électriques et de plomberie.

JUSTIFICATION

Le SGPI est en accord avec l'occupation de l'organisme au Centre Strathearn puisque ses activités ne causent aucun préjudice aux activités de l'ensemble des occupants. La superficie de l'ensemble des locaux au Centre Strathearn étant petite et par sa vocation socioculturelle, l'immeuble n'est pas requis pour des fins municipales.
Selon le SDC, L'Autre Montréal est un chef de file dans son secteur d'activité, sa situation financière est stable et ses pratiques de gestion rigoureuses. La situation géographique du Centre Strathearn est en parfaite adéquation avec les activités de l'OBNL. L'occupation d'un espace au Centre Strathearn contribue à la diversité des OBNL présents sur les lieux.

L'Autre Montréal est un organisme sans but lucratif qui coordonne la production et l'animation de circuits de visites thématiques révélant les enjeux sociaux, patrimoniaux et culturels de la métropole.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La recette est présentée dans le tableau suivant :

	Loyer antérieur	2020 (6 mois)	2021	2022	2023 (6 mois)	Total
Superficie (pi²)	1 318,36	1 318,36	1 318,36	1 318,36	1 318,36	1 318,36

Recette avant taxes	**8 221,92 $**	**4 234,26 $**	**8 595,60 $**	**8 853,48 $**	**4 492,14 $**	**26 175,48 $**
TPS (5 %)	411,10 $	211,71 $	429,78 $	442,67 $	224,61 $	1 308,77 $
TVQ (9,975 %)	820,14 $	422,37 $	857,41 $	883,13 $	448,09 $	2 611,00 $
Recette totale incluant les taxes	9 453,16 $	4 868,34 $	9 882,79 $	10 179,28$	5 164,84 $	30 095,25 $
Taux unitaire annuel ($ / pi²)	6,24 $	6,42 $	6,52 $	6,72 $	6,81 $	6,62 $

Le taux de location annuel moyen pour la durée du terme est de 6,62 $/pi².

Le taux de location annuel marchand pour ce type de local dans le secteur est de 25 $/pi².

Le montant total de subvention pour cette occupation est d'environ 72 700 $. La subvention est établie de la façon suivante : (25 $/pi² - 6,62 $/pi²) x 1 318,36 pi² x 3 ans = 72 694,37 $.

Pour les années 2019, l'organisme a reçu une subvention de 21 550 $ de la Ville.

Pour l'année 2020, la dépense prévue par la Ville en frais d'exploitation pour ces locaux (électricité, entretien courant et sécurité) est d'environ 9 800 $.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce dossier n'est pas en lien avec la politique de développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas donner suite à ce dossier obligerait l'organisme à se trouver d'autres locaux afin de poursuivre sa mission et priverait la Ville d'encaisser la recette.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Il serait difficile pour l'organisme en temps de COVID-19 de se magasiner un autre loyer.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation du bail : CM juin 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre LACOSTE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Marie-Odile MELANÇON, Service de la culture

Lecture :

Marie-Odile MELANÇON, 8 avril 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2020-04-07
Joel GAUDET Conseiller en immobilier	Nicole RODIER Chef de division
Tél : 514-872-0324 **Télécop. :**	**Tél :** 514 872-8726 **Télécop. :**

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION	**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**
Francine FORTIN Directrice des transactions immobilières **Tél :** 514-868-3844 **Approuvé le :** 2020-04-20	Sophie LALONDE Directrice **Tél :** 514-872-1049 **Approuvé le :** 2020-05-12

CONVENTION DE PROLONGATION DU BAIL

ENTRE :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée en vertu de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la Charte de la Ville de Montréal et des résolutions suivantes :

a) la résolution numéro CM03 0836, adoptée par le conseil municipal à sa séance du vingt-deux (22) octobre deux mille trois (2003); et

b) la résolution numéro CM20_____, adoptée par le conseil municipal à sa séance du_____ 2020;

Ci-après nommée le « **Locateur** »

ET :

COLLECTIF D'ANIMATION URBAINE L'AUTRE MONTRÉAL personne morale constituée en vertu de la Partie 3 de la Loi sur les compagnies, ayant son siège au 3 680, rue Jeanne-Mance, local 310, à Montréal, province de Québec, H2X 2K5, agissant et représentée par madame Caroline Masse, directrice du développement et des opérations, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution du conseil d'administration.

Ci-après nommée le « **Locataire** »

OBJET : 3 680, rue Jeanne-Mance – Collectif d'animation urbaine l'autre Montréal

LESQUELLES PARTIES DÉCLARENT PRÉALABLEMENT CE QUI SUIT :

ATTENDU QUE le Locateur et le Locataire ont conclu un Bail le 12 juin 2017 (le « Bail Initial »), concernant des locaux dans l'édifice situé au 3e, étage de l'immeuble sis au 3 680 rue Jeanne-Mance à Montréal, d'une superficie de 1 318,36 pi² (les « Lieux loués »), pour un terme de trois (3) ans, débutant le 1er juillet 2017 et se terminant le 30 juin 2020;

ATTENDU QUE le Bail Initial et la présente Convention sont collectivement nommés le « Bail » ;

ATTENDU QUE le Locataire désire prolonger la durée du Bail, aux termes et conditions stipulés ci-après et que le Locateur y consent ;

ATTENDU QUE le Locateur a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19);

ATTENDU QUE le Locataire déclare ne pas être une entreprise inscrite au *Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)* et s'engage à maintenir ce statut pendant toute la durée du Bail; et

Paraphes	
Locateur	Locataire

ATTENDU QUE le Locataire déclare ne pas être inscrit sur le *Registre des personnes écartées* en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle adopté conformément à la Loi sur les cité et villes et s'engage à maintenir ce statut pendant toute la durée du Bail.

EN CONSÉQUENCE, IL EST CONVENU ENTRE LES PARTIES DE CE QUI SUIT:

ARTICLE 1
PRÉAMBULE

1. Le préambule fait partie intégrante de la présente.

ARTICLE 2
DURÉE

2. **Durée** : Le Bail est prolongé pour une période additionnelle de trois (3) ans commençant le 1er juillet 2020 et se terminant le 30 juin 2023.

ARTICLE 3
LIEUX LOUÉS

3. **Lieux loués :** Les Lieux loués sont décrit à l'article 1 du Bail.

ARTICLE 4
LOYER

4. **Loyer :** Pour la période du 1er juillet 2020 au 30 juin 2021, le Locataire s'engage à payer au Locateur, à titre de loyer, un montant annuel de huit mille quatre cent soixante-huit dollars et cinquante-deux cents (8 468,52 $), par des versements mensuels de sept cent cinq dollars et soixante et onze cents (705,71 $) chacun, auxquels s'ajoutent la TPS et la TVQ si applicable.

Pour la période du 1er juillet 2021 au 30 juin 2022, le Locataire s'engage à payer au Locateur, à titre de loyer, un montant annuel de huit mille sept cent vingt-deux dollars et soixante-huit cents (8 722,68 $), par des versements mensuels de sept cent vingt-six dollars et quatre-vingt-neuf cents (726,89 $) chacun, auxquels s'ajoutent la TPS et la TVQ si applicable.

Pour la période du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023, le Locataire s'engage à payer au Locateur, à titre de loyer, un montant annuel de huit mille neuf cent quatre-vingt-quatre dollars et vingt-huit cents (8 984,28 $), par des versements mensuels de sept cent quarante-huit dollars et soixante-neuf cents (748,69 $) chacun, auxquels s'ajoutent la TPS et la TVQ si applicable.

ARTICLE 5
AUTRES CONDITIONS

5.1 À l'exception de ce qui précède, tous les termes et conditions du Bail demeurent inchangés et en vigueur et, sauf stipulations contraires, les mots et expressions utilisés aux présentes auront la même signification et la même portée que ceux utilisés dans le Bail.

Paraphes	
Locateur	Locataire

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, en double exemplaire, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

Le _____ 2020

LOCATEUR

_____

par : Yves Saindon, Greffier

Le 14 avril 2020

VILLE DE MONTRÉAL

_____

par : Caroline Masse, Directrice développement et opérations

L'AUTRE MONTRÉAL

Paraphes	
Locateur	Locataire

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1204069006

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Objet :	Approuver la prolongation du bail par lequel la Ville de Montréal loue à Collectif d'animation urbaine L'Autre Montréal pour une période de 3 ans, à compter du 1er juillet 2020, un local situé au 3e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie de 1 318,36 pi², à des fins administratives, moyennant un loyer total de 26 175,48 $, excluant les taxes (Bâtiment 2453 -120).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1204069006 - L'Autre Montréal.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre LACOSTE
Préposé au budget
Tél : 514 872-4065

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-09

Diane NGUYEN
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-0549
Division : Div. Du Conseil Et Du Soutien Financier-Point De Service Hdv

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.031

2020/06/03
08:30

Dossier # : 1204069007

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver la prolongation de bail par laquelle la Ville loue au Centre des organismes communautaires, pour une période de 3 ans, à compter du 1er août 2020, un local, situé au 4e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie de 1 194,8 pi², à des fins socioculturelles, pour un loyer total de 50 845,92 $, excluant les taxes. Le montant total de subvention pour cette occupation est d'environ 38 700 $. (Bâtiment 2453-115)

Il est recommandé :

1- d'approuver la prolongation de bail par laquelle la Ville de Montréal loue au Centre des organismes communautaires, pour une période de 3 ans, à compter du 1er août 2020, un local situé au 4e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie de 1 194,8 pi², à des fins communautaires, moyennant un loyer total de 50 845,92 $, excluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de prolongation de bail;
2- d'imputer cette recette conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-05-13 09:56

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1204069007**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver la prolongation de bail par laquelle la Ville loue au Centre des organismes communautaires, pour une période de 3 ans, à compter du 1er août 2020, un local, situé au 4e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie de 1 194,8 pi², à des fins socioculturelles, pour un loyer total de 50 845,92 $, excluant les taxes. Le montant total de subvention pour cette occupation est d'environ 38 700 $. (Bâtiment 2453-115)

CONTENU

CONTEXTE

Situé au 3680, rue Jeanne-Mance, le Centre Strathearn est un immeuble à vocation socioculturelle. Il abrite plusieurs organismes tels que, Montréal arts interculturels, Regroupement Québécois de la danse, Les Productions M.E. de l'art, Diversité artistique Montréal et bien d'autres.
Depuis le 1er février 2003, la Ville loue à l'organisme Le Centre des organismes communautaires (le « COCo ») le local numéro 470, d'une superficie de 1 194,8 pi², à des fins communautaires. Le COCo a comme mission de soutenir le développement communautaire et le renforcement des organisations par son travail de développement, en leur offrant des formations axées sur la participation.

En avril dernier, Le Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) a mandaté, le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) afin de négocier une entente de location dans le but de prolonger, pour une période additionnelle de 3 ans, l'occupation de l'organisme dans son local car le bail arrivera à échéance le 31 juillet 2020 prochain.

Le présent sommaire vise à faire approuver auprès des autorités compétentes ce projet de prolongation de bail.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM17 0304 – le 28 mars 2017 - Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue à Le Centre des organismes communautaires, à des fins socioculturelles, un local d'une superficie de 1 194,8 pieds carrés, au 4e étage de l'immeuble situé au 3680, rue Jeanne-Mance, pour une période de 3 ans, à compter du 1er août 2017, pour un loyer total de 46 531,20 $, plus les taxes applicables.
CM14 0788 – 18 août 2014 - Approuver le bail par lequel la Ville de Montréal loue à Le Centre des organismes communautaires, pour une période de 3 ans, à compter du 1er août 2014, un local situé au 4e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie de 1 194,8 pieds carrés, à des fins communautaires, moyennant un loyer total de

42 582,48 $, excluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail.

CM09 0823 – 21 septembre 2009 - Approuver la prolongation du bail, pour une durée de 5 ans, moyennant un loyer total de 63 092,07 $, excluant les taxes.

CM06 0496 - 28 août 2006 - Approuver la prolongation du bail, pour une durée de 3 ans et 6 mois, moyennant un loyer total de 38 718,62 $, excluant les taxes.

CM03 0168 - 24 mars 2003 - Approuver le bail, pour une durée de 3 ans, moyennant un loyer total de 30 738,66 $, excluant les taxes.

DESCRIPTION

Le présent sommaire recommande d'approuver le projet de prolongation de bail par lequel la Ville de Montréal loue au Centre des organismes communautaires, pour une période de 3 ans , à compter du 1er août 2020, un local situé au 4e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie de 1 194,8 pi², à des fins communautaires, moyennant un loyer total de 50 845,92 $, excluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de prolongation de bail.
Le locataire a la responsabilité de voir, lui-même, à l'entretien ménager du local. De plus, il fera toutes réparations locatives dues à son usage normal, à l'exception des travaux inhérents à la structure du bâtiment et aux composantes des systèmes mécaniques, électriques et de plomberie.

JUSTIFICATION

Le SGPI est en accord avec l'occupation de l'organisme au Centre Strathearn puisque ses activités ne causent aucun préjudice aux activités de l'ensemble des occupants. La superficie de l'ensemble des locaux au Centre Strathearn étant petite et par sa vocation socioculturelle, l'immeuble n'est pas requis pour des fins municipales.
Selon le SDIS, la mission du COCo est de promouvoir la justice sociale, une citoyenneté active, la démocratie et un développement socio-économique juste en appuyant le renforcement des communautés et le développement des organisations. À cette fin, le COCo travaille prioritairement avec les organisations de langue anglaise, bilingues ou ethnoculturelles pour améliorer la santé organisationnelle et promouvoir le développement du milieu communautaire par le développement organisationnel et la formation en leadership, la diffusion d'informations, des analyses sociales, la recherche et par le renforcement des liens entre organisations et secteurs.

Le COCo s'est doté d'un comité de travail qui se penche sur des enjeux de formation et des problématiques touchant le racisme, l'homophobie, le sexisme et les communautés marginalisées. En ce sens, le travail du COCo rejoint les préoccupations du SDIS. De plus, l'organisme entretient des liens étroits avec plusieurs tables de concertation dont la Table de solidarité de St-Henri, le Conseil communautaire de NDG et la Table de concertation de l'Ouest de l'Île. Conséquemment, le SDIS est favorable au renouvellement du bail avec le COCo pour une période additionnelle de 3 ans.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La recette est présentée selon le tableau suivant:

	Loyer antérieur	**2020 (5 mois)**	**2021**	**2022**	**2023 (7 mois)**	**Total**
Superficie (pi²)	1 194,80	1 194,80	1 194,80	1 194,80	1 194,80	1 194,80

Recette avant taxes	15 971,04 $	6 854,25 $	16 655,85 $	17 155,51 $	10 180,31 $	50 845,92 $
TPS (5 %)	798,55 $	342,71 $	832,79 $	857,78 $	509,02 $	2 542,30 $
TVQ (9,975 %)	1 593,11 $	683,71 $	1 661,42 $	1 711,26 $	1 015,49 $	5 071,88 $
Recette totale incluant les taxes	18 362,70 $	7 880,67 $	19 150,06 $	19 724,55 $	11 704,82 $	58 460,10 $
Taux unitaire annuel ($ / pi²)	13,37 $	11,47 $	13,94 $	14,36 $	17,04 $	14,19 $

Le taux de location annuel moyen pour la durée du terme est de 14,19 $/pi².

Le taux de location annuel marchand pour ce type de local dans le secteur est de 25 $/pi².

Le montant total de subvention pour cette occupation est d'environ 38 700 $. La subvention est établie de la façon suivante : (25 $/pi² - 14,19 $/pi²) x 1 194,8 pi² x 3 ans = 38 747,36 $.

Pour l'année 2020, la dépense prévue par la Ville en frais d'exploitation pour ces locaux (électricité, entretien courant et sécurité) est d'environ 8 900 $.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce dossier n'est pas en lien avec la politique de développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas donner suite à ce dossier obligerait l'organisme à se trouver d'autres locaux afin de poursuivre sa mission et priverait la Ville d'encaisser la recette.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Il serait difficile pour l'organisme en temps de COVID-19 de se magasiner un autre loyer.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation du bail : CM juin 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sonia MCMULLEN, Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale
Patrice ALLARD, Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale
Geneviève LOCAS, Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale

Lecture :

Patrice ALLARD, 21 avril 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Joel GAUDET
Conseiller en immobilier

Tél : 514-872-0324
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-14

Nicole RODIER
Chef de division

Tél : 514 872-8726
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2020-04-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2020-05-13

CONVENTION DE PROLONGATION DU BAIL

ENTRE :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée en vertu de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la Charte de la Ville de Montréal et des résolutions suivantes :

a) la résolution numéro CM03 0836, adoptée par le conseil municipal à sa séance du vingt-deux (22) octobre deux mille trois (2003); et

b) la résolution numéro CM20_____, adoptée par le conseil municipal à sa séance du_____ 2020;

Ci-après nommée le « **Locateur** »

ET :

LE CENTRE DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES, personne morale légalement constituée en vertu de la Partie 3 de la Loi sur les compagnies, ayant son siège sociale au 3680, rue Jeanne-Mance local 470, Montréal, Québec, H2X 2K5, agissant et représentée par monsieur Parker Mah, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'elle le déclare.

Ci-après nommée le « **Locataire** »

OBJET : **3 680, rue Jeanne-Mance – Centre des organismes communautaires**

LESQUELLES PARTIES DÉCLARENT PRÉALABLEMENT CE QUI SUIT :

ATTENDU QUE le Locateur et le Locataire ont conclu un Bail le 28 mars 2017 (le « Bail Initial »), concernant des locaux dans l'édifice situé au 4e, étage de l'immeuble sis au 3 680 rue Jeanne-Mance à Montréal, d'une superficie de 1 194,80 pi² (les « Lieux loués »), pour un terme de trois (3) ans, débutant le 1er août 2017 et se terminant le 31 juillet 2020;

ATTENDU QUE le Bail Initial et la présente Convention sont collectivement nommés le « Bail » ;

ATTENDU QUE le Locataire désire prolonger la durée du Bail, aux termes et conditions stipulés ci-après et que le Locateur y consent ;

ATTENDU QUE le Locateur a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19);

Paraphes	
Locateur	Locataire PM

ATTENDU QUE le Locataire déclare ne pas être une entreprise inscrite au *Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)* et s'engage à maintenir ce statut pendant toute la durée du Bail; et

ATTENDU QUE le Locataire déclare ne pas être inscrit sur le *Registre des personnes écartées* en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle adopté conformément à la Loi sur les cité et villes et s'engage à maintenir ce statut pendant toute la durée du Bail.

EN CONSÉQUENCE, IL EST CONVENU ENTRE LES PARTIES DE CE QUI SUIT:

ARTICLE 1
PRÉAMBULE

1. Le préambule fait partie intégrante de la présente.

ARTICLE 2
DURÉE

2. **Durée** : Le Bail est prolongé pour une période additionnelle de trois (3) ans commençant le 1er août 2020 et se terminant le 31 juillet 2023.

ARTICLE 3
LIEUX LOUÉS

3. **Lieux loués :** Les Lieux loués sont décrit à l'article 1 du Bail.

ARTICLE 4
LOYER

4. **Loyer :** Pour la période du 1er août 2020 au 30 juillet 2021, le Locataire s'engage à payer au Locateur, à titre de loyer, un montant annuel de seize mille quatre cent cinquante dollars et vingt cents (16 450,20 $), par des versements mensuels de mille trois cent soixante-dix dollars et quatre-vingt-cinq cents (1 370,85 $) chacun, auxquels s'ajoutent la TPS et la TVQ si applicable.

Pour la période du 1er août 2021 au 30 juillet 2022, le Locataire s'engage à payer au Locateur, à titre de loyer, un montant annuel de seize mille neuf cent quarante-trois dollars et soixante-seize cents (16 943,76 $), par des versements mensuels de mille quatre cent onze dollars et quatre-vingt-dix-huit cents (1 411,98 $) chacun, auxquels s'ajoutent la TPS et la TVQ si applicable.

Pour la période du 1er août 2022 au 30 juillet 2023, le Locataire s'engage à payer au Locateur, à titre de loyer, un montant annuel de dix-sept mille quatre cent cinquante et un dollars et quatre-vingt-seize cents (17 451,96 $), par des versements mensuels de mille quatre cent cinquante-quatre dollars et trente-trois cents (1 454,33 $) chacun, auxquels s'ajoutent la TPS et la TVQ si applicable.

ARTICLE 5
AUTRES CONDITIONS

Paraphes	
Locateur	Locataire PM

5.1 À l'exception de ce qui précède, tous les termes et conditions du Bail demeurent inchangés et en vigueur et, sauf stipulations contraires, les mots et expressions utilisés aux présentes auront la même signification et la même portée que ceux utilisés dans le Bail.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, en double exemplaire, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

Le _____ 2020

LOCATEUR

_____
par : Yves Saindon, Greffier

Le _____13 mai_____ 2020

VILLE DE MONTRÉAL



_____
par Parker Mah, co-coordonnateur, volet TIC

Paraphes	
Locateur	Locataire PM

Paraphes	
Locateur	Locataire PM

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1204069007

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Objet :	Approuver la prolongation de bail par laquelle la Ville loue au Centre des organismes communautaires, pour une période de 3 ans, à compter du 1er août 2020, un local, situé au 4e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie de 1 194,8 pi², à des fins socioculturelles, pour un loyer total de 50 845,92 $, excluant les taxes. Le montant total de subvention pour cette occupation est d'environ 38 700 $. (Bâtiment 2453-115)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1204069007 - Centre des organismes communautaires.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Agent comptable analyste - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514 872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-15

Diane NGUYEN
Conseillère budgétaire

Tél : 514 872-0549
Division : Service des finances - Point de service HDV

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.032

2020/06/03
08:30

Dossier # : 1200515003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un bail par lequel la Ville de Montréal loue à Location Bench & Table inc. et monsieur Allan Vosko, du 1er juillet 2020 au 30 juin 2023, à des fins de stationnement non tarifé, réservé pour sa clientèle, une partie de terrain située dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce, au nord-est des avenues de Courtrai et Victoria, constitué du lot 2 651 605 du cadastre du Québec, ayant une superficie de 4 942 pi², et ce, au montant de 24 374,52 $ pour le terme, plus les taxes applicables. N/Réf. : 31H05-005-8057-01 - (5110-101).

Il est recommandé :

1. d'approuver un bail par lequel la Ville de Montréal loue à Location Bench & Table inc. et monsieur Allan Vosko, du 1er juillet 2020 au 30 juin 2023, à des fins de stationnement non tarifé, réservé pour sa clientèle, une partie de terrain située dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce, au nord-est des avenues de Courtrai et Victoria, constitué du lot 2 651 605 du cadastre du Québec, ayant une superficie de 4 942 pi², et ce, au montant de 24 374,52 $ pour le terme, plus les taxes applicables.
2. d'imputer cette recette conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-05-22 15:56

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1200515003**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un bail par lequel la Ville de Montréal loue à Location Bench & Table inc. et monsieur Allan Vosko, du 1er juillet 2020 au 30 juin 2023, à des fins de stationnement non tarifé, réservé pour sa clientèle, une partie de terrain située dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce, au nord-est des avenues de Courtrai et Victoria, constitué du lot 2 651 605 du cadastre du Québec, ayant une superficie de 4 942 pi², et ce, au montant de 24 374,52 $ pour le terme, plus les taxes applicables. N/Réf. : 31H05-005-8057-01 - (5110-101).

CONTENU

CONTEXTE

Depuis de nombreuses années, la compagnie Location Bench & Table inc. et monsieur Allan Vosko louent un terrain situé à l'angle nord-est des avenues de Courtrai et Victoria dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce. Les locataires ont pignon sur rue au 6999, avenue Victoria et se spécialisent dans la location d'équipements pour divers événements spéciaux. Ceux-ci utilisent une partie du terrain portant le numéro de lot 2 651 605 du cadastre du Québec à des fins de stationnement non tarifé, dédié à leur clientèle. À son assemblée du 21 juin 1983, le conseil municipal adoptait, par la résolution 83 04270, l'autorisation à la Ville de louer à Location d'accessoires de réception Banquet ltée, un emplacement connu et désigné comme étant une parcelle du lot 173 du cadastre de la paroisse du village incorporé de Côte-des-Neiges et utilisé à des fins de stationnement pour les véhicules de sa clientèle. De plus, compte tenu que le terrain sujet faisait partie de l'emprise de rue, un règlement de fermeture de rue (n°6156) fut adopté lors de ladite assemblée.

En 2000, Location d'accessoires de réception Banquet Ltée a changé de propriétaire et est devenue Location Bench & Table inc. En conséquence, il a été offert au nouveau propriétaire, monsieur Allan Vosko, de louer ledit terrain.

De plus, le propriétaire actuel a dû obtenir une autorisation personnelle et non transférable d'aménager une aire de stationnement en vertu de l'article 649 a) de la Charte de la Ville de Montréal approuvée par le comité exécutif, le 22 août 2001, par la résolution CE01 02339. Ainsi, le bail est conjointement fait au nom de la compagnie Location Bench & Table inc. et de monsieur Allan Vosko (collectivement nommé le "Locataire").

Cette location était renouvelée sur une base annuelle depuis le 1er juillet 2001, selon la volonté de l'arrondissement. En 2020, le Locataire a manifesté son intérêt d'acquérir ledit terrain. Des infrastructures municipales sont en tréfonds de celui-ci et ne permettent pas

une vente. L'Arrondissement consent à louer le terrain pour une période de 3 ans.

La présente a pour but d'approuver un bail pour un terme de trois (3) ans, du 1er juillet 2020 jusqu'au 30 juin 2023, à des fins de stationnement non tarifé réservé pour sa clientèle.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM16 1067 - 26 septembre 2016 - Bail du 1er juillet 2015 au 30 juin 2020, pour la somme de 39 440,81 $, plus les taxes applicables, pour le terme.
DA140515009 – 21 juillet 2014 - Bail d'une durée d'une année soit, du 1er juillet 2014 au 30 juin 2015, pour la somme de 7 655 $, plus les taxes applicables.
DB135373004 - 5 décembre 2013 - Bail d'une durée d'une année soit, du 1er juillet 2013 au 30 juin 2014, pour la somme de 7 500 $, plus les taxes applicables.
DB120515002 - 18 juin 2012 - Bail d'une durée d'une année soit, du 1er juillet 2012 au 30 juin 2013, pour la somme de 7 350 $, plus les taxes applicables.
DB110515005 – 10 juin 2011 - Bail d'une durée d'une année soit, du 1er juillet 2011 au 30 juin 2012, pour la somme de 7 212 $, plus les taxes applicables.
DB100515008 – 19 juillet 2010 -Bail d'une durée d'une année soit, du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011, pour la somme de 7 0000 $, plus les taxes applicables.
DB090515006 – 16 juin 2009 - Bail d'une durée d'une année soit, du 1er juillet 2009 au 30 juin 2010, pour la somme de 6 900 $, plus les taxes applicables.
DB080515006 – 26 juin 2008 - Bail d'une durée d'une année soit, du 1er juillet 2008 au 30 juin 2009, pour la somme de 6 780 $, plus les taxes applicables.
DB070515008 – 14 juin 2007 - Bail d'une durée d'une année soit, du 1er juillet 2007 au 30 juin 2008, pour la somme de 6 660 $, plus les taxes applicables.
DB060515003 – 20 juin 2006 - Bail d'une durée d'une année soit, du 1er juillet 2006 au 30 juin 2007, pour la somme de 6 504 $, plus les taxes applicables.
DB050515004 – 15 juillet 2005 - Bail d'une durée d'une année soit, du 1er juillet 2005 au 30 juin 2006, pour la somme de 6 360 $, plus les taxes applicables.
DB040515009 – 9 juin 2004 - Bail d'une durée d'une année soit, du 1er juillet 2004 au 30 juin 2005, pour la somme de 6 240 $, plus les taxes applicables.
DB030515006 – 23 septembre 2003 - Bail d'une durée d'une année soit, du 1er juillet 2003 au 30 juin 2004, pour la somme de 6 180 $, plus les taxes applicables.
D2020515017 – 8 juillet 2002 - Bail d'une durée d'une année soit, du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003, pour la somme de 6 000 $, plus les taxes applicables.
D2020515004 – 11 février 2002 - Bail d'une durée d'une année soit, du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002, pour la somme de 5 940 $, plus les taxes applicables.

DESCRIPTION

Approuver un bail par lequel la Ville de Montréal loue au Locataire, du 1er juillet 2020 au 30 juin 2023, à des fins de stationnement non tarifé, réservé pour sa clientèle, une partie de terrain située dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce, au nord-est des avenues de Courtrai et Victoria, constitué du lot 2 651 605 du cadastre du Québec, ayant une superficie de 4 942 pi², tel qu'illustré sur le plan P inclus dans les pièces jointes. Le bail ne prévoit pas de clause de renouvellement, ainsi, il se terminera de plein droit à la fin du terme.

Le bail pourra être résilié de part et d'autre sur réception d'un avis écrit dans un délai de trente (30) jours.

JUSTIFICATION

La Direction des transactions immobilières est favorable à recommander le présent bail pour les motifs suivants :

- Le Locataire occupe le terrain depuis l'année 2000;
- Cette location permet d'offrir du stationnement non tarifé, réservé à la clientèle du Locataire;
- La Ville économisera les frais d'entretien du terrain en raison de son occupation par le Locataire;
- Le Service des finances bénéficiera d'un revenu en taxation municipale;
- Le revenu de cette location est de l'ordre de 24 374,52 $ plus taxes pour le terme et est net de dépenses pour la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

En avril 2020, la valeur locative du terrain oscillait entre 4 600 $ et 5 085 $, soit au prix unitaire de 0,93 $ et 1,03 $ le pied carré. Pour le terme, le loyer représente un montant total de 24 374,52 $ plus les taxes, pour le terme (du 1er juillet 2020 au 30 juin 2023), soit (24 374,52 $ / 3 = 8 124,84 $ par an représentant 1,64$ du pied carré), pour cette occupation.
Le loyer demeure le même puisqu'il est à l'intérieur de la fourchette de la valeur locative estimée par la Divison des analyses.

Tous les frais d'exploitation sont payables par le Locataire.

Calcul du loyer :

	Loyer annuel antérieur	**Loyer 1er juillet 2020 au 30 juin 2021**	**Loyer 1er juillet 2021 au 30 juin 2022**	**Loyer 1er juillet 2022 au 30 juin 2023**	**Loyer total**
Loyer avant taxes	8 124,84 $	8 124,84 $	8 124,84 $	8 124,84 $	24 374,52 $
Frais administratif (Règlement sur les tarifs de l'agglomération de Montréal RCG19-032, art. 64, al.1 par. 3o)		510,00 $			510,00 $

TPS (5 %)	406,24 $	406,24 $	406,24 $	406,24 $	1 218,72 $
TVQ (9,975 %)	810,45 $	810,45 $	810,45 $	810,45 $	2 431,35 $
Loyer incluant taxes	9 341,53 $	9 851,53 $	9 341,53 $	9 341,53 $	**28 534,59 $**

À noter que les frais d'administration seront acquittés une fois que Location Bench & Table pourra réintégrer son bureau au moment du déconfinement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas donner suite à ce bail obligerait le Locataire à trouver un autre site pour le stationnement non tarifé réservé à sa clientèle. De plus, la Ville serait privée de revenus puisqu'il s'agit d'une autorisation personnelle non transférable d'aménager une aire de stationnement en vertu de l'article 649 a) de la Charte de la Ville de Montréal et consentie par le comité exécutif le 22 août 2001.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le client pourra reprendre ses activités dès la reprise économique.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

N/A

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre LACOSTE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Faycal RABIA, Service de la gestion et de la planification immobilière
Christian GUAY, Service de l'évaluation foncière
Gilles ETHIER, Service des finances
Lucie BÉDARD_URB, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

Faycal RABIA, 11 mai 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Carole TESSIER
Chargée de soutien technique en immobilier

Tél : 514 872-3016
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-11

Nicole RODIER
Chef de division des locations

Tél : 514 872-8726
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2020-05-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice du SGPI
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2020-05-21

BAIL

ENTRE:

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves SAINDON, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ, chapitre C-11.4) et de la résolution CM03 0836 adoptée par le conseil municipal à sa séance du vingt-huit (28) octobre deux mille trois (2003).

TPS : 121364749
TVQ : 1006001374

Ci-après nommée le **«Locateur»**

ET:

LOCATION BENCH & TABLE INC., personne morale constituée en vertu de la Partie 1 de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, chapitre C-38) et maintenant régie par la *Loi sur les sociétés par actions* (RLRQ, chapitre S-31.1), immatriculée sous le numéro 1142485573 en vertu de la *Loi sur la publicité légale des entreprises* (RLRQ, chapitre P-44.1), ayant son siège au 6999, avenue Victoria, à Montréal, province de Québec, H3W 3E9, agissant et représentée par Allan VOSKO, son président, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration de la société en date du deux (2) mai deux mille seize (2016), laquelle n'a pas été modifiée ni révoquée; une copie certifiée de cette résolution demeure annexée aux présentes; et

Allan VOSKO, homme d'affaires, domicilié au 1455, rue Sherbrooke Ouest, #3101, à Montréal, province de Québec, H3G 1L2.

TPS : 100467380
TVQ : 1000329637

Ci-après collectivement nommés le **«Locataire»**

LESQUELLES PARTIES EXPOSENT PRÉALABLEMENT CE QUI SUIT:

ATTENDU que le Locataire loue du Locateur depuis le premier (1er) juillet deux mille un (2001), à des fins de stationnement non tarifé pour sa clientèle, un terrain situé à l'angle nord-est des avenues De Courtrai et Victoria, à Montréal, lequel terrain est adjacent au commerce exploité par le Locataire (ci-après nommé le **«Terrain»**).

ATTENDU que les parties désirent conclure un nouveau bail pour le Terrain au premier (1er) juillet deux mille vingt (2020).

ATTENDU que le Locateur a adopté un règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

CECI ÉTANT EXPOSÉ, LES PARTIES CONVIENNENT DE

Initiales	
Locataire	Locateur

CE QUI SUIT :

1. PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante du présent bail.

2. LIEUX LOUÉS

Le Locateur loue, par les présentes, au Locataire ici présent et acceptant, un terrain connu et désigné comme étant une partie du lot DEUX MILLIONS SIX CENT CINQUANTE ET UN MILLE SIX CENT CINQ (2 651 605 Ptie) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie approximative de quatre mille neuf cent quarante pieds carrés (4 942 pi²), le tout tel que montré sur les plans joints aux présentes comme Annexe «A» (ci-après nommé les **«Lieux Loués»**).

Le Locataire déclare bien connaître les Lieux Loués, les accepter sans plus ample désignation et dans l'état où ils se trouvent actuellement.

Le Locataire n'utilisera les Lieux Loués qu'à des fins de stationnement extérieur non tarifé pour sa clientèle, le tout en conformité avec toute loi ou règlement municipal applicable. Sans limiter la généralité de ce qui précède, le Locataire s'engage à respecter toutes les conditions imposées par le Locateur aux termes de la résolution CE01 02339 adoptée par le comité exécutif à sa séance du vingt-deux (22) août deux mille un (2001).

3. DURÉE

Ce bail est consenti pour un terme de trois (3) ans commençant le premier (1er) juillet deux mille vingt (2020) et se terminant le trente (30) juin deux mille vingt-trois (2023) (ci-après nommé le **«Terme»**).

Le bail se terminera de plein droit et sans avis à l'échéance du Terme et l'occupation des Lieux Loués après cette date par le Locataire n'aura pas pour effet de prolonger la durée de ce bail ni de le reconduire. Le Locataire sera alors présumé occuper les Lieux Loués contre la volonté du Locateur. En conséquence, une pénalité de CENT CINQUANTE DOLLARS (150,00 $) sera chargée au Locataire pour chaque journée de retard au-delà de la date de réception d'un avis d'évacuation de la part du Locateur.

Nonobstant la durée stipulée ci-dessus, chacune des parties pourra, à tout moment, résilier le présent bail moyennant un préavis écrit de trente (30) jours à l'autre partie. La résiliation deviendra effective à l'expiration de ce délai de trente (30) jours. Toute telle résiliation du bail sera faite sans compensation ni indemnité de quelque nature que ce soit de part et d'autre, à l'exception du loyer versé pour le mois en cours qui, si le bail est résilié par le Locateur, fera l'objet d'un ajustement au prorata du nombre de jours restant jusqu'à la fin du mois. Si le bail est résilié par le Locataire, le loyer versé pour le mois en cours ne fera l'objet d'aucun ajustement, le Locateur pouvant le conserver en totalité à titre de dommages-intérêts liquidés.

Initiales	
Locataire	Locateur

4. LOYER

Pour le Terme, le bail est consenti en considération d'un loyer annuel de SEPT MILLE SIX CENT CINQUANTE-CINQ DOLLARS ET QUATRE CENTS (8 124,84 $), auxquels s'ajoutent les taxes applicables.

Le loyer sera payable en douze (12) versements mensuels, égaux et consécutifs de SIX CENT TRENTE-SEPT DOLLARS ET QUATRE-VINGT-DOUZE CENTS (677,07 $), auxquels s'ajoutent les taxes applicables, d'avance au début de chaque mois à compter de la première journée du Terme.

En plus du loyer, le locataire s'engage à la signature de la présente, à acquitter des frais administratifs de CINQ CENT DIX DOLLARS (510,00 $), plus les taxes applicables.

Le paiement mensuel du loyer sera effectué par le Locataire à l'avance, le tout sans demande préalable du Locateur et sans aucune réduction, compensation ni déduction.

Tout versement de loyer mensuel non payé à échéance portera intérêt quotidien, à compter de la date d'échéance jusqu'à la date du paiement, au taux fixé par le conseil municipal pour les sommes dues au Locateur.

5. CONDITIONS

a) Le Locataire accepte les Lieux Loués à ses risques et périls et sans aucune représentation ni garantie de quelque nature que ce soit, implicite ou explicite, de la part du Locateur. De plus, le Locataire devra respecter toutes les servitudes publiées, apparentes ou de quelque nature que ce soit grevant les Lieux Loués.

b) À moins qu'il en soit décidé autrement par le Locateur, le Locataire devra, à l'échéance du bail ou à l'occasion de sa résiliation, le cas échéant, enlever et démanteler toutes ses installations et remettre les Lieux Loués dans leurs configuration et condition initiales, sauf l'usure normale, le tout aux frais du Locataire et à l'entière satisfaction du Locateur. En cas de défaut du Locataire de respecter le présent engagement, le Locateur pourra effectuer lui-même tous les travaux requis aux frais du Locataire.

c) Le Locataire devra respecter et devra s'assurer que tous ses mandataires, agents, employés, entrepreneurs, sous-entrepreneurs, consultants, invités ou toute autre personne à qui il permet l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués (ci-après collectivement désignés les «**Agents**»), respectent les lois et règlements applicables et obtiennent tous les permis et autorisations requis aux termes de ceux-ci. Le Locataire devra tenir le Locateur indemne et à couvert du non-respect, par le Locataire ou ses Agents, des lois et règlements applicables ou du défaut, par le Locataire ou ses Agents, d'obtenir tous les permis et autorisations requis aux termes de ceux-ci.

d) Tous les frais relatifs à l'entretien, la réparation, l'utilisation et l'occupation des Lieux Loués seront à la charge du Locataire, à l'entière exonération du Locateur. Le Locataire sera responsable d'effectuer tels entretien et réparation, le tout à l'entière satisfaction du Locateur.

Initiales	
Locataire	Locateur

e) L'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire s'effectuera à ses seuls risques et périls et le Locateur ne saurait être tenu responsable de quelque réclamation que ce soit de la part du Locataire, de ses administrateurs, Agents, successeurs et ayants droit contre le Locateur; ce dernier se dégageant à cet égard de toute responsabilité envers ceux-ci, sauf en cas de faute ou négligence du Locateur ou des personnes dont il a la responsabilité. Le Locataire s'est assuré que les Lieux Loués conviennent à l'usage prévu et exonère le Locateur de toute responsabilité à cet égard.

f) Le Locataire s'engage à ce que l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués ne nuisent pas aux activités du Locateur sur les immeubles adjacents, n'entravent pas l'accès aux immeubles adjacents et ne causent pas de dommages à ceux-ci ou aux bâtiments ou aux équipements s'y trouvant et ne causent pas l'émission de contaminants dans l'environnement. Le Locataire s'engage à indemniser le Locateur pour tous les dommages subis par ce dernier qui résultent de l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire ou ses Agents.

g) Le Locataire sera responsable de tout préjudice, incluant le décès, ainsi que de tout dommage à la propriété, mobilière ou immobilière, du Locateur qui découlent, sont causés par ou sont autrement reliés à l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire ou ses Agents et, relativement aux dommages à la propriété, le Locataire devra assumer le coût de la réparation de tout tel dommage ainsi que des pertes encourues par le Locateur en raison de tout tel dommage. Le Locateur aura le choix, à son entière discrétion, de réparer lui-même tout dommage visé par le présent paragraphe, ou de requérir que le Locataire effectue les réparations, dans les deux (2) cas aux frais du Locataire.

h) Le Locataire tiendra le Locateur à couvert de tous frais, dépenses et dommages occasionnés par l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire ou ses Agents ou en raison du présent bail. Le Locataire indemnisera le Locateur et prendra fait et cause pour lui à l'égard de toute perte, réclamation, dépense et de tout dommage matériel ou corporel, frais et déboursé intenté ou subi par quiconque dans la mesure où ces derniers découlent de l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire ou ses Agents ou des actes ou omissions, fautifs ou non, de ces derniers.

i) Le Locataire devra souscrire et maintenir en vigueur, pendant toute la durée du présent bail, une police d'assurance-responsabilité civile accordant une protection pour dommages corporels et dommages matériels d'au moins CINQ MILLIONS DE DOLLARS (5 000 000,00 $) par sinistre pour les dommages pouvant survenir pendant la durée du présent bail, et libérant le Locateur de tous dommages, réclamations, blessures, pertes, dépenses et responsabilité de toute nature découlant ou attribuable directement ou indirectement de l'usage ou l'occupation des Lieux Loués. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable au Locateur. Le Locataire doit fournir la preuve d'une telle assurance. De plus, pour toute réduction, modification ou résiliation de la police, l'assureur devra donner au Locateur, par courrier recommandé ou poste certifiée, à l'adresse indiquée ci-après à la section intitulée «AVIS», un préavis écrit de trente (30) jours; telle police devra contenir un avenant à cet effet et copie devra être fournie également au Locateur.

j) Le Locataire assumera les taxes municipales et scolaires ainsi que, s'il y a lieu, toutes autres taxes ou frais attribuables à l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire ou ses Agents, pouvant être

Initiales	
Locataire	Locateur

imposés au Locataire ou au Locateur en vertu de toutes lois, ordonnances, règlements et arrêtés en conseil des gouvernements et agences des gouvernements fédéral, provincial ou municipal, le tout à l'entière exonération du Locateur. Le Locataire devra, sur demande du Locateur, produire une preuve du paiement de ces taxes et frais. Si les taxes et frais susmentionnés sont imposés au Locateur, le Locataire devra rembourser au Locateur tous montants ainsi déboursés dans les trente (30) jours de la rèception d'une copie du compte dûment acquitté.

k) Le Locataire ne pourra modifier ni transformer les Lieux Loués sans avoir soumis, au moins quatre-vingt-dix (90) jours à l'avance, les plans et devis exacts et détaillés des travaux, et obtenu, au préalable, l'autorisation écrite du Locateur.

l) Le Locataire doit permettre au Locateur de réaliser toutes réparations urgentes et nécessaires sur les utilités publiques situées sur les Lieux Loués, le cas échéant, le tout sans aucune déduction ni diminution de loyer ou indemnité, en autant que les travaux soient complétés avec une diligence raisonnable.

m) Le Locataire devra assumer tous les coûts inhérents à l'installation, au maintien et à l'utilisation des services d'utilités publiques installés pour ses besoins, y compris, le cas échéant, le coût de sa consommation électrique pour les Lieux Loués.

n) Le Locataire s'engage à occuper paisiblement les Lieux Loués et à les garder propres et convenables à la satisfaction du Locateur. De plus, le Locataire s'engage à se conformer aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant du Locateur.

6. CESSION ET SOUS-LOCATION

Les droits consentis au Locataire par le présent bail sont personnels au Locataire, et à ce titre, ne peuvent être cédés à un tiers, en totalité ou partie, et les Lieux Loués ne peuvent être sous-loués, en totalité ou en partie, sans l'autorisation préalable et écrite du Locateur.

En cas de cession ou de sous-location approuvée par le Locateur, le Locataire demeurera responsable, le cas échéant, solidairement avec tout cessionnaire ou sous-locataire, de l'exécution des obligations du Locataire aux termes du présent bail.

7. DISPOSITIONS ENVIRONNEMENTALES

Le Locataire convient que tout aménagement sur les Lieux Loués, le cas échéant, devra être libre de tout contaminant et ne causer aucun dommage à l'environnement.

En aucun temps le Locataire ne laissera de déchets ou autres débris sur les Lieux Loués que le Locateur pourrait, à son entière discrétion, juger inadmissibles.

Le Locataire prendra immédiatement toutes les mesures que le Locateur, à son entière discrétion, jugera nécessaires afin de garder les Lieux Loués libres de toute contamination reliée, de quelque manière que ce

Initiales	
Locataire	Locateur

soit, à l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire ou ses Agents.

Le Locataire devra dénoncer au Locateur toute contamination des Lieux Loués dès qu'il en a connaissance.

Advenant le déversement de tout contaminant, accidentel ou non, sur les Lieux Loués, le Locataire, à ses frais, devra immédiatement récupérer le produit en cause et produire au Locateur, sans délai, une étude de caractérisation environnementale préparée par un expert accrédité.

Le Locataire assumera le coût de tous les travaux de réhabilitation requis pour éliminer toute contamination des Lieux Loués ou des terrains contigus aux Lieux Loués résultant directement de l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire ou ses Agents. À défaut par le Locataire d'effectuer, à l'entière satisfaction du Locateur, les travaux de réhabilitation requis, et ce, dans les trente (30) jours de la réception d'un avis du Locateur à cet effet, alors le Locateur pourra, s'il le juge à propos, effectuer tous tels travaux aux frais du Locataire. Dans ce cas, le Locataire devra rembourser au Locateur, dans les dix (10) jours de la réception d'une facture à cet effet, tous les frais ainsi encourus par le Locateur plus QUINZE POUR CENT (15 %) à titre de frais d'administration.

L'échéance ou la résiliation de ce bail n'aura pas pour effet d'éteindre la responsabilité du Locataire envers le Locateur à l'égard des obligations environnementales susmentionnées.

De plus, lorsque le Locataire aura définitivement libéré les Lieux Loués, il devra remettre au Locateur, dans les trente (30) jours suivant l'échéance ou la résiliation du bail, une étude de caractérisation environnementale des Lieux Loués préparée par un expert accrédité selon les exigences du Locateur, le tout aux frais du Locataire et à l'entière satisfaction du Locateur.

Si les conclusions de l'étude ainsi réalisée sont à l'effet que des contaminants sont présents dans les Lieux Loués au-delà des valeurs limites réglementaires de l'Annexe 1 du *Règlement sur la protection et la réhabilitation des terrains* (RLRQ, chapitre Q-2, r.37) pour un usage industriel et commercial en vigueur à la date d'échéance ou de résiliation du bail, alors le Locataire devra, à ses frais, réaliser les travaux de réhabilitation requis pour éliminer toute telle contamination des Lieux Loués. À défaut par le Locataire d'effectuer, à l'entière satisfaction du Locateur, les travaux de réhabilitation requis, et ce, dans les trente (30) jours de la réception par le Locateur de l'étude, alors le Locateur pourra, s'il le juge à propos, effectuer tous tels travaux aux frais du Locataire. Dans ce cas, le Locataire devra rembourser au Locateur, dans les dix (10) jours de la réception d'une facture à cet effet, tous les frais ainsi encourus par le Locateur plus QUINZE POUR CENT (15 %) à titre de frais d'administration.

8. DÉFAUT

Si le Locataire fait défaut de se conformer à toute disposition des présentes et qu'il n'a pas remédié à ce défaut dans un délai de dix (10) jours d'un avis écrit du Locateur à cet effet, ou tout autre délai plus court que le Locateur pourra stipuler en cas d'urgence, le Locateur pourra, s'il le désire, sans aucun autre avis au Locataire, prendre toutes mesures utiles ou nécessaires afin de remédier lui-même à ce défaut, le tout aux frais du

Initiales	
Locataire	Locateur

Locataire. Toutefois, le Locataire sera réputé ne pas être en défaut si, dans le cas d'un défaut auquel il ne peut être raisonnablement remédié dans un délai de dix (10) jours, le Locataire a entrepris de remédier au défaut avant l'expiration du délai et, par la suite, poursuit avec diligence et sans interruption les actions requises pour remédier à ce défaut.

Le Locataire convient de payer au Locateur tous les coûts, frais, dépenses et déboursés encourus par le Locateur pour remédier à tout tel défaut, le cas échéant. Le total des montants sera majoré de QUINZE POUR CENT (15 %) à titre de frais d'administration. De plus, le Locataire convient de payer au Locateur tous les coûts, frais, dépenses et déboursés (incluant les honoraires juridiques raisonnables du Locateur) encourus par ce dernier afin de recouvrer ces montants.

Si le Locataire n'a pas remédié au défaut à l'expiration du délai stipulé dans l'avis du Locateur ou si, dans le cas d'un défaut auquel il ne peut être raisonnablement remédié dans un délai de dix (10) jours, le Locataire n'a pas entrepris de remédier à ce défaut avant l'expiration de ce délai, le Locateur pourra, plutôt que de remédier lui-même au défaut du Locataire, résilier le bail et celui-ci sera résilié de plein droit sur la remise d'un simple avis écrit au Locataire. Dans ce cas, le Locateur pourra, sous réserve de tous ses autres droits et recours, conserver la totalité du loyer versé par le Locataire à titre de dommages-intérêts liquidés.

9. INSCRIPTION

Le Locataire pourra, à ses frais, inscrire ce bail au livre foncier de la circonscription foncière de Montréal sous la forme d'un avis seulement. Toutefois, il devra au préalable faire préparer, à ses frais, une description technique des Lieux Loués afin de ne pas inscrire tout tel avis sur la totalité du Terrain.

10. FORCE MAJEURE

Aucune des parties aux présentes ne peut être considérée en défaut dans l'exécution de ses obligations en vertu du bail si telle exéoution est retardée, retenue ou empêchée par suite de force majeure. La force majeure est toute cause ne dépendant pas de la volonté des parties, qu'elles n'ont pu raisonnablement avoir prévue et contre laquelle elles n'ont pu se protéger. La force majeure comprend, mais sans limitation, toute grève, tout incendie, toute émeute, toute intervention par les autorités civiles ou militaires, tout acquiescement aux règlements ou aux ordonnances de toutes autorités gouvernementales et tout fait de guerre.

11. AVIS

Tout avis à être donné en vertu du présent bail devra être soit posté par courrier recommandé ou soit encore signifié par huissier aux adresses suivantes ou encore transmis par courriel :

Locateur: VILLE DE MONTRÉAL
Service de la gestion et de la planification immobilière

Initiales	
Locataire	Locateur

303, rue Notre-Dame Est, 2ème étage
Montréal, Québec H2Y 3Y8
Courriel : carole.tessier@montreal.ca

Locataire: LOCATION BENCH & TABLE INC.
6999, avenue Victoria
Montréal, Québec H3W 3E9
Courriel : mmarchione@celebrationsgroup.com

Allan VOSKO
1455, rue Sherbrooke Ouest, #3101
Montréal, Québec H3G 1L2

Tout avis transmis par courrier recommandé sera réputé avoir été reçu dans les cinq (5) jours suivant sa mise à la poste, si le service postal fonctionne normalement. Dans le cas contraire, l'avis devra être soit remis de la main à la main soit signifié par huissier ou transmis par courriel. Dans le cas de remise de la main à la main de cet avis, de sa signification par huissier ou par courriel, l'avis sera réputé avoir été reçu le jour même de sa remise, de sa signification ou de sa transmission.

Les adresses ci-dessus indiquées peuvent être modifiées sur avis écrit, mais ce, uniquement à l'intérieur du district judiciaire de Montréal. Si l'une des parties négligeait d'aviser l'autre d'un changement d'adresse, cette partie sera réputée avoir élu domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure du district de Montréal.

12. ENTENTE COMPLÈTE

Les parties conviennent que ce bail constitue une entente complète et rescinde toute entente antérieure, convention, pourparler, offre de location, garantie ou autre accord intervenu entre elles antérieurement à la signature du bail et que ce dernier ne peut être modifié que par une nouvelle convention écrite toute aussi formelle que la présente.

13. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

a) Les droits et obligations des parties en vertu de ce bail passeront à leurs successeurs et ayants droit respectifs.

b) Ce bail doit être interprété selon les lois de la province de Québec et tout litige se rapportant à l'interprétation ou à l'application des présentes sera décidé exclusivement par les tribunaux compétents du district judiciaire de Montreal.

c) Les titres, sous-titres, intertitres, numérotations d'articles, de paragraphes et de sous-paragraphes apparaissant aux présentes sont insérés uniquement à des fins de référence et ne définissent, ne limitent ou ne décrivent pas la portée de l'intention des parties au présent bail ni n'affectent ce bail de quelque façon que ce soit.

d) Lorsque le contexte le requiert, le singulier inclut le pluriel et le masculin inclut le féminin.

Initiales	
Locataire	Locateur

e) Si quelque disposition de ce bail devait être déclarée nulle ou non-applicable, elle sera réputée non-écrite et les autres dispositions auront plein effet.

f) Lorsque le délai pour faire toute chose ou donner tout avis aux termes de ce bail expire un jour de fin de semaine ou un jour férié, le délai sera réputé expirer le jour ouvrable suivant.

Initiales	
Locataire	Locateur

g) Le fait que le Locateur n'ait pas exigé du Locataire l'exécution d'une quelconque obligation contenue au bail ou qu'il n'ait pas exercé un droit prévu au bail, ne peut en aucun cas être considéré comme une renonciation à l'exécution d'une obligation du Locataire ou à l'exercice d'un droit du Locateur, qui garde son plein effet.

h) Si le terme «Locataire» comprend plus d'une personne, chacune d'elles est solidairement responsable envers le Locateur des obligations qui sont stipulées au présent bail.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, l'exemplaire, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

Le ___ ème jour du mois de _____ 2020.

VILLE DE MONTRÉAL

_____
Par: Yves SAINDON, greffier

Le ___ ème jour du mois de _____ 2020.

LOCATION BENCH & TABLE INC.

_____
Par: Allan VOSKO, président

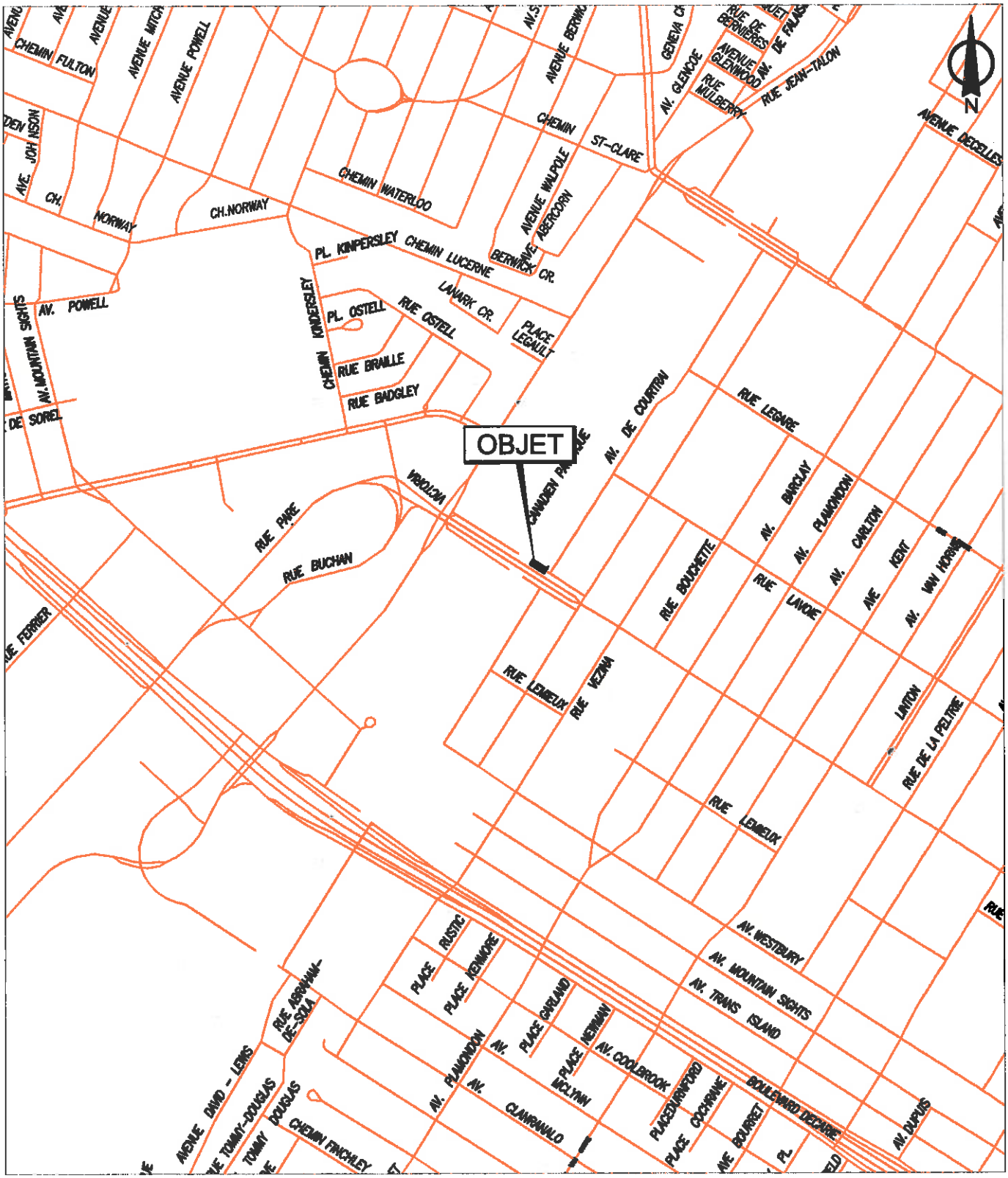
Le ___ ème jour du mois de _____ 2020.

_____
Allan VOSKO

Initiales	
Locataire	Locateur

Code de dossier : 31H05-005-8057-01 Bail 5110-101

Initiales	
Locataire	Locateur



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION DES TRANSACTIONS

Côte-des-Neiges -
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Plan A: plan de localisation
Dossier: 31H05-005-8057-01
Mandat: 19-0543-L
Dessinateur: JR
Échelle: -
Date: 07-02-2020

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement

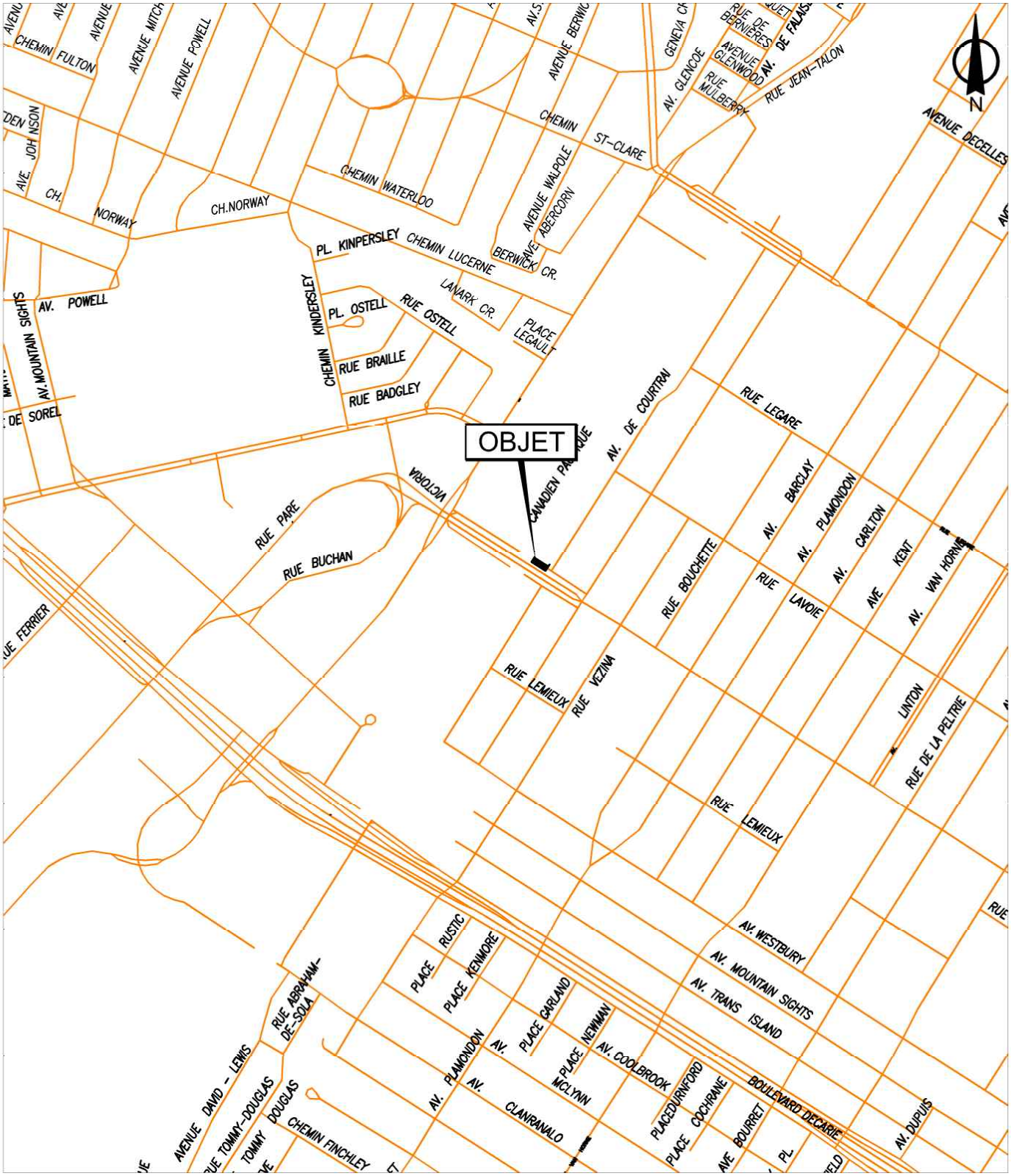


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION DES TRANSACTIONS

Côte-des-Neiges -
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Plan P: plan de cadastre & orthophoto
Dossier: 31H05-005-8057-01
Mandat: 19-0543-L
Dessinateur: JR
Échelle: 1:500
Date: 07-02-2020

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION DES TRANSACTIONS

Côte-des-Neiges -
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Plan A: plan de localisation
Dossier: 31H05-005-8057-01
Mandat: 19-0543-L
Dessinateur: JR
Échelle: -
Date: 07-02-2020

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1200515003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Objet :	Approuver un bail par lequel la Ville de Montréal loue à Location Bench & Table inc. et monsieur Allan Vosko, du 1er juillet 2020 au 30 juin 2023, à des fins de stationnement non tarifé, réservé pour sa clientèle, une partie de terrain située dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce, au nord-est des avenues de Courtrai et Victoria, constitué du lot 2 651 605 du cadastre du Québec, ayant une superficie de 4 942 pi², et ce, au montant de 24 374,52 $ pour le terme, plus les taxes applicables. N/Réf. : 31H05-005-8057-01 - (5110-101).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1200515003 Ville loue à Location Bench $ Table.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre LACOSTE
Préposé au budget
Tél : 514 872-4065

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-12

Mustapha CHBEL
Agent de gestion des ressources financieres
Tél : 514.872.0470
Division : Div. Du Conseil Et Du Soutien Financier-Point De Service Hdv

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CE : 20.033

2020/06/03
08:30

Dossier # : 1208237002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder une aide financière aux artistes et travailleurs culturels mentionnés au dossier décisionnel, pour la différence entre les dépenses ayant été engagées et payées pour l'exécution des contrats et conventions avant leurs résiliations et le montant total prévu aux contrats, pour les spectacles et activités culturelles prévus dans l'arrondissement du Sud-Ouest- Montant total de l'aide financière accordée s'élève à 2 830 $

Il est recommandé :

1. d'autoriser l'arrondissement Le Sud-Ouest à accorder une aide financière aux artistes et travailleurs culturels mentionnés au dossier décisionnel, pour la différence entre les dépenses ayant été engagées et payées pour l'exécution des contrats et conventions avant leurs résiliations et le montant total prévu aux contrats, pour les spectacles et activités culturelles prévus dans l'arrondissement. Le montant total de l'aide financière accordée s'élève à 2 830 $;

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'arrondissement du Sud-Ouest.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2020-05-19 15:01

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Le Sud-Ouest
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 11 mai 2020	Résolution: CA20 22 0122

Résiliation de 5 contrats et conventions de services octroyés aux artistes et travailleurs culturels pour les spectacles et activités culturelles prévus dans l'arrondissement du Sud-Ouest durant la période du 12 mars au 2 juillet 2020 inclusivement et qui ont été annulés en raison du COVID-19 et recommandation au comité exécutif d'octroyer une aide financière de 2 830 $ à ces artistes et travailleurs culturels, pour la différence entre les dépenses ayant été engagées et payées pour l'exécution des contrats et des conventions avant leurs résiliations et le montant total prévu au contrat (dossier 1208237002)

Il est proposé par Benoit Dorais

appuyé par Anne-Marie Sigouin

ET RÉSOLU :

De résilier les contrats de services octroyés aux artistes et travailleurs culturels pour les spectacles, expositions et activités culturelles prévus dans l'arrondissement du Sud-Ouest pour la période du 12 mars au 2 juillet 2020 inclusivement et qui ont été annulés en raison du COVID-19;

De recommander au comité exécutif d'octroyer une aide financière de 2 830 $ à ces artistes et travailleurs culturels pour la différence entre les dépenses ayant été engagées et payées pour l'exécution des contrats et conventions avant leur résiliation et le montant total prévu au contrat;

Et d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites à l'intervention financière. Cette dépense sera entièrement payée par l'arrondissement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.10 1208237002

Benoit DORAIS
_____
Maire d'arrondissement

Daphné CLAUDE
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 19 mai 2020

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.033

2020/06/03
08:30

Dossier # : 1208237002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Résiliation de 5 contrats et conventions de services octroyés aux artistes et travailleurs culturels pour les spectacles et activités culturelles prévus dans l'arrondissement du Sud-Ouest durant la période du 12 mars au 2 juillet 2020 inclusivement et qui ont été annulés en raison du COVID-19 et recommandation au comité exécutif d'octroyer une aide financière de 2 830 $ à ces artistes et travailleurs culturels, pour la différence entre les dépenses ayant été engagées et payées pour l'exécution des contrats et des conventions avant leurs résiliations et le montant total prévu au contrat.

Il est recommandé de :

1. Résilier les contrats de services octroyés aux artistes et travailleurs culturels pour les spectacles, expositions et activités culturelles prévus dans l'arrondissement du Sud-Ouest pour la période du 12 mars au 2 juillet 2020 inclusivement et qui ont été annulés en raison du COVID-19.

2. Recommander au comité exécutif d'octroyer une aide financière de 2 830 $ à ces artistes et travailleurs culturels pour la différence entre les dépenses ayant été engagées et payées pour l'exécution des contrats et conventions avant leur résiliation et le montant total prévu au contrat.

3. Et d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites à l'intervention du services des finances. Cette dépense sera entièrement payée par l'arrondissement.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2020-05-05 14:58

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur d'arrondissement
Le Sud-Ouest , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1208237002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Résiliation de 5 contrats et conventions de services octroyés aux artistes et travailleurs culturels pour les spectacles et activités culturelles prévus dans l'arrondissement du Sud-Ouest durant la période du 12 mars au 2 juillet 2020 inclusivement et qui ont été annulés en raison du COVID-19 et recommandation au comité exécutif d'octroyer une aide financière de 2 830 $ à ces artistes et travailleurs culturels, pour la différence entre les dépenses ayant été engagées et payées pour l'exécution des contrats et des conventions avant leurs résiliations et le montant total prévu au contrat.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis le mois de mars 2020, la situation sanitaire en lien avec le COVID-19 a entraîné une série de mesures exceptionnelles, dont l'interdiction de rassemblements, intérieur et extérieur, ainsi que l'annulation de nombreux spectacles et activités. Plus spécifiquement, la Ville de Montréal annonçait le 7 avril dernier, l'annulation de l'ensemble des festivals, événements et rassemblements publics sur le territoire montréalais jusqu'au 2 juillet. Directement touchés par ces mesures, le réseau Accès culture et le réseau des bibliothèques sont donc fermés depuis le 12 mars dernier, et ce jusqu'à nouvel ordre, et l'ensemble de leurs activités est reporté ou annulé.

En raison de cette situation exceptionnelle qui touche durement le milieu culturel, le Service de la culture et les directions CSLDS des arrondissements souhaitent honorer en totalité les cachets prévus des artistes et travailleurs culturels qui devaient présenter des animations, médiations et activités dans le réseau Accès culture et le réseau des bibliothèques durant cette période afin de ne pas les fragiliser, ces artistes et travailleurs culturels étant actuellement des personnes dans le besoin.

Cette orientation est renforcée par la décision du Conseil des arts de Montréal de payer l'entièreté des sommes dues aux artistes devant présenter des spectacles et expositions dans le réseau Accès culture dans le cadre *Conseil des arts de Montréal en tournée* durant cette période.

En vertu de la loi, un arrondissement ne peut octroyer de l'aide financière à une personne physique. Toutefois en vertu de l'article 91 de la Loi sur les compétences municipales (RLRQ, chapitre C-47.1), il est possible d'octroyer une subvention à une personne dans le besoin, situation dans laquelle se trouvent actuellement les artistes ou travailleurs culturels empêchés de travailler. Ce pouvoir relève de la compétence du comité exécutif en vertu de

l'article 34.1 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4) et non des conseils d'arrondissement.

Afin de pouvoir verser une subvention aux artistes et aux travailleurs culturels dont les activités ont été annulées, et qu'en conséquence les contrats et conventions doivent être résiliés, d'une part, le conseil de l'arrondissement résilie les contrats ou conventions relatifs à des spectacles et des activités culturelles prévus dans l'arrondissement du Sud-Ouest durant la période du 12 mars au 2 juillet 2020 inclusivement et qui ont été annulés en raison du COVID-19 et, d'autre part, il recommande au comité exécutif de leur octroyer une subvention. Le montant de la subvention correspond au montant total prévu au contrat ou à la convention, moins les dépenses ayant été engagées et payées pour l'exécution des contrats et conventions avant leurs résiliations, s'il y a lieu.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

n/a

DESCRIPTION

L'arrondissement du Sud-Ouest souhaite résilier cinq (5) contrats ou conventions, d'une valeur de 4 630$, conclus avec des artistes et travailleurs culturels dont les spectacles et activités dans l'arrondissement ont été annulés.
En contrepartie, ces personnes étant actuellement dans le besoin, l'arrondissement recommande au comité exécutif de leur octroyer une subvention dont le montant correspond à la différence entre les dépenses ayant été engagées et payées pour l'exécution des contrats et conventions avant leurs résiliations et le montant total prévu au contrat (détails dans le tableau en pièce jointe), pour un montant total de 2 830 $.

JUSTIFICATION

Les contrats et conventions liant la Ville aux artistes et travailleurs culturels constituent des contrats de service. En conséquence, la Ville ne serait tenue que de payer les sommes dues pour les services effectivement fournis et les dépenses réellement engagées par l'artiste. Payer la totalité des sommes prévues à ces contrats ou conventions alors que les prestations n'ont pas été données par l'artiste ou le travailleur artistique équivaut à aider financièrement une personne physique. Or, le conseil d'arrondissement n'a pas un tel pouvoir de subvention.
Toutefois, en vertu de l'article 91 de la *Loi sur les compétences municipales* , il est possible pour le comité exécutif d'octroyer une subvention à une personne dans le besoin, situation dans laquelle se trouvent actuellement les artistes ou travailleurs culturels empêchés de travailler.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût maximal des contributions financières accordées sera de 2 830 $.
Le budget nécessaire à ce dossier, soit une somme de 2 830 $, est prévu au budget de fonctionnement de l'arrondissement. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le soutien à la création, aux arts et à la culture contribue à la qualité de vie montréalaise.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La Ville souhaite promouvoir la création et favoriser l'accessibilité aux arts et la culture sur son territoire. L'octroi de ces subventions permet à la Ville d'offrir un soutien au milieu culturel et ne pas les fragiliser davantage les artistes et les travailleurs culturels dont les revenus annuels moyens sont moindres que l'ensemble des travailleurs. Dans le cas des bibliothèques, les contractuels embauchés collaborent souvent aux différents projets depuis plusieurs années et cela permettrait d'éviter une perte d'expertise significative.
Comme la Ville n'a pas d'objectif de rentabilité pour ces activités, l'octroi de subvention à ces artistes et travailleurs culturels n'aura pas d'impact budgétaire puisque ces sommes étaient déjà engagées et prévues au budget de fonctionnement de l'arrondissement.

Également, Il est important de garder une cohérence et un alignement conjoint avec nos différents partenaires, notamment le Conseil des arts de Montréal, qui ont annoncé diverses mesures de soutien au milieu culturel.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La pandémie qui bouleverse actuellement l'ensemble des activités de la planète a un impact important sur le milieu culturel et les artistes qui offrent une programmation culturelle sur le territoire montréalais. Dans ce contexte, de nombreuses activités culturelles ont dues être annulées. Il est donc recommandé de maintenir le soutien accordé aux artistes par la Ville afin de ne pas les fragiliser davantage.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avril 2020 : Résiliation des contrats et signature de quittance
Mai 2020 : Adoption par le CA et par le CE
Mai 2020 : Paiement aux artistes

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs en vertu de l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (L.R.Q., c. C-11.4)

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Le Sud-Ouest , Direction des services administratifs (Ana Maria CORNEJO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Marie-Odile MELANÇON, Service de la culture
Chloé BARIL, Service de la culture
Francine LEBOEUF, Service des finances
Mathieu PERRIER, Service des finances

Lecture :

Marie-Odile MELANÇON, 3 mai 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Éliane BÉLIVEAU-CANTIN
Chef de section bibliothèques Georges-Vanier et Saint-Charles

Tél : 514 872-3763
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-01

Chantal BEAULIEU
C/d cult.& biblio.<<arr.>60000>>

Tél : 514 872-3067
Télécop. : 514 872-4583

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphane-Sophie CARDINAL
DIRECTRICE CULTURE SPORTS ET LOISIRS
Tél : 514 872-1425
Approuvé le : 2020-05-04

Date	*Spectacle / activité*	*Nom du contractant / artiste*	*No fournisseur*	*Bon de commande ou SDF*	*Dépense financée dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel (oui / non)*	*Centre de responsabilité budgetaire*	*Montant total prévu au contrat (avant taxes)*	*Montant payé à ce jour (avant taxes)*	*Montant à verser en subvention (différence avant taxes)*	*Responsable*	*Commentaires*	
Entre le 1er avril 2020 et le 31 mai 2020	Convention pour 9 séances d'heures du conte - bibliothèque Saint-Charles **5 heures du conte annulées entre 1er avril 2020 et le 31 mai 2020**	Noë Cropsal	133294	convspec200407convspec20	non	305418.07231.5450 6.014414.000000	$1 350,00	$600,00	$750,00	Éliane Béliveau-Cantin	Bibliothèque Saint-Charles	
Entre le 1er avril 2020 et le 31 mai 2020	Convention pour 8 séances d'heures du conte à la bibliothèque Georges-Vanier **4 heures du conte annulées entre le 1er avril et le 31 mai 2020**	Noë Cropsal	133294	convspec200414a convspec200422 convspec200512 convspec200520	non	305415.07231.5450 6.014414.000000	$1 200,00	$600,00	$600,00	Éliane Béliveau-Cantin	Bibliothèque Georges-Vanier	
28 avril 2020	Atelier théâtral Héros et héroïnes de tous les temps	Émilie St-Germain (LA COMPAGNIE QUI LIT S.E.N.C.)	435551	convspec200428	non	305417.07231.5450 6.014414	$275,00	-	$275,00	Robyn Maler	Bibliothèque Saint-Henri	
Entre le 1er avril 2020 et le 31 mai 2020	Convention pour 7 heures du conte à la bibliothèque Georges-Vanier **4 heures du conte annulées entre le 1er avril et le 31 mai**	Maryse Perron	324757	convspec200407convspec20	non	305415.07231.5450 6.014414.000000	$1 400,00	$600,00	$800,00	Éliane Béliveau-Cantin	Bibliothèque Georges-Vanier	
31 mars, 28 avril et 26 mai 2020	Convention pour 3 activités "Petit yoga par les livres" à la bibliothèque Georges-Vanier **3 activités annulées du 31 mars au 26 mai**	Iris Debauve	327001	convspec200331 convspec200428 convspec200526	non	305415.07231.5450 6.014414.000000	$405,00	-	$405,00	Éliane Béliveau-Cantin	Bibliothèque Georges-Vanier	

QUITTANCE

Considérant qu'en raison de la situation exceptionnelle actuelle liée à la pandémie de COVID-19, la bibliothèque Georges-Vanier a été fermée et que les activités ont dû être annulées;

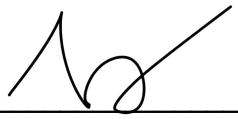
Considérant que la convention pour Noë Cropsal a été résiliée;

Considérant qu'aucune dépense n'avait été engagée pour exécuter le contrat/la convention à la date de l'avis de résiliation :

Considérant qu'une aide financière totalisant 600,00 $ vous est versée par la Ville;

En considération du paiement par la Ville de la somme de 600,00 $ (somme incluant l'aide financière et le remboursement des dépenses encourues pour exécuter le contrat/la convention, s'il y a lieu), le soussigné Noë Cropsal donne à la Ville quittance totale et finale concernant le contrat/la convention intervenue entre le soussigné et la Ville le 21e jour d'octobre 2019.

Signé à Montréal, ce 29 avril 2020



Noë Cropsal

QUITTANCE

Considérant qu'en raison de la situation exceptionnelle actuelle liée à la pandémie de COVID-19, la bibliothèque Saint-Charles a été fermée et que les activités ont dû être annulées;

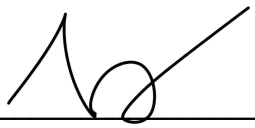
Considérant que la convention de spectacles pour Noë Cropsal a été résiliée;

Considérant qu'aucune dépense n'avait été engagée pour exécuter le contrat/la convention à la date de l'avis de résiliation;

Considérant qu'une aide financière totalisant 750,00 $ vous est versée par la Ville et qu'une somme de 0 $ vous est payée pour couvrir les dépenses qui avaient été encourues pour exécuter la convention;

En considération du paiement par la Ville de la somme de 750,00 $ (somme incluant l'aide financière et le remboursement des dépenses encourues pour exécuter la convention, s'il y a lieu), le soussigné Noë Cropsal donne à la Ville quittance totale et finale concernant la convention intervenue entre le soussigné et la Ville le 8e jour de novembre 2019.

Signé à Montréal, ce 29 avril 2020



Noë Cropsal

QUITTANCE

Considérant qu'en raison de la situation exceptionnelle actuelle liée à la pandémie de COVID-19, la bibliothèque Georges-Vanier a été fermée et que les activités ont dû être annulées;

Considérant que la convention pour Iris Debauve a été résiliée;

Considérant qu'aucune dépense n'avait été engagée pour exécuter le contrat/la convention à la date de l'avis de résiliation :

Considérant qu'une aide financière totalisant 405,00 $ vous est versée par la Ville;

En considération du paiement par la Ville de la somme de 405,00 $ (somme incluant l'aide financière et le remboursement des dépenses encourues pour exécuter le contrat/la convention, s'il y a lieu), la soussignée Iris Debauve donne à la Ville quittance totale et finale concernant le contrat/la convention intervenue entre la soussignée et la Ville le 27e jour de février 2020.

Signé à Montréal, ce 29 avril 2020



Iris Debauve

QUITTANCE

Considérant qu'en raison de la situation exceptionnelle actuelle liée à la pandémie de COVID-19, la bibliothèque Georges-Vanier a été fermée et que les activités ont dû être annulées;

Considérant que la convention pour Maryse Perron a été résiliée;

Considérant qu'aucune dépense n'avait été engagée pour exécuter le contrat/la convention à la date de l'avis de résiliation :

Considérant qu'une aide financière totalisant 800,00 $ vous est versée par la Ville;

En considération du paiement par la Ville de la somme de 800,00 $ (somme incluant l'aide financière et le remboursement des dépenses encourues pour exécuter le contrat/la convention, s'il y a lieu), la soussignée Maryse Perron donne à la Ville quittance totale et finale concernant le contrat/la convention intervenue entre la soussignée et la Ville le 18e jour de décembre 2019.

Signé à Montréal, ce 29 avril 2020



Maryse Perron

Montréal, le 29 avril 2020

Noë Cropsal
4559-2 de Chambly
Montréal, Québec, H1X 3J9
514 680-9086

OBJET : Avis de résiliation
Convention de spectacles

Monsieur Noë Cropsal,

En date du 8 novembre 2019, la Ville vous a octroyé un contrat pour 4 heures du conte à la bibliothèque St-Charles pour les 3-5 ans, destinées à des groupes de maternelle ou de CPE et 1 heure du conte en pyjama pour les enfants de 3 à 8 ans accompagnés de leurs parents.

Considérant la fermeture de la bibliothèque Saint-Charles en raison de la situation exceptionnelle actuelle liée à la pandémie de COVID-19, les activités ont dû être annulées.

Par le présent avis, nous vous informons que nous résilions cette convention conformément à l'article 11 de cette convention.

Par conséquent, à compter de la date de réception du présent avis, vous ne devez engager aucune autre dépense pour la réalisation de la convention. Advenant que des dépenses aient été encourues pour réaliser la convention, vous devez nous faire parvenir une facture finale faisant état de la valeur des services rendus qui demeurent impayés, dans les 10 jours de la réception du présent avis, en joignant les pièces justificatives à l'appui de telle facture. Advenant que dans ce délai de 10 jours nous ne recevons aucune facture de votre part, nous tiendrons pour acquis qu'aucune dépense n'avait été engagée ni n'est due.

Sachez, par ailleurs, qu'en raison de l'annulation des activités, une aide financière vous sera versée.

Espérant le tout le conforme, nous demeurons disponibles pour tout renseignement complémentaire.

Montréal, le 29 avril 2020

Noë Cropsal
4559-2 de Chambly
Montréal, Québec, H1X 3J9
514 680-9086

OBJET : Avis de résiliation
Convention de spectacles

Monsieur Noë Cropsal,

En date du 21 octobre 2019, la Ville vous a octroyé un contrat pour 4 heures du conte à la bibliothèque Georges-Vanier pour les 3-5 ans, destinées à des groupes de maternelle, de CPE et aux familles et 4 heures du conte en pyjama pour les enfants de 3 à 8 ans accompagnés de leurs parents.

Considérant la fermeture de la bibliothèque Georges-Vanier en raison de la situation exceptionnelle actuelle liée à la pandémie de COVID-19, les activités ont dû être annulées.

Par le présent avis, nous vous informons que nous résilions cette convention conformément à l'article 11 de cette convention.

Par conséquent, à compter de la date de réception du présent avis, vous ne devez engager aucune autre dépense pour la réalisation du contrat/de la convention. Advenant que des dépenses aient été encourues pour réaliser la convention, vous devez nous faire parvenir une facture finale faisant état de la valeur des services rendus qui demeurent impayés, dans les 10 jours de la réception du présent avis, en joignant les pièces justificatives à l'appui de telle facture. Advenant que dans ce délai de 10 jours nous ne recevons aucune facture de votre part, nous tiendrons pour acquis qu'aucune dépense n'avait été engagée ni n'est due.

Sachez, par ailleurs, qu'en raison de l'annulation des activités, une aide financière vous sera versée.

Espérant le tout le conforme, nous demeurons disponibles pour tout renseignement complémentaire.

Montréal, le 29 avril 2020

Iris Debauve
2111, avenue d'Orléans #317
Montréal (QC) H1W 3S1
Tél.: 514-504-6018

OBJET : Avis de résiliation
Convention de spectacles

Madame Iris Debauve,

En date du 27 février 2020, la Ville vous a octroyé un contrat pour 3 animations “Petit yoga par les livres” à la bibliothèque Georges-Vanier destinées aux enfants de 0 à 2 ans accompagnés de leurs parents.

Considérant la fermeture de la bibliothèque Georges-Vanier en raison de la situation exceptionnelle actuelle liée à la pandémie de COVID-19, les activités ont dû être annulées.

Par le présent avis, nous vous informons que nous résilions cette convention conformément à l’article 11 de cette convention.

Par conséquent, à compter de la date de réception du présent avis, vous ne devez engager aucune autre dépense pour la réalisation du contrat/de la convention. Advenant que des dépenses aient été encourues pour réaliser la convention, vous devez nous faire parvenir une facture finale faisant état de la valeur des services rendus qui demeurent impayés, dans les 10 jours de la réception du présent avis, en joignant les pièces justificatives à l’appui de telle facture. Advenant que dans ce délai de 10 jours nous ne recevons aucune facture de votre part, nous tiendrons pour acquis qu’aucune dépense n’avait été engagée ni n’est due.

Sachez, par ailleurs, qu’en raison de l’annulation des activités, une aide financière vous sera versée.

Espérant le tout le conforme, nous demeurons disponibles pour tout renseignement complémentaire.

Montréal, le 29 avril 2020

Maryse Perron
6286 rue Louis-Hémon
Montréal QC H2G 2K7
Tél.: 514-729-4743

OBJET : Avis de résiliation
Convention de spectacles

Madame Maryse Perron,

En date du 18 décembre 2019, la Ville vous a octroyé un contrat pour 7 heures du conte à la bibliothèque Georges-Vanier pour les enfants de 0 à 2 ans accompagnés de leurs parents.

Considérant la fermeture de la bibliothèque Georges-Vanier en raison de la situation exceptionnelle actuelle liée à la pandémie de COVID-19, les activités ont dû être annulées.

Par le présent avis, nous vous informons que nous résilions cette convention conformément à l'article 11 de cette convention.

Par conséquent, à compter de la date de réception du présent avis, vous ne devez engager aucune autre dépense pour la réalisation du contrat/de la convention. Advenant que des dépenses aient été encourues pour réaliser la convention, vous devez nous faire parvenir une facture finale faisant état de la valeur des services rendus qui demeurent impayés, dans les 10 jours de la réception du présent avis, en joignant les pièces justificatives à l'appui de telle facture. Advenant que dans ce délai de 10 jours nous ne recevons aucune facture de votre part, nous tiendrons pour acquis qu'aucune dépense n'avait été engagée ni n'est due.

Sachez, par ailleurs, qu'en raison de l'annulation des activités, une aide financière vous sera versée.

Espérant le tout le conforme, nous demeurons disponibles pour tout renseignement complémentaire.

QUITTANCE

Considérant qu'en raison de la situation exceptionnelle actuelle liée à la pandémie de COVID-19, la bibliothèque Saint-Henri a été fermée et que l'atelier théâtral Héros et héroïnes de tous les temps.a dû être annulé;

Considérant que la convention pour l'atelier théâtral Héros et héroïnes de tous les temps a été résilié(e);

Considérant qu'aucune dépense n'avait été engagée pour exécuter le contrat/la convention à la date de l'avis de résiliation :

Considérant qu'une aide financière totalisant 275.00 $ vous est versée par la Ville.

En considération du paiement par la Ville de la somme de 275.00 $ (somme incluant l'aide financière et le remboursement des dépenses encourues pour exécuter le contrat/la convention, s'il y a lieu), Émilie St-Germain donne à la Ville quittance totale et finale concernant le contrat/la convention intervenue entre le soussigné et la Ville le 30 avril 2020.

Signé à Montréal, ce 30 avril 2020

Émile Saint-Germain

Montréal, le 30 avril 2020

Nom de l'artiste Émile St-Germain
Adresse 8000 Fabre, Montréal, Qc. H2E 2C2

OBJET : Avis de résiliation
Convention de L'atelier théâtral Héros et héroïnes de tous les temps

Madame,

En date du 9 mars 2020, la Ville vous a octroyé un contrat pour l'atelier théâtral Héros et héroïnes de tous les temps.

Considérant la fermeture de la bibliothèque Saint-Henri en raison de la situation exceptionnelle actuelle liée à la pandémie de COVID-19, l'atelier théâtral Héros et héroïnes de tous les temps a dû être annulé.

Par le présent avis, nous vous informons que nous résilions cette convention conformément à l'article 11.2 de cette convention.

Par conséquent, à compter de la date de réception du présent avis, vous ne devez engager aucune autre dépense pour la réalisation du contrat/de la convention. Advenant que des dépenses aient été encourues pour réaliser la convention, vous devez nous faire parvenir une facture finale faisant état de la valeur des services rendus qui demeurent impayés, dans les 10 jours de la réception du présent avis, en joignant les pièces justificatives à l'appui de telle facture. Advenant que dans ce délai de 10 jours nous ne recevons aucune facture de votre part, nous tiendrons pour acquis qu'aucune dépense n'avait été engagée ni n'est due.

Sachez, par ailleurs, qu'en raison de l'annulation l'atelier théâtral Héros et héroïnes de tous les temps, une aide financière vous sera versée.

Espérant le tout le conforme, nous demeurons disponibles pour tout renseignement complémentaire.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Le Sud-Ouest , Direction des services administratifs

Dossier # : 1208237002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques , -
Objet :	Résiliation de 5 contrats et conventions de services octroyés aux artistes et travailleurs culturels pour les spectacles et activités culturelles prévus dans l'arrondissement du Sud-Ouest durant la période du 12 mars au 2 juillet 2020 inclusivement et qui ont été annulés en raison du COVID-19 et recommandation au comité exécutif d'octroyer une aide financière de 2 830 $ à ces artistes et travailleurs culturels, pour la différence entre les dépenses ayant été engagées et payées pour l'exécution des contrats et des conventions avant leurs résiliations et le montant total prévu au contrat.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Int Financ 1208237002_Résiliation_contrats.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ana Maria CORNEJO
Agent(e) comptable analyste
Tél : 514-872-1949

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-01

Tonia DI GUGLIELMO
Directrice - serv. adm. en arrondissement
Tél : 514-872-8265
Division : Direction des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CE : 20.034

2020/06/03
08:30

Dossier # : 1207838013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Projet :	-
Objet :	Accorder une aide financière aux artistes et travailleurs culturels mentionnés au dossier décisionnel, pour la différence entre les dépenses ayant été engagées et payée pour l'exécution des contrats et conventions avant leurs résiliations et le montant total prévu au contrat, pour les spectacles, expositions et activités culturelles prévus dans l'arrondissement - Montant total de l'aide financière accordée s'élève à 12 700 $

Il est recommandé de :

1. Résilier les contrats des services octroyés aux artistes et travailleurs culturels pour les spectacles, expositions et activités culturelles prévues dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce pour la période du 12 mars au 2 juillet 2020 inclusivement et qui ont été annulés en raison de la COVID-19;

2. Recommander au comité exécutif d'octroyer une aide financière à ces artistes et travailleurs culturels pour la différence entre les dépenses ayant été engagées et payées pour l'exécution des contrats et conventions avant leur résiliation et le montant total prévu au contrat;

3. D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites à l'intervention du Service des finances.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2020-05-25 12:01

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 4 mai 2020	Résolution: CA20 170112

RÉSILIATION CONTRATS D'ARTISTE - RECOMMANDATION POUR AIDE FINANCIÈRE

Il est proposé par Magda Popeanu

appuyé par Peter McQueen

De résilier les contrats des services octroyés aux artistes et travailleurs culturels pour les spectacles, expositions et activités culturelles prévues dans l'arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce pour la période du 12 mars au 2 juillet 2020 inclusivement et qui ont été annulés en raison du COVID-19;

De recommander au comité exécutif d'octroyer une aide financière à ces artistes et travailleurs culturels pour la différence entre les dépenses ayant été engagées et payées pour l'exécution des contrats et conventions avant leur résiliation et le montant total prévu au contrat;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites à l'intervention du Service des finances.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.08 1207838013

Geneviève REEVES
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 5 mai 2020

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.034

2020/06/03
08:30

Dossier # : 1207838013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Projet :	-
Objet :	Résilier 5 contrats et conventions de services octroyés aux artistes et travailleurs culturels pour les spectacles, expositions et activités culturelles prévus dans l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce durant la période du 12 mars au 2 juillet 2020 inclusivement et qui ont été annulés en raison du COVID-19. Recommander au comité exécutif d'octroyer une aide financière à ces artistes et travailleurs culturels pour la différence entre les dépenses ayant été engagées et payée pour l'exécution des contrats et conventions avant leurs résiliations et le montant total prévu au contrat. Le montant total de l'aide financière accordée s'élève à 12 700$.

Il est recommandé de :

1. Résilier les contrats des services octroyés aux artistes et travailleurs culturels pour les spectacles, expositions et activités culturelles prévues dans l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce pour la période du 12 mars au 2 juillet 2020 inclusivement et qui ont été annulés en raison du COVID-19;

2. Recommander au comité exécutif d'octroyer une aide financière à ces artistes et travailleurs culturels pour la différence entre les dépenses ayant été engagées et payées pour l'exécution des contrats et conventions avant leur résiliation et le montant total prévu au contrat;

3. D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites à l'intervention du Service des finances.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2020-04-28 13:21

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207838013**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Projet :	-
Objet :	Résilier 5 contrats et conventions de services octroyés aux artistes et travailleurs culturels pour les spectacles, expositions et activités culturelles prévus dans l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce durant la période du 12 mars au 2 juillet 2020 inclusivement et qui ont été annulés en raison du COVID-19. Recommander au comité exécutif d'octroyer une aide financière à ces artistes et travailleurs culturels pour la différence entre les dépenses ayant été engagées et payée pour l'exécution des contrats et conventions avant leurs résiliations et le montant total prévu au contrat. Le montant total de l'aide financière accordée s'élève à 12 700$.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis le mois de mars 2020, la situation sanitaire en lien avec le COVID-19 a entraîné une série de mesures exceptionnelles, dont l'interdiction de rassemblements, intérieur et extérieur, ainsi que l'annulation de nombreux spectacles et activités. Plus spécifiquement, la Ville de Montréal annonçait le 7 avril dernier, l'annulation de l'ensemble des festivals, événements et rassemblements publics sur le territoire montréalais jusqu'au 2 juillet. Directement touchés par ces mesures, le réseau Accès culture et le réseau des bibliothèques sont donc fermés depuis le 12 mars dernier, et ce jusqu'à nouvel ordre, et l'ensemble de leurs activités est reporté ou annulé.

En raison de cette situation exceptionnelle qui touche durement le milieu culturel, le Service de la culture et les directions CSLDS des arrondissements souhaitent honorer en totalité les cachets prévus des artistes et travailleurs culturels qui devaient présenter des animations, médiations et activités dans le réseau Accès culture et le réseau des bibliothèques durant cette période afin de ne pas les fragiliser, ces artistes et travailleurs culturels étant actuellement des personnes dans le besoin.

Cette orientation est renforcée par la décision du Conseil des arts de Montréal de payer l'entièreté des sommes dues aux artistes devant présenter des spectacles et expositions

dans le réseau Accès culture *dans le cadre Conseil des arts de Montréal en tournée* durant cette période.

En vertu de la loi, un arrondissement ne peut octroyer de l'aide financière à une personne physique. Toutefois en vertu de l'article 91 de la Loi sur les compétences municipales (RLRQ, chapitre C-47.1), il est possible d'octroyer une subvention à une personne dans le besoin, situation dans laquelle se trouvent actuellement les artistes ou travailleurs culturels empêchés de travailler. Ce pouvoir relève de la compétence du comité exécutif en vertu de l'article 34.1 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4) et non des conseils d'arrondissement.

Afin de pouvoir verser une subvention aux artistes et aux travailleurs culturels dont les activités ont été annulées, et qu'en conséquence les contrats et conventions doivent être résiliés, d'une part, le conseil de l'arrondissement résilie les contrats ou conventions relatifs à des spectacles et des activités culturelles prévues dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce durant la période du 12 mars au 2 juillet 2020 inclusivement et qui ont été annulés en raison du COVID-19 et, d'autre part, il recommande au comité exécutif de leur octroyer une subvention. Le montant de la subvention correspond au montant total prévu au contrat ou à la convention, moins les dépenses ayant été engagées et payée pour l'exécution des contrats et conventions avant leurs résiliations, s'il y a lieu.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Aucune

DESCRIPTION

L'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce souhaite résilier cinq (5) contrats ou conventions conclus avec des artistes et travailleurs culturels dont les spectacles et activités dans l'arrondissement ont été annulés pour un montant total de 12 700 $ (mettre tableau en pièce jointe).
En contrepartie, ces personnes étant actuellement dans le besoin, l'arrondissement recommande au comité exécutif de leur octroyer une subvention dont le montant correspond à la différence entre les dépenses ayant été engagées et payée pour l'exécution des contrats et conventions avant leurs résiliations et le montant total prévu au contrat (détails dans le tableau en pièce jointe), pour un montant total de 12 700 $.

JUSTIFICATION

Les contrats et conventions liant la Ville aux artistes et travailleurs culturels constituent des contrats de service. En conséquence, la Ville ne serait tenue que de payer les sommes dues pour les services effectivement fournis et les dépenses réellement engagées par l'artiste. Payer la totalité des sommes prévues à ces contrats ou conventions alors que les prestations n'ont pas été données par l'artiste ou le travailleur artistique équivaut à aider financièrement une personne physique. Or, le conseil d'arrondissement n'a pas un tel pouvoir de subvention.
Toutefois, en vertu de l'article 91 de la *Loi sur les compétences municipales* , il est possible pour le comité exécutif d'octroyer une subvention à une personne dans le besoin, situation dans laquelle se trouvent actuellement les artistes ou travailleurs culturels empêchés de travailler. En ce qui a trait aux OBNL, le conseil d'arrondissement a le pouvoir de leur octroyer des subventions, à certaines conditions, en vertu de l'article 141 de la Charte.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût maximal des contributions financières accordées sera de 12 700 $, taxes comprises si applicables.

Le budget nécessaire à ce dossier, soit une somme de 12 700 $, est prévu à l'arrondissement. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le soutien à la création et aux arts et à la culture contribue à la qualité de vie montréalaise

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La ville souhaite promouvoir la création et favoriser l'accessibilité aux arts et la culture sur son territoire. L'octroi de ces subventions permet à la Ville d'offrir un soutien au milieu culturel et de ne pas fragiliser davantage les artistes et les travailleurs culturels dont les revenus annuels moyens sont moindres que l'ensemble des travailleurs. Dans le cas des bibliothèques, les contractuels embauchés collaborent souvent aux différents projets depuis plusieurs années et cela permettrait d'éviter une perte d'expertise significative.
Comme la ville n'a pas d'objectif de rentabilité pour ces activités, l'octroi de subvention à ces artistes et travailleurs culturels n'aura pas d'impact budgétaire puisque ces sommes étaient déjà engagées et prévues au budget de l'arrondissement.

Également, Il est important de garder une cohérence et un alignement conjoint avec nos différents partenaires, notamment le Conseil des arts de Montréal, qui ont annoncé diverses mesures de soutien au milieu culturel.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La pandémie qui bouleverse actuellement l'ensemble des activités de la planète a un impact important sur le milieu culturel et les artistes qui offrent une programmation culturelle sur le territoire montréalais. Dans ce contexte, de nombreuses activités culturelles ont du être annulées. Il est donc recommandé de maintenir le soutien accordé aux artistes par la Ville afin de ne pas les fragiliser davantage.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avril 2020 : résiliation des contrats et signature de quittance
Mai 2020 : adoption par le CA et par le CE
Mai 2020 : Paiement aux artistes

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs en vertu de l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., c. C-11.4)

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Patricia ARCAND)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Raymond CARRIER
Chef division culture et bibliothèques

Tél : 514 868-4021
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-23

Sonia GAUDREAULT
Directrice

Tél : 514 868-5024
Télécop. : 514 872-4585

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1207838013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des bibliothèques
Objet :	Résilier 5 contrats et conventions de services octroyés aux artistes et travailleurs culturels pour les spectacles, expositions et activités culturelles prévus dans l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce durant la période du 12 mars au 2 juillet 2020 inclusivement et qui ont été annulés en raison du COVID-19. Recommander au comité exécutif d'octroyer une aide financière à ces artistes et travailleurs culturels pour la différence entre les dépenses ayant été engagées et payée pour l'exécution des contrats et conventions avant leurs résiliations et le montant total prévu au contrat. Le montant total de l'aide financière accordée s'élève à 12 700$.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1207838013 - Certification de fonds.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Patricia ARCAND
Conseillère en gestion des ressources financières C/E
Tél : 514-868-3488

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-27

Guylaine GAUDREAULT
Directrice

Tél : 514 872-0419
Division : Directrice des services administratifs et du greffe

CE : 20.035

2020/06/03 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.036

2020/06/03
08:30

Dossier # : 1200191003

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Approuver l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme Conseil québécois de la coopération et de la mutualité (CE19 0536), l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme Montréal InVivo (CE19 1311) et l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme Femmes du cinéma, de la télévision et des médias numériques (CE19 1477), sans aucun changement aux montants des contributions financières prévues, afin d'ajuster les modalités des projets au contexte engendré par la pandémie.

Il est recommandé :
- d'approuver l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme Conseil québécois de la coopération et de la mutualité;

- d'approuver l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme Montréal InVivo;

- d'approuver l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme Femmes du cinéma, de la télévision et des médias numériques.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-05-12 17:06

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1200191003**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Approuver l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme Conseil québécois de la coopération et de la mutualité (CE19 0536), l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme Montréal InVivo (CE19 1311) et l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme Femmes du cinéma, de la télévision et des médias numériques (CE19 1477), sans aucun changement aux montants des contributions financières prévues, afin d'ajuster les modalités des projets au contexte engendré par la pandémie.

CONTENU

CONTEXTE

Les circonstances exceptionnelles causées par l'apparition de la COVID-19, notamment l'imposition de mesures de distanciation, rendent impossible la réalisation des projets pilotés par les organismes Conseil québécois de la coopération et de la mutualité (CQCM), Montréal InVIvo et Femmes du cinéma, de la télévision et des médias numériques selon le mode et l'échéancier prévu.
CQCM est un organisme à but non lucratif qui représente, soutien et défend les intérêts de l'ensemble du mouvement coopératif et mutualiste québécois. À cet effet, ses actions se dirigent notamment vers la développement des compétences coopératives et mutualistes pour le bénéfice de ses membres et de la population en général.

Le 3 avril 2019, le comité exécutif approuvait une contribution financière de 140 000 $ au CQCM pour la mise en place de conditions optimales au développement d'entreprises collectives dans le secteur des TI, particulièrement pour les plates-formes collaboratives.

Montréal InVivo est un organisme à but non lucratif qui agit comme Secrétariat de la grappe des sciences de la vie et des technologies de la santé du Montréal métropolitain. À l'été 2019, il a obtenu, dans le cadre de l'appel à projets *Accélérer l'entrepreneuriat* , une contribution de 44 000 $ pour bonifier un programme d'entrepreneuriat en sciences de la vie en soutenant 8 femmes souhaitant développer un projet d'entreprise.

Femmes du cinéma, de la télévision et des médias numériques, ci-après FCTMN, est un OBNL qui offre des formations et des occasions de réseautage. La contribution de 75 000 $, faisant l'objet de la convention initiale, a aussi été obtenue dans le cadre d'un appel à projet *Accélérer l'entrepreneuriat.* Elle est applicable à de l'offre de formation en entrepreneuriat et à de l'accompagnement de productrices et distributrices de contenus de cinéma,

télévision, médias numériques, radio et jeux vidéo afin de les soutenir dans le développement de leur entreprise.

Les organismes CQCM, Montréal InVivo et FCTMN ont proposé de modifier ou de reporter leurs activités pour répondre aux exigences de la situation de distanciation sociale. En conséquence, le présent dossier concerne l'approbation d'addenda à leur entente de contribution respective afin de ne pas pénaliser ces partenaires et leurs clientèles.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE19 1477 - 25 septembre 2019 - Accorder un soutien financier non récurrent représentant une somme maximale totale de 75 000 $ à l'organisme Femmes du cinéma, de la télévision et des médias numériques, à la suite de l'appel à projet *Accélérer l'entrepreneuriat* ;
CE19 1311 - 14 août 2019 - Accorder un soutien financier non récurrent totalisant la somme de 44 000 $ à Montréal InVivo dans le cadre de l'appel à projets *Accélérer l'entrepreneuriat* ;

CE19 0536 - 3 avril 2019 - Accorder un soutien financier non récurrent totalisant la somme de 140 000 $ au Conseil québécois de la coopération et de la mutualité, à la suite de l'appel de projets *Accélérer l'entrepreneuriat* .

DESCRIPTION

Les addenda apportent les ajustements suivants aux ententes initiales :

- Pour le CQCM

Les modifications apportées par l'addenda à l'entente initiale concernent le réorganisation des activités prévues par l'intensification des collaborations avec les incubateurs et par l'animation de la communauté des entrepreneurs autour d'enjeux critiques, entre autres par l'offre de webinaires thématiques. Ces ajustements reportent dans le temps certaines activités et ont un impact sur le calendrier des versements de la contribution.

- Pour Montréal InVivo

Les modifications apportées par l'addenda à l'entente initiale viennent adapter les activités de l'organisme à la crise sanitaire :

- Déplacement de l'événement « Entrepreneuriat au féminin » de l'automne 2020 au printemps 2021, jumelé à un événement annuel organisé au printemps par l'organisme intitulé : Effervescence. L'événement « Entrepreneuriat au féminin » se tiendra la veille de l'événement annuel.
- Déplacement de la date d'échéance de la convention du 30 juin au 31 décembre 2022.

- Pour FCTMN

Les modifications apportées concernent l'adaptation des formations et activités à la réalité de la crise sanitaire : passage en mode virtuel, scission du groupe pour permettre un accompagnement optimal des entrepreneures, déplacement dans le temps de certains ateliers et des rencontres personnalisées, fin du programme reporté de quelques mois, soit entre décembre 2020 et mars 2021 selon le cheminement choisi par les participantes.

JUSTIFICATION

Les 3 organismes partenaires sont dans des domaines économiques reconnus : coopération, sciences de la vie, technologies de l'information. En période de crise sanitaire, l'approbation des trois addenda permettrait de poursuivre les activités, toutes orientées vers l'augmentation des compétences et des capacités des organismes et des entrepreneurs. Aussi, l'adaptation au mode virtuel des activités (formations, réseautage, etc.) constitue un atout dans le contexte où les rencontres en présentiel sont difficiles, sinon impossible, à tenir.

- Pour le CQCM

Les ajustements aux activités de l'Organisme lui permettront de poursuivre et de jouer pleinement son rôle de mobilisation des entrepreneurs et d'accompagnement de projets d'entreprises coopératives montréalaises.

- Pour Montréal InVivo

La continuité du projet et la tenue de l'événement sont stratégiques dans l'écosystème des sciences de la vie puisqu'ils permettent de mettre en valeur l'importance de l'entrepreneuriat féminin dans un secteur largement dominé par la gent masculine.

- Pour FCTMN

Les ajustements à l'entente permettront la continuité dans la stimulation et la formation des entrepreneures du milieu du cinéma, télévision, médias numériques, radio et jeux vidéo.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le présent dossier ne demande aucun crédit additionnel. Seuls certains échéanciers de versement sont affectés. Le tableau ci-joint montre, par année, les versements prévus et proposés dans les addenda dans les contributions à CQCM et FCTMN. Aucun changement est apporté à la contribution à Montréal InVivo.

ORGANISME		2019	2020	2021	2022	TOTAL
CQCM	Convention initiale	75 000 $	65 000 $			140 000 $
	Convention modifiée	0 $	75 000 $	65 000 $		140 000 $
Montréal InVivo	Convention initiale	22 000 $	15 000 $	0 $	7 000 $	44 000 $
	Convention modifiée	22 000 $	15 000 $	0 $	7 000 $	44 000 $
FCTMN	Convention initiale	50 000 $	25 000 $	0 $		75 000 $
	Convention modifiée	50 000 $	20 000 $	5 000 $		75 000 $
Total						259 000 $

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Poursuite des activités de partenaires qui soutiennent l'entrepreneurship montréalais.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

L'adaptation des livrables des 3 organismes permettra la poursuite de leurs activités et notamment leur adaptation au mode virtuel, ce qui constitue un atout stratégique dans le contexte où les rencontres en présentiel sont difficiles, sinon impossible, à tenir.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Poursuite des activités des 3 partenaires en fonction des nouveaux livrables et échéanciers prévus dans les addenda respectifs à leur convention initiale.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mohamed OUALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvie B BERTRAND
Conseillère en planification

Tél : 872-2374
Télécop. : 872-0049

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-08

Véronique DOUCET
Directrice

Tél : 514 872-3116
Télécop. :

ADDENDA 1

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, dont la principale adresse est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par maître Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6;

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CONSEIL QUÉBÉCOIS DE LA COOPÉRATION ET DE LA MUTUALITÉ**, personne morale, constituée sous l'autorité de la *Loi sur les coopératives* (chapitre C-67.2), dont l'adresse principale est le 7000, av. du Parc, Montréal, Québec H3N 1X1, agissant et représentée par Gaston Bédard, président-directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également collectivement désignés dans le présent addenda comme les « **Parties** ».

ATTENDU QUE les Parties ont conclu une convention dans laquelle la Ville offre une aide financière de 140 000 $, laquelle a été approuvée par le comité exécutif par la résolution CE19 0536 en date du 3 avril 2019 (ci-après la « Convention initiale »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. La Convention initiale est modifiée par l'ajout, après l'article 4.1.2 de l'article suivant :

« 4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet; ».

2. L'article 5.2 est remplacé par le suivant :

« 5.2 Versements

5.2.1 Pour l'année 2020 :

5.2.1.1 une somme maximale de SOIXANTE QUINZE MILLE dollars (75 000 $) dans les trente (30) jours de la remise de la reddition de compte annuelle 2019 du Projet à la satisfaction du Responsable;

5.2.2 Pour l'année 2021 :

5.2.2.1 une somme maximale de CINQUANTE CINQ MILLE dollars (55 000 $) dans les trente (30) jours de la remise de la reddition de compte annuelle 2020 du Projet à la satisfaction du Responsable;

5.2.2.2 une somme maximale de DIX MILLE dollars (10 000 $) dans les trente (30) jours de la remise du bilan final de la réalisation des deux années du Projet à la satisfaction du Responsable.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant. »

3. L'Annexe 1 de la Convention initiale est remplacée par l'Annexe 1 du présent addenda.

4. Tous les autres termes et conditions de la Convention initiale demeurent inchangés.

LA PRÉSENTE CONVENTION A ÉTÉ SIGNÉE EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, EN LA VILLE DE MONTRÉAL, PAR LES PARTIES À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Montréal, le e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Montréal, le e jour de 2020

CONSEIL QUÉBÉCOIS DE LA COOPÉRATION ET DE LA MUTUALITÉ

Par : _____

Gaston Bédard, président-directeur général

Cette convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le jour de 2020 (résolution CE).

ANNEXE 1
PROJET

Le projet répond à l'objectif suivant de l'Appel à projet Accélérer l'entrepreneuriat :

- Stimuler l'entrepreneuriat auprès d'une clientèle prioritaire qui est composée des entrepreneurs et entrepreneures issus de la diversité, de l'immigration et des communautés autochtones; des femmes; des jeunes et de l'écosystème startup

Plus précisément, le projet consiste à regrouper l'écosystème entrepreneurial Montréalais dans l'objectif d'accélérer la création et la croissance de startups collectives qui développent des plateformes collaboratives.

BUDGET

REVENU		**DÉPENSES**	
Ville de Montréal	140 000	Ress. Humaines	170 000
Caisse d'économie solidaire	38 000	Fourniture, espaces	14 500
CQCM	64 500	Promotion	36 000
Fondaction	10 000	Frais de réalisation	48 000
CDRQ	36 000	Frais de gestion	20 000
TOTAL	**288 500**		**288 500**

PROJET

Objectif stratégique 1 : **Regrouper l'écosystème entrepreneurial collectif afin de mettre en place les conditions optimales au développement d'entreprises collectives dans le secteur des TI, particulièrement pour les plateformes collaboratives**
Mettre en place et animer une table de concertation en entrepreneuriat collectif pour le secteur du numérique.
Travailler avec les réseaux collectifs afin de cibler les besoins en termes de plateforme collaborative.

Identifier les lieux d'incubation et d'innovation dans le secteur du numérique ainsi que les synergies actuelles et potentielles avec l'entrepreneuriat collectif.

Objectif stratégique 2 : **Sensibiliser les futurs entrepreneurs au modèle collectif**
Développer des webinaires de sensibilisation en ligne afin de remplacer la présence aux événements prévus. Les thématiques abordent la gouvernance, le design agile de solutions locales collectives, etc.
Profiter des événements qui ont lieu dans les incubateurs pour promouvoir le modèle collectif.
Développer des partenariats avec les universités pour qu'elles insèrent un module « collectif » dans les formations en entrepreneuriat.
Resserrer les liens avec la MAIN et l'Esplanade, notamment par la coordination d'actions de soutien en réponse aux données brutes collectées parmi les jeunes pousses enregistrées sous forme d'OBNL et de coopératives par l'entremise du sondage lancé par les deux organismes. S'inscrire dans les comités d'urgence pertinents comme par exemple l'initiative de Bonjour Start-up. Augmenter les collaborations avec l'écosystème entrepreneurial afin de relayer rapidement les mesures de soutien aux entreprises n'ayant pas de lien formel avec les accompagnateurs et incubateurs de Montréal. Accroître la visibilité du projet en le présentant comme « Portail d'accueil des projets de tech communautaire » sur différentes plateformes et dans différents réseaux. Faciliter la réception des projets en idéation de même que le référencement vers les ressources du secteur.
Octroyer des bourses pour les meilleurs projets développés par les entreprises collectives.
Mettre en place un concours avec des bourses pour les Clubs étudiants dans les universités (ex. : McGill).
Objectif stratégique 3 : **Identifier, développer et promouvoir les programmes de financement pour chacun des stades de développement**

Élaborer un mécanisme d'analyse adapté au financement des projets numériques par les partenaires de Cap Finance.
Collaborer avec Cap Finance afin de développer un continuum de financement en regard des étapes de croissance des entreprises.
Développer un outil convivial qui regroupe les programmes de financement.
Communiquer les programmes de financement aux acteurs terrain.
Objectif stratégique 4 : **Mettre en place les conditions optimales pour intéresser des startups collectives hors Québec à venir s'implanter à Montréal**
Identifier les entreprises collectives qui ont déjà des plateformes.

CALENDRIER

Étape	Échéancier	Description de l'étape	Principaux livrables
1.	An 1	Rencontres du comité de suivi Processus d'embauche de la ressource Mise en œuvre du plan d'action	Composition finale du comité de suivi Adoption du plan d'action préliminaire Implication concrète de chaque partenaire Ressource embauchée Université, incubateur et autres partenaires sensibilisés Travail avec les partenaires de Cap Finance Rédaction d'un rapport de l'an 1 (10 mois)

2.	An 2	Mise en œuvre du plan d'action Rencontres du comité de suivi Évaluation des résultats en regard des retombées attendues	Universités, incubateurs et autres partenaires sensibilisés Accompagnement de projets Fonds de capital de risque dédié avec les partenaires de Cap Finance Rédaction d'un rapport de l'an 2 (12 mois) Dépôts des résultats en regard des retombées qualitatives et quantitatives

REDDITION DE COMPTE

Documents et délais de transmission

Pour l'année 2019

- Un bilan annuel faisant état de réalisations du Projet pour l'année écoulée et un bilan de visibilité accordée au Projet – au plus tard le 30 avril 2020 ;

Pour l'année 2020

- Un bilan annuel faisant état de réalisations du Projet pour l'année écoulée et un bilan de visibilité accordée au Projet – au plus tard le 30 avril 2021;

- Un bilan final avec analyse et constats, faisant état des retombées des réalisations des deux années visées par la Convention – au plus tard le 31 mai 2021.

INDICATEURS

Le bilan des réalisations doit comprendre notamment dans une section en annexe, les bénéfices ou retombées obtenus en lien avec les indicateurs suivants :

- Mise en place d'une table de concertation sur le développement de plateformes collaboratives et collectives;
- Nombre d'outils financiers créés en capital de risque, avec cap Finance, pour les promoteurs de plateformes collaboratives et collectives;
- Nombre d'activités de sensibilisation des finissants universitaires;
- Nombre d'activités de sensibilisation des entrepreneurs du numérique à opter pour le modèle collectif
- Nombre d'activités de sensibilisation tenues auprès des principaux incubateurs de Montréal
- Mise en œuvre du premier principe de la déclaration Sharing Cities

- Nombre d'organisations en lien avec le développement entrepreneurial impliquées dans le projet – cible 20;
- Nombre d'entreprises collectives qui développent des plateformes collectives accompagnées et/ou interpellées– cible 20;
- Nombre d'universités rejointes par le projet – cible 4;
- Nombre d'incubateurs sensibilisés au modèle collectif – cible 10;
- Nombre d'entreprises collectives développement des plateformes collaboratives en incubation à L'Esplanade – cible 3;
- Nombre d'entreprises de plateformes financées par les partenaires de Cap Finance– cible 5;
- Nombre d'entreprises de plateformes accompagnées par le CDRQ– cible 5;
- Nombre de bourses de 3000$ remises aux meilleurs projets de plateformes– cible 6.

ADDENDA 1

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, dont la principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02004, article 6;

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **MONTRÉAL INVIVO,** personne morale, régie par la Loi sur les compagnies, partie III, du Québec,), dont l'adresse principale est le 380 rue Saint-Antoine Ouest, Bureau 8000, Montréal, QC, H2Y 3X7, agissant et représentée par monsieur Frank Béraud, Président-directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également collectivement désignés dans le présent addenda comme les « **Parties** ».

ATTENDU QUE les Parties ont conclu une convention dans laquelle la Ville accorde un soutien financier non récurrent totalisant la somme de 44 000 $, laquelle a été approuvée par le comité exécutif par la résolution CE19 1311 en date du 14 août 2019 (ci-après la « Convention initiale »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'organisme propose un report en 2021 de l'événement *Entrepreneuriat au féminin* prévu au Projet, pour répondre aux exigences que pose la pandémie et aux besoins identifiés pas sa clientèle;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Le préambule fait partie intégrante des présentes.

2. La Convention initiale est modifiée par l'ajout, après l'article 4.1.2 de l'article suivant :

« 4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet; ».

3. L'article 9 de la Convention initiale est remplacé par le suivant :

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2022.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

4. L'Annexe 1 de la Convention initiale est remplacée par l'Annexe 1 du présent addenda.

5. Tous les autres termes et conditions de la Convention initiale demeurent inchangés.

LA PRÉSENTE CONVENTION A ÉTÉ SIGNÉE EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, EN LA VILLE DE MONTRÉAL, PAR LES PARTIES À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de ..... 20__

MONTRÉAL INVIVO

Par : _____
Frank Béraud, Président-directeur général

Cette convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le___jour de _____2020 (résolution)

ANNEXE 1

Projet

Description du projet : Soutien de l'entrepreneuriat au féminin en sciences de la vie

Avec le soutien de la Ville de Montréal et de Pfizer Canada, notre projet permettra de bonifier le Programme de développement de l'entrepreneuriat en sciences de la vie, pour mieux soutenir en particulier 8 femmes qui souhaitent développer un projet d'entreprise. L'IRICoR et l'Institut Transmedtech contribuent au projet en soutenant 4 des 8 bourses offertes. Après la formation, un soutien additionnel sur 18 mois permettra à ces femmes-entrepreneurs de poursuivre le développement de leur leadership grâce à du mentorat, et développer leur projet d'entreprises avec l'encadrement d'experts reconnus.

Étapes/activités	**Échéanciers**	**Indicateurs de réalisation**
Promotion et sélection des entrepreneurs de la diversité	Nov. 2019 à fév. 2020 et nov. 2020 à janv. 2021	Diffusion des outils de promotion / concours dans les réseaux sociaux et auprès des réseaux des partenaires Comité de sélection neutre pour les choisir
Développer le contenu de la session sur la gestion de l'équité, de la diversité et de l'inclusion	Février 2020	Nouvelle session de formation de 3h, qui inclut des exercices pratiques
Organiser l'accompagnement des entrepreneurs de la diversité	Q3-Q4 2020 et Q3-Q4 2021	Cédule personnalisée d'encadrement pour chacun des récipiendaires selon ses besoins
Organiser l'événement ENTREPRENARIAT AU FÉMININ	Q1-Q2 2021	Événement regroupant les participants à sa 1ère édition
Réaliser des capsules vidéo sur des entrepreneurs de la diversité en SVTS	2020	Diffuser les vidéos sur toutes les plateformes disponibles des partenaires et collaborateurs

Objectifs attendus et indicateurs de succès

La Ville octroie le financement à votre organisme pour la réalisation du projet décrit, qui permettra d'attendre les résultats suivants :

Objectif/résultat attendu	Indicateur
Renforcer le leadership entrepreneurial de femmes et de nouveaux arrivants en SVTS.	Augmentation du nombre de candidats entrepreneur de la diversité aux bourses « Accélérer l'entrepreneuriat »
Renforcer le leadership entrepreneurial de femmes et de nouveaux arrivants en SVTS.	Croissance du nombre de start-up démarrées (ou co-démarrées) par un entrepreneur de la diversité dans les 36 mois suivant le PDESV

Liste d'indicateurs :

Nombre d'entreprises accompagnées
Nombre de personnes souhaitant devenir entrepreneures qui ont été accompagnées (formées, outillées)
Nombre de personnes sensibilisées à l'entrepreneuriat
Nombre d'entreprises créées
Nombre de partenaires qui ont participé à la réalisation du projet

À suivre

Ces indicateurs servent au suivi des retombées globales de l'appel à projets. Votre projet ne sera évalué que par la réalisation des livrables et les résultats concernant les objectifs attendus définis dans plus haut.

Nombre et représentativité des clientèles suivantes au sein de votre projet :

- Femmes
- Communauté autochtone
- Personnes issues de la diversité (immigrants, minorités visibles, communautés culturelles)

Pourcentage des activités/entreprises accompagnées qui touchent l'un des secteurs prioritaires identifiés par la Ville : sciences de la vie et technologies de la santé

Budget simplifié

Revenus	Montants
Ville de Montréal :	**44 000 $ (**27 % des dépenses admissibles au projet)
Autres sources de revenus	**117 022 $**
Total :	**161 022 $**

Rappel des dépenses non admissibles :

- Dépenses qui ne sont pas directement reliées aux projets
- Frais de fonctionnement de l'organisme
- Dépenses engagées avant la signature par les deux parties de la convention
- Salaires versés à des bénéficiaires du projet
- Frais de déplacement
- Dépenses remboursées par un autre programme
- Dépenses non nécessaires ou non justifiables pour la réalisation du projet
- Études et diagnostics
- Acquisition de terrains et de bâtiments

Calendrier de reddition de comptes

Documents exigés	Date	Contenu
Bilan de mi-mandat	31 mars 2021	▪ Liste des femmes entrepreneures participantes au programme Q3-Q4 2020 ▪ Contenu de la session sur la gestion de l'équité, de la diversité et de l'inclusion ▪ Vidéos réalisées
Bilan final	31 mars 2022	▪ Organisation de l'événement Entreprenariat au féminin ▪ Bilan des résultats obtenus à l'égard des objectifs, des retombées et des échéanciers ci-haut mentionnés ▪ Détails des revenus et des dépenses liées au projet ▪ Bilan de la visibilité en accord avec le protocole de visibilité de l'annexe 2
États financiers	31 décembre 2022	États financiers de l'Organisme

ADDENDA 1

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **FEMMES DU CINÉMA, DE LA TÉLÉVISION ET DES MÉDIAS NUMÉRIQUES,** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies dont l'adresse principale est le 301 boulevard de Maisonneuve Est, bureau 357, Montréal, Québec, H2X 1K1 agissant et représentée par Brigitte Monneau, Directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 141244061
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1018838661

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également collectivement désignés dans le présent addenda comme les « **Parties** ».

ATTENDU QUE les Parties ont conclu une convention dans laquelle la Ville accorde un soutien financier non récurrent totalisant la somme de 75 000 $, laquelle a été approuvée par le comité exécutif par la résolution CE19 1477 en date du 25 septembre 2019 (ci-après la « Convention initiale »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du plan d'action de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme propose une réorganisation des activités prévues initialement au plan d'action pour répondre aux exigences que posent la pandémie et aux besoins identifiés par sa clientèle;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Le préambule fait partie intégrante des présentes.

2. La Convention initiale est modifiée par l'ajout, après l'article 4.1.2 de l'article suivant :

« 4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet; ».

3. L'article 5.2 de la Convention initiale est remplacé par le suivant :

Versements

5.2.1 Pour l'année 2019 :

5.2.1.1 un premier versement au montant de cinquante mille dollars (50 000$) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

5.2.2 Pour l'année 2020 :

5.2.2.1 un deuxième versement au montant de vingt mille dollars (20 000 $) dans les soixante (60) jours de la remise du bilan de mi-mandat des activités réalisées entre septembre 2019 et mars 2020 à la satisfaction du Responsable de la réalisation du projet;

5.2.3. Pour l'année 2021

5.2.2.2 un troisième versement au montant de cinq mille dollars (5 000 $) dans les soixante (60) jours de la présentation au Directeur du bilan final de la réalisation du projet.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

4. L'article 9 est remplacé pour le suivant :

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 30 octobre 2021.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

5. L'Annexe 1 de la Convention initiale est remplacée par l'Annexe 1 du présent addenda.

6. Tous les autres termes et conditions de la Convention initiale demeurent inchangés.

LA PRÉSENTE CONVENTION A ÉTÉ SIGNÉE EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, EN LA VILLE DE MONTRÉAL, PAR LES PARTIES À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Montréal, le e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier

Montréal, le e jour de 2020

FEMMES DU CINÉMA, DE LA TÉLÉVISION ET DES MÉDIAS N NUMÉRIQUES

Par : _____
Brigitte Monneau, Directrice générale

Cette convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le … jour de …… 2020 (résolution CE20 …….).

ANNEXE 1

PROJET

Le projet « Entreprendre au féminin dans les industries des écrans » est une offre de formation en entreprenariat destinée aux productrices et distributrices de contenus de cinéma, télévision, médias numériques, radio et jeux vidéo. Cette formation unique combine des notions théoriques sur les bases de l'entreprenariat et un accompagnement personnalisé pour les participantes afin de les soutenir dans le développement de leur entreprise dans un contexte très concurrentiel.

Étapes, échéancier et indicateurs de réalisation

ÉTAPE/ACTIVITÉ	ÉCHÉANCIER	DESCRIPTION	INDICATEUR
Finaliser la structure de financement	Avant le 1er septembre 2019	Confirmer les partenaires envisagés et rechercher d'autres partenaires le cas échéant	Capacité à confirmer le financement à hauteur de 3 500K$ environ.
Embauche d'un.e chargé.e de projet	15 septembre 2019	La personne sera en charge de coordonner les contributions de l'ensemble des partenaires, tant au niveau des contenus, du calendrier de travail que du financement. La personne sera également en charge de la liaison entre les partenaires – incluant FCTMN - et les participantes	Personne embauchée
Recrutement des participantes pour le programme	Septembre – Octobre 2019	Lancement du programme « Entreprenariat Culture, Médias et Divertissement » de HEC + ajout du volet spécifique à FCTMN Élaboration d'une grille de sélection détaillée pour le recrutement Rédaction d'un appel à candidature et annonce sur les différentes plateformes de tous les partenaires impliqués. Réception des candidatures	8 à 10 participantes sélectionnées

		Évaluation des candidatures Sélection finale	
Choix des coachs « La Piscine » en fonction des besoins des participantes			
Développement et mise en place du module « Entreprenariat au féminin » avec HEC Montréal	Entre le 15 septembre et le 15 novembre 2019	Élaboration détaillée du contenu des modules théoriques, choix des professeurs et experts	Module mis en place, date arrêtée et professeurs/experts choisis.
Lancement du programme S.U.R.F. de la Piscine – rencontre de lancement avec les participantes			
Module théorique « entreprenariat au féminin »	Entre le 1er décembre 2019 et le 10 janvier 2020		Les participantes auront suivi le module.
Accompagnement personnalisé programme S.U.R.F. avec La Piscine	Entre novembre 2019 et janvier 2020	Rencontres participantes et coachs pour le développement de leur plan d'affaires	
Atelier #1 et #2 du programme S.U.R.F. avec La Piscine	Entre novembre 2019 et janvier 2020	Les participantes ont participé aux ateliers dirigés : #1 Stratégie, #2 Utilité. Ateliers d'experts : #1 RH, #2 commercialisation	
Formation « Culture, Média et Divertissement »	**Module I –** 17 et 18 janvier 2020 **Module II – 31** janvier et 1er février 2020 **Module III –** 14 et 15 février 2020 **Module IV –** dernière journée de formation : juin ou automne 2020	En fonction de la situation, ce dernier jour pourra être donné en présentiel ou à distance	Les participantes auront complété le programme.

Suivi avec toutes les participantes	Rencontre le 2 avril 2020 - Réaménagement du programme selon la situation liée à la Covid-19.	Suivi à l'issue des modules de formation théorique	Document de post mortem de la formation théorique. Identification des besoins en « incubateur »

En raison des mesures spéciales liées à la Covid-19, le groupe a été scindé en 3 :

- **GROUPE 1 : Entreprises en 'hibernation'** : elles mettent le programme en « pause » jusqu'en septembre mais ont toujours accès à leur « coach » au besoin.
- **GROUPE 2 : Entreprises en 'opérationnalisation' :** évolution des heures de coaching restantes vers du soutien à la mise en place de plans opérationnels pour accélérer la livraison de projets d'affaires.
- **GROUPE 3 : Entreprises en 'action et gestion de crise':** adaptation des heures de coaching pour répondre aux opportunités d'affaires ou aux besoins financiers liés à la crise.

Accompagnement personnalisé programme S.U.R.F. avec La Piscine – GROUPE 1	Entre septembre et décembre 2020		
Accompagnement personnalisé programme S.U.R.F. avec La Piscine – GROUPES 2 ET 3	Entre avril et août 2020		
Atelier #3 et #4 du programme S.U.R.F. avec La Piscine	Entre septembre et décembre 2020	Les participantes suivront les ateliers dirigés : #3 Réalité, #4 Faisabilité. Ateliers d'experts : #2 Financement, #4 Pitch	Les entreprises auront terminé un parcours d'incubation
Fin du programme.	Entre décembre et mars 2021	Suivi avec les participantes qui suivront le programme incubation	Nombre de participantes rencontrées. Document de suivi, incluant des pistes/conseils pour des formations subséquentes

Objectifs attendus et indicateurs de succès

La Ville octroie le financement à votre organisme pour la réalisation du projet décrit, qui permettra d'attendre les résultats suivants :

Objectif/résultat attendu	Indicateurs

L'objectif du projet est de donner à des productrices et distributrices en cinéma, télévision, radio et médias numériques (incluant productrices en réalité virtuelle et en jeux vidéo) une « boîte à outils » indispensable à la pérennisation et à la croissance de leur entreprise afin d'évoluer dans le contexte hautement concurrentiel de la production de contenus pour écrans.	Nombre d'entrepreneures accompagnées Nombre de personnes familières avec les enjeux de l'entreprenariat féminin Nombre d'entrepreneures qui auront développé et bonifié leur stratégie d'entreprise et leur modèle d'affaires. Nombre d'entrepreneures qui auront développé des outils de développement de marché (national et international) Variation des chiffres d'affaires de l'entreprise (début, fin) Variation dans le nombre d'employés de l'entreprise (début, fin) Variation dans les ventes de l'entreprise (début, fin)

À suivre
Ces indicateurs servent au suivi des retombées globales de l'appel à projets. Votre projet ne sera évalué que par la réalisation des livrables et les résultats concernant les objectifs attendus et indicateurs de réalisation définis plus haut.

Nombre et représentativité des clientèles suivantes au sein de votre projet :

- Femmes
- Jeunes (12-30 ans)
- Communauté autochtone
- Personnes issues de la diversité (immigrants, minorités visibles, communautés culturelles)
- entreprises accompagnées qui travaillent dans les industries culturelles.

Budget simplifié
Version du budget simplifié qui permettra de faire le suivi et assurer le respect de l'entente à ce sujet.

Revenus	**Montants**
Ville de Montréal :	75 000$
Autres sources de revenus	88 800 $
Total	163 800 $

Rappel des dépenses non admissibles :

- Dépenses qui ne sont pas directement reliées aux projets
- Frais de fonctionnement de l'organisme
- Dépenses engagées avant la signature par les deux parties de la convention
- Salaires versés à des bénéficiaires du projet
- Frais de déplacement
- Dépenses remboursées par un autre programme
- Dépenses non nécessaires ou non justifiables pour la réalisation du projet

- Études et diagnostics
- Acquisition de terrains et de bâtiments

Calendrier de reddition de comptes

Documents exigés	Date	Contenu
Bilan de mi-mandat	30 avril 2020	▪ Calendrier de travail ▪ Liste des femmes entrepreneures participantes au programme et informations de départ sur les entreprises (chiffres d'affaires, nombre d'employés, etc.) ▪ Outils développés pour le recrutement ▪ Liste et description des modules de formation suivis
Bilan final	30 juin 2021	▪ Bilan des résultats obtenus à l'égard des objectifs, des retombées et des échéanciers ci-haut mentionnés ▪ Détails des revenus et des dépenses liées au projet projets et réels ▪ Bilan de la visibilité en accord avec le protocole de visibilité de l'annexe 2
États financiers	10 octobre 2021	États financiers de l'Organisme

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1200191003

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , -
Objet :	Approuver l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme Conseil québécois de la coopération et de la mutualité (CE19 0536), l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme Montréal InVivo (CE19 1311) et l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme Femmes du cinéma, de la télévision et des médias numériques (CE19 1477), sans aucun changement aux montants des contributions financières prévues, afin d'ajuster les modalités des projets au contexte engendré par la pandémie.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1200191003 - 3 organismes.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohamed OUALI
Préposé au budget

Tél : (514) 872-4254

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-08

André LECLERC
Professionnel(le)(domaine d expertise)-Chef d équipe
Tél : 514 872-4136
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.037

2020/06/03
08:30

Dossier # : 1208377001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Compétence d'agglomération :	Lutte à la pauvreté
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 67 659 $ à Société Ressources-loisirs Pointe-aux-Trembles afin de réaliser le projet Mon milieu, ma communauté pour la période du 1er avril 2020 au 31 mars 2023 dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) / Approuver un projet de convention à cet effet

Il est recommandé :
1. d'accorder un soutien financier de 67 659 $ à Société Ressources-Loisirs de Pointe-aux-Trembles afin de réaliser le projet Mon milieu, ma communauté pour la période du 1er avril 2020 au 31 mars 2023 dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) - Ville liée de Montréal-Est;

2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement par l'agglomération.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-05-21 11:06

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208377001**
Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Compétence d'agglomération :	Lutte à la pauvreté
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 67 659 $ à Société Ressources-loisirs Pointe-aux-Trembles afin de réaliser le projet Mon milieu, ma communauté pour la période du 1er avril 2020 au 31 mars 2023 dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) / Approuver un projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

Le Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) a été créé dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et vise à soutenir financièrement des initiatives et la réalisation de projets.
Afin d'encadrer la gestion de ce Fonds, le ministère de l'Emploi, du Travail et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de Montréal concluent, pour des périodes déterminées, des Ententes administratives de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale au titre des Alliances pour la solidarité.

Ainsi, une nouvelle Entente administrative a été signée en 2018 à la suite de l'adoption en 2017 du Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Celle-ci, d'une durée de cinq ans et d'une somme de 44,75 M$, couvre la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023. L'enveloppe annuelle confiée à la Ville est de 10 M$.

Les projets, initiatives et interventions financés dans le cadre de cette Entente doivent répondre notamment aux critères suivants :

- S'inscrire dans les grandes politiques et orientations du gouvernement;
- Soutenir les priorités stratégiques montréalaises en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale;
- Faire l'objet d'une analyse partagée des besoins et des priorités et d'une concertation avec les représentants du milieu. Ils doivent répondre aux objectifs des planifications

stratégiques régionales et des plans d'action de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ainsi qu'aux objectifs de la Stratégie nationale; et,
- Viser à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, notamment par des projets d'interventions en matière de développement social et communautaire, de prévention de la pauvreté, d'aide à l'intégration en emploi des personnes éloignées du marché du travail, d'insertion sociale, d'amélioration des conditions de vie des personnes en situation de pauvreté dans les territoires à concentration de pauvreté.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0325 du 20 juin 2019
Approuver une nouvelle approche de répartition des fonds basée sur la mesure du panier de consommation dans le cadre de l'Entente administrative de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale destinée aux arrondissements et aux villes liées
CE19 0923 du 5 juin 2019
Accorder un soutien financier de 31 574 $ à la Société Ressources-Loisirs de Pointe-aux-Trembles afin de réaliser le projet « Mon milieu, ma communauté » pour la période du 1er avril 2019 au 31 mars 2020, dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) - Ville liée de Montréal-Est
CG18 0440 du 23 août 2018
Approuver le projet d'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité entre le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de Montréal, par laquelle le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale confie à la Ville la gestion d'une enveloppe de 44,75 M$ pour cinq ans, soit 4,75 M$ en 2018-2019, 10 M$ en 2019-2020, 10 M$ en 2020-2021, 10 M$ en 2021-2022 et 10 M$ en 2022-2023
CE18 1148 du 27 juin 2018
Accorder un soutien financier de 22 553 $ à la Société Ressources-Loisirs de Pointe-aux-Trembles, pour l'année 2018, pour la réalisation du projet « Mon milieu, ma communauté », dans le cadre de la reconduction à venir de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2018)
CG18 0372 du 21 juin 2018
Approuver un projet de modification à l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité entre le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de Montréal, afin de prolonger de sept mois ladite Entente et par laquelle le ministre confie à la Ville la gestion d'une enveloppe de 5,25 M$ pour la période du 1er avril 2018 au 31 octobre 2018
CG17 0195 du 18 mai 2017
Approuver un projet de modification à l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité, entre le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de Montréal (CG16 0194) afin de prolonger de six mois ladite Entente et par laquelle le ministre confie à la Ville la gestion d'une enveloppe de 4,5 M$ pour la période du 1er avril 2017 au 30 septembre 2017

DESCRIPTION

Nom de l'organisme : Société Ressources-loisirs Pointe-aux-Trembles
Projet : Mon milieu, ma communauté
Montant : 67 659 $, soit 22 553 $ par année pour trois ans

Le projet Mon milieu, ma communauté vise à contribuer au développement d'initiatives communautaires et à maintenir l'accompagnement des résidents et des partenaires, et ce,

afin de favoriser le développement d'un milieu de vie agréable et sécuritaire. En offrant une centaine d'activités ludiques et éducatives annuellement, il aide les participants à adopter des habitudes de vie plus saines, à améliorer leurs habiletés sociales et à développer un sentiment de sécurité.

JUSTIFICATION

La somme de 67 659 $ dont dispose la Ville liée de Montréal-Est est accordée à l'organisme Société Ressources-Loisirs de Pointe-aux-Trembles pour la réalisation d'interventions de milieu afin d'améliorer le filet de sécurité dans les coopératives d'habitation et dans cette ville où les services de proximité sont peu nombreux.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget nécessaire à ce dossier, soit une somme de 67 659 $, est prévu au budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale dans le cadre de l'Entente administrative Ville -MTESS. Conséquemment, il ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne la lutte à la pauvreté qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* .
Le budget alloué par l'Entente Ville-MTESS demeure entièrement financé par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale du gouvernement du Québec. Dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) le MTESS confie à la Ville la gestion d'une enveloppe de 10 M$ annuellement pour une période de cinq ans.

Le soutien financier que la Ville a accordé à cet organisme pour le même projet au cours des dernières années se résume comme suit :

Organisme	Projet	Soutien accordé			Soutien recommandé 2020 / 2021 / 2023	Soutien au projet global %
		2017	2018	2019		
Société Ressources -Loisirs de Pointe-aux-Trembles	Mon milieu, ma communauté	-	22 553 $	31 574 $	22 553 $ / année *pour un total de* 67 659 $	20 %

Le montant alloué en 2019 était plus élevé, car en 2017 l'organisme Action secours, Vie d'espoir n'avait pas utilisé toute la contribution reçue. L'excédent de 9 021 $ a donc été ajouté pour la réalisation du projet sélectionné en 2019, conformément au choix de la Ville de Montréal-Est.

Les soutiens financiers versés depuis 2017 par toute unité d'affaires de la Ville sont présentés en pièces jointes.

Ce projet a pu débuter avant son adoption par l'instance décisionnelle car il est issu d'un maillage financier.

Informations pour l'imputation budgétaire :

- Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale
- Montréal-Est
- 101212 - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale - MTESS

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce projet s'inscrit dans l'action 9 du plan d'action Montréal durable 2016-2020 : « Lutter contre les inégalités et favoriser l'inclusion ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'objectif de ce projet est d'assurer une base alimentaire aux enfants et aux familles habitant les coopératives d'habitation mentionnées précédemment, un secteur particulièrement défavorisé aux prises avec des problématiques multiples. La non-réalisation de ce projet augmenterait les risques d'insécurité alimentaire déjà présents dans ce secteur et les problématiques associées.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans la situation de crise en cours, il est difficile de confirmer si ce projet aura besoin d'ajustements ou d'adaptations. Si la situation perdure, la Ville et l'Organisme devront convenir des besoins d'ajustement ou d'adaptation requis.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les communications doivent se faire selon les modalités de visibilité du programme prévues au protocole de communication publique, Annexe 2 du projet de convention.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

3 juin 2020 : Présentation du dossier au comité exécutif
Conforme au calendrier de réalisation du projet

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Judith BOISCLAIR)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Isabelle LÉPINE
Agente de recherche

Tél : 514 872-9657
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-21

Nadia BASTIEN
Directrice - Direction du BINAM

Tél : (514) 872-3510
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Johanne DEROME
Directrice - Service de la diversité et de l'inclusion sociale
Tél : 514-872-6133
Approuvé le : 2020-05-13

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

GDD 120 8377 001

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse est située au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, autorisé aux fins des présentes en vertu du règlement RCE 02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **SOCIÉTÉ RESSOURCES-LOISIRS DE POINTE-AUX-TREMBLES**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 12125, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H1B 2Y9, agissant et représentée par M. Daniel Gratton, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

N^{o} d'inscription TPS : R104917927RT0001
N^{o} d'inscription TVQ : 1006100330
N^{o} d'inscription d'organisme de charité : S. O.

Ci-après appelée l'« Organisme »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MTESS** ») ont conclu une Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité pour la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023 (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MTESS et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques en lien avec les situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme ressource qui a une offre diversifiée d'activités de loisirs (culturelles, sportives et récréatives), de développement et de service à la communauté;

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : le Guide d'accompagnement en matière de communications mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : la directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.8 « **Unité administrative** » : le Service de la diversité et de l'inclusion sociale de la Ville

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au *Protocole de visibilité* joint à la présente Convention à l'Annexe 2, le cas échéant, et au *Guide d'accompagnement en matière de communications* joint à la présente Convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 30 avril de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention et le 31 mars pour la première année et la période du 31 mars d'une année au 31 mars de l'année suivante pour les années subséquentes.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de CENT MILLE dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de CENT MILLE dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MTESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente Convention une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

4.10 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de contribution financière comportant les informations requises par le Responsable telles que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds, la mention des organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **SOIXANTE-SEPT MILLE SIX CENT CINQUANTE-NEUF** dollars (**67 659** $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

5.2.1 Pour l'année 2020-2021 :

5.2.1.1 une somme maximale de **DIX-HUIT MILLE QUARANTE-TROIS** dollars (**18 043** $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention;

5.2.1.2 une somme maximale de **QUATRE MILLE CINQ CENT DIX** dollars (**4 510** $) à la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable;

5.2.2 Pour l'année 2021-2022 :

5.2.2.1 une somme maximale de **DIX-HUIT MILLE QUARANTE-TROIS** dollars (**18 043** $) dans les trente (30) jours à la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable;

5.2.2.2 une somme maximale de **QUATRE MILLE CINQ CENT DIX** dollars (**4 510** $) à la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable;

5.2.3 Pour l'année 2022-2023 :

5.2.3.1 une somme maximale de **DIX-HUIT MILLE QUARANTE-TROIS** dollars (**18 043** $) dans les trente (30) jours à la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable;

5.2.3.2 une somme maximale de **QUATRE MILLE CINQ CENT DIX** dollars (**4 510** $) à la remise du rapport final à la satisfaction du Responsable.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2023.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 12125, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H1B 2Y9, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801 rue Brennan 4e étage, Montréal, Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de 2020

SOCIÉTÉ RESSOURCES-LOISIRS DE POINTE-AUX-TREMBLES

Par : _____
Daniel Gratton, directeur général

Cette convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de ……..……..…… 2020 (Résolution CE20 …….).

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1208377001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Objet :	Accorder un soutien financier de 67 659 $ à Société Ressources-loisirs Pointe-aux-Trembles afin de réaliser le projet Mon milieu, ma communauté pour la période du 1er avril 2020 au 31 mars 2023 dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) / Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1208377001 MTESS MTL Est.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Judith BOISCLAIR
Préposée au budget
Tél : 514 872-2598

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-22

Arianne ALLARD
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-4785
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.038

2020/06/03
08:30

Dossier # : 1208468010

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Partenariats stratégiques et affaires internationales
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	COVID – 19 : Accorder un soutien financier non récurrent d'un maximum de 197 866 $ à 6 organismes, pour la période et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, dans le cadre de l'appel de propositions aux OBNL pour le soutien technique aux entreprises / Approuver les projets de convention à cet effet

Il est recommandé :
1. d'accorder un soutien financier non récurrent totalisant la somme de 197 866 $ aux 6 organismes ci-après désignés, pour la période et le montant indiqué en regard de chacun d'eux :

ORGANISME	PROJET ET PÉRIODE	MONTANT
1. Bureau de Prod	- Accès à un réseau de ressources humaines expertes qui sont spécialisées en gestion d'intelligence collective, en administration et en communication. Le projet cherche à apporter des pistes de réflexion sur des modèles de pensées de création et de diffusion des œuvres et d'apporter des réponses aux problématiques de gestion d'organisme en temps de crise. - Création d'un espace de partage d'information et de solutions pour enrichir les échanges avec des recherches pertinentes. L'objectif est d'outiller les acteurs du milieu et leur apporter des solutions possibles et renforcer le sentiment d'appartenance. **Période : 6 mois**	26 159 $

2. TechnoMontréal	Création d'une plateforme de type « marketplace » qui va faire un pont entre les firmes de technologie et les entreprises qui cherchent des solutions pour réaliser ces projets. Cette plateforme permettra d'accélérer la transformation technologique en facilitant le jumelage entre les entreprises et les fournisseurs de solutions technologiques ayant les effectifs et les compétences pour mener des projets précis. **Période : 2 mois**	79 975 $
3. Le Comité	Réalisation d'une gamme de pastilles et éléments graphiques pour la création des parcours sanitaires dans les commerces. **Période : 8 mois**	15 015 $
4. Espace Temps	Mise sur pied du Programme Éclair, un guichet de consultation donnant accès gratuitement à de l'accompagnement à l'innovation pour organismes et coopératives montréalaises. L'approche d'Espaces temps est tournée vers la mobilisation de connaissances, avec un accent sur le transfert, en lien avec le développement et la consolidation de projet. L'approche vise à accompagner les porteurs de projets, par de rapides consultations, pour identifier les enjeux, clarifier leur vision et faire émerger des pistes de solutions. **Période : 6 semaines**	15 000 $
5. MTL In Vivo	Avec MMode, développement d'un répertoire de fournisseurs d'équipements de protection sanitaire et le rendre disponible largement sur leurs sites web respectifs, mais aussi auprès des associations industrielles, du réseau scolaire, PME Montréal, etc. Ce répertoire des fournisseurs permettra aux entreprises et organisations dédiées à la recherche d'équipement de protection sanitaire d'identifier rapidement les bonnes ressources pour leurs besoins spécifiques.	11 717 $

	Période : 4 mois	
6. Chambre de commerce de l'Est de Montréal	Diagnostique général des PME affectées par la crise, proposition de plans de contingence et recommandations sur le renouvellement du modèle d'affaires. Le diagnostique se ferait via un service d'accompagnement d'un certain nombre d'heures pour proposer les plans de contingence et les recommandations. **Période : 6 mois**	50 000 $

2. d'approuver les 6 projets de convention à cet effet;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel**.** Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-05-21 11:03

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1208468010**

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Partenariats stratégiques et affaires internationales
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	COVID – 19 : Accorder un soutien financier non récurrent d'un maximum de 197 866 $ à 6 organismes, pour la période et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, dans le cadre de l'appel de propositions aux OBNL pour le soutien technique aux entreprises / Approuver les projets de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

La pandémie causée par la COVID-19 a provoqué une série d'enjeux qui affectent directement de nombreuses entreprises. L'impact de la crise sur l'environnement d'affaires montréalais s'est fait sentir immédiatement et notamment sur la continuité des opérations de nombreuses PME qui disposent de peu de ressources internes pour y faire face. C'est pourquoi, en plus des appuis financiers annoncés par différents paliers gouvernementaux, il a été identifié, notamment via la ligne téléphonique *Affaires* et les partenaires du Service du développement économique (SDÉ), un besoin urgent des entreprises en terme de solutions techniques et de moyens tangibles pour faire face aux défis posés par la COVID-19.

Dans ce contexte, il est proposé d'octroyer de l'aide financière à des organismes à but non lucratif (OBNL) sélectionnés dans le cadre de l'appel de propositions aux OBNL pour le soutien technique aux entreprises. Ces organismes ont présenté des projets admissibles, qui ont été analysés et retenus par un comité composé de représentants du SDÉ.

Le présent dossier présente pour approbation les projets des organismes suivants :

1. Bureau de Prod	26 159 $
2. Techno Montréal	79 975 $
3. Le Comité	15 015 $
4. Espace-Temps	15 000 $
5. MTL In Vivo	11 717 $
6. Chambre de commerce de l'Est de Montréal	50 000 $
TOTAL	**197 866 $**

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE20 0720 - 20 mai 2020 - Accorder un soutien financier non récurrent d'un maximum de 378 200 $ à 5 organismes, pour la période et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, dans le cadre de l'appel de propositions aux OBNL pour le soutien technique aux

entreprises / Approuver les projets de convention à cet effet ;
CE20 0588 - 29 avril 2020 - Accorder un soutien financier non récurrent d'un maximum de 280 200 $ à 3 organismes à but non lucratif, pour la période et le montant indiqué en regard de chacun d'eux, dans le cadre de l'appel de propositions aux OBNL pour le soutien technique aux entreprises.

DESCRIPTION

Les OBNL sélectionnés ont présenté des solutions techniques pour répondre aux besoins urgents identifiés dans le contexte de la COVID-19. Cela peut être des besoins en approvisionnement, en soutien administratif, en gestion du personnel, pour la mise en place de système de vente, etc. Les objectifs visés par l'octroi des contributions financières sont :

- Répondre aux besoins immédiats de soutien technique des PME en difficultés en raison de la situation de la COVID-19;
- Soutenir des projets qui peuvent être un complément aux appuis annoncés déjà par d'autres paliers gouvernementaux et qui répondent à des besoins urgents des PME, non liés à la perte de liquidités, ni à la continuité de leurs ventes ou au recrutement de la main d'œuvre;
- Bénéficier à un bassin significatif d'entreprises selon le secteur (incluant celles de l'économie sociale);
- Appuyer prioritairement les petites entreprises.

Un comité d'analyse composé de représentants du SDÉ a évalué les projets retenus selon les critères suivants :

- Pertinence du Projet proposé en réponse aux besoins des entreprises en difficultés en raison de la situation de la COVID-19 ;
- Portée du Projet (géographique et sectorielle);
- Nombre, type et taille des entreprises qui bénéficieront du Projet;
- Faisabilité à court terme dans le contexte actuel;
- Budget du Projet et rapport entre le coût du Projet et le nombre d'entreprises potentiellement soutenues;
- Capacité de l'organisme à porter et mettre en œuvre le Projet;
- Répartition de l'enveloppe disponible sur l'ensemble du territoire pour des projets de différentes natures.

Les projets sélectionnés sont :

Organisme	Projet	Durée	Montant du soutien	Budget total du projet	Participation de la Ville %
1. Bureau de prod	Soutien technique aux entreprises	6 mois	26 159$	28 159 $	92%
Description	Accès à un réseau de ressources humaines expertes qui sont spécialisées en gestion d'intelligence collective, en administration et en communication. Au total, 7 gestionnaires culturels seront déployés à travers le projet. Ils tenteront d'apporter des pistes de réflexion sur des modèles de pensées de création et de diffusion des œuvres et d'apporter des réponses aux problématiques de gestion d'organisme en temps de crise.				

	Création d'un espace de partage d'information et de solutions pour enrichir les échanges avec des recherches pertinentes. L'objectif est d'outiller les acteurs du milieu et leur apporter des solutions possibles et renforcer le sentiment d'appartenance.				
2. Techno Montréal	Soutien technique aux entreprises	2 mois	79 975 $	84 975 $	93,8%
Description	Créer une plateforme de type « marketplace » qui va faire un pont entre les firmes de technologie et les entreprises qui cherchent des solutions pour réaliser ces projets. Cette plateforme permettra d'accélérer la transformation technologique en facilitant le jumelage entre les entreprises et les fournisseurs de solutions technologiques ayant les effectifs et les compétences pour mener des projets précis.				
3. Le Comité	Soutien technique aux entreprises	8 mois	15 015$	22 140 $	68%
Description	Réalisation de gamme de pastilles et éléments graphiques pour la création des parcours sanitaires dans les commerces.				
4. Espace temps	Soutien technique aux entreprises	6 semaines	15 000 $	33 500 $	45%
Description	Mettre sur pied le Programme Éclair, un guichet de consultation donnant accès gratuitement à de l'accompagnement à l'innovation pour organismes et coopératives montréalaises.L'approche d'Espaces temps est tournée vers la mobilisation de connaissances, avec un accent sur le transfert, en lien avec le développement et la consolidation de projet. L'approche vise à accompagner les porteurs de projets, par de rapides consultations, pour identifier les enjeux, clarifier leur vision et faire émerger des pistes de solutions.				
5. MTL InVivo	Soutien technique aux entreprises	4 mois	11 717 $	19 247 $	61%
Description	Avec MMode, l'organisme souhaite développer un répertoire de fournisseurs d'équipements de protection sanitaire et le rendre disponible largement, sur leurs sites web respectifs, mais aussi auprès des associations industrielles, du réseau scolaire, PME Montréal, etc. Ce répertoire des fournisseurs permettra aux entreprises et organisations dédiées à la recherche d'équipement de protection sanitaire d'identifier rapidement les bonnes ressources pour leurs besoins spécifiques.				

6. Chambre de commerce de l'Est de Montréal	Soutien technique aux entreprises	6 mois	50 000 $	85 000 $	60%
Description	Diagnostique général des PME affectées par la crise, proposition de plans de contingence et recommandations sur le renouvellement du modèle d'affaires. Le diagnostique se ferait via un service d'accompagnement d'un certain nombre d'heures par entreprise pour proposer les plans de contingence et les recommandations.				

Les projets retenus ont fait l'objet de recommandations, de la part du comité d'analyse, réalisées de manière unanime.

JUSTIFICATION

Le choix des projets a été réalisé conformément aux règles et critères établis dans les documents de l'appel de propositions, inclus en pièces jointes.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense totale de 197 866 $ de source locale.
Les versements sont prévus selon le calendrier suivant :

2020	2021	TOTAL
194 851	3 015 $	197 866 $

Les crédits requis sont prévus au budget du Service du développement économique, Direction des partenariats stratégiques. (Entente 150 M$ - Réflexe Montréal - Bouquet de mesures COVID-19).

Cette dépense n'a aucun impact sur le cadre financier de la Ville.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

En plus des impacts sur la capacité des entreprises à relever leurs défis durant et après la crise de la COVID-19, ces contributions pourront améliorer les compétences des OBNL qui fournissent des services aux entreprises

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La contribution de la Ville à des OBNL ayant proposé des projets porteurs permettra d'accroître la capacité de petites et moyennes entreprises montréalaises à relever leurs défis durant et après la crise de la COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les procédures de communications de l'appel de propositions ont été l'objet de validation avec le Service des communications.

L'annonce de l'Appel a été faite le 9 avril dernier.
Les récipiendaires seront annoncés via les médias sociaux de la Ville de Montréal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avril 2020 : analyse et sélection des projets;
Juin 2020 à février 2021 : réalisation des projets

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mohamed OUALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Véronique GERLAND
Commissaire - développement économique

Tél : 514 872-4278
Télécop. : 872-

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-12

Johanne CÔTÉ-GALARNEAU
Directeur(trice) - investissement et developpement strategique

Tél : 514 872-1908
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET
Directrice
Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2020-05-14

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **BUREAU DE PROD**, personne morale sans but lucratif, constituée sous la Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38), dont l'adresse principale est 5215 rue Berri, bureau 103, H4J 2S3, Montréal, Québec, agissant et représentée par Monsieur Mathieu Mallet, Directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 722800091 RT 0001
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1224529798 TQ 0001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE le 9 avril 2020 la Ville de Montréal a lancé un appel de propositions visant à financer des projets portés par des organismes à but non lucratif (OBNL) qui souhaitent mettre sur pied un soutien technique aux petites entreprises montréalaises actuellement éprouvées par la pandémie de la COVID-19;

ATTENDU QUE l'Organisme a fourni une proposition de soutien technique dans le cadre de l'appel à propositions mentionné ci-haut, en date du 5 mai 2020;

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission l'accompagnement sur-mesure des artistes et des organismes culturels par le biais d'une offre de services en communication, production et gestion administrative;

ATTENDU QUE le projet de l'Organisme vise le soutien technique aux entreprises montréalaises dans le contexte de la COVID-19;

ATTENDU QUE le comité d'analyse a sélectionné le projet de l'Organisme;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet – Formulaire de proposition déposé par l'Organisme;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « Annexe 3 » : Tableau de suivi des objectifs et des indicateurs du projet;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : la Directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : le Service du Développement économique de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille

dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances

et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale non récurrente de vingt-six mille cent cinquante-neuf dollars (26 159$), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de vingt et un mille dollars (21 000$) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de cinq mille cent cinquante-neuf dollars (5 159 $) au plus tard 30 jours après la réception à satisfaction de la Ville du rapport d'activités du projet.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2020.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de Deux millions dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices.

10.2 L'organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. Le Contractant doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 5215 rue Berri, bureau 103, H4J 2S3, Montréal, Québec, et tout avis doit être adressé à l'attention du Directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 700, rue De La Gauchetière Ouest, 28e étage Montréal (Québec) H3B 5M2, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon,
Greffier

Le 14e jour de mai 20 20

BUREAU DE PROD

Par : _____
Monsieur Mathieu Mallet
Directeur général

Cette convention a été approuvée par le Comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de …….. 20__ (Résolution (CE20 …….).

ANNEXE 1

PROJET – FORMULAIRE DEPOSÉ PAR L'ORGANISME

Voir Annexe attaché

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.

- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.

- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.

- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc. Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***

- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.

- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:
    - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance;
    - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le projet;
    - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez utiliser le courriel suivant : mairesse@ville.montreal.qc.ca.

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo).

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).

- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.

- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.

- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).

- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.

S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.

- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.

- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite à la mairesse doit être envoyée à l'adresse suivante : mairesse@ville.montreal.qc.ca.

ANNEXE 3

CANEVAS – SUIVI ET BILAN

Voir annexe attaché

FORMULAIRE - Appel de propositions pour les OBNL aux fins d'offrir du soutien technique aux entreprises

Tous les champs doivent obligatoirement être répondus pour que la demande soit complète. Réponses en français seulement.

Informations sur l'organisme

Nom de l'organisme :	Bureau de Prod
Numéro d'entreprise du Québec (Registraire des entreprises) :	1172537848
Adresse de la place d'affaires principale :	5215 rue Berri, bureau 103, H4J 2S3, Montréal, Québec
Adresse de la place d'affaires sur le territoire de la Ville de Montréal (si différente) :	IDEM
Description de la mission de l'organisme :	Avec son approche collaborative, Bureau de Prod s'est fixé comme mission l'accompagr
Nom et titre de la personne responsable :	Mathieu Mallet - directeur général
Courriel :	mathieu@bureaudeprod.com
Téléphone :	(438) 388-0227 ext. : 1

Description du projet de soutien technique aux entreprises (ci-après le « Projet »)

Dans le contexte de la situation de la COVID-19, à quel(s) besoin(s) des entreprises de votre écosystème souhaitez-vous répondre? (maximum 150 mots)

La crise sanitaire impose une pause au milieu culturel. Plusieurs répercussions sont déjà à déplorer, par exemple : perte de revenus autonomes; suspension de centaines d'heures de création; mise à pied des équipes de travail; perte de visibilité dans la sphère numérique; perte de vision au niveau des plans de diffusion des œuvres – étant donné que nous ne savons pas lorsque les salles de spectacles vont ouvrir à nouveau, annulation des festivals, etc. Cette période nous pousse à trouver de nouvelles manières de créer des œuvres, de gérer les organismes et à repenser l'expérience événementielle puisqu'il nous parait difficile de rassembler le public dans les prochains mois. En tant qu'organisme de soutien aux entreprises culturelles et artistiques, nous souhaitons agir afin d'appuyer les artistes entrepreneurs et gestionnaires dans leurs réflexions collectives sur les nouvelles pratiques de création et de diffusion puis dans un deuxième temps sur leur planification. Les organismes culturels ne sont pas tous équipés face à cette situation sans équivalent. Ils manquent d'expertises, auxquelles ils n'ont que très peu accès en ces temps de crise, par manque de moyen et n'ont pas encore le recul nécessaire pour réinventer un modèle de création.

Montréal

Votre Projet émane-t-il d'un état de situation constaté par une étude, un sondage ou une enquête réalisés auprès des entreprises que vous souhaitez soutenir par votre Projet? Précisez. (50 mots)

Après une première enquête auprès de nos membres artistes entrepreneurs et gestionnaires culturels, nous avons sondé la communauté artistique à travers notre réseau numérique ainsi que ceux des regroupements des diverses disciplines : théâtre, danse, cirque, musique, etc. Nous avons eu plus de 100 réponses en date du 22 avril 2020.

Quel Projet de soutien technique présentez-vous pour répondre à ce(s) besoin(s)? (maximum 150 mots)

Étant établis en 2017 et reconnus pour notre accompagnement auprès de notre communauté (plus de 180 membres accompagnés depuis nos débuts), nous souhaitons répondre à leurs problématiques pendant la crise sanitaire en leur donnant accès à notre réseau de ressources humaines expertes qui sont spécialisées en gestion d'intelligence collective, en administration, en communication et en diffusion. Au total, 12 gestionnaires culturels seront déployés à travers le projet. Ils tenteront d'apporter des pistes de réflexion sur des modèles de pensées de création et de diffusion des œuvres, d'apporter des réponses aux problématiques de gestion d'organisme en temps de crise et d'accompagner les artistes entrepreneurs dans des dossiers plus complexes, et d'amorcer un transfert de connaissances. Nous souhaitons créer un espace de partage d'information et de solutions et enrichir les échanges avec des recherches pertinentes. L'objectif est d'outiller les acteurs du milieu et leur apporter des solutions possibles et renforcer le sentiment d'appartenance. Les artisans seront amenés à étudier 2 à 3 scénarios lors de certains ateliers selon la reprise «normale» des activités : optimiste automne 2020, prudent printemps 2021, pessimiste été 2022.

Précisez les services qui seront déployés dans le cadre de votre Projet, ainsi que la structure et les ressources (humaines, matérielles, etc.) que vous mettrez en place pour y parvenir. (maximum 200 mots)

En lien avec les résultats du sondage et les méthodes à adopter selon les répondants, nous souhaitons présenter notre projet en 2 phases :
- 9 ateliers (4 d'intelligence collective – artistique ; 2 ateliers en administration, 2 en communication et 1 en diffusion.);
- 280 heures d'accompagnement soit par soutien personnalisé sur 10 heures environ, ou soit par service conseil (consultation d'une heure).

Les services seront tenus par la direction générale – qui coordonnera le projet et 11 accompagnateurs experts – dont deux ressources internes de l'organisme - qui compte plusieurs années d'expérience au sein du Ministère de la Culture, de différents conseils des arts ou à la tête de plusieurs organisations. Nous scellons à cette occasion deux partenariats : l'un avec Atelier Alambice qui a une expertise en atelier d'intelligence collective et le deuxième avec un autre organisme de soutien : Agence Mickaël Spinnhirny – spécialisé en diffusion et développement international.

Afin de respecter les recommandations de la santé publique, les services seront donnés via la plateforme Zoom – où en physique si la situation le permet. Un rapport d'activité sera diffusé par l'entremise de plusieurs regroupements artistiques, notre propre réseau numérique et nos membres à la fin du projet, afin d'en tirer des leçons et établir – peut-être des nouvelles pratiques de création et de gestion. Avec ce projet, nous estimons que nous pourrons redonner 388 heures à la communauté : ateliers et accompagnements – ce qui est une plus-value importante pour les artistes gestionnaires. (Voir annexe).

Quels sont les impacts ou les améliorations à court terme générés par le Projet pour les entreprises par rapport à la situation actuelle? (maximum 150 mots)

Ce projet est une réponse immédiate à la solitude des bénéficiaires, qui auront des décisions stratégiques importantes à prendre à court et moyen terme en ce qui a trait à leur pratique artistique et la gestion de leur organisme. Cette «plateforme» de réflexion multi sectorielle, artistique et de gestion est fondamentale dans un milieu culturel fragmenté, en manque de reperds en ces temps de crise. Ce projet vise à identifier des solutions afin de continuer leurs activités, de garder un lien avec leur public et de rester visible, de les soutenir dans leur planification. Ces services leur serviront à identifier des pistes de solutions de création : passer par le numérique pour créer et atteindre sa cible ? Mutualisation entre plusieurs organismes artistiques ? Comment ré imaginer des nouvelles sources de revenus ? Etc. Ces pistes serviront également à identifier les prochaines étapes de gestion de leur organisme via les nouvelles pratiques de création (subventions, gestion financière, plan de communication, etc.)

Dans quel(s) secteur(s) du territoire de la Ville de Montréal se déploie votre Projet? (une ligne)

Nous sommes solidement ancré à Montréal. Pas d'arrondissement en particulier. Toute la communauté culturelle montréalaise est touchée.

Quel(s) secteur(s) économique(s) est ou sont touché(s) par votre Projet? (une ligne)

Secteur culturel - artistique / Artistes des arts de la scène, artistes visuels, gestionnaire.

Quel est le budget total de mise en oeuvre de votre Projet? (une ligne)

28 159 $

Quelle est la durée du Projet? (une ligne)

6 mois

À la suite du versement de la contribution financière, le cas échéant, combien de temps sera requis pour mettre en oeuvre le Projet? (une ligne)

Il nous faudrait deux à trois semaines maximum pour mettre en place le projet : communications + prep. ateliers. Une partie de la communaut

Quelle est votre estimation du nombre d'entreprises qui bénéficieront du Projet? (une ligne)

Entre 150 à 200 bénéficiaires maximum.

Quelle est la taille moyenne de ces entreprises? (une ligne)

Entre 1 et 10 salariés maximum

Budget du Projet

Veuillez indiquer dans le tableau ci-dessous les revenus et les dépenses prévus dans le cadre de la mise en oeuvre du Projet.

Revenus	2020	Précisions
Revenus de l'organisme dédiés au Projet	2000 $	Contribution de Bureau de Prod via son fonds de roulement.
Revenus issus de la participation de partenaires (indiquer les partenaires et la nature de la contribution dans la colonne Précisions)	2400	MMode en nature, pour la coordination des activités avec Montréal InVivo et fournir l'information disponible à l'interne 2h/sem. pour 4 semaines, puis, 0,5h/sem. pour 8 semaines
Dépenses du Projet		**Détail des dépenses**
Salaires (proportion de la rémunération des employés de votre organisme qui sont impliqués dans la mise en œuvre du Projet)	2000 $	Coordination en amont et pendant le projet et suivi auprès des regroupements artistiques et les médias pour le rapport. Seule la direction est salariée - les autres membres de l'équipe interne sont travailleurs autonomes - voir section Honoraires (des ressources impliquées dans le projet).
Honoraires (services professionnels et de consultation fournis à votre organisme par un tiers pour la mise en œuvre du Projet)	22100 $	9 responsables-animateur ateliers x 3 h de prep x 3 h d'atelier x 100 $/h + 9 soutien ateliers x 3 h de prep x 3 h d'atelier x 50 $ /h = 8 100 $ Accompagnement : 280 h x 50 $ / h = 14 000 $
Fournitures, matériel, espaces, bureautique, licences informatiques	120 $	Session de Zoom pour six mois à plusieurs intervenants et animateurs
Promotion, marketing et communications	2.189 $	Publicité réseaux sociaux (289$) + graphisme (300$) Honoraire chargé des communications : 40$x40 heures : 1 600 $
Frais de gestion	1750 $	Adjoint à la coordination : 50 heures à 35 $/h
Autres frais (précisez)	2000	- Contingence
Total des dépenses du projet	28159 $	
Total des revenus moins les dépenses	-26159 $	
Montant demandé à la Ville de Montréal pour le Projet	26159 $	

Dépenses non admissibles

Les dépenses suivantes ne sont pas couvertes : frais de représentation, améliorations locatives achat d'ordinateur et tout autre frais qui n'est pas relié directement au projet.

Important : Documents à fournir avec votre demande

Lors de l'envoi de votre formulaire dûment rempli, veuillez fournir également le document requis suivant :

- Copie des états financiers du dernier exercice financier terminé, adoptés par le conseil d'administration de votre organisme.

Seules les demandes complètes seront soumises au comité d'analyse. Suivant la réception de votre demande, un commissaire communiquera avec vous dans les meilleurs délais.

Si votre Projet est retenu, vous aurez ensuite à fournir les documents suivants afin de préparer la convention de contribution financière :

- Acte constitutif ou copie des lettres patentes.
- Résolution du conseil d'administration de l'organisme autorisant la personne qui le représente à déposer un Projet et à signer la convention de contribution financière, le cas échéant.

Veuillez vous assurer de pouvoir fournir tous ces documents dans les moindres délais suivant l'acceptation de votre Projet par la Ville. L'absence de l'un des documents demandés dans des délais raisonnables peut entraîner le refus du Projet.

Signature

☑ Nous déclarons que l'information fournie est véridique et exacte, que la réalisation du Projet n'aura pas débuté avant l'approbation de la convention de contribution financière par les instances décisionnelles de la Ville, que le signataire de la présente demande est dûment autorisé à signer au nom de l'organisme et que l'organisme, ses administrateurs, employés et membres prennent toutes les mesures requises pour éviter tous conflits d'intérêts avec la Ville de Montréal.

Signature : Mathieu Mallet

Signature numérique de Mathieu Mallet
Date : 2020.05.12 22:37:01 -04'00'

Date : 12/05/2020

Appel de propositions pour les OBNL aux fins d'offrir du soutien technique aux entreprises

CANEVAS DE SUIVI ET BILAN DU PROJET

Date	Organisme porteur
11 mai 2020	Bureau de Prod

Objectifs de réalisation du Projet

Section à remplir avant la signature de la convention

Objectifs et résultats attendus

Objectif	Cible	Indicateur(s)
Identifier des pistes de solutions de reprises des activités artistiques des artistes entrepreneurs dans le strict respect des exigences de la santé publique	9 ateliers 72 artistes 70 % d'artistes satisfaits en moyenne 2 à 3 pistes de solutions de création apportées	• Nombre de pistes identifiées en collaboration avec les artistes
Outiller les artistes entrepreneurs dans leur pratique de gestion : subventions, planification, communications.	Artistes entrepreneurs – qui ont une compagnie à leur charge – dans toutes les disciplines : arts vivants, art visuel 100 artistes accompagnés 280 heures d'accompagnement 70 % de taux de satisfaction	• Nombre d'ateliers • Nombre d'artistes inscrits aux ateliers • Nombre d'heures d'accompagnement • Nombre d'entreprises accompagnées • Taux de satisfaction des artistes à l'égard du soutien

Autres indicateurs sollicités par la Ville

Indicateur	Cible
Nombre d'entreprises soutenues par le Projet	150 minimum

Activités et livrables du Projet

Étape / activité	Livrable(s)	Échéance prévue
Montage du projet et coordination	- Échéancier - Plan de communication - Entente partenaires - Plateforme site internet	15 juin maximum pour le début du projet
Ateliers	- Plan d'ateliers - Liste des participants - Tableau des enjeux vécus et solutions apportés par les groupes	Fin septembre
Accompagnement	- Plan d'accompagnement - Grille de processus et de suivi - Formulaire d'évaluation d'accompagnement - Réunion mensuelle de l'équipe et des accompagnateurs : bilan - Liste des entreprises soutenues	Fin décembre maximum
Rapport d'activité	- Rapport d'activité envoyé aux regroupements artistiques	Janvier 2021

Bilan du Projet

Section à remplir à la fin du Projet

Bilan des activités

Objectifs et résultats attendus

Objectif	Indicateur(s)	Résultat	Commentaires

Indicateurs sollicités par la Ville

Indicateur	Résultat	Commentaires
Nombre d'entreprises soutenues par le Projet		

Autres retombées non prévues par le Projet

Résultat	Indicateur	Commentaires

Méthodologie utilisée

Précisez la méthodologie utilisée pour récolter les données.

Bilan financier

Revenus et dépenses du Projet

Revenus	Montant prévisionnel	Montant réel	Précisions
Contribution octroyée par la Ville pour le Projet			
Revenus de l'organisme dédiés au Projet			
Revenus issus de la participation de partenaires			
Sous-total (revenus)			
Dépenses			
Salaires			
Honoraires			
Fournitures, matériel, espaces, bureautique, licences informatiques			
Promotion, marketing et communications			
Frais de gestion			
Autres frais (précisez)			
Sous-total (dépenses)			
Total (revenus moins dépenses)			

Précisions sur le bilan financier

Veuillez expliquer les différences observables entre les revenus et les dépenses prévisionnels et réels. Précisez les éléments nouveaux, s'il y a lieu.

Bilan de visibilité

Présentez les activités de visibilité et de communication réalisées dans le cadre du Projet (respecter le protocole de visibilité de la Ville de Montréal) et leurs résultats le cas échéant. Pour les événements, ajoutez une courte description. Si vous avez une revue de presse à nous partager, vous pouvez la joindre en annexe.

Commentaires additionnels

Présentez toute autre information que vous jugez pertinente pour le bilan du Projet. Des documents peuvent être joints en annexe.

Mesure du rendement

1. La Ville de Montréal mesurera le rendement attendu du Projet sur la base d'indicateurs de suivi en lien avec le projet qu'elle pourra demander à l'OBNL.

2. L'OBNL fournira une liste des entreprises/bénéficiaires de ses services.

3. L'OBNL s'engage à informer les bénéficiaires de ses services, au moment de lui offrir des services en lien avec le Projet, qu'il est financé par la Ville de Montréal et, qu'à ce titre :

4. Il peut transmettre les informations suivantes à la Ville de Montréal :

    a) le nom, le numéro d'entreprise du Québec (NEQ) et les coordonnées de l'organisation;
    b) le genre d'organisation, son emplacement et le secteur d'activités;
    c) la nature du service reçu par l'organisation et les activités menées;

5. À des fins d'évaluation et de vérification, les représentants de la Ville de Montréal peuvent à l'occasion communiquer avec les bénéficiaires des services offerts par l'OBNL dans le cadre du projet.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **TECHNOMONTRÉAL**, personne morale sans but lucratif, constituée sous la Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38), dont l'adresse principale est 550, rue Sherbrooke Ouest, bureau 1770, Tour Ouest Montréal, Québec, H3A 1B9, agissant et représentée par M. François Borrelli, Président-directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. :
Numéro d'inscription T.V.Q. :

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE le 9 avril 2020 la Ville de Montréal a lancé un appel de propositions visant à financer des projets portés par des organismes à but non lucratif (OBNL) qui souhaitent mettre sur pied un soutien technique aux petites entreprises montréalaises actuellement éprouvées par la pandémie de la COVID-19;

ATTENDU QUE l'Organisme a fourni une proposition de soutien technique dans le cadre de l'appel à propositions mentionné ci-haut, en date du 6 mai 2020;

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de mobiliser l'écosystème des technologies du Grand Montréal;

ATTENDU QUE le projet de l'Organisme vise le soutien technique aux entreprises montréalaises dans le contexte de la COVID-19;

ATTENDU QUE le comité d'analyse a sélectionné le projet de l'Organisme;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet – Formulaire de proposition déposé par l'Organisme;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « Annexe 3 » : Tableau de suivi des objectifs et des indicateurs du projet;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : la Directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : le Service du Développement économique de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille

dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances

et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale non récurrente de soixante-dix-neuf mille neuf cent soixante-quinze dollars (79 975$), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de soixante-quatre mille dollars (64 000$) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de quinze mille neuf cent soixante-quinze dollars (15 975$) au plus tard 30 jours après la réception à satisfaction de la Ville du rapport d'activités du projet.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 août 2020.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de Deux millions dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices.

10.2 L'organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. Le Contractant doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 550, rue Sherbrooke Ouest, bureau 1770, Tour Ouest Montréal, Québec, H3A 1B9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Président-directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 700, rue De La Gauchetière Ouest, 28e étage Montréal (Québec) H3B 5M2, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon,
Greffier

Le 11e jour de MAI 2020

TECHNOMONTRÉAL

Par : _____
M. François Borrelli
Président-directeur général

Cette convention a été approuvée par le Comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de …….. 20__ (Résolution (CE20 …….).

ANNEXE 1

PROJET – FORMULAIRE DEPOSÉ PAR L'ORGANISME

Voir Annexe attaché

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.

- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.

- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.

- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc. Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***

- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.

- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:
    - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance;
    - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le projet;
    - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez utiliser le courriel suivant : mairesse@ville.montreal.qc.ca.

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo).

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).

- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.

- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.

- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).

- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.

S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.

- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.

- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite à la mairesse doit être envoyée à l'adresse suivante : mairesse@ville.montreal.qc.ca.

ANNEXE 3

CANEVAS – SUIVI ET BILAN

Voir annexe attaché

FORMULAIRE - Appel de propositions pour les OBNL aux fins d'offrir du soutien technique aux entreprises

Tous les champs doivent obligatoirement être répondus pour que la demande soit complète. Réponses en français seulement.

Informations sur l'organisme

Nom de l'organisme :	TechnoMontréal
Numéro d'entreprise du Québec (Registraire des entreprises) :	1164331234
Adresse de la place d'affaires principale :	550 - rue Sherbrooke Ouest, bureau 1770, Tour Ouest Montréal
Adresse de la place d'affaires sur le territoire de la Ville de Montréal (si différente) :	IDEM
Description de la mission de l'organisme :	mobiliser l'écosystème des technologies du Grand Montréal
Nom et titre de la personne responsable :	François Borrelli- président directeur général
Courriel :	françois.borrelli@technomontreal.com
Téléphone :	(514) 575-0997 ext. :

Description du projet de soutien technique aux entreprises (ci-après le « Projet »)

Dans le contexte de la situation de la COVID-19, à quel(s) besoin(s) des entreprises de votre écosystème souhaitez-vous répondre? (maximum 150 mots)

La crise révèle le besoin urgent d'accélérer la transformation technologique de plusieurs secteurs d'activités (commerce de détail, la santé, éducation, etc), afin d'assurer leur survie et prospérité. Plusieurs entreprises sont dans l'impossibilité de continuer leurs activités bien que des solutions technologiques pourraient leur permettre de maintenir plusieurs d'entre elles. Plusieurs entreprises de notre écosystème offrent des solutions technologiques pouvant aider les entreprises. C'est notamment pourquoi nous avons créé le mur québécois des innovations technologiques un catalogue d'innovations technologiques gratuitement et disponible à tous. L'engouement pour ce projet embryonnaire nous démontre l'intérêt et le besoin pour une plateforme complète.
TechnoMontréal (TM) collabore présentement avec la Corporation de gestion des marchés publics (La Corporation) en proposant un plan d'accompagnement pour la mise à niveau de leur infrastructure TI qui inclut: séance d'état de la situation (besoins/problèmes), présentation d'un plan d'action, élaboration d'appel à solution, gestion de l'appel à solution (lancement et gestion de questions/réponses), évaluation des propositions. Une 2ième phase est prévue qui est en lien avec le volet marchand et consommateur. Cette initiative nous a permis de constater le besoin de mettre en place une plateforme de type « marketplace » qui pourrait ainsi accélérer la mise en œuvre de tels projets.

Votre Projet émane-t-il d'un état de situation constaté par une étude, un sondage ou une enquête réalisés auprès des entreprises que vous souhaitez soutenir par votre Projet? Précisez. (50 mots)

À la suite d'un sondage auprès de nos membres, les principaux enjeux auxquels ils font face pendant la crise sont ceux liés à la numérisation des opérations (33%), ainsi que la gestion du changement vers un mode de travail virtuel/télétravail (41%). Ceci nous démontre le besoin d'accélérer rapidement la transformation technologique, afin de faciliter la reprise.

Quel Projet de soutien technique présentez-vous pour répondre à ce(s) besoin(s)? (maximum 150 mots)

Afin d'accélérer la transformation technologique et de faire valoir l'expertise technologique québécoise, nous souhaitons créer une plateforme de type «marketplace » qui va faciliter le jumelage entre les entreprises cherchant à prendre le virage numérique et les fournisseurs de solutions technologiques ayant les compétences pour mener des projets spécifiques à chaque client. Ceci permettra de démystifier le processus de transformation numérique auprès des petits joueurs en présentant des solutions accessibles à leur budget. Outre la capacité de combler un besoin court terme comme celui de « la Corporation », cette plateforme vise la pérennité et son implantation permettra d'accompagner d'autres entreprises pour les prochaines années. L'impact à court-terme vise les 250 membres actuels de la Corporation mais aussi les entreprises de solutions technologiques (actuellement plus de 350 et en croissance). Nous comptons faire une campagne de promotion de cette plateforme auprès des divers regroupements industriels tels que le CQCD comptant plus de 200 membres dans la région de Montréal. Ainsi nous estimons avoir un impact auprès de 1000 entreprises à la fin de l'année 2020 (incluant fournisseurs de technologie; visibilité/implantation)

Précisez les services qui seront déployés dans le cadre de votre Projet, ainsi que la structure et les ressources (humaines, matérielles, etc.) que vous mettrez en place pour y parvenir. (maximum 200 mots)

La plateforme de type « Marketplace » nous permettra d'optimiser le processus d'appels à solutions technologique. Ce processus sera au besoin supporté dans sa démarche par TechnoMontréal. C'est actuellement le mandat que nous avons avec la Corporation de gestion des marchés publics mais de façon « manuelle »: analyse du besoin, rédaction de l'appel à solution, gestion de l'appel et évaluation. Nous allons créer un comité aviseur experts externes afin d'évaluer les différentes solutions et identifier celles permettant de répondre aux besoins spécifiques de « La Corporation ». De même, il sera aussi possible pour les entreprises de chercher par elle-même sur cette plateforme. Deux phases sont prévues au projets. Ces dernières se feront en parallèle;
1) 2e mandat avec «La Corporation»: Modernisation de l'expérience marché-marchands-clients en implantant des technologies innovantes.
2) Mise en place de la plateforme technologique de type « Marketplace ».
TechnoMontréal offrira les services suivants à travers cette plateforme:
-Accompagnement à la rédaction de l'appel solutions
-Publication de l'appel à solutions
-Intermédiaire pour les questions associées à l'appel à solutions
-Comité d'experts externes (NEUTRES) pour évaluations des solutions proposées
-Accompagnement lors de l'implantation. Afin d'assurer sa mission de NEUTRALITÉ, des comités d'experts externes seront mis en place pour évaluer chaque solution selon des critères spécifiques à chaque projets et déterminés à l'avance.

Quels sont les impacts ou les améliorations à court terme générés par le Projet pour les entreprises par rapport à la situation actuelle? (maximum 150 mots)

D'une part, ce projet permettra de faciliter la transformation technologique des entreprises en leur offrant un outil impartial et transparent pour évaluer les différentes solutions et entreprises. Nous croyons que cela permettra d'accélérer le processus d'implantation et donc la reprise des activités de plusieurs entreprises. D'une autre part, ce registre permettra aux entreprises technologiques québécoises de faire valoir leur expertise, d'augmenter leur revenu et d'offrir un soutien face à la crise.

Dans quel(s) secteur(s) du territoire de la Ville de Montréal se déploie votre Projet? (une ligne)

L'ensemble du territoire montréalais

Quel(s) secteur(s) économique(s) est ou sont touché(s) par votre Projet? (une ligne)

L'ensemble de l'écosystème des technologies

Quel est le budget total de mise en oeuvre de votre Projet? (une ligne)

84975

Quelle est la durée du Projet? (une ligne)

2 mois d'implantation initiale. La plateforme "marketplace" sera ensuite utilisée pour accompagner les entreprises dans les prochaines année

À la suite du versement de la contribution financière, le cas échéant, combien de temps sera requis pour mettre en oeuvre le Projet? (une ligne)

La création de la plateforme devrait prendre deux mois.

Quelle est votre estimation du nombre d'entreprises qui bénéficieront du Projet? (une ligne)

Plus de 1000 entreprises puisqu'il y a à la fois les fournisseurs de solutions, ainsi que les entreprises mandataires

Quelle est la taille moyenne de ces entreprises? (une ligne)

PME

Budget du Projet

Veuillez indiquer dans le tableau ci-dessous les revenus et les dépenses prévus dans le cadre de la mise en oeuvre du Projet.

Revenus	2020	Précisions
Revenus de l'organisme dédiés au Projet	5000 $	Budget global dédié au projet
Revenus issus de la participation de partenaires (indiquer les partenaires et la nature de la contribution dans la colonne Précisions)	2400	MMode en nature, pour la coordination des activités avec Montréal InVivo et fournir l'information disponible à l'interne 2h/sem. pour 4 semaines, puis, 0,5h/sem. pour 8 semaines
Dépenses du Projet		**Détail des dépenses**
Salaires (proportion de la rémunération des employés de votre organisme qui sont impliqués dans la mise en œuvre du Projet)	18250 $	PHASE 1: Accompagnement d'un 2è appel à solution avec « La Corporation » Analyse, préparation et gestion appel à solutions = $70 heure x 100hr = $7000. PHASE 2: Gestion de projet - création de la plateforme technologique 50$ heure x 225h (75% de la tâche d'un gestionnaire) $11250
Honoraires (services professionnels et de consultation fournis à votre organisme par un tiers pour la mise en œuvre du Projet)	14000 $	Évaluation des solutions technologiques par un comité d'experts : 9000$ (3 experts externes neutres pour évaluations des solutions parcours clients de « La Corporation ». Phase 2: Consultation par un professionnel technologique, afin d'évaluer les différents soumissionnaires pour la plateforme: 5000$
Fournitures, matériel, espaces, bureautique, licences informatiques	40000 $	Licence d'un an pour la plateforme et implémentation de celle-ci
Promotion, marketing et communications	5.000 $	création d'une campagne marketing, afin d'annoncer le lancement de la plateforme (Communiqué de presse, publicité sur les réseaux sociaux)
Frais de gestion	7725 $	10% de frais de gestion
Autres frais (précisez)	2000	- Contingence
Total des dépenses du projet	84975 $	
Total des revenus moins les dépenses	-79975 $	
Montant demandé à la Ville de Montréal pour le Projet	79975 $	

Dépenses non admissibles

Les dépenses suivantes ne sont pas couvertes : frais de représentation, améliorations locatives achat d'ordinateur et tout autre frais qui n'est pas relié directement au projet.

Important : Documents à fournir avec votre demande

Lors de l'envoi de votre formulaire dûment rempli, veuillez fournir également le document requis suivant :

- Copie des états financiers du dernier exercice financier terminé, adoptés par le conseil d'administration de votre organisme.

Seules les demandes complètes seront soumises au comité d'analyse. Suivant la réception de votre demande, un commissaire communiquera avec vous dans les meilleurs délais.

Si votre Projet est retenu, vous aurez ensuite à fournir les documents suivants afin de préparer la convention de contribution financière :

- Acte constitutif ou copie des lettres patentes.
- Résolution du conseil d'administration de l'organisme autorisant la personne qui le représente à déposer un Projet et à signer la convention de contribution financière, le cas échéant.

Veuillez vous assurer de pouvoir fournir tous ces documents dans les moindres délais suivant l'acceptation de votre Projet par la Ville. L'absence de l'un des documents demandés dans des délais raisonnables peut entraîner le refus du Projet.

Signature

☑ Nous déclarons que l'information fournie est véridique et exacte, que la réalisation du Projet n'aura pas débuté avant l'approbation de la convention de contribution financière par les instances décisionnelles de la Ville, que le signataire de la présente demande est dûment autorisé à signer au nom de l'organisme et que l'organisme, ses administrateurs, employés et membres prennent toutes les mesures requises pour éviter tous conflits d'intérêts avec la Ville de Montréal.

Signature : 

Date : 07-05-2020

CANEVAS DE SUIVI ET BILAN DU PROJET

Date	Organisme porteur
08/05/2020	TechnoMontreal

Objectifs de réalisation du Projet

Section à remplir avant la signature de la convention

Objectifs et résultats attendus

Objectif	Cible	Indicateur(s)
Créer une plateforme « marketplace » pour compiler les solutions technologiques québécoises (70% sont dans le grand Montréal)	Entreprises en technologies au Québec Entreprises à la recherche d'outils pour solutionner leurs enjeux technologiques	• 400 entreprises inscrites sur la plateforme • Visites mensuelles • Publications diverses
Accompagner les Marchés Publics de Montréal dans leur transformation numérique	Membres des Marchés Publics de Montréal Commerçants dans les marchés Consommateurs dans les marchés	• 75% satisfaction des gestionnaires et du conseil d'administration des Marchés Publlics • 20 Soumissions à l'appel à solutions • 250 commerçants des marchés publics capables de gérer leurs espaces et leurs ventes en ligne
Avoir un impact facilitant la transformation numérique des entreprises à travers l'action continue de la plateforme	Entreprises et organismes de toutes tailles faisant face à des enjeux dans leur transformation numérique Paliers gouvernementaux	• 50 requêtes soumises à la plateforme • 400 entreprises inscrites sur la plateforme • 5 grappes industrielles partageront la plateforme à leurs membres (impactant l'ensemble de leurs membres)

Autres indicateurs sollicités par la Ville

Indicateur	Cible

Activités et livrables du Projet

PHASE 1 : Marchés Publics de Montréal

Étape / activité	Livrable(s)	Échéance prévue
Rédaction d'appel à solutions pour les Marchés Publics	Appel à solutions	1er juin 2020
Gestion de l'appel à solutions et sélection de soumissionnaire(s)	Soumissionnaire(s) pour réaliser le projet	30 juin 2020

Début du déploiement de la plateforme "marchands”	Première version de la plateforme répondant aux besoins des Marchés Publics pour la gestion des commerçants	20 juillet 2020
Début du déploiement de la plateforme "consommateurs”	Première version de la plateforme répondant aux besoins des Marchés Publics pour la gestion des commandes en ligne	20 juillet 2020

PHASE 2 : Plateforme de type « marketplace »

Étape / activité	**Livrable(s)**	**Échéance prévue**
Rédaction d’un cahier des charges précis	Cahier des charges	25 mai 2020
Choix du fournisseur	Fournisseur	8 juin 2020
Déploiement de la plateforme	Plateforme « marketplace »	1er juillet
Collecte des entreprises en technologies	Nombre d’entreprises inscrites	Collecte en continu – Bilan de l’appel à projet au 31 Août 2020

Bilan du Projet

Section à remplir à la fin du Projet

Bilan des activités

Objectifs et résultats attendus

Objectif	Indicateur(s)	Résultat	Commentaires

Indicateurs sollicités par la Ville

Indicateur	Résultat	Commentaires
Nombre d'entreprises soutenues par le Projet		

Autres retombées non prévues par le Projet

Résultat	Indicateur	Commentaires

Méthodologie utilisée

Précisez la méthodologie utilisée pour récolter les données.

Bilan financier

Revenus et dépenses du Projet

Revenus	Montant prévisionnel	Montant réel	Précisions
Contribution octroyée par la Ville pour le Projet			
Revenus de l'organisme dédiés au Projet			
Revenus issus de la participation de partenaires			
Sous-total (revenus)			
Dépenses			
Salaires			
Honoraires			
Fournitures, matériel, espaces, bureautique, licences informatiques			
Promotion, marketing et communications			
Frais de gestion			
Autres frais (précisez)			
Sous-total (dépenses)			
Total (revenus moins dépenses)			

Précisions sur le bilan financier

Veuillez expliquer les différences observables entre les revenus et les dépenses prévisionnels et réels. Précisez les éléments nouveaux, s'il y a lieu.

Bilan de visibilité

Présentez les activités de visibilité et de communication réalisées dans le cadre du Projet (respecter le protocole de visibilité de la Ville de Montréal) et leurs résultats le cas échéant. Pour les événements, ajoutez une courte description. Si vous avez une revue de presse à nous partager, vous pouvez la joindre en annexe.

Commentaires additionnels

Présentez toute autre information que vous jugez pertinente pour le bilan du Projet. Des documents peuvent être joints en annexe.

Mesure du rendement

1. La Ville de Montréal mesurera le rendement attendu du Projet sur la base d'indicateurs de suivi en lien avec le projet qu'elle pourra demander à l'OBNL.

2. L'OBNL fournira une liste des entreprises/bénéficiaires de ses services.

3. L'OBNL s'engage à informer les bénéficiaires de ses services, au moment de lui offrir des services en lien avec le Projet, qu'il est financé par la Ville de Montréal et, qu'à ce titre :

4. Il peut transmettre les informations suivantes à la Ville de Montréal :

    a) le nom, le numéro d'entreprise du Québec (NEQ) et les coordonnées de l'organisation;
    b) le genre d'organisation, son emplacement et le secteur d'activités;
    c) la nature du service reçu par l'organisation et les activités menées;

5. À des fins d'évaluation et de vérification, les représentants de la Ville de Montréal peuvent à l'occasion communiquer avec les bénéficiaires des services offerts par l'OBNL dans le cadre du projet.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **LE COMITÉ**, personne morale sans but lucratif, constituée sous la Loi sur les coopératives (RLRQ, C. C-67.2), dont l'adresse principale est 4057 rue Sainte-Catherine est, Montréal, Québec, H1W 2G9, agissant et représentée par Madame Émilie Gagnon, Membre fondatrice, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 772958096
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1223628385

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE le 9 avril 2020 la Ville de Montréal a lancé un appel de propositions visant à financer des projets portés par des organismes à but non lucratif (OBNL) qui souhaitent mettre sur pied un soutien technique aux petites entreprises montréalaises actuellement éprouvées par la pandémie de la COVID-19;

ATTENDU QUE l'Organisme a fourni une proposition de soutien technique dans le cadre de l'appel à propositions mentionné ci-haut, en date du 6 mai 2020;

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission d'offrir des services en design urbain et en design d'événements;

ATTENDU QUE le projet de l'Organisme vise le soutien technique aux entreprises montréalaises dans le contexte de la COVID-19;

ATTENDU QUE le comité d'analyse a sélectionné le projet de l'Organisme;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet – Formulaire de proposition déposé par l'Organisme;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Annexe 3** » **:** Tableau de suivi des objectifs et des indicateurs du projet;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les

sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : la Directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : le Service du Développement économique de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement

ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale non récurrente de quinze mille quinze dollars (15 015$), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de douze mille dollars (12 000$) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de trois mille quinze dollars (3 015$) au plus tard 30 jours après la réception à satisfaction de la Ville du rapport d'activités du projet.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 janvier 2021.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de Deux millions dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices.

10.2 L'organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. Le Contractant doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont

été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 4057 rue Sainte-Catherine est, Montréal, Québec, H1W 2G9, et tout avis doit être adressé à l'attention de la fondatrice. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 700, rue De La Gauchetière Ouest, 28e étage Montréal (Québec) H3B 5M2, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon,
Greffier

Le .....11e jour de .....mai..... 2020

LE COMITÉ

Par : _____
Mme Émilie Gagnon
Membre fondatrice

Cette convention a été approuvée par le Comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de …….. 20__ (Résolution (CE20 …….).

ANNEXE 1

PROJET – FORMULAIRE DEPOSÉ PAR L'ORGANISME

Voir Annexe attaché

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.

- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.

- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.

- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc. Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***

- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.

- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:
    - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance;
    - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le projet;
    - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez utiliser le courriel suivant : mairesse@ville.montreal.qc.ca.

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo).

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).

- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.

- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.

- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).

- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.

S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.

- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.

- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite à la mairesse doit être envoyée à l'adresse suivante : mairesse@ville.montreal.qc.ca.

ANNEXE 3

CANEVAS – SUIVI ET BILAN

Voir annexe attaché

FORMULAIRE - Appel de propositions pour les OBNL aux fins d'offrir du soutien technique aux entreprises

Tous les champs doivent obligatoirement être répondus pour que la demande soit complète. Réponses en français seulement.

Informations sur l'organisme

Nom de l'organisme :	Montréal InVivo (Grappe des sciences de la vie et des technologies de la santé du Montréal m Le Comité
Numéro d'entreprise du Québec (Registraire des entreprises) :	1164302296 1164302296
Adresse de la place d'affaires principale :	630 Sherbrooke Ouest, Bureau 460, Montréal, H3A 1E4 4057 Ste-Catherine Est, Montréal Québec H1W 2G9
Adresse de la place d'affaires sur le territoire de la Ville de Montréal (si différente) :	IDEM 4057 Ste-Catherine Est, Montréal Québec H1W 2G9
Description de la mission de l'organisme :	Organisme de développement économique en sciences de la vie Le Comité est une coopérative de travailleurs qui offre des services en design urbain et en design d'événements. Le Comité [illegible] et en design d'événements. Le Comité favorise le partage d'expertises dans une approche collaborative où le design devient un outil de développement et d'intervention.
Nom et titre de la personne responsable :	Nathalie Gagnon, membre fondatrice - design et logistique Nathalie Gagnon
Courriel :	ngagnon@montreal-invivo.com Gagnon.n@gmail.com
Téléphone :	514 266-4925 514 266-4925 ext. :

Description du projet de soutien technique aux entreprises (ci-après le « Projet »)

Dans le contexte de la situation de la COVID-19, à quel(s) besoin(s) des entreprises de votre écosystème souhaitez-vous répondre? (maximum 150 mots)

La pandémie de la COVID-19 provoque des défis logistiques importants pour l'ensemble des entreprises et organisations québécoises. Plusieurs d'entre elles communiquent avec Montréal InVivo pour identifier des fournisseurs locaux d'équipements de protection sanitaire (gants, masques jetables, gel désinfectant, etc.) afin de protéger leur personnel. La plupart de ces fournisseurs œuvrent dans le secteur des technologies médicales et donc font partie de Montréal InVivo. Par ailleurs, d'autres fournisseurs ont converti leurs capacités manufacturières pour aider en temps de pandémie en produisant des équipements de protection sanitaire (blouses de protection ou masques de tissus); dont plusieurs font partie de la grappe MMode. Il est tout aussi complexe d'identifier les fournisseurs de ces équipements de protection sanitaire, notamment parce que plusieurs entreprises ont développé de nouvelles lignes de produits de protection pour répondre aux besoins actuels.

Comme nous n'avons pas de répertoire de ces fournisseurs à l'interne, il nous est donc bien difficile d'aider les entreprises et organisations à commander toutes les fournitures dont elles ont besoin pour reprendre leurs activités rapidement et en toute sécurité. Il y a donc un besoin important de créer un répertoire commun de fournisseurs d'équipements de protection sanitaire québécois. Celui-ci répondra à la demande exprimée par les entreprises (commerce de détail, entreprises

Dans le contexte actuel, les mesures de distanciation sociale imposées dans les commerces ne s'opèrent pas de manière uniforme entre tous les commerces voisins. Par exemple, pour délimiter les files d'attentes, les commerces utilisent les moyens qu'ils ont sous la main pour identifier la distance à respecter entre les autres clients, comme du ruban adhésif coloré au sol ou des flèches de circulation dans les allées. Le projet que nous soumettons est de mettre en place une signalétique au sol composée de différentes gammes d'éléments en vinyles adhésifs haute adhérence à apposer à l'intérieur et/ou extérieur afin de délimiter les zones d'espacement de 2 mètres entre les gens et de personnaliser l'expérience visuelle afin de la rendre esthétique, ludique et surtout sécuritaire.

Le Comité désire ainsi concevoir un projet pilote avec le développement d'une première gamme pour la SDC Quartier Fleury Ouest pour l'ensemble de ses commerçants. Ce projet appuierait le déploiement physique de la nouvelle identité graphique de cette SDC tout récemment finalisée, mais aussi de continuer à développer le sentiment d'appartenance au quartier et encourager l'achalandage.

Le Comité souhaite donc profiter de ce projet pilote pour développer parallèlement une offre de services permettant de répondre rapidement aux besoins urgents de l'ensemble des commerçants des SDC montréalaises, de manière fonctionnelle, esthétique et cohérente. Ce projet pourra donc être mis en place de manière très rapide (quelques semaines)

Montréal

Votre Projet émane-t-il d'un état de situation constaté par une étude, un sondage ou une enquête réalisés auprès des entreprises que vous souhaitez soutenir par votre Projet? Précisez. (50 mots)

Un sondage auprès des quelques 80 membres de la SDC Fleury Ouest a été effectué et nous avons reçu un retour très positif et l'appui du Conseil d'administration de la SDC. La coopérative Le Comité collabore depuis sa création avec de nombreuses SDC de Montréal (Hochelaga Maisonneuve, Promenade Fleury, Promenade Masson, Wellington, Promenade Jarry Est, Avenue du Mont Royal, Association de Thétraultville) et de par son expérience et des retours des équipes de direction, ce type d'initiative aura un impact réel, concret et positif auprès des commerces et de l'achat local.

Nous sommes conscients de ce besoin à la suite de demandes reçues à la grappe et du témoignage d'autres organisations, dont l'association de technologies médicales MEDTECH Canada, qui vivent le même défi étant donné l'absence de répertoire commun de fournisseurs.

Quel Projet de soutien technique présentez-vous pour répondre à ce(s) besoin(s)? (maximum 150 mots)

Le Comité désire procéder à la réalisation d'une gamme d' éléments graphiques et signalétique entièrement conçue et fabriquée dans le Grand Montréal afin de rendre l'expérience d'attente (intérieure et extérieure) plus ludique, originale et sécuritaire dans les différents commerces. Le projet pourrait être décliner selon 2 volets: le premier serait la conception et le design de plusieurs séries thématiques d'éléments visuels imprimés et découpés sur du vinyle autocollant haute adhérence (différentes finitions selon les matériaux) prêt à être installé de façon durable dans les commerces. Les commerçants pourraient ainsi créer leur propre parcours sanitaire dans leur commerce et rendre l'expérience plus intéressante selon la thématique choisie (ex: Parcours actif pour les enfants, Parcours avec les attractions Montréalaises, Parcours avec des citations de Horatio Arruda, etc.).

Le deuxième volet serait la personnalisation des éléments pour les différentes SDC qui désirent participer afin de rendre l'expérience unique et identifiable, comme par exemple le projet pilote que nous souhaitons mettre sur pied avec la SDC Quartier Fleury Ouest.

Le soutien technique proposé est la mise en place d'un projet en format clé en main, allant de la conception à la livraison par notre équipe et collaborateurs, afin de simplifier les communications et favoriser la rapidité de la production.

Le soutien technique concerne aussi un accompagnement et une consultation en collaboration avec les équipes de la ville de Montréal dans la réalisation ou recommandations de propositions signalétiques pour l'adaptation des commerces. Ce soutien sera aussi en collaboration avec les organismes qui oeuvrent actuellement à la mise en place de solutions et soutiens techniques pour les commerçants (Architecture sans frontières).

Avec MMode, nous souhaitons développer un répertoire des fournisseurs d'équipements de protection sanitaire et le rendre disponible largement, sur nos sites web respectifs, mais aussi auprès des associations industrielles, du réseau scolaire, PME Montréal, etc. Ce répertoire des fournisseurs permettra aux entreprises et organisations à la recherche d'équipement de protection sanitaire d'identifier rapidement les bonnes ressources pour leurs besoins spécifiques.

En effet, le Projet de soutien technique prendra la forme d'un document qui permettra à ceux qui le consultent d'avoir de l'information précise et pertinente à portée de main qui les aidera à commander rapidement les produits qu'il leur faut, dont: le nom du fournisseur, si c'est une entreprise québécoise, quels produits il peut fournir, les quantités minimum et maximum par commande, l'hyperlien vers le catalogue en ligne du fournisseur et si possible, du formulaire de commande, ainsi qu'un numéro de telephone.

Toute l'information sera validée par le stagiaire et l'information spécifique simplifiera beaucoup la commande d'équipements par les entreprises et organisations.

Précisez les services qui seront déployés dans le cadre de votre Projet, ainsi que la structure et les ressources (humaines, matérielles, etc.) que vous mettrez en place pour y parvenir. (maximum 200 mots)

Dans le cadre de ce projet, Le Comité offre les services suivants:

- Conception et design graphique autant pour les gammes thématiques que pour la réalisation personnalisée des éléments signalétiques. Un designer de la coopérative sera mis à contribution pour la partie conception et

- Gestion des carnets de commandes à mettre en place sur nos supports numériques ou ceux des SDC, coordonner la production avec les fournisseurs et les livraisons. Un poste de chargé de projet devra être mis en place pour les systèmes des commandes, ce poste pourra être effectué par un des membres de la coopérative.

- Services de consultation et d'accompagnement pour le volet signalétique des équipes de la ville de Montréal et les organismes partenaire travaillant sur l'adaptation des commerçants.

- Création d'un plan de communication auprès des organisations qui en bénéficieront. Ce volet nécessitera l'embauche d'une nouvelle ressource devra être embauchée.

- Production de la signalétique avec un des fournisseurs de longue date du Comité qui produira les éléments et s'assurera de leurs livraisons.

Nous envisageons un projet simple pour répondre rapidement à la demande. Nous souhaitons embaucher un stagiaire et lui demander d'effectuer la recherche de fournisseurs pour créer ce répertoire de fournisseurs d'équipements de protection sanitaire, à la fois dans la grappe des technologies médicales et dans la grappe de la mode. La recherche inclura aussi la liste des organisations qui bénéficieraient de ce répertoire, pour les informer lorsqu'il sera disponible. Ce travail représente 12 semaines à temps plein selon nos prévisions et inclus les mises à jour du répertoire, puisqu'il est possible que des fournisseurs se manifestent et souhaitent être ajoutés au répertoire. L'équipe de Montréal InVivo investira aussi de son temps pour encadrer et superviser le stagiaire tout au long du Projet. Enfin, la grappe MMode contribuera de son temps pour collaborer sur le Projet.

Enfin, puisque le Projet doit bénéficier d'une certaine notoriété pour bien remplir sa fonction, des efforts de communication seront déployés afin de diffuser l'information auprès des organisations qui en bénéficieront. Ces efforts nécessitent de l'analyse donc une nouvelle ressource devra être embauchée de matériel promotionnel.

Quels sont les impacts ou les améliorations à court terme générés par le Projet pour les entreprises par rapport à la situation actuelle? (maximum 150 mots)

Les impacts identifiés sont les suivants:

- Répondre à un problème urgent de distanciation sociale dans les files d'attente des commerces et de rendre l'expérience plus claire et ludique pour les clients.
- Promouvoir le lien d'appartenance pour les artères commerciales ou les groupes de commerces.
- Soutenir de manière optimale l'achalandage de la clientèle dans les commerces de manière sécuritaire

Le répertoire permettra aux entreprises et organisations de poursuivre leurs activités tout en respectant les consignes de la santé publique pour protéger la santé de leurs employés et de leurs clients. Puisque la plupart des entreprises et organisations sont amenées à s'approvisionner en équipement de protection sanitaire pour la première fois, ils ne connaissent pas les fournisseurs ni la marche à suivre pour s'approvisionner. De plus, il y a parfois des limites de quantité à respecter par commande selon les fournisseurs et le fait de vérifier l'information demande un certain effort. Ce Projet a donc pour but d'éviter à ces organisations d'avoir à faire le travail de recherche chacune de leur côté quand un stagiaire serait en mesure de faire pour le bénéfice de tous. Ainsi, on accélère et simplifie la tâche des organisations. Enfin, ce répertoire favorisera l'achat local en mettant en lumière les fournisseurs locaux.

- Soutenir l'achat local
- Soutenir la visibilité des commerces montréalais et les actions des SDC
- Soutenir les initiatives créatives, innovantes et originales

Dans quel(s) secteur(s) du territoire de la Ville de Montréal se déploie votre Projet? (une ligne)

- La SDC Quartier Fleury Ouest souhaite nous appuyer pour la réalisation d'un prototype, cependant le projet est dédié à se déployer sur l'ensemble du territoire de la Ville de Montréal.

Toute la ville de Montréal

Quel(s) secteur(s) économique(s) est ou sont touché(s) par votre Projet? (une ligne)

- Les commerces de détails, d'alimentation et pharmaceutiques.

Technologies médicales et secteur de la mode

Quel est le budget total de mise en oeuvre de votre Projet? (une ligne)

192470$ HT

- Le budget présenté est destiné à mettre en oeuvre le projet Pilote avec la SDC Fleury Ouest et le déploiement générique en collaboration avec ASF et les services de la ville de Montréal.

Quelle est la durée du Projet? (une ligne)

12 semaines

- 8 mois si on considère que la distanciation sociale sera en vigueur jusqu'en décembre 2020.

À la suite du versement de la contribution financière, le cas échéant, combien de temps sera requis pour mettre en oeuvre le Projet? (une ligne)

1 semaine tout au plus, le temps d'embaucher un stagiaire. Certaines personnes ont déjà manifesté leur intérêt d'aider la gra

- 2 semaines

Quelle est votre estimation du nombre d'entreprises qui bénéficieront du Projet? (une ligne)

Difficile à évaluer. Nous imaginons que le répertoire contiendrait 20 à 30 fournisseurs, mais toutes les entreprises pourraient

- Minimum de 80 commerces pour le prototype et possibilité de s'appliquer pour d'autres SDC de Montréal (plusieurs milliers d'entreprises).

Quelle est la taille moyenne de ces entreprises? (une ligne)

Nous croyons que les achats de plusieurs unités seront favorisés par les fournisseurs. donc peut-être des PME de + de 50

- Petites entreprises. Commerces de proximité, restaurants, services professionnels, pharmacies.

Budget du Projet

Veuillez indiquer dans le tableau ci-dessous les revenus et les dépenses prévus dans le cadre de la mise en oeuvre du Projet.

Revenus	2020	Précisions
Revenus de l'organisme dédiés au Projet	5130	Revenus de l'organismes non applicable dans le cadre du projet pilote avec la SDC Fleury Ouest mais potentiellement applicable avec le déploiement du projet avec d'autres SDC de la ville de Montréal (frais de production des éléments signalétiques).
Revenus issus de la participation de partenaires (indiquer les partenaires et la nature de la contribution dans la colonne Précisions)	3200$ 3150$ 2400	MMode en nature, pour la coordination des activités avec Montréal InVivo et fournir l'information disponible à l'interne Participation de la SDC Quartier Fleury Ouest 2h/sem. pour 4 semaines, puis, 0,5h/sem. pour 8 semaines Participation de la Coopérative Le Comité - Mobiliation d'une ressource
Dépenses du Projet		**Détail des dépenses**
Salaires (proportion de la rémunération des employés de votre organisme qui sont impliqués dans la mise en œuvre du Projet)	12750 7650	Développement de Montréal InVivo et MMode au succès du projet Infographie, déclinaisons et gestion des fournisseurs - 2250 $ (45$/hr x 50 hrs) Rédaction, accompagnement et consultation auprès de la ville (services des communications) et partenaires associés (Architecture sans Frontières) - 7350$ (105$ x 70 hrs)
Honoraires (services professionnels et de consultation fournis à votre organisme par un tiers pour la mise en œuvre du Projet)	2250$ 10800	Stagiaire, 24$/hrs, 12sem. temps plein Chargé des communications, relations médias et coordination avec les clients et partenaires (SDC) - (45$/hr x 50 hrs)
Fournitures, matériel, espaces, bureautique, licences informatiques	5000$ 2000	Le stagiaire disposera son ordinateur et travaillera chez lui. Fabrication de 10 autocollants pour vitrines des commerces de la SDC Quartier Fleury Ouest. Inclus l'impression, les matériaux, installations (le cas échéant) et la livraison.
Promotion, marketing et communications	500$ 480	L'outil de promotion pour faire connaître le répertoire sera réalisé à l'interne par l'équipe de communication de Montréal InVivo Publicité réseaux sociaux et achats médias
Frais de gestion	1640$ 917	5% Frais administratif de 8%
Autres frais (précisez)	2000	- Contingence
Total des dépenses du projet	22140$	
Total des revenus moins les dépenses	-7125$	
Montant demandé à la Ville de Montréal pour le Projet	15015$	

Dépenses non admissibles

Les dépenses suivantes ne sont pas couvertes : frais de représentation, améliorations locatives achat d'ordinateur et tout autre frais qui n'est pas relié directement au projet.

Important : Documents à fournir avec votre demande

Lors de l'envoi de votre formulaire dûment rempli, veuillez fournir également le document requis suivant :

- Copie des états financiers du dernier exercice financier terminé, adoptés par le conseil d'administration de votre organisme.

Seules les demandes complètes seront soumises au comité d'analyse. Suivant la réception de votre demande, un commissaire communiquera avec vous dans les meilleurs délais.

Si votre Projet est retenu, vous aurez ensuite à fournir les documents suivants afin de préparer la convention de contribution financière :

- Acte constitutif ou copie des lettres patentes.
- Résolution du conseil d'administration de l'organisme autorisant la personne qui le représente à déposer un Projet et à signer la convention de contribution financière, le cas échéant.

Veuillez vous assurer de pouvoir fournir tous ces documents dans les moindres délais suivant l'acceptation de votre Projet par la Ville. L'absence de l'un des documents demandés dans des délais raisonnables peut entraîner le refus du Projet.

Signature

Nous déclarons que l'information fournie est véridique et exacte, que la réalisation du Projet n'aura pas débuté avant l'approbation de la convention de contribution financière par les instances décisionnelles de la Ville, que le signataire de la présente demande est dûment autorisé à signer au nom de l'organisme et que l'organisme, ses administrateurs, employés et membres prennent toutes les mesures requises pour éviter tous conflits d'intérêts avec la Ville de Montréal.

Signature : 

Date : 7 mai 2020

Appel de propositions pour les OBNL aux fins d'offrir du soutien technique aux entreprises

CANEVAS DE SUIVI ET BILAN DU PROJET

Date	Organisme porteur
11/05/2020	Coopérative Le Comité

Objectifs de réalisation du Projet

Section à remplir avant la signature de la convention

Objectifs et résultats attendus

Objectif	Cible	Indicateur(s)
1. Répondre à un problème urgent de distanciation sociale dans les files d'attente des commerces et de rendre l'expérience plus claire et ludique pour les clients. 2. Soutenir la visibilité des commerces montréalais et les actions des SDC 3. Soutenir de manière concrète l'achalandage de la clientèle dans les commerces de manière sécuritaire 4. Renforcer le lien d'appartenance pour les artères commerciales ou les groupes de commerces.	1. 80 commerces soutenus dans les mesures de distanciation sociale; 2. 500 commerces soutenus; 3. 80 commerces soutenus; 4. 1 sondage en ligne auprès des commerces soutenus dont.	1. Nombre de commerces soutenus dans chaque cible de la 1 à la 3; 2. Pourcentage de commerces qui ont répondus positivement au sondage en ligne.

Autres indicateurs sollicités par la Ville

Indicateur	Cible
Nombre d'entreprises soutenues par le Projet	80 à 500 (estimé variable selon la participation des SDC)

Activités et livrables du Projet

Étape / activité	Livrable(s)	Échéance prévue
Démarrage, échanges et collaboration avec les services de la Ville de Montréal et Architecture sans Frontières (ASF)	Rencontres virtuelles et documentation du processus Participation à l'élaboration de protocoles et de guides de signalétique pour les commerçants	Mai-juin 2020
Coordination fournisseurs et avec les commerçants /SDC Communication de l'initiative		Mai-juin 2020
Réalisation d'un projet prototype avec la SDC Fleury ouest	Déploiement d'une gamme signalétique	Juin 2020
Réalisations avec ASF et des SDC de projets de signalétique pour les commerces.	Participation à la réalisation d'un guide Réalisation et déploiement de différentes gammes de signalétiques	Mai à décembre 2020

Bilan du Projet

Section à remplir à la fin du Projet

Bilan des activités

Objectifs et résultats attendus

Objectif	Indicateur(s)	Résultat	Commentaires

Indicateurs sollicités par la Ville

Indicateur	Résultat	Commentaires
Nombre d'entreprises soutenues par le Projet		

Autres retombées non prévues par le Projet

Résultat	Indicateur	Commentaires

Méthodologie utilisée

Précisez la méthodologie utilisée pour récolter les données.

Bilan financier

Revenus et dépenses du Projet

Revenus	Montant prévisionnel	Montant réel	Précisions
Contribution octroyée par la Ville pour le Projet			
Revenus de l'organisme dédiés au Projet			
Revenus issus de la participation de partenaires			
Sous-total (revenus)			
Dépenses			
Salaires			
Honoraires			
Fournitures, matériel, espaces, bureautique, licences informatiques			
Promotion, marketing et communications			
Frais de gestion			
Autres frais (précisez)			
Sous-total (dépenses)			
Total (revenus moins dépenses)			

Précisions sur le bilan financier

Veuillez expliquer les différences observables entre les revenus et les dépenses prévisionnels et réels. Précisez les éléments nouveaux, s'il y a lieu.

Bilan de visibilité

Présentez les activités de visibilité et de communication réalisées dans le cadre du Projet (respecter le protocole de visibilité de la Ville de Montréal) et leurs résultats le cas échéant. Pour les événements, ajoutez une courte description. Si vous avez une revue de presse à nous partager, vous pouvez la joindre en annexe.

Commentaires additionnels

Présentez toute autre information que vous jugez pertinente pour le bilan du Projet. Des documents peuvent être joints en annexe.

Mesure du rendement

1. La Ville de Montréal mesurera le rendement attendu du Projet sur la base d'indicateurs de suivi en lien avec le projet qu'elle pourra demander à l'OBNL.

2. L'OBNL fournira une liste des entreprises/bénéficiaires de ses services.

3. L'OBNL s'engage à informer les bénéficiaires de ses services, au moment de lui offrir des services en lien avec le Projet, qu'il est financé par la Ville de Montréal et, qu'à ce titre :

4. Il peut transmettre les informations suivantes à la Ville de Montréal :

    a) le nom, le numéro d'entreprise du Québec (NEQ) et les coordonnées de l'organisation;
    b) le genre d'organisation, son emplacement et le secteur d'activités;
    c) la nature du service reçu par l'organisation et les activités menées;

5. À des fins d'évaluation et de vérification, les représentants de la Ville de Montréal peuvent à l'occasion communiquer avec les bénéficiaires des services offerts par l'OBNL dans le cadre du projet.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **ESPACE TEMPS,** personne morale sans but lucratif, constituée sous la Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38), dont l'adresse principale est 5605 Avenue de Gaspé (suite 106), Montréal, QC, H2T 2A4, agissant et représentée par Monsieur Vincent Chapdelaine, Directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. :
Numéro d'inscription T.V.Q. :

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE le 9 avril 2020 la Ville de Montréal a lancé un appel de propositions visant à financer des projets portés par des organismes à but non lucratif (OBNL) qui souhaitent mettre sur pied un soutien technique aux petites entreprises montréalaises actuellement éprouvées par la pandémie de la COVID-19;

ATTENDU QUE l'Organisme a fourni une proposition de soutien technique dans le cadre de l'appel à propositions mentionné ci-haut, en date du 6 mai 2020;

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission d'accompagner des porteurs de projets dans le développement et l'émergence d'initiatives au service de leurs communautés.

ATTENDU QUE le projet de l'Organisme vise le soutien technique aux entreprises montréalaises dans le contexte de la COVID-19;

ATTENDU QUE le comité d'analyse a sélectionné le projet de l'Organisme;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet – Formulaire de proposition déposé par l'Organisme;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Annexe 3** » **:** Tableau de suivi des objectifs et des indicateurs du projet;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les

sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : la Directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : le Service du Développement économique de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement

ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale non récurrente de quinze mille dollars (15 000$), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de douze mille dollars (12 000$) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de trois mille dollars (3 000$) au plus tard 30 jours après la réception à satisfaction de la Ville du rapport d'activités du projet.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 août 2020.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de Deux millions dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices.

10.2 L'organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. Le Contractant doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont

été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 5605 Avenue de Gaspé (suite 106), Montréal, QC, H2T 2A4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 700, rue De La Gauchetière Ouest, 28e étage Montréal (Québec) H3B 5M2, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon,
Greffier

Le 12e jour de mai 20__

ESPACE TEMPS

Par : _____
M. Vincent Chapdelaine
Directeur général

Cette convention a été approuvée par le Comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de …….. 20__ (Résolution (CE20 …….).

ANNEXE 1

PROJET – FORMULAIRE DEPOSÉ PAR L'ORGANISME

Voir Annexe attaché

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.

- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.

- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.

- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc. Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***

- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.

- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:
    - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance;
    - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le projet;
    - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez utiliser le courriel suivant : mairesse@ville.montreal.qc.ca.

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo).

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).

- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.

- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.

- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).

- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.

S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.

- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.

- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite à la mairesse doit être envoyée à l'adresse suivante : mairesse@ville.montreal.qc.ca.

ANNEXE 3

CANEVAS – SUIVI ET BILAN

Voir annexe attaché

FORMULAIRE - Appel de propositions pour les OBNL aux fins d'offrir du soutien technique aux entreprises

Tous les champs doivent obligatoirement être répondus pour que la demande soit complète. Réponses en français seulement.

Informations sur l'organisme

Nom de l'organisme :	Espace temps
Numéro d'entreprise du Québec (Registraire des entreprises) :	1165923245
Adresse de la place d'affaires principale :	5605 Avenue de Gaspé (suite 106), Montréal, QC, H2T 2A4
Adresse de la place d'affaires sur le territoire de la Ville de Montréal (si différente) :	n/a
Description de la mission de l'organisme :	Espaces temps accompagne des porteurs de projets dans le développement et l'émerge
Nom et titre de la personne responsable :	Charles-Olivier Bourque, Analyste
Courriel :	charlesolivier@espacestemps.ca
Téléphone :	(514) 430-4436 ext. :

Description du projet de soutien technique aux entreprises (ci-après le « Projet »)

Dans le contexte de la situation de la COVID-19, à quel(s) besoin(s) des entreprises de votre écosystème souhaitez-vous répondre? (maximum 150 mots)

Le contexte créé par la COVID-19 amène un grand nombre d'organisations à devoir modifier leurs activités ou opérer des transitions, tout en faisant face à une fragilisation de leur situation financière. Ces besoins amènent des réflexions de fond sur le positionnement, le modèle d'affaires, ou encore la planification stratégique et l'impact, pour lesquelles le besoin d'accès à des services professionnels et un accompagnement est nécessaire.

Un regard extérieur en contexte de transition peut faire toute la différence dans le succès de celle-ci. Des interventions ponctuelles en période de changement ont le potentiel d'agiliser la transition des organisations et de renforcer leur capacité de résilience pendant, et après la crise. Toutefois, les honoraires des firmes offrant ce type de services constituent une barrière financière qui freine l'accès à de l'accompagnement, en plus du manque de temps que vivent certaines organisations.

Montréal

Votre Projet émane-t-il d'un état de situation constaté par une étude, un sondage ou une enquête réalisés auprès des entreprises que vous souhaitez soutenir par votre Projet? Précisez. (50 mots)

Espaces temps a accompagné en 10 ans plus de 150 porteurs de projets dans le développement d'initiatives au service de leurs communautés. Espaces temps dispose d'une solide connaissance des enjeux auxquels font face les organisations dans son réseau. Le projet émane du constat de la situation faite par notre organisme.

Quel Projet de soutien technique présentez-vous pour répondre à ce(s) besoin(s)? (maximum 150 mots)

Espaces temps a développé une expertise en mobilisation des connaissances et pratiques collaboratives, ainsi qu'un réseau de collaborateurs experts. Face à la situation actuelle, Espaces temps souhaite mettre son expertise à contribution dans la recherche de solutions aux problématiques rencontrées par les acteurs de l'économie sociale, du secteur culturel et du milieu communautaire.

C'est dans ce contexte qu'Espaces temps souhaite mettre sur pied le Programme Éclair, un guichet de consultation donnant accès gratuitement à de l'accompagnement à l'innovation pour organismes et coopératives montréalaises. Contrairement à d'autres initiatives d'accompagnement ponctuels qui voient actuellement le jour, l'approche d'Espaces temps est tournée vers la mobilisation de connaissances, avec un accent sur le transfert, en lien avec le développement et la consolidation de projet. L'approche vise à accompagner les porteur de projets, par de rapides consultations, pour identifier les enjeux, clarifier leur vision et faire émerger des pistes de solutions.

Précisez les services qui seront déployés dans le cadre de votre Projet, ainsi que la structure et les ressources (humaines, matérielles, etc.) que vous mettrez en place pour y parvenir. (maximum 200 mots)

L'équipe pluridisciplinaire d'Espaces temps se rend disponible pour répondre, lors de courtes consultations téléphoniques ou vidéoconférences, aux questions des entreprises (sur l'ajustement de modèles d'affaires, l'approche d'innovation, la R&D, la posture collaborative, etc.) qui n'auraient autrement pas les moyens ou le temps d'avoir recours à des services d'accompagnement professionnel.

Concrètement, nous prévoyons déployer le programme en 3 phases. La première sera un pilote servant à valider les hypothèses et la pertinence du projet au sein de nos réseaux:

- Lancement du guichet par plusieurs relais clés de notre réseau et nos outils de communication en place (Facebook, site web, newsletter, etc.) Mise en ligne d'un formulaire pour les organisations avec les problématiques rencontrées et leurs besoins, aboutissant à une prise de rendez-vous et une session d'accompagnement.

- Création de sessions spécifiques sur des thématiques suscitant beaucoup d'intérêt, afin de s'assurer de faire circuler les connaissances au plus grand nombre. Des experts invités pourront être invités.

- Un résumé des connaissances (du type FAQ) est partagé chaque 2 semaines afin de faire bénéficier au plus grand nombre l'expertise et de garder un journal de bord du projet pilote

Quels sont les impacts ou les améliorations à court terme générés par le Projet pour les entreprises par rapport à la situation actuelle? (maximum 150 mots)

Nos listes d'envois et celles de nos partenaires sectoriels nous permettront de faire connaître directement ce nouveau service à environ 2000 organismes sur le territoire de Montréal.

Le guichet de consultation permettra ainsi d'améliorer l'accès à de l'expertise pour des organisations actuellement en difficulté dans le contexte COVID. Cela contribuera à faciliter les transitions au sein des organismes en temps de crise pour basculer vers des modèles résilients et durables.

Il s'agit également d'une occasion d'apprentissage pour Espaces temps en temps de crise. En créant un espace d'écoute des besoins, notre organisme pourra ajuster ses activités aux besoins des organisations. En entrant en conversation avec des entreprises qui n'auraient autrement pas contracter nos services, nous nous donnons la chance de mieux comprendre les besoins des organisations et les obstacles à l'accès à des services professionnels pour ultimement pouvoir venir en aide à davantage d'entreprises en difficulté.

Dans quel(s) secteur(s) du territoire de la Ville de Montréal se déploie votre Projet? (une ligne)

La phase pilote se déploie en ligne, donc tout le territoire de la région métropolitaine.

Quel(s) secteur(s) économique(s) est ou sont touché(s) par votre Projet? (une ligne)

Économie sociale, secteur culturel, secteur communautaire.

Quel est le budget total de mise en oeuvre de votre Projet? (une ligne)

33 500$

Quelle est la durée du Projet? (une ligne)

La phase I durera 6 semaines afin de valider le besoin et ensuite déployer une version ajustée à la situation changeante.

À la suite du versement de la contribution financière, le cas échéant, combien de temps sera requis pour mettre en oeuvre le Projet? (une ligne)

La Phase I sera prête à être déployée en 2 semaines.

Quelle est votre estimation du nombre d'entreprises qui bénéficieront du Projet? (une ligne)

Durant la phase 1 nous visons 25 entreprises pour les consultations directes, mais beaucoup plus avec le partage des questions fréquements p

Quelle est la taille moyenne de ces entreprises? (une ligne)

Principalement les petites et moyennes entreprises, ainsi que potentiellement les regroupements sectoriels .

Budget du Projet

Veuillez indiquer dans le tableau ci-dessous les revenus et les dépenses prévus dans le cadre de la mise en oeuvre du Projet.

Revenus	2020	Précisions
Revenus de l'organisme dédiés au Projet	3500 $	
Revenus issus de la participation de partenaires (indiquer les partenaires et la nature de la contribution dans la colonne Précisions)	30000 $	15 000$ - Ville de Montréal (appel de proposition COVID-19) 15 000$ - Ministère de l'économie et de l'innovation
Dépenses du Projet		**Détail des dépenses**
Salaires (proportion de la rémunération des employés de votre organisme qui sont impliqués dans la mise en œuvre du Projet)	21600 $	8 000$ - Chargé de projet (8h /semaine sur 20 semaines) 9 600$ - Conseiller.ère.s (12h /semaine sur 20 semaines) 4 000$- Responsable des communications (4h /semaine sur 20 semaines)
Honoraires (services professionnels et de consultation fournis à votre organisme par un tiers pour la mise en œuvre du Projet)	1000 $	- Honoraires pour experts invités
Fournitures, matériel, espaces, bureautique, licences informatiques	2000 $	2 000$ - Équipements technique pour assurer les consultations à distance
Promotion, marketing et communications	2.400 $	2 000$ - Graphisme 400$ - Impressions
Frais de gestion	4500 $	- frais de gestions divers
Autres frais (précisez)	2000 $	- Contingence
Total des dépenses du projet	33500 $	
Total des revenus moins les dépenses	0 $	
Montant demandé à la Ville de Montréal pour le Projet	15000 $	

Dépenses non admissibles

Les dépenses suivantes ne sont pas couvertes : frais de représentation, améliorations locatives achat d'ordinateur et tout autre frais qui n'est pas relié directement au projet.

Important : Documents à fournir avec votre demande

Lors de l'envoi de votre formulaire dûment rempli, veuillez fournir également le document requis suivant :

- Copie des états financiers du dernier exercice financier terminé, adoptés par le conseil d'administration de votre organisme.

Seules les demandes complètes seront soumises au comité d'analyse. Suivant la réception de votre demande, un commissaire communiquera avec vous dans les meilleurs délais.

Si votre Projet est retenu, vous aurez ensuite à fournir les documents suivants afin de préparer la convention de contribution financière :

- Acte constitutif ou copie des lettres patentes.
- Résolution du conseil d'administration de l'organisme autorisant la personne qui le représente à déposer un Projet et à signer la convention de contribution financière, le cas échéant.

Veuillez vous assurer de pouvoir fournir tous ces documents dans les moindres délais suivant l'acceptation de votre Projet par la Ville. L'absence de l'un des documents demandés dans des délais raisonnables peut entraîner le refus du Projet.

Signature

☑ Nous déclarons que l'information fournie est véridique et exacte, que la réalisation du Projet n'aura pas débuté avant l'approbation de la convention de contribution financière par les instances décisionnelles de la Ville, que le signataire de la présente demande est dûment autorisé à signer au nom de l'organisme et que l'organisme, ses administrateurs, employés et membres prennent toutes les mesures requises pour éviter tous conflits d'intérêts avec la Ville de Montréal.

Signature : CharlesOlivier Bourque Digitally signed by CharlesOlivier Bourque Date: 2020.05.06 14:34:52 -04'00'

Date : 06/05/2020

Appel de propositions pour les OBNL aux fins d'offrir du soutien technique aux entreprises

CANEVAS DE SUIVI ET BILAN DU PROJET

Date	Organisme porteur
14 mai 2020	Espaces temps Montréal

Objectifs de réalisation du Projet

Section à remplir avant la signature de la convention

Objectifs et résultats attendus

Objectif	Cible	Indicateur(s)
Améliorer l'accès à de l'expertise pour des organisations actuellement en difficulté dans le contexte COVID.	- Partage de 2 résumés par mois (type *FAQ*) dans un optique de transfert de connaissances. - 1000 entreprises d'économie sociale et organismes communautaires rejoints - 60% des porteurs de projets ayant eu accès à de l'informations partagé affirment que cette information les a aidé à faire face à leurs défis.	- Nombre de notes résumés partagées - Nombre d'entreprises et organismes touchées par nos outils de communications (listes d'envois et portée des publications sur les réseaux sociaux) - Sondage de satisfaction après consultation
Faciliter les transitions au sein des organismes en temps de crise pour basculer vers des modèles résilients et durables.	- 6 entreprises par semaine ayant accès à des sessions de conseils de 1 à 2 heures - 60% des porteurs de projets ont pu s'outiller pour faire face aux transition nécessaires et que le programme a améliorer leur accès à de l'expertise.	- Nombre d'entreprises participantes aux consultations - Nombre d'heures total de conseils offerts - Sondage de satisfaction après consultation.

Autres indicateurs sollicités par la Ville

Indicateur	Cible
Nombre d'entreprises soutenues par le Projet	6 par semaine pendant la durée du programme (6 semaines)

Activités et livrables du Projet

Étape / activité	Livrable(s)	Échéance prévue
Mise en ligne d'un formulaire pour les organisations avec les problématiques rencontrées et leurs besoins, aboutissant à une prise de rendez-vous et une session d'accompagnement	- Formulaire d'inscription - Liste d'entreprises ayant rempli le formulaire	De fin mai 2020 à début juillet 2020
Lancement du programme par plusieurs relais clés de notre réseau et nos outils de communication en place (Facebook, site web, newsletter, etc.)	- Liste d'envoi avec les entreprises ciblées - Liste d'entreprises ayant eu accès à une consultation de service-conseil gratuite.	De fin mai 2020 à début juillet 2020
Création de sessions spécifiques sur des thématiques suscitant beaucoup d'intérêt, a avec experts invités.	- Liste de thématiques abordées - Liste d'experts ayant participé	Juin 2020 (en continu)
Un résumé des connaissances (du type *FAQ*) est partagé chaque 2 semaines afin de faire bénéficier au plus grand nombre l'expertise et de garder un journal de bord du projet pilote.	- Document synthétique rassemblant les notes sur les connaissances partagées et les différentes itérations de format testés.	Juin 2020 (en continu)
Retour sur expérience	- Bilan sur le pilote (Phase I)	15 juillet 2020

Bilan du Projet

Section à remplir à la fin du Projet

Bilan des activités

Objectifs et résultats attendus

Objectif	Indicateur(s)	Résultat	Commentaires

Indicateurs sollicités par la Ville

Indicateur	Résultat	Commentaires
Nombre d'entreprises soutenues par le Projet		

Autres retombées non prévues par le Projet

Résultat	Indicateur	Commentaires

Méthodologie utilisée

Précisez la méthodologie utilisée pour récolter les données.

Bilan financier

Revenus et dépenses du Projet

Revenus	Montant prévisionnel	Montant réel	Précisions
Contribution octroyée par la Ville pour le Projet			
Revenus de l'organisme dédiés au Projet			
Revenus issus de la participation de partenaires			
Sous-total (revenus)			
Dépenses			
Salaires			
Honoraires			
Fournitures, matériel, espaces, bureautique, licences informatiques			
Promotion, marketing et communications			
Frais de gestion			
Autres frais (précisez)			
Sous-total (dépenses)			
Total (revenus moins dépenses)			

Précisions sur le bilan financier

Veuillez expliquer les différences observables entre les revenus et les dépenses prévisionnels et réels. Précisez les éléments nouveaux, s'il y a lieu.

Bilan de visibilité

Présentez les activités de visibilité et de communication réalisées dans le cadre du Projet (respecter le protocole de visibilité de la Ville de Montréal) et leurs résultats le cas échéant. Pour les événements, ajoutez une courte description. Si vous avez une revue de presse à nous partager, vous pouvez la joindre en annexe.

Commentaires additionnels

Présentez toute autre information que vous jugez pertinente pour le bilan du Projet. Des documents peuvent être joints en annexe.

Mesure du rendement

1. La Ville de Montréal mesurera le rendement attendu du Projet sur la base d'indicateurs de suivi en lien avec le projet qu'elle pourra demander à l'OBNL.

2. L'OBNL fournira une liste des entreprises/bénéficiaires de ses services.

3. L'OBNL s'engage à informer les bénéficiaires de ses services, au moment de lui offrir des services en lien avec le Projet, qu'il est financé par la Ville de Montréal et, qu'à ce titre :

4. Il peut transmettre les informations suivantes à la Ville de Montréal :

    a) le nom, le numéro d'entreprise du Québec (NEQ) et les coordonnées de l'organisation;
    b) le genre d'organisation, son emplacement et le secteur d'activités;
    c) la nature du service reçu par l'organisation et les activités menées;

5. À des fins d'évaluation et de vérification, les représentants de la Ville de Montréal peuvent à l'occasion communiquer avec les bénéficiaires des services offerts par l'OBNL dans le cadre du projet.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **MONTRÉAL IN VIVO,** personne morale sans but lucratif, constituée sous la Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38), dont l'adresse principale est 630 rue Sherbrooke Ouest, Bureau 460, Montréal, H3A 1E4, agissant et représentée par M. Frank Béraud, Président-directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. :
Numéro d'inscription T.V.Q. :

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE le 9 avril 2020 la Ville de Montréal a lancé un appel de propositions visant à financer des projets portés par des organismes à but non lucratif (OBNL) qui souhaitent mettre sur pied un soutien technique aux petites entreprises montréalaises actuellement éprouvées par la pandémie de la COVID-19;

ATTENDU QUE l'Organisme a fourni une proposition de soutien technique dans le cadre de l'appel à propositions mentionné ci-haut, en date du 7 mai 2020;

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de favoriser le développement économique des sciences de la vie dans la grande région de Montréal;

ATTENDU QUE le projet de l'Organisme vise le soutien technique aux entreprises montréalaises dans le contexte de la COVID-19;

ATTENDU QUE le comité d'analyse a sélectionné le projet de l'Organisme;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet – Formulaire de proposition déposé par l'Organisme;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « Annexe 3 » : Tableau de suivi des objectifs et des indicateurs du projet;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les

sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : la Directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : le Service du Développement économique de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement

ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale non récurrente de onze mille sept cent dix-sept dollars (11 717$), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de neuf mille cinq cents dollars (9 500$) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant deux mille deux cent dix-sept dollars (2 217 $) au plus tard 30 jours après la réception à satisfaction de la Ville du rapport d'activités du projet.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 30 septembre 2020.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de Deux millions dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices.

10.2 L'organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. Le Contractant doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont

été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 5605 Avenue de Gaspé (suite 106), Montréal, QC, H2T 2A4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 700, rue De La Gauchetière Ouest, 28e étage Montréal (Québec) H3B 5M2, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon,
Greffier

Le 12e jour de mai 2020

MONTRÉAL IN VIVO

Par : _____
M. Frank Béraud
Président-directeur général

Cette convention a été approuvée par le Comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de …….. 20__ (Résolution (CE20 …….).

ANNEXE 1

PROJET – FORMULAIRE DEPOSÉ PAR L'ORGANISME

Voir Annexe attaché

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.

- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.

- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.

- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc. Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***

- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.

- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:
    - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance;
    - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le projet;
    - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez utiliser le courriel suivant : mairesse@ville.montreal.qc.ca.

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo).

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).

- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.

- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.

- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).

- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.

S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.

- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.

- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite à la mairesse doit être envoyée à l'adresse suivante : mairesse@ville.montreal.qc.ca.

ANNEXE 3

CANEVAS – SUIVI ET BILAN

Voir annexe attaché

FORMULAIRE - Appel de propositions pour les OBNL aux fins d'offrir du soutien technique aux entreprises

Tous les champs doivent obligatoirement être répondus pour que la demande soit complète. Réponses en français seulement.

Informations sur l'organisme

Nom de l'organisme :	Montréal InVivo (Grappe des sciences de la vie et des technologies de la santé du Montréal métropolitain)
Numéro d'entreprise du Québec (Registraire des entreprises) :	1164102296
Adresse de la place d'affaires principale :	630 rue Sherbrooke Ouest, Bureau 460, Montréal, H3A 1E4
Adresse de la place d'affaires sur le territoire de la Ville de Montréal (si différente) :	IDEM
Description de la mission de l'organisme :	Organisme de développement économique en sciences de la vie
Nom et titre de la personne responsable :	Nathalie Ouimet
Courriel :	nouimet@montreal-invivo.com
Téléphone :	(514) 616-4025 ext. :

Description du projet de soutien technique aux entreprises (ci-après le « Projet »)

Dans le contexte de la situation de la COVID-19, à quel(s) besoin(s) des entreprises de votre écosystème souhaitez-vous répondre? (maximum 150 mots)

La pandémie de la COVID-19 provoque des défis logistiques importants pour l'ensemble des entreprises et organisations québécoises. Plusieurs d'entre elles communiquent avec Montréal InVivo pour identifier des fournisseurs locaux d'équipements de protection sanitaire (gants, masques jetables, gel désinfectant, etc.) afin de protéger leur personnel. La plupart de ces fournisseurs œuvrent dans le secteur des technologies médicales et donc font partie de Montréal InVivo. Par ailleurs, d'autres fournisseurs ont converti leurs capacités manufacturières pour aider en temps de pandémie en produisant des équipements de protection sanitaire (blouses de protection ou masques de tissus); dont plusieurs font partie de la grappe MMode. Il est tout aussi complexe d'identifier les fournisseurs de ces équipements de protection sanitaire, notamment parce que plusieurs entreprises ont développé de nouvelles lignes de produits de protection pour répondre aux besoins actuels.

Comme nous n'avons pas de répertoire de ces fournisseurs à l'interne, il nous est donc bien difficile d'aider les entreprises et organisations à commander toutes les fournitures dont elles ont besoin pour reprendre leurs activités rapidement et en toute sécurité. Il y a donc un besoin important de créer un répertoire commun de fournisseurs d'équipements de protection sanitaire québécois. Celui-ci répondra à la demande exprimée par les entreprises (commerce de détail, entreprises manufacturières) et par les organisations (tel que le réseau scolaire) en les aidant à s'approvisionner en quantité suffisante avec les équipements de protection sanitaire nécessaires à la poursuite de leurs activités.

Montréal

Votre Projet émane-t-il d'un état de situation constaté par une étude, un sondage ou une enquête réalisés auprès des entreprises que vous souhaitez soutenir par votre Projet? Précisez. (50 mots)

Nous sommes conscients de ce besoin à la suite de demandes reçues à la grappe et du témoignage d'autres organisations, dont l'association de technologies médicales MEDTECH Canada, qui vivent le même défi étant donné l'absence de répertoire commun de fournisseurs.

Quel Projet de soutien technique présentez-vous pour répondre à ce(s) besoin(s)? (maximum 150 mots)

Avec MMode, nous souhaitons développer un répertoire des fournisseurs d'équipements de protection sanitaire et le rendre disponible largement, sur nos sites web respectifs, mais aussi auprès des associations industrielles, du réseau scolaire, PME Montréal, etc. Ce répertoire des fournisseurs permettra aux entreprises et organisations à la recherche d'équipement de protection sanitaire d'identifier rapidement les bonnes ressources pour leurs besoins spécifiques.

En effet, le Projet de soutien technique prendra la forme d'un document qui permettra à ceux qui le consultent d'avoir de l'information précise et pertinente à portée de main qui les aidera à commander rapidement les produits qu'il leur faut, dont: le nom du fournisseur, si c'est une entreprise québécoise, quels produits il peut fournir, les quantités minimum et maximum par commande, l'hyperlien vers le catalogue en ligne du fournisseur et si possible, du formulaire de commande, ainsi qu'un numéro de téléphone.

Toute l'information sera validée par le stagiaire et l'information spécifique simplifiera beaucoup la commande d'équipements par les entreprises et organisations.

Précisez les services qui seront déployés dans le cadre de votre Projet, ainsi que la structure et les ressources (humaines, matérielles, etc.) que vous mettrez en place pour y parvenir. (maximum 200 mots)

Nous envisageons un projet simple pour répondre rapidement à la demande. Nous souhaitons embaucher un stagiaire et lui demander d'effectuer la recherche de fournisseurs pour créer ce répertoire de fournisseurs d'équipements de protection sanitaire, à la fois dans la grappe des technologies médicales et dans la grappe de la mode. La recherche inclura aussi la liste des organisations qui bénéficieraient de ce répertoire, pour les informer lorsqu'il sera disponible. Ce travail représente 12 semaines à temps plein selon nos prévisions et inclus les mises à jour du répertoire, puisqu'il est possible que des fournisseurs se manifestent et souhaitent être ajoutés au répertoire. L'équipe de Montréal InVivo investira aussi de son temps pour encadrer et superviser le stagiaire tout au long du Projet. Enfin, la grappe MMode contribuera de son temps pour collaborer sur le Projet.

Enfin, puisque le Projet doit bénéficier d'une certaine notoriété pour bien remplir sa fonction, des efforts de communication seront déployés afin de diffuser l'information auprès des organisations qui en bénéficieraient. Ceci inclut le développement de matériel promotionnel.

Quels sont les impacts ou les améliorations à court terme générés par le Projet pour les entreprises par rapport à la situation actuelle? (maximum 150 mots)

Le répertoire permettra aux entreprises et organisations de poursuivre leurs activités tout en respectant les consignes de la santé publique pour protéger la santé de leurs employés et de leurs clients. Puisque la plupart des entreprises et organisations sont amenées à s'approvisionner en équipement de protection sanitaire pour la première fois, ils ne connaissent pas les fournisseurs ni la marche à suivre pour s'approvisionner. De plus, il y a parfois des limites de quantité à respecter par commande selon les fournisseurs et le fait de vérifier l'information demande un certain effort. Ce Projet a donc pour but d'éviter à ces organisations d'avoir à faire le travail de recherche chacune de leur côté quand un stagiaire serait en mesure de faire pour le bénéfice de tous. Ainsi, on accélère et simplifie la tâche des organisations. Enfin, ce répertoire favorisera l'achat local en mettant en lumière les fournisseurs locaux.

Dans quel(s) secteur(s) du territoire de la Ville de Montréal se déploie votre Projet? (une ligne)

Toute la ville de Montréal

Quel(s) secteur(s) économique(s) est ou sont touché(s) par votre Projet? (une ligne)

Technologies médicales et secteur de la mode

Quel est le budget total de mise en oeuvre de votre Projet? (une ligne)

19 247$

Quelle est la durée du Projet? (une ligne)

12 semaines.

À la suite du versement de la contribution financière, le cas échéant, combien de temps sera requis pour mettre en oeuvre le Projet? (une ligne)

1 semaine tout au plus, le temps d'embaucher un stagiaire. Certaines personnes ont déjà manifesté leur intérêt d'aider la grappe.

Quelle est votre estimation du nombre d'entreprises qui bénéficieront du Projet? (une ligne)

Difficile à évaluer. Nous imaginons que le répertoire contiendrait 20 à 30 fournisseurs, mais toutes les entreprises pourraient l'utiliser.

Quelle est la taille moyenne de ces entreprises? (une ligne)

Nous croyons que les achats de plusieurs unités seront favorisés par les fournisseurs... donc peut-être des PME de + de 50 employés

Budget du Projet

Veuillez indiquer dans le tableau ci-dessous les revenus et les dépenses prévus dans le cadre de la mise en oeuvre du Projet.

Revenus	2020	Précisions
Revenus de l'organisme dédiés au Projet	5130 $	Montréal InVivo en nature pour: (i) la coordination des activités, recrutement et suivi du stagiaire, fournir l'information disponible à l'interne; 4h/sem. pour 4 semaines, puis, 1h/sem. pour 8 semaine et (ii) le développement d'un document promotionnel pour faire connaitre le répertoire.
Revenus issus de la participation de partenaires (indiquer les partenaires et la nature de la contribution dans la colonne Précisions)	2400 $	MMode en nature, pour la coordination des activités avec Montréal InVivo et fournir l'information disponible à l'interne 2h/sem. pour 4 semaines, puis, 0,5h/sem. pour 8 semaines
Dépenses du Projet		**Détail des dépenses**
Salaires (proportion de la rémunération des employés de votre organisme qui sont impliqués dans la mise en œuvre du Projet)	7050 $	Contribution de Montréal InVivo et MMode au succès du projet
Honoraires (services professionnels et de consultation fournis par à votre organisme par un tiers pour la mise en œuvre du Projet)	10800 $	Stagiaire, 24$/hrs, 12sem. temps plein
Fournitures, matériel, espaces, bureautique, licences informatiques	2000	Le stagiaire utilisera son ordinateur et travaillera de chez lui.
Promotion, marketing et communications	480 $	L'outil de promotion pour faire connaître le répertoire sera réalisé à l'interne par l'équipe de communication de Montréal InVivo
Frais de gestion	917 $	5%
Autres frais (précisez)	2000	- Contingence
Total des dépenses du projet	19247 $	
Total des revenus moins les dépenses	-11717 $	
Montant demandé à la Ville de Montréal pour le Projet	11717 $	

Dépenses non admissibles

Les dépenses suivantes ne sont pas couvertes : frais de représentation, améliorations locatives achat d'ordinateur et tout autre frais qui n'est pas relié directement au projet.

Important : Documents à fournir avec votre demande

Lors de l'envoi de votre formulaire dûment rempli, veuillez fournir également le document requis suivant :

- Copie des états financiers du dernier exercice financier terminé, adoptés par le conseil d'administration de votre organisme.

Seules les demandes complètes seront soumises au comité d'analyse. Suivant la réception de votre demande, un commissaire communiquera avec vous dans les meilleurs délais.

Si votre Projet est retenu, vous aurez ensuite à fournir les documents suivants afin de préparer la convention de contribution financière :

- Acte constitutif ou copie des lettres patentes.
- Résolution du conseil d'administration de l'organisme autorisant la personne qui le représente à déposer un Projet et à signer la convention de contribution financière, le cas échéant.

Veuillez vous assurer de pouvoir fournir tous ces documents dans les moindres délais suivant l'acceptation de votre Projet par la Ville. L'absence de l'un des documents demandés dans des délais raisonnables peut entraîner le refus du Projet.

Signature

Nous déclarons que l'information fournie est véridique et exacte, que la réalisation du Projet n'aura pas débuté avant l'approbation de la convention de contribution financière par les instances décisionnelles de la Ville, que le signataire de la présente demande est dûment autorisé à signer au nom de l'organisme et que l'organisme, ses administrateurs, employés et membres prennent toutes les mesures requises pour éviter tous conflits d'intérêts avec la Ville de Montréal.

Par la présente, j'atteste que l'information fournie est véridique et que je m'engage à participer au salon si je suis retenu et d'assumer toutes les autres dépenses inhérentes au déplacement.

Signature : 

Date : 07/05/2020

Appel de propositions pour les OBNL aux fins d'offrir du soutien technique aux entreprises

CANEVAS DE SUIVI ET BILAN DU PROJET

Date	Organisme porteur
13 mai 2020	Montréal InVivo

Objectifs de réalisation du Projet

Section à remplir avant la signature de la convention

Objectifs et résultats attendus

Objectif	Cible	Indicateur(s)
Soutenir les entreprises et organisations pour simplifier et accélérer la commande de matériel de protection sanitaire individuel dont elles ont besoin pour reprendre leurs activités rapidement et en toute sécurité.	Trouver au moins 3 fournisseurs pour chacun des types de produits protection sanitaire individuel courants requis (ex. masque, visière, blouses, ...)	Nombre de fournisseur pour chacun des types de produits

Autres indicateurs sollicités par la Ville

Indicateur	Cible
Nombre d'entreprises soutenues par le Projet	Ensemble des entreprises et organisations de tous les secteurs industriels qui ont besoin de commander du matériel de protection sanitaire individuel

Activités et livrables du Projet

Étape / activité	Livrable(s)	Échéance prévue
Recherche d'information publique sur les fournisseurs de matériel médical de protection individuelle	- Liste de fournisseurs de matériel médical de protection	Semaines 1 à 4
Identification de l'information clé à rendre publique	- Répertoire web avec moteur de recherche par mots clés.	Semaines 5 à 6
Validation (appel) des fournisseurs et du niveau des stock en continu	- Mise à jour régulière du répertoire web	Semaine 4 à 12

Bilan du Projet

Section à remplir à la fin du Projet

Bilan des activités

Objectifs et résultats attendus

Objectif	Indicateur(s)	Résultat	Commentaires

Indicateurs sollicités par la Ville

Indicateur	Résultat	Commentaires
Nombre d'entreprises soutenues par le Projet		

Autres retombées non prévues par le Projet

Résultat	Indicateur	Commentaires

Méthodologie utilisée

Précisez la méthodologie utilisée pour récolter les données.

Bilan financier

Revenus et dépenses du Projet

Revenus	Montant prévisionnel	Montant réel	Précisions
Contribution octroyée par la Ville pour le Projet			
Revenus de l'organisme dédiés au Projet			
Revenus issus de la participation de partenaires			
Sous-total (revenus)			
Dépenses			
Salaires			
Honoraires			
Fournitures, matériel, espaces, bureautique, licences informatiques			
Promotion, marketing et communications			
Frais de gestion			
Autres frais (précisez)			
Sous-total (dépenses)			
Total (revenus moins dépenses)			

Précisions sur le bilan financier

Veuillez expliquer les différences observables entre les revenus et les dépenses prévisionnels et réels. Précisez les éléments nouveaux, s'il y a lieu.

Bilan de visibilité

Présentez les activités de visibilité et de communication réalisées dans le cadre du Projet (respecter le protocole de visibilité de la Ville de Montréal) et leurs résultats le cas échéant. Pour les événements, ajoutez une courte description. Si vous avez une revue de presse à nous partager, vous pouvez la joindre en annexe.

Commentaires additionnels

Présentez toute autre information que vous jugez pertinente pour le bilan du Projet. Des documents peuvent être joints en annexe.

Mesure du rendement

1. La Ville de Montréal mesurera le rendement attendu du Projet sur la base d'indicateurs de suivi en lien avec le projet qu'elle pourra demander à l'OBNL.

2. L'OBNL fournira une liste des entreprises/bénéficiaires de ses services.

3. L'OBNL s'engage à informer les bénéficiaires de ses services, au moment de lui offrir des services en lien avec le Projet, qu'il est financé par la Ville de Montréal et, qu'à ce titre :

4. Il peut transmettre les informations suivantes à la Ville de Montréal :

    a) le nom, le numéro d'entreprise du Québec (NEQ) et les coordonnées de l'organisation;
    b) le genre d'organisation, son emplacement et le secteur d'activités;
    c) la nature du service reçu par l'organisation et les activités menées;

5. À des fins d'évaluation et de vérification, les représentants de la Ville de Montréal peuvent à l'occasion communiquer avec les bénéficiaires des services offerts par l'OBNL dans le cadre du projet.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CHAMBRE DE COMMERCE DE L'EST DE MONTRÉAL,** personne morale sans but lucratif, constituée sous la Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38), dont l'adresse principale est 5600 rue Hochelaga bureau 100, Montréal, H1N 3L7, agissant et représentée par Madame Christine Fréchette, Présidente-directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. :
Numéro d'inscription T.V.Q. :

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE le 9 avril 2020 la Ville de Montréal a lancé un appel de propositions visant à financer des projets portés par des organismes à but non lucratif (OBNL) qui souhaitent mettre sur pied un soutien technique aux petites entreprises montréalaises actuellement éprouvées par la pandémie de la COVID-19;

ATTENDU QUE l'Organisme a fourni une proposition de soutien technique dans le cadre de l'appel à propositions mentionné ci-haut, en date du 5 mai 2020;

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de soutenir et promouvoir le développement économique de l'Est de Montréal;

ATTENDU QUE le projet de l'Organisme vise le soutien technique aux entreprises montréalaises dans le contexte de la COVID-19;

ATTENDU QUE le comité d'analyse a sélectionné le projet de l'Organisme;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet – Formulaire de proposition déposé par l'Organisme;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « Annexe 3 » : Tableau de suivi des objectifs et des indicateurs du projet;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : la Directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : le Service du Développement économique de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille

dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances

et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale non récurrente de cinquante mille dollars (50 000$), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de quarante mille dollars (40 000$) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant dix mille dollars (10 000$) au plus tard 30 jours après la réception à satisfaction de la Ville du rapport d'activités du projet.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 30 septembre 2020.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de Deux millions dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices.

10.2 L'organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. Le Contractant doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont

été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 5600 rue Hochelaga bureau 100, Montréal, H1N 3L7, et tout avis doit être adressé à l'attention du Directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 700, rue De La Gauchetière Ouest, 28e étage Montréal (Québec) H3B 5M2, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon,
Greffier

Le 13e jour de mai 2020

CHAMBRE DE COMMERCE DE L'EST DE MONTRÉAL

Par : _____
Mme Christine Fréchette
Présidente-directrice générale

Cette convention a été approuvée par le Comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de ..... 20__ (Résolution (CE20 .....).

ANNEXE 1

PROJET – FORMULAIRE DEPOSÉ PAR L'ORGANISME

Voir Annexe attaché

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.

- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.

- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.

- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc. Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***

- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.

- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:
    - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance;
    - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le projet;
    - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez utiliser le courriel suivant : mairesse@ville.montreal.qc.ca.

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo).

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).

- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.

- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.

- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).

- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.

S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.

- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.

- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite à la mairesse doit être envoyée à l'adresse suivante : mairesse@ville.montreal.qc.ca.

ANNEXE 3

CANEVAS – SUIVI ET BILAN

Voir annexe attaché

FORMULAIRE - Appel de propositions pour les OBNL aux fins d'offrir du soutien technique aux entreprises

Tous les champs doivent obligatoirement être répondus pour que la demande soit complète. Réponses en français seulement.

Informations sur l'organisme

Nom de l'organisme :	Chambre de Commerce de l'Est de Montréal
Numéro d'entreprise du Québec (Registraire des entreprises) :	1149045834
Adresse de la place d'affaires principale :	5600 rue Hochelaga bureau 100, Montréal, Qc H1N 3L7
Adresse de la place d'affaires sur le territoire de la Ville de Montréal (si différente) :	
Description de la mission de l'organisme :	Soutenir et promouvoir le développement économique de l'Est de Montréal en : Rassen
Nom et titre de la personne responsable :	Christine Fréchette, Présidente-Directrice générale
Courriel :	cfrechette@ccemontreal.ca
Téléphone :	(514) 708-8792 ext. :

Description du projet de soutien technique aux entreprises (ci-après le « Projet »)

Dans le contexte de la situation de la COVID-19, à quel(s) besoin(s) des entreprises de votre écosystème souhaitez-vous répondre? (maximum 150 mots)

Déployer des ressources et des outils pour permettre aux entreprises/organisations de reprendre ou poursuivre leurs activités via des services d'accompagnement/conseil pour l'élaboration de plans de contingence et de plans de relance : offrir des formations webinaires pragmatiques et : créer des outils et des événements pour qu'elles puissent recommencer à faire du développement d'affaires mais, en ligne. Offrir de l'information aux entreprises (en ligne et au téléphone) pour favoriser leur accès aux mesures d'aide financière pour qu'elles puissent traverser cette crise et adopter une stratégie efficace face à la COVID-19.

Montréal

Votre Projet émane-t-il d'un état de situation constaté par une étude, un sondage ou une enquête réalisés auprès des entreprises que vous souhaitez soutenir par votre Projet? Précisez. (50 mots)

Oui, fin mars, la CCEM a diffusé un sondage pour dresser le portrait des impacts de la COVID-19. 128 organisations ont répondu dont 85% comptent moins de 50 employés. Voici les résultats : https://www.ccemontreal.ca/infographie-2020-limpact-de-la-covid-19/
Aussi, notre Service d'aide à l'exportation a interrogé une trentaine d'entreprises pour connaître leur situation et besoins relatifs à la crise.

Quel Projet de soutien technique présentez-vous pour répondre à ce(s) besoin(s)? (maximum 150 mots)

Accompagnement d ' urgence aux entreprises :

- Déployer un service accompagnement/conseil sous forme de banques d ' heures gratuites avec nos conseillers pour effectuer un diagnostic des PME victimes de la crise, proposer et mettre en place des plans de contingence et élaborer des recommandations stratégiques pour renouveler leur modèle d ' affaires et assurer la survie des entreprises.
- Outiller les entreprises et répondre à leurs questions lors de webinaires. Virtualiser les événements de la Chambre. Créer une programmation qui concorde avec les demandes exprimées par les organisations sondées. Un minimum de 5 webinaires, avec audience moyenne de 60-80 participants, est prévue.
- Transformer le répertoire des membres en un outil de mise en lien entre entreprises, OBNL et institutions. L'outil sera interactif et intuitif et permettra de faire des recherches filtrées pour trouver fournisseurs, partenaires ou clients et ce, par secteur d'activité, types de produits/services ou par zone géographique. En parallèle et pour une efficacité accrue, une plateforme de réseautage intelligent (PairConnex) sera créée.

Précisez les services qui seront déployés dans le cadre de votre Projet, ainsi que la structure et les ressources (humaines, matérielles, etc.) que vous mettrez en place pour y parvenir. (maximum 200 mots)

- Le volet service accompagnement/conseil sera assumé par les experts de notre Orpex (Service d ' aide à l ' exportation) qui offriront gratuitement (au lieu de 100$/l ' heure) des banques d ' heures. Nous effectuerons au minimum un diagnostic de l ' entreprise avec recommandations stratégiques. Nous définirons leur plan de contingence, dispenserons du coaching en développement stratégique ainsi que toutes actions sur mesure afin d ' aider les entreprises à passer à travers cette période cruciale. Les ressources matérielles utilisées sont principalement nos 4 ressources internes, nos lignes téléphoniques, notre matériel informatique et notre CRM.

- L'équipe événement a déjà commencé à virtualiser nos événements. Nous utilisons une plateforme permettant la diffusion de webinaires qui sont gratuits et accessibles à tous. Les thèmes abordés seront ceux priorisés dans le sondage : aides financières gouvernementales et municipales, conseils et outils pour les RH et le télétravail et solutions en stratégies numériques.

- Les équipes aux communications et au développement des affaires travailleront en partenariat avec nos fournisseurs pour opérer la transformation de notre répertoire et implanter l'outil de maillage intelligent PairConnex. Une campagne de promotion sera ensuite déployée pour donner un maximum de visibilité à ces outils.

Quels sont les impacts ou les améliorations à court terme générés par le Projet pour les entreprises par rapport à la situation actuelle? (maximum 150 mots)

Les entreprises seront mieux armées pour survivre à cette crise du fait de l ' élaboration d ' une feuille de route sur les prochains mois. Grâce à un diagnostic, du coaching sur mesure, des conseils et recommandations stratégiques et un accompagnement spécialisé pour adapter et renouveler leur modèle d ' affaires. Cela permettra de briser l ' isolement des dirigeants d ' entreprises tout en aidant à leur survie.

Nos webinaires permettront de donner la parole et de répondre aux questions des acteurs sur le terrain dans un contexte très changeant, dense en informations et qui évolue à un rythme parfois difficiles à suivre.

Les entreprises et organisations pourront développer un modèle de développement d'affaires renouvelé, grâce au répertoire interactif et à la plateforme de réseautage en ligne. Notre démarche vise à provoquer une mobilisation du milieu économique de l'Est (privé, OBNL, institutionnel) en leur donnant accès à un réseau de proximité avec un impact direct sur l'économie locale.

Dans quel(s) secteur(s) du territoire de la Ville de Montréal se déploie votre Projet? (une ligne)

L'Est de Montréal pour le volet accompagnement et le grand Montréal pour les volets événements et contenus en ligne et numérique.

Quel(s) secteur(s) économique(s) est ou sont touché(s) par votre Projet? (une ligne)

Volet accompagnement : manufacturières et exportatrices. Volet formation et maillage : tous les acteurs économiques, des travailleurs autor

Quel est le budget total de mise en oeuvre de votre Projet? (une ligne)

85 000$ (20 000$ volet accompagnement-conseil / 5000$ volet événements en ligne / 60 000$pour le répertoire et la plateforme de maillage

Quelle est la durée du Projet? (une ligne)

Volet accompagnement : au moins jusqu'à septembre 2020 Volet événements et contenus en ligne : jusqu'à septembre 2020 Volet numériqu

À la suite du versement de la contribution financière, le cas échéant, combien de temps sera requis pour mettre en oeuvre le Projet? (une ligne)

Volet accompagnement : immédiatement Volet événements et contenus en ligne : immédiatement Volet numérique (répertoire) : déploieme

Quelle est votre estimation du nombre d'entreprises qui bénéficieront du Projet? (une ligne)

Volet accompagnement : 100 entreprises Volet évènements et contenus en ligne : illimité (moyenne de 60-80 participants par événements) \

Quelle est la taille moyenne de ces entreprises? (une ligne)

Tous les volets : TPE – PME (de 2 à 150 employé.e.s)

Budget du Projet

Veuillez indiquer dans le tableau ci-dessous les revenus et les dépenses prévus dans le cadre de la mise en oeuvre du Projet.

Revenus	2020	Précisions
Revenus de l'organisme dédiés au Projet	35000 $	La CCEM autofinancerait 35000$ associés au programme de répertoire interactif et de plateforme de maillage en ligne.
Revenus issus de la participation de partenaires (indiquer les partenaires et la nature de la contribution dans la colonne Précisions)	0 $	Nous ne prévoyons pas approcher d'autres partenaires que la Ville pour ces projets.
Dépenses du Projet		**Détail des dépenses**
Salaires (proportion de la rémunération des employés de votre organisme qui sont impliqués dans la mise en œuvre du Projet)	15000 $	. 200 heures pour le volet accompagnement réparties sur 2 ressources. . 120 heures pour le volet webinaires (5 webinaires minimum) réparties sur 2 ressources 850 $/webinaire
Honoraires (services professionnels et de consultation fournis par à votre organisme par un tiers pour la mise en œuvre du Projet)	56500 $	La CCEM fera appel à différents services professionnels externes pour le volet répertoire interactif et la plateforme de maillage en ligne.
Fournitures, matériel, espaces, bureautique, licences informatiques	1000 $	Licence plateforme de visioconférence
Promotion, marketing et communications	4.000 $	Volet numérique : campagnes de diffusion, graphisme, pub... Volet webinaire : coûts des campagnes réseaux sociaux Volet accompagnement : campagnes réseaux sociaux
Frais de gestion	8500 $	Ressources administratives globales allouées et autres ressources
Autres frais (précisez)	0 $	
Total des dépenses du projet	85000 $	
Total des revenus moins les dépenses	-50000 $	
Montant demandé à la Ville de Montréal pour le Projet	50000 $	

Dépenses non admissibles

Les dépenses suivantes ne sont pas couvertes : frais de représentation, améliorations locatives achat d'ordinateur et tout autre frais qui n'est pas relié directement au projet.

Important : Documents à fournir avec votre demande

Lors de l'envoi de votre formulaire dûment rempli, veuillez fournir également le document requis suivant :

- Copie des états financiers du dernier exercice financier terminé, adoptés par le conseil d'administration de votre organisme.

Seules les demandes complètes seront soumises au comité d'analyse. Suivant la réception de votre demande, un commissaire communiquera avec vous dans les meilleurs délais.

Si votre Projet est retenu, vous aurez ensuite à fournir les documents suivants afin de préparer la convention de contribution financière :

- Acte constitutif ou copie des lettres patentes.
- Résolution du conseil d'administration de l'organisme autorisant la personne qui le représente à déposer un Projet et à signer la convention de contribution financière, le cas échéant.

Veuillez vous assurer de pouvoir fournir tous ces documents dans les moindres délais suivant l'acceptation de votre Projet par la Ville. L'absence de l'un des documents demandés dans des délais raisonnables peut entraîner le refus du Projet.

Signature

☑ Nous déclarons que l'information fournie est véridique et exacte, que la réalisation du Projet n'aura pas débuté avant l'approbation de la convention de contribution financière par les instances décisionnelles de la Ville, que le signataire de la présente demande est dûment autorisé à signer au nom de l'organisme et que l'organisme, ses administrateurs, employés et membres prennent toutes les mesures requises pour éviter tous conflits d'intérêts avec la Ville de Montréal.

Par la présente, j'atteste que l'information fournie est véridique et que je m'engage à participer au salon si je suis retenu et d'assumer toutes les autres dépenses inhérentes au déplacement.

Signature : 

Date : 01/05/2020

CANEVAS DE SUIVI ET BILAN DU PROJET

Date	Organisme porteur
12-05-2020	Chambre de commerce de l'Est de Montréal

Objectifs de réalisation du Projet

Section à remplir avant la signature de la convention

Objectifs et résultats attendus

Objectif	Cible	Indicateur(s)
Volet 1 : Faire des diagnostics d'entreprises et les accompagner pour adapter leur modèle d'affaires dans le contexte de crise	Entreprises exportatrices et manufacturières de l'Est de Montréal	Nombre d'heures d'accompagnement Nombre d'entreprises accompagnées
Volet 2 : Former, informer et outiller les entreprises par Webinaires	Entreprises et organisations de tous types de l'Est de Montréal	Nombre de webinaires réalisés Nombre de participants global à la série de webinaires Moyenne de participants par webinaire
Volet 3 : Mailler les entreprises selon leurs besoins post-COVID (répertoire site web)	Entreprises et organisations de tous types: des travailleurs autonomes, des PME, des OBNL, des acteurs institutionnels et des entreprises d'économie sociale.	215 visites uniques par mois actuellement, donc + de 200 entreprises utilisatrices chaque mois, et nous visons une augmentation de +35%

Autres indicateurs sollicités par la Ville

Indicateur	Cible
Nombre d'entreprises soutenues par le Projet	200 entreprises

Activités et livrables du Projet

Étape / activité	Livrable(s)	Échéance prévue
Volet 1 : Réaliser des diagnostics d'entreprises	- Diagnostic et recommandations	30 septembre 2020
Volet 2 : Réaliser des webinaires pour informer et outiller les entreprises pour les aider à s'adapter à la COVID-19.	- Entre le 28 mai et le 30 septembre 2020, création d'un minimum de 5 webinaires en lien avec la COVID-19.	Une première série de webinaires sur le télétravail se déroulera d'ici la mi-juin. Les webinaires subséquents se dérouleront d'ici le 30 septembre 2020.
Volet 3 : Mailler les entreprises selon leurs besoins (répertoire site web)	- Nouveau répertoire des membres interactif. L'outil sera ouvert à tous, interactif et intuitif et permettra de faire des recherches filtrées pour trouver fournisseurs, partenaires ou clients et ce, par secteur d'activité, types de produits/services ou par zone géographique.	Développement complété d'ici la fin septembre 2020.

Bilan du Projet

Section à remplir à la fin du Projet

Bilan des activités

Objectifs et résultats attendus

Objectif	Indicateur(s)	Résultat	Commentaires

Indicateurs sollicités par la Ville

Indicateur	Résultat	Commentaires
Nombre d'entreprises soutenues par le Projet		

Autres retombées non prévues par le Projet

Résultat	Indicateur	Commentaires

Méthodologie utilisée

Précisez la méthodologie utilisée pour récolter les données.

Bilan financier

Revenus et dépenses du Projet

Revenus	Montant prévisionnel	Montant réel	Précisions
Contribution octroyée par la Ville pour le Projet	50 000$		
Revenus de l'organisme dédiés au Projet	35 000$		
Revenus issus de la participation de partenaires	0$		
Sous-total (revenus)	**85 000$**		
Dépenses			
Salaires	15 000$		
Honoraires	56 500$		
Fournitures, matériel, espaces, bureautique, licences informatiques	1 000$		
Promotion, marketing et communications	4 000$		
Frais de gestion	8 500$		
Autres frais (précisez)	0$		
Sous-total (dépenses)	**85 000$**		
Total (revenus moins dépenses)	**0$**		

Précisions sur le bilan financier

Veuillez expliquer les différences observables entre les revenus et les dépenses prévisionnels et réels. Précisez les éléments nouveaux, s'il y a lieu.

Bilan de visibilité

Présentez les activités de visibilité et de communication réalisées dans le cadre du Projet (respecter le protocole de visibilité de la Ville de Montréal) et leurs résultats le cas échéant. Pour les événements, ajoutez une courte description. Si vous avez une revue de presse à nous partager, vous pouvez la joindre en annexe.

Commentaires additionnels

Présentez toute autre information que vous jugez pertinente pour le bilan du Projet. Des documents peuvent être joints en annexe.

Mesure du rendement

1. La Ville de Montréal mesurera le rendement attendu du Projet sur la base d'indicateurs de suivi en lien avec le projet qu'elle pourra demander à l'OBNL.

2. L'OBNL fournira une liste des entreprises/bénéficiaires de ses services.

3. L'OBNL s'engage à informer les bénéficiaires de ses services, au moment de lui offrir des services en lien avec le Projet, qu'il est financé par la Ville de Montréal et, qu'à ce titre :

4. Il peut transmettre les informations suivantes à la Ville de Montréal :

    a) le nom, le numéro d'entreprise du Québec (NEQ) et les coordonnées de l'organisation;
    b) le genre d'organisation, son emplacement et le secteur d'activités;
    c) la nature du service reçu par l'organisation et les activités menées;

5. À des fins d'évaluation et de vérification, les représentants de la Ville de Montréal peuvent à l'occasion communiquer avec les bénéficiaires des services offerts par l'OBNL dans le cadre du projet.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1208468010

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Partenariats stratégiques et affaires internationales
Objet :	COVID – 19 : Accorder un soutien financier non récurrent d'un maximum de 197 866 $ à 6 organismes, pour la période et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, dans le cadre de l'appel de propositions aux OBNL pour le soutien technique aux entreprises / Approuver les projets de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1208468010 - COVID-19.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohamed OUALI
Préposé au budget

Tél : (514) 872-4254

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-14

André LECLERC
Professionnel(le)(domaine d expertise)-Chef d équipe
Tél : 514 872-4136
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.039

2020/06/03
08:30

Dossier # : 1200191004

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Approuver l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme École des entrepreneurs du Québec (CG20 0025), l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme École des entrepreneurs du Québec (CG19 0133), l'addenda 2 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme Pôle innovation MTL (CG18 0547 et CG20 0068) et l'addenda 1 au contrat de services professionnels entre la Ville et l'organisme École de créativité la Factry (CG19 0058), sans aucun changement aux montants des contributions financières et paiements prévues, afin d'ajuster les modalités des projets et des services au contexte engendré par la pandémie

Il est recommandé :
- d'approuver l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme École des entrepreneurs du Québec (CG20 0025);

- d'approuver l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme École des entrepreneurs du Québec (CG20 0133);

- d'approuver l'addenda 2 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme Pôle innovation MTL (CG18 0547 et CG20 0068);

- d'approuver l'addenda 1 au contrat de services professionnels entre la Ville et l'organisme École de créativité la Factry (CG19 0058);

- d'imputer la dépense totale de 2 365 956,24 $ conformément aux informations inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-05-21 14:29

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1200191004**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Approuver l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme École des entrepreneurs du Québec (CG20 0025), l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme École des entrepreneurs du Québec (CG19 0133), l'addenda 2 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme Pôle innovation MTL (CG18 0547 et CG20 0068) et l'addenda 1 au contrat de services professionnels entre la Ville et l'organisme École de créativité la Factry (CG19 0058), sans aucun changement aux montants des contributions financières et paiements prévues, afin d'ajuster les modalités des projets et des services au contexte engendré par la pandémie

CONTENU

CONTEXTE

Les circonstances exceptionnelles causées par l'apparition de la COVID-19, notamment l'imposition de mesures de distanciation, rendent impossible la réalisation des projets pilotés par des organismes partenaires selon les échéanciers prévus. Des ajustements à quatre ententes, trois de contribution financière et une de services professionnels, avec 3 partenaires, sont ici soumis.
L'École des entrepreneurs du Québec (l'ÉEQ) est un organisme dans but lucratif dont la mission est de soutenir les entrepreneurs et travailleurs autonomes dans l'amélioration de leurs compétences entrepreneuriales par des outils de gestion et de formation. L'ÉEQ a signé récemment deux ententes de contribution, soit :

- une contribution de 724 750 $ pour mettre en place le nouveau programme «Succès Croissance» qui offre un parcours d'accompagnement à des entrepreneurs à la tête d'une entreprise à but lucratif ou non lucratif de moins de 10 employés, dont la majorité est issue de la diversité, pour les aider à augmenter sa croissance et son taux de succès par le développement de leurs compétences entrepreneuriales;

- une contribution de 180 000 $ pour la mise en œuvre et la réalisation des éditions 2019 et 2020 du Parcours C3 destinées à développer les compétences entrepreneuriales et celles en gestion des entrepreneurs culturels et créatifs afin de favoriser la croissance de leur organisation.

Bonjour Startup Montréal, jusqu'à récemment connu sous le nom de Pôle Innovation MTL, est né du regroupement des activités de la Fondation Montréal inc. et la Fondation OSMO.

Sa mission est de faire de Montréal un des écosystèmes de startups les plus audacieux et performants au monde en offrant aux fondateurs de startups un environnement où ils peuvent naître et croître à la mesure de leurs ambitions. La Ville a octroyé à Bonjour Startup Montréal une contribution totale de 1 260 000 $ pour la mise en place d'un pôle d'innovation (activités, réseautage, services, etc.) dédié aux startups à Montréal.

Organisation à but non lucratif, l'École de créativité la Factry, ci-après La Factry, a pour mission de promouvoir le développement des compétences en exploitant une école axée sur la créativité en offrant des programmes de formation, des séminaires et des ateliers. La Factry a signé un contrat de services professionnels d'une valeur de 201 206 $ pour dispenser sur 2 ans 13 ateliers à autant de cohortes de 25 dirigeants d'entreprises issus des secteurs prioritaires et des publics cibles identifiés (les startups, les femmes et les personnes issues de l'immigration et de la diversité et l'entrepreneuriat issu des communautés autochtones).

Les organismes La Factry, ÉEQ et Bonjour Startup MTL ont proposé de modifier ou de reporter leurs activités pour répondre aux exigences de la situation de distanciation sociale. En conséquence, le présent dossier concerne l'approbation d'addenda aux ententes de contribution liant la Ville à ÉEQ et à Bonjour Startup MTL et au contrat de services professionnels entre la Ville à La Factry, afin de ne pas pénaliser ces partenaires et leurs clientèles.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG20 0068 - 27 février 2020 - Approuver un projet d'addenda N^{o}1 à la convention entre la Ville de Montréal et le Pôle innovation MTL (Bonjour Startup Montréal) et accorder un soutien financier maximal de 860 000 $, majorant ainsi le montant total de 400 000 $ à 1 260 000 $ (CG18 0547), pour la période 2018-2022, afin de mettre en place un nouveau pôle d'innovation à Montréal dédié aux startups
CG20 0025 - 30 janvier 2020 - Accorder un soutien financier non récurrent de 724 750 $ à l'École des Entrepreneurs du Québec pour le déploiement du projet Succès Croissance en 2020, 2021 et 2022

CG19 0058 - 28 février 2019 - Accorder un contrat de services professionnels à l'École de créativité la Factry pour offrir 13 formations spécifiques en 2019 et 2020 à des cohortes dédiées aux cibles prioritaires identifiées au plan d'action entrepreneuriat du Service du développement économique, pour une somme maximale de 201 206,24 $

CG18 0547 - 25 octobre 2018 - Accorder un soutien financier maximal de 400 000 $ au Pôle innovation MTL afin de mettre en place un nouveau pôle d'innovation à Montréal dédié aux startups.

CG19 0133 - 28 mars 2018 - Accorder un soutien financier de 180 000 $ à l'École des entrepreneurs du Québec pour la réalisation, en 2019 et 2020, des prochaines éditions du Parcours C3 : Culture, Créativité et Croissance

DESCRIPTION

Les addenda apportent les ajustements suivants aux ententes initiales :

- ÉEQ - Programme succès croissance

- Durée de l'entente : report de son échéance du 31 décembre 2022 au 31 mars 2023
- Versements de la contribution : le dernier versement s'effectuera en 2023 plutôt qu'en

2022; la somme totale des versements prévus n'est pas modifiée
- Échéancier de déploiement des cohortes et calendrier des redditions de comptes : modifiés, retardé dans le temps
- Tenue des ateliers, formations et rencontres : formule à distance et en présentiel selon l'évolution de la crise sanitaire

- ÉEQ - Parcours C3

- Durée de l’entente : report de son échéance du 30 juin au 30 septembre 2021
- Modification de la date (année) du dernier paiement; la somme totale des versements prévus n'est pas modifiée
- Tenue des ateliers, des événements et rencontres à distance et en présentiel selon l’évolution de la crise sanitaire

· Bonjour Startup Montréal

- Révision du projet en 2020-2021 pour remplacer les activités de réseautage international (missions et accueil de délégation) par la mise en place d'un "service de conciergerie" pour guider les startups dans le développement de leur projet et, en collaboration avec de grandes entreprises, de défis en innovation ouverte pour initier des collaboration entre startups et grandes organisations
- Ajustements aux versements de l'année 2020 pour tenir compte des modifications au plan de réalisation; la somme totale des versements prévus n'est pas modifiée

- La Factry

- Durée du contrat : report de son échéance du 31 décembre 2020 au 30 juin 2021
- Modification à la répartition des honoraires versés en 2019 et en 2020-2021; le montant total approuvé des services convenus n’est pas affecté
- Ajustement à l'annexe 1 : remplacement du devis par l'ajustement du montant réellement dépensé en 2019 et le report du montant inutilisé (15 000 $) en 2020-21 pour les prochains ateliers (9 plutôt que 8 initialement prévus)
- Autorisation d'offrir les activités à distance ou en présentiel selon l’évolution de la crise sanitaire

JUSTIFICATION

ÉEQ - Programme succès croissance
L'École des Entrepreneurs du Québec a démontré sa capacité à s'adapter rapidement à la situation exceptionnelle engendrée par la crise sanitaire en déployant l'ensemble de ses activités à distance et en poursuivant le projet. Par ailleurs, le programme d'accompagnement proposé a été adapté pour répondre aux besoins individuels des entrepreneurs qui font face aux différents enjeux (financiers, RH, marketing, etc.) liés à la crise. Dans un contexte exceptionnel où, déjà, les entreprises et leurs dirigeants vivent, dans certains cas, d'importantes difficultés, le programme succès croissance s'inscrit comme un outil permettant d'augmenter les capacités des dirigeants de petite entreprise pour leur permettre de passer à travers la crise sanitaire.

- ÉEQ - Parcours C3

Le secteur des Industries culturelles et créatives est frappé de plein fouet par les conséquences de la crise sanitaire. Le Parcours C3 permet aux entreprises retenues de profiter d’ateliers, de coaching et d’accompagnement personnalisés pour passer à travers

cette période éprouvante. Le fait que l'ÉEQ est équipé pour offrir tous les éléments de la programmation en présentiel ou à distance profitera grandement aux sociétés participantes et à leur survie.

· Bonjour Startup Montréal

Des activités prévues au projet de Bonjour Startup MTL, seules celles exigeants des déplacements physiques sont remises en question et vraisemblablement retardées. Les sommes ainsi dégagées seront utilisées à d'autres fins toutes aussi importantes et utiles pour les startups en période de crise sanitaire et de ralentissement économique, notamment en supportant le développement de leur offre de service et leurs compétences.

- La Factry

Depuis l'annonce du confinement, la Factry a adapté son offre de formations en mode à distance afin de répondre à la nouvelle réalité du monde du travail. Aussi, certaines formations de 2019 se sont tenues sur une demie-journée plutôt que sur une journée, réduisant ainsi leur valeur contractuelle. Les sommes libérées sont réinvesties dans une formation supplémentaire en 2020 ou 2021.

L'École de la Factry offre des ateliers pertinents dans le cadre de la crise sanitaire et qui le seront encore plus pour les entrepreneurs dans le cadre de la relance économique. En effet, il est escompté que la créativité devienne un atout essentiel des entreprises et des individus pour faire face aux enjeux techniques et économiques et, au besoin, se transformer.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le présent dossier ne demande aucun crédit additionnel. Seuls certains échéanciers de versement sont affectés. Le tableau ci-joint montre, par année et par organisme, les versements prévus par les conventions initiales et modifiées par les addenda.

ORGANISME		2018	2019	2020	2021	2022	2023	TOTAL
ÉEQ – Programme succès croissance	Convention initiale			200 000 $	243 250 $	281 500 $		724 750 $
	Convention modifiée			200 000 $	243 250 $	243 250 $	38 250 $	724 750 $
ÉEQ – Parcours C3	Convention initiale		90 000 $	90 000 $				180 000 $
	Convention modifiée		90 000 $	80 000 $	10 000 $			180 000 $
Bonjour Startup MTL / Pôle inno MTL	Convention initiale*	85 000 $	85 000 $	515 000 $	425 000 $	150 000 $		1 260 000 $
	Convention modifiée*	85 000 $	85 000 $	515 000 $	425 000 $	150 000 $		1 260 000 $
La Factry	Contrat initial		86 231,24 $	114 975 $				201 206,24 $
	Contrat modifié		68 985$	132 221,24$				201 206,24 $
Total								2 365 956,24 $

* modifiée par l'Addenda 1

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Poursuite des activités de formation de partenaires qui soutiennent l'entrepreneurship montréalais.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

L'adaptation des livrables des 3 organismes permettra la poursuite de leurs activités et notamment leur adaptation au mode virtuel, ce qui constitue un atout stratégique dans le contexte où les rencontres en présentiel sont difficiles, sinon impossible, à tenir. À défaut, les entrepreneurs et leur entreprise pourraient ne pas disposer d'outils leur permettant d'améliorer leur capacité de réaction et d'adaptation à la crise.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Poursuite des activités des 3 partenaires en fonction des nouveaux livrables et échéanciers prévus dans les addenda respectifs à leur convention initiale, convention modifiée ou contrat de services.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mohamed OUALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2020-05-12

Sylvie B BERTRAND
Conseillère en planification

Tél : 872-2374
Télécop. : 872-0049

Véronique DOUCET
Directrice

Tél : 514 872-3116
Télécop. :

ADDENDA 1

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, dont la principale adresse est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes par la résolution CG06 0006;

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **ÉCOLE DES ENTREPRENEURS DU QUÉBEC**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 505, boulevard René-Lévesque, bureau 501, Montréal, Québec, H2Z 1Y7, agissant et représentée par Michel Fortin, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également collectivement désignés dans le présent addenda comme les « **Parties** ».

ATTENDU QUE les Parties ont conclu une convention dans laquelle la Ville offre une aide financière de 724 750 $ à l'Organisme, laquelle a été approuvée par le conseil d'agglomération par la résolution CG20 0025 en date du 30 janvier 2020 (ci-après la « Convention initiale »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Le préambule fait partie intégrante des présentes.

2. La Convention initiale est modifiée par l'ajout, après l'article 4.1.2 de l'article suivant :

« 4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet »;

3. La Convention initiale est modifiée par le remplacement de l'article 5.2.3 par l'article suivant :

5.2.3 Pour l'année 2022 :

5.2.3.1 une somme maximale de cent quarante-trois mille deux-cent cinquante dollars (143 250 $) dans les trente (30) jours suivant la remise à la Responsable de la Reddition de comptes annuelle;

5.2.3.2 une somme maximale de cent mille dollars (100 000 $) dans les trente (30) jours suivant la remise à la Responsable de la Reddition de comptes de mi-année;

4. La Convention initiale est modifiée par l'ajout, après l'article 5.2.3 de l'article suivant :

5.2.4 Pour l'année 2023 :

5.2.4.1 une somme maximale de trente-huit mille deux-cent cinquante dollars (38 250 $) dans les trente (30) jours suivant la remise à la Responsable de la Reddition de comptes finale.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

4. L'article 9 de la Convention initiale est remplacé par le suivant :

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2023.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

5. L'annexe 1 de la convention initiale est remplacée par l'Annexe 1 du présent addenda.

6. Tous les autres termes et conditions de la Convention initiale demeurent inchangés.

LA PRÉSENTE CONVENTION A ÉTÉ SIGNÉE EN UN (1) EXEMPLAIRE ÉLECTRONIQUE, EN LA VILLE DE MONTRÉAL, PAR LES PARTIES À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Montréal, le e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier

Montréal, le e jour de 2020

ÉCOLE DES ENTREPRENEURS DU QUÉBEC

Par : _____
Michel Fortin, directeur général

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le jour de 2020 (résolution).

ANNEXE 1

PROJET

Le projet «Succès Croissance»

Le programme «Succès Croissance»

Le programme Succès Croissance vise à aider l'entrepreneur à la tête d'un organisme à but lucratif ou à but non-lucratif à gérer sa croissance et augmenter le taux de succès de sa petite entreprise de moins de 10 employés par le biais du développement de ses compétences entrepreneuriales.

En alliant formations (virtuelles ou physiques) spécifique et individualisée, le programme offre aux entrepreneurs un programme qui leur permet de mieux comprendre leurs processus d'affaires et d'optimiser leur courbe de développement. Des cohortes d'entrepreneurs sont constituées et regroupent en moyenne une douzaine d'entrepreneurs partageant des caractéristiques communes (enjeux, secteurs d'activité, etc.) Accompagnés par des experts, ils se rencontrent régulièrement (virtuellement ou physiquement) sur une période de 6 à 8 mois durant lesquels ils sont mis au défi sur l'ensemble de leur modèle d'affaires.

La Roue de la croissance

L'EEQ a développé la Roue de la croissance (RDC) afin de mieux comprendre les différentes phases de croissance par lesquelles passent généralement les PME et ainsi structurer l'intervention auprès des entrepreneurs.

La RDC comporte quatre cadrans rattachés à l'évolution et la croissance des entreprises :

Vendre : pour une entreprise en démarrage, les ventes sont le nerf de la guerre. L'entrepreneur qui ne parvient pas à développer une récurrence de ses ventes risque de s'essouffler rapidement. À cette étape, le succès repose sur l'attraction de la clientèle et le développement des compétences en ventes de l'entrepreneur.

Sélectionner : à cette étape, l'entrepreneur vise à devenir rentable et optimiser ses profits. La récurrence de ses revenus lui permet maintenant «d'apprendre à dire non», en faisant notamment des choix de clients et de produits. C'est à cette étape charnière où il doit structurer efficacement ses opérations afin de prendre le recul nécessaire à la mise en place d'une réelle stratégie d'entreprise.

Maximiser : L'entrepreneur doit maintenant avoir en main les bons outils pour augmenter et/ou diversifier son marché actuel. En vendant plus et mieux, il vient sécuriser ses opérations et peut se concentrer au transfert des connaissances et rendre son équipe autonome.

Positionner : Le tour de roue est complété. L'entrepreneur peut désormais se concentrer à acquérir une nouvelle expertise et à développer des nouveaux produits. Il teste le marché et se positionne pour amorcer un nouveau cycle.

Le déploiement de cohortes

1. Diagnostic de l'entrepreneur

En amont de leur participation au programme «Succès-Croissance», un bilan complet des compétences liées au modèle de la «Roue de la Croissance» sera réalisé pour tous les entrepreneurs. Ce bilan permettra de personnaliser l'approche de l'ÉEQ aux besoins des entrepreneurs.

Une grille d'évaluation permettra de positionner l'entrepreneur dans l'un des cadrans de la RDC et d'établir des recommandations personnalisées afin de développer une stratégie de croissance intégrée à celle-ci.

Un tableau de bord sera élaboré en début de programme afin de monitorer la performance de croissance de l'entreprise et ajuster au besoin le parcours de l'entrepreneur. Cette approche personnalisée permettra donc d'adapter l'accompagnement aux entreprises qui auraient des problématiques particulières en raison de la COVID-19.

2. Cohortes «Succès-Croissance»

Quel que soit le cadran sélectionné, l'entrepreneur sera initié à 2 ateliers basés sur la méthode de la «Roue de la croissance». Ces ateliers permettront à ce dernier de planifier et structurer sa vision de croissance, Par la suite, une série d'ateliers et d'activités entrepreneuriales (virtuelle ou physique) sera proposée. Des périodes de soutien experts seront arrimées aux ateliers afin de lui permettre de travailler de façon individuelle sur son projet de croissance.

Des ateliers de co-développement (virtuels ou physiques) ainsi que des activités de réseautage ou webinaires viennent compléter la programmation.

Parcours Commercialisation	**Parcours Croissance**	
«Vendre»	«Sélectionner»	«Maximiser»
Orienté sur l'acquisition de compétences pratiques. Les formations et ateliers (virtuels ou physiques) sont organisés sur des journées complètes afin d'intégrer rapidement une partie pratique à théorique. Le développement de la clientèle, la sollicitation, les meilleures pratiques de la	Orienté sur le développement des compétences intégrées à la stratégie globale de l'entreprise. Les formations de groupe et individualisées (virtuelles ou physiques) viseront la structuration des opérations et la réflexion stratégique des entrepreneurs. Les entrepreneurs seront	Fidéliser la clientèle, performer davantage, réduire les coûts, élargir sa gamme de produits ou standardiser sa production sont autant d'enjeux qui seront abordés au sein des cohortes «maximiser». Les entrepreneurs seront emmenés à améliorer leurs compétences de gestionnaires et de réfléchir

vente, la gestion du temps, la présentation d'affaires et le service après-vente sont les principales compétences abordées afin de l'entrepreneur atteigne son seuil de rentabilité.	accompagnés par des intervenants afin de valider leur approche stratégique. Des formations individuelles (virtuelles ou physiques) en entreprise seront déployées afin d'accompagner les entrepreneurs à optimiser l'utilisation d'outils numériques spécifiques à leurs enjeux.	à leur vision et culture d'entreprise. Les notions abordées traitent de la gestion des équipes de vente, des stratégies de croissance, etc. Les cohortes «maximiser» allient formations de groupe et approche personnalisée tout en comptant davantage d'ateliers de co-développement et de séances de coaching afin de ne pas tomber dans les pièges de la maximisation. L'accompagnement peut être offert de manière présentielle ou virtuelle.

Échéancier

2020	**2021**	**2022**
12 cohortes commercialisation réalisées 5 cohortes croissance réalisées	15 cohortes commercialisation réalisées 8 cohortes croissance réalisées	14 cohortes commercialisation réalisées 8 cohortes croissance réalisées

Objectifs attendus et indicateurs de succès

La Ville octroie le financement à votre organisme pour la réalisation du projet décrit, qui permettra d'atteindre les résultats suivants :

Retombées attendues (2019-2022) :

1. Cohortes parcours commercialisation

41	Cohortes du parcours commercialisation
820	Entrepreneurs accompagnés
820	Bilans de compétences
820	Tableaux de bords
2214	Heures de formation (virtuelles ou physiques)

2. Cohortes parcours croissance

21	Cohortes du parcours croissance
315	Entrepreneurs accompagnés
315	Bilans de compétences
315	Tableaux de bords
945	Heures de formation (virtuelle ou physique)
5 250	Heures de coaching individuel (virtuel ou physique)

Indicateurs de résultats de mise en œuvre 2019-2022

1. Cohortes parcours commercialisation

Liste d'indicateurs	**Cible**
Nombre d'entrepreneurs ayant complété le parcours commercialisation	820
Nombre d'entrepreneurs issus de la Diversité	420
Nombre d'entrepreneurs du secteur de l'économie sociale	80
Nombre de partenariats effectués avec des organismes qui représentent les clientèles de la Diversité	2
Nombre d'entrepreneurs dédiés au secteur du design et de l'architecture	20
Taux de satisfaction des participants des cohortes	80 %

2. Cohortes parcours Croissance

Liste d'indicateurs	**Cible**
Nombre d'entrepreneurs ayant complété le parcours croissance	315
Nombre d'entrepreneurs issus de la Diversité	156
Nombre d'entrepreneurs dédiés au secteur du design et de l'architecture	45
Nombre d'entrepreneurs du secteur de l'économie sociale	45
Taux de satisfaction des participants des cohortes	80 %

Par ailleurs, la clientèle bénéficiaire des programmes doit être ventilée selon les catégories suivantes :

- Femmes
- Communautés autochtones
- Personnes issues de la diversité (immigrants, minorités visibles, communautés culturelles)

- Résidents temporaires (ex. étudiants internationaux, travailleurs temporaires)

Budget simplifié 2019-2022

Revenus	Montants
Ville de Montréal	**724 750 $**
Autre partenaires	437 550 $
Entrepreneurs/partenaires privés	291 700 &
Total	**1 454 500$**

Budget détaillé

	2020	2021	2022
Contribution de la Ville	243 250$	243 250$	238 250$
Contribution Ville (%)	50 %	50%	50%

Calendrier de reddition de comptes

Documents exigés	Date	Contenu
Bilan mi-année 2020	Décembre 2020	Bilan des résultats obtenus à l'égard des retombées et des échéanciers mentionnés ci-haut incluant notamment : ● La liste des participants ● La liste des entreprises ● Tableau des indicateurs mis à jour
Bilan annuel 2020	Mai 2021	Bilan des résultats obtenus à l'égard des retombées et des échéanciers mentionnés ci-haut incluant notamment : ● La liste des participants ● La liste des entreprises ● Tableau des indicateurs mis à jour Détail des revenus et dépenses liés au projet Bilan de visibilité en accord avec le protocole de visibilité de l'annexe 2
Bilan mi-année 2021	Décembre 2021	Bilan des résultats obtenus à l'égard des retombées et des échéanciers mentionnés ci-haut incluant notamment : ● La liste des participants ● La liste des entreprises ● Tableau des indicateurs mis à jour
Bilan annuel	Mai 2022	Bilan des résultats obtenus à l'égard des

2021		retombées et des échéanciers mentionnés ci-haut incluant notamment : ● La liste des participants ● La liste des entreprises ● Tableau des indicateurs mis à jour Détail des revenus et dépenses liés au projet Bilan de visibilité en accord avec le protocole de visibilité de l'annexe 2
Bilan mi-année 2022	Septembre 2022	Bilan des résultats obtenus à l'égard des retombées et des échéanciers mentionnés ci-haut incluant notamment : ● La liste des participants ● La liste des entreprises ● Tableau des indicateurs mis à jour
Bilan final 2022	Janvier 2023	Bilan des résultats obtenus à l'égard des retombées et des échéanciers mentionnés ci-haut incluant notamment : ● La liste des participants ● La liste des entreprises ● Tableau des indicateurs mis à jour Détail des revenus et dépenses liés au projet Bilan de visibilité en accord avec le protocole de visibilité de l'annexe 2

ADDENDA 1

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par maître Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes par la résolution CG06 0006;

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **ÉCOLE DES ENTREPRENEURS DU QUÉBEC,** personne morale constituée sous l'autorité de la troisième partie de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est le 505, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 510, Montréal, Québec, H2Z 1Y7 agissant et représentée par M. Michel Fortin, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également collectivement désignés dans le présent addenda comme les « **Parties** ».

ATTENDU QUE les Parties ont conclu une convention dans laquelle la Ville offre une aide financière de 180 000 $, laquelle a été approuvée le conseil d'agglomération par la résolution CG19 0133 en date du 28 mars 2019 (ci-après la « Convention initiale »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Le préambule fait partie intégrante des présentes.

2. La Convention initiale est modifiée par l'ajout, après l'article 4.1.2 de l'article suivant :

« 4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet; ».

3. La Convention initiale est modifiée par le remplacement de l'article 5.2.2 par le suivant :

5.2.2 Pour l'année 2020 :

5.2.2.1 une somme maximale de quatre-vingt mille dollars (80 000 $) dans les trente (30) jours suivant la présentation au Responsable du bilan annuel de la réalisation du Projet en 2019;

4. La Convention initiale est modifiée par l'ajout, après l'article 5.2.2, de l'article 5.2.3 suivant :

5.2.3 Pour l'année 2021 :

5.2.2.2 une somme maximale de dix mille dollars (10 000 $) dans les soixante (60) jours de la présentation au Responsable du bilan global de la réalisation des éditions 2019 et 2020 du Projet;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5. L'article 9 de la Convention initiale est remplacé par le suivant :

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 30 septembre 2021.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

6. L'Annexe 1 de la Convention initiale est remplacée par l'Annexe 1 du présent addenda.

7. Tous les autres termes et conditions de la Convention initiale demeurent inchangés.

LA PRÉSENTE CONVENTION A ÉTÉ SIGNÉE EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, EN LA VILLE DE MONTRÉAL, PAR LES PARTIES À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de 2020

ECOLE DES ENTREPRENEURS DU QUÉBEC

Par : _____
Michel Fortin, Directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le___ jour de 2020 (résolution).

Annexe 1

Projet

PROJET

Le « Parcours C3 : Culture, Créativité et Croissance » est un programme mêlant formation, co-développement et accompagnement personnalisé qui vise à stimuler la croissance des entreprises à fort potentiel de développement du secteur culturel et créatif.

Il s'adresse particulièrement aux entreprises et organisations du secteur culturel et créatif (entreprises privées et OBNL) dans les secteurs de la mode, des arts vivants, du design et de l'architecture, des arts visuels et numériques ainsi que les industries culturelles et créatives ayant un chiffre d'affaires entre 250 000$ et 1M $.

L'objectif principal est de proposer un parcours destiné à stimuler l'innovation dans le modèle d'affaires des organisations culturelles et créatives montréalaises à fort potentiel de croissance et leur transmettre les compétences nécessaires pour impulser un développement accéléré et harmonieux. Les apprentissages et outils développés au sein du parcours sont destinés à être diffusés à l'ensemble des entreprises du secteur.

COMPOSANTES DU PARCOURS
Le projet propose aux entreprises sélectionnées un parcours sur 8 mois, de mai à décembre et il est prévu d'accueillir en 2019 et 2020 des cohortes de 15 sociétés.

Chaque participant bénéficiera d'un programme composé :

- Un diagnostic de l'organisation et des compétences de ses gestionnaires;
- Un test AtmanPro et son interprétation personnalisée;
- Un diagnostic de situation des ressources humaines avec l'outil Portrait RH de Services Québec;
- 10 formations thématiques en groupe (voir pré-programmation) virtuelles ou physiques;
- 15 h de coaching individuel virtuelles ou physiques;
- 3 séances virtuelles ou physiques de codéveloppement permettant d'échanger des solutions pratiques entre participants;
- Un événement ''lunch and learn'' virtuel ou physique sur les ressources financières et techniques;
- Deux réseautages virtuels ou physiques avec des entrepreneurs inspirants du secteur;
- Quatre événements sociaux de réseautage et de partage d'expérience virtuels ou physiques;
- La participation à C2 MTL;
- Deux événements de lancement et un événement de clôture virtuels ou physiques en 2019 et 2020.

<u>Activités liées au suivi des cohortes du Parcours C3 2019 et 2020</u> :

Afin d'assurer une optimisation des apprentissages, d'aider à la mise en œuvre des pistes de solutions identifiées lors de leur passage dans le Parcours C3 l'année précédente et aussi

mieux mesurer les impacts du Parcours auprès des participants des cohortes précédentes, un ensemble d'activités sera proposé :

- coaching entre pairs virtuel ou physique sous forme de 2 séances de codéveloppement,
- participation à 3 ateliers à la carte dans la programmation de l'EEQ,
- des heures de coaching pour des interventions dans les organisations pour résoudre des problématiques critiques.

Ces deux derniers services (ateliers à la carte et coaching) seront mis à disposition des participants, qui décideront de s'en prévaloir sur une base volontaire.

Ainsi, le programme mis à la disposition des cohortes 2019 et 2020 sera le suivant :

- La participation à 2 séances virtuelles ou physiques de codéveloppement
- La participation virtuelle ou physique à 4 événements de réseautage, en même temps que la cohorte 2019 et 2020
- La participation virtuelle ou physique à 3 ateliers de leur choix dans la programmation de l'EEQ
- Une banque de 20 heures d'accompagnement, pour une utilisation sur demande pour l'ensemble des entreprises

INDICATEURS DE PERFORMANCE

Afin de mesurer la performance et la pertinence de l'offre proposée, nous retiendrons les indicateurs de performance suivants, mesurés tout au long du parcours et durant l'année suivant la fin des activités :

- Évolution des compétences des entrepreneurs en lien avec les thématiques abordées;
- Nombre de participants dans le parcours;
- Taux d'assiduité dans les activités;
- Création d'emplois;
- Augmentation du chiffre d'affaires;
- Augmentation du Bénéfice avant impôts, intérêts et amortissements (BAIIA)

ADDENDA 1
À LA CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS
CG19 0058

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par monsieur Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **ÉCOLE DE CRÉATIVITÉ LA FACTRY**, personne morale constituée sous l'autorité de la troisième partie de la Loi sur les compagnies, dont l'adresse principale est le 1111, rue Saint Jacques ouest, Montréal, Québec, H3C 1B3, agissant et représentée par madame Marie Amiot, présidente-directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution adoptée à une réunion de son conseil d'administration tenue le 05 décembre 2018;

Numéro d'inscription TPS : 788955524
Numéro d'inscription TVQ : 1223187125

Ci-après appelé le « **Contractant** »

La Ville et le Contractant sont également collectivement désignés dans le présent addenda comme les « **Parties** ».

ATTENDU QUE les Parties ont conclu une convention dans laquelle la Ville a accordé un contrat de services professionnels pour offrir des formations spécifiques en 2019 et 2020 pour une somme maximale de 201 206,24 $, laquelle a été approuvée par le conseil d'agglomération par la résolution CG19 0058 en date du 28 février 2019 (ci-après la « Convention initiale »);

ATTENDU QUE la Ville et le Contractant se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation des travaux du Contractant peuvent nécessiter certains ajustements ou adaptations en raison de la pandémie COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la Ville;

ATTENDU QUE le Contractant propose un recalibrage des travaux prévus initialement pour répondre aux exigences que posent la pandémie et aux besoins identifiés par la Ville;

ATTENDU QUE les Parties désirent conclure le présent Addenda afin d'apporter les

modifications requises à la Convention initiale;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Le préambule fait partie intégrante des présentes.

2. L'article 4. de la Convention initiale est remplacé par suivant :

ARTICLE 4
DURÉE

Nonobstant la date de sa signature, la présente convention prend effet le 1er avril 2019 et se termine lorsque le Contractant aura complètement exécuté ses services mais au plus tard le 30 juin 2021, le tout sous réserve des articles 11 et 13.

3. L'article 8. de la Convention initiale est remplacé par le suivant :

ARTICLE 8
HONORAIRES

8.1 En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de deux cent un mille deux cent six et 24 cents dollars (201 206,24 $) couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

8.2 Les honoraires prévus au présent article sont payables comme indiqué ci-dessous :

8.2.1 Pour l'année 2019 :

8.2.1.1 une somme maximale de soixante-huit mille neuf cent quatre-vingt-cinq dollars (68 985 $) sur présentation de factures des 5 formations dispensées aux cohortes durant l'année 2019;

8.2.2 Pour la période du 1er janvier 2020 au 30 juin 2021 :

8.2.2.1 une somme maximale de cent trente-deux mille deux cent vingt et un dollars et 24 cents (132 221,24 $) sur présentation des factures des 8 formations dispensées aux cohortes durant l'année 2020;

Chaque versement est conditionnel à ce que le Contractant ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

4. L'Annexe 1 de la Convention initiale est remplacée par l'Annexe 1 jointe au présent Addenda No 1;

5. Tous les autres termes et conditions de la Convention initiale demeurent inchangés.

LE PRÉSENT ADDENDA NO. 1 A ÉTÉ SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, EN LA VILLE DE MONTRÉAL, PAR LES PARTIES À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Montréal, le e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, Greffier

Montréal, le e jour de 2020

ÉCOLE DE CRÉATIVITÉ LA FACTRY

Par : _____
Marie Amiot, présidente-directrice générale

Cet addenda a été approuvé par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le jour de 2020 (résolution).

ANNEXE 1

Description de la prestation de service du Contractant

Devis Factry – Programmation 2020-2021
28 avril 2020

Depuis mars 2020, le monde est en crise. Plus que jamais la créativité devient un atout essentiel pour permettre aux entreprises et aux individus de se transformer et faire face aux enjeux qui nous frappent. Montréal possède un savoir-faire unique en créativité et en innovation. Ce savoir-faire doit être intégré le plus rapidement possible dans tous les secteurs d'activité. Depuis l'annonce du confinement, Factry a travaillé sans relâche afin d'adapter son offre de formations en mode à distance. Depuis la signature de l'entente originale en 2019, Factry a donc une offre bonifiée au niveau des formats et elle a ajouté de nouvelles formations à distance à son portfolio.

Par la présente, nous souhaitons offrir à la ville la possibilité de profiter au maximum du portfolio bonifié de la Factry, afin de répondre à la nouvelle réalité du monde du travail. Les formations Factry sont idéales pour tout entrepreneur, jeune ou mature, qui souhaite faire face à une économie en pleine transformation.

Le (SDE) a identifié deux axes prioritaires dans son plan d'action en entrepreneuriat soit l'innovation pour soutenir des initiatives créatives visant à stimuler l'entrepreneuriat et le renforcement des compétences entrepreneuriales pour bonifier les compétences managériales des dirigeants des entreprises dans les secteurs prioritaires.

En 2019 la Ville de Montréal a profité des formations suivantes :

- 1 formation en Storytelling
- 2 formations en Design Thinking
- 1 formation en Modèle d'affaires
- 1 formation en Visualisation des données

2019		
Activités soutenues	**Livrables**	**Montant**
Performance des formations pour des cibles dédiées	5 cohortes de 25 participants (3 formations d'une journée et deux formations de demi-journée) en présentiel dédiées aux cibles prioritaires	60 000$ ou 68 985$ (taxes incluses)
	2 places par cohortes dédiées aux cibles prioritaires sur certaines formations ouvertes à tous, selon la programmation annuelle	

En 2020-2021, en collaboration avec le SDE, l'École de créativité la Factry offrira neuf (9) formations spécifiques, faisant partie de sa programmation annuelle, à des cohortes dédiées aux cibles prioritaires identifiées au plan d'action entrepreneuriat du SDE pour une somme maximale de 132 221,24 $, taxes incluses.

Les dates de ces cohortes dédiées, ainsi que le choix des formations, seront convenus par les parties, de façon régulière. Les parties conviendront, au plus tard les 30 juin 2020, 1er septembre 2020, 1er janvier 2021 et 30 avril 2021, des dates de formations dédiées au SDE pour les mois suivants.

De plus, le SDE bénéficiera annuellement de 2 places par cohorte, dédiées aux cibles prioritaires, sur certaines formations ouvertes à tous de la programmation régulière de la Factry pour un total de 48 places. Si, au cours d'une même année, l'École de créativité la Factry modifie sa programmation annuelle, elle en informera immédiatement la SDE qui aura la possibilité de choisir de nouvelles formations équivalentes, d'une durée similaire.

2020-2021 (au plus tard le 30 juin 2021)		
Activités soutenues	**Livrables**	**Montant**
Performance des formations pour des cibles dédiées	9 cohortes de 25 participants (formation d'une journée en présentiel ou l'équivalent en ligne) dédiée aux cibles prioritaires	115 000$ ou 132 221,24$ (taxes incluses)

	2 places par cohortes dédiées aux cibles prioritaires sur certaines formations ouvertes à tous, selon la programmation annuelle	

Formations Factry	**Durée en jours**	**Nombre de cohortes (2020-2021)**	**En ligne**	**Nombre de places offertes au SDE (par cohorte)**	**Total des places offertes au SDE**
Design Thinking (en ligne)	1	2	Oui	2	4
Storytelling (en ligne)	1	2	Oui	2	4
Posture créative (en ligne)	1	2	Oui	2	4
Brainstorming (en ligne)	1	2	Oui	2	4
Techniques d'idéation (en ligne)	1	2	Oui	2	4
Visualisation des données	1	2	Non	2	4
Design Thinking	1	3	Oui	2	6
Techniques d'idéation	1	2	Oui	2	4
Storytelling	1	3	Oui	2	6
Posture créative	1	2	Oui	2	4
Brainstorming	1	2	Oui	2	4
Total					**48**

ADDENDA 2

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, dont la principale adresse est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **PÔLE INNOVATION MTL**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 603-1550, rue Metcalfe, Montréal, Québec H3A 3P1, agissant et représentée par M^me^ Liette Lamonde, secrétaire du conseil d'administration, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également collectivement désignés dans le présent addenda comme les « **Parties** ».

ATTENDU QUE les Parties ont conclu une convention dans laquelle la Ville soutient la mise en place un nouveau pôle d'innovation à Montréal dédié aux startups, laquelle a été approuvée par le conseil d'agglomération par la résolution CG18 0547 en date du 25 octobre 2018 et modifiée par l'Addenda 1 approuvé par le conseil d'agglomération par la résolution CG20 0068 en date du 27 février 2020 (ci-après la « Convention initiale »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE certaines activités du Projet ne peuvent être planifiées en 2020 par l'Organisme en raison des incertitudes liées aux déplacements et aux rassemblements;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. La Convention initiale est modifiée par l'ajout, après l'article 4.1.2, de l'article suivant :

> « 4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet; ».

2. L'article 5.2.3 de la Convention initiale est remplacé par le suivant :

« 5.2.3 Pour l'année 2020 :

5.2.3.1 une somme maximale de QUATRE-VINGT-DIX MILLE dollars (90 000 $) dans les trente (30) jours suivant la signature de l'addenda 1;

5.2.3.2 une somme maximale de CENT MILLE dollars (100 000 $) dans les trente (30) jours suivant la remise de la Reddition de comptes du Projet pour la période allant du 1er avril 2019 au 31 mars 2020, à la satisfaction du Responsable;

5.2.3.3 une somme maximale de TROIS CENT VINGT-CINQ MILLE dollars (325 000 $) dans les trente (30) jours suivant la remise du plan de réalisation du projet mis à jour pour la période allant du 1er avril 2020 au 31 mars 2021, à la satisfaction du Responsable; ».

3. L'annexe 1 de la Convention initiale est remplacée par l'annexe 1 du présent addenda.

4. Tous les autres termes et conditions de la Convention initiale demeurent inchangés.

LA PRÉSENTE CONVENTION A ÉTÉ SIGNÉE EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, EN LA VILLE DE MONTRÉAL, PAR LES PARTIES À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le 15e jour de mai 2020

PÔLE INNOVATION MTL

Par : _____
Liette Lamonde, secrétaire du conseil d'administration

Cette convention a été approuvée par le de la Ville de Montréal, le jour de 2020 (résolution).

ANNEXE 1

PROJET

Bonjour Startup Montréal a pour mission de faire de Montréal un des écosystèmes de startups les plus audacieux et performants au monde en offrant aux fondateurs de startups un environnement où ils peuvent naître et croître à la mesure de leurs ambitions.

À l'échelle internationale, il est démontré que la mise en place d'un organisme fédérateur visant la représentation d'un l'écosystème génère un impact positif, permettant d'augmenter les connexions constructives au bénéfice des startups.

À Montréal, plusieurs partenaires se sont mobilisés pour faire émerger Bonjour Startup Montréal, comme organisme fédérateur de l'écosystème des startups. Sélectionné comme pôle d'innovation par le gouvernement du Québec, Bonjour Startup Montréal est une initiative issue de la collaboration entre la Fondation Montréal inc. et la Fondation OSMO. À cet effet, un projet de fusion des organismes est en cours afin de doter la métropole d'un organisme phare dans le domaine de l'entrepreneuriat où plusieurs ressources et services y seront mutualisés : bourses, mentorat, programmes d'innovation ouverte avec les grandes entreprises, location d'espaces à la Maison Notman et soutien à l'écosystème.

À la suite d'un exercice de concertation au cours de la dernière année, l'organisme a élaboré un plan stratégique relativement au volet écosystème pour raffiner son offre de services. Celui-ci sera complémentaire à PME MTL.

Les actions couvertes par la contribution financière de la Ville sont les suivantes :

1. Plateforme web – Parcours entrepreneurial;
2. Répertoire des startups montréalaises – gestion des données;
3. Vigie – Portrait annuel de l'écosystème montréalais;
4. Vigie – Écosystèmes internationaux;
5. Maillage et accueil de délégations étrangères;
6. Accompagnement enrichi des startups à l'international;
7. Étudiants internationaux entrepreneurs.

Objectifs, description des actions et renseignement à fournir pour la reddition de comptes

1. Plateforme web – Parcours entrepreneurial

Objectif
Lancer une plateforme numérique regroupant les ressources relativement à l'écosystème de la métropole et veiller à la mise à jour des informations et des contenus.

Description
Associée à une nouvelle image de marque pour l'écosystème des startups, cette plateforme web deviendra à terme la vitrine principale de l'écosystème startup de Montréal pour les entrepreneurs et les membres de la communauté locale et internationale. Elle a pour objectif d'orienter les entrepreneurs dans leurs démarches, de la création à la croissance de leur startup. En partenariat avec les organismes de l'écosystème, elle vise la mise en valeur des ressources à la disposition des startups afin de simplifier et d'augmenter la clarté du parcours

entrepreneurial à Montréal. La plateforme vise également à positionner Montréal comme lieu privilégié pour le développement de startups. Les principales composantes de la plateforme sont les suivantes :

- un répertoire et une cartographie des organismes de soutien aux startups (accélérateurs, incubateurs, espaces de coworking, fonds de capital de risque et investisseurs) ainsi que des cartographies des programmes et des différents acteurs selon les industries;
- la liste des ressources gouvernementales et institutionnelles en collaboration avec Info-Entrepreneur ainsi qu'une section dédiée aux appels à candidature;
- un calendrier des événements de l'écosystème (réseautage, formation, concours et compétitions);
- un canal de communication collaboratif pour échanger et faire la promotion des opportunités par les différents acteurs;
- une offre de défis en innovation ouverte par de grandes organisations;
- une section sur les actualités comportant notamment des articles de blogue;
- un glossaire sur le vocabulaire lié aux startups;
- une cartographie des programmes offerts selon les industries;
- un onglet sur les talents concentrant les offres d'emploi proposées par les startups;
- des sessions d'informations en ligne.

À cette plateforme, un service de conciergerie aux startups sera mise en place pour guider les entrepreneurs en devenir et les entrepreneurs en action dans le développement de leur projet et les orienter vers les ressources les plus pertinentes de l'écosystème.

Renseignements à fournir pour la reddition de comptes

- Composantes de la plateforme numérique mise en ligne;
- Partenariats réalisés pour nourrir les contenus et les données de la plateforme;
- Stratégie éditoriale avec des partenaires pour diffuser de l'information sur l'écosystème (exemple, appel à candidature et événements affichés);
- Mécanismes mis en place pour la mise à jour des informations;
- Statistique sur la fréquentation de la plateforme (nombre de visites et visiteurs uniques);
- Nombre de sessions d'information en ligne et nombre de startups rejointes;
- Nombre de défis en innovation ouverte et nombre de collaboration d'affaires entre startups et grandes organisations découlant de cette initiative;
- Organisation et activités du service de conciergerie et nombre de clients desservis.

2. Répertoire des startups montréalaises – gestion des données

Objectif

Créer un répertoire des startups montréalaises et le mettre à la disposition de la communauté en fonction d'un protocole d'utilisation et de partage des données.

Description

En collaboration avec les dépositaires de données sur les entreprises en démarrage, une base de données sera développée en fonction des informations requis par les investisseurs et les entrepreneurs pour faciliter la croissance de leurs activités. La base de données comprendrait notamment des informations sur les entreprises, les fondateurs, les investissements réalisés (montants et industries) et éventuellement les programmes d'incubation et d'accélération suivis. Les données permettraient à la fois de documenter l'ampleur et la performance de Montréal concernant les startups ainsi que de fournir un outil de repérage efficace pour le maillage entre

les startups et les différents partenaires. La protection des données est un enjeu majeur pour le succès du projet. Une équipe légale sera mise sur pied pour assurer le respect de la loi sur la protection de la donnée ainsi que d'un comité de gouvernance de la donnée.

Renseignements à fournir pour la reddition de comptes

- Catégories de renseignements disponibles sur les startups;
- Nombre de startups présentées dans le répertoire;
- Mécanismes pour la validation de la qualité et de l'authenticité de la donnée;
- Liste des partenaires fournissant des données sur les startups;
- Protocole d'utilisation et de partage de donnée;
- Statistiques sur les utilisateurs;
- Description sur l'usage des données en vue de documenter l'écosystème et de réaliser des activités de maillages.

3. Vigie – Portrait annuel de l'écosystème montréalais

Objectif

Élaborer un portrait annuel de l'écosystème des startups de Montréal avec le milieu universitaire, tout en collaborant au projet national québécois de collecte de données sur ce thème.

Description

À partir de renseignements collectées par sondage et de statistiques provenant de différentes bases de données, un portrait de l'écosystème des startups serait dressé annuellement, permettant notamment d'observer le nombre d'entreprises en démarrage sur le territoire, le taux de succès, le parcours entrepreneurial et les secteurs économiques émergents à Montréal. Bénéficiant de l'apport méthodologique et analytique du milieu universitaire, le portrait poserait également un regard sur les forces et les faiblesses de l'écosystème.

Renseignements à fournir pour la reddition de comptes

- Portrait annuel publié sur l'écosystème des startups à Montréal;
- Cadre méthodologique déployé, organisations contributrices d'information et partenaires financiers du secteur privé;
- Renseignements sur le nombre d'entreprises en démarrage sur le territoire, le taux de succès, le parcours entrepreneurial et les secteurs économiques émergents à Montréal notamment;
- Nombre de téléchargements du portrait annuel;
- Partenariat établi et mutualisation des ressources convenues avec le Mouvement des accélérateurs d'innovation du Québec pour contribuer à la recherche sur ce thème à l'échelle québécois.

4. Vigie – Écosystèmes internationaux *

Objectif

Coordonner les contributions des différents organismes économiques montréalais (ex. Real Venture et Centech) à une étude de positionnement international du territoire montréalais et proposer des solutions aux enjeux en regard des meilleurs pratiques à l'étranger.

Description

Bonjour Startup Montréal coordonnera le membership de Montréal au Startup Genome,

comprenant l'adhésion de la Ville, relativement au rapport annuel de positionnement des écosystèmes de startups à travers le monde et y coordonnera également la cueillette des informations nécessaires au rapport. Des recherches supplémentaires seront menées pour identifier et mettre en place les meilleures pratiques ainsi que pour suivre les autres initiatives de classement et d'évaluation des écosystèmes de startups, notamment dans le cadre de l'Union européenne. Un événement annuel visera à présenter les résultats aux acteurs de développement économique de la métropole ainsi que diverses activités visant l'implantation de nouvelles pratiques.

Renseignements à fournir pour la reddition de comptes

- Partenaires financiers et activités de coordination mis en place à Montréal pour contribuer à la publication annuelle d'un rapport de positionnement international;
- Participation à deux rencontres annuelles d'échange avec les membres internationaux du Startup Genome;
- Analyse des autres classements internationaux de positionnement des écosystèmes de startups et validation de l'initiative ou des initiatives les plus porteuses pour la contribution statistique de Montréal;
- Rapports de mission de reconnaissance des écosystèmes similaires les plus performants dont la majeure partie sera jumelée à des initiatives de déplacement existantes;
- Tenue et nombre de participants à l'événement annuel présentant les résultats de la vigie des écosystèmes internationaux;
- Stratégie d'action pour pallier aux lacunes de Montréal et liste des pratiques innovantes potentielles à implanter à Montréal;
- Mise en place d'un réseau d'innovateurs engagés montréalais pour implanter de nouvelles pratiques et initiatives;
- Nombre de nouvelles pratiques et d'initiatives implantées à Montréal.

** En raison de l'incertitude des déplacements à l'étranger dans le contexte de la COVID-19, certaines actions de ce volet pourront nécessiter certains ajustements ou une mise en pause durant la crise sanitaire.*

5. Maillage et accueil de délégations étrangères liées aux écosystèmes de startups *

Objectif

Développer une offre d'activités de maillage entre les startups montréalaises et les grands groupes en déplacement à Montréal ainsi que proposer en collaboration avec la Ville de Montréal un service d'accueil pour les délégations internationales issues du milieu des startups en accordant la priorité à certains marchés ou à certains moments de l'année, lors de grands événements d'affaires dans la métropole.

Description

En collaboration avec le Service de développement économique et les institutions œuvrant dans le domaine de l'attraction des investissements, Bonjour Startup Montréal organisera annuellement des activités de maillage et des rencontres B2B entre les grands groupes de passage à Montréal et des jeunes entreprises prometteuses repérées grâce au répertoire des startups de Montréal. De plus, en complémentarité avec les acteurs qui accueillent régulièrement des délégations étrangères (Ville de Montréal, Gouvernement du Québec, Montréal international et Investissement Québec, etc.) ou à la demande de la Ville de Montréal, un nouveau service sera déployé pour améliorer l'accueil de délégations étrangères issues du milieu des startups et leur faire découvrir les principales stratégies, pratiques et institutions de la métropole (incubateurs, accélérateurs et autres centres d'expertise en innovation), en particulier

lors de grands événements d'affaires à Montréal. Une attention particulière sera portée sur les marchés prioritaires identifiés dans la planification annuelle.

Renseignements à fournir pour la reddition de comptes

- Partenariats établies avec les organisations œuvrant dans l'attraction de grandes entreprises, tel que Montréal international, afin de réaliser des activités de maillages et des rencontres B2B avec des startups;
- Nombre et nature des activités de maillage entre les startups montréalaises et les entreprises étrangères de passage à Montréal ainsi que le nombre de rencontres B2B;
- Nombre de startups montréalaises ayant bénéficié d'activités de maillage et des rencontres B2B avec les grandes entreprises de l'international ainsi que les ventes ou investissements découlant de ces activités;
- Nombre et données sur la composition de délégations étrangères accueillies, selon les marchés ciblés ou les événements d'affaires priorisés;
- Structure de la tarification mise en place pour l'accueil de délégations, le cas échéant.

** En raison de l'incertitude des déplacements à l'étranger dans le contexte de la COVID-19, certaines actions de ce volet pourront nécessiter certains ajustements ou une mise en pause durant la crise sanitaire.*

6. Toile de promotion et de connexion internationale / Calendrier de missions et des autres activités visant l'internationalisation des startups *

Objectif

Développer et maintenir un réseautage ciblé avec les acteurs clés des plus importants écosystèmes de startups mondiaux ainsi que bâtir un calendrier des missions et des autres activités visant l'internationalisation des startups avec le soutien des autres partenaires montréalais et québécois.

Description

Les interlocuteurs clés des écosystèmes du top 20 mondial (de Startup Genome) sont extrêmement sollicités. Ceux-ci sont des organismes fédérateurs comme Bonjour Startup Montréal dans les grandes villes, des investisseurs en capital de risque, des dirigeants de startups, de petites ou de grandes entreprises, des chercheurs de haut niveau ou des facilitateurs. Ces personnes peuvent, par leur propre réseau, contribuer significativement à la croissance des startups montréalaises. Or, les startups montréalaises qui cherchent à entrer en contact avec eux ont peu de chance de réussir. Bonjour Startup Montréal, en tant que représentant désigné de l'écosystème montréalais peut établir un canal de communications plus efficace avec les acteurs clés. Bonjour Startup Montréal travaillera ainsi à tisser une toile de connexions internationales de haut niveau avec ces joueurs dans une dizaine de villes sélectionnées en accord avec la Ville de Montréal, dans les secteurs prioritaires pour l'économie de Montréal, dans le but d'aider les startups montréalaises, susciter des partenariats et accueillir à Montréal des délégations à l'occasion de grands événements (C2MTL, Startupfest, etc.). Bonjour Startup Montréal tissera également sa toile internationale avec les grands groupes montréalais, québécois ou canadiens privés ou institutionnels ayant des filiales à l'étranger (par ex. : Caisse de dépôt et placement du Québec).

De plus, un calendrier des missions et autres actions visant l'internationalisation des startups sera conçu en collaboration avec les partenaires montréalais. En lien, Bonjour Startup Montréal fera la promotion des missions internationales menées par les acteurs de l'écosystème, dont la Ville de Montréal, dans le but de faciliter le recrutement, assurer une meilleure préparation des startups en amont et un meilleur suivi en aval. Avec la Ville, des vitrines présentant

l'écosystème pourront être réalisées dans les événements internationaux d'ici et d'ailleurs.

Renseignements à fournir pour la reddition de comptes

Toile de promotion et de connexion internationale :

- Méthodologie utilisée pour identifier les écosystèmes prioritaires et les profils type des interlocuteurs clés visées en fonction des secteurs prioritaires de Montréal;
- Planification des activités de promotion et de rayonnement à l'étranger, deux mois avant le début de l'année civile suivante;
- Liste des interlocuteurs clés/ciblés;
- Actions mises en place pour maintenir et élargir ce réseau de contacts;
- Nombre de grands groupes montréalais contribuant à la toile de connexion internationale constituée à partir de leurs filiales établies à l'étranger;
- Nombre de startups ayant eu recours à la « toile » de connexion internationale;
- Nombre de délégations attirées à Montréal grâce aux actions de Bonjour Startup Montréal lors de grands événements;

Calendrier de missions et des autres activités visant l'internationalisation des startups :

- Calendrier des missions et autres activités visant l'internationalisation des startups, élaboré avec le Service de développement économique et les différents partenaires (une mise à jour sera également transmise à l'automne de chaque année);
- Nombre et nature des activités visant les missions internationales (promotion, recrutement, formation, etc.);
- Nombre de vitrines en collaboration avec la Ville présentant l'écosystème de Montréal dans les événements d'affaires.

** En raison de l'incertitude des déplacements à l'étranger dans le contexte de la COVID-19, certaines actions de ce volet pourront nécessiter certains ajustements ou une mise en pause durant la crise sanitaire.*

7. Étudiants internationaux entrepreneurs *

Objectif

Coordonner un projet visant la rétention des étudiants internationaux par l'entrepreneuriat par le biais d'outils, d'activités, de formations et de mises en contact avec l'écosystème entrepreneurial.

Description

En collaboration avec la Ville de Montréal, Bonjour Startup Montréal souhaite coordonner un projet visant les étudiants internationaux entrepreneurs. Sous la forme d'un passeport, il permettra d'offrir à des étudiants internationaux entrepreneurs sélectionnés des formations et différentes entrées dans des événements afin qu'ils puissent découvrir le milieu des affaires montréalais et ainsi accroître la rétention du talent entrepreneurial à Montréal. Plusieurs activités seront prévues dans les universités de Montréal pour présenter le projet. L'organisme coordonnera également un comité de sélection des candidats et effectuera le suivi des cohortes d'étudiants internationaux bénéficiant d'un passeport mis en place et géré par Bonjour Startup Montréal. Plus spécifiquement, le projet se déclinerait en 4 volets soient :

- Guider les étudiants internationaux entrepreneurs par la mise à disposition et la promotion d'outils.
- (In)former les accompagnateurs en universités (clubs entrepreneuriaux et associations étudiantes) afin qu'ils puissent mieux orienter les étudiants internationaux désirant entreprendre et ceux en démarches entrepreneuriales.

- Collaborer et participer à 5 activités universitaires soutenues par la Ville de Montréal qui vise à faire découvrir l'entrepreneuriat aux étudiants internationaux.
- Accompagner chaque année une cohorte d'étudiants internationaux entrepreneurs qui auront accès à un passeport entrepreneurial leur donnant accès à l'écosystème entrepreneurial (formation, activités, etc.) et à des services afin de faciliter leurs succès et leur développement à Montréal.

Renseignements à fournir pour la reddition de comptes

Volet Guider :
- Mécanismes et stratégies mis en place pour la mise à jour et la diffusion des informations s'adressant directement aux étudiants internationaux;
- Statistique sur le nombre d'étudiants internationaux rejoints (à partir de 2020-2021);

Volet Informer :
- Nombre d'organismes et de personnes accompagnateurs formées dans les universités;

Volet Faire découvrir
- Présences dans les activités liées à l'action;

Volet Accompagner :
- Nombre de personnes et de projets entrepreneuriaux par cohorte;
- Nombre d'activités offertes dans le cadre du passeport;
- Progression des étudiants étrangers dans leur projet d'entreprise et dans leur décision de s'installer au Québec.

** En raison du contexte de la COVID-19 et des priorités d'action de l'Organisme, certaines actions de ce volet pourront nécessiter certains ajustements ou une mise en pause durant la crise sanitaire.*

Reddition de comptes et délai de transmission

Document et délai de transmission

- Un bilan des réalisations du 1er novembre 2018 au 31 mars 2019 – au plus tard le 30 juin 2019.
  - Liste et description des démarches de mise en place du pôle d'innovation, comprenant la composition des comités relativement à la gouvernance et les dates des séances tenues ainsi que les embauches effectuées;
  - Devis de la plateforme numérique et toutes autres démarches pour son lancement;
  - Activités réalisées pour la création d'une image de marque;
  - Activités réalisées pour mettre en place une stratégie de promotion et de communication de la plateforme et de l'image de marque;
  - Tenue de rassemblement(s) de l'écosystème montréalais, le programme des activités visant le partage des meilleures pratiques et de contenus pédagogiques ainsi que l'identification de solutions et d'opportunités pour l'écosystème; la liste des acteurs de l'écosystème invités établie en partenariat avec la Ville de Montréal, le nombre de participants selon le type d'organisme.

  Le bilan financier du projet (état des résultats) – au plus tard le 30 juin 2019.

- Le rapport de Reddition de comptes du projet du 1er avril 2019 au 31 mars 2020 – au plus tard le 30 juin 2020
  - Résultats obtenus en regard des objectifs et renseignements ci-haut mentionnés pour chacune des actions;

- Structure de gouvernance de l'organisme, composition des groupes de travail et les dates des séances tenues;
- Nombre d'employés dédiés à la réalisation des actions ci-haut mentionnées;
- Dépenses liées aux déplacements;
- Tout autre renseignement permettant l'appréciation du renforcement de l'écosystème.

Un bilan financier du projet doit être joint au rapport de Reddition de comptes, en plus des obligations financières prévues à l'article 4.5.3 de la convention.

- Le rapport de Reddition de comptes du projet du 1er avril 2020 au 31 mars 2021 – au plus tard le 30 juin 2021
  - Résultats obtenus en regard des objectifs et renseignements ci-haut mentionnés pour chacune des actions;
  - Structure de gouvernance de l'organisme, composition des groupes de travail et les dates des séances tenues;
  - Nombre d'employés dédiés à la réalisation des actions ci-haut mentionnées;
  - Dépenses liées aux déplacements;
  - Tout autre renseignement permettant l'appréciation du renforcement de l'écosystème.

  Un bilan financier du projet doit être joint au rapport de Reddition de comptes, en plus des obligations financières prévues à l'article 4.5.3 de la convention. De plus, la mise à jour du plan de réalisation doit être jointe à ce rapport de Reddition de comptes.

- Le rapport de Reddition de comptes du projet du 1er avril 2021 au 31 mars 2022 – au plus tard le 30 juin 2022
  - Résultats obtenus en regard des objectifs et renseignements ci-haut mentionnés pour chacune des actions;
  - Structure de gouvernance de l'organisme, composition des groupes de travail et les dates des séances tenues;
  - Nombre d'employés dédiés à la réalisation des actions ci-haut mentionnées;
  - Dépenses liées aux déplacements;
  - Tout autre renseignement permettant l'appréciation du renforcement de l'écosystème.

  Un bilan financier du projet doit être joint au rapport de Reddition de comptes, en plus des obligations financières prévues à l'article 4.5.3 de la convention.

Retombées

- Une étude sur le taux de satisfaction des organismes de soutien de l'écosystème des startups à Montréal à propos de la qualité de la collaboration avec Bonjour Startup Montréal ainsi que la pertinence de son offre de services – au plus tard le 1er décembre 2021;
- Compilation des facteurs qui favorisent et découragent la rétention des étudiants étrangers bénéficiant du passeport et évaluation de l'impact du passeport sur la rétention – au plus tard le 30 juin 2022.

Budget – Volet Écosystème

Revenus (K$)	2018 - 2020 (17 mois)	2020-2021	2021-2022	TOTAL
Fonctionnement général[1]				
Gouvernement du Québec	400 000	400 000	400 000	1 200 000
Partenaires privés	1 115 888	2 695 490	3 326 435	7 126 101
Actions spécifiques				
Gouvernement du Québec	280 000	500 000	500 000	1 280 000
Ville de Montréal	260 000	500 000	500 000	1 260 000
Partenaires privés	58 000	170 000	416 000	644 000
TOTAL	**2 113 888**	**4 265 490**	**5 130 725**	**11 510 101**

[1] Le fonctionnement général de l'organisme portant sur le renforcement de l'écosystème couvre d'autres projets en développement : talent, entrepreneuriat féminin, santé mental des entrepreneurs, relations publiques, événements, mobilisation des partenaires, scouting de startups et activités de connexions.

Dépenses (K$)	2018 - 2020 (17 mois)	2020-2021	2021-2022	TOTAL
Fonctionnement général				
Rémunération	409 604	1 402 933	1 736 965	3 549 502
Frais externe (communication, événements et honoraires professionnels)	408 750	504 912	809 985	1 723 647
Loyer, fournitures, déplacement et autres frais administratifs	286 032	777 971	769 896	1 833 899
Actions spécifiques				
Plateforme web – Parcours entrepreneurial	262 500	468 895	271 810	800 310
Répertoire des startups montréalaises – gestion des données	173 680	383 150	386 300	943 130
Vigie – Portrait annuel de l'écosystème montréalais	114 750	141 688	143 336	399 774
Vigie – Écosystèmes internationaux	47 500	48 568	135 270	284 338
Maillage et accueil de délégations étrangères	83 000	104 875	247 240	545 010
Toile de promotion et de connexion internationale / Calendrier de missions	47 500	132 275	214 100	403 875
Étudiants internationaux entrepreneurs	25 000	25 000	55 000	135 000
Programme Scaleup (non financé par la Ville)	214 000	205 000	290 600	709 600
Frais administratifs	41 572	70 223	81 933	193 728
TOTAL	**2 113 888**	**4 265 490**	**5 142 435**	**11 510 101**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.040

2020/06/03
08:30

Dossier # : 1207898001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Compétence d'agglomération :	Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier total et maximal de 975 000 $ à l'organisme Conseil du sport de l'île de Montréal en provenance du budget de fonctionnement du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports afin de contribuer au développement du sport régional et du sport de haut niveau à Montréal pour la période du 1e janvier 2021 au 31 décembre 2023 / Approuver un projet de convention à cet effet.

Il est recommandé de :

1. Accorder un soutien financier de 975 000 $ à Conseil du sport île de Montréal, en provenance du budget de fonctionnement du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, afin de contribuer au développement du sport de haut niveau et du sport régional de l'île de Montréal pour la période du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2023;
2. Approuver la convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;
3. Imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération, pour un montant total et maximal de 975 000 $ selon une répartition de 325 000 $ par année.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-05-24 09:55

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1207898001**

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Compétence d'agglomération :	Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier total et maximal de 975 000 $ à l'organisme Conseil du sport de l'île de Montréal en provenance du budget de fonctionnement du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports afin de contribuer au développement du sport régional et du sport de haut niveau à Montréal pour la période du 1e janvier 2021 au 31 décembre 2023 / Approuver un projet de convention à cet effet.

CONTENU

CONTEXTE

Le Conseil du sport de l'île de Montréal (CSIM) a été créé en 2018 dans la foulée des recommandations du milieu sportif montréalais lors des Sommets du sport de Montréal 2016 et 2018. Forte de l'appui des conseils du Réseau du sport étudiant du Québec – région Montréal, de Défi sportif AlterGo, de Sport Montréal et d'Excellence sportive de l'île de Montréal (ESIM), le CSIM a pour objectif le développement du sport régional et de haut niveau, en collaboration avec la Direction des sports et les arrondissements.
À la suite de la concertation en sport régional en 2019 coordonnée par la Direction des sports en 2019, le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) a recommandé d'offrir un soutien financier à un organisme multisports rassembleur pour une offre de service en sport régional à Montréal.

Depuis 2013, la Ville de Montréal via la Direction des sports, soutient ESIM pour l'offre de services spécialisés aux athlètes de la relève montréalaise, à leurs groupes d'entraînement, à leurs entraîneurs et autres intervenants gravitant autour de ces athlètes. Or, ESIM a choisi de transférer ces mandats d'offre de service au sport de haut niveau au CSIM.

Le 26 mars 2020, le CSIM faisait une demande d'aide financière de 2 050 000 $ pour les années 2021, 2022 et 2023. Le CSIM souhaite contribuer activement au développement du sport sur l'île de Montréal.

Le présent dossier vise à confirmer, pour trois ans, une entente de soutien à la mission du CSIM d'une valeur équivalente à l'entente de trois ans avec ESIM qui prendra fin le 31 décembre 2020. Cette entente permettra à l'organisme de soutenir à la fois le sport de haut niveau et le sport régional.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0117 - 22 février 2018
Accorder un soutien financier total et maximal de 975 000 $ à l'organisme Excellence sportive de l'île de Montréal en provenance du budget de fonctionnement du Service de la diversité sociale et des sports afin de contribuer au développement du sport de haut niveau et au rayonnement de l'île de Montréal / Approuver un projet de convention à cette fin

CG16 0415 - 22 juin 2016
Approuver la convention avec l'organisme Excellence sportive de l'île de Montréal, se terminant le 31 décembre 2017 et octroyer une contribution financière totale et maximale de 490 000 $ provenant du Protocole d'entente sur l'aide financière de 175 M$ pour soutenir la stratégie Imaginer-Réaliser Montréal 2025.

CG15 0346 - 28 mai 2015
Approuver un addenda à la convention entre la Ville et ESIM de façon à permettre à la Ville d'effectuer le 2^{e} versement, soit 120 000 $, de sa contribution financière totale annuelle en 2015 et en 2016 dès que l'organisme aura obtenu, d'autres partenaires, une somme minimale de 200 000 $ en argent et/ou biens/services.

DESCRIPTION

Le CSIM a pour mission de contribuer activement au développement du sport en plaçant l'athlète et sa pratique sportive au cœur de toutes ses interventions. Cette mission permet d'offrir aux athlètes, aux intervenants qui les accompagnent, aux clubs sportifs, aux associations régionales et aux organisations sportives multisports membres, l'opportunité d'un soutien et d'une collaboration qui favorise le développement intégré du sport dans les cinq sphères reconnues de la pratique sportive (découverte, initiation, récréation, compétition et excellence).
Le CSIM désire maintenir ses services pour le développement du sport d'excellence tout en permettant la création de services pour le sport régional selon les trois axes suivants (voir plan d'action en pièce jointe):

- Axe « Athlète » : Fournir des services complémentaires au développement des athlètes de la relève sur l'île de Montréal et des intervenants sportifs qui les entourent;
- Axe « Événement » : Coordonner le groupe des partenaires des événements sportifs de Montréal;
- Axe « Synergie » : Assurer le leadership nécessaire à la création d'une synergie pour optimiser le développement du sport et le rayonnement de l'île de Montréal.

Le CSIM offrrira annuellement à une clientèle de plus de 3 000 athlètes et intervenants sportifs, un accès à une offre de services comprenant : sciences de l'entraînement, soutien à l'entraînement, services médicaux et paramédicaux, services de développement personnel, soutien aux intervenants sportifs. Cette offre de services, soutenue par la Ville de Montréal, est complémentaire à celle de l'Institut national du sport du Québec (INSQ). Le CSIM sera l'un des huit centres régionaux d'entraînement multisports (CREM) qui sont une partie intégrante du réseau provincial de l'INSQ. Il est important de noter que l'INSQ a confirmé le transfert des mandats et de la contribution financière accordé à ESIM au CSIM à

partir du 1er janvier 2021.

L'ajout du sport régional au mandat de sport de haut niveau permettra une plus grande concentration des services chez un même organisme pour ainsi avoir une vision intégrée du développement sportif à Montréal. La pratique du sport régional nécessite un échange inter arrondissement de plateaux sportifs tout en allant au-delà du service sportif de proximité offert par les arrondissements. Le sport régional comprend un accompagnement auprès des associations régionales, des ligues sportives ainsi que des nombreux clubs sportifs qui desservent une clientèle provenant de plusieurs arrondissements.

La convention avec ESIM prendra fin le 31 décembre 2020. Le SGPMRS recommande d'approuver la convention avec CSIM pour la période du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2023 et d'octroyer un soutien financier total de 975 000 $. Ce montant représente 30,4 % du budget de l'organisme, alors que l'INS Québec contribuerait également à la hauteur de 30,4 % (325 000 $ annuellement).

JUSTIFICATION

Le soutien de la Ville à CSIM est en deçà du montant demandé par l'organisme. Cependant, ce montant est cohérent avec les soutiens attribués dans les années passées et permet une priorisation des actions selon une vision sportive intégrée incluant :

- Le sport de haut niveau : selon le modèle d'intervention en sport de haut niveau au Québec : l'offre de services spécialisés aux athlètes, complémentaires à l'entraînement déjà offert par les clubs sportifs locaux, est conférée aux CREM. Le soutien de la Ville est essentiel à la reconnaissance du CSIM par le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MÉES) et par l'INSQ à titre de CREM.
- Le sport régional: lors des Sommets du sport 2016 et 2018, le milieu sportif a indiqué vouloir se doter d'un organisme dédié exclusivement au sport permettant de bien maîtriser et desservir les intérêts d'un développement organisé intégré à Montréal. Le soutien au CSIM est complémentaire aux actions de la Ville en matière de sport régional.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les prévisions budgétaires sont en pièce jointe.
Le soutien financier de 975 000 $ pour une période de 36 mois est équivalent au soutien accordé à ESIM pour les 36 mois précédents, soit 325 000 $ annuellement. Cette dépense serait assumée à 100 % par l'agglomération.

Soutien recommandé - Projet de convention 2021-2023 (échéance 31 décembre 2023) - Total de 975 000 $

Du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021	Du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022	Du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023
325 000 $	325 000 $	325 000 $

Les modalités de la convention prévoient 9 versements conditionnels à la remise, par l'organisme, des livrables identifiés à la convention à la satisfaction du SGPMRS.

Un soutien en biens et services pour l'utilisation d'espaces au Complexe sportif Claude-Robillard est présenté à l'annexe 2 de la convention.

Les montants nécessaires à ce dossier sont prévus au budget du SGPMRS.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les mandats du CSIM se réalisent entre autres par le biais de la concertation et la participation de nombreux intervenants montréalais en provenance de tous les milieux (sportif, scolaire, touristique, économique et institutionnel) mettant ainsi la collectivité au coeur du développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Principaux impacts à court terme :

- Sans le soutien financier de la Ville, CSIM perdrait le statut de CREM accordé par le MÉES. Montréal serait la seule agglomération d'importance au Québec à ne pas disposer d'un CREM. Faute de soutien financier suffisant, certains athlètes « Élite », « Relève » et « Espoir » montréalais risquent d'interrompre leur carrière avant d'atteindre leur plein potentiel ou décideront de la poursuivre ailleurs;
- La contribution de la Ville a un effet de levier pour l'obtention d'autres sources de financement par l'organisme. L'accord de soutien de la Ville est exigé de la part des autres partenaires financiers ou en biens/services, notamment par l'INSQ.

Principaux impacts à long terme :

- Le développement d'une offre sportive au niveau régional se veut un levier pour faciliter l'accès à plus de citoyens montréalais à des apprentissages, une structure et une communauté de sports organisés.
- Le soutien contribue à maintenir le leadership de la métropole dans le sport de haut niveau et de permettre aux athlètes de poursuivre leur développement tant sportif qu'académique au Québec;
- Les actions du CSIM pour les événements sportifs sont un réel besoin de la communauté sportive. Elles génèrent des avantages et des retombées au plan sportif, médiatique et social ainsi que des legs engendrés par l'accueil d'événements majeurs à Montréal.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La convention est maintenue telle quelle.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un protocole de visibilité est en vigueur et doit être appliqué par l'organisme partenaire (annexe 3 de la convention).

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Juin 2020 soumission du dossier au conseil d'agglomération pour approbation
1er février 2021 premier versement de 195 000 $ au CSIM

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jerry BARTHELEMY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julie MAHONEY
conseiller(ere) en planification

Tél : 514-868-7471
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-19

Christine LAGADEC
c/d orientations

Tél : (514) 872-4720
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Luc DENIS
Directeur
Tél : 514-872-0035
Approuvé le : 2020-05-15

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)
Tél : 514.872.1456
Approuvé le : 2020-05-19

CONSEIL DU SPORT DE L'ILE DE MONTRÉAL
PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2021
VERSION COMPLÈTE ET INTÉGRALE v-6

Page 1 de 4	PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES ANNUELLES CSIM 2021 RÉVISÉES	PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES ANNUELLES CSIM 2021 INITIALES	Affectations budgétaires 2021		NOTES ET COMMENTAIRES
			Ville de Mtl 2021	INS Québec 2021	
REVENUS					
SUBVENTIONS & CONTRIBUTIONS					
S66-3125-00-00 SUBVENTION DÉV. ÉCONOMIQUE CANADA					
S66-3130-00-00 SUBVENTION EMPLOI ÉTUDIANTS CANADA	55 000	55 000			
S66-3135-00-00 SUBVENTION GOUV DU QUÉBEC	0	0			
S66-3140-00-00 SUBVENTION AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL	325 000	600 000	325 000		
S66-3145-00-00 CONTRIBUTION INS QUÉBEC	325 000	325 000		325 000	
SOUS TOTAL SUBVENTION & CONTRIBUTION	**705 000**	**980 000**			
	---	---			
COMMANDITE & PUBLICITÉ	10 000	10 000			
S66-3400-00-00 PROJETS SPÉCIAUX	22 000	22 000			Commandite «événements actifs» et revenus événements (location équipements et autres)
S66-3500-00-00 SOMMET DU SPORT DE MTL 2020	45 000	45 000			Les revenus incluent des frais d'inscription des participants et des revenus en commandite pour l'événement
S66-3320-00-00 SOIRÉE DES LAURÉATS MONTRÉALAIS 2019	50 000	50 000	10 000		
S66-3420-00-00 AUTRES REVENUS (PAAC et autres)	15 000	15 000			On anticipe des revenus à la baisse à ce niveau considérant l'augmentation des frais du programme PAAC et conséquemment moins d'intérêt pour certains athlètes
	---	---	---	---	
SOUS TOTAL DES AUTRES REVENUS	**142 000**	**142 000**	335 000	325 000	
	---	---	---	---	
TOTAL DES REVENUS	**847 000**	**1 122 000**			
DEPENSES					
SALAIRES & BÉNÉFICES MARGINAUX	**53 730**	**53 730**	**15 000**	**46 750**	
	---	---			
FRAIS D'ADMINISTRATION					
S66-4201-00-00 DÉPENSES GÉNÉRALE D'ADMINISTRATION	1 000	1 000			
S66-4220-00-00 AMORT.EQUIPM & MOBILIER	1 000	1 000			
S66-4230-00-00 FOURNITURES DE BUREAU	5 000	5 000			
S66-4240-00-00 FRAIS DE POSTE & MESSAGERIE	300	300			
S66-4280-00-00 CONCIERGERIE & ENTRE DIVERS	300	300			
S66-4290-00-00 FRAIS DE VISA, MC, INTERAC, ETC.	200	200			
	---	---			
SOUS TOTAL FRAIS D'ADMINISTRATION	**7 800**	**7 800**	**6 000**		
TÉLÉPHONIE & COMMUNICATION					
S66-4310-00-00 SYSTÈME TÉLÉPHONIQUE BUREAU	1 000	1 000			
S66-4320-00-00 CELLULAIRES DU PERSONNEL	2 500	3 500			
S66-4330-00-00 HÉBERGEMENT DU SITE WEB	0	0			
S66-4340-00-00 DÉV. & RODAGE BASE DE DONNÉES	1 200	1 200			
S66-4350-00-00 LICENCES DIVERSES D'EXPLOITATION	300	300			
	---	---			
SOUS TOTAL TÉLÉPHONIE & COMMUNICATION	**5 000**	**6 000**	**5 000**		
Sous-totaux dépenses page 1	**66 530**	**67 530**	**26 000**	**46 750**	

Page 2 de 4	PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES ANNUELLES 2021 RÉVISÉES	PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES ANNUELLES 2021 INITIALES	Affectations budgétaires		NOTES ET COMMENTAIRES
			Ville de Mtl 2021	INS Québec 2021	
INFORMATIQUE & TÉLÉCOMMUNICATION					
S66-4410-00-00 ORDINATEURS BUREAU PORTABLE & DOCKIN	0	10 000			
S66-4420-00-00 LOGICIELS ET LICENCES D'EXPLOITATION	500	500			
S66-4430-00-00 IMPRIMANTES	3 500	3 500			
S66-4435-00-00 SERVICES INTERNET	3 500	3 500			
S66-4450-00-00 SERVEUR INFORMATIQUE / BASE DONNÉES	2 500	2 500			
S66-4460-00-00 AMORTISSEMENT ÉQUIPEMENT INFORMATIQUE	500	500			
	---	---			
SOUS TOTAL INFORMATIQUE & TÉLÉCOMMUNICATION	**10 500**	**20 500**	**8 000**		
INSTANCES, RÉUNIONS & COMITÉS					
S66-4510-00-00 RÉUNIONS CONSEIL D'ADMINISTRATION	1 000	1 000			
S66-4550-00-00 RÉUNIONS DU PERSONNEL	1 500	1 500			
RÉUNIONS DES DIVERS COMITÉS ET GR DE TRAVAIL	1 000	1 000			
	---	---			
SOUS TOTAL INSTANCES, RÉUNIONS & COMITÉS	**3 500**	**3 500**	**3 000**		
IMPARTITION & HONORAIRES PROFESSIONNELS					
S66-4610-00-00 SERVICE PAIE, COMPTABILITÉ, TENUE DE LIVRES	10 000	10 000			
S66-4620-00-00 FRAIS AUDIT FINANCIER	5 000	5 000			
S66-4630-00-00 HONORAIRES PROFESSIONNELS	1 000	1 000			
S66-4640-00-00 FRAIS BANCAIRES	250	250			
S66-4650-00-00 FRAIS SERVICES INFORMATIQUES & ENTRETIEN	250	250			
	---	---			
SOUS TOTAL IMPARTITION & HONORAIRES PROFESSIONNELS	**16 500**	**16 500**	**13 000**		
PROMOTION & COMMUNICATION					
S66-4702-00-00 RÉDACTION AFFECTATION / TRADUCTION	500	500			
S66-4710-00-00 MATÉRIEL PROMOTIONNEL DIVERS	500	1 000			
S66-4730-00-00 SITE WEB & MAINTENANCE	000	10 000			
S66-4750-00-00 PLAN DE MARKETING et COMM	10 000	15 000		6 000	Composante du total admissible INS Québec pour administration (25%)
S66-4760-00-00 FRAIS DE MEMBERSHIP	0	0			
S66-4770-00-00 ÉQUIPE MONTRÉAL	0	0			
S66-4780-00-00 OUTILS PROMOTIONNELS	1 000	1 000			
S66-4790-00-00 BANQUE PHOTOS	500	500			
S66-4795-00-00 CONFÉRENCES DE PRESSE & RELATIONS MÉDIAS	12 000	12 000		12 000	Composante du total admissible INS Québec pour administration (25%)
	---	---	---	---	
SOUS TOTAL PROMOTION & COMMUNICATION	**24 500**	**40 500**	**2 000**		
Sous-total dépenses page 2	**55 000**	**81 000**	**26 000**	**18 000**	
Sous-total dépenses page 1 + 2		**148 530**	**52 000**		

Page 3 de 4	PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES ANNUELLES 2021 RÉVISÉES	PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES ANNUELLES 2021 INITIALES	Affectations budgétaires		NOTES ET COMMENTAIRES
			Ville de Mtl 2021	INS Québec 2021	
FRAIS DE REPRÉSENTATION					
S66-4810-00-00 FRAIS DE REPRÉSENTATION – DIR GÉNÉRAL	3 000	3 000			
S66-4820-00-00 REPRÉSENTATION RESP SERVICES AUX ATHLÈTES	1 500	1 500			
S66-4830-00-00 FRAIS DE REPRÉSENTATION RESP COMMUNIC.	1 000	1 000			
S66-4840-00-00 REPRÉSENTATION RESP FINANCES ET COMMANDITES	1 500	1 500			
S66-4870-00-00 REPRÉSENTATION AGENTS DEV SPORTIF RÉGIONAL	000	3 000			
S66-4850-00-00 REPRÉSENTATION CA/BÉNÉVOLE	6 000	6 000			
S66-4860-00-00 REPRÉSENTATION AUTRES	1 200	1 200			
	---	---			
SOUS TOTAL FRAIS DE REPRÉSENTATION	**14 200**	**17 200**			
AXE ÉVÉNEMENTS SPORTIFS					
S66-6020-00-00 RÉUNIONS GROUPE DE TRAVAIL	500	500			
S66-6080-00-00 FRAIS D'ACCOMPAGNEMENT DE PROJET	7 500	7 500			Revenus divers associés
PROJET «ÉVÉNEMENT ACTIF»	10 000	15 000			Projet MPA… 15 000 en 2018-19, recherche de commandites pour 2019-2020
AFFECTATION SALARIALE	56 715	121 715			
	---	---			
SOUS TOTAL AXE ÉVÉNEMENTS SPORTIFS	**74 715**	**144 715**	**25 000**		
	---	---			
AXE SYNERGIE DU SPORT ET DÉVELOPPEMENT SPORTIF RÉGIONAL					
S66-7010-00-00 RÉUNIONS GROUPE DE TRAVAIL SYNERGIE	500	500			
S66-7030-00-00 RENCONTRES SECTORIELLES	2 500	5 500	2 500		
S66-7020-00-00 SOMMET DU SPORT	43 000	45 000	32 500		
S66-7050-00-00 SOIRÉE DES LAURÉATS MONTRÉALAIS	50 000	60 000	17 500		
PROJET DE VALORISATION ET RECONNAISSANCE SPORT RÉGIONAL	000	20 000	000		
AFFECTATION SALARIALE	38 805	138 805	000		
	---	---	---		
SOUS TOTAL AXE SYNERGIE ET DÉVELOPPEMENT SPORT RÉGIONAL	**134 805**	**269 805**	**52 500**		
	---	---	---		
Sous-totaux dépenses page 3	**223 720**	**431 720**	**77 500**		
Sous-totaux dépenses pages 1, 2 et 3		**580 250**	**77 500**	**64 750**	

Page 4 de 4	PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES ANNUELLES 2021 RÉVISÉES	PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES ANNUELLES 2021 INITIALES	Affectations budgétaires		NOTES ET COMMENTAIRES
			Ville de Mtl 2021	INS Québec 2021	
AXE SERVICES AUX ATHLETES ET INTERVENANTS SPORTIFS					
S66-5000-00-00 RÉUNIONS GR DE TRAVAIL ET INTERVENANTS POUR CONCERTATION SERVICES	5 000	5 000		5 000	Projet INS Q
S66-5040-00-00 RENDEZ-VOUS ESIM	25 000	25 000	25 000		
S66-5060-00-00 FRAIS DE RECONNAISSANCE PARTENAIRES	1 000	1 000	1 000		
	---	---	---	---	
SOUS TOTAL SERV. ATHLETES & INTERV. SPORTIFS - DIVERS	**31 000**	**31 000**	**26 000**	**5 000**	
SCIENCES DE L'ENTRAÎNEMENT					
S66-5110-00-00 ÉVALUATION DE LA CONDITION PHYSIQUE	10 000	10 000		10 000	
S66-5120-00-00 ANALYSE BIOMÉCANIQUE	0	0			
S66-5130-00-00 PRÉPARATION PHYSIQUE	153 500	153 500		153 500	Incluant 3 salles ESIM
S66-5140-00-00 PLANIFICATION DE L'ENTRAÎNEMENT	7 500	7 500		7 500	
S66-5150-00-00 NUTRITION SPORTIVE	12 000	12 000		12 000	
S66-5160-00-00 PSYCHOLOGIE SPORTIVE	18 000	18 000		18 000	
S66-5170-00-00 ÉDUCATION À LA PERFORMANCE	5 000	5 000		5 000	
	---	---	---	---	
SOUS TOTAL SCIENCES DE L'ENTRAÎNEMENT	**206 000**	**206 000**		**206 000**	Projet INS Q
SERVICES MÉDICAUX & PARAMÉDICAUX SPORTIFS					
S66-5210-00-00 PHYSIO / THÉRAPIE DU SPORT /chiro + NEURO	15 000	15 000		15 000	
S66-5270-00-00 FRAIS COUVERT D'ASSURANCE PAAC	6 000	6 000		6 000	
	---	---	---	---	
SOUS TOTAL SERVICES MÉDICAUX ET PARAMÉDICAUX	**21 000**	**21 000**		**21 000**	Projet INS Q
SOUTIEN AUX INTERVENANTS SPORTIFS					
S66-5310-00-00 FORMATION CONTINUE DE L'ENTRAÎNEUR	3 000	3 000	3 000		
S66-53XX-00-00 PROJET MENTORAT SPORTIF	9 500	9 500	9 500		
S66-5330-00-00 CONSULTANTS SPÉCIALISTES SPORTIFS	2 000	2 000	2 000		
	---	---	---	---	
SOUS TOTAL SOUTIEN AUX INTERVENANTS SPORTIFS	**14 500**	**14 500**	**14 500**		
SOUTIEN À L'ENTRAÎNEMENT & AUX COMPÉTITIONS					
S66-5401-00-00 PROJET SALLE ENTRAINEMENT ESIM	25 000	25 000	25 000		
S66-5410-00-00 FRAIS DE DÉPLACEMENT	3 500	3 500			
S66-5420-00-00 ACCÈS SALLES D'ENTRAÎNEMENT	2 000	2 000	1 000	1 000	
S66-5430-00-00 ACHAT MATÉRIEL SPÉCIALISÉ	5 000	5 000		5 000	Projet INS Q
S66-5440-00-00 ACCÈS PLATEAUX SPÉCIALISÉS	2 000	2 000	2 000		
	---	---	---	---	
SOUS TOTAL SOUTIEN ENTRAÎNEMNT & COMPÉTITIONS	**37 500**	**37 500**	**28 000**	**6 000**	
	---	---	---	---	
AFFECTATION SALARIALE AGENTE GEHN, personnel ESIM, coordination générale et étudiants	**149 250**	**179 250**	**137 000**	**12 250**	Composante du total admissible INS Québec pour administration (25%)
	---	---	---	---	
SOUS TOTAL AXE SERV. AUX ATHLETES & INTERV. SPORTIFS	**459 250**	**489 250**	**137 000**	**250 250**	
	---	---	---	---	
TOTAL DES DÉPENSES	**804 500**	**1 069 500**	**335 000**	**315 000**	**600 000**
SURPLUS (OU DÉFICIT)	**42 500***	**32 500***		**10 000**	• **Contingence totale @ 5 %**
	42 500	**32 500**	**335 000**	**325 000**	

Plan d'actions et cibles du Conseil du sport de l'Île de Montréal du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021

OBJECTIFS	ACTIONS/LIVRABLES	ÉCHÉANCES	INDICATEURS	CIBLES	Notes et commentaires au 24 avril 2019
mpact significatif sur les athlètes élite et relève, les GEHN, les entraîneurs et intervenants	**1.1** A) Un panier de services qui répondent aux besoins des clientèles et qui génèrent des impacts/retombées significatifs. B) Un cadre de services clair en fonction des orientations de l'INSQ (en tenant compte des équipements et des autorisations accordées au CSIM pour son **Programme ESIM**) et du classement prioritaire des GEHN et des clientèles établies par le **Programme ESIM** du CSIM.	**1.1.1** - Rapport d'activités incluant une section sur le niveau de satisfaction de la clientèle est remis aux dates suivantes : A) 1er AOÛT 2021 pour la période se terminant le 30 juin 2021; B) 1er FÉVRIER 2022 pour la période se terminant le 31 décembre 2021;	**1.1.1.1** - n. de GEHN recevant au moins un service direct du CSIM via son **Programme d'ESIM**	De façon globale, desservir plus de **1 500** athlètes de haut niveau par des services qui génèrent des impacts positifs selon la répartition suivante: n. de GEHN utilisateurs : (programme d'aide aux GEHN) **125** GEHN au 30 juin 2021 **125** GEHN au 31 décembre 2021	Actuellement, 125 GEHN sont dûment accrédités. Un grand total de 2 630 athlètes sont accrédités avec ESIM
			1.1.1.2 - n. d'athlètes individuels de catégories relève ou élite (pas compris dans les GEHN) recevant au moins un service direct du CSIM vis son **Programme d'ESIM**	n. d'athlètes individuels : (programme d'aide individuelle) **100** athlètes individuels au 30 juin 2021 **100** athlètes individuels au 31 décembre 2021	92 athlètes individuels reçoivent le soutien du CSIM. Ce chffre fluctue selon les admissibilités des athlètes et le roulement normal à ce niveau
			1.1.1.3 - N. d'athlètes ayant particpé à une formation lors de laquelle des informations spécifiques quant à un programme d'assurances auront été transmises (ex. Programme d'assurance PAAC)	Les services médico-sportifs via le programme d'Assurances des athlètes du Canada (PAAC) ou tout autre programme similaire **70** GEHN et 45 athlètes individuels …	Le CSIM via son **Programme ESIM** offre et promouvoit le PAAC auprès des GEHN et athlètes accrédités grâce à des formations ciblées. Les informations relatives aux programmes d'assurances PAAC sont communiquées lors des diverses rencontres d'nformations tenues avec les athlètes du **Programme ESIM.** De nombreuses rencontres individuelles sont tenues annuellement et deux rencontres collectives sont généralement prévues au calendrier habituel du **Programme ESIM** du CSIM.
			1.1.1.4 - N. d'athlètes et de GEHN ayant particpé à une formation lors de laquelle des informations spécifiques quant à un programme de socio-financement auront été transmises	La diffusion et la communicaiton d'informations spécifiques pour des initiatives de socio-financement à des GEHN et à des athlètes individuels (non-compris dans des GEHN ou pour des projets de socio-financement individuels) pour **50 GEHN et 25 athlètes individuels**	Deux sessions de formation complètes sont prévues habituellement durant l'année. Depuis les dernières années, on estime que mensuellement, entre **5 et 10** autres athlètes et parents dans le besoin rencontrent le CSIM afin d'être soutenus et accompagnés en socio-financement.

Plan d'actions et cibles du Conseil du sport de l'Île de Montréal du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021

OBJECTIFS	ACTIONS/LIVRABLES	ÉCHÉANCES	INDICATEURS	CIBLES	Notes et commentaires au 24 avril 2019
1 - Offrir des services de qualité ayant un im			**1.1.1.5** - Niveau d'adéquation générale entre le panier de services ESIM et les orientations de l'INSQ.	Le panier de services sera en adéquation à 100% avec les orientations de l'INS Québec pour les athlètes élites et relève et selon les paramètres établis avec l'INS Québec.	Depuis son implantation, ESIM s'est assurée de mettre en place une offre de services en adéquation à **100%** avec le panier de services de l'INS Québec considérant les mandats dévolus aux divers CREM incluant le CSIM par l'INS Québec.
			1.1.1.6 - Positionnement du niveau de services d'ESIM par rapport aux autres CREM au Québec.	Se positionner parmi les deux premiers CREM en termes de nombre d'athlètes desservis et en termes de nombre de GEHN desservis par rapport aux autres CREM au Québec.	En 2018-2019, ESIM se situait au **1er rang** des CREM quant au nombre d'athlètes desservis.
		1.1.2 - Rapport d'activités incluant une section sur le niveau de satisfaction de la clientèle est remis aux dates suivantes : A) 1er AOÛT 2021 pour la période se terminant le 30 juin 2021; B) 1er FÉVRIER 2022 pour la période se terminant le 31 décembre 2021;	**1.1.2.1** - Niveau d'adéquation entre les services offerts et les besoins exprimés	Les services offerts sont en adéquation à **75%** avec les besoins admissibles exprimés lors de l'analyse des besoins et en fonction des paramètres de services des CREM (ex. Exclusion des demandes d'assistance financière pour des frais de compétitions et de camp d'entraînement pcq dépenses non admissibles)	
			1.1.2.2 - Niveau de satisfaction des clients par rapport aux services offerts	Les clients se disent satisfaits ou très satisfaits des services offerts dans une proportion de **75 %**	
lètes élite et relève, les GEHN, les entraîneurs et	**2.1** - Exploiter, **au CSCR**, de façon optimale, une salle d'entraînement dédiée aux athlètes montréalais, en priorité les athlètes identifiés élite et relève (DLTA)	**2.1.1** - Rapport d'activités incluant une section sur le niveau de satisfaction de la clientèle est remis aux dates suivantes : A) 1er AOÛT 2021 pour la période se terminant le 30 juin 2021; B) 1er FÉVRIER 20122pour la période se terminant le 31 décembre 2021;	**2.1.1.1** - n. de GEHN utilisateurs	45 GEHN (450 athlètes environ)	
			2.1.1.2 - n. d'athlètes individuels utilisateurs (pas compris dans les GEHN)	75 athlètes individuels (en plus des athlètes desservis directement dans les GEHN)	
			2.1.1.3 - Adéquation des services offerts et des besoins de la clientèle en fonction des services admissibles	niveau de satisfaction des utilisateurs indiqué à **75%** quant à : qualité de l'environnement (équipement, matériel, environnement général) qualité des services offerts qualité d'accès p/r aux demandes d'accès Les services offerts via la salle ESIM du CSCR sont en adéquation à **75%** avec les besoins exprimés et pour les services admissibles.	
	2.2 - Assurer une offre d'un «point de services en entraînement» dans une salle d'entraînement dans la région **Ouest de l'île de Montréal** à	**2.2.1** - Rapport d'activités incluant une section sur le niveau de satisfaction de la clientèle est remis aux dates suivantes :	**2.2.1.1** - n. de GEHN utilisateurs	**20** GEHN (120 athlètes environ)	
			2.2.1.2 - n. d'athlètes individuels utilisateurs (pas compris dans les GEHN)	**25** athlètes individuels (en plus des athlètes desservis directement dans les GEHN)	

Plan d'actions et cibles du Conseil du sport de l'Île de Montréal du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021

OBJECTIFS	ACTIONS/LIVRABLES	ÉCHÉANCES	INDICATEURS	CIBLES	Notes et commentaires au 24 avril 2019
2 - Offrir des services de qualité ayant un impact significatif sur les ath intervenants	l'intention des athlètes montréalais, en priorité les athlètes identifiés élite et relève (DLTA).	A) 1er AOÛT 2021 pour la période se terminant le 30 juin 2021; B) 1er FÉVRIER 2022 pour la période se terminant le 31 décembre 2021;	**2.2.1.3** - Adéquation des services offerts et des besoins de la clientèle en fonction des services admissibles	niveau de satisfaction des utilisateurs indiqué à **70%** quant à :qualité de l'environnement (équipement, matériel, environnement général)	
				qualité de l'environnement (équipement, matériel, environnement général)	
				qualité des services offerts	
				qualité d'accès p/r aux demandes d'accès	
				Les services offerts via l'Espace ESIM de la salle de l'Ouest de l'Île de Mtl sont en adéquation à **70 %** avec les besoins exprimés et pour les services admissibles.	
	2.3 Assurer une offre d'un «point de services en entraînement» dans une salle d'entraînement dans la région **Est de l'île de Montréal** à l'intention des athlètes montréalais, en priorité les athlètes identifiés élite et relève (DLTA).	**2.3.1** - Rapport d'activités incluant une section sur le niveau de satisfaction de la clientèle est remis aux dates suivantes : A) 1er AOÛT 2021 pour la période se terminant le 30 juin 20121 B) 1er FÉVRIER 202 pour la période se terminant le 31 décembre 2021;	**2.3.1.1** - Adéquation des services offerts et des besoins de la clientèle en fonction des services admissibles	Niveau de satisfaction des utilisateurs indiqué à **60%** quant à :	
				qualité de l'environnement (équipement, matériel, environnement général)	
				qualité des services offerts	
				qualité d'accès p/r aux demandes d'accès	
				Les services offerts via l'Espace ESIM dans l'Est de l'île de Mtl sont en adéquation à **60 %** avec les besoins exprimés et les services admissibles.	
			2.3.1.2 - n. de GEHN utilisateurs	**6** GEHN (60 athlètes environ)	
			2.3.1.3 - n. d'athlètes individuels utilisateurs (pas compris dans les GEHN)	**12** athlètes individuels (en plus des athlètes desservis directement dans les GEHN)	
es services de qualité ayant un impact significatif sur lètes élite et relève, les GEHN, les entraîneurs et intervenants	**3.1** - Implanter un programme de mentorat pour jeunes entraîneurs.	**3.1.1** - Rapport d'activités incluant une section sur le niveau de satisfaction des participants est remis aux dates suivantes : A) 1er AOÛT 2021 pour la période se terminant le 30 juin 2021; B) 1er FÉVRIER 2022 pour la période se terminant le 31 décembre 2022;	**3.1.1.1** - Nombre d'entraîneurs «juniors» ayant complété le programme	**12 entraîneurs** «juniors» au total	
	3.2 - Assurer la réalisation de trois Rendez-vous ESIM des athlètes	**3.2.1** - Les informations relatifves aux RV ESIM des athlètes sont incluses dans le rapport final produit au plus tard le 1er août 2021 pour la période se terminant le 30 juin 2021	**3.2.1.1** Nombre de participantes et participants pour l'ensemble des trois RV ESIM	Un total de **300 athlètes** du **Programme ESIM** issus de **40** GEHN accrédités différents auront participé à l'un ou l'autre des trois RV ESIM des athlètes	
			3.2.1.2 Niveau de satisfaction des différents participants	Les participantes et participants aux RV ESIM des athlètes se disent satisfaits ou très satisfaits dans une proportion de **75%**	

Plan d'actions et cibles du Conseil du sport de l'Île de Montréal du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021

OBJECTIFS	ACTIONS/LIVRABLES	ÉCHÉANCES	INDICATEURS	CIBLES	Notes et commentaires au 24 avril 2019
3 - Offrir d… les athl…			**3.2.1.3** Imputation budgétaire maximale	Un montant maximum de **25 000$** de la contribution de la Ville de Montréal sera affecté à la réalisation des trois RV ESIM des athlètes	
4 - Contribuer à augmenter les retombées pour la communauté sportive montréalaise et assurer un développement synergique de la pratique sportive régionale	**4.1** - Assurer la réalisation d'un **Sommet du sport de Montréal** en avril/mai 2021	**4.1.1** - Un rapport spécifique d'activités sera produit au plus tard le 1er août 2021 sur la réalisation du projet	**4.1.1.1** Nombre de participantes et participants au Sommet du Sport de Montréal 2021	200 personnes issues de 40 organisations différentes	
			4.1.1.2 Niveau de satisfaction des différents participants	Les participantes et participants au Sommet du Sport de Montréal 2021 se disent satisfaits ou très satisfaits dans une proportion de 75%	
			4.1.1.3 Imputation budgétaire maximale	Un montant maximum de 32 500$ de la contribution de la Ville de Montréal sera affecté à la réalisation du Sommet du Sport de Montréal 2021	
	4.2 Assurer la réalisation de la ***Soirée des Lauréats montréalais 2021***	**4.2.1** Rapport d'activités spécifique incluant une section sur la provenance et le niveau de participation des clubs et organisations sportives montréalaises ayant soumis une ou plusieurs candidatures sera produit le 1er FÉVRIER 2022;	**4.2.1.1** Liste et provenance des clubs et organisations montréalaises ayant soumis un ou plusieurs dossiers de candidatures dans le contexte de la Soirée des Lauréats montréalais 2021	**35** organisations sportives ou clubs montréalais différents représentant l'ensemble de l'île de Montréal auront soumis une ou plusieurs candidatures	
			4.2.1.2 Niveau de satisfaction des différents participants à la Soirée des Lauréats Montréalais 2021	Les participantes et participants à la Soirée des Lauréats Montréalais se seront dits satisfaits ou très satisfaits à **75%** de façon générale	
	4.3 - Assurer l'élaboration d'un plan de développement visant la coordination efficace des divers programmes et services de soutien au développement sportif régional	**4.3.1** - Rapport d'activités incluant une section sur le niveau de satisfaction des participants au développement du projet est remis aux dates suivantes : A) 1er AOÛT 2021 pour la période se terminant le 30 juin 2021; B) 1er FÉVRIER 2022 pour la période se terminant le 31 décembre 2022;	**4.3.1.1** Nombre de participantes et participants au processus d'élaboration du Plan de développement du soutien au développement sportif régional	**35** organisations régionales ou locales différentes, issues des trois grandes régions montréalaises, auront participé au processus d'élaboration d'un Plan de développement des programmes et services de soutien au développement sportif régional	
			4.3.1.2 - Niveau de satistaction des différents clubs et asso. régionales ayant participé aux rencontres régionales et spécifiques sur le Plan de développement	Les participantes et participants aux diverses rencontres régionales ou sportives se disent satisfaits ou très satisfaits dans une proportion de **75%**	

Plan d'actions et cibles du Conseil du sport de l'Île de Montréal du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021

OBJECTIFS	ACTIONS/LIVRABLES	ÉCHÉANCES	INDICATEURS	CIBLES	Notes et commentaires au 24 avril 2019
augmenter les retombées sportives pour la communauté sportive montréalaise dans le cadre des événements sportifs majeurs.	**5.1** - Rapport spécifique d'activités pour les services offerts par le CSIM au niveau événementiel	**5.1.1** - Rapport d'activités incluant une section sur le niveau de satisfaction des participants est remis aux dates suivantes : A) 1er AOÛT 2021 pour la période se terminant le 30 juin 2021; B) 1er FÉVRIER 2022 pour la période se terminant le 31 décembre 2021;	**5.1.1.1** - Nombre de comités organisateurs montréalais ayant reçu la collaboration du CSIM vs types de services demandés auprès du CSIM. Ces services étant: 1) Recrutement de bénévoles 2) collaboraiton à la planification et la gestion organisationnelle 3) prog. de plan de legs 4) Soutien aux opérations 5) Soutien aux communications 6) Prêt et location d'équipements divers 7) Programme d'initiation sportive	**12 comités organisateurs** d'événements nationaux ou internationaux ont été accompagnés dans la préparation et la réalisation de leur événement sportif au plus tard le 31 décermbre 2021	
			5.1.1.2 - Niveau de satistaction des différents comités organisateurs d'événements nationaux ou internationaux ayant été accompagnés au plus tard le 31 décermbre 2021	Les comités organisateurs d'événements nationaux et internationaux accompagnés se disent satisfaits ou très satisfaits dans une proportion de **65%**	
	5.2 - Accompagner des comités organisateurs dans la production d'un ***programme de legs événementiel*** spécifique adapté au niveau et à la sanction de l'événement (ex : national vs international, petite envergure vs grande envergure)	**5.2.1** - Rapport d'activités incluant une section sur le niveau de satisfaction des participants est remis aux dates suivantes : A) 1er AOÛT 2021 pour la période se terminant le 30 juin 2021; B) 1er FÉVRIER 2022 pour la période se terminant le 31 décembre 2021;	**5.2.1.1** Nombre de comités organisateurs montréalais ayant reçu la collaboration du CSIM	**6 comités organisateurs** ont été accompagnés dans la rédaction et l'activation d'un programme spécifique de legs événementiels et ont été mis en contact avec un organisme partenaire au plus tard le 31 décembre 2021	
			5.2.1.2 Nombre d'organismes partenaires ayant été mis à contribution dans le contexte des programmes de legs des comités organisateurs	**4 organisations** partenaires par événement auront été mises à contribution au plus tard le 31 décembre 2021	

ESIM, LE PLUS GRAND CENTRE RÉGIONAL D'ENTRAÎNEMENT MULTISPORTS AU QUÉBEC

Le Québec compte huit centres régionaux d'entraînement multisports (CREM) formant ainsi le réseau provincial de l'Institut national du sport du Québec (INS Québec).

Leur mission est de mobiliser les partenaires du milieu régional dans la mise en place d'environnements propices au développement des acteurs sportifs afin de devenir un leader au niveau de développement du sport en région.

Ces centres desservent les athlètes de plusieurs disciplines sportives de leur région administrative, représentant la prochaine génération d'athlètes qui aspirent à porter le dossard du Canada lors de grandes compétitions internationales.

Les athlètes desservis sont identifiés par les fédérations et par le Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MÉES) comme étant « Excellence », « Élite », « Relève » et depuis 2018, « Espoir » dans les programmes Sport-études et membres des délégations des Jeux du Québec.

Parmi les responsabilités des CREM, ont comptent entre autres :

- Offrir des services médico-sportifs et scientifiques de première ligne pour les athlètes ;
- Offrir un accompagnement pour les entraîneurs et les acteurs du milieu sportif en vue de favoriser l'atteinte de performances optimales sur la scène provinciale et nationale dans un cheminement vers la scène internationale ;
- Prôner le développement global et l'épanouissement à long terme des athlètes ;
- Identifier des ressources professionnelles compétentes pour les athlètes.

Présentation générale du projet de Conseil du sport de l'île de Montréal

Présentation du VENDREDI 27 MARS 2020

Document de travail ... Document de travail... Document de travail... Document de travail... Document de travail...

Vision et mission du Conseil du sport de l'île de Montréal

Le CSIM a pour vision

En 2021, le Conseil du sport de l'île de Montréal est LE chef de file reconnu du développement intégré de la pratique sportive sur l'ensemble du territoire de l'île de Montréal. Il contribue ainsi à une vie active en assumant un leadership fort au niveau régional et pour l'excellence visant le rayonnement de l'Ile de Montréal comme ville sportive canadienne et olympique de renom.

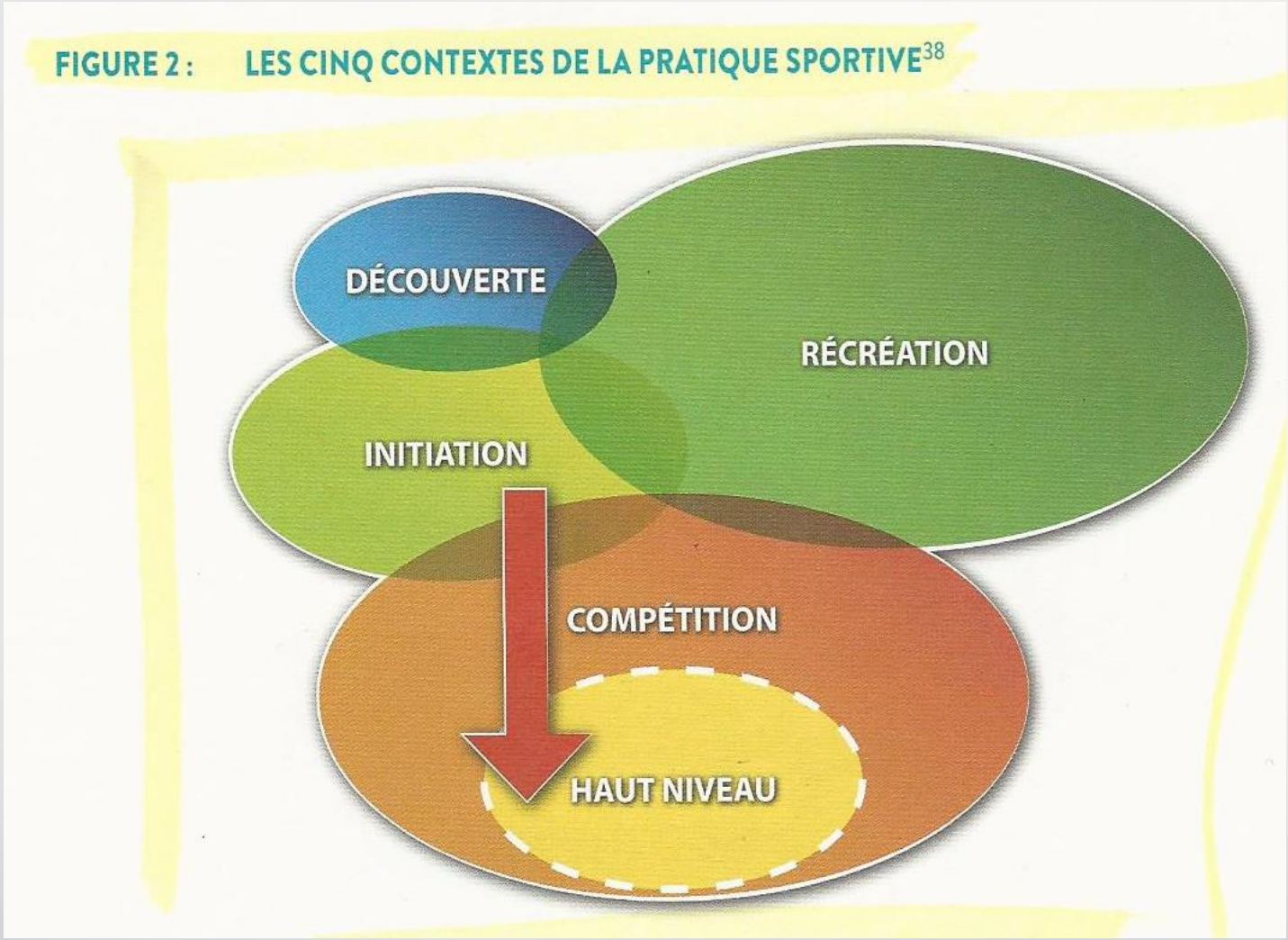
et pour mission…

Le CSIM est un organisme à but non lucratif qui a comme mission de contribuer activement au développement du sport

en plaçant l'athlète et sa pratique sportive au cœur de toutes ses interventions.

Le CSIM se donne pour mission d'offrir aux athlètes, aux intervenants qui les accompagnent, aux clubs sportifs, aux associations régionales et aux organisations sportives multisports membres l'opportunité d'un soutien et d'une collaboration qui favorisent le développement intégré du sport dans les cinq sphères reconnues de la pratique sportive (découverte, initiation, récréation, compétition et excellence) et l'adoption de saines habitudes de vie dans le but d'améliorer la qualité de vie des personnes.

Document de travail … Document de travail… Document de travail… Document de travail… Document de travail…



Représentation graphique des cinq contextes de la pratique sportive produite par la Direction des sports du Ministère de l'Éducation du Québec (Mai 2019, Fondements de la pratique sportive au Québec, p. 32)

Les mandats du Conseil du sport de l'île de Montréal

Les principaux mandats:

- Être l'instance de mobilisation et de représentation politique et stratégique pour le sport à Montréal
- Regrouper tous les acteurs du sport régional afin d'optimiser le développement de la pratique sportive sur l'ensemble de l'île de Montréal;
- Réaliser les divers projets d'études de faisabilité ou d'impact commandés par la Direction des sports de la Ville de Montréal au besoin;
- Soutenir un continuum de programmes et services aux membres (associations régionales et clubs sportifs) pour leur vie associative et administrative;
- Être l'instance de référence en matière d'éthique en sport sur l'ensemble du territoire montréalais;
- Offrir des services de soutien au développement des athlètes «Élite», «Relève» et «Espoir» reconnus par leur fédération provinciale en adéquation avec l'INS Québec;
- Offrir des services de soutien aux intervenants sportifs de même qu'aux organisations locales et régionales;

Les mandats du Conseil du sport de l'île de Montréal

Les différents mandats (suite) :

- Présider le Groupe des partenaires des événements sportifs de Montréal et assurer le leadership de la Stratégie montréalaise en matière d'événements sportifs;
- Offrir des services de soutien et d'accompagnement aux promoteurs d'événements sportifs montréalais;
- Collaborer à l'organisation des Jeux de Montréal sur l'ensemble de l'île de Montréal;
- Collaborer à l'organisation des Jeux du Québec régionaux et l'encadrement des délégations montréalaises à la Finale des Jeux du Québec;
- Collaborer à l'organisation du Défi sportif Altergo;
- Collaborer à l'organisation des événements et activités du RSEQ sur l'ensemble du territoire montréalais;
- Organiser annuellement la Soirée des Lauréats montréalais;
- Coordonner un service de réservations de plateaux sportifs extérieurs (terrains naturels et synthétiques à l'exception des sports de balles).
- …

Structure organisationnelle proposée

- La structure de gouvernance proposée assure une très forte capacité stratégique d'intervention représentative du milieu sportif montréalais par le biais d'un conseil d'administration fort et très compétent appuyé par des comités permanents garantissant une saine gestion des affaires de la corporation
  - Comité de gestion des RH
  - Comité de gouvernance et éthique
  - Comité d'audit interne
- La structure opérationnelle, répondant de la structure de gouvernance, se déploie avec une stratégie d'intervention sur trois principaux axes. Des groupes de travail spécifiquement mandatés assurent l'expertise conseil pour chacun de ces axes. Cette approche permet:
  - du travail de concertation des interventions sur une base régionale tout en permettant une concertation efficace avec les associations unisports mises en place sur l'ensemble du territoire montréalais et les organisations multisports membres de la corporation;
  - Le déploiement des programmes et services de soutien aux clubs et associations régionales sur les trois axes et sur l'ensemble du territoire respectant la spécificité des clubs et la pertinence des associations régionales en liens avec leurs fédérations sportives respectives

Document de travail ... Document de travail... Document de travail... Document de travail... Document de travail...

Plan de déploiement du Conseil du sport de l'île de Montréal

➢ **PHASE 1: (2020-2021)**

- ❑ Intégration des programmes et services d'Excellence sportive de l'île de Montréal (ESIM) dans la structure opérationnelle du Conseil du sport de l'Île de Montréal et amorce du processus de dissolution d'ESIM
- ❑ Activation des mesures transitoires des mandats et responsabilités
- ❑ Activation des Groupes de travail spécifiques pour le soutien au développement régional (clubs et associations régionales montréalaises vs arrondissements de la Ville de Mtl)
- ❑ Rédaction et adoption du plan stratégique 2021-2023

PHASE 2: (2021-2022)

- ❑ Activation du plan stratégique et début du déploiement de l'offre de services aux clubs et associations régionales (2021)

➢ **PHASE 3 (2022-ENSUITE)**

- ❑ Plein déploiement des divers programmes et services de soutien aux clubs, associations régionales et organisations sportives montréalaises;

Document de travail ... Document de travail... Document de travail... Document de travail... Document de travail...

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

Si la contribution est supérieure à 500 000,00 $, vous devez contacter le Service du greffe (Marc Lebel –mlebel@ville.montreal.qc.ca)

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par **Yves Saindon, greffier,** dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution **CG06 0006**;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CONSEIL DU SPORT DE L'ÎLE DE MONTRÉAL**, personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 1000 Émile-Journault, Montréal, Québec, H2M 2E7, agissant et représentée par Danièle Sauvageau, présidente dûment autorisée aux fins de la présente convention tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS : à venir
Numéro d'inscription TVQ : à venir
Numéro d'organisme de charité :

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de contribuer activement au développement du sport en plaçant l'athlète et sa pratique sportive au cœur de toutes ses interventions;

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission d'offrir aux athlètes, aux intervenants qui les accompagnent, aux clubs sportifs, aux associations régionales et aux organisations sportives multisports membres l'opportunité d'un soutien et d'une collaboration qui favorisent le développement intégré du sport dans les cinq sphères reconnues de la pratique sportive (découverte, initiation, récréation, compétition et excellence) et l'adoption de saines habitudes de vie dans le but d'améliorer la qualité de vie des personnes;

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de contribuer au développement du sport et au rayonnement de l'île de Montréal en travaillant sur trois axes de façons distinctes : axe athlète, axe événement, axe synergie;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet pour le bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.3 « **Annexe 3** » : exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;

2.4 « **Annexe 4** » : la description du projet (Plan d'action de l'organisme);

2.5 « **Annexe 5** » : modèle à utiliser pour la Reddition de compte;

2.6 « **Annexe 6** » : liste des dépenses admissibles et non admissibles du Projet;

2.7 « **Annexe 7** » : prévision budgétaire;

2.8 « **Responsable** » : la Directrice du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.9 « **Installations** » : les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.10 « **Projet** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.11 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.12 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet le tout tel que plus amplement spécifié à l'Annexe 5;

2.13 « **Unité administrative** » : Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de neuf cent soixante-quinze mille dollars (975 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 Versements

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

4.1.2.1 Pour l'année 2021

4.1.2.1.1 Une somme maximale de cent quatre-vingt-quinze mille dollars (195 000 $) au 1er février 2021 et sur réception des documents suivants : Prévisions budgétaires du 1er janvier au 30 juin 2021, plan d'action du 1er janvier au 30 juin 2021, à la satisfaction du SGPMRS;

4.1.2.1.2 Une somme maximale de quatre-vingt-cinq mille dollars (85 000 $) au 1er août 2021 et sur réception des informations suivantes : Plan d'action annuel et prévisions budgétaires pour la période du 1er juillet 2021 au 30 juin 2022 ainsi que le rapport d'activités en lien avec le plan d'action pour la période du 1er janvier 2021 au 30 juin 2021, à la satisfaction du SGPMRS;

4.1.2.1.3 Une somme maximale de quarante-cinq mille dollars (45 000 $) au 1er octobre 2021 et sur réception des documents suivants : États financiers vérifiés au 30 juin 2021;

4.1.2.2 Pour l'année 2022 :

4.1.2.2.1 Une somme maximale de cent quatre-vingt-quinze mille dollars (195 000 $) au 1er février 2022 et sur réception du bilan des activités de l'année précédente, à la satisfaction du SGPMRS;

4.1.2.2.2 Une somme maximale de quatre-vingt-cinq mille dollars (85 000 $) au 1er août 2022 et sur réception des informations suivantes : Plan d'action annuel et prévisions budgétaires pour la période du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023 ainsi que le rapport d'activités en lien

avec le plan d'action pour la période du 1er janvier 2022 au 30 juin 2022 à la satisfaction du SGPMRS;

4.1.2.2.3 Une somme maximale de quarante-cinq mille dollars (45 000 $) au 1er octobre 2022 et sur réception des documents suivants : États financiers vérifiés au 30 juin 2022;

4.1.2.3 Pour l'année 2023 :

4.1.2.3.1 Une somme maximale de cent quatre-vingt-quinze mille dollars (195 000 $) au 1er février 2023 et sur réception du bilan des activités de l'année précédente, à la satisfaction du SGPMRS;

4.1.2.3.2 Une somme maximale de quatre-vingt-cinq mille dollars (85 000 $) au 1er août 2023 et sur réception des informations suivantes : Plan d'action et prévisions budgétaires pour la période du 1er juillet 2023 au 31 décembre 2023 ainsi que le rapport d'activités en lien avec le plan d'action pour la période du 1er janvier 2023 au 30 juin 2023, à la satisfaction du SGPMRS;

4.1.2.3.3 Une somme maximale de quarante-cinq mille dollars (45 000 $) au 1er octobre 2023 et sur réception des documents suivants : États financiers vérifiés au 30 juin 2023;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

4.1.3 **Ajustement de la contribution financière**

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 **INSTALLATIONS**

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 **RÉALISATION DU PROJET**

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard le 1er mai de chaque année de la présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet;

5.1.4 obtenir une autorisation écrite du Responsable avant de procéder à toute modification majeure au contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

5.2 **PROMOTION ET PUBLICITÉ**

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant le protocole de visibilité joint, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvé par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 **INSTALLATIONS**

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, lorsqu'ils se présentent, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 ASSURANCES

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance-responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de de deux millions de dollars (2 000 000,00 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.5 ASPECTS FINANCIERS

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard les 1er février, 1er août et 1er octobre de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente convention et le 31 décembre pour la première année et la période du 1er janvier au 31 décembre pour les années subséquentes.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

5.5.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.5.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptable ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

5.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels.

5.6 AUTORISATIONS ET PERMIS

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.7 RESPECT DES LOIS

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.8 STATUT D'OBSERVATEUR

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

5.9 RESPONSABILITÉ

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention, et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.10 SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL OU DU COMITÉ EXÉCUTIF

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8 de la présente convention, le 31 décembre 2023.

Nonobstant la fin de la présente convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 5.5.1, 5.5.2, 5.5.4, 5.5.5, 5.5.6, 5.9, 5.10 et 10 continueront de lier les Parties.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnue comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 et 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les vingt (20) jours de la Date de terminaison de la présente convention, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme ou de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 ABSENCE DE RENONCIATION

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 AYANTS DROIT LIÉS

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 CESSION

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilés à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 **EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.



13.11 **AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1000 Émile-Journault, Montréal, Québec, H2M 2E7, et tout avis doit être adressé à l'attention du président. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
M. Yves Saindon

Le .....19e jour de .....Mai..... 2020

Conseil du sport de l'île de Montréal

Par : _____
Mme. Danièle Sauvageau, présidente

La présente convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de …….. 20__ (Résolution …….).

ANNEXE 1

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DÉPOSÉE PAR L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Le JEUDI 26 mars 2020

Monsieur Hadrien PARIZEAU
Conseiller de Ville, District St-Sulpice, Arrondissement Ahuntsic-Cartierville
Membre du comité exécutif et Conseiller associé en matière de jeunesse, de sports et de loisirs
Ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est,
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Objet : Demande d'appui à l'Agglomération de Montréal et à la Ville de Montréal de la part du Conseil du sport de l'île de Montréal

Monsieur le Conseiller associé en matière de jeunesse, de sports et de loisirs au Comité exécutif,

Permettez-moi, en ma qualité de présidente du Conseil du sport de l'Île de Montréal (CSIM), de solliciter officiellement l'appui financier de l'Agglomération de Montréal et de la Ville de Montréal aux activités de notre organisation pour la période allant du 1er JANVIER 2021 au 31 DÉCEMBRE 2023 (36 mois).

Comme vous le savez déjà, le Conseil du sport de l'Ile de Montréal est né de la volonté manifeste de l'ensemble des intervenants sportifs montréalais réunis lors des Sommets du sport tenus en 2016 et en 2018. Dans la foulée de ces deux grands rassemblements des leaders sportives et sportifs montréalais, quatre organisations sportives ont uni leurs forces et leurs compétences pour voir au développement et à l'implantation du Conseil du sport de l'île de Montréal. Deux autres se sont jointes à ce groupe fondateur au cours des derniers mois venant ajouter forces et compétences et en élargir toute la portée stratégique afin de faire du Conseil du sport l'organisme leader du milieu sportif montréalais.

Au cours des prochains mois, nous intégrerons donc les mandats, programmes et services d'Excellence sportive de l'Île de Montréal (ESIM) au sein du Conseil du sport de l'île de Montréal. Cette intégration nous permettra de continuer de voir à la coordination d'un important continuum de services aux athlètes répartis sur l'ensemble de l'Ile de Montréal conformément au mandat qui nous est octroyé par l'Institut national du sport du Québec en tant que Centre régional d'entraînement multisport (CREM) pour l'Île de Montréal. Le Conseil du sport de l'Île de Montréal assurera aussi le leadership essentiel dans l'accompagnement de divers projets d'événements sportifs montréalais d'envergure nationale et internationale. Grâce à la reconnaissance officielle de l'Agglomération de Montréal et de la Ville de Montréal, le Conseil du sport de l'île de Montréal verra également au déploiement de programmes et services de soutien au développement sportif régional encore mieux alignés et permettant une approche intégrée efficace et à la hauteur des besoins des divers clubs et associations sportives montréalaises.

.../2

Avec l'intégration de tous les programmes et services d'ESIM aux opérations du Conseil du Sport de l'Île de Montréal et l'activation d'un nouvel axe d'intervention de soutien au développement régional qui verra une implantation et un déploiement progressifs, nous sollicitons donc l'appui financier de l'Agglomération de Montréal de la Ville de Montréal à raison de 600 000$ pour 2021, 700 000$ pour 2022 et 750 000$ pour 2023. L'appui sollicité auprès de l'Agglomération et de la Ville de Montréal pour les trois prochaines années nous permettra donc de poursuivre efficacement les mandats initialement assumés par ESIM mais aussi d'apporter un soutien efficace au développement sportif régional.

Vous remerciant à l'avance de votre précieuse collaboration, recevez, Monsieur le Conseiller associé à la jeunesse, aux sports et aux loisirs au Comité exécutif, l'expression de mes salutations les plus distinguées.

Danièle SAUVAGEAU, O.C., Ch. P.C., E.P.A.,
Présidente

Conseil du sport de l'île de Montréal
Complexe sportif Claude-Robillard
1000, ave Emile-Journault, bureau 1.22
Montréal (Québec) Canada H3M 3E7
T 514 252 2779

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET L'ÉQUIPMENT MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A – Conditions générales

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable.

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, fuites, bris ou dommages causés de quelque façon que ce soit aux Installations.

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable.

   L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

4. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations.

5. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville.

6. L'Organisme doit veiller à ce que ne soient pas troublées la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

7. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisés de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir suite au mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.

L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

B- INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME

Nom de l'Installation	Adresse	Espace prêté	Date de début de la Session	Date de fin de la Session
Complexe sportif Claude-Robillard	1000 Émile-Journault	• Bureaux administratifs situés au rez-de-chaussée • Salle d'entraînement dédiée aux athlètes accrédités du CSIM au 2e sous-sol • Local d'entreposage au rez-de-chaussée	1er janvier 2021	31 décembre 2023

Équipements

Article	N° Inventaire	Quantité

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.

Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des

logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***

- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.
- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.
- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:
    - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;
    - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;
    - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez utiliser le courriel suivant : mairesse@ville.montreal.qc.ca

2.3. Normes graphiques et linguistiques

• Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo).
• Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
• Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

• Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.
• Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.
• Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.
• Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.
• Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.
• Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.
• Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).
• Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.
• Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction

avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.

• S’assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d’au moins une caméra lorsqu’il y a une captation de l’événement par une chaîne de télévision ou lors d’une webdiffusion.



ANNEXE 4

TABLEAU DES VERSEMENTS DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE À L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Plan d'actions et cibles du Conseil du sport de l'Île de Montréal du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021

OBJECTIFS	ACTIONS/LIVRABLES	ÉCHÉANCES	INDICATEURS	CIBLES	Notes et commentaires au 24 avril 2019
npact significatif sur les athlètes élite et relève, les GEHN, les entraîneurs et intervenants	**1.1** A) Un panier de services qui répondent aux besoins des clientèles et qui génèrent des impacts/retombées significatifs. B) Un cadre de services clair en fonction des orientations de l'INSQ (en tenant compte des équipements et des autorisations accordées au CSIM pour son **Programme ESIM**) et du classement prioritaire des GEHN et des clientèles établies par le **Programme ESIM** du CSIM.	**1.1.1** - Rapport d'activités incluant une section sur le niveau de satisfaction de la clientèle est remis aux dates suivantes : A) 1er AOÛT 2021 pour la période se terminant le 30 juin 2021; B) 1er FÉVRIER 2022 pour la période se terminant le 31 décembre 2021;	**1.1.1.1** - n. de GEHN recevant au moins un service direct du CSIM via son **Programme d'ESIM**	De façon globale, desservir plus de **1 500** athlètes de haut niveau par des services qui génèrent des impacts positifs selon la répartition suivante: n. de GEHN utilisateurs : (programme d'aide aux GEHN) **125** GEHN au 30 juin 2021 **125** GEHN au 31 décembre 2021	Actuellement, 125 GEHN sont dûment accrédités. Un grand total de 2 630 athlètes sont accrédités avec ESIM
			1.1.1.2 - n. d'athlètes individuels de catégories relève ou élite (pas compris dans les GEHN) recevant au moins un service direct du CSIM vis son **Programme d'ESIM**	n. d'athlètes individuels : (programme d'aide individuelle) **100** athlètes individuels au 30 juin 2021 **100** athlètes individuels au 31 décembre 2021	92 athlètes individuels reçoivent le soutien du CSIM. Ce chiffre fluctue selon les admissibilités des athlètes et le roulement normal à ce niveau
			1.1.1.3 - N. d'athlètes ayant participé à une formation lors de laquelle des informations spécifiques quant à un programme d'assurances auront été transmises (ex. Programme d'assurance PAAC)	Les services médico-sportifs via le programme d'Assurances des athlètes du Canada (PAAC) ou tout autre programme similaire **70** GEHN et 45 athlètes individuels ...	Le CSIM via son **Programme ESIM** offre et promouvoit le PAAC auprès des GEHN et athlètes accrédités grâce à des formations ciblées. Les informations relatives aux programmes d'assurances PAAC sont communiquées lors des diverses rencontres d'nformations tenues avec les athlètes du **Programme ESIM.** De nombreuses rencontres individuelles sont tenues annuellement et deux rencontres collectives sont généralement prévues au calendrier habituel du **Programme ESIM** du CSIM.
			1.1.1.4 - N. d'athlètes et de GEHN ayant participé à une formation lors de laquelle des informations spécifiques quant à un programme de socio-financement auront été transmises	La diffusion et la communicaiton d'informations spécifiques pour des initiatives de socio-financement à des GEHN et à des athlètes individuels (non-compris dans des GEHN ou pour des projets de socio-financement individuels) pour **50 GEHN et 25 athlètes individuels**	Deux sessions de formation complètes sont prévues habituellement durant l'année. Depuis les dernières années, on estime que mensuellement, entre **5 et 10** autres athlètes et parents dans le besoin rencontrent le CSIM afin d'être soutenus et accompagnés en socio-financement.

Plan d'actions et cibles du Conseil du sport de l'Île de Montréal du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021

OBJECTIFS	ACTIONS/LIVRABLES	ECHEANCES	INDICATEURS	CIBLES	Notes et commentaires au 24 avril 2019
1 - Offrir des services de qualité ayant un im			**1.1.1.5** - Niveau d'adéquation générale entre le panier de services ESIM et les orientations de l'INSQ.	Le panier de services sera en adéquation à 100% avec les orientations de l'INS Québec pour les athlètes élites et relève et selon les paramètres établis avec l'INS Québec.	Depuis son implantation, ESIM s'est assurée de mettre en place une offre de services en adéquation à **100%** avec le panier de services de l'INS Québec considérant les mandats dévolus aux divers CREM incluant le CSIM par l'INS Québec.
			1.1.1.6 - Positionnement du niveau de services d'ESIM par rapport aux autres CREM au Québec.	Se positionner parmi les deux premiers CREM en termes de nombre d'athlètes desservis et en termes de nombre de GEHN desservis par rapport aux autres CREM au Québec.	En 2018-2019, ESIM se situait au **1er rang** des CREM quant au nombre d'athlètes desservis.
		1.1.2 - Rapport d'activités incluant une section sur le niveau de satisfaction de la clientèle est remis aux dates suivantes : A) 1er AOÛT 2021 pour la période se terminant le 30 juin 2021; B) 1er FÉVRIER 2022 pour la période se terminant le 31 décembre 2021;	**1.1.2.1** - Niveau d'adéquation entre les services offerts et les besoins exprimés	Les services offerts sont en adéquation à **75%** avec les besoins admissibles exprimés lors de l'analyse des besoins et en fonction des paramètres de services des CREM (ex. Exclusion des demandes d'assistance financière pour des frais de compétitions et de camp d'entraînement pcq dépenses non admissibles)	
			1.1.2.2 - Niveau de satisfaction des clients par rapport aux services offerts	Les clients se disent satisfaits ou très satisfaits des services offerts dans une proportion de **75 %**	
létes élite et relève, les GEHN, les entraîneurs et	**2.1** - Exploiter, **au CSCR**, de façon optimale, une salle d'entraînement dédiée aux athlètes montréalais, en priorité les athlètes identifiés élite et relève (DLTA)	**2.1.1** - Rapport d'activités incluant une section sur le niveau de satisfaction de la clientèle est remis aux dates suivantes : A) 1er AOÛT 2021 pour la période se terminant le 30 juin 2021; B) 1er FÉVRIER 20122pour la période se terminant le 31 décembre 2021;	**2.1.1.1** - n. de GEHN utilisateurs	45 GEHN (450 athlètes environ)	
			2.1.1.2 - n. d'athlètes individuels utilisateurs (pas compris dans les GEHN)	75 athlètes individuels (en plus des athlètes desservis directement dans les GEHN)	
			2.1.1.3 - Adéquation des services offerts et des besoins de la clientèle en fonction des services admissibles	niveau de satisfaction des utilisateurs indiqué à **75%** quant à : qualité de l'environnement (équipement, matériel, environnement général) qualité des services offerts qualité d'accès p/r aux demandes d'accès Les services offerts via la salle ESIM du CSCR sont en adéquation à **75%** avec les besoins exprimés et pour les services admissibles.	
	2.2 - Assurer une offre d'un «point de services en entraînement» dans une salle d'entraînement dans la région **Ouest de l'île de Montréal à**	**2.2.1** - Rapport d'activités incluant une section sur le niveau de satisfaction de la clientèle est remis aux dates suivantes :	**2.2.1.1** - n. de GEHN utilisateurs	**20** GEHN (120 athlètes environ)	
			2.2.1.2 - n. d'athlètes individuels utilisateurs (pas compris dans les GEHN)	**25** athlètes individuels (en plus des athlètes desservis directement dans les GEHN)	

Plan d'actions et cibles du Conseil du sport de l'Île de Montréal du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021

OBJECTIFS	ACTIONS/LIVRABLES	ÉCHÉANCES	INDICATEURS	CIBLES	Notes et commentaires au 24 avril 2019
2 - Offrir des services de qualité ayant un impact significatif sur les ath intervenants	l'intention des athlètes montréalais, en priorité les athlètes identifiés élite et relève (DLTA).	A) 1er AOÛT 2021 pour la période se terminant le 30 juin 2021; B) 1er FÉVRIER 2022 pour la période se terminant le 31 décembre 2021;	**2.2.1.3** - Adéquation des services offerts et des besoins de la clientèle en fonction des services admissibles	niveau de satisfaction des utilisateurs indiqué à **70%** quant à :qualité de l'environnement (équipement, matériel, environnement général)	
				qualité de l'environnement (équipement, matériel, environnement général)	
				qualité des services offerts	
				qualité d'accès p/r aux demandes d'accès	
				Les services offerts via l'Espace ESIM de la salle de l'Ouest de l'Île de Mtl sont en adéquation à **70 %** avec les besoins exprimés et pour les services admissibles.	
	2.3 Assurer une offre d'un «point de services en entraînement» dans une salle d'entraînement dans la région **Est de l'île de Montréal** à l'intention des athlètes montréalais, en priorité les athlètes identifiés élite et relève (DLTA).	**2.3.1** - Rapport d'activités incluant une section sur le niveau de satisfaction de la clientèle est remis aux dates suivantes : A) 1er AOÛT 2021 pour la période se terminant le 30 juin 20121 B) 1er FÉVRIER 202 pour la période se terminant le 31 décembre 2021;	**2.3.1.1** - Adéquation des services offerts et des besoins de la clientèle en fonction des services admissibles	Niveau de satisfaction des utilisateurs indiqué à **60%** quant à :	
				qualité de l'environnement (équipement, matériel, environnement général)	
				qualité des services offerts	
				qualité d'accès p/r aux demandes d'accès	
				Les services offerts via l'Espace ESIM dans l'Est de l'île de Mtl sont en adéquation à **60 %** avec les besoins exprimés et les services admissibles.	
			2.3.1.2 - n. de GEHN utilisateurs	**6** GEHN (60 athlètes environ)	
			2.3.1.3 - n. d'athlètes individuels utilisateurs (pas compris dans les GEHN)	**12** athlètes individuels (en plus des athlètes desservis directement dans les GEHN)	
es services de qualité ayant un impact significatif sur lètes élite et relève, les GEHN, les entraîneurs et intervenants	**3.1** - Implanter un programme de mentorat pour jeunes entraîneurs.	**3.1.1** - Rapport d'activités incluant une section sur le niveau de satisfaction des participants est remis aux dates suivantes : A) 1er AOÛT 2021 pour la période se terminant le 30 juin 2021; B) 1er FÉVRIER 2022 pour la période se terminant le 31 décembre 2022;	**3.1.1.1** - Nombre d'entraîneurs «juniors» ayant complété le programme	**12 entraîneurs** «juniors» au total	
	3.2 - Assurer la réalisation de trois Rendez-vous ESIM des athlètes	**3.2.1** - Les informations relatives aux RV ESIM des athlètes sont incluses dans le rapport final produit au plus tard le 1er août 2021 pour la période se terminant le 30 juin 2021	**3.2.1.1** Nombre de participantes et participants pour l'ensemble des trois RV ESIM	Un total de **300 athlètes** du **Programme ESIM** issus de **40** GEHN accrédités différents auront participé à l'un ou l'autre des trois RV ESIM des athlètes	
			3.2.1.2 Niveau de satisfaction des différents participants	Les participantes et participants aux RV ESIM des athlètes se disent satisfaits ou très satisfaits dans une proportion de **75%**	

Plan d'actions et cibles du Conseil du sport de l'Île de Montréal du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021

OBJECTIFS	ACTIONS/LIVRABLES	ECHEANCES	INDICATEURS	CIBLES	Notes et commentaires au 24 avril 2019
3 - Offrir de les athl			**3.2.1.3** Imputation budgétaire maximale	Un montant maximum de **25 000$** de la contribution de la Ville de Montréal sera affecté à la réalisation des trois RV ESIM des athlètes	
4 - Contribuer à augmenter les retombées pour la communauté sportive montréalaise et assurer un développement synergique de la pratique sportive régionale	**4.1** - Assurer la réalisation d'un **Sommet du sport de Montréal** en avril/mai 2021	**4.1.1** - Un rapport spécifique d'activités sera produit au plus tard le 1er août 2021 sur la réalisation du projet	**4.1.1.1** Nombre de participantes et participants au Sommet du Sport de Montréal 2021	200 personnes issues de 40 organisations différentes	
			4.1.1.2 Niveau de satisfaction des différents participants	Les participantes et participants au Sommet du Sport de Montréal 2021 se disent satisfaits ou très satisfaits dans une proportion de 75%	
			4.1.1.3 Imputation budgétaire maximale	Un montant maximum de 32 500$ de la contribution de la Ville de Montréal sera affecté à la réalisation du Sommet du Sport de Montréal 2021	
	4.2 Assurer la réalisation de la *Soirée des Lauréats montréalais 2021*	**4.2.1** Rapport d'activités spécifique incluant une section sur la provenance et le niveau de participation des clubs et organisations sportives montréalaises ayant soumis une ou plusieurs candidatures sera produit le 1er FÉVRIER 2022;	**4.2.1.1** Liste et provenance des clubs et organisations montréalaises ayant soumis un ou plusieurs dossiers de candidatures dans le contexte de la Soirée des Lauréats montréalais 2021	**35** organisations sportives ou clubs montréalais différents représentant l'ensemble de l'Île de Montréal auront soumis une ou plusieurs candidatures	
			4.2.1.2 Niveau de satisfaction des différents participants à la Soirée des Lauréats Montréalais 2021	Les participantes et participants à la Soirée des Lauréats Montréalais se seront dits satisfaits ou très satisfaits à **75%** de façon générale	
	4.3 - Assurer l'élaboration d'un plan directeur visant la coordination efficace des divers programmes et services de soutien au développement sportif régional	**4.3.1** - Rapport d'activités incluant une section sur le niveau de satisfaction des participants au développement du projet est remis aux dates suivantes : A) 1er AOÛT 2021 pour la période se terminant le 30 juin 2021; B) 1er FÉVRIER 2022 pour la période se terminant le 31 décembre 2022;	**4.3.1.1** Nombre de participantes et participants au processus d'élaboration du Plan directeur de soutien au développement sportif régional	**35** organisations régionales ou locales différentes, issues des trois grandes régions montréalaises, auront participé au processus d'élaboration d'un Plan directeur des programmes et services de soutien au développement sportif régional	
			4.3.1.2 - Niveau de satistaction des différents clubs et asso. régionales ayant participé aux rencontres régionales et spécifiques sur le Plan directeur	Les participantes et participants aux diverses rencontres régionales ou sportives se disent satisfaits ou très satisfaits dans une proportion de **75%**	

Plan d'actions et cibles du Conseil du sport de l'Île de Montréal du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021

OBJECTIFS	ACTIONS/LIVRABLES	ÉCHÉANCES	INDICATEURS	CIBLES	Notes et commentaires au 24 avril 2019
augmenter les retombées sportives pour la communauté sportive montréalaise dans le cadre des événements sportifs majeurs.	**5.1** - Rapport spécifique d'activités pour les services offerts par le CSIM au niveau événementiel	**5.1.1** - Rapport d'activités incluant une section sur le niveau de satisfaction des participants est remis aux dates suivantes : A) 1er AOÛT 2021 pour la période se terminant le 30 juin 2021; B) 1er FÉVRIER 2022 pour la période se terminant le 31 décembre 2021;	**5.1.1.1** - Nombre de comités organisateurs montréalais ayant reçu la collaboration du CSIM vs types de services demandés auprès du CSIM. Ces services étant: 1) Recrutement de bénévoles 2) collaboraiton à la planification et la gestion organisationnelle 3) prog. de plan de legs 4) Soutien aux opérations 5) Soutien aux communications 6) Prêt et location d'équipements divers 7) Programme d'initiation sportive	**12 comités organisateurs** d'événements nationaux ou internationaux ont été accompagnés dans la préparation et la réalisation de leur événement sportif au plus tard le 31 décembre 2021	
			5.1.1.2 - Niveau de satistaction des différents comités organisateurs d'événements nationaux ou internationaux ayant été accompagnés au plus tard le 31 décermbre 2021	Les comités organisateurs d'événements nationaux et internationaux accompagnés se disent satisfaits ou très satisfaits dans une proportion de **65%**	
	5.2 - Accompagner des comités organisateurs dans la production d'un ***programme de legs événementiel*** spécifique adapté au niveau et à la sanction de l'événement (ex : national vs international, petite envergure vs grande envergure)	**5.2.1** - Rapport d'activités incluant une section sur le niveau de satisfaction des participants est remis aux dates suivantes : A) 1er AOÛT 2021 pour la période se terminant le 30 juin 2021; B) 1er FÉVRIER 2022 pour la période se terminant le 31 décembre 2021;	**5.2.1.1** Nombre de comités organisateurs montréalais ayant reçu la collaboration du CSIM	**6 comités organisateurs** ont été accompagnés dans la rédaction et l'activation d'un programme spécifique de legs événementiels et ont été mis en contact avec un organisme partenaire au plus tard le 31 décembre 2021	
			5.2.1.2 Nombre d'organismes partenaires ayant été mis à contribution dans le contexte des programmes de legs des comités organisateurs	**4 organisations** partenaires par événement auront été mises à contribution au plus tard le 31 décembre 2021	

ANNEXE 5

MODÈLE POUR LA REDDITION DE COMPTES

Remettre des photographies et/ ou vidéos officiels au Responsable, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur le site Internet de la Ville ou tout autre support média

Transmettre au 31 janvier de chaque année:

- ❑ Un rapport de services pour la période du 1er juillet au 31 décembre de l'année précédente et qui comprend :
    - o L'évolution de l'atteinte des cibles du plan d'action
    - o Un rapport d'impact sur les athlètes individuels et les groupes d'entraînement:
        - Une description de l'état de la situation initiale des athlètes de haut niveau et de leur environnement;
        - une analyse des effets directs ou indirects, temporaires ou permanents, du projet sur les athlètes soutenus (performances, santé, etc.);
        - Les raisons pour lesquelles le projet a été retenu en regard des préoccupations du milieu sportif montréalais;
        - Les méthodes scientifiques ou techniques utilisées (démarche, critères d'impact, etc.) pour la réalisation de l'étude d'impact ainsi que les difficultés rencontrées.
- ❑ Un rapport de satisfaction de la clientèle en regard des services offerts par le CSIM
- ❑ Un rapport de visibilité (publicités, dépliants, revue de presse, événements promotionnels, etc.)
- ❑ Un plan de communication détaillant la place accordée à la visibilité de la Ville dans ses publications
- ❑ Un rapport sur les initiatives en sport régional

Transmettre au 31 juillet de chaque année :

- ❑ Plan d'action annuel pour la période du 1er juillet de l'année en cours au 30 juin de l'année suivante
- ❑ Prévision budgétaire pour la période du 1er juillet de l'année en cours au 30 juin de l'année suivante
- ❑ Un rapport de services en lien avec le plan d'action pour la période du 1er janvier au 30 juin de l'année précédente et qui comprend :
    - o L'évolution de l'atteinte des cibles du plan d'action
    - o Un rapport d'impact sur les athlètes individuels et les groupes d'entraînement:

- Une description de l'état de la situation initiale des athlètes de haut niveau et de leur environnement;
- une analyse des effets directs ou indirects, temporaires ou permanents, du projet sur les athlètes soutenus (performances, santé, etc.);
- Les raisons pour lesquelles le projet a été retenu en regard des préoccupations du milieu sportif montréalais;
- Les méthodes scientifiques ou techniques utilisées (démarche, critères d'impact, etc.) pour la réalisation de l'étude d'impact ainsi que les difficultés rencontrées.

❑ Un bilan annuel

❑ Un rapport de satisfaction de la clientèle par rapport aux services offerts

❑ Un rapport d'étape de réalisation des projets spécifiques du plan d'action

❑ Un rapport sur les initiatives en sport régional

Transmettre au 30 septembre de chaque année:

❑ Les états financiers vérifiés du CSIM

❑ Les états financiers vérifiés de la contribution financière de la Ville de Montréal

Transmettre 90 jours après la réalisation du Sommet du sport :

❑ Un rapport d'étape pour la réalisation du Sommet du sport de haut niveau qui comprend :
  - Nombre de participants
  - Taux de satisfaction des participants
  - Coût du projet
  - Recommandations découlant de la tenue de l'activité

ANNEXE 6

LISTE DES DÉPENSES ADMISSIBLES ET NON ADMISSIBLES

La contribution de la Ville peut financer :

- ❑ Un maximum de 50 % des charges salariales de l'organisme;
- ❑ un maximum de 32 500 $ (10 % de la contribution) pour le Sommet du sport de haut niveau;
- ❑ un maximum de 25 000 $ (8 % de la contribution) pour le RDV du CSIM des athlètes
- ❑ les services aux athlètes et intervenants du milieu sportif montréalais de haut niveau, incluant les activités suivantes;
    - o l'évaluation des besoins ainsi l'accréditation des GEHN et des athlètes individuels;
    - o les services en sciences de l'entraînement (ex : évaluation de la performance), en soutien à l'entraînement (ex : accès à des plateaux sportifs spécialisés), médicaux et paramédicaux (ex : physiothérapie, massothérapie, etc.), en développement personnel (ex : parrainage) et aux intervenants sportifs (ex : formations continue de l'entraîneur, reconnaissance, etc.);
    - o la création de vidéos promotionnelles pour les athlètes;
    - o le projet d'accès à une salle d'entraînement dans l'ouest de l'île (Achat d'équipement, conception de l'aménagement, etc.);
    - o le projet d'accès à une salle d'entraînement dans l'est de l'île (Contrôle d'accès);
    - o le projet de mentorat pour les jeunes entraîneurs
    - o les profils et la plateforme de socio-financement (ex : formations, « make a champ »)
- ❑ Tout autre projet approuvé par le responsable et qui sera intégré au plan d'action du Projet.

Les dépenses suivantes ne sont pas admissibles :

- ❑ Les coûts engendrés après le 31 décembre 2023;
- ❑ les coûts de réparation ou de maintenance généraux ou périodiques;
- ❑ les achats d'immeubles, de terrains et de servitudes;
- ❑ le frais juridiques;
- ❑ les frais de financement temporaire;
- ❑ les frais de déplacements des athlètes en compétition ou en camp d'entraînement.

ANNEXE 7

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

CONSEIL DU SPORT DE L'ILE DE MONTRÉAL
PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2021
VERSION COMPLÈTE ET INTÉGRALE v-5

Page 1 de 4	PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES ANNUELLES CSIM 2021	Affectations budgétaires 2021		NOTES ET COMMENTAIRES
		Ville de MTL 2021	INS Québec 2021	
REVENUS				
SUBVENTIONS & CONTRIBUTIONS				
566-3125-00-00 SUBVENTION DÉV. ÉCONOMIQUE CANADA				
566-3130-00-00 SUBVENTION EMPLOI ÉTUDIANTS CANADA	55 000			
566-3135-00-00 SUBVENTION GOUV DU QUÉBEC	0			
566-3140-00-00 SUBVENTION AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL	600 000	600 000		
566-3145-00-00 CONTRIBUTION INS QUÉBEC	325 000		325 000	
SOUS TOTAL SUBVENTION & CONTRIBUTION	**980 000**			
COMMANDITE & PUBLICITÉ	10 000			
566-3400-00-00 PROJETS SPÉCIAUX	22 000			Commandite «événements actifs» et revenus événements (location équipements et autres)
566-3500-00-00 SOMMET DU SPORT DE MTL 2020	45 000			Les revenus incluent des frais d'inscription des participants et des revenus en commandite pour l'événement
566-3320-00-00 SOIRÉE DES LAURÉATS MONTRÉALAIS 2019	50 000			
566-3420-00-00 AUTRES REVENUS (PAAC et autres)	15 000			On anticipe des revenus à la baisse à ce niveau considérant l'augmentation des frais du programme PAAC et conséquemment moins d'intérêt pour certains athlètes
SOUS TOTAL DES AUTRES REVENUS	**142 000**	600 000	325 000	
TOTAL DES REVENUS	**1 122 000**			
DÉPENSES				
SALAIRES & BÉNÉFICES MARGINAUX	**53 750**	**15 000**	**46 750**	
FRAIS D'ADMINISTRATION				
566-4201-00-00 DÉPENSES GÉNÉRALE D'ADMINISTRATION	1 000			
566-4220-00-00 AMORT.EQUIPM & MOBILIER	1 000			
566-4230-00-00 FOURNITURES DE BUREAU	5 000			
566-4240-00-00 FRAIS DE POSTE & MESSAGERIE	300			
566-4280-00-00 CONCIERGERIE & ENTRE DIVERS	300			
566-4290-00-00 FRAIS DE VISA, MC, INTERAC, ETC.	200			
SOUS TOTAL FRAIS D'ADMINISTRATION	**7 800**	**6 000**		
TÉLÉPHONIE & COMMUNICATION				
566-4310-00-00 SYSTÈME TÉLÉPHONIQUE BUREAU	1 000			
566-4320-00-00 CELLULAIRES DU PERSONNEL	3 500			
566-4330-00-00 HÉBERGEMENT DU SITE WEB	0			
566-4340-00-00 DÉV. & RODAGE BASE DE DONNÉES	1 200			
566-4350-00-00 LICENCES DIVERSES D'EXPLOITATION	300			
SOUS TOTAL TÉLÉPHONIE & COMMUNICATION	**6 000**	**6 000**		
Sous-totaux dépenses page 1	**67 550**	**27 000**	**46 750**	

Page 2 de 4	PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES ANNUELLES 2021	Affectations budgétaires		NOTES ET COMMENTAIRES
		Ville de MR 2021	INS Québec 2021	
INFORMATIQUE & TÉLÉCOMMUNICATION				
566-4410-00-00 ORDINATEURS BUREAU PORTABLE & DOCKIN	10 000			
566-4420-00-00 LOGICIELS ET LICENCES D'EXPLOITATION	500			
566-4430-00-00 IMPRIMANTES	3 500			
566-4435-00-00 SERVICES INTERNET	3 500			
566-4450-00-00 SERVEUR INFORMATIQUE / BASE DONNÉES	2 500			
566-4460-00-00 AMORTISSEMENT ÉQUIPEMENT INFORMATIQUE	500			
SOUS TOTAL INFORMATIQUE & TÉLÉCOMMUNICATION	**20 500**	**18 000**		
INSTANCES, RÉUNIONS & COMITÉS				
566-4510-00-00 RÉUNIONS CONSEIL D'ADMINISTRATION	1 000			
566-4550-00-00 RÉUNIONS DU PERSONNEL	1 500			
RÉUNIONS DES DIVERS COMITÉS ET GR DE TRAVAIL	1 000			
SOUS TOTAL INSTANCES, RÉUNIONS & COMITÉS	**3 500**	**3 000**		
IMPARTITION & HONORAIRES PROFESSIONNELS				
566-4610-00-00 SERVICE PAIE, COMPTABILITÉ, TENUE DE LIVRES	10 000			
566-4630-00-00 FRAIS AUDIT FINANCIER	5 000			
566-4630-00-00 HONORAIRES PROFESSIONNELS	1 000			
566-4640-00-00 FRAIS BANCAIRES	250			
566-4650-00-00 FRAIS SERVICES INFORMATIQUES & ENTRETIEN	250			
SOUS TOTAL IMPARTITION & HONORAIRES PROFESSIONNELS	**16 500**	**13 000**		
PROMOTION & COMMUNICATION				
566-4702-00-00 RÉDACTION AFFECTATION / TRADUCTION	500			
566-4710-00-00 MATÉRIEL PROMOTIONNEL DIVERS	1 000			
566-4730-00-00 SITE WEB & MAINTENANCE	10 000			
566-4750-00-00 PLAN DE MARKETING et COMM	15 000		6 000	Composante du total admissible INS Québec pour administration (25%)
566-4760-00-00 FRAIS DE MEMBERSHIP	0			
566-4770-00-00 ÉQUIPE MONTRÉAL	0			
566-4780-00-00 OUTILS PROMOTIONNELS	1 000			
566-4790-00-00 BANQUE PHOTOS	500			
566-4795-00-00 CONFÉRENCES DE PRESSE & RELATIONS MÉDIAS	12 000		12 000	Composante du total admissible INS Québec pour administration (25%)
SOUS TOTAL PROMOTION & COMMUNICATION	**40 500**	**18 000**		
Sous-total dépenses page 2	**81 000**	**52 000**	**18 000**	
Sous-total dépenses page 1 + 2	**148 530**	**79 000**		

Page 3 de 4	PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES ANNUELLES 2021	Affectations budgétaires		NOTES ET COMMENTAIRES
		Ville de MIE 2021	RG Québec 2021	
FRAIS DE REPRÉSENTATION				
566-4810-00-00 FRAIS DE REPRÉSENTATION – DIR GÉNÉRAL	3 000			
566-4820-00-00 REPRÉSENTATION RESP SERVICES AUX ATHLÈTES	1 500			
566-4830-00-00 FRAIS DE REPRÉSENTATION RESP COMMUNIC.	1 000			
566-4840-00-00 REPRÉSENTATION RESP FINANCES ET COMMANDITES	1 500			
566-4870-00-00 REPRÉSENTATION AGENTS DEV SPORTIF RÉGIONAL	3 000			
566-4850-00-00 REPRÉSENTATION CA/BÉNÉVOLE	6 000			
566-4860-00-00 REPRÉSENTATION AUTRES	1 200			
SOUS TOTAL FRAIS DE REPRÉSENTATION	**17 200**	**3 000**		
AXE ÉVÉNEMENTS SPORTIFS				
566-6010-00-00 RÉUNIONS GROUPE DE TRAVAIL	500			
566-6080-00-00 FRAIS D'ACCOMPAGNEMENT DE PROJET	7 500			Revenus divers associés
PROJET «ÉVÉNEMENT ACTIF»	15 000			Projet MPA... 15 000 en 2018-19, recherche de commandites pour 2019-2020
AFFECTATION SALARIALE	121 715			
SOUS TOTAL AXE ÉVÉNEMENTS SPORTIFS	**144 715**	**95 000**		
AXE SYNERGIE DU SPORT ET DÉVELOPPEMENT SPORTIF RÉGIONAL				
566-7010-00-00 RÉUNIONS GROUPE DE TRAVAIL SYNERGIE	500			
566-7030-00-00 RENCONTRES SECTORIELLES	5 500	5 000		
566-7020-00-00 SOMMET DU SPORT	45 000	32 500		
566-7050-00-00 SOIRÉE DES LAURÉATS MONTRÉALAIS	60 000	30 000		
PROJET DE VALORISATION ET RECONNAISSANCE SPORT RÉGIONAL	20 000	20 000		
AFFECTATION SALARIALE	138 805	100 000		
SOUS TOTAL AXE SYNERGIE ET DÉVELOPPEMENT SPORT RÉGIONAL	**269 805**	**187 500**		
Sous-totaux dépenses page 3	**431 720**	**285 500**		
Sous-totaux dépenses pages 1, 2 et 3	**580 250**	**364 500**	**64 750**	

Page 4 de 4	PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES ANNUELLES 2021	Affectations budgétaires		NOTES ET COMMENTAIRES
		Ville de Mtl 2021	INS Québec 2021	
AXE SERVICES AUX ATHLETES ET INTERVENANTS SPORTIFS				
S66-5000-00-00 RÉUNIONS GR DE TRAVAIL ET INTERVENANTS POUR CONCERTATION SERVICES	5 000		5 000	Projet INS Q
S66-5040-00-00 RENDEZ-VOUS ESIM	25 000	25 000		
S66-5060-00-00 FRAIS DE RECONNAISSANCE PARTENAIRES	1 000	1 000		
SOUS TOTAL SERV. ATHLETES & INTERV. SPORTIFS - DIVERS	**31 000**	**26 000**	**5 000**	
SCIENCES DE L'ENTRAÎNEMENT				
S66-5110-00-00 ÉVALUATION DE LA CONDITION PHYSIQUE	10 000		10 000	
S66-5120-00-00 ANALYSE BIOMÉCANIQUE	0			
S66-5130-00-00 PRÉPARATION PHYSIQUE	153 500		153 500	Incluant 3 salles ESIM
S66-5140-00-00 PLANIFICATION DE L'ENTRAÎNEMENT	7 500		7 500	
S66-5150-00-00 NUTRITION SPORTIVE	12 000		12 000	
S66-5160-00-00 PSYCHOLOGIE SPORTIVE	18 000		18 000	
S66-5170-00-00 ÉDUCATION À LA PERFORMANCE	5 000		5 000	
SOUS TOTAL SCIENCES DE L'ENTRAÎNEMENT	**206 000**		**206 000**	Projet INS Q
SERVICES MÉDICAUX & PARAMÉDICAUX SPORTIFS				
S66-5210-00-00 PHYSIO / THÉRAPIE DU SPORT /chiro + NEURO	15 000		15 000	
S66-5270-00-00 FRAIS COUVERT D'ASSURANCE PAAC	6 000		6 000	
SOUS TOTAL SERVICES MÉDICAUX ET PARAMÉDICAUX	**21 000**		**21 000**	Projet INS Q
SOUTIEN AUX INTERVENANTS SPORTIFS				
S66-5310-00-00 FORMATION CONTINUE DE L'ENTRAÎNEUR	3 000	3 000		
S66-5320-00-00 PROJET MENTORAT SPORTIF	9 500	9 500		
S66-5330-00-00 CONSULTANTS SPÉCIALISTES SPORTIFS	2 000	2 000		
SOUS TOTAL SOUTIEN AUX INTERVENANTS SPORTIFS	**14 500**	**14 500**		
SOUTIEN À L'ENTRAÎNEMENT & AUX COMPÉTITIONS				
S66-5401-00-00 PROJET SALLE ENTRAINEMENT ESIM	25 000	25 000		
S66-5410-00-00 FRAIS DE DÉPLACEMENT	3 500			
S66-5420-00-00 ACCÈS SALLES D'ENTRAÎNEMENT	2 000	1 000	1 000	
S66-5430-00-00 ACHAT MATÉRIEL SPÉCIALISÉ	5 000		5 000	Projet INS Q
S66-5440-00-00 ACCÈS PLATEAUX SPÉCIALISÉS	2 000	2 000		
SOUS TOTAL SOUTIEN ENTRAÎNEMNT & COMPÉTITIONS	**37 500**	**28 000**	**6 000**	
AFFECTATION SALARIALE AGENTE GEHN, personnel ESIM, coordination générale et étudiants	**179 250**	**167 000**	**12 250**	Composante du total admissible INS Québec pour administration (25%)
SOUS TOTAL AXE SERV. AUX ATHLETES & INTERV. SPORTIFS	**489 250**	**235 500**	**250 250**	
TOTAL DES DÉPENSES	**1 069 500**	**600 000**	**315 000**	
SURPLUS (OU DÉFICIT)	**32 500***		**10 000**	• **Contingence totale @ 3 %**
	32 500	**335 000**	**325 000**	

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207898001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Objet :	Accorder un soutien financier total et maximal de 975 000 $ à l'organisme Conseil du sport de l'île de Montréal en provenance du budget de fonctionnement du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports afin de contribuer au développement du sport régional et du sport de haut niveau à Montréal pour la période du 1e janvier 2021 au 31 décembre 2023 / Approuver un projet de convention à cet effet.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1207898001 Dév sport régional.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jerry BARTHELEMY
Préposé au budget
Tél : 514 872-5066

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-22

Alpha OKAKESEMA
Conseiller budgetaire
Tél : 514 872-5872
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.001

2020/06/03
08:30

Dossier # : 1201097003

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division aménagement et grands projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Accepter, en partie, l'offre de services du conseil d'arrondissement de Ville-Marie en vertu du 2e alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge le financement, la conception, la coordination et la réalisation des travaux dans diverses rues artérielles de l'arrondissement de Ville-Marie (rue Parthenais entre les rues Logan et Ontario et rue Plessis entre la rue Sherbrooke et le boulevard René-Lévesque).

Il est recommandé :
d'accepter, en partie, l'offre de services du conseil d'arrondissement de Ville-Marie en vertu du 2e alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge le financement, la conception, la coordination et la réalisation des travaux de la rue Parthenais entre les rues Logan et Ontario et de la rue Plessis entre la rue Sherbrooke et le boulevard René-Lévesque.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-05-24 10:10

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1201097003**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division aménagement et grands projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Accepter, en partie, l'offre de services du conseil d'arrondissement de Ville-Marie en vertu du 2e alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge le financement, la conception, la coordination et la réalisation des travaux dans diverses rues artérielles de l'arrondissement de Ville-Marie (rue Parthenais entre les rues Logan et Ontario et rue Plessis entre la rue Sherbrooke et le boulevard René-Lévesque).

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) est responsable de l'aménagement, de la réfection (entretien majeur) et du développement du réseau de voirie artérielle de la Ville de Montréal (RAAV), compétence relevant du conseil de la Ville en vertu de la Charte de la Ville (Art. 87(6) et Art. 105). Sachant que les rues sur lesquelles il souhaite intervenir relèvent de la juridiction du conseil de la Ville, l'arrondissement de Ville-Marie a offert d'y réaliser les travaux en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal qui stipule que « Un conseil d'arrondissement peut, aux conditions qu'il détermine, fournir au conseil de la ville un service relié à une compétence relevant de ce dernier; la résolution du conseil d'arrondissement prend effet à compter de l'adoption par le conseil de la ville d'une résolution acceptant la fourniture de services ». L'acceptation en partie à cet effet de l'offre de services de l'arrondissement de Ville-Marie constitue l'objet du présent dossier. L'arrondissement de Ville-Marie propose de prendre en charge l'ensemble des travaux de réaménagement de diverses rues artérielles sur son territoire dont la rue Parthenais entre les rues Logan et Ontario et la rue Plessis entre la rue Sherbrooke et le boulevard René-Lévesque. De fait, l'arrondissement justifie une intervention rapide à ces endroits ainsi. « *L'élargissement des trottoirs permet d'aménager des aires de détentes pour les citoyens. L'ajout de saillies améliorera la sécurité des déplacements des usagers et contribuera à l'apaisement de la circulation. La plantation d'arbres sera maximisée pour augmenter la canopée.* »

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA20 240039 - 11 février 2020 - Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), au conseil municipal de la Ville de Montréal, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux pour le programme de réfection routière dans diverses rues artérielles de l'arrondissement Ville-Marie. (GDD 1204735002)

DESCRIPTION

Rue Parthenais entre Logan et Ontario:
Les travaux consistent en la réfection de la chaussée et l'élargissement des trottoirs avec fosses de plantation d'arbres (voir plan d'aménagement en pièce jointe).

Rue Plessis entre Sherbrooke et René-Lévesque:
Les travaux consistent en la réfection de la chaussée et la construction d'avancées de trottoirs aux intersections avec plantation d'arbres. Un nouvel aménagement de bandes cyclables est planifié à la suite des travaux (voir plan d'aménagement en pièce jointe).

JUSTIFICATION

Comme les travaux visés par le présent dossier seront exécutés dans le réseau artériel qui relève de la compétence de la ville centre, il est requis que celle-ci délègue à l'arrondissement de Ville-Marie, la conception et la réalisation des travaux, en acceptant son offre de fourniture de ce service, et ce, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, Métropole du Québec.
Il est à noter que l'offre de services faisant l'objet du présent dossier ne répond pas aux conditions d'acceptation sous-jacentes à la résolution no CM18 1378 du 19 novembre 2018 puisque, les projets se justifient principalement par un besoin d'aménagement et que le financement ne pourra pas être assuré par la ville centre.

En raison de son expertise en construction et du fait que les travaux se déroulent sur son territoire, l'arrondissement de Ville-Marie est l'instance la mieux placée pour réaliser le plus rapidement ces travaux.

Conditions d'acceptation, par la ville centre, de l'offre de services de l'arrondissement
Pour l'exécution du projet, l'arrondissement devra se soumettre aux conditions suivantes :

- **L'arrondissement devra obtenir l'autorisation de la directrice de la mobilité avant de procéder au lancement de l'appel d'offres pour la réalisation des plans et devis et des travaux d'aménagement.** Cette exigence vise à permettre à la ville centre d'exercer son droit de regard sur les projets visés. La validation des esquisses préliminaires par la division de l'aménagement et des grands projets est donc préalable à l'émission de l'autorisation par la directrice de la Direction de la mobilité. Cette autorisation témoignera de l'accord du SUM quant aux aménagements proposés et précisera toutes les conditions et exigences de la ville centre en lien avec la réalisation du projet par l'arrondissement. Les conditions établies par le SUM en lien avec la réalisation dudit projet devront obligatoirement être respectées par l'arrondissement.

- **L'arrondissement devra inscrire le SUM, direction de la mobilité - chef de la Division Aménagement et Grands projets, comme partie prenante dans les sommaires décisionnels d'octroi de contrats**

pour la réalisation des plans et devis et des travaux d'aménagement.
Cette intervention confirmera que le SUM autorise les aménagements préconisés sur le RAAV selon les plans et devis et les conditions émises.

Les conditions et exigences de la ville centre comprennent également, sans s'y limiter, les modalités suivantes :

- La coordination des expertises municipales requises sera entièrement assumée par l'arrondissement qui s'engage à respecter les normes et exigences requises par les divers services;
- L'arrondissement s'assurera, s'il y a lieu, d'obtenir l'approbation par le Service de l'eau, le Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) et la Société de transport de Montréal (STM) des plans et devis réalisés;
- L'arrondissement s'engage à gérer le projet en utilisant les meilleures pratiques de gestion de projet, en conformité avec le Cadre de gouvernance des projets et des programmes de la Ville (résolution CG10 0158);
- L'arrondissement aura la responsabilité d'obtenir, préalablement au début des travaux, toutes les autorisations requises et s'engage à fournir à la ville centre, à la fin des travaux, les plans et profils finaux;
- L'arrondissement devra rendre compte, sur demande, de l'état d'avancement du projet, de l'état du calendrier de réalisation, des enjeux principaux, des risques et des solutions possibles pour les atténuer.
- Plus précisément, il devra établir et tenir à jour un échéancier maître dans lequel sera inscrit le déroulement du projet.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Dans son sommaire décisionnel d'offre de services, l'arrondissement précise que «*Advenant que les budgets requis soient indisponibles ou insuffisants au PTI du SUM, les travaux pourraient être financés par les surplus de gestion de l'Arrondissement.* »
Les budgets requis n'étant pas disponibles au PTI du SUM, les travaux devront donc être financés par les surplus de gestion de l'arrondissement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les modifications proposées par l'arrondissement visent à favoriser un aménagement urbain plus sécuritaire et centré sur les déplacements actifs et collectifs et une meilleure qualité des milieux de vie résidentiels en y apaisant la circulation.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'offre de services de l'arrondissement n'est pas acceptée, il ne sera pas possible de réaliser à court terme les travaux.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Il n'y a pas d'impact pour l'approbation de l'offre de service de l'arrondissement de Ville-Marie lié à la COVID-19, cependant il y a un risque que les travaux soient retardés.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Toutes activités de communication dans le cadre de ce dossier devra faire l'objet d'une coordination avec le service des communications de la Ville centre.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Juin 2020 : Acceptation de l'offre de services de l'arrondissement par le conseil municipal
Juillet 2020 : Octroi du contrat
Juillet à novembre 2020 : Travaux

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean CARRIER, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Éric BELLEVILLE, Ville-Marie
Hugues BESSETTE, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Stéphane BLAIS, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Jean CARRIER, 19 mai 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stéfan GALOPIN
Ingénieur

Tél : 514 872-3481
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-14

Pierre SAINTE-MARIE
Chef de division

Tél : 514 872-4781
Télécop. : 514 872-9471

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

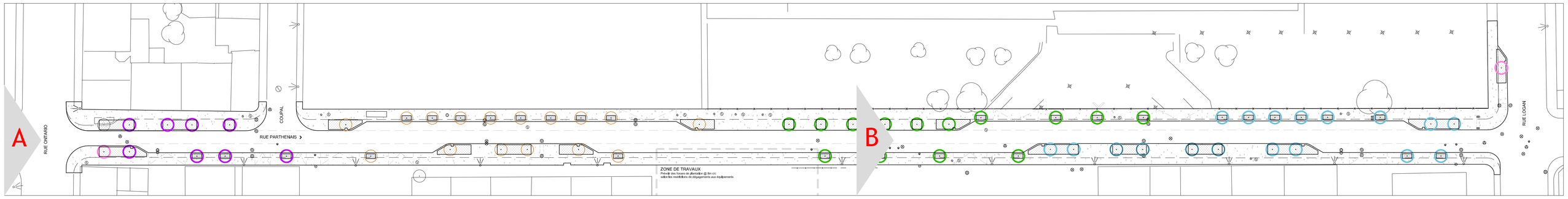
Valérie G GAGNON
Directrice

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

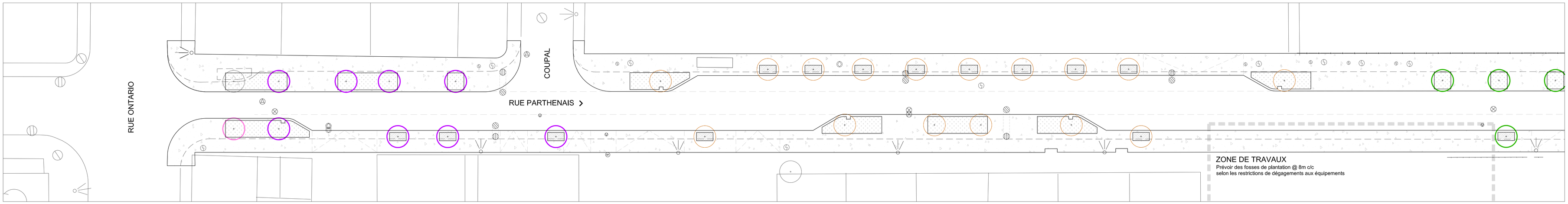
Luc GAGNON
Directeur de service

Tél : 514 868-3871
Approuvé le : 2020-05-20

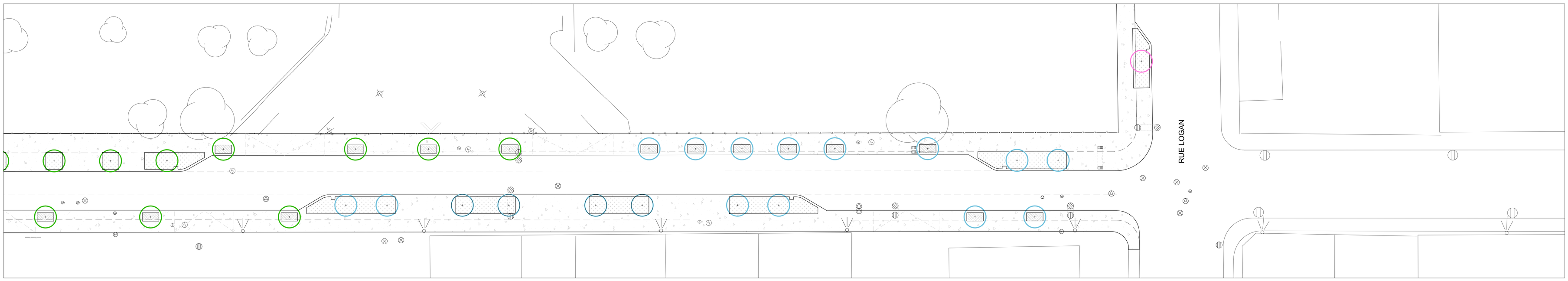
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2020-05-20



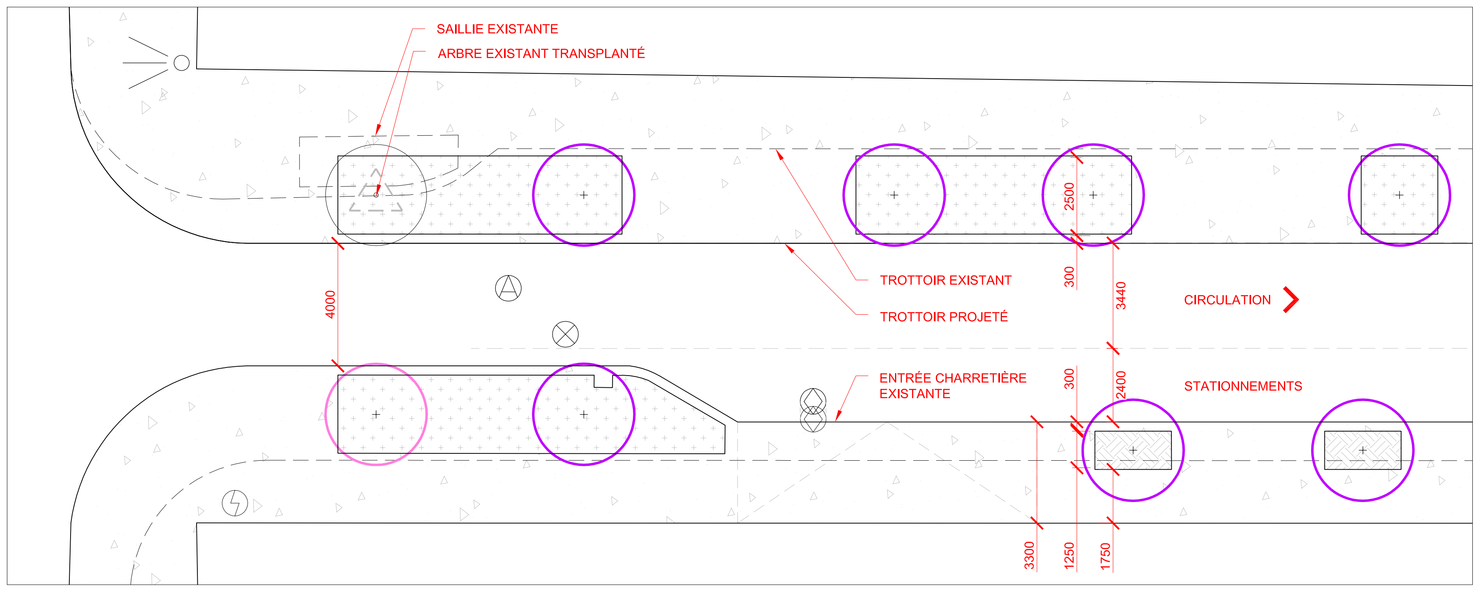
RUE PARTHENAIS / PLAN D'ENSEMBLE
ÉCHELLE 1 : 500



RUE PARTHENAIS / SECTION A
ÉCHELLE 1 : 200



RUE PARTHENAIS / SECTION B
ÉCHELLE 1 : 200



RUE PARTHENAIS / DÉTAIL TYPE
ÉCHELLE 1 : 100

Nom du projet :

RUE PARTHENAIS
ÉLARGISSEMENT DES TROTTOIRS ET AJOUT DE FOSSES DE PLANTATION

Titre du plan :

PLAN CONCEPTUEL

04			
03			
02			
01	ÉMIS POUR COORDINATION	14/02/20	DSTP
No	Titre	Date	Par

Révisions

No du plan : NA

No de l'index : NA

No 1/1

B.M. Station de travail no X
Rue Parthenais entre Ontario et Logan

Coordonnées : (NAD83)
x : y : z :

Échelle : INDIQUÉE
Date : 14/02/20

Dessin : DAPHNÉE ST-PIERRE

Responsable du projet : GHISLAIN LANGLOIS, ingénieur

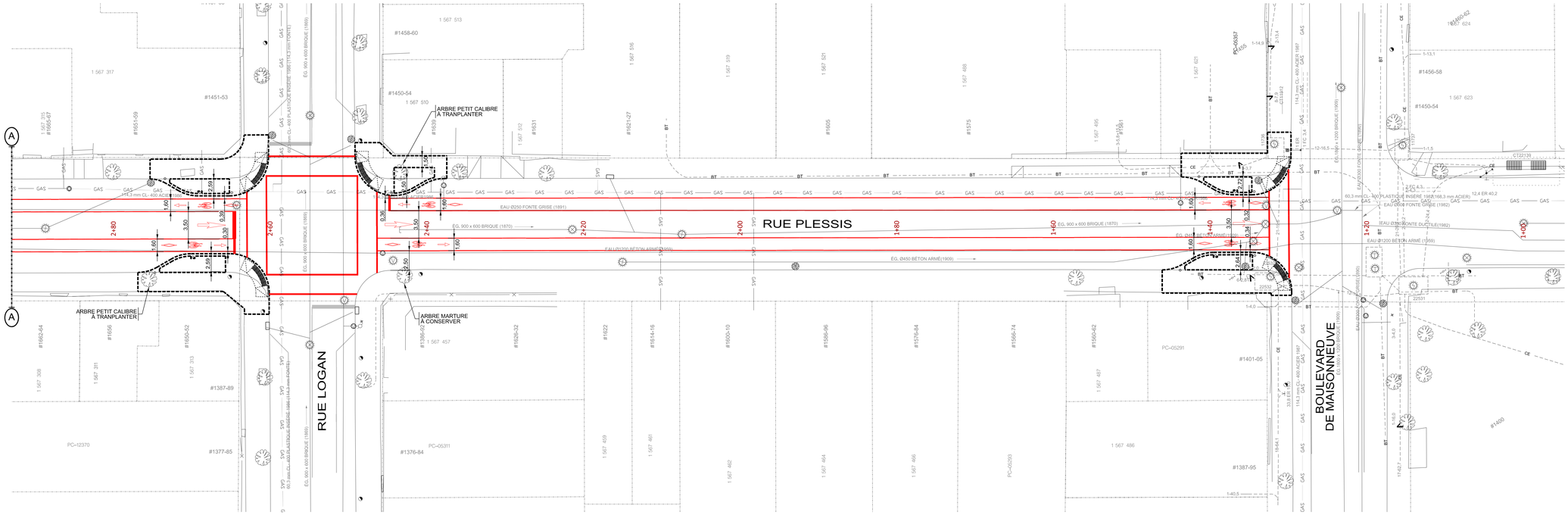
Approbation : ÉRIC BELLEVILLE, chef de division

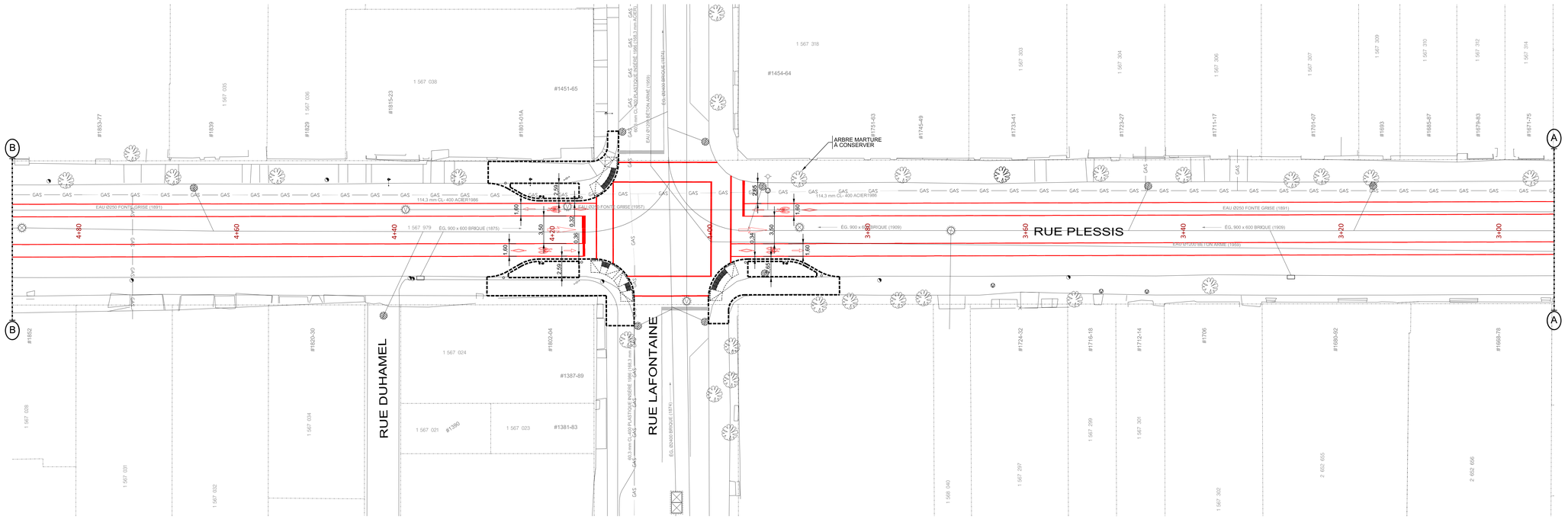
Direction des travaux publics
Division de l'aménagement des parcs et des actifs immobiliers

Ville-Marie Montréal

LÉGENDE :

- REGARD ÉGOÛT
- REGARD AQUEDUC
- REGARD ÉLECTRIQUE
- VANNE GAZ
- PUISARD EXISTANT
- PUISARD DÉPLACÉ
- PUISARD TROTTOIR
- VANNE
- BORNE D'INCENDIE
- LAMPADAIRE EXISTANT
- TROTTOIR PROJETÉ
- SAILLIE / FOSSE D'ABRE AVEC VIVACES
- FOSSE D'ABRE SANS VIVACE
- ARBRE EXISTANT
- ARBRE EXISTANT À TRANSPLANTER
- ARBRE PROJETÉ
- ACER 'FREEMAN'
- ULMUS X 'ACCOLADE'
- GYMNOCLADUS DIOICUS
- QUERCUS MACROCARPA
- GLEDISTSIA 'SKYLINE'





L'ORIGINAL DE CE DOCUMENT A ÉTÉ ÉMIS ET AUTHENTIFIÉ NUMÉRIQUEMENT. CETTE COPIE PAPIER NE DOIT PAS ÊTRE CONSIDÉRÉE COMME UN DOCUMENT ORIGINAL. L'ORIGINAL N'EST AUTHENTIFIÉ QUE POUR LA FINALITÉ POUR LEQUEL IL A ÉTÉ ÉMIS TEL QU'IDENTIFIÉ DANS LE CARTOUCHE. IL NE PEUT ÊTRE UTILISÉ AUX FINS DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION OU DE FABRICATION VISÉS PAR LES LOIS APPLICABLES.

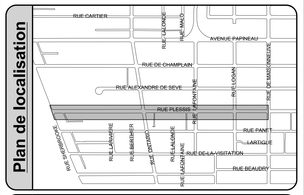
Orientation

REPÈRE GÉODÉSIQUE: M13KM006

RUE MARGUERITE-D'YOUVILLE / MCGILL
ALTITUDE: 13.960 m

LES COORDONNÉES SONT POSITIONNÉES SELON LE SYSTÈME NAD83 (SCRS).

Plan de localisation



Cartouche révisée le : 2018 / 11 / 05

Références

Plan d'arpentage:	Arpentage Robocad inc.
Plan EGA:	-
Plan BC:	-
Plan géométrie:	-

Légende

	Puisard de rue		Regard chambre H.Q.
	Puisard dalot		Regard chambre d'égout
	Grille carrée		Regard chambre de Bell
	Puisard de trottoir		Poteau incendie
★	Repère géodésique	★	Boîte de vanne
★	Vanne de gaz		Vanne d'aqueduc
	Regard chambre d'aqueduc	P	Manchon de parcomètre
	Regard chambre de la CSEM	M	Manchon
		B	Bollard
		OBS	Puits d'observation
★	Symbole de forage	F.C.	Fin de courbe
★	Base à briser et à reconstruire au même emplacement		Ancienne chambre de transformateur (vieux modèle)
★	Base à construire		Chambre de transformateur
★	Base existante		Chambre de transformateur (Hydro-Québec)
★	Base à briser ou à enlever		

* Symbole grossi pour plus de clarté.

Puisard à désaffecter lors de la construction d'un projet:

DFE	Égout	DFD	Drain
DFP	Pavage	DFT	Trottoir
PR	Puisard à remplacer	PE	Puisard à enlever

Puisard à déplacer lors de la construction d'un projet:

DP	Pavage	DT	Trottoir

Nouveau puisard lors de la construction d'un projet:

NE	Égout	ND	Drain
NP	Pavage	NT	Trottoir

Puisard

T+C	Tête et couvercle à changer (puisard de trottoir)	T+G	Tête et grille à changer
		A+N	Ajustable à niveler
T+G+REP	Tête et grille à changer (+ réparation)	A+C	Ajustable à changer

Égout / Aqueduc

C+C	Cadre et couvercle à changer	A+N	Ajustable à niveler
		A+C	Ajustable à changer
C+C+REP	Cadre et couvercle à changer (+ réparation)	TBV+C	Tête de boîte de vanne à changer
TBV+N	Tête de boîte de vanne à niveler		

Divers

NIV	À niveler	RPH	Rampe pour handicapés
		AR	Anneau à rehausser

Émission

No.	Date	Description	Préparé par:
A	2020 / 04 / 07	ÉMIS POUR COMMENTAIRES 10%	É.B.

Ville-Marie Montréal
Arrondissement de Ville-Marie
Direction des travaux publics
Division de la voirie
1455, rue Bercy, 2e étage Montréal (Québec) H2K 2V1

Les Services EXP inc.
1001, boulevard de Maisonneuve Ouest
Bureau 800
Montréal, Québec, H3A 3C8
Canada

Intervenants

Élaboré par:	-	-
Neda Satouh, tech.	Logo	2020-01
Hughes Buteau, ing.	Logo	2020-01

Voirie

PRÉLIMINAIRE

VERSION 10 %

2020 / 04/ 07

Préparé par:
Éric Bélanger, ing. Logo

Projet:

RUE PLESSIS
DE LA RUE SHERBROOK
AU BOULEVARD DE MAISONNEUVE

Arrondissement(s): **Ville-Marie(20)**

Nature des travaux:

TRAVAUX DE VOIRIE DANS VILLE-MARIE

Titre du plan:

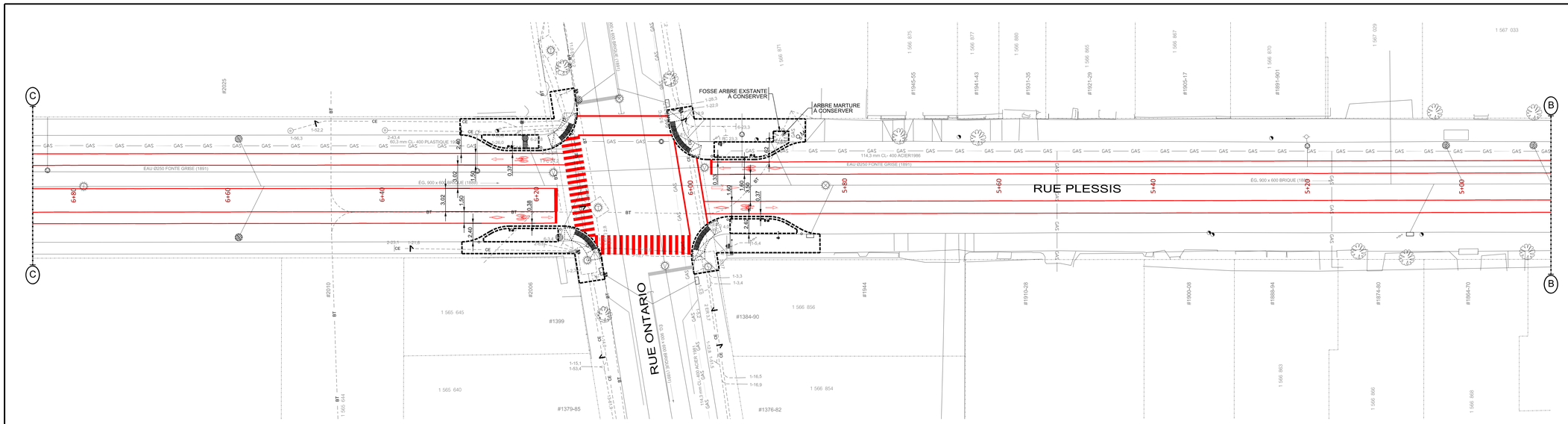
GÉOMÉTRIE PROPOSÉE
VUE EN PLAN
Ch. 1+xx @ 4+88

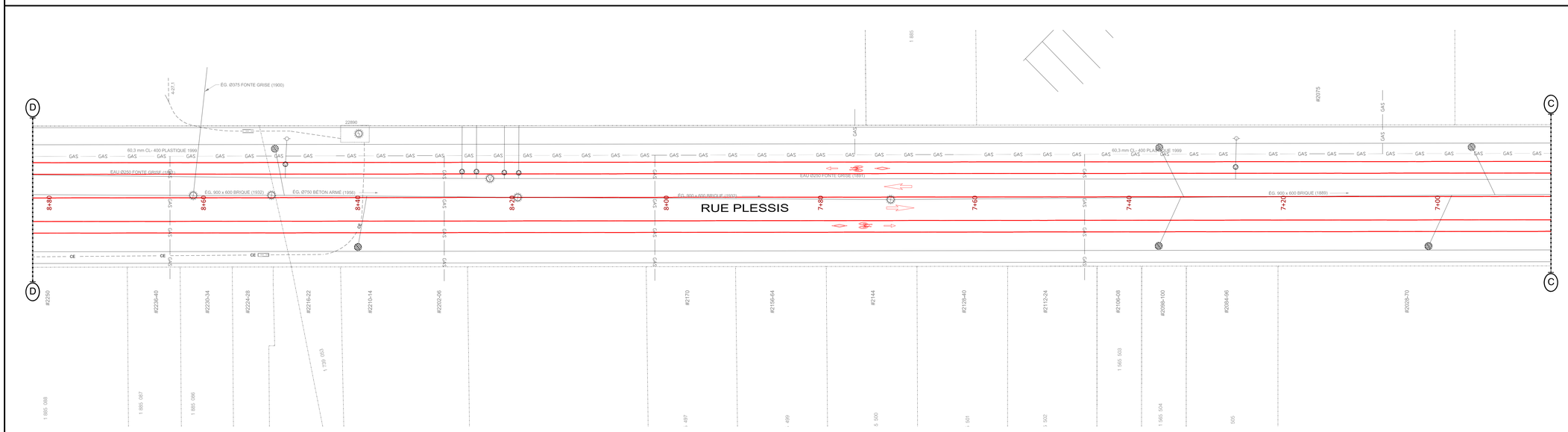
(SI) DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

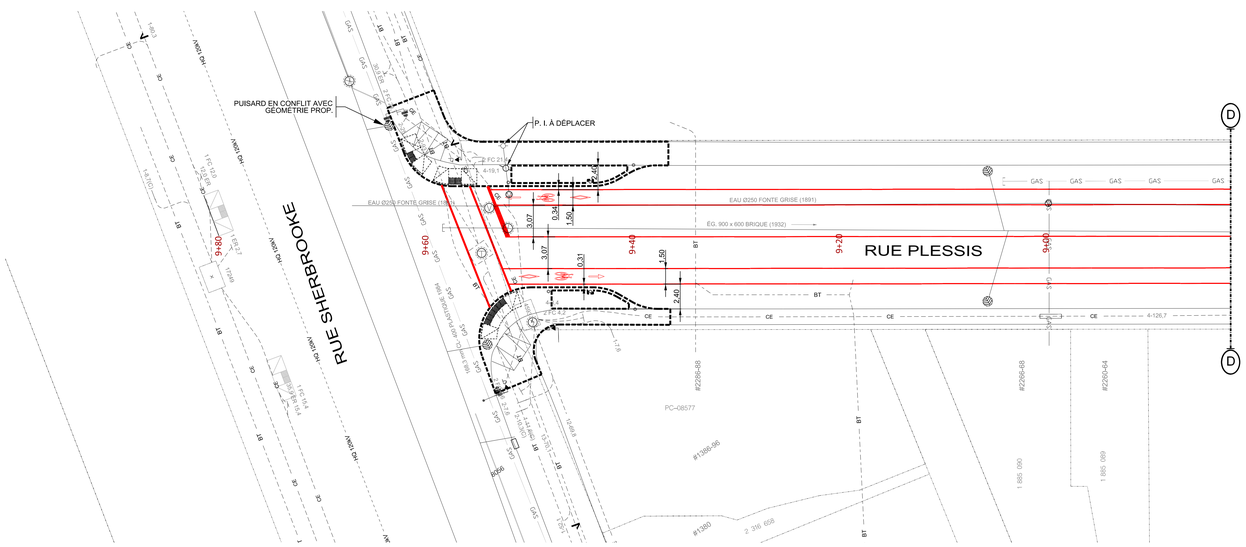
Échelle:
AUCUNE

0 1.25 2.5 5.0 7.5 10.0 (mètres)

AO:	No. de plan:	Feuillet:	Émission:	Page:
XXXXXX	PL-VO-C-XXXX	1/2	A	N/A







L'ORIGINAL DE CE DOCUMENT A ÉTÉ ÉMIS ET AUTHENTIFIÉ NUMÉRIQUEMENT. CETTE COPIE PAPIER NE DOIT PAS ÊTRE CONSIDÉRÉE COMME UN DOCUMENT ORIGINAL. L'ORIGINAL N'EST AUTHENTIFIÉ QUE POUR LA FINALITÉ POUR LEQUEL IL A ÉTÉ ÉMIS TEL QU'IDENTIFIÉ DANS LE CARTOUCHE. IL NE PEUT ÊTRE UTILISÉ AUX FINS DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION OU DE FABRICATION VISÉS PAR LES LOIS APPLICABLES.

Orientation



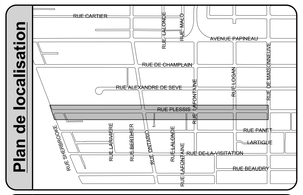
REPÈRE GÉODÉSIQUE: M13KM006

RUE MARGUERITE-D'YOUVILLE / MCGILL
ALTITUDE: 13.960 m

LES COORDONNÉES SONT POSITIONNÉES SELON LE SYSTÈME NAD83 (SCRS).

Cartouche révisée le : 2018 / 11 / 05

Plan de localisation



Références

Plan d'arpentage:	Arpentage Robocad inc.
Plan EGA:	-
Plan BC:	-
Plan géométrie:	-

Légende

	Puisard de rue		Regard chambre H.Q.
	Puisard dalot		Regard chambre d'égout
	Grille carrée		Regard chambre de Bell
	Puisard de trottoir		Poteau incendie
★	Repère géodésique	★	Boîte de vanne
★	Vanne de gaz		Vanne d'aqueduc
	Regard chambre d'aqueduc	P	Manchon de parcomètre
	Regard chambre de la CSEM	M	Manchon
		B	Bollard
		OBS	Puits d'observation
★	Symbole de forage	F.C.	Fin de courbe
★	Base à briser et à reconstruire au même emplacement		Ancienne chambre de transformateur (vieux modèle)
★	Base à construire		Chambre de transformateur
★	Base existante		Chambre de transformateur (Hydro-Québec)
★	Base à briser ou à enlever		

* Symbole grossi pour plus de clarté.

Puisard à désaffecter lors de la construction d'un projet:

DFE	Égout	DFD	Drain
DFP	Pavage	DFT	Trottoir
PR	Puisard à remplacer	PE	Puisard à enlever

Puisard à déplacer lors de la construction d'un projet:

DP	Pavage	DT	Trottoir

Nouveau puisard lors de la construction d'un projet:

NE	Égout	ND	Drain
NP	Pavage	NT	Trottoir

Puisard

T+C	Tête et couvercle à changer (puisard de trottoir)	T+G	Tête et grille à changer
		A+N	Ajustable à niveler
T+G+REP	Tête et grille à changer (+ réparation)	A+C	Ajustable à changer

Égout / Aqueduc

C+C	Cadre et couvercle à changer	A+N	Ajustable à niveler
		A+C	Ajustable à changer
C+C+REP	Cadre et couvercle à changer (+ réparation)	TBV+C	Tête de boîte de vanne à changer
TBV+N	Tête de boîte de vanne à niveler		

Divers

NIV	À niveler	RPH	Rampe pour handicapés
		AR	Anneau à rehausser

Émission

No.	Date	Description	Préparé par:
A	2020 / 04 / 07	ÉMIS POUR COMMENTAIRES 10%	É.B.

Ville-Marie Montréal

Arrondissement de Ville-Marie
Direction des travaux publics
Division de la voirie
1455, rue Bercy, 2e étage Montréal (Québec) H2K 2V1

Les Services EXP inc.
1001, boulevard de Maisonneuve Ouest
Bureau 800
Montréal, Québec, H3A 3C8
Canada

Intervenants

Élaboré par: -	Logo	-
Neda Satouh, tech.	Logo	2020-01
Hughes Buteau, ing.	Logo	2020-01

Volée

PRÉLIMINAIRE

VERSION 10 %

2020 / 04/ 07

Préparé par:
Éric Bélanger, ing. Logo

Projet:

RUE PLESSIS
DE LA RUE SHERBROOK
AU BOULEVARD DE MAISONNEUVE

Arrondissement(s): **Ville-Marie(20)**

Nature des travaux:

TRAVAUX DE VOIRIE DANS VILLE-MARIE

Titre du plan:

GÉOMÉTRIE PROPOSÉE
VUE EN PLAN
Ch. 4+88 @ 9+xx

(SI) DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

Échelle: AUCUNE

0 1,25 2,5 5,0 7,5 10,0 (mètres)

AO:	No. de plan:	Feuillet:	Émission:	Page:
XXXXXX	PL-VO-C-XXXX	2/2	A	N/A

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.002

2020/06/03
08:30

Dossier # : 1208516002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division de protection d'actifs et d'aménagement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 i) encourager la mise en œuvre du développement durable en tenant compte de l'évolution des connaissances et des pratiques dans ce domaine
Projet :	-
Objet :	Approuver le dépôt d'une demande d'aide financière dans le cadre du Programme Climat municipalités - Phase 2 dans le cadre du programme d'aide financière pour le "volet 2 - réalisation de projets pilotes" donnant le droit à une subvention évaluée à 215 000,00 $ pour réaliser un projet pilote de géothermie non conventionnelle avec puits à colonne permanente (PCP) au Centre Père-Marquette (0110), situé au 1600 rue de Drucourt dans l'arrondissement Rosemont-La Petite -Patrie.

Attendu que la Ville de Montréal a pris connaissance du cadre normatif détaillant les règles et normes du Programme Climat municipalités;
Attendu que la Ville de Montréal désire présenter une demande d'aide financière au ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) dans le cadre du volet 2 - réalisation de projets pilotes;

Il EST RECOMMANDÉ :

1. d'autoriser le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) à présenter une demande d'aide financière d'une valeur de 215 000,00 $ dans le cadre du volet 2 - réalisation de projets pilotes.

2. d'autoriser la Directrice du SGPI à signer les documents de demande de subvention relatifs à la réalisation d'un projet pilote de géothermie non conventionnelle avec puits à colonne permanente (PCP) sur le site du Centre Père-Marquette dans le cadre du volet 2 - réalisation de projets pilotes.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-05-19 13:31

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

_____

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208516002**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division de protection d'actifs et d'aménagement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 i) encourager la mise en œuvre du développement durable en tenant compte de l'évolution des connaissances et des pratiques dans ce domaine
Projet :	-
Objet :	Approuver le dépôt d'une demande d'aide financière dans le cadre du Programme Climat municipalités - Phase 2 dans le cadre du programme d'aide financière pour le "volet 2 - réalisation de projets pilotes" donnant le droit à une subvention évaluée à 215 000,00 $ pour réaliser un projet pilote de géothermie non conventionnelle avec puits à colonne permanente (PCP) au Centre Père-Marquette (0110), situé au 1600 rue de Drucourt dans l'arrondissement Rosemont-La Petite -Patrie.

CONTENU

CONTEXTE

Au mois de février 2018, le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) a déposé un plan de réduction des gaz à effet de serre (GES) et de la consommation énergétique. Ce dernier s'inscrit dans le vaste *Plan de réduction des émissions de GES de la collectivité montréalaise 2013-2020* , dans la lutte contre les changements climatiques avec le *Plan d'adaptation aux changements climatiques de l'agglomération de Montréal 2015-2020* et finalement dans l'atteinte de la carboneutralité du parc immobilier montréalais suite à la signature par la Ville de déclaration pour des bâtiments carbone zéro du C40.
L'un des engagements du plan du SGPI vise à faire appel à la technologie et l'innovation. La géothermie représente l'une des approches préconisées dans cette catégorie pour diminuer la consommation énergétique dans les immeubles de la Ville. En raison des limites de la technologie actuelle, dite conventionnelle et en boucle fermée, l'implantation de plusieurs puits requiert une superficie de terrain suffisamment grande pour les accueillir. L'espace bâti occupe souvent la majorité du terrain qui, associé à d'autres contraintes plus spécifiques selon les cas, limite l'implantation de la technologie actuelle. Une alternative prometteuse est la géothermie en boucle ouverte avec puits à colonne permanente (PCP); définie comme technologie non conventionnelle, elle a un fort potentiel d'intégration aux bâtiments déjà construits dans un milieu urbain très dense comme Montréal.

Le projet pilote propose l'implantation d'un puits à colonne permanente (PCP) pour de la géothermie non conventionnelle sur le site du Centre Père-Marquette (0110) dans l'arrondissement Rosemont-La Petite-Patrie en partenariat avec l'école Polytechnique de

Montréal.

En septembre 2018, un bon de commande a été émis afin de mandater l'école Polytechnique de Montréal, pour l'octroi d'un contrat de réalisation d'une étude de mise en œuvre de la géothermie non conventionnelle en vue d'un projet pilote en énergie non conventionnelle comprenant l'identification des besoins, des ressources et du potentiel d'intégration ainsi que la validation du budget de l'essai pilote. Suite aux résultats de cette étude, il a été décidé de réaliser un projet pilote d'implantation d'un puits à colonne permanente (PCP) pour de la géothermie non conventionnelle sur le site du Centre Père-Marquette (0110).

De son côté, le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) a lancé un appel à projets du programme Climat municipalités – Phase 2. Offrant ainsi du financement pour la réalisation de projets pilotes permettant aux organismes municipaux de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) ou de s'adapter aux impacts grandissants des changements climatiques. Le gouvernement souhaite favoriser l'émergence de nouvelles solutions qui pourront ensuite être reprises par un maximum de municipalités, de manière à faire progresser la lutte contre les changements climatiques à travers le Québec. Le **Volet 2** de ce programme intitulé : "**Réalisation de projets pilotes**" est destiné la réalisation de projets pilotes permettant l'expérimentation de techniques (infrastructures vertes, aménagements résilients et technologies vertes) ou d'innovations sociales visant la lutte contre les changements climatiques.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Non applicable.

DESCRIPTION

L'aide financière accordée par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) est modulée en fonction du coût réel des travaux et est limitée à 75 % des dépenses admissibles pour ce projet pilote.

JUSTIFICATION

Le Service de la gestion et de la planification immobilière doit obtenir l'aval du Conseil Municipal afin de déposer cette demande d'aide financière au ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant de l'aide financière demandé est estimé à 215 000,00 $ basé sur une valeur du coût total des travaux à 285 000,00 $.
Le montant non couvert par la subvention est disponible au budget de fonctionnement du SGPI.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'aide financière obtenue contribuera à confirmer que la géothermie non conventionnelle est un moteur stratégique dans le développement durable pour la collectivité avec une réduction de la consommation énergétique, une réduction des émissions de GES lors de l'exploitation et aussi avec une faible empreinte environnementale tout au long du cycle de vie de l'installation.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'aide financière obtenue contribue à soutenir le SGPI dans son plan de réduction des GES et de la consommation énergétique. De plus, cette aide permettra le développement d'une nouvelle filière de géothermie non conventionnelle au SGPI pouvant être reproduite sur le territoire de la Ville.
Également, l'aide financière obtenue va permettre la signature d'une entente avec un OBNL (l'école Polytechnique de Montréal) pour l'installation et l'opération de l'unité de recherche de géothermie (URG) avec l'option de suivi des biogaz.

Finalement, l'implantation d'un système de géothermie non conventionnelle au Centre Père-Marquette viendra assurément bonifier le projet de rénovations majeures prévu en 2022.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Non applicable.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas de stratégie de communication en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Obtention de l'aval du conseil municipal pour déposer la demande d'aide financière : 15 juin 2020
Envoi de la demande d'aide financière au MELCC: au plus tard le 10 juillet 2020.

Production par le MELCC d'une Lettre d'attribution de l'aide financière signée par la ministre qui confirme l'accord du ministère à l'égard de la demande : délai d'un mois après l'adoption.

Approbation et signature d'un protocole d'entente qui officialisera le tout : d'ici quelques mois.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Félix CHAMPAGNE-PICOTTE, Rosemont - La Petite-Patrie

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Pierre-Luc HALPIN-BENOIT
Concepteur des aménagements - Immeubles

Tél : 514 872-0613
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-14

Erlend LAMBERT
Chef de division

Tél : 514 872-8634
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers
Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2020-05-14

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

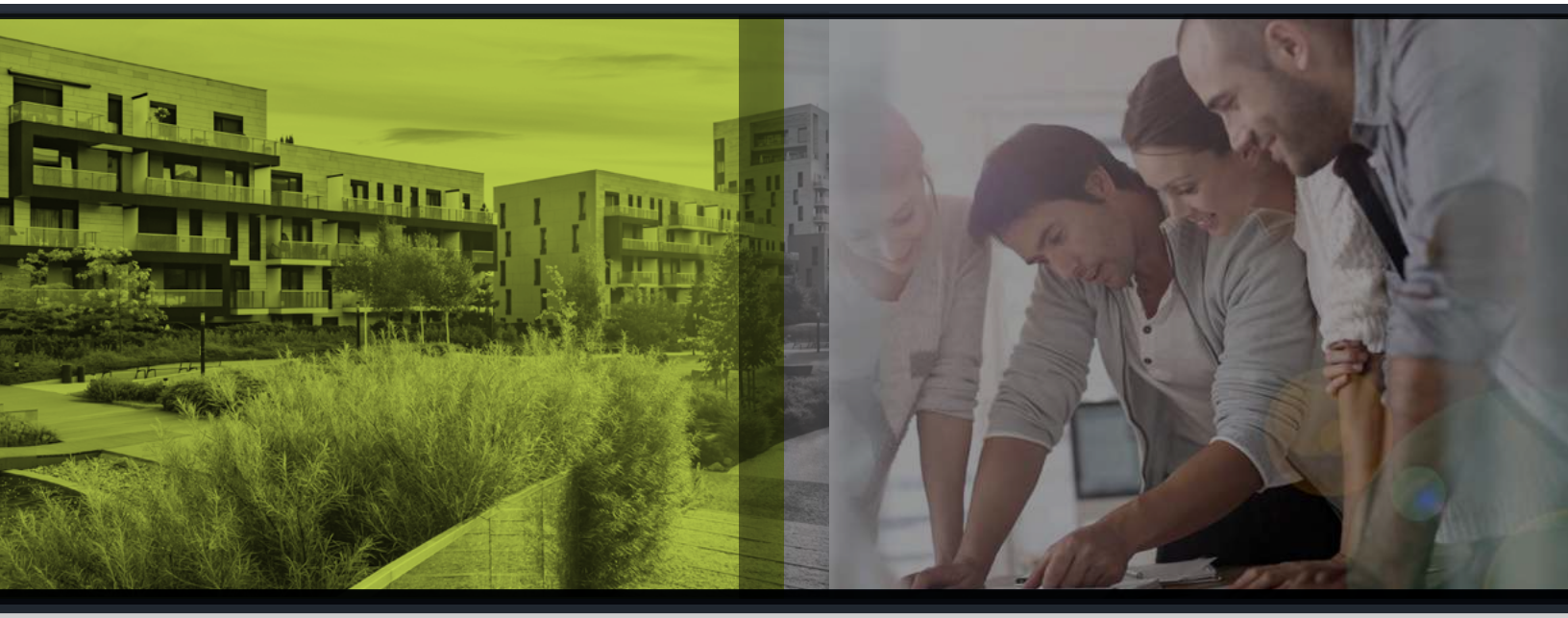
Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2020-05-19

Fondsvert

PROGRAMME

Climatmunicipalités

PHASE 2



Un programme

du Plan d'action 2013-2020

sur les changements climatiques

CADRE NORMATIF – 2018

Québec

COORDINATION ET RÉDACTION

Cette publication a été réalisée par la Direction des programmes et de la mobilisation du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC). Elle a été produite par la Direction des communications du MELCC.

Téléphone : 418 521-3830
1 800 561-1616 (sans frais)
Télécopieur : 418 646-5974
Internet : www.environnement.gouv.qc.ca
Document disponible sur notre site Web :
Formulaire : www.environnement.gouv.qc.ca/formulaires/renseignements.asp

POUR OBTENIR DE L'INFORMATION SUR LE PROGRAMME OU UN EXEMPLAIRE DU DOCUMENT

Direction des programmes et de la mobilisation
Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
675, boul. René-Lévesque Est, 6e étage, boîte 31
Québec (Québec) G1R 5V7
Téléphone : 418 521-3878
Ou visitez notre site Web :
www.environnement.gouv.qc.ca/programmes/climat-municipalites2

RÉFÉRENCE À CITER

Programme Climat municipalités-Phase 2 – Programme mis en œuvre dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques, Cadre normatif – 2018. 20 pages, [en ligne].
http://www.environnement.gouv.qc.ca/programmes/climat-municipalites2/cadre-normatif.pdf

Dépôt légal – 2018
Bibliothèque et Archives nationales du Québec

ISBN : 978-2-550-81703-1 (PDF)

Tous droits réservés pour tous les pays.
© Gouvernement du Québec - 2018

Table des matières

1. Définitions 5
2. Raison d'être et contexte 7
3. Objectif général 8
4. Généralités 8
5. Description des volets du Programme 8
   - 5.1 Volet 1 : Soutien à la préparation de projets de lutte contre les changements climatiques 8
     - 5.1.1 Objectif spécifique 8
     - 5.1.2 Budget 8
     - 5.1.3 Requérant admissible et non admissible 8
     - 5.1.4 Demandes admissibles 9
     - 5.1.5 Demandes non admissibles 9
     - 5.1.6 Durée du projet 9
     - 5.1.7 Aide financière 9
     - 5.1.8 Dépenses admissibles 10
     - 5.1.9 Dépenses non admissibles 10
   - 5.2 Volet 2 : Soutien aux projets pilotes de lutte contre les changements climatiques 11
     - 5.2.1 Objectif spécifique 11
     - 5.2.2 Budget 11
     - 5.2.3 Requérant admissible et non admissible 11
     - 5.2.4 Projets admissibles 11
     - 5.2.5 Projets non admissibles 12
     - 5.2.6 Durée du projet 12
     - 5.2.7 Aide financière 12
     - 5.2.8 Dépenses admissibles 12
     - 5.2.9 Dépenses non admissibles 13
6. Présentation d'une demande d'aide financière 14
7. Procédures de sélection des projets 14
   - 7.1 Volet 1 – Processus de réception et d'évaluation des demandes en continu 14
   - 7.2 Volet 2 – Appel à projets 14
8. Reddition de comptes et suivi des projets 15
   - 8.1 Réduction des émissions de GES 15
   - 8.2 Résilience et adaptation aux changements climatiques 16
9. Conditions générales 16
10. Évaluation du Programme 16

1. Définitions

Les mots définis dans la présente section sont en gras dans le texte. Dans le présent programme, ils ont le sens que leur donnent les définitions suivantes :

Adaptation : Toute action qui réduit les impacts négatifs des changements climatiques ou qui permet de tirer profit des nouvelles occasions qui en découlent.

Aléa : Phénomène, manifestation physique ou activité humaine susceptible d'occasionner des pertes en vies humaines ou des blessures, des dommages aux biens, des perturbations sociales et économiques ou une dégradation de l'environnement (chaque aléa est entre autres caractérisé en un point donné par une probabilité d'occurrence et une intensité donnée).

Comité de sélection : Regroupement d'au moins quatre personnes, dont au moins un expert externe au ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC), responsable d'analyser les projets admissibles reçus dans le cadre d'appels à projets et de formuler des recommandations à la ministre.

Communauté autochtone : Regroupement autochtone, désigné comme conseil de bande au sens de la Loi sur les Indiens (L.R.C. [1985], ch. I-5), et se rattachant à l'une des onze nations autochtones reconnues par l'Assemblée nationale et le gouvernement du Québec. Des communautés d'une nation pourraient mandater un conseil tribal, pour les représenter, par une résolution des conseils de bande concernés.

Convention d'aide financière : Entente signée entre la ministre et le requérant relativement au projet retenu. La convention d'aide financière définit notamment les livrables attendus, les conditions de mise en œuvre du projet, les conditions de versement de l'aide financière et de résiliation de l'entente, la reddition de comptes exigée, les indicateurs de suivi et les données requises à cette fin.

Gaz à effet de serre (GES) : Les GES comprennent le dioxyde de carbone (CO_2), le méthane (CH_4), l'oxyde nitreux (N_2O), les hydrofluorocarbones (HFC), les hydrocarbures perfluorés (PFC) et l'hexafluorure de soufre (SF_6). Les émissions de GES peuvent être inhérentes aux activités propres à chaque organisme municipal (bâtiments, équipements motorisés, traitement des eaux usées, etc.) ou liées à des activités, réalisées sur le territoire de la collectivité, sur lesquelles l'organisme municipal exerce une influence (ex. : matières résiduelles et transport routier).

Infrastructures et aménagements résilients : Infrastructures et aménagements qui, par leur conception, permettent à une communauté de s'adapter et d'être plus résiliente aux impacts des changements climatiques, tels qu'un espace public conçu pour être inondable où les usages récréatifs intègreraient des dispositifs de résistance, de tamponnage ou d'évacuation des eaux. Certaines infrastructures et certains aménagements résilients sont également considérés comme des infrastructures vertes.

Infrastructures vertes : Les infrastructures vertes représentent une approche stratégique de verdissement et d'écologisation des villes. Elles peuvent être définies comme un réseau interconnecté d'espaces verts, comprenant des zones naturelles et semi-naturelles dispersées dans une région métropolitaine, qui permet d'assurer le fonctionnement des écosystèmes et le maintien des bénéfices qu'ils fournissent aux populations humaines. Parmi les infrastructures vertes, on trouve également des solutions de type « naturel » : les toits et les murs végétalisés, les jardins pluviaux, les bassins de biorétention et les revêtements perméables.

Innovation sociale : Nouvelle idée, nouvelle approche ou nouvelle intervention, nouveau service, nouveau produit, nouvelle loi ou nouveau type d'organisation qui répond plus adéquatement et plus durablement que les solutions existantes à un besoin social bien défini; solution adoptée par une institution, une organisation ou une communauté et qui produit un bénéfice mesurable pour la collectivité et non seulement pour certains individus. La portée d'une innovation sociale est transformatrice et systémique.

Lettre d'attribution de l'aide financière : Lettre de la ministre au requérant annonçant l'acceptation du projet et l'aide financière accordée.

Mission d'examen comptable : Examen des états financiers, effectuée par un comptable professionnel agréé (CPA), permettant de déterminer s'ils sont plausibles. La mission d'examen s'appuie sur des demandes d'information, des procédures analytiques et des entretiens portant sur les renseignements fournis par la personne morale au CPA.

Organisme municipal (OM) : Une municipalité locale (municipalité, ville, village, paroisse, canton, cantons unis, village nordique, village cri ou village naskapi), un arrondissement de la ville de Montréal, une agglomération, une municipalité régionale de comté (MRC), une communauté métropolitaine, une régie intermunicipale, le gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James, l'Administration régionale Kativik, le gouvernement de la nation crie ou une **communauté autochtone**.

Outils d'intervention, de planification et de réglementation : Les outils d'intervention permettent de soutenir directement la construction, l'entretien ou l'administration d'équipements, d'infrastructures ou de services publics, ou encore d'encourager les propriétaires à construire, à rénover et à aménager leurs terrains ou leurs bâtiments. Les outils d'intervention servent à l'aménagement du territoire ou au développement économique, social et culturel. Les outils en matière de planification permettent de planifier l'aménagement du territoire d'une municipalité, d'une MRC ou d'une communauté métropolitaine. Les outils en matière de réglementation permettent de fixer des règles, des normes et des critères d'évaluation pour encadrer les constructions et l'usage des bâtiments et des terrains sur le territoire.

Participant au Programme : Requérant à qui la ministre a transmis une lettre d'attribution d'aide financière à la suite de l'acceptation de son projet.

Principes comptables généralement reconnus (PCGR) : Ensemble de normes comptables qui font autorité en matière d'information financière. Elles précisent de quelle façon les opérations et autres événements doivent être constatés, mesurés, présentés et communiqués dans les états financiers afin de fournir de l'information financière utile à la prise de décision. Les normes comptables proviennent de différents référentiels d'information financière.

Réduction des émissions de GES : Résultat du calcul de la différence entre les émissions de GES déclarées dans un scénario de référence et les émissions attendues ou obtenues après la mise en œuvre d'un projet ou d'une mesure visant leur réduction.

Renforcement des capacités : Moyens par lesquels les compétences, l'expérience, les techniques et la capacité de gestion sont développées au sein d'une organisation, souvent à travers une assistance technique, de la formation à court ou à long terme et des intrants technologiques spécialisés.

Requérant : Organisme municipal qui soumet un projet afin d'obtenir une aide financière en vertu du présent Programme.

Résilience : Aptitude d'un système, d'une collectivité ou d'une société potentiellement exposés à des aléas à s'adapter, en résistant ou en changeant, en vue d'établir et de maintenir des structures et un niveau de fonctionnement acceptables.

Techniques : Pratiques, technologies propres éprouvées, infrastructures et aménagements résilients et infrastructures vertes.

Technologie éprouvée : Technologie dont la valeur a été démontrée, qui est reconnue ou dont la propriété intellectuelle est protégée par un brevet, une marque de commerce, un droit d'auteur ou un dessin industriel.

Technologie propre : Bien, service, équipement, matériau, composé ou procédé visant la production d'énergie à partir de sources renouvelables, l'optimisation de la consommation des ressources ou la réduction des impacts négatifs de divers types d'activités sur l'environnement.



2. Raison d'être et contexte

Selon le plus récent inventaire des émissions de GES du Québec, les transports, l'industrie, les secteurs résidentiel, commercial et institutionnel et, finalement, les déchets, sont les quatre secteurs d'activité qui produisent le plus d'émissions, par ordre d'importance. Tous ces secteurs peuvent être influencés, à divers degrés, par des interventions municipales. L'aménagement du territoire, notamment, a un impact déterminant sur le déplacement des personnes, qui est la principale cause des émissions de GES dans le transport routier. Ainsi, les municipalités influeraient sur environ la moitié des émissions totales de GES.

Par ailleurs, les collectivités sont des intervenants de première ligne sur lesquels nous pouvons compter pour faire face aux impacts des changements climatiques, nous y adapter, gérer les risques qu'ils présentent ou mettre en œuvre des actions favorisant une plus grande **résilience** du milieu.

Par conséquent, les organismes municipaux (OM) sont les gouvernements de proximité qui peuvent agir à la fois sur les émissions de GES et sur l'**adaptation** aux changements climatiques. Ils sont des partenaires incontournables du gouvernement dans la lutte contre les changements climatiques (PACC 2013-2020). Toutefois, le manque de ressources financières et humaines semble un frein non négligeable à la réalisation de projets de lutte contre les changements climatiques.

Le programme Climat municipalités - Phase 2, ci-après appelé le « Programme », est donc mis en œuvre pour faire émerger dans les OM des projets concrets et reproductibles de lutte contre les changements climatiques, et ce, dans un effort de continuité avec la démarche amorcée avec la première phase du programme Climat municipalités, financé dans le cadre du Plan d'action 2006-2012 sur les changements climatiques. Cette première phase du Programme a permis à 253 organismes municipaux de réaliser un premier inventaire de leurs émissions de GES, d'élaborer un plan d'action visant à les réduire et, dans quelques cas, d'élaborer un plan d'**adaptation** aux changements climatiques.

Le programme Climat municipalités - Phase 2 est financé par le Fonds vert par l'entremise du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques (PACC 2013-2020), dont la priorité 2 est de « soutenir les municipalités et les collectivités dans leurs initiatives de **réduction des émissions de GES**, d'**adaptation** aux changements climatiques et d'aménagement durable du territoire ».

3. Objectif général

Le Programme a comme objectif général de favoriser la participation des organismes municipaux à la lutte contre les changements climatiques. Il vise à mettre à l'essai et à diffuser des solutions **techniques** ou sociales qui contribueront à réduire les émissions de GES des collectivités ou à augmenter leur **résilience** aux changements climatiques. Il vise également le **renforcement des capacités** à travers les activités soutenues dans le cadre des projets.

4. Généralités

Le Programme comporte deux volets :

- Volet 1 – Soutien à la préparation de projets de lutte contre les changements climatiques;
- Volet 2 – Soutien aux projets pilotes de lutte contre les changements climatiques.

Il entre en vigueur à la date de son approbation par le Conseil du trésor et il prend fin le 31 décembre 2020.

Le Programme est doté d'un budget global de 40 M$ provenant du Fonds vert, y compris les frais liés à sa gestion. Ce budget est conditionnel à la disponibilité des fonds.

5. Description des volets du Programme

5.1 VOLET 1 : SOUTIEN À LA PRÉPARATION DE PROJETS DE LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

5.1.1 Objectif spécifique

Ce volet vise à lever des freins à la mise en œuvre de projets de lutte contre les changements climatiques dans les collectivités en documentant leurs conditions de réalisation.

5.1.2 Budget

Ce volet est doté d'un budget total de 5 M$.

5.1.3 Requérant admissible et non admissible

Pour être admissible, un **requérant** doit être un organisme municipal québécois tel que défini à la section 1 (« Définitions ») du présent cadre normatif.

Un organisme municipal peut faire une demande pour un groupe d'organismes municipaux. Toutefois, l'aide financière est accordée à un organisme municipal unique, désigné comme responsable du projet. Pour la réalisation du projet, l'organisme municipal doit s'engager à obtenir une résolution des conseils présents sur le territoire (conseil municipal, conseil de bande, etc.) ou une résolution de son comité exécutif, conformément aux dispositions prévues dans la convention d'aide financière.

N'est pas admissible au Programme, tout **requérant** qui se trouve lui-même ou qui a un partenaire, dans le cadre du projet soumis, qui se trouve dans l'un des cas suivants :

- Il est en situation de faillite, de liquidation ou de dissolution;
- Il est inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA).

5.1.4 Demandes admissibles

Les demandes admissibles doivent permettre d'apporter un éclairage sur le contexte, les conditions de succès, les parties prenantes, les « opportunités », les coûts, les avantages et les variantes possibles d'un projet, ou permettre de détailler les paramètres de ce projet avant sa concrétisation.

Sont admissibles les études portant sur des projets spécifiques de lutte contre les changements climatiques :

- Les études de faisabilité;
- Les analyses coûts-avantages;
- Toute autre étude ou démarche de préparation jugée pertinente au regard des présentes normes, en vue de la réalisation d'un projet.

Les demandes peuvent viser les activités directement sous la responsabilité de la municipalité, ou les activités de la collectivité. Les études, analyses ou plans doivent permettre à l'organisme municipal une prise de décision éclairée ou la réalisation d'actions mieux ancrées dans le milieu. Les projets de lutte contre les changements climatiques visés par les demandes au volet 1 doivent s'inscrire dans les priorités de l'organisme municipal. Pour les projets d'**adaptation**, l'organisme municipal doit connaître au préalable les risques et vulnérabilités de son milieu face aux impacts des changements climatiques et démontrer en quoi le projet présenté répond à une priorité découlant de cette analyse. Pour les projets de réduction d'émissions de GES, l'organisme municipal doit connaître les secteurs d'émissions dont il a la responsabilité et démontrer en quoi le projet présenté répond à une priorité découlant de cette analyse. De plus, ces projets doivent correspondre aux objectifs du Programme.

Par ailleurs, le projet qui a fait l'objet d'une demande doit :

- Être entièrement réalisé au Québec;
- Respecter les règles du Programme.

5.1.5 Demandes non admissibles

Une demande n'est pas admissible si :

- Elle porte sur une technique qui en est au stade de preuve de concept ou de validation ;
- Elle vise la création d'une fondation ou la recherche de commandites;
- Elle est financée par un autre programme du PACC 2013-2020;
- Elle constitue un projet de recherche;
- Elle constitue une activité régulière de l'OM ou une activité à caractère récurrent;
- Elle se substitue aux responsabilités ou aux devoirs conférés aux OM par les ministères et organismes du gouvernement du Québec et du gouvernement fédéral;
- Elle a déjà commencé lors de la présentation d'une demande d'aide au Programme.

5.1.6 Durée du projet

Le projet doit être réalisé à l'intérieur d'un délai n'excédant pas un (1) an après la date d'entrée en vigueur de la convention d'aide financière.

5.1.7 Aide financière

L'aide financière allouée sous forme de subvention est d'un maximum de 50 000 $ par projet. L'aide financière est limitée à 75 % des dépenses admissibles du projet et ne peut être combinée à une aide financière provenant d'un autre programme du PACC 2013-2020.

L'aide financière peut être cumulée avec celle de programmes complémentaires offerts par des ministères ou organismes gouvernementaux (provinciaux ou fédéraux), à l'exception des programmes découlant du PACC 2013-2020. Le cumul des différents montants d'aide financière obtenus dans le cadre de mesures de ministères ou d'organismes gouvernementaux (fédéraux et provinciaux) ne doit pas excéder 75 % des dépenses admissibles du projet.

Les contributions du milieu doivent représenter un minimum de 25 % des dépenses admissibles. Ces contributions peuvent comprendre celle de l'organisme municipal qui présente le projet et celle de ses partenaires, mais elles excluent celles qui proviennent de fonds publics des gouvernements fédéral et provincial. Les contributions peuvent être constituées de ressources matérielles, humaines (y compris la main-d'œuvre bénévole) ou financières.

Les modalités de versement de l'aide financière à ce volet sont les suivantes :

- Un premier versement équivalant à 50 % du montant de l'aide financière, au plus tard trente (30) jours après la signature de la convention par les parties;
- Un second et dernier versement équivalant à 50 % du montant de l'aide financière, au plus tard trente (30) jours après la réception et l'acceptation, par la ministre, du rapport final.

5.1.8 Dépenses admissibles

Les dépenses admissibles sont les dépenses nécessaires et directement liées à la réalisation du projet :

- La rémunération du personnel associé à la réalisation du projet, y compris les charges sociales;
- Les dépenses associées aux activités de communication, notamment la diffusion et la publication des résultats du projet qui a fait l'objet d'une demande;
- Les honoraires professionnels versés à une personne morale pour une tâche ou un service particuliers;
- Les honoraires professionnels d'un vérificateur externe chargé de réaliser une **mission d'examen** liée au projet qui a fait l'objet d'une demande;
- Les frais d'administration justifiés, liés directement au projet, jusqu'à concurrence de 10 % de l'aide financière (supervision du projet, soutien administratif, comptabilité, paie, location de locaux, papeterie, services postaux, téléphonie, etc.);
- Les frais de transport, de repas et d'hébergement à l'intérieur du Québec, lorsqu'ils sont nécessaires à la réalisation du projet.

La ministre se réserve le droit de refuser toute dépense qu'elle considère comme non pertinente pour la réalisation du projet ou pour l'atteinte des objectifs du Programme.

5.1.9 Dépenses non admissibles

Les dépenses qui ne sont pas nécessaires ni directement liées à la réalisation des activités du projet ne sont pas admissibles :

- Les frais engagés avant la confirmation de l'aide financière accordée et après la fin de la période couverte par la convention d'aide financière;
- La rémunération du personnel régulie de l'organisme pour la réalisation des activités courantes;
- Les dépenses liées à la communication ou à la promotion des activités courantes de l'organisme;
- Les dépenses d'immobilisation, par exemple les frais relatifs à l'aménagement d'infrastructures, à l'acquisition de matériel roulant ou d'immeubles ou à la rénovation de bâtiments;
- Les frais de déplacement et les autres dépenses engagées à l'extérieur du Québec;
- Les frais d'administration liés aux activités courantes de l'organisme ou à son fonctionnement général;
- Les frais concernant les autorisations environnementales;
- La portion des taxes pour laquelle le bénéficiaire de l'aide financière a droit à un crédit de taxes sur les intrants (CTI), à un remboursement de taxes sur les intrants (RTI), à un remboursement, à une exemption ou à une exonération de la TPS ou de la TVQ.

5.2 VOLET 2 : SOUTIEN AUX PROJETS PILOTES DE LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

5.2.1 Objectif spécifique

Le volet 2 vise à faciliter la mise en œuvre de projets de lutte contre les changements climatiques dans les collectivités par l'expérimentation de solutions **techniques** ou sociales dans un milieu local.

5.2.2 Budget

Ce volet est doté d'une enveloppe de 35 M$.

5.2.3 Requérant admissible et non admissible

Pour être admissible, un **requérant** doit être un organisme municipal québécois tel que défini à la section 1 (« Définitions ») du présent cadre normatif.

Un organisme municipal peut faire une demande pour un groupe d'organismes municipaux. Toutefois, l'aide financière est accordée à un organisme municipal unique, désigné comme responsable du projet. Pour la réalisation du projet, l'organisme municipal doit s'engager à obtenir une résolution des conseils présents sur le territoire (conseil municipal, conseil de bande, etc.) ou une résolution de son comité exécutif, conformément aux dispositions prévues dans la convention d'aide financière.

N'est pas admissible à participer au Programme, tout **requérant** qui se trouve lui-même ou qui compte un partenaire, dans le cadre du projet soumis, qui se trouve dans l'un des cas suivants :

- Il est en situation de faillite, de liquidation ou de dissolution;
- Il est inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA).

5.2.4 Projets admissibles

Pour être admissible, un projet pilote doit :

- Permettre l'expérimentation de **techniques** ou d'**innovations sociales** visant la lutte contre les changements climatiques;
- Démontrer un potentiel à réduire les émissions de GES de la collectivité ou à rendre la collectivité plus résiliente quant aux impacts des changements climatiques;
- Être réalisé dans un but de démonstration et de développement des connaissances;
- Démontrer une mobilisation de l'organisme municipal ou du milieu (ex. : collaboration avec les employés, les entreprises, les organisations du milieu appartenant au domaine visé ou avec les citoyens);
- Être lié aux priorités de l'organisme municipal en matière de lutte contre les changements climatiques;
- Pour les projets d'**adaptation**, l'organisme municipal doit connaître au préalable les risques et vulnérabilités du milieu face aux impacts des changements climatiques et démontrer en quoi le projet présenté répond à une priorité découlant de cette analyse;
- Être entièrement réalisé au Québec;
- Respecter les règles du Programme et celles de l'appel à projets.

Lorsque cela sera nécessaire, l'organisme municipal devra se conformer à la Loi sur la qualité de l'environnement et obtenir les certificats d'autorisation requis.

Secteurs d'activité

Dans le cadre de chacun des appels à projets, la ministre établira des secteurs prioritaires. Tant en matière de réduction qu'en matière d'**adaptation**, les projets pourront notamment porter sur la mobilité durable, le transport actif, l'économie circulaire, l'eau et les zones riveraines, l'agriculture, l'alimentation, l'aménagement du territoire, la consommation et la production énergétiques, les écosystèmes et la biodiversité, l'environnement bâti, l'environnement nordique, la santé ou le tourisme.

5.2.5 Projets non admissibles

Un projet n'est pas admissible s'il :

- Concerne une pratique qui en est au stade de preuve de concept ou de validation ;
- Vise une technologie ou une pratique qui en est au stade de preuve de concept ou de démonstration[1];
- Constitue un projet de recherche;
- Vise la création d'une fondation ou la recherche de commandites;
- Est financé par un autre programme du PACC 2013-2020;
- Constitue une activité régulière de l'OM ou une activité à caractère récurrent;
- Se substitue aux responsabilités ou aux devoirs conférés par les ministères et les organismes du gouvernement du Québec et du gouvernement fédéral;
- A déjà débuté lors de la présentation d'une demande d'aide au Programme.

5.2.6 Durée du projet

Le projet doit être réalisé à l'intérieur d'un délai n'excédant pas trois (3) ans.

5.2.7 Aide financière

L'aide financière allouée, sous forme de subvention, est d'un maximum de 1 M$ par projet. L'aide financière est limitée à 75 % des dépenses admissibles. L'aide financière liée à l'acquisition, à la location ou à l'implantation de solutions **techniques** est limitée à 50 % de l'aide totale.

L'aide financière peut être cumulée avec celle de programmes complémentaires offerts par des ministères ou organismes gouvernementaux (provinciaux ou fédéraux), à l'exception des programmes découlant du PACC 2013-2020. Le cumul des différents montants d'aide financière obtenus dans le cadre de mesures de ministères ou d'organismes gouvernementaux (fédéraux et provinciaux) ne doit pas excéder 75 % des dépenses admissibles du projet.

Les contributions du milieu doivent représenter un minimum de 25 % des dépenses admissibles. Ces contributions peuvent comprendre celle de l'organisme municipal qui présente le projet et celle de ses partenaires, mais elles excluent celles qui proviennent de fonds publics des gouvernements fédéral et provincial. Les contributions peuvent être constituées de ressources matérielles, humaines (y compris la main-d'œuvre bénévole) ou financières.

Les modalités de versement de l'aide financière à ce volet sont les suivantes :

- Un premier versement équivalant à 25 % du montant de l'aide financière, au plus tard trente (30) jours après la signature de la convention par les parties;
- Des versements dont les montants additionnés équivalent à 50 % du montant de l'aide financière, répartis en fonction de la durée du projet, au plus tard trente (30) jours après la réception et l'acceptation par la ministre de chacun des rapports d'étape annuels exigés présentant l'état de la mise en œuvre du projet;
- Un dernier versement équivalant à 25 % du montant de l'aide financière, au plus tard soixante (60) jours après la réception et l'acceptation par la ministre du rapport final.

1. En référence à l'échelle de niveau de maturité technologique (NMT). Le projet doit se situer minimalement au niveau 8 ou 9 de l'échelle, soit « système réel achevé et qualifié au moyen d'essais et de démonstrations » ou « système réel éprouvé lors d'opérations réussies en cours de mission ». https://www.ic.gc.ca/eic/site/ito-oti.nsf/fra/00849.html

5.2.8 Dépenses admissibles

Les dépenses admissibles sont les dépenses nécessaires et directement liées à la réalisation du projet :

- La rémunération du personnel associé à la réalisation du projet, y compris les charges sociales;
- Les dépenses liées à la réalisation, au fonctionnement et au suivi du projet;
- Les dépenses associées aux activités de communication ou de promotion, notamment la diffusion, la publication et la publicité, qui sont directement liées au projet;
- Les honoraires professionnels versés à une personne morale pour une tâche ou un service particuliers;
- Les honoraires professionnels d'un vérificateur externe chargé de réaliser une **mission d'examen comptable**;
- Les frais liés à des activités de concertation (mobilisation, consultation, etc.) avec les acteurs du milieu, parties prenantes et citoyens;
- Les coûts d'acquisition ou de location d'équipements, de **technologies propres éprouvées, d'infrastructures et aménagements verts** et d'**infrastructures et aménagements résilients**, limités à 50 % de l'aide financière totale accordée;
- Les coûts de formation directement liés au projet;
- Les frais de transport, de repas et d'hébergement à l'intérieur du Québec, lorsqu'ils sont nécessaires à la réalisation du projet;
- Les frais d'administration justifiés liés directement au projet, jusqu'à concurrence de 10 % de l'aide financière (supervision du projet, soutien administratif, comptabilité, paie, location de locaux, papeterie, services postaux, téléphonie, etc.).

Les frais de suivi et d'évaluation du projet ne peuvent dépasser 10 % du total des dépenses d'activités du projet.

La ministre se réserve le droit de refuser toute dépense qu'elle considère comme non pertinente pour la réalisation du projet ou pour l'atteinte des objectifs du Programme.

5.2.9 Dépenses non admissibles

Les dépenses qui ne sont pas nécessaires ni directement liées à la réalisation des activités du projet ne sont pas admissibles, soit :

- Les frais engagés avant la confirmation de l'aide financière accordée et après la fin de la période couverte par la convention d'aide financière;
- La rémunération du personnel régulier de l'organisme pour la réalisation des activités courantes;
- Les dépenses liées à la communication ou à la promotion des activités courantes de l'organisme;
- Les frais d'acquisition de véhicules roulants ou d'immeubles ou les frais de rénovation de bâtiments;
- Les frais de déplacement et les autres dépenses engagées à l'extérieur du Québec;
- Les frais d'administration liés aux activités courantes de l'organisme ou à son fonctionnement général;
- Les frais concernant les autorisations environnementales;
- La portion des taxes pour laquelle le bénéficiaire de l'aide financière a droit à un crédit de taxes sur les intrants (CTI), à un remboursement de taxes sur les intrants (RTI), à un remboursement, à une exemption ou à une exonération de la TPS ou de la TVQ.

6. Présentation d'une demande d'aide financière

Au volet 1, un **requérant** peut obtenir une aide financière pour un seul projet. Au volet 2, un **requérant** peut déposer un projet par appel à projets.

La demande doit inclure les documents suivants :

- Le formulaire de présentation de projet dont tous les onglets sont dûment remplis; un guide d'accompagnement du demandeur est intégré au formulaire;
- Une résolution confirmant que la demande soumise au programme Climat municipalités – Phase 2 est autorisée par le conseil représentant le **requérant** (conseil municipal, conseil de la MRC, conseil de bande, etc.) et que celui-ci s'engage à payer sa part des coûts admissibles;
- Les lettres des partenaires décrivant leur engagement envers le projet et précisant le montant ou la nature de leur contribution, le cas échéant.

Les dates de dépôt des demandes d'aide financière sont précisées dans les appels à projets.

Les documents et renseignements liés à la présentation des demandes d'aide financière, tels que les formulaires à remplir et les dates de dépôt, seront précisés sur le site Web du Ministère : www.environnement.gouv.qc.ca.

7. Procédures de sélection des projets

7.1 VOLET 1 – PROCESSUS DE RÉCEPTION ET D'ÉVALUATION DES DEMANDES EN CONTINU

Les demandes à ce volet sont reçues et évaluées de manière continue jusqu'à l'épuisement de l'enveloppe prévue annuellement. Dans le cadre du volet 1, l'admissibilité des **requérants** et des projets soumis fait d'abord l'objet d'une vérification, à la suite de quoi, une sélection des projets est effectuée sur la base des critères précisés à l'annexe 1. La ministre entérine le montant de l'aide financière accordée et les conditions de versement pour chaque projet et fait parvenir une lettre au **requérant** pour les lui confirmer. La ministre annonce la fermeture du volet lorsque le budget est épuisé.

7.2 VOLET 2 – APPEL À PROJETS

La ministre sollicite les propositions par appels à projets. Le volet 2 fera l'objet d'un premier appel à projets au plus tard trois (3) mois après le lancement du Programme, puis d'un appel à projets par année jusqu'à la fin de ce dernier. Les projets soumis au volet 2 font l'objet d'une analyse, selon les étapes suivantes :

- Vérification de l'admissibilité de l'organisation et du projet : l'analyse de l'admissibilité des organisations et des projets soumis est faite sur la base des critères mentionnés précédemment et dans l'appel à projets;
- Analyse des projets : les projets admissibles sont analysés par un **comité de sélection** qui a pour tâches de classer, en fonction des résultats de l'analyse basée sur les grilles d'évaluation, l'ensemble des propositions et de faire des recommandations à la ministre quant à ceux qui devraient recevoir un appui financier dans le cadre du Programme. Les projets sont évalués sur la base de critères dont les détails et la pondération sont publiés à chaque appel à projets. Au besoin, le Ministère peut solliciter l'avis d'experts autres que les membres du **comité de sélection**. La grille d'analyse des projets, y compris les détails et la pondération, est présentée à l'annexe 2 des présentes normes;



- Approbation ministérielle : les recommandations du **comité de sélection** sont transmises aux autorités du Ministère pour approbation. La ministre entérine le montant de l'aide financière accordée et les conditions de versement pour chaque projet et fait parvenir une lettre au **requérant** pour les lui confirmer. La ministre se réserve le droit de limiter le nombre de projets acceptés afin de respecter l'enveloppe budgétaire et les montants disponibles dans le Fonds vert.

Le projet doit respecter les règles du Programme et celles de l'appel à projets. Dans le cadre de l'appel à projets, le Ministère se réserve le droit d'établir des priorités parmi les secteurs d'activité présentés à la section 5.2.4. Il se réserve également le droit d'annuler un appel à projets ou de lancer un appel à projets supplémentaire au cours de la durée du Programme.

8. Reddition de comptes et suivi des projets

Les versements de l'aide financière sont conditionnels au respect des exigences de suivi et de reddition de comptes établies dans les présentes normes du Programme ainsi que dans la convention d'aide financière signée par la ministre et l'organisation dont le projet a été retenu.

De façon générale, les exigences de reddition de comptes incluent la production d'un plan de suivi et d'évaluation du projet basé sur les indicateurs retenus pour chacun des projets (au volet 2) et celle d'un rapport final comportant un bilan financier du projet (pour tous les volets), au plus tard six (6) mois après la fin de ce dernier. Des indicateurs seront utilisés pour apprécier le fonctionnement, la progression et les résultats des projets. Les **participants au Programme** devront utiliser les indicateurs proposés comme base pour le suivi des résultats de leurs projets.

Dans le cas des projets qui durent plus d'une année, ces exigences incluent aussi la production de rapports d'étape. Ces rapports devront inclure une copie des états financiers vérifiés, si possible, ainsi qu'une **mission d'examen** sur les dépenses du projet. Le Ministère se réserve également le droit de demander un audit du projet. Des détails supplémentaires concernant le contenu des rapports d'étape et du rapport final seront fournis dans les conventions d'aide financière.

8.1 RÉDUCTION DES ÉMISSIONS DE GES

Lorsque les projets pilotes présentent un potentiel de **réduction des émissions de GES**, la quantification de ces réductions doit être faite en unités du système métrique. Dans cette optique, le **requérant** doit planifier et mettre en œuvre son projet en tenant compte des lignes directrices de la norme internationale ISO 14064-2 et des

principes qu'elle sous-tend, lorsque cela est possible. L'unité à utiliser pour la quantification des émissions de GES est la tonne en équivalent CO_2 (t éq. CO_2). Le calcul des réductions d'émissions de GES attribuables au projet devra se faire en utilisant les facteurs d'émission et de conversion uniformisés proposés par le Ministère. Advenant la situation où, en raison de la nature du projet, la norme ISO 14064-2 ne peut être utilisée, le potentiel de **réduction des émissions de GES** doit être basé sur la littérature scientifique.

8.2 RÉSILIENCE ET ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Lorsque les projets pilotes visent la **résilience** et l'**adaptation** aux changements climatiques, leurs résultats dans ce domaine doivent également être colligés pour déterminer si les objectifs en la matière ont été atteints. Dans le cas contraire, les améliorations à apporter pour que les projets atteignent leurs objectifs doivent être documentées.

9. Conditions générales

La ministre se réserve le droit :

- De limiter le nombre de projets acceptés afin de respecter l'enveloppe budgétaire et les montants disponibles au Fonds vert;
- De réduire le montant de l'aide financière, d'annuler cette aide ou d'exiger le remboursement des sommes versées, si les dispositions du Programme ou si les conditions liées à l'attribution de l'aide financière ne sont pas respectées;
- De demander aux bénéficiaires un audit comptable des dépenses du projet;
- D'approuver les demandes jusqu'à la limite des budgets disponibles.

Le **requérant** s'engage :

- À ne pas démarrer le projet qui fait l'objet d'une demande, et à ne pas prendre d'engagement contractuel envers des tiers, avant d'avoir obtenu la confirmation de l'attribution de l'aide financière;
- À ce que le soutien financier accordé soit utilisé selon les modalités stipulées dans la **lettre d'attribution de l'aide financière** et, le cas échéant, dans la convention signée entre l'organisme et le Ministère;
- À obtenir l'approbation de la ministre avant d'apporter toute modification au projet, conformément à la convention d'aide financière;
- À comptabiliser ses dépenses conformément aux **principes comptables généralement reconnus**;
- À mentionner le soutien du PACC 2013-2020 et du Fonds vert dans toute communication publique référant au projet soutenu par le Programme;
- À rendre publique électroniquement et gratuitement toute publication liée au projet, à moins d'indications contraires dans la convention d'aide financière;
- À respecter les lois et règlements en vigueur et à obtenir les autorisations requises avant l'exécution du projet.

10. Évaluation du Programme

À la fin du Programme, au plus tard durant l'année financière 2020-2021, celui-ci fera l'objet d'une évaluation faisant état de l'atteinte des objectifs à l'aide des indicateurs définis dans son cadre de suivi et d'évaluation préliminaire.

Annexe 1 – Critères de sélection – Volet 1

DESCRIPTION DU PROJET, GARANTIES DE RÉALISATION ET RÉSULTATS ATTENDUS	
Critères	**Pointage**
L'étude ou l'analyse porte sur un projet de lutte contre les changements climatiques :	/2 x 2
• qui a un potentiel important de réduction d'émissions de GES ou d'amélioration de la **résilience** de la collectivité ou de son milieu aux impacts des changements climatiques;	/2
• qui est adapté aux conditions du Québec;	/2
• qui est identifié comme une priorité de l'**organisme municipal** ou qui est lié aux politiques de l'entité **requérante**;	/2
• qui présente des avantages pour la collectivité.	/2
Les résultats de l'étude ou de l'analyse pourraient permettre la mise en œuvre de projets à fort potentiel de lutte contre les changements climatiques.	/2 x 2
Les résultats permettront d'éclairer la prise de décision localement, mais également d'aider d'autres municipalités à acquérir des connaissances en vue d'agir contre les changements climatiques.	/2
L'organisme **requérant** a la capacité d'assurer le succès du projet d'étude et l'atteinte de ses résultats, notamment sa gestion financière.	/2
Les entités internes de l'organisme municipal ou, le cas échéant, ses partenaires, ont l'expertise et l'expérience nécessaires pour assurer le succès du projet.	/2
Total	**/20**

0 : Le projet ne satisfait pas aux critères.

1 : Le projet répond aux critères de manière satisfaisante.

2 : Le projet répond aux critères de manière excellente.

Tous les projets ayant obtenu un pointage total égal ou supérieur à 14, et pour lesquels aucun critère n'a reçu un pointage de 0, seront acceptés, jusqu'à épuisement de l'enveloppe annuelle du volet.

Annexe 2 – Critères de sélection – Volet 2

1. RAISON D'ÊTRE ET PERTINENCE DU PROJET DANS SON CONTEXTE (15 %)	SOUS-TOTAL :	
Critères	**Pondération**	**Pointage**
La pertinence de la problématique retenue.	30 %	
La cohérence du projet avec les principes généraux du Programme, y compris : • le potentiel du projet comme solution de lutte contre les changements climatiques; • le potentiel de la solution à être appliquée dans d'autres milieux.	40 %	
La cohérence du projet avec les politiques et orientations de l'organisme municipal.	30 %	
2. QUALITÉ DU PROJET (65 %)	**SOUS-TOTAL :**	
Critères	**Pondération**	**Pointage**
* Résultats attendus par le projet et : • potentiel de **réduction des émissions de GES** de la solution, si elle était réalisée, ou; • potentiel de la solution à augmenter la **résilience** de la collectivité ou du milieu aux impacts des changements climatiques.	30 %	
Capacité du projet à atteindre ses objectifs.	15 %	
Potentiel du projet à générer des résultats mesurables et reproductibles.	15 %	
Caractère structurant et effet levier du projet (ex. : **renforcement des capacités** de l'organisation, intégration de la collectivité, création de partenariats internes ou externes à l'OM).	15 %	
Caractère innovant de la mise en œuvre de la solution de lutte contre les changements climatiques.	15 %	
Réalisme et pertinence du budget, du plan de communication, de l'échéancier et des livrables.	10 %	
3. CAPACITÉ DE L'ORGANISME DEMANDEUR (10 %)	**SOUS-TOTAL :**	
Critères	**Pondération**	**Pointage**
Capacité du **requérant** à assurer le succès du projet et l'atteinte des résultats visés, y compris son expérience pertinente.	100 %	
4. SUIVI ET ÉVALUATION (10 %)	**SOUS-TOTAL :**	
Critères	**Pondération**	**Pointage**
Moyens judicieux prévus pour le suivi du projet, permettant d'assurer un apprentissage continu et de soutenir le processus de suivi et d'évaluation du Programme.	100 %	

	Pondération	Résultats
Sous-total 1 =	**15 %**	
Sous-total 2 =	**65 %**	
Sous-total 3 =	**10 %**	
Sous-total 4 =	**10 %**	
	TOTAL :	

* Ce critère est éliminatoire; si un pointage de 0 lui est attribué, le projet sera rejeté, et ce, même si l'ensemble des autres critères permettaient d'atteindre une note totale de plus de 50 %.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.003

2020/06/03
08:30

Dossier # : 1208840001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division Mémoire des Montréalais(es) , Section Centre d'histoire de Montréal
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 e) favoriser le développement de son réseau de bibliothèques et promouvoir celui-ci ainsi que le réseau de musées municipaux comme lieux d'accès au savoir et à la connaissance
Projet :	-
Objet :	Accepter le don d'une maquette du pavillon du Québec de l'Expo 67 de la succession de Luc Durand pour le Centre d'histoire de Montréal et autoriser l'émission d'un reçu officiel pour fins de l'impôt sur le revenu à la succession de Luc Durand d'une valeur totale de 14 000 $

Il est recommandé:
1- d'accepter le don d'une maquette du pavillon du Québec de l'Expo 67 de la succession de Luc Durand pour le Centre d'histoire de Montréal;

2- d'autoriser l'émission d'un reçu officiel pour fins de l'impôt sur le revenu à la succession de Luc Durand d'une valeur totale de 14 000 $.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-05-25 09:31

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208840001**
Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division Mémoire des Montréalais(es) , Section Centre d'histoire de Montréal
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 e) favoriser le développement de son réseau de bibliothèques et promouvoir celui-ci ainsi que le réseau de musées municipaux comme lieux d'accès au savoir et à la connaissance
Projet :	-
Objet :	Accepter le don d'une maquette du pavillon du Québec de l'Expo 67 de la succession de Luc Durand pour le Centre d'histoire de Montréal et autoriser l'émission d'un reçu officiel pour fins de l'impôt sur le revenu à la succession de Luc Durand d'une valeur totale de 14 000 $

CONTENU

CONTEXTE

En 2016, dans le cadre de l'exposition Explosion 67 - Terre des jeunes, l'architecte Luc Durand prête au Centre d'histoire de Montréal (CHM) une maquette du pavillon du Québec de l'Expo 67. Suite à son décès en 2018, sa succession propose d'en faire don au CHM. La maquette a fait l'objet d'une évaluation par la Responsable technique du CHM et un expert externe (voir annexe), qui recommandent son acquisition. Le comité d'acquisition du CHM recommande également son acquisition.

Le CHM a fait évaluer, tel que précisé dans sa politique de collectionnement, la valeur monétaire de la maquette par un évaluateur indépendant (voir annexe), qui a confirmé la pertinence de l'acquisition ainsi que sa valeur en prévision d'une émission de reçu de don pour fin d'impôt. La valeur estimée du don est de 14 000 $.

Conformément aux encadrements administratifs relatifs aux dons supérieurs à 10 000 $, la présente est pour autoriser l'acceptation de cette pièce unique et importante dans l'histoire de l'Expo 67 et autoriser l'émission d'un reçu pour fins d'impôt pour le donateur.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE 18 1707 : Approuver la mission, le code de déontologie muséale, la politique de gestion des collections et les orientations en matière d'éducation du Centre d'histoire de Montréal, pour dépôt auprès du Ministère de la Culture et des Communications du Québec en vue de son agrément comme institution muséale reconnue et de son admissibilité aux programmes d'aide financière du gouvernement du Québec.
CE19 1455 : Adopter le Règlement modifiant le Règlement intérieur du comité exécutif sur

la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE-02-004) afin d'ajouter une disposition en matière d'acceptation d'objets et d'archives privées par le MEM-Mémoire des Montréalais.es (Centre d'histoire de Montréal).

DESCRIPTION

La maquette du pavillon du Québec rend compte de l'oeuvre montréalaise de la firme PGL et de l'architecte Luc Durand, soit un pavillon à l'architecture novatrice et spectaculaire qui a marqué les visiteurs à l'Expo 67.
Cette acquisition s'inscrirait dans les objectifs et axes de développement des collections du Centre d'histoire de Montréal, qui ont pour "objectif de témoigner d'aspects connus et méconnus représentatifs de la vie montréalaise" et cadre avec la mission du CHM qui consiste à "faire connaître, comprendre et apprécier à l'ensemble des Montréalais et des visiteurs, la ville d'aujourd'hui et la diversité de ses patrimoines, en montrant comment l'histoire des gens, qui ont habité et qui habitent encore Montréal, a façonné l'environnement urbain, laissé des traces et défini l'identité de la Métropole."

Le CHM intègrera la maquette du pavillon du Québec à sa collection qui comprend déjà des centaines d'artefacts liés à l'Expo 67. La maquette s'intégrerait plus spécifiquement à la collection patrimoniale du CHM, qui comprend les pièces qui possèdent un caractère unique et rare, sont reconnus par leur importance, et requièrent des normes de gestion et de conservation optimales. L'ajout de cette pièce n'impacterait pas les espaces de réserve dont le CHM dispose.

JUSTIFICATION

Considérant :
Que la maquette du pavillon du Québec est d'intérêt culturel national pour l'histoire architecturale de l'Expo 67, un événement qui a marqué l'histoire et l'identité de Montréal;
Que le pavillon du Québec a une valeur iconique et symbolique;
L'importance dans le milieu architectural des auteurs du projet du pavillon du Québec (les architectes PGL et Luc Durand);
Les qualités esthétiques de l'objet, son attrait visuel, sa valeur d'exposition, son unicité et sa rareté, et son bon état de conservation actuel;
Le caractère d'objet d'art fabriqué à la main, en atelier de la maquette, ce qui en fait un objet de collection;
Que la maquette provient des mains d'un architecte reconnu, Luc Durand, intimement lié au sujet de la maquette en tant que concepteur;
Que ce patrimoine doit être préservé et mis en valeur par une institution qui en a les moyens et l'expertise;
Que le Centre d'histoire de Montréal développe et conserve l'une des plus importantes collections muséales portant sur l'Expo 67;
Que le CHM entretient des réserves normées pour la conservation de ses collections;
Que le CHM conserve déjà des maquettes patrimoniales, notamment une maquette du pavillon du téléphone de l'Expo 67 et une maquette du Stade olympique;
Que pour être conforme aux règlements et encadrements administratifs de la Ville de Montréal, le CHM ne peut acquérir par décision déléguée des dons de plus de 10 000 $;
Et que la valeur du don proposé dépasse ce montant (14 000 $)

Le Centre d'histoire de Montréal :
Recommande l'acquisition de la maquette du pavillon du Québec de l'Expo 67 proposée en don par la succession de Luc Durand;
Demande au CE d'approuver ce don;
Demande au CE d'autoriser l'émission d'un reçu pour fins d'impôt au donateur, la succession de Luc Durand, au montant de 14 000 $.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Aucun impact financier autre que l'émission d'un reçu pour fins d'impôt : le donateur, la succession de Luc Durand, souhaite obtenir un reçu pour fins d'impôt. La juste valeur marchande de la maquette a été évaluée par un évaluateur externe (14 000 $). Aucune somme monétaire n'est déboursée pour faire l'acquisition de la maquette.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

En lien avec les principes du développement durable, rendre accessible les éléments du patrimoine commun dans le cadre des meilleures pratiques de collectionnement et de conservation muséologique.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'acquisition de cette pièce permet de mettre de l'avant la diversité et le dynamisme culturel de Montréal tout en protégeant une pièce unique liée à notre patrimoine collectif.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Sans objet

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune stratégie a grand déploiement de la part du Service des communications n'est à réaliser. Un communiqué et des lignes de presse seront réalisées.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Finalisation du don avec la famille suite à l'acceptation.
Émission du reçu pour fins d'impôt.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Anne GAGNON
Analyste en gestion de documents et archives

Tél : 514-872-5513
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-14

Annabelle LALIBERTÉ
Chef de division-MEM-mémoire des montréalais

Tél : 514 872-3216
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Geneviève PICHET
Directrice
Tél : 514-872-8562
Approuvé le : 2020-05-15

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Ivan FILION
Directeur du Service de la culture
Tél : 514.872.9229
Approuvé le : 2020-05-22

ANNEXE 1

Avis de Stéphanie Mondor sur l'acquisition de la maquette du pavillon du Québec

Maquette du pavillon du Québec

Proposition de don par la succession de Luc Durand (l'architecte du pavillon)

Stéphanie Mondor – gestionnaire des collections du CHM

Août 2019

Pavillon à l'architecture significative qui représente bien le renouveau architectural résolument moderne que le Québec vivait à l'époque. Cet esprit moderne se reflétait également à l'intérieur du pavillon, dans son contenu. Alors que les premiers concepteurs désiraient faire quelque chose de similaire aux anciennes expositions, présenter les origines, les traditions, le folklore, etc. du Québec, un groupe de jeunes architectes et concepteurs ont réussi à prendre la place et présenter plutôt un Québec tourné vers l'avenir en montrant ses ressources naturelles, ses industries, ses innovations dans un pavillon à l'architecture aussi raffinée qu'épurée. [Ref rencontre avec L. Durant, été 2017]

Cette maquette nous a d'abord été prêtée par Luc Durand lui-même. C'est grâce à son témoignage, filmé dans le cadre du projet de l'exposition *Explosion 67. Terre des jeunes* qui nous avions pris connaissance de son existence et que nous avons par la suite demandé à la lui emprunter pour notre autre exposition *Expo Extra!* La muséologue et la gestionnaire de la collection son allées le rencontrer chez lui et l'entente a été signée. Peu de temps après, le transport vers le musée a été organisé.

M. Durand est décédé pendant que l'exposition avait encore lieu. Le contact a été pris avec ces filles, Luce et France, afin d'en continuer la présentation puis, au moment du démontage, pour en organiser la remise. C'est à ce moment que les filles de M. Durand ont décidé de nous offrir la maquette.

Au fil du temps et des expositions (*On a marché sur les iles*, 1997, pour le 30e anniversaire; *Expo 67 – Passeport pour le monde*, 2007, pour le 40e anniversaire; *Explosion 67, terre des jeunes* et *Expo Extra!*, 2017, pour le 50e anniversaire) le Centre d'histoire de Montréal est devenu l'institution incontournable en ce qui concerne l'Expo

67. Nous avons plusieurs centaines d'artefacts qui y sont reliés, allant des passeports, des nombreuses brochures et dépliants distribués par les pavillons, des publications officielles ou non, des plans allant jusqu'à des « scrapbooks » constitués par des gens de tous les âges à des pièces d'une valeur patrimoniale incontestable comme un lampadaire (il n'en subsiste qu'un seul, au MNBAQ), un élément du pavillon du Québec et deux costumes d'hôtesses. Nous avons également plusieurs milliers de photographies prises par des particuliers et quelques films Super8.

L'histoire d'amour entre le CHM et le pavillon du Québec est même encore plus particulière. C'est de ce pavillon que nous possédons un morceau (un grand drapeau en métal qui était accroché avec plusieurs autres à son entrée), deux costumes d'hôtesse, deux témoignages filmés de celles-ci. C'est même dans notre exposition que toutes les hôtesses du pavillon ont fait leur journée du 50^{e} anniversaire du et c'est alors qu'une autre hôtesses nous a donné ses « scrapbooks » contenant tous les documents, lettres d'embauches, achat d'uniforme, instructions, etc. ainsi que les photos prises d'elles lorsqu'elle recevait des dignitaires pour leur faire visiter le pavillon.

Bien qu'il y ait eu d'autres maquettes de ce pavillon qui ont été construites, une recherche dans *Artefacts Canada* n'a pas fait état de la présence d'une de ce genre dans les autres musées. La muséologue a eu connaissance de la présence d'une maquette, d'un plus grand format, dans les collections de la BanQ. Le CCA, quant à lui, possède les archives de M. Durand dont plusieurs dessins du pavillon.

On note la présence de la trace d'un doigt encollé qui, selon la muséologue qui lui avait parlé lors de la première de son film, a été laissé par le réalisateur Etienne Desrosiers ainsi qu'un petit carré de papier métallique qui est décollé. Si le don est accepté, il serait recommandé de déposer une demande de restauration (gratuite) à l'Institut Canadien de Conservation, à Ottawa.

L'ajout de cette maquette aux collections du CHM serait un de ses plus beaux fleurons et le positionnerait définitivement comme un incontournable en ce qui concerne l'Expo 67. Et comme nous sommes le musée de la Ville, cela se justifie pleinement.

Recommandation :

Acquérir cette maquette.

ANNEXE 2

Avis de Roger La Roche sur l'acquisition de la maquette du pavillon du Québec

Proposition de don – maquette du pavillon du Québec
Proposé par la succession de Luc Durand, l'architecte du pavillon

Rapport de la rencontre avec le spécialiste Roger La Roche
14 août 2019

Monsieur La Roche se base sur les propos qu'il a échangés avec M. Durand lors d'une rencontre, été 2017 ainsi que sur ses connaissances générales sur le sujet.

Il s'agit de la première maquette conçue par Luc. Durand, celle qui a permis de développer le concept et de le présenter aux autres architectes du bureau Papineau, Gérin-Lajoie, LeBlanc et Durand.

Cette maquette est très importante pour trois raisons :

1- **Pour Luc Durand lui-même**
   - C'est un architecte reconnu et important du Québec et de Montréal. Il a eu un impact majeur et à contribué au renouveau de l'architecture à Montréal dans les années 50-60-70.

   - C'est lui qui a conçu, entre autres, le village Olympique, la Place Dupuis et l'aéroport de Mirabel.

   - C'est une des premières expressions architecturales du bureau d'architecte de Luc Durand et ses associés (Papineau, Gérin-Lajoie, LeBlanc et Durand). Ils recevront pour celle-ci la médaille Massey (*Créée en 1959 par la Fondation Massey, la médaille Massey est décernée chaque année par la Société géographique royale du Canada. Elle vise à souligner des réalisations personnelles exceptionnelles dans les domaines de l'exploration, du développement ou de la description de la géographie du Canada. Ref. Wikipédia*)

2- **C'est la maquette d'un pavillon stratégique**
   - C'est un pavillon auquel on accordait une importance majeure. Il se devait d'être un symbole du Québec des années 1960. Il devait représenter la nouvelle ouverture du Québec sur le monde. C'est ce qui

explique l'utilisation des grands vitrages qui permettait de tout voir le site à partir de l'intérieur le jour et rendait le pavillon transparent, le soir.

- De son aveu même, la conception de ce pavillon influencera grandement le travail de l'architecte par la suite. Il aura d'ailleurs visiblement une influence sur la conception de l'aéroport de Mirabel qui possède lui-aussi une transparence grâce à son grand vitrage.

3-C'est une belle démonstration de l'énoncé original de la conception du pavillon qui a été grandement défiguré par la suite

- Le relief en forme de crois du toit a été recouvert par l'ajout d'un étage supplémentaire.

- L'angle des murs vitré à été modifié et redressé à la verticale.

- Le vitrage a été changé pour le rendre opaque, ce qui est totalement à l'encontre de l'intention architecturale initiale du pavillon.

Notes historique

Le pavillon a été restauré en vue des Floralies, en 1979-80. Il servait en tant que pavillon du ministère de l'agriculture et du tourisme. Il est resté le bâtiment des bureaux de ce ministère jusqu'en 1987.

En 1987, il avait été promis à un promoteur qui avait un projet de « Dinosaurium » semblable à celui qu'il avait au Mexique. Après un échec majeur au parfum de scandale financier du projet mexicain, le Ville à eu le temps de se retirer juste à temps.

Après 1987, le pavillon est abandonné mais il est encore apte à être restauré. La Ville lui cherchait en vain un locataire lorsque le projet de casino à Pointe-Saint-Charles a été abandonné. Comme l'administration Bourque avait besoin d'équilibrer son budget, elle a décidé de vendre au gouvernement provincial l'Île Notre-Dame ainsi que les pavillons de la France et du Québec que Loto-Québec louait déjà pour tenir un casino. C'est Loto-Québec qui a effectué les modifications qui ont lourdement changé les deux pavillons.

Recommandation de M. La Roche :

Accepter ce don.

SM/RLR 15 août 2019

ANNEXE 3

Rapport d'évaluation monétaire de la maquette du pavillon du Québec par Robert Desaulniers

Montréal, 08 février 2020

Madame Marie-Anne Gagnon
Conservatrice
MEM - Centre des mémoires montréalaises / Centre d'histoire de Montréal
Service de la culture
Ville de Montréal
1200, boul. Saint-Laurent, bureau 100
Montréal (Québec) H2X 2S5

Sujet: Rapport d'évaluation d'une maquette du Pavillon du Québec d'Expo 67 conçue par Luc Durand

Madame Gagnon,

À votre demande, j'ai examiné et évalué une maquette attribuée à l'architecte Luc Durand (1929-2018), une promesse de don de sa succession à la collection du MEM - Centre des mémoires montréalaises / Centre d'histoire de Montréal, une institution qui a démontré au fil des ans, par ses acquisitions et ses expositions, un intérêt soutenu pour la culture matérielle relative à l'immense phénomène culturel que fut l'Exposition universelle de 1967.

J'ai procédé à l'examen et à l'évaluation de la maquette dans un local du Centre des collections muséales de Montréal (CDCM) le 15 janvier 2020.

Le but de cette évaluation est de déterminer la valeur monétaire ou marchande de l'objet considéré (la maquette ci-haut mentionnée). Sur la base de mon expérience de 30 ans à titre d'Archiviste en chef du Centre Canadien d'Architecture, responsable des acquisitions des fonds d'archives, incluant les maquettes d'architecture, et d'autres expériences en tant qu'évaluateur privé depuis, j'aspire ici à déterminer la **juste valeur marchande** de la maquette attribuée à Luc Durand.

Définition de la juste valeur marchande

Le prix le plus élevé, exprimé en dollars, qui pourrait être obtenu pour le bien dans un marché libre et sans restriction, entre un acheteur sérieux et un vendeur sérieux, qui s'y

connaissent, qui sont informés et prudents, et qui agissent indépendamment l'un de l'autre.
- Commission canadienne d’examen des exportations de biens culturel, 14 décembre 2017

Mon rapport d’évaluation commence sur la page suivante

RAPPORT D'ÉVALUATION

A- Authenticité et pertinence de la maquette

Le pavillon du Québec est un projet de l'agence Papineau, Gérin-LaJoie, Le Blanc (PGL) à laquelle Luc Durant est venu s'associer. Plus précisément les architectes Papineau, Gérin-Lajoie Le Blanc et Durand ont remporté le concours d'architecture public pour le Pavillon du Québec en octobre 1964.

Des vérifications que j'ai faites auprès de personnes qui ont côtoyé l'architecte révèlent que toute sa vie, Luc Durand a clamé la paternité de cette maquette et des concepts qu'elle illustre. Le fait qu'il l'ait prise avec lui en quittant l'agence et gardée en sa possession pendant 50 ans témoigne de son attachement personnel à l'égard de cet objet et de ce qu'il représente pour sa carrière.

Exposée à Montréal, à la Maison de la Culture Notre-Dame-de-Grâce (en 2008) et au Centre d'exposition de Repentigny (2012), l'objet est déjà connu publiquement comme étant la maquette de Luc Durand du Pavillon du Québec à l'Expo 67.

Cette maquette possède de fait l'aspect d'une maquette de l'époque, possiblement réalisée en 1965, soit après que la vocation du bâtiment a été modifiée (en février 1965). Il ne s'agit pas d'une maquette d'étude à proprement parler, mais d'une maquette de présentation pour faire comprendre immédiatement les concepts architecturaux, l'élégance et l'aspect novateur et spectaculaire du projet à venir.

La contribution de Luc Durant au design du pavillon est difficile à mesurer, mais elle est sans doute réelle. Par ailleurs, on ne peut pas douter que les collègues de Durand chez PGL, notamment Papineau, n'aient pas participé de façon significative à la conception du pavillon.

Il est de ce fait vraisemblable que la maquette qui nous concerne traduise des concepts auxquels Durand a contribué lors des réunions avec PGL. Durant avait conçu de nombreux pavillons d'exposition en Inde avant son retour au Québec en 1963. Il est même possible qu'il ait fabriqué lui-même la maquette ou tout au moins en aurait supervisé la confection.

Par sa taille et la qualité de sa finition, nous serions en présence d'une maquette de présentation visant à illustrer les concepts du pavillon qui paraissent assez proches du projet tel qu'il sera construit : les plans inclinés des façades, leur surface réfléchissante, la position du bâtiment sur des piliers au-dessus d'un plan d'eau. Cette maquette porte la signature du pavillon du Québec que nous connaissons. Elle est de ce fait emblématique.

B- Valeur de la maquette

Le caractère « fait atelier » de cette maquette de dimension modeste la rapproche d'une œuvre personnelle et contribue à sa valeur.
Cette maquette, soigneusement et élégamment construite, qui doit en principe représenter un monument architectural destiné à exprimer la fierté et la confiance en l'avenir de tout un

peuple a des dimensions modestes (le pavillon, 12 x 12cm; h 6,5cm) qui lui confèrent alors une qualité d'objet d'art. L'intention des architectes d'exprimer la légèreté et la lisibilité de la future construction à être posée sur un plan d'eau y est ici parfaitement rendue. En ce sens –bien que ce ne fut probablement pas l'intention de l'architecte – elle possède toutes les qualités d'une maquette d'exposition. Les matériaux simples et modestes (carton noir au sommet, façades inclinées minces recouvertes d'un papier réfléchissant de type aluminium façonné en petits carreaux, base en carton-pâte et en bois et cylindres en plexi) contribuent efficacement à rendre la modernité du projet et même à lui conférer un aspect futuriste.

La maquette repose sur une assise vitrée, bleue, et bordée (13,5 x 13,5cm) posée elle-même sur une surface en vitre façonnée, bleu vert, formant le plateau de la maquette (17,5 x 17,5 cm) et représentant l'eau. Sous ce plateau on distingue un mince carton noir. Cet assemblage illustre le soin et le caractère professionnel apporté par le concepteur à sa maquette.

Le boîtier en plexi n'est pas d'origine, mais de fabrication récente.

La valeur esthétique de l'objet

À l'image ou à l'échelle d'un petit objet précieux et brillant, cette maquette possède une forte présence visuelle. On devine immédiatement son pouvoir d'attraction lorsqu'exposée dans un lieu public. Son sujet est facilement identifiable et ses concepts de légèreté, de circulation, d'ouverture immédiatement perceptibles. Je n'en connais pas d'autre qui lui ressemble. Bien conservée, elle nécessite toutefois certains travaux de restauration mineurs au niveau d'un ensemble de 3 petits carreaux détachés mais conservés (déposés sur le plateau de la maquette) et d'une marque de doigt sur la surface d'un plan réfléchissant. Sa taille et son raffinement en font un objet de collection.

Le poids symbolique que représente cette maquette : l'élan du Québec qui se révèle au monde

Au niveau affectif, par la simplicité des matériaux qui conviennent aux lignes épurées du pavillon qui sera construit, l'effet réussi et spectaculaire des façades réfléchissantes, la base vitrée et colorée qui représente la surface de l'eau, son échelle, et enfin par son allure assumée, son élégance et sa hardiesse, cette maquette représentative d'une image forte du Québec véhiculée mondialement depuis la tenue de l'Expo 67, gagne et retient l'intérêt du regardeur. Cette maquette fascine et appelle à la contemplation et à l'examen minutieux. On peut en déduire qu'elle est objet de convoitise, ne laissant personne indifférent à son attrait et à sa valeur iconique.

Le lien qu'elle établit avec l'architecte Luc Durant dont on commence à connaître l'histoire et à reconnaitre la contribution à l'histoire architecturale du Québec

L'intérêt de la recherche universitaire et des muséologues pour la modernité architecturale des années soixante et soixante-dix au Québec et au Canada n'a cessé de croitre au cours des 15 dernières années et à susciter l'intérêt du grand public et des érudits. Des fonds d'archives complets ont été acquis par des musées (le Centre Canadien d'Architecture a acquis à lui seul les archives de Roger D'Astous, de Luc Durand, de Victor Prus, de J.C. Parkins, de van Ginkel

Associates, d'Arthur Erickson pour ne nommer qu'eux). Expo 67e et les grands travaux d'infrastructure du Québec moderne ont donné lieux à des expositions et à des publications. Des courts et des long-métrages ont encore récemment traité un ou l'autre des aspects des grands chantiers du Québec et de ses bâtisseurs dont précisément Roger D'Astous et Luc Durand (en particulier les films d'Étienne Desrosiers, en 2016 et en 2019). La maquette de Durand pour le Pavillon du Québec fait partie d'un patrimoine précieux et recherché. La sauvegarde et la mise en valeur de cette maquette représentent un intérêt culturel majeur pour l'éducation, la recherche, la médiation culturelle, le patrimoine. L'œuvre entière de Luc Durand peut maintenant être étudiée puisque son fonds d'archives a été acquis, est catalogué et disponible pour la recherche au CCA. La maquette qui fait l'objet de cette évaluation a été conservée par Luc Durand, probablement par attachement, lors du transfert de ses archives au CCA. Sa conservation à Montréal par le MEM/CHM serait avantageux pour les chercheurs.

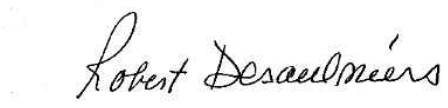
Évaluation de la juste valeur marchande de la maquette du Pavillon du Québec, attribuée à Luc Durand, vers 1965

À l'égard de l'évaluation de cette maquette du Pavillon du Québec attribuée à Luc Durand, je , Robert Desaulniers, déclare n'avoir aucun intérêt dans le bien faisant l'objet du présent rapport, et que je n'ai pas d'intérêt personnel ou commercial ou de parti pris à l'égard des parties concernées.

Mes honoraires et mes services ne dépendent aucunement du montant de l'évaluation.

En résumé, en me basant sur les informations disponibles,
- pour l'intérêt culturel national que cette maquette représente pour l'histoire architecturale d'Expo 67, du Québec et du Canada, ainsi que pour sa valeur iconique;
- pour sa provenance des mains d'un architecte reconnu, Luc Durand, intimement lié au sujet de la maquette en tant que concepteur;
- pour l'importance dans le milieu architectural des auteurs du projet du Pavillon du Québec, (les architectes PGL et Luc Durand) et de leur place dans l'histoire de l'architecture du Québec;
- pour les qualités esthétiques de l'objet, son attrait visuel, sa valeur d'exposition, son unicité et sa rareté, et son bon état de conservation actuel;
- pour son caractère d'objet d'art, fabriqué à la main, en atelier, et de ce fait recherché,

c'est mon opinion professionnel que cette maquette est un objet de collection qui sur le marché pourrait valoir $14 000 CAD.



2020-02-08

_____ _____

Robert Desaulniers, Évaluateur Date

Anciennement Archiviste en chef au Centre Canadien d'Architecture et
Galeriste, Galerie Carte Blanche, Montréal,
rob.des@videotron.ca; info@galeriecarteblanche.com

438-403-5341

Annexe 4
Biographie des experts

Stéphanie Mondor

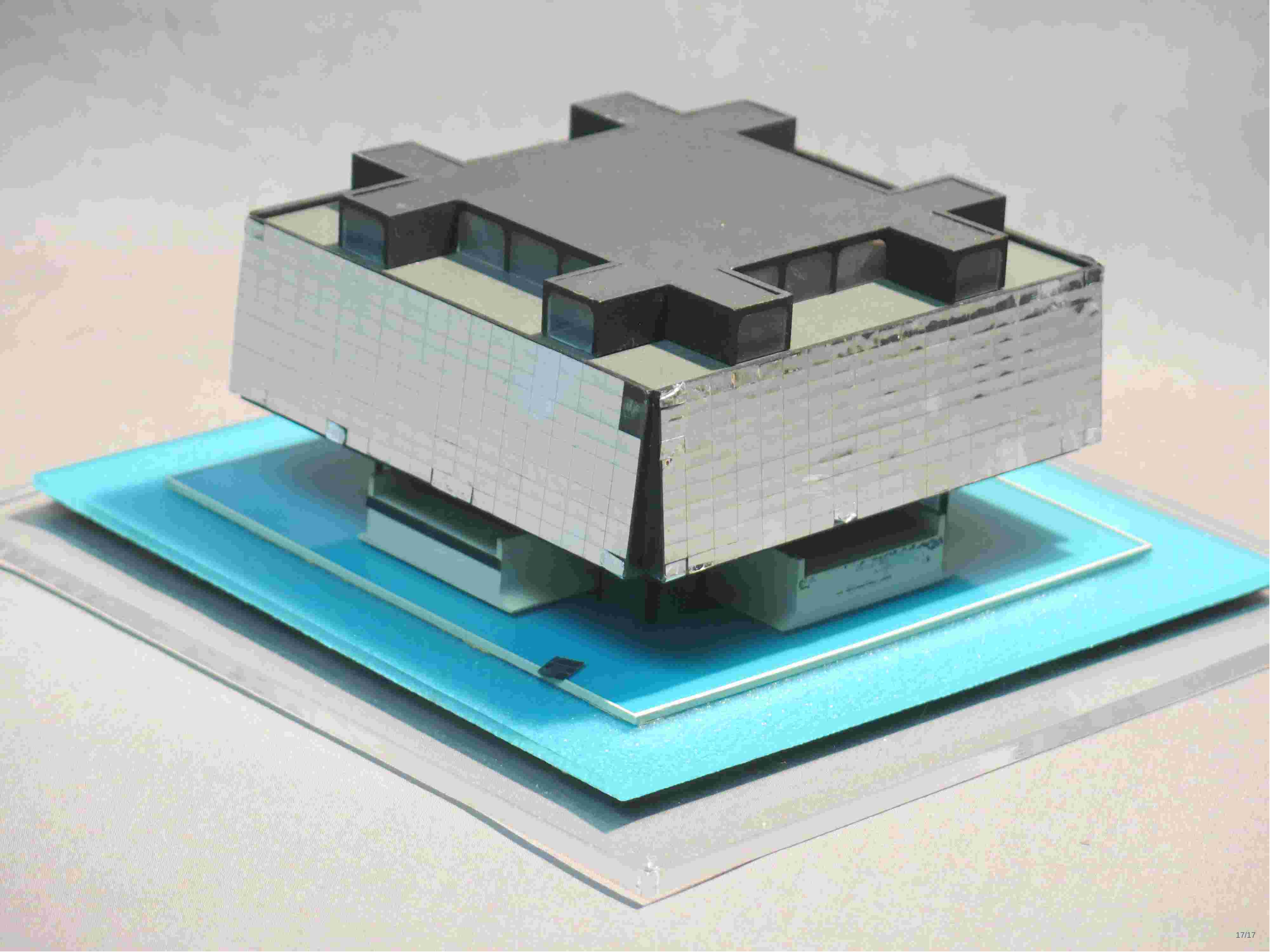
Stéphanie Mondor détient une maîtrise en histoire de l'art et une scolarité en muséologie. Elle a fait ses débuts au Centre d'histoire de Montréal en 1996. Aujourd'hui Responsable technique, elle s'occupe de la gestion et de la conservation préventive des collections du CHM depuis de nombreuses années. Mme Mondor possède donc une connaissance pointue des collections du musée, notamment des milliers d'artefacts liés à l'Expo 67.

Roger La Roche

Roger La Roche est Professeur en environnement et développement durable, et chercheur expert de l'Expo 67. Ayant une connaissance spécialisée de l'histoire de l'événement, du design du site et de l'architecture des pavillons, M. La Roche a agi à titre d'expert-conseil pour plusieurs institutions culturelles à l'occasion du 50e anniversaire de l'Expo 67.

Robert Desaulniers

Robert Desaulniers compte trente ans d'expérience à titre d'Archiviste en chef du Centre canadien d'architecture (CCA) et responsable des acquisitions des fonds d'archives, incluant les maquettes d'architecture, et à titre d'évaluateur privé depuis sa retraite du CCA.



CE : 30.004

2020/06/03 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.005

2020/06/03
08:30

Dossier # : 1206369001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division programmation et diffusion
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accepter une subvention de 115 000 $ du Trust Royal afin de permettre la programmation des Concerts de la Succession Campbell qui seront présentés exceptionnellement cette année en version numérique dans le cadre de la programmation 2020 des activités culturelles municipales. Approuver un projet de convention entre la Ville et Compagnie Trust Royal concernant la programmation des Concerts de la Succession Campbell. Accorder un budget additionnel de dépenses équivalent au revenu additionnel et autoriser la Division action culturelle et partenariats du Service de la culture à affecter cette somme pour l'octroi de contrats d'artistes et le paiement des dépenses afférentes à ces activités, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Il est recommandé :

- d'accepter une subvention de 115 000 $ du Trust Royal afin de permettre la programmation des Concerts de la Succession Campbell qui seront présentés dans le cadre de la programmation 2020 des activités culturelles municipales dans les parcs;
- d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et Compagnie Trust Royal concernant la programmation des Concerts de la Succession Campbell;
- d'accorder un budget additionnel de dépenses équivalent au revenu additionnel et d'autoriser la Division de la programmation et de la diffusion du Service de la culture à affecter cette somme pour l'octroi de contrats d'artistes et le paiement des dépenses afférentes aux spectacles, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-04-16 09:24

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1206369001**
Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division programmation et diffusion
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accepter une subvention de 115 000 $ du Trust Royal afin de permettre la programmation des Concerts de la Succession Campbell qui seront présentés exceptionnellement cette année en version numérique dans le cadre de la programmation 2020 des activités culturelles municipales. Approuver un projet de convention entre la Ville et Compagnie Trust Royal concernant la programmation des Concerts de la Succession Campbell. Accorder un budget additionnel de dépenses équivalent au revenu additionnel et autoriser la Division action culturelle et partenariats du Service de la culture à affecter cette somme pour l'octroi de contrats d'artistes et le paiement des dépenses afférentes à ces activités, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

CONTENU

CONTEXTE

L'avocat montréalais Charles Sandwith Campbell (1858-1923) laissa à sa mort un fonds destiné à offrir des concerts de musique gratuits dans les parcs et il laissa également des terrains de jeux pour en faire bénéficier les jeunes. Depuis 1924, plusieurs des terrains lui appartenant ont été cédés à la Ville (Parc Charles-S-Campbell, Parc Campbell-centre, etc) et plus de 5 000 concerts populaires en plein air ont été présentés aux citoyens. La Succession de Charles S. Campbell, administrée par le Trust Royal, offre encore aujourd'hui, en collaboration avec la Ville de Montréal, plus de vingt concerts chaque été dont au moins un par arrondissement incluant minimalement un concert de l'Orchestre Métropolitain. Jusqu'en 2005, le Trust Royal assurait le choix de la programmation ainsi que les ententes contractuelles avec les artistes. Depuis 2006, une entente est renouvelée chaque année entre la Ville de Montréal et le Trust Royal et permet la gestion de l'ensemble de la programmation des Concerts d'été de la Succession Campbell par la division Action culturelle et partenariats du Service de la culture.
Les choix de programmation se veulent représentatifs de la diversité de l'offre culturelle montréalaise et de sa population. De la chanson, de la musique du monde, traditionnelle folk et jazz ainsi qu'un concert de l'Orchestre Métropolitain ont été présentés en 2019. La 95e édition des Concerts Campbell s'est déroulée du 26 juin au 22 août 2019 dans les 19 arrondissements montréalais. C'est plus de 42 000 spectateurs qui ont pu profiter de ces 23 spectacles présentés par 16 artistes et groupes professionnels.
En raison de la situation actuelle, les concerts prévus cet été seront présentés en version numérique (baladodiffusion) ou reportés en 2021.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE190481 du 20 mars 2019 : Accepter une subvention de 115 000 $ du Trust Royal afin de permettre la programmation des Concerts d'été de la Succession Campbell qui seront présentés dans le cadre de la programmation 2018 des activités culturelles municipales dans les parcs. Approuver un projet de convention entre la Ville et Compagnie Trust Royal concernant la programmation des Concerts d'été de la Succession Campbell. Accorder un budget additionnel de dépenses équivalent au revenu additionnel et d'autoriser la Division de la programmation et de la diffusion du Service de la culture à affecter cette somme pour l'octroi de contrats d'artistes et le paiement des dépenses afférentes aux spectacles, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.
CE18 0727 du 2 mai 2018 : Accepter une subvention de 115 000 $ du Trust Royal afin de permettre la programmation des Concerts d'été de la Succession Campbell qui seront présentés dans le cadre de la programmation 2018 des activités culturelles municipales dans les parcs. Approuver un projet de convention entre la Ville et Compagnie Trust Royal concernant la programmation des Concerts d'été de la Succession Campbell. Accorder un budget additionnel de dépenses équivalent au revenu additionnel et d'autoriser la Division de la programmation et de la diffusion du Service de la culture à affecter cette somme pour l'octroi de contrats d'artistes et le paiement des dépenses afférentes aux spectacles, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

CE17 0652 du 26 avril 2017 : Accepter une subvention de 110 000 $ du Trust Royal afin de permettre la programmation des Concerts d'été de la Succession Campbell qui seront présentés dans le cadre de la programmation 2017 des activités culturelles municipales dans les parcs. Approuver un projet de protocole d’entente entre la Ville et Compagnie Trust Royal concernant la programmation des Concerts d'été de la Succession Campbell. Accorder un budget additionnel de dépenses équivalent au revenu additionnel et d'autoriser la Division de l'action culturelle et des partenariats du Service de la culture à affecter cette somme pour l'octroi de contrats d'artistes et le paiement des dépenses afférentes aux spectacles, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

DESCRIPTION

En janvier 2020, le Trust Royal a réitéré sa volonté de renouveler sa contribution en 2020 pour la présentation de la programmation des Concerts Campbell à la Ville de Montréal moyennant une subvention à la Ville du montant des bénéfices de la fiducie disponibles pour la réalisation de ces concerts. Pour l'année 2020, il est donc proposé de reconduire cette entente avec le Trust Royal selon le montant des bénéfices de la fiducie disponibles, soit 115 000 $.
Parmi les concerts prévus, on compte le grand concert de l'Orchestre métropolitain qui sera présenté en version numérique, pour lequel un montant de 20 000$ est réservé dans l'ensemble des sommes qui sont versées par le Trust Royal.

JUSTIFICATION

Une gestion centralisée contribue à faciliter la programmation et à assurer ainsi une meilleure visibilité à l'ensemble des actions de la Succession Campbell auprès des médias et du public. La gestion de l'ensemble de la programmation par la Ville de Montréal permet également une meilleure implication des arrondissements par l'entremise des professionnels culturels municipaux actifs sur le terrain et directement responsables de l'offre des activités culturelles du réseau Accès culture dans les arrondissements. En effet, ce partenariat avec le réseau Accès culture permet de profiter de l'expertise et des structures de travail existantes au sein du réseau : comités disciplinaires artistiques, rencontres de programmation, etc. En intégrant cette structure, cela permet donc de rendre ces concerts accessibles aux montréalais dans les quartiers sur l'ensemble du territoire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Un budget additionnel de revenus et de dépenses équivalent au montant accordé par le Trust Royal soit, une somme de 115 000 $ est requis. Cette dépense sera assumée par la ville centrale. Cette dépense additionnelle provenant d'une entente conclue avec le Trust Royal sera consacrée à couvrir les coûts de production et les cachets d'artistes ainsi que certains coûts de diffusion numérique pour la tournée des Concerts Campbell à l'été 2020.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La Ville appuie la reconnaissance de la culture comme 4e pilier du développement durable et, en ce sens, les activités des Concerts Campbell contribuent directement à plusieurs thèmes cités nommément dans la stratégie de développement durable comme :

- Activités qui encouragent la participation locale
- Services de proximité qui facilitent la mobilité active
- Diversité, inclusion et dynamisme culturels dans les quartiers

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les concerts seront présentés en version numérique dans différents arrondissements et quartiers montréalais pour rejoindre les citoyens.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La fondation Campbell est tenue de remettre à la Ville un montant d'argent chaque année afin de conserver son statut de fondation auprès de l'Agence du revenu du Canada, elle souhaite donc maintenir sa contribution en 2020 malgré la possibilité d'annulation. Dans la situation de crise en cours, la tournée de spectacles prévus sera présentée en version numérique ou reportée en 2021. Il a été entendu avec le Trust Royal qu'en cas d'ajustement ou d'annulation, les sommes non utilisées (partielles ou en totalité) pourront être reportées à l'année suivante (voir pièce jointe), ce qui est possible puisqu'il s'agit d'un budget additionnel de revenus et dépenses. En ce qui concerne la gestion de ces fonds auprès des organismes, la Ville pourra procéder selon ses propres pratiques.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La promotion des Concerts Campbell 2020 sera faite sur le site du réseau Accès culture de la Ville de Montréal (accesculture.com) ainsi que dans les dépliants et sites web des arrondissements. De plus, une stratégie de promotion est en cours d'élaboration par le Service des communications de la ville de Montréal pour les différents projets de programmation estivale coordonnés par la Division Action culturelle et partenariats du Service de la culture.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Sous réserves du contexte et des directives de la santé publique concernant les mesures de distanciation sociale et la tenue de rassemblements publics, le calendrier proposé pourrait être modifié :
Fin juin 2020 Programmation soumise pour approbation au Trust Royal
Juillet 2020 Production des activités
Aout 2020 Présentation des Concerts de la Succession Campbell en version numérique
Décembre 2020 Remise du bilan complet au Trust Royal

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

A la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Claude LALONDE
agente de développement culturel

Tél : 514 872-6155
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-28

Marie-Odile MELANÇON
Chef de division - Action culturelle et partenariats

Tél : 514 872-7404
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Geneviève PICHET
Directrice
Tél : 514-872-8562
Approuvé le : 2020-03-16

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Ivan FILION
Directeur du Service de la culture par intérim
Tél :
Approuvé le : 2020-04-09

Gestion de patrimoine
Trust Royal

Compagnie Trust Royal
1 Place Ville-Marie
12e étage, Suite 1240
Montréal (Québec) H3B 4P5

Le 23 mars 2020

PAR UPS

À l'attention de Lina Borba
Service de la culture
Ville de Montréal
801, rue Brennan, 5e étage, bureau 5126.01
Montréal, Québec
H3C 0G4

Succession C. S. Campbell
Numéro de compte: 46325044
Votre réf. : Confirmation du montant

Madame,

Veuillez trouver sous pli deux exemplaires du protocole d'entente (le « Protocole ») pour l'année 2020, dûment signé par madame Carmela Guerriero et moi-même, Peter Zouliatis. Nous vous confirmons que la participation financière du Trust Royal pour l'année 2020 est de 115 000,00 $. Un chèque vous sera envoyé sous pli séparé selon les modalités détaillées à l'article trois (3) du Protocole.

Veuillez agréer, madame, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Peter Zouliatis

Peter Zouliatis
Premier chargé de comptes
Tél. : 514-874-2767

Pièces-jointes

PROTOCOLE D'ENTENTE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant une place d'affaires au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M[e] Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6;

N° d'inscription TPS: 121364749
N° d'inscription TVQ: 1006001374

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET : **COMPAGNIE TRUST ROYAL**, société régie par la Loi sur les sociétés de fiduciе et de prêt ayant son siège social au 1, Place Ville-Marie, Montréal, Québec, H3B 1Z5, agissant aux présentes en sa qualité de fiduciaire de la Succession Charles S. Campbell, représentée par madame ~~Marisa Porreca, Directrice régionale, Service à la clientèle~~ Carmela Guerriero, chef, marché régional et par monsieur Peter Zouliatis, Premier chargé de comptes, tous deux dûment autorisés aux fins des présentes en vertu d'une résolution du conseil d'administration adoptée le six septembre deux mille dix-huit, et dont copie de ladite résolution demeurera annexée aux présentes;

CI-APRÈS APPELÉE LE « **TRUST ROYAL** »

Trust Royal et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE Trust Royal agit à titre de fiduciaire de la Succession Charles S. Campbell (la « Succession ») depuis 1923;

ATTENDU QUE l'une des fiducies créées aux termes du testament de feu Charles S. Campbell, doit être consacrée à la tenue de concerts dans les parcs et places publiques de Montréal et ce, à perpétuité;

ATTENDU QUE la Ville et Trust Royal collaborent depuis 1924 à la présentation de tels concerts gratuits offerts aux montréalais;

ATTENDU QUE la Ville souhaite favoriser l'accès aux concerts de musique pour tous les Montréalais;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à Trust Royal;

LES PARTIES CONVIENNENT COMME SUIT :

ARTICLE 1
OBJET

Trust Royal, en sa qualité de fiduciaire de la Succession Charles S. Campbell, accorde à la Ville une contribution financière de 115 000,00 $ aux termes et conditions stipulés aux présentes. Le montant final de la participation financière sera confirmé selon les modalités prévues à l'article 3.2 du présent protocole.

ARTICLE 2
OBLIGATIONS DE LA VILLE

En considération de la participation financière offerte par le Trust Royal, la Ville s'engage à :

2.1 n'utiliser les sommes reçues que pour établir la programmation et assurer la réalisation de concerts d'été pour l'année 2020 dans les parcs et places publiques de Montréal conformément à la proposition déposée par la Ville;

2.2 les sommes non dépensées en 2020 devront être reportées en 2021 et serviront à défrayer les coûts de la diffusion des concerts à l'été 2021. S'il s'avérait que la Ville de Montréal ne soit pas porteuse du projet en 2021, ces sommes devront être remises au Trust Royal;

2.3 effectuer un renouvellement graduel de la programmation en regard des nouvelles habitudes de loisirs actuelles et de la diversité de la composition démographique des arrondissements de la nouvelle Ville de Montréal en :

2.3.1 conservant une portion de la programmation réservée à au moins un concert de fanfares ou harmonies qui sera présenté dans un lieu ayant un caractère historique ou patrimonial (ex: les kiosques à musique, les parcs cédés par la Succession de M. Campbell);

2.3.2 conservant une portion de la programmation réservée aux grands concerts populaires et classiques, c'est-à-dire un (1) ou deux (2) concerts de l'Orchestre métropolitain du Grand Montréal;

2.3.3 consacrant une partie de la programmation à des concerts de musique du monde ou populaire, festifs et entraînants, présentés principalement lors de diverses fêtes de quartiers;

2.3.4 sous la responsabilité du Service de la culture, travailler avec l'ensemble des arrondissements montréalais à l'organisation des concerts d'été;

2.3.5 Assumer les frais des actions de promotion en lien avec la tenue des concerts dans les parcs et places publiques;

2.4 mettre en place la programmation complète des concerts avec le Trust Royal au plus tard le 1 avril 2020 ;

2.5 mettre en évidence la contribution de la Succession Charles S. Campbell et la participation du Trust Royal, en sa qualité de fiduciaire de la Succession Charles S. Campbell, dans toute publicité relative à la programmation des activités visées par la présente entente;

2.6 prendre les mesures nécessaires pour que les concerts aient lieu dans des endroits sécuritaires et qu'un service d'ordre y soit maintenu, le cas échéant;

2.7 remettre au Trust Royal un bilan des activités dans les 3 mois suivant la fin de la programmation des concerts d'été. Ce bilan comprendra une évaluation des activités au niveau de la programmation, de la promotion, de la logistique et des équipements, ainsi que les statistiques de fréquentation pour chacun des concerts, la revue de presse et le bilan financier détaillé.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DU TRUST ROYAL

3.1 En considération du respect par la Ville de toutes et chacune de ses obligations, Trust Royal convient de verser à la Ville, pour l'année 2020, une participation financière de 115 000,00 $, incluant toutes les taxes applicables le cas échéant, devant être affectée à la programmation et la réalisation de concerts conformément à l'article 2 du présent protocole.

3.2 Le montant exact de la participation financière de Trust Royal doit être confirmé par écrit à la Ville, par Trust Royal, dans les dix (10) jours ouvrables suivant la signature du présent protocole.

Cette participation financière sera remise à la Ville dans les quinze (15) jours ouvrables suivant la signature du présent protocole par les deux parties.

ARTICLE 4
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

La Ville déclare et garantit :

4.1 qu'elle a le pouvoir de conclure le présent protocole et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celui-ci;

4.2 que les droits de propriété intellectuelle dus pour toute représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu.

ARTICLE 5
DURÉE

5.1 Sous réserve de l'article 7, le présent protocole, d'une durée de 1 an, prend effet à sa signature par les deux parties.

5.2 L'article 6 des présentes survivra à toute résiliation du présent protocole par l'une ou l'autre des parties.

ARTICLE 6
INDEMNISATIONS ET ASSURANCES

Le Ville garantit et tient Trust Royal, tant en sa qualité personnelle qu'en sa qualité de fiduciaire de la Succession, indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit résultant directement ou indirectement de ce qui fait l'objet du présent protocole; elle prend fait et cause pour Trust Royal dans toutes réclamations ou poursuites contre cette dernière et l'indemnise de tous jugements et de toutes condamnations qui pourraient être prononcés contre celle-ci et de toutes sommes qu'elle aura déboursées avant ou après jugement en raison de ce qui précède.

ARTICLE 7
RÉSILIATION

7.1 Trust Royal peut mettre fin au présent protocole en tout temps sur préavis de quatre-vingt-dix (90) jours expédié à la Ville par courrier recommandé.

7.2 La Ville peut mettre fin au présent protocole en tout temps sur préavis de quatre-vingt-dix (90) jours expédié à Trust Royal par courrier recommandé, sauf et excepté pendant la période du 15 mars 2020 au 15 septembre 2020.

7.3 Lors d'une telle résiliation par l'une ou l'autre des parties, la Ville s'engage à remettre au Trust Royal les sommes d'argent non dépensées et non engagées dans la programmation en cours et les pièces justificatives pour les sommes d'argent dépensées ou engagées, à même les sommes versées par Trust Royal.

ARTICLE 8
AVIS

Tout avis ou envoi de documents ou d'informations requis en vertu de quelque disposition des présentes, pour être valide et lier les parties, devra être donné par écrit et devra être adressé par courrier recommandé, auquel cas il sera réputé avoir été reçu le troisième (3e) jour de sa date de mise à la poste. Ceux-ci pourront aussi être livrés par huissier ou par messager, et, en cas de grève du service postal, ils devront être livrés par huissier ou par messager.

POUR LA VILLE :

À l'attention de Lina Borba
Service de la culture
801, rue Brennan, 5e étage, bureau 5126.01
Montréal (Québec) H3C 0G4

POUR TRUST ROYAL :

Succession C. S. Campbell – réf. : 46325044
A/S : COMPAGNIE TRUST ROYAL
1, Place Ville-Marie, bureau 1240
Montréal (Québec) H3B 4P5

ARTICLE 9
DISPOSITIONS FINALES

9.1 La Ville reconnaît que toutes et chacune des obligations qu'elle assume en vertu du présent protocole constituent des considérations essentielles sans lesquelles Trust Royal n'aurait pas signé celui-ci. Si la Ville ne respecte pas quelqu'engagement pris aux termes du présent protocole, Trust Royal l'avise par écrit du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai raisonnable qu'elle détermine. Si malgré cet avis, la Ville refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, Trust Royal peut résilier le présent protocole sans autre avis ni délai. Dans un tel cas, les dispositions de l'article 7.3 s'appliquent.

9.2 Aucune disposition du présent protocole ne doit être interprétée comme créant une obligation de la Ville d'engager des sommes au-delà de celles qui lui sont versées en vertu de ce protocole et toute obligation relative à la réalisation des Concerts d'été de la Succession Campbell se limite aux sommes qui lui sont versées en vertu du présent protocole.

9.3 Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page du présent protocole ou à toute autre adresse dans le district judiciaire de Montréal dont elle aura préalablement avisé l'autre partie.

9.4 Le présent protocole lie les parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs, étant toutefois entendu que les obligations imposées à l'une des parties aux présentes ne peuvent être cédées qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

9.5 La Ville n'est pas le mandataire du Trust Royal et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

9.6 Le présent protocole est régi par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI LES PARTIES ONT SIGNÉ LE PRÉSENT PROTOCOLE D'ENTENTE EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le 23 e jour de mars 2020

COMPAGNIE TRUST ROYAL

Par : _____
Marisa Porreca, Directrice régionale, ~~Service à la clientèle~~
Carmela Guerrero, Chef, marché régional

Par : _____
Peter Zouliatis, Premier chargé de comptes

Cette convention a été approuvée par le Comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de ..... 20__ (Résolution CE- .....).

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1206369001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division programmation et diffusion
Objet :	Accepter une subvention de 115 000 $ du Trust Royal afin de permettre la programmation des Concerts de la Succession Campbell qui seront présentés exceptionnellement cette année en version numérique dans le cadre de la programmation 2020 des activités culturelles municipales. Approuver un projet de convention entre la Ville et Compagnie Trust Royal concernant la programmation des Concerts de la Succession Campbell. Accorder un budget additionnel de dépenses équivalent au revenu additionnel et autoriser la Division action culturelle et partenariats du Service de la culture à affecter cette somme pour l'octroi de contrats d'artistes et le paiement des dépenses afférentes à ces activités, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds - GDD 1206369001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hui LI
Préposée au budget
Tél : 514 872-3580

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-11

Julie NICOLAS
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-7660
Division : Service des finances , Direction des revenus

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.006

2020/06/03
08:30

Dossier # : 1203012002

Unité administrative responsable :	Service de l'expérience citoyenne et des communications , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser le virement budgétaire totalisant 41 000$ pour l'année 2020 en provenance de l'arrondissement de Lachine vers la Division 311 et interventions rapides et prioritaires de la Direction de l'expérience citoyenne et du 311 au sein du Service de l'expérience citoyenne et des communications et ce, à compter du 11 juillet 2020. Pour l'année 2021 et les années subséquentes, un ajustement de la base budgétaire de l'ordre de 86 300 $ sera requis.

Il est recommandé :

1. d'autoriser le virement budgétaire de 41 000$ en provenance de l'arrondissement de Lachine vers la division des opérations 311 de la Direction de l'expérience citoyenne et 311 au Service de l'expérience citoyenne et des communications.

2. pour l'année 2021 et les années subséquentes, un ajustement à la base budgétaire de l'ordre de 86 300$ sera fait en provenance de l'arrondissement de Lachine vers la division des opérations 311 de la Direction de l'expérience citoyenne et 311 au Service de l'expérience citoyenne et des communications. Le montant de l'ajustement de la base budgétaire sera ajusté dès que les instructions budgétaires pour la confection du budget 2021 seront connues.

3. la dépense est de compétence 100% locale.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2020-05-25 11:48

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1203012002**
Unité administrative responsable :	Service de l'expérience citoyenne et des communications , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser le virement budgétaire totalisant 41 000$ pour l'année 2020 en provenance de l'arrondissement de Lachine vers la Division 311 et interventions rapides et prioritaires de la Direction de l'expérience citoyenne et du 311 au sein du Service de l'expérience citoyenne et des communications et ce, à compter du 11 juillet 2020. Pour l'année 2021 et les années subséquentes, un ajustement de la base budgétaire de l'ordre de 86 300 $ sera requis.

CONTENU

CONTEXTE

Le 311 a été mis en service à la Ville de Montréal en décembre 2007. Depuis, la responsabilité de cette activité représentant annuellement environ 1 million d'appels de citoyens a été assumée en mode partagé entre une unité centrale et l'ensemble des arrondissements. Donc, les centres d'appels 311 en arrondissements répondent aux appels téléphoniques des citoyens qui leur sont destinés, ainsi qu'à une partie des appels non reconnus (citoyens n'ayant choisi aucun arrondissement en particulier ou dont la reconnaissance vocale n'a pas bien fonctionné) et ce, du lundi au vendredi entre 8h30 et 17h00.
De 2007 à 2011, la prise des appels téléphoniques les soirs, les fins de semaine et les jours fériés était sous la responsabilité d'une unité centrale. Par la suite, elle a été assumée par l'arrondissement de LaSalle entre octobre 2011 et janvier 2016.

En 2015, la Direction générale a mis en place un projet de réingénierie des processus du 311 afin d'en réviser l'ensemble de l'offre de services et ses modalités d'affaires.

En janvier 2016, le Service de la concertation des arrondissements a repris la responsabilité de la prise d'appels téléphoniques 311 les soirs, les fins de semaine et les jours fériés (jusque-là assumée par l'arrondissement de LaSalle), ainsi que la prise en charge des courriels envoyés à la Ville et n'ayant été attribués à aucun arrondissement en particulier.

Conformément à la vision stratégique de l'organisation comme ville intelligente, les modes de fonctionnement du futur centre de services 311 seront largement basés sur les meilleures pratiques 311 des villes nord-américaines, notamment une expérience client respectant le parcours du citoyen, une plus grande transparence dans le traitement des requêtes, la résolution des demandes lors du premier appel et une qualité de services plus uniforme sur l'ensemble des moyens d'accès offerts aux citoyens via le 311.

La phase de changement actuelle vise à permettre aux arrondissements qui le souhaitent l'intégration progressive des activités de la prise d'appels téléphoniques 311 et des courriels

de leur centre d'appel. Cette intégration s'effectuera au sein d'une unité centrale, soit la Division des opérations 311 de la Direction de l'expérience citoyenne et du 311 au sein du Service de l’expérience citoyenne et des communications.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 1664- 18 novembre 2019- Autoriser le déplacement de trois (3) postes cols blancs permanents d'agent de communications sociales dont le code d'emploi est 706310, leurs occupants ainsi qu'un virement budgétaire totalisant 27 004 $ pour l'année 2019 en provenance de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal vers la Division des opérations 311 de la Direction de l'expérience citoyenne et du 311 au sein du Service de l’expérience citoyenne et des communications et ce, à compter du 23 novembre 2019. Pour l'année 2020 et les années subséquentes, un ajustement de la base budgétaire de l'ordre de 238 200 $ sera requis.
GDD 2196376009 - 8 octobre 2019 - Autoriser la création d'un poste permanent d'agent de communications sociales (706310) à la division des opérations 311 de la Direction de l'expérience citoyenne et 311 du Service de l'expérience citoyenne et des communications, sans abolition en contrepartie, non financé par le budget de fonctionnement, avec ajustements à la base budgétaire des années subséquentes, à compter de la date de décision.

CM19 0084 - 28 janvier 2019 - Autoriser le déplacement de six (6) postes cols blancs permanents d'agent de communications sociales dont le code d'emploi est 706310, leurs occupants ainsi que des virements budgétaires totalisant 468 024$ pour l'année 2019 en provenance des arrondissements de Montréal-Nord, d'Ahuntsic-Cartierville et de Verdun vers la Division des opérations 311 de la Direction de l'expérience citoyenne et du 311 au sein du Service de l’expérience citoyenne et des communications et ce, à compter du 2 février 2019. Pour l'année 2020 et les années subséquentes, un ajustement de la base budgétaire de l'ordre de 513 000 $ sera requis.

CM18 1531 - 18 décembre 2018 - Autoriser le déplacement de neuf (9) postes cols blancs permanents d'agent de communications sociales dont le code d'emploi est 706310, leurs occupants ainsi que des virements budgétaires totalisant 87 000 $ pour l'année 2018 en provenance des arrondissements de Ville-Marie, de Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension et de Pierrefonds-Roxboro vers le Centre de services 311 à la Direction générale et ce, à compter du 24 novembre 2018. Pour l'année 2019, autoriser des virements budgétaires totalisant 769 500 $ en provenance des arrondissements de Ville-Marie, de Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension et de Pierrefonds-Roxboro vers le Centre de services 311 au Service de l'expérience citoyenne et des communications. Pour 2020 et les années subséquentes, un ajustement de la base budgétaire de l'ordre de 769 500 $ sera requis.

CA18 10502 - 10 décembre 2018 (Arrondissement de Montréal-Nord) - Accepter l'offre du conseil de la Ville d'offrir aux conseils d'arrondissement, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, la fourniture de services 311, sur l'ensemble des plages horaires, soit les jours ouvrables, les soirs, les fins de semaine et les jours fériés.

CA18 210274 - 4 décembre 2018 (Arrondissement de Verdun) - Accepter l'offre du conseil de la Ville d'offrir aux conseils d'arrondissement, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, la fourniture de services 311, sur l'ensemble des plages horaires, soit les jours ouvrables, les soirs, les fins de semaine et les jours fériés.

CA18 090220 - 9 octobre 2018 (Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville - Accepter l'offre du conseil de la Ville d'offrir aux conseils d'arrondissement, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, la fourniture de services 311, sur l'ensemble des plages horaires, soit les jours ouvrables, les soirs, les fins de semaine et les jours fériés.

CA18 290337 - 5 novembre 2018 (Arrondissement de Pierrefonds-Roxboro) – Accepter l'offre du conseil de la Ville d'offrir aux conseils d'arrondissement, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, la fourniture de services 311, sur l'ensemble des plages horaires, soit les jours ouvrables, les soirs, les fins de semaine et les jours fériés.

CA18 250413 - 5 novembre 2018 (Arrondissement du Plateau-Mont-Royal) - Acceptation de l'offre du conseil de la Ville d'offrir aux conseils d'arrondissement, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, la fourniture de services 311 sur l'ensemble des plages horaires, soit les jours ouvrables, les soirs, les fins de semaine et les jours fériés.

CA18 240416 – 4 juillet 2018 (Arrondissement de Ville-Marie) – Accepter l'offre du conseil de la Ville d'offrir aux conseils d'arrondissement, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, la fourniture de services 311, sur l'ensemble des plages horaires, soit les jours ouvrables, les soirs, les fins de semaine et les jours fériés.

CA18 140130 – 1er mai 2018 (Arrondissement de Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension) – Accepter l'offre du conseil de la Ville d'offrir aux conseils d'arrondissement, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, la fourniture de services 311, sur l'ensemble des plages horaires, soit les jours ouvrables, les soirs, les fins de semaine et les jours fériés.

CM17 1020 – 23 août 2017 – Offrir aux conseils d'arrondissement, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, la fourniture de services 311 sur l'ensemble des plages horaires, soit les jours ouvrables, les soirs, les fins de semaine et les jours fériés.

CM16 0114 – 26 janvier 2016 – Offrir aux conseils d'arrondissement, conformément à l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal* , la fourniture de services 311 les soirs, les fins de semaine et les jours fériés et de mettre fin à l'entente de services actuellement en vigueur avec l'arrondissement de LaSalle.

CM11 0837 – 28 octobre 2011 – Confier à l'arrondissement de LaSalle, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, la responsabilité de la prise d'appels téléphoniques 311 les soirs, les fins de semaine et les jours fériés et chômés pour tous les arrondissements de la Ville ainsi que la prise en charge des courriels autres que ceux des arrondissements, et ce, en remplacement du Centre de services 311 et d'approuver l'entente de service à cet effet.

CA11 20 0569 - 26 octobre 2011 - Offrir au conseil municipal, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, d'assumer la responsabilité de la prise d'appels téléphoniques 311 les soirs, les fins de semaines et les jours fériés et chômés pour tous les arrondissements de la Ville de Montréal ainsi que la prise en charge des courriels autres que ceux des arrondissements en remplacement du centre de services 311 et ratifier l'entente de service à cet effet.

DESCRIPTION

À la Ville de Montréal, chaque instance décisionnelle est responsable de répondre aux questions des citoyens en fonction des compétences qui lui sont dévolues. L'intégration progressive de la prise des appels téléphoniques et des courriels de jour, sur une base volontaire des arrondissements, s'effectue par une offre de services du conseil municipal à chacun des arrondissements (CM17 1020), conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal. La résolution du conseil municipal prend effet à compter de l'adoption par un conseil d'arrondissement d'une résolution acceptant la fourniture de services.

L'arrondissement de Lachine a accepté l’offre de services (CA20 190074)

Les modalités de l'offre de services sont les suivantes : transfert de la prise des appels téléphoniques de jour, jusque-là traités par l'arrondissement, et des courriels, du lundi au vendredi de 8h30 à 17h00. Cette nouvelle responsabilité s'ajoutera à la couverture centrale actuelle, laquelle se situe entre 17h00 et 20h30 la semaine et entre 9h00 et 17h00 les samedis, dimanches et jours fériés.

JUSTIFICATION

En composant le 311, les citoyens continueront de recevoir des services complets de 8h30 à 20h30, du lundi au vendredi, et de 9h00 à 17h00, les samedis, dimanches et jours fériés et ce, 365 jours par année. Pour signaler un problème nécessitant une intervention rapide pour des travaux publics ou d’entretien (bris, pannes, etc.), le service continuera également d'être offert aux citoyens 24 heures par jour et ce, à chaque jour de l'année.
Il est jugé optimal d'intégrer progressivement les effectifs pour la prise d'appels téléphoniques 311 et les courriels des arrondissements qui le souhaitent en un seul cadre d'activités. Le regroupement de la main d'œuvre permettra d'optimiser l'utilisation des ressources et d’adopter une gestion plus flexible, une agilité dans les opérations ainsi que d'offrir aux citoyens des niveaux de services plus uniformes.

Des ententes sont convenues avec les arrondissements volontaires concernant les modalités du transfert d'activités menant à la prise en charge par l'unité centrale.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour l'année 2020, autoriser le virement budgétaire de 41 000$ en provenance de l’arrondissement de Lachine vers la division des opérations 311 de la Direction de l'expérience citoyenne et 311 au Service de l'expérience citoyenne et des communications.
Pour l'année 2021 et les années subséquentes, un ajustement à la base budgétaire de l'ordre de 86 300$ sera fait en provenance de l’arrondissement de Lachine vers la division des opérations 311 de la Direction de l'expérience citoyenne et 311 au Service de l'expérience citoyenne et des communications. Le montant de l'ajustement de la base budgétaire sera ajusté dès que les instructions budgétaires pour la confection du budget 2021 seront connues.

La dépense est de compétence 100% locale.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Viorica ZAUER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Viorica ZAUER, Service des finances
Lavinia BADEA, Lachine
Nassim Amine TALEB, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

Viorica ZAUER, 21 mai 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine DUVAL
Conseillère en ressources humaines

Tél : 514 872-7276
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-21

Stéphanie P PAQUETTE
Chef de division en ressources humaines

Tél : 514 280-4263
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Brigitte GRANDMAISON
directeur - centre de services 311
Tél : 514 872-4257
Approuvé le : 2020-05-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Josée BÉDARD
Directrice
Tél : 514 872-5141
Approuvé le : 2020-05-22

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1203012002

Unité administrative responsable :	Service de l'expérience citoyenne et des communications , Direction , -
Objet :	Autoriser le virement budgétaire totalisant 41 000$ pour l'année 2020 en provenance de l'arrondissement de Lachine vers la Division 311 et interventions rapides et prioritaires de la Direction de l'expérience citoyenne et du 311 au sein du Service de l'expérience citoyenne et des communications et ce, à compter du 11 juillet 2020. Pour l'année 2021 et les années subséquentes, un ajustement de la base budgétaire de l'ordre de 86 300 $ sera requis.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1203012002.xlsm

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Viorica ZAUER
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-4674

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-21

Michelle DE GRAND-MAISON
Professionnelle -Chef d'équipe
Tél : 514 872-7512
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CE : 30.007

2020/06/03
08:30

Dossier # : 1206417002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Rosemont - La Petite-Patrie , Direction du développement du territoire et des études techniques , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Autoriser un virement budgétaire de 788 494,97 $, taxes incluses, du Service de la gestion et de la planification immobilière à l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie, dans le cadre du contrat accordé à Les entreprises Constructo, pour le réaménagement des bureaux de la Division de l'entretien de l'éclairage, de la signalisation et du marquage sur la chaussée (CA20 260100)

Il est recommandé :
d'autoriser un virement budgétaire de 788 494,97 $, taxes incluses, du Service de la gestion et de la planification immobilière à l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie, dans le cadre du contrat accordé à Les entreprises Constructo, pour le réaménagement des bureaux de la Division de l'entretien de l'éclairage, de la signalisation et du marquage sur la chaussée (CA20 260100).
D'autoriser une dépense de 788 494,97 $, taxes incluses, pour le réaménagement des bureaux de la Division de l'entretien de l'éclairage, de la signalisation et du marquage sur la chaussée.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-05-08 14:27

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Rosemont
La Petite-Patrie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 4 mai 2020	Résolution: CA20 26 0100

Autoriser une dépense totale de 788 494,97 $, taxes incluses − Octroyer un contrat à « Les entreprises Constructo » au montant de 612 185,54 $, taxes incluses, pour le réaménagement des bureaux de la Division de l'entretien de l'éclairage, de la signalisation et du marquage sur la chaussée, situés au 1500, rue des Carrières - Appel d'offres public RPPA19-10075-OP (7 soumissionnaires)

Il est proposé par François William Croteau

appuyé par Stephanie Watt

Et résolu :

D'autoriser une dépense de 788 494,97 $, taxes incluses, pour le réaménagement des bureaux de la Division de l'entretien de l'éclairage, de la signalisation et du marquage sur la chaussée;

D'accorder à « Les entreprises Constructo », le contrat de construction tel que décrit précédemment pour une somme maximale de 612 185,54 $, taxes incluses et selon les conditions du contrat RPPA19-10075-OP;

D'autoriser une dépense de 91 827,83 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

D'autoriser une dépense de 84 481,60 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

D'imputer ces dépenses, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.04 1206417002

François William CROTEAU
_____
Maire de l'arrondissement

Arnaud SAINT-LAURENT
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 5 mai 2020

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1206417002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Rosemont - La Petite-Patrie , Direction du développement du territoire et des études techniques , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Autoriser un virement budgétaire de 788 494,97 $, taxes incluses, du Service de la gestion et de la planification immobilière à l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie, dans le cadre du contrat accordé à Les entreprises Constructo, pour le réaménagement des bureaux de la Division de l'entretien de l'éclairage, de la signalisation et du marquage sur la chaussée (CA20 260100)

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier décisionnel doit être soumis et approuvé par le comité exécutif (CE) afin que le transfert des fonds provenant du central puisse se faire vers l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie. L'approbation du conseil municipal (CM) n'est pas requise pour ce dossier décisionnel.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Tarik CHABANE CHAOUCHE
Agente technique en architecture

514-868-3924
Tél :
Télécop. : 514-872-7064

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.007

2020/06/03
08:30

Dossier # : 1206417002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Rosemont - La Petite-Patrie , Direction du développement du territoire et des études techniques , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense totale de 788 494,97 $, taxes incluses - Octroyer un contrat à « Les entreprises Constructo » au montant de 612 185,54 $, taxes incluses, pour le réaménagement des bureaux de la Division de l'entretien de l'éclairage, de la signalisation et du marquage sur la chaussée, situés aux 1500, rue des Carrières - Appel d'offres public RPPA19-10075-OP (7 soumissionnaires)

Il est recommandé :
D'autoriser une dépense de 788 494,97 $, taxes incluses, pour le réaménagement des bureaux de la Division de l'entretien de l'éclairage, de la signalisation et du marquage sur la chaussée;
D'accorder à « Les entreprises Constructo », le contrat de construction tel que décrit précédemment pour une somme maximale de 612 185,54 $, taxes incluses et selon les conditions du contrat RPPA19-10075-OP;

D'autoriser une dépense de 91 827,83 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

D'autoriser une dépense de 84 481,60 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

D'imputer ces dépenses, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Daniel LAFOND **Le** 2020-04-21 16:03

Signataire : Daniel LAFOND

Directeur d'arrondissement
Rosemont - La Petite-Patrie , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1206417002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Rosemont - La Petite-Patrie , Direction du développement du territoire et des études techniques , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense totale de 788 494,97 $, taxes incluses - Octroyer un contrat à « Les entreprises Constructo » au montant de 612 185,54 $, taxes incluses, pour le réaménagement des bureaux de la Division de l'entretien de l'éclairage, de la signalisation et du marquage sur la chaussée, situés aux 1500, rue des Carrières - Appel d'offres public RPPA19-10075-OP (7 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Le présent sommaire vise les travaux de réaménagement des bureaux de la Division de l'entretien de l'éclairage, de la signalisation et du marquage sur la chaussée (E.E.S.M.), situés au 1500, rue des Carrières. Les bureaux des contremaîtres de l'équipe EESM ont été aménagés au rez-de-chaussée dans les anciennes écuries de la Ville. Le plancher n'a jamais été mis à niveau et présente des dénivellations importantes, l'aménagement est désuet, la ventilation, le chauffage et l'éclairage sont déficients.
L'appel d'offres RPPA19-10075-OP a été publié le 3 février 2020 sur le système électronique d'appel d'offres approuvé par le gouvernement du Québec (SÉAO), ainsi que dans le journal le Devoir. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 24 mars 2020. Sept (7) entreprises ont déposé une soumission. Durant la période d'appel d'offres, trois (3) addendas ont été émis.

Numéro de l'addenda	Date	Contenu
1	2020-02-19	Clarifications aux plans et devis
2	2020-02-19	Clarifications aux plans et devis
3	2020-02-27	Clarifications aux plans et devis
4	2020-03-18	Clarifications aux plans et devis

Des visites ont été organisées en respectant le *Règlement de la gestion contractuelle* de la Ville. Elles se sont déroulées du 3 au 13 février 2020.

La présente soumission est valide pour une période de 120 jours.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DB201035001 - 9 février 2020 - Autoriser une dépense de 80 000 $, taxes incluses – Accorder un mandat de services professionnels aux firmes « UN architecture inc. » et « FNX -INNOV inc. » pour le réaménagement intérieur au 1500, rue des Carrières et divers

travaux (contrat RPPS16-08041-OP) à l'arrondissement de Rosemont−La Petite-Patrie.
CA19 26 0306 - 7 octobre 2019 - Autoriser une dépense de 80 000 $, taxes incluses − Accorder un mandat de services professionnels aux firmes « UN architecture inc. » et « FNX -INNOV inc. » pour le réaménagement intérieur au 1500, rue des Carrières et divers travaux (contrat RPPS16-08041-OP) à l'arrondissement de Rosemont−La Petite-Patrie.

DB191035001 - 26 avril 2019 - D'autoriser une dépense de 48 252,13 $, taxes incluses - Utiliser l'entente-cadre pour un mandat de services professionnels par les firmes « UN architecture inc. » et « FNX-INNOV inc. » pour le réaménagement du bureau des contremaîtres au 1500, rue des Carrières et divers travaux (contrat RPPS16-08041-OP) à l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie, comprenant tous les frais accessoires, le cas échéant;

CM18 1403 - 28 novembre 2018 - Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2019-2021 de la Ville de Montréal (Volet ville centrale).

CA17 26 0012 - 16 janvier 2017 - Approbation d'un projet de convention et octroi d'un contrat de services professionnels d'une valeur maximale de 650 050,37 $, taxes comprises, à « UN architecture inc. » et « Les consultants S.M. inc. » pour la réfection de bâtiments de sports et loisirs et divers projets - Appel d'offres public RPPS16-08041-OP (9 soumissionnaires).

DESCRIPTION

Au cours de l'appel d'offres public, il y a eu dix-sept (17) preneurs du cahier des charges sur le site de SÉAO, dont la liste est jointe dans l'intervention du Greffe. Parmi ces dix-sept (17) preneurs, dix (10) entreprises n'ont pas déposé de soumission. Parmi les preneurs du cahier des charges qui n'ont pas soumissionné, plusieurs n'avaient pas l'expertise ou le temps pour réaliser le projet selon les exigences des documents contractuels.
Au cours de l'appel d'offres public, aucune plainte n'a été signalée à l'Autorité des marchés publics (AMP) en lien avec cet appel d'offres.

La Direction du développement du territoire et des études techniques (DDTET) recommande d'accorder le contrat à « Les entreprises Constructo », plus bas soumissionnaire conforme et éligible, pour un montant maximal de 612 185,84 $, taxes incluses.

Pour parer à toutes éventualités, l'Arrondissement recommande d'ajouter :
- un montant de 91 827,83 $, taxes incluses, soit 15 % de la valeur des travaux, en contingences, dans l'enveloppe budgétaire.
- un montant de 84 481,60 $, taxes incluses, soit 12 % de la valeur des travaux, en incidences, dans l'enveloppe budgétaire.

JUSTIFICATION

La DDTET de l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie ne possède pas toutes les ressources matérielles et humaines nécessaires pour réaliser certains travaux majeurs tels que l'agrandissement du secteur occupé, le dégarnissage complet, le nivellage du plancher, la construction de nouvelles cloisons, la pose de nouveaux finis et la modernisation de la ventilation, du chauffage et de l'éclairage. Ainsi, l'Arrondissement a procédé par appel d'offres public afin de trouver un entrepreneur pour la réalisation des travaux.
Les sept (7) soumissions reçues sont conformes.

Voici un résumé des soumissions reçues :

Firmes soumissionnaires	Prix de base	Contingences	Total

Les entreprises Constructo	612 185,54		612 185,54
Procova inc.	657 657,00		657 657,00
Construction Rocart Inc.	658 542,31		658 542,31
Groupe PichéConstruction inc.	661 522,46		661 522,46
Axe construction inc.	668 052,67		668 052,67
Le groupe St-Lambert	686 783,62		686 783,62
Norgereq ltée	727 653,78		727 653,78
Estimation des professionnels externes ($)	638 868,00		638 868,00
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)* Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse x 100)*			667 485,34 9,03%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) *(la plus haute conforme– la plus basse conforme)* Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) *((la plus haute – la plus basse) / la plus basse x 100)*			115 468,24 18,86%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			-26 682,46 -4,18%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			45 471,46 7,43%

Le coût déposé par le plus bas soumissionnaire conforme est inférieur à l'estimation de la firme « Un architecture inc. », qui est de 638 868 $ (taxes incluses). Cette différence correspond à -26682,46 $ (-4,18 %).

Le coût moyen des soumissions est de 667 485,34 $, ce qui représente un écart de 9,03 % avec la plus basse soumission conforme. L'écart entre la plus haute et la plus basse soumission s'élève à 115 468,24 $, soit 18,86 %.

L'analyse démontre que « Les entreprises Constructo » est le plus bas soumissionnaire conforme.

« Les entreprises Constructo », adjudicataire du présent contrat, ne fait pas partie de la liste des entreprises non admissibles aux contrats publics de l'Autorité des marchés publics (AMP) .

Une attestation fiscale de Revenu Québec est requise pour l'octroi de ce contrat. Le plus bas soumissionnaire, « Les entreprises Constructo », détient l'attestation de Revenu Québec en date du 13 janvier 2020.

Une autorisation de contracter avec un organisme public de l’AMP n’est pas requise pour l'octroi de ce contrat.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût de 788 494,97 **$**, taxes incluses est réparti comme suit :
- travaux à 612 185,54 **$** (taxes incluses);
- contingences pour les présents travaux à 91 872,83 **$** (taxes incluses);
- incidences à 84 481,60 **$** (taxes incluses).

Ce montant représente une dépense nette de 720 001,01 **$**.

Le coût des travaux est prévu au programme triennal d'immobilisations (PTI) du Service de la gestion et de la planification immobilière dans le programme de protection des bâtiments industriels (66460).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le présent projet est en lien avec au moins l'une des 4 priorités d'intervention du *Plan Montréal durable 2016-2020* , soit :
Priorité 1 - Réduire les émissions de GES et la dépendance aux énergies fossiles;
Priorité 4 - Faire la transition vers une économie verte, circulaire et responsable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication sera élaborée par l'Arrondissement, lors de l'octroi de contrat. Les intervenants seront informés de la portée des travaux ainsi que des délais de réalisation.
Une affiche de chantier est prévue dans le cadre des travaux d'aménagement pour annoncer les investissements.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat : 4 mai 2020
Début des travaux : mai 2020
Fin des travaux : octobre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications et au mieux de leurs connaissances, les signataires du dossier attestent de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Rosemont - La Petite-Patrie , Direction des relations avec les citoyens_des services administratifs et du greffe (Adina IACOB)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Erlend LAMBERT, Service de la gestion et de la planification immobilière
Oana BAICESCU-PETIT, Rosemont - La Petite-Patrie

Lecture :

Erlend LAMBERT, 7 avril 2020
Oana BAICESCU-PETIT, 7 avril 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sophie DESLISLE
Agente technique en architecture

Tél : 514-868-3924
Télécop. : 514-872-7064

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-06

Guylaine DÉZIEL
Directrice du développement du territoire et des études techniques

Tél : 514-868-3882
Télécop. : 514-868-3918

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1206417002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Rosemont - La Petite-Patrie , Direction du développement du territoire et des études techniques , Division des études techniques
Objet :	Autoriser une dépense totale de 788 494,97 $, taxes incluses - Octroyer un contrat à « Les entreprises Constructo » au montant de 612 185,54 $, taxes incluses, pour le réaménagement des bureaux de la Division de l'entretien de l'éclairage, de la signalisation et du marquage sur la chaussée, situés aux 1500, rue des Carrières - Appel d'offres public RPPA19-10075-OP (7 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1206417002 - 1500 des Carrières - Travaux réaménagement.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Agent comptable analyste - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514 872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-17

Françoise TURGEON
Conseillère budgétaire

Tél : 514 872-0946
Division : Service des finances - Point de service HDV

CE : 30.008

2020/06/03 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 30.009

2020/06/03 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 30.010

2020/06/03 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.001

2020/06/03
08:30

Dossier # : 1208370004

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , Division du logement social et adaptation de domicile
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 d) maintenir, avec l'appui de ses partenaires gouvernementaux, des mesures d'aide aux populations vulnérables favorisant l'accès à un logement convenable et abordable
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Stratégie 12 000 logements
Objet :	Édicter une ordonnance en vertu du Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et sans but lucratif (AccèsLogis Montréal) (02-102) pour la majoration des loyers de référence des projets de logement social et communautaire en volet 3.

Il est recommandé d'approuver l'édiction, en vertu de l'article 23 du Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et sans but lucratif (AccèsLogis Montréal) (02-102), l'ordonnance pour la majoration des loyers de référence des projets de logement social et communautaire en volet 3.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-05-22 14:11

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208370004**
Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , Division du logement social et adaptation de domicile
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 d) maintenir, avec l'appui de ses partenaires gouvernementaux, des mesures d'aide aux populations vulnérables favorisant l'accès à un logement convenable et abordable
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Stratégie 12 000 logements
Objet :	Édicter une ordonnance en vertu du Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et sans but lucratif (AccèsLogis Montréal) (02-102) pour la majoration des loyers de référence des projets de logement social et communautaire en volet 3.

CONTENU

CONTEXTE

Le *Règlement modifiant le Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (02-102*) (RCG 17-036), créant le nouveau AccèsLogis Montréal (ACM), a été adopté par le conseil d'agglomération le 14 décembre 2017 (CG17 0572) et est entré en vigueur le 23 avril 2018 à la publication de l'ordonnance du CE du 18 avril (CE 18 0684).
Ce règlement fixe plusieurs paramètres encadrant le montage financier des projets. Parmi ceux-ci, les loyers médians déterminent les loyers pour chaque volet du programme. Il est à noter que, lorsqu'il s'agit de projets en volet 3, 100 % des logements bénéficient du Programme de supplément au loyer (PSL), permettant au locataire de payer 25 % de son revenu au loyer. La balance du loyer dû est défrayée par ce programme de subvention, administré par la Société d'habitation du Québec.

Actuellement, dans le programme AccèsLogis Montréal, les loyers médians des projets en volet 3 sont 125 % plus élevés que ceux des projets en volet 1. Tandis que dans le programme AccèsLogis Québec, les projets en volet 3 bénéficient de loyers qui sont 150 % plus élevés que ceux des projets en volet 1. Cette majoration a un grand impact pour favoriser la viabilité financière des projets, sans affecter le niveau de loyer des occupants des logements.

Le présent sommaire décisionnel vise à modifier la grille des loyers médians pour des projets en volet 3 du Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (nouveau programme) (02-102), afin d'améliorer la viabilité des projets

et de permettre la poursuite du développement de projets de logement social et communautaire dans le cadre de la Stratégie 12 000 logements.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE19 1075 - 26 juin 2019 - Édicter deux ordonnances visant à déterminer les projets auxquels s'applique le Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (02-102) et les projets auxquels s'applique le Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (AccèsLogis Montréal) (02-102).

CG19 0095 - 28 février 2019 - Adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (nouveau programme) (02-102) (RCG 19-006) afin d'introduire des dispositions permettant aux projets d'obtenir une subvention patrimoniale, de modifier la liste des projets admissibles à une subvention additionnelle ou à une subvention exceptionnelle, de modifier les loyers médians reconnus et de revoir le Guide de réalisation des projets ainsi que des modifications de cohérence pour clarifier l'application de ce règlement avant et après l'entrée en vigueur du Règlement RCG 17-036

CE18 1110 - 18 avril 2018 - Ordonnance no 4 pour la création d'une nouvelle catégorie de coûts maximaux admissibles (Catégorie Zone centrale - Haute densité), des loyers afférents, et la majoration des coûts maximaux admissibles pour les projets de volet 1, 2 et 3.

CG18 0182 - 29 mars 2018 (118 0640001) - Approbation du projet d'entente entre la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal relativement au transfert des budgets et de la responsabilité en habitation, dans le cadre de la mise en œuvre de l'entente-cadre Réflexe Montréal reconnaissant le statut particulier de la métropole.

CG17 0572 - 14 décembre 2017 (1170634001). Adoption du *Règlement modifiant le Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (nouveau programme) (02-102)* . Adoption du *Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif en matière de logement abordable.*

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à modifier les loyers plafonds autorisés dans le Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (nouveau programme) (02-102). Ces loyers sont équivalents à 150 % des loyers des projets en volet 1. Les loyers des projets en volet 1 et 2 demeurent inchangés.

AVANT MAJORATION

LOYERS MÉDIANS DU MARCHÉ (AVEC SERVICES)

RMR de Montréal							
Volet	**Chambre**	**Studio**	**1 c.c.**	**2 c.c.**	**3 c.c.**	**4 c.c.**	**5 c.c.**
III	531 $	744 $	983 $	1 126 $	1 279 $	1 706 $	1 846 $

APRÈS MAJORATION

LOYERS MÉDIANS DU MARCHÉ (AVEC SERVICES)

RMR de Montréal							
Volet	**Chambre**	**Studio**	**1 c.c.**	**2 c.c.**	**3 c.c.**	**4 c.c.**	**5 c.c.**
III	637,50 $	892,50 $	1 179 $	1 351,50 $	1 534,50 $	2 047,50 $	2 215,50 $

Il est à noter que le Volet 3 du programme AccèsLogis s'adresse à des petits ménages en grande majorité. Très peu de grands logements sont produits.

JUSTIFICATION

Ces nouveaux loyers pour des projets en volet 3 refléteront davantage les conditions de développement et d'opération, et favoriseront la viabilité des projets.
La majoration des loyers est nécessaire car les coûts de développement d'un projet en volet 3 sont plus importants que ceux d'un projet en volet 1. Ceci est notamment dû au fait que des projets en volet 3 incluent une salle communautaire et un bureau afin que l'organisme porteur puisse assurer le soutien nécessaire. La majoration des loyers n'est autorisée que lorsque les projets prévoit des salles communautaires et ce, afin de faciliter la viabilité financière des projets.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'augmentation des loyers facilitera la viabilité financière des projets et aura pour impact la diminution des subventions requises pour la réalisation des projets. Quant aux PSL, ils sont entièrement financés par la SHQ, ce programme n'étant pas visé par l'entente Métropole sur la dévolution à la Ville de Montréal des budgets et des programmes en habitation.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les projets de construction neuve seront certifiés Novoclimat.
La poursuite des interventions en matière d'habitation permet à la Ville de Montréal d'agir sur plusieurs aspects clé du développement durable, dont la consolidation du territoire urbanisé et sa densification dans les secteurs desservis par le transport collectif, la réponse aux besoins sociaux et, plus largement, le maintien d'une offre résidentielle saine et diversifiée, garante d'une réelle mixité sociale.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Accélération des engagements des projets dans le cadre du programme ACM.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun impact lié à la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Aucune étape subséquente.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

A la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Geneviève GIRARD GAGNON)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Claire ABRAHAM
Conseillère en développement de l'habitation

Tél : 514-872-6317
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-12

Marianne CLOUTIER
Directrice - Habitation

Tél : 514 872-3882
Télécop. : 514 872-3883

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marianne CLOUTIER
Directrice - Habitation
Tél : 514 872-3882
Approuvé le : 2020-05-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marianne CLOUTIER
Directrice - Habitation
Tél : 514 872-3882
Approuvé le : 2020-05-22

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1208370004

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , Division du logement social et adaptation de domicile
Objet :	Édicter une ordonnance en vertu du Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et sans but lucratif (AccèsLogis Montréal) (02-102) pour la majoration des loyers de référence des projets de logement social et communautaire en volet 3.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir document ci-joint.

FICHIERS JOINTS

Ordonnance_modification_Regl. 02-102_VF.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Geneviève GIRARD GAGNON
Avocate
Tél : 514-868-4132

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-22

Jean-Philippe GUAY
Chef de division
Tél : 514-872-3093
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
ORDONNANCE
XX-XXX

RÈGLEMENT SUR LA SUBVENTION À LA RÉALISATION DE LOGEMENTS COOPÉRATIFS ET À BUT NON LUCRATIF (ACCÈSLOGIS MONTRÉAL) (02-102)

ORDONNANCE NUMÉRO XX-XXX

ORDONNANCE MODIFIANT L'ANNEXE A DU RÈGLEMENT SUR LA SUBVENTION À LA RÉALISATION DE LOGEMENTS COOPÉRATIFS ET À BUT NON LUCRATIF (ACCÈSLOGIS MONTRÉAL) (02-102)

Vu l'article 23 du Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (AccèsLogis Montréal) (02-102);

À la séance du , le comité exécutif de la Ville de Montréal décrète :

1. Le paragraphe 4 de l'article 23 de l'annexe A du Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (AccèsLogis Montréal) (02-102) est modifié par le remplacement de la grille intitulée « Loyers médians du marché (avec services) – Montréal 2018 » par la grille suivante :

« **LOYERS MÉDIANS DU MARCHÉ (AVEC SERVICES)**
Montréal 2018

RMR de Montréal							
Volet	**Chambre**	**Studio**	**1 c.c.**	**2 c.c.**	**3 c.c.**	**4 c.c.**	**5 c.c.**
I	425 $	595 $	786 $	901 $	1 023 $	1 365 $	1 477 $
II	489 $	684 $	904 $	1 036 $			
III	637,50 $	892,50 $	1179 $	1 351,50 $	1 534,50 $	2 047,50 $	2 215,50 $

».

Cette ordonnance a été promulguée par l'avis affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXX.

GDD 1208370004

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CE : 40.002

2020/06/03
08:30

Dossier # : 1200603001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la démolition partielle et l'occupation d'une résidence pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 3 362 559, localisée entre les rues Chambly et Joliette

Il EST RECOMMANDÉ:

De demander au conseil municipal d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la démolition partielle et l'occupation d'une résidence pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 3 362 559, localisée entre les rues Chambly et Joliette.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-05-08 15:09

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Mercier
Hochelaga-Maisonneuve
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 4 mai 2020	Résolution: CA20 27 0122

Demander au conseil municipal d'adopter, en vertu du paragraphe 4 de l'article 89 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4), un règlement autorisant la démolition partielle et l'occupation d'une résidence pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 3 362 559, localisée entre les rues Chambly et Joliette.

Il est proposé par Pierre LESSARD-BLAIS

appuyé par Éric Alan CALDWELL

Et résolu :

De demander au conseil municipal d'adopter, en vertu du paragraphe 4 de l'article 89 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4) un règlement autorisant la démolition partielle, la construction et l'occupation d'une résidence à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 3 362 559 du cadastre du Québec.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.04 1200603001

Dina TOCHEVA
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 5 mai 2020

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.002

2020/06/03
08:30

Dossier # : 1200603001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Demander au conseil municipal d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la démolition partielle et l'occupation d'une résidence pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 3 362 559, localisée entre les rues Chambly et Joliette.

Il EST RECOMMANDÉ:

De demander au conseil municipal d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la démolition partielle et l'occupation d'une résidence pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 3 362 559, localisée entre les rues Chambly et Joliette.

Signé par Serge VILLANDRÉ **Le** 2020-04-27 08:54

Signataire : Serge VILLANDRÉ

Directeur d'arrondissement
Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1200603001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Demander au conseil municipal d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la démolition partielle et l'occupation d'une résidence pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 3 362 559, localisée entre les rues Chambly et Joliette.

CONTENU

CONTEXTE

L'organisme à vocation communautaire « L'Anonyme » projette de transformer une ancienne maison de chambres sise sur le lot 3 362 559 en résidence pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance. Or, le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Mercier/Hochelaga-Maisonneuve (01-275) n'autorise pas ce type d'occupation dans les secteurs mixtes de commerce et d'habitation de catégorie C.2 A et H.
Le conseil municipal peut recourir aux pouvoirs inscrits au paragraphe 4°de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal afin de permettre à l'organisme de s'installer sur les lieux. Celui-ci a déposé une demande à cet effet, le 14 janvier 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Description de l'organisme

La mission de l'organisme « L'Anonyme » consiste à promouvoir des comportements sécuritaires dans le but de prévenir les maladies transmissibles sexuellement ou par le sang (ITSS) par une approche humaniste de proximité. Celle-ci vise à réduire les méfaits associés à certains comportements à haut risque. L'Anonyme offre des services mobiles à leur clientèle notamment un bus et une camionnette SIS (service d'injection supervisé).

Description de la propriété

Il s'agit d'un bâtiment commercial et résidentiel de trois étages érigé en 1900, construit en mode contigu, muni d'un parement de briques et de pierres. Le terrain s'étend sur une superficie totale de 245,3 mètres carrés formé du lot 3 362 559 du cadastre du Québec. Le bâtiment est présentement inoccupé faisant suite à une série d'incendies qui l'ont partiellement endommagées. Il abritait autrefois une maison de chambres.

Description du milieu

L'immeuble s'insère dans un voisinage caractérisé par le commerce établi au rez-de-chaussée et par l'habitation érigée aux étages supérieurs. On retrouve aussi le parc Edmond-Hamelin et un concessionnaire automobile du côté sud de la rue Sainte-Catherine Est.

Description du projet

Le projet d'habitation constitue une expérience-pilote initiée par l'organisme. Il s'adresse à une clientèle ne correspondant pas au profil de locataires normalement admissibles dans le logement social régi par les programmes réguliers Accès logis ou du Volet III. Ce nouveau service d'hébergement vise à offrir une alternative aux personnes qui se retrouvent en situation d'instabilité résidentielle sans domicile fixe. L'organisme souhaite ainsi développer une formule novatrice de logement social en réduisant les barrières d'accès dont souffrent certains types d'individus. Ceux-ci se retrouvent privés d'une forme minimale d'hébergement en étant bien souvent exclus des programmes existants. Par la mise sur pied de ce projet d'habitation, L'Anonyme cherche à faire reconnaître le droit l'accès et le maintien à domicile comme un droit fondamental et déterminant pour la santé publique.

La clientèle desservie et les mesures d'encadrement

Afin de contribuer au bon fonctionnement de la résidence, L'Anonyme fonde son action sur les principes suivants :

- L'établissement de règles simples se résumant à payer son loyer, ne pas déranger son voisin et de maintenir la salubrité des lieux;
- L'implication des intervenants (personnel infirmier, travailleur de rue, etc.) pour qu'ils puissent rencontrer les résidents sur demande;
- La diffusion de l'information auprès des locataires relativement aux différents services offerts pour les accompagner;
- L'implication des résidents, sur une base volontaire, dans la vie quotidienne du centre d'hébergement, dans le but de développer leur sentiment d'appartenance.

L'aménagement de la résidence va permettre d'accueillir 16 personnes réparties dans 14 chambres. Il est prévu d'opérer 24 heures sur 24, toute la semaine, sans aucune mesure permanente de surveillance ou de supervision, maintenue sur place. Les interventions prévues par l'organisme s'effectuent ponctuellement à la demande des locataires. Le déploiement des services mobiles (bus et camionnette SIS) va continuer à se faire sur une base quotidienne discrètement dans le secteur. L'Anonyme ne prévoit pas stationner ses véhicules devant la résidence afin de préserver l'anonymat de la clientèle qui fréquente les dispensaires. Le travail d'intervention auprès des locataires s'effectue en étroite collaboration avec l'organisme « Dopamine » qui opère à proximité de l'immeuble, du lundi au samedi, de 9 h à 16 h.

Les mesures nécessaires à l'entretien de l'immeuble consistent à visiter régulièrement l'immeuble (deux ou trois fois par semaine) par les employés sans que ces derniers soient affectés spécifiquement à la résidence. Le requérant prévoit engager une compagnie spécialisée en décontamination et en gestion parasitaire. L'application des traitements est estimée à une fois par mois. De plus, le gestionnaire de l'immeuble pourra compter sur la collaboration d'un locataire pour l'assister dans la supervision et l'entretien de la bâtisse, spécifiquement rémunéré pour l'exécution de cette tâche.

Description des travaux

Les travaux impliquent la démolition partielle du bâtiment, du garage et d'un hangar. En récupérant l'espace, le requérant prévoit d'agrandir la partie arrière de la résidence sur trois étages. On y retrouve 14 chambres, avec une dînette et deux salons aménagés aux étages supérieures. L'aménagement de la cour arrière comporte un taux de verdissement équivalent à 25,3 % de la superficie du terrain, la plantation de six arbres avec un déploiement en forme de colonnes ainsi qu'un recouvrement en pavé, localisé en bordure de la ruelle.

La façade du rez-de-chaussée se compose d'un mur rideau avec des meneaux peint en gris très foncé. La pierre de taille est maintenue en place et la corniche refaite de manière similaire à l'originale dans les mêmes tons. Le requérant propose de la fenestration fabriquée en aluminium. Pour la partie arrière du bâtiment, les matériaux de recouvrement comprennent du bois de coloration blanche et de la maçonnerie (perle noir). Les escaliers extérieurs sont en acier galvanisé muni de panneaux perforés.

Sur plan conceptuel, la nouvelle résidence doit demeurer ouverte en offrant le plus possible de luminosité et de visibilité pour les locataires pour des raisons de sécurité et de salubrité.

Réglementation d'urbanisme

La propriété du requérant se trouve dans un secteur d’habitation et de commerce (C.2 A et H). Les taux d'implantation (minimum et maximum) doivent se situer entre 30 % et 100 %. Le coefficient de densité se limite à trois. Les hauteurs permises peuvent varier entre deux et trois étages sans jamais dépasser 12,5 mètres. Seul le mode d'implantation contigu est autorisé. L'immeuble fait partie d'un secteur significatif à normes de catégorie A.

Dérogations

L'octroi de la présente autorisation déroge aux dispositions réglementaires suivantes :

- À l'alignement de construction, la démolition partielle de l'immeuble entraîne la perte des droits acquis (article 52);

- À l’usage « centre d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance » qui n’est pas autorisé dans les secteurs de commerce et d'habitation C.2 A et H (article 124).

JUSTIFICATION

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (DAUSE) suggère de répondre favorablement à la présente demande d'autorisation en considérant les éléments énumérés ci-dessous :

- Les registres de l'arrondissement dénotent de nombreux signalements mentionnant la tenue d'activités illégales étroitement liées au crime organisé (prostitution, vente de stupéfiants) se déroulant à l'intérieur du bâtiment. La maison de chambres a été longuement reconnue comme étant un foyer d'insalubrité et de criminalité. De ce point de vue, le projet d'habitation vise notamment à offrir un espace habitable convenable et salubre aux clientèles vulnérables qui autrement se retrouverait particulièrement exposées au crime organisé;

- En dépit du type de locataires, les activités se comparent à celles d'une maison de chambres comme auparavant, gérée cette fois-ci par un organisme reconnu dans le domaine, en étroite collaboration avec tous les intervenants locaux. Il est de l'intérêt

de L'Anonyme d'établir de saines relations avec le voisinage et d'opérer le plus discrètement possible dans l'anonymat;

- La DAUSE estime que la mise en place d'un service d'hébergement va permettre à certaines personnes d'éviter de fréquenter le domaine public, sans domicile fixe, d'autant plus qu'il faut prendre en considération la proximité d'un parc pour enfants localisé immédiatement en face de l'établissement;

- Le projet de l'organisme permet de conserver à la fois l'apparence et la vocation d'origine du bâtiment. Par le passé, ce dernier a profondément souffert de la négligence et du manque d'entretien de la part de ses anciens propriétaires qui ont largement contribué à atteindre son état de délabrement avancé. À l'opposé, L'Anonyme détient toute l'expertise et toutes les relations nécessaires pour assurer la prise en charge de la clientèle en situation de désaffiliation sociale, pour lui offrir des conditions minimales d'hébergement, à l'écart de la criminalité;

- Lors du solstice d'été (jour le plus long), l'étude d'impact sur ensoleillement des cours démontre que l'agrandissement projette de l'ombrage en permanence que sur une partie des hangars desservant la propriété située du côté est. À l'équinoxe du printemps (jour égal à la nuit), la présence du nouveau volume ne provoque pas de zones d'ombrage sur les bâtiments avoisinants. Selon les résultats des simulations, le niveau de luminosité des propriétés adjacentes demeure sensiblement le même durant toute l'année.

Voici en résumé les commentaires et traits marquants identifiés par la DAUSE à l'égard de la qualité du volet architectural du projet pilote présenté par le requérant et ses consultants, soulignons à cet effet :

- La mise en valeur de la façade originale et la réintroduction de la corniche;

- La réinterprétation de la composition du rez-de-chaussée commercial valorisant la façade de pierre à partir d'une intervention plutôt contemporaine;

- La qualité du traitement de la cage d'escalier effectué tout en transparence, permettant ainsi de produire une percée visuelle vers le jardin et vers la rue Sainte-Catherine Est;

- Le recours à une matérialité plus chaleureuse (bois naturel et blanc) qui permet de rendre la cour intérieure plus lumineuse;

- L'appareillage de brique qui souligne le rythme (des ouvertures) de la façade donnant sur la cour;

- La conceptualisation de la composition de l'arrière de l'immeuble, perçue comme étant un phare de lumière sécuritaire et apaisant;

- La présence des éléments végétaux qui améliore le confort et la qualité de l'air, tout en minimisant les effets des îlot de chaleur.

La DAUSE recommande de permettre l'exercice de la présente autorisation et d'assortir celle-ci des conditions suivantes :

- Maintenir la capacité d'hébergement de l'établissement à un maximum de 16 personnes à la fois;

- Soumettre l'émission du permis de construction ou de transformation à la procédure d'approbation prévue au titre VIII du règlement d'urbanisme (PIIA).

Lors de la séance du comité consultatif d'urbanisme du 10 mars 2020, les membres se sont prononcés en faveur du projet sans apporter de conditions supplémentaires.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Une fois rénové, le bâtiment va comprendre une toiture blanche et une superficie de terrain composée d'au moins 25,3 % d'éléments végétaux.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Présentation du projet de règlement au conseil d'arrondissement pour avis d'orientation;
- Présentation du projet de règlement au comité exécutif;
- Avis de motion et adoption du projet de règlement en vertu du paragraphe 4° de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal par le conseil municipal;
- Adoption du règlement en vertu du paragraphe 4° de l'article 89 par le conseil municipal;
- Parution d'avis public et entrée en vigueur du règlement.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

La présente demande déroge aux articles 52 et 124 du Règlement d’urbanisme de l’arrondissement Mercier/Hochelaga-Maisonneuve (01-275), mais peut être traitée et régularisée par l'entremise du conseil municipal en recourant aux pouvoirs prévus au paragraphe 4° de l'article 89° de la Charte de la Ville de Montréal.

Selon le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal, la propriété du requérant se trouve dans un « secteur résidentiel ». Un centre d'hébergement à vocation communautaire peut s'implanter à l'intérieur de cette aire d'affectation en toute conformité. Le plan des densités de construction favorise un bâti d'un à quatre étages avec un taux d'implantation au sol moyen ou élevé.

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la

conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Daniel AUBÉ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvain DECOSTE
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-6066
Télécop. : 514 872-2312

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-09

Réjean BOISVERT
Chef de division - Division de l'urbanisme

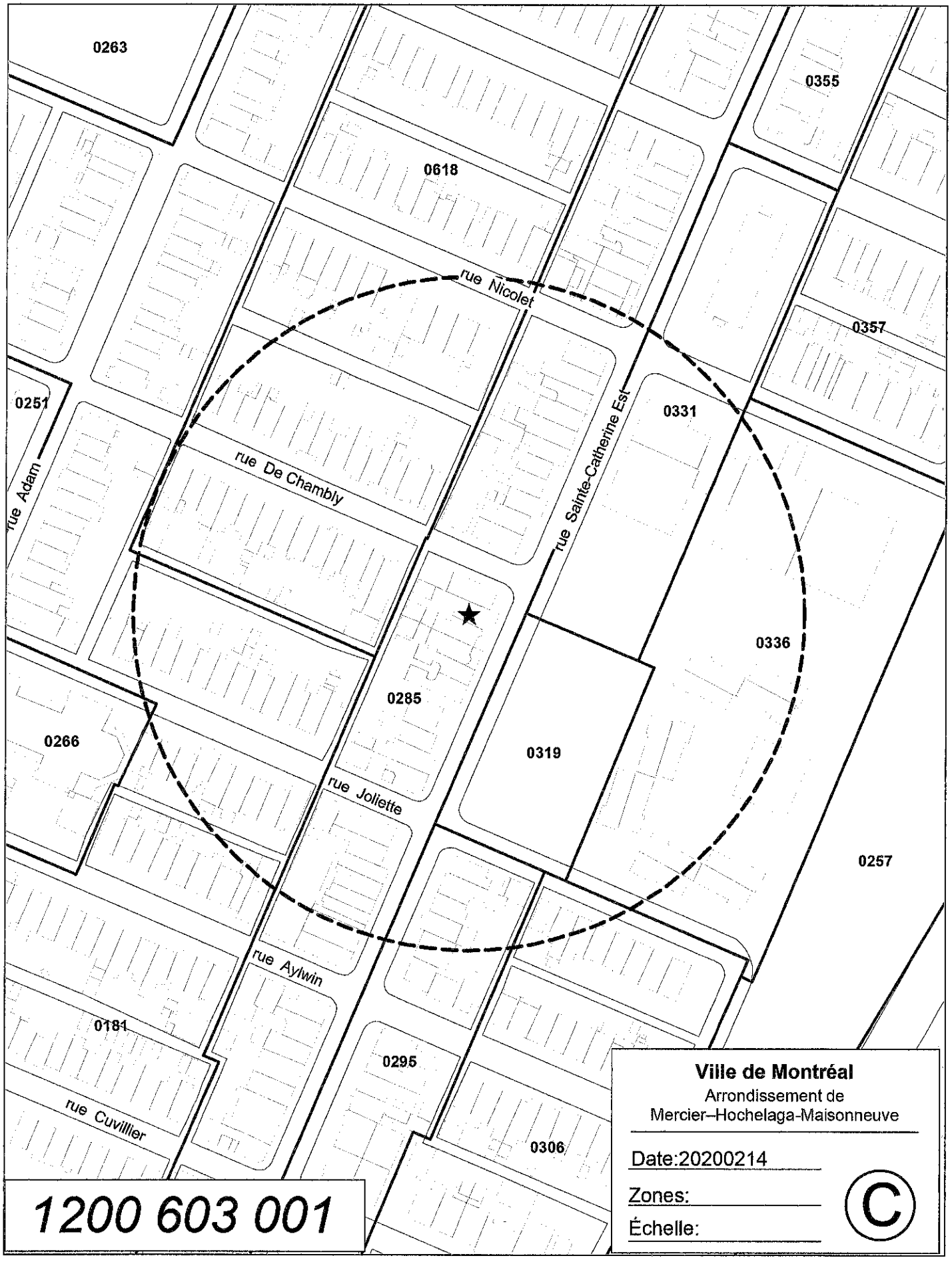
Tél : 514 872-9635
Télécop. : 514 872-2312

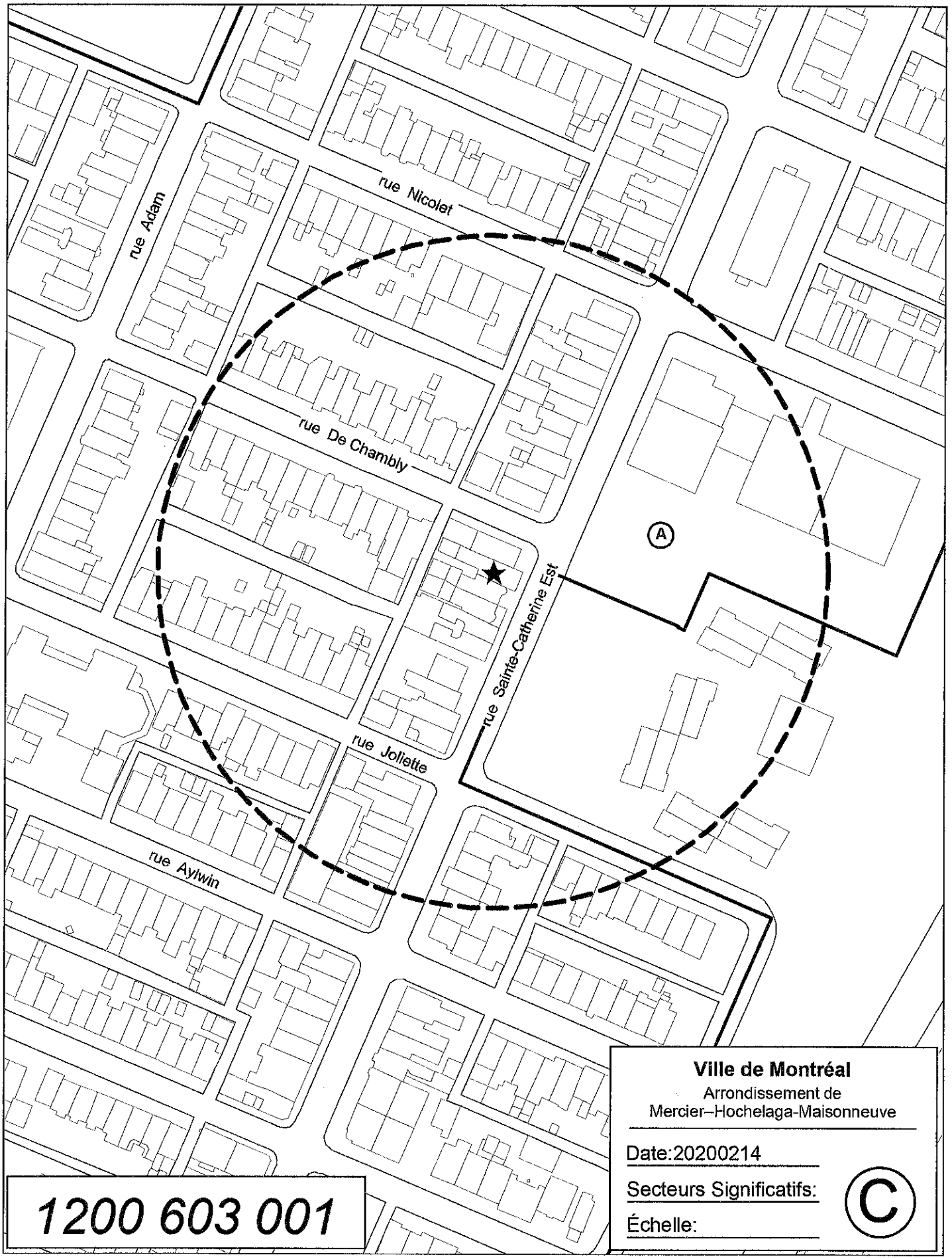
APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Réjean BOISVERT
Directeur de l'aménagement urbain et des services aux entreprises suppléant
Tél :
Approuvé le : 2020-04-24


rue De Chambly
rue Sainte-Catherine Est
rue Joliette
3 362 559
1200 603 001
Ville de Montréal
Arrondissement de
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
Date:20200214
Cadastre: Du Québec
Échelle:
A


rue Nicolet
rue De Chambly
rue Sainte-Catherine Est
rue Joliette
1200 603 001
Ville de Montréal
Arrondissement de
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
Date:20200214
Utilisation du sol:
B
Échelle:


0263
0355
0618
rue Nicolet
0357
0251
0331
rue Adam
rue De Chambly
rue Sainte-Catherine Est
0336
0285
0266
0319
rue Joliette
0257
rue Aylwin
0181
0295
rue Cuvillier
0306
1200 603 001
Ville de Montréal
Arrondissement de
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
Date:20200214
Zones:
Échelle:
©


rue Nicolet
rue Adam
rue De Chambly
rue Sainte-Catherine Est
rue Joliette
rue Aylwin
A
1200 603 001
Ville de Montréal
Arrondissement de
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
Date:20200214
Secteurs Significatifs:
Échelle:
C


0618
avenue Jeanne-d'Arc
0354
avenue d' Orléans
rue Sainte-Catherine Est
avenue Bourbonnière
0355
avenue Valois
rue La Fontaine
rue Adam
rue Nicolet
rue Charles-Séraphin-Rodier
0331
rue De Chambly
rue Joliette
0319
rue Aylwin
0181
0295
rue Charles-Wilson
rue Davidson
rue Darling
0278
0286
rue De Rouville
rue Saint-Germain
rue Sainte-Catherine Est
John-Easton-Mills
rue Dézery
zone visée
zones contigües
1200 603 001

Liste des zones visées et contigües

zone visée

NUMERO
0285

zones contigües

NUMERO
0181
0278
0286
0295
0319
0331
0354
0355
0618

1200 603 001

Mercier
Hochelaga-Maisonneuve
Montréal

Comité consultatif d'urbanisme
CCU-2020-02

PROCÈS-VERBAL
Séance tenue le mardi, 10 mars 2020, à 8 h 30
au 6854, rue Sherbrooke Est
à la salle de conférence des élu-es

7.2 AVIS DU COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

AVIS 27-CCU2020-2229

Dossier n° : 1200603001

Objet : Demander au conseil municipal d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la démolition partielle et l'occupation d'une résidence pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance

Endroit : lot 3 362 559 – rue Sainte-Catherine est

Responsable du dossier :

M. Sylvain Decoste, conseiller en aménagement

Recommandation du comité consultatif d'urbanisme :

CONSIDÉRANT QUE les registres de l'arrondissement dénotent de nombreux signalements mentionnant la tenue d'activités illégales étroitement liées au crime organisé (prostitution, vente de stupéfiants) se déroulant à l'intérieur du bâtiment. La maison de chambres a été longuement reconnue comme étant un foyer d'insalubrité et de criminalité. De ce point de vue, le projet d'habitation vise notamment à offrir un espace habitable convenable et salubre aux clientèles vulnérables qui autrement se retrouverait particulièrement exposées au crime organisé;

CONSIDÉRANT QUE en dépit du type de locataires, les activités se comparent à celles d'une maison de chambres comme auparavant, gérée cette fois-ci par un organisme reconnu dans le domaine, en étroite collaboration avec tous les intervenants locaux. Il est de l'intérêt de L'Anonyme d'établir de saines relations avec le voisinage et d'opérer le plus discrètement possible dans l'anonymat;

CONSIDÉRANT QUE la DAUSE estime que la mise en place d'un service d'hébergement va permettre à certaines personnes d'éviter de fréquenter le domaine public, sans domicile fixe, d'autant plus qu'il faut prendre en considération la proximité d'un parc pour enfants localisé immédiatement en face de l'établissement;

CONSIDÉRANT QUE le projet de l'organisme permet de conserver à la fois l'apparence et la vocation d'origine du bâtiment. Par le passé, ce dernier a profondément souffert de la négligence et du manque d'entretien de la part de ses anciens propriétaires qui ont largement contribué à atteindre son état de délabrement avancé. À l'opposé, L'Anonyme détient toute l'expertise et toutes les relations

nécessaires pour assurer la prise en charge de la clientèle en situation de désaffiliation sociale, pour lui offrir des conditions minimales d'hébergement, à l'écart de la criminalité;

CONSIDÉRANT QUE lors du solstice d'été (jour le plus long), l'étude d'impact sur ensoleillement des cours démontre que l'agrandissement projette de l'ombrage en permanence que sur une partie des hangars desservant la propriété située du côté est. À l'équinoxe du printemps (jour égal à la nuit), la présence du nouveau volume ne provoque pas de zones d'ombrage sur les bâtiments avoisinants. Selon les résultats des simulations, le niveau de luminosité des propriétés adjacentes demeure sensiblement le même durant toute l'année.

Par conséquent, il est adopté, À L'UNANIMITÉ :

DE RECOMMANDER AU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT DE DONNER UNE SUITE FAVORABLE À LA DEMANDE AVEC LES CONDITIONS SUIVANTES :

- Maintenir la capacité d'hébergement de l'établissement à un maximum de 16 personnes à la fois;
- Soumettre l'émission du permis de construction ou de transformation à la procédure d'approbation prévue au titre VIII du règlement d'urbanisme (PIIA).

En séance tenante, les membres du comité ont accepté la proposition architecturale concernant la transformation du bâtiment avec la condition suivante :

- **Les plans du dossier, qui seront déposés pour la demande de permis, devront être tels que ceux présentés et acceptés lors du comité consultatif d'urbanisme du 10 mars 2020.**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1200603001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Objet :	Demander au conseil municipal d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la démolition partielle et l'occupation d'une résidence pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 3 362 559, localisée entre les rues Chambly et Joliette.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir le document ci-joint.

FICHIERS JOINTS

2020-04-23 Reg_art_89_4_1200603001.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Daniel AUBÉ
Avocat
Tél : 514 872-7051

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-23

Jean-Philippe GUAY
Avocat et chef de division
Tél : 514 872-6887
Division : Division Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT LA DÉMOLITION PARTIELLE, LA CONSTRUCTION ET L'OCCUPATION D'UNE RÉSIDENCE À DES FINS D'HÉBERGEMENT POUR PERSONNES AYANT BESOIN D'AIDE ET D'ASSISTANCE SUR LE LOT 3 362 559 DU CADASTRE DU QUÉBEC

Vu le paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

CHAPITRE I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. Le présent règlement s'applique au territoire formé du lot 3 362 559 du cadastre du Québec.

CHAPITRE II
AUTORISATIONS

2. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire visé à l'article 1, la démolition partielle, la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sont autorisées aux conditions prévues au présent règlement.

À ces fins, il est notamment permis de déroger aux articles 52 et 124 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Mercier/Hochelaga-Maisonneuve (01-275).

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues au présent règlement s'applique.

CHAPITRE III
CONDITION APPLICABLE POUR LE LOT 3 362 559 DU CADASTRE DU QUÉBEC

3. Aux fins d'application de l'article 2 du présent règlement, seul l'usage « centre d'hébergement destiné à des personnes ayant besoin d'aide, de protection, de soins ou d'hébergement » est autorisé sur le lot 3 362 559 du cadastre du Québec.

CHAPITRE IV
PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE

4. Préalablement à la délivrance d'un permis de construction, les travaux visés par le présent règlement doivent être approuvés conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Mercier/Hochelaga-Maisonneuve (01-275).

En plus des critères prévus au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Mercier/Hochelaga-Maisonneuve (01-275), les objectifs et critères d'évaluation suivants s'appliquent :

Objectif 1

Sauvegarder le caractère du bâtiment tout en maintenant la qualité de son expression architecturale et de ses composantes.

Critère

1) Les travaux de construction doivent contribuer à la mise en valeur de la façade originale en privilégiant la réintroduction de la corniche tout en affirmant le caractère particulier du bâtiment en ce qui a trait aux formes, aux types et à la couleur des matériaux.

Objectif 2

Préserver l'intégrité architecturale du bâtiment lorsque les travaux de construction visent l'une ou l'autre de ses caractéristiques architecturales tout en maintenant une composition harmonieuse et contemporaine.

Critères

1) Les travaux doivent privilégier la réinterprétation de la composition du rez-de-chaussée commercial et mettre en valeur la façade avant de pierre à partir d'une intervention contemporaine;

2) Les travaux doivent favoriser un traitement de la cage d'escalier afin d'établir et de maintenir une percée visuelle entre la cour arrière et la rue Sainte-Catherine Est.

CHAPITRE V
DÉLAI DE RÉALISATION

5. Les travaux de construction visés par le présent règlement doivent débuter dans les 60 mois suivant l'entrée en vigueur du présent règlement.

En cas de non-respect du premier alinéa, les autorisations prévues au présent règlement deviennent nulles et sans effet.

CHAPITRE VI
DISPOSITION PÉNALE

6. Quiconque occupe ou utilise une partie de lot, un lot, un terrain ou une construction, en autorise l'occupation ou l'utilisation, ou érige ou permet l'érection d'une construction, démolit ou permet la démolition d'une construction ou transforme ou permet la transformation d'une construction en contravention à l'une des dispositions du présent règlement, commet une infraction et est passible de la pénalité prévue à l'article 674 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Mercier/Hochelaga-Maisonneuve (01-275).

Le règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le devoir* le XXXXXX.

GDD : 1200603001

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CE : 40.003

2020/06/03
08:30

Dossier # : 1202614003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Rosemont - La Petite-Patrie , Direction du développement du territoire et des études techniques , Division de l'urbanisme_des permis et de l'inspection
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 6 357 698 du Cadastre du Québec

Il est recommandé au conseil d'agglomération :
D'adopter, en vertu du paragraphe 4 de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance situé sur le lot 6 357 698

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-05-08 14:33

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Rosemont
La Petite-Patrie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 4 mai 2020	Résolution: CA20 26 0113

Demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la *Charte de la Ville de Montréal, Métropole du Québec*, un règlement autorisant la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 6357698 du Cadastre du Québec

Il est proposé par François William Croteau

appuyé par Jocelyn Pauzé

Et résolu :

D'adopter, en vertu du paragraphe 4 de l'article 89 de la *Charte de la Ville de Montréal, Métropole du Québec*, un règlement autorisant la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance situé sur le lot numéro 6 357 698 du Cadastre du Québec.

Adoptée à l'unanimité.

40.03 1202614003

François William CROTEAU
_____
Maire de l'arrondissement

Arnaud SAINT-LAURENT
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 5 mai 2020

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.003

2020/06/03
08:30

Dossier # : 1202614003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Rosemont - La Petite-Patrie , Direction du développement du territoire et des études techniques , Division de l'urbanisme_des permis et de l'inspection
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 6 357 698 du Cadastre du Québec

Il est recommandé au conseil d'agglomération :
D'adopter, en vertu du paragraphe 4 de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance situé sur le lot 6 357 698

Signé par Daniel LAFOND **Le** 2020-04-22 14:03

Signataire : Daniel LAFOND

Directeur d'arrondissement
Rosemont - La Petite-Patrie , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1202614003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Rosemont - La Petite-Patrie , Direction du développement du territoire et des études techniques , Division de l'urbanisme_des permis et de l'inspection
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 6 357 698 du Cadastre du Québec

CONTENU

CONTEXTE

La demande vise à autoriser la construction et l'occupation d'un bâtiment occupé à des fins de résidence collective destinée à une clientèle ayant des besoins spécifiques. L'organisme qui fait la demande est un organisme sans but lucratif qui, depuis près de 30 ans, héberge, soutient et accompagne vers la réinsertion sociale cette clientèle.
Cette demande déroge au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Rosemont - La Petite-Patrie. Il s'agit d'un projet répondant à la description de l'article 89,4º (annexe 1) de la Charte de la Ville de Montréal, permettant au conseil d'agglomération d'autoriser cette occupation, puisqu'elle est destinée à des personnes ayant besoin d'aide, de protection, de soins ou d'hébergement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Le site
Le site visé fait partie d'une propriété institutionnelle située dans la partie est du district du Vieux-Rosemont. Le terrain est occupé par un immeuble de trois étages, autrefois occupé par une communauté religieuse. Le bâtiment regroupe d'ailleurs plusieurs associations communautaires. Le terrain est situé dans un secteur E.2 (1) regroupant les établissements dont l'activité principale est d'offrir des services liés aux sports, aux loisirs, à l'éducation et aux activités communautaires.

Pour la réalisation du projet, une partie de ce lot devra être subdivisée. Cette partie de terrain est actuellement occupé par une aire de stationnement. Le lot original possède la particularité d'être localisé dans deux secteurs de zonage distincts. La partie du terrain donnant sur la tête d'îlot permet un taux d'implantation pouvant atteindre 70 %, tandis que

la zone où est projetée la nouvelle construction autorise un taux d'implantation maximal de 65 %.

Pour ce qui est du cadre bâti avoisinant, celui-ci est principalement dominé par les bâtiments résidentiels ayant deux étages. Nous retrouvons également quelques bâtiments atteignant trois étages et plus sur la rue transversale. À l'arrière du lot, un établissement similaire, implanté dans un immeuble de trois étages, est géré par le même organisme. Cette occupation a d'ailleurs été autorisée en 2003 via un recours à l'article 89.4° de la Charte, et un second recours à cette démarche a permis l'agrandissement de l'immeuble en 2013.

Pour ce qui est de la desserte en transport en commun, le secteur est bien desservi par le réseau d'autobus, notamment par la ligne 197 (Rosemont) et par la ligne 139 (Pie-IX) qui sera éventuellement bonifié par le nouveau SRB Pie-IX.

Le projet

Les travaux visent à construire une résidence collective de 21 logements destinés à des personnes ayant besoin d'aide et de protection. En plus des unités d'habitations, la résidence comprend des bureaux et des espaces communs sur une partie du rez-de-chaussée. L'immeuble s'élèvera sur trois étages, sans sous-sol, et s'implantera de façon contigüe à un immeuble existant de deux étages sur son flanc sud. La cour arrière est verdie et comprend une terrasse commune. Aucun stationnement n'est requis pour ce type d'usage.

Le CCU aura l'occasion de se prononcer sur l'apparence architecturale du projet en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme 01-279, suivant l'approbation du conseil d'agglomération.

Voir plans préliminaires en pièce jointe.

La réglementation applicable

Plan d'urbanisme :

- Affectation du sol : Secteur résidentiel
- Densité de construction : Secteur 21-01 (deux à trois étages)
- Taux d'implantation au sol : Moyen ou élevé

Règlement d'urbanisme (01-279) :

- Usages : E.2 (1) – Établissements institutionnels et collectifs
- Hauteur : 2 à 2 étages – 0 à 9 mètres
- Marges : 1,5 mètre (latérale), 3 mètres (arrière)
- Taux d'implantation : 35% à 65%
- Verdissement : minimum de 25%

Les dérogations à la réglementation

Le projet présente les dérogations suivantes à l'égard de la réglementation d'arrondissement :

· Le projet prévoit une hauteur de **trois (3) étages**, en dérogation de l'article 9 du Règlement d'urbanisme 01-279 qui limite à deux (2) le nombre d'étages.
· La nouvelle construction projetée atteindra **70,81 % d'implantation au sol**, en dérogation de l'article 40 du Règlement d'urbanisme 01-279 limitant le taux d'implantation à 65 %;
· L'implantation de l'immeuble **devance l'alignement de son voisin de droite** par rapport à la rue, en dérogation de l'article 62 du Règlement d'urbanisme 01-279 sur l'alignement des constructions;
· Le projet prévoit la construction d'une **résidence collective** incluant 21 logements, en dérogation de l'article 121 du Règlement d'urbanisme 01-279 sur les usages autorisés;
· Le **taux de verdissement atteint 23,0 %,** en dérogation de l'article 413.3 du règlement d'urbanisme 01-279, qui impose un taux verdissement minimal de 25 %.

JUSTIFICATION

La Direction du développement du territoire et des études techniques de l'arrondissement est favorable à la demande pour les raisons suivantes :
- les activités de la résidence collective ne sont pas intensives, et ne causent pas de problème de cohabitation avec le voisinage;
- la Ville n'a reçu aucune plainte depuis qu'un usage identique s'est établi sur un terrain voisin;
- la fonction de résidence collective est compatible avec la fonction résidentielle environnante;
- l'usage est également compatible avec les équipements institutionnels à proximité;
- la hauteur de trois étages n'est pas incompatible avec les autres immeubles de l'ensemble institutionnel;
- les dérogations sur le taux d'implantation et le taux de verdissement sont mineures et doivent être relativisées dans le contexte bâti très dégagé du terrain institutionnel duquel il se détache;
- la dérogation sur l'alignement vise à maximiser les espaces d'agrément en cour arrière pour la clientèle de la résidence.

La DDTET propose toutefois d'imposer les conditions suivantes :

- Seul l'usage « résidence collective » de la catégorie d'usages E.5 (2) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Rosemont - La Petite-Patrie (01-279) est autorisé;

- Le nombre maximum de logements dans la résidence collective est de 24;

- Le nombre maximal d'étages est de trois (3);

- La hauteur maximale du bâtiment est de 10 mètres;

- Le taux d'implantation maximal est de 72 %;

- Le taux de verdissement minimal est de 20 %;

- Un plan d'aménagement des espaces extérieurs doit accompagner une demande de permis de construction relative à une construction autorisée en vertu du présent règlement. Un plan de protection des arbres publics doit être fournie. Les éléments végétaux compris dans le plan d'aménagement prévu au premier alinéa doivent être maintenus en bon état et remplacés au besoin.

- Préalablement à la délivrance d'un certificat d'autorisation de démolition et d'un permis de construction, les travaux visés par le présent règlement, incluant les travaux d'aménagement des espaces extérieurs, doivent être approuvés conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Rosemont - La Petite-Patrie (01-279). En plus des critères prévus au titre VIII de ce règlement, les critères d'évaluation suivants s'appliquent :

    - Les travaux doivent privilégier l'utilisation d'espèces de végétaux indigènes et résistants aux conditions associées à l'entretien des trottoirs;
    - Le projet doit prévoir une transition harmonieuse avec le voisinage résidentiel immédiat;
    - Le traitement du mur latéral gauche doit faire l'objet d'un soin particulier, compte tenu de l'intérêt patrimonial de l'immeuble voisin au nord.

Comité consultatif d'urbanisme
Lors de la séance tenue le 14 avril 2020, le comité consultatif d'urbanisme a prononcé un avis favorable à la demande d'article 89-4°. Voir procès-verbal en note additionnelle.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Sans objet.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement (CA) - Demande au conseil d'agglomération d'adopter le règlement - 4 mai 2020

- Comité exécutif (CE) - Inscription à l'ordre du jour du conseil d'agglomération pour avis de motion - 3 juin 2020
- Conseil municipal (CM) - Orientation pour l'adoption du règlement - 15 juin 2020
- Conseil d'agglomération (CG) - Avis de motion et adoption du projet de règlement - 18 juin 2020
- Conseil d'agglomération (CG) - Adoption du règlement - 27 août 2020
- Parution d'un avis public et entrée en vigueur du règlement - Septembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications et au mieux de leurs connaissances, les signataires du dossier attestent de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux

encadrements administratifs.
Ce projet n'est pas susceptible d'approbation référendaire. Aucune consultation publique n'est requise.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Mélissandre ASSELIN-BLAIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

David GRONDIN
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-9985
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-14

Guylaine DÉZIEL
Directrice du développement du territoire et des études techniques

Tél : 514-868-3882
Télécop. :

LA MAISON GRISE 2

Avenue d'Orléans, Montréal, Qc

Client
LA MAISON GRISE

Groupe de ressources techniques
ATELIER HABITATION MONTRÉAL

Firme d'architecture
ARCHITECTURE CASA

INDEX DES DESSINS

a000 PAGE TITRE

a001 ÉTUDE DE CODE ET CONTEXTE

a004 PLAN D'IMPLANTATION EXISTANT
a005 PLAN D'IMPLANTATION NOUVEAU

a100 PLAN DE CONSTRUCTION DU SOUS-SOL
a101 PLAN DE CONSTRUCTION DU REZ-DE-CHAUSSÉE
a102 PLAN DE CONSTRUCTION DU 2IÈME ÉTAGE
a103 PLAN DE CONSTRUCTION DU 3IÈME ÉTAGE
a110 PLAN DE CONSTRUCTION DE LA TOITURE

a200 ÉLÉVATIONS
a201 ÉLÉVATIONS
a210 PERSPECTIVE & RENDUS COULEUR
a220 ÉTUDE D'ENSOLEILLEMENT / 21 MARS & 21 JUIN
a221 ÉTUDE D'ENSOLEILLEMENT / 21 SEPTEMBRE & 21 DÉCEMBRE
a300 COUPE LONGITUDINALE
a301 COUPE TRANSVERSALE

ZONAGE

USAGE ACTUEL E.2 (1)	USAGE PROJETÉ RÉSIDENCE COLLECTIVE
HAUTEUR MAX. 2 ÉTAGES/ 9M.	HAUTEUR PROJETÉE 3 ÉTAGES/ 9,5 M.
MARGES LATÉRALE/ 1,5 M. ARRIÈRE/ 3 M. AVANT/ NON DÉFINIE	MARGES PROJETÉES LATÉRALE/ 0 M. ARRIÈRE/ 6 M. AVANT/ 0.96 M.
TAUX D'IMPLANTATION MIN. 35% MAX. 70%	TAUX D'IMPLANTATION PROJETÉ 70,8%
DENSITÉ SECTEUR 21-01 2 à 3 ÉTAGES	DENSITÉ PROJETÉE 2.12
VERDISSEMENT MIN. 25%/ TERRAIN	VERDISSEMENT PROJETÉ 22.8%/ TERRAIN

TYPOLOGIES PROPOSÉES

REZ-DE-CHAUSSÉE

# LOGEMENT	ADAPTABLE	TYPOLOGIE
101	OUI	STUDIO
102	OUI	STUDIO
103	OUI	STUDIO
104	OUI	2 CC
105	OUI	STUDIO

2 ième ÉTAGE

# LOGEMENT	ADAPTABLE	TYPOLOGIE
201	NON	STUDIO
202	NON	STUDIO
203	NON	STUDIO
204	NON	STUDIO
205	NON	2 CC
206	NON	STUDIO
207	NON	STUDIO
208	NON	1 CC

3 ième ÉTAGE

# LOGEMENT	ADAPTABLE	TYPOLOGIE
301	NON	STUDIO
302	NON	STUDIO
303	NON	STUDIO
304	NON	STUDIO
305	NON	2 CC
306	NON	STUDIO
307	NON	STUDIO
308	NON	1 CC

TOTAL DES LOGEMENTS

NOMBRE DE LOGEMENTS ADAPTABLES	5
NOMBRE DE LOGEMENTS NON ADAPTABLES	16
NOMBRE DE LOGEMENTS TOTAL	21



NOTES GÉNÉRALES

1. L'ENTREPRENEUR DOIT VÉRIFIER TOUTES LES MESURES, COTES, NIVEAUX ET DIMENSIONS AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX. TOUTE ERREUR ET/OU OMISSION DEVRA ÊTRE SIGNALÉE À L'ARCHITECTE. TOUS LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DEVRONT ÊTRE EXÉCUTÉS EN CONFORMITÉ AVEC LE CNB ET TOUT AUTRE CODE EN VIGUEUR.
2. LA LECTURE DES PLANS DOIT SE FAIRE À PARTIR DES DIMENSIONS INDIQUÉES. LES INTERPRÉTATIONS À L'AIDE D'UNE ÉCHELLE NE SONT PAS PERMISES.
3. PENDANT TOUTE LA DURÉE DES TRAVAUX, L'ENTREPRENEUR DEVRA PROTÉGER LES PARTIES OCCUPÉES PAR LES USAGERS DU BÂTIMENT EXISTANT CONTRE LA POUSSIÈRE ET LES BRUITS. IL DEVRA MAINTENIR UNE ÉTANCHÉITÉ CONSTANTE DE L'ENVELOPPE EXTÉRIEURE DU BÂTIMENT EXISTANT. FAIRE NETTOYAGE COMPLET DES LIEUX À LA FIN DES TRAVAUX.
4. FOURNIR DES DESSINS D'ATELIER DES DIFFÉRENTS OUVRAGES MÉTALLIQUES, D'ÉBÉNISTERIE ET AUTRES TRAVAUX TEL QU'INDIQUÉ SUR LES PLANS ET DEVIS. NE COMMENCER LES TRAVAUX DE FABRICATION QU'APRÈS AVOIR REÇU L'APPROBATION ÉCRITE DE L'ARCHITECTE OU DU REPRÉSENTANT DU PROPRIÉTAIRE – CHARGÉ(E) DE PROJET.
5. LES DESSINS D'ATELIER DOIVENT INDIQUER TOUS LES DÉTAILS DE CONSTRUCTION D'ASSEMBLAGE ET/OU D'APPLICATION DES PRODUITS ET DES FINIS AINSI QUE TOUT CE QUI EST NÉCESSAIRE À L'INSTALLATION DES PRODUITS.
6. DANS LE CAS OÙ LA COULEUR ET/OU LE FINI D'UN MATÉRIAU N'EST PAS SPÉCIFIÉ DANS LE PLAN, IL SERA AU CHOIX DE L'ARCHITECTE.
7. DROITS D'AUTEURS
L'ARCHITECTE CONSERVE L'ENTIÈRE PROPRIÉTÉ DES DROITS D'AUTEURS RELATIFS AUX PLANS ET AUX AUTRES DOCUMENTS DU PRÉSENT CONTRAT. AUCUNE PARTIE DE CES DESSINS NE PEUT ÊTRE UTILISÉE POUR UN AUTRE PROJET SANS L'APPROBATION ÉCRITE DE L'ARCHITECTE.

no.	date	révision	page émise	par
10				
9				
8				
7				
6				
5				
4	20-04-07	ARTICLE 89,4	X	N.R.
3	20-01-24	PPCMOI REV.-1	X	N.R.
2	19-12-13	PPCMOI	X	N.R.
1	19-11-08	DÉPÔT 2	X	N.R.

info@casaarchitectura.ca • www.architecturecasa.ca
450.922.1681 1622 rue Principale, Ste-Julie, Qc, J3E 1W7

consultants:
Structure
MA-TH
4358, Rue de Bellechasse,
Montréal, Qc

Mécanique
GROUPE CÉMEC
334, Rue Joseph-Carrier #102,
Vaudreuil-Dorion

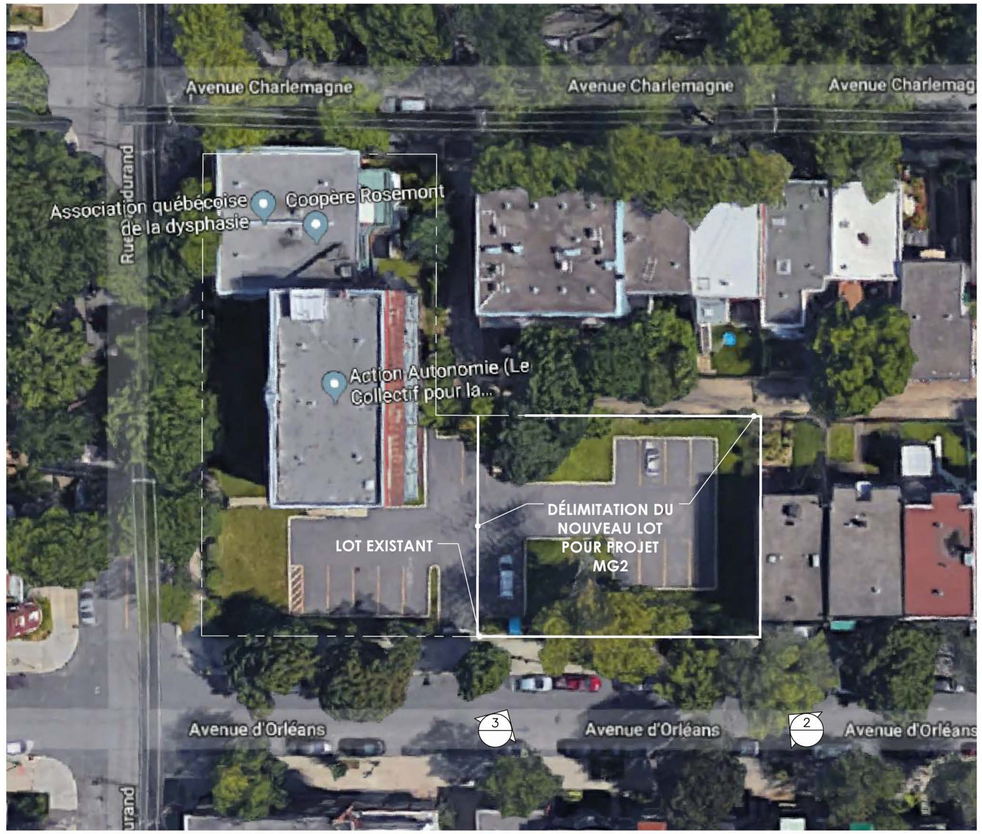
projet:
LA MAISON GRISE 2

Avenue d'Orléans, Montréal, Qc

titre dessin:
PAGE TITRE

date : 2019-11-05	dess. par : initiales
échelle : AUCUNE	no. projet : 618-18
sceau	no. feuille : a000

Ordre des architectes du Québec — A 4251 — ÉRIC LEBLANC — ARCHITECTE



1 a001 PLAN DU SECTEUR
AUCUNE



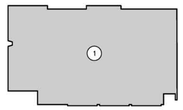
2 a001 VUE DU SITE A
AUCUNE



3 a001 VUE DU SITE B
AUCUNE

0 INFORMATIONS GÉNÉRALES

NOMBRE DE BÂTIMENTS	1 BÂTIMENT



IDENTIFICATION DU BÂTIMENT PROJETÉ

ADRESSE DU PROJET:	à venir, avenue D'ORLÉANS
AIRE BÂTIMENT:	527.2m² (5 675pi²)
NOMBRE D'ÉTAGE:	3
NIVEAU DU REZ-DE-CHAUSSÉE:	100'-0"
NIVEAU MOYEN DU SOL (LE PLUS BAS):	99'-4"
TYPE DE CONSTRUCTION:	COMBUSTIBLE
SECTION DE CODE APPLICABLE:	PARTIE 9 (selon 1.3.3.3)
ARTICLE APPLICABLE:	–
USAGES:	C
BÂTIMENT DE GRAND HAUTEUR:	NON
GICLEURS AUTOMATIQUES:	NON
PRÉSENCE DE MEZZANINE:	NON
PRÉSENCE D'UN MUR COUPE-FEU:	NON
PRÉSENCE D'AIRES COMMUNICANTES:	NON
SOUS-SOL:	OUI

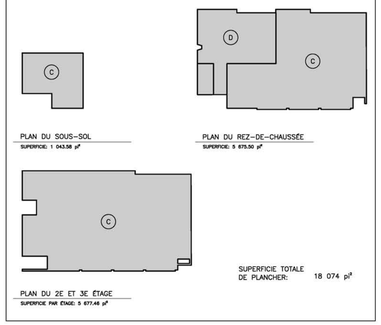
BÂTIMENT EXEMPTÉ ☐ (ARTICLE 1.04) BÂTIMENT NON EXEMPTÉ ■

BÂTIMENT VISÉ PAR LA RÉGIE DU BÂTIMENT:	OUI
BÂTIMENT VISÉ PAR LA MUNICIPALITÉ:	OUI
BÂTIMENT VISÉ PAR LA C.N.E.S.S.T.:	NON
CODE APPLICABLE AU PROJET:	CCQ 2010

1 CONCEPTION SANS OBSTACLES

PRÉSENT DANS LE BÂTIMENT EXISTANT	NON	3.8.1.1
PARCOURS SANS OBSTACLE EXIGÉ AU RDC	OUI	3.8.2.1
PARCOURS SANS OBSTACLE EXIGÉ AUX AUTRES ÉTAGES	OUI	3.8.2.1
PARCOURS SANS OBSTACLE EXIGÉ AU STATIONNEMENT	OUI	3.8.2.2

2 PLANS CLÉ ET USAGES DES AIRES DE PLANCHER



3 RÉSISTANCE AU FEU DES ÉLÉMENTS DE CONSTRUCTION

DESCRIPTION DE L'ENDROIT	D.R.F.	RÉFÉRENCE
PLANCHER:	45 MINUTES	9.10.8.1.
TOIT:	–	9.10.8.1.
ÉLÉMENTS DE STRUCTURE:	45 MINUTES	9.10.8.3.
ESCALIERS D'ISSUE:	45 MINUTES	9.9.4.2
CORRIDOR COMMUN:	45 MINUTES	9.10.9.15.
GAINE TECHNIQUE :	1 HEURE	3.6.3.1

LOCAL TECHNIQUE SANS APPAREIL DE COMBUSTION:	1 HEURE	9.10.10.3
LOCAL TECHNIQUE AVEC APPAREIL DE COMBUSTION:	1 HEURE	9.10.10.4
LOCAL TECHNIQUE SANS DANGÉ D'INCENDIE	–	9.10.10.3
LOCAL D'ENTREPOSAGE DE DÉCHETS COMBUSTIBLES:	45 MIN.	9.10.10.6
SÉPARATION ENTRE LES SUITES – D/C:	1 HEURE	9.10.9.11
SÉPARATION ENTRE LES SUITES – C/C:	45 MIN.	9.10.9.14
SÉPARATION DES CORRIDORS:	45 MIN.	9.10.9.15
BUANDERIE:	45 MIN.	9.10.10.6
MUR COUPE-FEU:	2 HEURES	3.2.3.4

6 FAÇADES DE RAYONNEMENT DU BÂTIMENT PROJETÉ

FAÇADE PRINCIPALE

ZONE	DISTANCE LIMITATIVE	SURFACE	BAIES NON PROTÉGÉES	% PERMIS	TYPE DE CONSTRUCTION	TYPE DE REVÊTEMENT	DEGRÉ DE RÉSISTANCE AU FEU	% MAÇONNERIE
COMPARTIMENT LE PLUS CONTRAIGNANT	9.2m	306.05m²	24.38%	100%	COMBUSTIBLE	COMBUSTIBLE	–	75.16%

FAÇADE LATÉRALE DROITE

AUCUNES OUVERTURES	% MAÇONNERIE
	91.1%

FAÇADE LATÉRALE GAUCHE

AUCUNES OUVERTURES	% MAÇONNERIE
	98.32%

FAÇADE ARRIÈRE

ZONE	DISTANCE LIMITATIVE	SURFACE	BAIES NON PROTÉGÉES	% PERMIS	TYPE DE CONSTRUCTION	TYPE DE REVÊTEMENT	DEGRÉ DE RÉSISTANCE AU FEU	% MAÇONNERIE
COMPARTIMENT LE PLUS CONTRAIGNANT	7.62m	302.67m²	23.97%	91%	COMBUSTIBLE	COMBUSTIBLE	–	19.73%

7 ISSUE ET DISTANCE DE PARCOURS

ÉTAGE	NOMBRE D'ISSUES EXIGÉES	LARGEUR MIN. DE L'ISSUE	DISTANCE DE PARCOURS MAX.
TOUTES	2 (9.9.8.2)	800mm (9.9.6.3)	30m (9.9.8.2)

NOTES GÉNÉRALES

1. L'ENTREPRENEUR DOIT VÉRIFIER TOUTES LES MESURES, COTES, NIVEAUX ET DIMENSIONS AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX, TOUTE ERREUR ET/OU OMISSION DEVRA ÊTRE SIGNALÉE À L'ARCHITECTE. TOUS LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DEVRONT ÊTRE EXÉCUTÉS EN CONFORMITÉ AVEC LE CNB ET TOUT AUTRE CODE EN VIGUEUR.
2. LA LECTURE DES PLANS DOIT SE FAIRE À PARTIR DES DIMENSIONS INDIQUÉES. LES INTERPRÉTATIONS À L'AIDE D'UNE ÉCHELLE NE SONT PAS PERMISES.
3. PENDANT TOUTE LA DURÉE DES TRAVAUX, L'ENTREPRENEUR DEVRA PROTÉGER LES PARTIES OCCUPÉES PAR LES USAGERS DU BÂTIMENT EXISTANT CONTRE LA POUSSIÈRE ET LES BRUITS. IL DEVRA MAINTENIR UNE ÉTANCHÉITÉ CONSTANTE DE L'ENVELOPPE EXTÉRIEURE DU BÂTIMENT EXISTANT. FAIRE NETTOYAGE COMPLET DES LIEUX À LA FIN DES TRAVAUX.
4. FOURNIR DES DESSINS D'ATELIER DES DIFFÉRENTS OUVRAGES MÉTALLIQUES, D'ÉBÉNISTERIE ET AUTRES TRAVAUX TEL QU'INDIQUÉ SUR LES PLANS ET DEVIS. NE COMMENCER LES TRAVAUX DE FABRICATION QU'APRÈS AVOIR REÇU L'APPROBATION ÉCRITE DE L'ARCHITECTE OU DU REPRÉSENTANT DU PROPRIÉTAIRE – CHARGÉ(E) DE PROJET.
5. LES DESSINS D'ATELIER DOIVENT INDIQUER TOUS LES DÉTAILS DE CONSTRUCTION D'ASSEMBLAGE ET/OU D'APPLICATION DES PRODUITS ET DES FINIS AINSI QUE TOUT CE QUI EST NÉCESSAIRE À L'INSTALLATION DES PRODUITS.
6. DANS LE CAS OÙ LA COULEUR ET/OU LE FINI D'UN MATÉRIAU N'EST PAS SPÉCIFIÉ DANS LE PLAN, IL SERA AU CHOIX DE L'ARCHITECTE.
7. DROITS D'AUTEURS
   L'ARCHITECTE CONSERVE L'ENTIÈRE PROPRIÉTÉ DES DROITS D'AUTEURS RELATIFS AUX PLANS ET AUX AUTRES DOCUMENTS DU PRÉSENT CONTRAT. AUCUNE PARTIE DE CES DESSINS NE PEUT ÊTRE UTILISÉE POUR UN AUTRE PROJET SANS L'APPROBATION ÉCRITE DE L'ARCHITECTE.

no.	date	révision	page émise	par
10				
9				
8				
7				
6				
5				
4	20-04-07	ARTICLE 89,4	X	N.R.
3	20-01-24	PPCMOI REV.-1	X	N.R.
2	19-12-13	PPCMOI	X	N.R.
1	19-11-08	DÉPÔT 2	X	N.R.

ARCHITECTURE casa
info@casaarchitecture.ca • www.architecturecasa.ca
450.922.1881 1622 rue Principale, Ste-Julie, Qc, J3E 1W7

consultants:
Structure
MA-TH
4358, Rue de Bellechasse,
Montréal, Qc
Mécanique
GROUPE CÉMEC
334, Rue Joseph-Carrier #102,
Vaudreuil-Dorion

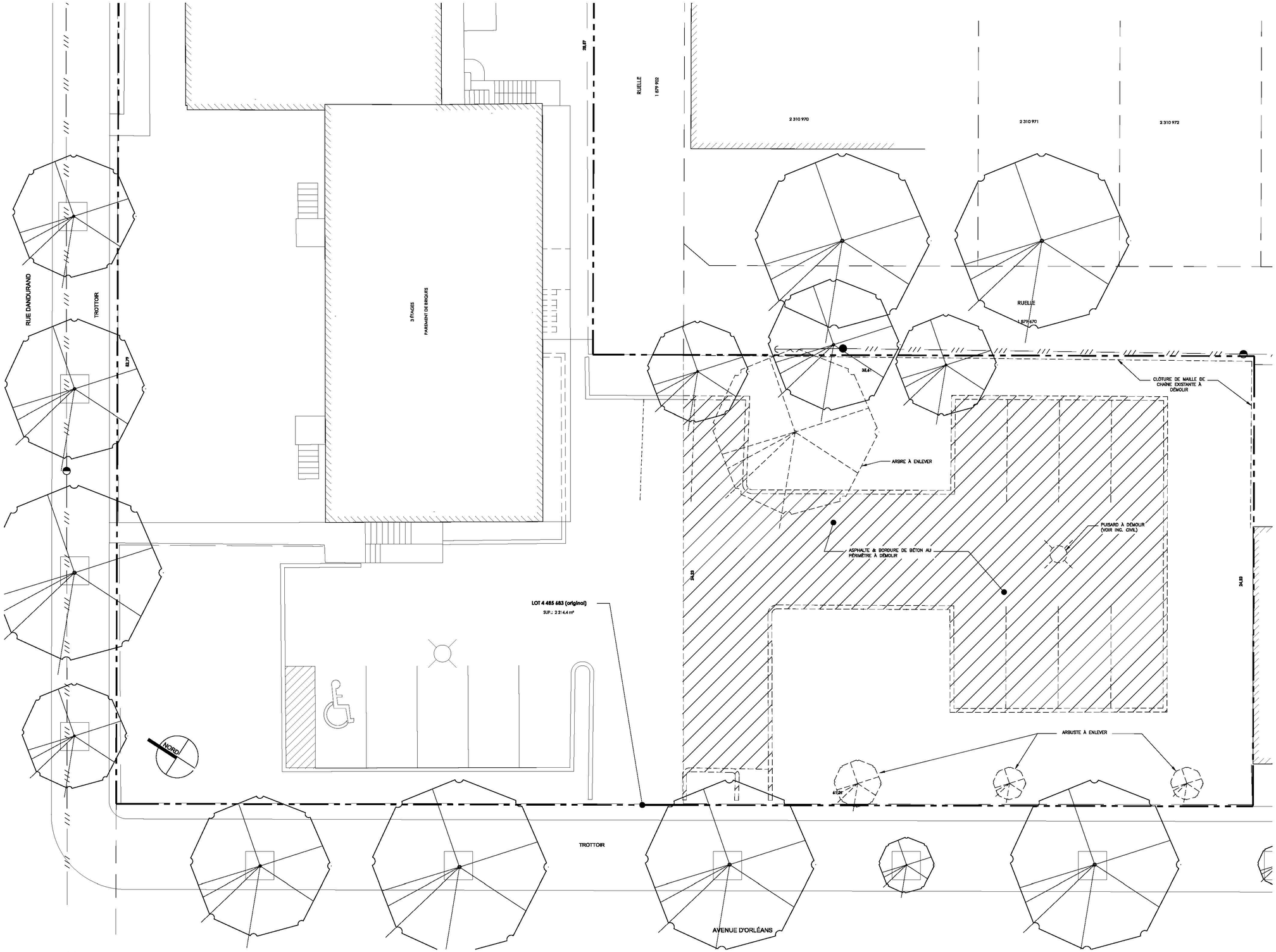
projet:
LA MAISON GRISE 2

Avenue d'Orléans, Montréal, Qc

titre dessin:
ÉTUDE DE CODE ET CONTEXTE

date : 2019-11-05	dess. par : initiales
échelle : AUCUNE	no. projet : 618-18
sceau	no. feuille : a001

Ordre des architectes du Québec
A 4251
ÉRIC LEBLANC
ARCHITECTE



1 PLAN D'IMPLANTATION EXISTANT
a004 1/8"=1'-0"

NOTES GÉNÉRALES

1. L'ENTREPRENEUR DOIT VÉRIFIER TOUTES LES MESURES, COTES, NIVEAUX ET DIMENSIONS AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX. TOUTE ERREUR ET/OU OMISSION DEVRA ÊTRE SIGNALÉE À L'ARCHITECTE. TOUS LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DEVRONT ÊTRE EXÉCUTÉS EN CONFORMITÉ AVEC LE CNB ET TOUT AUTRE CODE EN VIGUEUR.
2. LA LECTURE DES PLANS DOIT SE FAIRE À PARTIR DES DIMENSIONS INDIQUÉES. LES INTERPRÉTATIONS À L'AIDE D'UNE ÉCHELLE NE SONT PAS PERMISES.
3. PENDANT TOUTE LA DURÉE DES TRAVAUX, L'ENTREPRENEUR DEVRA PROTÉGER LES PARTIES OCCUPÉES PAR LES USAGERS DU BÂTIMENT EXISTANT CONTRE LA POUSSIÈRE ET LES BRUITS. IL DEVRA MAINTENIR UNE ÉTANCHÉITÉ CONSTANTE DE L'ENVELOPPE EXTÉRIEURE DU BÂTIMENT EXISTANT. FAIRE NETTOYAGE COMPLET DES LIEUX À LA FIN DES TRAVAUX.
4. FOURNIR DES DESSINS D'ATELIER DES DIFFÉRENTS OUVRAGES MÉTALLIQUES, D'ÉBÉNISTERIE ET AUTRES TRAVAUX TEL QU'INDIQUÉ SUR LES PLANS ET DEVIS. NE COMMENCER LES TRAVAUX DE FABRICATION QU'APRÈS AVOIR REÇU L'APPROBATION ÉCRITE DE L'ARCHITECTE OU DU REPRÉSENTANT DU PROPRIÉTAIRE — CHARGÉ(E) DE PROJET.
5. LES DESSINS D'ATELIER DOIVENT INDIQUER TOUS LES DÉTAILS DE CONSTRUCTION D'ASSEMBLAGE ET/OU D'APPLICATION DES PRODUITS ET DES FINIS AINSI QUE TOUT CE QUI EST NÉCESSAIRE À L'INSTALLATION DES PRODUITS.
6. DANS LE CAS OÙ LA COULEUR ET/OU LE FINI D'UN MATÉRIAU N'EST PAS SPÉCIFIÉ DANS LE PLAN, IL SERA AU CHOIX DE L'ARCHITECTE.
7. DROITS D'AUTEURS
L'ARCHITECTE CONSERVE L'ENTIÈRE PROPRIÉTÉ DES DROITS D'AUTEURS RELATIFS AUX PLANS ET AUX AUTRES DOCUMENTS DU PRÉSENT CONTRAT. AUCUNE PARTIE DE CES DESSINS NE PEUT ÊTRE UTILISÉE POUR UN AUTRE PROJET SANS L'APPROBATION ÉCRITE DE L'ARCHITECTE.

no.	date	révision	page émise	par
10				
9				
8				
7				
6				
5				
4	20-04-07	ARTICLE 89,4		N.R.
3	20-01-24	PPCMOI REV.-1	X	N.R.
2	19-12-13	PPCMOI	X	N.R.
1	19-11-08	DÉPÔT 2	X	N.R.

ARCHITECTURE casa
info@casaarchitectura.ca • www.architecturecasa.ca
450.922.1881 1622 rue Principale, Ste-Julie, Qc, J3E 1W7

consultants:
Structure
MA-TH
SOLUTION D'INGÉNIERIE
MA-TH
4358, Rue de Bellechasse,
Montréal, Qc

Mécanique
GROUPE CÉMEC
334, Rue Joseph-Carrier #102,
Vaudreuil-Dorion

projet:
LA MAISON GRISE 2

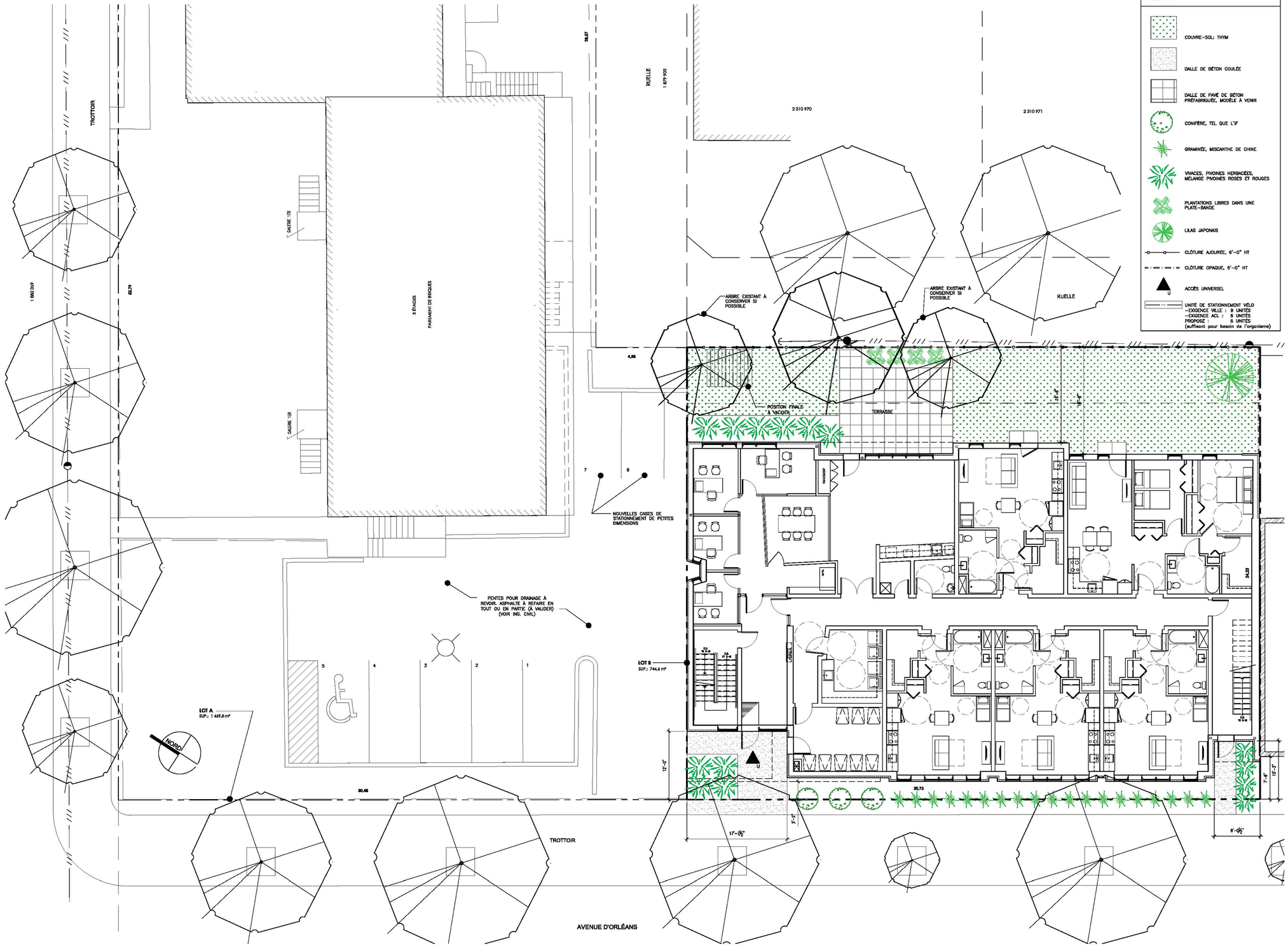
Avenue d'Orléans, Montréal, Qc

titre dessin:
PLAN D'IMPLANTATION EXISTANT

date : 2019-11-05	dess. par : initiales
échelle : 1/8" = 1'-0"	no. projet : 618-18

sceau
Ordre des architectes du Québec
ÉRIC LEBLANC
ARCHITECTE

no. feuille :
a004



1 PLAN D'IMPLANTATION NOUVEAU
a005 1/8"=1'-0"

NOTES GÉNÉRALES

1. L'ENTREPRENEUR DOIT VÉRIFIER TOUTES LES MESURES, COTES, NIVEAUX ET DIMENSIONS AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX. TOUTE ERREUR ET/OU OMISSION DEVRA ÊTRE SIGNALÉE À L'ARCHITECTE. TOUS LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DEVRONT ÊTRE EXÉCUTÉS EN CONFORMITÉ AVEC LE CNB ET TOUT AUTRE CODE EN VIGUEUR.
2. LA LECTURE DES PLANS DOIT SE FAIRE À PARTIR DES DIMENSIONS INDIQUÉES. LES INTERPRÉTATIONS À L'AIDE D'UNE ÉCHELLE NE SONT PAS PERMISES.
3. PENDANT TOUTE LA DURÉE DES TRAVAUX, L'ENTREPRENEUR DEVRA PROTÉGER LES PARTIES OCCUPÉES PAR LES USAGERS DU BÂTIMENT EXISTANT CONTRE LA POUSSIÈRE ET LES BRUITS. IL DEVRA MAINTENIR UNE ÉTANCHÉITÉ CONSTANTE DE L'ENVELOPPE EXTÉRIEURE DU BÂTIMENT EXISTANT. FAIRE NETTOYAGE COMPLET DES LIEUX À LA FIN DES TRAVAUX.
4. FOURNIR DES DESSINS D'ATELIER DES DIFFÉRENTS OUVRAGES MÉTALLIQUES, D'ÉBÉNISTERIE ET AUTRES TRAVAUX TEL QU'INDIQUÉ SUR LES PLANS ET DEVIS. NE COMMENCER LES TRAVAUX DE FABRICATION QU'APRÈS AVOIR REÇU L'APPROBATION ÉCRITE DE L'ARCHITECTE OU DU REPRÉSENTANT DU PROPRIÉTAIRE — CHARGÉ(E) DE PROJET.
5. LES DESSINS D'ATELIER DOIVENT INDIQUER TOUS LES DÉTAILS DE CONSTRUCTION D'ASSEMBLAGE ET/OU D'APPLICATION DES PRODUITS ET DES FINIS AINSI QUE TOUT CE QUI EST NÉCESSAIRE À L'INSTALLATION DES PRODUITS.
6. DANS LE CAS OÙ LA COULEUR ET/OU LE FINI D'UN MATÉRIAU N'EST PAS SPÉCIFIÉ DANS LE PLAN, IL SERA AU CHOIX DE L'ARCHITECTE.
7. DROITS D'AUTEURS
L'ARCHITECTE CONSERVE L'ENTIÈRE PROPRIÉTÉ DES DROITS D'AUTEURS RELATIFS AUX PLANS ET AUX AUTRES DOCUMENTS DU PRÉSENT CONTRAT. AUCUNE PARTIE DE CES DESSINS NE PEUT ÊTRE UTILISÉE POUR UN AUTRE PROJET SANS L'APPROBATION ÉCRITE DE L'ARCHITECTE.

no.	date	révision	page émise	par
10				
9				
8				
7				
6				
5				
4	20-04-07	ARTICLE 89,4	X	N.R.
3	20-01-24	PPCMOI REV.-1	X	N.R.
2	19-12-13	PPCMOI	X	N.R.
1	19-11-08	DÉPÔT 2	X	N.R.

ARCHITECTURE casa
info@casaarchitectura.ca • www.architecturecasa.ca
450.922.1681 1622 rue Principale, Ste-Julie, Qc, J3E 1W7

consultants:
Structure
MA-TH
SOLUTION D'INGÉNIERIE
MA-TH
4358, Rue de Bellechasse,
Montréal, Qc

Mécanique
GROUPE CÉMEC
334, Rue Joseph-Carrier #102,
Vaudreuil-Dorion

projet:
LA MAISON GRISE 2

Avenue d'Orléans, Montréal, Qc

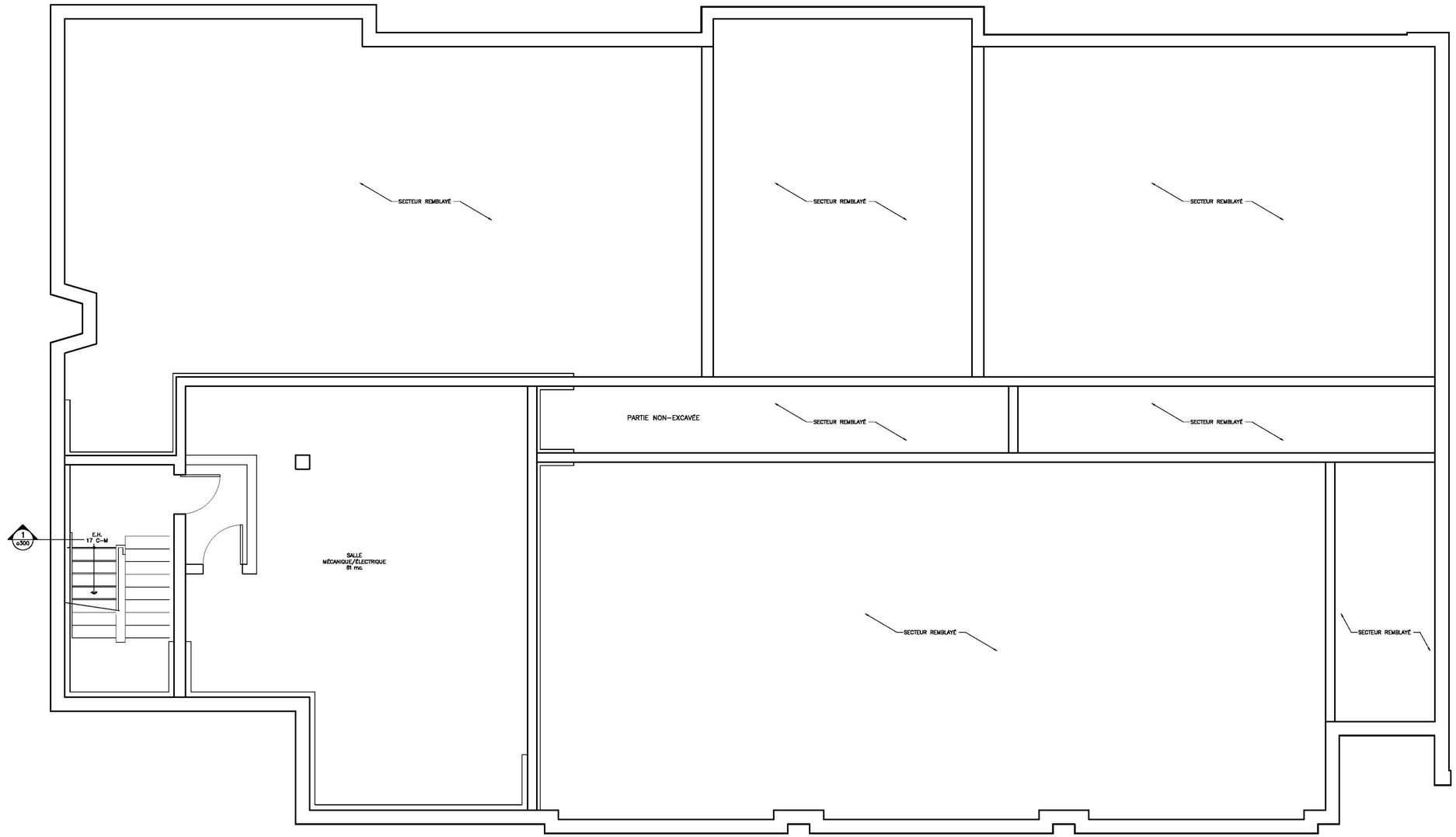
titre dessin:
PLAN D'IMPLANTATION NOUVEAU

date : 2019-11-05	dess. par : initiales
échelle : 1/8" = 1'-0"	no. projet : 618-18

sceau

Ordre des architectes du Québec
A 4261
ÉRIC LEBLANC
ARCHITECTE

no. feuille :
a005



1 a100 PLAN DE CONSTRUCTION DU SOUS-SOL
1/4"=1'-0"

NOTES GÉNÉRALES

1. L'ENTREPRENEUR DOIT VÉRIFIER TOUTES LES MESURES, COTES, NIVEAUX ET DIMENSIONS AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX. TOUTE ERREUR ET/OU OMISSION DEVRA ÊTRE SIGNALÉE À L'ARCHITECTE. TOUS LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DEVRONT ÊTRE EXÉCUTÉS EN CONFORMITÉ AVEC LE CNB ET TOUT AUTRE CODE EN VIGUEUR.
2. LA LECTURE DES PLANS DOIT SE FAIRE À PARTIR DES DIMENSIONS INDIQUÉES. LES INTERPRÉTATIONS À L'AIDE D'UNE ÉCHELLE NE SONT PAS PERMISES.
3. PENDANT TOUTE LA DURÉE DES TRAVAUX, L'ENTREPRENEUR DEVRA PROTÉGER LES PARTIES OCCUPÉES PAR LES USAGERS DU BÂTIMENT EXISTANT CONTRE LA POUSSIÈRE ET LES BRUITS. IL DEVRA MAINTENIR UNE ÉTANCHÉITÉ CONSTANTE DE L'ENVELOPPE EXTÉRIEURE DU BÂTIMENT EXISTANT. FAIRE NETTOYAGE COMPLET DES LIEUX À LA FIN DES TRAVAUX.
4. FOURNIR DES DESSINS D'ATELIER DES DIFFÉRENTS OUVRAGES MÉTALLIQUES, D'ÉBÉNISTERIE ET AUTRES TRAVAUX TEL QU'INDIQUÉ SUR LES PLANS ET DEVIS. NE COMMENCER LES TRAVAUX DE FABRICATION QU'APRÈS AVOIR REÇU L'APPROBATION ÉCRITE DE L'ARCHITECTE OU DU REPRÉSENTANT DU PROPRIÉTAIRE — CHARGÉ(E) DE PROJET.
5. LES DESSINS D'ATELIER DOIVENT INDIQUER TOUS LES DÉTAILS DE CONSTRUCTION D'ASSEMBLAGE ET/OU D'APPLICATION DES PRODUITS ET DES FINIS AINSI QUE TOUT CE QUI EST NÉCESSAIRE À L'INSTALLATION DES PRODUITS.
6. DANS LE CAS OÙ LA COULEUR ET/OU LE FINI D'UN MATÉRIAU N'EST PAS SPÉCIFIÉ DANS LE PLAN, IL SERA AU CHOIX DE L'ARCHITECTE.
7. DROITS D'AUTEURS
   L'ARCHITECTE CONSERVE L'ENTIÈRE PROPRIÉTÉ DES DROITS D'AUTEURS RELATIFS AUX PLANS ET AUX AUTRES DOCUMENTS DU PRÉSENT CONTRAT. AUCUNE PARTIE DE CES DESSINS NE PEUT ÊTRE UTILISÉE POUR UN AUTRE PROJET SANS L'APPROBATION ÉCRITE DE L'ARCHITECTE.

no.	date	révision	page émise	par
10				
9				
8				
7				
6				
5				
4	20-04-07	ARTICLE 89,4	X	N.R.
3	20-01-24	PPCMOI REV.-1	X	N.R.
2	19-12-13	PPCMOI	X	N.R.
1	19-11-08	DÉPÔT 2	X	N.R.

ARCHITECTURE casa
info@casaarchitecture.ca • www.architecturecasa.ca
450.922.1881 1622 rue Principale, Ste-Julie, Qc, J3E 1W7

consultants:
Structure
MA-TH
4358, Rue de Bellechasse,
Montréal, Qc

Mécanique
GROUPE CÉMEC
334, Rue Joseph-Carrier #102,
Vaudreuil-Dorion

projet:
LA MAISON GRISE 2

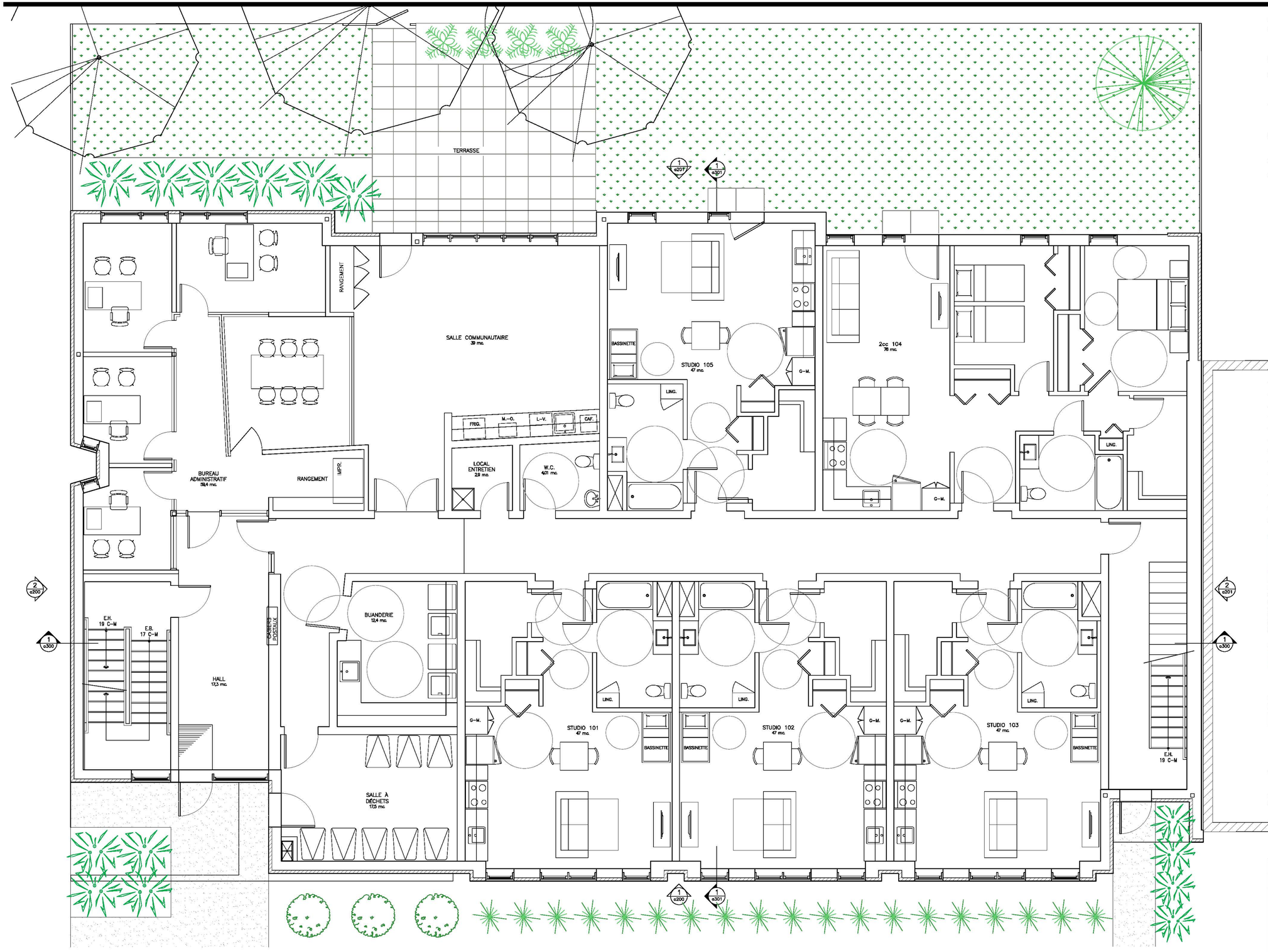
Avenue d'Orléans, Montréal, Qc

titre dessin:
PLAN DE CONSTRUCTION
DU SOUS-SOL

date : 2019-11-05	dess. par : N.R.
échelle : 1/4 = 1'-0"	no. projet : 618-18

sceau: Ordre des architectes du Québec — A 4251 — ÉRIC LEBLANC — ARCHITECTE

no. feuille : a100



1 a101 PLAN DE CONSTRUCTION DU REZ-DE-CHAUSSÉE
1/4"=1'-0"

NOTES GÉNÉRALES

1. L'ENTREPRENEUR DOIT VÉRIFIER TOUTES LES MESURES, COTES, NIVEAUX ET DIMENSIONS AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX. TOUTE ERREUR ET/OU OMISSION DEVRA ÊTRE SIGNALÉE À L'ARCHITECTE. TOUS LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DEVRONT ÊTRE EXÉCUTÉS EN CONFORMITÉ AVEC LE CNB ET TOUT AUTRE CODE EN VIGUEUR.
2. LA LECTURE DES PLANS DOIT SE FAIRE À PARTIR DES DIMENSIONS INDIQUÉES. LES INTERPRÉTATIONS À L'AIDE D'UNE ÉCHELLE NE SONT PAS PERMISES.
3. PENDANT TOUTE LA DURÉE DES TRAVAUX, L'ENTREPRENEUR DEVRA PROTÉGER LES PARTIES OCCUPÉES PAR LES USAGERS DU BÂTIMENT EXISTANT CONTRE LA POUSSIÈRE ET LES BRUITS. IL DEVRA MAINTENIR UNE ÉTANCHÉITÉ CONSTANTE DE L'ENVELOPPE EXTÉRIEURE DU BÂTIMENT EXISTANT. FAIRE NETTOYAGE COMPLET DES LIEUX À LA FIN DES TRAVAUX.
4. FOURNIR DES DESSINS D'ATELIER DES DIFFÉRENTS OUVRAGES MÉTALLIQUES, D'ÉBÉNISTERIE ET AUTRES TRAVAUX TEL QU'INDIQUÉ SUR LES PLANS ET DEVIS. NE COMMENCER LES TRAVAUX DE FABRICATION QU'APRÈS AVOIR REÇU L'APPROBATION ÉCRITE DE L'ARCHITECTE OU DU REPRÉSENTANT DU PROPRIÉTAIRE – CHARGE(E) DE PROJET.
5. LES DESSINS D'ATELIER DOIVENT INDIQUER TOUS LES DÉTAILS DE CONSTRUCTION D'ASSEMBLAGE ET/OU D'APPLICATION DES PRODUITS ET DES FINIS AINSI QUE TOUT CE QUI EST NÉCESSAIRE À L'INSTALLATION DES PRODUITS.
6. DANS LE CAS OÙ LA COULEUR ET/OU LE FINI D'UN MATÉRIAU N'EST PAS SPÉCIFIÉ DANS LE PLAN, IL SERA AU CHOIX DE L'ARCHITECTE.
7. DROITS D'AUTEURS
L'ARCHITECTE CONSERVE L'ENTIÈRE PROPRIÉTÉ DES DROITS D'AUTEURS RELATIFS AUX PLANS ET AUX AUTRES DOCUMENTS DU PRÉSENT CONTRAT. AUCUNE PARTIE DE CES DESSINS NE PEUT ÊTRE UTILISÉE POUR UN AUTRE PROJET SANS L'APPROBATION ÉCRITE DE L'ARCHITECTE.

no.	date	révision	page émise	par
10				
9				
8				
7				
6				
5				
4	20-04-07	ARTICLE 89,4	X	N.R.
3	20-01-24	PPCMOI REV.-1	X	N.R.
2	19-12-13	PPCMOI	X	N.R.
1	19-11-08	DÉPÔT 2	X	N.R.

ARCHITECTURE casa
info@casaarchitecture.ca • www.architecturecasa.ca
450.922.1881 1622 rue Principale, Ste-Julie, Qc, J3E 1W7

consultants:
Structure
MA-TH
SOLUTION D'INGÉNIERIE
MA-TH
4358, Rue de Bellechasse,
Montréal, Qc

Mécanique
GROUPE CÉMEC
GROUPE CÉMEC
334, Rue Joseph-Carrier #102,
Vaudreuil-Dorion

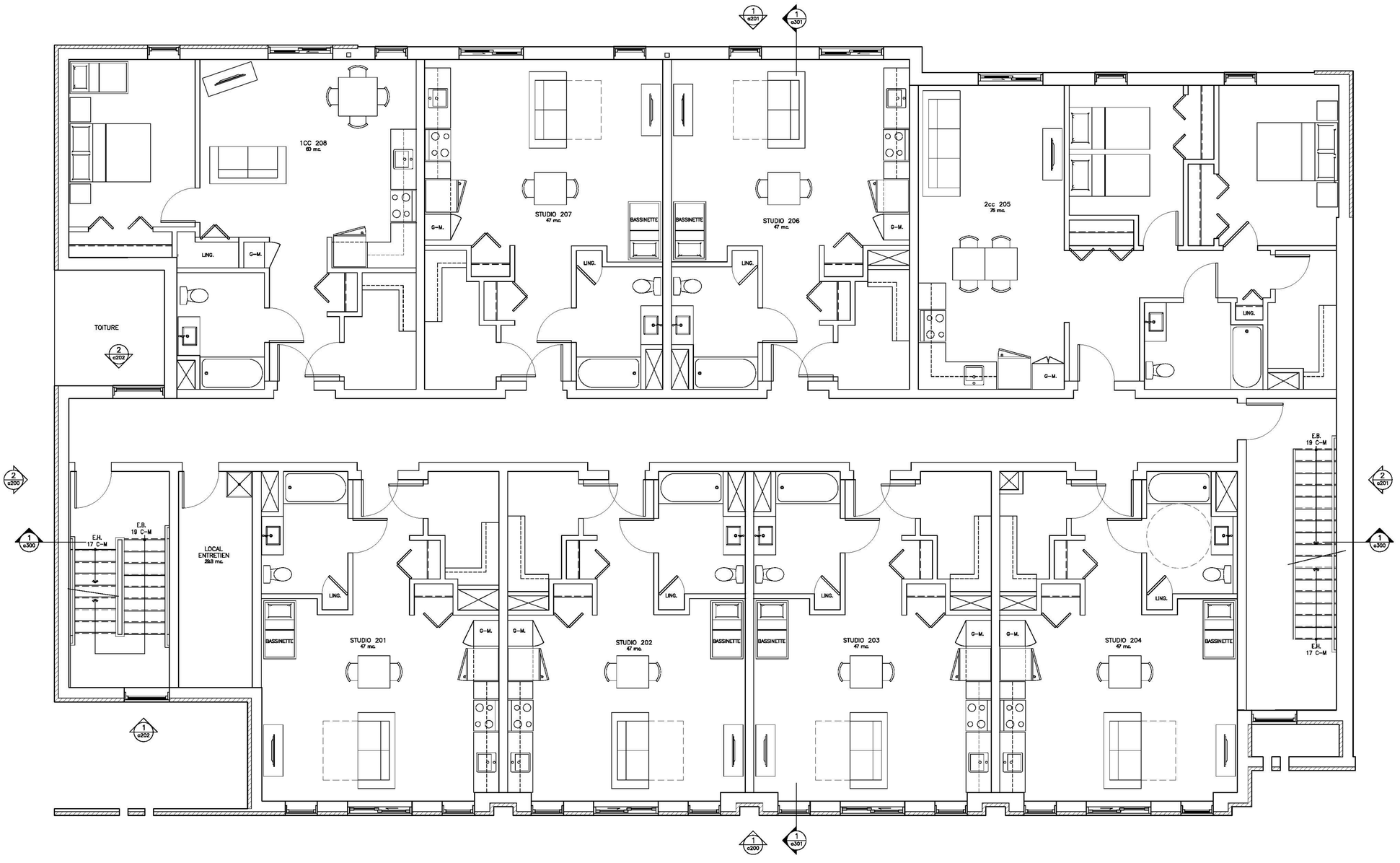
projet:
LA MAISON GRISE 2

Avenue d'Orléans, Montréal, Qc

titre dessin:
PLAN DE CONSTRUCTION
DU REZ-DE-CHAUSSÉE

date : 2019-11-05	dess. par : N.R.
échelle : 1/4 = 1'-0"	no. projet : 618-18
sceau	no. feuille : a101

Ordre des architectes du Québec
A 4251
ÉRIC LEBLANC
ARCHITECTE



1 a102 PLAN DE CONSTRUCTION DU 2IÈME ÉTAGE
1/4"=1'-0"

NOTES GÉNÉRALES

1. L'ENTREPRENEUR DOIT VÉRIFIER TOUTES LES MESURES, COTES, NIVEAUX ET DIMENSIONS AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX. TOUTE ERREUR ET/OU OMISSION DEVRA ÊTRE SIGNALÉE À L'ARCHITECTE. TOUS LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DEVRONT ÊTRE EXÉCUTÉS EN CONFORMITÉ AVEC LE CNB ET TOUT AUTRE CODE EN VIGUEUR.
2. LA LECTURE DES PLANS DOIT SE FAIRE À PARTIR DES DIMENSIONS INDIQUÉES. LES INTERPRÉTATIONS À L'AIDE D'UNE ÉCHELLE NE SONT PAS PERMISES.
3. PENDANT TOUTE LA DURÉE DES TRAVAUX, L'ENTREPRENEUR DEVRA PROTÉGER LES PARTIES OCCUPÉES PAR LES USAGERS DU BÂTIMENT EXISTANT CONTRE LA POUSSIÈRE ET LES BRUITS. IL DEVRA MAINTENIR UNE ÉTANCHÉITÉ CONSTANTE DE L'ENVELOPPE EXTÉRIEURE DU BÂTIMENT EXISTANT. FAIRE NETTOYAGE COMPLET DES LIEUX À LA FIN DES TRAVAUX.
4. FOURNIR DES DESSINS D'ATELIER DES DIFFÉRENTS OUVRAGES MÉTALLIQUES, D'ÉBÉNISTERIE ET AUTRES TRAVAUX TEL QU'INDIQUÉ SUR LES PLANS ET DEVIS. NE COMMENCER LES TRAVAUX DE FABRICATION QU'APRÈS AVOIR REÇU L'APPROBATION ÉCRITE DE L'ARCHITECTE OU DU REPRÉSENTANT DU PROPRIÉTAIRE — CHARGÉ(E) DE PROJET.
5. LES DESSINS D'ATELIER DOIVENT INDIQUER TOUS LES DÉTAILS DE CONSTRUCTION D'ASSEMBLAGE ET/OU D'APPLICATION DES PRODUITS ET DES FINIS AINSI QUE TOUT CE QUI EST NÉCESSAIRE À L'INSTALLATION DES PRODUITS.
6. DANS LE CAS OÙ LA COULEUR ET/OU LE FINI D'UN MATÉRIAU N'EST PAS SPÉCIFIÉ DANS LE PLAN, IL SERA AU CHOIX DE L'ARCHITECTE.
7. DROITS D'AUTEURS
   L'ARCHITECTE CONSERVE L'ENTIÈRE PROPRIÉTÉ DES DROITS D'AUTEURS RELATIFS AUX PLANS ET AUX AUTRES DOCUMENTS DU PRÉSENT CONTRAT. AUCUNE PARTIE DE CES DESSINS NE PEUT ÊTRE UTILISÉE POUR UN AUTRE PROJET SANS L'APPROBATION ÉCRITE DE L'ARCHITECTE.

no.	date	révision	page émise	par
10				
9				
8				
7				
6				
5				
4	20-04-07	ARTICLE 89,4	X	N.R.
3	20-01-24	PPCMOI REV.-1	X	N.R.
2	19-12-13	PPCMOI	X	N.R.
1	19-11-08	DÉPÔT 2	X	N.R.

ARCHITECTURE casa
info@casaarchitecture.ca - www.architecturecasa.ca
450.922.1881 1622 rue Principale, Ste-Julie, Qc, J3E 1W7

consultants:

Structure
MA-TH
SOLUTION D'INGÉNIERIE
MA-TH
4358, Rue de Bellechasse,
Montréal, Qc

Mécanique
GROUPE CÉMEC
GROUPE CÉMEC
334, Rue Joseph-Carrier #102,
Vaudreuil-Dorion

projet:

LA MAISON GRISE 2

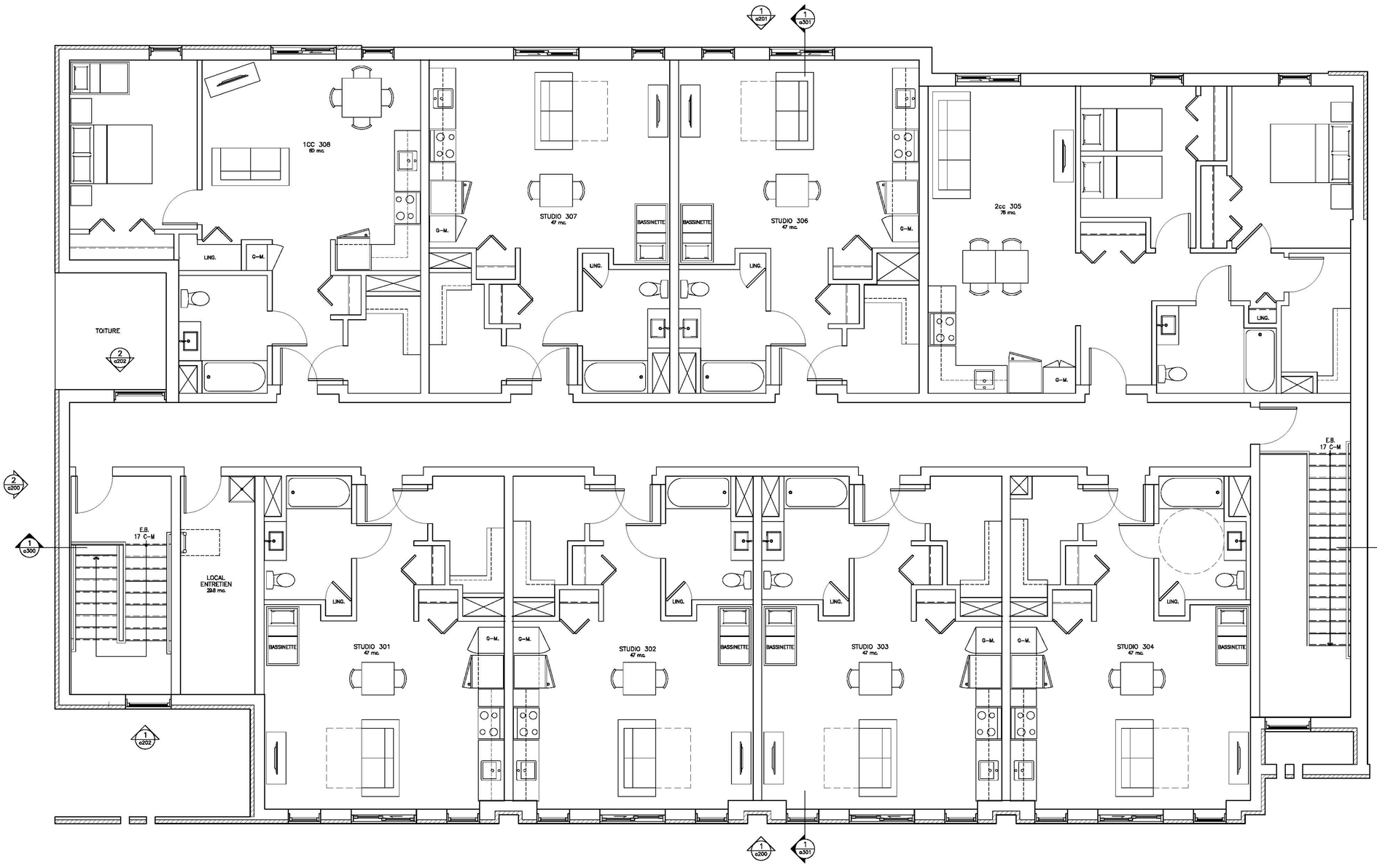
Avenue d'Orléans, Montréal, Qc

titre dessin:

PLAN DE CONSTRUCTION
DU 2IÈME ÉTAGE

date : 2019-11-05	dess. par : N.R.
échelle : 1/4 = 1'-0"	no. projet : 618-18
sceau	no. feuille : a102

Ordre des architectes du Québec
A 4251
ÉRIC LEBLANC
ARCHITECTE



1 a103 PLAN DE CONSTRUCTION DU 3IÈME ÉTAGE
1/4"=1'-0"

NOTES GÉNÉRALES

1. L'ENTREPRENEUR DOIT VÉRIFIER TOUTES LES MESURES, COTES, NIVEAUX ET DIMENSIONS AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX. TOUTE ERREUR ET/OU OMISSION DEVRA ÊTRE SIGNALÉE À L'ARCHITECTE. TOUS LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DEVRONT ÊTRE EXÉCUTÉS EN CONFORMITÉ AVEC LE CNB ET TOUT AUTRE CODE EN VIGUEUR.
2. LA LECTURE DES PLANS DOIT SE FAIRE À PARTIR DES DIMENSIONS INDIQUÉES. LES INTERPRÉTATIONS À L'AIDE D'UNE ÉCHELLE NE SONT PAS PERMISES.
3. PENDANT TOUTE LA DURÉE DES TRAVAUX, L'ENTREPRENEUR DEVRA PROTÉGER LES PARTIES OCCUPÉES PAR LES USAGERS DU BÂTIMENT EXISTANT CONTRE LA POUSSIÈRE ET LES BRUITS. IL DEVRA MAINTENIR UNE ÉTANCHÉITÉ CONSTANTE DE L'ENVELOPPE EXTÉRIEURE DU BÂTIMENT EXISTANT. FAIRE NETTOYAGE COMPLET DES LIEUX À LA FIN DES TRAVAUX.
4. FOURNIR DES DESSINS D'ATELIER DES DIFFÉRENTS OUVRAGES MÉTALLIQUES, D'ÉBÉNISTERIE ET AUTRES TRAVAUX TEL QU'INDIQUÉ SUR LES PLANS ET DEVIS. NE COMMENCER LES TRAVAUX DE FABRICATION QU'APRÈS AVOIR REÇU L'APPROBATION ÉCRITE DE L'ARCHITECTE OU DU REPRÉSENTANT DU PROPRIÉTAIRE — CHARGÉ(E) DE PROJET.
5. LES DESSINS D'ATELIER DOIVENT INDIQUER TOUS LES DÉTAILS DE CONSTRUCTION D'ASSEMBLAGE ET/OU D'APPLICATION DES PRODUITS ET DES FINIS AINSI QUE TOUT CE QUI EST NÉCESSAIRE À L'INSTALLATION DES PRODUITS.
6. DANS LE CAS OÙ LA COULEUR ET/OU LE FINI D'UN MATÉRIAU N'EST PAS SPÉCIFIÉ DANS LE PLAN, IL SERA AU CHOIX DE L'ARCHITECTE.
7. DROITS D'AUTEURS
   L'ARCHITECTE CONSERVE L'ENTIÈRE PROPRIÉTÉ DES DROITS D'AUTEURS RELATIFS AUX PLANS ET AUX AUTRES DOCUMENTS DU PRÉSENT CONTRAT. AUCUNE PARTIE DE CES DESSINS NE PEUT ÊTRE UTILISÉE POUR UN AUTRE PROJET SANS L'APPROBATION ÉCRITE DE L'ARCHITECTE.

no.	date	révision	page émise	par
10				
9				
8				
7				
6				
5				
4	20-04-07	ARTICLE 89,4	X	N.R.
3	20-01-24	PPCMOI REV.-1	X	N.R.
2	19-12-13	PPCMOI	X	N.R.
1	19-11-08	DÉPÔT 2	X	N.R.

ARCHITECTURE casa
info@casaarchitecture.co - www.architecturecasa.co
450.922.1881 1622 rue Principale, Ste-Julie, Qc, J3E 1W7

consultants:
Structure
MA-TH
SOLUTION D'INGÉNIERIE
MA-TH
4358, Rue de Bellechasse,
Montréal, Qc

Mécanique
GROUPE CÉMEC
GROUPE CÉMEC
334, Rue Joseph-Carrier #102,
Vaudreuil-Dorion

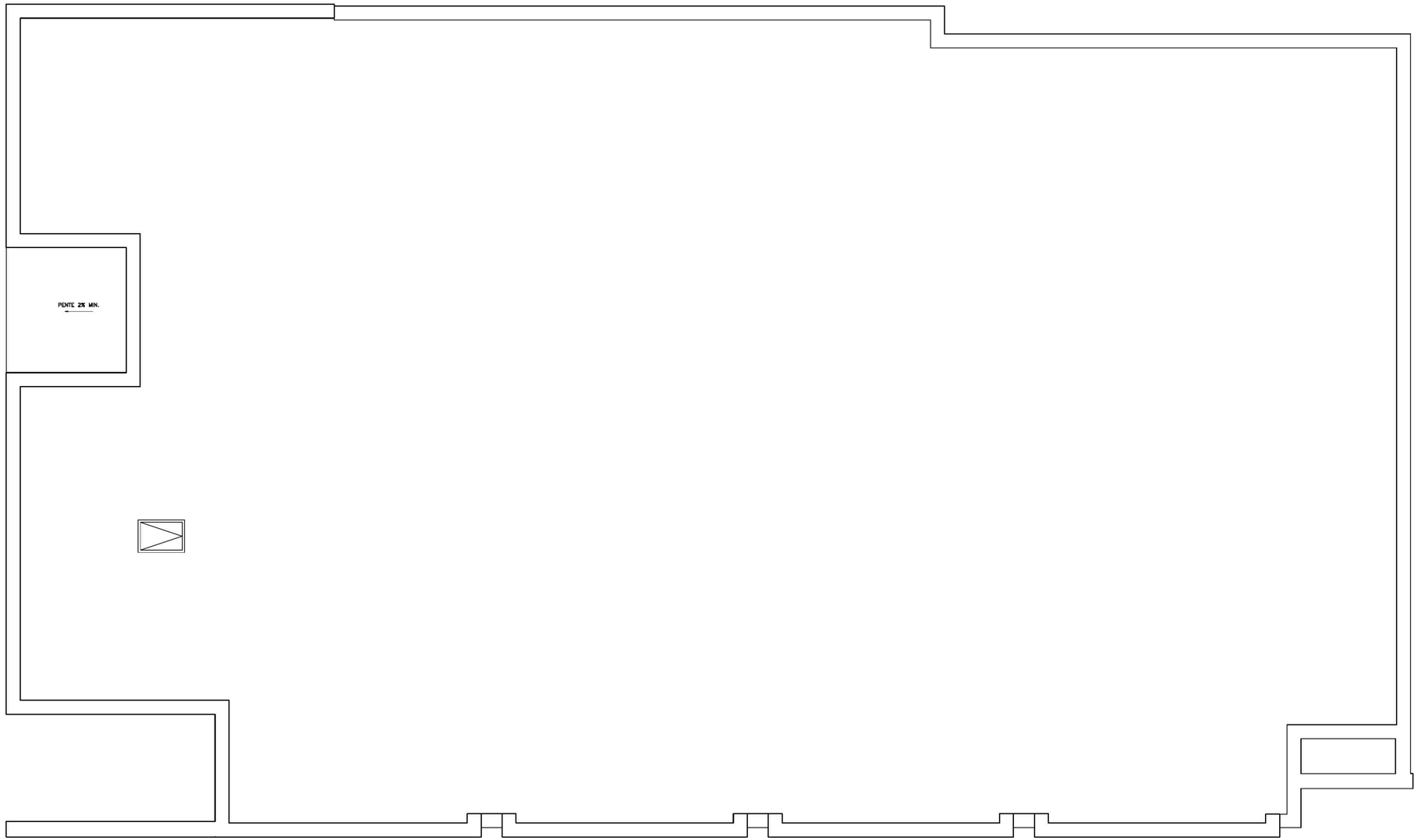
projet:
LA MAISON GRISE 2

Avenue d'Orléans, Montréal, Qc

titre dessin:
PLAN DE CONSTRUCTION
DU 3IÈME ÉTAGE

date : 2019-11-05	dess. par : N.R.
échelle : 1/4 = 1'-0"	no. projet : 618-18
sceau	no. feuille : a103

Ordre des architectes du Québec
A 4251
ÉRIC LEBLANC
ARCHITECTE



1 a110 PLAN DE CONSTRUCTION DE LA TOITURE
1/4"=1'-0"

NOTES GÉNÉRALES

1. L'ENTREPRENEUR DOIT VÉRIFIER TOUTES LES MESURES, COTES, NIVEAUX ET DIMENSIONS AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX. TOUTE ERREUR ET/OU OMISSION DEVRA ÊTRE SIGNALÉE À L'ARCHITECTE. TOUS LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DEVRONT ÊTRE EXÉCUTÉS EN CONFORMITÉ AVEC LE CNB ET TOUT AUTRE CODE EN VIGUEUR.
2. LA LECTURE DES PLANS DOIT SE FAIRE À PARTIR DES DIMENSIONS INDIQUÉES. LES INTERPRÉTATIONS À L'AIDE D'UNE ÉCHELLE NE SONT PAS PERMISES.
3. PENDANT TOUTE LA DURÉE DES TRAVAUX, L'ENTREPRENEUR DEVRA PROTÉGER LES PARTIES OCCUPÉES PAR LES USAGERS DU BÂTIMENT EXISTANT CONTRE LA POUSSIÈRE ET LES BRUITS. IL DEVRA MAINTENIR UNE ÉTANCHÉITÉ CONSTANTE DE L'ENVELOPPE EXTÉRIEURE DU BÂTIMENT EXISTANT. FAIRE NETTOYAGE COMPLET DES LIEUX À LA FIN DES TRAVAUX.
4. FOURNIR DES DESSINS D'ATELIER DES DIFFÉRENTS OUVRAGES MÉTALLIQUES, D'ÉBÉNISTERIE ET AUTRES TRAVAUX TEL QU'INDIQUÉ SUR LES PLANS ET DEVIS. NE COMMENCER LES TRAVAUX DE FABRICATION QU'APRÈS AVOIR REÇU L'APPROBATION ÉCRITE DE L'ARCHITECTE OU DU REPRÉSENTANT DU PROPRIÉTAIRE — CHARGÉ(E) DE PROJET.
5. LES DESSINS D'ATELIER DOIVENT INDIQUER TOUS LES DÉTAILS DE CONSTRUCTION D'ASSEMBLAGE ET/OU D'APPLICATION DES PRODUITS ET DES FINIS AINSI QUE TOUT CE QUI EST NÉCESSAIRE À L'INSTALLATION DES PRODUITS.
6. DANS LE CAS OÙ LA COULEUR ET/OU LE FINI D'UN MATÉRIAU N'EST PAS SPÉCIFIÉ DANS LE PLAN, IL SERA AU CHOIX DE L'ARCHITECTE.
7. DROITS D'AUTEURS
   L'ARCHITECTE CONSERVE L'ENTIÈRE PROPRIÉTÉ DES DROITS D'AUTEURS RELATIFS AUX PLANS ET AUX AUTRES DOCUMENTS DU PRÉSENT CONTRAT. AUCUNE PARTIE DE CES DESSINS NE PEUT ÊTRE UTILISÉE POUR UN AUTRE PROJET SANS L'APPROBATION ÉCRITE DE L'ARCHITECTE.

no.	date	révision	page émise	par
10				
9				
8				
7				
6				
5				
4	20-04-07	ARTICLE 89,4	X	N.R.
3	20-01-24	PPCMOI REV.-1	X	N.R.
2	19-12-13	PPCMOI	X	N.R.
1	19-11-08	DÉPÔT 2	X	N.R.

ARCHITECTURE casa
info@casaarchitectura.ca • www.architecturecasa.ca
450.922.1881 1622 rue Principale, Ste-Julie, Qc, J3E 1W7

consultants:

Structure
MA-TH
4358, Rue de Bellechasse,
Montréal, Qc

Mécanique
GROUPE CÉMEC
334, Rue Joseph-Carrier #102,
Vaudreuil-Dorion

projet:

LA MAISON GRISE 2

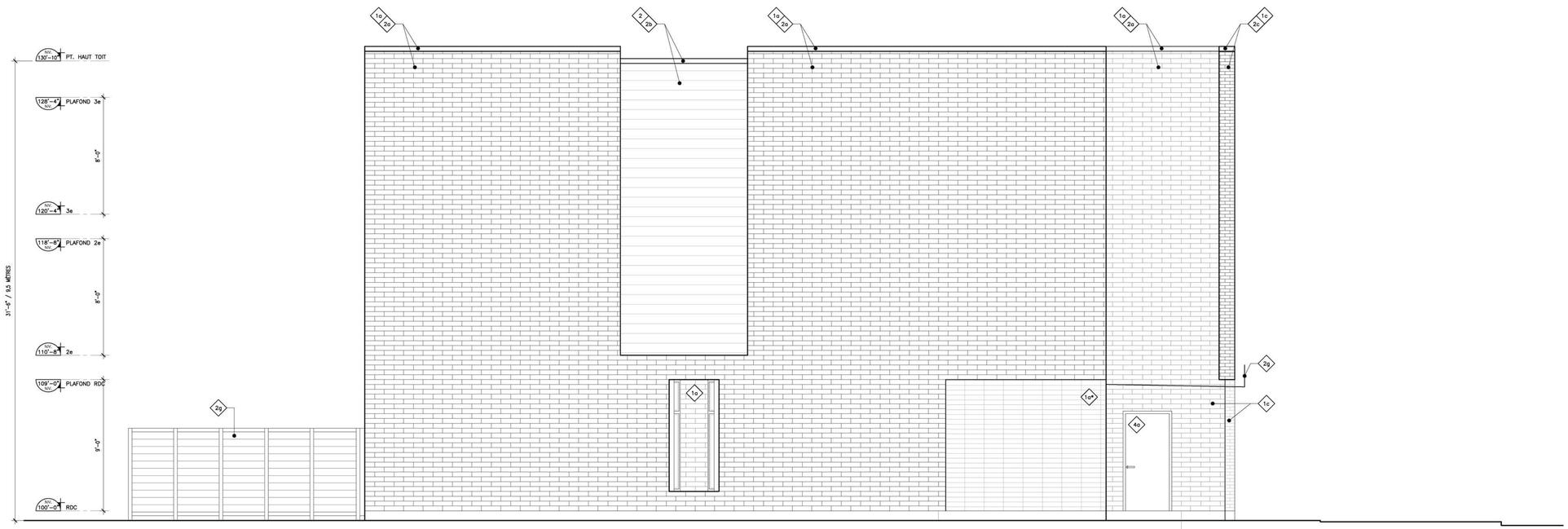
Avenue d'Orléans, Montréal, Qc

titre dessin:

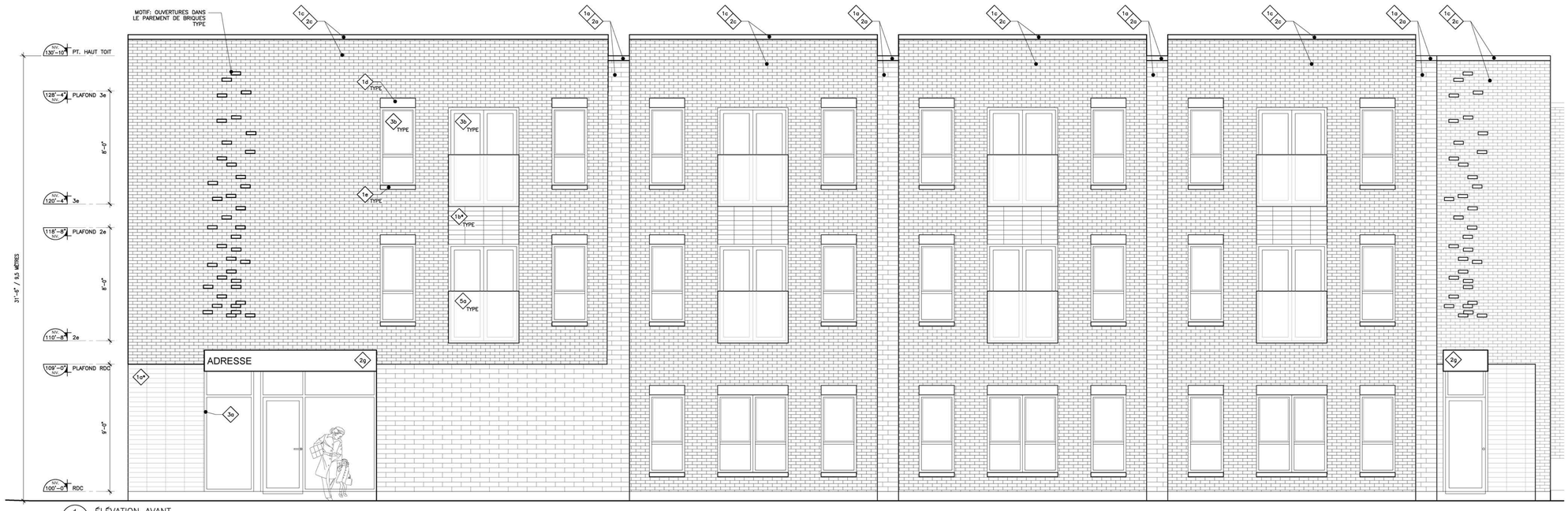
PLAN DE CONSTRUCTION DE LA TOITURE

date : 2019-11-05	dess. par : initiales
échelle : 1/4 = 1'-0"	no. projet : 618-18
sceau	no. feuille : a110

Ordre des architectes du Québec
A 4045
ÉRIC LEBLANC
ARCHITECTE



2 ÉLÉVATION GAUCHE
a200 1/4"=1'-0"



1 ÉLÉVATION AVANT
a200 1/4"=1'-0"

NOTES GÉNÉRALES

1. L'ENTREPRENEUR DOIT VÉRIFIER TOUTES LES MESURES, COTES, NIVEAUX ET DIMENSIONS AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX, TOUTE ERREUR ET/OU OMISSION DEVRA ÊTRE SIGNALÉE À L'ARCHITECTE. TOUS LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DEVRONT ETRE EXECUTÉS EN CONFORMITÉ AVEC LE CNB ET TOUT AUTRE CODE EN VIGUEUR.
2. LA LECTURE DES PLANS DOIT SE FAIRE À PARTIR DES DIMENSIONS INDIQUÉES. LES INTERPRÉTATIONS À L'AIDE D'UNE ÉCHELLE NE SONT PAS PERMISES.
3. PENDANT TOUTE LA DURÉE DES TRAVAUX, L'ENTREPRENEUR DEVRA PROTÉGER LES PARTIES OCCUPÉES PAR LES USAGERS DU BÂTIMENT EXISTANT CONTRE LA POUSSIÈRE ET LES BRUITS. IL DEVRA MAINTENIR UNE ÉTANCHÉITÉ CONSTANTE DE L'ENVELOPPE EXTÉRIEURE DU BÂTIMENT EXISTANT. FAIRE NETTOYAGE COMPLET DES LIEUX À LA FIN DES TRAVAUX.
4. FOURNIR DES DESSINS D'ATELIER DES DIFFÉRENTS OUVRAGES MÉTALLIQUES, D'ÉBÉNISTERIE ET AUTRES TRAVAUX TEL QU'INDIQUÉ SUR LES PLANS ET DEVIS. NE COMMENCER LES TRAVAUX DE FABRICATION QU'APRÈS AVOIR REÇU L'APPROBATION ÉCRITE DE L'ARCHITECTE OU DU REPRÉSENTANT DU PROPRIÉTAIRE — CHARGÉ(E) DE PROJET.
5. LES DESSINS D'ATELIER DOIVENT INDIQUER TOUS LES DÉTAILS DE CONSTRUCTION D'ASSEMBLAGE ET/OU D'APPLICATION DES PRODUITS ET DES FINIS AINSI QUE TOUT CE QUI EST NÉCESSAIRE À L'INSTALLATION DES PRODUITS.
6. DANS LE CAS OÙ LA COULEUR ET/OU LE FINI D'UN MATÉRIAU N'EST PAS SPÉCIFIÉ DANS LE PLAN, IL SERA AU CHOIX DE L'ARCHITECTE.
7. DROITS D'AUTEURS
   L'ARCHITECTE CONSERVE L'ENTIÈRE PROPRIÉTÉ DES DROITS D'AUTEURS RELATIFS AUX PLANS ET AUX AUTRES DOCUMENTS DU PRÉSENT CONTRAT. AUCUNE PARTIE DE CES DESSINS NE PEUT ÊTRE UTILISÉE POUR UN AUTRE PROJET SANS L'APPROBATION ÉCRITE DE L'ARCHITECTE.

no.	date	révision	page émise	par
10				
9				
8				
7				
6				
5				
4	20-04-07	ARTICLE 89,4	X	N.R.
3	20-01-24	PPCM01 REV.-1	X	N.R.
2	19-12-13	PPCM01	X	N.R.
1	19-11-08	DÉPÔT 2	X	N.R.

ARCHITECTURE casa
info@casaarchitecture.ca • www.architecturecasa.ca
450.922.1881 1622 rue Principale, Ste-Julie, Qc, J3E 1W7

consultants:

Structure
MA-TH
4358, Rue de Bellechasse,
Montréal, Qc

Mécanique
GROUPE CÉMEC
334, Rue Joseph-Carrier #102,
Vaudreuil-Dorion

projet:

LA MAISON GRISE 2

Avenue d'Orléans, Montréal, Qc

titre dessin:

ÉLÉVATIONS

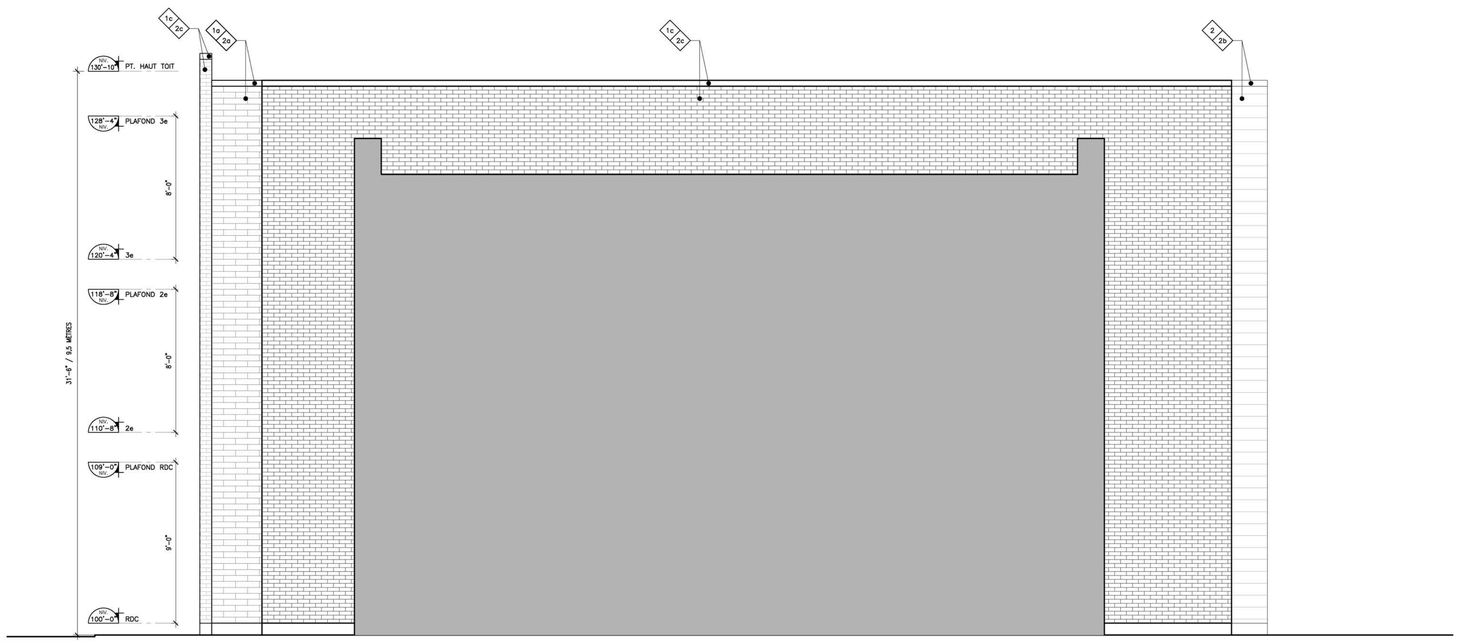
date : 2019-11-05	dess. par : N.R.
échelle : 1/4"= 1'-0"	no. projet : 618-18

sceau

Ordre des architectes du Québec
A 4251
ÉRIC LEBLANC
ARCHITECTE

no. feuille :

a200



2 ÉLÉVATION DROITE
a201 1/4"=1'-0"

LÉGENDE DES FINIS EXTÉRIEURS

REVÊTEMENT DE MAÇONNERIE/BÉTON

BLOCS ARCHITECTURAUX

1a
MANUFACTURIER: TECHO-BLOC
MODÈLE: BLOC ARCHITECTURAL
FORMAT: 4 X 16
COULEUR: NICKEL STANDARD
FINI: STRIÉ
SI * = POSE ALIGNÉE

BLOCS ARCHITECTURAUX

1b
MANUFACTURIER: TECHO-BLOC
MODÈLE: BLOC ARCHITECTURAL
FORMAT: 4 X 16
COULEUR: NOIR ONYX
FINI: STRIÉ
SI * = POSE ALIGNÉE

PAREMENT DE MAÇONNERIE/BRIQUE

1c
MANUFACTURIER: À VENIR
MODÈLE: À VENIR
FORMAT: À VENIR
COULEUR: ~~GRIS MOYEN~~ The Bowerston Shale Company
FINI: À VENIR Burgundy blend

LINTEAU/BÉTON

1d
MANUFACTURIER: À VENIR
MODÈLE: À VENIR
FORMAT: VOIR ÉLÉVATIONS
COULEUR: BÉTON/GRIS

ALLÈGE/BÉTON

1e
MANUFACTURIER: À VENIR
MODÈLE: À VENIR
FORMAT: VOIR ÉLÉVATIONS
COULEUR: BÉTON/GRIS

REVÊTEMENT MÉTALLIQUE

DÉCLIN D'ALUMINIUM

2
MANUFACTURIER: À VENIR
MODÈLE: HORIZONTAL
FORMAT: 8"
COULEUR: GRIS
FINI: UNI

SOLIN MÉTALLIQUE

2a
MANUFACTURIER: VICWEST
MODÈLE: CALIBRE 24
FORMAT: N/A
COULEUR: TEL QUE PAREMENT 1a

SOLIN MÉTALLIQUE

2b
MANUFACTURIER: VICWEST
MODÈLE: CALIBRE 24
FORMAT: N/A
COULEUR: TEL QUE PAREMENT 2

SOLIN MÉTALLIQUE

2c
MANUFACTURIER: VICWEST
MODÈLE: CALIBRE 24
FORMAT: N/A
COULEUR: TEL QUE PAREMENT 1c

ALUMINIUM – MOULURE

2e
MANUFACTURIER: À VENIR
MODÈLE: SUR MESURE
COULEUR: NOIR

ACIER GALVANISÉ – MARQUISE D'ENTRÉE

2f
MANUFACTURIER: À VENIR
MODÈLE: SUR MESURE

ACIER – CLÔTURE AJOURÉE

2g
MANUFACTURIER: OMEGA
MODÈLE: ELITE DOUBLE TIGE
EMBOUTS: CARRÉ
POTEAUX: 3"x3", AVEC ATTACHES UNIVERSELLES
HAUTEUR: 6'-0"
COULEUR: NOIR

REVÊTEMENT MÉTALLIQUE & BOIS – SUR MESURE

ACIER & BOIS – CLÔTURE OPAQUE & PORTE INTÉGRÉE

2f
MODÈLE: SUR MESURE
CADRES ET POTEAUX EN ACIER: 3"
COULEUR: NOIR
AVEC INSERTION DE PLANCHES DE CÈDRE
HAUTEUR: 6'-0"

PORTES & FENÊTRES

MUR-RIDEAU – CADRAGE

3a
MANUFACTURIER: À VENIR
MODÈLE: À VENIR
FORMAT: À VENIR
COULEUR: NOIR

PORTES & FENÊTRES

3b
MANUFACTURIER: À VENIR
MODÈLE: HYBRIDE (ALU. & PVC)
FORMAT: À VENIR
COULEUR: NOIR

PEINTURE

SUR PORTE D'ACIER

4a
MANUFACTURIER: SICO
COULEUR: TEL QUE REVÊTEMENT 1c

VERRE

GARDE-CORPS

5a
MANUFACTURIER: À VENIR
COULEUR: VERRE TREMPÉ BLANC GIVRÉ



NOTES GÉNÉRALES

1. L'ENTREPRENEUR DOIT VÉRIFIER TOUTES LES MESURES, COTES, NIVEAUX ET DIMENSIONS AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX, TOUTE ERREUR ET/OU OMISSION DEVRA ÊTRE SIGNALÉE À L'ARCHITECTE. TOUS LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DEVRONT ÊTRE EXÉCUTÉS EN CONFORMITÉ AVEC LE CNB ET TOUT AUTRE CODE EN VIGUEUR.
2. LA LECTURE DES PLANS DOIT SE FAIRE À PARTIR DES DIMENSIONS INDIQUÉES. LES INTERPRÉTATIONS À L'AIDE D'UNE ÉCHELLE NE SONT PAS PERMISES.
3. PENDANT TOUTE LA DURÉE DES TRAVAUX, L'ENTREPRENEUR DEVRA PROTÉGER LES PARTIES OCCUPÉES PAR LES USAGERS DU BÂTIMENT EXISTANT CONTRE LA POUSSIÈRE ET LES BRUITS. IL DEVRA MAINTENIR UNE ÉTANCHÉITÉ CONSTANTE DE L'ENVELOPPE EXTÉRIEURE DU BÂTIMENT EXISTANT. FAIRE NETTOYAGE COMPLET DES LIEUX À LA FIN DES TRAVAUX.
4. FOURNIR DES DESSINS D'ATELIER DES DIFFÉRENTS OUVRAGES MÉTALLIQUES, D'ÉBÉNISTERIE ET AUTRES TRAVAUX TEL QU'INDIQUÉ SUR LES PLANS ET DEVIS. NE COMMENCER LES TRAVAUX DE FABRICATION QU'APRÈS AVOIR REÇU L'APPROBATION ÉCRITE DE L'ARCHITECTE OU DU REPRÉSENTANT DU PROPRIÉTAIRE – CHARGE(C) DE PROJET.
5. LES DESSINS D'ATELIER DOIVENT INDIQUER TOUS LES DÉTAILS DE CONSTRUCTION D'ASSEMBLAGE ET/OU D'APPLICATION DES PRODUITS ET DES FINIS AINSI QUE TOUT CE QUI EST NÉCESSAIRE À L'INSTALLATION DES PRODUITS.
6. DANS LE CAS OÙ LA COULEUR ET/OU LE FINI D'UN MATÉRIAU N'EST PAS SPÉCIFIÉ DANS LE PLAN, IL SERA AU CHOIX DE L'ARCHITECTE.
7. DROITS D'AUTEURS
L'ARCHITECTE CONSERVE L'ENTIÈRE PROPRIÉTÉ DES DROITS D'AUTEURS RELATIFS AUX PLANS ET AUX AUTRES DOCUMENTS DU PRÉSENT CONTRAT. AUCUNE PARTIE DE CES DESSINS NE PEUT ÊTRE UTILISÉE POUR UN AUTRE PROJET SANS L'APPROBATION ÉCRITE DE L'ARCHITECTE.

no.	date	révision	page émise	par
10				
9				
8				
7				
6				
5				
4	20-04-07	ARTICLE 89,4	X	N.R.
3	20-01-24	PPCMOI REV.-1	X	N.R.
2	19-12-13	PPCMOI	X	N.R.
1	19-11-08	DÉPÔT 2	X	N.R.



1 ÉLÉVATION ARRIÈRE
a201 1/4"=1'-0"

ARCHITECTURE casa
info@casaarchitecture.ca • www.architecturecasa.co
450.922.1881 1622 rue Principale, Ste-Julie, Qc, J3E 1W7

consultants:
Structure
MA-TH
SOLUTION D'INGÉNIERIE
MA-TH
4358, Rue de Bellechasse,
Montréal, Qc

Mécanique
GROUPE CÉMEC
EXPERTS-CONSEILS
GROUPE CÉMEC
334, Rue Joseph-Carrier # 102,
Vaudreuil-Dorion

projet:

LA MAISON GRISE 2

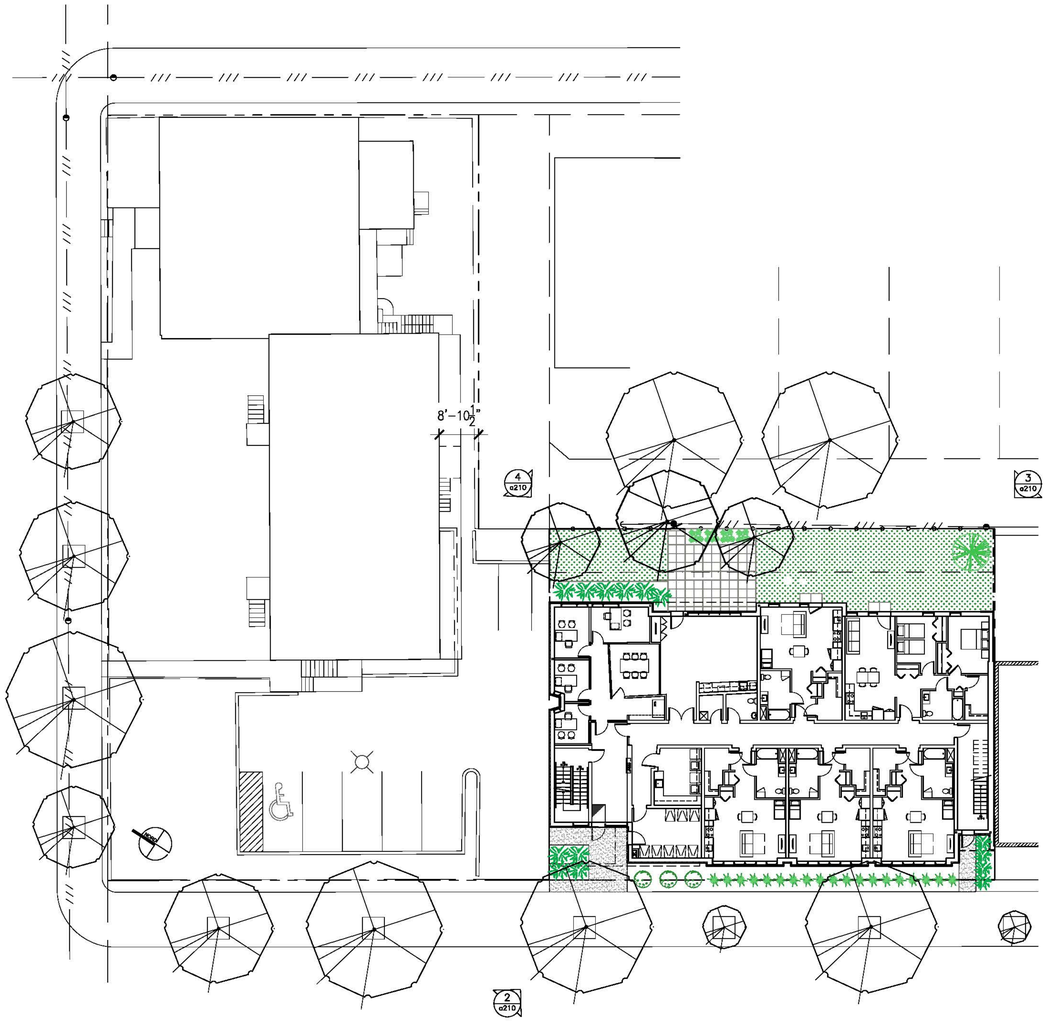
Avenue d'Orléans, Montréal, Qc

titre dessin:
ÉLÉVATIONS

date :	2019-11-05	dess. par :	N.R.
échelle :	1/4"= 1'-0"	no. projet :	618-18

sceau:
Ordre des architectes du Québec
A 4251
ÉRIC LEBLANC
ARCHITECTE

no. feuille :
a201





1 a210 RENDU DE LA FAÇADE SUR L'AVENUE D'ORLÉANS



2 a210 RENDU DE LA FAÇADE SUR L'AVENUE D'ORLÉANS



4 a210 RENDU DE LA FAÇADE ARRIÈRE
la clôture n'est pas illustrée



3 a210 RENDU DE LA FAÇADE ARRIÈRE
la clôture n'est pas illustrée

NOTES GÉNÉRALES

1. L'ENTREPRENEUR DOIT VÉRIFIER TOUTES LES MESURES, COTES, NIVEAUX ET DIMENSIONS AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX, TOUTE ERREUR ET/OU OMISSION DEVRA ÊTRE SIGNALÉE À L'ARCHITECTE. TOUS LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DEVRONT ÊTRE EXÉCUTÉS EN CONFORMITÉ AVEC LE CNB ET TOUT AUTRE CODE EN VIGUEUR.
2. LA LECTURE DES PLANS DOIT SE FAIRE À PARTIR DES DIMENSIONS INDIQUÉES. LES INTERPRÉTATIONS À L'AIDE D'UNE ÉCHELLE NE SONT PAS PERMISES.
3. PENDANT TOUTE LA DURÉE DES TRAVAUX, L'ENTREPRENEUR DEVRA PROTÉGER LES PARTIES OCCUPÉES PAR LES USAGERS DU BÂTIMENT EXISTANT CONTRE LA POUSSIÈRE ET LES BRUITS. IL DEVRA MAINTENIR UNE ÉTANCHÉITÉ CONSTANTE DE L'ENVELOPPE EXTÉRIEURE DU BÂTIMENT EXISTANT. FAIRE NETTOYAGE COMPLET DES LIEUX À LA FIN DES TRAVAUX.
4. FOURNIR DES DESSINS D'ATELIER DES DIFFÉRENTS OUVRAGES MÉTALLIQUES, D'ÉBÉNISTERIE ET AUTRES TRAVAUX TEL QU'INDIQUÉ SUR LES PLANS ET DEVIS. NE COMMENCER LES TRAVAUX DE FABRICATION QU'APRÈS AVOIR REÇU L'APPROBATION ÉCRITE DE L'ARCHITECTE OU DU REPRÉSENTANT DU PROPRIÉTAIRE — CHARGÉ(E) DE PROJET.
5. LES DESSINS D'ATELIER DOIVENT INDIQUER TOUS LES DÉTAILS DE CONSTRUCTION D'ASSEMBLAGE ET/OU D'APPLICATION DES PRODUITS ET DES FINIS AINSI QUE TOUT CE QUI EST NÉCESSAIRE À L'INSTALLATION DES PRODUITS.
6. DANS LE CAS OÙ LA COULEUR ET/OU LE FINI D'UN MATÉRIAU N'EST PAS SPÉCIFIÉ DANS LE PLAN, IL SERA AU CHOIX DE L'ARCHITECTE.
7. DROITS D'AUTEURS
   L'ARCHITECTE CONSERVE L'ENTIÈRE PROPRIÉTÉ DES DROITS D'AUTEURS RELATIFS AUX PLANS ET AUX AUTRES DOCUMENTS DU PRÉSENT CONTRAT. AUCUNE PARTIE DE CES DESSINS NE PEUT ÊTRE UTILISÉE POUR UN AUTRE PROJET SANS L'APPROBATION ÉCRITE DE L'ARCHITECTE.

no.	date	révision	page émise	par
10				
9				
8				
7				
6				
5				
4	20-04-07	ARTICLE 89,4	X	N.R.
3	20-01-24	PPCMOI REV.-1	X	N.R.
2	19-12-13	PPCMOI	X	N.R.
1	19-11-08	DÉPÔT 2	X	N.R.

ARCHITECTURE casa
Info@casaarchitecture.ca • www.architecturecasa.ca
450.922.1881 1622 rue Principale, Ste-Julie, Qc, J3E 1W7

consultants:

Structure
MA-TH
4356, Rue de Bellechasse,
Montréal, Qc

Mécanique
GROUPE CÉMEC
334, Rue Joseph-Carrier #102,
Vaudreuil-Dorion

projet:

LA MAISON GRISE 2

Avenue d'Orléans, Montréal, Qc

titre dessin:

PERSPECTIVE &
RENDUS COULEUR

date : 2019-11-05	dess. par : N.R.
échelle : aucune	no. projet : 618-18
sceau	no. feuille :

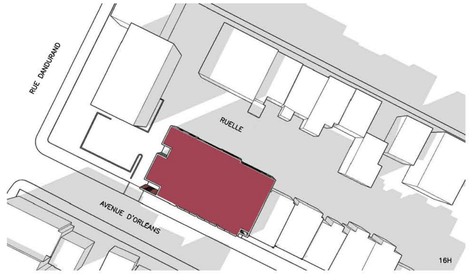
Ordre des architectes du Québec
A 4251
ÉRIC LEBLANC
ARCHITECTE

a210







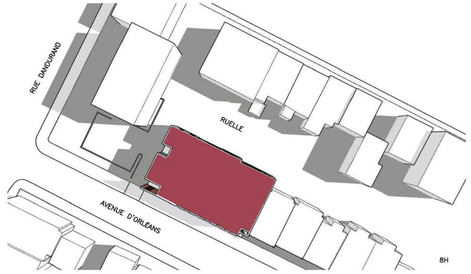




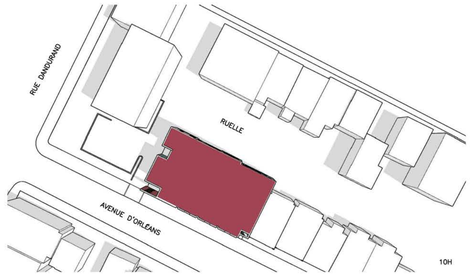


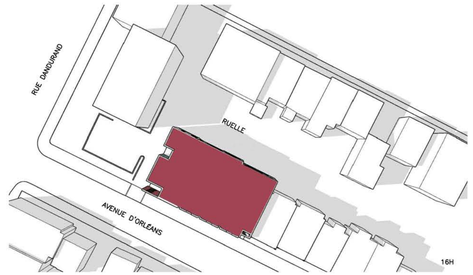
1 a220 ENSOLEILLEMENT AU 21 MARS

La plus grande ombre portée est à 16h et touche en totalité la ruelle.













2 a220 ENSOLEILLEMENT AU 21 JUIN

La plus grande ombre portée est à 18h et touche en totalité la ruelle et la façade des bâtiments arrière. Par contre c'est en fin de journée, l'impact est donc moindre.

NOTES GÉNÉRALES

1. L'ENTREPRENEUR DOIT VÉRIFIER TOUTES LES MESURES, COTES, NIVEAUX ET DIMENSIONS AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX, TOUTE ERREUR ET/OU OMISSION DEVRA ÊTRE SIGNALÉE À L'ARCHITECTE. TOUS LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DEVRONT ÊTRE EXÉCUTÉS EN CONFORMITÉ AVEC LE CNB ET TOUT AUTRE CODE EN VIGUEUR.
2. LA LECTURE DES PLANS DOIT SE FAIRE À PARTIR DES DIMENSIONS INDIQUÉES. LES INTERPRÉTATIONS À L'AIDE D'UNE ÉCHELLE NE SONT PAS PERMISES.
3. PENDANT TOUTE LA DURÉE DES TRAVAUX, L'ENTREPRENEUR DEVRA PROTÉGER LES PARTIES OCCUPÉES PAR LES USAGERS DU BÂTIMENT EXISTANT CONTRE LA POUSSIÈRE ET LES BRUITS. IL DEVRA MAINTENIR UNE ÉTANCHÉITÉ CONSTANTE DE L'ENVELOPPE EXTÉRIEURE DU BÂTIMENT EXISTANT. FAIRE NETTOYAGE COMPLET DES LIEUX À LA FIN DES TRAVAUX.
4. FOURNIR DES DESSINS D'ATELIER DES DIFFÉRENTS OUVRAGES MÉTALLIQUES, D'ÉBÉNISTERIE ET AUTRES TRAVAUX TEL QU'INDIQUÉ SUR LES PLANS ET DEVIS. NE COMMENCER LES TRAVAUX DE FABRICATION QU'APRÈS AVOIR REÇU L'APPROBATION ÉCRITE DE L'ARCHITECTE OU DU REPRÉSENTANT DU PROPRIÉTAIRE — CHARGÉ(E) DE PROJET.
5. LES DESSINS D'ATELIER DOIVENT INDIQUER TOUS LES DÉTAILS DE CONSTRUCTION D'ASSEMBLAGE ET/OU D'APPLICATION DES PRODUITS ET DES FINIS AINSI QUE TOUT CE QUI EST NÉCESSAIRE À L'INSTALLATION DES PRODUITS.
6. DANS LE CAS OÙ LA COULEUR ET/OU LE FINI D'UN MATÉRIAU N'EST PAS SPÉCIFIÉ DANS LE PLAN, IL SERA AU CHOIX DE L'ARCHITECTE.
7. DROITS D'AUTEURS
   L'ARCHITECTE CONSERVE L'ENTIÈRE PROPRIÉTÉ DES DROITS D'AUTEURS RELATIFS AUX PLANS ET AUX AUTRES DOCUMENTS DU PRÉSENT CONTRAT. AUCUNE PARTIE DE CES DESSINS NE PEUT ÊTRE UTILISÉE POUR UN AUTRE PROJET SANS L'APPROBATION ÉCRITE DE L'ARCHITECTE.

no.	date	révision	page émise	par
10				
9				
8				
7				
6				
5				
4	20-04-07	ARTICLE 89,4	X	N.R.
3	20-01-24	PPCMOI REV.-1	X	N.R.
2	19-12-13	PPCMOI	X	N.R.
1	19-11-08	DÉPÔT 2	X	N.R.

ARCHITECTURE casa
info@casaarchitecture.ca • www.architecturecasa.ca
450.922.1881 1622 rue Principale, Ste-Julie, Qc. J3E 1W7

consultants:

Structure
MA-TH
4358, Rue de Bellechasse,
Montréal, Qc

Mécanique
GROUPE CÉMEC
334, Rue Joseph-Carrier #102,
Vaudreuil-Dorion

projet:

LA MAISON GRISE 2

Avenue d'Orléans, Montréal, Qc

titre dessin:

ÉTUDE D'ENSOLEILLEMENT
21 MARS & 21 JUIN

date : 2019-11-05	dess. par : N.R.
échelle : aucune	no. projet : 618-18

sceau

Ordre des architectes du Québec
A 4251
ÉRIC LEBLANC
ARCHITECTE

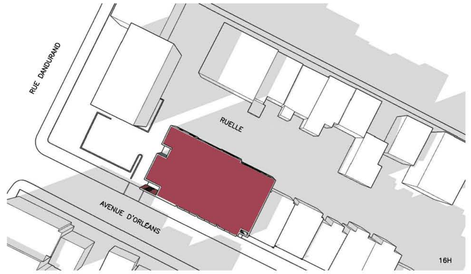
no. feuille :

a220







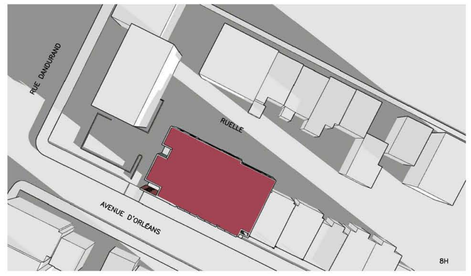






1 a221 ENSOLEILLEMENT AU 21 SEPTEMBRE

La plus grande ombre portée est à 16h & 18h et touche en totalité la ruelle et la façade des bâtiments arrière. Par contre ça débute en fin d'après-midi, laissant la majeure partie de la journée sans ombre portée sur le voisinage.













2 a221 ENSOLEILLEMENT AU 21 DÉCEMBRE

Comme le soleil est plus bas en hiver, c'est à cette période que l'ombre portée est la plus importante. La période qui affecte le + les bâtiments voisins est le matin de 8h à 12h. Par contre les façades limitrophes ne sont jamais totalement dans l'ombre.

NOTES GÉNÉRALES

1. L'ENTREPRENEUR DOIT VÉRIFIER TOUTES LES MESURES, COTES, NIVEAUX ET DIMENSIONS AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX, TOUTE ERREUR ET/OU OMISSION DEVRA ÊTRE SIGNALÉE À L'ARCHITECTE. TOUS LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DEVRONT ÊTRE EXECUTÉS EN CONFORMITÉ AVEC LE CNB ET TOUT AUTRE CODE EN VIGUEUR.
2. LA LECTURE DES PLANS DOIT SE FAIRE À PARTIR DES DIMENSIONS INDIQUÉES. LES INTERPRÉTATIONS À L'AIDE D'UNE ÉCHELLE NE SONT PAS PERMISES.
3. PENDANT TOUTE LA DURÉE DES TRAVAUX, L'ENTREPRENEUR DEVRA PROTÉGER LES PARTIES OCCUPÉES PAR LES USAGERS DU BÂTIMENT EXISTANT CONTRE LA POUSSIÈRE ET LES BRUITS. IL DEVRA MAINTENIR UNE ÉTANCHÉITÉ CONSTANTE DE L'ENVELOPPE EXTÉRIEURE DU BÂTIMENT EXISTANT. FAIRE NETTOYAGE COMPLET DES LIEUX À LA FIN DES TRAVAUX.
4. FOURNIR DES DESSINS D'ATELIER DES DIFFÉRENTS OUVRAGES MÉTALLIQUES, D'ÉBÉNISTERIE ET AUTRES TRAVAUX TEL QU'INDIQUÉ SUR LES PLANS ET DEVIS. NE COMMENCER LES TRAVAUX DE FABRICATION QU'APRÈS AVOIR REÇU L'APPROBATION ÉCRITE DE L'ARCHITECTE OU DU REPRÉSENTANT DU PROPRIÉTAIRE — CHARGÉ(E) DE PROJET.
5. LES DESSINS D'ATELIER DOIVENT INDIQUER TOUS LES DÉTAILS DE CONSTRUCTION D'ASSEMBLAGE ET/OU D'APPLICATION DES PRODUITS ET DES FINIS AINSI QUE TOUT CE QUI EST NÉCESSAIRE À L'INSTALLATION DES PRODUITS.
6. DANS LE CAS OÙ LA COULEUR ET/OU LE FINI D'UN MATÉRIAU N'EST PAS SPÉCIFIÉ DANS LE PLAN, IL SERA AU CHOIX DE L'ARCHITECTE.
7. DROITS D'AUTEURS
   L'ARCHITECTE CONSERVE L'ENTIÈRE PROPRIÉTÉ DES DROITS D'AUTEURS RELATIFS AUX PLANS ET AUX AUTRES DOCUMENTS DU PRÉSENT CONTRAT. AUCUNE PARTIE DE CES DESSINS NE PEUT ÊTRE UTILISÉE POUR UN AUTRE PROJET SANS L'APPROBATION ÉCRITE DE L'ARCHITECTE.

no.	date	révision	page émise	par
10				
9				
8				
7				
6				
5				
4	20-04-07	ARTICLE 89,4	X	N.R.
3	20-01-24	PPCMOI REV.-1	X	N.R.
2	19-12-13	PPCMOI	X	N.R.
1	19-11-08	DÉPÔT 2	X	N.R.

ARCHITECTURE casa
info@casaarchitecture.ca • www.architecturecasa.ca
450.922.1881 1622 rue Principale, Ste-Julie, Qc. J3E 1W7

consultants:

Structure
MA-TH
SOLUTION D'INGÉNIERIE
MA-TH
4358, Rue de Bellechasse,
Montréal, Qc

Mécanique
GROUPE CÉMEC
GROUPE CÉMEC
334, Rue Joseph-Carrier #102,
Vaudreuil-Dorion

projet:

LA MAISON GRISE 2

Avenue d'Orléans, Montréal, Qc

titre dessin:

ÉTUDE D'ENSOLEILLEMENT 21 SEPTEMBRE & 21 DÉCEMBRE

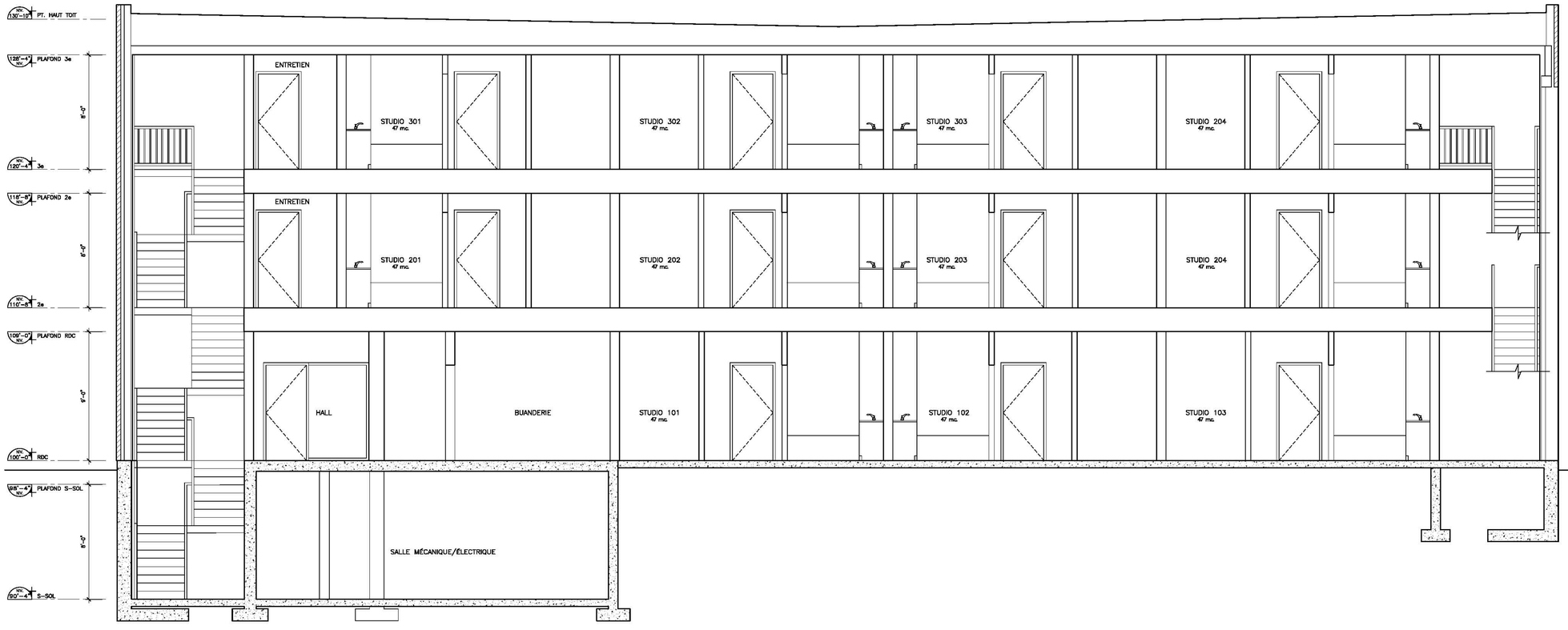
date : 2019-11-05	dess. par : N.R.
échelle : aucune	no. projet : 618-18

sceau

Ordre des architectes du Québec
A 4251
ÉRIC LEBLANC
ARCHITECTE

no. feuille :

a221



1 COUPE LONGITUDINALE
a300 1/4"=1'-0"

NOTES GÉNÉRALES

1. L'ENTREPRENEUR DOIT VÉRIFIER TOUTES LES MESURES, COTES, NIVEAUX ET DIMENSIONS AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX. TOUTE ERREUR ET/OU OMISSION DEVRA ÊTRE SIGNALÉE À L'ARCHITECTE. TOUS LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DEVRONT ÊTRE EXÉCUTÉS EN CONFORMITÉ AVEC LE CNB ET TOUT AUTRE CODE EN VIGUEUR.
2. LA LECTURE DES PLANS DOIT SE FAIRE À PARTIR DES DIMENSIONS INDIQUÉES. LES INTERPRÉTATIONS À L'AIDE D'UNE ÉCHELLE NE SONT PAS PERMISES.
3. PENDANT TOUTE LA DURÉE DES TRAVAUX, L'ENTREPRENEUR DEVRA PROTÉGER LES PARTIES OCCUPÉES PAR LES USAGERS DU BÂTIMENT EXISTANT CONTRE LA POUSSIÈRE ET LES BRUITS. IL DEVRA MAINTENIR UNE ÉTANCHÉITÉ CONSTANTE DE L'ENVELOPPE EXTÉRIEURE DU BÂTIMENT EXISTANT. FAIRE NETTOYAGE COMPLET DES LIEUX À LA FIN DES TRAVAUX.
4. FOURNIR DES DESSINS D'ATELIER DES DIFFÉRENTS OUVRAGES MÉTALLIQUES, D'ÉBÉNISTERIE ET AUTRES TRAVAUX TEL QU'INDIQUÉ SUR LES PLANS ET DEVIS. NE COMMENCER LES TRAVAUX DE FABRICATION QU'APRÈS AVOIR REÇU L'APPROBATION ÉCRITE DE L'ARCHITECTE OU DU REPRÉSENTANT DU PROPRIÉTAIRE — CHARGÉ(E) DE PROJET.
5. LES DESSINS D'ATELIER DOIVENT INDIQUER TOUS LES DÉTAILS DE CONSTRUCTION D'ASSEMBLAGE ET/OU D'APPLICATION DES PRODUITS ET DES FINIS AINSI QUE TOUT CE QUI EST NÉCESSAIRE À L'INSTALLATION DES PRODUITS.
6. DANS LE CAS OÙ LA COULEUR ET/OU LE FINI D'UN MATÉRIAU N'EST PAS SPÉCIFIÉ DANS LE PLAN, IL SERA AU CHOIX DE L'ARCHITECTE.
7. DROITS D'AUTEURS
   L'ARCHITECTE CONSERVE L'ENTIÈRE PROPRIÉTÉ DES DROITS D'AUTEURS RELATIFS AUX PLANS ET AUX AUTRES DOCUMENTS DU PRÉSENT CONTRAT. AUCUNE PARTIE DE CES DESSINS NE PEUT ÊTRE UTILISÉE POUR UN AUTRE PROJET SANS L'APPROBATION ÉCRITE DE L'ARCHITECTE.

no.	date	révision	page émise	par
10				
9				
8				
7				
6				
5				
4	20-04-07	ARTICLE 89,4	X	N.R.
3	20-01-24	PPCMOI REV.-1	X	N.R.
2	19-12-13	PPCMOI	X	N.R.
1	19-11-08	DÉPÔT 2	X	N.R.

ARCHITECTURE casa
info@casaarchitectura.ca • www.architecturecasa.ca
450.922.1881 1622 rue Principale, Ste-Julie, Qc, J3E 1W7

consultants:
Structure
MA-TH
4356, Rue de Bellechasse,
Montréal, Qc

Mécanique
GROUPE CÉMEC
334, Rue Joseph-Carrier #102,
Vaudreuil-Dorion

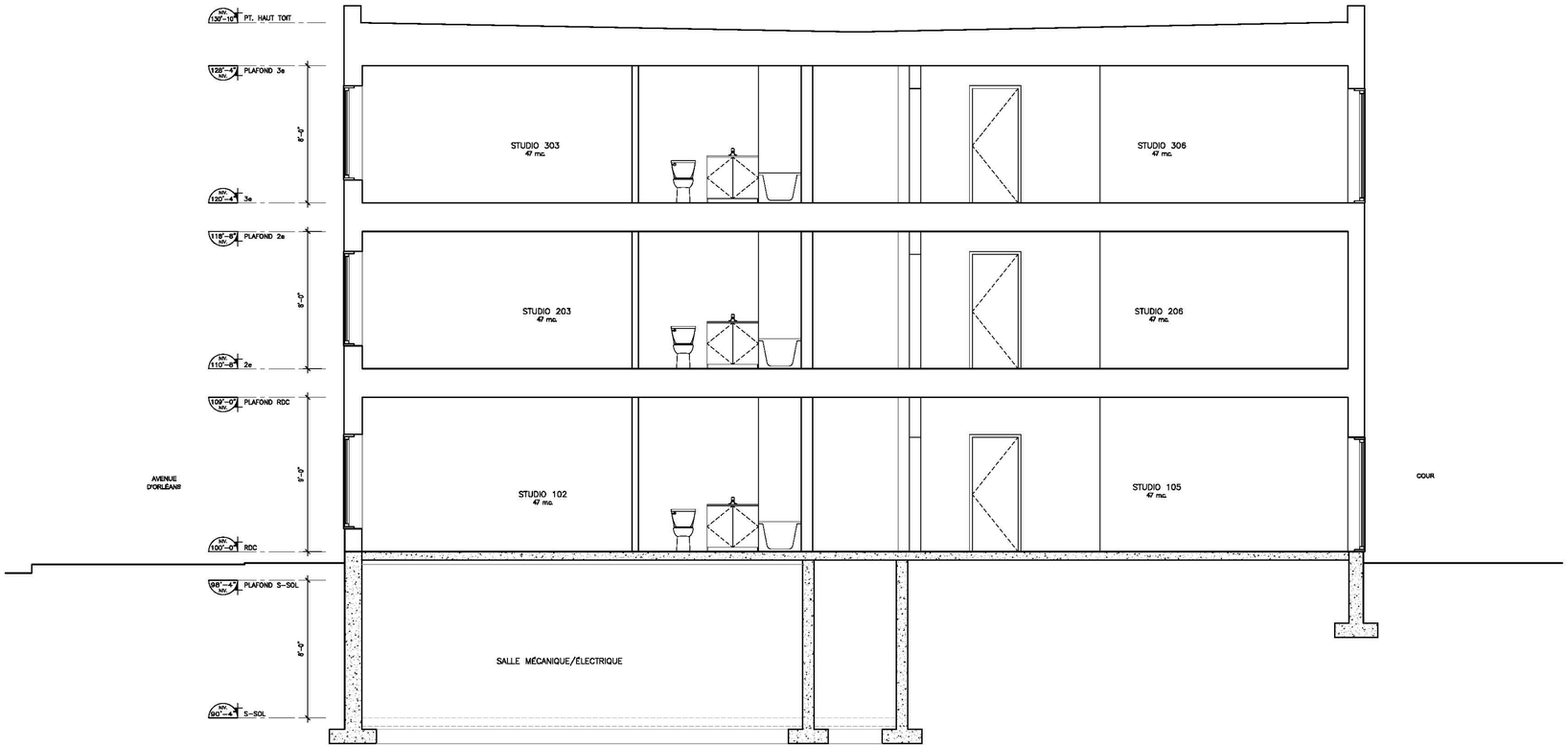
projet:
LA MAISON GRISE 2

Avenue d'Orléans, Montréal, Qc

titre dessin:
COUPE LONGITUDINALE

date : 2019-11-05	dess. par : NLM
échelle : 1/4"= 1'-0"	no. projet : 618-18
sceau	no. feuille : a300

Ordre des architectes du Québec
A 4251
ÉRIC LEBLANC
ARCHITECTE



1 a301 COUPE TRANSVERSALE
1/4"=1'-0"

NOTES GÉNÉRALES

1. L'ENTREPRENEUR DOIT VÉRIFIER TOUTES LES MESURES, COTES, NIVEAUX ET DIMENSIONS AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX. TOUTE ERREUR ET/OU OMISSION DEVRA ÊTRE SIGNALÉE À L'ARCHITECTE. TOUS LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DEVRONT ÊTRE EXÉCUTÉS EN CONFORMITÉ AVEC LE CNB ET TOUT AUTRE CODE EN VIGUEUR.
2. LA LECTURE DES PLANS DOIT SE FAIRE À PARTIR DES DIMENSIONS INDIQUÉES. LES INTERPRÉTATIONS À L'AIDE D'UNE ÉCHELLE NE SONT PAS PERMISES.
3. PENDANT TOUTE LA DURÉE DES TRAVAUX, L'ENTREPRENEUR DEVRA PROTÉGER LES PARTIES OCCUPÉES PAR LES USAGERS DU BÂTIMENT EXISTANT CONTRE LA POUSSIÈRE ET LES BRUITS. IL DEVRA MAINTENIR UNE ÉTANCHÉITÉ CONSTANTE DE L'ENVELOPPE EXTÉRIEURE DU BÂTIMENT EXISTANT. FAIRE NETTOYAGE COMPLET DES LIEUX À LA FIN DES TRAVAUX.
4. FOURNIR DES DESSINS D'ATELIER DES DIFFÉRENTS OUVRAGES MÉTALLIQUES, D'ÉBÉNISTERIE ET AUTRES TRAVAUX TEL QU'INDIQUÉ SUR LES PLANS ET DEVIS. NE COMMENCER LES TRAVAUX DE FABRICATION QU'APRÈS AVOIR REÇU L'APPROBATION ÉCRITE DE L'ARCHITECTE OU DU REPRÉSENTANT DU PROPRIÉTAIRE — CHARGÉ(E) DE PROJET.
5. LES DESSINS D'ATELIER DOIVENT INDIQUER TOUS LES DÉTAILS DE CONSTRUCTION D'ASSEMBLAGE ET/OU D'APPLICATION DES PRODUITS ET DES FINIS AINSI QUE TOUT CE QUI EST NÉCESSAIRE À L'INSTALLATION DES PRODUITS.
6. DANS LE CAS OÙ LA COULEUR ET/OU LE FINI D'UN MATÉRIAU N'EST PAS SPÉCIFIÉ DANS LE PLAN, IL SERA AU CHOIX DE L'ARCHITECTE.
7. DROITS D'AUTEURS
   L'ARCHITECTE CONSERVE L'ENTIÈRE PROPRIÉTÉ DES DROITS D'AUTEURS RELATIFS AUX PLANS ET AUX AUTRES DOCUMENTS DU PRÉSENT CONTRAT. AUCUNE PARTIE DE CES DESSINS NE PEUT ÊTRE UTILISÉE POUR UN AUTRE PROJET SANS L'APPROBATION ÉCRITE DE L'ARCHITECTE.

no.	date	révision	page émise	par
10				
9				
8				
7				
6				
5				
4	20-04-07	ARTICLE 89,4	X	N.R.
3	20-01-24	PPCMOI REV.-1	X	N.R.
2	19-12-13	PPCMOI	X	N.R.
1	19-11-08	DÉPÔT 2	X	N.R.

ARCHITECTURE CASA
info@casaarchitectura.ca • www.architecturecasa.ca
450.922.1881 1622 rue Principale, Ste-Julie, Qc, J3E 1W7

consultants:
Structure
MA-TH
4358, Rue de Bellechasse,
Montréal, Qc
Mécanique
GROUPE CÉMEC
334, Rue Joseph-Carrier #102,
Vaudreuil-Dorion

projet:
LA MAISON GRISE 2

Avenue d'Orléans, Montréal, Qc

titre dessin:
COUPE TRANSVERSALE

date : 2019-11-05	dess. par : NLM
échelle : 1/4"= 1'-0"	no. projet : 618-18

sceau

Ordre des architectes du Québec
A 4251
ÉRIC LEBLANC
ARCHITECTE

no. feuille :
a301

Système de gestion des décisions des instances
NOTE ADDITIONNELLE au sommaire décisionnel

Dossier # : 1202614003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Rosemont - La Petite-Patrie , Direction du développement du territoire et des études techniques , Division de l'urbanisme_des permis et de l'inspection
Objet :	Demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 6 357 698 du Cadastre du Québec

Extrait du procès-verbal du comité consultatif d'urbanisme du 14 avril 2020

Lot_6357698___Extrait_PV_CCU.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

David GRONDIN
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-9985
Télécop. :

Rosemont
La Petite-Patrie
Montréal

Comité consultatif d'urbanisme (CCU)
Montréal, le 14 avril 2020, 8 h 30

Extrait du procès-verbal de l'assemblée du comité consultatif d'urbanisme tenue sur l'application Meet de Google.

5.2 Demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance situé sur le **lot 6 357 698** (Dossier 1202614003 – District du Vieux-Rosemont).

*** Ce projet se trouve au coin sud-est de l'intersection de la rue Dandurand et de l'avenue d'Orléans ***

Présentation : Monsieur David Grondin, conseiller en aménagement.

Sur proposition de madame Amélie Melaven, appuyée par madame Anik Fortin, le comité consultatif d'urbanisme recommande au conseil d'arrondissement d'**approuver** la demande précitée sous réserve des conditions suivantes:

1. Un plan d'aménagement paysager, y compris un plan de protection des arbres publics doit être fourni. Les éléments végétaux compris dans le plan d'aménagement prévu au premier alinéa doivent être maintenus en bon état et remplacés au besoin.

2. Le projet sera soumis à une révision architecturale par le CCU. En plus des critères prévus au titre VIII de ce règlement, les critères d'évaluation suivants s'appliquent :

   - Les travaux doivent privilégier l'utilisation d'espèces de végétaux indigènes et résistants aux conditions associées à l'entretien des trottoirs;

   - Le projet doit prévoir une transition harmonieuse avec le voisinage immédiat sur l'avenue d'Orléans;

   - Le traitement du mur latéral gauche doit faire l'objet d'un soin particulier, compte tenu de l'intérêt patrimonial de l'immeuble voisin donnant sur la rue Dandurand.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1202614003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Rosemont - La Petite-Patrie , Direction du développement du territoire et des études techniques , Division de l'urbanisme_des permis et de l'inspection
Objet :	Demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 6 357 698 du Cadastre du Québec

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir document ci-joint

FICHIERS JOINTS

Règlement art 89-4 - GDD-1202614003_.docx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mélissandre ASSELIN-BLAIN
avocate
Tél : 514-872-6503

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-20

Jean-Philippe GUAY
Chef de division
Tél : 514-872-6887
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT LA CONSTRUCTION ET L'OCCUPATION D'UN BÂTIMENT À DES FINS D'HÉBERGEMENT POUR PERSONNES AYANT BESOIN D'AIDE ET D'ASSISTANCE SUR LE LOT 6 357 698 DU CADASTRE DU QUÉBEC

Vu le paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu le paragraphe 10° de l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

CHAPITRE I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. Le présent règlement s'applique sur le lot 6 357 698 du cadastre du Québec, tel que délimité à l'annexe A du présent règlement.

CHAPITRE II
AUTORISATION

2. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire identifié à l'article 1, la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sont autorisées conformément au présent règlement.

À ces fins, il est notamment permis de déroger aux articles 9, 40, 62, 121 et 413.3 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Rosemont - La Petite-Patrie (01-279).

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues au présent règlement continue de s'appliquer.

CHAPITRE III
CONDITIONS

3. Seul l'usage « résidence collective » de la catégorie d'usages E.5 (2) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Rosemont - La Petite-Patrie (01-279) est autorisé.

4. Le nombre maximum de logements dans la résidence collective est de 25.

5. Le nombre maximal d'étages est de 3.

6. La hauteur maximale du bâtiment est de 10 mètres.

7. Le taux d'implantation maximal est de 72 %.

8. Le taux de verdissement minimal est de 20 %.

9. Un plan d'aménagement des espaces extérieurs et un plan de protection des arbres publics doivent accompagner toute demande de permis de construction relative à une construction autorisée en vertu du présent règlement.

Les éléments végétaux compris dans le plan d'aménagement des espaces extérieurs doivent être maintenus en bon état.

CHAPITRE V
PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE

10. Préalablement à la délivrance d'un permis de construction, les travaux visés par le présent règlement, incluant les travaux d'aménagement des espaces extérieurs, doivent être approuvés conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Rosemont – La Petite-Patrie (01-279).

11. En plus des critères prévus au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Rosemont – La Petite-Patrie (01-279), les objectifs et critères d'évaluation suivants s'appliquent :

Objectifs
1° Assurer la pérennité des aménagements paysagers;

2° Favoriser une intégration harmonieuse du bâtiment avec le cadre bâti résidentiel existant tout en tenant compte de la valeur patrimoniale de l'ensemble institutionnel donnant sur la rue Dandurand.

Critères
1° Les travaux doivent privilégier l'utilisation d'espèces de végétaux indigènes et résistants aux conditions associées à l'entretien des trottoirs;

2° Le projet doit assurer une transition harmonieuse avec les immeubles adjacents sur l'avenue d'Orléans;

2. Le traitement du mur latéral gauche doit faire l'objet d'un soin particulier quant à sa qualité architecturale, compte tenu de l'intérêt patrimonial de l'immeuble voisin donnant sur la rue Dandurand.

CHAPITRE VI
DÉLAIS DE RÉALISATION

12. Les travaux de démolition et de construction visés par le présent règlement doivent être complétés dans les 60 mois suivant l'entrée en vigueur du présent règlement.

En cas de non-respect du premier alinéa, l'autorisation prévue au présent règlement devient nulle et sans effet.

13. Les travaux d'aménagement des espaces extérieurs doivent être complétés dans les 12 mois suivant la fin des travaux de construction.

CHAPITRE VII
DISPOSITION PÉNALE

14. Quiconque occupe ou utilise une partie de lot, un lot, un terrain ou une construction, en autorise l'occupation ou l'utilisation, ou érige ou permet l'érection d'une construction, en contravention à l'une des dispositions du présent règlement, commet une infraction et est passible de la pénalité prévue à l'article 679 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Rosemont - La Petite-Patrie (01-279).

……

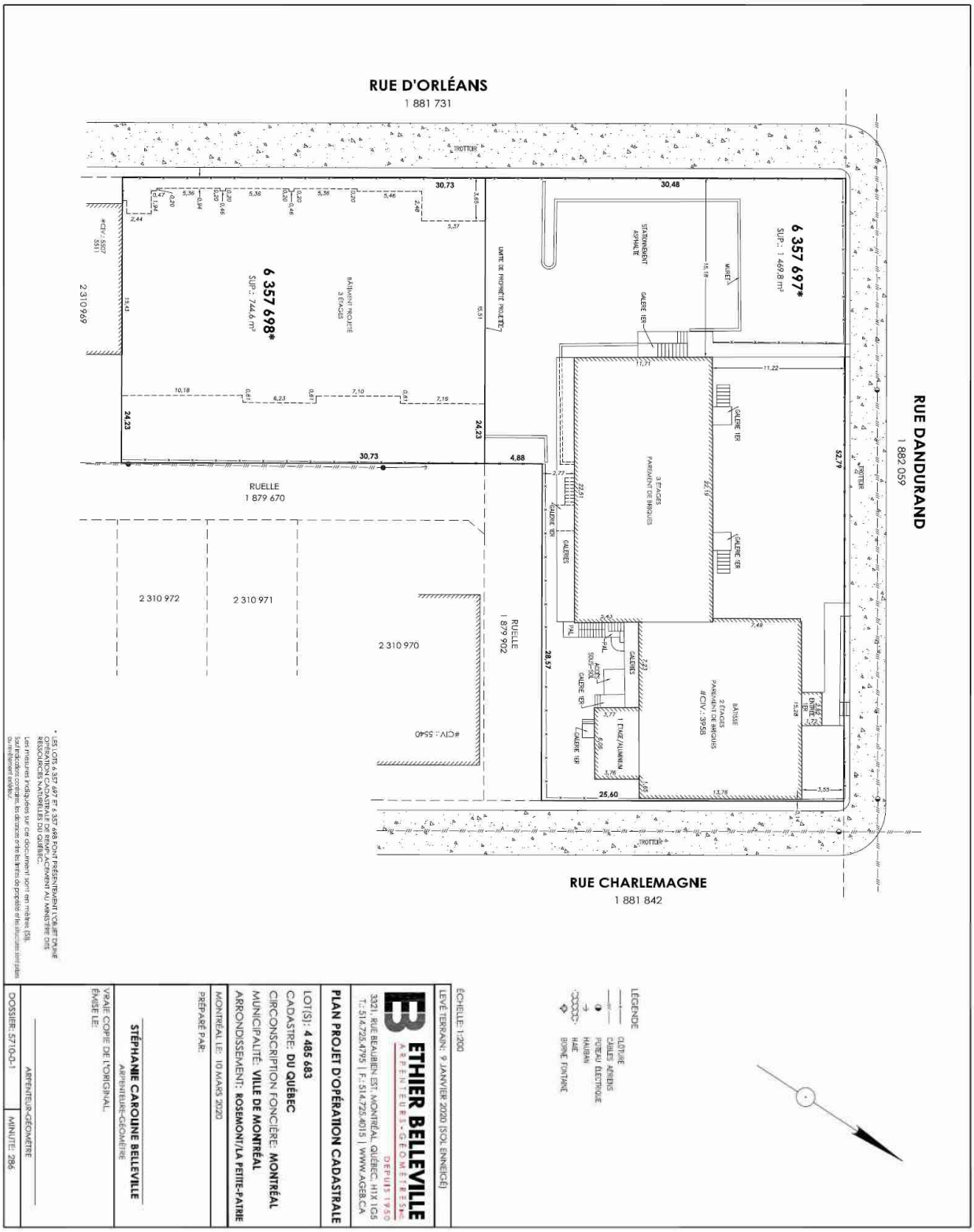
ANNEXE A - Plan du lot 6 357 698 du cadastre du Québec

_____

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans ____ le XXXXXX.

GDD : 1202614003

ANNEXE A



XX-XXX/4

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.004

2020/06/03
08:30

Dossier # : 1208021005

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 d) soutenir le développement et la diversité des pratiques culturelles
Projet :	MCCQ 2018-2021 (Entente sur le développement culturel)
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 6 918 000 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation des projets de compétence d'agglomération d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021.

Il est recommandé :
- d'adopter un règlement autorisant un emprunt de 6 918 000 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation des projets de compétence d'agglomération d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-05-25 09:39

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208021005**
Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 d) soutenir le développement et la diversité des pratiques culturelles
Projet :	MCCQ 2018-2021 (Entente sur le développement culturel)
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 6 918 000 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation des projets de compétence d'agglomération d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021.

CONTENU

CONTEXTE

Le 8 décembre 2016, la Ville de Montréal et le gouvernement du Québec signaient l'entente-cadre « Réflexe Montréal » portant sur les engagements du gouvernement du Québec et de la Ville de Montréal (Ville) pour la reconnaissance du statut particulier de la métropole. À cette occasion, le gouvernement s'engageait à ce que le ministère de la Culture et des Communications (MCC) conclue avec la Ville une entente de développement culturel d'une durée de trois ans, renouvelable sur consentement des parties.
En 2017, la Ville a adopté sa nouvelle Politique de développement culturel *Conjuguer la créativité et l'expérience culturelle citoyenne à l'ère du numérique et de la diversité.* En 2018, le gouvernement du Québec a adopté une nouvelle Politique québécoise de la culture *Partout, la culture.*

L'Entente 2018-2021 a été négociée à partir des points de convergence entre les politiques culturelles de la Ville et du gouvernement du Québec, notamment la volonté d'améliorer la qualité de vie des citoyens par la culture de proximité, de soutenir la créativité numérique et de mettre en valeur le patrimoine culturel.

La nouvelle programmation de l'Entente s'articule autour de quatre axes d'intervention, soit :

1. Le patrimoine (site patrimonial de Montréal et agglomération / sites patrimoniaux déclarés du Mont-Royal et du Bois-de-Saraguay)
2. Les quartiers culturels et l'expérience culturelle citoyenne
3. Le numérique
4. L'entrepreneuriat culturel (études seulement)

Les valeurs d'inclusion et d'équité envers les citoyens et les artistes représentent un fondement de l'Entente et se manifestent de manière transversale.

L'Entente 2018-2021 se déploie en fonction de l'année financière du gouvernement du Québec, soit du 1er avril 2018 au 31 mars 2021.

La présente demande de règlement d'emprunt vise à assurer la disponibilité des crédits nécessaires (BF seulement) à la réalisation des projets de compétence d'agglomération convenus dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0416 - 19 septembre 2019 - Approuver un projet d'avenant de modification no 1 à l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021 entre la Ville de Montréal et le ministère de la Culture et des Communications, majorant le montant total de l'Entente de 153 140 000 $ à 154 860 000 $, soit une augmentation de 1 720 000 $. Effectuer une correction de l'identification de la contribution de la Ville à l'axe 1 - Patrimoine
CG18 0625 - 22 novembre 2018 - Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 12 095 500 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021 et des coûts afférents à la réalisation des parties reportées des Ententes sur le développement culturel de Montréal conclues pour des années antérieures à 2018 »

CG18 0430 – 23 août 2018 – Approuver le projet d'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021 conclue entre le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal.

CG18 0134 – 22 février 2018 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 2 014 500 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021

CG17 0032 – 26 janvier 2017 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 4 500 000 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2017-2020 et des coûts afférents à la réalisation des parties reportées des Ententes sur le développement culturel de Montréal conclues pour des années antérieures à 2017.

CG16 0220 – 24 mars 2016 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 10 865 000 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017 et des coûts afférents à la réalisation des parties reportées des Ententes sur le développement culturel de Montréal conclues pour des années antérieures à 2016.

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à faire adopter un règlement d'emprunt de 6 918 000 $ afin de financer la réalisation des projets (BF seulement) de compétence d'agglomération convenus dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021.
Ce règlement d'emprunt permettra notamment de réaliser des projets afin de:

1. Mettre en valeur le site patrimonial de Montréal par la recherche et le développement des connaissances en patrimoine, la mise en valeur de biens patrimoniaux et archéologiques.
2. Mettre en valeur les sites patrimoniaux de l'agglomération de Montréal par la restauration et des interventions ponctuelles de biens et de sites classés sur l'île de Montréal.
3. Mettre en valeur et de protéger des biens patrimoniaux et les sites naturels patrimoniaux par l'amélioration de leur aménagement.
4. Mettre en valeur le tourisme culturel.

JUSTIFICATION

La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra le financement des coûts afférents à la réalisation des projets de compétence d'agglomération d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'Entente sur le développement culturel concerne les services suivants :
Axe 1 – Le patrimoine : Service de la mise en valeur du territoire et Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal
Axe 2 - Les quartiers culturels et l'expérience culturelle citoyenne : Service de la culture
Axe 3 – Le numérique : Service de la culture
Axe 4 – L'entrepreneuriat culturel : Service de la culture

Le présent règlement d'emprunt vise à financer les dépenses (en BF seulement) des axes 1 et 2.

Il est à noter que selon l'Entente établie avec le MCC, la Ville avance les fonds pour la réalisation des projets et le MCC rembourse la Ville sur présentation de réclamations.

Le règlement d'emprunt servira au financement des dépenses liées à l'Entente sur le développement culturel de Montréal de 6 918 000 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation des projets de compétence d'agglomération d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021 prévues au budget des différents services agissant comme partie prenante à l'Entente. La Ville affectera à la réduction de l'emprunt décrété les crédits budgétaires annuels ainsi que toute subvention ou participation financière pour le paiement d'une dépense visée par ce règlement.

La période de financement ne pourra excéder 5 ans.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La Ville appuie la reconnaissance de la culture comme 4^{e} pilier du développement durable et, en ce sens, les projets contenus dans l'Entente contribuent directement au développement durable. En effet, les valeurs intrinsèques aux processus culturels, telles que la diversité, la créativité ou l'esprit critique, sont essentielles au développement durable de nos sociétés.
Par ailleurs, plusieurs thèmes cités nommément dans la *Stratégie de développement durable de la Ville de Montréal* rejoignent plusieurs finalités des projets contenus dans l'Entente, notamment :
- la diversité et le dynamisme culturels
- la protection du patrimoine
- l'innovation et le savoir
- la promotion de l'économie locale
- la compétitivité : tourisme culturel
- le développement de l'art public

De plus, la Ville assume le leadership de l'*Agenda 21C* qui énonce que la « culture est une composante majeure et essentielle de la société ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption du présent règlement d'emprunt permettra d'assurer la disponibilité des crédits nécessaires (BF seulement) à la réalisation des projets de compétence d'agglomération convenus dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ce règlement d'emprunt est nécessaire puisque plusieurs dépenses sont maintenues à court terme, malgré la COVID-19, car des alternatives de déploiement sont possibles pour certains projets.
Ce règlement sera aussi pertinent pour financer la réalisation des projets prévus, qui pourront être organisés et réalisés dans leur ensemble, lorsque les mesures prises par le Gouvernement seront levées.

Enfin, dans la situation de crise actuelle, certains montants de l'EDCM permettront de contribuer à la relance du milieu culturel.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Dans le cadre de cette demande de règlement d'emprunt, aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion et présentation au Conseil d'agglomération : juin 2020
Adoption du règlement d'emprunt au Conseil d'agglomération : août 2020
Approbation du règlement d'emprunt par le MAMH - échéance visée : octobre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Hugo PEPIN)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Julie MOTA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève TRÉPANIER
Conseillère en planification par intérim

Tél : 514 868-5020
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-12

Ivan FILION
Directeur du Service de la culture

Tél : 514 872-1608
Télécop. : 514 872-5588

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Ivan FILION
Directeur du Service de la culture
Tél : 514.872.9229
Approuvé le : 2020-05-22

Entente sur le développement culturel de Montréal (2018-2021)
Calcul pour les règlements d'emprunt 2020-2021

		2020-2021					Règlements d'emprunt - VILLE	
		MCC		Ville				
		Transfert	Dette	BF	PTI	Total MCC + Ville Transfert & BF	AGGLO	CORPO
AXE 1 - Le patrimoine								
1.1	**Site patrimonial déclaré de Montréal / Agglomération de Montréal**							
1.1.1	Subventions	287 433	837 677	1 125 110	-	2 250 220	2 250 220	
1.1.2	Projets	-	3 190 456	-	3 190 456	-	-	
1.1.3	Archéologie	90 722	-	90 722	-	181 444	181 444	
1.1.4	Recherche et diffusion du patrimoine	36 845	-	36 845	-	73 691	73 691	-
	Sous-total	415 000	4 028 133	1 252 677	3 190 456	2 505 355	2 505 355	-
1.2	**Sites patrimoniaux déclarés du Mont-Royal et du Bois-de-Saraguay**							
1.2.1	Projets	-	2 438 533	-	2 438 533	-	-	
1.2.2	Recherche et diffusion du patrimoine	-	33 333	-	33 333	-	-	
	Sous-total	-	2 471 867	-	2 471 867	-	-	-
Total AXE 1 - Le patrimoine		**415 000**	**6 500 000**	**1 252 677**	**5 662 323**	**2 505 355**	**2 505 355**	**-**
AXE 2 - Les quartiers culturels et l'expérience culturelle citoyenne								
2.1	**Aménagement responsable des quartiers culturels**							
2.1.1	Rénovation, agrandissement, construction de bibliothèques	-	9 000 000	-	9 000 000	-	-	-
2.1.2	Bibliothèque St-Sulpice (BSS)	1 600 000	-	1 600 000	-	3 200 000	3 200 000	-
2.1.3	Équipements culturels et art public	175 000	1 350 000	175 000	1 350 000	350 000		350 000
2.1.4	Montréal, ville UNESCO de design	75 000		75 000		150 000		150 000
2.1.5	Tourisme culturel	70 000		70 000		140 000	140 000	
	Sous-total	1 920 000	10 350 000	1 920 000	10 350 000	3 840 000	3 340 000	500 000
2.2	**Expérience culturelle citoyenne**							
2.2.1	Développement des collections des bibliothèques	-	4 300 000	3 000 000	-	3 000 000		-
2.2.2	Programmes et projets (muséo, médiation, loisirs, démocratisation et accessibilité)	1 165 000		1 165 000		2 330 000		2 330 000
	Sous-total	1 165 000	4 300 000	4 165 000	-	5 330 000	-	2 330 000
2.3	**Inclusion et diversité**							
2.3.1	Programmes et projets	55 000		55 000		110 000		110 000
2.3.2	Mesure Inclusion	250 000		250 000		500 000		500 000
2.3.3	Valorisation de la langue française	-		-		-		-
2.3.4	Mesure Aînés					-		-
	Sous-total	305 000	-	305 000	-	610 000	-	610 000
Total AXE 2 - Les quartiers culturels et l'expérience culturelle		**3 390 000**	**14 650 000**	**6 390 000**	**10 350 000**	**9 780 000**	**3 340 000**	**3 440 000**
AXE 3 - Le numérique								
3.1.1	**Le numérique**							
3.1.1	Programmes et projets	-	150 000	-	350 000	-		-
3.1.2	Développement des collections des bibliothèques	-	200 000	-	-	-		-
3.1.3	Mesure Créativité numérique	200 000	-	200 000	-	400 000		400 000
3.1.4	Plan culturel numérique du Québec	-	-	-	-	-		-
Total AXE 3 - Le numérique		**200 000**	**350 000**	**200 000**	**350 000**	**400 000**	**-**	**400 000**
AXE 4 - L'entrepreneuriat culturel								
4.1	**L'entrepreneuriat culturel**							
4.1.1	Programmes et projets	45 000	-	45 000	-	90 000		90 000
Total AXE 4 - L'entrepreuneuriat culturel		**45 000**	**-**	**45 000**	**-**	**90 000**	**-**	**90 000**
TOTAL ENTENTE		**4 050 000**	**21 500 000**	**7 887 677**	**16 362 323**	**12 775 355**	**5 845 355**	**3 930 000**
Entente 2018-2021 modifications et ajouts prévisionnels								
Modification 1 de l'entente 2018-2021 GDD 1197666001 CG19 0416								
2.3.4 Ainés								720 000
2.4 Autochtones								1 000 000
Modification 2 de l'entente 2018-2021 GDD à venir								
2.3.3 Valorisation de la langue française								800 000
Virement à venir au programme de subvention Patrimoine							1 071 898	(1 071 898)
Report des années antérieures							-	-
Total règlement emprunt 2018-2021							**6 917 253**	**5 378 102**

Mise en œuvre de l'entente cadre entre la Ville de Montréal, le ministère de la Culture et des Communications et la Bibliothèque nationale du

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1208021005

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 6 918 000 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation des projets de compétence d'agglomération d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

HP - 1208021005 - Entente développement culturel.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hugo PEPIN
Avocat
Tél : 514-589-7285

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-22

Hugo PEPIN
Avocat
Tél : 514-589-7285
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 6 918 000 $ POUR LE FINANCEMENT DES COÛTS AFFÉRENTS À LA RÉALISATION D'UNE PARTIE DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL 2018-2021

Vu l'article 37 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 6 918 000 $ est autorisé pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021, conclue entre la Ville et la ministre de la Culture et des Communications. Cette dépense est détaillée à l'annexe A.

2. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements est de 5 ans.

3. Une partie de l'emprunt, non supérieure à 10 % du montant de la dépense prévue à l'article 1, est destinée à renflouer le fonds général de la Ville de tout ou partie des sommes engagées avant l'entrée en vigueur du présent règlement, relativement à l'objet de celui-ci.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de l'agglomération de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

6. Si le montant d'une appropriation dans ce règlement est plus élevé que la dépense faite en rapport avec cette appropriation, l'excédent peut-être utilisé pour payer une autre dépense décrétée par ce règlement et dont l'appropriation est insuffisante.

ANNEXE A
DESCRIPTION DÉTAILLÉE DE LA DÉPENSE

_____

GDD1208021005

ANNEXE A
DESCRIPTION DÉTAILLÉE DE LA DÉPENSE

CHAPITRE 1

RÉALISATION D'UNE PARTIE DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL 2018-2021

SECTION 1

DESCRIPTION DE LA DÉPENSE

1. Il s'agit de mettre en valeur le site patrimonial de Montréal par la recherche et le développement des connaissances en patrimoine, la mise en valeur de biens patrimoniaux et archéologiques.

2. Il s'agit de mettre en valeur les sites patrimoniaux de l'agglomération de Montréal par la restauration et des interventions ponctuelles de biens et de sites classés sur l'île de Montréal.

3. Il s'agit de mettre en valeur et de protéger des biens patrimoniaux et les sites naturels patrimoniaux par l'amélioration de leur aménagement.

4. Il s'agit de mettre en valeur le tourisme culturel.

SECTION II

ESTIMATION DU COÛT

5. L'estimation du coût de la dépense détaillée aux articles l à 4 s'élève à la somme de 6 918 000 $ pour l'Entente 2018-2021.

TOTAL : 6 918 000 $

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1208021005

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 6 918 000 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation des projets de compétence d'agglomération d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1208021005.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie MOTA
Agente comptable analyste
Tél : 514 868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-22

Daniel D DESJARDINS
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-5597
Division : Service des finances

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.005

2020/06/03
08:30

Dossier # : 1208021004

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 d) soutenir le développement et la diversité des pratiques culturelles
Projet :	MCCQ 2018-2021 (Entente sur le développement culturel)
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 5 379 000 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation des projets de compétence corporative d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021.

Il est recommandé :
- d'adopter un règlement autorisant un emprunt de 5 379 000 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation des projets de compétence corporative d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-05-25 09:36

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208021004**
Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 d) soutenir le développement et la diversité des pratiques culturelles
Projet :	MCCQ 2018-2021 (Entente sur le développement culturel)
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 5 379 000 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation des projets de compétence corporative d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021.

CONTENU

CONTEXTE

Le 8 décembre 2016, la Ville de Montréal et le gouvernement du Québec signaient l'entente-cadre « Réflexe Montréal » portant sur les engagements du gouvernement du Québec et de la Ville de Montréal (Ville) pour la reconnaissance du statut particulier de la métropole. À cette occasion, le gouvernement s'engageait à ce que le ministère de la Culture et des Communications (MCC) conclue avec la Ville une entente de développement culturel d'une durée de trois ans, renouvelable sur consentement des parties.
En 2017, la Ville a adopté sa nouvelle Politique de développement culturel *Conjuguer la créativité et l'expérience culturelle citoyenne à l'ère du numérique et de la diversité.* En 2018, le gouvernement du Québec a adopté une nouvelle Politique québécoise de la culture *Partout, la culture.*

L'Entente 2018-2021 a été négociée à partir des points de convergence entre les politiques culturelles de la Ville et du gouvernement du Québec, notamment la volonté d'améliorer la qualité de vie des citoyens par la culture de proximité, de soutenir la créativité numérique et de mettre en valeur le patrimoine culturel.

La nouvelle programmation de l'Entente s'articule autour de quatre axes d'intervention, soit :

1. Le patrimoine (site patrimonial de Montréal et agglomération / sites patrimoniaux déclarés du Mont-Royal et du Bois-de-Saraguay)
2. Les quartiers culturels et l'expérience culturelle citoyenne
3. Le numérique
4. L'entrepreneuriat culturel (études seulement)

Les valeurs d'inclusion et d'équité envers les citoyens et les artistes représentent un fondement de l'Entente et se manifestent de manière transversale.

L'Entente 2018-2021 se déploie en fonction de l’année financière du gouvernement du Québec, soit du 1er avril 2018 au 31 mars 2021.

La présente demande de règlement d’emprunt vise à assurer la disponibilité des crédits nécessaires à la réalisation des projets de compétence corporative convenus dans le cadre de l’Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0416 - 19 septembre 2019 - Approuver un projet d’avenant de modification no 1 à l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021 entre la Ville de Montréal et le ministère de la Culture et des Communications, majorant le montant total de l'Entente de 153 140 000 $ à 154 860 000 $, soit une augmentation de 1 720 000 $. Effectuer une correction de l'identification de la contribution de la Ville à l'axe 1 - Patrimoine
CM18 1388 - 19 novembre 2018 - Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 6 011 000 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021 »

CG18 0430 – 23 août 2018 – Approuver le projet d'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021 conclue entre le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal.

CM18 0265 – 19 février 2018 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 5 192 000 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021 et des coûts afférents à la réalisation des parties reportées des ententes sur le développement culturel de Montréal conclues pour des années antérieures à 2018.

CM17 1055 - 22 août 2017 – Adoption - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 6 550 000 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017 et des coûts afférents à la réalisation des parties reportées des ententes sur le développement culturel de Montréal conclues pour des années antérieures à 2016 (16-032)

CM17 0089 – 23 janvier 2017 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 8 800 000 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2017-2020 et des coûts afférents à la réalisation des parties reportées des Ententes sur le développement culturel de Montréal conclues pour des années antérieures à 2017.

CM16 0371 – 22 mars 2016 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 6 550 000 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017 et des coûts afférents à la réalisation des parties reportées des Ententes sur le développement culturel de Montréal conclues pour des années antérieures à 2016.

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à faire adopter un règlement d’emprunt de 5 379 000 $ afin d'assurer la disponibilité des crédits nécessaires à la réalisation des projets de compétence corporative convenus dans le cadre de l’Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021.
Ce règlement d’emprunt permettra notamment de réaliser les projets suivants :

1. Développer et de consolider les arts et la culture par le soutien à diverses activités d'accueil et de diffusion culturelle professionnelle.
2. Soutenir le développement des quartiers culturels, enrichir l'expérience culturelle citoyenne et favoriser l'accès aux arts et à la culture pour tous notamment par des mesures d'inclusion, par la mise en œuvre de programmes de médiation culturelle, d'art public, de patrimoine et de pratique artistique amateur.
3. Financer des études, des initiatives, des ententes et des projets favorisant le développement et le rayonnement de Montréal comme métropole culturelle et comme Ville UNESCO de design.
4. Soutenir des études, des projets et des programmes relatifs à l'entrepreneuriat culturel, à l'art public, aux équipements culturels et au réseau des bibliothèques de Montréal.

5. Soutenir les mesures de la créativité numérique

6. Il s'agit de soutenir des projets pour les ainés

7. Il s'agit de soutenir des projets en lien avec les cultures autochtones

JUSTIFICATION

La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra le financement des dépenses de fonctionnement nécessaires à la réalisation des projets de compétence corporative convenus dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'Entente sur le développement culturel concerne les services suivants :
Axe 1 – Le patrimoine : Service de la mise en valeur du territoire et Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal
Axe 2 - Les quartiers culturels et l'expérience culturelle citoyenne : Service de la culture
Axe 3 – Le numérique : Service de la culture
Axe 4 – L'entrepreneuriat culturel : Service de la culture

Le présent règlement d'emprunt vise à financer les dépenses (BF seulement) des axes 2, 3 et 4.

Il est à noter que selon l'Entente établie avec le MCC, la Ville avance les fonds pour la réalisation des projets et le MCC rembourse la Ville sur présentation de réclamations.

Le règlement d'emprunt servira au financement des dépenses liées à l'Entente sur le développement culturel de Montréal de 5 379 000 $ prévues au budget du Service de la culture. La Ville affectera à la réduction de l'emprunt décrété les crédits budgétaires annuels ainsi que toute subvention ou participation financière pour le paiement d'une dépense visée par ce règlement.

La période de financement ne pourra excéder 5 ans.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La Ville appuie la reconnaissance de la culture comme 4^{e} pilier du développement durable et, en ce sens, les projets contenus dans l'Entente contribuent directement au développement durable. En effet, les valeurs intrinsèques aux processus culturels, telles que la diversité, la créativité ou l'esprit critique, sont essentielles au développement durable de nos sociétés.

Par ailleurs, plusieurs thèmes cités nommément dans la *Stratégie de développement durable de la Ville de Montréal* rejoignent plusieurs finalités des projets contenus dans l'Entente, notamment :
- la diversité et le dynamisme culturels
- la protection du patrimoine
- l'innovation et le savoir
- la promotion de l'économie locale
- la compétitivité : tourisme culturel
- le développement de l'art public

De plus, la Ville assume le leadership de l'*Agenda 21C* qui énonce que la « culture est une composante majeure et essentielle de la société ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption du présent règlement d'emprunt permettra d'assurer la disponibilité des crédits nécessaires à la réalisation des projets de compétence corporative convenus dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ce règlement d'emprunt est nécessaire puisque plusieurs dépenses sont maintenues à court terme, malgré la COVID-19, car des alternatives de déploiement sont possibles pour certains projets.
Ce règlement sera aussi pertinent pour financer la réalisation des projets prévus, qui pourront être organisés et réalisés dans leur ensemble, lorsque les mesures prises par le Gouvernement seront levées.
Enfin, dans la situation de crise actuelle, certains montants de l'EDCM permettront de contribuer à la relance du milieu culturel

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Dans le cadre de cette demande de règlement d'emprunt aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion et présentation au Conseil municipal : juin 2020
Adoption du règlement d'emprunt au Conseil municipal : août 2020
Approbation du règlement d'emprunt par le MAMH - échéance visée : octobre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Hugo PEPIN)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Julie MOTA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève TRÉPANIER
Conseillère en planification par intérim

Tél : 514 868-5020
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-12

Ivan FILION
Directeur du Service de la culture

Tél : 514 872-1608
Télécop. : 514 872-5588

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Ivan FILION
Directeur du Service de la culture
Tél : 514.872.9229
Approuvé le : 2020-05-22

Entente sur le développement culturel de Montréal (2018-2021)
Calcul pour les règlements d'emprunt 2020-2021

		2020-2021					Règlements d'emprunt - VILLE	
		MCC		Ville				
		Transfert	Dette	BF	PTI	Total MCC + Ville Transfert & BF	AGGLO	CORPO
AXE 1 - Le patrimoine								
1.1	**Site patrimonial déclaré de Montréal / Agglomération de Montréal**							
1.1.1	Subventions	287 433	837 677	1 125 110	-	2 250 220	2 250 220	
1.1.2	Projets	-	3 190 456	-	3 190 456	-	-	
1.1.3	Archéologie	90 722	-	90 722	-	181 444	181 444	
1.1.4	Recherche et diffusion du patrimoine	36 845	-	36 845	-	73 691	73 691	-
	Sous-total	415 000	4 028 133	1 252 677	3 190 456	2 505 355	2 505 355	-
1.2	**Sites patrimoniaux déclarés du Mont-Royal et du Bois-de-Saraguay**							
1.2.1	Projets	-	2 438 533	-	2 438 533	-	-	
1.2.2	Recherche et diffusion du patrimoine	-	33 333	-	33 333	-	-	
	Sous-total	-	2 471 867	-	2 471 867	-	-	-
Total AXE 1 - Le patrimoine		**415 000**	**6 500 000**	**1 252 677**	**5 662 323**	**2 505 355**	**2 505 355**	**-**
AXE 2 - Les quartiers culturels et l'expérience culturelle citoyenne								
2.1	**Aménagement responsable des quartiers culturels**							
2.1.1	Rénovation, agrandissement, construction de bibliothèques	-	9 000 000	-	9 000 000	-	-	-
2.1.2	Bibliothèque St-Sulpice (BSS)	1 600 000	-	1 600 000	-	3 200 000	3 200 000	-
2.1.3	Équipements culturels et art public	175 000	1 350 000	175 000	1 350 000	350 000		350 000
2.1.4	Montréal, ville UNESCO de design	75 000		75 000		150 000		150 000
2.1.5	Tourisme culturel	70 000		70 000		140 000	140 000	
	Sous-total	1 920 000	10 350 000	1 920 000	10 350 000	3 840 000	3 340 000	500 000
2.2	**Expérience culturelle citoyenne**							
2.2.1	Développement des collections des bibliothèques	-	4 300 000	3 000 000	-	3 000 000		-
2.2.2	Programmes et projets (muséo, médiation, loisirs, démocratisation et accessibilité)	1 165 000		1 165 000		2 330 000		2 330 000
	Sous-total	1 165 000	4 300 000	4 165 000	-	5 330 000	-	2 330 000
2.3	**Inclusion et diversité**							
2.3.1	Programmes et projets	55 000		55 000		110 000		110 000
2.3.2	Mesure Inclusion	250 000		250 000		500 000		500 000
2.3.3	Valorisation de la langue française	-		-		-		-
2.3.4	Mesure Aînés					-		-
	Sous-total	305 000	-	305 000	-	610 000	-	610 000
Total AXE 2 - Les quartiers culturels et l'expérience culturelle		**3 390 000**	**14 650 000**	**6 390 000**	**10 350 000**	**9 780 000**	**3 340 000**	**3 440 000**
AXE 3 - Le numérique								
3.1.1	**Le numérique**							
3.1.1	Programmes et projets	-	150 000	-	350 000	-		-
3.1.2	Développement des collections des bibliothèques	-	200 000	-	-	-		-
3.1.3	Mesure Créativité numérique	200 000	-	200 000	-	400 000		400 000
3.1.4	Plan culturel numérique du Québec	-	-	-	-	-		-
Total AXE 3 - Le numérique		**200 000**	**350 000**	**200 000**	**350 000**	**400 000**	**-**	**400 000**
AXE 4 - L'entrepreneuriat culturel								
4.1	**L'entrepreneuriat culturel**							
4.1.1	Programmes et projets	45 000	-	45 000	-	90 000		90 000
Total AXE 4 - L'entrepreuneuriat culturel		**45 000**	**-**	**45 000**	**-**	**90 000**	**-**	**90 000**
TOTAL ENTENTE		**4 050 000**	**21 500 000**	**7 887 677**	**16 362 323**	**12 775 355**	**5 845 355**	**3 930 000**
Entente 2018-2021 modifications et ajouts prévisionnels								
Modification 1 de l'entente 2018-2021 GDD 1197666001 CG19 0416								
2.3.4 Ainés								720 000
2.4 Autochtones								1 000 000
Modification 2 de l'entente 2018-2021 GDD à venir								
2.3.3 Valorisation de la langue française								800 000
Virement à venir au programme de subvention Patrimoine							1 071 898	(1 071 898)
Report des années antérieures							-	-
Total règlement emprunt 2018-2021							**6 917 253**	**5 378 102**

Mise en œuvre de l'entente cadre entre la Ville de Montréal, le ministère de la Culture et des Communications et la Bibliothèque nationale du

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1208021004

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 5 379 000 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation des projets de compétence corporative d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

HP - 1208021004 - Entente développement culturel.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hugo PEPIN
Avocat
Tél : 514-589-7285

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-22

Hugo PEPIN
Avocat
Tél : 514-589-7285
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 5 379 000 $ POUR LE FINANCEMENT DES COÛTS AFFÉRENTS À LA RÉALISATION D'UNE PARTIE DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL 2018-2021

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 5 379 000 $ est autorisé pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021, conclue entre la Ville et la ministre de la Culture et des Communications. Cette dépense est détaillée à l'annexe A.

2. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements est de 5 ans.

3. Une partie de l'emprunt, non supérieure à 10 % du montant de la dépense prévue à l'article 1, est destinée à renflouer le fonds général de la Ville de tout ou partie des sommes engagées avant l'entrée en vigueur du présent règlement, relativement à l'objet de celui-ci.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

6. Si le montant d'une appropriation dans ce règlement est plus élevé que la dépense faite en rapport avec cette appropriation, l'excédent peut être utilisé pour payer une autre dépense décrétée par ce règlement et dont l'appropriation est insuffisante.

ANNEXE A
DESCRIPTION DÉTAILLÉE DE LA DÉPENSE

GDD 1208021004

ANNEXE A
DESCRIPTION DÉTAILLÉE DE LA DÉPENSE

CHAPITRE 1

RÉALISATION D'UNE PARTIE DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL 2018-2021

SECTION 1

DESCRIPTION DE LA DÉPENSE

1. Il s'agit de développer et de consolider les arts et la culture par le soutien à diverses activités d'accueil et de diffusion culturelle professionnelle.

2. Il s'agit de soutenir le développement des quartiers culturels, enrichir l'expérience culturelle citoyenne et favoriser l'accès aux arts et à la culture pour tous notamment par des mesures d'inclusion, par la mise en œuvre de programmes de médiation culturelle, d'art public, de patrimoine et de pratique artistique amateur.

3. Il s'agit de financer des études, des initiatives, des ententes et des projets favorisant le développement et le rayonnement de Montréal comme métropole culturelle et comme Ville UNESCO de design.

4. Il s'agit de soutenir des études, des projets et des programmes relatifs à l'entrepreneuriat culturel, à l'art public, aux équipements culturels et au réseau des bibliothèques de Montréal.

5. Il s'agit de soutenir les mesures de la créativité numérique.

6. Il s'agit de soutenir des projets pour les ainés.

7. Il s'agit de soutenir des projets en lien avec les cultures autochtones.

SECTION Il

ESTIMATION DU COÛT

8. L'estimation du coût de la dépense détaillée aux articles l à 7 s'élève à 5 379 000 $ pour l'Entente 2018-2021.

TOTAL : 5 379 000 $

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1208021004

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 5 379 000 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation des projets de compétence corporative d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1208021004.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie MOTA
Agente comptable analyste
Tél : 514 868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-22

Daniel D DESJARDINS
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-5597
Division : Service des finances

CE : 40.006

2020/06/03 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.007

2020/06/03
08:30

Dossier # : 1203422002

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Planification urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Approuver la conformité au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal de la résolution PP-014 en vertu des dispositions du règlement R-2013-085 sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble pour l'immeuble situé au 1055, rue Tecumseh dans la ville de Dollard-Des Ormeaux

Il est recommandé :

1. d'approuver la conformité au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal de la résolution suivante, adoptée le 12 novembre 2019 par le conseil municipal de la Ville de Dollard-Des Ormeaux :
   - la résolution PP-014 relative à une demande d'autorisation en vertu des dispositions du règlement R-2013-085 sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI) aux fins d'autoriser la construction d'un agrandissement de 2 étages à l'arrière du bâtiment situé au 1055, rue Tecumseh;

2. d'autoriser le greffier à délivrer un certificat de conformité à son égard et à transmettre une copie certifiée conforme du certificat à la Ville de Dollard-Des Ormeaux.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-05-20 17:23

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1203422002**

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Planification urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Approuver la conformité au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal de la résolution PP -014 en vertu des dispositions du règlement R-2013-085 sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble pour l'immeuble situé au 1055, rue Tecumseh dans la ville de Dollard-Des Ormeaux

CONTENU

CONTEXTE

Le 2 février 2020, la Ville de Montréal recevait la résolution PP-014 qui autorise un projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI) transmis par la Ville de Dollard-Des Ormeaux et adopté le 12 novembre 2019. La résolution permet, à certaines conditions, l'agrandissement d'un bâtiment situé sur le lot 1 763 099 du cadastre du Québec, au 1055, rue Tecumseh.

La résolution déroge à diverses dispositions du règlement de zonage 82-704 relativement au nombre d'étages, à l'aire d'agrément, à l'aménagement de l'aire de stationnement et au nombre de cases de stationnement.

La résolution vise la disposition 4.1 relative à l'aménagement du territoire et la mobilité du document complémentaire (DC) du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (Schéma).

Conformément aux dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et au règlement RCG 15-073 sur l'examen de la conformité aux objectifs du Schéma et aux dispositions du DC, doit faire l'objet d'un examen de conformité aux objectifs du Schéma et aux dispositions du DC une résolution adoptée en vertu d'un règlement sur les PPCMOI dont l'objet est visé par une disposition du DC, ce qui s'applique à la résolution PP-014. L'examen de conformité a pour but de s'assurer que les conditions ne viennent pas assouplir la portée des dispositions susmentionnées, et ce, même si l'exercice de concordance au Schéma, par la Ville de Dollard-Des Ormeaux, est complété.

Puisque le règlement concerne une ville liée, c'est le comité exécutif qui procède à l'examen et à l'approbation conformément aux dispositions du Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif en matière d'aménagement et d'urbanisme (RCG 15-084).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

- 2019-11-12 - Conseil municipal de la Ville de Dollard-Des Ormeaux - Adoption de la résolution 19 1123 (PP-014) visant à autoriser le PPCMOI sur le lot 1 763 099, au 1055, rue Tecumseh.
- 2015-09-24 - CG15 0575 - Adoption du règlement RCG 15-073 sur l'examen de la conformité aux objectifs du Schéma d'aménagement et de développement et aux dispositions du document complémentaire de l'agglomération de Montréal - sommaire décisionnel 1156938001.
- 2015-01-29 - CG15 0055 - Adoption du règlement RCG 14-029 relatif au Schéma d'aménagement et de développement - sommaire décisionnel 1140219001.

DESCRIPTION

La résolution PP-014 vise à permettre un agrandissement à l'arrière du bâtiment situé au 1055, rue Tecumseh.

Ce projet déroge à diverses dispositions applicables à la zone K-1d du règlement de zonage 82-704 qui ne visent aucune disposition du DC du Schéma.

JUSTIFICATION

Analyse de conformité

La résolution PP-014 détermine des exigences particulières en ce qui concerne l'accessibilité universelle, comme le prévoit la disposition 4.1 du DC du Schéma. Il est exigé qu'une case de stationnement pour personnes à mobilité réduite soit aménagée à proximité des accès au bâtiment. L'annexe jointe à la résolution confirme l'emplacement de la case et la présence d'un parcours sécuritaire permettant de se rendre notamment à l'accès principal du bâtiment.

Cette exigence est conforme à la disposition 4.1 du DC qui précise qu'un projet visé par une résolution de PPCMOI doit prévoir des exigences en matière d'accessibilité universelle.

Conclusion

La résolution PP-014 est conforme aux objectifs du Schéma et au DC.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Sans objet.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La résolution contient des exigences susceptibles de participer à la mise en oeuvre des orientations du Schéma favorisant le développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans objet.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ce dossier ne comporte aucun enjeu en lien avec la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est associée à cette décision.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Délivrance par le greffier d'un certificat de conformité à l'égard de la résolution;

- Transmission par le greffier du certificat de conformité à la municipalité.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stéphane CHARBONNEAU
Conseiller en aménagement

Tél : 514-872-8657
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-13

Monique TESSIER
Chef de division - Planification urbaine

Tél : 514 872-9688
Télécop. : 514 872-1458

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

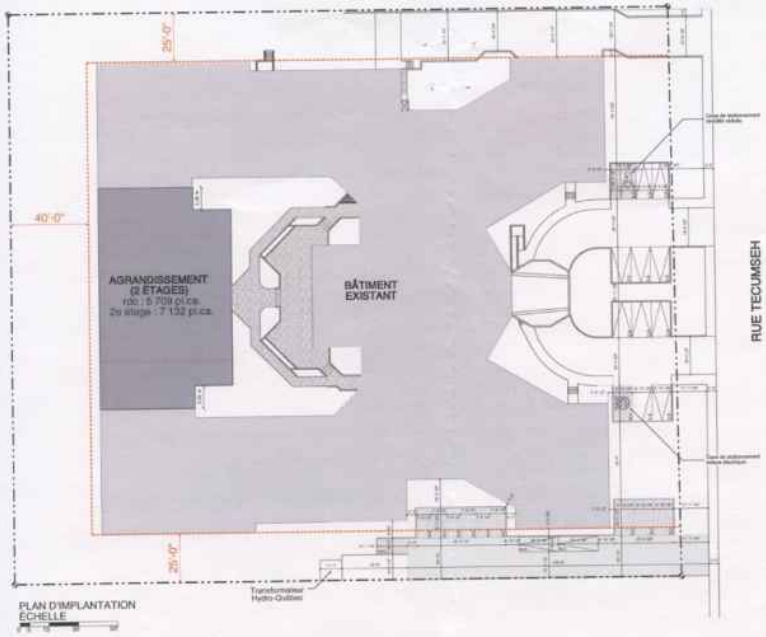
Lucie CAREAU
directrice de l'urbanisme
Tél : 514 872-7978

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216

Approuvé le : 2020-05-19

Approuvé le : 2020-05-19



PLAN D'IMPLANTATION
ÉCHELLE

NOTES IMPORTANTES:

Les stationnements additionnels sont une demande du conseil de la Ville. Ces stationnements ne sont pas requis pour les besoins du propriétaire.

Prévoir dalles gazonnées pour toute les nouvelles cases de stationnement.

LÉGENDE:

- nouvel aménagement
- dalle gazonnée
- C.E. case de stationnement existante
- N.C. nouvelle case de stationnement

	actuel	permis	proposé
SUPERFICIE TERRAIN	± 98 095 pi.ca.	min.: 40 000 pi.ca.	± 98 095 pi.ca.
SUPERFICIE IMPLANTATION	± 39 105 pi.ca.	max.: ± 49 045 pi.ca.	± 44 820 pi.ca.
TAUX D'IMPLANTATION	± 39.86%	50%	± 45.7%
SUPERFICIE BÂTIMENT H-S	± 78 210 pi.ca.	-	± 91 065 pi.ca.
DENSITÉ	0.87 *	1 @ 1.7	1.00 *

— à valider auprès de la ville

	existant	projeté	total	
PLACES STATIONNEMENT SOUS-SOL	32	1	33*	*dont 1 place en tandem
PLACES STATIONNEMENT R-D-C	10	14	24	
TOTAL	42	15	57*	*dont 1 place en tandem

NOTE: voir plans d'architectes paysagistes pour matériaux et végétation

CHÂTEAU DOLLARD

PLAN D'IMPLANTATION

VILLE DE DOLLARD-DES-ORMEAUX
(Décret 969-2005)

EXTRAIT DE PROCÈS-VERBAL

SÉANCE ORDINAIRE du Conseil municipal de Dollard-des-Ormeaux tenue au 12001, boulevard De Salaberry, Dollard-des-Ormeaux, le 12 novembre 2019 à 19 h 30

EXTRACT FROM MINUTES

REGULAR MEETING of the Municipal Council of Dollard-des-Ormeaux held at 12001 De Salaberry Boulevard, Dollard-des-Ormeaux, on November 12, 2019 at 7:30 p.m.

---

19 1123

ADOPTION DE LA RÉSOLUTION PP-014 RELATIF À UNE DEMANDE D'AUTORISATION EN VERTU DES DISPOSITIONS DU RÈGLEMENT R-2013-085 SUR LES PROJETS PARTICULIERS DE CONSTRUCTION, DE MODIFICATION OU D'OCCUPATION D'UN IMMEUBLE (PPCMOI) AUX FINS D'AUTORISER LA CONSTRUCTION D'UN AGRANDISSEMENT DE 2 ÉTAGES À L'ARRIÈRE DU BÂTIMENT SITUÉ AU 1055, RUE TECUMSEH

ATTENDU QU'en vertu des dispositions du Règlement R-2013-085 sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI), une demande d'autorisation a été déposée par Monsieur Barry White de 2325452 Ontario inc. visant à permettre la construction d'un agrandissement de 2 étages dans la zone K-1d, au 1055, rue Tecumseh ;

ATTENDU QUE le projet déroge à diverses dispositions du Règlement de zonage 82-704 relatives, entre autres, au nombre d'étage, à l'aire d'agrément, à l'aménagement de l'aire de stationnement et au nombre de case de stationnement ;

ATTENDU que le projet respecte les objectifs du Plan d'urbanisme ; et

ATTENDU la recommandation favorable du comité consultatif d'urbanisme tel que consignée au procès-verbal de sa réunion du 25 mars 2019 :

ADOPTION OF RESOLUTION PP-014 RELATING TO AN AUTHORIZATION REQUEST UNDER THE PROVISIONS OF BY-LAW R-2013-085 CONCERNING SPECIFIC CONSTRUCTION, ALTERATION OR OCCUPANCY PROPOSALS FOR AN IMMOVABLE (SCAOPI) IN ORDER TO AUTHORIZE THE CONSTRUCTION OF A 2-STOREY EXTENSION TO THE REAR OF THE BUILDING LOCATED AT 1055 TECUMSEH STREET

WHEREAS an authorization request, under the provisions of By-law R-2013-085 concerning specific construction, alteration or occupancy proposals for an immovable (SCAOPI), was submitted by Mr. Barry White of 2325452 Ontario Inc. in order to authorize the construction of a 2-storey extension, at 1055 Tecumseh Street, in zone K-1d;

WHEREAS the project contravenes various provisions of the Zoning By-law 82-704 concerning, among other things, the number of storeys, the amenity area, the configuration of the parking area and the number of parking spaces;

WHEREAS the project respects the Planning Program objectives; and

WHEREAS the favorable recommendation of the Planning Advisory Committee as consigned in the minutes of its meeting held on March 25, 2019:

... 2

(signé) Alex Bottausci
Maire / Mayor

(signé) Sophie Valois
Greffière / City Clerk

COPIE CONFORME, le 13 novembre 2019

Sophie Valois, Greffière / City Clerk

19 1123 (suite)

Il est
proposé par le Conseiller Kantawala
appuyé par la Conseillère Gauthier

D'autoriser le projet particulier de construction et de modification de l'immeuble situé sur le lot 1 763 099 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, afin que l'immeuble situé au 1055, rue Tecumseh, puisse déroger à la règlementation d'urbanisme applicable dans la zone K-1d ; et

De fixer, pour ce projet, les normes suivantes, lesquelles sont dérogatoires au Règlement de zonage 82-704 :

1. Permettre une construction de 2 étages au lieu de 3 étages ;

2. Permettre qu'une partie du bâtiment soit construite avec des murs rideaux en verre au lieu de la maçonnerie ;

3. Permettre 57 cases de stationnement au lieu de 59 pour 150 logements (122 logements existants et 28 nouveaux logements). Le stationnement doit être fourni comme suit :

   a) 33 cases de stationnement intérieur incluant 1 case de stationnement en tandem sans allée de stationnement d'une largeur de 6,1 m (20 pi) ; et
   b) 24 cases de stationnement extérieur pour les visiteurs incluant :
      i. un maximum de 9 cases de stationnement de plus petites dimensions pour les « petites voitures » dont :
         - 7 cases de stationnement à angle droit ayant une dimension minimale de 2,32 m x 4,57 m (7 pi 6 po x 15 pi) ;

It is
moved by Councillor Kantawala
seconded by Councillor Gauthier

To authorize the specific construction and alteration proposal for the immovable located on lot 1 763 099 of the Quebec cadastre, Montreal registration division, in order for the immovable located at 1055 Tecumseh St., to be at variance with the Urban Planning By-laws applicable within the Zone K-1d; and

To set the following standards, for this project, which are not conforming to Zoning By-law 82-704:

1. To allow a 2-storey building instead of a 3-storey building;

2. To allow a section of the building to be constructed with glass curtain walls instead of masonry;

3. To allow 57 parking spaces instead of 59 for 150 dwellings units (122 existing units and 28 new units). Parking to be provided as follows:

   a) 33 interior spaces including 1 in tandem space without a parking aisle of 6.1 m (20 ft) in width; and
   b) 24 exterior parking spaces for visitors including:
      i. a maximum of 9 spaces of a reduced dimension for 'smaller cars' as follows:
         - 7 right angle parking spaces of a minimum width of 2.32 m x 4.57 m (7 ft 6 in x 15 ft);

... 3

(signé) Alex Bottausci
Maire / Mayor

(signé) Sophie Valois
Greffière / City Clerk

COPIE CONFORME, le 13 novembre 2019

Sophie Valois, Greffière / City Clerk

- 2 cases de stationnement en parallèle ayant une dimension minimale de 2,32 m x 6,1 m (7 pi 6 po x 20 pi) ; et
- la longueur et la largeur de chaque case de stationnement de plus petites dimensions doivent clairement être identifiées au moyen d'une affiche visible ;

ii. 2 cases de stationnement à angle droit d'une largeur de 2,5 m (8 pi 3 po) au lieu d'une largeur minimale de 2,75 m (9 pi) afin d'aménager une case de stationnement à proximité des accès pour les personnes à mobilité réduite ;

iii. 1 case de stationnement pour personne à mobilité réduite ; et

iv. 1 case de stationnement pour véhicule électrique incluant une borne de recharge ;

4. Permettre des cases de stationnement situées à une distance de 0,61 m (2 pi) d'une fenêtre au lieu de la distance minimale requise de 3,05 m (10 pi) ;

5. Permettre une allée de stationnement extérieur d'une largeur de 3,96 m (13 pi) dans la cour latérale gauche et de 5,79 m (19 pi) dans la cour avant au lieu de la largeur minimale requise de 6,7 m (22 pi) ;

6. Permettre une aire de stationnement dans le retrait avant de 7,62 m (25 pi) ;

7. Permettre une aire d'agrément de 2 820 m² (30 354 pi²) au lieu d'un minimum de 4 097 m² (44 100 pi²) ; et

8. Permettre les escaliers extérieurs du sous-sol existants dans le retrait latéral droit de 7,62 m (25 pi).

- 2 parallel parking spaces of a minimum width of 2.32 m x 6.1 m (7 ft 6 in x 20 ft); and
- the length and width of the reduced parking spaces for 'smaller cars' must be clearly identified by a visible sign;

ii. 2 right angle parking spaces with a width of 2.5 m (8 ft 3 in) instead of the minimum width of 2.75 m (9 ft) in order to add a parking space near the accesses for persons with reduced mobility;

iii. 1 parking space for persons with reduced mobility; and

iv. 1 parking space for an electric car including a charging station;

4. To allow parking spaces to be located at 0,61 m (2 ft) from a window instead of the minimum required distance of 3,05 m (10 ft);

5. To allow an exterior parking aisle width of 3.96 m (13 ft) in the left side yard and of 5.79 m (19 ft) in the front yard instead of the minimum required width of 6.7 m (22 ft);

6. To allow a parking area within the front setback of 7.62 m (25 ft);

7. To allow an amenity area of 2,820 sq. m. (30,354 sq. ft) instead of a minimum of 4,097 sq. m. (44,100 sq. ft); and

8. To allow the existing exterior basement stairs to be located within the minimum right side setback of 7.62 m (25 ft).

... 4

(signé) Alex Bottausci
Maire / Mayor

(signé) Sophie Valois
Greffière / City Clerk

COPIE CONFORME, le 13 novembre 2019

Sophie Valois, Greffière / City Clerk

19 1123 (suite)

D'autoriser ce projet particulier, aux conditions suivantes :

1. QUE les cases de stationnement situées à l'intérieur du bâtiment soient réservées et utilisées par les employés et les résidents de Château Dollard afin que les cases de stationnement extérieur soient réservées aux visiteurs ;

2. QUE le 1er projet de résolution sera adopté en vertu du Règlement R-2013-085 sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI) fasse l'objet d'un examen de conformité aux objectifs du Schéma d'aménagement et de développement et aux dispositions du document complémentaire en vertu du Règlement RCG 15-073 de l'Agglomération de Montréal ; et

3. QUE l'aire de stationnement soit aménagée selon les plans suivants :

   - Plan d'implantation préliminaire daté du 30 avril 2019 préparé par Ruccolo + Faubert Architectes inc. ; et
   - Plan d'ensemble, présentation concept, daté du 21 mars 2019 préparé par Version Paysage Architectes Paysagistes.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

To authorize this specific proposal, under the following conditions:

1. THAT the interior parking spaces be reserved for, and used by, the employees and the residents of Château Dollard and the exterior parking spaces be reserved for the visitors;

2. THAT the first draft resolution adopted under By-law R-2013-085 concerning specific construction, alteration or occupancy proposals for an immovable (SCAOPI) be subject to a compliance review with the objectives of The Montreal Urban Agglomeration Land Use and Development Plan and the provisions of the complimentary document under By-law RCG 15-073 of the Agglomeration of Montreal; and

3. THAT the parking area be reconfigured according to the following plans:

   - Preliminary Site Plan dated April 30, 2019 prepared by Ruccolo + Faubert Architectes inc.; and
   - "Plan d'ensemble, présentation concept", dated March 21, 2019 prepared by Version Paysage Architectes Paysagistes.

CARRIED UNANIMOUSLY

SD2019-600-0279

(signé) Alex Bottausci
Maire / Mayor

(signé) Sophie Valois
Greffière / City Clerk

COPIE CONFORME, le 13 novembre 2019

Sophie Valois, Greffière / City Clerk

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.008

2020/06/03
08:30

Dossier # : 1208155001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Planification urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Approuver la conformité au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal du règlement PC-2880-1 modifiant les dispositions de zonage du Règlement PC-2880 (Code villageois) de la Ville de Pointe-Claire.

Il est recommandé :
1. d'approuver la conformité au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal du règlement suivant, adopté le 10 mars 2020 par le conseil municipal de la Ville de Pointe-Claire :

· le règlement PC-2880-1 modifiant les dispositions de zonage du règlement numéro PC-2880 (Code villageois) de la Ville de Pointe-Claire;

2. d'autoriser le greffier à délivrer un certificat de conformité à son égard et à transmettre une copie certifiée conforme du certificat à la Ville de Pointe-Claire.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-05-24 09:57

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208155001**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Planification urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Approuver la conformité au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal du règlement PC-2880-1 modifiant les dispositions de zonage du Règlement PC-2880 (Code villageois) de la Ville de Pointe-Claire.

CONTENU

CONTEXTE

Le règlement PC-2880-1 vise à revoir certaines dispositions du Code villageois, notamment celles concernant la hauteur, le nombre d'étages, les entrées charretières et autres ajustements ainsi que la limite d'une zone correspondant à l'unité de paysage UP1 – Noyau villageois centre, de la Ville de Pointe-Claire.
Conformément aux dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et au règlement RCG 15-073 sur l'examen de la conformité aux objectifs du Schéma d'aménagement et de développement (Schéma) et aux dispositions du document complémentaire (DC) de l'agglomération de Montréal, doit faire l'objet d'un examen de conformité aux objectifs du Schéma et aux dispositions du DC un règlement de remplacement d'un règlement dont l'objet est visé par une disposition du DC, ce qui s'applique au règlement PC-2880-1.
L'examen de conformité a pour but de s'assurer que les conditions ne viennent pas assouplir la portée des dispositions susmentionnées, et ce, même si l'exercice de concordance au Schéma, par la Ville de Pointe-Claire, est complété.

Puisque le règlement concerne une ville liée, c'est le comité exécutif qui procède à l'examen et à l'approbation conformément aux dispositions du Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif en matière d'aménagement et d'urbanisme (RCG 15-084).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

2020-03-10 - 2020-124 - Conseil municipal de la Ville de Pointe-Claire - Adopter le règlement PC-2880-1;

- Le règlement PC-2880-1 est réputé approuvé par les personnes habiles à voter.

DESCRIPTION

Éléments du règlement devant faire l'objet de l'examen de conformité au Schéma et au DC
Le règlement PC-2880-1 prévoit :

- supprimer la zone UP2 – Entrée villageoise nord, par l'agrandissement de la zone UP1 à même le territoire de la zone UP2 supprimée;
- remplacer le Plan du territoire de la zone UP1 en y ajoutant les éléments suivants à la légende : Bâtiment d'intérêt patrimonial et Site à potentiel de requalification;
- abroger le chapitre 5, applicable à la zone UP2 – Entrée villageoise nord;
- modifier le Plan du territoire de la zone UP6, par l'ajout de l'élément suivant à la légende : Bâtiment d'intérêt patrimonial.

JUSTIFICATION

L'agrandissement de la zone UP1 se fait dans un secteur de valeur intéressante tel qu'indiqué à la carte 12 – Patrimoine du Schéma. Des critères sont déjà prévus dans l'unité de paysage UP1 pour protéger et mettre en valeur les caractéristiques des bâtiments patrimoniaux. Des critères sont également présents pour la zone UP6; la modification apportée à la légende sert à la compréhension du plan.
Conclusion

Le règlement PC-2880-1 est conforme aux objectifs du Schéma et aux dispositions du DC.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Sans objet

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les modifications introduites par le règlement contiennent des exigences susceptibles de participer à la mise en œuvre des orientations du Schéma favorisant le développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans objet

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le présent dossier ne comporte aucun enjeu en lien avec la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est associée à cette décision.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Délivrance par le greffier d'un certificat de conformité à l'égard du règlement;

- Transmission par le greffier du certificat de conformité à la Ville de Pointe-Claire.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine COULOMBE
CONS.AMENAGEMENT

Tél : 514-872-8342
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-12

Monique TESSIER
Chef de division - Planification urbaine

Tél : 514 872-9688
Télécop. : 514 872-1458

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Lucie CAREAU
directrice de l'urbanisme
Tél : 514 872-7978
Approuvé le : 2020-05-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2020-05-21

PROVINCE DE QUÉBEC
VILLE DE POINTE-CLAIRE

RÈGLEMENT NUMÉRO PC-2880-1

RÈGLEMENT MODIFIANT DES DISPOSITIONS DE ZONAGE DU CODE VILLAGEOIS, RÈGLEMENT NUMÉRO PC-2880 DE LA VILLE DE POINTE-CLAIRE CONCERNANT LES LIMITES DE ZONE, LE NOMBRE D'ÉTAGES ET LA HAUTEUR DANS LES ZONES UP1 ET UP2, LES ENTRÉES CHARRETIÈRES ET LES EMPIÈTEMENTS EN MARGES MINIMALES.

À LA SÉANCE ORDINAIRE DU CONSEIL DE LA VILLE DE POINTE-CLAIRE TENUE À L'HÔTEL DE VILLE, 451, BOULEVARD SAINT-JEAN, POINTE-CLAIRE, QUÉBEC, LE 10 MARS 2020 À 19H00.

PRÉSENTS : Mesdames les conseillères C. Homan, T. Stainforth et K. Thorstad-Cullen, ainsi que messieurs les conseillers P. Bissonnette, C. Cousineau, B. Cowan, E. Stork et D. Webb formant quorum sous la présidence de monsieur le maire John Belvedere.

PARMI LES AFFAIRES TRANSIGÉES LORS DE CETTE SÉANCE, IL Y AVAIT :

RÈGLEMENT NUMÉRO : PC-2880-1

RÉSOLUTION NUMÉRO : 2020-124

PROPOSÉ PAR LE CONSEILLER COUSINEAU

APPUYÉ PAR LE CONSEILLER BISSONETTE

ET RÉSOLU :

ATTENDU QUE la Ville est sensible aux enjeux liés au développement et à la requalification du secteur du village de Pointe-Claire;

ATTENDU QUE la Ville souhaite affirmer l'importance du caractère villageois particulier et de la vocation commerciale sur le Chemin du Bord-du-Lac entre les avenues Cartier et Golf et sur l'avenue Cartier, au sud de l'avenue Lanthier, tout en limitant la densité bâtie en conformité avec la volumétrie traditionnelle villageoise;

ATTENDU QUE le conseil municipal juge approprié de modifier certaines dispositions de zonage du Code Villageois, règlement numéro PC-2880, afin de répondre aux intentions ci-dessus, de la façon suivante:

a) En agrandissant le territoire de l'unité paysagère UP1 – Noyau villageois centre – à tout le secteur ayant une affectation « villageoise patrimoniale » au Programme particulier d'urbanisme (PPU) du village de Pointe-Claire (page 79), soit le Chemin du Bord-du-Lac entre les avenues Cartier et Golf, et l'avenue Cartier, au sud de l'avenue Lanthier;

b) En restreignant, dans cette zone, la possibilité de construire un troisième étage en retrait seulement aux terrains identifiés comme des « sites à potentiel de requalification » au Programme particulier d'urbanisme (PPU) du village de Pointe-Claire (page 47), qui ont un frontage sur l'avenue Cartier;

c) En diminuant, dans cette zone, la hauteur maximale autorisée des nouvelles constructions de 14m à 12m;

d) Et par la même occasion, en corrigeant les dispositions relatives aux empiètements autorisés dans les marges minimales et à la largeur des entrées charretières dans les zones UP résidentielles.

CONSIDÉRANT QU'un projet de ce règlement a été présenté et qu'avis de motion en a été donné le 3 décembre 2019;

LE CONSEIL MUNICIPAL DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'Annexe 1 – PLAN DES UNITÉS PAYSAGÈRES – du Code villageois, règlement numéro PC-2880 de la Ville de Pointe-Claire, est modifiée par la suppression de la zone UP2 – Entrée villageoise nord, et par l'agrandissement de la zone UP1 à même le territoire de la zone UP2 supprimée, tel que montré au plan qui suit.

Extrait du plan actuel des unités paysagères



Extrait du plan modifié des unités paysagères



2. Le plan du territoire de la zone UP1 est modifié, à la page UP1.01.01-O en le remplaçant par le plan qui suit, et sa légende :



■ Bâtiment d'intérêt patrimonial
■ Site à potentiel de requalification

3. Le plan du territoire de la zone UP6 est modifié, à la page UP6.01.01-O par l'ajout de la légende suivante :

■ *Bâtiment d'intérêt patrimonial*

4. Le chapitre 5, applicable à la zone UP2 – Entrée villageoise nord, est abrogé.

5. La norme de hauteur du bâtiment « L » de la zone UP1, à la page UP1.02.05-N est modifiée en réduisant la hauteur maximale autorisée de 14m à 12m.

6. La norme de nombre d'étages maximal « K » de la zone UP1, à la page UP1.02.05-N est réduite de 3 à 2, et la phrase suivante est ajoutée au début de la note (1) de cette norme:

« Un 3^{e} étage en retrait est autorisé uniquement sur les sites à potentiel de requalification, identifiés au plan de la page UP1.01.01-O. »

7. Les normes relatives aux empiètements maximum des zones UP1 et UP4 sont modifiées par l'enlèvement, avant la légende, de la phrase suivante : « aucun élément ne peut être à moins de 1 m de la ligne de lot arrière et latérale », aux pages suivantes :

- *UP1.03.08-N*
- *UP4.03.08-N.*

8. Les normes relatives aux empiètements maximum des zones UP3, UP5, UP6 et UP8 sont modifiées par l'enlèvement, avant la légende, de la phrase suivante : « aucun élément ne peut être à moins de 1 m de toute ligne de lot », aux pages suivantes :

- *UP3.03.08-N*
- *UP5.03.08-N*
- *UP6.03.08-N*
- *UP8.03.08-N*

9. Les normes de localisation et de dimensions des entrées charretières sont abrogées pour les zones UP3 et UP5 à UP10, aux pages suivantes :

- *UP3.05.14-N*
- *UP5.05.14-N*
- *UP6.05.14-N*
- *UP7.05.14-N*
- *UP8.05.14-N*
- *UP9.05.15-N*
- *UP10.05.14-N*

10. Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la loi.

John Belvedere, maire

Caroline Thibault, greffière

PROVINCE OF QUEBEC
CITY OF POINTE-CLAIRE

BY-LAW NUMBER PC-2880-1

BY-LAW AMENDING CERTAIN ZONING PROVISIONS OF THE VILLAGE CODE, BY-LAW PC-2880 OF THE CITY OF POINTE-CLAIRE WITH REGARDS TO ZONE LIMITS, NUMBER OF FLOORS AND HEIGHTS IN ZONES UP1 AND UP2, ENCROACHMENT IN THE MINIMUM SETBACKS AND DRIVEWAYS

AT THE REGULAR MEETING OF THE COUNCIL OF THE CITY OF POINTE-CLAIRE, HELD AT CITY HALL, 451, SAINT-JEAN BOULEVARD, POINTE-CLAIRE, QUEBEC, ON MARCH 10, 2020, AT 7:00 P.M.

PRESENT: Councillors C. Homan, T. Stainforth and K. Thorstad-Cullen, as well as Councillors P. Bissonnette, C. Cousineau, B. Cowan, E. Stork and D. Webb chaired by His Worship Mayor John Belvedere forming a quorum of council.

AMONGST OTHER BUSINESS TRANSACTED AT SAID MEETING WAS THE FOLLOWING:

BY-LAW NUMBER: PC-2880-1

RESOLUTION NUMBER: 2020-124

PROPOSED BY COUNCILLOR COUSINEAU

SECONDED BY COUNCILLOR BISSONNETTE

AND RESOLVED:

WHEREAS the City is concerned about the challenges related to the development and the urban requalification of the Pointe-Claire Village area;

WHEREAS the City wishes to emphasise the importance of the special village character and the commercial use on Bord-du-Lac—Lakeshore Rd between Cartier and Golf Avenue and on Cartier Avenue south of Lanthier Avenue while restricting the built-up density in compliance with the typical village landscpape.

WHEREAS the City Council consider appropriate to amend certain zoning provisions in the Village Code, By-Law number PC-2880, in order to meet the abovementioned intentions, in the following ways:

a) By extending the area covered by Landscape Unit UP1 – Central Village Core – to the area designated as "Heritage Village" in the Special Planning Program for Pointe-Claire Village (page 79), corresponding to Lakeshore Rd between Cartier and Golf Avenue and Cartier Avenue south of Lanthier Avenue;

b) By limiting, in that zone, the right to build a recessed third floor to the sites identified as "sites with potential for redevelopment", in the Special Planning Program for Pointe-Claire Village (page 47) and have frontage on Cartier Avenue;

c) By reducing, in that zone, the maximum height of a new construction from 14m to 12m;

d) And while doing so, by correcting certain inconsistencies in the provisions governing permitted encroachment in the minimum setbacks and width of driveways in residential UP zones.

WHEREAS a draft of this by-law has been presented and notice of motion given on December 3, 2019;

MUNICIPAL COUNCIL DECREES AS FOLLOWS:

1. Appendix 1 – LANDSCAPE UNITS MAP – of the Village Code, By-law number PC-2880 of the City of Pointe-Claire, is amended by repealing zone UP2 – North Village Entrance, and by enlarging zone UP1 to include the territory of the repealed UP2 zone, as shown in the following plans.

Excerpt from current Landscape Units Map



Excerpt from modified Landscape Units Map



2. The plan of the territory for zone UP1 in page UP1.01.01-O is replaced by the following plan, with its legend:



■ *Building of heritage interest*
■ *Site with potential for redevelopment*

3. The plan of the territory for zone UP6 in page UP6.01.01-O is modified by adding the following legend:

■ *Building of heritage interest*

4. Chapter 5, applicable to zone UP2 – North Village Entrance, is repealed.

5. The provision respecting the maximum number of storeys (K) for zone UP1, in page UP1.02.05-S, is reduced from 3 to 2 and the following sentence is added to the beginning of footnote (1) related to this provision:

"A 3rd floor, setback from the front facade, is permitted only on the sites with potential for redevelopment, identified on the plan of page UP1.01.01-O."

6. The provision respecting the building height (L) for zone UP1, in page UP1.02.05-S, is modified by reducing the maximum permitted height from 14m to 12 m.

7. Provisions respecting to maximum encroachments for zones UP1 and UP4 are modified by repealing, before the legend, the following sentence: "No element may be less than 1 m from the side of rear lot line." in the following pages:

- *UP1.03.08-S*
- *UP4.03.08-S.*

8. Provisions respecting to maximum encroachments for zones UP3, UP5, UP6 and UP8 are modified by repealing, before the legend, the following sentence: "No element may be less than 1 m from any lot line." in the following pages:

- *UP3.03.08-S*
- *UP5.03.08-S*
- *UP6.03.08-S*
- *UP8.03.08-S*

9. Provisions respecting location and dimensions of driveways are repealed for zones UP3 and UP5 to UP10, in the following pages:

- *UP3.05.14-S*
- *UP5.05.14-S*
- *UP6.05.14-S*
- *UP7.05.14-S*
- *UP8.05.14-S*
- *UP9.05.15-S*
- *UP10.05.14-S*

10. The present by-law comes into force according to the Law.

John Belvedere, Mayor

Caroline Thibault, City Clerk

CE : 50.001

2020/06/03 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 50.002

2020/06/03 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 50.003

2020/06/03 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 50.004

2020/06/03 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 60.001

2020/06/03
08:30

Dossier # : 1208078007

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du rapport sur les décisions déléguées concernant la conclusion de contrats relatifs à la location et aux aliénations d'immeubles, couvrant la période du 1er avril 2020 au 30 avril 2020, conformément au Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004)

Il est recommandé :

- de prendre acte du rapport sur les décisions déléguées concernant la conclusion de contrats relatifs à la location et aux aliénations d'immeubles, couvrant la période du 1er avril au 30 avril 2020, conformément au Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004)

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-05-12 11:31

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208078007**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du rapport sur les décisions déléguées concernant la conclusion de contrats relatifs à la location et aux aliénations d'immeubles, couvrant la période du 1er avril 2020 au 30 avril 2020, conformément au Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004)

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier décisionnel a pour but de soumettre aux autorités municipales compétentes un rapport global des décisions rendues par un fonctionnaire de niveau A du Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI »), concernant la conclusion de contrats relatifs à la location et aux aliénations d'immeubles, en vertu du RCE 02-004 *Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employé.*

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE 20 0600 - du 29 avril 2020 - de prendre acte du rapport sur les décisions déléguées concernant la conclusion de contrats relatifs à la location et aux aliénations d'immeubles, couvrant la période du 1er mars au 31 mars 2020, conformément au Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004).

DESCRIPTION

Dépôt du rapport global visant les décisions rendues par un fonctionnaire de niveau A du SGPI concernant la conclusion de contrats relatifs à la location et aux aliénations d'immeubles.
Ainsi, les décisions prises pour la période du 1er avril 2020 au 30 avril 2020 par le fonctionnaire de niveau A en vertu du règlement RCE02-004, article 26 et ses amendements, sont:

- Une (1) décision déléguée pour une aliénation d'immeuble
- Six (6) décisions déléguées pour des locations

JUSTIFICATION

Ne s'applique pas

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est requise.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Présentation du rapport au comité exécutif : Juin 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Neritan SADIKU
Secrétaire d'unité administrative

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-06

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières

Tél : 514-872-3015
Télécop. :

Tél : 514-868-3844
Télécop. : 514-872-8350

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2020-05-06

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice du SGPI
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2020-05-12

Montréal

Rapport sur toutes les transactions visant l'acquisition ou l'aliénation d'un immeuble délégué au fonctionnaire de niveau A du Service de la gestion et de la planification immobilière (art. 26.1 du RCE 02-004) pour la période du 1er avril 2020 au 30 avril 2020

Sommaire	Date de décision	No. de décision	Réalisé selon l'encadrement C-OG-GPI-D-17-003*	Requérant	Objet du sommaire
2198290002	2020-04-28	DA198290002	Non	CDN-NDG	Approuver un projet d'acte par lequel Devmont W8 Inc. cède à la Ville de Montréal une servitude de passage, dont l'assiette en volumétrie d'une superficie au sol de 98,3 m² est située du côté sud-ouest de l'avenue Trans-Island et au nord-est du boulevard Décarie, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce, laquelle affecte le lot 6 049 213 du cadastre du Québec, afin de créer un réseau de sentiers piétonniers visant à désenclaver le site du projet Westbury Montréal, le tout sans contrepartie financière.

*L'encadrement concerne uniquement des ventes et parcelles de terrain, de résidus de terrain et de parties de ruelle

Montréal

Rapport concernant l'autorisation de la dépense relative à un contrat de location d'un immeuble par la Ville lorsque la valeur du contrat du contrat est de moins de 100 000 $ (RCE 02-004, art.25) OU sur la conclusion d'un contrat relatif à la location d'un immeuble de la ville lorsque la durée n'excède pas un an et que la valeur est de moins de 25 000 $ ou sur un contrat de location d'un immeuble par la ville lorsque la valeur est de moins de 100 000 $ (RCE 02-004, art.26)

Période visée : 1er au 30 avril 2020

Sommaire	Date de décision	No. de décision	Requérant	Objet du sommaire
2204069002	2020/04/09	DA204069002	Externe	Approuver le projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue à Purolator inc., pour une période de 1 an, à compter du 1er avril 2020, un espace, situé au rez-de-chaussée de l'immeuble sis au 505, boulevard De Maisonneuve Est, d'une superficie totale de 700 pi², à des fins d'entreposage, moyennant un loyer total de 6 109,92 $, excluant les taxes. (Bâtiment 9322-102)
2205323003	2020/04/14	DA205323003	SDIS	Approuver un projet de lettre d'entente par laquelle la Ville loue de La Bibliothèque et archives nationales du Québec, à titre gratuit, pour une durée indéterminée, à compter du 11 avril 2020, des locaux localisés dans le Grand Hall de la Bibliothèque de Montréal, de l'immeuble sis au 475, boul. De Maisonneuve Est, à des fins d'un centre de répit de jour pour les personnes itinérantes de Montréal.
2208682001	2020/04/23	DA208682001	SDIS	Approuver un projet de lettre d'entente par laquelle la Ville loue du Collège Dawson, à titre gratuit, pour une durée indéterminée, à compter du 20 avril, des locaux situés dans la cafétéria (local 3C1), la cour intérieure de la cafétéria localisée entre les ailes A et D, le local 3E2 à l'usage exclusif des employés et une toilette limitrophe au local 3E2 à l'usage exclusif des employés du Collège Dawson sis au 2100 rue Atwater, à des fins de centre de répit de jour pour les personnes en situation d'itinérance de Montréal.
2208682002	2020/04/23	DA208682002	SDIS	Approuver un projet de lettre d'entente par laquelle la Ville loue de l'Anglican Parish of St-Georges, à titre gratuit, pour une durée d'un (1) mois et deux (2) jours, à compter du 16 avril, des locaux situés dans la Nef accessible uniquement par le 1001 avenue des Canadiens-de-Montréal, une salle accessible uniquement par le 1101 rue Stanley (usage exclusif des employés) et les toilettes (usage exclusif des employés) de l'Église Anglicane St-Georges, au 1001 avenue des Canadiens-de-Montréal, à des fins de centre de répit de jour pour les personnes en situation d'itinérance de Montréal.

2208042001	2020/04/27	DA208042001	SDE	Approuver le contrat de services par lequel la Ville de Montréal offre à 9140-8318 Québec Inc. (faisant également affaires sous le nom BIOS), une adresse de correspondance située au 7140, rue Albert-Einstein, à Montréal, pour un terme d'un an, soit du 1er mars 2020 au 28 février 2021. La recette totale est de 1 080,00$, plus les taxes applicables. Bâtiment 1751.
2205323004	2020/04/29	DA205323004	SDIS	Approuver un projet de lettre d'entente pour le renouvellement, à titre gratuit, par laquelle la Ville loue de Les YMCA du Québec, pour une période de deux (2) mois, à compter du 24 avril 2020, des locaux au rez-de-chaussée, de l'immeuble sis au 1435, rue Drummond, d'une superficie de 4 000 pi², à des fins de refuge pour les personnes itinérantes de Montréal.